



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

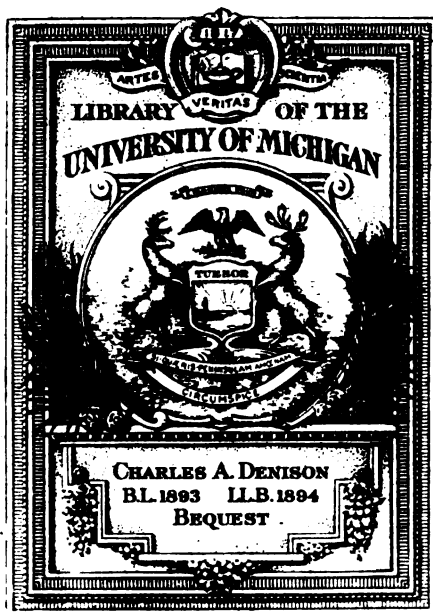
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

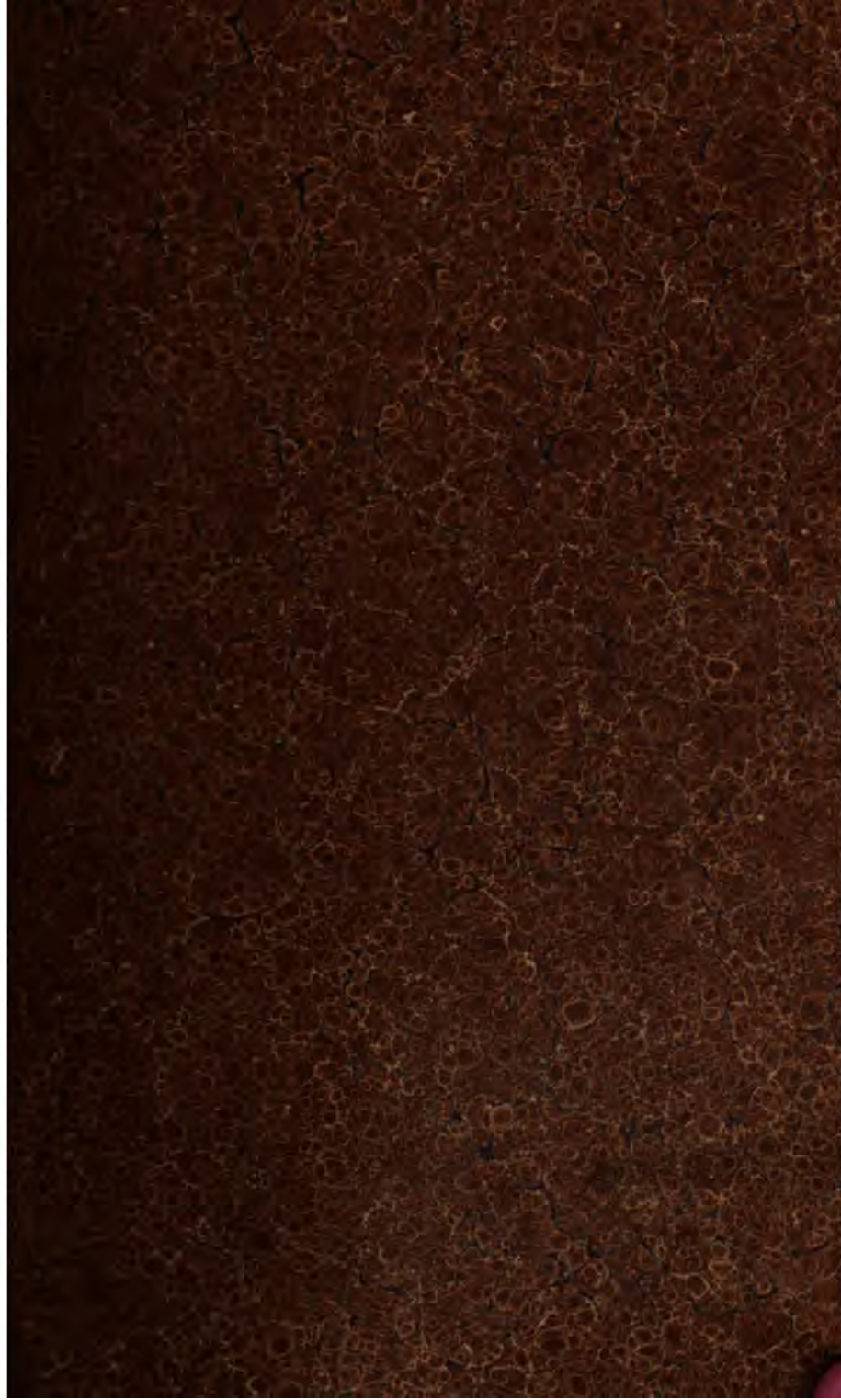
Nous vous demandons également de:

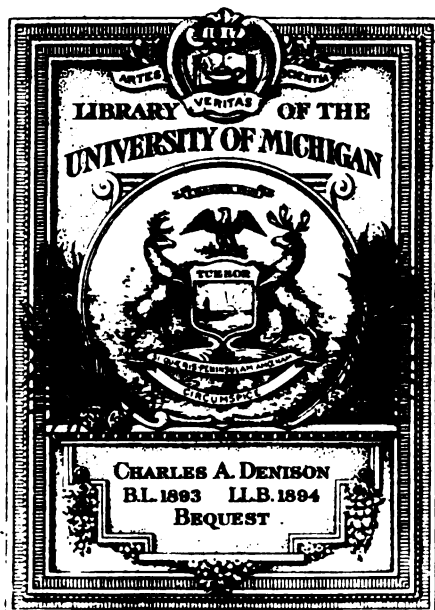
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







CHARLES A. DENISON
BL. 1893 LL.B. 1894
BEQUEST

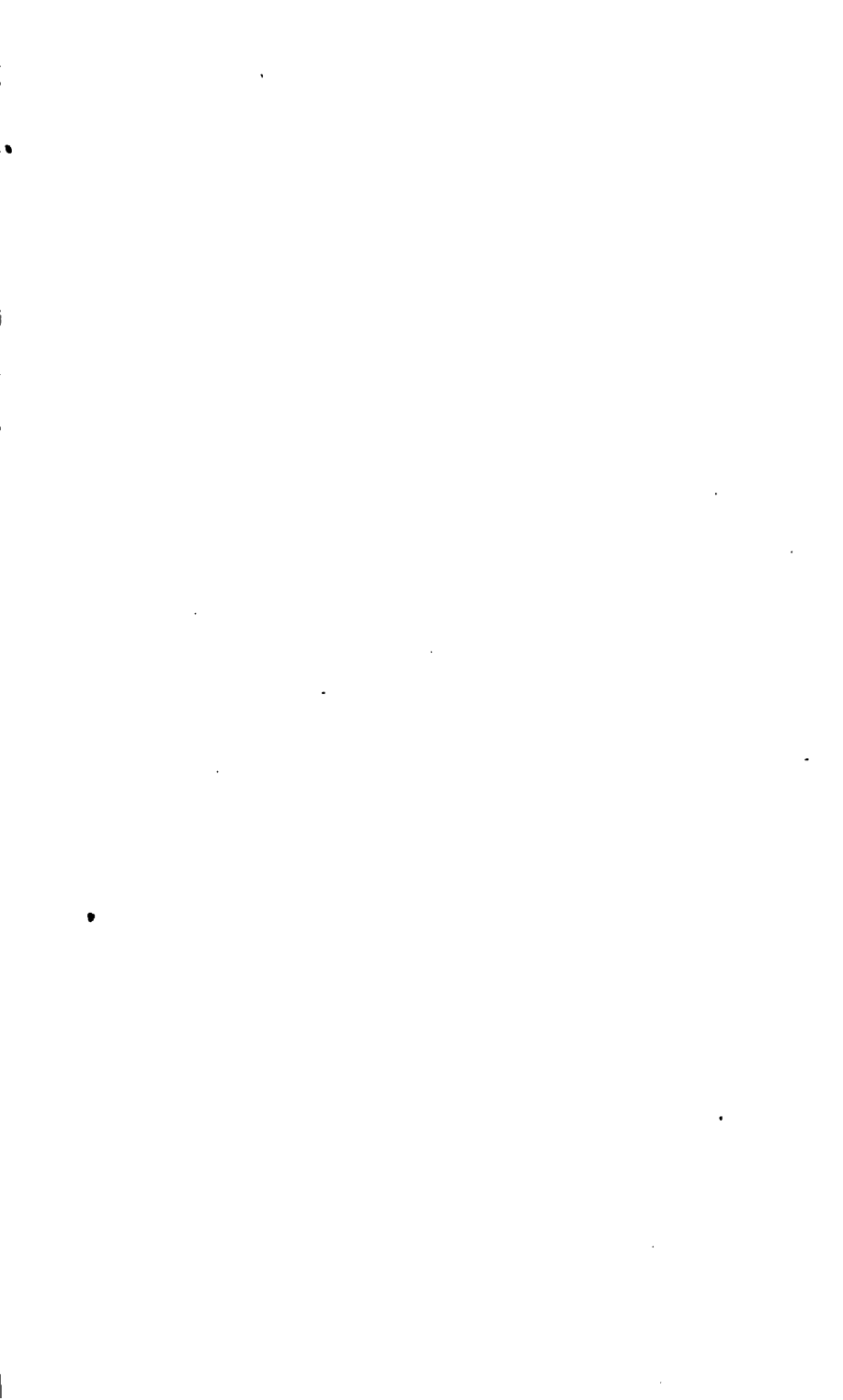


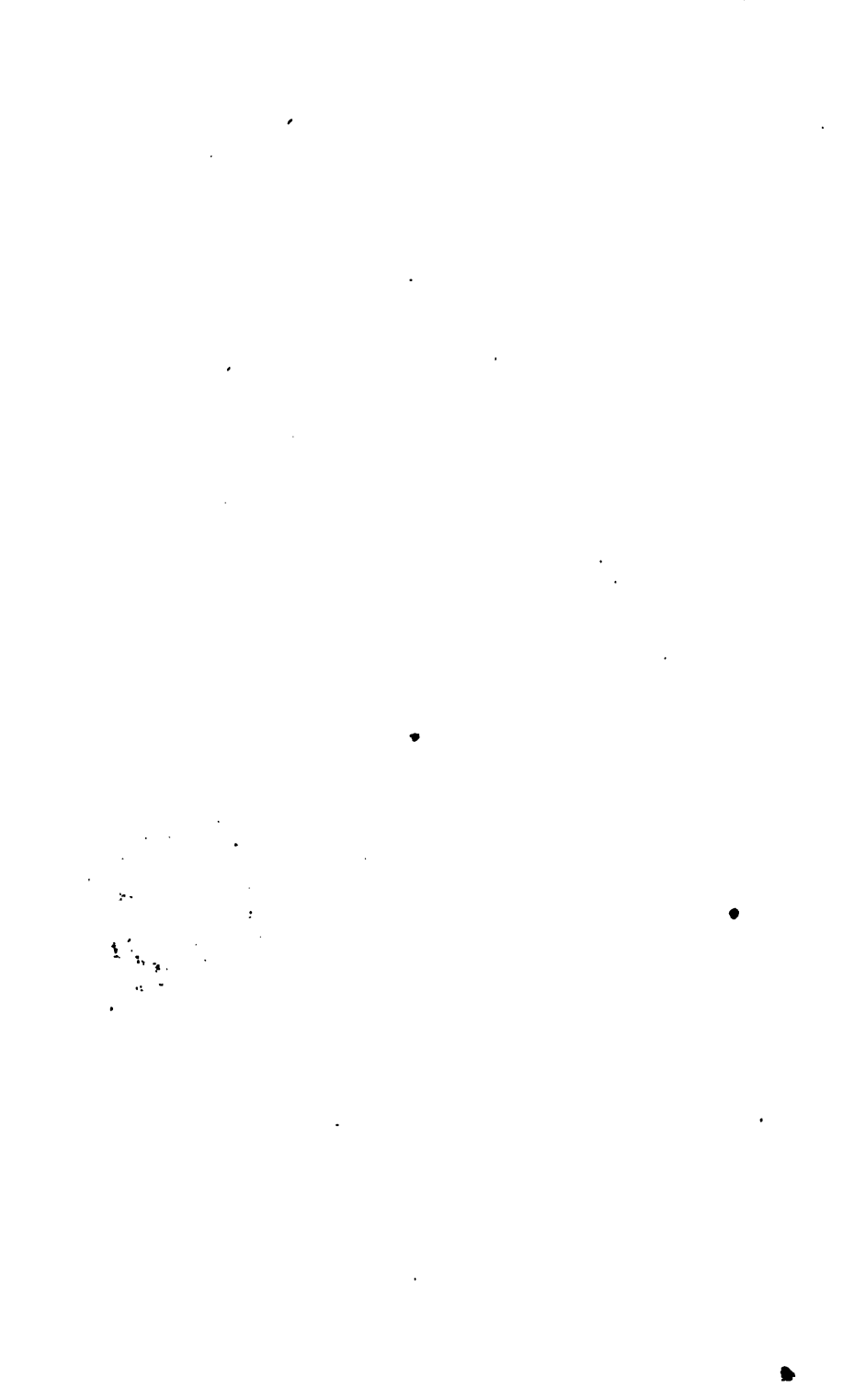
DC

252.5

.69

V.53





MANIFIESTO
AL EXCMO. SR. D. JOSÉ DE SALAMANCA,

Ministro de Hacienda de S. M. C.

Y

A LA NACION ESPAÑOLA

RELATIVA

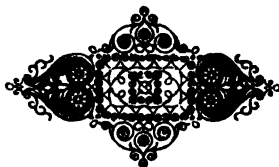
A LA DEUDA ESTRANJERA

POR

EL SEÑOR D. JAIME HENDERSON. F. R. S.

EX-COMISIONADO Y CONSUL GENERAL DE S. M. B.

Autor de las obras, sobre la buena y justa causa de S. M. Isabel II:—El comercio y la industria de España:—La historia geográfica y comercio del Brasil:—Obras relativas á las repúblicas americanas españolas de Méjico, Colombia, Perú, Chile y Buenos-Aires, y varias otras sobre los beneficios del comercio libre, y las fábricas y la industria de varios estados europeos, etc. etc.



MADRID.

IMPRENTA DEL CABALLERO DE GRACIA,

A cargo de A. Espinosa.

1847.



Demission
mayor
3-20-58
25848

MANIFIESTO

AL EXCMO. SR. D. JOSE DE SALAMANCA.

ministro de Hacienda

Y

A LA NACION ESPAÑOLA.

EXCMO. SEÑOR:

Supérfluo parecerá dirigirse á una persona tan distinguida por sus conocimientos rentísticos solicitando que cumpla las promesas dadas por sus predecesores y sancionadas por el discurso de la Corona, para arreglar la deuda extranjera de España; porque naturalmente y aparte de estos motivos, el restablecimiento del crédito público debe ser el objeto preferente y primero de los esfuerzos de un hombre que conoce la hacienda y que aspire á poner en juego el principal resorte de la grandeza, del poder y de la prosperidad de su país.

Sin embargo, como representante de los grandes intereses que se rozan con las sabias medidas que V. E. adoptará indudablemente en lo relativo á esta cuestion, considero como deber mio manifestar á V. E. el sentimiento español, la verdadera opinion y los intereses de España en Europa en cuanto á los derechos de los acreedores olvidados y olvidados durante tanto tiempo. Hevenidas en mis representaciones á las Cortes, con el espíritu de cortesía y los sentimientos amistosos que me inspiran hacia los acreedores extranjeros al exigir el arreglo de las obligaciones sagradas que España ha contraído.

Ante se ha tratado de contradecir esas disposiciones amistosas, atacando á los acreedores que tanto han sufrido porque han presentado una peticion al Parlamento inglés.

¿Sabe la noble y generosa Nacion española qué razones los impulsaron á adoptar esa alternativa?

Terjiversaciones, á que pronto siguió el anuncio de que se trataba de contraer un empréstito en las plazas extranjeras, ademas de la circulacion clandestina que ya existe en ellos de papel de la deuda interior de España, antes de que se hubiese verificado arreglo alguno para el pago de obligaciones mas sagradas porque son mas antiguas!!

Si un particular tratase de imitar semejante ejemplo en Inglaterra, si tratase de circular nuevos pagarés y sacar algun dinero por ellos, mientras que otros mas antiguos, protestados ó no satisfechos, se encontrasen en poder de todos, su conducta seria objeto de una causa criminal.

Si se hubiera pensado seriamente en realizar ese empréstito, que *tan oportunamente ha retirado el Gobierno actual*, esta hostilidad constante contra los intereses de los acreedores extranjeros habria hecho bajar el 3 por 100 español á 20, y el 5 por 100 á 10; pues ejemplos hay de que una conducta semejante hizo bajar en estos últimos tres ó cuatro años, el 3 por 100 de mas de 40 á que se hallaba, á cerca de 30, y el 5 por 100 de mas de 30, á cerca de 20.

A esta conducta es tristemente necesario añadir la lamentable circunstancia de haberse retirado los bienes nacionales y otras propiedades, solemnemente hipotecadas por el Gobierno, las Cortes y la Reina Gobernadora, á estos desgraciados acreedores, sin que se les diese en cambio ningun equivalente!!

Si un Gobierno posterior creyó oportuno quitar á los acreedores estas hipotecas, todos los principios de derecho y de justicia reconocidos por todas las naciones de la tierra les obligaban á dar en cambio otro valor adecuado. ¡Ni un maravedi se les ha dado, ni siquiera se ha mirado con la menor consideracion á los maltratados acreedores!

¿Habrá algun español honrado é imparcial que diga que no hubo motivos para dar aquel paso; paso que se dió con todos los miramientos debidos á la conocida rectitud y sentimientos de delicadeza que todo caballero español individualmente posee? Que así se hizo lo prueban las dos cartas siguientes que acabo de recibir del presidente de la gran asociacion en Lóndres:

SR. D. JAIME HENDERSON.

LONDRES 26 de marzo de 1847.

Muy Señor mio:

No necesito recordar á V. que cuando se estableció esta asociacion de acreedores de España, el símbolo que adoptamos relativamente al Gobierno español fué el *ramo de olivo*, y nuestro lema *apelar al honor de los españoles*, y en to los los pasos y medidas que hemos adoptado, nos h-mos a iberrido severamente á estos dos estímulos conciliadores. Al ver sin embargo que no correspondia á la amistosa mision de V. el Gobierno español, y que no adelantaba de una manera tan favorable como teníamos derecho á esperar, y que nuestros esfuerzos sin auxilio extraño no merecian siquiera atencion alguna, ademas de nuevos ataques (1) dirigidos á nuestra propiedad por España, juzgamos oportuno apelar á las simpatías del parlamento inglés y

(1) Infraccion de promesas y anuncios en Inglaterra, Francia y Holanda para facilitar la circulacion subrepticia de títulos de la deuda interior de España, y la noticia re-

del Gobierno, á fin de manifestar á la nacion española, que no solo es asociacion, sino tambien la nacion inglesa, estaban profundamente convencidas de que este era el momento oportuno, en provecho de ambas naciones para arreglar estas reclamaciones durante tanto tiempo abandonadas. Si Sr. Mon ó el Sr. Santillan, por sí ó por medio de sus agentes, se hubiera puesto en comunicacion con V. para acordar las bases del arreglo, ni siquiera hubiéramos soñado en apelar al parlamento para que manifestase su opinion sobre nuestro asunto; y aun ahora si llegase á nuestra noticia que el ministro español habia empezado á tratar con V., la asociacion suspenderia inmediatamente todas las medidas que pensase adoptar. Si no fuéramos razonables en nuestras exigencias, si pidiéramos mas de lo que puede pagar España, si no tratásemos de manifestar en el propuesto arreglo el mismo espíritu de tolerancia, amistad y conciliacion, que hemos sentido y manifestado desde que se contrajeron las deudas hasta que se constituyó esta asociacion, podria tener alguna razon y excusa la fria indiferencia con que ha sido V. tratado por el Gobierno español desde que llegó V. á Madrid. Pero repito que no pedimos mas que lo que España, segun ella misma ha manifestado, nos puede pagar. No podemos descubrir un motivo satisfactorio para explicar esa dilacion desesperante.

Para desmentir cualquier rumor infundado ó sospecha de que nos proponemos adoptar otros medios para obtener un arreglo que no sean los que encierran nuestro lema y simbolo, incluyo á V. una carta dirigida al ministro, que V. presentará cuando lo juzgue conveniente.

De V. afectísimo servidor

D. HEMING,
Presidente.

ASOCIACION DE PORTADORES DE LA DEUDA DE ESPAÑA.

LONDRES MARZO 26 DE 1847.

A los Excmos. Señores Ministros de S. M. C.

EXCMOS. SEÑORES.

El comité de la asociacion de portadores de la deuda de España, han sabido que se ha interpretado de una manera injusta el hecho de haber solicitado el apoyo del Parlamento inglés y del Gobierno para obtener el arreglo de los derechos de los acreedores de España, y que se ha supuesto erróneamente que hacen uso de las *amenazas* en sus esfuerzos para alcanzar justicia de la nacion española.

El comité se apresura por tanto á asegurar á VV. EE. que los acreedores de España rechazan completamente toda intencion de querer amenazar á ese país, y que su objeto al apelar á su Parlamento y á su Gobierno ha sido conseguir que se haga uso de toda la influencia amistosa necesaria para obtener de esa Nacion el arreglo de la deuda de que son portadores, porque están su-

ciente de nuevos empréstitos que habian de verificarse en aquellos mercados, antes de pagar los antiguos; *solamente* esta última noticia, causó una baja en la propiedad de los desgraciados acreedores extranjeros de 10 por 100 sobre el miserable capital que aun les queda.

friendo las mayores miseria y desgracias de resultas de no habérseles pagado durante tantos años los intereses de sus títulos.

El comité desea además manifestar á VV. EE. que retirará su peticion de los archivos del Parlamento en cuanto el Gobierno español adopte las necesarias medidas para satisfacer sus justas y equitativas demandas.

El comité espera ardientemente que no se necesitará dar mas pasos para conseguir del Gobierno español que alivie de sus necesidades á sus acreedores, y que España dará pruebas de su antiguo y elevado honor y buena fé haciéndoles justicia sin mas dilaciones.—

Tengo el honor etc.

DEMPSTER HEMING,
Presidente.

Que así se hizo, lo prueban también el discurso de lord Brougham al presentar la peticion á la cámara de los lores, y la respuesta del conde de Clarendon.

Desde el año de 1838 he tenido oportunidades constantes para conocer la profunda y arraigada amistad que profesa ese distinguido prócer á la nacion española, y no hay un solo español que desee ver prosperar á la Península con mas sinceridad y con mas ardor que su señoría.

También debo hacer observar, aunque en España se ha atacado tan injustamente el caracter de lord Palmerston, ataques que se embotan en la alta reputacion de su honor inflexible y de su justicia, que este ministro de S. M. B. fué constantemente el amigo mas fiel del Trono de Doña Isabel II, cuando la guerra civil amenazaba la existencia de ese Trono.

Hé aquí los discursos de lord Brougham y del conde de Clarendon:

LORD BROUGHAM. Según lo anuncié anoche, presento una peticion sobre un asunto que exige la consideracion mas seria del Parlamento, y del gobierno si fuera posible; pero sé que hay grandes dificultades para adoptar cualquier medida en semejante caso. Sin embargo, no hay razon para que el Parlamento deje de aplicar su rectitud á un caso tan triste y de injusticia tan manifiesta como el que le voy á someter. La peticion es de Mr. Dempster Heming y de Sir T. B. Lethbridge (Baronet), en representacion de los acreedores de España en Inglaterra. Estos han prestado dinero á España durante la guerra de la independencia, y la suma se acerca mas bien á ocho que á siete mil millones de reales. El gobierno español les debe ahora esta cantidad. Por medio de estos adelantos, España pudo combatir por su independencia contra la usurpacion de Napoleon. Siempre han tenido los españoles un elevado sentimiento de honor, y por tanto me sorprende que ahora adopten la novedad de negarse á pagar sus deudas cuando les conviene no pagarlas. El honor castellano ha tenido siempre tanta fama en el mundo, que jamás pudiera creer que la Península lo hubiese abandonado hasta el punto de hacer improbable que España pague algun dia esta deuda. (*Aplausos.*) España es ahora tan independiente como cualquiera otro pais de Europa, y hemos tenido el honor de cooperar con ella para alcanzar esa independencia. Para los españoles ha sido el éxito; pero ¿por qué ha de recaer sobre

nosotros todo lo que ha costado? La imposibilidad de pagar no los exonera de la obligación. Su deber es pagar esta deuda con la prontitud mayor que les sea posible. Las rentas de España han crecido. Doce años hace que solo ascendían á 600 millones de reales; hoy suben á 4,200 millones. Habiendo duplicado de esta manera sus recursos, es insoportable oír decir á su gobierno que no quiere pagar. (*Aplausos.*) Espero que los españoles y su gobierno darán una prueba de su noble carácter, satisfaciendo las justas exigencias de sus acreedores lo mas pronto posible. (*Aplausos.*)

En seguida el noble lord puso la peticion sobre la mesa.

EL CONDE DE CLARENDON. Mi ilustrado y noble amigo me indicó ayer que pensaba presentar esta peticion, y por consiguiente he podido examinar su contenido. Puedo decir que todo lo que manifiestan los demandantes es exacto, y por tanto creo que está perfectamente en su lugar todo lo que lord Brougham ha dicho. (*Aplausos.*) No creo que S. S. haya exagerado en lo mas mínimo la injusticia con que se ha tratado á los acreedores, ni las desgracias que han sufrido. España no se encuentra en el estado que quieren decir sus ministros. Aun bajo su actual sistema de administracion, desde 1838 han crecido de una manera considerable sus rentas, y si se llevase adelante su sistema administrativo con prudencia y economía, si no distrajesen la atencion de los ministerios que allí se suceden las intrigas estrangeras (*aplausos*) y las discordias domésticas, si la tendencia de sus esfuerzos no fuera paralizar la energia del pais, España sería uno de los países mas ricos del mundo. (*Aplausos*) S. S. ha hablado del carácter indomable del pueblo español, y yo estoy persuadido de que no habria ningun pueblo mas dispuesto á trabajar ni mas industrioso, si pudiera esperar lo que es el objeto de toda industria—la legítima recompensa!!! No hay país alguno en Europa de igual estension de superficie, cuyos productos minerales ó agrícolas, sean comparables con los de España. El pueblo es laborioso, y si el gobierno fuera sábio y prudente, y economizase los recursos del pais, España sería una nacion rica y próspera, y se realizaria el dicho de uno de sus mejores ministros de Hacienda, á saber, que podría pagar diez veces la suma de su deuda actual. (*Aplausos.*) España no tiene derecho para alegar insolvencia. En justicia debo decir, sin embargo, que jamás ha adoptado la nueva voz de *repudiar* (1). Cuando estuve en Madrid, muchas veces me obligó mi deber á hacer representaciones al gobierno español en nombre de sus acreedores. Lejos de *repudiar*, debo decir al contrario, que se recordaban con gratitud las circunstancias en que la deuda se contrajo y se verificaron arreglos para pagarla; pero antes que se llevasen á efecto estos arreglos, ocurrieron revoluciones y cambios, y subió al poder un nuevo ministerio que tuvo á bien dejar á un lado los arreglos hechos por sus predecesores. De resultados de esto, han padecido mucho los acreedores ingleses; en algunos casos, que han llegado á mi noticia, se han arruinado enteramente. Algunos habian empleado los ahorros de toda su vida en los títulos de esta deuda, y debo decir, que obraron con mucha imprudencia, porque no debe olvidarse que los que prestan su dinero á gobiernos estrangeros sin la sancion del suyo, lo hacen por su cuenta y riesgo, (*Aplausos*) porque los individuos no pueden exponer á su país á una guerra sin la garantía especial de su propio gobierno. Sin embargo, el gobierno inglés no ha dejado de apoyar estas reclama-

(1) Alude el ministro á la palabra inventada por algunos estados de la Union anglo-americana para negarse á pagar sus deudas.

ciones cerca del gobierno español, y el enviado inglés en Madrid está prestando en estos momentos su apoyo oficial al agente de los acreedores para llevar adelante sus reclamaciones, y creo que lo hace con algunas esperanzas de buen éxito. El gobierno español y las Cortes han eludido el pago de esta deuda de una manera que les hace poco honor. Los demandantes manifiestan que opinan muchos de los juriseconsultos mas eminentes de este país, que las exigencias de los acreedores constituian un *casus belli*. No es mi objeto emplear espresiones de amenaza, porque estoy seguro que la manifestacion de la opinion de la Cámara de los lores, será el mejor medio para obtener en favor de los acreedores lo que piden, es decir, una garantía para el pago de los intereses de su deuda. (*Aplausos.*)

Respondiendo á una pregunta de lord BROUGHAM,

El conde de CLARENDON dijo que se habian comunicado instrucciones á Mr. Bulwer para que diese toda clase de apoyo al agente de los acreedores en Madrid.

Los mismos motivos justos que impulsaron á los acreedores ingleses, parece haber impulsado tambien á otros acreedores de España en otros países de Europa, puesto que todos van á adoptar la misma medida, y en prueba de ello someto á V. E. la siguiente copia de una peticion presentada á las Cámaras belgas por los acreedores de España en aquel país:

A los Señores Diputados de la Cámara de Representantes en Bruselas.

20 DE MARZO DE 1847.

SEÑORES:

Los infrascriptos, individuos de la comision de tenedores de fondos de España establecida en Amberes, se toman respetuosamente la libertad de llamar vuestra seria atencion á la situacion deplorable en que se encuentran sumidos muchos de sus compatriotas.

Apenas hay una provincia en Bélgica que no se halle mas ó menos interesada en los diferentes empréstitos contraidos por España, y estos intereses son tan considerables que puede mirarse esta cuestion bajo un punto de vista verdaderamente nacional. Esto nos estimula, señores, á apelar á esta Cámara, cuya solicitud se estiende á todos los ramos de la prosperidad pública.

La España debe á sus acreedores extranjeros cerca de dos mil millones de francos, y en esta suma enorme, la Bélgica se halla interesada en mas de una décima parte.

Mas de diez años hace que el Gobierno español ha suspendido el pago de los intereses de la deuda extranjera. Los cupones de cuatro años atrasados han sido convertidos, es cierto en un nuevo fondo con interés de tres por ciento; pero esta es una satisfaccion muy incompleta y casi ilusoria.

Asi yacen improductivos capitales enormes, y asi pierde la Bélgica una renta anual de mas de diez millones de francos.

Mientras que despedazaban á la infeliz España las guerras civiles, mien-

tras que el Trono de su joven Reina no estaba aun firmemente establecido, y el Gobierno, privado de recursos, no estaba en estado de satisfacer ninguna de sus obligaciones, los acreedores belgas sufrieron en silencio, esperando un porvenir mejor y fundando sus esperanzas en la buena fé de una Nacion, cuya honradez tan ponderada durante muchos siglos, se halla hoy gravemente comprometida.

En efecto, hace algunos años que los recursos de España han crecido de tal manera que el presupuesto de entradas para el año de 1843 sube á mas del doble del que presentó el Conde de Toreno para el año de 1833. Esto ha permitido al Gobierno liquidar de una manera mas que equitativa una multitud de compromisos contraidos posteriormente á aquellos cuyo arreglo honroso hace tanto tiempo estamos reclamando; y no satisfecho con cerrar los oidos á nuestras reclamaciones apremiantes y demasiado justas, con negar toda clase de satisfaccion á compromisos violados durante tanto tiempo y de una manera tan indigna, el Gobierno español favorece por todos los medios que están á su alcance la negociacion en Bélgica de nuevos títulos de la deuda interior, dados en pago á acreedores nacionales, liquidados á un tipo enteramente usurario, y de una manera tan perjudicial á los intereses belgas.

Se acaba de someter á las Cortes la aprobacion de un nuevo empréstito de 200 millones de reales, y quizás el Gobierno español volverá á tratar por estos medios de sacar nuevos recursos de los ahorros de la Bélgica.

Este es, señores representantes, un estado de cosas muy digno de llamar vuestra atencion, y á que vuestra solicitud en favor de los intereses públicos tratará sin duda de aplicar un remedio.

Nos lisonjamos pues con la esperanza de que nos concedereis vuestro apoyo cerca del Gobierno belga á fin de que dirija al Gobierno español las representaciones mas enérgicas relativamente á una violacion de sagrados compromisos de que nuestro siglo ha dado pocos ejemplos en Europa, y esto con una nacion amiga que apresurará á reconocer el orden de cosas actualmente establecido, adquirió derechos á ser mejor tratada, y que dé con este motivo las instrucciones mas urgentes á nuestro agente diplomático, de quien, nos complacemos en reconocerlo, hemos recibido mas de una vez pruebas de un benévolo apoyo.

Que adopte, en fin, medidas para oponer las mayores trabas posibles á la negociacion en Bélgica de toda deuda española creada posteriormente á la suspension de pagos antes citada, y que no sea resultado de la liquidacion de cupones atrasados; y todo esto hasta que queden satisfechas nuestras justas reclamaciones.

Nos aprovechamos, señores, de esta circunstancia para manifestaros nuestro profundo respeto.

Firmado.—ED. COGELS, Presidente.

L. BRASSEUR VANDEN BOGAERT.

EVERAERS LE GRAS.

GUNST. VANDEN NEST.

STAPPAERTS SEUELMANS.

Los mismos motivos han dado margen á una comunicacion del Gobierno holandés al Excmo. Sr. Baron Grovestines, incluyéndole una protesta de los acreedores de España en los Países Bajos contra cualquier nuevo empréstito, ó contra la emision de nuevos

títulos hasta que se haya arreglado lo concerniente á los antiguos, y esplicando la miseria y las desgracias que ha causado á los habitantes de aquel país el no haberse pagado por el Gobierno español ni el capital, ni el interés de la deuda.

Los acreedores extranjeros de España en estas circunstancias no son ni pueden ser responsables de las enérgicas expresiones, de la indignación ni del tono de amenaza de que hacen uso, al hablar de ellos, algunos de los principales periódicos de Europa; porque estos periódicos obran con independencia absoluta, y sirven de conducto á la expresión de la opinión pública en los países en que se publican.

Enemigo como lo soy de toda clase de amenaza, por la convicción práctica que abrigo de las buenas intenciones del Gobierno y de las Cortes de este país para hacer justicia á los acreedores extranjeros, faltaria al mismo tiempo á mi deber si no presentase á V. E. y al público español los sentimientos que simultáneamente manifiesta la imprenta pública de tres Grandes potencias de Europa, y que aparte de observaciones muy fuertes que han aparecido en el *Journal des Debats de París*, se contienen en los tres artículos siguientes publicados por los periódicos de mas influencia en el mundo y mas importantes de aquellos países.

(Artículo del Times 22 de marzo de 1847.)

El Derecho Público no ha contenido hasta ahora cláusula alguna sobre la bancarrota y la insolvencia. Aunque la gran familia de la cristiandad ha sido justamente considerada por los publicistas como una gran república, en cuyo sistema representan las naciones el papel de familias ó individuos en los estados diferentes, creíase que sus relaciones no se rebajarían hasta el punto de ocuparse en robos y raterías, y que bien podia disolverse un congreso general sin dar una ley sobre deudas de menor cuantía, ó establecer un tribunal de insolvencia para las naciones. Sin embargo, es de temer que la atención que vemos necesita esta parte de la legislación en nuestro país, es aun mas urgente en el código que arregla las relaciones de los estados y reinos. Cuando las monarquías ocultan sus propiedades y las repúblicas piden dinero con pretestos falsos, conviene que haya algun magistrado ante cuyo tribunal tengan que comparecer; y que se tendrá que privar á España de sus derechos para contraer deudas en cuanto obre semejante ley, es por desgracia tan cierto, como lo es que en otra época ocupaba el puesto mas elevado en esa gran sociedad que ahora escandaliza de una manera tan terrible.

La causa de España que lord G. Bentinck vá á someter á la cámara de los Comunes, es una de aquellas que los magistrados á que aludimos acostumbran calificar como «la prueba mas triste de mala conducta y de mala fé que se les ha presentado en estos últimos tiempos.» En una época en que jugaba nada menos que su libertad constitucional, España tomó á préstamo grandes sumas para que le sirvieran de auxilio en la lucha que sostenia tan heroicamente. Adelantósele el dinero con generosidad, bajo la garantía de sus propiedades, hipotecadas por el mismo gobierno, que auxiliado de esta manera y fortalecido, fue colocado en posición de cumplir sus promesas.

Si el rey Carlos V hubiera desechado los compromisos contraídos por Isabel II, alguna razon se descubriría en su conducta, pero no en la del que consiguió el fin para el cual fué pedido el dinero. Y sin embargo, tres años despues de subir la Reina á su trono, se suspendió el pago de los dividendos. En cuanto á la conducta posterior de esta nacion deudora, difícil sería encontrar ejemplo análogo á él en nuestras prisiones por deudas. Cuatro años despues del primer cesfallo, á saber en noviembre de 1840, el gobierno español cedió por fin á las súplicas importunas de sus desgraciados acreedores, y sin estenderse á pagar los intereses que debía por sus títulos, condescendió á capitalizar los atrasos y á considerarlos en adelante como sujetos al pago de intereses. Esto es, sin embargo, todo lo que se ha hecho, porque la division de la deuda en *activa*, *diferida*, etc. no es mas que una variedad de nomenclatura, y el estado actual de la cuenta es aproximativamente como sigue: España debe á los portadores de sus títulos 4,500.000,000 de reales de capital llamado *activo*; 1,300.000,000 de capital llamado *pasivo*; 700.000,000 de atrasos de intereses agregados al capital en 1840, y 1,200.000,000 de atrasos de interés que debe en dinero; cuyo total asciende á unos 8,000.000.000 de reales en dinero, cuya mayor parte es inglés, y por el cual ni paga ni ha pagado en estos 12 años un solo real de intereses con la escepcion de un miserable 3 por 100 sobre la última suma capitalizada de 700.000,000 de reales. Figurémosnos el papel que haría ante nuestros magistrados un hombre que alegase que si bien habia tomado á préstamo 1.000,000 de reales y no pagaba los intereses que correspondian á esta suma, habia tenido la generosidad de capitalizar los intereses de un año, por los cuales seguía pagando religiosamente 1,500 reales.

Este asunto es realmente infame. Cada hecho nuevo que sale á luz agrava la torpeza de sus pormenores. El deudor no puede alegar dificultades insuperables. En parte con el auxilio de estos mismos empréstitos, y en parte por los recursos de un país tan naturalmente exuberante y elástico que el peor gobierno no puede contener su desarrollo, la prosperidad de España ha crecido con tanta rapidez como bajo la administracion de A'beroni. Sus rentas que, cuando se contrajeron estos empréstitos, no llegaban á 600.000,000 de reales, y cuando se capitalizaron los intereses no llegaban á 1,000.000,000 suben ahora como es sabido á 1,200.000,000. Esta es una prueba extraordinaria de lo que por sí mismo suelen hacer las constituciones nacionales, lo mismo que la constitucion humana; pero, sin embargo, es un hecho que en este instante mismo tiene España un sobrante de cerca de 5.000,000 de reales, mientras que Francia tiene un gran déficit, y que Inglaterra quizás logrará apenas cubrir sus gastos con sus rentas. Ni nadie niega que aplicando la sagacidad mas comun, reconociendo simplemente los principios que hoy son axiomas políticos, este sobrante podria multiplicarse veinte veces, puesto que hace diez años que confesó un ministro español, que los recursos de España eran mas que suficientes para pagar sus deudas, aunque fuesen diez veces mayores. Y en verdad, aunque no se ha valido de su prosperidad para satisfacer sus obligaciones, ha hecho uso de ella para obtener mas crédito, y últimamente ha tomado dinero de los capitalistas nacionales con cómodas condiciones, cuya deuda doméstica paga con gran puntualidad. Las razones del acreedor son tan fuertes como las del deudor débiles. Aquellos no son acreedores *incómodos*. Prestaron su dinero en los momentos de apuro, y lo reclaman en los de abundancia. No exigen la letra de sus títulos, dejando aparte consideraciones y resultados. Presentan la posibilidad del deudor, al mismo tiempo que la justicia del acreedor, y

pueden solo una pequeña parte de la prosperidad que tan ámpliamente han contribuido á producir. A estas representaciones moderadas, España contesta con la conducta de un agiotista sin honor. Los distrae con promesas que nunca cumple, elude sus reclamaciones y sepulta en polvo sus peticiones, mientras que abre las puertas á todos los gastos de la prodigalidad política, marchándose todos los veranos á las montañas para hacer una insurreccion, y volviendo el invierno á la capital para hacer una revolucion. Figúraos un hombre que toma á préstamo 10.000,000 de reales para ganar un pleito sobre una propiedad, y en cuanto lo gana amuebla su casa, aumenta el número de sus criados, casa á sus hijas, contrae nuevas deudas, y después de negarse á pagar durante 10 ó 15 años, reúne á su familia y le anuncia que «se aproxima el momento solemne en que podrá ocuparse del arreglo de su deuda!» Y sin embargo, esta es la alusion que el Sr. Mon concedió en las Córtes á las deudas que existen contra él de 7,800.000,000 de reales y los intereses de muchos años.

España se encuentra exactamente en el estado de un particular, contra el cual está previsto el apremio de la ley y su justa aplicacion. No quiere pagar hasta que se le obligue á hacerlo. Tiene medios de sobra, pero prefiere aplicarlos á nuevas especulaciones y no á antiguas deudas. Cuando el pago llegue á ser inevitable lo efectuará, pero cada dilacion es nueva ganancia, y quizás por este medio se conseguirá no pagar nunca. En la vida privada un hombre recibe en este caso un apremio; se humilla ante el firmán de la necesidad, y entrega su bolsa al mudo de la ley. Este es por fin el recurso á que apelan los acreedores de España, y aunque la ley internacional no dispone muy enfáticamente nada contra esta falta de puntualidad nacional, sin embargo, hay cláusulas y antecedentes que indican el remedio en general en casos posibles. Ahora apelan los que sufren al parlamento inglés, pidiendo que el gobierno los auxilie, y por cierto que sería manifestar una magnánima indiferencia á la caridad bien ordenada, si después de discutir tan ámpliamente contratos nacionales, librásemos á otros de las obligaciones con que tan generosamente nos cargamos nosotros mismos. Creemos que poca comparacion puede haber entre los derechos del emperador de Rusia y los de los acreedores de España.....

(Artículo del HANDELSBLAD de Amsterdam del 5 de Marzo.)

Observaciones sobre el anuncio dado por la direccion general de la caja nacional de Amortizacion de España.

Léase en nuestro número de hoy un anuncio firmado por el vice-consul de S. M. la reina de España en Amsterdam, por el cual se hace saber al público que el cambio de obligaciones del 3 por 100 de la deuda interior de España podrá verificarse en París y en Madrid por nuevos documentos con cupones de interés. Poco tenemos que decir contra este hecho. Los capitalistas de Madrid, que se han enriquecido inmensamente en sus especulaciones con el tesoro público, hacen uso de su derecho para obtener para sí todo el efecto de su único nuevo favor. Muy natural es que viendo cuanto va bajando el crédito de España con motivo de la desarreglada conducta de su gobierno, traten de adoptar un nuevo medio para atraer compradores de su dudosa mercancia, conseguir la colocacion á 30 por 100 de los que á ellos no les costaba, á ellos que dijeron que eran contratistas solamente durante cinco años, mas que cuatro, seis, ó cuando mas ocho 10 por 100. Sin em-

bargo puede acusarse á los capitalistas de Madrid, de que tratan de deshacerse de obligaciones á cargo de un deudor en quienes ellos mismos tienen poca confianza, y que, lo que es público y notorio, juzga aun oportuno pagar exactamente el 1.º de enero y el 1.º de julio, pero que deja de hacerlo en las demas épocas del año, el 1.º de abril, el 1.º de mayo etc. puede acusárseles de que sacan partido de la credulidad, por no decir ligereza que aun cree en las seguridades dadas por el que audazmente se burla de todas las promesas anteriores y aun de la mas sagrada.

Pero lo que debe causar una profunda indignacion á todo hombre de bien, es la fanfarronada con que empieza su anuncio: *«El gobierno español, que siempre ha dado pruebas de la deferencia que tiene en favor de sus acreedores, etc.»* fanfarronada tan extravagante, tan imprudente, que difícil seria encontrar nada que se le asemeje. ¡Cómo! un estado que inspira confianza por su excelente posicion geográfica, por lo fértil y rico de su territorio, por la posesion de colonias productivas; un estado en que se encuentran mas piedras preciosas, mas metales perfectos y objetos artísticos que en la mayor parte de los demas paises; un estado, cuyos recursos son en efecto incommensurables, pide prestado millones á los demas paises de Europa, y en cuanto ha recibido la fortuna de miles de capitalistas, los ahorros de miles de familias, rompe sus mas sagrados compromisos; un estado que viviendo en medio de la paz y de la tranquilidad, en medio del progreso de todos los ramos del bienestar público y á pesar de duplicar sus rentas en menos de doce años, hace menos en favor de sus acreedores legítimos que el estado mas miserable en las circunstancias mas críticas y mas infelices; un estado que á manos llenas tira los millones á los capitalistas nacionales, que hace años reparten con él el fruto de especulaciones de la usura mas extravagante, y sepulta en la mendicidad millares de honradas familias extranjeras que le han adelantado sus haberes bajo condiciones á todas luces equitativas, que ejerce la mas funesta influencia en la prosperidad nacional de diferentes paises, que no solo no sostiene los derechos mas sagrados, sino que los infrinje y se burla de ellos, que eleva el robo al rango de sistema político y de economía interior: este estado se atreve aun á hablar al público *«de la deferencia de que en toda ocasion ha dado pruebas á sus acreedores.»* Tenemos á la vista títulos de los empréstitos hechos por Hope y compañía, Laffitte y Aguado, todos declarados nulos sin forma de proceso; tenemos á la vista la cuenta de un poseedor de una cantidad considerable de efectos de la deuda diferida, á quien los títulos han costado mas de 200 por 100, sin que haya hecho jamas especulacion alguna de bolsa, y que todos los años se vé forzado á vender muchos de ellos á razon de cinco por 100, para no tener que pedir limosna con su familia; tenemos á la vista una multitud de títulos del cinco por 100 de España de 1846 firmados por el señor Mon, firmados con el convencimiento pleno de que no se pagaria el primer cupon de interes. ¿Dónde podrá encontrarse en el mundo entero una acumulacion semejante de hechos injustos? ¿Acaso no existe en todos los paises civilizados una pena infamante para el particular que emite en el mes de mayo una masa de obligaciones, sabiendo de antemano que no pagará el primer vencimiento en el mes de noviembre, sabiendo que ni siquiera pagará un real?

Los estados mas poderosos de Europa pueden, en oposicion directa á la doctrina de los principales doctores de derecho civil y político en todas las naciones y en todas las épocas, permitir con indiferencia el despojo público de millares de sus habitantes; pueden mantener relaciones diplomáticas con España por el mismo principio que los imputaba á hacer pagar hasta ha-

pocos años un tributo anual á los estados piratas; pero esta exajerada condescendencia, ó mejor dicho, esta debilidad, no puede autorizar á los agentes diplomáticos de este país á burlarse del sentido comun de los pueblos. En los Países Bajos, donde hace muchos años que nos hemos consolado de los mayores sacrificios para consolidar las alianzas de la nacion, donde apenas hace dos años que cada millar de familias del reino de las que están en estado de contribuir con algo, dió un tributo voluntario de un millon de florines; en los Países Bajos no puede tolerarse que se hable con esas altisonantes palabras de un Gobierno que, durante tantos años, se ha estado burlando de los principios del derecho, de la equidad, de la moralidad y de la humanidad.

Firmemente creemos que el Sr. G. A. Van Oosterzee no volverá á firmar su nombre, el nombre de la antigua raza bátava, bajo las burlescas exajeraciones del Gobierno que representa en Amsterdam; S. E. nos obligaria á responderle enumerando todos los actos vituperables de ese mismo Gobierno, lo que exijiria quizás un suplemento extraordinario á nuestro periódico. El señor Van O., antes de volver á publicar nada, tendrá la bondad de remitir á la direccion de la caja nacional de Amortizacion de España, con quien S. E. parece estar en relaciones, una traduccion de estas observaciones sucintas, que indudablemente contienen la opinion de millares de nuestros conciudadanos; mientras que, á Dios gracias, no se encontrará en nuestra honrada nacion una sola pluma que se preste á ensuciarse defendiendo tales hechos ni dando otro colorido al cuadro. Conviene poner un freno á esas fanfarronadas ridículas. Se paga lo que se debe primero, y luego hace uno cuanta burla quiera; pero negarse á pagar y á hacer todo arreglo equitativo, ó prolongar las cosas por medio de la hipocresia, y afectar entretanto probidad y honradez, son cosas que, á lo menos en nuestros Países Bajos, no son admisibles. El señor vice-cónsul de S. M. C. puede adquirir noticias sobre nuestros asertos, pidiéndoselas á cualquier banquero, á cualquier corredor, á cualquier negociante de efectos públicos, como igualmente á cada una de los millares de víctimas de la deferencia de que el Gobierno español ha dado en todas ocasiones pruebas á sus acreedores.»

Amsterdam 2 de marzo de 1847.

(Artículo del COURRIER D' ANVERS de Bruselas, del 12 de marzo de 1847.)

DEUDA ESPAÑOLA. Publicamos á continuacion una representacion sometida á las Córtes por M. Henderson, representante en Madrid de las juntas de acreedores de España. El autor de este escrito ha aceptado con resolucion un encargo penoso, y despues de residir varios meses en la capital de España, ha visto sucesivamente acojidos y apoyados sus pasos y sus esfuerzos de tal manera que, sin faltar al honor, el Gobierno de S. M. Doña Isabel II no puede ya dejar de cumplir promesas sagradas y compromisos solemnes. Sin embargo, no debemos disimular una cosa. M. Henderson tiene todavia que cumplir con la parte mas ingrata de su tarea. Despues de un periodo de espera tan prolongado como cruel, hasta tal punto que la diplomacia de los primeros estados de Europa ha creído deber tomar parte en sus constantes reclamaciones, los infelices interesados en la hacienda española no ven término á sus males, ni un principio de reparacion á las injusticias que han sufrido, sino en un arreglo de la deuda *satisfactorio y pronto*. La realizacion de esta medida, que siempre será demasiado tardia, no podria hoy porstergarse por mas tiempo sin acabar de arruinar completamen-

te el crédito que aun pueda quedar á España. El que dá pronto dá dos veces, dice un axioma cuya justicia han reconocido todos los pueblos y todas las épocas; ¡cuán aplicable no es este proverbio, aparte de toda medida de generosidad y de grandeza de alma, al deudor poderoso que sabe que cada dia de atraso en el pago de sus obligaciones, produce á sus acreedores, ya tan abatidos, un aumento de angustias y privaciones!! Por haber desconocido los principios mas elementales del crédito público, los hombres de estado de Madrid han visto á la hacienda española seguir una marcha diametralmente opuesta á las fases que estos elementos esenciales de la prosperidad nacional y de la consideracion política han recorrido en todos los demas paises. En la paz general de 1815, la mayor parte de los estados europeos se ocuparon antes de todo en la resurreccion de su crédito, que, en presencia de las desastrosas medidas á que los habian compelido los mas terribles apuros, se habia convertido en letra muerta; la garantía mas real que desde luego podian ofrecer á sus acreedores, era su respeto á lo convenido, y en cuanto al porvenir, su observancia religiosa de la letra de los contratos. Por lo que hace á la España, aun no se habian ahogado en su seno las últimas discordias civiles, cuando ya las plazas extranjeras sentaban en su cuenta estas mismas garantías, y adelantaban para esta gran monarquía los resultados de la paz. En efecto, desde 1844, la confianza pública no vaciló en dar á su crédito, apenas naciente, un impulso que debia levantar su deuda, si sus gobiernos hubieran sabido custodiar los intereses que se les confiaban, apresurándose á arreglarla al nivel de la de los estados mejor constituidos. Demasiado sabemos con qué medidas de postergacion se respondió á la esperanza de Europa, ¡error incalificable! y cuyo castigo no tardó en presentarse, castigo que se agrava fatalmente mas y mas cada dia, cada vez que se posterga la satisfaccion de las injusticias. Dejemos aqui que hablen los números. En 1845 la deuda exterior del 3 por 100 habia llegado al cambio de 45 por 100;—la deuda interior de 3 por 100 no estaba lejos de 40 por 100;—desde entonces, y á pesar del mas exacto pago de intereses, los pasos mas que estraños del gabinete de Madrid relativamente á sus antiguos empréstitos, han hecho bajar sucesivamente las dos citadas rentas un 25 por 100 de su valor efectivo. Tan íntimas son entre sí las relaciones que ligan las diferentes obligaciones de un deudor; tan estrecha es la mancomunidad que so pena de sufrir todas las consecuencias de la insolvencia, no admite para los títulos que tienen el mismo origen y naturaleza igual, ni distincion, ni categoría.

¡Y qué! ¿no se levantará en la patria de Gimenez y de Carlos V un hombre, cuyo patriotismo ilustrado hará concebir á sus compatriotas que el arreglo de la deuda es el medio de marchar hácia el restablecimiento del crédito, y que este restablecimiento les abre una era nueva? ¿Qué este es el problema cuyoolucion define todas las cuestiones de progreso? Sí, lo podemos asegurar con toda confianza: el dia en que España entre por este camino, los capitales que en nuestro siglo son cosmopolitas, no escasearán ni para la estension de su comercio, ni para el desarrollo de su agricultura, ni para el de su industria, ni para explotar esas inmensas riquezas minerales que apenas se hallan explotadas hoy. Estos nobles y útiles trabajos de la paz son los que extenderán la actividad, la vida, la abundancia en esos careneros tristes y abandonados, en esas ciudades demasiado estrechas en otros tiempos, en una palabra en ese territorio tan destrozado durante medio siglo por las tempestades políticas. Entonces España comprenderá el valor de esa incomparable posicion peninsular que solo á ella ha concedido la Pro-

videncia. No, ya no cabe duda sobre este asunto. Esa antigua patria de la lealtad y la buena fé reconocerá por fin la evidencia, y volviendo á ocupar su rango en la sociedad europea, confirmará de nuevo esa elocuente lección, mas aplicable aun á los pueblos que á los individuos: que el que paga sus deudas se rehabilita y se enriquece.

Sinceramente ofrezco á V. E. mis humildes servicios, como ya lo he hecho públicamente, para transformar, con el auxilio de V. E. los sentimientos manifestados por los anteriores documentos, en otros mas satisfactorios y mas dignos de los recursos y de la dignidad de España, y del carácter noble y generoso del público español.

Supérfluo sería el que para alcanzar este gran objeto, indicase á V. E., tan entendido en materias fiscales, que el *crédito público* es el alma de toda nacion bien constituida. Siempre ha sido y siempre será el *gran secreto* y la primera consideracion de todo buen gobernante.

Sin este requisito, Pitt jamás hubiera sido *el Pitt* de Inglaterra, *el Necker* el *Necker* de Francia.

La alta idea que no solo en España sino en toda Europa se tiene de las miras elevadas é inteligentes de V. E. sobre los importantes principios del crédito, inspiran la mayor confianza de que V. E. dirigirá pronta y enérgicamente su atencion á las justas reclamaciones de los estranjeros.

La atencion de los gobiernos y de las principales naciones de Europa se fijará muy pronto en V. E., y yo por mi parte me atrevo á pronosticar que en breve, asi como ha sucedido con los grandes hombres á quienes he aludido en sus respectivos paises, se designará á V. E. como *el Salamanca* de España.

En esta Península, favorecida por su posicion, por su clima, por sus ricas y variadas producciones, y con una numerosa poblacion llena de espíritu, de energía y de actividad, apta para la industria, el comercio y la especulacion, V. E. puede disponer de elementos mucho mas importantes que los que tuvieron á su disposicion aquellos grandes hombres para fijar en bases sólidas é inconvencibles el *crédito público* de este pais.

Estoy firmemente convencido de que esta será la última manifestacion que tendré que hacer á la Nacion española ó á su Gobierno, y que V. E. por medio de un arreglo pronto y definitivo, me ahorrará el desagradable deber de apelar de nuevo á la justicia, á la equidad y aun á los intereses bien entendidos de la Nacion española.

Con los mas sinceros deseos en favor del buen éxito de los trabajos de V. E. le reitero las seguridades del alto aprecio con que soy de V. E. afectisimo servidor,

JAMES HENDERSON.

MADRID 6 DE ABRIL DE 1847.

MADRID 10 DE ABRIL DE 1847.

EXCMO. SEÑOR:

Hoy he recibido de Paris, cuando las anteriores páginas estaban en prensa, la siguiente petición, presentada por el conde francés de portadores de la deuda española á las Cámaras de Pares y de los Diputados, que considero bastante importante para agregarla á los anteriores documentos.

Este es un nuevo y poderoso motivo para incitar á V. E. que inicie inmediatamente conmigo, el arreglo de la deuda tranjera.

Para que este arreglo sea satisfactorio y útil á España, debe fundarse en un sistema de pagos, claro y bien definido, en períodos fijos e irrevocables. De otro modo, (y los conocimientos que V. E. tiene en este ramo se la harán percibir, yo se lo aseguro como hombre práctico en la materia,) el crédito de España permanecerá en su actual estado de abatimiento.

Tal ha sido el principio en que se funda el arreglo de sus deudas, adoptado por todas las naciones que han logrado en estos últimos tiempos restablecer su crédito público de una manera admirable.

Reitero á V. E. las expresiones de alta consideración con que soy de V. E. atento servidor,

JAMES HENDERSON.

PETICION A LAS CAMARAS FRANCESAS.

SEÑORES DIPUTADOS (1).

Hace muchos años que el comité de acreedores de España en Paris, se abstiene de hacer representaciones á la cámara de los diputados, sobre asuntos sin ejemplo en que el Gobierno español deja sus justas reclamaciones.

Tampoco había creído oportuno el comité dirigirse durante la sesión actual á la cámara, considerando que el Gobierno del rey prometió formalmente á los individuos del comité inglés, uno de los cuales, el Sr. Henderson iba á Madrid con objeto de obrar en el interés de todos los acreedores de España, de ejercer toda su influencia cerca del Gobierno español para inspirarle sentimientos más equitativos hácia sus desgraciados acreedores.

Sin embargo, las últimas noticias recibidas de Madrid nos hacen considerar como un deber que nos impone el interés de nuestros comitentes, seguir el ejemplo del comité inglés, que acaba de hacer una representación al Parlamento, á fin de obtener su activa intervención en las reclamaciones contra España.

Los individuos del comité francés, aunque persuadidos de que no necesitan estímulos el Gobierno para dar nuevos pasos por su parte, creen sin embargo, que una manifestación elevada y solemne de la cámara de los diputados en favor del derecho de los portadores de fondos de España, ejercerá

(1) El mismo documento ha sido presentado á la cámara de los Pares.

útil influencia en las medidas que han de adoptar las Córtes para apremiar el arreglo de la deuda española espera lo durante tanto tiempo.

El comité no debe ocultaros, señores diputados, que la experiencia de los tiempos, le hace temer mucho el resultado de esta decision; teme que el mismo influjo hostil que en Madrid se ha manifestado y que hasta ahora ha conseguido paralizar la buena voluntad de casi todos los ministros que han sucedido en España desde 1842, domine aun en la sesion actual del Congreso. Aégase en Madrid, para justificar el abandono en que se deja á los portadores de la antigua deuda, la imposibilidad de aumentar las cargas á los contribuyentes; este motivo no lo es mas que en apariencia, porque es evidente que España es el país que menos contribuciones paga, y al mismo tiempo el mas fértil de Europa. Preciso es pues explicarlo por otra causa: el comité cree hallarlo en las leyes para la venta de los bienes del clero regular y secular. Estas leyes han concedido en efecto á los compradores de los bienes del clero regular, la facultad de no pagar sino $\frac{1}{2}$ parte en el primer año y para los del secular $\frac{1}{3}$ parte en valores de la antigua deuda, á saber:

renta 5 por 100 y 4 por 100 á la par, siendo su actual precio 20 por 100 y 19 por 100.

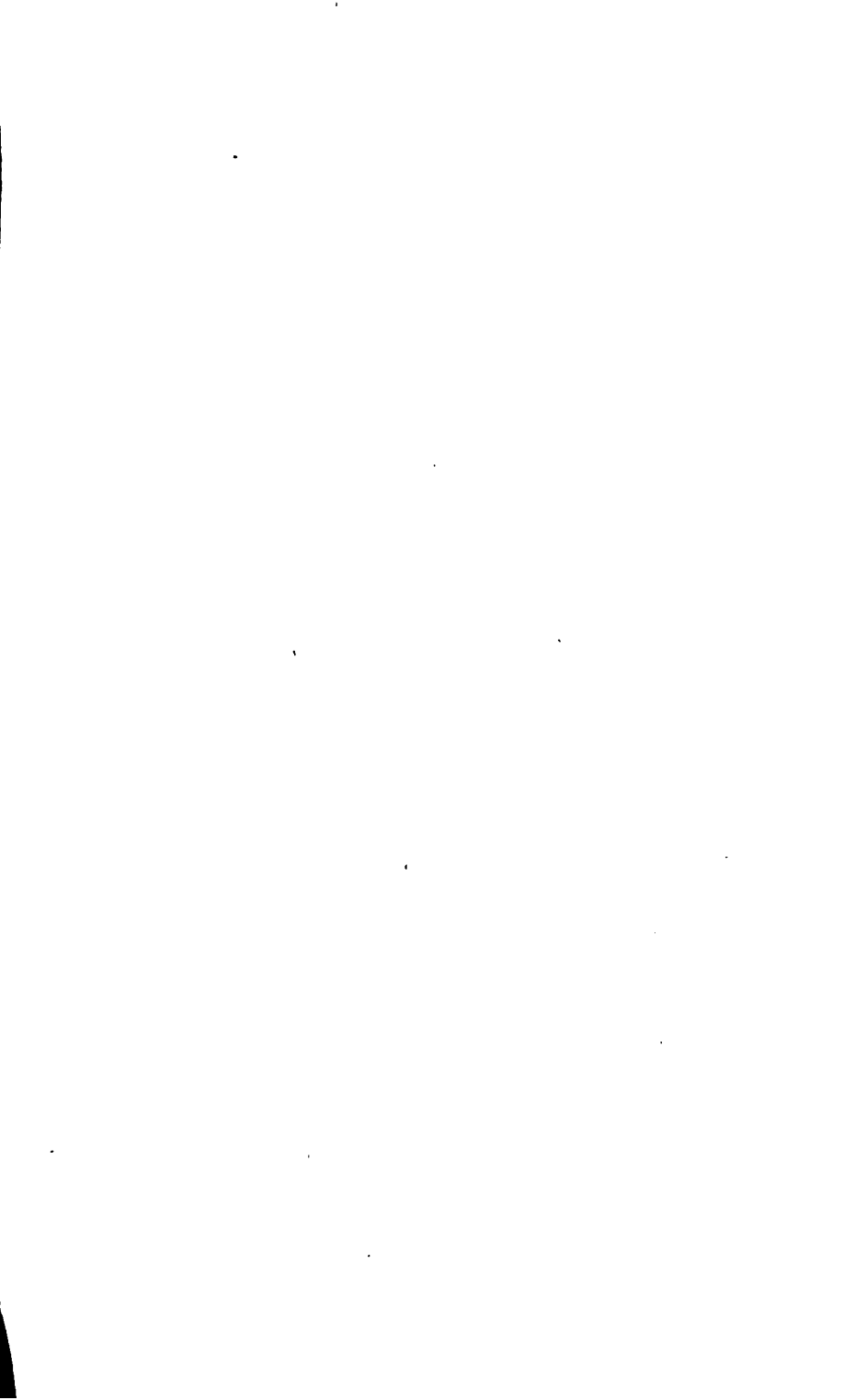
La deuda pasiva ó sin interés á 50 por 100 que no vale mas que 5 y $\frac{3}{4}$ y 5 p. 100. Por esto se ve, que los compradores de bienes del Clero tenían gran interés en impedir que se pagasen los intereses de la deuda estrangera, suspendidos desde 1.º de noviembre de 1838. Asi es que no han dejado de ejercer un funesto influjo cerca del gobierno y cerca de las Córtes para retardar el arreglo de la deuda estrangera; muchos grandes caudales se han creado en España en estos diez años á favor de estas maniobras y con perjuicio de los acreedores estrangeros.

En cuanto á la nueva deuda de 3 por 100, cuya mayor parte proviene del pago de anticipos y suministros hechos al gobierno y en que han verificado inauditas ganancias los contratistas, se paga regularmente, gracias al apoyo de esos mismos capitalistas de Madrid que bajo el anterior ministerio obtuvieron que sus títulos fuesen convertidos en rentas del 3 por 100 al tipo de 33 por 100, mientras que sobre los diez años de atrasos de intereses de la deuda estrangera, no ha capitalizado aun el gobierno, mas que los diez años en rentas del 3 por 100 á la par.

Es aqui como corresponde el gobierno español á la confianza que le han manifestado los capitalistas estrangeros, que acostumbrados á ver cumplir religiosamente á sus gobiernos sus compromisos, no han podido sospechar que el gobierno de Europa abrigase el pensamiento de un nuevo sistema de hacer la deuda, que consiste en pagar solamente una parte de su deuda, es decir 5 por 100, dejando sin pagar la del 5 por 100, la pasiva y la diferida. Los Sres. Diputados toca hacer cesar por medio de su saludable influjo este sistema tan desastroso á los portadores de títulos de la antigua deuda española, y prestar auxilio á tantos millares de familias francesas cuya existencia halla hace tanto tiempo comprometida por la suspension del pago de los atrasos que se les deben.—Llenos de confianza en vuestra solicitud en favor de los intereses nacionales, los infrascriptos esperan un apoyo eficaz de vuestra parte y que os dignareis recomendar al gobierno del Rey que abandone por mas tiempo, intereses tan cruelmente atacados por el gobierno español.—Con el mas profundo respeto etc.

Firmado.—GUYNET, SARBANS AINE.

DUBOURG, EISENLOHR, BOULET.





BOSQUEJO HISTÓRICO
DE LA
LENGUA Y LITERATURA CATALANA.



2

BOSQUEJO HISTÓRICO
DE LA
LENGUA Y LITERATURA CATALANA,
DESDE SU ORIGEN
HASTA NUESTROS DIAS.

POR

Magin Pons y Ramona.

Ce fut en Provence, dès le neuvième siècle, et à la cour de Boson premier, que la langue des troubadours commença à se polir. Cette langue, connue sous le nom de langue *romance*, ne doit pas être confondue avec le *roman rustique* des siècles précédents, dont elle se distinguait par une foule de points particuliers et par son allure générale. Vaisse, (*France linguistique.*)

-H-O-H-

BARCELONA :
IMPRESA DE J. TAULO, CALLE DE LA TAPINERÍA.
1850.



INTRODUCCION.

-OH-OH-

La langue d'un peuple est sa vie
et comme son âme. HART-MANON.
(*Tableau historique des lan-
gues parlées, etc.*)

La existencia de un pueblo es la vida , es el alma de su lengua. Los filólogos que se han ocupado del origen y formacion de las lenguas, clasificándolas en madres é hijas, en primitivas y derivadas, en vivas y muertas, no han profundizado este principio de alta filosofía filológica. Por no haber llegado hasta el fondo de este grande principio no han acertado á esplicar luminosamente lo que es la vida de una lengua en sí , la existencia propia que ella misma lleva desde su nacimiento hasta su mas completo desarrollo. La existencia de un pueblo camina paralelamente con su lengua.

Mi objeto en esta parte no ha sido otro que remontarme hasta el origen de una de esas lenguas que , en tiempos mas felices , espresó la pujanza de una gran familia : seguirla paso á paso en su progreso y desarrollo sucesivo, asi como en su prosperidad y decadencia.

¿Y como fuera posible suponer que una len-

gua que ha tenido vida propia , por el solo hecho de haber cambiado la situacion política del pueblo que la hablaba, habia ésta de desaparecer forzosamente del pueblo que la vió nacer, y que forma aun hoy dia su vida y es su propia alma? Una tal suposicion parece, á la verdad, cosa increíble. Los pueblos viven con sus lenguas ; y aunque estos pueden alguna vez dividirse , fraccionarse ó modificarse , su lengua resta viva y como intacta ; sufriendo solamente de vez en cuando alguna que otra modificacion , segun las evoluciones que haya sufrido, y las vicisitudes que con los siglos los mas de los pueblos suelen experimentar.

Una gran parte de la Europa ha experimentado cambios políticos y morales de grande trascendencia en una série de años dilatada. Algunos de esos pueblos han sufrido segregaciones y agregaciones ; pero esos pueblos conservan en el dia , no-obstante estas alteraciones , su propia lengua como *habla nacional*.

La lengua catalana , como las demás lenguas del mediodia de Europa son de una misma familia ; familia muy antigua que casi se pierde en la noche de la historia. Probar , pues, su existencia desde lo mas antiguo , y seguir sus evoluciones hasta nuestros dias ha sido mi taréa. Si lo he alcanzado , mi trabajo y mis desvelos quedarán completamente satisfechos.

PRIMERA PARTE.

FORMACION DE LAS LENGUAS.

ORIGEN Y PROGRESO

DE LA LENGUA ROMANO-CATALANA.

Lingua di nazione antica, che si
é conservata regnante: finchè per-
venne al suo complimento dev' esser
un gran testimone dei costumi dei
primi tempi.

vico. *Principi di scienza nuo-
va*, lib. I, pág. 92.

El origen de la lengua de un pueblo se re-
monta hasta sus primeros pobladores; y es po-
sitivo, y es una verdad innegable, que quan-
do los celtas invadieron la Europa la lengua
de los indígenas hacia siglos que existia. Por-
que, de lo contrario, sería preciso suponer que
los celtas á su llegada á Europa la hallaron des-
poblada ó desierta: lo que no es creible (*).

(*) Ninguna poblacion de Europa fué exterminada por las na-
ciones que sucesivamente la poseyeron, segun el dicho de los histo-
riadores. Desde luego las lenguas de los primeros moradores de la
parte meridional de Europa conservaron su existencia, enrique-

La ciencia nos prueba, además, de un modo irrecusable, que el hombre con el desarrollo y ejercicio de sus facultades intelectuales posee recursos propios para formarse con el tiempo una lengua genuina, propia.

Ninguna lengua de todas las conocidas ha sido formada de una sola vez, ni saldrá jamás del entendimiento humano como salió Minerva armada de un todo del cerebro de Júpiter. Las lenguas y la civilización son dos cosas progresivas por la misma naturaleza, y marchan

ciéndose y aumentando el caudal de su propia lengua con el roce y comercio de tan diversas naciones que unas tras otras la dominaron. Esto es una verdad incontestable. Y es muy probable, por no decir cierto, que todos esos pueblos hablarían con cortas variaciones una misma lengua, y que ésta sería el romano ó lengua vulgar, modificada ahora por las muchas evoluciones que hasta nuestros días ha sufrido bajo distintas denominaciones; como lo prueban los idiomas y dialectos existentes en el día en Francia de la *familia vulgar*. La suerte ha querido que los unos se enriqueciesen mucho y los otros poco; pero no por notarse en ellos esta desigualdad dejan de ser hermanos de una misma familia y de conservar su vida propia. La suerte de las lenguas es como la de las familias, unas prosperan y otras quedan pobres y oscuras, y todo por efecto de circunstancias imprevistas; pero jamás quedan destruidas por falta de sucesores. Así también son los pueblos, que de generación en generación se van legando su propia lengua, su legítima habla. Este es el orden natural en todas las cosas; querer lo contrario es querer imposibles. En este mundo todas las cosas tienen orden sucesivo y progresivo á la vez. Nada queda estacionado, porque el estacionarse es morirse paulatinamente. Las lenguas no mueren como ya hemos dicho, sino cuando dejan de existir los pueblos que las hablan. Solo así mueren las lenguas ó dialectos, y quedan enteramente destruidos si estos no llegaron á ser escritos.

unidas desde su origen y se ausilian ambas mutuamente.

El hombre, dotado, como queda dicho, de facultades intelectuales, y ausiliado de sus sentidos esternos puede sentir, ver y oír. Con estos grandes ausilios, tan naturales en él, manifiesta sus impresiones ya con el gesto, ya con la palabra. De estos dos grandes medios se sirvió para darse á entender á sus semejantes. Conoció era menester ir mas adelante, y buscó un medio de comunicacion que á la par de ser mas preciso fuera al propio tiempo mas estenso. La voz, el acento, el grito le sugirieron los recursos necesarios. La vista y el oído lo abarcaron todo; esto es, los gestos, los gritos y los objetos. En una palabra, halló el instrumento necesario (el habla) para comunicarse libre y claramente con sus semejantes.

No cabe duda que en un principio el lenguaje habia de ser muy pobre, y que los primeros hombres espresarian sus sensaciones con ciertas voces y articulaciones, que nosotros ahora llamariamos gritos ó exclamaciones; y que lo mismo servirian para espresar el dolor que el placer, la admiracion que el terror. Solo cierta entonacion que darian á sus gritos ó voces constituirian la parte significativa de su primera habla. No falta quien afirme que las primeras palabras se formaron por onomatope-

ya ya directa, ya indirecta; esto es, ó por la imitacion del ruido propio del objeto que se quería espresar, ó por la aplicacion metafórica de ese mismo objeto.

Para formar los nombres se valieron de los gritos de los animales, como del balido de la oveja, del graznido del *cricri*, etc. Y para la formacion de los verbos se sirvieron del ruido de diferentes especies, como lo indican clara y evidentemente los verbos *tronar*, *atronar*, *rugir*, *pitar*, *maullar*. ¿Cuántas voces no se usan aun hoy dia que son onomatopéicas, tales como *zis zas*, *miau*, *dindin* é infinitas otras? Es claro que serian estos los primeros pasos de la humanidad para formar su language. Estas son las leyes generales para la formacion del habla. (*) Las revoluciones que su-

(*) El uso de la palabra es en el hombre innato á la par que progresivo. Dios le organizó de tal modo que por si solo pudiera formarse su propia lengua, y comunicar así su pensamiento á sus semejantes. Buscar otro origen á las lenguas de los varios pueblos de la tierra es perder el tiempo lastimosamente.

Déjense, pues, de hacer los filósofo-filólogos mas investigaciones para saber cual fué la primera lengua. Dios habló al hombre con la palabra que todos los pueblos entienden; el habla divina. Pero los teólogos, desentendiéndose de esta eterna verdad, y echando mano del Génesis, dicen que Dios habló al hombre en *hebreo*. Mas escuchemos á Pedro Eric que dice fué en *griego*; Juan Hugo en *latín*, Boxhorn y Saumaise en *escita*, que ellos ignoraban; Abraham Myluis en *cimbrio*, que no conocia mejor; Reading en *etiope*, John Webb en *chino*, Larramendi y muchos otros españoles en *cántabro*, Latour d' Auvergne, le Brigant y otros escritores de una y otra Bretaña en *célta*, Stierholm y Rudbeck en *súdeo*:

fren los pueblos, no cabe duda, modifican la lengua primitiva de los mismos: así tambien las muchas revoluciones é invaciones que durante muchos siglos ha sufrido la Europa forzosamente ha de haber reformado y modificado el language primitivo de sus moradores; y cada nacion que la ha invadido habrá añadido en él una infinidad de nuevas voces.

Varias fueron las naciones que sucesivamente dominaron en tiempos muy remotos nuestro suelo, las cuales fueron denominadas bajo el nombre genérico de celtas. Los celtas propiamente dichos, se estendieron por el centro y

Van Gorp en flamenco, etc. » (Enciclopedia moderna, t. XIX, pág. 99 en la nota.)

Desengañémonos, las lenguas de los primeros pobladores del Globo se formaron onomatopéicamente, y á proporcion que los hombres iban adelantando así tambien progresaban las lenguas; y aunque semejantes en un principio, con el transcurso de los siglos se desemejaron mucho. Buscar otro origen á las lenguas es entrar en un intrincado laberinto por no salir nunca de él.

Un rey de Egipto, desconociendo que el hombre tiene facultades innatas, quiso saber que lengua hablaría éste si se le encerrara y no oyera á nadie. Al efecto hizo encerrar en un punto incomunicado dos recién nacidos y una cabra para que los amamantara; y á la edad de tres años los puso en libertad. La primera palabra que articularon aquellos niños fué *béc*. Claro es, imitando al balido de la cabra, que era el único sonido que habian oido. Sin embargo, como en *frigio* la palabra pan es *bec* ó *becos*, quiso deducir de ahí que el *frigio* era la lengua primera, y la que era al hombre innata. ¡Cuántos delirios! ¡Cuántas aberraciones del entendimiento humano por haber desconocido que el hombre tiene facultades innatas, y que con ellas y los sentidos externos puede darse razon á sí mismo y á los demas de todo cuanto le rodea!

mediodía de la Europa, cuyo origen se remonta á los primeros tiempos de la historia del mundo. Y segun se desprende de la historia de los celtas (*). éstos formaban una comunidad de familias, que hablaban una misma lengua, diferenciándose solamente por la pronunciacion. Mas tarde llegaron los fenicios y se posecionaron de las costas. Y como no les habia traído allí otro objeto que el comercio, se unieron

(*) Amadeo Thierry, dice que la poblacion primitiva de las Gallias estaba dividida en raza gálica y en raza kímrica. Las razas *Kimri* y las Galas ó Celtas son consideradas por los historiadores antiguos, Plutarco, Appio, Strabon, Diodoro de Sicilia como de una misma familia. Además, está demostrado que los Cimbrios son los mismos Cimerianos y representan la misma familia; y estas tres denominaciones Celtas, Cimbrios y Cimerianos representan pueblos hermanos. Estas tribus divagaban por las planicies que se dilatan entre el mar Caspio, el puente Euxino, la Tiras y el mar del Norte. Los antiguos los colocan en esos límites, esto es, frente á la Escitia, de donde fueron lanzados y perseguidos los Celtas y los Cimbrios. Los Celtas dejaron el Oriente y no se detuvieron hasta colocarse en las orillas del Océano. En esta larga travesía desde el Caspio hasta el Atlántico, los Celtas dejaron en su tránsito restos muy considerables. Los *Cimbrios* en la península danesa; los *Boinos* en el bosque Herciniano; los *Tauros* á orillas del Danubio, y muchas otras tambien Celtas quedaron trás la grande masa de la nacion, la cual fué á concentrarse en la Gallia. Los *Cimbrios* se extendieron por la Bélgica y la Gran-Bretaña. etc. Los Celtas se esparcieron hácia el occidente de Europa, y hoy día los restos de esta gran familia en la Bretaña, en el país de Gales, en Escocia y en Irlanda, conservan aun sus tradiciones y sus costumbres antiguas, y son la imágen viva de lo que sus antepasados fueron antiguamente. Pero los recuerdos del pasado han casi desaparecido de un todo, y la historia de esta raza es hoy muy incierta. Pellautier, *Histoire des celtes*.

y relacionaron con las mas de las tribus indígenas: establecieron factorías, abrieron comunicaciones, esplotaron minas de oro, é hicieron toda clase de comercio, propagando igualmente todas las artes necesarias. Cuando esas gentes habian tomado en el país un ascendiente admirable, llegaron los *griegos*, y reemplazando á los fenicios se posecionaron de casi todo el litoral. Desde luego en todos los puntos en que los griegos se habian posecionado, surgieron como por encanto la cultura y la civilizacion. Asentados ya los griegos en nuestra patria desmontaron algunos terrenos de las costas, y plantaron y cultivaron en ellos la viña, la higuera, el limonero, y otros árboles y plantas que trajeron de su país. Esta dominacion moral duró hasta la llegada de los *romanos*. En esa época se trabó una lucha sangrienta entre las legiones romanas y los griegos, unidos á estos últimos las antiguas nacionalidades célticas. Estas, divididas y esparramadas en distintos puntos, se replegaron bajo la misma enseña, porque se trataba nada menos que de la salvacion de la patria comun. Sus heroicos esfuerzos fueron inútiles; porque los romanos, venciendo á unos trás otros, al cabo de 80 años de una tenaz resistencia quedaron dueños del país.

Tan pronto como Roma legitimó sus con-

quistas sus aguerridas legiones depusieron la espada para empuñar el azadon. Los lazos fisicos y morales que unian á nuestros antiguos padres fueron rotos; pero en cambio vieron abrir nuevas vias de comunicacion que facilitaron reunir á los romanos algunas de las tribus dispersas y apartadas. La fácil y continúa comunicacion proporcionaron poder morigerar un tanto la rusticidad de algunas de aquellas tribus.

Los rápidos progresos que los romanos hacían en el país eran asombrosos. Por todas partes veíanse levantar templos, anfiteatros y magníficos edificios públicos, pruebas palpables de su rápido adelantamiento. Y conociendo Roma lo útil, lo conveniente que fuera para su gobierno la unidad política, obligó á adoptar á todos los pueblos sometidos á su imperio, en las cosas de gobierno, el uso de la lengua latina. Sin embargo, para el uso mercantil y familiar les permitia hablar su lengua propia. La lengua latina mantuvo su preponderancia hasta el siglo quinto de nuestra era.

La invacion de los bárbaros del Norte echó por tierra el Imperio romano, lanzando á sus huestes de toda la Península, y ocupando su puesto y obteniendo su preponderancia se enseñorearon del país. Esos bárbaros, y en particular los Godos, adoptaron la lengua latina en el estado de alteracion en que la hallaron, mostrando mucha

mas inclinacion á la lengua de los sometidos que á la suya propia. Sin embargo, esto no impedia que á la vez usasen de la suya. Así es que á principios del siglo séptimo la lengua latina habia casi desaparecido; y á la decadencia total de esta lengua, revivió otra vez, puede decirse, entre las clases aborígenes su antiguo idioma.

Á principios del siglo octavo los árabes invadieron la Península y ocuparon el mediodia de España. Por un lado impelieron y rechazaron á los Visigodos hácia las Asturias y Galicia, y por otro hácia los Pirinéos por la parte de Aragon. Los árabes echaron en la Península raices mas hondas que las que dejaron las hordes germánicas.

Resulta, pues, que durante el espacio de mas de treinta siglos, seis pueblos diferentes habitaron el país denominado sucesivamente «Marca Hispánica, Gotolaunia, Catalaunia, y ultimamente Cataluña.» De estos seis pueblos los primeros fueron los Celtas que dominaron el país por espacio de mil cuatro cientos años: los segundos (fenicios y griegos) estuvieron en nuestro suelo seis cientos años: los romanos y los godos cerca de novecientos años; y los árabes sobre dos cientos.

De aqui se desprende, que los indígenas, libres del yugo que por espacio de tantos siglos

habia pesado sobre ellos, vieron renacer otra vez sus nacionalidades, y la lengua que habia estado durante tanto tiempo como dormida volvió á cobrar vida y animacion, dando aun claras señales de su vigorosa existencia.

Veamos por donde ha pasado y las evoluciones que ha sufrido en esa série de siglos y por tantas naciones dominada:

En esta taréa, á fin de ser mas claro, seguiré el orden cronológico.

PALABRAS PURAMENTE CELTAS.

Barrat,	Especie de cuba oval portátil en Aragon barrat.
Taconar,	Remendar.
Bufar,	Soplar.
Cresta,	Cresta.
Ayguá,	Agua.
Barret,	Sombrero.
Cama,	Pierna.
Casi,	Casi.
Col,	Col.
Carric ó Garric,	Encina pequeña.
Bresca,	Panal de miel.

Las palabras que pongo á continuacion son *Celto-Bretonas*, pero son al propio tiempo catalanas como las anteriores, y que han sobrevivido al través de tantos siglos.

CELTO-BRETON.

Dansa,
Fank,
Grad,
Riot,
Taupina,
Ronkel,
Gran (*),

CATALAN.

Dansar,
Fanch,
Grat,
Riota,
Topt,
Roncar,
Gran,

GASTELLANO.

Danzar.
Fango.
Grado, voluntad.
Burla.
Olla pequeña.
Roncar.
Grande.

Vocablos sacados de la lengua griega.

Broma	de	Broma.
Cara	de	Cara.
Fantasia	de	Phantasia.
Bramar	de	Brameomay.
Girar	de	Girao.
Cima	de	Cyma.
Bajar	de	Rajo.
Espinach	de	Espinaton.
Ballar	de	Ballizo.
Lloba	de	Lope.
Pelear	de	Peleo.
Calar	de	Chalao.
Tall	de	Thdllos.
Tomba	de	Timba.
Bolitz	de	Bolos.
Abrás	de	Brasso.

Algunas palabras latinas sin alteracion alguna en la lengua catalana.

Ancora,	Doctor,	Ira.
Anima,	Doctrina,	Materia.

(*) Véase el Diccionario cello-breton de Mr. Legonidec.

Amor ,	Dolor ,	Memoria.
Aula ,	Favor ,	Mica.
Arma ,	Fábrica ,	Miseria.
Arena ,	Familia ,	Mel.
Arca ,	Figura ,	Palma.
Bona ,	Fel ,	Hora.
Cadáver ,	Fera ,	Occasió.
Color ,	Gallina ,	Opinió.
Copia ,	Infamia ,	Olla.
Corona ,	Injuria ,	Rosa
Carbó ,	Lema ,	Sal.
		Sol.
		Via, etc. (*)

En el siglo V los godos hicieron su entrada en la Península , y lanzaron de ella á los romanos. Pero no por esto perdió del todo la lengua latina su influencia en nuestro suelo ; porque acomodándose los godos con la lengua del país que conquistaban , la adoptaron como propia. No obstante esto , muchas fueron las voces góticas que quedaron en nuestro suelo en el transcurso de tres cientos años que dominaron en él. Las palabras que coloco á continuacion son una prueba palpable de ello.

(*) Como los vocablos que tiene la lengua catalana del latin son infinitos, no he puesto mas que estos pocos por ser enteramente exactos en ambas lenguas. Para mayor ilustracion véase el tomo primero del *Lexique-Roman* de Mr. Raynouard; *Benot*, gramática catalana : *Mary-Lafon*, *Tableau historique*, etc.

GÓTICAS.

Arbós.	Madroño.
Arnés.	Arnés.
Atsar.	Azar.
Bándol.	Bando.
Barri.	Barrio.
Banch.	Banco.
Balcó.	Balcon.
Bosch.	Bosque.
Branca.	Rama.
Burgés.	Ciudadano honrado, ó perso- na bien acomodada.
Brassóil.	Cuna.
Camisa.	Camisa.
Capa.	Capa.
Compás.	Compás.
Daga.	Daga.
Elm.	Yelmo.
Espia.	Espia.
Esparó.	Espuela.
Escaramusea.	Escaramuza.
Espasa.	Espada.
Esqueila.	Esquila, esquilon.
Fusta.	Madera.
Garba.	Gavilla de trigo.
Grabar.	Grabar.
Gratar.	Rascar.
Gat.	Gato.
Gos.	Perro.
Got.	Vaso.
Jardi.	Jardin.
Mancar.	Faltar.
Meclar.	Mezclar.
Nafra.	Llaga.
Náivol.	Nube.

Rabassa ,	Cepa de un árbol ó arbusto.
Rata ,	Raton.
Respall ,	Cepillo.
Robar ,	Robar.
Sala ,	Sala.
Sorroll ,	Ruido.
Tastar ,	Catar , gustar.

Algunas de estas voces que acabo de es-
poner tambien se hallan en el Sanskrit , en el
celto-breton , en el griego y en el celtibero.

Esto es una prueba palpable que los unos to-
maban de los otros sucesivamente , como sucede
hoy dia con las lenguas modernas que unas
toman de otras ; pero la lengua mas influyen-
te es siempre la que gana. Y este influjo está
en razon directa del poder ó preponderancia
que unas naciones tienen sobre otras. Esta es
una verdad incontestable.

Palabras que son de origen morisco ó del drabe ().*

Albará ,	de	<i>Bárát.</i>
Atalaya ,	torre de observacion.	
Atalayar ,	observar , atisbar.	
Amo ,	de	<i>Amon.</i>
Ama ,	esposa de la cabeza de la casa.	
Argolla ,	de	<i>Argol.</i>
Arrabal ,	de	<i>Rabad ,</i>
Albaja ,	de	<i>Haja.</i>

(*) Todas las palabras de bastardilla son del árabe vulgar.

<i>Bellota,</i>	de	<i>Bollota.</i>
<i>Camisa,</i>	de	<i>Quamisc.</i>
<i>Camell,</i>	de	<i>Gâmel.</i>
<i>Carreta,</i>	de	<i>Kerratah.</i>
<i>Cresta,</i>	de	<i>Krbetten,</i>
<i>Cerfull,</i>	de	<i>Serfoull.</i>
<i>Jasmi,</i>	de	<i>Yasmyn.</i>
<i>Forn,</i>	de	<i>Forn.</i>
<i>Gayta,</i>	de	<i>Gayta.</i>
<i>Llimona,</i>	de	<i>Leymoun.</i>
<i>Masmorra,</i>	de	<i>Matmorra.</i>
<i>Matraca,</i>	de	<i>Matrac.</i>
<i>Magall, (saudio, necio.) Pico para cabar sumamente estrecho.</i>		
<i>Mesqui,</i>	de	<i>Meskyn.</i>
<i>Minyó,</i>	de	<i>Menon. Mucha-</i> <i>cho.</i>
<i>Mirall,</i>	de	<i>Mirary.</i>
<i>Mitg,</i>	de	<i>Alitich ó Metch.</i>
<i>Porra,</i>	de	<i>Porrat.</i>
<i>Quitrá,</i>	de	<i>Quitran.</i>
<i>Rapás,</i>	de	<i>Rapas.</i>
<i>Sabata,</i>	de	<i>Sabatt.</i>
<i>Samarra,</i>	de	<i>Zamarra.</i>
<i>Safrá,</i>	de	<i>Zabafran.</i>
<i>Tacany,</i>	de	<i>Tacach.</i>
<i>Tabal,</i>	de	<i>Tabol.</i>
<i>Tarima,</i>	de	<i>Tarima.</i>
<i>Trutximan,</i>	de	<i>Trujimin.</i>
<i>Xáhega,</i>	de	<i>Xabeg.</i>
<i>Xapar,</i>	de	<i>Xapach. (Abrir, Hender.)</i>
<i>Xerrup</i>	de	<i>Sherup. (Vever, cherrupear.)</i>
<i>Xerrupar</i>		

Pondré algunos vocablos del Vasco ó Vascuence, que segun los inteligentes esta lengua es una rama del árbol índico.

*Lengua meridional
del siglo XII. (*)*

VASCO.	CATALÁN.	CASTELLANO.
Arnegua,	Renegar,	(Jurar, Maldecir).
Arrasatcea,	Arrasar,	Arrasar.
Akhabatcea,	Acabar,	Acabar.
Arroca,	Roca,	Roca.
Arroda (**),	Roda,	Rueda.
Azolatcea,	Assotar,	Azotar.
Bandera,	Bandera,	Bandera.
Barratcea (***),	Barrar,	Atrancar.
Bufadac,	Bufar,	Soplar.
Ganiveta,	Ganiveta,	Cuchillo.
Gihaua,	Seu,	Sebo.
Golpea,	Golp ó cop,	Golpe.
Enganacea,	Enganyar,	Engañar.
Erronca,	Roncar,	Roncar.
Esquerra,	Esquerra,	Izquierda.
Esquilla,	Esquilla,	Esquilla, Esquilon.
Flascoa,	Flasco,	Frasco.
Frescoa,	Fresch,	Fresco.
Gatua,	Gat,	Gato.
Mainada,	Mainada,	Familia.
Mercatua *,	Mercat,	mercado.
Miraila,	Mirall,	Espejo.
Ostalera,	Ostaler,	Posadero.
Osca *,	Osca,	Muesca, mella,
Pulita,	Pulit,	Hermoso.
Salboina (****),	Sabó,	Jabou.

(*) Mary-Lafon, Tableau historique et littéraire du midi de la France.

(**) Todas las palabras que llevan un asterisco son también celta-bretonas.

(***) Celta puro.

(****) Celta puro.

Taulada,	Teulada,	Tejado.
Tornatcea,	Tornar,	Volver.
Trufa,	Trufarse,	Burlarse.
Zola (del pié),	Sola,	Planta (del pié.)

Está probado que la lengua vascuence no se halla libre del contacto de las lenguas de las naciones que invadieron la Península, sino que tiene como queda demostrado una buena parte del celta puro y del celta-breton (*).

Por la reseña analítica que acabo de hacer se ve claro que todas las naciones que conquistaron Cataluña dejaron en ella vestigios de sus idiomas, enriqueciendo á las nacionalidades que por el espacio de muchos siglos habian sido subyugadas por tantas naciones estrañas.

Suponer que los conquistadores pueden matar ó bien sufocar la lengua de los sometidos, imponiendoles la suya, es un error crasí-

(*) Véase (Tableau historique du midi de la France, págs. 38 y 39, y se verá las muchas palabras que la lengua vascuence tiene tambien del latin.

Que hay una infinidad de palabras del Vasco ó euscar que se asemejan mucho al Celta, está á la vista de toda persona inteligente. Los autores de *l' Histoire universale d' Angleterre*, t. V et XIX, afirman que « el Vasco se aproxima mucho al Celta. » Esta asercion la habia sentado antes M. de Humboldt, en el *Mithridates*.

« No hay motivo alguno pues, para negar el parentesco entre las dos naciones; antes al contrario, hay motivos para creer que los Iberos son una parte de la familia céltica, separada anteriormente del tronco principal. »

simo. Los pueblos, así como las lenguas, sometidas al dominio de otros pueblos, pueden hacerse acallar, adormecer por un tiempo, pero no matarlas. Para ello fuera preciso que los conquistadores, al someter un pueblo bajo su imperio, acabáran con todos los habitantes conquistados; esto es, que no quedara raza alguna de aquel pueblo. Entonces si que los conquistadores arraigarían su lengua en aquel pueblo, puesto que los nuevos habitantes serían ellos mismos. De otro modo, no, y mil veces no.

Es cosa palpable, y que salta á la vista de los menos inteligentes el comprobar esta asercion. ¿No es verdad que tan pronto como los pueblos del mediodia de Europa se vieron libres del yugo de sus dominadores (apesar de las hondas raíces que habia echado la lengua latina) volvieron á levantar la cabeza las antiguas nacionalidades de toda esta parte de la Europa con su propio y peculiar idioma? ¿No es verdad que en el siglo nueve ya empezaron á verse algunos destellos de lo que habían de ser mas tarde allende y aquende el Pirinéo las lenguas de esas nacionalidades por tantos siglos sometidas?

Las lenguas no mueren sino cuando muere la humanidad que las habla. Esto es una verdad incontestable; y sino, díganlo las Islas Cana-

rias. ¿Donde están sus primitivos habitantes los Guanchos? ¿Qué ha quedado de la lengua de los antiguos moradores de esas Islas llamadas Afortunadas? Nada, absolutamente nada (*). ¿Qué ha quedado asimismo de los indígenas de las Islas de Cuba, Puerto-Rico, Santo Domingo? ¿Qué nos queda en esas islas del language de sus primitivos moradores? Lo mismo que quedó de las islas Canarias: nada. Destruídos y esterminados sus primeros insulares la lengua que hablaban aquellas gentes desapareció de un todo, encarnándose en ellas la lengua de sus conquistadores. No sucedió así en el Reino de Méjico, en la América del Norte ni en el Continente americano. ¿Y porqué? porque en esos puntos no fueron esterminados sus primeros moradores. Por esto sus dialectos viven aun, y probablemente vivirán mientras las razas aborígenes de esos países no desaparezcan de un todo (**).

(*) Essais sur les iles Fortunées.

(**) Ya sabemos que un pueblo que de dominador pasa á ser dominado no puede existir en aquel mismo país, por que es perseguido de muerte. Pero á los indígenas del país conquistado se les domina y se les deja vivir, y viviendo ellos (como hemos dicho) viven sus lenguas. Mas ¡guay! del día que esos pueblos sojuzgados puedan reacerse y vencer á sus opresores, como lo hicieron los españoles contra los árabes, que no se contentaron en vencerlos, sino que no pararon hasta que los lanzaron del país. El decreto que Felipe II dictó fué para ellos decreto de esterminio. Igual suerte

Éntrese en la vecina Francia, y échese una rápida ojeada sobre esa infinidad de Dialectos ó *patois*, y se verá, que apesar de que hace obra de cinco siglos que la lengua francesa los ha hecho enmudecer (en apariencia) veráse que todos esos pueblos hablan aun sus propios dialectos. Compárase el estado actual de esos mismos dialectos con lo que eran al tiempo en que fueron sometidos bajo el influjo de la sola nacionalidad francesa, y se verá palpablemente que ahora son mas ricos, mas espresivos, mas dulces y variados que en tiempo de su mayor pujanza. ¿Y porqué? Porque los que los hablan actualmente hablan tambien el frances, y comunicándole las gracias, las hermosas formas

sufririan las Américas si sus indígenas tuvieran fuerza para alzar-se un dia y vencer á sus actuales dominadores.

Este es el órden natural de los vencedores con los rendidos. La historia nos lo prueba palpablemente. El ejemplo de los Godos contra los romanos; el de los árabes contra los godos, y la reaccion de los españoles contra los árabes, y sus resultados pintan al vivo las consecuencias de todo pais que de dominador pasa á ser dominado, y vice versa. Los vencidos huyen, y con la fuga llevan su lengua á pais extraño, no como cuerpo de nacion sino como individualidades: y bien puede decirse que su lengua sobrevive en esas tierras estrangeras hasta sus hijos, pues entrometiendo aquellos con los naturales del pais en que se hallan, la lengua de sus padres acaba en ellos. De aquí se desprende luminosamente que los aborígenes de un pais por mas dominaciones que sufran de naciones extrañas su lengua vive encarnada en él como el alma al cuerpo mientras tiene vida. Esto es una verdad innegable.

y la riqueza de la lengua francesa, han hecho que sus dialectos fueran mas ricos, mas fluidos y sonoros de lo que antes eran.

En todo pueblo culto y civilizado que exitan algunos dialectos, estos participan tambien de la cultura y civilizacion de aquel.

Muchos, muchísimos son los que creen que cuanto mas se perfecciona la lengua general de una nacion tanto mas pierden los dialectos que en aquella se hablan. He aquí un error garrafal: error que siempre se ha padecido; y todo por no haberse tomado la pena de reflexionar un poco sobre el progreso de la humanidad. Cuando una nacion progresa en las artes, en la industria, en las ciencias, su lengua progresa y se perfecciona rápidamente; y los dialectos que en ella se hablan progresan y se perfeccionan tambien á la par de aquella.

¿ Porqué ir á buscar pruebas tan léjos cuando las tenemos en nuestra propia patria? La lengua vascuence, cuyo origen se pierde en la noche de los tiempos, es ahora lo que era allá en lo mas remoto, no obstante las invaciones estrañas que durante una larga serie de siglos ha sufrido la Península. Así tambien el *romano rústico* vióse igualmente dominado por el yugo de las lenguas de los conquistadores que sucesivamente se enseñorearon de la España. Apesar de esto, el *romano rústico* siempre permanente, siempre vi-

vo como los pueblos que lo hablaban , llegó hasta nuestros dias tras algunas evoluciones , animando á muchas nacionalidades bajo el nombre de provenzal , catalan , castellano , portugués.

Y todas esas nacionalidades , engastadas en el mediodia de Europa , tuvieron sus nombres propios aunque distintos de los que llevan ahora , pero significando siempre esos mismos pueblos ó nacionalidades. Esos pueblos , pues , bajo sus antiguas denominaciones ¿ no habian de tener su idioma peculiar , su propia habla ? Ningun pueblo por corta que haya sido su duracion ha dejado de tener su lengua genuina : la lengua de esa infinidad de pueblos no hay que dudarlo , fué el *romano rústico*.

Los pueblos , aunque sean subyugados por otros pueblos , continuan hablando la lengua de sus padres , pues ésta no muere sino cuando los que la hablan dejan de existir. Este es el órden constante y progresivo de las lenguas ; es ley de la naturaleza. Por esto , en vez de haber sido sofocadas las lenguas catalana , vascuence , gallega , con la incorporacion de Cataluña , Vizcaya , Galicia á la corona de España , sus lenguas ó dialectos han ido perfeccionándose y enriqueciéndose siempre con el contacto continuo de la lengua castellana. Cuando progresa la lengua dominadora de una gran nacion , progre-

san asimismo las lenguas ó dialectos enclavados en la misma. Esto es incontestable. Los dialectos de España, Francia, del mundo todo á voz en grito lo proclaman.

Otra prueba mas ¿Cuanto tiempo hace que la enseñanza de la lengua catalana está prohibida en este Principado?... Y sin embargo de ser la lengua castellana la que domina y se usa para todos los ramos de enseñanza y en los negocios públicos, y ser muchos ya los catalanes que la poseén, ¿ha perdido en lo mas mínimo la lengua catalana de su brillo, belleza y energía? Muy al contrario. Compáranse los escritos así en verso como en prosa de hoy dia con los trozos mas bellos de la época en que nuestra lengua pareció haber llegado á su mas alto apogeo; y se verá que son muy inferiores en el giro de la frase, en las imágenes y hasta en la cultura y suavidad del language.

Así es, que andando los siglos esos dialectos adquirirán tal riqueza y perfeccion, que solo se diferenciarán de la lengua general del país en que radican en la pronunciacion de algunas letras; porque en cuanto á la significacion de las palabras, y en el giro de la frase serán enteramente idénticos.

Solo así se logrará aproximar las lenguas de los pueblos civilizados, y hacer que dentro de algunos siglos las lenguas todas con el comer-

cio recíproco y contacto diario sean mas fáciles á la comprencion de todos.

Concluyo pues esta primera parte con la profunda reflexion del sabio filólogo Mary-Lafon. «Todo cuanto las generaciones dejan sobre la tierra perece ó se borra : solo la lengua sobrevive; y cuando la tumba ha consumido hasta las cenizas de esas generaciones , cuando no queda de su tránsito en la tierra mas que ruinas ó señales inciertas , la lengua que hablaron , siempre viva , siempre nueva , es para ellas como el soplo inmortal de su espíritu.»



SEGUNDA PARTE.

DE LA LITERATURA CATALANA.

—H0H—

« Ce que vous appelez patois
est un mélange des divers idio-
mes qui ont passé depuis le com-
mencement des temps sur les lé-
vres de nos pères »

MARY-LAVON, *Tableau historique des langues, etc*

Queda luminosamente demostrado en vista de lo espuesto en la primera parte , que cada una de esas seis naciones que dominaron sucesivamente la Península dejaron una porcion de voces en nuestro hermoso suelo ; y que la lengua catalana como todas las demás lenguas del mediodia de Europa, se enriquecieron con esa mistion progresiva operada durante una série dilatada de mas de treinta siglos. Y es una verdad innegable que con todos esos elementos y el *romano rústico* ha llegado la lengua catalana al estado de perfeccion y cultura en que hoy dia la vemos.

Dejo á un lado la cuestion de sí la lengua catalana y el gusto de su poesía nos vino del Languedoc, ó si nuestros Condes con su delicado gusto por la *gaya-ciencia* y *córtés de amor* la llevaron allende los Pirinéos. Dejo asimismo á un lado sobre si antes se llamó nuestra lengua lemosina ó provenzal (*). Basta decir solamente que desde un principio todas esas denominaciones no significaban mas que una sola lengua, la romana rústica. Lo mismo digo respecto del Castellano, Portugués, Italiana (**).

(*) Asi han llamado los españoles á la lengua romana primitiva. Se sabe que comunmente llevaba el nombre de provenzal, y que este nombre le venia de haber sido el language, no solo de la dicha propiamente Provenza, sino tambien de la antigua provincia romana que contenia toda la parte meridional de la Francia actual. (Diccionario de los escritores catalanes, pag. LX. nota segunda.)

(**) La semejanza de estas lenguas es palpable, cuya formacion debida á unos *mismos elementos*, está probada con los siguientes ejemplos, arreglados por Mr. Raynouard:—

Lengua italiana.

Per me si va nella città dolente,
Per me si va nell' eterno dolore,
Per me si va tra la perduta gente.

Lengua romana.

Per me si va en la ciutat dofent,
Per me si va en l' eternal dolor,
Per me si va tras la perduda gent.

Es evidente que tan pronto como los pueblos por tantos siglos y tan diversas naciones dominados pudieron levantar la cabeza de su

Portugués.

Da lindeza vossa
Dama, quem á vé,
Impossivel he
Que guardar se possa.

Roman.

De cuidanza vostra
Domna, qui la ve,
Impossible es
Que guardar se possa.

Español.

Cuentan de un sabio que un día
Tan pobre y mísero estaba.

Romano.

Contan de un sabi que un día
Tan paubres et meschis estava.

¿Qué prueba esta semejanza? lo que ya hemos dicho en otro lugar: que « esas lenguas en su origen no eran mas que una sola lengua, diferenciándose tan solo en el acento ó pronunciaci6n de alguna que otra letra. » Son una misma familia con sus pequeñas diferencias.

El mismo Mr. Raynouard añade: « he escogido mil seiscientas voces, ora sean derivadas del latín, ora sean tomadas de otras lenguas estrañas, que, hallándose idénticamente en las seis lenguas neolatinas, atestiguan de un modo incontestable un origen comun. » (*Lexique Roman* t. II, al final de la nota de la pág. 13.)

Por lo dicho se vé claro que el mismo Mr. Raynouard duda de que esas mil seiscientas palabras, materialmente iguales en esas seis lenguas sean precisamente tomadas del latín. Hay mas probabilidades de que la lengua latina las tomó del *romano* que no que esas seis lenguas las tomaran de la Latina. Quien ignora hoy día que no solamente los latinos *latinizaban* los nombres del romano ú otra lengua estraña, sino que tanto los catalanes, como las demas

largo cautiverio , hicieron uso con preferencia de su nativo idioma ; y que, salvo el acento ó pronunciacion de alguna que otra letra , puede afirmarse eran todos una misma lengua ; esto es , el romano.

No cabe duda tampoco, en vista de los documentos que han sobrevivido , que fué en Cataluña donde la lengua vulgar levantó la cabeza pri-

naciones que componian en latin , latinizaban sus nombres y apellidos. Documentos latinos antiquísimos y otros que no lo soltanto lo atestiguan claramente. Pondré un ejemplo de algunos apellidos puramente catalanes latinizados : —

Miró.	Mironis
Bas.	Bassium.
Dalman.	Dalmatii.
Queralt.	Queralto.
Borrell.	Borrelli.
Guillem.	Guillelmi.
March.	Marchi.

Y no hay para que admirarse de eso, pues en aquellos apartados tiempos no solamente era muy comun latinizar los nombres y apellidos, sino que hubiera sido una falta imperdonable de culta paria el que así no lo hubiera hecho. ¿Qué quiere decir esto? Que era tal la preocupacion respecto de la lengua latina, que los estranjos á ella, escribiendo en latin, pagaban su tributo latinizando sus propios nombres. Si esto hacian los estranjos á la lengua del Latín, ¿con cuanta mas razon no habian de hacerlo los latinos? Véase, pues, si hay fundados motivos para creer que esas mil seiscientas palabras fueron tomadas por los latinos de la lengua romana y no ésta de aquella. La lengua romana no fué escrita hasta que se vió libre de su dilatadísimo cautiverio. Si ella hubiese sido escrita en tiempo del Imperio romano ya no habria estas dudas; por que tendríamos escritos que se remontarian á la misma época del esplendor de Roma. Las sospechas de M. Raynouard en este punto son á mi ver muy fundadas. (Véase tomo 2.º del *Lexique Roman*, introduccion, desde la pág. XXVII hasta la XCII.)

mero que en ningun otro punto del mediodia de Europa. Pero no con esto quiero decir que los catalanes propagasen su idioma á las naciones vecinas; porque, como he dicho mas atrás, en aquella época todos los pueblos del mediodia de Europa hablaban una misma lengua con corta diferencia.

Tan pronto como se formaron esas pequeñas nacionalidades, y las musas catalanas cantaron el amor y la galantería, comenzaron á pulirse los dialectos de esas pequeñas nacionalidades, y el catalán, sea dicho sin jactancia, fué el que les llevó la delantera en la *gaya-ciencia* (*). Césen, pues, de disputarse la primacía de haber dado origen los unos á los otros, porque todos esos dialectos, en apariencia enmudecidos, hacia muchos siglos que vivian y estaban encarnados en el seno de esos diversos pueblos. La gloria la tiene el que antes que ningun otro salió á la liza, é hizo gala de su dulzura, de su riqueza y elegante decir cantando trovas de amor. Este y solo éste tiene la gloria de haber sido primero.

Nuestra taréa es ahora la de reseñar la literatura de la lengua catalana, siguiendo pa-

(*) «El estudio de esta lengua (la catalana); el arte de dirigir las fiestas, cuya galantería era la ley suprema y el placer su único objeto, fueron llamados *gaya ciencia*. Véase á Giménez. t. I. p. 2

so á paso su infancia, su virilidad, y su decadencia hasta nuestros días.

Empiezo por los documentos mas antiguos que el tiempo y las revueltas políticas de los pueblos han dejado llegar á la época presente.

El epitafio del conde Bernardo es, pues, el mas antiguo documento despues del compromiso de Luis el Germánico, acordado en 842 (*).

(*) «Pro deo amur et pro kristian poblo, et nostro comun salvament d' ist di in avant in quant deus savir et podir me dunat, si salvarai lo cist meon fradre Karlo et in ajudha et in cadhuna cosa. si cum om per dreit son fradre salvar dist. Y no quid il mi altresi facet et ab Ludher nul plait nunquam prindai, qui, meon, vol c' ist meon fradre Karlo in damno sit.»

Mary-Lafon, despues de trasladar al latín este compromiso ó juramento dice: «He aquí la confusion y el caos de donde debia surgir la lengua nueva.» (Tableau historique etc, pag. 118.) Pero Mary-Lafon no toma en cuenta que en aquella época renacian las nacionalidades por tantos siglos sofocadas. Acostumbrados los hombres públicos de aquellos tiempos á redactar en latín (y no puro,) se vieron de pronto muy embarazados el tener que redactar en *romano*. Además, que en aquellos siglos es muy probable que serian poquísimos los que sabrian escribir, y tal vez mal. ¿Y quién sabe si los documentos que hallamos con esa mezcla de mal latín y peor romano fueron redactados por gente extraña á la lengua vulgar? He aquí la causa principal, á mi ver, de esa mescolanza ó confusion del latín con el romano, y que son una prueba de ello los primeros documentos que de aquella época apartada se han salvado. Ya á principios del siglo once los trovadores componian sin mezcla de latín, sino en su propia y castiza lengua. Esto es muy natural; el amor patrio cada dia mas férvido en sus corazones hacia que estimasen en mucho su lengua y que dejasen casi olvidada la latina como así sucedió. Otra consideracion y no de poca importancia. La dición poética fué en todas las lenguas conocidas mucho mas antes culta que no la prosa. Por esto en el epitafio del conde Bernardo se nota una dición mas pura que no en la del compromiso de Luis-el-Germánico. Obsérvense los primeros siglos del renacimiento de esas nacionalida-

SIGLO IX.

Assí jay lo comte Bernat,
 Fisel credeire al sang sagrat,
 Que sempre prud' hom es estat.
 Preguéu la Divina Bontat,
 Qu' aquella fi que lo tuat,
 Poscua son arm' aver salvat.

En las memorias de la Academia de las Bellas-Letras de Barcelona, páginas 574-575 se ve que el epitafio del conde Bernardo se inscribió sobre su sepulcro tres dias despues de su muerte (844); «cuyo language es aun mas espresivo del que á la sazón corria en todo el marquesado de Gocia (de que era capital Barcelona, y marqués nuestro Bernardo) que el de los precedentes *compromiso y sacramento*; los cuales por ser de la parte setemptrional de Francia padecen algun resabio de tudesco (*).»

des, y se verá como la frase poética es mucho mas culta que la en prosa sin salir de un mismo siglo. ¿Y quien no ve en el poema del Cid, uno de los documentos mas antiguos de la lengua castellana, una dición mas culta que no en los escritos en prosa de aquella misma época? ¿Y quien no ve otro tanto en los escritos mas antiguos de la lengua de los *trouvers*? Queda pues explicada, con lo que queda dicho, la diferencia al parecer notable de esos dos importantísimos documentos.

(*) Véase la primera nota de la página 575 de las Memorias de la Academia de las Bellas-Letras de Barcelona.

Apesar de estar bien probada la época en que se escribió el epitafio sobre el sepulcro del conde Bernardo , por los autores de la historia general de Languedoc , algunos la hacen remontar al siglo X, y otros , como Baluze lo declaran falso por la razon de que deberia parecerse en un todo al compromiso ó juramento de Luis-el-Germánico , lo que es imposible ; porque el romano del mediodia se acerca mucho mas al latin que el del norte. M. Raynouard lo hace solamente del siglo duodécimo, etc.

Parece imposible que hombres de un talento superior como M. Raynouard y otros se extravien tan fácilmente. Quien ignora hoy dia que segun el individuo que escribe y del punto que es natural hay una diferencia notable, no digo en el estilo , sino hasta en la cultura del habla. Prueba de ello son , y muy palpable , los escritos ó composiciones poeticas de los tres célebres trovadores del siglo XII, Guillermo , conde de Poitiers , Cadanet y Rambaud Vacqueiras. ¿ Quién no repara en esas poesías la superioridad en la de Poitiers ? ¿ Quién no diria que la de Poitiers fué escrita en el siglo catorce por la cultura de su language , comparada con las de aquellos dos célebres trovadores ? Y sin embargo , todo el mundo sabe que florecieron en una misma época.

Yo creo que las primeras composiciones que se hicieron en verso en lengua romana rústica, ó en provenzal como llaman los mas, fueron monorimas. Despues se escribieron pareados; y mas tarde cruzados ó encadenados los versos de diferentes maneras, dando á la frase mas dulzura y mas brillo en el decir.

La literatura catalana, así como las demás literaturas, su origen, sus primeros albores hállanse en la poesía. En unas partes los bardos, los divinos; en otras los juglares, trovadores y poetas, desde el comienzo de sus nativos idiomas, dieron con sus cantares lustre y esplendor á sus respectivas literaturas. En Cataluña, desde principios del siglo décimo, oyéronse los cantos melodiosos de los trovadores. En sus bellas *trovas*, en sus lastimeros *lays*, en sus *valadas complans*, y *sirventes*, cantos verdaderamente nacionales, exaltaron la religion, la bravura y el amor. ¡Destellos sublimes de los mas nobles sentimientos que honrarán eternamente á la humanidad! Y dejando á un lado sobre si la rima nos vino de los celtas ó de los árabes, entro de lleno al siglo décimo.

SIGLO X.

« Nos Jove omne, quan dius que nos estam,
 « De gran follia per soledat parlam,
 « Quar nos no membre per cui viure esperam,
 « Qui nos sosté, tan quan per terra anam,
 « E qui nos pais que nos murém de fam,
 « Per qui salves ni esper par tan qu'ell clamam.
 « Bofants, en Dies foren ome fellò;
 « Mal ome foren: á ora sunt peior.
 « Vol i Boécis metre questiazó,
 « Auuent la gent, fasia en son sermó
 « Greessen Deu qui sostenc passió.
 « Goms fos de Roma e' ac ta grán valor
 « Aprob Mállio lo rei emperador;
 « El era l' meller de tota la onor:
 « De tot l' imperi l' tenien per Senor,
 « De sapiencia l' appellaven doctor (*). »
 (*Poème de Boèce trouvé par l' abbé Lebasuf.*)

Las palabras latinas ó neologismos que se notan en el poema de Boécio prueban el continuo comercio que los que componian en ro-

(*) « Es positivo que el poema sobre Boecio es de una época anterior al año 1000, Pero lo que no deja duda de su anterioridad, es el estado de esta lengua á la época á que se remontan las poesías mas antiguas de los trovadores que han llegado hasta nuestros dias. (*Lexique Roman*, t. I. pág. XVII.) Véase asimismo lo que dice Raynouard en la nota 5.^a de la pág. XV de este mismo tomo, acerca del pronombre *nos* y el artículo *lo*.

mano tenían con la lengua latina (*). Además, que, segun era el gusto ó afición del que componia en lengua vulgar para con el latin, así

(*) Pretender que el romano rústico surgió del latin es á mi ver cosa increíble; y mucho mas cuando el origen y formacion de esa lengua es aun dudosa.

Para unos el latin (*Dictionaire encyclop. moderne*, art. *Langue latine*) se formó de la fusion de partes muy heterogéneas, y que cada pueblo de Italia contribuyó por su parte á su formacion. Para otros es sumamente evidente fué importado del extranjero. El latin dice, Dionisio de Halicarnaso, ni es de un todo griego ni de un todo bárbaro: lo que quiere decir que al lado de ciertos elementos griegos reconoce otros que no lo son. Buller (el celtista) afirma que el latin se formó del griego y del celta. Y segun el mismo Buller todos los indigenas de Italia, bajo cualquiera denominacion con que se los distinga, son celtas. Macpherson, en su *historia de la Irlanda*, presenta muchísimos ejemplos de palabras latinas que tienen toda la apariencia de derivar del celta. En una palabra, el elemento bárbaro que existe en el latin asegura mas y mas el comercio de esta lengua con la celta de las Galias, con el cántabro y el teuton.

Plauto, hablando del latin de su tiempo, dice, que habia una lengua noble y otra plebeya. Ciceron tambien distinguia dos lenguas, una clásica y otra urbana. Quintiliano dice, que el latin clásico era mas difícil de aprender que cualquier otra lengua estraña. ¿Que se infiere de todo esto? Que á mas de la lengua latina se hablaban otras lenguas en Roma y sus alrededores. Desde luego podemos afirmar que el romano vulgar existia ya antes que Rómulo fundara Roma, y que el romano era la lengua de todos los pueblos que habitaban y aun habitan el centro y mediodia de Europa. ¿Porque decir pues, que la lengua romana se formó del latin? Porque algunos han querido probar que nosotros hemos tomado los artículos del latin, alterándolos y arreglándolos á la índole de nuestra lengua. Que los pronombres ya no ofrecen tanta dificultad porque han pasado al romano vulgar casi sin ninguna alteracion. Que los nombres de la primera declinacion los hemos tomado sin variante alguna, y en los nombres de las otras declinaciones sincopando la última sílaba ó le-

manifestaba su propension á la lengua latina ; y por consiguiente la introduccion de vocablos de la lengua del Lacio era cosa indispensable.

era en esta forma : hort..... us, sacrament..... um, cap..... nt, mon..... s, autoritat..... is. Y que los terminados en o no sufrieron cambio alguno: v. g. — admiratio, adoratio, etc., etc.

Mary-Lafon, maravillando, dice que es cosa bien singular que sin- copando ciertos nombres latinos las radicales se transforman en pa- labras originarias del sanskrit precisamente. Ejemplo.—

LATINO.	ROMANO.	SANSKRIT.
Fatum	fá	faí
Gelum	gel	jal
Gallus	gal	kaf
Picus	pik	pice
Nasus	nas	nas
Mutus	mut	mñ, etc. etc.

¿Qué se infiere de esto? que el latin se formó del sanskrit, del cel- ta, del griego y de alguna otra lengua bárbara, que es muy proba- ble fuera el romano vulgar que, segun el dicho de los mismos au- tores latinos, existia en aquel tiempo en Roma. El Romano vulgar desde la caída del imperio latino, ó á los dos siglos despues, se pre- sentó robusto y aun lozano. Si el romano vulgar se hubiese formado de las ruinas del latin, no se hubiera presentado tan pronto regu- larizado. Aqui hay sus dificultades, y las mismas razones hay para negar que para afirmar.

¿Qué diremos de los *verbos, adverbios y proposiciones*? Digamos á Mary-Lafon. La formacion de los verbos neo-latinos se efectuó del mismo modo con corta diferencia, v. g.

Primera conjugacion.

Amar.....e	Condemnar.....e
Donar.....e	Declinar.....e

Segunda conjugacion.

Haber.....e	Valor.....e
-------------	-------------

Por eso , asi que la lengua romana pasó de la palabra al papel , la constumbre de haberse escrito hasta entonces en latin , fué de pronto

Tercera conjugacion.

La tercera conjugacion ya no sigue la misma regularidad. Algunos de la tercera se forman en *a*, cambiando vocales en consonantes y otras pequeñas variaciones.

Discernir.....discernere.

Expellir....expellere,

Distribuir.....distribuere.

Scriurer.... scribere.

Mary-Lafon cree con esto probar la transformacion del latin al romano; pero él no repara, por lo mismo, que esta semejanza que se nota en ambas lenguas presenta las mismas dificultades, esto es, que tanta razon hay para negar como para afirmar. »

Si fuera como supone el sabio filólogo Mary-Lafon, podriasele preguntar: ¿Que es lo que posea de por sí la lengua romana si tomó del latin los *artículos*, los *nombres*, los *pronombres*, los *verbos*, los *adverbios* y *proposiciones*? La respuesta sería: « Nada, absolutamente nada, » Por otra parte Mr. Raynouard afirma que en los pocos *escritos romanos* que ha podido consultar ha hallado mas de ocho cientos voces que nada tienen del latin. ¿Y cuántas voces mas no podrian añadirse á esas ocho cientos, sin contacto de la lengua latina, si se consultaran los varios fragmentos que aun nos restan del romano vulgar? Una lengua que cuenta este caudal propio ¿puede haberse formado de la corrupcion de la lengua latina? La lengua *romana* se hablaba en Roma al propio tiempo que el latin, segun dicho de los autores latinos ¿cómo decir que tomó de él los artículos, los nombres, los pronombres, los verbos, etc.? Pues si se hablaba entonces, ¿como afirmar que se formó del latin? Las lenguas no se forman con la trasformacion de ninguna otra lengua, sino que cada una de por sí lleva la vida necesaria para vivir. Lo que hacen las lenguas es adornarse y enriquecerse con el contacto y comercio de las demas lenguas; pero nunca formarse las unas de las otras. En las lenguas no hay madres ni hijas: no hay mas que hermanas. Cuando muere una de ellas (como ya hemos dicho en otra parte) es porque los pueblos que la hablaban han dejado de existir. La lengua de un pueblo es su vida, es su alma.

un obstáculo para componer en puro romano. Pero con el transcurso de cien años los trovadores tuvieron sobrado tiempo para purificar la diccion del contacto latino, y escribir mas castizamente la lengua vulgar. Desde el siglo once en adelante la locucion es mas pura, la senda mas trillada y el language mas elegante.

El ejemplo que hemos aducido de las tres lenguas comparadas, esto es, el *latin*, el *romano* y el *sanskrit*, me inclinan á creer que aquellas voces latinas fueron tomadas del *sanskrit* ó del celta por ser lenguas mucho mas antiguas que aquella. Repito, pues, que hay mas probabilidades para afirmar que el *latin* tomó del *sanskrit* ó del celta que para negar. « Las raices célticas son en el fondo en una gran parte idénticas al *sanskrit* por la afinidad de éste con las lenguas Célticas. » (*Pictet, memoria coronada por la Academia de las inscripciones.*) Decidan ahora imparcialmente los inteligentes en la materia. Todas las teorías que se separen de este camino serán siempre una quimera. Con el tiempo se aclarará tal vez este punto de un modo luminoso; punto de alta importancia para la filología. Véase, amás, *Tableau historique des langues parlées dans le midi de la France.*—*Lexique Roman*, tomo primero,

SIGLO XI.

« Ma encar s' en troba algun al temps present,
 « Lical son manifest á molt poc de la gent:
 « La via de Ieshu Xrist molt fort vorrian mostrar,
 « Ma tan son persegü que á pena o poyon far;
 « Tan son li fals Xristian enseca per error,
 « E majormen aquilh que dev' esser pastor:
 « Que ilh persegon é aucion aquilh que son melhor.
 « E laysan en patz li fals é li enganador.
 « Ma en czo se pot coneyser qu' ilh bon pastor no sou,
 « Car non aman las feas sinon per la toison,
 « Ma nos ò poden ver é l' escriptura list,
 « Que si ni a algun bon qu' am e tem Ieshu Xrist
 « Que non volbe maudire, ni jurar, ni mentir,
 « Ni avontar, ni pendre de autrui, ni aucir
 « Ilh dion qu' es Vaudes é digne de punir. »

(*La nobla Leyczon.*)

El progreso que hizo la poesía (*) en los siglos siguientes, en manos de los trovadores, fueron aun mas rápidos y notables, que los que habian hecho en los siglos anteriores.

(*) Los primeros padres de la *poesía vulgar*, fueron los catalanes, pasando despues esta arte á Italia, Aragon y Sicilia. El Petrarca con las obras de Jorge, el valenciano, compuestas en catalan, dió propiedad y dulzura al lenguaje, etc. (*Extracto de la Crusca Provenzal.*) Serra y Postino: Hist. de Montserrat, 2.^a part cap. 24, pag. 279, not. 9.

Los trovadores comunicaron á la lengua vulgar cierta elegancia y cultura que la hacian cada dia mas rica, fluida y armoniosa. En los siglos doce y trece esos genios inmortales brillaron grandemente , y entre ellos brillan aun, como las estrellas en el firmamento, los nombres justamente célebres «de los condes Ramon Berenguer V de Provenza , los reyes de Aragon Alfonso II, Pedro II , Jaime I , Pedro III, y el infante don Federico rey de Sicilia. Los príncipes subalternos siguieron el ejemplo de sus soberanos , y esta noble rivalidad produjo una multitud de trovadores de un rango distinguido. Hugo de Mataplana , Guillermo vizconde de Berga , Geraldo de Cabrera , Poncio Hugo III conde de Empurias , Cerverí de Gerona, Guillermo de Mur , Manuel de Escas, etc. Sin contar á Guillermo de Cabestany , Berenguer de Paracols , Pons de ortafá y otros (*) del condado de Rosellon.»

(*) Las cortes de amor dieron grande importancia á la llamada lengua de los trovadores. En ella componian ya en los siglos XI y XII los talentos mas notables de aquellos tiempos. Los poetas que cultivaban con gloria la *gaya-ciencia* en esa época pasaban de doscientos; los mas de ellos con sus trovas dejaron bien sentada su reputacion de poetas. (Godefroy de Fox, XII siglo. *Las leys d' amors.*)

Es bien extraño , por cierto, que un hombre célebre como M. de Ginguéné haya escrito respecto de los trovadores y sus obras, de *que ninguna señal, ninguna reminiscencia, ni aun involuntaria, de la poesia antigua se encuentran en las obras de los trovadores.* Nótese bien estas palabras, y obsérvense las si-

(Véase Diccionario de escritores catalanes , págs. 39 y 40).

guientes muestras que voy á transcribir , y se verá con que lige-
reza juzgó M. Ginguéné á esos genios inmortales : —

Ben sai qu' Amor es tan gran
Que leu me pot perdonar
Si eu , failli per sobramar ,
Ni regnei cum Dedalús ,
Que dis qu' el era Jhesús ,
E volc volar al est , outrecuidan.
(Ricard de Barbezieux.)

Véase esta otra : —

So dis un verset de Catò
Que Senbers es fols certament
Quant no vol creire son servent.....
Therensis dis , que sabia fó ,
Que cascuna test ha son san....
(Bernard Carbonel.)

Otra : —

Car anc Narcissus , qu' amet l' ombra de se ,
Si he s' morí no plus fols de me.....
(Payrols.)

Esa otra : —

Puyes apenarás
De Peleas
Com el fets Troya destruyr....
(Girald de Calanson.)

Per fin , esta otra : —

Qu' Aleysandre veinquit Poros
E sa gran ost , e l' tornet en paubreira.
(Guillem Prims)

Taréa larga seria, á la verdad, si se hubieran de analizar las obras de los principales trovadores, aunque fuese sucintamente. Y á fin de no romper la cadena histórica y marchar directamente al objeto principal, citaré de paso tres ó cuatro poetas de los mas ilustres de cada siglo.

SIGLO XII.

« En alvernhe part Lemozi,
 « M' en aniey totz sols á tapi,
 « Trobey els molers d' en Gari
 « E den Bernat,
 « Me saludéron francament
 « Per san Launart !

« Una mi dis en son latin :
 « Deus te salve dom pelegrin ,
 « Molt me pares de bon ensin
 « Meu esient
 « Mas trop en vai per est' camin
 « De fola gent.

Por las muestras que dejo espuestas puede concluirse, que los Trovadores conocieron á los griegos y latinos. Ellos citan en sus producciones á Dédalo, á Troya, á Caton, á Tarenzio, á Ovidio, etc : prueba palpable de que conocieron la antigüedad. Con esto queda destruida la asercion de M. Ginguené, y probado que los Trovadores habian bebido en las fuentes griegas y latinas.

« Auiatz en que lur respozi :
« Anc fer ni fust noy mentengui ,
« Mas que lur dis aital lati ,
« Tarra babart
« Marta babelio riben
« Sara ma hart. »

(*Guillerm, conde de Poitiers.*)

« Truan, mala guerra ,
« Sai volon comensar ,
« Donas d' esta terra
« E vilas contrafar .
« En plan ó en serra
« Volon ciutat levar
« Ab tors ,
« Quar tan pueia onors
« De lieys que sotz terra ,
« Lor pretz , el' sieu ten car'
« Qu' es flors ;
« De todas las melbors
« Na Biatrixitz ; car tan lor es Sobreyra
« Qu' encontra lieys volon levar senhieyra ,
« Guerra e foc e fum e polverieyra. »

(*Ram baud Vacqueiras.*)

« Si en trobava mon compair en Blancas
« Un bon consell leial li donaría ,
« Mas per un grat ses conselh o faria. »

(*Cadanet.*)

SIGLO XIII.

« Rics socors aurém ,
« En Dieu n' ai fianza.
« Dons guanyarém
« Sobre sels de Franza.
« D' ost que Deu non tem
« Pren Deus tot venjanza.
« Segurs estem , senyors ,
« E ferms de rics socors. »

(*Tomiers.*)

Trobantse en Mallorca lo meu pare amat
Servint á son rey qu' el feu veedor
De lo seu exércit , é de allí ha passat
Servint en Valencia , é en ella fiu nat,
Traentme de Pila lo Rey vencedor
Qu' emposá son nom sobre el de Febrer
Naixent en Agost: en la disciplina
De tan bon padri no fonch menester
Que molt treballára , puix vaix mereixer
Que á la Lis de blau que ma sanch destina,
Afixá un Leó sobre plata fina.

(*Mossen Jaume Febrer.* Estos versos estaban grabados en el escudo del autor. *Ximenex*, t. I. p. 363.

Poesías de Mosen Jordi del Rey. (Fol. 96 cinco estrofas de 8 , torn. de 4. Catálogo razonado de los manuscritos españoles de la Biblioteca nacional de Paris.)

Desert d' amichs, de bens é de senyor,
En estrany loch é en estrany' encontrada,
Luny de tot be, fart d' enuig é tristor,
Ma voluntat é pensa captivada.
Me trop del tot en tal poder sotmés,
No vuy algú que de melasa cura,
E soy guardats en dos ferrats é prés
De quem' fan grat d' una trista ventura.

Heu ay vist temps que nom' plasia res,
Aram' content d' assó quim' fay tristura
E los grillons leuger ara pren mes
Quen' lo passat la bella brodadura.
Fortuna vey qu' ha mostrat son voler
Sus me volent quen' tal punt vengut sia,
Pero nom' cur, pus hay fayt mou dever
Ab tots los bens quem' trop en companyia.

Perque no say ni vuy res al present
Quem' puga dar en valor d' una escorsa;
Mes Deu tot sol de qui prenh fundament
E de qui fiu y ab qui mon cor s' esforça.
E d' altra part del bon Rey liberal
Qui secorrech per gentileza granda,
Lo quins ha mes del tot en aquest mal
Qu' ell m' entendrá, car soy just sa comanda.

TORNADA.

Rey virtuos, mon senyor natural,
 Tots al present nous fem altra demanda,
 Mas quens recort vostra sanch real
 May deffallí al qui fos de sa banda (*).

Es cosa evidente que las lenguas catalana y provenzal corrieron parejas y en una misma línea hasta fines del siglo XII. En aquella época no habia en esas lenguas mas diferencia que la pronunciacion ó acento. En el siglo XIII empezó á notarse cierta diferencia en la frase, como queda demostrado en los trozos de poesía que mas atrás se han puesto, pertenecientes á ese siglo. Pero donde se hace esto mas notable, es en las poesías catalanas y provenzales del siglo décimo-quinto.

La alianza de los reyes de Aragon con los condes de Barcelona por una parte y la Provenza por otra contribuyeron poderosamente á

(*) Las composiciones que he tomado del (*Cançoner de obres enamorades*) estaban plegadas de faltas del copista; pero no es extraño cuando el que copia no conoce el catalan, ni la letra es clara en muchos puntos de dicho manuscrito. Por esto he tenido por conveniente arreglar algunas palabras y ponerle la puntuacion mas precisa. En esto el copista no tiene culpa, porque el manuscrito de la Biblioteca Real de París no lleva ni una cosa ni otra. Lo he examinado escrupulosamente y no tiene ni acentos ni puntuacion.

fiar y dar cada día mas realce á la lengua de Oc (*).

Es una opinion asaz general que la lengua catalana, conocida en Francia bajo la denominacion de lengua provenzal, no brilló con todo su esplendor hasta el siglo trece. En efecto los muchos poetas y escritores que la cultivaban con buen éxito perfeccionaron esa lengua; y esta opinion queda justificada hasta cierto punto si se toma en cuenta la época que precedió al siglo del Dante, de Petrarca y de Boccacio (**), durante la cual la Alemania, la Francia y la Inglaterra, no cuentan ni un poeta siquiera que haya escrito en su lengua nacional. Entonces los trovadores provenzales y catalanes no tenian rivales extranjeros; y si mas tarde la sonora y melíflua armonía de sus cantos, y sus alegres y festivas improvisaciones inspiraron los poetas del siglo XIV; y si se estableció entonces una feliz rivalidad entre eses úl-

(*) De las muchas lenguas que dividian la Francia las del Loire hácia el Sena se denominaron de *oïl*, y las del Loire hasta los Pirineos de *oc.*; y todo por que para decir *si* unos decian *oïl* y otros *oc.* « Y como Ramon Berenguer poseía, además, una gran parte de la Gocia y la Aquitania, se designaron todos sus estados con el nombre de Provenza, y se llamó provenzal la lengua comun que allí se hablaba » (*Voyage dans le midi de la France*).

(**) Dante nació en el año de 1265, Petrarca en el año 1302, y Boccacio en el año 1313.

timos y sus modelos , se debe aplaudir con todo corazon esa lucha poética que fué con tanto entusiasmo aplaudida en los castillos de la hermosa Provenza y en los Consistorios de la laboriosa Cataluña.

Durante todo el siglo catorce la corte de Aragon no cesó de proteger á los trovadores, y en general á las letras. La corte de Aragon fué constantemente el asilo de los talentos y de los poetas , y todos los que se distinguian en ella obtuvieron con largueza señalados favores y consideraciones del Príncipe. El rey D. Jaime II siguió el ejemplo de sus predecesores : fundó la universidad de Barcelona en 1300 , multiplicó las escuelas públicas , y él mismo escribió con buen éxito en catalan. D. Pedro III , el ceremonioso , redactó con mucho método y claridad la historia de las guerras emprendidas por D. Alonso IV , su padre y las suyas propias. El manuscrito original de esa obra que los analistas de Aragon han consultado amenudo , existe en los archivos de Barcelona.

El cardenal D. Jaime de Aragon , hijo del infante D. Pedro , dió en prueba de respeto á los magistrados de la ciudad de Barcelona , su traduccion catalana de Valerio-Máximo , la cual se conserva en los archivos de la misma ciudad.

D. Juan I prefirió la paz y la ciencia á las glorias militares ; y la calma y la civilizacion no fueron en su reinado interrumpidas. Su corte fué una de las mas brillantes y distinguidas de su tiempo, ya por la pompa , ya por los muchos hombres instruidos de que se componía. Parecia una academia de gaya ciencia (*), en la cual cada uno queria sobresalir , y todos los trovadores á porfía contribuian á hacer la corte mas alegre. Esta especie de revolucion en la corte y en las costumbres, en la cabeza de los grandes y del Príncipe , ejerció una poderosa influencia en el progreso de las ciencias y en la poesía vulgar. Muerto el rey D. Juan, su sucesor ya no dispensó á las letras mas proteccion que la que es competible á los reyes. Sin embargo el rey D. Martin escribió puramente en la lengua catalana, y sus vários discursos leídos en Córtes fueron redactados por él mismo ; y pueden servir aun hoy dia de modelo , por su donoso estilo , pureza y estructura gramatical.

Despues de haber reseñado algunos reyes de Aragon como escritores y protectores de las letras, durante todo el siglo catorce , continuaré la reseña respecto de los poetas y de los

(*) El Consistorio de la Gaya ciencia de Barcelona fué establecido en el año 1390.

historiadores que hicieron uso de la lengua catalana en ese mismo siglo. Entre ellos se hallan nombres distinguidos y una série numerosa de escritores mas ó menos sobresalientes. Escogeré entre los muchos los que hagan mas al asunto, porque el espacio no permite estenderse mucho. Los que quieran mas detalles, podrán consultar las obras y los manuscritos de que me he servido.

Pons-Hugo III, conde de Ampurias, disfrutó de una alta reputacion como trovador en la corte de Aragon. Sus poesías han sido muy buscadas. La última trova de este conde es del año 1308.

En esa misma época, con corta diferencia, el historiador Montaner se dió á conocer como excelente escritor. Fué el primero que escribió la historia con independencia, y manifestó en sus escritos talento y buen criterio. Sus obras fueron mas tarde impresas.

D. Pedro Juan Martorell, escribió una novela caballeresca, con este título: *Tirant lo Blanch*, la cual mereció los elogios del inmortal Cervantes. *Es un tesoro de contento y una mina de pasatiempos*; y en otra parte, dice Cervantes, *El nunca como se debe alabado Tirante el Blanco*.

Mosen Juan Figuerola, compatriocio de Martorell, escribió con mucho éxito en catalan y

en latin ; y sus obras no vieron la luz pública sino hácia el año 1396.

Otros escritores pertenecientes al mismo siglo catorce adquirieron grande nombradía. El mas ilustre es San Vicente Ferrer. Su conducta ejemplar, sus trabajos apostólicos y su vasta erudicion le adquirieron un ascendente entre sus compatriotas, en la corte de Roma , y entre los príncipes contemporáneos suyos. Escribia con una admirable facilidad las cuestiones mas graves y mas difíciles. Tubo una larga correspondencia en catalan con el infante de Aragon (D. Martin). Murió en Vannes (Bretaña) el año 1419.

· Bonifacio Ferrer (hermano de San Vicente.) Este célebre escritor valenciano escribió muchas obras en los vários cargos que llenó durante el espacio de treinta y dos años. La única que cito es la traduccion catalana de toda la Biblia , impresa en Valencia en el año 1478.

Mosen Zalbé y Mosen Turrell, ambos catalanes , é ilustres por sus servicios militares, publicaron dos obras sobre la Cataluña , de las que sus sucesores han hecho mucho caso. El llibre ó Cuerno de Mosen Zalbé ha sido muy citado.

En fin , concluyo esta época diciendo, que los talentos mas notables y los poetas mas distinguidos, durante el siglo catorce , fueron

el brillo y esplendor de las córtes de amor, de los consistorios de la gaya ciencia, dando cada dia mas realce con sus trovas y sus cantares á la lengua catalana. Muchísimos fueron los poetas de esa época que en los certámenes poéticos dejaron bien sentada su reputacion.

SIGLO XIV.

Quant heu cussir en los fets mundanals
Totes les gents vey regir per fortuna
Segons los cors del sol y de la Lluna
Los planetas fan obras divinals:
Fassen lur pro o lur dany á vegades,
Axi quel mon es pertit per jornades,
Mas Deu no vol l' arma sia sotmesa
Forcivolent aytal aastre seguir,
Ans la rahó pot é deu ben regir
Los cors donant entre si gran comptesa.

Pero bem par obra descominals
Quant heu remir cuasi per si cascuna
E vey gran be haber persona tuna
E dom gentil é bo sufrir grans mals;
Axi quel be vey anar per casades
Sens mérits grans los bes ben debades
E gran honor no seguim gentileza,
E sino fos com dins mon cor inalbir
Quatre mones mellor per avenir
Hauré del tot la mia arma malmesa.

Donchs, cars amichs, qu' entenets bes é mals
 Affigurats la cara de fortuna,
 E nous girets si tots las vesets bruna
 De vostre sen per treball ne per als:
 Que cascun jorn horas hi son nombradas
 Que may non vis en be totas passadas
 Gens per aysó non oblidets probesa,
 Ans vullats vos en tot be captenir
 E los amichs anar, é car temir
 E en servir Deu non haiats peresa.

TONNADA.

Deus en cuy es tota virtuts compresa
 Ell ha formats los alts els fay vogir,
 Pot si li play estre mal convertir
 E tot affan tornar en gran bonesa.

(*Mossen Jacme March*) (*).

Conforms desigs ab calitats diversas,
 Obrant ensemps formen la creatura,
 Actes unint pel cel ánimas junta
 Nudrint en sí per los nou cels de Feba.
 Al mon no té compliment en esser,
 Saturnus, riu é Vénus s'en delita:

(*) Esta composicion es extractada del manuscrito *Conçoner de obras enamoradas* que trae el catálogo razonado de los manuscritos españoles de la Biblioteca nacional de París, arreglado por D. Eugenio de Ochoa, por orden y á espensas del ex-rey Luis Felipe. Impreso en París en 1844. Yo comparé algunos extractos de este catálogo razonado con el manuscrito original cuando estuve en París el año 1849, y noté que habia algunos cambios de letras, esto es, unas letras por otras en el impreso respecto del manuscrito dicho.

Tals d' aquets fets lays, cançons ne cantan ,
 Fora millor plorassen lur fortuna,

.

TORNADA.

Mon claregant si ment ó dich falsia
 A vos consent esser la fi donada
 De mes dolors recontar á quis' vulla,
 Car del que dich sabéu la mes partida.

(Fra Rocaberti comendador del Fambra. *Véase Diccionario de Escritores catalanes* , página 551).

Esta pieza poética por su language y fraseología es muy probable sea del siglo XIII, no obstante de que se la hace del siglo XIV. El language de la pieza de Febrer que se le señala ser del siglo trece es mucho mas culto que el que usa M. Jaime March en la suya. Las formas, frase y estructura son mas bien del provenzal que del catalan. Yo opino que la pieza de Febrer habrá sido retocada.

A principios del siglo XV, época de Fernando de Aragon, la traduccion del código catalan en lengua vulgar fué un suceso importante para nuestra lengua. Esta fué una de las primeras obras que merecieron ver la luz pública, tan pronto como el descubrimiento de la imprenta fué conocido en España (*).

(*) La primera obra que vió la luz pública en España fué en Barcelona en 1468, y fué la obra *Pro condendis orationibus*, y

En adelante la lengua catalana era la única admitida en las transacciones particulares, en los tribunales, en la corte, en las academias y en el púlpito. Todo lo que emanaba del soberano y de los tribunales superiores se redactaba en catalan. Las Córtes, el Príncipe, los jueces, todos hablaban y juzgaban en catalan.

Fué, pues, el siglo XV, segun los inteligentes, la época mas brillante para la lengua catalana.

Voy á dar una rápida ojeada en algunos de los mas notables escritores catalanes que ese siglo produjo.

Juan Manso, dominicano muy erudito, sabio viagero y teólogo, despues de haber publicado varias obras, compuso un tratado muy estimado sobre el *idioma valenciano* (1412).

Antonio Canals, religioso y discípulo de san

su impresor Juan Gherling, y no Pedro Posa como erradamente afirma Mr. Janbert de Passa. Véase Diccionario histórico enciclopédico, (Apéndice) pág. 343. Pedro Posa no imprimió hasta en 1481 la traducción de Quinto-Curcio, por D. Luis de Fenollet: en 1480 imprimió la obra de Ramon Lull y la historia sagrada de S. Pedro Pascual. (Ximenez, tomo I, fol. 55): en 1495, la traducción catalana de las obras de Alberto el Grande. Juan Rosembach, aleman, mas laborioso que Posa, imprimió una porción de obras, y entre ellas, en 1496, la misma obra en catalan de san Pedro Pascual; y en 1510, las Constituciones de Cataluña traducidas en catalan por orden de D. Fernando I. Esta obra encierra todo el derecho público y civil de Cataluña. Es un precioso monumento que honra mucho á los Príncipes que lo mandaron redactar, y es un tesoro para el pais que lo posee. (Véase lenguas y dialectos del mediodia de la Francia, nota de la pág. 345.)

Vicente Ferrer, compuso algunas obras en catalan , y tradujo con buen éxito los nueve libros de Valerio-Máximo. Murió en el año 1419.

D. Manuel Diez, caballero. Compuso un libro en catalan intitulado , «Llibre de la manescaleria» . Murió en Valencia en 1443.

Miguel Perez publicó , hácia el año de 1474, una traduccion catalana de la imitacion de J.-C. , la cual se imprimió en Valencia en el año 1491.

Luis Alcanyís, médico de Xátiva, fué un poeta muy estimado, y tenemos de él un tratado sobre la peste, y algunas poesías, recogidas por Fenollar, y la coleccion de fueros Valencianos. Se presume que moriria en 1474.

D. Luis Fenollat, caballero. Tradujo en catalan la vida de Alejandro, por Quinto-Curcio, y añadió nueve capítulos para suplir los dos libros perdidos.

Pedro Tomich, nacido en Barcelona y de una familia noble, publicó la crónica de los reyes de Aragon en catalan. Juan Rosembach la imprimió por primera vez en Barcelona en 1493.

Mosen Bernardo Fenollar, célebre por sus poesías y por su estilo festivo y alegórico, lleno de gracia y de verdad. Escribió algunas obras poéticas, especie de certámenes poéticos. La historia de nuestro Sr. J.-C. impresa en Valencia por de Jaime Vila, 1493. *Disputa dels*

Jóvens y dels vells, en la misma ciudad en la imprenta de Lope de Roca; y *obra feta sobre un deport de la Albuhera*. Existen en fin, del mismo autor otros escritos, y en particular muchas trovas en el Cancionero general, impreso en Amberes, en el año 1573.

Baltazar Portells y Narciso Vinyolas, ambos abogados y poetas, los cuales manejaban la lengua catalana con mucha maestría. Las trovas del último han sido muy admiradas.

Mosen Juan Escrivá, poeta contemporáneo de Corella, sus poesías han sido muy buscadas. Se atribuye á este poeta la traduccion catalana de Ovidio, impresa en Barcelona en 1494 en 4.º mayor.

En ese mismo siglo vemos aun dos príncipes de Aragon ambicionar la gloria de ser contados entre los excelentes escritores. El infante D. Carlos de Viana, tan ilustre por sus obras como por su infortunio. Él protegió las letras y estableció nuevas escuelas. Tenemos de este Príncipe la crónica de los reyes de Aragon y de Navarra. Una traduccion de las obras de Aristóteles y algunas poesías inéditas.

El infante D. Fernando de Aragon, sobrino de Fernando el católico, escribió en catalan la historia de los reyes de Aragon.

Daré cima á la reseña de ese siglo diciendo dos palabras de dos célebres poetas de esa misma

época, Aussias March y Mosen Jaime Roig. El primero interesa mucho á la historia de la lengua catalana ; puesto que la hizo brillar con esplendor y le dió , puede decirse, todo lo que la faltaba para hacerla culta y estimada de todos los hombres ilustrados. Mucho le debe á ese célebre vate la lengua y poesía catalana. Basta decir de Roig que su talento original y sus trovas le valieron en la corte un puesto muy distinguido. Compuso ó tradujo libremente , *Llibre dels consells* , el cual se imprimió por la primera vez en Valencia en 1534.

En suma, pertenecen á ese mismo siglo casi todos los poetas que encierra *El Cançoner de obras enamoradas* , que son cerca de cincuenta ; Manuscrito precioso del siglo XV , letra gótica , que se guarda en la Biblioteca nacional de París. Véase Catálogo Razonado de los manuscritos de dicha Biblioteca págs. 286 y 287.

SIGLO XV.

Primera estrofa de la composicion D. Juan Fogassol notario de Barcelona, sobre la prision y detencion del príncipe D. Carlos de Viana, primogénito de Aragón, etc. Véase, catálogo de los manuscritos españoles de la biblioteca nacional de París, pág. 288.

Ab gemechs grans) plors é sospirs mortals
 Sentí las gents) dolres per les carrers, (*)
 Plassas cantons) en diversas maneres
 Los ulls postrats) están com bestials;
 Donas d' estat) viu estar desfressades
 Lagremelant) é batentse los pits,
 Los infants poch's) cridan á cruels crits
 Vehent estar) lurs mares alterades.
 O trist de mi) ¿quin fet pot ser aquest?
 De quant ensá está axi Barcelona?
 L' arma ab lo cor) de cascú se rahona,
 Acte semblant) no crech may sia vist;
 Car de lurs ulls) diluvi gran despara
 D' aygua , tan fort) que per terra 'ls decau.
 ;Ay! qu' es assò) germans dir me vullan.
 Tots están muts) é guardéumen la cara;
 Creix ma dolor) per tal captiviment,
 E de plorar) los fiu prest companyia.
 Molts esforsats) perduen la homenia
 E cascú diu) gemegant é planyent:
*O vos omnes qui transitis per viam attendite
 Et vidente si est dolor sicut dolor meus.*

(*) Querrá decir *carreres* en vez de « *carrers*, » puesto que no rima con *maneres*.

Ab dolor gran) é fora de mesura
 Vull jo dir part) d' una trista mort,
 Ab dolor gran) abundós en tristura
 Vos denunciu) aquesta mala sort ;
 Ab dolor gran) passá d' aquesta vida
 Al lloch etern) lo princep d' Aragó ;
 Ab dolor gran) lo poble tots jorns cridá
 Molt fort plorant) dient, Deu lo perdó

Ans que morís) espay de gran estona
 Ell parlá clar) ab un aire plasént,
 Ans que morís) á tots de Barchinona
 Recomaná) son fillet á sa gent:
 Ans que morís) en gran humilitat
 Volgué pregar) tot hom li perdonás;
 Ans que morís) pres derrer comiat
 A tots dient) que algú no plorás.

Aprés d' assó) son cap va inclinar
 Junctes las mans) loant lo criador;
 Aprés d' assó) los ulls li viu tancar
 Ab un suspir) ; pensau quina tristor!
 Aprés d' assó) l' ánima s' aparta
 Dexant lo cor) é montánten' á Deu ,
 Aprés d' assó) tot hom Jesús pregá
 Dient , Senyor) es lo servidor teu (*).

(GUILLERMO GIBERT).

(*) He copiado solamente las tres primeras estrofas del «complant fet sobre la mort del primogénit de Aragó, D. Carlos,» por el poeta Guillermo Gibert. Esta hermosa composicion forma parte del precioso manuscrito *Cançoner de obras enamoradas* de la Biblioteca Nacional de Paris.

Qui no es trist de mos dictats no cur,
 O n' algun temps que sia trist estat,
 E lo qui es de mals passionat
 Per ferse trist no busque loch escur.
 Lija mos dits mostrant pensa torbada
 Sens algun art exit d' hom fora seny,
 E la rahó qu' en tal dolor m' empeny
 Amor ho sab quin es la causa 'stada.

Alguna part é molta es trobada
 De gran delit en la pensa del trist,
 E si les gents ab gran dolor m' han vist
 De gran delit m' arma fon companyada.
 Quan simplement amor ab mí habita
 Tal delit sent que non cuyt ser al mon,
 E com sos fets vull véurer de pregon,
 Mescladament ab dolor me delita.

.

Taura no puch de mon enteniment
 Que sia cert e molt pus bell partit
 Sa tristor gran que tot altre delit,
 Puix bi recáu delitós languiment.
 Alguna part de mon gran delit es
 Aquella que tot home trist aporta,
 Que planyentshi, lo plányer lo conforta,
 Mes que si d' ell tot lo mon se dolgués.

Esser me cuyt por moltes gents représ
 Puix que tant lou viur' en la vida trista,
 Mas yo qui he sa gloria á l' ull vista
 Desig sos mals, puix delit l' es permés.
 No s' pot saber menys de la esperiencia
 Lo gran delit qu' es en los sols voler
 D' aquell qui es amador verdader
 E ama si vehent sen tal volensa.

*

TORNADA.

Lir entre carts Deu vos don coneixensa
 Gom só per vos á tot estrem posat,
 Ab mon poder, amor m' ha enderrocát
 Sens aquell seu d' infinita potensa.

(*Aussias March, cant de amor, 7.*)

Pongo aquí este fragmento de una poesia de Martin García que se halla en la página 341 del Cálculo razonado de los manuscritos españoles de la Biblioteca nacional de Paris, para que se vea la facilidad, estro y númen poético de este vate desconocido.

Desconsertat d' aquell saber,
 D' aquell art, giny é maestria
 Ab que solía
 Vencre l' esforç é lo poder:
 D' amor he fet so que tot dia
 M' afovaria
 Desgraciat fat é grosser.

Cert es mon fin cor é voler,
 Ma leyaltat é cortesia
 Del que m' teina,
 Muyr per fael é verdader:
 E si mils morts persó prenia
 Als ho diria;
 Ans ab esforç ferm é senser
 Ho defendria
 Gom li pertany á un escuder.

SIGLO XVI.

Ya hemos visto mas atrás que el gusto para la poesía catalana hizo rápidos progresos desde principios del siglo trece , en que los juglares y los trovadores eran las delicias de los príncipes y de los grandes señores ; cantando en las ciudades y en los castillos feudales los amores , las victorias y los combates. Algunos de ellos por su talento y asombrosa habilidad llegaron á adquirir fama y renombre de excelentes poetas.

Háse visto asimismo que la lengua catalana remontó aun mas su vuelo en el reinado de D. Jaime de Aragon ; y en esa misma época , como ya hemos dicho , dejó de ser la lengua catalana patrimonio esclusivo de los juglares y trovadores. Hacian tambien gala de ella los abogados en el foro , los hombres científicos en las artes y ciencias, y se perfeccionaba cada dia con admirable rapidéz. En una palabra, se hizo la lengua general de toda la monarquía. Con el uso constante adquirieron las palabras propiedad , correccion la frase , y cierta elegancia , que son las dotes que caracterizan una lengua de regular y perfecta.

Bien pronto á su preponderancia cedió su influjo la latina, cayendo ésta cada dia mas y mas en desuso. Al paso que la lengua catalana iba adquiriendo cada vez mas un grado de perfeccion admirable. Precision en las formas gramaticales, buen gusto en el giro y enlace de las palabras, fijacion rigurosa en el sentido de las mismas, todo, todo parecia en ella haber llegado á su mas alto apógeo. La lengua catalana es breve, rica, elegante, grave, y dulce (*); se presta á todos los asuntos. En ella componian los poetas y los historiadores: en ella se estendia las leyes, los bandos, los diplomas.... Era, en fin, la lengua de los reyes, de los príncipes, de los palacios, del púlpito, de los tribunales, y de las academias amenas (**).

Apesar de esos rápidos progresos no puede dudarse fué un desgraciado acontecimiento para la lengua catalana la union de la Casa de Aragon con la de Castilla. Sin embargo, en ese mismo siglo campeaban en las producciones literarias el buen gusto y donaire de la frase, la elevacion en las idéas, la profundidad en los conceptos, contribuyendo todo á dar mas realce á las ciencias filosóficas y morales, que los ca-

(*) Bastero: mss. del Vaticano.

(**) Capmany: Memorias históricas etc. t. 5, Vocabulario, pág. 385, col. primera.

talanes con tanto ahinco entonces cultivaban.

Muchos fueron los poetas que se distinguieron durante ese siglo, y entre ellos se hicieron altamente célebres Vicente García y Pedro Serafi. Sin el celo del primero en dar á conocer los génios poéticos de aquel siglo, hubieran quedado sepultados en el olvido los nombres de Garceni, de Silveri, de Francisco de Ayguaviva, de Felipe de Guimarà, de Juan de Boxadós, de Monnells, de Massanés, de Pardina, de Heredia, y de Cordellas.

En suma, cerrando ese siglo, bien puede decirse que Vicente García eclipsó á todos los poetas contemporáneos con su númen sublime y sus cantos dulces é inmortales.

A la espressiva sensillesa de la llengua catalana.

SONETO.

Gaste qui de las flors de poesia
Tayas vol consagrar als ulls que adora,
Del rich aljófar que plora la aurora,
Guand li convinga dir, que s' fa de dia.

Si de abril parla, pinte la alegría
Ab que desplega sas catifas Flora,
Ó á Filomena, mentres cantan plora,
De ram en ram, la llengua que tenia.

A qui s' diu Isabel, digali Isbella;
Sol y estelas als ulls; als llabis grana:
Llochs comuns de las musas de Castella;

Que jo, pera que sapia Tecla ó Joana,
Que estich perdut per tot enant veig en ella,
Prou tinch de la llanera catalana.

(VICENS GARCIA. *Poesias*, págs. 2.)

*Desengany's de las vanitats mundanas lo autor se
retira á la soledat.*

Puix soledat apacible ,
Estich fet un rossinyol ,
Me regositjo en tos brassos ,
Te vull cantar mil amors.

Escapat de la oradura ,
En ton sagrat fentme fort ,
Me rich del que abans ploraba
Y m' burlo de tot lo mon.

Jesús! que bellàquerías
He deixat y que borbolls ,
Que laberintos de Greta ,
Que passadas confusions!

Engalanat como un pago ,
Daba mes voltas que un torn ,
Trabentme los ulls de quici ,
Mirant reixas y balcon.

Per una ninfa de ayguera
Y sos fingits arrebolis ,
Era mártir del diable ,
Y de ma vida la mort

Anaba per sa conquista
Deligent y cuydadós ,
Com si fos la terra santa ,
Y jo Gifre de Bullon.

Y après de haber ben remat
En la galera de amor ,
Trobaba mes grans cuidados ,
Poca honra y molt dolor.

Embarassantme ab nous flassos,
Entraba en mil preteccions
De oficis, cárrechs honrosos,
Y ser privat de senyors.

Podéu créurer que vivia
Fet un botxi de mon cos;
Queixábam' de ma ventura,
De mas malas eleccions.

Confeso que de gentll
Ocupaba un honrat lloch,
Perque adoraba la estatua
De Nabucodonosor.

Esperansas mal cumplidas
Pagaren serveys tan bons,
Alimentántme de aire,
Com si fos camaleon.

¡O! ben haja qui t' parí,
Soledat ditxosa en tot;
Defensa no coneguda,
Segur y regalat port.

Fortalesa inexpugnable
Contra las persecucions;
Blanch ahont tiran los sabis,
Y á fé que te acerten pochs.

Confeso que t' acertí,
Que s' venturosa ma sort,
Y que descanso ab bonansa
De las borrascas del mon.

Quant la aurora blanca ilustra
Lo cel ab son blanch y roig ,
Y las tenebras desterra
Lo pur y matiner sol.

Entran los raigs per las portas ,
Y ab lo resplendent calor
Me fan llum pera que m' vesta
Deixant los calents llansols.

La desvetllada oraneta ,
Ab repetidas cançons ,
Me canta sense cansarse
De Teréo l' cas atrós.

.....

Canta lo passarell pardo ,
Y lo groguet verderol ,
Y lo cruixidell feréstech
Va disparant como un tró.

Ab esta música m' vesto ,
Y en continent veig las flors
Plateixadas del aljófar
Que causa aurora ab son plor.

Considero la abelleta
Que va xupant las millors ,
Pera donarme quant vulla
La mel, cera y panal dols.

Prencn exemple en la formiga ,
Y alabant sa prevenció ,
Miro per mas desgracias
Que es de sabis consell bó.

Casso després, á vegadas,
Ab besch los simples moxons ;
Las perdius ab gos de mostra,
Y ab perdiu lo perdigot.

Ab llassos y ab escopeta
Los granets y bobets torts,
Que cantan entre las vinyas,
M' están abisant hont son.

Per las matas y garrigas
Lo cunillet saltador,
La llebra ab son llit de grama
Tan tímida quant velós.

Quant estas cosas me cansan,
En lo mitg de la calor,
Me assento devall de un arbre
Que m' serveix de girasol.

.

Tórnemen' al vespre á casa,
Hont sopo sens avalot,
En lo estiu al ras y fresca,
En lo ivern propet al foch.

Válgimen' al llit quant me agrada,
Y al cant dels grills saltadors
Dona al contrapunt bonico
Lo enamorat rossinyol.

Ab la llanessa sensilla
Passo la nit sens rumor,
Y lo sossegat silenci
Me guarda la dolça són.

¡O! qué vida regalada!
 ¡O! qué só estat venturós!
 Prego á Deu que ma desdixta
 No m' trague may de aquest lloch!

No m' persuadescan los nats
 Ab sofisticas rahons
 Que represente altra volta
 En la comedia del mon.

Ja acabí mon personatge;
 Y puix despullat me trob
 Isca á fer lo simple un altre
 Que á fé que jo l' he fet prou.

La mes alta sabieca
 Aprench en ton faristol ,
 Soledat, puix ja ton llibre
 Me serveix cel, terra y sol.

(VICENS GARCIA. *Poesias* , págs. 145, 146 y 147.)

—
 CANSÓ DE FERMEZA.

*Ya nous vull perque m' vullan
 Ni perque 'm fassan mercès ,
 Sinó sols perque veján
 Queus am' sens poder fer mes.*

Perque vos m' ajáu de amar
 Yo nous vull , senyora mia ,
 Ans descans sols de penar
 Y en serviros nit y dia:

Tant que quant me maltractáu
 Tinch per cert que m' feu mercés,
 Bástam' sols que conegáu
Que os am' sens poder fer mes.

Molt abans que jo fos nat
 En lo mon, ni tingués vida,
 Ja estava predestinat
 Por vos sentir mal sens mida:
 Y si mon servir nous plau
 No m' fassáu altrás mercés,
 Sinó sols que conegáu
Que os am' sens poder fer mes.

Faréume grandíssim tort
 No tenint per cosa certa
 Que per vos só casi mort,
 Y la vida m' es incerta:
 No sé perque tal negáu
 Puix no vull altres mercés,
 Sinó sols que conegáu
Que os am' sens poder fer mes.

(PERE SERRA, *obras poéticas*, págs. 55 y 56)

SIGLO XVII.

En el decurso de ese siglo no faltaron genios poéticos. Antonio Bastero, José Blanch, Miguel Martorell y otros publicaron algunas poesías catalanas; pero la reputacion justamente célebre de Vicente García, rector de Vallfogona, los eclipsó á todos. Partiendo de esa época, el númen poético fué cada dia mas raro en Cataluña. Y no porque la poesía fuera en ella en decadencia, faltaron en el antiguo Principado escritores de nota que produjesen excelentes obras literarias, no. Los célebres autores que van á continuacion son una prueba palpable y evidente de este aserto.

En ese mismo siglo Andrés Boscá nos regaló: *Títols de honor de Catalunya, Rosselló y Cerdanya*. Esta obra, si bien es verdad está redactada con poco criterio, en cambio es muy estimada por su correcta y castiza habla catalana.

Jerónimo Pujadas publicó en 1640, *Crónica del Principat de Catalunya*. En esta obra manifiesta Pujadas una vasta erudicion y muchos conocimientos de la lengua catalana, pero falto de aquel criterio tan necesario en los cro-

nistas é historiadores. Tambien Miguel Puja-
das escribió una historia catalana (*).

Gaspar Escolano, por sus trabajos histó-
ricos se granjeó un puesto eminente entre los
escritores mas esclarecidos de su patria.

José Blanch, mencionado mas atrás como
poeta, por el mérito de sus escritos debe ser
colocado entre los historiadores catalanes. Sus
trabajos fueron de suma utilidad para los ana-
listas de Aragon y Valencia. Tambien Geró-
nimo Monfart publicó várias historias catala-
nas (**).

Miguel Sarrovira publicó, con el título de *Ce-
remonial de Córtes*, una obra en catalan muy es-
timada para servir de pauta á la redaccion de las
actas de córtés.

D. José Taverner publicó: *Investigaciones
históricas*, pero esta obra se reciente de los
acontecimientos políticos de aquella época.

Vicente Perez de Culla escribió una noticia
histórica sumamente interesante acerca de la ar-
riesgada expedicion de los hermanos Zapata (***).
Existe aun del mismo autor una coleccion de
poesías.

Francisco Compte publicó una *Geografía en*

(*) Crisi; part. 2. Cap. 7, § 2, n.º 339.

(**) Serra: Ind. hist. n.º 458 y siguientes.

(***) Biblioteca del Archivo de Valencia.

catalan de los condados de Rosellon y Cerdaña (*). Esta obra es muy poco conocida.

Gaspar Roig y Gelpí escribió mucho sobre historia. Este autor, como los mas de su tiempo, adolece de escaso criterio, y todo por el entusiasmo escensivo por las cosas de su patria.

D. Cárlos Coloma publicó una traduccion en catalan de los diez y seis libros de los *anales de Tácito* (**). Se imprimió por primera vez en Donai en el año de 1629.

El Dr. José Cendrós publicó en 1676 una gramática catalana. Mr. Jaubert de Passa, miembro de la Sociedad Real de Anticuarios de Francia, dice que posee un ejemplar de esa gramática, y de las investigaciones sobre la lengua catalana de este mismo autor.

El Dr. Luis Baldó es autor de varias memorias en catalan, que tratan de la provincia del Rosellon.

Manuel Marcillo, sugeto muy apreciable por su estensa erudicion, publicó hácia fines de 1682 una obra intitulada: *Crisi de Catalunya*. Es una especie de repertorio de todos los nombres históricos de la provincia, con curiosísimos de-

(*) Crisi: t. I, p. 327.

(**) Ximenez: t. I, fol. 338.

talles acerca de algunas instituciones de la misma.

Daria fin aquí á la reseña de ese siglo; pero antes es menester fijar la situacion política de España de la época que acabo de bosquejar; pues ella contribuirá poderosamente á ilustrar mis investigaciones sobre el estado de la lengua catalana.

Desde 1640 las innovaciones y los cambios introducidos en el sistema político debian producir forzosamente alguna mudanza en la Monarquía.

Hallábase á la sazón la España dividida; y Cataluña descontenta y sin premeditacion se lanzaba firme y desdidamente á las revueltas. La Municipalidad de Barcelona para enardecer los ánimos del pueblo, dió á luz una manifestacion con el título: *Proclamacion católica*. Esta proclamacion produjo su efecto, aumentando grandemente el número de los descontentos. En ella se discutía nada menos que el origen de todos los poderes públicos.

En 1644 un ejército francés entró en Cataluña, y Luis XIII fué proclamado conde de Barcelona. En ese mismo año Gaspar Sala, de la orden de los Agustinos, pronunció el famoso sermon de S. Jorge (*). Este sermon fué un

(*) Barcelona, imprenta de Gabriel Noguera, 1641.

bota fuego para el pueblo. Los concellers, conociendo su importancia lo dieron á la imprenta. La oratoria tiene en esa famosa oracion una gran parte, y los sucesos narrados en ella maravillosamente encendieron de tal modo los ánimos de los catalanes que parecian implacables.

La muerte de Luis XIII en nada alteró la situacion política de Cataluña. El ódio contra los castellanos iba cada vez mas en aumento, en términos que llegó á rechazarse el uso de la lengua de Castilla; lengua que insensiblemente se iba estableciendo en el país. A la muerte del rey Luis de Francia, pronunció la oracion fúnebre Jaime Puig, y se le obligó á decir la en catalan. Dióse esta oracion á la estampa, y los efectos que produjo en los ánimos todos fueron superiores á los de la Proclamacion católica.

El tratado de los Pirineos puso término á las diferencias que traian divididas la Francia y la España. Cataluña, en esta alternativa, no tuvo mas remedio, hallándose sola y aislada, que someterse y abrir las puertas á las tropas castellanas. Y el odio oculto ó mal apagado de los catalanes, estalló de nuevo al advenimiento de Felipe V al trono de las Españas; y las guerras de sucesion dieron pasto á esos odios no estinguidos, y que serán siempre mientras

no se siga otra política, un elemento vivo de discordias.

Sumidas las provincias disidentes al poder de las armas de Felipe V, fueron castigadas, no solamente con la abolicion de sus *Córtes*, sino que sufrieron tambien la pérdida de sus nobles privilegios, y la prohibicion absoluta de la enseñanza de la lengua catalana y el uso de ella en asuntos públicos. Esta prohibicion, dictada en un momento de cólera contra los catalanes, fué fielmente ejecutada. Así es, que desde 1714 la lengua catalana se halla desterrada de las cosas de gobierno, y de la enseñanza pública, habiéndole cabido la suerte, desde aquel aciago acontecimiento, de hallarse colocada entre los demás dialectos que aun dividen el suelo de la Península. Este fué el *golpe de gracia* que, despues de tantas glorias alcanzadas en las lides literarias, la suerte le tenia reservado.

SONETO.

A la mort de Nise.

¡O! durs fletxas de mon fat rompudas,
Rompudas per ferir mes dolorosas,
Que llevántme las plumas honorosas
Deixan al cor las puntas mes agudas.

Flamas mes eclipsadas que vensudas,
Auroras algun dia lluminosas,
Ombras ja de ma vista tenebrosas,
Tenebrosas, mortals, pero volgudas.

Principi trist de penas inhumanas,
 Ferme feliz del ánima afligida,
 Que per alivio son dolor adora;
 Fletxas serú y flamas soberanas
 Si lleváu á mon cor la trista vida
 Per donar á mos ulls la eterna aurora.

(DR. FRANCISCO FONTANELLA, *mss. del siglo 17.*)

*Elogia Gilet á la bella Gileta, quant navegaba
 per lo mar.*

LIRAS.

Nova brillant estela,
 ; O marítimas platjas venturosas!
 A fatigada vela
 Dona port en las onas espumosas;
 Estela mes quieta
 Es la bellesa amable de Gileta.

No á la naixent aurora
 Déheu en las arenas argentadas
 Lo llum que esmalta y dora:
 Ricas perlas, apenas nacaradas;
 Aurora mes perfecta
 Es lo llum apacible de Gileta.

Ni ja lo sol corona
 De lluminosas puntas las montanyas,
 Ni ab alegria dona
 Vida á la flor, ni flors á la campanya;
 Mes lluminós planeta,
 En los ulls se mostra de Gileta.

Estela vencedora,
Mudant la obscuretat ab la alegria,
Mes generosa aurora
A mos plorosos ulls donant lo dia,
Sol de virtut perfecta,
Animáu á mon cor , dolsa Gileta.

(col·lecció , titulada «epilogo»: mss. del siglo 17,)
y de autor desconocido.

ACTE TERCER.

ESCENA III,

Morano Tírsis.

Ja la memoria renovar procura
De mon dolor la llastimosa historia ,
De un ardor obstinat , assanya obscura ,
De una assanya infelis fingida gloria:
Escolta , donchs , ma trista desventura ,
Que ab rigor me atormenta la memoria ,
Memoria que llastima ab penas tantas
Las sordas penyas y las mudas plantas.

Mori Glóris gentil , amada esposa ,
Deixántme un fill que anima ma tristesa ;
Mes jo ofuscant la flama generosa
Que apesar de la mort restaba encesa ,
A ninfa consagraba mes hermosa
Nova esperansa de major empresa ;
Peró de ma fortuna la mudansa
A ma empresa deixá sens esperansa.

Del Besós en la mítica ribera
 Era Filis dulcíssima tirana,
 Igual á Cintia en la suprema espera,
 Mes hermosa en las selvas que Diana:
 Filis Menádcas alas-horas era
 Adónis desta Vénus soberana,
 Y amor per aumentar mos desconsuelos
 Tocá las fletxas en varí de zélos.

Lleugeras fletxas per mon fat regidas
 De sas plomas cenyiren ma esperança,
 Zélos fatals ab penas repetidas
 Ensenyaren l' horror y la venjansa,
 Y de nostras riberas aplaudidas
 Causáren la desdítxa y la mudansa:
 Quant de mos zélos la osadia estranya
 Abrassá de Menálcas la cabanya.

Filis allí prenyada de nou mesos
 Gulpaba sa fortuna y ma porfia,
 Y mos afectes cegament encesos
 Ab queixas dolorosas resistia:
 Zelós Mireno, y los pastors ofesos
 Volguéren impedir la fuga mia,
 Quant Filis en mos brassos desmayada,
 Arribí á ma cabanya desdítxada.

Volá del aire en la soprema esfera
 Velós cometa ab alas llumiposas,
 Y la materia consumint lleugera
 Se desvaneix en sombras tenebrosas.
 Tal en la furia del dolor primera
 Llibrá á Menálcas llamas bellicosas;
 Mes fou cometa la rabiosa furia
 Que la vida finá, mes no la injuria.

Ditzós Menálcas, puix axi evitáres
 Lo dolor quem' presenta la memoria,
 Y cedint á las parcas alcansáres
 La venjansa primer que la victoria :
 En los Eliseos felisment cobráres
 A Filis adorada y nova gloria,
 Y t' erigéren inmortal troféo
 Ditzas de amor, contentos de himenéo. etc.

(Véase, gramática catalana-castellana, págs. 246, 47 y
 48. Es de autor desconocido y del siglo 17.)

—
 ENDETIAS.

Iris de la esfera,
 Florit orisont,
 Emulo de Glóris
 Meteoro airós.

Del compás de Febo
 Paralelo en flor,
 Es de la bonansa
 Triunfo y blasó.

Al aygua en diluvi
 Templa sos calors,
 De l' ira celeste
 Fiador hermós.

Los núvols esmalta,
 Pinta sas regions,
 Rua de matisos,
 Guirnalda de flors.

Si de arch blasona,
 Si traste de amor;
 Mes ventlo sens fletxas
 Ningú! tem arpó.

Sols viu á la Llum,
 Y á son ardor mort,
 Fénix que renaix
 Ab los raigs del Sol.

(ROMANERA , véase *Diccionario de escritores catalanes* ,
 pág. 562)

SIGLO XVIII.

Hénos aquí en el siglo décimo-octavo , y apesar del golpe de gracia que recibió la lengua catalana con el decreto de prohibicion de 1714 , no han faltado cisnes catalanes que hayan cantado en su propia lengua ; y sin los acontecimientos fatales que trastornaron el órden civil y político de esta hermosa provincia , no nos cabe la menor duda , la rica coleccion de documentos históricos de Capmany , y la preciosa historia de Masdeu se hubieran publicado en catalan ; y Cataluña hubiera contado con dos notabilidades mas entre los muchos escritores con que se honra este rico Principado.

No pudiendo escribir los catalanes en su propia habla , y el desden que manifestaban los hijos de Cataluña á la lengua de los Cervantes y Granadas, dieron otro giro á su ingenio natural para las letras; y en vez de continuar cultivando las ciencias y la amena literatura , se dedicaron al comercio , á la navegacion y á todo genero de especulaciones lucrativas. Pero no obstante de haber renunciado, al parecer , á las glorias literarias , los catalanes han conservado siempre un gusto particular para la poesía. En Cataluña no han faltado sucesores á los célebres Garcías, Marchs y Sans Jordis. Hoy dia posée aun Cataluña poetas eminentes que cantan en el idioma de sus padres , y sus hermosas composiciones son dignas de ocupar un puesto distinguido entre las de los vates mas célebres de Castilla. Esta asercion quedará probada con las muestras poéticas que á continuacion espongo pertenecientes al siglo décimo-octavo.

Poco mas podremos decir de este siglo : basta solamente recordar que los talentos mas aventajados de este privilegiado suelo , dieron otra direccion á su ingenio en vez de haber continuado la cultura de las ciencias y de la gaya poesía. Pero ya he enunciado las causas que produjeron tan súbita transformacion , y por lo mismo no debe parecernos cosa estraña.

*Muestra de algunas décimas de las que compuso
D. Agustín Eura, Obispo de Orense, para
consuelo de los que sienten haber de morir.*

Al morir es tan injust,
Y tan superfluo lo espant,
Que segons lo Esperit Sant,
Morir es cosa de gust.
Quant mor y acaba lo just,
Dulcíssimament se adorm;
Lo lance fatal y enorm
De Lázaro 'n dará fé;
Puix Cristo en sa mort, digué:
Nostre amich Lázaro dorm.

Temps tal volta l' horrorós
De la corrupció forrosa?
Puix mira tampoch es cosa
Pera fer estar medrós.
No set' corromp dins del cos
Cada dia lo aliment?
Puix si ara sensiblement
Se podreix sens molestarte,
¿Qué pena podrá donarte
Quant no tingas sentiment?

¿Te horrorisas é impacientas,
Perque 'ls cuchs te han de menjar?
De una miseria vulgar
Te queixas y te lamentas?
Quant dins de ton cos n' alimentas
De ta propia sanch impura?
Job en la sacra Escriptura,
En sas desgracias mes grans,
Doná tracte de germans
Als cuchs y á la podridura.

¿No sabs que Cristo ensenyá,
 Que enterrada la llevór,
 Si nos podreix, y no mor,
 No fructifica lo grá?
 Llavor es lo cos humá
 Sembrada en bona sabó,
 Que de la corrupció,
 Renovántse ab bisarria,
 Fructificará en lo dia
 De la resurrecció.

Si fos ta desgracia igual
 A la de un brut y una flor,
 Que quant moren, també mor
 L' ánima material:
 Podria saberte mal
 La mort fatal á las horas;
 Pero tú, ú home, no ignoras,
 Que l' ánima no fineix;
 Antes quant del cos parteix,
 Logra notables milloras.

Alsa la imaginació.
 Y mira, que no es aquí,
 Sino en lo Empíreo, lo fi
 De la hermosa recreació.
 La nostra conversació
 Al cel está dirigida.
 Esta ditchosa partida
 Not' deu costar ni un suspir;
 Puix millor que no morir,
 Ve ser, commutar la vida.

¿Qui pot estar trist lo dia
 Que ix llibre d' una presó?
 Qui al péndrer possessió
 De la herencia que apetà?

Qui ha tingut melancolía
 Lo dia de sa victoria?
 Qui al fecundar la memoria
 De la Benaventuransa?
 Y qui lo dia que alcanza
 Una corona de gloria?

¡O dia alegre y felis!
 O ditxosíssim instant,
 En que entraré triumfant
 Las portas del paradís!
 O venturós passadis,
 A tanta felicitat,
 Abont que verificat,
 Que lo dia de la mort
 Es dia de millor sort
 Que l' de la nativitat!

(*Gramática de Ballot, págs. 215 y 218.*)

*Otra muestra del mismo D. Agustín Eura, sacada de la
 descripcion que hizo de la montaña y santua-
 rio de Monserrat. Este poema es inédito.*

Montanya prodigiosa,
 Que en elevadas puntas dividida
 Sentires llastimosa
 Morir lo autor de la mateixa vida,
 Y entre altrás principals, dócils montanyas,
 De sentiment rompérs las entranyas.

Montanya, á qui primera
 Dona lo sol cada mati 'l bon dia,
 Y atent desde la esfera

Te saluda galant ab bisarria;
 Mes no es molt que lo sol te fassa salva,
 Puix cantas á l' aurora al rallar l' alba.

Atlant, que al cel ostentas
 Y lo hermos cap en sos balcons assomas:
 Las estrellas lluentas
 Al sombrero te posan blancas plomas,
 Las esferas util galó de plata,
 Y 'ls núvols te servéixen de corbata.

Gual garsa, que lleugera,
 Sobre las densas tempestats s' en puja,
 Miras baix altanera
 La formació dels llamps y de la pluja,
 Del estrago tas cimas son exentas,
 Puix t' elevas de sobre las tormentas.

Quant acaba lo dia
 Lo esplendor abreviat de son imperi,
 Y al sol en sa agonía
 Li prevé sepultura altra hemisferi;
 Lo mar mediterrá ta sombra banya
 Trenta millas distant de la montanya.

De boyra coronada
 Totsovin amaneix ton alta cima
 Espessa y argentada,
 Qu' es del trono de Déu vulgar tarima;
 Misteriós prodigi que acredita
 La gloria del Senyor qu' en ella habita.

*Soliloquio de Caifàs á la muerte de Jesucristo, por
el Dr. D. Ignacio Ferreras.*

¿Qué pretens, agitada fantasía,
Que vaga, perturbada y pesarosa
Formidables ideas me presentas,
Y l' ánimo y sentits tots m' albarotas?

La nit, que ab sa quietut ab descans brinda,
Funestas inquietuts me causa y dona,
Perturbántme l' descans ab mil fantasmas,
Y horribles visions de negras sombras.

Lo llit, que per alivio de fatigas
Ab lo tou matalás de suas plomas
La dolsa son deuria conciliar-me,
Es pera mi catasta fatigosa.

Los oprobis y mort d' eix Nasareno,
Estas ánsias terribles, horrorosas,
D' inich, injust y maliciós m' acusan,
Y tristos precipicis me proposan.

Acusa la innocencia ma malicia,
Sa mansuetut á mon furor s' oposa,
Sa doctrina confon mas ignorancias,
Y sa scusillés m' autoritat mofa.

Los escarnis á ell fets en mi recátien.
Lo cervell me traspassa sa corona,
La creu pesada abruma mas espatillas,
Los assots rigurosos me deshonran.

Los claus de peus y mans contra mi s' giran,
Clavántme l' cor en creu la mes penosa;
Y l' bot del ferro de la dura llansa
Iras, horrors y confusions aborta.

La sanch per tantas llagas derramada
 Del llibre de la vida apar quem' borra ,
 Y al estrépit fatal d' un terremoto
 La terra bocarons profundos obra.

No trobe puesto en que los peus aфирme ,
 Engullintme sas grutas horrorosas ,
 Que de mi mal contentas y sufridas
 Me llansan , me vomitan , y aqui m' tornan :
 Dins d' ellas , emperó , d' una vegada
 Me deixen sepultant mas malas obras.

(*Gramática de Ballot* , págs. 222 y 223.)

Coloco aquí las siete primeras octavas del Fragmento de un poema intitulado: « Temple de la Gloria. » Se imprimió en casa de D. Manuel Saurí en 1842, con la traduccion castellana al lado. Este fragmento segun D. Francisco Viñas, es de D. Ignacio Puig y Blanch, y aunque fué escrito á los primeros años del siglo actual, debe considerarse como de á fines del siglo décimo-octavo.

Ródejat de la sombra formidable
 Que difundeix la mort assoladora ,
 Desterrat á una terra inhabitable
 Que als tristos moradors cruel devora ;
 ¿ Com cantaré la llum inagotable
 Del Sol etern que brilla sens Aurora ?
 ¿ Qué no ha vist del ocás , la tomba obscura ,
 Y derrama á torrents la ditxa pura ?

Sentat ab los germans de cautiveri
 En la endolada y fúnebre ribera
 Dels negres rius del Babiloni Imperi ,
 Sufrint dels enemichs la sauya fera ,

Y' ls dardos de la burla y vituperi
 En una terra estranya y forastera ;
 ¿ Com cantaré tan trágicas escenas
 Entre grillons , manillas y cadenas ?

¡ O Vos ! que resplandiu en las alturas
 De la Santa-Sió , Déu de grandesa ,
 Abisme inagotable de doluras
 Donáu vigor y aliento á ma flaqueza :
 En una mar sumergit de amarguras
 Parlar de vostra gloria es árdua empresa ;
 Mes jo entraré en la senda peregrina
 Si vostra llum preciosa m' encamina.

Renovaba una tarde la memoria
 Dels héroes esforsats que reportaren
 De sí mateixos la immortal victoria
 Y ab illustres bassanyas decoraren
 Los fastos indelebles de la historia ,
 Y de llaurers eterns se coronaren ;
 Quant me rendeix un són molt apacible ,
 Y pujo á la morada inaccessible.

Per las regions etéreas navegaba
 Sens rumbo , sense carta y sense guía :
 Un aurora dolça y fresca respiraba
 Y mon cor dilatava la alegría :
 Una calma benéfica regnaba ,
 Y la pálida Lluna resplandía ;
 Y centellant las vívidas estrellas ,
 Mars inmensos formaban de lllums bellas.

Superaba á las olas llluminosas
 Sens fatiga en ma rápida carrera ,
 Y ab forsas inauditas y assombrosas
 Corria los espays de l' alta esfera ;

Vencent en las regions esplendorosas
 Lo curs velós del águila llaugera ,
 La nau que surca l' mar arrebatada
 Y del ayre la saeta disparada,

Desde aquellas diáfanas alturas
 Un átomo la terra parexia
 Buscaba las montanyas y planuras
 Los Vallis, lo mar inmens, la selva umbría ,
 Tantas y tan preciosas hermosuras
 Y res la vista atenta descubría :
 Mes fixantla dels cels en la bellesa
 Del Etern me anunciaban la grandesa.

SIGLO XIX.

Bosquejados ya los siglos anteriores entro á reseñar el siglo diez y nueve , denominado siglo de las luces por unos , por otros siglo de lo positivo, y por otros siglo de las reformas políticas y sociales. En este siglo todo es movimiento, vida y agitacion. Parece que los astros quieren salirse de sus órbitas, y que unos quieren chocar contra otros ; y eso que solamente nos hallamos á la mitad del siglo. De esa agitacion, de ese movimiento intelectual que tiende á regenerarlo todo , tambien ha tocado algo á la lengua catalana. Sin esos cambios políticos el público no hubiera visto seguramente mas que el Dicciona-

rio de los Sres. Esteve y Belvilges , que se publicó en 1803. Vino la constitucion del año de doce y el Sr. Ballot se animó á publicar su Gramática catalana, en 1814. Vino el año 20, y las ideas de libertad é independendencia se apoderaron de todos los nobles corazones. En ese mismo año se imprimieron las festivas y serias poesías del nunca bien celebrado rector de Vallfogona.

Las guerras de Cataluña contra los defensores del absolutismo, dieron motivo para que se escribiesen algunas piecitas en catalan , algunos romances y otras composiciones publicadas en los periódicos de aquel tiempo. Al llegar al treinta y cuatro , la literatura catalana , que con la pérdida del sistema constitucional del año 23 , parecia haberse adormecido , volvió á despertarse , y vieron la luz pública algunos escritos y poesías en catalan ya en los periódicos, ya en publicaciones separadas. Las *Llágrimas de la viudesa*, en ésta última época, fué la primera produccion literaria catalana de que disfrutó el Principado. Su culta habla y el delicado sentimiento que tan acertadamente supo expresar su autor , hacen que este cuadernito sea sumamente estimado (*).

(*) ; Qué lástima que el autor de las *Llágrimas de la Viudesa*, no haya dado á la estampa su traduccion catalana *Glí animati parlanti*, poema del inmortal Casti. Al darlo á luz haria un señalado servicio á la literatura de nuestra patria.

Mas tarde el señor Cortada, bien conocido en la república de las letras, publicó su traducción catalana «La Noya fugitiva.» Esta traducción honra mucho al señor Cortada. En 1836 se hizo en casa de Bergnes una publicacion del Nuevo Testamento en catalan.

El Sr. D. Joaquin Rubió y Ors, jóven muy apreciable por sus bellas prendas personales é intelectuales, publicó en 1840 una coleccion de poesías que bajo el seudónimo de «Gayté del Llobregat» se habia insertado en los periódicos de esta capital. Coleccion preciosa que honra grandemente á su autor. En 1842 el mismo Rubió publicó el poema en catalan Rou-dor de Llobregat, premiado por la Academia de Bellas Letras de esta Ciudad. Este poema es la mejor vindicacion de las ofensas que á nuestra rica lengua catalana se le han imputado de «escasa, pobre, áspera y dura.» En el campeon el bien decir, la belleza de las imágenes, los hermosos pensamientos y mucha valentía en la frase. En una palabra es una de las mas ricas joyas con que se engalana nuestra literatura catalana. En 1842 se publicó un fragmento de un poema en catalan, intitulado «Templo de la Gloria.»

En 1840 se hizo una hermosa edicion de las poesías del rector de Vallfogona, y otra de las de Pedro Serafi.

En 1839 se publicó la primera parte del Diccionario *quinqüi lingüe*, redactado por una sociedad de literatos: la segunda se está actualmente publicando. En 1848 se acabó de publicar el Diccionario catalan-castellano-latino y vice-versa del Sr. de Labernia.

En 1847 se hizo una nueva edicion del Diccionario castellano-catalan en 8.º de Fray Magin Ferrer. La primera publicacion que se hizo de este Diccionario fué en 1839. Ya en 1836 se habia publicado la parte catalan-castellano en 8.º, el mas copioso en su clase. En este mismo año se publicó mi Gramática catalana-castellana, obra sumamente útil para la juventud catalana, y que facilitaria la enseñanza de la misma si se adoptase para el uso de las escuelas primarias.

Tambien en 1844 se publicó un drama sacro de la muerte y pasion de Jesucristo; y en el cuarenta y tres se publicaba en esta ciudad un periódico en catalan.

Alguna que otra publicacion se ha hecho en catalan sin las enumeradas desde el 40 al 50 que ahora no recuerdo. Con la publicacion de todas estas obras las unas en catalan y en catalan y castellano las otras, es una prueba palpable de que la literatura catalana no ha muerto, ni es probable muera mientras haya libertad.

No solamente en cataluña se han impreso libros en catalan como se acaba de ver, sino que hasta en Francia se ha comunicado este movimiento respecto á publicaciones en catalan. Algunos sábios de la vecina república cultivan hoy dia la literatura catalana. En 1836 se publicaron en Beziers las Memorias ó sucesos diversos de Jaime Mascaró. Tastú publicó en 1834 en París «Los contrabanders,» cancion nueva; y en 1839 un Atlas en catalan, y una cancion en honor de la armada francesa, etc.

En 1843 en esa misma ciudad se publicó una coleccion de fragmentos en lengua de oc. Y en 1846 se publicaron las ordenanzas é costumas del llibre blanc; y muchos otros en lengua provenzal.

Otros hijos de Cataluña han hecho con gloria su viage al Parnaso catalan, publicando en los periódicos algunas poesías en lengua catalana.

Las muestras que pongo á continuacion serán un testimonio irrecusable de los progresos que hace nuestra lengua y literatura catalana. No remontan mas alto el canto los cisnes de Castilla de lo que lo han alzado los tres vates catalanas gloria y prez de nuestra moderna literatura.

Agosto 24 de 1833.

A Deu siau , torons , per sempre á deu siau ,
 O serras desiguals , que alli en la patria mia
 Dels núbols é del cel de lluny vos distingia
 Por lo repós etern , por lo color mes blau.

A Deu tú , vell Monseny que des ton alt palau ,
 Com guarda vigilant cubert de boyra y neu ,
 Guaytas per un forat la tomba del Juheu ,
 E al mitx del mar inmens , la mallorquilla nau.

Jo ton soperbe front coneixia llavors ,
 Com conèixer poguéis lo front de mos parents ;
 Coneixia també lo só de los torrents ,
 Com la veu de ma mare , ó de mon fill los plors.

Mes arrancat després per fets persiguidors ,
 Ja no coneix ni sent com en millors vegadas ;
 Axi d' arbre migrat á terras apartadas
 Son gust perden los fruyts , é son perfum las flors.

Qué val que m' haja tret una enganyosa sort
 A véurer de mes prop las torres de Castella ,
 Si l' cant dels trobadors no sent la mia orella ,
 Ni desperta en mon pit un generós recort ?

En va á mon dols pays en alas jo m' trasport ,
 E veix del Llobregat la platja serpentina ;
 Que fora de cantar en llengua llemosina
 No m' queda mes plaber , no tinch altre conort.

Plaume encara parlar la llengua d' aquells sabis
 Que ompliren l' univers de llurs costums é lleys
 La llengua de aquells forts que acataren los reys ,
 Defengueren llurs drets , venjaren llurs agravis.

Muyra, muyra l'ingrat que al sopar en sos llavis
 Per estranya regió l'accent natiu, no plora,
 Que al pensar en sos llars no s'consum ni s'enyora
 Ni cull del mur sagrat las lirás dels seus avis.

En llemosí soná lo meu primer vagit
 Quant del mugró matern la dolça llet hebí;
 En llemosí al senyor pregaba cada dia,
 E cantichs llemosins somiava cada nit.

Si quant me trobo sol, parl' ab mon esperit,
 En llemosí li parl, que llengua altre no sent,
 E ma boca llavors no sab mentir ni ment,
 Puix surten mas rahons del sentre de mon pit.

Ix donchs per expressar l'afecte mes sagrat
 Que puga d'home en cor gravar la ma del cel,
 O llengua á mos sentits mes dolça que la mel,
 Que m' tornas las virtuts de ma innocent edat,

Ix é crida pel mon que may mon cor ingrat
 Cesserá de cantar de mon patró la gloria;
 E passie per la veu son nom é sa memoria
 Als propis, als estranys, á la posteritat.

(D. Bonaventura Aribau. Véase Diccionario de los escritores catalanes, págs. 48 y 49.

Octubre de 1880.

A LA NINETA DE PORT.

Perdona, la hermosa niña,
 A qui per sensible ador'
 Com al aucell de alas d'or
 Que entre la ombrívola alaia
 Suspira y plora de amor,

Si á tos cantars carinyosos
 Responch cantant esquivesas,
 Si tir dardells verinosos
 Al pit que m' diu sas finesas
 Ab versos tan vergonyosos;

Y si sota ton balcó
 No vinch de nits á cantar
 Dolsos amors, ¡ay! perdó;
 Pus penas de cor tinch jo
 Que sols me deixan plorar.

No cantes, no, amoroseta,
 Si sols sabs coplas de amors,
 Pus no m' doná Deu dos cors
 Per poder pagar, nineta,
 Ta ternura en nous favors:

Pus no poden, nina, alsarse
 Dos llunas en una nit,
 Ni en un sol trono sentarse
 Dos reys, ni manco abrigarse
 Dos amors en un sol pit.

No de manes als jardins
 Floretas per adornarte,
 Ni carbuncles ni rubins,
 Ni hermosura als serafins
 Pera obligarme adorarte;

Pus si ma gayta y cabanyas
 Vols y la sanch de mas venas:
 Si vols que á platjas estranyas
 Vage á sospirar mas penas;
 Y si vols fins mas entranyas;

Teu es tot, pus ha ubriecat,
 Com dols encens, ton candor

A est pobre gayté olvidat;
 ¡ Mes ay no vullas son cor,
 Pus lo cor ja l' té donat.

(*Lo Gayté del Llobregat. Poesías de D. Joaquín Rubió y Ors, págs. 83, 84 y 85.*)

A ESPANYA.

« Que dulce es la trova que la patria inspira ».

MASANES.

Espanya, Espanya, terra de ventura,
 Dolsa regió de amor y benandansa!
 Contemplar vull la llum de ton sol pura
 Y reviurá en mon pit dolsa esperansa.

Perduda es ja la ditxa que amorosa
 En ton seno fells me sonreía,
 Y lo bell avenir d' or y de rosa
 Ay! no'l contemplo, no, com jo solía.

Bell es lo sol de América la bella,
 Bell es son clima, fort lo seu ardor;
 Mes ¿ Qué importa si sord á ma querella
 No respon, no, jamay á mon dolor!

¿ Qué me importa ta fértil primavera
 Ab tas perpetuas olorosas flors,
 Si també de la Espanya en la pradera
 Gallardas naixen ab sos cent colors!

.....

Y aqueix es, que somío en mon deliri,
 Que trastorna mon seny y ma rabó,

Espanya es la que causa mon martiri,
Y es á mos ulls dulçíssima ilusió.

Joy tornaré... y encara que bramant
La estesa mar se posi altiva y fera;
Y lo Aquiló sa furia deslligant
Se me presenti ab ráfagas severa.

Passéu jornadas, ràpidas, lleugeras,
Y ab vosaltras també mas tristas horas;
Prompte fugiu, pintadas primaveras,
Y pàssem sens cessar moltes auroras.

Que jo tan sols desitjo, sols anhel',
Del mar undós las onas ja par partir:
Tornar á Espanya, contemplar son cel,
Sas auras respirar, y allí morir.

(ISLA DE CUBA y Juny 30 de 1843.

A CATALUNYA.

Com la hermosa donsenlla que en los brassos
Descausa del que amor tant sols li diu,
Y enamorada entre sos estrets llassos
Tal volta esclava y humillada viu.

Aixis jo t' miro, cara patria mia,
Donar hasta ta sanch, pagá' ab amor
A aquell enemich teu que en menguat dia
Tos brassos oprimi ab cadenas d' or.

Aixis romputs contemplo los pendons
Que de la Grecia acariciá lo vent,
Y en compte de los nobles escuadrons
Veig entre ferros revolcar la gent.

Un dia vostres fills , Reina afligida ,
 Un sceptre vos donáren y sa sanch ,
 Y vostra escuadra ab triunfos ennoblida
 Un trono imperiat tirá en lo fanch.

¡ Viva Deu ! que no arriba la memoria
 A compèndrer , Senyora , ahont aná
 Aquell valor que tants dias de gloria ,
 Tantas nacions y sceptres vos doná.

Al impuls de ta escuadra poderosa
 Hont la rica bandera tremolaba
 Quant corria la mar victoriosa
 Y la mar ab sos brams la saludaba,

Vegí á tos fills per una terra estranya
 Plantar llaurers per coronar ton front ,
 Y borrar la memoria de una bassanya
 Ab nous triunfos que admirá lo mon.

Mallorca te dirá lo que poguéren ,
 Atenas son valor te contará ,
 Si preguntas á Italia si vencéren ,
 Sa historia sens parlar t' ensenyará

.....
 ; Catalunya ! ab sens igual cruesa
 Lo fat cruel tas palmas d' or trencá ,
 Pero deixa que canti ta grandesa ;
 Deixa , deixa que plori de tristesa ,
 Que mon cor es lo cor de un catalá.

Vilanova y Geltrú ; Maig de 1848.

JOSEP PERS Y RIQUART.

CONCLUSION.

Creo haber llenado concienzudamente mi tarea; y tanto en la primera como en la segunda parte han sido filosóficamente desenvueltos los principios fundamentales de la ciencia filológica.

En la primera me he remontado hasta el origen ó formacion de las lenguas., y creo haber probado que el romano-catalan es tan antiguo como los primitivos pobladores de la industriosa Cataluña. La razon es obvia, porque en todo país habitado ha de haber forzosamente en él uno ó muchos dialectos. Las lenguas no se forman las unas de las otras, sino que cada una lleva en sí desde un principio su vida propia; y que entre ellas no hay madres ni hijas, sino familias y hermanas.

En la segunda he seguido paso á paso la literatura catalana en sus diversas faces, desde su origen hasta el dia, como puntos históricos de la mas alta importancia. He demostrado, en fin, que las lenguas española, francesa, italiana, y portuguesa son de una misma familia, y por consiguiente hermanas legítimas de la catalana. Hé aquí mi principal objeto.

Ahora no falta mas que dar un paso para que la lengua catalana sea lo que debe y está desti-

nada á ser por su robustéz y propia vida ; y este paso se habrá dado al dia que una reunion de escritores recomendables emprendan la enojosa taréa de redactar en catalan una gramática magna, en que se espliquen y fijen las reglas gramaticales y ortográficas de una manera clara y precisa : y dén un Diccionario completo, que pueda llamarse el gran Diccionario nacional de la lengua catalana. Y si el público acoge estas dos producciones , con muestras inequívocas de agradecimiento , puédese afirmar que la lengua catalana tiene todavia dilatada existencia; y que el decreto de prohibicion contra ella dictado por la política , no le impedirá respirar ni vivir robusta y lozanamente.

El catalan será lengna nacional en Cataluña, mientras que sus hijos estén en la persuacion que los reyes de Castilla no son mas que *condes de Barcelona*, y que sus intereses y costumbres estén en abierta oposicion con los intereses de los demás pueblos de España.

Una lengua que tantos recursos y facilidad presta á los poetas, y que además reúne todos los caprichos y todas las formas de la lengua italiana , anterior á ella , no debe morir nunca. No ; que las lenguas no mueren sino cuando desaparecen los pueblos que las hablan.

; Lengua de los juglares y de los trovadores, Dios te conceda dilatada vida !!!

BIBLIOGRAFÍA.

ÍNDICE

de los « Manuscritos catalanes » existentes en la Biblioteca nacional de París.



TEOLOGÍA.

Lo libre dels sancts Angels.

Vida de Sancta Dulcemina.

Vidas de Sants.

Lo llibre de las Flors é de las vidas de los sants é santas.

La Biblia traducida al catalan.

La Biblia.

Vidas de Sants.

Historia del cristianisme fins al imperi de Constantino.

Doctrina compendiosa de viure justament, etc. Por Fray Gimenez, en Valenciá ó Mallorca, y Flor de la Biblia, etc. Por un religioso de la ciudad de Jaen, en el mismo idioma.

Meditacions y paráfrasis sobre varios passatges de la Escritura.

HISTORIA.

Crónica de cavallers catalans.

Flos mundi ó crónica general.

Crónicas de Catalunya.

Breu compendi de las crónicas dels reys d' Espanya.

Crónicas de Aragon y de Mallorca. (incompleto).

JURISPRUDENCIA-POLÍTICA.

Usatges de la mar. (libro del consulado del mar).

Epístolas de Séneca.

Doctrina moral, en Mallorquin.

Usatges de la mar.

Parte quinta del *Llibre de las dones*,

Ordinacions fetes per lo molt alt Senyor en Pere tercer Rey de Aragó, sobre lo regiment de tots los oficials de la sua cort.

Ordinació de la Capella del Senyor Rey de Aragó.

CIENCIAS Y ARTES.

Llibre de Manescalía.

***De re rústica.* Tratado de agricultura en catalan.**

AMENA LITERATURA.

Cansoner d' amor ó Cansoner de obras enamoradas.

Rimas antiguas catalanas y castellanas.

APENDICE.

Arte cabalística, en catalan.

Lo libre dels Sancts Angels.

La sancta vida de Monsenyor Sanct Honorat de Lerins.

Atlas catalan del siglo XIV.

Crónica del rey en Pere lo Gran, escrita per Bernart Escolt.

Mapas catalans.

Llibre de memories de diversos sucesos ó fets memorables é de coses senyaladas.

Resúmen historial é compilació abreviada de les histories cuasi de tota Europa é de algunas de Assia.

BIBLIOTECA DEL ARSENAL.

Vida de Santa Eminia, en verso catalan.

Papeles varios, en catalan.

Deifira y Ecatonfila, en catalan.

Historia de Don Jaume d' Aragó últim comte de Urgell, en catalan.

FIN.

COMUNIDADES DE CASTILLA.

*Al célebre autor de la Historia
de la Revolución de Inglaterra.*

Antonio Ferrer del Río



*Esta obra es propiedad del autor, y perseguirá
ante la ley al que la reimprima.*

Al señor don Juan de la Cruz
de la Real Academia de la Lengua
Antonio de la Cruz



DECADENCIA DE ESPAÑA.

PRIMERA PARTE.

HISTORIA DEL LEVANTAMIENTO

DE LAS

COMUNIDADES DE CASTILLA.

1520.—1521.

POR DON ANTONIO FERRER DEL RIO.

**BIBLIOTECARIO DEL MINISTERIO DE COMERCIO, INSTRUCCION Y OBRAS
PÚBLICAS, INDIVIDUO DE LAS REALES ACADEMIAS DE BUENAS LETRAS
DE SEVILLA Y BARCELONA.**



MADRID: 1850.

**ESTABLECIMIENTO TIPOGRÁFICO DE MELLADO,
calle de Santa Teresa, número 8.**



DEDICATORIA

AL ILUSTRISIMO SEÑOR

DON ANTONIO GIL DE ZARATE,

DIRECTOR GENERAL DE INSTRUCCION PUBLICA.

Mi respetable jefe y amigo. Por ambos títulos merece figurar el nombre de V. al frente de esta obra. No me la ha dictado un interés político por su índole transitorio sino un interés histórico y permanente de suyo. Dedicándola á V. no le hago un memorial de pretendiente; ríndole por el contrario un público testimonio de agradecido. B. L. M. de V. su afectísimo amigo y subordinado.

ANTONIO FERRER DEL RIO.




ADVERTENCIA.

Tal como sea la presente obra , no hubiera podido escribir-la á no tener la buena suerte de que se me abrieran todas las puertas donde he llamado. No hallo mejor manera de manifestar mi gratitud , que la de publicar los favores que se me han dispensado por diferentes personas , citando oportunamente sus nombres. Por la repetida mencion que en las notas y en los apéndices hago de la Academia de la Historia , se puede calcular lo mucho que á la benevolencia de esta corporacion debo. A mis investigaciones han prestado no poca ayuda en la Biblioteca nacional los señores Inglés y Rosel ; en la de la mencionada academia el Sr. Muñoz, todos jóvenes de muy buenos estudios; en la de San Isidro el Sr. Baranda ; con documentos de la del Escorial, el Sr. Quevedo , quien hizo de ellos grande acopio para traducir á Maldonado; con importantes noticias biográficas é históricas los eruditos Sres. Gallardo, Salvá, Loaisa , Gayangos y Vedi. Varios de los libros que he tenido á la vista pertenecen á la preciosa biblioteca del docto é inolvidable don Jacobo María de Parga, á quien la muerte ha privado de ver concluida esta historia, en que tiene parte no escasa, por haberme alentado á la empresa con avisos, hijos de su esperiencia , y con amonestaciones , hijas de su buen gusto , al par que de su severa doctrina. Bus-

tando critica razonable, no inoportunas alabanzas, he leído esta obra capítulo á capítulo en una reunion de amigos, compuesta habitualmente de los distinguidos escritores Pedroso, Cervino y Fernandez Guerra. No pueden estos señores tacharme de indócil ni de apegado á sostener lo escrito á todo trance: si en lo relativo al pensamiento capital de la obra ni me han indicado, ni les hubiera hecho la concesion mas leve, por ser fruto de mis largas meditaciones, en lo concerniente á la parte literaria, me han hallado siempre dispuesto á deferir á sus pareceres.

Ademas soy deudor de muy especial reconocimiento al patriarca de la literatura española don Manuel José Quintana. Con una solicitud verdaderamente paternal ha examinado en pruebas toda esta historia de las Comunidades de Castilla. Como preceptos he considerado sus acertadísimas observaciones, para introducir varias enmiendas, y á inhabilidad mia debe atribuirse lo que aun se encuentre defectuoso. Este hecho hago notorio porque me lisongea la honra de recibir lecciones del Sr. Quintana, y en débil muestra de lo mucho que me obliga distincion tan inapreciable. No se me esconde que corro riesgo de que supongan algunos que á merced de un nombre respetable por grandes títulos, procuro escudarme contra los censores literarios; pero tengo en poco este reparo á trueque de acreditar que el agradecimiento me avasalla, y que venero al público de tal manera, que no me atrevo á llegar á su presencia con mis producciones, sin hacerlas pasar antes por estudios muy detenidos, y por consultas muy meditadas.



INTRODUCCION.

Es mi intento señalar el verdadero origen de la decadencia de España. Cautivando su entendimiento á la vulgaridad ningun español ha dejado de encomiar la ventura de aquellos tiempos en que nunca se ponía el sol en los dominios de sus reyes. Trae esta preocupacion antigua fecha, y presumir desarraigarla fuera en mí insensato orgullo. A mucho menos se encaminan mis pretensiones. Bástame reunir datos que robustezcan mi opinion y que esta suene en el gran debate de la historia. Abrigo el convencimiento de que ella ha de ser la opinion comun andando los años: mientras no llegue la hora solemne de su triunfo, sujétome de buen grado á los sinsabores que puedan resultar de profesarla y de sostenerla en público palenque. El culto de la verdad exige grandes sacrificios : ya no se escribe la historia á salario de los príncipes que en ella hacen la principal figura.

Hay una época feliz en que se encumbra España á su mayor grandeza, y es la de los Reyes Católicos don Fernando V y doña Isabel I. Bajo su reinado se juntan en

uno los cetros de Castilla, Aragon, Navarra y Granada. desaparece el elemento feudal no muy desarrollado en el postrer límite de las tierras occidentales: se reforman en gran parte los abusos del clero: empiezan á tener solidez la administracion del reino y magnífico esplendor la justicia: en el recinto de las córtes se oye la poderosa voz del pueblo; y casi á una misma hora celebra la católica España la espulsion de los moros, contra quienes han peleado sus diferentes reinos durante ocho siglos, y el inmortal descubrimiento de un nuevo mundo. Hasta aqui la prosperidad de España; en adelante su decadencia: con su libertad perece todo, por mas que el bélico lauro encubra durante algun tiempo sus hondas desventuras.

Este pensamiento ni el mérito de la novedad tiene. Un gran poeta, cuya respetable ancianidad honra todavia á España, puso hace mas de medio siglo en boca de Carlos V, y dirigiéndose á Felipe II los bien entonados versos que traslada mi pluma:

..... Yo los desastres
De España comencé y el triste llanto
Cuando, espirando en Villalar Padilla,
Morir vió en él su libertad Castilla.
Tú los seguiste, y con su fiel Lanuza
Cayó Aragon gimiendo. Asi arrollados
Los nobles fueros, las sagradas leyes,
Que eran del pueblo fuerza y energía,
¿Quién insensato imaginar podria
Que, en sí abrigando corazon de esclavo,
Señor gran tiempo el español seria?
¿Qué importaba despues con la victoria

INTRODUCCION.

Dorar la esclavitud ? Esos trofeos
Comprados fueron ya con sangre y luto
De la despedazada monarquía.
Mírala entre ellos maldecirme á gritos.

Y era así que agoviada con el peso
De tanto triunfo, allí se querellaba
Doliente y bella una muger, y en sangre
Toda la pompa militar manchaba,
El prosiguió—

¿Las oyes ? Esas voces
De maldicion y escándalo, sonando
De siglo en siglo irán, de gente en gente (1).

Igual parecer ha consignado un orador entendido, profundo en el pensar y enfático en su decir, redondeando un periodo de uno de sus discursos con esta conceptuosa frase :
« La dinastía de Austria es un paréntesis en la historia de España (2). »

William Prescott, ese historiador grave, que enriquece la literatura anglo-americana estudiando nuestros sucesos y juzgándolos con admirable tino, prendado de nuestras antiguas venturas y pesaroso de nuestras ulteriores vicisitudes, cierra su excelente historia de los Reyes Católicos de este modo :

« El esplendor de las conquistas exteriores en el fastuoso « reinado de Carlos V se compró á muy alto precio, decayendo la industria interior y pereciendo la libertad. Poco

(1) Poesías de don Manuel Josef Quintana.—Panteon del Escorial. t. I, pag. 242 y 243, edicion de 1824.

(2) Discurso pronunciado por don Juan Donoso Cortés en el congreso de diputados durante la legislatura de 1845.

« veré el buen patricio que pueda halagarle en esta *edad*
« *de oro* de la historia nacional, cuya fisonomía pomposa y
« deslumbradora solo ofrecerá á su vista penetrante la
« brillantez febril de la postracion. Volverá entonces los
« ojos á un periodo anterior, cuando, sacudiendo la nacion
« la rusticidad é indolencia de los siglos bárbaros, parecia
« que, recobrada su energía primitiva, se preparaba como
« un gigante á marchar por el camino de la gloria. Y al
« contemplar el largo periodo que desde entonces ha corri-
« do, en cuya primera mitad se arruinó en proyectos de
« ambicion y de demencia, á la par que en la segunda se
« ha sumido en un estado de parálisis y de marasmo, mi-
« raré el reinado de Fernando y de Isabel como la época
« mas gloriosa de los anales de su patria (1). »

Lejos, pues, de singularizarme, con la palabra cantada, la palabra hablada y la palabra escrita, vienen en mi apoyo varones de alta estima, uno de ellos de nacion estraña, y compatriotas los otros dos, aunque, filiados en distintas escuelas políticas, han conquistado por diferentes caminos su renombre. Ya se me alcanza una objecion que saltará á los labios de los que se aferran en celebrar por de mejor fortuna para un pueblo la edad en que se poseen mas dominios y en que se ganan mas batallas. Diráseme por ellos que, para juzgar los siglos décimo sexto y décimo sétimo, adopto las ideas trasmitidas por el siglo décimo octavo al décimo nono. En obsequio de la brevedad renuncio á desvanecer el argumento, supongo que su fuerza me rinde, y acudo al testimonio de los españoles contemporá-

(1) Traduccion del distinguido literato don Enrique Vedia.

neos del *máximo y fortísimo* emperador de Alemania.

En las cortes de Toledo de 1538, siguiendo los grandes la voz del condestable de Castilla, representaron sobre el mejor modo de remediar las necesidades que el rey habia propuesto á los Brazos, y dijeron lo siguiente: « Parécenos
« el mas importante y mas debido á nuestra fidelidad,
« suplicar á V. M. trabaje por tener suspension en guerras
« y de residir por agora en estos reinos hasta que por algun
« tiempo se reparen el cansancio y gastos de V. M. y de
« otros muchos que le han servido y servirán, pues es cosa
« notoria que las principales causas de las necesidades en que
« V. M. está han nacido de diez y ocho años que ha que V. M.
« está en armas por mar y tierra, y los grandes gastos que á
« causa de esto se recrecen así á V. M., como particular-
« mente á muchos y universalmente á todos estos reinos,
« por las grandes sumas de dineros que se han sacado de
« ellos. El remedio de esto es el camino contrario, reparan-
« do estos daños con la residencia de V. M. y quietad de
« estos reinos (1). »

Este lenguaje usaba la nobleza castellana. Inspirábaselo el intento manifestado por el rey de establecer la sisa, á cuyo pago sujetaba tambien á los nobles : su honra creian mancillada de pechar á semejanza de villanos ; pero acudir con sus personas á las lides en servicio de sus reyes lo tenian á gloria, y no obstante proclamaban que asentar el sosiego era la primera necesidad de España. En esto su opinion unánime tenia mucho de sincera. Dictarásela exclusivamente el interes si, rehusando mermar su hacienda,

(1) SANDOVAL, t. II, lib. 24, pag. 365.

ardieran entonces en el deseo de esclarecer aun mas sus timbres en medio del fragor de las batallas.

Oportuno parece descender ahora de la clase mas elevada á la mas humilde, y descubrir como pensaba de las glorias que, á falta de mas sólida fortuna, nos entusiasman y hacen enloquecer de alborozo cuando fijamos la vista en la era del soberano, que ni aun por la numeracion que acompaña en el mundo á su nombre encaja bien en la cronología de nuestros reyes.

A poco de celebrarse las córtés de Toledo pasó á Madrid Carlos V, y holgándose en el monte del Pardo de caza, y dándosela á un venado, vino á matarlo junto al camino real sin que le siguiera ninguno de su comitiva, de la que se habia apartado gran trecho. En aquel punto acertó á pasar un labrador anciano que sobre un asno acarreaba un haz de leña. Al emparejar con el emperador, díjole éste que si queria cargar sobre el asno la res muerta á sus plantas y llevarla al pueblo, mas que el haz de leña habia de valerle este trabajo. Contestándole el labrador con donaire que el ciervo pesaba mas que el asno, le dijo que pues el cazador era mozo y recio, mejor haria en tomar á cuestras á entrambos y caminar con ellos. Esperando á alguno que le llevase el venado trabó pláticas el emperador con el agudo campesino : « Preguntóle qué años habia y cuántos reyes habia « conocido. El villano le dijo :—Soy muy viejo que cinco « reyes he conocido. Conoci al rey don Juan el segundo « siendo ya mozuelo de barba , y á su hijo don Enrique, y « al rey don Fernando, y al rey don Felipe, y á este Carlos « que agora tenemos. — Díjole el emperador. — Padre, « decidme por vuestra vida de esos cuál fué el mejor y

« cuál el mas ruin. — Respondió el viejo. — Del mejor por
« Dios que hay poca duda, que el rey don Fernando fué el
« mejor que ha habido en España, que con razon le llama-
« ron el Católico. De quién es el mas ruin no digo mas,
« sino á la mi fé harto ruin es este que tenemos, y harto
« inquietos nos trae y él lo anda yéndose unas veces á
« Italia y otras á Alemania, y otras á Flandes, dejando su
« muger y hijos, y llevando todo el dinero de España. Y
« con llevar lo que montan sus rentas, y los grandes tesoros
« que le vienen de las Indias, que bastarian para conquistar
« mil mundos, no se contenta, sino que echa nuevos pechos
« y tributos á los pobres labradores que los tiene destruidos.
« Plaguiera á Dios se contentara con solo ser rey de España,
« aunque fuera el rey mas poderoso del mundo..... Y es-
« tando en esto llegaron muchos de los suyos que venian
« en su busca, y como el labrador vió la reverencia que
« todos le hacian, dijo al emperador. — Aun si fuéredes vos
« el rey; por Dios que si lo supiera que muchas mas cosas
« os dijera (1).»

Estas citas sobran en demostracion de que el sentido comun no es patrimonio esclusivo del siglo décimo nono; y de que el que sustenta ahora cómo, entre las calamidades que han caido sobre la infeliz España, pueden pocas igualarse á la de haber contado por rey á Carlos V, no hace sino servir de eco al sentimiento público de los que sometidos á su poder trocaron por laureles su libertad y su fortuna. Grandes y pequeños, doctos é ignorantes, clamaban á una para que no se ausentase del reino el soberano y pu-

siera término á las hostilidades , y no devorara la hacienda pública y privada con tan enormes dispendios. ¡Inútiles clamores! Nunca vino Carlos V á España sino á pedir nuevos tributos; hora de paz no se gozó en su tiempo : durante su reinado se interrumpe la historia de España perdiéndose en la de las guerras de Europa. Hubiéralas habido sin que una misma mano empuñara los cetros de los Reyes Católicos y. del emperador Maximiliano : Lutero agitara del mismo modo con su heregia los países del Norte : Soliman combatió tambien el baluarte de la cristiandad en la heroica Hungría : Francisco I fuera asimismo competidor y adversario del emperador de Alemania. Tal vez la complicacion de estas causas hubiera armado el brazo de los españoles , mas no para llevar , como llevaron , el mayor peso de aquellas turbulencias , sino para pelear en su puesto y á impulsos de su política propia. Habiéndose continuado la de los Reyes Católicos ocuparan de Argel á Ceuta el litoral africano; estuvieran atentos á retirar hasta el Océano por el lado de Portugal sus fronteras , y á cerrarlas por la parte del Pirineo con fortificaciones bien guarnecidas de soldados. Acomodados así en su natural asiento enviaran , segun fuera el semblante de la cosas , sus padres al concilio , sus diplomáticos á la pacificacion ó sus capitanes á la guerra ; no amarrados al cesáreo carro y suspensos de la voluntad de un hombre , á quien traia graves é intermitentes compromisos la fabulosa estension de sus estados , sino con las preeminencias de nacion independiente y cada vez que les fuera algo en las contiendas de Europa.

Por desgracia , conociendo los españoles que se les descarriaba del buen camino , vanamente pugnaban por

hacer alto y procurar enmienda á tantos errores : ya habian fenecido en el reino los poderes capaces de contrarestar la desaforada tiranía de un monarca absoluto. Tres elementos sociales habian salido del seno de la edad media : la aristocracia habia recibido un golpe mortal bajo el reinado de Fernando é Isabel en obsequio del orden interior, de la unidad nacional y de la consolidacion de la monarquía. Es doloroso que, aun desmoronados sus castillos y desbandadas sus mesnadas, quedaran los próceres con vigor bastante para destruir los fueros populares en el suelo castellano ; y todavía es mas triste que en galardón de tan funesto servicio no recobraran su antiguo ascendiente. En su consecuencia al poder teocrático tocó la preponderancia : formidablemente robustecido y reconcentrado en un tribunal odioso, cuya instalacion tilda sobremanera la época gloriosísima de Isabel y de Fernando, absorbía todas las jurisdicciones y se mezclaba en todos los sucesos. Guerras de religion llamaba fundadamente á las de Europa : al pueblo español movia á pelear contra hereges ; y desangrada la nacion en las lides exteriores, oprimido su seno bajo la tiranía de la Inquisicion que, usurpando el nombre de santa, viene á ser brazo derecho de la política de Carlos V, y cabeza del gobierno del biznieto de Felipe II, ciega los preciosos veneros de la ilustracion el mas afrentoso fanatismo ; y el pueblo solo despierta de su letargo y acredita animacion al concurrir en tropel confuso á los autos de fé, donde los ministros del altar hacen torpe escarnio de la caridad cristiana, y reproducen las escenas de los anfiteatros de Roma ; que ora grite el gentilismo *cristianos á los leones*, ora clame la supersticion *hereges á la hoguera*.

no sufre menor ultrage la humanidad redimida en el Gólgota por Jesucristo. Y los monarcas españoles autorizan con su presencia aquellos espectáculos de sangre; y los próceres del reino se dan por honrados y venturosos con ser alguaciles ó familiares del Santo Oficio. El poder teocrático prepondera, y el movimiento intelectual se paraliza, la civilizacion se estanca.

Tanta abyeccion, tal ignominia, obra son del altísimo César, tras de cuyo caballo paseaba España su triunfante pendon por las mas poderosas naciones de Europa. A demostrarlo aspiro en la obra que intitulo *Decadencia de España*, estudiando el principio y el fin del reinado de Carlos V; *las alteraciones y guerra de las Comunidades de Castilla*, y *las causas del retiro del emperador en el monasterio de Yuste*.

De las Comunidades de Castilla voy á tratar en esta primera parte. Dictámenes contrarios existen tambien entre nosotros acerca de aquellas alteraciones. En poco menos de tres siglos no ha sido licito juzgarlas de un modo franco y libre, tan larga trascendencia tuvo la opresion del pueblo castellano inaugurada por Carlos V. Hace cuarenta años, mientras once millones de habitantes no permitian poseer á los soldados del héroe de las Pirámides mas territorio que el que pisaban sus escuadrones, y eso hostigándolos sin descanso: mientras dentro de los muros de Cádiz y bajo el fuego de las bombas enemigas legislaban imperturbables y llenos de fé patriótica los diputados españoles; en la imprenta, en la tribuna y en la escena, se celebraba á menudo la memoria de los que derramaron su sangre en el siglo décimo sexto en defensa del pendon de las Comunidades de

Castilla. Por todos se pintó como popular aquel movimiento: á su decir primeramente se levantaron las ciudades contra los desmanes y crímenes de los que ponian al soberano en camino de hollar las leyes del reino, y despues se batieron con los magnates, que, esperanzados en reconquistar su perdido influjo, abrazaron una causa que en lo íntimo de sus corazones no tenian por buena. Ha trascurrido un año y otro y las ideas toman otro rumbo. Ahora que se empeñan algunos espíritus en llegar á la demostracion de que el corazon de Felipe II no fué perverso, asentando por fundamento que casi todos le califican de grande, como si entre la grandeza y la bondad no pudiera existir toda la distancia que media entre Neron y un anacoreta de la Tebaida; ahora que los que ponderan la elegancia de la corte de Felipe IV la ven, segun nos la describen los poetas, divertida en galanteos, en fiestas teatrales y en naumaquias, y no fijan los ojos en que España perdía entonces rápidamente sus conquistas sin recuperar sus libertades; y en que, segun el texto de un elocuente epigrama, si la lisonja palaciega habia discernido al soberano el titulo de grande; lo era solamente por lo que lo es cuanta mas tierra le quitan un hoyo; ahora, en fin, que los estudios históricos se hacen poéticamente, no causa extrañeza que en los accidentes de la época de las Comunidades de Castilla se contemple nada mas que una lucha entre los próceres y los hidalgos, entre la nobleza de los castillos y la nobleza de las ciudades.

No remontándome á las regiones de la fantasía, sino sujetando mi razon al analisis concienzudo y pausado de los hechos, he procurado leer la verdad en los escritos que

nos legaron los testigos oculares ó inmediatos de sucesos tan ruidosos y trascendentales. Atento á sus narraciones, copiándolas á menudo, siguiendo á cada uno de ellos por el angosto carril á que les sujetaba la falta de libertad de su tiempo, y que mas de una vez les imponia el tiránico deber de violentar la significacion de hechos muy claros, y de emitir opiniones sumamente desacertadas, referiré con lealtad lo que se me alcanza del levantamiento general de los castellanos desde el año diez y nueve al año veinte y dos del siglo décimo sexto. Pero antes de emprender mi tarea parecíame necesario señalar las principales fuentes de donde he sacado documentos para darla cima. Su autenticidad es incontrovertible : cuando varios escritores contemporáneos de los acontecimientos que motivan sus historias, hacen correr sus plumas sin saber el uno del otro, y concuerdan perfectamente en sus relaciones , arrojan suficiente luz para que el juez mas severo pronuncie sin escrúpulo su fallo. Tal es la feliz situacion en que me coloca la diligencia de los historiadores que contaron lo que vieron con sus propios ojos, aunque doblemente avasallados por sus pasiones y por la necesidad de ajustar á tasada medida sus pareceres.

Ante todos cito á Pero Mejía, sevillano, cronista de Carlos V y autor de su vida é historia, de la que solo pudo terminar cuatro libros, por haberle atajado la muerte cuando se disponia á referir en el quinto la coronación del *invictísimo emperador* en Roma. Entresacado lo que consagra á las comunidades de Castilla abulta lo suficiente para formar volumen aparte. Permanece inédita su obra: brilla por lo castizo del language, y su narracion tiene algo de la magestad de Tito Livio. Es metódico y sabe comuni-

car interés á su historia. A la categoría de imparcial no asciende ni de lejos, antes bien incensa afanoso al que es á un tiempo su Aquiles y Mecenas, pues el mismo personaje que le inspira, le paga.

De motu Hispaniæ vel de comunitatibus Hispaniæ, se titula una obra escrita por el presbítero Juan Maldonado, y traducida por el actual bibliotecario del Escorial don José Quevedo en 1840. Para dar sabor dramático á la narracion, supone Maldonado que en la religiosa é insigne hospedería de peregrinos, dependiente del real monasterio de las Huelgas de Burgos, se encuentran un italiano, un francés, un alemán y un toledano. Al paso que los tres primeros visitan el sepulcro del apóstol Santiago en Compostela, desean enterarse de las cosas de Castilla, y el cuarto definiendo á su patria sobre el movimiento de las Comunidades, untando á la vehemencia el atrevimiento. Oye la disputa Maldonado y promete referirles punto por punto lo sucedido en aquellos alborotos. Movidos de la curiosidad vienen en ello, y durante una semana salen todas las tardes á un verde prado, siéntanse junto al camino sobre la mollida yerba y á la apacible sombra de unos sauces, y como la narracion es en latin y lo entienden todos los que la escuchan en silencio, á veces la interrumpen con sus observaciones, y la narracion pasa á debate. Esta invencion, que no carece de ingenio, consiente al historiador algun desahogo, y lo que no se atreve á decir por su boca lo pone en la del toledano. Hay por lo tanto en su obra largo asunto de meditacion para el que detenidamente la estudie. Residia el historiador en Burgos, y cuenta menudamente las ocurrencias sobrevenidas en aquella poblacion, donde hubo grandes

alternativas de predominio entre los próceres y los populares. No se desentiende de los disturbios de las demas ciudades, si bien los agrupa en compendio. Ninguna ocasion desperdicia de amontonar las galas de la retórica inventando arengas y discursos que atribuye al capitan que anima sus tropas á la batalla, ó al negociador que aspira á que en una junta prevalezca su consejo; método que en mi humilde opinion desvirtua la índole de la historia, siquiera se apoye en la veneranda autoridad de los clásicos latinos.

Un caballero cordobés, Gonzalo de Ayora, se ocupó en escribir la *Relacion de todo lo sucedido en las Comunidades de Castilla y otros reinos*. Su situacion particular en el centro de la discordia le puso en aptitud de ilustrar con preciosas noticias su manuscrito. Perfecto soldado y cronista de los Reyes Católicos á la muerte de Isabel I, fué nombrado por Fernando V capitan de la guardia de alabarderos, creada para su persona en 1504. Cinco años despues acompañó á Jimenez de Cisneros á la conquista de Oran en clase de coronel de infantería. A la vuelta de aquella famosa expedicion, ya entrado en años y amante del reposo, escribió el *Epílogo de las cosas de Avila y la Historia de los Reyes Católicos*: en 1519 se imprimió la primera de estas obras; ni aun manuscrita se conserva la segunda, de que hace mencion el cronista sevillano Alonso de Santa Cruz en el prólogo de su crónica de los mismos reyes. En estos útiles trabajos le sorprendió el levantamiento de las ciudades, y habiendo asistido al consejo que se hizo en Valladolid para determinar la mejor manera de reducir á la sumision á los segovianos, propuso que se emplearan medios suaves: sobremanera le disgustó que se resolviese

llevarlo todo á sangre y fuego, y cada vez mas desabrido al ver que lo acordado se ponía en planta, abrazó el partido de los comuneros. No es menester añadir que esta circunstancia aumenta muchos quilates de valor á su obra, por mas que hagan indigesta su lectura lo apelmazado de la narracion y lo monotonó del estilo.

Muy en globo, aunque salpicándola con buenos datos, compuso Pedro de Alcocer, vecino de Toledo, la *Relacion de algunos sucesos de estos reinos depues de la muerte de la Reina Católica doña Isabel hasta que acabaron las Comunidades de Castilla*. Amenidad y elegancia realzan esta obra, lo cual mueve á sentir que deje vacíos considerables. Aunsiendo tan sucinta, Mr. Enrique Ternaux hubo de creer que poseía un verdadero tesoro en un manuscrito de ella, que adquirió viajando por España, y en 1834 calcó sobre lo que Alcocer refiere el libro que titula *Los comuneros; crónica castellana del siglo décimo sexto*. En mi entender la obra de Mr Ternaux es un trabajo histórico mas propio para producir entretenimiento que enseñanza, y mas digno de figurar en los folletines de un diario que en la biblioteca de un erudito. A pocas investigaciones que hubiera hecho el escritor parisiense, convenciérase sin duda de que Alcocer es muy bueno para que se le consulte, y muy insuficiente para que se le siga á la letra.

El obispo de Mondoñedo fray Antonio de Guevara tiene entre sus Epístolas familiares algunas dirigidas al *muy reverendo señor é inquieto obispo de Zamora*; al *muy magnífico señor y desacordado caballero don Juan de Padilla*; á la *muy magnífica y desaconsejada señora doña María de Pacheco*. Agregando á estas epístolas el

razonamiento que hizo el palaciego franciscano en Villabrújima á los caballeros de la junta, se completa el cuadro que trazó á su manera de las turbaciones contra las cuales cupole representar un papel activo. Como todo lo que de ellas dijo está escrito sobre el terreno, se le puede leer con menos desconfianza que en sus demas obras, atestadas de errores, en que se descubre á un hombre de gran lectura, de excelente memoria y de escasísima conciencia. Sobre este punto deben consultarse las *Cartas consorias del lector Pedro Rhua*, impresas por primera vez en Burgos en 1549, y en las que deja mal trecho al padre Guevara con tono de sátira tranquila, pulcra y contundente.

Sobremanoera ayudan á penetrar el espíritu que animaba á las Comunidades en sus actos las *Cartas y advertencias del almirante don Fadrique Enriquez al emperador de Alemania*, coleccionadas en un volumen en octavo manuscrito. Aquel varon insigne, juntamente con su celebridad en las armas, tenia en el leer mucha costumbre y en el escribir gran presteza. Lleno de canas y servicios aconsejaba al emperador la traza que debia darse en el gobierno, á fin de que no se renovaran los disturbios, á cuya terminacion acababa de contribuir poderosamente con su hacienda y persona. Digno y conveniente es el tono en que escribia el almirante y tienen grande autoridad sus palabras: de muestra sirvan los párrafos siguientes. « Pluguiera á Dios que no sacara yo otro premio de mis trabajos y servicios que ser creido, que menos tuviera V. M. que perdonar y mas que gratificar, pues ningun bien mayor hay para el príncipe que ser amado; mas ha querido la ventura que tenga yo con V. M. tan poco crédito, que ni

« á mis palabras ni á mis obras deis fé ninguna. Y puesto
« que este agravio en otro haria tan mala impresion que le
« dejase miedo , á mí no me lo dejan ser mis canas , las
« cuales me acuerdan que tan cerca tengo la sepultura,
« para que ose deciros lo que ninguno debria callaros, pues
« solo Dios debe ser temido ».... « Yo quisiera mas decir
« á V. M. esto que escribille ; mas tengo tan perdido el seso
« que he temido , por la razon que tengo de quejarme
« de V. M., que el modo no me hiciese errar en las palabras
« como no lo hago en la voluntad , y esto es la causa de
« remitirme á la escritura. Lo que suplico á V. M. es que
« la lea toda , y aun no seria poco servicio vuestro que,
« aunque lo que á mí toca se olvidase , lo que es enderezado
« á vuestro servicio os quedase en la memoria , que en
« verdad , señor , partes van en ella , aunque mal escribas,
« que teneis necesidad de quien os las acuerde , mayor-
« mente en vuestra edad , que , aunque no os fallesce todo
« lo que suele tener el mas viejo , el crecimiento en los
« mancebos suele causar una lozanía que les hace temer
« poco á la mala fortuna y no se arman para resistirla ; y
« el enemigo alli se muestra mas poderoso donde mas
« fuerza halla »..... « Tambien traigo á la memoria
« de V. M. que dicen que sois un príncipe muy libre y que
« del bien ó mal que subciese , solamente á V. M. se ha
« de dar la gloria ó culpa. » Siempre usa el almirante
frases de esta especie como preliminar de sus consejos.

Claros como la luz del dia aparecen los sucesos de que
fueron testigos los historiadores que he enumerado , pues
viéndolos uno desde Sevilla , otro desde Burgos , otro desde
Toledo ; Gonzalo de Ayora como parcial de la Santa Junta,

como gobernador por Carlos V el almirante de Castilla, y en calidad de negociador de las paces fray Antonio de Guevara, todos les señalan igual origen, curso y desenlace.

Existe, pues, una informacion completa de lo que da materia á mi historia. No caben dudas ni vacilaciones en el concepto que debe formarse de lo que entre comuneros é imperiales se debatia por papeles y con armas. Y todavía no acaban aqui los datos que ilustran el triste período de donde arranca la desventura de los españoles. Detrás de los testigos oculares vienen los de referencia: antes de estenderse y de ser conocidas las obras de los primeros, narran los segundos lo que han aprendido de boca de sus padres, maestros ó convecinos, y al trasladarlo al papel citan de continuo su testimonio.

En la obra que se conoce bajo la denominacion de *Silva Palentina*, y que contiene un catálogo de los obispos de Palencia, introduce don Alonso Fernandez de Madrid, arcediano del Alcor, una relacion sucinta de lo acontecido en la época de las Comunidades. De 1556 es la fecha de la dedicatoria al muy célebre prelado don Pedro Gasca, que ocupaba á la sazón aquella sede. Realmente el arcediano de Alcor mas bien juzga que narra al dirigir una rapidísima ojeada sobre hechos de muy reciente memoria. No obstante, detalla lo que tuvo lugar en Palencia; y de allí lo copia el doctor don Pedro Fernandez del Pulgar en su *Teatro clerical y apostólico de las iglesias de España*, hablando del obispo don Pedro Ruiz de la Mota.

Muy preciosas noticias, que ningun otro historiador nos trasmite, se encuentran en el capítulo que consagra á las Comunidades de Castilla en su obra titulada *Antigüe-*

dados de Simancas, el licenciado don Antonio Cabezudo, cura de aquella parroquia. Ocupábase en escribir el citado libro por el año de 1580, y lo documenta con palabras testuales de los que jugaron en las turbaciones de que no quiso hacerse cómplice la villa de Simancas. Nada copia, y verosíblemente nada conocia de las relaciones escritas antes que la suya, formada solo con lo que averigua de oídas. En discernir lo verdadero de lo apócrifo resplandece su buen criterio, cotejando lo que dice con lo que afirmaron sus predecesores al escribir de las Comunidades, y viendo la perfecta concordancia que resulta del cotejo.

A principios del siglo décimo sétimo se anuncia un escritor de nota. A la circunstancia de testigo inmediato reúne la ventaja de haber consultado muchas de las historias de las Comunidades de Castilla y gran copia de documentos originales, y así figura como eminente recopilador de ocurrencias de tanto bulto. Aun sin nombrarle se comprenderia que aludo á fray Prudencio de Sandoval, obispo de Pamplona. Su abuelo materno, Francisco Rodriguez de Sandoval, vivia en Valladolid con su familia cuando aquella ciudad se hizo parcial de los comuneros, y por no adherirse á esta causa huyó á Nuestra Señora de Duero, priorato de la órden de San Benito. Sus reclamaciones á la vuelta del emperador no le valieron de nada, quedándole solo antigua y conocida nobleza, de que blasona su descendiente, fraile, historiador y mitrado. Por estenso habla Sandoval de las Comunidades de Castilla en su historia de Carlos V: intercala integros muchos y muy notables documentos: entre los escritores á quienes consulta cita á un anónimo y á Ortiz, jurado de Toledo: sigue muy á menudo la relacion

histórica de Pero Mexía casi á la letra: alguna vez apela al testimonio del padre Guevara: de Gonzalo de Ayora se aprovecha mucho, aunque jamás le nombra. Por lo demas inútil es que se busquen detenidamente en este escritor justamente celebrado, unidad de plan, fijeza de pensamiento, seguridad de juicio. Se puede sostener que se puso á hacer la historia de aquel periodo sin exámen previo y muy meditado del asunto; lo estudia al par que lo escribe, y segun la impresion del momento juzga los variados incidentes que trascribe su pluma. Le acontece olvidar que ha dado cuenta de un suceso, y repetirlo sin mas variacion que la que resulta naturalmente de tomarlo de otro escrito: casi á renglon seguido de explicarse á modo de un comunero de los mas exaltados se transforma en imperial de los mas sañudos. Unas veces hay en su narracion viveza, tersura, elegancia: otras pesadez, oscuridad, desaliño. Difícil seria encontrar otro escritor en quien se reflejasen mas de lleno las buenas y malas cualidades de los que han dedicado sus vigilias al conocimiento de la historia. En suma, lo que Sandoval aglomera de las Comunidades es la imágen del caos si someramente se mira; pero el que en su análisis se engolfa provisto de otras luces; el que ha depurado los datos que le sirven de fundamento, posee otros tantos hilos, que al fin se juntan en un solo ramal y le ayudan á comprender hasta los mas mínimos detalles de tan enmarañado laberinto.

Desde que se publicó la historia de Carlos V del obispo de Pamplona ha merecido el honor de ser la mas consultada por los que han querido enterarse del levantamiento y guerras de las Comunidades de Castilla. Durante el siglo

décimo sétimo , época en que los escritores castellanos se ocupan á porfia en hacer las historias de sus respectivas ciudades, Sandoval les sirve de guia, aunque, merced á los documentos de los archivos municipales y episcopales, tienen la proporcion de adicionarle ó de enmendarle donde omite á se equivoca. Entre los muchos varones insignes que han lucido en esta clase de trabajos , pues casi ninguna ciudad de las que figuraron en aquel movimiento carece de particular historia, solo á tres enumero en esta reseña , dejando para las notas, con que pienso ilustrar el texto, la enumeracion de los muchos que he tenido á la vista.

Diego de Colmenares en la *Historia de la insigne ciudad de Segovia*, describe con amena claridad y esmerado estilo todo lo que alli se hizo por los comuneros y sus contrarios. El licenciado Francisco Cascales en sus *Discursos históricos de Murcia y su reino* habla tambien de las alteraciones de su patria, y su espíritu investigador reúne datos no conocidos hasta entonces. Suelta y sencilla es la relacion que hace de aquellos disturbios el padre jesuita Fernando Pecha en su *Historia de Guadalajara*.

Otras muchas obras esclarecen la índole del alzamiento de las Comunidades de Castilla : el doctor Bartolomé Leonardo de Argensola, continuador de Zurita, y el doctor Diego José Dormer, continuador de Argensola, apuntan en los *Anales de Aragon* hechos que son muy curiosos , y emiten opiniones que provocan á debate y necesitan correctivo. Ni debe desdeñarse el estudio de las crónicas de las órdenes religiosas, como la de predicadores por fray Alonso del Castillo, y la de franciscanos por fray Antonio Daza, pues al encomiar los hechos y las virtudes de los varones que

mas ilustraron sus conventos, insensiblemente se introducen en plena historia, y como en la de las Comunidades no hay fraile que no juegue, ora instigando al tumulto, ora promoviendo la concordia, ora batallando en las opuestas parcialidades, sus noticias son de gran precio. Tiénelo tambien el maestro Gil Gonzalez Dávila en su *Teatro eclesiástico de las iglesias metropolitanas y catedrales de los reinos de las dos Castillas*, pues narra las vidas de los arzobispos y obispos y las cosas memorables de sus sedes, y tampoco los prelados estuvieron ociosos mientras se agitaban en fraticida contienda las poblaciones castellanas.

Por demas prolijo fuera completar ahora la lista de los autores á quienes he puesto á contribucion para llevar á remate mi obra. Una vez conocido el asunto de ella y los fundamentos en que la apoyo, réstame hacer algunas observaciones generales sobre la historia. Espejo de lo pasado, guia de lo presente, faro de lo venidero, es la definicion que á mi parecer mas le conviene, y asi tengo por absurdo que se reduzca á una narracion fria y descarnada, segun pregonan mas de un preceptista, sin que ningun historiador desde Herodoto hasta el conde de Toreno lo observe. Añádase á una fecha otra fecha, cítese tras un nombre otro nombre, y describáse una batalla, y píntese una fiesta, todo sin reflexiones de ninguna especie, y se habrá formado un campo lleno de huesos secos, semejante al que el profeta Ezequiel contemplaba poseido de inspiracion celeste: es menester que el historiador los infunda espíritu y dé vida. Todos los que han viajado por los desiertos de la Arabia modelan en relieve una interesante costumbre de aquellos

naturales. Cuando la noche envuelve bajo sus sombras los inmensos arenales, que cruzan en caravana mercaderes y devotos, manda hacer alto el jefe que los conduce. Se levantan súbito blancas tiendas, se encienden numerosas fogatas, donde cada cual prepara su alimento, se alivia de carga á los camellos y se improvisan fortificaciones con el fardage. Mientras descansan unos, contra las asechanzas de los beduinos velan otros, y, agrupándose en torno de un chaïque, se muestran impacientes de satisfacer su pasión favorita por los cuentos; no de otro modo hubo de propagarse de generación en generación la primitiva historia. Inmóviles y silenciosos se hallan pendientes de la voz del que allí les reúne; éste comienza su relación, y su rostro se anima; y acompaña con espresivos gestos y ademanes la palabra; y muda de tono según lo exige el asunto; y acentúa enérgicamente las frases en que mas intención se encierra; y se detiene en los mas mínimos detalles; y se apasiona; y comunica el movimiento de lo que dice á su auditorio; y ninguno de los que lo componen se distrae un solo punto; y lo que entonces avasalla su atención queda despues indeleblemente grabado en sus corazones. ¡Meditando sobre tales escenas se saca mas enseñanza que del mejor de los preceptistas para dar interés á la historia! redundante me parece decir que la exactitud es su fundamento, y la claridad su necesaria dote.

¡Libreme Dios de admitir el fatalismo en la historia! No quiero ahorrarme el trabajo de investigar las causas de los sucesos: abomino de corazón el sistema de escritores muy celebrados, que refieren sin indignación las mayores crueldades y no manifiestan entusiasmo en presen-

cia de los actos mas sublimes y meritorios. ¡Hierve con mucho calor la sangre española para que el que la siente en sus venas mire con ojos igualmente helados la virtud y el delito! Pasar un mismo nivel sobre los personajes que figuran en una época dada, no arguye en el historiador superioridad, sino impotencia: eso no es ser imparcial, sino desoreido. Atribúyanlo á poquedad de ánimo los modernos regeneradores del mundo; á tumbos anduviera mi razon y no acertára á adelantar un paso, en segregando la verdad moral de las acciones humanas, y en no reconociendo la escelsa mano de la Providencia en todo.

Hombre de fé, amante de mi patria, llorando sus penas, regocijándome de sus prosperidades, y cediendo á la natural inclinacion que me lleva á simpatizar con el que padece, no me resigno á poner á mi opinion una mordaza; hago mérito de que en mi obra resalten los sentimientos de un cristiano, de un español, de un hombre que se interesa en la suerte de la clase mas numerosa, que es la mas desafortunada. No, la historia no es una simple narracion pálida y desnuda de los sucesos: nadie se ha privado de esplicarlos segun los ha comprendido, estableciendo opiniones mas ó menos acertadas; la necesidad de admitirlas ó de desecharlas, engendra el debate. Despues que se dilucida la materia sin desviarse jamás de los hechos, que son el language con que Dios habla á los humanos, queda la verdad esclarecida, y resulta forzosamente una positiva y fructuosa enseñanza. Sin estos requisitos seria la historia asunto de entretenimiento y no de estudio.

Bajo la influencia de tal doctrina narro en mi obra todo lo acontecido desde la muerte de don Fernando el Católico,

hasta la del último comunero sentenciado al cadalso. Dis-
cuto sobre la legitimidad ó injusticia del levantamiento de
las ciudades; sobre la buena ó mala direccion que lo im-
primieron sus gefes; sobre las plausibles ó censurables in-
tenciones de los que le fueron contrarios; sobre la ventura ó
desgracia de su definitivo desenlace; sobre la trascenden-
cia ó insignificancia de sus resultados. Enseño que en
tiempo de Carlos V acreditó el pueblo castellano, como lo
ha acreditado siempre, reverente amor á sus leyes y cos-
tumbres, odio irreconciliable á la dominacion estrangera,
profunda veneracion á la memoria de los reyes que se es-
meraron en hacerlo dichoso: enseño que ningun reino se
levanta jamás como un solo hombre sin que se le haya
ofendido por los que lo gobiernan en lo mas íntimo de sus
sentimientos, en lo mas respetable de sus intereses: ense-
ño por último que todos los atractivos, ornatos y resplan-
dores de la gloria militar no bastan á resarcir á un pueblo
de sus daños, si al precio de la libertad civil la compra,
y si por dar la ley á otros paises consume su poblacion y
malgasta su riqueza.

A la narracion, al debate y á la enseñanza de mi tra-
bajo, sirve naturalmente de cimiento la personalidad de
Carlos V como rey de España. Hartos historiadores le han
seguido embriagados de júbilo y locos de entusiasmo en
sus campañas y triunfos: prefiero yo alejarme de las lides,
y considerar la condicion de los infelices vasallos, con cuya
sustancia se sostuvieron y llevaron á cabo: no me ensorde-
cen los ecos del clarin victorioso de Pavía, de manera que
no se abran paso á mi corazon y resuenen allí lastimera-
mente los amargos quejidos de los españoles. Todo lo hizo

el emperador con ellos, en su beneficio nada. Es verdad que á España se agregan al tiempo de su tardía renuncia Milan y Flandes; no lo es menos que con tales países le quedaron gravísimos cuidados, continua ocasion de guerras, tristísima necesidad de agotar sus tesoros, y tiránica imposibilidad de hacer alto en la pendiente de su ruina. Sin violentar la historia no cabe rebajar un quilate de valor á la grandeza de espíritu de Carlos V: ciertamente sobresale su gigante figura entre las muy elevadas de Leon X y de Soliman, de Francisco I de Francia y Enrique VIII de Inglaterra: con todos negocia ó batalla, y el sello de su insigne superioridad resalta siempre; pero por mas glorioso que brille su reinado no se le puede calificar legítima y desapasionadamente de nacional entre los hijos de España, á quienes esclavizó como tirano, y con cuyo esfuerzo y pingüe fortuna fué pasmo de Europa y edificó el monumento de su imperecedero renombre.


Con ayuda de Dios no soltaré la pluma hasta evidenciar estas aseveraciones con hechos á mi parecer irrefutables. Por muy galardonados tendré mis desvelos si logro aportillar la costumbre de recordar la época del celeberrimo emperador de Alemania como la memoria de un bien perdido, y de suponer que fué mejor cualquiera tiempo pasado. Desde entonces ha hecho la civilizacion grandes conquistas; no dependen esclusivamente las guerras del capricho de los reyes: se halla en toda la plenitud de su dignidad el espíritu humano: á vueltas de enormes desvarios, y con el séquito de terribles males, y por medio de obstáculos cotidianos cunde el progreso en toda la redondez del mundo: aun en España, oprimida bajo el cetro de los

monarcas austriacos , despierta poco á poco de su letargo á la voz regeneradora de los Borbones , es el progreso una verdad palpable : progreso paulatino y laborioso durante el siglo décimo octavo; rápido y fecundo en lo que vá corrido del siglo décimo nono. Todo lo que pudiera disertar sobre este extremo no patentizaria lo que una reflexion muy obvia. No ha de escribir contra la moral pública el que tiene la honradez por único patrimonio , ni contra la religion el que blasona de cristiano , ni el que se precia de monárquico contra el trono ; pues bien , publicada veinte años atras esta obra , en que acato la moral , la religion y la monarquía , me hubiera sepultado por toda la vida en un calabozo , y se ponderára sin duda la clemencia del gobierno por no haberme hecho purgar el delito de pensar libremente en el último suplicio. Dada hoy á la imprenta , si no circula será porque no alcance boga , y no porque la autoridad le ataje el paso. Todo el que avalore sériamente esta ventaja positiva y los adelantos que representa , acabará por curarse del mal contagioso de apeteecer la renovacion de los tiempos antiguos. No , la humanidad no retrocede : se asemeja á las aguas de los rios que resbalan con manso curso sobre la llanura , ó se precipitan en impetuosa cascada por las vertientes de un peñasco , ó serpentean en tortuoso giro por entre las quebradas y angosturas que se forman á la falda de escarpados montes ; pero nunca vuelven á sus primitivos manantiales. Prescindir de lo antiguo , es absurdo ; estasiarse en ello , insensato : de alli saca el pensador la esperiencia , y para ser esta provechosa há de engendrar la confianza y no el desaliento : de recuerdos se vive en la edad caduca , y el mundo dista aun bastante del

grado de perfeccion á que está llamado por los altos desig-
nios del Omnipotente, para que desmaye su enérgica lozanía.

Fijando la atencion en lo pasado, la buena voluntad en lo presente, la esperanza en lo porvenir, asocio con este libro mi humilde nombre al de los historiadores de mi patria. Llevo consagradas muchas vigiliass al estudio de la época del gran Carlos III: obligado á profundizar las causas de donde provenia la abyeccion que empezaba á sacudir el pueblo español á los principios de su reinado, encontré que no se les podia señalar otro origen que el de la falsa política inaugurada por el primer Carlos que empuñó el cetro de España é Indias: de estas meditaciones ha nacido la obra que someto al fallo de la crítica ilustrada. Publícala como preliminar de la historia de Carlos III, que es el trabajo de mi vida. Quiero hacer mis pruebas, imitando al aereonauta, que suelta globos antes de remontarse en presencia de la muchedumbre, y si el viento es benigno se remonta alegre en sus alas, y si de repente ruge la tormenta desiste de la ascension sin romper la máquina en que se disponia á ejecutarla. De merecer la censura de los doctos el libro que con el título de *Decadencia de España* imprimo ahora, mientras yo viva no se publicará la *Historia de Carlos III*, que no he de abusar de la paciencia del público anunciándole nuevas producciones mias calcadas sobre la que hayan condenado personas de valer y cuyo fallo considero inapelable. Sin embargo entre no publicar y no escribir media inmensa distancia, y así no me considero fuerte para desistir de un proyecto que me ha proporcionado grandes goces y me ha sostenido consolando mis desventuras. Cualquiera que sea el éxito de la actual publicacion he de

terminar la historia de un soberano , cuyo dichoso renombre crece de dia en dia, como sucede á todos los que son de legítima procedencia. Si consigo perfeccionarla con la enseñanza que saque de las observaciones que aguardo , de la razonable severidad que pido , y de los consejos que imploro , me dará el parabien de haberme ensayado como historiador el trazar el triste cuadro de la *Decadencia de España*.



CAPITULO I.

REGENCIA DEL CARDENAL JIMENEZ DE CISNEROS.

Discordia entre los castellanos.—Predileccion de Fernando V á su segundo nieto.—Muerte de Fernando V.—Cisneros, regente.—Insignificancia de Adriano.—Cisneros traslada á Madrid la corte.—Proclamacion de don Carlos.—Energía de Cisneros.—Alistamiento de la gente de Ordenanza.—Instigacion de los nobles contra el alistamiento.—Se subleva Valladolid.—La imita todo el reino.—Se suspende el alistamiento.—Representacion del regente contra Cheverre.—Diligencias inútiles para contrariar el influjo de Cisneros.—Rumores sobre la venida del rey á España.—Desembarca el rey en Villaviciosa.—Ingratitud de don Carlos.—Muerte de Cisneros.—Juicio sobre sus cualidades.

Desde la muerte de Isabel la Católica se notaron grandes síntomas de division entre los castellanos. Declaráronse los mas por el archiduque, esposo de doña Juana: algunos permanecieron fieles á Fernando V, su padre. Muy poco ganó España en que prevaleciera Felipe el Hermoso, aunque la breve duracion de su reinado no permite juzgar atinadamente sino de sus malas costumbres que segaron en flor su vida. Débil de juicio y abatida ademas por su temprana viudez, no era capaz doña Juana de Castilla de prestar atencion al gobierno. Figurando como legítima heredera del trono y habiendo necesidad de escoger regente, se acrecentaron las disensiones, y en las distintas parcialidades so-

naron los nombres de Fernando V y del emperador Maximiliano, ausentes á la sazón, el primero en Nápoles y el segundo en Alemania. Esta vez favoreció la fortuna al que, en unión de la mujer mas gloriosamente memorable que ha ceñido corona, habia gobernado los estensos dominios españoles, desarrollando los gérmenes de su prosperidad, centralizando el poder y afianzando el sosiego. De las contrariedades que Fernando V habia experimentado por causa de los adictos á su yerno, trajo á su nuevo cargo recuerdos rencorosos, y tanto le agitaban interiormente, que no bastó su proverbial disimulo á ocultar el desamor que le nspiraba su nieto Cárlos de Gante. Por el afán con que procuró desheredarle del trono de Aragon, se puede asegurar que, si hubiera estado en su mano, le desheredára tambien del trono de Castilla. Viósele elegir en doña Germana de Fox segunda esposa, tomar filtros, ajarse la salud, y poner anticipado término á su existencia por aspirar á que su vejez fuese fecunda. Un tierno vástago brotó al fin de aquel envejecido tronco: en la cuna murió el risueño infante, y al padre anciano se le acabó el gozo, porque la rápida declinacion de su robustez vino á robarle juntamente fuerzas y esperanzas.

Un soberano, que siempre habia antepuesto la política á todas las demas consideraciones, rindiéndose á los consejos de ella en sus últimos años, hubiera podido satisfacer á la par su venganza. Su nieto don Fernando habia nacido y educádose en Castilla; don Cárlos en Flandes; si de su voluntad hubiera dependido en la eleccion no vacilára ciertamente. Todos conocian la predileccion con que miraba al infante castellano, y los mas entendidos comprendian que, si no el derecho, la conveniencia estaba enteramente de su parte. Al rey pareció aventurado alterar el órden de sucesion, no hallándose aun dispuestos los ánimos á aceptarla; pero hizo lo que pudo en obsequio del triunfo de su idea, cuando al formular en Burgos su testamento, instituyó por herederos á doña Juana y á don Cárlos; por regentes de Aragon á su hijo natural don Alo-

so, arzobispo de Zaragoza, y de Castilla al infante don Fernando, con la renta y administracion de los tres maestrazgos de Santiago, Alcántara y Calatrava. Fernando V, hombre de índole perspicaz y taimada, se propuso colocar al nieto, á quien preferia, en situacion de reunir numeroso bando y de alzarse con lo que legalmente no podia dejarle en su testamento; recordando sin duda que contra lo mandado en el de Enrique IV empuñó doña Isabel el cetro, venció en batalla á los que se lo disputaron en un principio, y reinó despues con universal aplauso. No obstante, en el último periodo de su vida, degeneró en docilidad la firmeza de Fernando V, se desvanecieron en su mente las sombras de la suspicacia, y antes de morir revocó en Madrigalejo lo mandado en Burgos, dejando al cardenal Jimenez de Cisneros la regencia de Castilla, y al infante don Fernando solamente 50,000 ducados anuales. Introdujo esta variacion en su testamento tan á los últimos de su existencia, que residiendo en Guadalupe el infante agraciado en Burgos y exonerado en Madrigalejo, cuando supo la muerte de su abuelo, acaecida el 23 de enero de 1516, escribió en concepto de regente á los consejeros reales. Uno de ellos le desengañó, encargando al portador del mensaje la siguiente respuesta: «Decid al infante que presto seremos todos en Guadalupe y haremos lo que nos mandáre, pero que César tenemos y no rey» (1); frase erigida desde entonces en proverbio, y reputada posteriormente como profecía.

Señaladas las ocasiones en que levantó cabeza la discordia entre los castellanos durante el tiempo trascurrido desde la muerte de doña Isabel á la de don Fernando, es menester determinar de donde procedia principalmente. Mientras los reyes católicos gobernaron la España, prosperaron todos menos los magnates; es-

(1) *Non habemus alium regem nisi cesarem*; frase que apuntan todos los historiadores del tiempo con insignificante vaciacion de vocablos, y que algunos atribuyen al doctor Lorenzo Galindez de Carvajal, individuo del consejo y uno de los que mas trabajaron en la recopilacion de las leyes de Castilla.

tos habian visto pasar sucesivamente á la corona muchas de sus rentas y posesiones, los maestrazgos de las órdenes militares, la gente de armas, el poder en suma. Vigilantes de continuo por restablecer su preponderancia, lo intentaron varias veces, algunas con probabilidades de victoria, todas con escasa ventura. De sus descalabros no habian sacado fuerza bastante para empeñarse de nuevo en la contienda; pero tampoco les escarmentaba el castigo, ni les intimidaba el riesgo, ni les abatía la desgracia. Sus señoríos eran otros tantos focos de turbacion y de peligro: germínaba el escándalo en las sangrientas disputas de nobles entre nobles, solo interrumpidas cuando les parecia llegada la hora de trabajar juntos en beneficio de toda la clase. Ninguna coyuntura podia presentárseles mas propicia que la del natural interregno, por el cual tenia que pasar España desde la muerte de don Fernando hasta la venida de don Carlos de Flandes, y no la desaprovecharon por cierto.

En toda Castilla satisfizo el nombramiento de regente en favor del cardenal Fr. don Francisco Jimenez de Cisneros: hijo de pueblo nunca habia renegado de su origen y, mirándole esta numerosa clase como á su ídolo, le galardonaba dignamente: primado de las Españas y religioso franciscano, en el estado eclesiástico secular y regular el que no le veneraba le tenia miedo: frisando ya con los ochenta años no inspiraba temores á los grandes, fiados en que la vejez habria enervado su vigorosa fibra, y en que ya no conservaria aliento para mantenerlos á raya. Así, bajo la regencia del fraile, á quien tenian por decrepito como en edad en fortaleza, esperaban ganar terreno y encontrarse en aptitud de cobrar esclusivo ascendiente sobre la voluntad del jóven rey, cuando viniera á tomar posesion de sus nuevos estados.

Todas las ilusiones de los próceres se desvanecieron muy en breve. A una edad en que los demas hombres no piensan mas que en morir se hizo Jimenez de Cisneros mas brillante ostentacion que nunca de sus relevantes dotes, mostrándose atrevido, emprende-

dor, infatigable, fecundo en recursos: á sus complicadas tareas servian de solaz nuevos trabajos: heria con superior inteligencia las dificultades; íntimamente convencido de la sana intencion que le sugeria sus proyectos, los llevaba adelante con severidad inflexible: ninguno de sus actos reveló que le dominaran ni de lejos el egoismo ó la codicia, pasiones que suelen mancillar la respetabilidad del último periodo natural de la vida del hombre (4). Y al ver el pueblo castellano dueño del poder á un octogenario virtuoso, desinteresado, siempre alerta, enérgico y duro contra los próceres, blando y afectuoso á favor de los humildes, procediendo lozanamente en sus determinaciones como si no le mortificaran los años ni los achaques, se sintió sojuzgado por una fascinacion irresistible y se rindió ciegamente á la voluntad de aquel varon ilustre, que parecia sostenido por un apoyo sobrehumano.

Cuando supo el archiduque Cárlos de Gante, que amenazaba á su abuelo próxima muerte, habia enviado á España á Adriano de Utrech, dean de Lobaina, maestro suyo y persona de quien lo fiaba todo: apenas espiró Fernando V exhibió Adriano los poderes que traia para encargarse de la gobernacion del estado. Al cardenal arzobispo asistia mejor derecho, mas capacidad para hacerlo valer y ejercitarlo con unánime asentimiento, y hasta su cualidad de español le daba sobre su rival incontrastable ventaja. Faltábale solamente la aprobacion del nuevo soberano, y esta la obtuvo tan completa como lo acredita la carta que le escribió desde

(4) Ni á lo último de su vida le abandonó la virtud del desinterés que le ennoblece tanto. El licenciado Baltasar Porreño, visitador general del obispado de Cuenca, en la obra que escribió en 1636, y continúa inédita con el título de *Dichos y hechos, virtudes y milagros del cardenal Jimenez de Cisneros*, ensalzando su amor á la pobreza, refiere que siendo gobernador allegó mucho dinero, para lo que sobrevenir pudiese, y que al saber la venida del rey lo distribuyó diciendo estas palabras: «si, antes que el rey desembarcara, viniera un ángel á decirme «que me deshiciera de estos dineros, pensára que era el diablo que me «venia á tentar en figura de ángel, y si ahora viniera á decirme que no «me deshiciera de ellos pensára lo mismo.»

Bruselas á 14 de febrero de 1516 en contestacion al aviso que tuvo por el cardenal de la muerte de Fernando V, y de su disposicion testamentaria. En dicha carta trata á Jimenez de Cisneros de reverendísimo en Cristo, padre cardenal, mi caro y muy amado amigo, y es notable el párrafo siguiente. «Entre las cosas bien hechas y dignas habemos visto una muy singular y que estimamos, dejando en nuestra ausencia, en tanto que mandamos proveer, la gobernacion y administracion de la justicia de esos reinos de Castilla encomendada á vuestra persona reverendísima, que para la paz y sosiego de ellos fué santa obra é por tal la tenemos. Por cierto, reverendísimo señor, aunque su alteza no le hiciera ni ordenara, quedando á nuestra disposicion, por las relaciones verdaderas que tenemos de vuestra limpieza y santos deseos, no pidiéramos, ni rogáramos, ni escogiéramos otra persona para ello, sabiendo que así cumplia al servicio de Dios y al nuestro y al bien y pró de todos los reinos (1).» Sancion tan esplicita de la voluntad del difunto soberano acabó de robustecer la autoridad del cardenal de España. Desde aquel instante tuvo á Adriano por compañero en la regencia: le agasajó con amigable trato; pero para nadie era un misterio que el dean de Lobaina no ejercia ningun influjo. De ello daba inequívoco testimonio la circunstancia de que ni aun los pretendientes le hacian la corte; si en los decretos figuraba su firma, para formularlos no se habia tenido en cuenta su voto.

En el testamento hecho por Fernando V en Burgos se habian cifrado las esperanzas de muchos castellanos; su revocacion en Madrigalejo produjo otros tantos descontentos y les puso en camino de perturbadores. Hábilmente procedió el cardenal regente trasladando á Madrid la corte y llamando á ella al infante con

(1) GONZALO DE AYORA, trae esta carta en el capítulo II de su historia inédita de las comunidades de Castilla: Sandoval la inserta en su historia de Carlos V, libro II, pág. 66. Los señores Salvá y Baranda la publican equivocadamente como inédita en el tomo XIV de su *Coleccion de documentos*, pág. 358 á 260.

toda su servidumbre, receloso de que le alborotaran sus criados y le hicieran cabeza de partido; empresa mas difícil de disponer y ejecutar si se les observaba de cerca: entendieronlo así los Ramirez de Guzman de Leon, que privaban cerca de don Fernando, y obedecieron la orden de mal grado en la imposibilidad de resistirla.

De Flandes le vino otro mayor cuidado, nacido de haber adoptado don Carlos desde el principio, y por malos consejos, el título de rey, y conseguido que como á tal le escribieran el emperador y el papa, halagando así las pretensiones de ambos á conferir esta investidura por ser el uno jefe espiritual y creerse el otro soberano temporal del mundo. En España disonó semejante dictado por lo prematuro é ilegítimo en vida de doña Juana y sin intervencion de las cortes. Del general descontento que causó un paso, que argüía cuando menos impremeditacion y que en sentir de los mas avisados significaba menosprecio á las leyes y costumbres españolas, trasmitió el consejo noticia oportuna á Flandes, y la contestacion se redajo á que se proclamara rey á don Carlos, sin mas dilaciones. Jimenez de Cisneros, depositario de la autoridad soberana, se creyó en el deber de cumplir lo que se le mandaba con tal premura, porque si esto discordaba de su dictámen juicioso, tampoco le convenia el papel de movedor de revueltas. Así aplicó á realizar aquel pensamiento, inútil para el príncipe y á los ojos de la nacion desagradable, todo el vigor de su enérgico temple. A últimos de mayo de 1516 convocó en Madrid á los preladados y principales nobles allí residentes, y les espuso el deseo de don Carlos y la intencion que tenian de satisfacerlo desde luego los encargados de la regencia. Hallóles soberbios en vez de humildes; en lugar de asentimiento escuchó murmuraciones: allí hicieron mérito del juramento que les ligaba á doña Juana: entre ruido y voces se revolió un proceloso debate sobre tan inaudita violacion de los derechos consignados en las leyes; y sin duda parára en tumulto á no atajarlo con su acostumbrada y grave se-

quedad el cardenal regente. Díjoles como les habia juntado, no para consultar sino para obedecer, y que su rey les pedia sumision y no consejos. Tras esto les aseguró que al dia siguiente se proclamaria á don Carlos en Madrid por rey de Castilla, y que se imitaria este ejemplo en todas las demas ciudades; y se verificó segun lo dijo (1).

Sobre este golpe recibieron los próceres otro mas directo: de una sola plumada les arrancó Cisneros todas las rentas y posesiones que les fueron donadas por Fernando V, porque su idea constante consistia en centralizar el poder y en ensanchar la jurisdiccion de la corona. Entonces fué cuando se presentaron al severo regente, comisionados por los nobles de alta gerarquía, el duque del Infantado, el condestable de Castilla y el conde de Benavente, para preguntarle en virtud de qué poderes gobernaba el reino, y les respondió, llevándoles como por acaso hácia un balcon, desde donde les enseñó la guardia que custodiaba su persona, y haciendo que, á una señal suya, tronase una descarga, para darles á entender que habia terminado la anarquía feudal de sus ascendientes (2).

(1) LORENZO GALINDEZ DE CARVAJAL en los *Anales del rey católico don Fernando*, obra que comprende desde su matrimonio con doña Isabel hasta la venida de don Carlos á España, refiere por menor lo acontecido en la junta á que fueron convocados en Madrid los grandes y prelados del reino. Carvajal estuvo en ella, y aun fué el que espresó á nombre del cardenal Cisneros las razones que habia para proclamar rey á don Carlos, sin ocultar que los del consejo habian opinado al principio en contra; si bien ya no tenia remedio. Algunos escritores dicen que el 6 de abril se alzaron pendones en Madrid por don Carlos: Carvajal fija este acto solemne en el dia 30 de mayo.

(2) ALVARO GOMEZ DE CASTRO en su obra titulada *De rebus gestis Francisci Ximenii*, es el primero que apunta esta anécdota copiada despues por la mayor parte. Apóyase en la tradicion oral y no existe en documento alguno. El maestro EUGENIO DE ROBLES en el *Compendio de la vida y hazañas de Cisneros*, cap. 48, pág. 496, edic. de Toledo de 1604, añade: que despues de descargados los cañones, tomó el cardenal en la mano el cordon de San Francisco, que llevaba ceñido, y dijo: *Aunque con la voluntad del rey, este solo me basta á mi para rendir, sujetar y castigar vasallos soberbios*. Prescott, dice á propósito de lo del cordon, que *Cisneros no era loco ni insensato, aunque el celo de sus biógrafos le hace á veces lo uno y lo otro*.

Sin desviarse jamás aquel entendido prelado de su pensamiento político, el mas sano y salvador que podia imaginarse entonces, quiso trasladar radicalmente la fuerza albergada hasta aquel tiempo en los castillos al centro de las ciudades. Para lograrlo decretó en 16 de mayo de 1516 el *alistamiento de la gente de ordenanza*. Segun la instruccion espedida á los capitanes encargados de poner en planta el sábio decreto se dividia el reino de Castilla en distritos ó demarcaciones: inmediatamente que llegára cada uno de los capitanes á su destino, publicaria con toda solemnidad la provision del consejo: en el término de veinte dias necesitaban alistarse los que deseáran gozar de exencion de tributos en recompensa del servicio personal que se les demandaba: solo se comprendia en el alistamiento á los que estuviesen en la edad de veinte á cuarenta años: luego que espirase el término escogeria el capitan entre los alistados á los que le parecieran mas hábiles, hasta completar el número señalado al distrito. Al punto harian su alarde ante el corregidor ó regidores: el escribano del consejo les tomaria la filiacion y el juramento de acudir siempre que se les llamase, de servir fielmente, de no ausentarse de la guerra sin el competente permiso, de no amotinarse y de pagar lo que tomasen en las poblaciones por donde transitaran ó donde estuviesen de alojamiento. Figuraria el alguacil como capitan interino de la gente alistada, cuidando de tener el primer domingo de cada mes un alarde en que la instruyese en el manejo de las armas, y si el alguacil era poco diestro para desempeñar su cometido, buscaria quien le sustituyera. En una casa de la ciudad ó villa estarian depositadas las armas, y su custodia y limpieza correrian á cargo de uno de los alistados, á quien la autoridad nombrase, gozando por ello la retribucion debida. Alli concurririan á buscar las armas los alistados para salir en formacion á los alardes ó revistas mensuales, volviéndolas despues al depósito del mismo modo. Aquellos que faltáran á los alardes, ó no se presentáran cuando se les llamára, serian apremiados por el corregidor

á satisfacer una multa, que se emplearía en dar de beber á sus compañeros, debiendo ser uno de ellos el recaudador de esta pena pecuniaria. El que muriese ó se ausentase seria inmediatamente reemplazado con otro. De las penas de cámara se pagarían los pífanos y atambores; de los propios de los pueblos las armas; y de las rentas reales el salario, que había de percibir cada uno de los alistados desde el día del llamamiento hasta el de la vuelta á sus hogares. Consistía este en treinta maravedís al día por plaza, pagándose un mes adelantado; á los espingarderos, y debían ser de este número, entre los alistados, la cuarta parte de los que lo fuesen en cada distrito, se les abonaría por plaza ciento veinte maravedís mensuales mas que á los piqueros: veinte mil maravedís de esceso cobrarían cada año los pífanos y atambores. A treinta y un mil ochocientos hombres debía ascender el total de la gente de ordenanza. Sustancialmente queda así bosquejada la organización y régimen de aquella milicia ciudadana, inmediata precursora del ejército permanente (1).

Bien penetrados los nobles de la alta trascendencia de la medida, echaron el resto para que no se llevase á cabo: ante todo hicieron cundir entre el pueblo fuertes clamores contra lo intolerable de aquel nuevo género de tributo: despues lo condenaron por innecesario, puesto que, si los enemigos invadian las fronteras, ó maquinaban los próceres como en tiempos precedentes por levantar tiránicas facciones, sin que nadie los impulsára, todas las gerarquías, todas las edades se esforzarían á fin de que el poder real no sufriese menoscabo. Con las quejas se mezclaron las

(1) Papeles del coronel de ingenieros don José Aparici, sacados del archivo de Simancas. Esta instruccion se halla en el libro general, número 35, folios 149 al 151. Por encabezamiento se lee lo que sigue: «En «la villa de Madrid á 16 dias del mes de mayo de 1546 años, se despachó á Antonio de Mondragon, posentador, para faser gente de ordenanza, conforme á la instruccion que lleva en las villas de Carrion, de «Sahagun y en la cibdad de Palencia.» El canónigo don Tomás Gonzalez puso de letra suya á esta instruccion una fecha posterior, sin mas norte que su capricho.

súplicas desde que los capitanes se presentaron en las respectivas jurisdicciones á hacer el alistamiento. Pero el cardenal se habia propuesto aniquilar el poder de los castillos y robustecer la autoridad de las municipalidades, estrechando su alianza con el trono: conocia los saludables efectos que de este fecundo enlace habian de seguirse, y, *recio y cabezudo* (1) como era, no desmayaba de su intento, aunque veia trasformarse los ruegos en amenazas, tomando visos de general conmocion el disgusto que habian propagado los nobles contra el alistamiento de la gente de ordenanza, que, una vez realizado, habia de arrebatárles para siempre hasta la última esperanza de predominio. Del sabio decreto del cardenal hubiera emanado infaliblemente la libertad española: en el bando contrario solo podia salir triunfante la sujecion del mayor número en obsequio de la libertad de unos pocos magnates: seducido el pueblo se arrojó á la lid en daño de sus intereses; fulminó anatemas contra el que se desvelaba por su ventura, y bendijo con aclamaciones á los que se afanaban por tenerle en perpétuo vasallage. En el estado á que la civilizacion habia llegado en toda Europa se reconocia por una necesidad imprescindible la creacion de un ejército permanente, como salvaguardia del órden interior y como valladar inespugnable de la independencia: oponerse á que se organizára esta fuerza, equivalia á prolongar indefinidamente la férrea edad del feudalismo. Asi, Jimenez de Cisneros, representaba entonces una idea civilizadora y de progreso, altamente beneficosa á las clases inferiores; y la nobleza pugnaba por sus privilegios y por desdicha recababa ayuda del pueblo, que de este triunfo habia de salir sumido en la abyeccion y ahorrojado.

Valladolid, donde tenian mucha mano el almirante de Castilla y el conde de Benavente, dió antes que otra alguna poblacion la señal de una obstinada resistencia: alli debia alistar el capitán

(4) SANDOVAL, Hist. de Carlos V, lib. II, pág. 84.

segoviano Tapia hasta mil hombres, y no bien anunciaron el pí-fano y el atambor su llegada, se remolinó mucha parte del pueblo delante de la chancillería, cuyo presidente y oidores salieron á los balcones prometiendo que los privilegios de la poblacion serian respetados. Mal contentos los amotinados con esta simple promesa corrieron en busca de Tapia, quien pudo tomar sagrado en el convento de San Francisco, desde donde se partió para Madrid aquella misma noche. Vana fué la diligencia con que el cardenal escribió á los de Valladolid instándolos á sosegar-se y á que se persuadiesen de que, lejos de inferir menoscabo á sus privilegios, ganaban en solidez con alistar aquella gente. Exaltados y firmes en su terquedad respondieron que estaban prontos á obedecer las órdenes del cardenal, si estas no causaban lesion alguna en sus inmunidades, pero que, de causarla, preferian una muerte gloriosa á una violacion injusta. Desistiendo el cardenal de tentar medios suaves para traer á la razon á los rebeldes, quiso aprestar gente de guerra para sujetarlos, y avisó á Flandes de lo que acontecia: tampoco se descuidaron los de Valladolid en participar al príncipe sus quejas; y, mientras llegaba la contestacion, cerraron las puertas de la ciudad, repararon los muros, rondaron las calles, apostaron fuerzas en los caminos, y vivieron en fin como en una poblacion asediada; armándose en este movimiento un número de hombres igual de todo punto al que Cisneros se proponia alistar en toda Castilla. Ante este pernicioso ejemplo se alborotaron las demas ciudades, dóciles en un principio al mandato del regente; se hizo general el levantamiento, y no habia con qué acudir á refrenarlo en ninguna parte. Mas de una vez fueron puestos en peligro y afrenta los oidores Zárate y Leguizama, que daban al rey aviso de lo que en Valladolid pasaba. No hubo en ninguna ciudad ni villa desórdenes graves; pero la autoridad quedó deprimida en todas. A fines de 1516 ó principios de 1517 respondió don Carlos á Valladolid que obedeciera á los regentes, y al cardenal que respetara los privilegios de

las ciudades y los de Valladolid sobre todo: anunciaba su próxima venida y aplazaba la ejecucion del alistamiento hasta practicar ciertas informaciones. Esta medida, mucho mas prudente de lo que podía esperarse de los malos consejeros del rey en Flandes, puso término feliz á la discordia; y el alistamiento no se llevó adelante, como dicen algunos, ni se revocó, segun suponen otros, sino que se dejó en suspenso (1).

Entre tanto ya se tenia larga noticia en España de que Guillermo de Croy, señor de Chevres y gran privado de Carlos de Gante desde su mas tierna infancia, era *codicioso de hacienda mas de lo justo, y grangero en ella* (2): imitaban su ejemplo los demas cortesanos, y al rumor de que en Flandes por el dinero se alcanzaba todo, corrian allá los pretendientes, y como en pública subasta se adjudicaban al mejor postor los destinos eclesiásticos, civiles y militares. Tamaño escándalo ofendia á los castellanos y desazonaba sobre manera al cardenal Cisneros, cuya proverbial rigidez no podía transigir con una inmoralidad tan pestilencial y corruptora. De iguales sentimientos participaba el consejo; y sus individuos, á una con los regentes, representaron al monarca los

(4) PERO MEJIA, Historia de Carlos V, manuscrito.—*Cabezudo, Antigüedades de Simancas*, manuscrito. En la coleccion de documentos inéditos de los señores Salvá y Baranda, tomo I, pág. 530 á 563, se halla el capítulo consagrado en aquella obra á las comunidades de Castilla. En la nota que ponen los editores por encabezamiento, fundada en las noticias que les ha enviado don Manuel García Gonzalez, actual archivero de Simancas, se atribuye erradamente el libro á don Manuel Bachiller, beneficiado de preste, siendo así que no hizo mas que copiarlo en 1775 é intercalar noticias de su tiempo, como el famoso terremoto que arruinó á Lisboa, y por último, una cronología de los reyes de España en que se incluye hasta Fernando VI. El verdadero autor es el licenciado don Antonio Cabezudo, cura de aquella parroquia en 1550. Así resulta del texto del libro en diversos pasages; además no hay sino consultar los archivos parroquiales para convencerse de que Cabezudo vivia en el siglo décimo sexto y Bachiller en el décimo octavo, y de que de este es la letra de la copia de las *Antigüedades de Simancas*. He leído en aquella villa con mucho detenimiento esta obra, y son en ella muy notables los pasages en que se habla del reinado de don Juan II, y del de su hijo Enrique IV.

(2) SANDOVAL, lib. II., pág. 93.

daños que se derivarian de aquella conducta abominable; escitándole á imitar el ejemplo de los reyes católicos, sus gloriosos progenitores, que buscaban el mérito y la virtud para la provision de los destinos; poniéndole de manifiesto la responsabilidad que echaba sobre su conciencia el que, por elegir mal, ocasionaba todos los daños, y suplicándole los remediara antes de que se agravasen en estremo, y se hiciese imposible la cura. Como el cardenal Cisneros reprendia mas austeramente, y con mas resolucion que otro alguno, la cínica desvergüenza de los cortesanos de Flandes, estos le miraban como á un émulo que les hacia sombra, y, no atreviéndose á despojarle del cargo de regente, procuraron disminuir su influencia, para lo cual enviaron á Castilla personas que reforzasen el diminuto poder de Adriano. Uno tras otro vinieron á Madrid Mr. la Chau, flamenco de hábil y sutil entendimiento, y Mr. Armestoff, noble holandés, con grande reputacion de firmeza. Por mas que en Flandes se buscasen sujetos, en quienes estuviera personificada cada una de las prendas que hacian célebre al cardenal Jimenez de Cisneros, para que reunidas y armonizadas constituyeran una especie de triunvirato que le sobrepusiera, cuando no en valer, en votos: por mas que para contrapesar el poder del achacoso franciscano hicieran estrecha liga la dulzura de Adriano, la sutileza de la Chau, y la energía de Armestoff, siguió erigida en ley esclusiva la voluntad de Cisneros, deferente respeto de sus colegas en consideraciones de buena crianza, inexorable en no cederles un ápice del poder que ejercia: su incontestable superioridad anulaba los artificios con que le hostigaban para mermar su ascendiente, y, sin descomponerse nunca en palabras, aparecia dominador y preponderante en todos los actos del gobierno. Un dia intentaron Adriano, la Chau y Armestoff vindicar sus derechos de regentes inscribiendo sus nombres en los despachos antes de que Cisneros estampara el suyo, y enviándoselos despues para que los firmase. Sin duda el cardenal calificó de pueril aquella tentativa, porque, sin demostrar enojo, mandó á su secretario ras-

gar los despachos y estenderlos nuevamente : despues los firmó y dió curso sin intervencion de los otros regentes (1).

En medio de tantos desvelos tuvo que atender el cardenal gobernador á dos empresas militares, una en Navarra contra Juan d'Albret, que pretendia recuperar el territorio, de que le habia despojado Fernando V en tres semanas; otra en Africa contra Barbaroja: vencedor en la primera y vencido en la segunda acreditó mejor que nunca la magnitud de su carácter, oyendo con entereza los pormenores del descalabro y no desvaneciéndose con la noticia del triunfo. Pero su salud declinaba de dia en dia: se alcanzaban unas á otras sus frecuentes indisposiciones, y aunque su espíritu sobrepujaba al deterioro de sus fuerzas, apenas se felicitaban los castellanos, viéndole convaleciente, anunciaban los médicos una nueva recaída. No habia capacidad ni energía suficientes á hacer mudar de condicion á los cortesanos de Flandes, ni á reprimir el general descontento, que su manejo corruptor y afrentoso ocasionaba en Castilla. Asi el cardenal Cisneros solo hallaba recursos para moderar los corazones en la venida de don Carlos á España; y la anhelaba vivamente, y la pedia sin descanso, y no veia la hora de transmitir el poder al soberano, que le debia el trono.

En nada se acreditó mas la divergencia de opiniones y la oposicion de intereses que trabajaban á los castellanos, que en los discursos relativos á la venida del monarca. Unos aseguraban que no vendria nunca; otros que suspenderia su viage hasta que, por haber crecido en edad, no pudieran contenerle sus ayos; algunos se inclinaban á que vendria pronto; y no se limitaban á disputarlo de palabra, sino que apostaban prendas y grandes sumas de dinero. Al fin, despues de celebrarse la paz de Noyon y de trascurrir un año mas sin que se renovaran las hostilidades, anunciaron cartas fidedignas el próximo viage de don Carlos á España, noti-

(4) ALVARO GOMEZ DE CASTRO. De rebus gestis Francisci Ximenii.

cia que no bastó á uniformar los pareceres, antes bien continuaron las disputas sobre si llegaria aquel mismo mes ó pasaria ausente el resto del año. Todos los que en tiempo de Fernando V habian gozado favor en la corte andaban desasosegados por temor de perderlo, al par que los que no habian tenido hora que no fuese menguada desde la muerte de Felipe el Hermoso esperaban lograr fácil acceso á las primeras dignidades (1).

Tal era la disposicion de los ánimos cuando el 19 de setiembre de 1517 desembarcó don Carlos en Villaviciosa, pequeño puerto de Asturias. Traia numerosa comitiva de flamencos anhelantes de medrar en poder y riqueza; con ostentoso atavío acudieron á saludarle á su desembarco muchos magnates de Castilla, esperanzados en alzarse con el gobierno, ponderando sus antiguos servicios y prometiendo para lo porvenir otros mas eminentes. Justo es confesar que tambien los próceres aborrecian á los favoritos de Flandes, si bien alternaban con ellos para dividirse el predominio, hasta que llegase la ocasion de ser absolutos en el mando. Del choque de estas dos potestades, la nobiliaria y la estrangera, solo podia sacar España sinsabores y vicisitudes: del triunfo esclusivo de una de ellas vilipendio y desventura: la victoria de los flamencos significaba la ruina de la independenciam española; el triunfo de los próceres traia consigo el desenfreno de la anarquía feudal, grandemente funesta á las franquicias municipales, uno de los rasgos mas distintivos de la civilizacion castellana. Poco podian adelantar los magnates en su empeño, porque los de Flandes rodeaban al príncipe y, si lograban algunas mercedes, les venian por segunda mano. Para hacerse agradables á los ojos de los flamencos habian prorumpido los grandes de Castilla en altas quejas contra la arbitrariedad y falta de miramiento del cardenal regente; y los validos de don Carlos le daban cuenta de estas murmuraciones, exagerándolas con gozo é infundiéndolas en su al-

(4) MALDONADO, *Movimiento de España*, traduccion de Quevedo, libro I.

ma honda aversion al hombre, en quien miraban un obstáculo insuperable á la continuacion de su desastrosa privanza. De consiguiente, se hizo gala de menospreciar los sanos consejos y prudentes avisos de Jimenez de Cisneros. Este, sobresaltado al saber el desembarco de aquella falange de advenedizos, que, estimulados por el interés y en alas de la codicia, se arrojaban sobre la nacion española á semejanza de una bandada de buitres para devorar sus entrañas, exhortó al principe por medio de cartas muy sentidas y escritas con entereza á que los apartase de su lado y los despidiese del reino. Ademas, solicitó de don Carlos una pronta entrevista para enterarle de lo que á la nacion convenia y de cómo debia entender en la gobernacion del estado, si deseaba reinar con gloria. Pero estas amonestaciones se perdian entre la multitud de cortesanos interesados en ocultarlas ó en desnaturalizar la buena intencion que las habia sugerido, y, aun cuando no dudaban de que todo el pais les tenia mala voluntad, confiaban en tiranizarle y en hacer su jugada, luego que destruyeran los principales obstáculos, que embarazaban sus proyectos, á saber, la naciente popularidad del infante don Fernando, y el legítimo ascendiente del cardenal Cisneros. De orden del principe se privó al infante de su servidumbre, nombrándole otra. Por los continuos partes del médico de cabecera del primado de las Españas sabian con júbilo que su muy quebrantada salud y su edad decrepita auguraban próxima muerte. Esperándola de un dia á otro se ingeniaban á fin de dilatar que el principe adelantara en su viage y se encontrara con el cardenal, que habia salido de Madrid á recibirle y que, gravemente indispuerto en Boceguillas, se trasladó á un convento de franciscanos, poco distante de Aranda de Duero. Don Carlos se aposentó en el del Abrojo mientras se aparejaba Valladolid á solemnizar dignamente su entrada.

No osaron los flamencos aconsejar á su soberano que negase al cardenal la entrevista que habia solicitado con afanosas instancias: segun la orden que se le espidió, su mas íntimo desco debia sa-

tisfacerse en Mojados. Hallábase en Roa contando los momentos de recibir el último aviso, para encaminarse al lugar de la entrevista, y al fin le llegó en términos que daban público testimonio *de la ingratitud mas fria, pérfida y degradante*. En aquella carta, que no puede recordarse con ánimo sereno, daba don Carlos, como de cumplimiento al cardenal Cisneros, las gracias por sus servicios anteriores; le citaba para la entrevista, donde le daría sus consejos, y desde la cual se retiraría a su diócesis a aguardar del cielo la remuneración de que era digno y que solo el cielo podía concederle. Al poco tiempo de recibir el cardenal tan inicuo desaire, murió en la citada villa de Roa el 8 de noviembre de 1517 (1).

Es fama que en medio de la postración de su última dolencia hizo un enérgico esfuerzo para escribir al soberano de Castilla, y que por desgracia no tuvo acción su mano para dirigir la pluma. Acaso la penetración mental, que el hombre mas rústico alcanza

(1) No hemos mencionado la sospecha insinuada por algunos de que el cardenal de España murió de veneno. GÓMEZ DE CASTRO da á su libro sesgo novelesco para referir que se le sirvió el veneno en una trucha. GONZALO DE OVIEDO en sus *Quincuagenas*, dice que la voz pública designaba como perpetrador del delito á uno de los secretarios de Cisneros, pero responde de su inocencia por haberle conocido personalmente. FRAY ANTONIO DAZA en la *Crónica general de la orden de San Francisco*, parte 4.^a lib. I, cap. 25, da también crédito al envenenamiento. EUGENIO DE ROBLES, asegura que el cardenal vivía muy prevenido y que hasta al agua con que se regaba el aposento se hacia salva por temor de que sucediera lo que al fin no se pudo huir ni evitar al decir de algunos. MORENI en su *Diccionario histórico* supone que le vino el veneno en una carta que recibió de Flandes. Es de notar que GALINDEZ DE CARVAJAL en los *Anales del rey don Fernando* y PEDRO MARTÍN DE ANGLERIA en su *Opus epistolarum*, no hacen la mas remota alusión á semejante sospecha, y que ambos asistían á la sazón en la corte. Este rumor provino sin duda de la aversión que se tenía á los flamencos, y de la pena que produjo la muerte del primado de España; muerte que se esplica por sus ochenta y un años, y por sus muchos achaques, y por el pesar que trajo á su alma el menosprecio con que le trató en su última carta un príncipe á quien tanto habia servido. PRESCOTT sostiene que el cardenal Cisneros poseía cualidades harto insignes para que le anonadara el solo aliento del real desagrado. Muy levantados eran sus pensamientos y la grandeza de su corazón maravillosa, pero al fin era hombre.


en la hora del morir algunas veces, hubiera inspirado á aquel varon preclaro palabras que tocaran el corazon del rey mancebo: quizá movido éste por aquella voz solemne, que surgia como del sepulcro, sacudiéndose de sus pérfidos cortesanos corriera desalado á cerrar los ojos del cardenal Cisneros, y á recoger en su último suspiro amonestaciones que produjeran el feliz enlace de una grandeza que se eclipsaba y de otra grandeza que nacia resplandeciente, siendo la una engendro y continuacion de la otra.

Pero si el eminente arzobispo acabó su carrera menospreciado por la corte, en cambio todas las clases honraron su memoria desde el instante de su muerte. El aposento en que se espuso su cadáver debajo de un dosel y con las vestiduras pontificales, estuvo mas concurrido de dia y de noche que el palacio del monarca, que tan ingratamente habia pagado sus servicios. Todos le besaban á porfia los pies y las manos: en Alcalá de Henares se le dedicaron magníficas exequias con asistencia de las corporaciones religiosas y literarias. Un doctor de la universidad tuvo á su cargo el panegirico del glorioso fundador de aquel insigne establecimiento, y, tomando ocasion de las virtudes del difunto para anatematizar la corrupcion de los vivos, hizo muy atrevidas alusiones contra la privanza de los cortesanos flamencos. Aquella voz pronunciada en solemnidad tan lúgubre debia hallar pronto eco formidable en toda Castilla, donde solo se respiraban indignacion y corage.

Un vacio inmenso dejó la muerte del cardenal Jimenez de Cisneros para conjurar los males, cuya perspectiva acibaró sus últimas horas. No hubo castellano, digno de este nombre, que no echara de menos su benéfica influencia en el gobierno del estado. Político, el mas perspicaz y entendido de los de su tiempo en Europa, habia abarcado con vista de águila todas las necesidades de Castilla. Del sistema establecido por los reyes católicos fué venturosa continuacion y desgraciado término su regencia harto corta.

Durante aquel periodo se desvela por fortalecer el trono á costa del poder de los magnates, y por armar al pueblo en defensa de las prerogativas reales y de sus propios intereses. Mal comprendida por las ciudades esta disposicion trascendental, como destinada á crear de un golpe en su seno robusto y doble dique contra la soberbia de los nobles y la tiranía de los reyes, suscita alborotos y no se ejecuta. Poco tardarán los castellanos en reconocer su yerro y en llorarlo con lágrimas de sangre. En vano suspirarán porque vuelvan á hermanarse en el gobierno la humanidad y la fortaleza, el espíritu que concibe grandiosos planes, el brazo que sujeta al que se desmanda, el corazon que perdona á quien vence. Ya no encontrarán motivo de admirar la escelencia de un desinterés incorruptible, de una fecundidad nunca agotada, de una ambicion noble por acrisolar la justicia, y sembrar bienes y desarraigar abusos. Hasta disculparán que el insigne franciscano, severo consigo propio, fuera con los demas intolerante, y que á veces degenerase su energía en aspereza, en gracia de lo difícil de las circunstancias, de la alteza de sus pensamientos, de la rectitud de sus intenciones, de la brillantez de sus virtudes. Oprimidos y atribulados los hijos de sus contemporáneos le tributarán alabanzas; el eco sonoro de la fama las repetirá de generacion en generacion por toda la redondez del mundo: su memoria tendrá panegiristas y detractores; pero los que le depriman y los que aspiren á canonizarle concordarán en reconocer que su figura es gigantesca, su capacidad pasmosa, nada comun su grande aliento, y en que contarle por hijo es fortuna de que se envanece con razon España (1).

(1) Véase el apéndice núm. I al fin del tomo.



CAPITULO II.

ESPAÑA BAJO LA DOMINACION FLAMENCA.

Todas las dignidades de Cisneros se distribuyen entre los de Flandes.—Reunion de córtes en Castilla.—Protesta de Zumel.—Su actividad é influencia.—Los flamencos lo intimidan en vano.—Estériles contemporizaciones.—Se procura ganar á Zumel con halagos.—Chevres aparenta darse á partido.—Juramento ambiguo de don Cárlos.—Zumel prevalece.—Memorial de peticiones de las córtes de Valladolid.—Córtes de Aragon.—Desconfianza de los Brazos.—Otrógase al rey un mediano servicio.—Córtes de Cataluña.—Don Cárlos es elegido emperador de Alemania.—Desmanes de los flamencos.—Toledo incita á las ciudades castellanas á representar sus daños.—Mensaje de los toledanos.—Alboroto de Valladolid.—Atrocidades con que es castigado.—Córtes de Santiago.—Protesta de los diputados de Salamanca.—Obran unidos con los mensajeros toledanos.—Desaire sufrido por los gallegos.—Disgusto de los grandes.—Corrupcion de los diputados.—Se trasladan las córtes á la Coruña.—Sus peticiones son negadas.—Nombrá el rey por gobernador á Adriano.—Zarpa la escuela real de la Coruña.

Después de haber librado la muerte á los cortesanos de Flandes del que tenia voluntad, ánimo y poder para denunciar su pernicioso influjo y oponerse á sus excesos, ya no manifestaron interés en dar largas al viaje. Don Cárlos visitó á su madre en Torresillas, vió en Mojados á los del consejo, y entró solemnemente en Valladolid el 18 de noviembre. Cada vez se descubria mas el

amor que profesaba á sus compatriotas, y la frialdad con que trataba á los españoles. Entre flamencos se distribuyeron al punto las dignidades y empleos que Jimenez de Cisneros dejaba vacantes. Chevres figuraba como único ministro: Adriano recibió el capelo en el convento de San Pablo; Mr. Sauvage fué nombrado canceller de Castilla. Muchos grandes solicitaron porfiadamente para alguno de sus dandos ó allegados el arzobispado de Toledo. A todos contestaba el rey que tuvieran buenas esperanzas, pues proveeria en aquel asunto como mejor conviniese. Humildosos los pretendientes, cuando penetraron que Chevres pedia aquella sede para un sobrino suyo, cejaron de su propósito y aun algunos se envilecieron hasta el extremo de aconsejar secretamente al príncipe que cediera á las instancias de su privado (1). De suerte que en este importante negocio se proveyó, segun la oferta de don Carlos, como mejor convenia, no á su gloria, ni al deseo y decoro de España, sino á la desmedida ambicion de sus flamencos. Asi burlándose de las leyes eclesiásticas y de las costumbres españolas y de la reciente y feliz memoria de Jimenez de Cisneros, se dió la mitra toledana, reputada entonces como la primera dignidad de la Iglesia despues del papado, al sobrino de Chevres, llamado tambien Guillermo de Croy, que sobre no haber cumplido la edad prescrita por los cánones, ni aun tenia en el reino de Castilla carta de naturaleza. Proceder tan desatentado acabó de enagenar el robusto apoyo de ambos cleros á aquella córte, que traia á España la corrupcion, el escándalo, la codicia por únicos dones, en cambio de la moralidad, el buen orden y el desinterés que iban afianzándose visiblemente desde la caida de los señores feudales.

Bien hubieran querido los flamencos dispensarse de juntar al

(1) Entre los pretendientes desairados se contaba el arzobispo de Zaragoza, tio de don Carlos, segun resulta de una relacion de las Comunidades, manuscrita y anónima, que existe en la biblioteca de la Academia de la Historia.

reino en córtés para ahorrar un nuevo tropiezo á su administracion desenfrenada; pero como esta inmemorial costumbre al principio de cada reinado podia mas que su aversion á someterse á ella, se publicó la convocatoria el 12 de diciembre, y, segun alli se anunciaba, en todo enero debian acudir á Valladolid los diputados de las ciudades. Efectivamente, el 2 de febrero tuvo lugar la primera junta en un salon alto del colegio de San Gregorio á fin de examinar los poderes y de que jurasen los diputados guardar secreto. Lejos de ser aquella primera operacion tranquila, hubo grande y fundada alteracion en la asamblea, porque los castellanos se ruborizaron y ofendieron de que al obispo de Badajoz, don Pedro Ruiz de la Mota, acompañara en la presidencia Mr. Sauvage, intruso canciller del reino; y de que junto al letrado don García de Padilla apareciera con la investidura de asistente el doctor Maestrejos, tambien de Flandes. Haciéndose intérprete de la indignacion pintada en los semblantes de todos sus compañeros, protestó con elocuente brio el doctor Juan Zumel, diputado por Burgos, contra tan indigna afrenta: sus palabras exaltaron el disgusto de los demas procuradores, quienes se adhirieron á la protesta resuelta y enérgicamente, pidiendo el oportuno testimonio al secretario Bartolomé Ruiz de Castañeda.

Durante los tres dias que pasaron desde la primera reunion hasta el 5 de febrero, señalado para la solemne apertura de las córtés, no anduvo ocioso el doctor burgalés, sino que, yendo de unos en otros, visitaba á sus compañeros, y persuadia y aconsejaba á los diputados mantenerse firmes en lo que tan bien decia con su obligacion y con su honra: manifestábase vigoroso argumentador respecto del que discutia; se apoyaba en el que participaba de su firmeza, alentaba al que tenia miedo, enardecia el patriotismo del que esperaba mercedes, y casi todos los que, tal vez por un arranque de entusiasmo ó por temor de quedar en insignificante minoría al lado de los flamencos, se habian adherido an-

tes á la protesta, juramentáronse ahora para sustentarla con propósito deliberado de fundar en ella otras legítimas peticiones.

Por su parte los cortesanos del príncipe apelaron en tal conflicto á la intimidacion, vulgar recurso de los gobiernos débiles é impopulares. Al dia siguiente de la primera junta fué un portero en busca de los diputados de Burgos, de Valladolid y de Sevilla, por orden del gran canciller Sauvage, á quien acompañaban para recibirlos el letrado García de Padilla y el obispo Mota. Estos afearon con espresiones acres é inconvenientes la conducta de Zumel en el requerimiento que habia formulado: en seguida probaron á amedrentarle con decirle que se le sujetaba á proceso por andar induciendo á los procuradores á no prestar juramento al monarca, mientras éste no jurase guardar al reino sus libertades, usos y buenas costumbres, y especialmente la de no dar á extranjeros oficios, dignidades, ni aun carta de naturaleza. Semejante acusacion se volvia virtualmente contra sus autores y era el mejor panegírico del supuesto delincuente. Asi el doctor Zumel respondió con entereza que habia aconsejado á los procuradores todo lo que se decia, y que por ser esta su opinion pensaba insistir en ello. Montando en cólera los cortesanos se escedieron en su ceguedad hasta sostener que habia incurrido como deservidor del rey en pena de muerte y de perdimiento de hacienda. Sereno y sosogado dijo Zumel, que lo que habia hecho no era cosa que le pudiera infundir temores, si se le administraba justicia; y que tuviesen por cierto que el reino no juraría á su alteza, ínterin éste no le jurase guardar sus leyes; ni tampoco permitiria que Chevres y otros extranjeros le quitasen sus tesoros. Tras esta declaracion enérgica se encontró la disputa: á las sanas y fuertes reflexiones del valeroso procurador no opusieron los cortesanos mas que palabras reñidas con la razon como dictadas por la furia; al fin se retiraron los procuradores desabridos y los emisarios de Chevres enconados.

Antes de que llegara el dia de la sesion régia se repitieron

otras escenas de esta clase, porque Zumel siguió influyendo entre los procuradores para que no se desviasen de la justicia, é hicieron suya la ofensa derivada de la falta de comedimiento con que se le habia tratado. Gefe natural de sus compañeros por igualar á muchos en ciencia, superar á todos en arrojo, y no escederle ninguno en patriotismo, daba á sus insinuaciones el carácter de mandatos. Desde luego se acordó hacer una peticion á don Carlos y que se comisionára á algunos procuradores para entregársela en persona. Como antes de hablarle se necesitaba salvar la doble barrera con que le separaban de su pueblo, primeramente el canciller Sauvage, el obispo Mota y el letrado Padilla, y despues Chevres, en cuyo gabinete se interceptaban las quejas y solicitudes, que habian vencido el anterior escollo, hubieron de sujetarse los autorizados representantes de las ciudades á llegar al príncipe con su peticion por tan desusados é incómodos rodeos. Zumel llevó la voz ante el gran canciller de Castilla y sus inseparables colaterales; manifestando la obligacion en que estaba el príncipe de guardar y jurar todo lo que se habia suplicado por ser leyes del reino, contenidas algunas de ellas en el testamento de los Reyes Católicos, las demas de sus antepasados, y todas juradas en córtés, y mediando ademas la promesa empeñada por don Carlos en la carta escrita á Valladolid desde Flandes. Oida la irresistible argumentacion del diputado por Burgos, fueron los cortesanos á consultar al oráculo supremo la respuesta con que habian de despedirle. A poco rato, inspirados por Chevres, salieron á decirle que lo pondrian en conocimiento de su alteza, aunque les disonaba que, antes de saber lo que les queria mandar, le presentasen peticiones. Con tanta oportunidad como presteza espuso Zumel que les movia á ello la noble intencion de que el príncipe estuviese advertido de lo justo, para que, observándolo, se evitasen alteraciones y desacatos.

De la indecision que entorpecía á los flamencos y á sus pocos adictos se advirtió una nueva señal en la órden espedida por

Sauvage al secretario Villegas, natural de Burgos, para que buscara á Zumel y se lo presentase. La circunstancia de ser los dos paisanos induce á suponer que se tanteó al diputado con ánimo de investigar si su corazón era tan dócil al halago como inaccesible al miedo. Consta que la entrevista concluyó borrascosamente, y que muchos procuradores se habían agolpado á la puerta de la cámara donde disputaban el canciller y el diputado, y que hasta que vieron salir á su compañero, apenas demudado el rostro y con reposado continente, no se les quitó la zozobra de que intentarían apoderarse de su persona.

Muy pocas horas faltaban para abrirse las cortes, y todavía pugnaba Zumel por presentarse á Chevres, y desvanecer, si era posible, la escision que amenazaba estallar en la asamblea: consiguió, en fin, hablarle en compañía de los procuradores por Leon, don Francisco Pacheco y don Martin de Acuña, y le dirigió un razonamiento, bien sonante á sus oídos, exhortándole á que favoreciera á los diputados en sus justas pretensiones, ya que le tenían por hijo de Castilla á causa de su antigua carta de naturaleza, de los altos destinos fiados en el reino á su cuidado y de tener al sobrino primado de España. Mas urbano que el canciller y sus lados, ora por ser mas esperto y flexible, ora porque, no hallándose en presencia de castellanos espúrios que apoyasen sus intentos, juzgara aventurado hacer uso de la familiaridad con que autoriza el paisanage hasta para responder con dureza, les anunció estar seguro de que el rey no se apartaria de lo obrado por sus ascendientes, jurando las leyes, usos y buenas costumbres, á escepcion de la de no conferir oficios ni dignidades á estrangeros. Sobre este punto disputaron hasta que se les avisó de estar pronto el príncipe á dirigirse á las cortes. Jamás se hollaron en ningun pais sus antiguos fueros con mas descaro: nunca en ocasiones semejantes acreditaron las cabezas mas exaltadas mayor cordura.

Reunidos los procuradores del reino, y llegado el príncipe á las cortes, pronunció el obispo Mota un estudiado discurso, com-

pendiendo los sucesos de la vida de S. A.; encomiando las ventajosas alianzas que había contraído antes de venir á España, y pidiendo á los diputados que se sirviesen prestar el juramento de fidelidad segun costumbre. Zumel tomó la palabra, y dijo que los procuradores del reino le besaban las manos, le daban la bienvenida y apreciaban en mucho la relacion que el obispo de Badajoz acababa de hacerles, hallándose prontos á jurar lo que se les pedia, siempre que S. A. jurase tambien los privilegios, las libertades y los buenos usos de los pueblos, y con especialidad las leyes que vedaban dar oficios y beneficios á estrangeros. Haciéndose el desentendido, leyó García de Padilla la fórmula del juramento de los diputados: algunos se acomodaron á prestarle desde luego, y antes de que se les citara nominalmente; entre ellos Diego Lopez de Soria, otro diputado por Burgos, el cual contradijo siempre lo que Zumel hacia. Este se mantuvo impasible como la mayoría de sus compañeros; y don Carlos juró guardar los privilegios, usos y leyes de Castilla, cuidando de no soltar prenda en lo de valerse únicamente de castellanos. A la perspicacia del burgalés no podia escaparse el conato de esquivar el compromiso, por lo cual insistió con nueva tenacidad en que jurase aquella cláusula explicita y llanamente. *Esto juro*, replicó alterado el príncipe con mas visos de querer salir del aprieto que de cumplir la palabra (1); y, no tranquilizando tampoco á los procuradores disidentes la ambigüedad de semejante juramento, acabó la sesion sin resolverse nada, y los grandes murmuraron de que no se les hubiera llamado á jurar antes que los procuradores.

Zumel era criado de la casa del condestable, y se quiso aprovechar esta proporcion de amansar su brio: discurrióse igualmente sobre avisar á Burgos para que le revocase los poderes y se los traspasara á otro; pero al cabo comprendieron los cortesa-

(4) «Algunos dijeron que S. A. habia dicho solamente: *Esto juro*; «que se entendia especialmente lo que antes habia jurado, y así quedó «esta materia indecisa.» SANDOVAL, lib. III, pág. 449.

nos que Zumel se mostraba demasiado intratable para que le so-
juzgaran estrañas sugerencias, y que en el reino produciria grave
escándalo su exoneracion, y mas cuando se averiguase el motivo;
por lo que ambas proposiciones quedaron en proyecto. A fuerza de
porfias alcanzó Zumel en union de los diputados vallisoletanos y
leoneses avistarse con el príncipe despues de visperas el 6 de febre-
ro. Prometióles guardar lo que habia jurado en la forma que se lo
habian pedido: los procuradores de Leon replicaron que se les
diese por fé lo que decia el soberano, y, aunque éste demostró
enojo, vino en autorizar al obispo Mota para que se les diese aque-
llo signado por escribano de córtes. Al dia siguiente juraron los
procuradores y los grandes, estableciéndose que las provisiones
reales fueran á nombre de doña Juana y de don Carlos, prece-
diendo el de la madre al del hijo (1).

No bastando las grandes economias hechas por el cardenal
Cisneros á saciar la sed de oro que devoraba á los flamencos y
que agotó en breve el real tesoro, fué menester recurrir á la ge-
nerosidad de los diputados, quienes otorgaron al príncipe un ser-
vicio extraordinario de doscientos cuentos de maravedís, pagaderos
en tres años, á condicion de que mientras se cobrasen no se pi-
dieran mas tributos sino en caso de necesidad estremada.

Antes de cerrarse las córtes presentaron los diputados al rey
un memorial que contenia ochenta y ocho peticiones. En virtud
de lo acordado sobre cada una de las mas importantes, convino
don Carlos en no hacer salir de España al infante don Fernando
hasta contraer matrimonio y asegurar la sucesion á la corona de
Castilla, y en no dar oficios, ni dignidades, ni cartas de naturale-
za en lo sucesivo á estrangeros, no aviniéndose á revocar nada de
lo que hasta entonces habia dado. Porque se lo suplicaban en
nombre del reino condescendió en hablar castellano para que sus

(1) Todos los historiadores citan esta circunstancia en que se des-
cubre que distó mucho de ser espontáneo el juramento de los castella-
nos al primogénito de doña Juana la Loca.

súbditos lo entendieran fácil y prestamente. Acerca de la tenencia del castillo de Lara, propia de la ciudad de Burgos, ofreció que á nadie haria merced de ella sin oir á los del consejo y obrando siempre en justicia. Ultimamente dijo que le placia lo suplicado sobre que no se estrajera del reino moneda de oro ó plata (1).

Por el carnaval y con motivo de la jura se celebraron en Valladolid magníficas justas y lucidos torneos, y á los primeros de abril se puso el rey en camino de Aragon para celebrar córtés en Zaragoza. Su entrada en esta ciudad se verificó el 7 de mayo, y muy pocos dias despues se juntaron los Brazos del reino. Todavía trataron al soberano mas esquivos y suspicaces que las córtés castellanas, en tal manera, que se empeñaron en que se declarara por príncipe al infante don Fernando hasta que tuviese don Cárlos mas inmediato sucesor al trono de España: acomodábanse á jurarle tambien por tenedor de los bienes de la reina madre, y, de no venir don Cárlos en uno de estos dos partidos, declaraban los aragoneses no tener licencia para otra cosa, y que aun quando la tuvieran no la consentirian por redundar en daño de sus exenciones. Es de advertir que con haber pasado poco tiempo despues de otorgar el rey las peticiones de los procuradores de Castilla, á justo título le podian tachar los de Aragon de quebrantador de sus promesas. No bien habia llegado á Aranda de Duero de tránsito para Zaragoza, receloso del mucho partido que tenia entre los castellanos su hermano el infante don Fernando, envióle á Alemania socolor de que su abuelo el emperador holgaría mucho de verle. Habiendo fallecido en Zaragoza Sauvage, gran canciller de Castilla, agració con esta elevada dignidad á Mercurino Gatinara, tambien estrangero. En quanto á la estraccion de oro y plata, ni aun siquiera habia intencion de poner enmienda; y, como todo venia escaso á tan voraz codicia, se hablaba de admitir pujas á

(1) Sandoval inserta este memorial con las correspondientes resoluciones en el lib. III, pág. 422 á 427. SANGRADOR lo copia tambien en su historia de Valladolid, 4849.

las rentas reales para sacar mayor cantidad de la que producía el encabezamiento de las poblaciones. Razon tenían los aragoneses en obrar cautamente, persistiendo con su tesón característico en no aflojar un punto de su demanda. En mal hora, dijo el conde de Benavente, que si S. A. tomase su consejo los *traeria á la melena*; y que hacia pleito homenaje de servirle en esto con su persona y con todos sus bienes, siendo bien formar un ejército y sujetar aquel reino por fuerza de armas. Oyólo el conde de Aranda, cabeza de una familia que por largo tiempo ha sido en Aragón muy principal y bien quista, y, respondiéndole con honrosa aspereza, se trabaron de palabras con grave riesgo de venir á las manos: mandóles el rey guardar prision en sus casas; pero su mútuo encono rompió el freno de la obediencia; ambos se echaron por la noche á la calle con gente armada, y, de no salir el arzobispo á apaciguar la contienda, sin duda se derramara mucha sangre (1).

Ocho meses costó al rey alcanzar de los aragoneses que le jurasen en la misma forma que se le habia jurado en Castilla, y que le otorgasen el servicio de doscientos mil ducados, á condicion de que se invirtiera la mayor parte de esta suma en satisfacer deudas de la corona. En cambio el rey les juró ampliamente sus fueros, exenciones y libertades.

Ya entrado el año 1549 llegó la corte á Barcelona. Allí fué la oposicion de todas las clases mas sañuda y agresiva, empezando por no querer jurar al rey en vida de su madre, y siguiendo con no permitirle celebrar córtés, ínterin no se le jurase en la tierra. Tan de corazón obraban los catalanes, que hacian besa de los castellanos y aragoneses por haberse allanado á otra conducta, y se actaban de ser mas hombres que ellos. No obstante, la blandura,

(1) «Hubo veinte y cinco hombres heridos, duró la refriega mas de «dos horas, y el rey puso treguas entre el conde de Benavente y el «conde de Aranda, y los mandó que por ciento y un años ninguno fue- «se osado de hablar mas en aquel caso.» AYORA, Historia de las comunidades, cap. IV.

el soborno y la intriga socabaron poco á poco la resistencia, y, aunque de mal talante, juraron lo que los castellanos y aragoneses, si bien anduvieron mas parcos en otorgar dinero (1).

Por entonces se verificaron dos sucesos, tan feliz el uno como infausto el otro, la toma de los Gelbes y la muerte del emperador Maximiliano. El primero proporcionó á don Hugo de Moncada y á don Diego de Vera el honor de vengar la pérdida sufrida diez años antes por el primogénito del duque de Alba, mozo intrépido é inesperto, que, aventurándose en una isla arenosa y cubierta de palmeras, cayó en una emboscada y su gente en irreparable derrota. A consecuencia del segundo se despertó la ambicion de Carlos de Gante, subió de punto su rivalidad personal con Francisco I, se hizo soberano de muy estenso territorio, y redujo á España de la categoría de nacion á la de provincia, y de la alteza de señora á la triste condicion de tributaria.

Nombrado don Carlos emperador de Alemania por influjo del sabio y virtuoso marqués de Brandeburgo (2), solo se ocupó en acelerar el momento de engalanarse con aquella espléndida corona. Rápidamente cundió esta voz por España, y con ella el anuncio de haberse de reunir las córtés castellanas en Santiago de Galicia, á fin de votar un nuevo servicio para los gastos del viage. No es extraño que se sublevaran todos al rumor de ta-

(4) Hizo don Carlos su entrada en Barcelona el 15 de febrero de 1549: al dia siguiente se abrieron las córtés que habia convocado el 18 de diciembre del año anterior desde Zaragoza; hubo en ellas disentiimiento, declarándose nulas las convocatorias. De resultas se reunieron otras córtés que terminaron el 19 de enero de 1550. *Festejos y ceremonias públicas celebradas en Barcelona á la entrada de don Carlos*, por don Manuel de Bofarull y de Sartorio, archivero de la corona de Aragon. Véase el núm. 2.º de la revista periódica titulada LA DISCUSION, 4847.

(2) Robertson detalla cuanto hubo de dádivas escandalosas y de intrigas cortesanas por parte de los tres aspirantes al imperio, los reyes de España, Francia é Inglaterra: votaron á favor del primero, el arzobispo de Maguncia, el de Colonia, Luis, rey de Bohemia, el conde Palatino del Rhin, Federico de Sajonia y Joaquín I, marqués de Brandeburgo. Solo Hermann, arzobispo de Tréveris, votó por el rey de Francia. Verificóse la eleccion el 28 de junio de 1549.

les noticias. Siempre se habia mirado en la nacion como suceso calamitoso tener al soberano ausente, y con mas fundamento se deploraba ahora que le apartaban de sus súbditos otros intereses, en que nada bueno les iba y de que solo esperaban quebrantos. Sacarles mas dinero contra lo prometido, y cuando aun continuaba la recaudacion del servicio antecedente, estimulaba mas sus quejas. Y por remate en fijar tan escéntrico punto para la reunion de córtés no hallaban explicacion mas natural y sencilla, que la de haberlo sugerido el astuto propósito de los flamencos, situándose á la lengua del agua, para dar el postrer avance á la fortuna del pueblo, ya muy mermada, y poner á buen recaudo sus rapiñas al primer síntoma de alboroto.

Ningun historiador de aquellos miserables tiempos omite circunstanciar el esceso de los de Flandes en atesorar riquezas: al llegar á este punto abandonan los mas parciales de don Cárlos y de su córte la entonacion adulatoria, y rinden á la verdad humilde culto. Casi todos los empleos y beneficios se daban á estrangeiros, quienes los vendian á los naturales, dándose tal maña para recoger dinero, que se enviaron á Flandes infinitos doblones de á dos llamados esclentes de la Granada y de dos caras vulgarmente, acuñados por Fernando V del oro mas acendrado que jamás tuvo moneda: y, con andar entonces muy comunes, al poco tiempo no se veia rastro de ellos, y, si por casualidad caia alguno en manos de un español, lo miraba como cosa nueva y se le quitaba el bonete, y le saludaba diciendo: *Salvos Dios ducado de á dos, que monsieur de Xebres no topó con vos* (1): idea que sonaba tambien en los cantos populares. Un testigo ocular asegura

(4) Está copiado testualmente de las *Antigüedades de Simancas*. SANDOVAL trae el mismo adagio en esta forma:

Doblon de á dos norabuena estedes
Que con vos no topó Xebres.

Pedro de Alcocer en su relacion de las comunidades de Castilla lo cita de este modo:

Señor ducado de á dos
No topó Xebres con vos.

que se sacaron setecientos cincuenta cuentos de maravedís por Barcelona, novecientos cincuenta por la Coruña y ochocientos por otros lugares, ascendiendo en totalidad á dos millones y quinientos cuentos de oro. Para ahuyentar el recelo de haber exagerado los españoles tal exacerbacion de codicia y tanto desman en el hurto, nos queda el testimonio de un extranjero. Pedro Mártir de Angleria, residente á la sazón en España, calcula moderadamente que solo en el término de diez meses enviaron los flamencos á su tierra un millon y cien mil ducados (1). Sandoval (2) completa al vivo el lastimoso cuadro que ofrecia España, aquejada por las malas artes de Chevres, alma de aquel desenfreno, en que le iba al alcance como en el valimiento cerca del trono el canceller Gatínara. Cada uno de estos dos rivales favorecia á los adictos de don Fernando y de don Felipe, cuyos odios habian sobrevivido á ambos reyes, y segun la enérgica, si vulgarisima espresion del

(1) En el archivo de la corona de Aragon se conserva un volumen de las deliberaciones de la antigua diputacion de los tres estamentos de Cataluña correspondientes al trienio de 1518 á 1521. Allí consta que al confesor del rey, arzobispo de Arborea, se le permitieron sacar diez y seis cabalgaduras y seis acémilas con las ropas, oro y plata de su uso, y trescientos ducados para el viage; á la esposa de Xebres trescientas cabalgaduras y ochenta acémilas con sus riquezas y las de su comitiva, y tres mil ducados para sus gastos particulares; á madama Sanceles, esposa del caballero mayor del rey, Carlos de Lanoy, cuarenta cabalgaduras y diez acémilas cargadas asimismo de prendas de gran valor, con mas setecientos ducados. Por ser de menor importancia no citamos otras autorizaciones de esta especie. ANGLERIA en la epistola 639, dirigida á los marqueses de los Velez y de Mondejar, les dice entre otras cosas: «El Capro (Chevres), esta sima insaciable de avaricia, que no solamente se traga las riquezas del rey y de su reino, sino que «ademas devora su honor y fama... inventó tales modos de chupar, que «no podrian hallarlos ni Crespo, ni Midas. No podrán los españoles sufrir tan grande é ignominioso latrocinio.» Y en la epistola 653, al marqués de los Velez: «La voracidad flamenca crece hasta donde no «llegaria Satanás; los neófitos les descubren medios de sacar dinero á «los castellanos con la venta de oficios y exacciones.» La primera de estas epistolas está escrita en Barcelona á 9 de mayo, y la segunda en Valencia á 24 de diciembre de 1520.

(2) Lib. V, pág. 492: la copia de un memorial que sobre estas cosas escribió un caballero contino de la casa real, quien las cuenta como testigo de vista. Debe aludir sin duda á Alonso de Ortiz, jurado de Toledo, al cual cita en otras ocasiones.

obispo de Pamplona: *Todo era mal para el cántaro, pues la pobre España lo padecía*: no se conocían otros méritos que el dinero: se vendía todo como en los tiempos de Catilina en Roma: cebábanse los flamencos en el oro y plata virgen que llegaba de las Indias, y ciegos los españoles lo derramaban con profusion por obtener oficios ó mercedes. Era comun proverbio llamar el flamenco al español *Mi Indio*, y cotidiana costumbre tratarles como á esclavos, mandarles como á bestias, entrarles las casas, tomarles las mugeres, robarles la hacienda y no haber justicia para ellos (1).

En murmuracion particular y privada, en público y amenazador clamoreo se desataban las lenguas de los débiles y de los audaces contra la partida del rey y la imposicion de un nuevo tributo. Con fanático celo esforzaban los predicadores las quejas populares al propagar la divina palabra, y, ecos de la elocuente voz que en los funerales del cardenal Cisneros habia anatematizado la corrupcion de los de Flandes, herian la imaginacion del vulgo con descripciones espantosas y con vaticinios de desventuras; é inflamaban el corazon de los hombres entendidos, empeñando su honra en el desagravio de tantos ultrages. Asi fué tomando cuerpo el general disgusto y empezó á organizarse la resistencia en los cabildos ó ayuntamientos de las ciudades de voto en córtes. Toledo que, al decir de Pero Mejía (2), *asi como es grande y poderosa y su sitio es naturalmente fuerte y arriscado, asi produce los ánimos del pueblo y comun de ella levantados y osados y acometedores de cualquiera cosa peligrosa*, se arrojó antes que otra alguna á defender los hollados deréchos de los castellanos. Concertados entre sí los regidores Juan de Padilla, don Pedro de Laso de la Vega y Hernando Dávalos, pusieron en pública

(1) Sobre los desmanes de los flamencos véanse las epistolas de Pedro Mártir de Angleria, que copiamos en el apéndice II.

(2) *Vida y hechos del fortísimo emperador don Carlos V*, lib. II, cap. I.

consulta ante el ayuntamiento los daños que de la ausencia del rey habian de seguirse y el creciente desórden que se observaba en la gobernacion del reino. Para atajar esta ruinosa turbacion hallaban conveniente escribir á todas las ciudades de voto en córtes con ánimo de entender juntas en remediar el daño. Pocos desistieron de opinion tan razonable, si bien bastaron á dilatar con réplicas y altercados la resolucion definitiva, y eso que el corregidor conde de Palma, indeciso entre lo que á la rigidez de su autoridad cumplia y lo que la consideracion del parentesco le ablandaba, por estar casado con una hermana de don Pedro Laso, calló á todo. Sin resolver el caso se disolvió la junta del ayuntamiento; mas trascendiendo á la ciudad lo que se habia platicado por los regidores, dividiéronse los vecinos en dos bandos, insofrible y numeroso el de la oposicion á la corte, escaso, y recatándose de propalar lo que sentia, el que miraba los preceptos reales, buenos ó malos, como ley absoluta (1). Empeñado el pueblo en la disputa, urgia zanjarla, y se hizo con efecto en la sesion siguiente, no sin acalorarse los regidores hasta el punto de sacar los puñales Juan de Padilla y don Antonio Alvarez de Toledo, señor de Cedillo. Por último se escribió una elocuente carta á las ciudades de voto en córtes, recapitulando en ella Toledo las ofensas causadas al reino de Castilla desde la llegada del soberano, y pintando su proyectada ausencia como semillero de nuevos males (2). Ademas se nombró á los regidores don Pedro Laso de la Vega y don Alonso Suarez de Toledo, para que en union de dos jurados fueran á representar al rey de palabra iguales reflexiones.

(1) **ALCOCER** es el que escribe mas menudamente lo que entonces acaeció en Toledo. Deben tambien consultarse Mejia, Maldonado, Sandoval, y Ginés de Sepúlveda *De rebus gestis Caroli V*; es autor que goza de no poco crédito como testigo de los sucesos que narra: nació en Pozoblanco, provincia de Córdoba, por los años de 1490, y murió octogenario. Téngase presente para la referencia de las citas que en lo sucesivo hagamos de su obra, que la edicion que consultamos es la de la Imprenta Real de Madrid, hecha de orden de Carlos III el año 1780.

(2) De 7 de noviembre de 1549 es la fecha de esta carta. Sandoval la copia en el libro V de su historia, pág. 494.

Algunas ciudades no contestaron á la carta, otras no creyeron llegada la ocasion de estrechar la proyectada liga; varias y principalmente Salamanca se adhirió en un todo á las escitaciones de Toledo. De lo que en esta poblacion acontecia avisaron oportunamente á la corte el señor de Cebillo y sus parciales, y el rey contestó anunciando que les tendria en servicio su conducta, y reprendiendo su tibieza al corregidor conde de Palma con aviso de lo que debia de hacer en adelante; pero su blanda condicion le inhabilitaba para el caso, y hubo de transmitir la vara de la justicia á don Antonio de Córdoba, hermano del conde de Cabra.

Apenas partidos los regidores y uno de los jurados, por que Alonso Ortiz, otro de ellos, asistia como contiano del rey en la corte, vino á Toledo la convocatoria que citaba á los procuradores del reino á la ciudad de Santiago. Hízose el sorteo como de costumbre, y con ser muchos menos los regidores y jurados, frios en la aversion ó aficionados de voluntad á los de Flandes, en este número figuraban don Juan de Silva y Alonso de Aguirre, á quienes tocó representar á Toledo. No quiso darles la ciudad poder cumplido, sino limitado á enterarse de lo que el rey podia, para que lo avisaran puntualmente y se les dictaran las instrucciones á que debian atenerse. Solo las de votar lo que el rey mandase pretendia su corte que llevaran los diputados (1); así quisieron tambien sus poderes los de Toledo: nunca se avino la ciudad á dárselos en esta forma, y de resultas no tuvo representantes en Santiago (2).

De vuelta en Valladolid halló don Carlos mas alterados los espíritus que en todo su viage desde Barcelona. A la desazon y al

(1) Sobre este punto dá mucha luz una representacion del ayuntamiento de Madrid, que insertamos en el apéndice III al fin del tomo. Está copiada de los manuscritos de la biblioteca de la Academia de la Historia.

(2) Apenas hubo ciudad ni villa de voto en cortes que no limitara cuanto pudo los poderes de los procuradores que envió á Santiago. Anagnola en la continuacion de los Anales de Zurita dice, hablando de Zamora, que sus diputados admitieron los poderes con grandes limitaciones, y juraron atenerse á ellas; pero que tan luego como llegaron á Santiago hicieron que les relevara el rey del juramento.

malestar de los castellanos acababan de añadir incentivo en aquella poblacion las cartas de Toledo y de Salamanca. Sin pérdida de tiempo y aconsejado el rey por Chevres y sus lados, congregó en el palacio de Valladolid á la justicia y regidores para hacerles entender las legítimas causas que le compelian á ausentarse del reino y la escasez de fondos que le embarazaba el viaje; prometiéndoles estar de vuelta de allí á tres años y les rogó que viesen como recaudar en la jurisdiccion de la ciudad la cuota que les cupiese en la suma de trescientos cuentos de maravedis, que pensaba demandar en las próximas córtes. Obtuvo plazo para deliberar el concejo, tras de lo cual se presentó al soberano rogándole no pasase en Alemania, seguro de alcanzar mayores sumas y las haciendas de todos si se quedaba en Castilla.

Desde luego acordaron los flamencos ocurrir al contratiempo de la negativa tentando individualmente la fragilidad de los regidores, ya que en corporacion discutian graves y votaban aduertos; y fiando del soborno lo que la persuasion no habia logrado. Casi todos salieron de esta prueba sin lesion en sus honras; los que las pospusieron á una sonrisa del principe transmitida por Chevres, que hasta las muestras del real agrado venian por su conducto, eran señalados con el dedo y guardaban sus casas por no esponer las vidas. Al rumor del nuevo tributo se fomentó en la ciudad el público desasesiego: convencidos los de Flandes de haber logrado todo lo que podian esperar con las firmas de los regidores engañados por sus vanas promesas, ya no pensaron mas que en acelerar la partida de su favorecedor y soberano. Al propagarse tal noticia el desasesiego se convirtió en alarma, la murmuracion en gritos, la sorda agitacion amagaba romper en frenético tumulto. En esta coyuntura llegaron á Valladolid los comisionados que enviaba Toledo una mañana de marzo; la atmósfera estaba destemplada, el cielo amenazaba lluvia. Rodeados los toledanes de numeroso gentío y como en triunfo se encaminaron á San Pablo, donde deliberaba el concejo, y allí espusieron el objeto de su

encargo, vistiendo sus palabras con las galas de la elocuencia, natural en los mas rudos cuando se siente la razon y se aboga por la justicia. Adelantóse á responderles don Hernando Enriquez, hermano del almirante, que ellos no estaban determinados en lo que debian hacer, y que para resolverlo se habian juntado entónces; y, como los de Toledo no encontraron el auxilio que pensaban y urgiese la presteza, desde alli se fueron á palacio. Introdújoles en la antecámara su compañero Alonso Ortiz, y les avisó que despues de comer y de oir vísperas marchaba el rey aquella tarde á Tordesillas. Llegados al fin en union de los diputados de Salamanca á presencia del soberano, éste se escusó de oirles con estar de camino; á lo que replicó oportunamente don Pedro Lase de la Vega, que mucho mas iba en que S. M. les hiciese la merced de escucharles que en dilatar un poco de tiempo su partida, y mas siendo el dia tan destemplado y lluvioso. No hubo forma de que mudáran en el rostro y en las palabras del príncipe la sequedad y el desabrimiento, que habia manifestado á todos los españoles que se querellaban de sus amados flamencos: sin embargo, esta vez anduvo mas generoso, porque se dignó citar á los comisionados de Toledo y Salamanca para dar oidos á sus pretensiones en el pueblo adelante de Tordesillas, camino de Santiago; y los regidores y jurados tuvieron que resignarse á ir detrás de la comitiva estrangera, y á representar el afrentoso papel del que como de líneana pide lo que de derecho le corresponde.

Súpose por algunos vecinos la proyectada partida del rey en el instante de emprenderla, y sacando á los mas del descuido en que á la sazón los tenia este suceso, al ver cerrado el tiempo en agua, la campana de San Miguel tañendo á rebato. Armados unos, inermes otros se juntaron hasta seis mil hombres á estorbar el viaje, y con mayor ardimiento por divulgarse rápidamente que los flamencos intentaban sacar á doña Juana del reino de Castilla. Cuando llegaron á la puerta del Campo la trasponia el rey en union de sus cortesanos, abandonando en ademan de fugitivo una

poblacion de donde muchos de sus ascendientes acostumbraron á salir bendecidos y llorados (1).

Ni lo sano de la intencion vine á mitigar el castigo de los que resultaron culpados en aquel alboroto á consecuencia de la pesquisa hecha de real orden por un alcalde. Se averiguó que un portugués habia tocado la campana del concejo, y pudo ponerse en salvo; pero se azotó públicamente á un vecino honrado, platero de oficio, porque se le probó haber recibido carta suya: unos fueron metidos en calabozos, otros condenados á destierro: á varios les quemaron las casas, cortaron los pies á algunos; y, por sospechas de haber consentido en que se tocase á rebato, se ejecutó en tres clérigos la sentencia de cargarlos de grillos, de pasarlos en machos de albarda por las calles, y de encerrarlos después en el castillo de Fuensaldaña. Como si todavía no se hubieran cometido hartos desmanes en contra del pundonor castellano, y á favor de los validos flamencos, por desagravio de haber querido los vallisoletanos detener á don Carlos en el reino, y de prorumpir en vivas á su persona y en amenazas hacia sus malos consejeros, se impusieron castigos atroces á los que fueron habidos de los que fomentaron el tumulto.

Cierto es que en ninguno de los actos de aquel fatal gobierno hubo mayor justificacion ni cordura. En vez de restituir la libertad al mariscal de Navarra, preso en Atienza desde los tiempos de Fernando V por causas que ya habían cesado; se le condenó á prision perpétua en el castillo de Simancas solo porque no quiso prestar juramento al soberano. Contra lo solicitado en cortes, y oido el consejo real, se dió al francés Jofre la tenencia del castillo de Lara, correspondiente á la ciudad de Burgos. Y para que el escándalo llegara á su colmo, desechando quejas y memo-

(1) MEJIA en el lib. II, cap. 2.º, puntualiza con claridad y elegancia lo ocurrido desde la llegada del rey á Valladolid hasta su salida para Santiago. MALDONADO hace sobre esto ligeras, aunque exactas indicaciones. Del alboroto habla ANSLERIA en su epístola 663. SANDOVAL lo colorea maestramente en el lib. V, pág. 204 á 202,

riales, menospreciando la voz pública, y añadiendo un nuevo testimonio de que salía bien de los litigios el que mas daba, quedó absuelto de siete consultas contrarias á su reputacion y procederes Pedrarias Dávila, el verdugo del famoso descubridor del mar del Sur, Vasco Núñez de Balboa (1).

Un dia se detuvo el rey en Tordesillas, y al siguiente dió audiencia en Villalpando y á presencia de Chevres y de Carlos de Laney, caballero mayor, á los mensajeros de Toledo y Salamanca, quienes á las anteriores súplicas agregaron ahora la de que dejara tal orden en la gobernacion del estado que tocara parte de ella á las ciudades, si persistia en abandonar el reino. A nombre del monarca les significaron García de Padilla y el obispo Mota, que, por haberse adelantado los del consejo á Benavente, solo allí se les podia dar respuesta. Y los asendereados mensajeros tornaron á ponerse en camino sin aflojar de sus peticiones. En sentir de los del consejo, estas adolecian de viciosas en el origen y en la forma, y en vez de contestacion merecian castigo. A los que las alegaban temazmente mandó llamar el rey á su cámara, y les dijo que no se tenia por servido de sus obras, y que, por entender en lo que entendian, les mandára castigar á no mirar de quienes eran hijos; remitióles por último al presidente del consejo para saber de su boca lo que les mandaba, y, parándose poco á oír sus disculpas, se metió en otra pieza. Despues los afeó García de Padilla su embajada, y la insistencia de impedir al rey un viage, en

(1) DON MANUEL JOSEF QUINTANA en sus *Vidas de españoles célebres*, al tratar de Núñez de Balboa con gran copia de datos, pone de manifiesto la criminal conducta de Pedrarias Dávila en el Nuevo Mundo. El doctor BARTOLOME LEONARDO DE ARGENSOLA en sus *Anales de Aragón*, lib. I, pág. 922, cap. 28, menciona las acusaciones que pesaban sobre Pedrarias, segun las informaciones de los jueces reales y de las consultas del consejo; y cuando se espera que va á anatematizar con la censura histórica al delincuente, sale por este inesperado registro.—«El ser este caballero tan señalado nos obliga, y es género de premio, á ocupar este lugar con sus memorias para que su ejemplo obre. Y «obrará sin duda, porque la virtud crece alabada.» Ciertamente este pasaje no es el mejor elogio de la imparcialidad de Argensola.

que tanto iba á la reputacion de su persona y aun á la honra de su estado. De reprehension en reprehension y de desaire en desaire llegaron al arzobispo Rojas, presidente del consejo, quien les habló en razon, aun denegando sus instancias. Manifestóles en suma que, pues S. M. iba á hacer córtés en la ciudad de Santiago, enviase allí Toledo sus procuradores con la instruccion correspondiente, y el rey proveeria lo que mejor cumpliese á su servicio. Esta era el medio llano, si los escarmientos anteriores no hubiesen justificado la desconfianza; y así los mensajeros haciendo caso de honra el buen desempeño de su cometido, caminaron la via de Santiago.

Abriéronse allí las córtés á principio de abril de 1520: no se hizo pasar á los procuradores por la ignominia de presidirles un extranjero como dos años antes: ahora tocaron el primer lugar á Hernando de Vega, y el oficio de letrados á García de Padilla y al licenciado Zapata. En la sesion de apertura, á que asistió el soberano, se publicó el objeto de la convocateria, manifestando las grandes y justas causas que le impulsaban á la jornada que hacia; pidiendo le socorriesen con el servicio acostumbrado, y encomendando á todos la fidelidad y el sosiego durante su ausencia. Entre los muchos procuradores que tenian el encargo de no otorgar el servicio, solo los de Salamanca se negaron á prestar el juramento ordinario, ínterin no se les otorgasen sus solicitudes; y habida esta manifestacion por desacato, se les espulsó de las córtés. Igual suerte hubiera cabido á los de Toledo, de haberse allanado la ciudad á proceder segun lo instó á sus mensajeros en Benavente el arzobispo Rojas.

De seguida fueron los de Salamanca á contar su cuita á los de Toledo, y juntos fraguaron lo que les fué posible para que se suspendieran las córtés, mientras no tuviesen representacion en ellas sus respectivas ciudades, distinguiéndose en el empeño don Pedro Laso, que argumentaba con los mas fogosos defensores del viage de don Carlos no ser razon que por asegurar un imperio aventu-

rase perder otro mas opulento, y menos que, cuando se resolvía á abandonarle, se empeñara en empobrecerle. Otro dia mañana fueron al convento de San Francisco, donde se juntaban los procuradores del reino á requerirles no determinasen ni concediesen nada sin asistencia de Toledo y Salamanca. Hubo dentro opiniones y votos de admitirlos á audiencia; pero prevaleció el parecer contrario y, signándoles un escribano público su protesta, se retiraron pesados, aunque no desalentados. Por la noche Francisco de los Cobos y el secretario del consejo notificaron orden del rey á Suarez para que fuese á mandar su compañía de hombres de armas, y á Laso de la Vega para que residiese en su tenencia de Gibraltar, debiendo salir los dos de Santiago antes de veinte y cuatro horas bajo pena de perdimiento de bienes. Por mas que lo esforzaron con Chevres no consiguieron que se revocara la sentencia, si bien por insinuacion del privado se dirigieron al Padron, cuatro leguas distante, desde donde procuraron agenciar por conducto de Alonso Ortiz la terminacion de su destierro, y continuaron infundiendo valor á los de su bando, hasta que su peticion fué desahuciada, y Suarez tuvo miedo, y Laso de la Vega quedó solo.

Aprovechando Galicia la ocasion de celebrarse córtés en su territorio, quiso tener representacion directa entre las demas ciudades, y que no hiciera mas sus veces Zamora. Con ánimo de solicitarlo fué al convento de San Francisco, á tiempo de reunirse en junta los procuradores, una comision presidida por el arzobispo de Santiago, diciendo que de no otorgárseles su pretension protestaban que no paraba en perjuicio de ellos nada de lo que los procuradores zamoranos hicieran en su nombre. Hubo de resultas no poco escándalo movido por el procurador de Burgos Garci Ruiz de la Mota, quien á favor de tener al hermano obispo de Badajoz y bien mirado en la córtés, anduvo imprudente y muy suelto de lengua, y se atravesó con el conde de Villalba en palabras de mucha pesadumbre. Sabido esto en palacio tuvo orden el obispo Mota de poner paz en las córtés. De ellas salia la comision

de los de Galicia, y uno de sus individuos, don Hernando de Andrade, adelantándose hácia el prelado, que entraba á la sazón por el claustro, le dijo con fuego: *Bonico hermano teneis, señor obispo, y juro á Dios que si mucho me hacen, he de juntarme con don Pedro Laso*, cuyo desahogo le costó salir desterrado á la Coruña (1).

Tras este rompimiento hubo otro de mas trascendencia entre los flamencos y los grandes. Llegando estos á traslucir que se les escluía de la gobernacion del Estado, socolor de evitar entre ellos envidias y rivalidades, se dieron á hablar sin rebozo contra Chevres y los sayos, hasta en presencia del soberano. Largamente se ventiló el asunto; puso en juego Chevres todos los recursos de su ingenio, que lo tenia sagaz y artificioso, para contrarrestar á los grandes; y, dirigidos por el conde de Benavente, se alejaron de la corte desengañados, inquietos de disgusto, agitados de ambicion y anhelantes de venganza.

Entretanto se cruzaban en las antesalas de palacio y en las avenidas de las cortes pláticas preñadas de soborno y recónditos manejos, para torcer la intencion de los procuradores mas ó menos firmes en votar segun se lo habian encarecido sus ciudades: al uno se prometian mercedes personales; dábanse al otro ventajillas para su familia ó para el lugar donde moraba; este se ablandaba con honores; aquel se vendia por dinero, y en tan escandaloso mercado á todo se ponía precio, menos á la felicidad de España. Agregados los que así traficaron con su voto á los que sinceramente creían en la necesidad del viage del rey, y en el beneficio que traeria á la nacion ser gobernada por el soberano del imperio, formaron una mayoría visiblemente contraria á la voluntad de todas las ciudades de Castilla. De tal manera cundia el descontento que, no creyéndose los de Flandes todavía bastante próximos al sitio del embarque, indujeron al rey á trasladarse

(1) SANDOVAL, lib. V, pág. 205.

con las cortes á la Coruña, y se hizo así en la semana de Pascua de Resurreccion, á tiempo que el arzobispo de Santiago y otros gallegos muy principales hacian secretamente gente de armas, ofendidos de la repulsa sufrida sobre lo de no querer ser representados por Zamora.

Segun los datos mas conformes, el servicio otorgado en la Coruña ascendió á trescientos cuentos de maravedís pagaderos en tres años (1); no se hallaron presentes Toledo ni Salamanca: le negaron sus votos Madrid, Toro, Córdoba, Murcia; y de los procuradores de Leon lo concedió el uno y lo rehusó el otro. Algunos consejeros, y entre ellos el obispo Meta, opinaron que no se cobrara el servicio. Acaso el rubor de haberle votado inspiró al mayor número de procuradores un memorial en que se pedian excelentes cosas, como para hacerse perdonar, obteniéndolas, la debilidad de posponer el bien del reino á sus intereses particulares. Empezaron por suplicar al rey su pronto regreso y la no recaudacion del servicio: le recomendaron muy especialmente que fueran naturales de Castilla los gobernadores que dejara en su ausencia. Esto, en cuanto á las necesidades del momento: para lo sucesivo, y en lo tocante al mejor régimen del Estado, pretendian que todo grande estuviera incapacitado de tener en la casa real oficio que se rozara con la hacienda; que en los tribunales eclesiásticos se rebajaran las tarifas á lo que en los del rey solia pagarse; que se visitaran rigurosamente las chancillerías y audiencias de seis

(1) Mucho varian los historiadores contemporáneos al fijar el servicio otorgado en la Coruña, como lo acredita este párrafo, que copia Sandoval de un testigo de vista. «Ya habeis oido, como dije, que el «servicio que se pedia era de trescientos cuentos, y en otra parte dije «seiscientos cuentos. Aquí digo agora que dicen que son novecientos «cuentos, y por esto non vos maravilleis de esta diferencia non se averiguar, porque nadie pudo saber el secreto de cuanto era.» Esta misma incertidumbre es el mejor dato de que en las cortes de Galicia no se tocaron otros resortes que los de la corrupcion y el soborno. Por lo demas la cantidad es indiferente; de todas maneras se faltaba á lo prometido en Valladolid de no pedir mas en tres años, y se destinaba al viage de don Carlos, á que se oponia el reino.

en seis años, y se abreviaran los trámites de los litigios; que nadie desempeñase dos empleos; que se labrara moneda tan baja de ley como las coronas del sol de Francia, para quitar á los extranjeros la comeezon de sacar del reino plata y oro. A estas sabias reformas administrativas y judiciales añadían sobre la representación nacional otras de grave importancia, y que atestiguan el gigantesco impulso que los Reyes Católicos habían comunicado á las ideas en la dilatada estension de sus estados. Podíase por las córtés de la Corona que los reyes no enviasen á las ciudades instrucción ni forma de cómo se debían otorgar los poderes y nombrar las personas, y que se les avisara de las causas por que eran llamados sus procuradores: que estos gozaran la libertad de reunirse donde mejor les pareciera, y de platicar unos con otros, si no se les convocaba en el término de tres años: que mientras les durare su encargo no recibieran empleos ni mercedes para sí ni para sus deudos, bajo pena de la vida y de confiscacion de bienes, destinándose estos á reparar su ciudad ó villa: que se les pagara el competente salario de los propios de la poblacion de que fueran representantes; y que acudieran á dar razon á sus comitentes de su conducta á los cuarenta dias de cerrarse las córtés.

De esto no concedió el rey nada, antes bien obró desde luego en contra de una de las peticiones, nombrando para gobernar el reino de Castilla al cardenal Adriano, cuya eleccion acabó de desazonar á los magnates, volviéndose á sus tierras los que aun permanecían cerca del monarca. Aquel prelado procedía de humilde linage: desde niño se habia inclinado á la virtud y al estudio: en la edad madura conquistó renombre de teólogo eminente: su trato era agradable, nobles sus maneras y limpias sus costumbres: muchas prendas le adornaban para ser venerado, ninguna para ser temido: su carácter contemporizador y suave se prestaba mejor á componer familias indispuetas que á reprimir poblaciones rebeladas; y sobre todo su tacha de estrangero le impedía dar vado á sus buenas intenciones. Pero Chevres nó

tuvo otro norte para dictar este nombramiento que el afán de sacudirse de encima á todo el que pudiera hacerle sombra, y en medio de la embriaguez de su soberbia y de la solidez de su valimiento temblaba, no sin razón, que le arruinase algún día, sino la travesura, la honradez de Adriano, á quien también amaba entrañablemente desde la infancia Carlos de Austria.

Publicado el nombramiento y despedidas las cortes antes de mediar mayo, solo aguardó la escuadra real próspero viento para zarpar de la Coruña, sin que desvirtuaran el tenaz propósito las alarmantes voces que allí sonaban de la efervescencia de los castellanos.

No tiene mas excusa el viage de don Carlos en tan críticas circunstancias que la necesidad de tomar posesion de sus nuevos dominios, á cuyos moradores asistía igual derecho que á los castellanos para pedir que residiera entre ellos (1). Prueba esto que en don Carlos el furor de dominar escedia con mucho los límites á donde puede llegar humanamente la voluntad mas firme. Por fuerza habia de parar su frenética soberbia en rendirle bajo el peso de tantas coronas. Despojárase de las de Castilla y Aragon pa-

(1) Tal es la justificación que halla Mejía en el lib. II, cap. 4.º de su historia. Cita los ejemplos del profeta David y de San Luis, que salieron de sus reinos para pelear contra sus enemigos, y culpa el rigor y la sequedad con que las ciudades castellanas, y muy especialmente Toledo, se oponian á que visitara y diera vuelta al pais donde habia nacido. En circunstancias análogas, aunque posteriores á la del viage emprendido por el rey desde la Coruña, le decia el almirante. «Conviene que sepa muy de cierto, que España ha menester ley presente, prudente y diligente, y que cualquiera condicion de estas tres que falte no se puede sostener, y mucho menos faltando la presencia que por cualquiera de las otras dos condiciones, porque los españoles son propiamente con sus reyes como los canes con los moros que les herian, que, por mucho mal que los hagan en tornándolos á llamar y á balagar olvidan todo el daño que les hayan fecho, y tornan á servir como primero.» *Cartas y advertencias del almirante de Castilla al emperador Carlos V*; manuscrito de la Biblioteca Nacional. Ninguna de ellas tiene fecha; mas por su texto se colige que fueron escritas de 1522 á 1525. En el cotejo de las opiniones de Pero Mejía y del almirante, se descubre la enorme diferencia que existe entre los hombres de carácter independiente y los cronistas asalariados.

ra orlar las sienes del infante don Fernando, español y criado entre españoles, y bendijeran su magnanimidad los próceres y los villanos; y en tiempo llevara á cabo la mas insigne de sus proezas; y á los descendientes de sus súbditos ahorrara mucho de lágrimas y sangre. Su ambicion inmensa le cegó los ojos, le tapó los oídos, exaltó su mente con imágenes de batallas, su corazon palpitó sediento de glorias; y vino á ser fatal instrumento de la desolacion de España.

Despues de recorrerla mas de dos años la comitiva flamenca á semejanza de una plaga devastadora, alegre abandonó sus riberas, cada vez mas afianzada en la intimidad del príncipe que á su devocion la trajo; sin que las naturales y sublimes expansiones de un alma juvenil le movieran á atender un solo punto las súplicas de los españoles, ni á poner coto á la indigna rapacidad de sus favoritos de Flandes (1).

(1) Hay variedad en fijar el dia de la partida de don Cárlos, MEJIA la señala el 20 de mayo; lib. II, cap. 4.º: SEPULVEDA el dia 11 de las calendas de junio, que corresponde al 22 de mayo; *De rebus gestis Caroli V*, lib. II, pág. 60. Tenemos por mas exacta la primera de estas dos fechas.

CAPITULO III.

COMOION GENERAL EN CASTILLA.

Descontento de todas las clases.—Levantamiento de Toledo.—De Segovia.—De Zamora.—El obispo Acuña.—Se apodera de Zamora.—Levantamiento de Madrid.—De Guadalajara.—De Avila.—De Cuenca.—De Burgos.—Este último lo adultera el condestable.—Conducta desacertada del consejo.—Ronquillo sobre Segovia.—Le ahuyentan los segovianos con los socorros de Madrid y Toledo.—Levantamiento de Salamanca.—De Leon.—De Murcia.—Fonseca y Ronquillo sobre Medina del Campo.—Heroísmo de los medinenses.—Fonseca prende fuego á la villa.—Huye del reino.—Persecucion contra su hermano el obispo de Burgos.—Levantamiento de las merindades.—De Valladolid.—Profecias prepaladas en los púlpitos.—Levantamiento de Palencia.—Recuerdo de la alta prevision de Jimenez de Cisneros.

Tomando los procuradores la vuelta de sus ciudades divulgaron de pueblo en pueblo lo acontecido en Santiago y en la Coruña; y al embarcarse don Cárlos con sus flamencos se enfurecia ya todo el reino por haberse menospreciado sus clamores, y mas por recargársele con nuevos tributos contra lo que habian prevenido á sus diputados (1). Misteriosamente unos, y otros á las claras, todos

(1) Hasta ALONSO MORGADO, uno de los mas acérrimos contrarios de los comuneros, se espresa de este modo: «Y aunque los procuradores de las ciudades iban con ánimo de no conceder el nuevo servicio, que entendian ellos era el todo para que S. M. los mandaba juntar á córtés, llegados allá mudaron de propósito...» *Historia de Sevilla*, capítulo 44, fol. 84: Edicion de Sevilla, 1587.

los próceres instigaban al desasosiego y promovían turbaciones. Robusto eco de la oración fúnebre pronunciada en elogio del cardenal Cisneros (1), continuaba desde los púlpitos la predicación audaz y fogosa de los ministros del altar, enardeciendo las almas y exortándolas a sacudir el tiránico yugo; y, como si el acento de la verdad no alcanzase á conmoverlas, sembrábanse especies exageradas, y se abultaba el exceso del servicio otorgado por las cortes, con asegurar que era menester pagar un tanto por cada hijo que naciese en la familia, y por cada bestia que se mantuviese, y por cada teja que saliese á la calle, y todo esto, no temporal, sino perpetuamente (2). Cédulo el vulgo, é inquieto por lo que había visto, se inflamaba con lo que oía, sin pararse en averiguar si era inventado, y mas prestándose á todo lo imaginable el porte ruin de los flamencos en España.

Toledo, que había tomado la iniciativa en las peticiones, fué también la primera en levantarse intrépida, escitando con su ejemplo á las demás ciudades. Tan luego como allí se supo la ma-

(1) El doctor Siruelo, catedrático de prima en Alcalá de Henares, tuvo á su cargo la oración fúnebre de Cisneros, y tomó de David el siguiente tema: *«Increpa feras Arundinis: congregatio laurorum in vasis populorum ut excludant eos, qui probati sunt argento;»* con cuyas palabras apoyó principalmente la fortaleza y justicia del siervo de Dios contra las desordenadas y montaraces costumbres de los poderosos y la ambición y codicia de los ministros flamencos, que, después de haber desquiciado del gobierno á los españoles, pretendían enriquecerse con la plata y oro del reino.» *Crónica seráfica* de la que escribieron cuatro tomos el padre Cornejo; otros cuatro fray Eusebio González Torres, y uno fray Josef de Torrubia. Esta cita corresponde al lib. II, cap. 45, pág. 244 de la *Parte Octava* impresa en 1737.

(2) De un discurso manuscrito contra las Comunidades, que existe en el Escorial, tomó su bibliotecario don José Quevedo esta nota: «Que cada hombre casado pague un ducado por su persona; otro por su mujer; dos reales por cada hijo ó hija; un real por cada mozo ó moza; ciertos maravedís por cada perro; y tanto por las tejas del tejado.» Trae además otra relación mas minuciosa de los géneros que debían pagar tributo, y eran cabalmente los que necesitaba la clase pobre, pues al final se lee: «En las cosas que SS. AA. mandan que no se debe hacer el pecho ni derecho es, en el pan y en la seda, y en todas las cosas de oro y plata, y otras muchas cosas que no se escriben porque no las han mostrado los procuradores.» Véanse los apéndices á la traducción del *Movimiento de España*, de MALDONADO.

la acogida de sus mensajeros en Valladolid, en Villalpando y en Benavente, agriáronse mas las voluntades, ya muy prevenidas en contra: se tuvo aquel desman por fúnebre presagio, y se dispuso que saliera en pública procesion la cofradía de la Caridad como en los dias de grandes tribulaciones, dándola el color de rogativa porque Dios alambrase el entendimiento del rey para bien gobernar su estado. Uniéndose don Hernando de Silva al nuevo corregidor se afanó en impedir tan peligrosa junta de gentes, y avisó á los cofrades que desistieran de su propósito y no le obligaran á caer sobre ellos con su parentela y servidumbre. Esta amenaza empeñó mas al pueblo en hacer su gusto; y se decia audazmente que no solo estorbaban el bien público aquellos señores, sino que tambien contradecian las acciones devotas. A no ser con grande escándalo y peligro cierto no cabia resistencia despues de tomar este giro lo proyectado: por consiguiente, la procesion salió de la iglesia de Santa Justa hasta la catedral rodeando muchas calles, y por el inmenso gentío que iba en ella se vió manifestamente ser contados los que no seguian la voz de Juan de Padilla y de Hernando Dávalos en Toledo (1). Don Hernando de Silva abandonó la ciudad y se fué á dar cuenta al rey de lo acontecido. Imaginóse en la corte que todo volveria á su estado natural en apartando de aquella poblacion á los caudillos del movimiento; por lo cual don Carlos les envió cédulas para que sin demora se presentáran en Santiago: lejos de cumplirlas suplicaron de ellas, y, renovadas, hicieron ademan de ponerse en camino. Ora eligiesen la ocasion mas pública para emprender el viage, ora saliese Padilla ocultamente y en un caballo brioso, que por lo regalado no pudo resistir la fatiga, pues todo esto se dice en las historias del tiem-

(1) Al hablar del levantamiento de Toledo el presbítero Maldonado en el libro II de su historia, le interrumpe el toledano diciendo haber sido uno de los que gritaron entonces sin que se arrepienta mucho de ello, pues teólogos, párrocos, ancianos y muchos nobles persuadian esto mismo, recomendándolo estrordinariamente, aun quando despues volvieron las espaldas.

po, es la verdad que el vecindario les atajó el paso con grande ímpetu y alboroto, publicando que su viage seria la perdicion del pueblo (1). Lleváronlos como presos á la iglesia mayor juntándose hasta siete mil hombres, armados los mas de ellos, y despues los trasladaron á sus casas, guardándolos dia y noche.

Entre el alboroto de la gente se oyeron los pregones del corregidor amonestando á los vecinos á apaciguarse: muchos de ellos dieron en su posada, y forzándole á reponer la notificacion que habia hecho de las reales cédulas á los caudillos de Toledo, dejáronle la vara, aunque sin autoridad ninguna; y sonrojado de su nulidad tuvo por mejor ausentarse de donde solo podia sacar en adelante mayor afrenta. Imitaron su ejemplo los mas principales de su partido; solo don Juan de Ribera, diputado por suerte y hermano de don Hernando de Silva, el cual poseia la tenencia del alcázar y de las puertas de la ciudad, se mantuvo algo firme con sus deudos y vasallos. Sin mas estorbo que un ligero combate en los puentes de Alcántara y de San Martin, se apoderaron en breve los que ya se apellidaban miembros de la *Santa Comunidad*, de todo el recinto de Toledo, tras de lo cual volvieron sus brios contra el alcázar, que tambien hubo de rendirse por falta de víveres y de esperanzas en su caudillo. Este pactó dejar un teniente, que en su nombre conservára por el rey la fortaleza; convenio que duró poco por haberle quebrantado el pueblo, que no quiso tolerar el menor asome de vasallage. Con todo, Padilla y Dávalos enviaron al rey sus disculpas, manifestando lo

(4) PEDRO ALCOCER, que escribia en Toledo, asegura que Juan de Padilla dejó la ciudad tan disimuladamente como pudo, y que salieron en su seguimiento mas de veinte de á caballo, y le obligaron á volver, poniéndole acto continuo en una capilla con llave y guarda.—PERO MEJIA supone que, antes de aderezar Padilla y Dávalos su partida, juntaron gente que se la estorbara; y aun insinúa que, al decir de algunos, cuando los dos regidores pasaron por delante de la iglesia mayor se apearon bajo pretexto de hacer oracion, porque sabian como les esperaban dentro aquellos con quienes estaban confabulados. Todos concuerdan en que el 46 de abril fué el dia en que Padilla y Dávalos intentaron partirse de Toledo.

mucho que les pesaba haber sido preses y no poder acudir donde les llamaba. De la alteracion se tuvo puntual noticia en la Coruña antes de que don Cárlos se ausentase. Cuéntase que sintió impulsos de correr sobre Toledo y castigar su desacato, y que se lo quitaron de la imaginacion los de Flandes, pintándole el tumulto como una fugaz llamarada, y haciéndole consentir en que, pasado el primer empuje, se aplacaria todo. Don Pedro Laso de la Vega permaneció en el Padron hasta que solo le quedaban cinco dias del término señalado para personarse en su tenencia: dirigiéndose á ella supo lo que de las ocurrencias le avisaron Dávalos y Padilla y torciendo camino hizo una especie de entrada triunfal en Toledo (1).

Con tanta bizarria y mayor corage respondió á su grito Segovia. Hallándose reunido el comun de la ciudad el martes de Pentecostés en el convento del Corpus Cristi para elegir sus procuradores y estando ya los ánimos muy sobre sí con las nuevas de Galicia, levantóse un segoviano á denigrar al corregidor, por que, desdeñándose de vivir entre ellos, tenia alli unos dependientes mas ocupados en robar que en hacer justicia. Un tal Hernan Perez Melon, que habia llegado á viejo en el oficio de corchete, dijo por su mala fortuna que de los oficiales del rey se debia hablar templadamente, y que si no les parecia bien el consejo, mirasen no les sentara peor el castigo. Apenas habia proferido la amenaza le acometieron todos á una y sacándole de la iglesia á las voces de «muera el traidor,» le echaron una soga al cuello y le arrastraron hasta colgarle, ya muerto, de una horca levantada en un instante estramuros de la ciudad hácia la parte de Oriente. De

(1) Especifica este suceso Pedro Mártir, de Angleria en la epístola 677. En un precioso manuscrito anónimo, pero compuesto por un testigo de vista, se dice: «Venido don Pedro Laso le fueron á recibir y lo llevaron por toda la ciudad á él solo á caballo y todos los mas nobles y ciudadanos y populares en manera de triunfo á pie, haciéndole aclamacion como á defensor de la patria; y él en alguna manera lo rehusaba.» En la biblioteca del Escorial existe este manuscrito.

vuelta la turba en número de dos mil hombres hallaron en el Azoguejo á otro corchete, llamado Juan Portal, á quien dijo uno de los sediciosos; *Portalejo, tu compañero Melon se te encomienda, que queda ahí en la horca, y dice que te espera en ella.* Tenia el corchete en la mano papel y pluma en guisa de apuntar los nombres de los que conocia del tumulto, y respondió sin turbarse: *Mantenga Dios al rey mi señor y á su justicia que algundia os arrepentireis.* Sa ademan y su amenaza le perdieron en un solo punto, porque la plebe le llevó á empellones á la misma horca, recreándose inhumanamente en colgarle de los pies y en su congojosa agonía.

Juan Vazquez y Rodrigo de Tordesillas, procuradores de Segovia en la Coruña, supieron aquel mismo dia en Santa María de Nieva el horrendo caso. Vazquez anduvo prudente en marcharse al Espinar, donde tenia su morada (1): no quiso seguirle Tordesillas, sino que, estimulado del deseo de ver á su esposa, por ser recién casado, y fuerte ademas de ánimo, entró en la ciudad con reposado continente. Una mano misteriosa llamó á su puerta con recias aldabadas en las altas horas de la noche; una voz amiga le gritó desde abajo que al dia siguiente no fuera á ayuntamiento, si queria evitar una desgracia. Indócil á las precauciones del miedo, sordo á las amonestaciones de la cordura, en vez de recatarse del vulgo salió al otro dia á la calle montado con grande autoridad en una mula y vestido de mucha gala. Aun velaba la Providencia por su vida: el cara de San Miguel le instó en el camino á refugiarse á un convento y á no empeñar á la ciudad en nuevas desventuras: pero la temeridad seguia precipitándole á su ruina, y nada pudo disuadirle de acudir á la tribuna de la iglesia, donde se reunia á la sazón el ayuntamiento. Cercáronla súbito miles de

(1) Se equivoca Alcocer al decir que de los dos procuradores segovianos votó el uno en las córtes como el rey queria y el otro como debia; ambos votaron como el rey quiso, y contra lo que su ciudad les habia mandado.

personas en tropel confuso, y forzaran las puertas á no ordenar el mismo Tordesillas que las abrieran sin tardanza; y antes de que invadieran aquel recinto se les presentó con la gorra en la mano, resuelto á darles cuenta de su procuracion y cometido: su voz no pudo dominar la horrenda griteria: pidiéronle los capítulos de lo que habia hecho; les entregó el memorial que los contenia, y, sin detenerse á leerlo, en el instante lo hicieron pedazos. Tordesillas se quejó de la sinrazon y afeó la descompostura; y la plebe, cada vez mas desenfrenada, le amarró con una soga, y le arrastró despues por las mismas calles que el dia antecedente fueron teatro de sus furias. Sordas á las súplicas de algunos ciudadanos, irritadas contra otros que desenvainaron las espadas para librar al desventurado Tordesillas, sin enternecer á aquellos empedernidos corazones la triste coincidencia de ser hermano suyo el guardian de franciscanos, que al frente de la comunidad y llevando en sus manos el Santísimo Sacramento, se les atravesó por delante con lágrimas en los ojos, no pararon aquellas gentes hasta dar con su víctima en la horca. Asi quedaron dueños absolutos de la ciudad y sin obstáculo á sus intentos: ya va dicho que el corregidor don Luis Acuña no habia puesto los pies en Segovia: el obispo don Diego de Ribera habia abandonado su diócesis por acorrer á sus hermanos muy comprometidos en Toledo (1).

Al propio tiempo que los segovianos se alzaron tambien los de Zamora, y en la propia ocasion de regresar sus procuradores de la Coruña: suerte de estos fué evadirse en feliz hora y esconderse en el convento de Santa Marta, una jornada distante, pues de no hacerlo termináran trágicamente su carrera como el bachiller Tordesillas. Ya que no pudo otra cosa les quemó el pueblo en efígie en

(1) En la epístola 674 habla ANGLERIA del levantamiento de Segovia; en un manuscrito anónimo de la biblioteca de la Academia de la Historia se narra mas menudamente; PERO MEJIA lo describe en el lib. II, capítulo 8. SANDOVAL lo amplifica algun tanto en el lib. 5, página 220 á 222. DIEGO COLMENARES perfecciona esta relacion en la *Historia de la insigne ciudad de Segovia*, tomo III, cap. 37, pág. 37 á 45; vision de Segovia de 1847.

medio de la plaza, apellidándolos traidores, y colocó sus bustos en el ayuntamiento con otros epítetos deshonrosos. Llevando á mal el conde de Alba de Liste que, en desdoro del ascendiente que allí gozaba, le tuvieran en menos los del tumulto, y ni le pidieran su beneplácito para sublevarse, ni ambicionaran su ayuda para sostenerse, tuvo empeño en restablecer la calma con inminente peligro de su persona (1). Por medio de sus amigos y criados comenzó á halagar á los mas inquietos, poniéndolos por delante la desapoderada ambicion de los rebeldes de Toledo, y la perdicion á que les arrastraba su ciego encono contra los procuradores, que no habian cometido mal alguno. Tampoco escaseó el medio de intimidar á los flacos de espíritu con severas amenazas; y su diligencia y su denuedo domaron en fin el alboroto, restauraron la autoridad del corregidor y anularon los decretos de la plebe. Y no fué este ruin triunfo, porque los de la sedicion contaban de su parte al obispo de Zamora don Antonio Acuña, con quien Alba de Liste se estrelló muchas veces, intentando reprimir su bando; y dar el ejemplo de resistir y de vencer al mas temible y famoso personaje de los que sonaban en la naciente revuelta, valia tanto como enseñar al gobernador y al consejo la obligacion de impedirla y la manera de sofocarla.

Descendia el obispo Acuña de ilustre familia leonesa entroncada con los Osorios: su padre, que despues de viudo se consagró sacerdote y tuvo sucesivamente el arcedianato de Valpuesta, la abadía de Valladolid, y los obispados de Segovia y de Burgos, le destinó tambien á la carrera eclesiástica desde niño. Su primera dignidad fué el arcedianato con que habia empezado su padre: honróle Isabel la Católica dispensándole favores; indispu-

(1) El conde de Alba de Liste, fué uno de los muy pocos grandes de Castilla, que desde un principio se declararon contra las Comunidades. Por lo demas todos los historiadores concuerdan en lo que el autor del manuscrito anónimo de la biblioteca del Escorial dice de este modo: «En este tiempo los grandes y otros señores de Castilla favorecian esta «opinión por parecer que esto se moviera y siguiera con celo de liber-
«tar la patria, que parecia opresa de los estrangeros.»

siéronle luego sus émulos con Fernando V; y ganoso de medrar se partió Acuña para la corte pontificia, donde alcanzó de Julio II la mitra de Zamora. Como en el nombramiento no habia intervenido suplicacion de la corona de Castilla, se espidió orden al cabildo para no reconocer al prelado. Este hizo en su diócesis gente de armas; en un instante trasformó la iglesia de Fuentesauro en atrincherada fortaleza, capaz de resistir recios ataques; y, siendo aquella villa de jurisdiccion papal, prestóle el vecindario vigorosa ayuda. Para contrarestar su audacia envió el consejo al frente de tropas al alcalde Ronquillo, hombre de mano, espeditivo en juzgar á los delincuentes, inaccesible á la compasion y al blando ruego, con mas visos de verdugo que de juez, tan desaficionado á las riquezas como codicioso de sangre. A nadie se ocultaban su inexorabilidad y vehemencia: su triste renombre provenia de estas cualidades: cuando de su autoridad se valia el trono diciéndole *Juzga*, sonaba semejante voz á todos como si le dijera *Estermína*: asi inspiraba pavor su nombre, sobrecogia su presencia, *presumiendo de gran juez estiraba la justicia al sumo rigor de castigos criminales* (1); y desde que comparecia en su tribunal un acusado aprestaban la dolorida esposa y la contristada madre las tocas de luto, porque todos los autos en que ponía su rúbrica terminaban en el último suplicio.

Estímulo y no desmayo infundió en el corazon del obispo háberse las cara á cara con un individuo reputado por de invencible teson y fortuna; opuso á su rabiosa presteza un valor firme y sereno; á sus alardes de fuerza, mal dirigida y peor disciplinada, una astucia que encendia doblemente su corage y cegaba mas su entendimiento. Unas veces interceptaba Acuña los víveres á las gentes de Ronquillo; otras les quitaba las armas y el vestuario; y asi fué mermándole el prestigio y encadenando su osadia, hasta que, en inteligencia con los de Zamora, le sorprendió una noche

(4) COLMENARES, tomo III, cap. 37, pág. 47.

en su propia posada: prendióla fuego para vencer su oposicion á rendirse; y, apoderándose de su persona, le encerró por algun tiempo en el castillo de Famoselle, con lo que acabó de enseñorearse del obispado.

Posteriormente, cuando la conquista de Navarra, le envió don Fernando á pactar con Juan D'Albret que no siguiera en favorecer al rey de Francia y en ser hostil á Julio II, quitándole como cismático las tierras, sino que se declarara por el rey de Castilla y éste en galardón le restituiría su estado. A estas proposiciones respondió el monarca desposeído con suma aspereza y con palabras de gran desacato á Fernando V: sin reparar el prelado en estar rodeado de enemigos satisfizo su obligacion volviendo enérgicamente por la honra de su soberano: D'Albret aderezó una ruidosa venganza á sus ofensas con la prision de Acuña, y si, atropellando el salvo conducto debido á los embajadores, se obstinó en no soltar al del rey de Castilla sin recibir un cuantioso rescate, costóle este desman la pérdida definitiva de su trono de Navarra.

Poco antes de la época por donde nuestra relacion camina habia acreditado el obispo su capacidad singularísima en hacer aprestos militares, ocupándose en habilitar la escuadra contra los Gelbes; empresa que llevó á breve y dichoso remate en Cartagena con asombro y alabanza de los capitanes de mar y de los gefes de aquella expedicion, en que casi se dieron la mano la órden de prevenirla y el buen éxito en ejecutarla. Acuña rayaba en los sesenta años: mas seco y de complexion nervuda parecia un *Holdan en lo fuerte y animoso* (1): su atezado rostro revelaba

(1) SANDOVAL, lib. VI, pág. 276. Para dibujar el retrato del obispo de Zamora tenemos á la vista algunas cartas suyas: dos que le escribió Fray Antonio de Guevara, una desde Riosco á 20 de diciembre de 1520, y otra desde Tordesillas á 10 de marzo de 1524. De como le juzga se puede calcular por el párrafo siguiente: «Acuérdome que siendo muy «niño, en Treceño, lugar de nuestro mayorazgo de Guevara, vi á don «Ladron, mi tío, y á don Beltran, mi padre, traer luto por vuestro padre.» «En verdad. señor obispo, viendo. como yo os vi en Villabraxi-

á un hombre acostumbrado á los rigores de la intemperie: salientes de las órbitas sus ojos, mas que vivaces y menos que feroces, le pintaban enérgico y atrevido: ágil de miembros y de elevada estatura pasmaba por lo diligente é imponía por lo bien plantado. Frugal en el comer, parco en el dormir, sufrido en el padecer, amante de la agitacion y esquivo al reposo, siempre mostraba eriguida la cana frente, y era audaz, vehemente y precipitado en el consejo como en el arrojo: no se le conocía descompostura que ajara la limpieza de su honestidad: su ingénita inclinacion le impelia al ejercicio de las armas y las jugaba con destreza maravillosa: hacia mal á un caballo como escogido ginete; sentábase mejor el talabarte que la estola, y en resúmen todas sus prendas acreditaban al tumultuario obispo de haber errado en gran manera la vocacion cuando recibió la tonsura.

No era de pensar que su carácter le consintiera permanece largo tiempo en la desairada situacion en que le ponía su fuga de Zamora, y mas no faltándole en su diócesis caudal ni amigos. El conde de Alba de Liste se mofaba de sus afanes por revolver sobre una ciudad mnrada, que tantos asedios habia sufrido en lo antiguo con honra y prez de sus naturales; y tenia por sólida victoria la que en un instante de vacilacion habia obtenido sobre los tumultuados. Estos volvieron á bullir inquietos así que les llegó el mensage del levantamiento de Segovia, y parecióles intolerable el freno de la sumision á que les obligaba el magnate. Al frente de unos trescientos hombres enderezó Acuña su marcha á Zamora, resuelto á entrarla por fuerza de armas, ó á morir en el combate, si, lo que no alcanzaba su mente, se le cerraban las

«ma, rodeado de artillería, acompañado de soldados y armado de todas armas, con mas razon traeríamos jerga porque vos vivís, que no luto «porque vuestro padre murió.» Añaden interesantes pormenores sobre el prelado de Zamora el licenciado CABEZUDO en las *Antigüedades de Simancas*; DIEGO JOSE DORMER en sus *Anales de Aragon*, cap. 20, pág. 237, edicion de Zaragoza, 1697; y el proceso que se le formó en febrero y marzo de 1526, impreso por primera vez en Valladolid el año pasado de 1849.

puertas y le perseguia el vecindario. Ufano el conde se reia entre sus amigos de que la temeridad del prelado imaginase poner cerco á poblacion tan guardada con un puñado de gente allegadiza, porque, circundado de parciales, sabia poco de las murmuraciones de los zamoranos, y contaba tenerlos á su devocion de por vida. Hasta ofendió á Acuña con enviarle parlamentarios que, mostrándose solícitos de su reputacion é intereses, y con aires de lástima por verle precipitado á inevitable ruina, le instaran á retroceder y á no insultar al pueblo, creyéndole tan cobarde que se rindiera á su escasa tropa. Díjoles el obispo que llevaran por respuesta cómo no iba contra los de Zamora, sino contra algunos ilusos que adormecian miserablemente su patriotismo con engaños; y avanzó de seguida hasta colocarse á tiro de saeta del muro. Entonces se vió desembocar por el portillo frontero al campo de Acuña considerable muchedumbre en ademan de ataque, y como el prelado amaba el peligro, que siempre le hallaba sosegado, recorrió las filas de su gente; animóla á ser la primera en la acometida y la aseguró de la victoria. Observando mejor á los que salian de la ciudad y dando rápidamente otro sesgo á su discurso, dijo no necesitarse valor ni esfuerzo, porque la multitud no venia de traza hostil, sino á recibir á su obispo llena de amor y de entusiasmo. Y asi era la verdad, que al rumor de su llegada se insolentaron los de Zamora contra Alba de Liste; quitaron á sus gentes una de las puertas, y volaron á saludar á Acuña con inequívocas demostraciones de alborozo. Adelantándose hácia ellos un poco mas el prelado les habló cortés y amorosamente; agradeciéoles la fidelidad que habian conservado á Dios, á la patria y á su obispo; y sobre la marcha se metió en la ciudad tan prestamente como pudo por el inmenso tropel que celebraba su triunfo y entorpecía el andar de su caballo. Por el lado opuesto se escaparon el conde y sus pocos adictos, encontrando apenas hospitalidad ni descanso en toda la comarca. Al amparo de Zamora súbito imitó su ejemplo Toro, en donde don Fernando Ulloa, malquistó con su

hermano, le robó el ascendiente, y se puso á la cabeza de la comunidad, que ganó sobremanera en la escision de los individuos de este ilustre linage.

Como al caer en hacinado combustible una ligera chispa prende voraz incendio, bastó que en Madrid se supiera la accidental llegada de un alcalde de córte, llamado Hernan Gomez de Herrera, á entender en negocios de su familia, para creerle encargado de hacer pesquisa contra Toledo. Airada la plebe asaltó su posada donde ya no encontró á nadie, y de alli fué á la del alcaide del alcázar Francisco de Vargas, y se armó de escopetas, alabardas, picas, dardos y ballestas, encendiéndose mas en ira cuando se esparció la voz de haber salido secretamente Vargas á traer socorros de Alcalá de Henares.

Capitaneados los sediciosos por algunos caballeros y mandando á todos un tal Juan Negrete, hombre vulgar de condicion, no en presencia de ánimo y en travesura, se echaron fuera de la villa y avanzando en buen orden contra Vargas, que venia á meter los socorros en la fortaleza, le desbarataron en campo raso y le obligaron á desandar camino. Toledo les envió á las órdenes de Gonzalo Gaitan quinientos hombres y treinta lanzas, con los que trastornaron los planes de don Juan Arias de Avila, señor de Torrejon de Velasco, que, habiéndoles negado ayuda, quiso reforzar á los de Vargas con ciento cincuenta caballos y otros tantos peones. Miráronlo muy mal los de la villa, á quienes habia prometido mantenerse quieto, y le quemaron el lugar con muerte de algunos de sus vasallos. En venganza se metió Velasco en Móstoles una noche, y debió ser cautelosamente porque, lejos de estar prevenido el vecindario, habia tapiado las calles y esperaba sobre las armas al enemigo. Asi éste solo pudo saquear parte del pueblo y hubo de abandonarlo con presteza: no fué tanta que los de Móstoles no tuvieran tiempo de dar alcance á su gente, y de forzarla á soltar la presa, para empeñarse con mas desembarazo en la fuga. A poco entró Velasco en Illescas, esperanzado en apla-

car la gente de armas que allí estaba de aposento; mas, como allí mandaban tantos, lo que adelantaba un día lo perdía otro, hasta que todos los vecinos le faltaron al respeto y le amenazaron de muerte. Su laudable entereza resistió con fruto las intimaciones de rendir su artillería; y, prendada la turba de tanto denuedo, le permitió abandonar la villa, sin darse por agraviada del buen semblante con que, al frente de su pequeño escuadrón, se jactaba en el ademán de poder mucho, pues salía libre. Posteriormente conservó por el rey tres fortalezas en la comarca, lo cual le valió el título de conde de Puñonrostro.

En tanto los de Madrid estrechaban el alcázar enfurecidos de que tenazmente les disputara la final victoria. Dañándoles sobremanera los tiros de sus cañones, empezaron á minarlo por cuatro partes hasta que lo sintieron los de dentro, no decaídos de ánimo por la falta del alcaide, á quien ninguno de sus soldados echaba de menos, gracias á la firmeza de su esposa, que atendía á todo sin que nunca la amilanase el peligro. Su esforzado espíritu buscó traza de inutilizar lo que trabajaban los sitiadores en la mina: y estos, para guardarse de los certeros disparos que diezmaban sus filas, se daban á la faena de noche, al abrigo de antepechos y mantas, donde se embotasen las balas que vomitaban los cañones y falconetes. Pertinaces en defenderse derribaron los sitiados las casas contiguas para jugar la artillería con mas franqueza: de lo que ganaban los de fuera no cedían un palmo, sino que á medida que era mayor el destrozo se les aumentaba el coraje. A punto llegaron las cosas de no vérselas otro fin que el esterminio de uno de los dos bandos, por lo cual, animados de intencion piadosa, intervinieron algunos frailes en restaurar el sosiego. Medio concertado estaba ya á tiempo que salió de través un caballero clamando á voces; *¡Oh traidores bellacos, judíos de Madrid! ¿Qué habeis hecho? ¿Qué concierto quereis hacer con tanto perjuicio del rey y de vuestra villa, que todo lo haceis de cobardes?* Amenazadoras vociferaciones tuvo por eco este imprudente insulto:

otra vez hirvió la exaltacion en todas las cabezas ; armóse gran revuelta de cuchilladas ; y mucho fué que se aviniera la turba solamente á llevar preso al hidalgo hasta saber quien le habia escitado á mover tal alboroto. Otro dia tornaron á batir el alcázar con mayor fiereza. Cada una de las parcialidades tenia un buen artillero á su servicio : de un tiro mató el de fuera al de dentro : ya no sonaron estruendosas y mortíferas las bocas de fuego del alcázar , y sus defensores, acosados tambien por el hambre, se entregaron al alcalde mayor de la comunidad, que lo era el licenciado Castillo ; con lo que la villa de Madrid quedó enteramente por los de su bando, bien provisto en adelante de armas con las muchas que sacó del castillo, y envalentonado ademas por la no fácil victoria (1).

Asentada á poca distancia de Madrid, tuvo Guadalajara á men-
gua permanecer tranquila, ofendiéndola los mismos sinsabores que á las demas ciudades. Muchos de sus vecinos dieron tras los Guzmanes Luis y Diego, sus procuradores en la Coruña, á quienes la fuga salvó de la muerte. Desahogóse la plebe arrasando sus casas, y, despues de ararlas, sembráronlas de sal como de traidores, y para que no contaminaran á los leales. Grande autoridad imprimió al movimiento de Guadalajara la alta gerarquía de su caudillo: fuélo por voto popular el conde de Saldaña, y su padre, el duque del Infantado, acabó de esforzar la razon de toda Castilla, escribiendo acertadamente al cardenal Adriano, que sin pasion ni aficion publicara un indulto general para remediar tamaños males antes de que se enconase la llaga ; que aboliese el servicio ; que se volviesen las alcabalas á su antiguo estado, y que se quitaran los oficios y las dignidades á todos los que no fueren nacidos en el reino (2). Alcalá de Henares, escitada por los de

(1) Casi copiando el manuscrito de GONZALO DE AYORA describe SANDOVAL el levantamiento de Madrid mejor que historiador alguno; lib. V, pág. 239 á 240, y 245 á 248.

(2) *Historia de Guadalajara* por el padre FERNANDO PECHA, jesuita.—*Historia eclesiástica y seglar de la muy noble y muy leal ciu-*

Madrid y protegida por los de Guadalajara, expulsó de su seno al provisor y administrador de la mitra toledana, que tenia alli el sobrino de Chevres. En Soria se ladeó hácia el pueblo don Carlos de Arellano por vencer á sus competidores en la no interrumpida pugna de linages, y de resultas se asoció una ciudad mas al movimiento.

Ninguna poblacion se alzó mas moderadamente que Avila, donde hubo desde luego estipulaciones entre los caballeros y los populares: estos iban á quemar las casas á Antonio Ponce, contrario á la comunidad, y á Diego Hernandez de Quiñones, porque habia otorgado el servicio; y los caballeros les obligaron á desistir de su intento con afectuosa blandura. Hízose fuerte en el castillo su alcaide don Gonzalo Chacon, señor de Casarrubios: el comun quiso tomarlo; pero encontró inopinada resistencia, y, conociendo ambos partidos el mucho daño que podian hacerse unos á otros, concertaron ante escribanos públicos y con aprobacion del cardinal Adriano no hostilizarse.

No pasaron asi las cosas en la ciudad de Cuenca, donde como persona muy principal trató de sofocar el tumulto don Luis Carrillo de Albornoz, señor de Torralba y de Beteta, faltándole en tal manera al respeto los populares, acaudillados por un tal Calahorra, que alguno de ellos le saltó á las espaldas y le trató como á cabalgadura agena, no sin risa y algazara de la plebe. Herida en lo mas vivo doña Inés de Barrientos por el desman cometido contra su esposo, meditó una venganza al estilo de las que tan funes-

dad de Guadalajara, por don ALONSO NUÑEZ DE CASTRO, cap. 6.ª, página 459 y 460, edicion de Madrid de 1653. FRANCHENAU, en la *Biblioteca hispánica, genealógica, heráldica*, folio 434, edicion de Leipsick, supone que el nombre de Nuñez de Castro sirve al P. Pecha para ocultar el suyo. Error notable: son dos distintos los escritores; lo que hay de verdad es que la historia del padre Pecha permanece inédita, y con poco escrúpulo Nuñez de Castro la publicó por suya con algunas alteraciones; á la manera que FRANCHENAU aparece como autor de la *Biblioteca hispánica* escrita por DON JUAN LUCAS CORTES, segun los mejores datos. ANGELERIA habla tambien en la epístola 672 del levantamiento de Guadalajara.

ta celebridad daban por entonces á los Borjas en Italia. Una noche, fingiendo júbilo por la conmocion del pueblo y amor á sus promovedores, les convidó á una opípara cena: hartos alli de sabrosos manjares y tomados del vino, fueron llevados cada uno á su aposento, y dieron con su embriaguez en lechos bien mullidos y espléndidamente colgados. Un sueño profundo acabó de postrarsus fuerzas y de entorpecer sus sentidos: entonces consumó el puñal lo que en los banquetes de los Borjas el veneno. Otro dia amanecieron sus cadáveres suspendidos de las ventanas: y exaltada la plebe cerró contra todo lo que aguzaba en su mente la memoria de la criminal injuria con sed de sangre y furor de muerte (1).

Tan de corrida iban estas alteraciones que, con haberse embarcado el rey despues de mediar mayo y estar poco adelando junio, se murmuraba ya en toda Castilla de la letárgica tibieza de los burgaleses; murmuracion que indispuso á los mas ínfimos primero y despues á toda la clase llana contra los que les mantenian en una subordinacion, que miraban como deshonra. Sobresaltado el corregidor por las voces que circulaban entre el vulgo convocó al ayuntamiento para quejarse de ellas, y á sus amonestaciones respondieron con desusada altivez un tal Juan, espadero de oficio, y un sombrero llamado Bernardo de Roca (2). Anduvo el Juan mas audaz que su camarada, y ni las amenazas de meterle en un calabozo le pusieron temor ni silencio. Terminada aquella junta la alborotada plebe le echó de menos en sus filas, clamó porque se le entregara el preso, y ébria ya de cólera no cesó de gritar,

(1) SANDOVAL, lib. VI, pág. 263.—JUAN PABLO MARTÍN RICO, *Historia de la muy noble y leal ciudad de Cuenca*, pág. 94 á 402; edicion de Madrid, 1629. Este autor era descendiente del famoso abate milanés Pedro Mártir de Angleria.

(2) SANDOVAL, lib. V, pág. 237, los llama Anton Cuchillero y Bernal de la Rixa: hasta la pág. 239 habla de la primera alteracion de Burgos. PERO MEJIA toca este asunto sin circunstanciarlo en el lib. II, cap. 5.º Estudiamos con preferencia el levantamiento de Burgos en la obra del presbítero Maldonado, que lo narra como testigo de vista. Habla ANGLERIA de este suceso en la epístola 674.

aun viéndole libre. Contra el corregidor fué su primer arranque; no hallándole en su casa unos le quemaron las joyas, y otros acometieron el convento de San Pablo, donde habia buscado refugio: en vano se esforzaron los monges benedictinos por apaciguar á los sediciosos, dispuestos ya á invadir el sagrado asilo y á sacar al corregidor hasta del mismo templo. Tuvo que hacer dejacion de la vara en manos de los monges, quienes la transmitieron á la plebe. Fiando esta en ser don Diego Osorio hermano del obispo Acuña, le obligó á encargarse del corregimiento por mas que lo escusó porfiadamente con tener el de Córdoba y estar de paso en Burgos solo para ver á su esposa y familia. En medio de la fermentacion del tumulto se avivaron los antiguos y recientes rencoros de los burgaleses hácia Francisco Castellon, acusado de haber exigido con demasiada dureza las contribuciones reales: contra Diego Soria, que en las antiguas córtes de Valladolid se habia opuesto de continuo á las patrióticas gestiones de Zumel, su memorable compañero; y mucho mas airados asestaron sus iras contra Garci Ruiz de la Mota, desleal á su ciudad en la Coruña, y que al amparo del valimiento de su hermano el obispo habia mudado de fortuna de la noche á la mañana. A Pedro Juan de Cartagena, tambien procurador en las últimas córtes, salvó de la furia popular el tener de huésped á Pedro de Cartagena, su pariente, y yerno de Osorio. Antes de demoler las casas de los que señalaba la plebe como sus capitales enemigos, despojábanlas prontamente los tumultuados de cuanto contenian de muebles y alhajas; todo se arrojaba al fuego, y muy poco cercenaba de ello el hurto. Con la hacienda de Garci Ruiz de la Mota perecieron muchos papeles de importancia pertenecientes á la corona de Castilla.

A voz de pregonero se citó á los ciudadanos en hora muy avanzada de la noche para que á la del alba se juntasen armados sin escopcion de edad ni gerarquía, y acometieran el alcázar bajo pena de ser tenidos por traidores. Y puntuales al llamamiento acudieron en gran muchedumbre mozos y ancianos, eclesiásticos

y labradores, artesanos y caballeros: junto á un hidalgo galan y apuesto con su empenachado casco y bruñida coraza, empuñaba un jayan por primera vez una espada tomada del moho: entre ballesteros improvisados volteaba su honda ó esgrimia fludoso palo el atezado campesino: alguno se cubria con fuerte rodela hasta ganar del contrario lanzon ó espada: éste disparaba al aire por lucir su habilidad en el manejo de la escopeta: aquel blandia un chuzo; el que otra cosa no hubo á mano convertia en armas las herramientas de su oficio; y todos resueltos al combate, de buena voluntad ó por miedo de perder vidas y haciendas, moviéronse en masa hácia el alcázar, dando frenéticas voces, y aumentando la confusion el afan que empleaban muchos de los rezagados entre la multitud por marchar en primera fila. Bien agenos iban de que llevaran el vil propósito de venderles sus caudillos Diego Osorio y el dean Pedro Velasco, quienes llegados al foso delante de la muchedumbre hicieron seña de querer hablar al alcaide y cruzaron el puente levadizo, y se acercaron á las aspilleras, no para intimarle la rendicion como querian los burgaleses, sino para mandarle preparar las bombardas, y aterrarlos, con la esperanza de que aflojaran sus brios y de que antes de rehacerse del sobresalto pudieran venir socorros. Su mala fé quedó burlada con la manifestacion que les hizo el alcaide de ser imposible la defensa: no obstante persistieron en su designio y en vano les demostraba el alcaide que con resistir: breves horas nada mas se lograba que irritar á los sitiadores; hasta que estos pusieron término á tales pláticas, harto prolijas, salvando el foso y echando las escalas á las primeras almenas; y tras este fácil esfuerzo treparon al alcázar cantando victoria.

Ya desembarazados para otra empresa, que no podia ser laudable segun andaban insubordinados y rabiosos, ocurrióles prender fuego al soto de la cartuja de Miraflores; de lo que les apartó un mancebo de la primera gerarquía, diciéndoles con mas discrecion de la que prometian sus años *ser muy bien hecho quemar*

el sol, aunque usándose el mundo de calor, valia mas guardar la leña para el invierno que no quemarla inútilmente en el campo. Serpenteando por las calles aquella apiñada turba acortó á pasar por delante de un edificio de magnífica fachada, y en cuya parte interior abundaba el refinamiento del mas regalado lujo. Pertenecia al francés Garci Jofre, venido en su mocedad á Castilla, donde por su urbanidad y destreza en la intriga se abrió camino hasta el palacio de los reyes: despues en el ejercicio de aposentador obtuvo no poco medro, viéndosele trocar su decente porte en ostentoso boato. Desde aquella trasformacion súbita le tenia el pueblo entre ojos, sin que le ganara voluntades fijar su vecindad en Burgos: por haber solicitado la tenencia del castillo de Lara tomó carácter de enemistad la ojeriza; y de encono la enemistad cuando una tras otra sacó Jofre tres cédulas feudales, la última en la Coruña, para entrar en posesion del castillo. Y el baldon de que un estrangero insultara á los pobres con riquezas mermadas de sus tributos, y hollara los privilegios de una esclavizada ciudad á merced de su valimiento en la córte, puso en manos de los sediciosos, picos, mazos y teas, y en breves horas quedó reducido el suntuoso palacio á un inmenso solar cubierto de escombros.

A la sazón volvia Jofre á Burgos en compañía del embajador de Francia: noticioso del desastre de su hacienda y del peligro en que estaba su persona, se escondió en casa del conde de Salinas, y desde alli, para facilitar su huida, le sacaron varios nobles á un convento de dominicos, situado extramuros, no con tanto secreto que no se trasluciera algo entre los burgaleses. Salvárase no obstante Jofre si en aquel apretado lance no le indujera su imprudente cólera á dejar visible rastro de su fuga; porque al salir de mañana camino de Francia y topando con dos del vulgo les encomendó decir á sus compañeros, que edificaría casas muy mejores con el oro de ellos, echando sus huesos por cimientos, poniendo dos cabezas por cada piedra que habian arrancado, y amasándolo

todo con su sangre (1). No se necesitaba tan vano alarde de ferocidad para que dieran los de Burgos tras del fugitivo. Cuando éste distinguió de lejos la nube de polvo que levantaban sus perseguidores, no tuvo aliento para sacar al galope un fogoso caballo que le enviaron sus amigos: la turbacion le ofuscó la mente: ocupó en temblar como una débil muger el tiempo que le urgía para ponerse en cobro; y alcanzándole el tropel de amotinados en Atapuerca, tres leguas escasas de Burgos, respetó las súplicas de un sacerdote que con la custodia en la mano protegía al perseguido; se avino á que se le volviera á la ciudad en clase de preso: contrúvose durante el camino: no pudo vencer la generosa obstinacion con que muchos nobles amparaban su vida, acosados entre los que se agolpaban á las puertas de la ciudad y los que habian corrido en su seguimiento: nada logró su intencion aviesa y mas exacerbada al detenerse la compacta muchedumbre en tortuosas calles y estrechas encrucijadas. Al cabo de costosos afanes don Diego Osorio, su yerno Cartagena, y al dean Velasco, capitaneando gente de armas, respiraron con algun desahogo luego que metieron en la cárcel á Jofre. Sin embargo, para los del alboroto no habia quedado bien parada la reputacion del corregidor que habian puesto con la esperanza de tenerle devoto á sus mandatos, y asi, renegando de lo mal que correspondia á la confianza del pueblo, pararon las maldiciones y denuestos en asaltar la cárcel los mas audaces, y en arrojar á Jofre por la escalera maltratado, herido, moribundo y con una soga á la garganta. No contentos de rematarle, le arrastraron hasta la plaza colgándole de los pies en la columna donde se ejecutaban las justicias.

Temeroso el corregidor del mal semblante con que le miraba

(1) «He de hacer casas muy mejores con los dineros de los marranos que lo han fecho, y los cimientos con sus huesos, y los amasaré con su sangre.»—GONZALO DE AYORA.—«Yo reedificaré mi casa con las cabezas de los marranos de los burgaleses, poniendo en ella dos cabezas por cada piedra que se ha arrancado.» MALDONADO lib. II.—SANDOVAL copia esta frase en el lib. V, pág. 239.

el pueblo se habia retirado á su casa, y ya se hablaba entre la turba de asesinarle; pero sus amigos supieron tocar un oportuno resorte para conservarle la vida y la vara, insinuando á la muchedumbre que lo que acababan de obrar seria un hecho esclarecido en alcanzando que Osorio pronunciase la sentencia, tras de lo cual no se diria nunca que en Burgos se habia ahorcado á un hombre sin que se le condenara. Deslumbrada la multitud alabó la idea y corrió en busca de Osorio, quien, sancionando lo que ya no tenia enmienda, y resuelto á no abandonar su puesto hasta deshacer con arte el predominio de la plebe, firmó la sentencia escrita como se la dictaron los mas feroces, sentado en los escalones de la columna de donde pendia el mutilado cadáver de Jofre. Asi tornó á grangearse la confianza de algunos, y á merced de ella pudo seguir falseando el movimiento hasta traer por corregidor de Burgos al condestable don Iñigo de Velasco; y convertir en espías suyos entre los populares al espadero Juan y al sombrerero Bernardo de Roca; y ladear á los mas influyentes en tal manera que el doctor Zumel, enérgico diputado en Valladolid y acérrimo defensor del pueblo, se acogió bajo la bandera de los próceres; añadiendo y preludiando un ejemplo mas de que los que promueven é impulsan las revoluciones son tambien los primeros en temerlas y en abandonarlas, cuando las ven avanzar, crecer y dilatarse en su desordenada, incierta y espantosa carrera.

Con todo, en las alteraciones de Castilla no se habia promulgado una absoluta emancipacion del gobierno. Es verdad que algunos victoreaban solo á doña Juana, y habia quien citase por modelo de felicidad las repúblicas de Florencia, Génova, Venecia, Sena y Luca; pero la voz comun era *viva el rey y mueran los malos ministros*, y el deseo de todos sanar los males que destruían el reino. Ya queda referido como el duque del Infantado representó desde Guadalajara en este sentido al cardenal regente. Alonso de Ortiz continuaba negociando por Toledo. A nombre de Burgos promovieron iguales súplicas el conde de Salinas y el dean Velas-

:

co. Antes que ninguna otra ciudad habia enviado Segovia en clase de mensageros al comendador de la Merced, y á los priores de la Trinidad, del Parral y de Santa Cruz, estos dos últimos de las órdenes de San Gerónimo y de Santo Domingo. Al retorno de la Coruña habia sorprendido al gobernador Adriano y al consejo real en Benavente la noticia del levantamiento de Segovia. Largamente y con la urgencia que requería el caso se discutió en Valladolid (1) sobre el mejor modo de atajar las turbaciones. Don Alonso Tellez de Giron, señor de la Puebla de Montalvan, sostuvo ser prudente obrar con blandura: el arzobispo Rojas opinó que sin grandes escarmientos no se enmendaría el daño: á este parecer se agregó el voto del regente, por lo cual se dispuso que no se hablara en cosa de perdon mientras no se sentenciara rígidamente á los mas criminales (2).

Consecuencia de esta resolución fué nombrar por pesquisidor al alcalde Ronquillo con facultades de *castigar con atrocidad, como él lo sabia muy bien hacer, á los de Segovia* (3), y, para que le acompañasen con mil caballos, á los capitanes don Luis de la Cueva y Rui Diaz de Rojas; *mucho aparato para justicia y poco para guerra* (4). Años atrás habian experimentado los segovianos la rusticidad jurídica de Ronquillo teniéndole por alcalde, y salió de la ciudad mal quisto: túvose á provocacion que ahora se le enviara como ministro de la saña de los que habian

(1) Segun SANDOVAL, el gobernador y el consejo entraron en Valladolid de vuelta de la Coruña la vispera del Corpus Christi: al decir de GONZALO DE AYORA fué *la vispera de la vispera* de esta festividad solemne. Aquel año cayó á 7 de junio.

(2) AYORA pone á la letra los razonamientos de cada uno de estos señores y el suyo en la Historia de las Comunidades. Cópialos SANDOVAL en el lib. V, págs. 223 á 234.

(3) *Historia pontifical y católica* del doctor GONZALO ILLESCAS, abad de San Frontes y beneficiado de Dueñas: tomo II, págs. 343, edicion de Madrid de 1652.

(4) COLMENARES, cap. 37, págs. 46. Don Luis de la Cueva y Rui Diaz de Rojas venian á la sazón de la conquista de los Gelves. El primero era caballero muy principal de la ciudad de Baeza, como individuo de la familia del duque de Alburquerque. PERO MEJIA llama al segundo *capitan esforzado y de mucha experiencia*: lib. II, capítulo 6.º

terciado con los flamencos y los magnates en oprimir al reino, y la irritante nueva armó el brazo de los mas remisos en asociarse al alboroto (1). Segovia escribió á las ciudades de Castilla recomendándolas vivir alerta por si necesitaba ayuda: aprestóse á la defensa con singular denuedo, y segura del triunfo levantó una horca en medio de la plaza, barriéndola y regándola todos los dias para colgar de ella á Ronquillo. Este sentó su real en Santa María de Nieva, desde donde hizo inútiles esfuerzos por interceptar las provisiones á los segovianos, aunque pudo prender y ahorcar á varios infelices que andaban introduciéndolas al olor de la ganancia. Un dia le atacaron cuatro mil hombres mandados por un pelaire, sin mas resultado que trabarse alguna ligera escaramuza y coger el alcalde á algunos que murieron en el cadalso. Hubo ocasion en que se adelantó á Zamarramala, lugar poco distante de Segovia á la otra orilla del Eresma: allí fijó carteles dando por rebeldes y traidores á los que le impedian la entrada, y llenando la fórmula judicial de citarlos á comparecer en su presencia dentro de breve plazo; y vuelto á Santa María de Nieva multiplicó los pregones y amenazas, *sin advertir que por sosegar un pueblo los alborotaba todos* (2).

Cansados los de Segovia de tan molesto vecino avisaron á las ciudades que les enviaran socorros. De alli á pocos dias salieron de Toledo doscientos caballos y dos mil peones á las órdenes de Juan de Padilla, y de Madrid con Juan Zapata cincuenta ginetes y cuatrocientos infantes, que se aumentaron considerablemente en el camino hasta el Espinar, donde les hizo fraternal acogida la gente

(1) MALDONADO en el lib. III del *Movimiento de España*, dice que á la primera intimacion de Ronquillo contestó Juan Bravo: «que ya habia pasado el tiempo de los leguleyos, cuando unos alcaldes insignificantes apoyados en sus varas hacian temblar á la miserable plebeciella, y que, si confiaba en sus tropas, se acercase un poco mas y veria «por esperiencia, cuán distinto era buscar su paga un abogadillo alquilado, interpretando la ley á tuertas y derechas, y pelear con hombres «en batalla.»

(2) COLMENARES, cap. 38, pág. 50.

que acababa de sacar Juan Bravo de Segovia. Juntos los tres capitanes enderezaron su marcha á Santa María de Nieva: viéndolos ya cerca se desbandaron los de Ronquillo, quien, por mucho que pesára á su feroz entereza, tuvo que salir á uña de caballo, y no paró de correr hasta Arévalo, su patria.

Torpemente el gobernador y los consejeros reales habian pensado acallar las quejas con ruidosos y, en su entender, fáciles escarmientos; cuando un pueblo pide justicia y se cierran los oídos á sus agravios, suele domársele con traiciones, nunca por fuerza de armas y menos amedrentándole con castigos. El mal concebido plan de atacar á Segovia echando por delante un hombre, afamado por lo que se le aborrecia en todo el reino, propagó el incendio de la sedición á poblaciones muy principales. Salamanca se dividió sobre socorrer á Segovia: así lo queria el comun; embarazábanlo muchos caballeros, hubo grandes enojos, el pueblo pudo mas que la nobleza, y desde entonces dominó en la ciudad contando á su favor algunos nobles. Don Pedro Maldonado Pimentel apareció en campaña al frente de los salmantinos. Dentro imperaba la voluntad del pellejero Valloria tan ámpliamente que, á pesar de estar la ciudad en entredicho, al recibirse una fausta nueva para los comuneros, atropellando por todo mandó echar á vuelo las campanas (1).

De Leon habian escrito á Valladolid algunos regidores á principios de junio que la ciudad no amenazaba alterarse, segun vivia tranquilo su vecindario. Pero allí radicaba la casa solariega de los Guzmanes, agriados desde que se les apartó de la servidumbre del infante en Aranda de Duero, y enemigos capitales del conde de Luna, el diputado leonés que habia otorgado el último servicio. A este desabrimiento entre los nobles se agregaba sentirse

(1) GIL GONZALEZ DE AVILA, *Historia de las antigüedades de Salamanca*, lib. III, cap. 24, pág. 460, edicion de Salamanca, 1606.—*Compendio histórico de la ciudad de Salamanca* por don BERNARDO DORADO, cura de la Mata de Armuña, cap. 52, pág. 367: Salamanca, 1776.

ya contagiado el pueblo por el ejemplo de otras ciudades, y brioso de ánimo además de tanto oír á fray Pablo de Villegas, prior de Santo Domingo, y religioso bien conceptuado y ejemplar en la penitencia, ensalzar las hazañas de los comuneros con aquel fanático ardor que el varonil hábito de la soledad engendra en el corazón humano. Diferentes amagos se advirtieron en la ciudad antes de venir á declarado rompimiento; tuvo este por motivo accidental haber llamado Ramiro Nuñez de Guzman traidor al conde de Luna: ambos tiraron de las espadas, acorriéronles sus respectivas parcialidades; y lo que en otra ocasión se desenlazara con quedar una de ellas derrotada, finalizó ahora con salir huida la del conde y abrazar la causa del pueblo la de los Guzmanes (1).

Murcia también se desvió del regente y del consejero real asesinando los mas ruines á puñaladas al corregidor, á algunos alguaciles y á otras personas, segun avisó el adelantado, que se habia echado fuera de la ciudad engolfada en tales ruidos, que no auguraban ceder pronto. Púsose en juego el usado expediente de enviar un alcalde de corte que sumariase á los culpados, y tocó esta comision á Leguizama, pertinaz en la dureza como Ronquillo y casi tan desatinado en considerar desairada la justicia, si no dejaba en pos ancha huella de sangre. En la ciudad entró pacíficamente y al principio se respetaron las provisiones que llevaba por todos los de ayuntamiento. Pulso en el proceder y economía en el sentenciar le aconsejó amigablemente el marqués de los Velez que podia mucho en Murcia ¡consejo vano! el alcalde entabló con gran calor la pesquisa secreta, escediéndose en el número de prisiones: el comun lo llevaba muy á mal y cundian de boca en boca palabras que le amenazaban de muerte. Nada acostumbrado á contemporizar el alcalde condenó á un zapatero á llevar cien azotes, y al sacarle por las calles, para ejecutar el castigo, amotinóse el pueblo, rescató al acusado, y, juntándose miles de hombres,

(1) SANDOVAL, lib. VI, pág. 264.

barrieron la plaza de soldados y alguaciles, y guardaron vigilantes á sus caudillos, que se habian metido en una casa á deliberar lo conveniente. Dirigióse á la del marqués de los Velez el atribulado alcalde á reclamar su ayuda contra el tumulto, que habia levantado por despreciar su consejo; pero el cauto marqués no quiso esperarle y cabalgó prestamente en un buen caballo camino de Murcia. Detrás salió Leguizama y consiguió darle alcance buen trecho de la ciudad y notificarle las provisiones del regente, mas no reducirle á que tomara la vuelta de Murcia y le auxiliase bajo pena de la vida, antes bien le respondió entre enojado y desdichoso: «Alcalde, á otros como vos id á hacer esos requerimientos, y no á mí, que porque soy muy servidor de su alteza os doy esta respuesta y no otra. Pero por obedecer y acatar á la corona real, á quien en vuestro requerimiento habeis nombrado y á quien debo servicio, venga en pos de mí vuestro escribano y responderé á lo que pedis.» Con esto torció la rienda á su caballo, y el alcalde asaz corrido y meditabundo tornó á la ciudad y á su posada, que hubo de desamparar en breve por no morir quemado dentro de ella como lo proclamaban los amotinados. Y lo hicieran á no estorbárselo el capitán murciano Leandro de Almela (1), de vuelta de los Gelbes y todavía al frente de algunas tropas. Las demas se habian dividido, apenas desembarcadas, agregándose unas á la comunidad y otras al consejo, inducidas por el aliciente de la paga ó por la opinion de sus respectivos capitanes. Aun interviniendo Almela fué menester, para amansar á los de Murcia, empeñar y cumplir la palabra de que en el término de una hora se les entregasen los procesos y se ausentase el alcalde. Audaz y no escarmentado intentó éste, luego que se vió en salvo, alistar gente y descargar sus iras sobre Murcia, lo cual impulsó á

(1) El libertador del alcalde Leguizama no fué Diego de Vera, como supone SANDOVAL en el lib. VI, pág. 268, sino Leandro de Almela, segun demuestra el licenciado FRANCISCO CASCALES, en sus *Discursos históricos de Murcia y su reino*: discurso XIII, cap. 2.º: habla de las Comunidades desde las pág. 292 á la 297.

los de la Huerta á empuñar las armas y á perseguir con ocho mil hombres á su adversario, que al fin huyó hácia Valladolid presuroso y despavorido.

No quedó mas airoso en Medina del Campo el obispo de Burgos don Alonso Fonseca, yendo de paz y con buen modo á sacar artillería para atacar á Segovia. Su hermano don Antonio, capitán general por el emperador de Alemania, tuvo orden de acometer igual empresa en union del alcalde Ronquillo al frente de la tropa desbandada en Santa María de Nieva, cuya fuerza total ascendia á mas de ochocientas lanzas y quinientos soldados. Arrancando de Arévalo amanecieron el martes 21 de agosto sobre Medina del Campo en son de guerra. Sus moradores, avisados á tiempo del peligro, habian desmontado los cañones sobrantes despues de guarnecer fuertemente con los otros las avenidas de las calles, que desembocaban en la plaza. Dejada alli gente en su custodia, para repeler al corregidor Gutierre Quijada, que se desvivía por cortar el vuelo á la intrépida furia de los medineses, corrieron á fortalecer el débil muro con sus pechos valerosos y resueltos á no consentir que sus enemigos les arrebatasen armas con que fueran oprimidos sus hermanos. En tratar se pasó la mañana y en combatir la tarde. Dentro de Medina, poblacion comercial y opulenta, habia grandes depósitos de sedas, brocados, joyas y tapicería, y abundaban la plata y el oro; infernal estímulo que enardecia á los de fuera, esperanzados en vencer, y avarientos de botín que no de lauro.

Tras largo batallar se agolparon á alguna de las puertas, y en su impetu obligaron á los medineses á replegarse á la plaza: en sus avenidas se estancó el arrojo de los de Fonseca. Este, áspero de condicion y feroz por instinto, indignado de la heroica resistencia y yéndole el crédito de soldado en avasallar á los de Medina, acordó prender fuego á sus casas y haciendas, pensando que lo que ganaban por esforzados perderian por codiciosos. Nada sacó del criminal proyecto sino el padron de infamia que todavía ennegroce

su memoria. Impávidos los medineses entre el hierro que les maltrataba y el fuego que les empobrecía, no les apesadumbraba tanto ver á la soldadesca despojar á sus hijos y mugeres como pensar que con la artillería, de que eran guardadores, querian ir á destruir á Segovia, *porque de corazones valerosos es los muchos trabajos propios tenerlos en poco, y los pocos ajenos tenerlos en mucho*. No se cuidaron de pelear los de Fonseca á la hora en que se vieron cargados de tesoros: un vigoroso empuje de los medineses les echó fuera del muro, y habiendo trocado el honor por el botín y cebándose en el saqueo sin que lo cohonestara la victoria, soltaron los de Fonseca las armas en la fuga y se dispersaron, no como soldados á quienes pesa la derrota, sino en guisa de bandoleros, que corren á poner en salvo el fruto de sus rapiñas. Medina del Campo quedó completamente desolada: en tres dias no se pudo apagar el incendio, que consumió setecientas casas y en ellas mugeres y niños é incalculables tesoros (1): del convento de San Francisco no quedó piedra sobre piedra, y la piedad de los frailes solo alcanzó á salvar el Santísimo Sacramento en el hueco de un olmo de la huerta, donde le tributaron culto muchos dias los que en tan señalada empresa habian immortalizado su nombre con pérdida de sus fortunas (2).

(1) Carta de Medina del Campo á Valladolid, escrita el miércoles 22 de agosto de 1520. La traslada Sandoval al lib. VI, pág. 297 y 298: la copia Sangrador en su *Historia de Valladolid*, 1849.

(2) Todos los historiadores condenan el feroz incendio de Medina del Campo, si bien algunos pretenden atenuar la culpa de Fonseca. *ALCOCER* dice que se quemó lo principal de la villa con iglesias y monasterios.—*MEJIA* no sabe si por mandamiento de Fonseca ó por acaso se prendió fuego á la mejor parte de la plaza, á los monasterios de San Francisco y San Antolin y á gran parte de las calles comarcanas, lib. II cap. 6.º.—*MALDONADO* asegura que ardieron cuatro barrios y que el fuego duró tres dias, lib. III.—*SEPULVEDA* habla de este incendio en el lib. II, pág. 67 de su historia de Carlos V, procurando disculpar á Fonseca, sobre lo cual dice que puso fuego á algunas casas para que se entretuvieran en apagarlo los vecinos; y que para dar lugar á que lo hicieran emprendió la retirada, cuando vió que no desistían del combate; *ANGLERIA* acrimina al incendiador en su epístola 684.—*EL ARCEDIANO DEL ALCOR* fija en quinientas el número de casas que fueron presa de las llamas. *Fragmento de la Silva Palentina*, coleccion de documentos iné-

En todas las ciudades produjo indignacion y tristeza la desgracia de Medina : á un mismo tiempo la enviaron felicitaciones por su heroicidad y pésames por lo que habia sufrido : apresuráronse á hacer gentes de armas para volar en su socorro ; y con las de Toledo, Madrid y Segovia llegaron alli Padilla, Zapata y Bravo, despues de rodear algun camino para evitar que sus soldados hicieran estrago en las tierras de Fonseca, por donde hubieran tenido que pasar necesariamente de haberse dirigido á aquella heróica poblacion en derechura (1). Dentro de ella les recibieron con banderas enlutadas : y despues de condolerse de su

ditos, tomo II, pág. 334.—CABEZUDO dice que en la calle de la Rua, en la de San Antolin, en la de San Francisco y otras se quemaron setecientas casas.—JUAN LOPEZ OSORIO en su *Historia del principio, grandezas y caída de la noble villa de Sábaris ó Medina del Campo*, escrita en 1613, y que se conserva inédita en la biblioteca de la Academia de la Historia, dice que el fuego alcanzó á las cuatro calles y á la de la Plata y la Joyería, quemándose novecientas casas, y en el convento de San Francisco inmensas mercaderías, alli depositadas por muchos genoveses y milaneses de Burgos y de otros puntos, de las cuales no quedó un hilo; lib. II, cap. 26.—El cardenal y el consejo en carta escrita á Carlos V á 12 de setiembre de 1520 dijeron hablando de la desventura de Medina y de la atrocidad de Fonseca.—«Lo primero apoderóse de la «villa de Arévalo y de alli fuese á Medina del Campo, á fin de rogarles «que le diesen la artillería y si no que se la tomara por fuerza; y como él «perseverase en pedirla y ellos fuesen pertinaces en no darla comenzaron á pelear los unos con los otros. Y al cabo fué á Fonseca tan contraria la fortuna que Medina quedó toda quemada, y él se retiró sin la «artillería.»—Inserta Sandoval esta carta en el lib. VI, pág. 274 y 272.—COLMENARES escribe lo siguiente: «Mandó Fonseca echar algunas alcancías de alquitran, con que abrasó no solo las casas, haciendas y templos de Medina, pero los ánimos de toda Castilla, interesada en aquella pérdida, tanto que le obligó á huir del reino.» *Historia de Segovia*, tomo III, cap. 38, pág. 53.—ARGENSOLA en sus *Anales de Aragon*, pág. 4003 habla de que Fonseca sembró alcancías de alquitran por las calles, y de que cebadas ardieron de una en otra; y despues añade sin rebozo. *Certísimo es que no llegó á la imaginacion de Antonio de Fonseca semejante estrago*. En nuestro sentir lo que no llegó á su imaginacion es que hubiera ningun historiador que le absolviera tan rotundamente como Argensola de su ferocidad indigna. Desde entonces data la decadencia de Medina del Campo. Otro incendio habia sufrido en 1491: lo menciona el citado Lopez Osorio. Se abrasaron tambien entonces *docientas casas, mucha gente y caudalosas haciendas*.—RODRIGO MENDOZA SILVA, *Poblacion general de España*, fol. 27, edicion de Madrid de 1675.

(1) Véase el apéndice número IV al fin del tomo.

desventura y de confortar su valor se encaminaron á cercar los castillos de Alaejos y de Coca. Apenas se concibe que los parciales de Gutierre Quijada propusieran en ayuntamiento que la desolada Medina implorara el perdón del regente y del consejo, para que se la absolviera de su heroísmo. Tan intempestiva provocación fué causa de que mancillara el homicidio el laurel de los medineses. Un tal Bobadilla, tundidor de paños, atravesó con mano aleve de una estocada al regidor Gil Nieto, y le arrojó por las ventanas del consistorio á la calle, donde le recibió el pueblo con las puntas de las picas. Un librero llamado Tellez y algunos mas perecieron víctimas del popular encono. Fonseca, no creyéndose seguro en ninguna parte, devorado por el remordimiento de su infamia, universalmente maldecido, nuevo Cain espantado de sí propio, desamparó en oscura noche uno de sus castillos, ganó la frontera de Portugal, el Océano y las playas de Flandes, á las cuales arribó tambien Ronquillo vencido y deshonorado. Hasta el cardenal Adriano les acusó á la faz de toda Castilla de haberse escedido de sus facultades. En Burgos tornaron á levantar cabeza los populares, y delante del condestable destrozaron la casa de su prelado, hermano del incendiador de Medina, que, viejo y con la salud quebrantada, huía de pueblo en pueblo, teniendo á singular fortuna que algun clérigo compasivo le diese un poco de agua para calmar la calentura de la sed, y breves horas de hospedage bajo humilde techo, donde buscar fugaz reposo á la insoportable fatiga. Alzáronse como un solo hombre las merindades de Burgos, y como por encantamento juntó el conde de Salvatierra poderosa falange de rústicos montañeses. Valladolid, contenida hasta entonces trabajosamente en la subordinación por la presencia del gobernador y del consejo, rompió el ya débil dique y salió de madre como impetuosa corriente. Otra vez sonó á rebato la campana de San Miguel y se armaron miles de brazos: poseída la turba de vértigo é inflamada por la carta que habian enviado á Valladolid los de Medina, participándola sus desastres en un

tono capaz de ablandar los mas empedernidos corazones, incendió las casas de Fonseca : saqueó las de los regidores que habian prestado oídos á las insinuaciones de los flamencos ; y de su furor salvóse únicamente la del comendador Santisteban, diputado en las últimas córtés, gracias á los religiosos franciscanos, que procesionalmente y con las vestiduras sacerdotales y la cruz y la custodia se colocaron delante de sus puertas y la escudaron de ruina á fuerza de lágrimas y de exhortaciones.

Tan alto ejemplo de caridad cristiana tenia muy pocos imitadores, porque los ministros del Evangelio no predicaban la concordia ; antes bien daban por realizadas las profecías anunciadas de muy antiguo y repetidas en épocas recientes. Mezclando los nombres de los que calificaba el vulgo de hechiceros y de los que adoraban todos en los altares, glosaban sus sentencias en términos de aplicarlas á lo que acaecia entónces. A su decir todas las calamidades, que atormentaban á los castellanos, venian vaticinadas de mucho antes por esclarecidos varones. Ninguno de sus accidentes habia sido omitido por San Juan Damasceno, San Isidoro de Sevilla, Andrés de la Hinojosa, Merlin, Juan de Rocacisla, y el maestro Unay, fraile menor de Alemania (1). Tras estas pláticas ya muchedumbre desalojaba los templos y poblaba las plazas, y vociferaba iracunda y heria de muerte á sus contrarios. Un fraile agustino, enviado á Palencia á predicar el levantamiento, tuvo la mala suerte de caer en manos de los del consejo y de morir en garrote ; castigo que, lejos de amedrentar á los palentinos, les determinó á rebelarse poco despues que los vallisoletanos. El obispo don Pedro Ruiz de la Mota, á la sazón en Flandes, habia sido trasladado de la mitra de Badajoz á la de Palencia bien á disgusto de toda la diócesis, que acriminaba su conducta como indigna de un castellano. Asi en el levantamiento descargó el comun todos sus odios sobre cuanto pertenecia al obispo ; desde luego

(1) GONZALO DE AYORA, copia á la letra en su Historia de las Comunidades, todas estas profecías, y ademas otras glosadas en verso.

echó de la ciudad á sus provisos, y ellos no se atrevieron á entrar allí nuevamente: en seguida depuso á los regidores que, según costumbre, habia nombrado el obispo á principios de mayo: un dia se juntó el pueblo á campana tañida, quemó la casa y fortaleza de Villamuriel, adonde hacia el prelado muy buenos aposentamientos, y ademas taló su rico soto de Santillana, con lo que desahogó su saña, y se robusteció mas la próspera fortuna de las comunidades (1).

Sin que redundara en provecho de ellas hubo ademas trastornos en Galicia. Badajoz y Cáceres se agitaron tambien por aquel tiempo; mas, como el elemento popular estaba poco desarrollado en Estremadura, su levantamiento vino á ser una lucha de nobles entre nobles, lo mismo que en Andalucía, donde Ubeda, Jaen, Baeza y Sevilla fueron teatro de sangrientas escenas promovidas por los bandos de Carvajales y de Benavides, de Ponces de Leon y de Guzmanes. Ningun apoyo directo sacaron las ciudades castellanas de la convulsion de las poblaciones extremeñas y andaluzas: tampoco salió de ella robustecido el poder del trono, porque en los disturbios de los magnates no se trataba de obedecer, sino de quien habia de mandar, y asi la autoridad real perdía y el pueblo no ganaba. Y es cierto que, predominante la independencia feudal entre los andaluces y extremeños, alzados los castellanos en defensa de sus fueros municipales, pudo decir exactamente un contemporáneo de aquellas turbaciones que desde Guipuzcoa hasta Sevilla no se encontraba poblacion donde fuese acatada la voz de Carlos V (2).


Si tres años atrás no se hubieran rebelado las ciudades contra el alistamiento de la gente de ordenanza, ahora tuvieran

(1) *Fragmento de la Silva Palentina*, documentos inéditos, tomo II, pág. 332 y 333.—FERNANDEZ DEL PULGAR, *Teatro clerical, apostólico y secular de las Iglesias de España*, tomo II, lib. 3.º, cap. 22, folio 85.

(2) *Cartas y advertencias del almirante de Castilla*, manuscrito de la Biblioteca nacional.

un ejército hábil y disciplinado en vez de una turba inesperta y allegadiza: no se espantaran de su rápida victoria, sino que la afianzaran sobre sólidas bases: á su vista no creciera un poder capaz de sofocar el levantamiento; ni en agitarse sin un plan bien meditado malgastaran su bazarria; ni por falta de subordinacion se aflojaran los vínculos de tan acordes voluntades. Loando una vez mas la alta prevision del ilustre Jimenez de Cisneros, se acusaron sin duda y se arrepintieron tarde de su desvario en oponerse á una institucion popular de suyo, y destinada á dar el golpe de gracia á la nobleza (1).

(1) SANDOVAL manifiesta este mismo pensamiento en el lib. II, página 84, cuando dice: «Y no hay duda, y no lo diré una vez sino muchas, que si la ordenanza fuera adelante, y los oficiales supieran que cosa era la pica, el arcabuz, el atambor, la bela, y todas las demas cosas de la disciplina militar, que el reino se hiciera inexpugnable, y que en los levantamientos con las armas de las comunidades, no sé si hubiera fuerzas para los vencer y allanar.» Por el contrario el general don Evaristo San Miguel, en la *Revista Militar* correspondiente al mes de agosto de 1839, tomo III, pág. 429, justifica la repugnancia de los pueblos á dar ellos mismos las armas que iban á ser instrumentos de la servidumbre. Por ajenas que sean del báculo episcopal las cuestiones militares damos en este punto la razon al obispo contra el soldado. El pueblo no dió las armas y vino la servidumbre: hubiera conservado la libertad teniendo en su seno la fuerza del modo que Cisneros quiso organizarla.



CAPÍTULO IV.

LA SANTA JUNTA.

Toledo propone que se reúnan los diputados.—Abren en Avila sus sesiones.—Vanas tentativas del regente y el consejo por anular la Junta.—Padilla es nombrado general de los comuneros.—Su retrato.—Acuña sobre Burgos.—Se retira.—El regente en Tordesillas.—Discretas palabras de doña Juana la Loca.—Estuvo mas tiranizada que demente.—Entrada de los comuneros en Tordesillas.—Se traslada allí la Santa Junta.—Prision de los del consejo.—Yerro de Padilla y Bravo en no apoderarse de Simancas.—Desaciertos de la Santa Junta.—Crítica situacion de los imperiales.—La reina doña Juana patrocina á los comuneros.—Da muestras de estar en sano juicio.—Decaen de salud doña Juana y de ánimo los comuneros.—Memorial de la Santa Junta á Carlos V.—Error de los comuneros en perseverar en peticiones tantas veces desatendidas.—Implora el apoyo del rey de Portugal la Santa Junta.—Deplorable estado del reino.—Envia la Santa Junta comisionados á Flandes.—Prision de uno de los mensajeros.—Los otros dos retroceden camino.—Desventura de los comuneros en carecer de gefe.

Levantadas espontáneamente y movidas por un mismo resorte las mas de las ciudades; disipado el temor de algunas ante el ejemplo de las que acreditaban mayor arrojo; habiéndose alaragado unas á otras la mano para vencer al enemigo, convenia reconcentrar los esfuerzos comunes, imprimir unidad al movimiento, darlo color, y no limitarse á hacer desgarradoras pinturas de los males de Castilla, sino pugnar por sanarlos radicalmente en virtud de un nuevo sistema. Toledo habia representado desde un

principio el papel de inspirada: ahora tambien sonó su voz como la de un oráculo en todo el reino. A escitacion suya se dispusieron las ciudades de voto en córtes á enviar sus diputados al punto mas conveniente y pareció serlo la ciudad de Avila por mas céntrica entre las sublevadas (1). La salida de los procuradores á la Junta, que adoptó el sobrenombre de Santa correlativo á la índole de la causa en cuya defensa no se economizaba sacrificio, coincidió precisamente con la marcha de las gentes destinadas al socorro de Segovia: casi á un mismo tiempo volvía Ronquillo las espaldas á sus muros é inauguraba la junta sus sesiones. Tuvo lugar la primera de ellas el 29 de julio en la sala capitular del cabildo. Allí se vieron en union fraternal y aclamaron á don Pedro Laso de la Vega por su presidente representantes de todas las clases del estado inclusa la mas alta. Entre los miembros de familias ilustres, que figuraban en la Santa Junta, se hallaban los Maldonados de Salamanca, los Ulloas de Toro, los Fajardos de Murcia, los Zimbrones de Avila, y sonaba tambien junto al preclaro apellido de los Ayalas el no menos insigne de los Montoyas. Tenia la ciencia por intérpretes al bachiller Alonso de Guadalajara y á los doctores Alonso de Zúñiga y Francisco de Medina. Grande autoridad prestaba á la reunion el estado religioso, en cuyo nombre hablaban el comendador fray Diego de Almaráz, el maestro fray Pablo de Villegas, el dean Alonso de Pliego, el canónigo Juan de Benavente, el abad Pero Guzman de Valderas. Distinguíase por la llaneza de su traje á los de la humilde cuna: Peñuelas, pelaire de Avila, imponia con su torba mirada al que parecia desleal ó medroso: á un tal Pedro, lencero de Madrid, audaz en la palabra y nó corto de ingenio, se asociaba poco mas tarde Alonso de Vera, frenero vallisoletano. Para que nada faltase á compendiar en aquel reducido congreso la situacion general de Castilla, Burgos tenia por diputado á Pedro de Cartagena, yerno

(4) Véase el apéndice número V, al fin del tomo.

de Osorio, que despues de cooperar á que se adulterase en su patria la voluntad del pueblo, mostrábase en Avila fecundo en las protestas y remiso en las votaciones. Sin embargo juró la comunidad, en lo que anduvo mas acertado que don Antonio Ponce de Leon, hermano de leche del príncipe don Juan y caballero del hábito de Santiago, á quien, por no avenirse al juramento, quemaron al fin la casa. Temeroso de que los burgaleses hicieran lo propio con la suya, y de que los de Avila maltrataran su persona, poco despues se escapó Pedro de Cartagena una noche á unirse otra vez al condestable de Castilla.

Ante todo proclamaron los procuradores de Avila emancipacion absoluta del cardenal Adriano y de los consejeros reales. Cuidadosos estos del incremento de la rebellion, y mirándola ya como negocio muy grave, intentaron desautorizar á la Junta haciéndola dependiente de ellos, para lo cual instaban artificiosamente á sus individuos á trasladarse á Valladolid con promesa de que recomendarian sus súplicas á Flandes. No les sedujo la oferta, antes bien sospecharon que se les queria avasallar insidiosamente y se desentendieron de los reiterados avisos que les llegaban en tono halagüeño y amigable: el comendador Hinestrosa se comprometió á llevarles igual mensaje de palabra; pero se le vedó entrar en Avila bajo pena de la vida; *y desde entonces los del consejo llamaron á los de la Junta traidores, y los de la Junta á los del consejo tiranos* (1).

El aplauso con que saludó toda Castilla la reunion de sus diputados satisfizo el amor propio de ellos, si bien no desvaneció sus sentidos el humo de la lisonja. Dias de prueba aguardaba su patriotismo; su valor ocasiones de ejercitarse, y su entusiasmo laureles: todos comprendian la necesidad del combate, la fuerza que la union produce y la ventaja de centralizar el mando: cotidianamente se ponian á sus órdenes compañías arma-

(1) SANDOVAL, lib. V, pág. 278.

das procedentes de las ciudades castellanas: dentro de los muros de Avila iba formándose un ejército respetable, y como urgía darle un gefe, se nombró á Juan de Padilla capitán general de la Santa Junta.

Muchos años han trascorrido desde que el ilustre toledano esgrimia su acero en defensa de las libertades patrias: cabalmente al cumplirse tres siglos de su mas ínclita gloria sonaban sin obstáculo sus proezas en los himnos populares: en el santuario de la representacion nacional encabeza el día de hoy su nombre, esculpido en letras de oro, los de los mejores capitanes que le ayudaron en el heroico intento: el poeta le ha consagrado sentidas inspiraciones: el ejemplo de su arrojo ha inflamado al militar en la batalla: su memoria simboliza un pensamiento. Vano es buscar fuera del mérito propio causas en que se funde su eléctrico predominio; una reputacion usurpada no sobrevive tanto tiempo: la historia desentraña la verdad de los hondos senos en que la escondieron á veces antiguas pasiones: monumentos halla alzados que destruye; víctimas ve por el suelo á que levanta estatuas; pero cuando el historiador nombra á Juan de Padilla no ha menester invertir vigiliás en penetrar recónditos arcanos, sino usar de las propias tintas que emplearon sus mas acérrimos contrarios para retratar su figura. Píntannosle en todo el verdor de la virilidad por ser mozo de treinta años, limpio de sangre, gallardo de persona, delicado de juicio, esforzado de ánimo, en armas muy mañoso y en condicion bien quisto (1): embeteso de su anciano padre cuando promulgaba su intrepidez toda Toledo y le seguia

(1) Asi le califica fray Antonio de Guevara, y no es de los que le dispensan mas elogios, en carta que le escribió desde Medina del Campo á 8 de marzo de 1524; y despues añade; «Estárades mucho mejor «en Flandes sirviendo á vuestro rey que no en Castilla alterando su «reino.» *Epistolas familiares*, 4.^a parte, folio 76, edicion de Valladolid de 1549.—Padilla habia sido nombrado por don Carlos capitán de gente de armas en Zaragoza á 22 de agosto de 1518.—Véase la nota de don Tomás Gonzalez inserta en el tomo I de la *Coleccion de documentos inéditos*, pág. 284 y 285, y en la cual copia el despacho original que existe en el archivo de Simancas.

en muchedumbre hasta su posada (1); ídolo del pueblo, que le contemplaba sensible á sus dolores, dadivoso, resuelto á sacrificarse en su servicio : terror de los próceres, á quienes se aproximaba en gerarquía, y cuya despótica soberbia abominaba : contando de su parte el ascendiente monástico, porque sin afectacion cumplia los deberes de cristiano aun entre la agitacion del campamento, Juan de Padilla brilló entonces en el apogeo de la próspera fortuna. ¡Lástima que no rayara tan alto como su popularidad su aptitud para el mando, que á ser así rematará la santa empresa á que supo comunicar extraordinario impulso!

Pocos dias tuvo ociosa el noble capitán su bisoña hueste: púsole en movimiento la catástrofe de Medina, y las deliberaciones de la Junta la hicieron poco despues ejecutora de proyectos muy vitales.

El regente y los del consejo no se daban mano á publicar sus puestas cartas de Cárlos V; aunque su autenticidad hubiera sido evidente, no labrara en los ánimos esperanzas ni temores, pues el príncipe en su calamitoso tránsito por España no habia dejado recuerdos que le grangearan amor y que, ausente del reino, transmitieran autoridad y conquistaran respeto á los que gobernasen en su nombre. Nadie les acorría en su apuro, porque los magnates, si ya no atizaban la rebelion como en un principio, asustados de las colosales proporciones con que se extendia por el reino, tampoco se declaraban en su contra, manteniéndose en expectativa hasta que don Cárlos tuviese por necesaria su ayuda y se la galardonara con restaurar la preponderancia de la clase toda. Diego de Vera pudo hacer una tentativa sobre Madrid al frente de la tropa que aun conservaba de su expedicion á los Gelbes, pero le amagaron de Avila con destruir su hacienda, y halló dis-

(1) «Salidos del ayuntamiento fueron con Juan de Padilla á su posada muchos regidores é jurados y la otra gente, tanto que pasaban de cuatro mil personas: cuando su padre Pero Lopez de Padilla como le vió venir acompañado y supo la causa por qué, dijole:—Juan de Padilla, dígoos que lo habeis hecho y dicho como caballero del linage de donde venis; yotengo que el rey nuestro señor os pagará este servicio que le hicisteis.» Alcocer.

culpa á su inaccion en el mal talante de su gente. Con mantener don Diego de Cabrera y don Rodrigo de Luna por el rey el alcázar y la iglesia mayor de Segovia lograban únicamente prolongar el derramamiento de sangre; siéndoles igualmente imposible hacer salidas y recibir socorros. En Burgos estaban equilibradas la fuerza de los populares y la habilidad de sus enemigos: ni la nobleza tuvo poder suficiente para evitar que fuera espulsado de la ciudad el condestable, ni los esfuerzos de los tumultuados alcanzaron á meter en ella al prelado Acuña. Don Iñigo de Velasco huyó á la Rioja, donde Nájera se habia alzado contra su duque y Haro estaba próxima á romper con su conde: unidos ambos sofocaron la sedicion, necesitando consentir en que su tropa saqueara sus propios lugares, para que no desertara á las filas enemigas, ni se opusiera al castigo de los mas criminales. El obispo de Zamora, dejando atrás su gente, y en inteligencia con los populares de Burgos, se adelantó á Avillos, dos leguas distante, avisándoles que de noche le tuvieran espedita la puerta de San Esteban, si le deseaban por gefe. Poco advertido el correo no ocultó el pliego á las pesquisas de los guardas del muro: al saber la aproximacion del obispo se alarmaron los nobles, hicieron partícipes de su zozobra á los mercaderes, é intentaron convencer al pueblo de que venia Acuña sediento de destruccion y de sangre, y de que, de no ahuyentarlo de las inmediaciones, corria inminente riesgo la ciudad de Burgos. Lejos de temblar las turbas batian palmas solo al pensar en tener tan cerca al que amaban por caudillo, y asi eran estériles cuantas fábulas inventaban sus contrarios para conjurar el peligro; resultando de todo confusion y perplegidad, en términos que indecisos los nobles é irresolutos los populares, unos á otros se miraban con miedo, y daban de soltura á las lenguas lo que de reposo á las manos. Entretanto Acuña, noticioso del contratiempo, y sin hacerle mella las exhortaciones de su cuñada doña Isabel de Rojas, muger de Osorio, que, fingiendo hallarse la poblacion furiosa, le rogaba que emprendiese la fuga, se estaba

en Avillos impaciente de que el pueblo no avanzara á saludarle ó á perseguirle, y le sacara al menos de incertidumbre. Vánamente esperó asimismo Acuña la presencia de la gente que habia dejado detrás algunas horas, pues la interceptó el paso la compañía de caballos de Diego Valdivieso, apostada en los caminos por disposicion anterior del condestable. Y cediendo á las amonestaciones de la prudencia, cosa muy rara en su temperamento, receló dar vista á las murallas de Burgos, donde de cierto se renovara su triunfo de Zamora, y no menos pesaroso que iracundo, tomó por caminos estraviados la vuelta de Torquemada. Allí recibió la tropa y servidumbre que le habia apresado Valdivieso; y la presencia del célebre obispo esforzó la bravura de los de Dueñas, que acababan de espulsar al corregidor y al alcaide y de apoderarse del castillo, usando el ingenioso espediente de llevar por delante de su improvisada tropa á sus señores los condes de Buendia, con lo que ataron el valor del alcaide y enarbolaron el estandarte de la comunidad en las almenas (1).

Aun no estaba tan viciado el levantamiento de Burgos que brindara la ciudad mansion segura al regente y al consejo; y ademas su ascendiente era demasiado exiguo para contrapesar la creciente autoridad de la Santa Junta. Como esta divulgaba que todos sus actos eran en servicio de doña Juana, y los castellanos simpatizaban naturalmente con los derechos y los infortunios de la hija de los reyes católicos tanto como aborrecian los desmanes de los favoritos de su nieto, el presidente Rojas y algunos consejeros reales se presentaron en Tordesillas á implorar de la reina que se dignase firmar algunas provisiones contra los comuneros. En la contestacion de doña Juana descubre el pensador un misterio que merece ser aclarado por la historia. «Quince años hace, dijo, «que no me tratan verdad ni á mi persona bien, como se asegura, «y el marqués es el primero que me ha mentido.» Aludia al de

(1) MALDONADO.—*Movimiento de España*. lib. V.

Denia don Bernardo de Rojas y Sandoval, que bajo apariencias de mayordomo la servia de carcelero. «Verdad, es señora, que os he mentido, repuso el marqués postrado de hinojos, trémulo y «desconcertado; pero hélo hecho por quitaros de algunas pasiones y hágoos saber ahora que vuestro padre es muerto y yo le enterré.» Maravillada se volvió la reina al presidente Rojas, dirigiéndole estas palabras: «Obispo, creedme que me parece que todo cuanto veo y me dicen que es sueño.» Y el presidente, fijo en la idea que allí le había llevado la respondió en tono suplicante: «Señora, en firmar hareis mas milagro que hizo San Francisco, porque despues de Dios en vuestras manos está el remedio de estos reinos.—Descansad ahora, dijo doña Juana, y volved otro dia (1).» Y obedeciendo todos, la reina legítima de España quedó á solas, batallando entre sus antiguos recuerdos y sus recientes impresiones.

Esta brevísima escena compendia todo un drama de vastas proporciones. Su accion comienza en las córtes de Mucientes, donde á instancias de Felipe el Hermoso se decretó que se encerrase á doña Juana en Tordesillas. El motivo aparente de esta determinacion era buscar alivio á su razon, que padecia frecuentes alteraciones: originábanselas el desden con que la trataba su marido, y la inconsideracion de darla en ojos con sus torpes devaneos y su libertinage. Una oportuna enmienda del principe devolviera la paz al matrimonio y la razon á doña Juana: procurar su encierro equivalia á paliar el divorcio, de imposible realizacion legal sin que don Felipe quedara inmediatamente excluido de todo derecho al trono castellano, y esto no convenia á su ambicion ni á la de su valido don Juan Manuel, que, taimado y mañero, supo alejar de la corte á los parciales de la reina y soltar el freno á la mas abominable tiranía. Muerto don Felipe, hallamos de gobernador del reino al anciano esposo de doña Germana de

(1) SANDOVAL, lib. VI, pág. 278.

Fox, y á su hija doña Juana en Tordesillas sin otra distraccion que la de permanecer continuamente junto al féretro del que habia acibarado su existencia. Por mas que se hojeen y releen las crónicas del tiempo no se halla una sola línea que atestigüe haberse empleado recursos materiales ó morales en procurar la salud de la reina de Castilla. Solo en la época del gobernador Jimenez de Cisneros se advierte este solícito cuidado, acaso ya tardío ó infructuoso por la rapidéz con que volaron desde entonces la regencia y la vida de aquel varon eminente (1). Y por último cuando reducidos al último apuro los defensores de don Carlos descorren los cerrojos del aposento, donde se encuentra doña Juana como enterrada en vida; cuando no queda otra esperanza de salvacion para el ingrato hijo, que el auxilio de su desamparada madre, permite la Providencia que la legítima sucesora de don Fernando y de doña Isabel aparezca en su lóbrego encierro magestuosa, discreta en palabras, severa en reprensiones, y mas tiranizada que demente. Sus ideas se remontan de un vuelo á la muerte de su tierna y amorosa madre: desde entonces datan su desamparo y su ignorancia de cuanto ha acaecido en el reino. Habia al fin sonado la hora de la justicia celeste: los ministros del príncipe, cuyo desvelo filial se redujo á visitar dos veces á su infeliz madre de pasada y como por cumplimiento, enseñaban á las comunidades que en Tordesillas estaban la bandera de la legitimidad y el centro de un poder benigno y justo contra el cual nunca se rebelára el espíritu monárquico de los castellanos.

(1) «Su atencion se estendió hasta estudiar la enfermedad que esta reina padecia, y, con la mayor admiracion de toda la corte, de Carlos y de la nacion entera, halló su singular talento medios oportunos, para hacerla salir del encerramiento y oscuridad en que se habia obstinado, para que se permitiese el trato de las gentes, á que del todo se negaba, y se dejase ver en público, adornándose y viviendo de un modo que no fuese ageno del carácter de magestad que se le habia conservado.» *Elogio del cardenal don fray Francisco Jimenez de Cisneros*, por don Vicente Gonzalez Arnao; tomo IV de las *Memorias de la Academia de la Historia*, impreso en 1805. pág. 21.

El presidente y los del consejo tornaron otro dia á palacio y antes de entablar de nuevo su solicitud les ocupó una cuestion de etiqueta sobre si debian estar en pie ó sentados ; hasta que enmarañándose la disputa, dijo el presidente : «Señora, el consejo no se ha de estar de esta manera.—Y la reina:—Traigan en que se sienten los del consejo.—Y como trajeran sillas, prosiguió:—No sillas, sino banco, porque asi se hacia en vida de la reina mi señora, y al obispo déñle silla.» Seis horas platicaron secretamente, y al cabo de ellas les despidió doña Juana, mandándoles volver á Valladolid á consultar á los demas consejeros las provisiones en que habia de estampar su firma.

Sorprendióles el levantamiento de Valladolid á lo mejor de sus consultas, y encaminarse otra vez á Tordesillas no les fué dado, porque ya dominaban la poblacion Padilla y Bravo con su valerosa hueste. No bien se apearon estos capitanes en la plaza, subieron á ofrecer sus respetos á la reina, diciéndose entonces que ella misma los habia llamado desde uno de los corredores de palacio. Noblemente engreido Padilla con el agasajador recibimiento que se le hacia en todas partes;preciado de su valer quizá mas de lo justo, hizo á doña Juana una sucinta relacion de los males del reino antes y despues de la partida de don Cárlos , y de la imponente actitud que para cortarlos de raiz habia tomado Castilla. Con rostro, en que se retrataban á la vez la afliccion y la sorpresa, díjoles doña Juana que desde quince años atrás la tenian encerrada en un aposento, y que, si la hubieran notificado la muerte de su padre, saliera de alli á remediar algunas vicisitudes y á evitar las sobrevenidas últimamente, en las que su hijo tenia poca culpa por ser muchacho, pesando toda sobre el reino que se lo habia consentido. Prendada de la ingenuidad de Padilla y del respetuoso interés con que la compensaba en cierta manera tantos años de encierro y abandono, le nombró su capitan general para atender á lo que fuese necesario ; holgóse mucho dándole cuantas audiencias quise, y aceptando sus insinuaciones mandó que la

junta del reino se celebrase en Tordesillas. Una comision de ella en que figuraban el comendador Almaráz, el padre Villegas y el bachiller de Guadalajara hizo informacion de cómo atendia el marqués de Denia á su soberana, y tachándole de mal servidor le apartó de su lado.

Una vez trasladada de Avila á Tordesillas la Junta ordenó que el capitan general toledano moviera su gente hácia Valladolid con ánimo de estirpar hasta la mas leve sombra de autoridad que emanara del regente y de los consejeros reales. Algunos de estos se pusieron en cobro al rumor de su llegada: el presidente se escondió por de pronto en el monasterio de San Benito y de alli pasó como pudo al de Oña; el licenciado Vargas se escapó por un albañal, y el licenciado Zapata por una de las puertas en hábito de fraile (1). Mas irresolutos ó menos afortunados sus colegas fueron casi los únicos moradores de Valladolid que arrugaron el ceño al verificarse la solemne y triunfal entrada de Padilla. Redújoles éste á prision, respetando la alta gerarquía eclesiástica y la acrisolada virtud de Adriano, á quien dejó libre. Hecha la importantísima adquisicion del sello real emprendió otro dia de mañana la vuelta de Tordesillas. Viósele subir en union de Juan Bravo á oir misa mayor, por ser domingo, á la iglesia de Simancas, llena por la devocion y la curiosidad de numeroso pueblo: todas las miradas estaban fijas en los dos capitanes naturalmente apuestos y mas lucidos aquel dia con sus arneses blancos. De la generosa fraternidad que reinaba entre los dos caudillos, se advirtió una inequívoca muestra, pues, al ofrecérseles la paz, ninguno de ellos quiso adelantarse al otro y se quedaron sin tomarla *por no se diferenciar en la cortesia* (2).

Simancas suena mucho en la historia: asentada en una altura

(1) GUEVARA, Razonamiento hecho á los comuneros en Villabraxima, 1.ª parte, folio 84.—GONZALO DE OVIEDO.—*Quincuagenas*, diálogo sobre don Pedro Alvar de Osorio, marqués de Astorga; manuscrito.

(2) CABEZUDO, *Antigüedades de Simancas*.—Coleccion de documentos inéditos, tomo 1, pág. 542.

á la orilla derecha del Pisuerga, sobre el cual tiene un largo y estrecho puente ; antigua plaza fronteriza entre los reinos leonés y castellano, hizo muy insigne papel en la lucha contra los sarracenos : aun dan testimonio las armas de la villa del heroismo de sus doncellas (1): su parroquia conserva el nombre del Salvador en conmemoracion de la famosa batalla ganada alli por los cristianos con enorme mortandad de los moros ; y la tradicion supone que, siendo aquellos pocos en número, triunfaron conducidos á la pelea por el apóstol Santiago y San Millan de la Cogulla. Como residencia de los almirantes de Castilla la guardaban excelentes fortificaciones y un castillo de espugnacion dificultosa. Su posesion era de gran trascendencia como punto de comunicacion entre Valladolid, Tordesillas y Medina del Campo, por su proximidad á los sitios reales de Cigales y el Abrojo, y por estar naturalmente destinada á defender el paso del Pisuerga, que poco mas adelante rinde con el Adaja su nombre y su raudal al Duero (2). A la sazón nada convenia mas al ejército de la Santa Junta que apoderarse de la fortaleza desprevenida y mal guardada, y dejar alli guarnicion bastante, con lo que dominara y recorriera sin tropiezo toda la línea que se estiende desde Valladolid hasta Zamora. Si ocurrió tan obvia idea á los dos victoriosos capitanes lo callan las relaciones de su tiempo, y en que no la realizaron concuerdan todas. Solo dice la mas auténtica de ellas en este punto, que, acabada la misa mayor, bajaron Padilla y Bravo al cabo del puente donde sus soldados custodiaban algunos carretas, tiradas por mulas de labradores, y en las cuales iban presos los oidores del consejo real con sombreros grandes de luto, muy tristes y cer-

(1) Refiere por menor el suceso que dió origen á las armas de Simancas FRAY ATANASIO DE LOBERA, monje bernardo, en la *Historia de las grandezas de la muy antigua é insigne ciudad de Leon*, folios 484 y 485, edicion de Valladolid de 1596.

(2) La situacion de Simancas está bien y ligeramente descrita en el *Informe sobre los adelantos de la comision de historia*, dedicado al Excmo. señor ingeniero general Zarco del Valle, por el coronel del mismo cuerpo don José Aparici y García : Madrid, 1848.

cados de lanzas, y tan maltratados que parecian salteadores (1). Lozanéandose al frente de su tropa, y sin apercibirse de su error en mirar indiferentes la posesion del castillo de Simancas, enderezaron gravemente los dos capitanes su marcha á Tordesillas, volviendo las espaldas á una ocasion, que nunca mas habia de presentárseles favorable.

Al otro dia se dió suelta á los consejeros, obligándoles á empeñar la palabra de no funcionar contra las comunidades, de no hacer ya veces de gobierno, y de residir distantes unos de otros. En cambio la Santa Junta no bien se instaló en Tordesillas mandó que acudieran alli los que fueron diputados en la Coruña á dar cuenta del modo con que habian cumplido su encargo; desacordado decreto con el que la Junta malbarataba su autoridad comprometiéndola en un empeño de que habia de salir desairada; pues no era de presumir que los procuradores, que andaban huídos de sus pueblos, para evitar que sus vidas pararan en lo que pararon sus haciendas, se presentaran voluntariamente á un juicio, en que la disculpa parecia imposible y la condenacion positiva. Ademas cuando habia por hacer tanto, pésima tentacion era volver atras los ojos para satisfacer venganzas y no para enmendar sinrazones.

Disuelto el ejército enemigo, desautorizado el consejo, detenido en Valladolid el regente, á quien salieron vanas las tentativa que hizo para echarse fuera; gobernar y no combatir, meditar en la organizacion del estado y no en la aplicacion de penas, tocaba á la

(1) De los consejeros fueron presos el doctor Tello, el doctor Cornejo, y el licenciado Herrera. Al decir de Sandoval, lib. VI, pág. 287, los llevó presos Padilla entre mucha gente de á caballo con el acatamiento y honra que cada uno merecia.—CABEZUDO en las *Antigüedades de Simancas* habla por boca de testigos presenciales y dice lo que se contiene en nuestro relato. De un manuscrito del Escorial han copiado los señores Salvá y Baranda en el tomo I de la *Coleccion de documentos inéditos*, pág. 422 á 427, un curioso informe que Galindez de Carvajal dió á Carlos V sobre los que componian su consejo. Trasládalo tambien Galiano en el apéndice 3.º del tomo IV de su traduccion del doctor Dunham, en que ha sabido mejorar el original notablemente.

Santa Junta; sus mismos contrarios se daban á la sazón por vencidos. Poco antes de la prision ó fuga de los consejeros reales, estos en union de Adriano habian representado al rey los daños del reino y que para remediarlos no eran poderosos en ninguna manera, porque si querian atajarlos por justicia no se les prestaba obediencia, ni crédito si intentaban extinguirlos por maña y ruego, y para lograrlo por fuerza de armas les faltaban dinero y gente. De Flandes no les habia llegado en todo el tiempo de las alteraciones ni un solo pliego en que se aplaudiera ó vituperara su conducta, y únicamente por una nave venida á Vizcaya supieron que el rey habia aportado á las costas de Inglaterra el sábado vispera de Pentecostés. Tan inconcebible desden hácia un dilatado reino, unido á la irregularidad y menosprecio con que se le habia tratado cuando el rey vino á ceñirse su corona, justificaban perfectamente el enojo, el levantamiento y hasta la emancipacion de las ciudades castellanas. Y la virtud de Adriano y el patriotismo de los consejeros, despiertos en fin y avisados al golpe de tan repetidas ofensas, les inspiraron palabras graves en que andaban á una la sinceridad y el respeto, y que dirigidas al monarca hablaban en son casi apologético de las comunidades. «De tantos y tan grandes escándalos, leemos en tan notable documento, quienes »hayan sido los que les han causado y los que de hecho los han »levantado, no queremos nosotros decirlo, sino que lo juzgue »aquel que es juez verdadero. Pero en este caso suplicamos á »V. M. tome mejor consejo para poner remedio que no tomó para »escusar el daño. *Porque si las cosas se gobernarán conforme á la condición del reino, no estaria como hoy está en tanto peligro* (4).» No cabe confesion mas esplicita en los que desoyeron y contrariaron las súplicas de Toledo y Salamanca en Benavente y en Santiago de haber incurrido en culpa ladeándose hácia los

(4) Carta del cardenal y los del consejo á Carlos V, escrita desde Valladolid á 12 de setiembre de 1520. Véase el apéndice número VI al fin del tomo.

flamencos; y de cierto bastara esta señal de arrepentimiento á que les absolviese la historia, si no hubieran reincidido en el pecado.

Poco mas de un mes era pasado del incendio de Medina del Campo, al hincar la rodilla delante de doña Juana y besarle la mano los procuradores de la Santa Junta. Designado por ella el doctor Zúñiga, catedrático de la universidad de Salamanca, para esponer las cosas cumplideras al servicio de Dios, de la reina y del estado, se postró de hinojos y quiso hablar en esta postara: no lo consintió doña Juana, antes le obligó á continuar en pie su habla, y pidió cogines para sentarse y oirle despacio. Espuso entonces Zúñiga que, movidos los diputados con santo celo é inspiracion divina á visitarla como á su reina y señora, se dolian de los males padecidos por el reino desde que lo entró el rey su hijo, rodeado de gente estraña y codiciosa al punto de dejarlo casi sin algun dinero, y la suplicaban se esforzase por regir y gobernar á Castilla, resueltos como estaban todos los naturales á llevarla sobre sus cabezas y á morir por su servicio. Doña Juana dijo que, pues habia de saber la dolorosa muerte de su padre, quisiera haberla sabido antes para remediar los daños de que se lamentaban los procuradores, porque ella tenia mucho amor á todas las gentes; pero que como el rey su padre la habia puesto alli, á causa de la que entró en el lugar de la reina su señora, ó por otras consideraciones, que no alcanzaba, no habia estado en su mano enmendar nada, ni vivir lejos de malas compañías, que la hablaran falsedades y la trajeran en dobluras. Mucho la pesó cuando supo de los estrangeros que andaban por Castilla, si bien pensó que entendiesen en algo que conviniera á sus hijos, cuya ausencia estrañaba sobremanera, como tambien que los castellanos no hubiesen tomado fácil venganza de las vejaciones de los flamencos. Holgóse de que los procuradores entendiesen en remediar las cosas mal hechas y prometió oirlos y hablarlos y ocuparse en la gobernacion del reino, salvo cuando algun dia tuvie-

re que sosegar su corazon afligido. Por último, para que no fueran á palacio todos los procuradores juntos, les encomendó nombrar cuatro de los mas sábios para platicar con ella y promover el bien del reino. Fray Juan de Avila, religioso franciscano, confesor de doña Juana, sencillo, muy abstraído del mundo y tan familiarizado con la humildad que nunca estampaba su firma sin llamarse primero *pobre fraile*, insinuó á la reina que podia oir á los procuradores una vez cada semana: ella repuso que cada vez que fuera menester los oiria, con lo que se despidieron teniéndose por los mas felices del mundo, pues tan largo bien y alta merced habian recibido de su legítima soberana (1).

El doctor Zúñiga pidió testimonio de lo ocurrido, y tres escribanos públicos lo legalizaron en forma. A un tiempo volaron de uno á otro cabo de Castilla las faustas nuevas de no estar loca doña Juana, ni en aptitud de hostilizar á las comunidades el gobernador y los del consejo. Túvose á milagro, aunque no faltó quien desmintiese que la reina hubiese hablado con tal cordura y sano juicio (2): especie que al pronto no hizo efecto por su falsedad notoria; pero que no tardó en adquirir certidumbre luego que doña Juana recayó en su antiguo melancólico estado, y tornó á amar el aislamiento y á deleitarse en la tristeza.

Muy en breve trascendió al público la funesta mudanza: caidos de ánimo los procuradores no supieron tenerla oculta: habíales fascinado el prodigio, y les amilanó el desengaño. No siempre nace del férvido entusiasmo el buen consejo, y los que se habian mostrado pundonorosos en no conceder descanso á su fatiga hasta lavar sus ofensas; valientes en el combate hasta menospreciar sus

(1) Alcocer copia integro el testimonio de lo que pasó entre la reina doña Juana y los procuradores de la Santa Junta; le inserta igualmente Sandoval, lib. VI, pág. 283 á 286.

(2) «No faltaba quien dijera que estos testimonios eran falsos y fingidos por los de la Junta; que la reina ni tenia juicio para atender á estas cosas, ni era tratable: y conforme á esta opinion escribe Pero «Mejia tratando esta materia *Yo escribo lo que hallé en quien lo vió y áque no fué comunero ni amigo de ellos:*» SANDOVAL, lib. VI, p. 286.

vidas, acreditarónse ahora de inhábiles para dar cima á la grande obra fiada á sus luces y desvelos: indiscretamente cifraron el último límite de su victoria en la repentina salud de la reina, y, otra vez doliente, no les ocurrió manera de suplir su falta. Entre los comuneros ninguno tenia mas dotes que el obispo de Zamora para figurar á la cabeza de una conmocion que ya habia recorrido todo el periodo de las revueltas, y necesitaba entrar de lleno en el de las reorganizaciones sociales; pero por desgracia en Acuña se notaba un vicio radical, que hacia de imposible aplicacion á la consolidacion de un gobierno su audacia, su energía, su fecundidad en recursos: le hastiaba el sosiego y se holgaba en las turbulencias, menos ambicioso de medro que acosado por su irresistible inclinacion á correr peligros en la azarosa vida del soldado.

Sin que el miedo ganara los corazones del mayor número de diputados, al ver nuevamente abatida la razon de la reina, se conciben sus debates y deliberaciones, pero no que juntaran estas en forma de memorial para presentárselo á Carlos de Gante. Su pronta vuelta, el nombramiento de gobernadores castellanos, la exclusion de los estrangeros para todos los oficios y dignidades, el orden que se habia de tener en la convocatoria y junta de las córtés, la visita que periódicamente debia girarse á todas las chancillerías y audiencias, la prohibicion de estraer del reino oro y plata, súplicas eran que hasta la saciedad le habian repetido las ciudades un dia y otro desde su llegada á Villaviciosa hasta su salida de la Coruña. Aquel afan de dar por nulas todas las donaciones de bienes y dineros y cartas de hidalguía y ejecutorias desde la muerte de Isabel la Católica demuestra con cuanto amor se recordaba en Castilla tan feliz reinado. Dedúcese rectamente que el espíritu del movimiento de las comunidades consistia en establecer la igualdad entre los ciudadanos, de lo mucho que se insistia en escluir á los señores de título y estado de las alcaldías de las fortalezas; en obligarles á que pecharan como los demas

vasallos; y en determinar que á ninguna persona de cualquiera calidad que fuese se concedieran mercedes de indios para cavar y sacar oro, porque, de las hechas hasta entonces, antes se seguia perjuicio que ventaja, y porque, *siendo cristianos los indios, se les trataba como á infieles y esclavos* (1). En todo el memorial no habia una sola cláusula que no revelara un grave abuso y exigiera un eficaz remedio: quitar á los jueces la parte que les tocaba de los bienes confiscados en virtud de sus sentencias, significaba impedir que el vil interés adulterase la justicia: establecer que el rey no donase libranzas de bienes ó dinero que no hubiese visto, valia tanto como condenar una prodigalidad indiscreta, y ponerle en el caso de saber lo que daba y la falta que le hacia para no recargar á los pueblos con tributos: no consentir que se predicáran bulas de cruzada, sino con causa verdadera, vista y determinada por las córtes, era imposibilitar que se diese otro empleo á lo que con tan religioso fin mermaba del pan de sus hijos la piedad de los fieles. Nada mas racional que oponerse á que se confirieran en expectativa oficios y dignidades, en cuya posesion no entraban los agraciados hasta la muerte de los que los estaban sirviendo: nada mas justo que obligar á los arzobispos y obispos á residir en sus diócesis la mayor parte del año: nada mas moral que resolver que ningun cargo se vendiera por dinero, y que los conferidos de este modo se tuvieran por vacantes: nada mas característico de aquel movimiento que deslindar el punto en que se tocaban, y desvanecer totalmente el matiz en que se confundian los regidores perpétuos, hijos de noble cuna, y los grandes del reino, ordenando que en adelante los que desempeñaran oficios de las municipalidades *no vivieran ni llevaran acostamiento de señores*. Todo esto y mas convenia para que la decadencia de los próceres no determinara una repentina transicion al poder absoluto de la corona, porque las lágrimas arrancadas por la anarquía

(1) Véase el capítulo de la Junta, que lleva el epigrafe siguiente: *Indias, islas y tierra firme*.—SANDOVAL, lib. VII, pág. 327.

feudal á la clase mas numerosa, cierto no habia de enjugarlas la despótica voluntad de uno solo. Bajo su custodia tenian los comuneros á la reina doña Juana: el sello real estaba en sus manos, y pendiente de su voz el pueblo todo: ya habian agotado el lenguaje de la súplica antes de venir á rompimiento. ¿A qué perseverar en estériles peticiones? ¿No les enseñaba la esperiencia ser quimérico pensar que se cumplieran aun despues de otorgadas? ¿Cómo no erigieron en ley el resultado de sus votos? Pusilánimes, irresolutos aquellos hombres, que poco antes aventuraron sus vidas y haciendas en defensa de la justicia, espantados ahora de su victoria se afanaron por capitular de la misma manera que si se encontraran en el postror apuro. Viva estaba en la memoria de ellos la industria con que los malos españoles, devotos á los favoritos de Flandes, habian llevado al rey por las montañas de Castilla sin entrar nunca en poblacion principal, ó permaneciendo en alguna solo un dia, para eludir las súplicas del reino contra su viaje y contra sus ministros, que despues de acabar con la moneda de oro, dieron tras la moneda de plata; y hasta las tarjas agotaran si hubieran residido en España mas tiempo (1). Forzosamente habíanse de debilitar las súplicas llevadas lejos de donde radicaba el mal que las sugería, pues el alma que no se apiada á la vista de un desastre, menos se altera cuando lo sabe de oídas, por mucha animacion que el sentimiento comunique al relato.

No obstante los de la Junta creyeron añadir á su justicia

(1) GUEVARA en el razonamiento hecho en Villabraxima se expresa de este modo: «Bien sabemos que quedaron en estos reinos muchos «pueblos quejosos de la nueva gobernacion de los flamencos, y, hablando la verdad, la culpa no estuvo en todos ellos, sino en la poca esperiencia suya y en la mucha envidia nuestra. Hablando aqui la verdad «no tienen tanta culpa los estrangeros como la tienen los naturales, «pues ellos no sabian las tenencias que habian de pedir, las encomiendas que habian de procurar, ni los officios que habian de vender, sino «que de los nuestros eran avisados y aun en las astucias instructos.» Parte primera, fol. 82.—Esta reflexion, sin disculpar en lo mas leve á los flamencos, acrimina á los castellanos, pocos por fortuna, que los miraron con propicios ojos. Del mismo modo racionaban justamente los comuneros y clamaban contra unos y otros.

eficacísimo peso interesando al rey de Portugal en el buen éxito de sus peticiones. Escribiósele á este fin una reverente carta, escusándose de no haberle participado antes las alteraciones de Castilla y compendiando su origen, curso y actual estado. Allá enviaron con el mensaje al dean de Avila Alonso de Pliego, persona reverenda por su edad, carácter y virtudes, é idónea para esforzar de palabra lo que en el escrito, de que era portador, se pedia. Dos puntos abrazaba la súplica al monarca lusitano: 1.º que no diese acogida á Fonseca ni á Ronquillo, incendiadores de Medina del Campo, porque, si un príncipe tan justo patrocinaba á tales delincuentes, daría ocasion á que se perpetraran crímenes aun mas atroces: 2.º que tuviera por bien escribir al emperador, y como padre y hermano verdadero aconsejarle en su casa lo que tanto cumplía á su honra y estado, pues de otro modo tomarian á Dios en su proteccion y defensa por ser lo que demandaban razonable, legal y justo (1). El dean de Avila desempeñó su cometido, no sin vencer muchas dificultades, pero el rey de Portugal desatendió rotundamente sus instancias.

Examinense como se quiera estas embajadas á Flandes y á Portugal, en ellas se descubre que los de la Santa Junta se pararon á medio camino. Vigorosos para alterar el reino, carecieron de habilidad para restablecer el orden, cuando ya contaban toda Castilla por suya. Presentes en la Junta ó en su ejército los caballeros que al grito de comunidad se habian colocado á la cabeza del movimiento, quedaron las ciudades y villas á discrecion de la plebe, capitaneada por ruin canalla, con incesante peligro de la castidad de las doncellas, del haber del hacendado, de la paz de las familias y de la existencia de los que se retraian del tumulto: habia cesado la animacion fabril que enriquece á las poblaciones: en las calzadas públicas, frecuentadas comunmente por los trajinantes, cruzábanse tan solo bandas indisciplinadas

(1) Sandoval copia la carta de la Junta al rey de Portugal en el lib. VII. pág. 357 á 361.

que, entreteniéndose en merodear, llegaban siempre tarde con su socorro: veíanse desiertos los santuarios, donde la devoción solía atraer al comercio, haciendo á la vez cundir la fama de las solemnidades religiosas y de la concurrencia de los mercados: en los campos no se advertía la señal mas remota de ser la época de la sementera. ¡Espectáculo desolador y lamentable que, á juzgar por sus obras, no alcanzaba á distinguir desde Tordesillas la Santa Junta! Despues de publicarse 'allá varias provisiones solo en nombre de doña Juana, enoja que los diputados titubearan en su empresa hasta el punto de solicitar humildemente al fin del memorial que el emperador de Alemania diese por bien la alteracion de las ciudades de Castilla. Sosegarla hubieran podido sin duda, si en vez de aguardar neciamente á recibir el beneplácito régio de Flandes, aprovecharan tiempo tan precioso en crear un consejo de justicia y otro de la guerra, en enviar oidores á las audiencias; á las ciudades y villas corregidores y alcaldes, que unidos á los ayuntamientos y apoyados por la gente de buena voluntad, mudasen el sistema y apaciguasen las turbaciones. Ellos salvaran los derechos de la clase productora, y castigaran los desmanes de la gente advenediza; infundieran confianza á los pacíficos, encadenaran el desenfreno de los insolentes, y regularizaran el valor de los determinados. Arrancada la raiz del mal, el estado eclesiástico hubiera predicado la concordia en vez de sembrar la agitacion y de mantener al pueblo en continua alarma; y al sonar el clarín de la guerra, todas las poblaciones enviaran desembarazadamente soldados y dinero donde arreciara el peligro.

A nada atendió la Santa Junta: suspensa del resultado del memorial, que envió á Flandes con fray Pablo Villegas y con Sancho Sanchez Zimbron, de quien asegura un testigo inmediato muy parcial de Carlos V, que por su conducta durante las alteraciones mas merecia galardon que pena (1); ni aun pensó en

(1) FRAY LUIS DE ARIZ, monge benito, en la *Historia de las Grandezas de la ciudad de Avila*, edicion de Alcalá de Henares, 1607,


trasladar su residencia y la de doña Juana á otra poblacion de mas autoridad y viso como Valladolid ó Toledo. Fuera de su seno podia buscar ciertamente quien aumentase su influjo y entrañase en el estado el régimen que mantenía en embrion su perplejidad funesta. Atinado era enviar mensajeros allende la frontera de España, no con el ruidoso aparato de embajadores, sino con el carácter de ocultos emisarios, y que en lugar de sufrir desaires y de traer repulsas, trabajaran con sutileza y sigilo en traerse al infante don Fernando á gobernar el reino en nombre de su madre. Este era el natural desenlace de aquel movimiento, enérgico en un principio, gradualmente debilitado aun antes de que le volviera el rostro la fortuna. En Europa nacían á Carlos V graves cuidados de su rivalidad personal con el rey de Francia y de la alarmante predicacion de Lutero: Alemania era el centro de su poder y de resultas iba á perder su superioridad España, acostumbrada á tener vida propia y exuberante para estender su dominacion á apartadas regiones. No había otro medio de salvacion que el de romper el cesáreo yugo y asentar sobre el elemento popular una monarquía independiente. A esto vemos propender el instinto del pueblo castellano, y así se efectuara á no mediar la medrosa torpeza de la Santa Junta. Cuando la ocasion asoma y la perentoriedad aprieta, la timidez embaraza y la inaccion asesina. Nadie ignoraba que las cosas llevaban torcido rumbo, porque la anarquía y la guerra civil acrecentaban las calamidades del mal gobierno, contra el que se habían armado los castellanos. A porfía se hubieran disputado muchos comuneros el peligroso honor de correr á Aquisgran y de preparar y de conseguir la fuga del infante don Fernando, aun no encumbrado por casamiento al trono de Hungría, mientras se solemnizaba espléndidamente la coronacion del emperador de Alemania; pero no hubo quien propusiera

parte 3.ª, folio 36 dice, que terminadas las alteraciones, mandó el emperador que no se procediera contra Sancho Sanchez Zimbron, porque en la Junta de Tordesillas antes le sirvió que otra cosa.

en público ni en secreto este plan fácil de imaginar y de ejecución no imposible.

Tan ilusos andaban á la sazón los diputados castellanos que dieron señales de sorpresa al saber como Anton Vazquez de Avila, que se habia adelantado á los mensajeros de la Junta, fué preso en Wormes de orden de don Carlos y encerrado en una fortaleza: tambien les cogió de nuevas que Zimbron y el padre maestro dominico recelaran pasar de Bruselas, avisados oportunamente de que, en obstinándose en seguir adelante, no les libraria su calidad ni su investidura de morir en la horca, segun estaba el emperador airado contra los perturbadores de Castilla.

Asi desde que la Santa Junta aspira á pactar con el soberano, de quien solo habian recibido los españoles desdenes, ultrages y repulsas, empieza á declinar su ascendiente, por mas que proponga de igual á igual las estipulaciones. Proclama su santidad en el título que adopta, y abdica su soberanía por el camino que emprende: ahuyenta de las poblaciones á todos los que mantienen el estandarte real en su recinto, y despues que vence, se turba, teme y pide: pulveriza con la velocidad del rayo lo que ofende al reino, y en su lugar solo construye palabras. Todo consiste en que la Junta de Tordesillas tenia en su rededor muchos soldados valientes y ningun caudillo á la altura de un Hernan Cortés ó de un Gonzalo de Córdoba; y en su seno, entre enérgicos oradores, ni un hombre capaz de sobreponerse á todos y de dictarles su voluntad al estilo de Jimenez de Cisneros.



CAPITULO V.

LA NOBLEZA CONTRA LAS COMUNIDADES.

Nombramiento de nuevos gobernadores.—Instruccion que les viene de Flandes.—Insuficiencia de las tardias concesiones.—Embozado proceder de los magnates.—Manejos del condestable en Burgos.—Entra en la ciudad y quita el alcázar á los populares.—Se nombra capitan general al conde de Haro.—Congréganse muchos próceres en Riosco.—Contestaciones entre Burgos, Valladolid y la Santa Junta.—Nueva alteracion de los vallisoletanos.—Estériles mensajes entre algunos oidores de Valladolid y el cardenal Adriano.—El almirante en Castilla.—Sus esfuerzos por restablecer la paz cerca de Valladolid y de la Junta.—Le ayuda el conde de Benavente.—Se descomponen los tratos.—Entrada del almirante en Riosco.—Situacion respectiva de los tres regentes.—Atrociidad ejecutada por el condestable.—Inminencia de la lucha.

Tarde para el bien se dió á partido el emperador de Alemania y conoció la razon de los castellanos: esta maravilla obró la carta del gobernador y los del consejo, escrita á 12 de setiembre: solo entonces se hizo cargo de que el levantamiento iba de veras: á despecho suyo hubo de convencerse del herrado giro de su gobernacion calamitosa: no sin enfado observó que el clero español trocaba contra las demasías de sus flamencos; que las municipalidades armaban al pueblo; y que muchos caballeros se honraban de ser sus caudillos: alarmóle sobremanera el vuelo que la rebellion habia tomado en pocos meses, y, por mucho que repugnara á su instinto despótico, tuvo que echarse en brazos de la nobleza para

domar el brio de los populares. Al partir camino de Flandes los portadores del memorial de la Santa Junta, ya estaban en Castilla los mensajeros del emperador que traian poderes para otros dos gobernadores, que reforzaran con su ascendiente el escaso crédito del cardenal Adriano. Atinadamente recayó el nombramiento en don Iñigo de Velasco y en don Fadrique Enriquez, condestable el primero, y el segundo almirante de Castilla, dos próceres de los mas renombrados por el deudo y la autoridad que tenian entre los de su clase, por ser sus dominios mas estensos, y mayor el número de sus vasallos, y las ocasiones en que habían acreditado su capacidad personal mas frecuentes. Detrás de los comisionados que trajeron los poderes vino la instruccion al tenor de la cual debian ejercer el mando los gobernadores.

Juntos los tres ó dos de ellos en ausencia del otro, proveerian lo necesario con acuerdo y parecer del consejo desde Valladolid ó desde el lugar de su eleccion lo mas cercano posible á Tordesillas, echando de alli al capitán general toledano. Ante todo negociarian con quien les pareciera oportuno para que dejase de andar por el reino gente armada: de no bastar esto declararían á los que lo estorbaran rebeldes y traidores, condenándoles á muerte y á confiscacion de bienes, porque no creyeran que, aventurando la vida, dejaban á sus hijos la hacienda, segun lo propalaban los del alboroto. Para que no presumieran que por falta de fuerza se quedaria en dicho la amenaza, convocarian á las guardas y á las gentes de acostamiento, y en el último recurso pedirían á los grandes el conveniente socorro. Si les faltaba dinero ó gente para ejecutar la empresa sin peligro, ó si de ejecutarla por fuerza podia seguirse mayor daño, á discrecion de los gobernadores quedaba determinar si los del consejo habian de hacer la declaracion de traicion y rebeldía, pregonando y llamando á los delincuentes, ó si convendria mejor disimular *por entonces con ellos en todo, puesto que mas adelante se podria hacer mas á servicio del soberano*. Reconocida la necesidad de juntar las córtes, los regen-

tes despacharian las convocatorias, no siendo posible fijar desde Flandes el dia, ni el lugar, ni el sentido en que debian redactarse. En llevando los procuradores en sus instrucciones algunas cosas livianas, ó injustas, ó escandalosas, se trabajaria para que con su voluntad se quitasen del todo; y antes de otorgar ningun punto lo consultarían al rey, emitiendo su dictámen los regentes y el consejo, y dándole ademas cotidiano aviso de lo que se tratara en las córtés. Aquella convocatoria se notificaria á la Junta de Avila para que se disolviese al punto, y á los ayuntamientos y cabildos, que contaran representantes en ella, para que estos se ausentaran sin excusa bajo pena de no tener jamás voto en córtés las ciudades que desobedecieran este mandato. Trasladada la Junta de Avila á Tordesillas tocaba á los gobernadores llamar allí á las córtés ó hallarse presentes en la reunion que hicieran los procuradores enviados á Avila por las ciudades. En atencion á la muchedumbre de culpades se autorizaba á los regentes para hacer extensivo el indulto á todos, con tal de que así se lograra la paz del reino, y despues de haber tanteado el medio de absolver á los que habian sido arrastrados al movimiento, y de reservar severos castigos á sus instigadores principales, porque perdonar ligeramente suele ser incentivo y ocasion de que pequen los hombres. Respecto de preeminencia real se vedaba á los gobernadores hacer la concesion mas leve: solícitos debian trabajar en que las ciudades y villas restituyeran las fortalezas que habian tomado á sus respectivos alcaides; en que tornaran las rentas reales á su estado antiguo, empezando siempre por el modo pacífico y manso: en que se divulgara entre los grandes, caballeros y prelados del reino el próspero estado de los negocios del emperador en Europa, su venida á España mas próxima de lo que en un principio habia imaginado, y la desvergüenza de las comunidades en quererles quitar las alcabalas y tercias, en resistir pagarles los juros y situados, y en aspirar á disminuirles las tierras y lugares. Siendo una de las principales causas de las alteraciones las pláticas de algunos

religiosos que habian dicho en sus sermones y fuera de ellos mas cosas de las que su hábito les permitia, y no todas verdaderas, se cuidaria de que solo hablaran en los púlpitos del amor que el emperador tenia á los castellanos y á su acrecentamiento y honra, y de las mercedes que les habia hecho y continuaba haciéndoles, y de la clemencia que usaba con los delincuentes. De no bastar las provisiones mandadas despachar en la Coruña sobre no sacar moneda de oro y plata del reino ni meter la de placas y tarjetas, se decretaria lo conveniente contra tamaño abuso. En adelante se administraria justicia bien, pronta y limpiamente, cesando ademas todo cohecho y barataria en los dependientes de los tribunales, por lo cual *en descargo de su conciencia venia el emperador en conceder ahora* que se visitaran periódicamente las audiencias y chancillerías, segun lo habian solicitado los procuradores en Valladolid y en la Coruña. Terminaba la instruccion encomendando á los regentes que la jurisdiccion real no fuese menoscabada por la jurisdiccion eclesiástica, y declarándose el emperador protector celoso del Santo Oficio (1).

Meses atrás estirparan la semilla del descontento estas concesiones: fuera de sazón ahora, y mezquinas de consiguiente, no sonaban por el tono del clamor general de Castilla; la pared que basta á evitar que un río salga de madre no sirve de dique para atajar un impetuoso torrente. En lo sustancial de aquel documento se trasluce el deseo de bastarse el rey á sí propio, cuando trata de reprimir á las ciudades, porque pretende apaciguar el alboroto solo con las guardas y la gente de acostamiento, á quienes paga directamente la corona; se afana en precaver que adquiera mayor ensanche la autoridad del estado religioso; y la cooperacion de los grandes, solo en el último trance la admite. Su pesadilla es la Santa Junta y, á trueque de desvirtuar su influjo, se sujeta á con-

(1) Esta instruccion se halla en los apéndices que don José Quevedo pone á su traduccion del *Movimiento de España* del presbítero don Juan Maldonado.

vocar córtés, donde se renovaran las escenas de un pueblo que pide, y de un rey que no otorga, como en Valladolid y en la Coruña; donde los procuradores del reino desfogaran sus quejas en palabras y consumieran el tiempo en peticiones; y donde tavieran los regentes coyuntura de amansar sas fieros con mercedes, y de hacer que alojara el denuedo de las ciudades ante la desercion de sas caudillos. Bajo la elástica nomenclatura de *livianas*, *injustos* ó *eseundatosas* cabian todas las solicitudes capaces de obviar la avenencia entre los regentes y los populares, y mas prohibiéndose á aquellos hacer en punto á preeminencia real concesion ninguna. En el seno de las córtés tocaba á los regentes representar el triste papel de autómatas sin otro movimiento que el de alargar la mano para recibir de los procuradores del reino memoriales, que se habian de resolver en Alemania; trámite embarazoso en tiempos benancibles, y en época de turbacion absurdo. Cuando el rey debia jactarse de magnánimo para conquistar el título de clemente, mostrábase capcioso y solapado, que artificio y doblez revelaba en avenirse á transigir entonces con los culpados, reservándose para mas adelante lo que mejor cumpliera á su servicio.

Pero en aquella instruccion, estéril en la apariencia, venia mencionado el nombramiento poco anterior de dos gobernadores mas, castellanos de nacimiento, próceres de gerarquía, guerreros de profesion, ricos de hacienda, poderosos de partido, y esta circunstancia alteraba totalmente la faz de los sucesos. De resultas se dividia el reino, como otras veces, y mas á las claras que nunca en dos bandos, el popular y el nobiliario; monárquicos ambos, este pretendia ser protector y aquel sosten del trono. Hasta la Coruña habian ido los dos en pos del principe alegando sas derechos y requiriéndole que no los vulnerase: partióse don Carlos sin dejar á ninguno de ellos ocasion de loar su bondad ni su justicia; y desde alli se volvieron uno y otro con iguales agravios, si con propósitos distintos: arrinconáronse los magnates en sus estados y desde alli enardecieron la saña de los populares: estos impacientes

de vengar sus ofensas arriesgaron sus vidas y fortunas. Rebeldes y traidores al rey les llamaron el gobernador y el consejo; y los próceres entretanto miraron con igual sangre fría la fuga de la hueste imperial en Santa María de Nieva y el incendio de Medina del Campo; y espectadores indiferentes de tanta desolacion y de tal quebranto, ni acorrieron al cardenal Adriano para que permaneciese en Valladolid, ni al obispo de Zamora para que entrase en Burgos. Su calculada apatía hizo que el gobernador y los consejeros reales bosquejaran en una sola frase la situacion del reino al escribir á don Carlos en 12 de setiembre de este modo: *V. M. tiene contra su servicio comunidad levantada, á su real justicia huida, á su hermana prisa y á su madre desacatada; y hasta ahora no vimos alguno que por su servicio tome una lanza. No una, sino centenares de ellas puso en manos de los señores la inmediata contestacion á este mensaje, que trajo el nombramiento de los nuevos regentes. Entonces se arman de punta en blanco y se aprestan á lidiar sin tregua: contra el grito de *Santiago y libertad* lanzado por las comunidades, gritarán ellos, *Santa María y Carlos*: en sus pechos llevarán los imperiales una cruz blanca, para no confundirse con los comuneros, que la llevan roja; unos y otros pregonarán que el mejor servicio del rey les mueve, anima, y une; pero es la verdad que en el fragor de la batalla van á defender á vida ó muerte los noblessus privilegios y los populares sus franquicias.*

Tan luego como el condestable se halló con el nombramiento de regente volvió á ponerse en accion, y otra vez quiso posesionarse de Burgos. Para lograrlo entabló desde Bribiesca comunicaciones con sus parciales, en especialidad con los tres hermanos Castros y con el doctor Zumel, tan recio ahora en reprimir el movimiento como anduvo osado en Valladolid, esforzando las razones en que se apoyaban las quejas de Castilla (1). Estos visi-

(1) «A V. M. escribi lo que el doctor Zumel y el licenciado Francisco de Castro le han servido en esta ciudad, y cómo por vuestro servi-

taron de noche y en sus casas y uno por uno á los mas tenaces y comprometidos, repartiéndoles dinero y ofreciéndoles esperanzas de mejor fortuna: despues de barrenar ocultamente la union de los populares dijeron en las juntas de barrio, que, si por voto comun volvian á llamar al condestable y le ayudaban á levantar gente, alcanzarian el perdon de sus delitos y las inmunidades que les reportasen mayor ventaja. Algunos aflojaron de brios y se rindieron al halago de las promesas: en su terquedad perseveraron los mas pobres; y en las principales condiciones exigidas para abrir las puertas de la ciudad al condestable vióse clara y distinta la mano de los mercaderes. En carta de su puño aseguró don Iñigo de Velasco que dentro de un término dado presentaría el diploma dispensando á los burgaleses de dar hospedage gratuito á la real familia, otorgándoles un mercado semanal en que se vendiera y comprara sin alcabalas, otras muchas mercedes y perdon general de los pasados desmanes. Convino el condestable en dar dos de sus hijos en rehenés y en que los populares conservaran sus leyes y magistrados hasta que se circulase el diploma. Persuasiones, dádivas, amenazas, todo se puso en juego para torcer el curso de la alteracion, y, estancarla y restablecer el predominio de los grandes. Tras esto el condestable de Castilla hizo su aparatosa entrada en la ciudad de Burgos en union de algunos consejeros reales, que se le habian juntado en Bribiesca. Con alegre rostro le salieron al encuentro los mas principales, galanamente vestidos y montados en caballos que arrastraban con gallardía sus ricas gualdrapas y

«cio le saquearon y robaron sus casas. Certifico á V. M. que hasta que «yo aqui llegué no hubo dia que no tuviese el cuchillo en la garganta. Suplico á V. M. se acuerde de él y le haga merced de recibille en el consejo. Que aunque no hubiese de salir ninguno, me convendria á mí tener alli persona que me avisase de lo que conviniese al servicio de «V. M.» Párrafo de la carta del condestable de Castilla al emperador, escrita en Burgos á 30 de noviembre de 1520. SANDOVAL, lib. VIII, p. 396. Mucha parte de los documentos que trae el obispo de Pamplona en su historia, los copia de Gonzalo de Ayora; no le citamos sobre esto tan á amenudo como á Sandoval porque, siendo este el que mas corre, es mas fácil á los lectores compulsar las citas.

movian orgullosos sus empenachadas cabezas: saludáronle como el que venia á librarles de un insoportable cautiverio. Aquella vistosa comitiva desfiló hasta llegar al alojamiento de don Íñigo de Velasco por entre una muchedumbre amenazadora, cuyo silencio alteraban solamente las aclamaciones de júbilo de algunos mercaderes y el sordo murmullo que alzaban palabras dichas al oído, imprecaciones pronunciadas entre dientes, voces que inspiraba el coraje y abogaba el miedo. Entre la multitud de populares no se podía determinar quienes vendieron su causa y quienes perseveraron en ella, porque á todos se veía mustios y cabizbajos, á los unos de sonrojo y á los otros de pesadumbre. Dominábase el sobrecojimiento; paralizáse su audacia; y cuando los feligreses de las parroquias de San Martín y San Esteban quisieron disparar sus dardos contra el séquito del condestable, se hallaron solos y tuvieron por mejor permanecer quietos. Desde entonces, aprovechando el amilanamiento de los populares, se aplicó Velasco á hacer pie en Burgos y á estender su autoridad hasta darse la mano con el regente cardenal de Tortosa, que por aquellos días burló la vigilancia de los de Valladolid, de donde se salió á Medina de Rioseco en compañía de un solo page (1).

Mucho debió entonces el emperador de Alemania á la actividad y atrevimiento del condestable de Castilla, que hizo publicar sus provisiones de gobernador en las ciudades donde pudo; reunió dinero tomando de lo suyo y de lo de su parentela, y en préstamo del rey de Portugal cincuenta mil ducados; levantó gente; facilitó socorro á los defensores del alcázar de Segovia; consiguió que el duque de Nájera le enviase de Navarra quinientos infantes y alguna artillería y que á su primogénito el conde de Haro, elegido capitán general de los imperiales, se juntaran no pocos nobles con gente de armas. Al mediar noviembre se puso en marcha hácia Rioseco el jóven conde sin mandar apenas mas

(1) MALDONADO, *Movimiento de España*, lib. V. Sobre el recibimiento del condestable en Burgos véase la epístola 697 de Angleria.

fuerza que la tropa de Navarra, y cuando se aposentó en Melgar, ocho leguas distante de Burgos, vió engrosado su ejército con los soldados que capitaneaban varios señores, y entre ellos los condes de Oñate y de Osorno, el mariscal de Fromesta y el marqués de Falces (1).

A Rioseco y en torno de Adriano habian acudido tambien otros personajes de valer, determinados á la guerra. Anticipóse á todos el marqués de Astorga al frente de ochocientos ballesteros, doscientos escopeteros, cuatrocientos empavesados con sus casquetes, doscientas lanzas y cien caballos: de cerca le siguió el conde de Benavente con dos mil quinientos peones y doscientas lanzas; y uno tras otro se presentaron el conde de Lemos con mil quinientos peones, con mil el conde de Valencia, y el señor de Grajal con trescientos cincuenta hombres de todas armas. Este ejemplo imitaron todos los grandes de Castilla y, los que no en Rioseco, levantaren ó sostuvieron con mas ahinco el estandarte real en sus estados: el prior de San Juan, don Antonio de Zúñiga, empezó á guerrillear en la comarca de Toledo: el conde de Chinchon, despues de disputar palmo á palmo la iglesia mayor de Segovia, peleando contra los comuneros de capilla en capilla, y cruzándose los fuegos del pórtico al atrio, del claustro al coro, se retiró al alcázar con la firme intencion de no rendirlo: el señor de Torrejon de Velasco siguió molestando lo que pudo á los madrileños: el duque del Infantado sujetó de tal manera á los de Guadalajara, que sin grave riesgo osó prender á un tal Coca, capitan de la plebe, darle garrote en un calabozo y esponer por via de escarmiento su cadáver en medio de la plaza (2): cobraron mas alientos los alcaides de Coca y Alaejos para mantener por Fonseca los castillos fiados á su custodia: nada pudo en la diócesis de Zamora el conde

(1) PERO MEJIA, lib. II, cap. X. SANDOVAL lib. VII, pág. 344 y 355. MALDONADO, lib. V. GINES DE SEPULVEDA, libro III, pág. 77.

(2) PECHA, *Historia de Guadalajara*.—NUÑEZ DE CASTRO, *Historia eclesiástica y seglar de la muy noble y muy leal ciudad de Guadalajara*, pág. 459 y 460.

de Alba de Liste sino reclutar alguna gente, con la que se corrió hacia Burgos á reforzar al condestable: de tierra de Leon sacó el conde de Luna algunos caballeros y no poca gente de la mas soez y desarrapada que se mezcló en aquellas alteraciones (1).

No cabia dudar del efecto que entre los castellanos habia de producir el arrojé de los nobles al empeñar en la demanda sus vidas y haciendas: de punto subió la cólera de los mas comprometidos en el movimiento; y comenzaron á asomar cabeza los que lo consideraban de origen legítimo, aunque viciado por mala direccion, é impotente para dar de sí otra cosa que no fuese la perpetuacion de la inquietud y del desgobierno. Súbito quedaron perfectamente deslindados los opuestos campos: con satánica sonrisa asentóse entre ellos el genio de la discordia, y la guerra civil se aprestó á desencadenar su furia.

Un sentimiento de humanidad retardó algun tanto la funesta saeudida: antes de esgrimir las armas y mientras completaban sus refuerzos, tentaron los próceres algun modo de avenencia. Por inspiracion del condestable, que, sin ganarse la voluntad de los burgaleses, habia domado su soberbia, se dirigieron cartas en nombre de la ciudad á Valladolid y á la Santa Junta, en las que aparecia Burgos segregada de las comunidades, satisfecha de los capítulos que de un día á otro le vendrian otorgados de Alemania, y exhortando á Valladolid á imitar su ejemplo y á la Junta á no escederse de sus atribuciones (2). En Valladolid no se dió contestacion ninguna; la de los procuradores de las ciudades fué áusterá y dura cual convenia á los que así renegaban de sus compromisos anteriores. Afeando la veleidad que inducia á los burgaleses á mudar colores, y no resolviéndose á creer que su comunidad escribiese de tan insólita manera, traian á su memoria el asesinato de Jofre sin causa para ello; la quema de las escri-

(1) CABEZUDO, *Documentos inéditos de los señores Salvá y Baranda*, tomo I, pág. 544.

(2) SANDOVAL, lib. VII, pág. 345 á 347.—FERRERAS, *Sinopsis historica cronológica de España*, tomo XII, pág. 366.

turas sobre las que la corona real estaba fundada ; la destruccion de muchas casas de gente que no tenia culpa ; y el mal trato que habian dado alli al condestable cuando le obligaron á la fuga, para evitar la muerte, lo cual les llevaba á pensar no haber atinado éste en dar en rehenes sus hijos á personas , cuyos mas firmes propósitos destruia una inconstancia propia de femeniles corazones (1). Burgos replicó al punto picada de la reprension, y disertando sobre textos antiguos para buscar apoyo á su conducta y darla por buena y consecuente , pues perseveraba en suplicar , y nada mas contradecia sino que ocuparan tan absolutamente las insignias del real poderio los que solo habian sido convocados para remediar algunos daños del reino (2).

Estas lastimosas é intempestivas recriminaciones quebrantaban el vigoroso espíritu de fraternidad que en un principio habia caracterizado el levantamiento de las ciudades. En Valladolid removieron al vecindario hasta colocarse frente á frente los que obedecian á ciegas á la junta y los que ansiaban establecer la autoridad de los gobernadores. Hubo grandes corrillos, frecuentes provocaciones, desembozados insultos, luchas parciales ; síntomas todos de próximo rompimiento, en términos de no dormir nadie

(1) SANDOVAL, lib. VII, pág. 348 á 350.

(2) SANDOVAL, lib. VII, pág. 359 á 354. Por este tiempo hubo de circular una famosa carta de un fraile que trae el mismo autor en el lib. V, pág. 234 á 236. Es muy notable su texto. Empieza ponderando las excelencias de España : atribuye la rebelion á los malos consejeros de don Carlos y á la ambicion de los grandes : apostrofa á la ciudad de Burgos, su patria, afeándola que por codicia de diez mercaderes quisiera perder la honra de sus antepasados : reconviene al cardenal Adriano por no haberse unido á la Santa Junta, y le dice que necesidad tiene de hacer penitencia grave para alcanzar perdon del enorme pecado de que á su causa mueran tantos cristianos, pudiéndolo remediar con solo favorecer la justicia : se lamenta de que tengan vasallos los conventos, y de que los prelados ostenten soberbia y vanagloria, y de que adquieran propiedades por herencia ó compra, con lo cual se corria peligro de que en breve fuera todo de frailes : censura la abominacion de los obispos, que se esforzaban por multiplicar sus rentas y formar mayorazgos para los que llamaban sobrinos suyos ; y concluye diciendo que los señores se deben contentar con lo que hasta entonces han gozado, y no tener lo ageno contra la voluntad de Dios, y de su dueño. que es el reino.

tranquilo, y de no despertar sin la zozobra de hallar la poblacion alterada. Una mañana se notó en Valladolid mas agitacion que de costumbre: nobles y populares se cruzaban en distintas direcciones no sin cambiar al paso amenazadoras miradas como citándose á mortal combate: grupos de gente armada discurrían por las calles, y adivinábase en la exaltacion pintada en los semblantes de los mas esforzados de la plebe su pesar de tener por tan largo tiempo ociosas las manos: el corto número de los que trabajaban por derrocar la Santa Junta únicamente les consentia estar á la defensiva; entre ellos habia muchos temerarios, pocos prudentes y ningun cobarde: sin esperanza de vencer se preparaban á resistir y á pelear con intrépida osadía en la lid prosterá. Aterrados los mercaderes y temerosos de que los populares quisieran celebrar la victoria robándoles sus haciendas, comenzaron á ponerlas en cobro dentro de los conventos de San Benito, la Trinidad, la Merced y San Pablo. De ello se apercibieron las turbas, por embarazar á cada instante su marcha los que en carros, caballerías ó á hombros trasportaban fardos de géneros á lugar seguro. Entonces la confusion y el desórden tomaron distinto sesgo: ya las vociferaciones de los sediciosos no fueron fulminadas contra los prosélitos de los nobles, sino contra los mercaderes que ultrajaban al pueblo, suponiéndole ansioso del triunfo para ejercitarse en el robo. Hubo de intervenir la justicia, é interpretando á derechas el sentimiento popular hizo saber por pregon que perderian sus haciendas los que en el discurso del dia no las volvieran á sus casas: mientras los del tumulto velaron por la observancia del decreto se echó encima la noche: el sueño apaciguó la saña: recatáronse los adictos á los gobernadores, y á la siguiente aurora el aspecto de la poblacion parecia augurar algun reposo.

No obstante lo que no se pudo por fuerza de armas se intentó por manejos sutiles. Abrogándose el nombre de Valladolid don Pedro Bazan, el bachiller Pulgar y Diego Zamora, todos de su yuntamiento, se encaminaron á Tordesillas y á Medina de Rioseco

á participar á los de la Junta que no les ayudarian en lo que no fuera bueno y justo, y á requerir al cardenal Adriano que no se entremetiera en lo que obraran los procuradores en bien del reino, y que despachara la gente de armas con que le acudian los grandes de Castilla (1). En ambos puntos propusieron que los regentes nombraran dos consejeros reales, la Santa Junta dos procuradores y Valladolid dos letrados, y que juntos los seis en el monasterio de Valdescopezo entendiesen en poner remedio á los agravios y en apaciguar los disturbios, debiéndose estar á lo que se resolviese por mayoría de votos. Contestóles el cardenal cómo la reunion de tropas tenia por objeto evitar que doña Juana fuese trasladada á otro punto, y hacer que los procuradores no continuaran usurpando las preeminencias reales; con todo, por salir al camino del bien del reino, se acomodó á despedir la gente de armas, y á que se tratase de la pacificacion segun querian los vallisoletanos. En Tordesillas hallaron justo desabrimiento, aunque expresado con juiciosa templanza. Como Valladolid tenia sus representantes en la Junta, se extrañó que una poblacion sola pretendiera elevarse al nivel de un congreso, que era producto de todas las que se habian levantado agitadas por un mismo impulso; y asi se respondió á los desacordados mediadores, que al tenor de los capítulos enviados por Valladolid en un principio estaba redactado el memorial con que la Santa Junta habia ya despachado á sus mensajeros para entregarlo al emperador de Alemania; y que sobre los capítulos últimamente formulados, y contradictorios de los anteriores, informarian lo que les pareciese las demas ciudades castellanas, á quienes la junta los habia trasladado. De vuelta en Valladolid los que en su comision supusieron ser órganos del pueblo, le congregaron por barrios á fin de comunicarle las

(1) En todos los escritores del tiempo se conoce la extrañeza que causó á las ciudades ver armados á los nobles en contra de ellas despues de haber avivado su corage. Sobre esto véase en el apéndice núm. VII una carta dirigida á Valladolid de orden de la Junta de Tordesillas.

respuestas que traian del gobernador Adriano y de la Junta : no bien las oyeron bramaron de cólera las diferentes cuadrillas por no haber sabido antes los capítulos que se trataban en su nombre: de nuevo la tranquilidad estuvo á pique de alterarse ; por dicha paró todo en quitar á los comisionados sus oficios de ayuntamiento, en echarles de la poblacion indignada en su contra, y en que ellos tomaran sagrado en el campo enemigo.

A todo esto susurrábase en Castilla que el almirante no aceptaría el cargo de regente : muy entrado en edad se le suponía amante del sosiego : colérico y mal sufrido, íbase muy á la mano en abandonarse á sus vehementes arranques : tenían sus dicámenes mucho peso, porque sin meditacion grave y razonada no los aventuraba nunca ; gozaba fundada reputacion de ser escaso de palabras, resuelto en obras y nada mudable en opiniones. Sus antecedentes eran harto públicos en el reino, porque desde la muerte de Fernando V venia figurando al frente de la oposicion á la corte. Hizo uno de los principales papeles en la junta que se tuvo en Madrid para proclamar rey á don Carlos en tiempo del cardenal Jimenez de Cisneros, y protestó contra la omnimoda autoridad que éste ejercia : en las cortes de Valladolid fué de los que mas pertinazmente repugnaron aclamar rey al primogénito de doña Juana de Castilla, mientras ésta viviese, y de los que á lo último le juraron de peor talante. Martirizando su honrado corazon los desmanes de los flamencos ; deseoso de ejercitar su influencia en ponerlos ceto ; aburrido de la esterilidad de sus buenas intenciones ; desesperanzado de corregir tantos excesos, é impotente para mitigar el popular encono, le pareció que su dignidad hacia en el séquito real muy triste figura : desazonóle asimismo el mal concebido propósito de abandonar el rey sus estados, hollando la ley y la costumbre y engendrando una situacion preñada de peligros ; y por quitarse de tan continuos disgustos y declinar la responsabilidad que podia caberle de seguir en la corte, aun como rígido censor de todos sus actos, ó por huir la ocasion de que

se le declarara rebelde, quedóse el almirante en sus estados de Cataluña, donde supo con dolor la partida del emperador de Alemania, la alteracion del reino y su nombramiento de regente.

En su primera inspiracion estuvo á punto de dimitir el oficio, y asi lo entendió el mismo don Carlos; y quizá perseverara en su idea, si al fugarse de Valladolid el cardenal Adriano hubiera elegido para ponerse en salvo otra poblacion que Medina de Rioseco, y otra casa que la de los Enriquez por hospedage. Gefe de esta preclara familia el almirante no tuvo por buen consejo mantenerse á distancia de sus tierras de Castilla, ni por accion decorosa que se las defendieran sus amigos y deudos, ó se las talaran los populares, y no salir de su retiro á procurar la paz como su indole conciliadora anhelaba, ó á combatir hasta morir ó vencer segun lo exigia el acendrado esplendor de sus blasones (1).

Una carta escrita por el almirante á Valladolid desde Cervera, ya entrado octubre, trajo la nueva de aceptar la gobernacion sin tener otro respeto que al bien general de todos: dolíase de no haberse encontrado entre los vallisoletanos al paso del rey á la Coruña, pues, aunque solo tenia un voto, diéralo al propósito de la necesidad de ellos, seguro de que no les pareciera tan errado como á él parecia el camino por donde les guiaban sus adalides. No podia negar que en las cosas pasadas existiesen causas para movimientos, si bien valiera mas haber juntado á todo el

(1) Todos los pormenores que se refieren al almirante están sacados de sus cartas y advertencias al emperador Carlos V; de las noticias que traen Alcocer, Mejia, Sepúlveda, Maldonado, Sandoval, y un manuscrito de la biblioteca de San Lorenzo, titulado *Fuero de Cuenca*. Enciérranlas tambien muy curiosas las epistolas del P. Guevara á este personage: 1.^a sobre que los viejos se guarden del año 63, folio 30: 2.^a en la que le espone porque Abraham y Ezequiel cayeron de bruces, y Heli y los judios de colodrillo, folio 52: 3.^a en la que le declara esta autoridad de la Sagrada Escritura; *Ve tibi Hierusalem, quia bibiste calicem iræ Dei usque ad feces*, folio 54: 4.^a en la que toca la manera que tenían los antiguos en las sepulturas, folio 44. Por inconexas que parezcan estas cartas de nuestro asunto, hay en todas ellas rasgos que nos son muy del caso, para comprender el colorido del tiempo, y el carácter y circunstancias del personage á quien van dirigidas.

reino en una voz de grandes y pequeños, y sin escándalos, muertes ni quemas tratar y ver en qué parte se habían lisiado los privilegios, usos y costumbres, y suplicar al rey por el remedio una, dos y tres veces, porque, de no aplicarlo sin tardanza, siempre quedaba despejado el sendero á que se arrojaron desde un principio. A su vez era absurdo pedir paz y empuñar las armas; apellidar libertad y tener encadenados hasta los pensamientos; hacer errar á los ciudadanos, para que perseverasen en el error por miedo de la culpa, y pretender que, no pudiendo gobernar el reino doña Juana, tuvieran el cargo de suplir esta necesidad las comunidades. Muy fiado en que el rey sería benigno en perdones y liberal en recompensas, exhortaba á los de Valladolid á seguir el parecer que con tanto amor les daba, protestando de que ni por la vida entendiera en lo que el rey le había mandado, á no abrigar la convicción de convenir al bien del reino. Acordábales que si la turbación duraba crecerían los tributos, y la necesidad les pondría en divisiones; que no les amonestaba bien el que les hacía emprender cosa que, perdiéndola ó ganándola, siempre sería con deshonra y desventaja de los castellanos: que sus jefes no les habían metido en la danza para guiarla de continuo, y que, si mercedes ó perdones había particulares, ellos verían y conocerían que tal guardados eran los juramentos. Ultimamente les pedía por merced que aprovecharan el tiempo en lo que tan bien les estaba, pues tenía certeza de que, si querían creerle, todas las cosas irían en tal manera, que nunca se hallara camino, por donde se lo dieran con justa causa ni sin ella para pensar sino en servir á Dios y al soberano, y en darle á conocer que en los sucesos pasados no había habido culpa, antes bien puro amor y deseo de volverle á Castilla.

No la sutileza escolástica, frequentísima entonces, ni la astucia de un político experimentado, sino la sinceridad de un amigo y la ternura de un padre resplandecen en esta carta, cuya letra y significación no están sujetas á falsas interpretaciones: allí se le-

gitima el derecho de insurreccion despues de haberse agotado el language de la súplica sin fruto, y por consiguiente se sanciona el levantamiento de las ciudades castellanas. Solo se condenan los crimenes que habian empañado la pureza de la causa del pueblo. Una agitacion pacífica y aparentemente legal hubiera sacado desde luego al buen almirante de su retiro. Escribe lo que siente : persuade y no intimida : se desvive por componerlo todo sin mas efusion de sangre : suspira por la gloria de restablecer la autoridad del rey sin que los derechos populares sufran menoscabo. Secuela natural era esta noble conducta de su antigua repugnancia á jurar á Cárlos de Gante, de la aversion con que habia mirado la dominacion flamenca en España, y de su apartamiento de la corte. Sus sentimientos habian ascendido, por la misma gradual escala que los de las ciudades, del disgusto al enfado, de la indignacion al encono. Mientras don Iñigo de Velasco tajaba á diestro y á siniestro en Burgos contra los parciales de la Santa Junta, y no apetecia otra solucion que la que diese la guerra al general conflicto, su colega don Fadrique Enriquez hablaba con manso acento palabras de concordia ; y el temor no se las sugeria, que en su larga vida habia dado pruebas muy calificadas de batallador y hazañero. En punto sobremanera esencial estribaba el desacuerdo de los dos nuevos gobernadores : el condestable no tenia mas norte que el interés esclusivo de su clase ; el almirante obraba como si de corazon fuese comunero, ya que á su edad y prosapia no cumpliera jactarse de tal ni lidiar bajo su bandera : sobrado hácia en manifestar generosa aficion á las ciudades, y en moderar la violencia de los suyos, para que la indispensable transacion de la contienda entre hijos de un mismo suelo no se dilatará tanto que recayese sobre el esterminio absoluto de los gefes de un bando.

Otro magnate muy autorizado, el conde de Benavente, también de los que dudaron de la legitimidad del poder de Cisneros, y de los que se apartaron desabridos de la comitiva flamenca al

saber cómo quedaba en Castilla durante la ausencia del rey gobernador extraño, envió sus letras á Valladolid en visperas de llegar de Cataluña el almirante. Sincerábase el conde de haberse presentado en Rioseco mandando la gente de Villalon y de Mayorga, y al rumor de que la Junta trataba de sacar á la reina de Tordesillas mal su grado, y de acometer al cardenal Adriano, que en villa del almirante habia buscado albergue. Tan luego como éste viniera á encargarse de la gobernacion se volveria el conde á sus tierras, satisfecho de haber cumplido un deber de amistad; si primero no le ordenasen los de Valladolid lo que fuese desu agrado, por holgarse mucho de que le hicieran caso como vecino y persona que tanta obligacion les debia, y que por su ventura y la del reino todo se desvelaba. Bien se alcanzó á los de Valladolid que á meterse en la poblacion aspiraba el conde del modo que don Iñigo de Velasco lo hizo en Burgos, llamado al parecer por el pueblo, y en realidad para esclavizarle y acorralar poco á poco á la Santa Junta. Descubierta el mal disimulado designio, el prior de Valladolid don Alonso Enriquez, que servia á las comunidades con activo celo y saber no escaso, remitió en nombre del vecindario al conde de Benavente una respuesta lacónica y conceptuosa y, cuanto urbana, ladina. Manifestándose agradecidos los vallisoletanos á la bondad con que don Alonso de Pimentel les brindaba su persona y gente, le suplicaban les enviase esta muy luego para ponerla á las órdenes de la Junta de Tordesillas, merced que no dudaban obtener de tal personage y que comprobaria una vez mas no preciarse vanamente Valladolid de tenerle por vecino (1).

De paso en Cigales y con direccion á Rioseco hizo el almirante ardientes instancias para que le admitieran los vallisoletanos en su seno, ó le enviaran sujetos con quienes tratar lo que estuviera bien á todos. Impertérrita Valladolid en su lealtad á las comuni-

(1) SANDOVAL, lib. VII, pág. 375 y 376.

dades desahució ambas pretensiones, y á medida que personas de suposicion, y á las cuales miraba de buen ojo, la tentaban con halagos, crecia su fervor patriótico y soltaba prendas suficientes á desterrar zozobras de que flaquease el movimiento por inconstancia de su vecindario.

Tan ásperas repulsas no hicieron mella en el ánimo fuerte del almirante. Otro magnate menos levantado de pensamientos nega-ra sueño á sus ojos y á su cuerpo descanso hasta apurar los medios de meterse en Valladolid, y hollar su arrogancia, y vengar la injuria de cerrarle sus puertas y de requerirle que se alejara de sus muros. Al revés don Fadrique Enriquez, naturalmente benévolo y necesitando dar vado á su índole generosa, trasladóse desde Cigales á Torrelobaton, y sin massalvanguardia que la nobleza de sus intenciones, ni otra compañía que su grande aliento pidió á la Santa Junta su beneplácito para presentarse en Tordesillas. Desairósele tambien por los procuradores de las ciudades, y trás nueva súplica se adelantaron tres de ellos á Torrelobaton mas bien por reverencia á la persona del almirante que con voluntad de acceder á sus paternales insinuaciones: baste decir que se les habia ordenado oirle y no responderle. De retorno en Tordesillas comunicaron á la Junta los discursos que les habia tenido el almirante, y mucho encomiaron sin duda la buena fé de su pecho, la discrecion de sus palabras, y la templanza de sus opiniones, cuando se les hizo volver á Torrelobaton á proponer algun medio de acomodo.

Avínose el almirante á echar de su estado de Medina de Rio-seco á los consejeros reales y á derramar en sus respectivas tierras las gentes que alli habian llevado los grandes de Castilla, siempre que la Junta imitara su ejemplo. Ademas se le exigió que tampoco morase en Rioseco el cardenal Adriano, ni entendiese en la gobernacion del reino el condestable, que tiranizaba á los de Burgos. Con dulzura les hizo ver don Fadrique el desdoro de despojarse súbito Velasco de la investidura de regente. Ni por medir

las espresiones, ni por abrirles su corazon tuvo la fortuna atraerlos á sus ideas para asentar los preliminares de la paz entre los castellanos. Cinco ó seis dias pasaron en estas pláticas infecundas: el almirante perseveró en sus ruegos hasta que llegaron un heraldo y dos escribanos á intimarle no diese lugar á los daños que de la reunion armada de los caballeros habian de seguirse.

De Torrelobaton enderezó el almirante su marcha á Rioseco, donde se festejó su presencia por la turba de grandes que no participaban de su anhelo en querer la pacificacion sin humillar á las comunidades, y que tal vez temblaron de verle metido en algun mal paso mientras andaba con la Junta en tratos, que, de venir á venturoso desenlace, les quitaran la terrible oportunidad de reconquistar sus mas latos privilegios con la punta de la espada (1).

Ya juntos ó en comunicacion los tres regentes, don Fadrique Enriquez representaba la paz á todo trance, don Iñigo de Velasco la guerra hasta obtener la muerte ó la victoria; el cardenal de Tortosa nada. Llamado á figurar porque habia dirigido la educacion de Carlos de Gante, siempre le habian eclipsado sus competidores; Jimenez de Cisneros despues de la muerte de Fernando V; Chevres mientras su sucesor permaneció en España; el arzobispo Rojas, luego que se partió de la Coruña; ahora que le igualaban en poder dos castellanos de la primera gerarquia con numerosa clientela, estaba igualmente destinado á ser una venerable nuli-

(4) Segun Pedro Mártir de Angleria cuando la tropa de los nobles salió de Rioseco á recibir al almirante, díjoles éste; *Sean contra los moros estas disposiciones; todos son nuestros, y se ha de tratar con consejo, no con armas.*—Epístola 704 al canciller Mercurino Gatinaro.—En la 707 al nuncio de su Santidad, censurando al obispo de Oviedo, porque blasonaba de varon belicoso, escribe Angleria desde Valladolid.—*Aquí me estaré hasta que se componga de algun modo esta desavenencia lastimosa. Ande, pues, entre las relumbrantes armas el guerrero de Oviedo, á quien gusta el ruido y estrépito de las armas; nosotros entretanto andaremos entre los libros. Me gustaban las armas cuando se manejaban contra los moros de Granada.*

dad en los negocios de Castilla. Segun el aspecto que presentaban entonces, al condestable tocaba dar el tono á las medidas que para llevarlos á término se pusieran en planta, porque sus deudos y amigos se hallaban suspensos de su voz é impacientes de arrojar-se á la pelea. De no intervenir otra persona que el almirante de Castilla en sosegar los ánimos y en hacer que tornara á su estado normal el reino, introduciendo las oportunas modificaciones en el sistema gubernativo, inclinara á los de su clase á no menospreciar los clamores que, en fuerza de contrariados, iban escediéndose de lo equitativo: oyérasele con atencion en el recinto de la Santa Junta; se grangeara las simpatías de las personas de valer y de buena voluntad que trabajaban en provecho de las ciudades, y la oliva de pacificador adornara su cana frente (1). Por desgracia al tiempo que desde Torrelobaton deseaba francamente insinuarse en la gracia de los consejeros, salvábanse los enviados de la Junta en Flandes, merced á una pronta huida, del rigor del emperador de Alemania. Mas sin ventura los que en nombre de los procuradores de las ciudades se dirigieron á Burgos á notificar al condestable que dispersara su gente, agasajados en un principio por aquel potentado, fueron conducidos, despues de saborear delicados manjares, entre una escolta de doce caballos á presencia, del conde de Alba de Liste. Este con ímpetu de loco asió de un icamarero de la reina doña Juana, que llevaba la voz portodos, y sin respetar su carácter de enviado, le encerró en un calabozo, donde se le dió garrote; tras de cuyo atentado soltó á sus compa-

(4) El señor Martinez de la Rosa, que juzga atinadamente el levantamiento de las comunidades en el prólogo de la tragedia titulada: *La viuda de Padilla*, dice lo siguiente: «Aunque en esta época se veia en «su mayor robustez y grandeza el bando de la Comunidad, ya por otra «parte empezaban á manifestarse los presagios de su decadencia y ruina en la desunion de la nobleza y del pueblo. Si hubiera habido conciencia y liga entre ambas clases; y hubieran trabajado de consuno para poner coto al poderio de los reyes, no cabe la mas leve duda de que «lo hubieran conseguido; y que una constitucion muy semejante á la que «ha hecho feliz á Inglaterra nos hubiera ahorrado tres siglos de esclavitud y de ignorancia.» Pág. 27, edicion de Madrid, 1814.

ñeros para que preconizaran como se pensaba recibir en Burgos las embajadas de Tordesillas (1).

No obstante lo vil del reto la Santa Junta recogió el guante, y publicó por traidores á don Iñigo de Velasco y al conde de Alba de Liste: entre los desmanes de su bando enumeró el de haber fabricado nuevo sello real contra las leyes de Castilla; y engrosó su ejército con los espontáneos refuerzos que, alcanzándose el uno al otro, aprontaban las ciudades.

Tanto en Tordesillas como en Medina de Rioseco se apresuraban bélicos preparativos: muchos de los dos bandos ardian en deseos de venir á las manos; los comuneros mas que los magnates; mortífera debia ser la contienda, porque estaban los espíritus muy enconados; y sobre toda ponderacion deplorable, porque sangre española iba á enrojecer los fértiles campos de Castilla.

(1) PERO MEJIA, lib. II, cap. 50, SANDOVAL. lib. VII, pág. 379 y 380, lib. VIII, pág. 384.



CAPITULO VI.

TRAICION DE DON PEDRO GIRON.

Principios de division entre los comuneros.—Inaccion del ejército de la Junta — Pretensiones de Giron desairadas.—Se hace comunero.—Le nombran su capitán general los populares.—Se retira Padilla á Toledo.—Marcha Giron contra los maguates.—Amaga caer sobre Rioseco.—Refuerza al almirante el conde de Haro.—Mensaje de paz infecundo.—Fray Antonio de Guevara.—Papel que hizo en tiempo de las comunidades.—Sus ocultos manejos.—Giron se dobla á sus insinuaciones.—Ultima entrevista del padre Guevara y los comuneros.—Estos se dirigen á Villalpando.—Movimiento del ejército de los grandes.—Toma de Tordesillas.—Giron elude el encono popular con la fuga

Sin grandes promesas ó esperanzas no se mueve el corazon del hombre á grandes trabajos, y asi la ambicion personal de los que mas valen figura en primera linea entre un ejército que combate, ó una asamblea que discute, ó una ciudad que se rebela, ó una nacion que se levanta. Luego que el entusiasmo del primer momento cede su lugar al cálculo, se convierte la noble emulacion en rivalidad funesta, y á lo último en sañosa envidia. Rara vez, y menos en las revueltas populares, recuerda alguno que la humildad es raiz y fundamento de todas las virtudes. De seguro, á no mediar el interés propio, fuera frecuente enfriarse y desistir

de una obra por las dificultades que se hallan en ella; pero á una causa general daña sobremanera el choque de intereses particulares. Lejos de pararse los que la dirigen en los caminos de la sana prudencia, pugnan y batallan por destruirse mutuamente; y cual si estuvieran confabulados con quienes les hacen guerra, ó como si al empeñarse en la regeneracion de un reino no tuvieran gran variedad de cosas en que ocupar la mente, agotan las fuerzas en sembrar en sus propias filas el desamor, la enemistad, la discordia.

Tal era el muy doloroso cuadro que, á tiempo de ponerse en juego los dos gobernadores castellanos, presentaba la Santa Junta, donde todas las ciudades tenian fijos los ojos y vinculadas las esperanzas. Toledo habia impulsado el heroico movimiento de las comunidades, siendo la primera en hacer peticiones al soberano, en negarle obediencia y en sacar ejército á campaña. Tambien de alli vino el gérmen de las disensiones, que, desarrollándose de dia en dia, acabó por esterilizar el saludable influjo de los que encomendaban la fraternidad con fervido encarecimiento. Antes de la sublevacion nadie ganaba en popularidad á don Pedro Laso entre los regidores de Toledo: vémosle designado para representar en nombre de su ciudad al soberano la inconveniencia de su viage y la injusticia de echar nuevos subsidios: corresponde dignamente á lo que su ciudad le habia encomendado: no economiza afan ni diligencia por conseguir lo que pide: arriesga su libertad y elude hasta mas no poder su sumision á la órden que le destierra. Entretanto Padilla ha merecido la predileccion de los toledanos, quienes aplauden su presencia de ánimo y le aclaman por caudillo. Cuando Laso de la Vega torna á Toledo se halla en segundo lugar y siente el aguijon de la envidia: no le lisonjea ir de diputado á Avila, porque vé á su competidor acaudillar la gente que marcha al socorro de Segovia: ni le satisface ocupar entre los procuradores la silla de la presidencia, mientras Padilla se cubre de gloria y es elegido capitán general de la Santa Junta. No

de otra fuente procedia la division que trabajaba interiormente á las comunidades : ninguno de los diputados disimulaba ya el desabrimiento, si creia herido su amor propio : cada uno de los de mas viso pretendia que su individualidad descollara sobre todas, y la noble abnegacion personal en obsequio del bien público tenia pequisimos secuaces.

De nada valia que en torno de la Santa Junta campearan con sus capitanes los madrileños y los salmantinos, los vencedores en Santa María de Nieva y los arruinados en Medina del Campo, los que en Avila se honraron de tener dentro de sus muros á los procuradores del reino y los que en Valladolid acrisolaron su fidelidad, espuesta una vez y otra á seductoras tentaciones : hacíase del todo inútil la temeridad de los muy rústicos de Sáyago y la pujanza de los muy valientes de Toledo, porque enervaba sus brios la apática actitud de sus gefes ; su creciente rivalidad les habituaba á la indisciplina, y el ocio al libertinage. Uno tras otro confluían los grandes en Medina de Rioseco ; y de Tordesillas no soltaba la Santa Junta un solo destacamento que les cortara el paso ó se lo hiciera pagar á precio muy subido. Y delante de un cuerpo de tropas, que habia peleado sin experimentar ningun revés hasta entonces, se juntaba libre y tranquilamente otro ejército deseoso de probar fortuna.

No es mucho que la aguardara propicia de la experimentada capacidad de sus capitanes y de la enredosa desavenencia que reinaba entre sus enemigos, habiéndolos que sentian pesar de no venir las cosas á buen término por intercesion del almirante ; siendo ya muy contados los que estaban satisfechos de cruzarse de brazos y de dormirse sobre los ganados laureles ; y abundando los mas de los procuradores en la idea de mudar de caudillo para rejuvenecer el decadente vigor de las comunidades. Esta opinion se acreditó en breve de atinada, y, reducida á la práctica, don Pedro Giron, primogénito del conde de Ureña, sucedió en el cargo de capitan general de la Santa Junta á Juan de Padilla.

El aguijon de rencoroso despecho impulsaba á Giron á cambiar de bandera. Habia aspirado al ducado de Medina-Sidonia, como esposo de doña Mencia de Guzman, hermana del único varon, ya difunto, que al morir dejó al duque don Juan de su primer matrimonio. Teníase generalmente por ilegítimo el segundo á causa de ser contraído entre primos hermanos y con dispensacion no suficiente; y así don Pedro disputaba la posesion de la rica herencia á don Alonso, que procedia del último enlace. A favor del competidor de don Pedro inclinaba la balanza, cuando no una incontrovertible justicia, su dudo con Fernando V, que le dió por esposa una nieta suya, hija natural del arzobispo de Zaragoza. Durante la regencia de Cisneros puso cerco Giron á Sanlúcar de Barrameda con propósito deliberado de enseñorearse de lugar en lugar del ducado de Medina-Sidonia: tres ó cuatro dias estuvo sobre aquella ciudad, y al fin la abandonó sin atreverse á combatirla, habiéndola socorrido oportunamente por el Guadalquivir el contrariado duque. Todavía quedaron algo alterados los parciales de éste, y se ofrecieron en la ciudad de Sevilla algunos alborotos entre ellos y el duque de Arcos, que tenia la opinion de don Pedro y su casa. A la venida del principe acudió Giron á la corte á solicitar que se revalidase su justicia: de pronto no obtuvo nada: al cabo en Barcelona le hizo don Carlos merced de una cédula, en que empeñaba la promesa de mandar á su regreso á Castilla que se viera sumariamente el pleito que le traia tan desasosogado. En Burgos y en Valladolid cuidó Giron de recordar á don Carlos el cumplimiento de su real palabra: nada mas alcanzó que desengañarse de su necia credulidad en fiar de las promesas de un monarca mancebo y sin voluntad propia. Entonces soltó la rienda á su enojo; reconvino ásperamente al rey que tan mal atendia á su reputacion, pues hoy se mofaba de lo que ayer habia decretado; y últimamente abandonó con cierto aire de desprecio la cámara real, anunciando su determinacion irrevocable de tomarse la justicia por su mano. Esto acontecia á tiempo de buscar al em-

perador las vueltas los mensageros de Toledo y Salamanca para hacerle oír las peticiones de sus ciudades: el alboroto de Valladolid, la precipitada salida del rey á manera de fuga, juntamente con la intercesion de los grandes, libraron á don Pedro Giron de purgar su audacia en un encierro, y con esto y con embarcarse don Carlos quedó en suspenso tan ruidoso asunto (1).

Si no es que estuviera á ver venir y fiara en contar de su parte á la flor y nata de la grandeza, y en que esta poderosa clase tomara partido en desagravio del desdoro que resultaba á sus individuos de no tener mano en el gobierno, con dificultad se comprende que el bullicioso primogénito del conde de Ureña á nada se moviese en vista del levantamiento de las ciudades castellanas. Por último, vencido su bando en Sevilla; sofocada por las gentes del duque de Medina-Sidonia la tentativa que allí hizo don Juan de Figueroa en ausencia de su hermano don Rodrigo Ponce de Leon, duque de Arcos (2); y agrupados en torno del estandarte real los grandes de Castilla, mudó de dictámen don Pedro Giron, convencido como estaba de que el triunfo absoluto del rey no allanaría el camino á sus pretensiones. Pareciéndole que en las revueltas podría medrar algo, quiso tomar la voz por la patria, publicando

(1) PERO MEJIA, lib. II, cap. 40.—MALDONADO, lib. V, pág. 204.—DORMER, *Anales de Aragon*, cap. XI, pág. 63.—El presbítero DON JUAN FERRERAS en su *Sinopsis histórica cronológica* de España, parte duodécima, pág. 329, edición de Madrid de 1775, apoyándose en el testimonio de PEDRO MARTIN ANGLERIA afirma que la reconvenccion del primogénito del conde de Ureña al emperador tuvo lugar en Santiago.

(2) PERO MEJIA, en el lib. II, cap. 8.º detalla el alboroto de Sevilla que en sustancia pasó de esta manera. En virtud de conciertos anteriores el día 16 de setiembre de 1520 juntó don Juan de Figueroa hasta seiscientos hombres en casa de su hermano el duque, de donde sacó cuatro piezas de artillería. Gritando por las calles *viva el rey y la comunidad* llegaron á la plaza de San Francisco, no sin quitar al paso á algunos de justicia sus varas. Por la calle de la Sierpe empezaron á llegar en contra gentes del duque de Medina-Sidonia: varios caballeros consiguieron que no vinieran á las manos: á todo permanecia indiferente el pueblo. Retiráronse los de Medina-Sidonia con su capitán Valencia de Benavides, caballero esforzado, natural de Baeza. Figueroa siguió adelante con los suyos, derribó á tiros la puerta del Alcázar, de que se hizo dueño, prendiendo á don Jorge de Portugal, conde de

que celaba la honra y libertad de ella. Cuando por primera vez probó á fugarse de Valladolid el cardenal Adriano, supo captarse don Pedro Giron la voluntad de los populares saliendo en su ayuda al puente mayor, que pretendia cruzar el purpurado regente entre una escolta flamenca de ciento cincuenta caballos. Hízole presente cuanto le pesaba de que su reverenda señoría se marchara sin que la poblacion fuese placentera, y le aconsejó volver á su posada porque su ida bastaba á recrecer el daño; y, en dándole largas, el remedio no estaria en mano de hombres. Pudo evitar el inminente choque entre los de la villa y la escolta de Adriano, quien doblándose á la necesidad desistió de su partida hasta que una combinacion mas sigilosa la ocultase á la vigilancia de los comuneros, despierta de continuo. Burlada en fin al poco tiempo, y fuera el cardenal de aquella poblacion en que casi eran cotidianos los alborotos, Giron avanzó el último pase en el sendero de donde debia apartarle el interés de su estirpe, y hácia el cual le empujaba con irresistible fuerza el doble intento de desfogar sus rencores y de engrandecer sus estados.

Resuelto á todo salvó el apóstata prócer en breves horas la distancia que media entre Valladolid y Tordesillas: en sesion extraordinaria se presentó á la Santa Junta: prestó espontáneo juramento de adhesion á su causa; para defenderla puso á las órdenes de los diputados sus vasallos y todo lo que poseia en bienes, y con su persona prometió acudir al puesto que se le designase. Efecto mágico hizo el acalorado discurso de don Pedro Giron entre los miembros de la Santa Junta: pocos sospecharon que su

Gelbes, á cuyo cargo estaba su tenencia. Al otro dia el veinticuatro don Enrique de Ribera, hermano del conde de Tarifa, citó á cabildo, y se acordó sacar el pendon real y combatir por todos el Alcázar, restituyéndolo al que por el rey lo tenia. Pero mientras esto se trataba se juntaron los criados del duque de Medina-Sidonia y en menos de tres horas lo entraron por fuerza, quedando preso despues de recibir dos heridas don Juan de Figueroa, cuya guarda reclamó y obtuvo el arzobispo don Diego de Deza. El emperador agradeció este servicio en carta que escribió á la ciudad de Sevilla desde Malinas á 24 de setiembre.

astucia diese color de patriotismo á palabras que le dictaba su enconado despecho : apasionáronse los mas de la gentileza y del donaire del nuevo campeon que les deparaba la fortuna. Riquezas tenia ; de valiente estaba reputado ; muchos magnates eran sus deudos : agasajándole, verosimilmente se inclinarian algunos á imitar su conducta ; y cuando asi no sucediese de pronto, al primer descalabro que experimentaran los próceres, no faltarian quienes desertasen al campo de los vencedores, y colocaran sus escudos de armas bajo la proteccion de la bandera de las comunidades y junto al de la ilustre casa de Ureña. A impulso de ilusiones tan galanas, ensalzar á don Pedro Giron hasta las nubes parecia á los procuradores ruin premio de su generosa abnegacion y patriótica osadía. No teniendo nada mejor que ofrecerle, sin levantar mano le nombraron capitan general del ejército de las ciudades : y no fué la eleccion unánime por negarle sus votos los toledanos y madrileños.

Tan errada medida tiene natural explicacion en la versatilidad humana y en el anhelo de mudanza á que el malestar conduce. Toda la pericia de don Pedro Giron no alcanzaba á servir de contrapeso á la popularidad de Padilla: asociar á éste un hombre entendido que guiara su limpia lealtad y ánimo esforzado por el camino mas corto á la victoria, fuera grave consejo: hubo mala inspiracion ensustituirle un gefe popular de nuevo cuño y de insegura constancia.

Bien estuviera á Juan de Padilla disimular el desaire y hacer el sacrificio de su resentimiento en pró de la causa á que debia tan ínclito renombre; pero no prestando oidos mas que á lo que su quebradiza vanidad le dictaba, ni aun le detuvo la consideracion de que se le tachara de alejarse de la lid en la hora crítica y suprema. Bajo pretexto de hallarse enferma su esposa y de necesitar sus cuidados partió á Toledo por la posta (1): detrás

(4) MALDONADO, en el lib. V, dice que, disgustado de la eleccion se fué á Toledo.—МЕЛН, lib. II, cap. 40, no sabe qué causas fingió

marchóse la gente de armas que de allí trajo, y la escision de la Santa Junta afligió á toda Castilla, y llevó nuevas esperanzas á los próceres de Rioseco.

No obstante, aun no estaba reñida la próspera fortuna con las ciudades castellanas, que hondas y estendidas raices tenia su fortaleza, sólido vigor su justicia, y abundantes recursos encerraban en su seno para sostener la lucha, reparar los descabros y no desistir de la heroica empresa hasta que volvieran caras sus contrarios.

Mucho aplacó el azoramiento de los ánimos la oportuna aparicion del obispo de Zamora en Tordesillas. A sus órdenes llevaba quinientos hombres de armas de la gente de guarda del reino, setenta lanzas suyas y, ademas de algunas compañías de toresanos y de vecinos de Zamora, muy cerca de mil infantes, clérigos de misa cuatrocientos de ellos, gente vigorosa y arriscada. Otras ochenta lanzas armó don Pedro Giron á su costa; y con estos excelentes refuerzos el ejército de las comunidades llegó á constar de diez y siete mil hombres. Púsose en marcha hácia Rioseco, donde acaudillaban poco mas de una tercera parte los grandes de Castilla: su situacion rayaba en el postrer apuro: murallas fáciles de aporillar y un castillo en no muy buen estado constituian su única defensa: tres puentes sobre un rio, que da nombre á la poblacion, porque en tiempo de seca no lleva agua, divertian la atencion de sus guardadores, y sin empeñar alli combate podian los comuneros disponerse al asalto de la plaza. Se tenia por indudable la victoria, y aun los de mas parsimonioso juicio la celebraban de antemano. Muchos de los procuradores iban en la expedicion por capitanes: desmembrada accidentalmente de este modo la Santa Junta suspendió sus deliberaciones, y los miembros de ella,

para seguir esta conducta.—SANDOVAL se espresa del mismo modo en el lib. VIII. pág. 382.—ALCOCER supone que dejó los negocios por haberle avisado un correo de que su muger quedaba á la muerte.—CABEZUDO no hace mencion de la ausencia de Padilla y le cita de continuo como si siguiera al frente de las tropas.

que se mantuvieron en Tordesillas al lado de doña Juana, reservaron para su custodia, y mas que por recelo por decoro, los cuatrocientos clérigos de Acuña y poquísimos infantes y ginetes. Con una impaciencia, que nada tenia de angustiosa, aguardaban las ciudades el buen éxito de la campaña. Despues de aposentar Giron su gente en Villagarcía, Villabraxima y Tordehumos, lugares cercanos uno de otro y casi encima de Rioseco, envió un rey de armas á intimar la rendicion á los magnates. No permitiéndole volver al campo de los comuneros patentizaron su firme resolucion de resistir bizarramente. Poblaciones algo distantes habian enviado correos á la ligera, encargándoles que, apenas huyeran de Rioseco los gobernadores y quedara desbaratada su tropa, se volbiesen á toda rienda con la fausta noticia: de la comarca acudian cotidianamente personas de ambos sexos y de distintas edades á ser testigos del triunfo de los comuneros; y segun andaban todos alborozados, placenteros y sin temer por la vida, mas aparentaban aderezarse para entrar en alegres justas que para correr los riesgos de una batalla. Casi no se habian repuesto los soldados del cansancio del camino, y ya murmuraban de estar detenidos en sus alojamientos. Aunque en las instrucciones de la Santa Junta á sus capitanes se vedaba el robo y el insulto contra personas particulares, la sed de botin enardecia á la gente comun, rebelde á la disciplina y á su sabor en el pillage.

Una mañana movió don Pedro Giron su campo en son de guerra. Alonso de Sarabia, procurador por Valladolid, iba en la descubierta con treinta caballos. De la gente de armas de la vanguardia figuraba como gefe don Pedro Laso de la Vega: mandaban los ginetes don Pedro Maldonado Pimentel y Francisco Maldonado, capitanes de Salamanca: y el escuadron de infantería el prelado Acuña, de cuyo lado no se apartaba don Juan de Mendoza, hijo del gran cardenal de España y mozo de buenas partes, práctico en la milicia y sin par en la bravura. Descubriase á don Pedro Giron al frente de la batalla entrando y saliendo cuando le pare-

cia para mantener el buen orden de su hueste: entre los capitanes que le acompañaban, se distinguia don Juan de Figueroa, quien, habiéndose escapado de la prision sufrida en Sevilla por mandato del duque de Medina-Sidonia, acababa de incorporarse á los comuneros. A retaguardia marchaban el grueso de la gente de á caballo y la artillería ocupada en asediar á Alaejos, estérilmente hasta entonces; y, sin contar otros adalides no tan renombrados, mostrábanse alli Gonzalo de Guzman y don Fernando de Ulloa, procuradores y capitanes por Leon y Toro. De esta suerte avanzaba el ejército en formacion muy vistosa: al resplandor de un magnífico sol de otoño veíanse relucir de lejos bruñidas corazas, caprichosas cimeras, espadas enrojecidas cien y cien veces en las lides: atronaba la campaña el estruendo armónicamente rudo de pífanos y atambores. Desplegado al viento ondeaba orgulloso el pendon morado de Castilla. Detrás del bélico aparato se agitaba gran muchedumbre de hombres, niños y mugeres, y seguia á presurosos pasos y con anhelantes ojos el movimiento uniforme de los soldados. Al llegar la cabeza á tiro de cañon de la plaza hizo alto por orden de su caudillo: seis corredores se adelantaron á decir á algunos grandes, que se acercaron á compás de poder hacer daño, como alli era ido el ejército de la reina su señora á ejecutar en ellos las penas en que habian incurrido por gobernar á Castilla contra su voluntad y estar en su deservicio asonados y puestos en armas. Oida la intimacion volvieron grupas los grandes. Vanamente se les provocó á que salieran con su tropa al llano: solo por insensatez ó con malicia cabia pretender que los de Rioseco sacaran en campo raso fuerzas muy débiles en comparacion de las del enemigo, para que éste se cebase impunemente y á su placer en la matanza. Tras una hora de inútil espera, galopando Giron en torno de su gente indujo á pensar que se resolvia á hostigar á los próceres en sus trincheras. Todos esperaban con ansia la voz de ataque: en los rostros de los combatientes imprimió la exaltacion su rústica energía: de escuadron en escuadron resonaron gritos de

entusiasmo: ante aquel espectáculo imponente, preludio de próxima acometida, se dilataron los corazones de los que en apiñado tropel coronaban las colinas y aprovechaban los menores accidentes del terreno para presenciar la victoria, y divulgarla con la insólita diligencia, de que es espuela el alborozo, unos en sus lugares, otros en la Santa Junta y mas acá de los puertos y hasta el último confin de Castilla... ¡Ilusoria esperanza! Ninguna otra demostracion anunció el combate; el ejército se mantuvo á pie firme; los grandes no permitieron aquel dia escaramuza. Ya desaparecia el sol en el horizonte, y despues de tocar de cerca el triunfo, volviéndole don Pedro Giron la espalda, condujo su gente asaz disgustada al campamento (1). Fuerte y numeroso el ejército de las comunidades retrocedia ante el de los próceres débil y escaso: aquel declinaba por incuria ó perfidia de sus caudillos; este florecia, merced á la prudencia y vigilancia de sus señores.

Valor y confianza infundian á los gobernadores Adriano Florencio de Utrech y don Fadrique Enriquez los socorros que por el lado de Burgos les traia el conde de Haro; no se daba éste prisa en unirse á los de Rioseco, y atendia á engrosar sus tropas en el camino: mas, sabedor del golpe que habian amagado los comuneros, cabalgó á la hora, y cansando hasta los ginetes se metió en la villa con todas sus fuerzas, que, agregadas á las que ya guarnecian sus baluartes, formaban un total de dos mil y cien ginetes entre caballos ligeros y hombres de armas, y seis mil infantes de sueldo, sin otra buena copia de peones armados por sus señores y humildes á sus preceptos á fuer de vasallos.

Al cundir tan infausta noticia entre los populares volaron por el reino insinuantes avisos, no á publicar el triunfo que se aguardaba en todas partes, sino á pedir nuevos auxilios para no perder súbito el fruto de sus trabajos. Poderoso eco tuvo la demanda en

(1) GONZALO DE AYORA, detalla mucho la expedicion á Rioseco: describe la MEJIA mas pintorescamente en el cap. 42 del lib. II.—MALDONADO se hace órgano del sentimiento público, pendiente del próximo e inevitable choque entre los comuneros y los imperiales, lib. VI.

todas las ciudades: Leon alistó otros tres mil hombres: en Valladolid se echó bando para que de allí á tres horas estuviesen á punto de guerra y prontos á marchar, tan luego como se les mandase, todos los vecinos de diez y ocho años arriba y de sesenta abajo: Juan Bravo intervino en que se armasen algunos ciudadanos por Segovia; y aun se susurró en Villabraxima y Tordehumos con júbilo de todos, que al frente de lucido y poderoso escuadron se aprestaba á salir Juan de Padilla de Toledo.

Apesarados los oidores y alcaldes de la chancillería de Valladolid al ver cuan de rota iban las esperanzas de restablecer el público sosiego, acordaron interceder en bien de todos: su proceder templado durante la efervescencia del bullicio les habia ganado muchas voluntades; y llenos de buena fé comisionaron á cuatro de sus individuos y al presidente para que planteasen su noble designio. Entre los próceres hallaron excelente acogida y predisposicion á venir en cualquier partido, siendo razonable. Del campo de los comuneros se alejaron atribulados. Sus discursos fueron de gran peso, sus amonestaciones sesudas, sus promesas desinteresadas. Con ruegos y lágrimas instó el presidente á la concordia: tuvo cuidado de no omitir que, aun presupuestas la victoria de las comunidades, y la condescendencia del rey á mas de lo que solicitaban en sus peticiones, debiendo vivir el pueblo castellano obediente al trono, si apretado éste se despojaba ahora de sus preeminencias, luego que viese la suya les echaria el yugo que fuese de su agrado: de aqui dedujo ser gran cordura recibir lo que se les ofrecia, quedar en paz y amor con sus príncipes y no esperar los sucesos varios de las armas. Estas exhortaciones escuchaba en nombre de los comuneros el obispo Acuña: como solia ponderar en sus conversaciones la ventura de Génova y Venecia, que se gobernaban sin reyes, y estaba determinado á pelear aunque le dejasen solo en la demanda, al tenor de estas opiniones fué la respuesta con que despachó al presidente de la chancillería, y á sus oidores y alcaldes. Por virtud del sello real que llevaban requirieron

al bullicioso prelado que no saliera de allí hasta tanto que fuesen á hablar con los grandes aposentados en Rioseco. A tal requerimiento no dió contestacion ninguna, y apenas eranidos los oidores se armó de punta en blanco y sacó de Villabraxima su gente al encuentro de trescientos caballos y de bastante infantería, que del lado de Rioseco se adelantaba en ademan de ataque. No osaron proseguir su empeño porque tuvieron lenguas de que el obispo les habia tomado el paso: el almirante se negó á enviarles ayuda, durando aun la tregua de dos dias acordada para tratar de acomodo, y los de Acuña les acorralaron á lanzadas en sus trincheras (1).

Mientras los de Rioseco inquietaban á los populares con rebatos y emboscadas, y quitándoles siempre que podian los mantenimientos; y los de Villabraxima retaban á los magnates y pretendian persuadirles á echar aquella porfia á un cabo, dando la batalla, prevalecia de hecho el dictámen del almirante, plausiblemente obcecado en no interrumpir el hilo de las negociaciones. Y en efecto, arrostrando muchos peligros, servia de intérprete á tan magnánima terquedad un fraile franciscano, en quien se hermanaban lo ilustre del nacimiento y lo respetable del sacerdocio. Dentro y fuera de España sonaba con celebridad su nombre como de sugelo versado en letras divinas y humanas. Su vida habia pasado por muy distintas fases. Despues de haber gastado mucho tiempo *en ruar culles, ojeear ventanas, escribir*

(4) AYORA, cap. 37.—SANDOVAL, lib. VIII, pág. 388 y 389, fol. 84. Sobre las correrías del obispo de Zamora escribia Pedro Mártir de Angleria al nuncio de su Santidad en la epístola 707 lo que sigue: «He oido que el ardiente obispo de Zamora os saludó con algunas balas desde el ejército juntero que está en Villabraxima; y se dice que una asustó tanto al obispo de Oviedo, que se paseaba por los prados de Rioseco rezando las horas, que cayó de la mula medio muerto, y deseo saber si está pálido todavía del miedo. Dice que fué lance atroz y tiembla al decirlo. ¡Hombre impertérrito! ¡Llama desgracia á la felicidad! ¿Qué cosa mas feliz podia suceder á nadie que morir cuando, distante de toda ambicion y avaricia estaba en contemplacion, especialmente muriendo á manos de otro obispo? Derecho se iba al cielo.» Por este tono continua ridiculizando al obispo de Oviedo por estar metido entre armas.

*billetes, recuestar damas, enviar ofertas y prodigar dádícas, en el mayor hervor de su juventud se retiró del siglo (1). Entonces ejemplar en la penitencia é infatigable en el estudio halló en la mortificacion robusto freno á sus pasiones, y en laboriosas vigiliás abundante pasto á su entendimiento. Lo enérgico y elocuente de su predicacion hizo que se le proclamara docto fuera del claustro, y personas de la mas alta calidad se atropellaban por consultarle sus dudas, oír sus amonestaciones, saborear sus pláticas, fiarle sus secretos y hacerle árbitro de sus negocios. Tanta afluencia de cortesanos en la celda de un religioso hubo de inspirarle disgusto hácia la soledad y nueva afición á las pompas terrenales. Contra su deseo al parecer, y por su voluntad realmente, asomó otra vez en la córte, y engolfado en sus ruidos *quebrantaba las fiestas, asfojaba en los ayunos, no hacia limosnas, rezaba poco, predicaba raro, sufría nada, hablaba con esceso, presumia mucho y comia demasindo* (2). Hacia el papel de que su insigne superioridad le perdía, contrariando sus propósitos y aherrrojando su albedrío. Oigamos de su boca lo que escribía al abad de Monserrate: «No sé si son amigos que me aconsejan, parientes que me «importunan, enemigos que me descaminan, negocios que se me «ofrescen, César que siempre me ocupa, ó el demonio que siempre «me tienta, que, cuanto mas propongo de apartarme del mundo, «tanto mas y mas cada dia me voy á lo hondo (3).» No habia cuestion importante ni caso difícil en que no se apelase al fallo de fray Antonio, que así se llamaba aquel eminente franciscano. Su alcurnia era la de los Ladrones de Guevara; Asturias de Santilla-*

(1) GUEVARA.—Letra para el comendador Luis Bravo porque se enamoró siendo viejo.—*Epistolas familiares*, folio 55, edicion de Valladolid de 1549, 4.^a parte.

(2) GUEVARA.—Letra para don Diego de Guevara, su tio, en la cual le consuela de haber estado malo y de habérsele apedreado el término, folio 59.

(3) GUEVARA.—Letra para el abad de Monserrate en la cual se tocan los oratorios que tenían los gentiles, y que mejor vida es vivir en Monserrate que en la córte, folio 53.

na su tierra nativa (1). Con donosa agudeza se preciaba de ser alto de cuerpo, ocurriéndole que ha menester ancha cabida el corazón humano, y que las *chimeneas pequeñas siempre son algo humososas* (2). Hallábase en la edad en que sin declinar todavía el vigor de la juventud se ostenta en toda su virilidad el juicio, y se está muy al cabo de la experiencia que alecciona y brinda á la vejez báculo y escudo (3). En su espresivo rostro, en su espaciosa frente y en su mirada altiva se retrataban á la vez el orgullo de un prócer, la gravedad de un sábio y la aspereza de un fraile. Enérgico y sentencioso pintaba el infierno poblado de buenos propósitos y el cielo de buenas obras, y de aquí sacaba argumento para ser en el *hablar libre, y en el predicar osado, y en el lisonjear frio, y en el reprender absoluto* (4). Sin preferencia de clases ni aceptación de personas, cuando se le escogia para consagrarse al remedio de daños públicos ó particulares, no le contentaba sanar al enfermo, si no le dolia acerbamente la cura:

(1) «En lo demas doy á vuestra paternidad muchas gracias por los «diálogos de Ocham, que me prestó, y no menos se las doy por las «cecinas que me envió, *que como naci en Asturias de Santillana*, y «no en el potro de Córdoba, ninguna cosa pudiera enviarme á mí mas «accepta que aquella carne salada.» GUEVARA.—Letra para el abad de San Pedro de Cardena, en la cual alaba la tierra de la montaña, folio 54. Sobre la patria del P. Guevara han sostenido una polémica muy curiosa los señores D. F. J. de Ayala y don Martin de los Heros en el año de 1847. Véanse los números 2.º 7.º 8.º y 9.º de la *Revista Vascongada*. El señor de Ayala sostiene que *fué alavés* el P. Guevara, y sustenta que *no fué alavés* el señor Heros: en favor de este último resolverá indudablemente la cuestion todo el que lea los escritos de ambos.

(2) GUEVARA.—Letra para el condestable don Iñigo de Velasco, en la cual el autor toca la brevedad que tenian los antiguos en el escribir: folio 20.

(3) «De mí os sé decir que he hecho recuento con mis años y ha- «ello por mis memoriales que hé los cuarenta y cuatro cumplidos.» Letra para don Alonso Espinel, corregidor de Oviedo, el cual era viejo muy polido é requetado, á cuya causa toca el autor en como los antiguos honraban mucho á los viejos; folio 95, 2.ª parte.—Teniendo esta carta la fecha de 12 de febrero de 1524, se patentiza que el P. Guevara nació en 1479 ó á principios de 1480. Se equivoca tambien el señor Ayala haciéndole nacer en 1475.—Véase el número 2.º de la *Revista Vascongada*, pág. 36.

(4) Preámbulo del razonamiento hecho á los comuneros en Villabraxima por el P. Guevara.—*Epistolas familiares*, folio 84.

procedia á semejanza del cirujano, que en la lenta eficacia del bálsamo vé peligro, y solo cifra esperanza de salvacion en la virtud instantánea del cauterio.

No supo de oidas fray Antonio de Guevara, retraido en el claustro, los movimientos de las ciudades, sino que presencié los mas de ellos; arrastrando como á su pesar por el mundo y en la corte el tosco sayal franciscano. Habíase encontrado en Segovia cuando el bachiller Tordesillas fué justiciado entre dos corchetes: se le hizo salir de Avila por no haber jurado la Santa Junta: contóse en el número de los religiosos que en la incendiada Medina salvaron el Santísimo Sacramento en un olmo cabec la noria: en Valladolid le afligieron la plebe derrocando casas y los del consejo desbandándose y buscando lejos un bienhechor asilo: en Soria tuvo el desplacer de contemplar atropellados los mas preciosos fueros de la humanidad en la persona de un procurador pobre, enfermo y anciano, á quien ahorcaron los tumultuados, no porque hubiera cometido culpa, sino por tenerle entre ojos. Este frenético desenfreno de que habia sido testigo le inspiraba horror hácia los comuneros, sin inducirle á sancionar todo lo que habian ejecutado en Castilla los favoritos de don Carlos, ni á constituirse en torpe adulator de las despóticas aspiraciones de los magnates. A unos y á otros reconvenia duramente, y con tosco, incisivo y elocuente lenguaje exhortaba á los de Rioseco al perdón y á los de Villabraxima al arrepentimiento. Pero á la sanidad de sus intenciones perjudicaba su misma rudeza, pues la reprensión, que oida á solas opera maravillas, por fuerte y desapacible que suene, luego que la primera impresion se disipa, y un recto analisis la rumia, y hasta en un corazón empedernido se graba; cuando se hace en público afrenta, ensoberbece, exalta las pasiones, ofusca el entendimiento, ensancha y fecunda los senderos del pecado, esteriliza y obstruye el escabroso camino de la enmienda. Fray Antonio de Guevara echaba en cara á los del pueblo sus desmanes; les afeaba la manera de pedir justicia;

mirábalos con torbo ceño; tenia á menos templar el amargor de darse por vencidos con la dulcedumbre de palabras, que tan bien dice en boca de un sacerdote cristiano; y el mas pusilánime de los comuneros se creia abismado en la humillacion si soltaba las armas, y, esgrimiéndolas hasta morir, sublimado á las esferas de la gloria.

Mucho distaban sin embargo de ser perdidas las continuas idas y venidas de fray Antonio de Guevara al asilo de los magnates y al real de los comuneros. Autorizárale solo el carácter de tratador público de las paces, y su propia tosquedad le embarazara: siendo otra su mision secreta, la acritud de su decir le aseguraba de que alguno adivinase sus ocultos pasos. En tanto que hasta el mismo obispo de Zamora se daba el parabien de que no conseguia mas que si predicara en despoblado yermo el adusto franciscano, éste como sagaz echadizo de los próceres sonsacaba á don Pedro Giron y le ponía por delante su lastimoso error en acaudillar á los plebeyos y en hostilizar á sus parientes: demostrábale que se dejaba arrastrar mas que de la razon del enojo: le hacia reparar en que, siendo su padre muy anciano y su jurisdiccion muy estensa, no la heredaria si continuaba en rebelion contra el soberano: con felicisimos rasgos le pintaba el carácter de Acuña como inquieto, arrebatado, ávido de ilustrar su nombre en cualquier motivo de alboroto, y seguro de que para no ser juzgado por reo de lesa magestad siempre le quedaba el refugio del sacerdocio, muy al revés de los legos que jugaban en aquel lance no menos que la vida: finalmente le apretaba á volver sobre sí muy luego, no fuese que por apropiarse el ducado de Medina-Sidonia se quedara sin el condado de Ureña, ora, venciendo el rey, llegara al perdon tarde, ora prevaleciera la Santa Junta que, desafecta á los grandes de Castilla, no habia de privilegiarle entre todos. Por mas que la primera insinuacion de vender la causa de los comuneros subleva el ánimo de don Pedro Giron y acerase doblemente su ira, con admitir al padre

Guevara á segundo coloquio harto bien se descubria que su fé no era ciega, ni su voluntad firme, ni su intencion sana. Dos, tres y mas veces le prestó oídos: el astuto fraile hizo que alternaran en sus discursos el ruego, la amenaza, el halago; supo tocar á tiempo los resortes del amor propio herido, de la noble ambicion satisfecha, de las altas miras á que por su preclaro linage, su gran valer y su pingüe fortuna debia levantar la mente. En un principio las contestaciones de Giron fueron secas y vigorosas, despues ambiguas y mas suaves, y al cabo esplicitas y como las queria el franciscano; resolviéndose á no desperdiciar ninguna condicion de paz de cuantas estuvieran á su arbitrio en favor de los próceres de Rioseco, y asegurándoles de todo peligro mientras se hallara al frente de los populares. Entonces mas que nunca, para embozar su traicion, se dió á maldecir en público de los señores que usurpaban los dominios de la corona y medraban con el sudor del pueblo, y los soldados de la Junta se hacian lenguas en su elogio, y el obispo de Zamora, corto de perspicacia, no concebía la menor sospecha, y era entre todos el mas iluso. Formidable en la batalla, é inesperto en lo demas como un niño, no apartaba la vista de los muros de Rioseco; la hora de escalarlos le parecia tardar mucho; estremeciase de júbilo imaginando poder saludar en breve el pendon de los comuneros sobre el antiguo solar del almirante; y tras estos deliquios vino á sucederle lo que al que encuentra desengaños al tiempo en que juzga tocar el término de sus esperanzas.

En diez y seis dias habia ido el padre Guevara á Villabraxima siete veces: volcada ya la liviana constancia de Giron carecian de objeto sus mensajes. Por despedida, en el recinto de la iglesia del lugar y á presencia de muchos comuneros, hizo una arenga en que anduvo sobradamente desmesurado y hasta insultante. Despues de desfogarse á su antojo y de denigrar sin tasa á aquellos mismos, á quienes trataba de reducir á buen partido, le plugo epilogar las mercedes que de parte del rey les hacian los

gobernadores, calcadas todas sobre la instruccion que se les trajo de Flandes. A virtud de ellas ninguna vez que saliera el monarca del reino se pondria gobernador que no fuese castellano. Todas las dignidades, tenencias, encomiendas y oficios del reino y la corte se darian á naturales. Se encabezarían las rentas en un honesto y mediano arrendamiento. Si en el consejo real se hallara algun oidor ó fiscal ú otro oficial, incluso el presidente, que no fuera cuerdo para gobernar, para sentenciar docto y en vivir honesto, le absolveria el rey del oficio y le daria de comer en otro cabo. En adelante mandaria su magestad á los alcaldes de corte y chancillerías que no se mostraran en lo que proveian tan absolutos, ni en lo que castigaban tan rigurosos. Reformaria el rey su casa y cercenaria los escesivos gastos de su despesa. Por estremada necesidad que tuviese no sacaría ningun dinero para llevar á Alemania, ni á Flandes, ni á Italia. Ni permitiria que se cargasen en naos estrangeras hierro de Vizcaya, alumbres de Murcia, vituallas de Andalucía y sacas de Burgos. Tampoco daria fortaleza, castillo roquero, casa fuerte, puente, puerta, torre, sino fuere á hijosdalgo, llanos y abonados, y no á caballeros poderosos. Se abstendria de otorgar cédulas para llevar á Portugal pan de tierra de Campos, y de la Mancha á Valencia. Con toda brevedad se verian los litigios entre el conde de Benalcazar y Toledo, don Fernando Chacon y Segovia, la ciudad de Jaen y la villa de Martos, Valladolid y Simancas, don Pedro Giron y el duque de Medina-Sidonia. En fin, mandaria su magestad refrenar los trages, tasar los casamientos, dar ley á los convites, reformar los monasterios, visitar las chancillerías, reparar las fortalezas y fortificar las fronteras todas.

Habiendo ponderado fray Antonio de Guevara la escelencia de estas mercedes concluyó su discurso de este modo; «Yo, señores, os suplico por mi parte de rodillas y os requiero de la parte de los gobernadores y os mando de parte del rey, dejéis las armas, desbagaís el campo y desencastilleís á Tordesillas; don-

«de no, dende agora rompo la guerra y justifico por los gobernadores su demanda, para que todos los daños y muertes que de aquí adelante se sucedieren en el reino sean sobre vuestras ánimas y no sobre sus consciencias.»

Impaciente el auditorio del fraile y deshecho además de enojo quiso interrumpirle muchas veces con voces y murmullos, y dando recias patadas y apostrofándole con irreverentes burlas: no obstante, su serenidad imperturbable le ayudó á decir todo lo que se habia propuesto. El medinés Alonso de Quintanilla y el vallisoletano Sarabia acudieron á levantarle del suelo, donde estaba de hinojos, quitadas las gorras y con buena crianza. Un clamor general demandó que emitiera su parecer el obispo de Zamora, el cual entre socarron y circunspecto le dijo poniéndole la mano sobre el hombro y mirándole de hito en hito; «Padre fray Antonio de Guevara, vos habeis hablado asaz largo y aun para la autoridad de vuestro hábito como hombre atrevido; mas como sois mancebo y poco experimentado, ni sentis lo que decís, ni sabeis lo que pedís. O vos os metistes fraile mocho, ó vos estais apasionado, ó vos sabeis poco del mundo, ó vos sois falto de juicio, pues tales cosas os dejais decir y nos quereis hacer creer. Como vos, padre, os estais en vuestro monesterio, no sabeis las tiranias que en el reino se han hecho, y lo que los caballeros tienen del patrimonio real tiranizado, á cuya causa será rescebida vuestra intencion, aunque no creidas vuestras palabras. Oido habia decir que érades atrevido en el hablar y áspero en el reprender; mas junto con esto tenia creído que, pues los gobernadores os traian consigo, que teniades buen celo y no falta de juicio: mas, pues ellos sufren vuestras locuras, no es mucho que nosotros suframos vuestras palabras. Dios os ha hecho la costa en no se hallar aquí algun capitán de la guerra, que, segun los desatinos que habeis dicho, primero os quitaran la vida que acabarades la plática: y entonces fuera en nuestra mano pesarnos, mas no remediaros. Cuando otro dia hablarades delante de tanta autoridad y

«gravedad, como son los que están aqui, habeis de ser en lo que «dijéredes muy medido y en la manera del decir mas comedido, «porque vuestra plática mas ha sido para escandalizarnos que no «para mitigarnos, pues habeis querido condenar á nosotros y salvar á los gobernadores. Y pues nosotros no somos mas de capitanes para ejecutar y no jueces para determinar, conviene que «nos deis por escripto y de vuestra mane firmado todo lo que «aqui habeis dicho, y de parte del rey prometido, para que lo «vemos á los señores de la Santa Junta, y alli verán ellos lo que «á nosotros han de mandar y á vuestra embajada responder.» Mucha algazara y estrepitosos aplausos cubrieron la voz del obispo Acuña al fin de su discurso, en que habia interpretado á derechas el sentimiento de que estaban poseidos los circunstantes. A la hora despacharon correos á Tordesillas con la credencial que el padre Guevara traia de los gobernadores y copia del razonamiento en que habia explicado el objeto de su cometido. Muy poco se hizo aguardar la resolucion de los de la Santa Junta, quienes, habiendo dado mal despacho al benévolo almirante cuando les prometió iguales gracias con ánimo tranquilo y muy especial delicadeza, no debian ser mas dóciles á una intimacion insolente y no mas lata en las concesiones. Buena reprehension y grave castigo merecia, en sentir de ellos, tan fria embajada y plática de tal descomedimiento, y asi se lo participaron á sus capitanes; con lo que el audaz fraile tuvo que salir hácia Rioseco sin otro mensaje que esta sucinta é inspirada contestacion del obispo de Zamora; «Padre Guevara, andad con Dios, y guardaos no volvais mas acá, «porque, si venís, no tornareis mas allá; y decid á vuestros gobernadores que, *si tienen facultad del rey para prometer mucho, no tienen comision para cumplir sino muy poco.*»

Al parecer acababa de conseguir un triunfo material el prelado Acuña desdeñando las pacíficas proposiciones de los grandes con aprobacion de la Junta y de su gente; pero en realidad habia coronado su obra fray Antonio de Guevara volviéndose á los gober-

nadores y poniéndoles en posesion del secreto de entrar vencedores en una lid, ya de todo punto inevitable. Su propia pluma nos revela lo que varios escritores omiten ó á lo sumo indican de una manera vaga, pues escribe sin titubear y de lleno (1); «Don Pedro Giron salió á mí al camino cuando me tornaba, y allí platicamos tales y tan delicadas cosas que de nuestra plática resultó que él resistiese el campo hacia Villalpando y que los gobernadores marchasen hacia Tordesillas (2).»

De correr ya diciembre y de estar los de infantería sin tiendas sacó el traidor magnate pretexto para cohonestar la ida á Villalpando, poblacion de su tío el condestable, situada ventajosamente á seis leguas de distancia. Acuña execró en gran manera este plan, calificándolo de subterfugio para que los grandes salieran de aprietos. Algunos parciales de Giron lo doraron con decir que en Villalpando abundarian las vituallas; no estarian los soldados á la intemperie; seria fácil interceptar los convoyes y pro-

(1) Hemos sacado todos estos pormenores del razonamiento que hizo á los comuneros en Villabraxima el padre Guevara.—SANDOVAL toma, no sabemos de dónde, la relacion de una cena, que tuvo lugar en la poblacion citada entre la condesa de Médica, su esposo el almirante, el conde de Benavente, don Pedro Giron y el obispo de Zamora. Supone que allí se ordenaron unos capitulos en favor de los de la Junta y que todos se separaron contentos.—Lib. VII, pág. 390. Ningun otro historiador menciona este suceso, que, en nuestro sentir, es una patraña.

(2) MEJIA da por sentado en el lib. II, cap. 42 que la expedicion á Villalpando se hizo por opinion uniforme de los caudillos de las ciudades.—MALDONADO en el lib. VI del *Movimiento de España*, dice, que los mensajes del almirante á don Pedro Giron para que abandonara á los comuneros se fundaban entre otras cosas en la inconstancia de Acuña.—COLMENARES en la *Historia de Segovia*, cap. 38, dice que «se concertaron vistas de que resultó pasar don Pedro Giron el ejército á Villalpando, desembarazando con ignorancia ó engaño el camino á los imperiales.»—Hasta el mismo señor Galiano en la *Historia de España* que con presencia de la escrita por el doctor Dunham ha redactado, vacila en dar por traidor al primogénito del conde de Ureña, pues dice en el tomo IV, cap. 4.º, pág. 247: «Iban adelante los tratos, no sin ventaja de los imperiales, que hubieron de ganar á Giron, pues mal puede explicarse de otro modo la ociosidad en que se quedó con sus tropas, porque desistió de ir á Medina de Rioseco, y al revés se retiró á Villalpando.» Basta el testimonio del padre Guevara para que la traicion de Giron pase de la esfera de las conjeturas á la de los hechos.

parar holgadamente la ruina de los próceres con poco daño de los comuneros. Porque no cundiera que entre sus caudillos habia desavenencias avasalló su razon el obispo de Zamora á lo que se proponia como bueno, y todo el ejército se movió camino de Villalpando, donde merced al doble trato no se le opuso resistencia (1). Es verdad que, viniéndose encima la desapacible estacion de las nieves, estaba muy mal alojada la tropa en tres lugares de cortos recursos; pero un capitan de las prendas del futuro conde de Ureña y no inficionado por la traicion hubiera ido con su gente á invernar en Riosoco.

Cuando los grandes, que alli se hallaban, sintieron el movimiento de la hueste enemiga, abandonaron las cercas en que habian tenido resguardo, y pernотaron en Villabraxima, Tordehumos y Villagarcía; no sin combatir y vencer en este último pueblo á la guarda de escuderos y alcaide que defendia su fortaleza. Otro dia avanzaron en buen orden publicando su jornada á Valladolid, atentos á destumbrar á los comuneros, si, á pesar de la diligencia que ponian en que no corriese tan pronto á Villalpando la noticia de haber salido en campaña, les burlaba algun mensajero astuto. Ya muy tarde torcieron camino hácia Tordesillas y se alojaron en Torrelobaton, Bamba, Travena, y Peñafior, donde tuvo algo serio en que entender el conde de Haro. Porque tras de su huella nada mas dejaba la soldadesca de su mando que desolacion y tristeza, y lo robaba todo; y quedaban á perecer el acaudalado y el jornalero; y movia á lástima el espectáculo de gentes que no se podian prestar socorro y gritaban por las plazas, desfalleciendo de angustia y con los rostros marchitos de hambre; y santa indignacion producía que ni la casa de Dios fuera valladar

(1) A renglon seguido de pintar Sandoval la cena de Villabraxima se remite á lo que dice el padre Guevara sobre haber sido á la sazón el único negociador de las paces; y á las seis páginas, en la 396 del lib. VIII, olvidándose de lo que deja escrito: empieza un párrafo de este modo. «Levantóse el ejército de la comunidad sin por qué, ni saber á qué fin, y salió de Tordehumos y Villabraxima la via de Villalpando.» Con tanta perplejidad mueve á veces la pluma el obispo de Pamplona

contra tan rabiosa avaricia, como se vió en la iglesia de Peñafior, donde desnudó hasta las imágenes una escuadra de peones á las órdenes del capitán Bosmediano (1). Como el conde de Haro tuvo aviso de la sacrilega profanación por boca de un sacerdote, acudió con diez caballos á castigar á los delincuentes, que, apuntando las picas, le hicieron conocer su mala disposición á la disciplina. Por restablecerla mandó tocar al arma el conde, y se abstuvo de prender fuego á la iglesia, porque á Hernando de Vega no pareció oportuna tal rigidez en vísperas de batalla. A fuerza de persuasiones se calmaron los sediciosos y todas las alhajas fueron devueltas, si no es un cáliz de plata de cuyo paradero nada se supo por entonces.

Repuestas las tropas del cansancio, al otro día muy de mañana comenzaron á reunirse mas allá de Torrelabaton y camino de Tordesillas: allí quedó apostado Rui Díaz de Rojas con buena escolta de ginetes para detener combatiendo á Giron y Acuña, si por casualidad asomaban en socorro de los que iban á ser asediados. A estos cogió casi de nuevas el ataque, pues el aviso de haberse metido su fuerte ejército en Villalpando precedió muy poco á la presencia de los imperiales cerca del muro puesto á su custodia. No por eso desmayaron de alientos, antes, publicando que menos que los de Medina del Campo no habían de ser los de Tordesillas, se aparejaron á tenaz defensa muchos vecinos, una compañía de infantes y otra de caballos, y muy especialmente los clérigos del obispo de Zamora.

(1) SANDOVAL, lib. VIII, pág. 382 se espresa en esta forma. «Si se hicieron insolencias, desatinos, y hechos fuera de razón. ¿qué maravilla en las comunidades de gente suelta y libre?... Vemos un ejército de soldados disciplinados, sujetos y obedientes á sus capitanes, lo que hace y cual deja la tierra donde llega.» Tanto en este como en otros muchos pasajes acredita Sandoval su inclinación á los comuneros. GALIANO en la nota que pone al pie de la pág. 206 del tomo IV de la *Historia de España*: establece con acierto el propio juicio acerca del obispo de Pamplona, diciendo: «Como es sabido aquel escritor se inclinaba á los comuneros cuanto podía.» En lo que se equivoca el señor Galiano es en suponer que Sandoval escribía *reinando el vencedor Carlos*: Véase sobre esto el apéndice número VIII.

A las dos de la tarde del 5 de diciembre dió vista el conde de Haro á Tordesillas, dispuso su gente en batalla y, por saber que la fortuna favorece á los osados y que en todo vale por mucho la presteza, sin demora envió un rey de armas á noticiar á los de la villa, cómo su intencion era restituir á la reina en su libertad y besarla las manos. Dentro se le dió una respuesta indeterminada y propia solo para ganar tiempo. Segunda vez avanzó el mensajero, hizo los requerimientos de costumbre, y, todavía no era vuelto al campo de los sitiadores, cuando de improviso la emprendieron en su contra los sitiados á saetas y á pedradas.

Sin tiempo el de Haro para reconocer el punto mas fácil de ataque, lo comenzó entre las puertas de Valladolid y de Santo Tomás prometiendo campo franco á su gente, con lo que se avivó su braveza. Artillería gruesa no habian llevado los imperiales, y por mas tiros que asestaban con la de campaña no se advertia que causasen estrago. Mirándolo desde fuera parecia hácia aquella parte mas accesible el muro, y realmente era casi ciego, por arrancar las almenas á flor del piso, y hacer los defensores á pie firme sus disparos. Al primero cayó sin vida el capitan Bosmediano, y en la manga del sayo se le encontró el cáliz de plata que habia hurtado la noche antes. Provocador y á cuerpo descubierto manejaba con singular tino su arma uno de los clérigos de Acuña: de once tiros derribó á once soldados, *siendo el donaire que los santiguaba con la escopeta primero de matarlos con la pelota* (1). Fin puso á su habilidad mortífera una saeta que le acertó en la frente á lo mejor del combate. De los de á caballo, que mandaba á retaguardia el conde de Cifuentes, se apearon dos compañías de hombres de armas para aumentar el número de los peones, que

(1) El padre Guevara asegura haberlo visto con sus propios ojos.—Letra para el obispo de Zamora en que es gravemente reprendido por ser capitan de los que en tiempo de las comunidades alborotaron el reino; fol. 37. Don Martin de los Heros, que no presta crédito alguno al padre Guevara, duda de la verosimilitud de este suceso.—*Revista Vascongada*, número 7.º correspondiente al 15 de abril de 1847.

ya habían perdido muchas plazas. Menester fué mudar el ataque para proseguirlo con mas ventura. A batir una de las puertas se agolparon los mas valerosos, ayudados de la artillería. Entonces redoblaron sus esfuerzos los combatientes todos. El estampido de cañones y arcabuces; el eco fascinador de los instrumentos militares; la gritería de los que embriagados en la lid no temian la muerte; las campanas de la villa tañendo á rebato, ahogaban la voz de mando del gefe, el ruego del sacerdote, que derramara su sangre por restañar la que corría abundante entre hermanos, y el ay lastimero del que caía moribundo al arrimar al muro las escalas.

Mientras con tal furor se batallaba, Dionis de Deza, caballero navarro y muy práctico en asedios, rondaba en torno de la villa, explorando algun parage por donde asaltarla con menos émbarazo. Ya aflojaba el empuje de los de fuera, y de ellos el que no clamaba por la retirada á voz en grito se regocijaba de que, viniéndose encima á mas andar la noche, no habria sino suspender la espantosa refriega, que mermaba horriblemente sus filas y hacia levísima lesion en las contrarias. En esto el explorador Dionis trajo á toda rienda el aviso de haber descubierto casi á la otra parte de la cerca un boqueron tapiado con cal y tierra en la muralla, aunque batida y todo, ofreceria alguna dificultad lo escarpado de la cuesta. Sabiéndolo el conde de Haro destacó algunos de sus tercios y cuatro falconetes hácia aquel lado, sin ceder en el ataque de la puerta, en donde habían reconcentrado sus brios los de Tordesillas y no dejaban adelantar un paso á los sitiadores.

Al frente de las fuerzas destinadas á abrir portillo en el lugar señalado por Dionis de Deza estaba el conde de Alba de Liste. Desde luego mandó asestar los falconetes contra el muro, y entre descarga y descarga avanzaban veloces los soldados á desprender con las puntas de las picas los escombros que, rodando en un principio casi verticalmente, pudieron en fin modificar algo la agrura de la subida. Pero en romper la tapia se tardaron mucho

los sitiadores, y á pesar de la insignificante resistencia que alli oponian los de dentro, fiados en la dificultad del asalto y necesitando acudir adonde mas apuraba el peligro, era ya oscuro cuando se acabó de facilitar en la muralla cabida para un solo hombre. Alli se encaramó intrépido, armado de espada y rodela, y apoyándose en pies y manos, un medinés llamado Nieto: á poco un alférez plantó en las almenas la bandera del conde de Alba de Liste, pregonando victoria. Este eléctrico grito propagado de escuadron en escuadron hasta el que capitaneaba en persona el de Haro desterró absolutamente el desmayo, que iba enseñoreándose de los corazones de mejor temple. Detrás de Nieto treparon al muro uno en pos de otro y con gran lentitud soldados que no bastaban á contener el ímpetu de los clérigos de Acuña, que corrían en tropel á desalojarlos de aquel puesto. Distráida así la atencion de los sitiados, escasos en número para sustentar pertinazmente entrambos ataques, arrió el de la puerta dirigido por el conde de Haro, quien noticioso de que á la sazon entraba en línea el marqués de Falces con parte del tren de batir por junto al puente que tiene Tordesillas sobre el Duero, lanzóse allá á todo correr con su caballo, para que sin detencion se le facilitaran picos y azadones. De vuelta el mismo conde cargó con los que pudo, y arrebatándoselos de las manos sus gentes se disputaron el honor de hacer astillas la no muy ferrada puerta que los separaba del triunfo. Por donde Alba de Liste batia la muralla temnante ya asegurado, que antes de estenderse el fuego prendido á las casas contiguas al boqueron por los de dentro, se les habian metido muchos combatientes, que, desparramados por la poblacion, no hacien cuenta de cegrimir las armas, sino de hartarse en el saqueo.

Como embravecidos leones disputaban los de Tordesillas la entrada á los imperiales en la puerta, ya desplomada á hachazos, y los que espiraban en la tenaz defensa vendian muy caras sus vidas. Entre las gentes del conde de Haro se susurró que los de

la Santa Junta se llevaban á la reina por el puente ; y como, para estorbárselo, el centro de la villa era el mejor atajo, porque hacía la otra parte la baña el Duero, y el que intenta vadearlo se vá á fondo, cerraron súbito en rabiosa acometida contra los que tenían delante, y obligados á ceder tras larga y heroica resistencia á fuerzas muy superiores, vieron con pesadumbre vencido el pendon de las comunidades en Tordesillas (1).

Al punto corrieron los señores á palacio, y en el átrio hallaron á la reina que se tornaba con su hija á las habitaciones, de donde la habia sacado don Pedro de Ayala, procurador por Toledo, sin duda para llevársela á Medina del Campo. Toda la tropa y gente suelta se engolfaba entretanto en el pillage. Cien hombres de refresco habieran bastado á los comuneros para arrebatarse el lauro de la lid á sus enemigos ; pero, desamparados en tan crítico apuro, se dieron á correr, y en su mayor número se salvaron en la fuga. Nueve diputados cayeron en poder de los vencedores y fueron entregados seis de ellos á Ortega de Bañuelos, alcaide de Bribiesca. Algunos grandes reclamaron la custodia de Gomez de Avila y de Suero del Aguila, procuradores avilenses, y del doctor Zúñiga, salmantino. Hasta media noche no pudo unirse el conde de Haro á los demas próceres que velaban en torno de la reina, y vino la alborada sin que se quitaran las armaduras. Frenéticos de botín los soldados no se rindieron al sueño sino despues de haber arrancado hastas las estacas de las paredes (2). Por ignorancia, que no por virtud, no se les asociaron los soldados del conde de Luna en la rapiña. Tan idio-

(1) De la toma de Tordesillas hablan *ANGLERIA* en la epístola 709. —*MALDONADO*, lib. VI. —*SEPULVEDA*, lib. III, pág. 82 á 85. —*SANDOVAL*, lib. VIII, pág. 398. —*ALCOGER* dice al llegar á este punto ; «Y así se perdió en pocos dias lo que Juan de Padilla habia ganado con muertes y combates.»

(2) *MEJIA*, lib. II, cap. 43. —«Fué saqueada la ciudad y nada quedó á los vencidos.» *MALDONADO*, lib. VI del Movimiento de España. Hasta el dia siguiente de la toma de Tordesillas y á la hora de comer, no se dió orden de que cesase el saqueo, segun una *História inédita y anónima de las Comunidades* que posee la Academia de la Historia.

las eran que, cuando al principio del combate se soltaba algun tiro de pólvora desde el muro, se decian uno á otro: *Echate que afuma*; y durante el saco, viendo que todos venian cargados con las ropas y el ajuar de que se habian hecho dueños, cada cual murmuraba pesaroso. *No entendí que saco era furtar, que yo furtara mas que cuatro (1).*»

Justo premio de su presteza, arrojo y constancia recibieron los grandes con la toma de Tordesillas. Costóles cinco horas de combate, descientos muertos, mayor número de heridos, y no pocas personas de cuenta ostentaron honrosas señales de haber desafiado con serenidad la muerte. Una saeta hirió en el brazo á don Diego Osorio, hijo del marqués de Astorga; al conde de Benavente se lo atravesó una jara: de una pedrada en el rostro quedó contuso don Francisco de la Cueva: al conde de Alba de Liste mataron de un tiro el caballo que montaba: muchas belas de arcabuz traspasaron el estandarte real que como alferez mayor llevaba en sus manos el conde de Cifuentes (2). Aun no coronándolo el buen suceso, mereciera su valor pródiga y perpetua alabanza.

Solo el dia del ataque se supo en Villalpando el grave riesgo de Tordesillas: por empeño de Acuña y á despecho de Giron se puso en marcha un destacamento para robustecer la defensa, interin avanzaba hasta allá con cuanta prisa pudiera la hueste toda. A Villagarcía llegaban los comuneros cuando les tomó la noticia de haberse quedado á medio camino el socorro y de ser Tordesillas entrada á saco. Entre los caudillos, y al tenor de la

(1) CABEZUDO, *Antigüedades de Simancas*. Documentos inéditos, tomo I, pág. 544.

(2) El estandarte que llevaba en Tordesillas el conde de Cifuentes era de damasco verde y encarnado, en el cual estaba pintado Santiago. «Dijo el conde de Cifuentes al de Haro que mirase donde le ponía con aquel estandarte real, porque él no habia de volver atrás de donde le pusiese, si no se lo mandaba terminantemente.» *Historia inédita y anónima de las Comunidades*. Manuscritos de la Academia de la Historia.

disposicion de sus ánimos, chocaron los mas opuestos pareceres: unos sustentaron con el obispo de Zamora que se debia forzar la marcha para apoderarse otra vez de la reina doña Juana: adhiriéndose otros á la opinion del primogénito del conde de Ureña, al parecer laudable, querian meterse en Valladolid y libertar á tan importante poblacion de un golpe de mano, si, como era de presumir, lo maquinaban los próceres en la embriaguez de su victoria. No parecia sino que la traicion y la torpeza, aliadas en hostil maridage, trabajaban á porfia en preparar el aniquilamiento de una causa noble y todavía floreciente. Con retroceder no mas que dos leguas el ejército de las comunidades metiérase de rondon en Rieseco y, apresando al cardenal de Tortosa y al hermano del almirante, alli establecidos con guarnicion muy pequeña, resarcieran en algun modo la dolorosa pérdida de Tordesillas ó interceptaran á los magnates, que la habian ocupado, las comunicaciones con Burgos. Nada hicieron los gefes sino persistir en sus disensiones: Acuña esquivaba encontrarse con Giron, y, sino siempre lo conseguia, harto le manifestaba su indignacion negándole el saludo. Entretanto desmandada la tropa y esparcida por el contorno rebaba á mas y mejor en campos y lugares. De los soldados que en Villagarcía estaban acuartelados penetraron en Valladolid mas de seiscientos mezclados con los procuradores y clérigos, que huidos de Tordesillas buscaban refugio, á malbaratar el fruto de sus rapiñas. Asi yendo tras ellos algunos pastores y campesinos lograban rescatar á mínimo precio reses, útiles de labranza y demas hacienda, que les habian hurtado: lo triste era que al volver á sus hogares daban en otras manos alevés, que de nuevo les dejaban por puertas.

A costa de grandes diligencias y de adelantarles algunos dias de salario, obtuvieron los de Valladolid que se tornaran los soldados á su campamento: éste se hallaba ya en Zaratan y Villanueva, porque prevalecia entre los capitanes el parecer contrario á Acuña, si bien las tropas le apellidaban verdadero padre

y sosten de la plebe, al par que sin rebozo maldecian á Giron por haberles traído á tan mal paso. Por último se entraron en Valladolid de improviso: todo el vecindario colmó de bendiciones al obispo de Zamora y fulminó contra Giron terribles amenazas. No obstante, con una audacia digna de un pecho mas firme en sus afecciones, perseverara el vil magnate en la difícilísima situación que le habia labrado el tráfico vergonzoso que hizo con su persona, á no obligarle sus amigos á ponerse en cobro antes de que, asaltado en su propia casa, pereciera víctima de la ira del pueblo, á quien habia vendido pérfidamente. Una mañana salió de Valladolid socolor de practicar un reconocimiento á la cabeza de varios ginetes, y con ánimo de no parecer mas en ninguno de los dos bandos de Castilla. En Tudela de Duero no quisieron admitirle, y huyendo el cuerpo á peligros cotidianos, royéndole el alma el remordimiento de su delito, noble de cuna, villano en sus hechos, traidor á todos, y con valor para perder la honra y conservar la vida, anduvo escondido en tierras de su padre todo lo que duraron las revueltas.

Después de referir tantos desaciertos, réstanos consignar una reflexión sencilla, que pone en claro la robustez de la causa que defendian las ciudades, y la impopularidad de la idea que armaba el brazo de los señores. Tomada la villa de Rioseco, al decir de un escritor contemporáneo de aquellos disturbios y muy parcial del emperador de Alemania, *ya hubiera sido libre y decente seguir el partido de los populares* (1). Gracias á la pérfida traición de un noble se habian trocado los frenos; y enseñoreados los próceres de Tordesillas, lejos de llegar con esto al término de sus afanes, aun para columbrar el triunfo les quedaba por andar mucho camino. Así la timidez acibaraba el placer de la victoria á los magnates, mientras enardecia á los comuneros la lisonjera esperanza de reparar muy pronto sus reveses.

(1) MALDONADO, lib. VI del *Movimiento de España*.

CAPITULO VII.

POPULARIDAD DE PADILLA.

Situación de ambos partidos despues de la toma de Tordesillas.—Muerte del tündidor Bobadilla.—Sorpresas de Rodillana y la Zarza.—Padilla en Medina del Campo.—Le elige capitán general el pueblo.—Acuña abre la campaña en tierra de Campos.—Procede de acuerdo con el conde de Salvatierra.—El condestable acaba de avasallar á Burgos.—Padilla y Acuña se apoderan de Mormojón y Ampudia.—Se frustra su expedición á Burgos.—Escaramuzas entre los de Valladolid y los de Simancas.—Sedición militar en Valladolid.—Marcha sobre Torrelobatón Padilla.—Entra la villa por asalto.—Alborozo del reino.

«Ni saben lo que siguen y menos lo que piden.» Decía fray Antonio de Guevara en una de sus epístolas familiares (1), refiriéndose á los mas calificados comuneros. Otro escritor de tiempos algo posteriores daba por supuesto lo mismo al explicarse de este modo: «Con que habia muchos que si les preguntaban que querian y qué cosa era comunidad no lo supieran decir ni habían mas de irse al hilo de la gente (2).» Nada nos choca la expresión de tan absolutas opiniones, que achaque es siempre común de todos los partidos considerarse únicos depositarios del saber y exclusivos distributores de la justicia. Sin embargo, alborotos de tal especie ninguna novedad tenian entre los castellanos,

(1) Letra para doña María Padilla, en la cual le persuade el autor se torne al servicio del rey, y no eche á perder á Castilla: parte primera, folio 80.

(2) FRANCISCO DE PISA, *Descripcion de la imperial ciudad de Toledo*, edicion de 1617, fol. 245.

y no falta quien, al tratar del mismo asunto que los dos escritores enumerados antes, recuerde oportunamente la crónica del rey don Alfonso el XI, donde se lee «que siendo él niño y estando en tutorías en el año de 1321, los labradores y gentes del pueblo, á «voz de comunidad se levantaron, y mataron á muchos caballeros «y personas principales que los tenían apremiados (1).» Además en la época azarosa que nos ocupa era menester muy poca ciencia para conocer el malestar del reino, y, pues en gran parte tenía su raíz en la exorbitancia de los tributos, natural parecía sentirlos más los que los pagaban de su hacienda ó trabajo que los exentos de tan ominosa carga, y que propendieran á disminuirla, repartiéndola entre todos, y cegando el conducto por donde tantas riquezas salían de España. Así los señores y caballeros prestaron apoyo á los pueblos levantados, mientras sus clamores tronaron contra la dominación extranjera y la ausencia del soberano; y se desviaron de sus ayuntamientos y consultas, tan luego como algunos propalaron que no se debían pagar las alcabalas por haberse impuesto violentamente. Como cada uno de los próceres las cobraba en sus villas y lugares hicieron su cuenta del daño que la abolición les traería, y se redujeron á la opinión de los gobernadores (2).

Nadie ignoraba, pues, las razones que le impelían á blandir las armas; y la situación de ambos ejércitos después del suceso de Tordesillas lo corrobora. Muchos desertores se habían alejado de las filas de ambos para poner á buen recaudo sus hurtos. Ya dijimos que en Tordesillas todo fué presa de la codicia de los vencedores, en términos de no quedar á los naturales en que dormir sino lo que quisieron darles de limosna: indicamos también que en su tránsito desde Villalpando á Valladolid se hartaron de botín los vencidos sin entrar en batalla, de modo que solo dos ginetes tomaron y se repartieron mil cabezas de ganado. No obstante, de una

(1) Fragmento de la *Silva Palentina del arcediano de Alcor*, Documentos inéditos de los señores Salvá y Baranda, tomo II, pág. 332.

(2) Manuscrito de la biblioteca del Escorial de autor contemporáneo, aunque desconocido.

derrota se reponian en breve los comuneros, porque las ciudades les enviaban nuevos socorros; no así los magnates, que debian economizar mucho su gente por la dificultad de reparar sus bajas. Es verdad que el franciscano Guevara, nada aprensivo en dar por cierto lo dudoso y por evidente lo falso, asegura que «el obispo de Zamora tenia obligacion de contentar á su gente y no licencia para mandarla;» pero á renglon seguido se contradice suponiendo «que los soldados de Acuña le seguian á fuerza de amenazas, peleaban con miedo y andaban con sospechas (1).» Precisamente sucedia lo contrario: sospechas, miedo y amenazas habia cotidianamente en el campo de los gobernadores; y uno de ellos, de veracidad notoria, lo patentizaba escribiendo al emperador de Alemania, despues de pasado el peligro, esto que traslada nuestra pluma. «En los tiempos de estas necesidades tan grandes ninguna seguridad habia, y de la gente que nos ayudaba tratamos temer por ser la misma que nos ofendia: y en los lugares temiamos ser degollados, y si saliamos á algo, que no seríamos acogidos á la vuelta. De manera que para la muerte no hay lugar seguro, así ninguno habia para los que en el campo temíamos á los nuestros y en los lugares tambien; de la cual necesidad sucedió que los caballeros hiciesen la obra de los soldados, y ellos en los lugares hacian la guarda y en el campo (2).»

En punto á dinero experimentaban iguales apuros: mientras los comuneros recaudaban las rentas de la corona, y percibian donativos voluntarios de todo el reino, y se remediaban á veces con la hacienda de los magnates; estos tenian que sacarlo de lo suyo y que vivir de prestado y con terribles escaseces, «porque en lo rebelado, que era la mayor parte, no se podian cobrar las rentas reales, y en la parte del reino, que reconocia á su rey, tampoco, porque no habian ganas de pagar y por no descontenten-

(1) Letra para el obispo de Zamora en que le persuade el autor que se torne al servicio del rey; parte primera fol. 76.

(2) Cartas y advertencias del almirante de Castilla al emperador Carlos V: manuscrito de la Biblioteca Nacional,

«talles (1).» Asi se explica que los imperiales anduvieran de continuo haciendo saltos por las tierras y robando cuanto podian en las poblaciones, y que aventajaran á los comuneros en no satisfacerse con lo suyo.

Al obispo de Zamora y á la Junta cupo el honor de tomar la iniciativa para salir al atajo de tamaños desmanes, pues apenas se aposentaron en Valladolid los populares saquearon la casa del comendador y del conde de Miranda, y, en sabiéndolo Acuña, hizo informacion del suceso, restituyó gran parte de lo hurtado, y prendió y castigó á muchos, con lo que ganó sumo crédito entre todos. Y la Junta, que en Valladolid volvió á abrir sus sesiones (2), imitando tan plausible ejemplo, mandó pregonar con trompetas y ministriles que nadie robase en el campo, bajo pena de la vida y perdimiento de bienes, aun siendo á los que viniesen de tierra de enemigos, salvo gente de guerra contra gente de guerra. Por sugestion del almirante se impuso igual mandato en Tordesillas (3).

Débiles á pesar de su reciente y gran triunfo interpretaron los próceres el pregon de la Junta como preludio de concordia: sacóles de su yerro la vuelta de Gomez de Avila, uno de los procuradores prisioneros, á quien, tomando juramento de no tenerse por libre, habian enviado al ejército de las comunidades con proposiciones de paz estériles, aunque no muy desventajosas. Otra vez exhortó el almirante á los de Valladolid á dar un corte á tales desasosiegos, amenazándoles de muerte en caso de no hacer de modo que la guerra cesase. Vista la carta en la Junta no la respondieron, y acordaron no recibir otra que viniera de mano de grandes, y causarlos todo el mal que les fuera posible; empezando por vedar bajo graves penas que niangun vecino se presentara en

(1) Véanse tambien las cartas y advertencias del almirante, de donde copiamos esto textualmente.

(2) Véase el apéndice núm. IX.

(3) SANDOVAL, lib. VIII, pág. 404 y 403.

las próximas ferias de Villalon, Rioseco y Astorga, con las que se lucraban grandemente sus señores.

Tan arrogantes procedían los comuneros, ya noticiosos de que al volar por el reino el desastre de Tordesillas no había llevado el desánimo á las ciudades comprometidas en el levantamiento, y seguros de que echando todo su poder se apercibían á enviarles soldados, Salamanca, Toro, Avila y Zamora. Sobremanera cuerdos los magnates no pensaron en aventurar su naciente y próspera fortuna engolfándose en otros empeños y dejando atrás al enemigo, sino en distribuir su gente en guarniciones de que fuera centro Tordesillas, y que, poco desparramadas, se hallaran en aptitud de alargarse unas á otras la mano y de obrar con uniformidad y solamente en ocasion propicia. En guarda y compañía de la reina quedó el capitán general conde de Haro. A Simancas, villa que por resolución de su concejo se había prestado voluntariamente al servicio de los gobernadores, fueron con una buena banda de tropa el conde de Oñate por caudillo, el de Alba de Liste por capitán de caballos, y al frente de alguna infantería Tristan Mendez, viejo muy experimentado en la guerra y recién venido de los Gelbes. Portillo, población del conde de Benavente, fué ocupada por su primo hermano don Gerónimo de Padilla. En Torrelobaton, villa del almirante, se aposentó Garcí Osorio, dendo del marqués de Astorga, para mantener desembarazado el camino entre Tordesillas y Rioseco; y con el fin de reforzar á don Hernando Enriquez en esta última villa y de seguir en comunicacion con Burgos, se enviaron allá algunos mas soldados. Repartidos así en no muy estenso radio y prontos á agruparse á la menor señal en una sola hueste, entendían los imperiales cautamente estar á la defensiva, interceptar los víveres á sus contrarios y embarazar en lo que les fuera dable su correspondencia con muchas de las poblaciones puestas en armas (1). Hallábanse Adriano con el go-

(1) МЕЛЯ, lib. II, cap. 44.—Sandoval; lib. VIII, pág. 401.

bernador don Fadrique Enriquez en Tordesillas, y el consejo al lado del condestable en Burgos.

Aislado de este modo el capitán Quintanilla tuvo que levantar el sitio de Alaejos. Gonzalo de Vela, alcaide y defensor bizarro del castillo, en celebridad de salir victorioso de un ataque, á que opuso por espacio de cuatro meses una resistencia muy obstinada, colgó de una almena al tundidor Bobadilla, preso pocos dias antes, lidiando ya intrépidamente sobre el muro. Con tan desastroso fin se le acabaron sus humos de magnate, porque es fama que tan pronto como en el alzamiento de Medina del Campo halló por donde salir de su misera suerte, empezó á llamarse señoría, á poner casa y á hacer plato como señor de salva (1).

Por entonces fueron sorprendidos con intervalo de pocos dias en los pueblos de Rodillana y de la Zarza, quinientos salmantinos y ochocientos segovianos, que se encaminaban á Valladolid poco vigilantes y nada temerosos de ataques, hallándose á corta distancia de Medina del Campo. Suya hizo esta empresa don Pedro de la Cueva, hermano del duque de Alburquerque: para llevarla á feliz término anduvo de noche y por rodeos con quinientos peones y doscientas corazas. En Rodillana entró á rebato y los salmantinos allí aposentados, que no buscaron su salvacion en la fuga, perdieron la libertad ó la vida. Aunque tambien cayó sobre la Zarza de improviso, dado fué á los de Segovia retraerse peleando hasta la iglesia; pero el don Pedro la entró por asalto; sangre copiosa enrojeció el sagrado recinto: de los comuneros escaparon muy pocos; y el adalid de los gobernadores entró segunda vez triunfante en Tordesillas.

En nada tenian los de Valladolid estos descalabros, que fijaba entonces toda su atencion y nutría el fecundo gérmen de sus esperanzas la fausta nueva de cruzar Castilla volando á su socorro en lo mas rígido del invierno Juan de Padilla, por quien la

(1) CABEZUDO, Antigüedades de Simancas: documentos inéditos, tomo I, pág. 544.

gente comun y de guerra enloquecia de entusiasmo. Dos mil hombres de Toledo seguian su estandarte: afianzaba su popularidad el buen suceso de las operaciones en que habia puesto mano: desde su ausencia se notaba mayor flojedad entre los comuneros: nadie hacia memoria de la deplorable impericia del capitán toledano, aun teniendo delante con la mala vecindad de Simancas residuos muy patentes de ella. Máxima vulgar es que entonces amamos la salud cuando la enfermedad nos postra, y pues la traicion habia viciado el impetuoso esfuerzo de los populares, en quien se personificaba la lealtad presentian naturalmente hallar instantáneo alivio á sus males, olvidando que en algo compartia la responsabilidad de ellos el que, por incuria nacida de ignorancia, habia avanzado á lentos pasos por la senda de la victoria y dado lugar á que se le atravesaran de por medio denodados y soberbios enemigos.

Al rumor de estar la gente de Toledo en Medina del Campo, se convino en que desde alli marchara sobre Tordesillas á donde por el lado de Valladolid acudiría el obispo de Zamora: hasta hubo sigilosas inteligencias con los vecinos de la poblacion que guarnecia el conde de Haro. Súpolas éste y renunció al designio de presentar batalla en el camino de Medina del Campo á Valladolid á Juan de Padilla. Pasaba esto á fines de 1520 y principios de 1521. No podia imaginarse mejor comienzo de año y de campaña que echar de Tordesillas á los señores, tener otra vez los comuneros en custodia á doña Juana y regir en su nombre al reino, trasladándola á otro punto de mas importancia y de menos peligro, donde aleccionados por el anterior escarmiento cifraran en conservar en su seno á la hija de los reyes católicos el auge de su ventura y la consolidacion de su victoria (1). Entre Padilla y Acuña se cruzaron multiplicados avisos para componer, y

(4) «Todos afirman que si Juan de Padilla, como entró en Tordesillas sacara la reina y la llevara á Toledo ó á Valladolid, que los bochos no pararan en tragedia como pararon.» PEDRO DE ALCOCER.

madurar, y reducir á la práctica el plan de operaciones; se hicieron cálculos sobre el día y la hora en que habian de moverse los dos cuerpos de tropa, con atencion á las distancias que debia salvar cada uno de ellos y á los obstáculos que podian oponerles lo crudo de la estacion, de las nieves, el mal estado de los caminos, ó los destacamentos de la hueste contraria: reuniéronse aprestos, que casi no permitian dudas acerca de estarse á punto de llevar á cabo la empresa; pero todo paró en nada. A los gefes de los comuneros siempre entorpecia, en el momento critico de dar la última mano á sus planes, el funesto sistema de las vacilaciones, que ponía sombras en su entendimiento, lazos á su actividad y barreras insuperables á sus victorias. De tal manera se enredó en complicaciones un pensamiento sencillo de suyo, y se habló tanto y tan inútilmente sobre sus ventajas y dificultades, que Padilla emprendió su marcha á Valladolid á instancias de Acuña, con lo que virtualmente se desbarató el proyecto de recuperar á Tordesillas. Allí se le recibió con júbilo y aplauso, ponderándose la destreza con que habia burlado al conde de Oñate, que en las cercanías de Puente Duero quiso en vano tomarle el bagage.

Se hubo de pensar sin tardanza en llenar el puesto vacante por la traicion del que solo apetecia apropiarse el ducado de Medina-Sidonia. Y en esto se dividieron la junta y el pueblo: aquella pronunciaba el nombre de Don Pedro Laso de la Vega, este solo amaba á Padilla, y así los dos toledanos proseguian dando pábulo á la divergencia de opiniones y á la esplosion de encontrados afectos. Laso de la Vega era mas suficiente y esperto, si menos simpático y popular que Padilla, de donde resultaba estar en contradiccion lo acertado y lo conveniente. Esta vez enmendó Padilla lo que antes habia errado: con una modestia y generosidad que merecen encomio, de buena fé y por inspiracion propia, quiso que su competidor fuera el preferido: en su obsequio trabajó á todo trance, propuso la necesidad de premiar su mérito, desig-

nándole para el mando; le dió su voto; y los de la junta, persuadidos de que este desinteresado porte se grabaría en el ánimo del pueblo de manera que aceptara tranquilo, ya que no frenético de alborozo, el resultado de sus deliberaciones, se arrimaron al parecer de Juan de Padilla y eligieron por capitán general á don Pedro Laso de la Vega. En un instante cundi6 por Valladolid la noticia como la llama de voraz incendio: al rumor de ella reuniéronse grupos, formáronse masas de populares, que en horrible tumulto se desencadenaron en voces y amenazas contra el elegido é hicieron camino hácia su posada con intencion de poner las manos en su persona. Padilla y Acuña corrieron á sosegar el alboroto y, apenas salieron á la plaza, la muchedumbre los tomó en medio, gritando: *viva el obispo de Zamora, viva Juan de Padilla que quita el pecho de Castilla. Despues de Dios solo á Padilla es otorgado el vencimiento de las libertades del reino.* Y el furioso y creciente vocerío esterilizaba los esfuerzos del noble toledano por ser oido de la apiñada turba, que le aturdió con sus clamores, en que alternaban arrebatos de ira y exclamaciones de entusiasmo. Al fin pudo Padilla deslizarse trabajosamente por entre la multitud hasta la casa del mayordomo Rodrigo de Portillo, y, asomándose á la ventana, logró que se le escuchara en silencio. Díjoles en pocas y muy sentidas palabras como habia ido á ayudarlos en clase de capitán de la gente de Toledo, ciudad igual en todo á las demas de Castilla, con propósito de perseverar en su servicio mientras le durara la vida, y de consumir en defensa de la causa popular su hacienda y la de su padre; y despues de agradecerles la voluntad que le manifestaban en tal coyuntura, rogóles que tuvieran por bien admitir el capitán general elegido por la Junta, pues este era el mas sano camino (1). Nada mas

(1) GONZALO DE AYORA en el capítulo 37 de su Historia de las comunidades trae íntegro el discurso de Padilla, es el siguiente: «Señores, «ya sabeis como yo vine por capitán de la cibdad de Toledo en favor de «las comunidades del reino para vos servir; é como sabeis que la cibdad de Toledo es igual de Valladolid é de las otras cibdades, acordaron

alcanzó que irritar doblemente á la muchedumbre, la cual insistió en su primer propósito y en aclamar por gefe de las comunidades á Padilla, siendo menester para apaciguarla transigir con ella y enviar diputados del ayuntamiento á la Junta, que, enterada de la ansiedad del pueblo, no encontró otro arbitrio para disiparla que el de acceder á sus tumultuosas peticiones. Con que Padilla salió de este motin caudillo de los comuneros, Laso de la Vega resuelto á vengar el desaire, y la Junta tristemente desautorizada (1).

Con trasladarse una noche de Valladolid á Palencia, ciudad amiga, abrió la nueva campaña el obispo de Zamora; puso guarniciones en Carrion de los Condes, Castrocesar, Monzon, Magaz, y Torquemada, y solo tuvo que pelear para enseñorearse del castillo de Fuentes de Valdepero. Guardábalo Andrés de Ribera, yerno del consejero Nicolás Tello. Por dos horas combatió el obispo la fortaleza, alojando á impulsos de un sentimiento bondadoso en el

»de me enviar á vos ayudar; é yo con la mesma voluntad lo he hecho; »que hasta la muerte é mientras la vida me durare no dejaré de vos »servir. Y así vos tengo en merced la voluntad que me teneis. Mas, »pues los señores de la Junta acordaron de elegir capitan general para »esta jornada, creed que es por bien que sea elegido, é así lo tened. Y »el primero que lo votó fui yo, porque este es el mas sano camino, »cuanto mas que aquellos señores saben bien lo que se hacen.» Con ligera alteracion de palabras copia Sandoval este discurso en el lib. VIII. de su historia, pag. 429 y 430. Bastaria este documento para destruir la opinion de los que han sostenido y sostienen que en el levantamiento de Castilla atendia cada ciudad á su interés y no al general del reino.

(1) «Al cabo prevaleció la parte de Juan de Padilla, porque la comunidad de Valladolid lo quiso así á pesar de la Junta, á la cual tenian ya poco acatamiento.»—МЕЛЛ, lib. II. cap. 44.—«Desde allí concibió Laso de la Vega mucha enemistad secreta, no solo con Juan de Padilla, que no se lo merecia, mas con toda la gente de su ejército; y reconcilióse con los gobernadores, ofreciéndoles que les avisaria de todo lo que en la Junta se hiciese y ordenase.»—PEDRO DE ALCOCER.—«Pedro Laso, presidente de la Junta, no llevó á bien que se llamara de comun acuerdo á Padilla, de cuya cordura no tenia formado tan alto concepto como el vulgo, ó resentido quizá de que no se le hubiera puesto al frente de las tropas. Ello es, que desde que Padilla fué recibido en Valladolid como en triunfo, Laso empezó á apartarse de la causa de los comuneros y á aproximarse á los nobles, de quienes al fin se hizo partidario.»—MALDONADO. lib. VI.

ataque, al ver el afán con que ayudaban á la defensa las mugeres que habia dentro. Amenazóles con poner fuego al castillo, sino se daban á prision para ser presentados en la Junta, á la cual habian prestado juramento, y en donde se proveeria lo que fuera bueno para todos. No estando, á su decir, en deservicio de la república solicitaron ardientemente los sitiados que se les dejara quietos; mas, renovada la lid tras estas pláticas infructuosas, se rindieron con seguro de las vidas, y les condujo presos á Valladolid una escolta de treinta caballos. Asi en toda la tierra de Campos, donde casi no se hallaba fuera de la jurisdiccion señorial un solo pueblo, imperaba Acuña, y, entre las personas de algun viso, las que no de voluntad, por miedo le aprontaban socorros. Mucha parte del vecindario de Palencia le aclamó por su obispo, agasajándole además con una suma de diez y seis mil ducados. Por suya contó de esta suerte la comarca toda, con lo que renacieron en su mente los antiguos designios de posesionarse de Burgos.

Atinado era el plan y la ocasión de efectuarlo sobremanera oportuna, que á la sazón estaba en su mayor fuerza el levantamiento de las Merindades, y si bien guardaba muy remota conexión con el de las demás ciudades de Castilla, puesto caso que, no el pueblo, sino el conde de Salvatierra, movia aquellos alborotos, uniformábanse en ir contra el condestable don Iñigo de Velasco. Porque desde antiguo andaba indispuesto el conde de Salvatierra con la corte de los reyes de Castilla, y vino á parar en rebelde á causa de disensiones domésticas, agriadas por su carácter desapacible, altivo y duro. Ya en 1487 estuvo preso y se le confiscaron los bienes en castigo de hacer degollar á un escribano, vasallo suyo, y culpable solamente de haber entregado á la madre del conde una copia del testamento de su difunto esposo. Doce años despues se le vedó residir en Vizcaya, porque su permanencia redundaba en deservicio de los reyes y en daño y escándalo de aquel condado y encartaciones. Ahora le indignaba pasar alimentos á su esposa doña Margarita, que por orden

del soberano moraba en Vitoria, despues de haber padecido en su matrimonio muchos agravios y mala vida; y al olor de las alteraciones del reino queria el conde buscar modo de hacer su voluntad sin que nadie le fuera á la mano. A su voz revolviéronse sus vasallos; no sin fruto procuré atraerle á su partido la Santa Junta, y por una combinacion bien entendida, al tiempo de vencer Acuña en tierra de Campos, avanzaba el conde hacia San Salvador de Oña.

Por dos partes amenazado y con el incendio dentro de casa se mantenía el condestable animosamente en Burgos. De la poca diligencia que don Carlos mandaba poner en la pacificación del reino acababa de quejársele don Iñigo por cartas, donde decía testualmente, *ni con dineros, ni con gente ni artilleria no me ha vuestra magestad socorrido y menos con papel y tinta* (1). Sus apuros estremaba mas aun la circunstancia de espirar por aquel tiempo el término dentro del cual se había comprometido á presentar aprobados por el rey los capítulos suplicados en Flandes de parte de la ciudad, ó á salirse de ella. Merced á su afectada blandura y contemporizadora maña obtuvo que se le prorogase el plazo, y al fin vino sancionada por el rey solo una mínima parte de lo que habían pedido los burgaleses. Al pueblo no satisfacía tener un mercado semanal en adelante, ni que se le eximiera de pagar el último servicio, ni que respecto de Burgos se olvidase lo pasado, si para lo porvenir no se le aliviaba de otros gravámenes, dándole prendas de que por ser justas, y no por carecer la necesidad de ley, se le habían otorgado aquellas mercedes; como tambien de no estar destinadas á caducar luego que se desvaneciese el peligro. Por consiguiente los mas valerosos de Burgos se llamaron con razon á engaño, y se reunieron decididos á echar de la ciudad al condestable, quien desplegó entonces

(1) Carta del condestable don Iñigo Fernandez de Velasco, fecha en Burgos, á 30 de noviembre de 1520. Insértala Sandoval en el lib. VIII, pag. 395 á 396.

toda la fuerza, que sin aparato ni estrépito le habian ido llevando entre otros personajes, el duque de Medinaceli, el marqués de Cogolludo, el de Elche, el de Berlanga, y los condes de Aguilar y de Nieva. Pero esta hueste no intimidaba al pueblo, contando de su parte el alcázar y fiando en que la municipalidad disciplinase y diese impulso á su legítimo encono. Ya en vísperas de la batalla, y aun despues de haberse cruzado entre los opuestos bandos algunos tiros de pólvora y de saetas, se apercibieron los populares de estar vilmente allanados á la traicion por el soberno los procuradores del comun y el alcaide que tenian en guarda de la fortaleza. Aquellos les exhortaron á la quietud ponderando la ventaja que les llevaban sus enemigos, éste fingió resistir la entrega del punto donde mandaba, y para dar mas color de verdad á su intencion mentida, hasta se dejó amenazar con la horca. Al fin, como quien se humilla á un poder incontrastable, cedió el alcázar á las gentes de don Iñigo de Velasco, quien, agraciando inmediatamente con un buen corregimiento al traidor alcaide, vino á descubrir la maraña del embozado manejo. Asi rescató el condestable á sus dos hijos que custodiaban los de la ciudad en rehones, y se dió prisa á restablecer el gobierno sobre el pie antiguo.

Habiendo uniformidad y concierto entre los caudillos de las comunidades, la noticia del tiránico y taimado proceder del condestable en Burgos sonara en los oidos de Acuña y del conde de Salvatierra como el eco de la trompeta que les llamaba á desafiar la muerte junto á sus murallas y á cerrar briosamente contra todo lo que les embarazara hasta enarbolarse su triunfante pendon sobre las almenas del palacio, donde se habia fraguado la manera de sustituir al religioso cumplimiento de promesas solemnes una larga série de traiciones detestables. De que no se descuidase el obispo en animar desde lejos á los tiranizados por el gobernador Velasco, y de que los de Valladolid les pusieran delante el ejemplo del Cid Ruy Diaz, que por no atributar

el reino se despidió del rey su señor don Alfonso, nada sacaba en limpio la causa de las ciudades. Eficaces auxilios, y no escitaciones ni recuerdos históricos, necesitaban los burgaleses; y en proporcionárselos estaban Padilla y Acuña de acuerdo con el conde de Salvatierra; tardáronse mas de lo conveniente, porque el toledano y el obispo quisieron que el conde tuviera que agradecerles un servicio insigne, que le avasallara á aventurar su ascendiente, hacienda y vida, ligándose de una vez para siempre á los comuneros.

De jurisdiccion del conde de Salvatierra era la villa de Ampudia, situada á la caída del monte de Torozos por la parte de Campos, y en odio del prócer alavés, á quien por ninguna via pudo reducir el condestable á deponer las armas, dispuso que se le ocupara aquel señorío. En efecto, de Simancas salió para esta empresa don Francés de Beamonte, caballero navarro, al frente de cinco banderas, y, distrayendo á los de Valladolid con un descubierta de algunos ginetes, que se aproximaran á sus muros corrióse diestramente hácia Ampudia, de la cual se hizo dueño sin grande fatiga. Desde su llegada á Valladolid se habia aposentado Juan de Padilla diversas veces en Villanubla, Zaratan y Cigales; ahora, despues de tocar alarma, para que de cada cas de los vallisoletanos saliera un hombre, se encaminó de noche á este último pueblo, y de alli siguió á Ampudia con ánimo de recuperarla en breve y de captarse de lleno la voluntad del revolvedor de las Merindades. Con el propio fin se movió el obispo Acuña de Dueñas, donde le cogió la noticia, y asi los dos capitanes juntaron un respetable cuerpo de tropas y buenas máquinas de guerra, entre otras un famoso cañon llamado San Francisco, de la época de Jimenez de Cisneros (1) y cuatro pasavolantes. An-

(1) «Tenia Padilla grandes culebrinas y terribles bombardas, entre las que se contaba una muy grande, llamada vulgarmente San Francisco, porque se construyó bajo los auspicios del cardenal Cisneros; siendo comun decir en las batallas.—*¡Guardate de San Francisco!*—MALDONADO, lib. VI.

siosos de pelear los de Padilla embistieron sobre la marcha el muro de Ampudia, aportilláronlo al primer empuje, y muy en orden se acercaron al castillo, guardado por las gentes del capitán navarro. Calculando éste la disparidad del número de sitiadores, y viendo ser pocos contra muchos, puso en custodia de la fortaleza al alcaide con sesenta hombres de armas, y en seguida con el resto de su tropa escurrióse por un postigo falso y se hospedó sin contratiempo en la torre de Mormojón, una legua distante de Ampudia. Averiguólo Padilla y dió tras el navarro, quedando sobre la fortaleza el prelado de Zamora. No bien avistaron los comuneros el lugar, que exacerbaba mas y mas su fervido anhelo de venir á las manos con los imperiales, se arrojaron á las puertas, quemáronlas frenéticos de rabia y comenzaron á trasponer el muro. Detúvose en su ímpetu no la hueste del don Francés de Beaumont, sino el vecindario todo en ademán humilde y doliente, precedido de clérigos con cruces, descalzos los niños, afligidas las mugeres, silenciosos los jóvenes, mustios los ancianos. Aleccionados por un tristísimo escarmiento de lo sucedido en otras partes de que, en población entrada á viva fuerza, ningún linaje de miserias quedaba por padecer á sus vecinos, á que no se les saqueasen las haciendas se enderezaban sus súplicas ardientes. Y, á ellas sordos los acometedores, por saqueo clamaban en desentonada gritaría; pero abandonándose Juan de Padilla á los sentimientos de su alma noble y generosa, díjoles blandamente y con acento persuasivo, de mucha mas autoridad en ocasiones que el rigor de las amenazas, no ser la intención de ellos el robo, ni la violencia el sendero de su gloria, y menos contra los que no tenían culpa de que allí se les hubieran metido sus contrarios. Por fortuna en los corazones de la exaltada tropa de Padilla obró muy singular efecto su benigno discurso, y se compuso todo con entregar los naturales de la torre de Mormojón mil ducados para repartirlos entre la gente de armas, que se alojó en el lugar, obligándose á satisfacer lo que consumiese durante su estancia, es-

cepto el hospedage y la cebada que les quisieron dar de valde.

Cerco pusieron sin levantar mano al castillo, alzado en la cumbre de un cerro, y estrechado por todas partes el capitán Navarro hubiérase rendido de buena gana solo con salvar la vida; llanamente intimaba Padilla la rendicion, jurando ahorcarlos á todos si pronto no se daban á partido. En contestaciones de la misma clase andaba el obispo de Zamora con el alcaide de Ampudia, alternando con las pláticas de capitulacion recios asaltos, en los cuales Acuña aventajaba á todos en serena intrepidez y en amor al peligro (1), ora poniéndose delante de los combatientes, ora haciendo la ronda de noche con un solo soldado mientras los demas lograban en el sueño confortativo descanso. Por último defendiéndose desesperadamente los sitiados, cayendo no pocos de los sitiadores, y avisando el conde de Salvatierra que, á ser posible, le recuperaran con poco daño lo que le habia quitado el condestable, Padilla y Acuña concedieron á los guardadores de los castillos de Ampudia y de la torre de Mormojón capitulaciones muy honrosas, en virtud de las cuales fuéles permitido salir con armas y caballos y seguros de las vidas.

Robustecida la fuerza moral de los comuneros con tan excelente principio de campaña, y fiados sus caudillos en la obligacion que el conde de Salvatierra les debia, hubieron de contar por segura y próxima la posesion de Burgos, atacándola por dos opuestos lados. Pero don Iñigo de Velasco tuvo arte para establecer cierto asiento de paz con las Merindades, y, si no duró mucho tiempo, fué lo suficiente para tener algun respiro y estar despues en disposicion de pelear mas contra menos. Un deudo del conde de Salvatierra supo halagar á éste andando un dia de cami-

(1) «Háme caído en mucha gracia en que á los soldados que combatian y caian al tomar de la fortaleza de Ampudia me dicen que desciades. Asi, hijos, asi: subid, pelead y morid; y mi alma á osadas «vaya con la vuestra, pues moris en tan justa empresa y demanda tan «sancta.»—Letra del P. Guevara al obispo Acuña, en la cual es gravemente reprendido por ser capitán de los que en tiempo de las comunidades alborotaron el reino; parte 3.^a folio 83.

no hasta encontrarle y decirle que le estaban muy agradecidos los de Burgos, por lo cual si tuviesen algun motivo de temor le pedirian socorro. Esto y la seguridad de haberle ya recuperado la villa de Ampudia templó sus fieros, y nada á gusto de sus capitanes Gonzalo de Barahona y el abad de Ruella volvió la espalda á Burgos, y comenzó á tirar sus medidas para posesionarse de Vitoria. Por aquellos dias sonaron tambien entre los comuneros noticias de la preponderancia que iba tomando el prior de San Juan en tierra de Ocaña, y de haber muerto en Flandes Guillermo de Croy, que por influjo de su tio Chevres ostentaba sobre su cabeza juvenil la mitra de Toledo. A ceñirla á su cana frente aspiraba la ambicion del obispo de Zamora, y el mas vivo deseo de casi todos los capitanes y procuradores de la Junta á separarle del ejército que batallaba en el corazon de Castilla, envidiosos de que un sacerdote fuese el único en imponer temor á los magnates, audacia á los soldados, respeto á las poblaciones y proezas que transmitir á la fama. Por consecuencia de estas rivalidades se dispuso enviarle contra el prior de San Juan, don Antonio de Zúñiga y á favor de los de Toledo; y aceptando Acuña muy complacido un cargo que acariciaba por igual sus vehementes instintos de guerrero y sus bastardas aspiraciones de prelado, dió la vuelta á Valladolid y prisa á los preparativos de su empresa, que detuvo algunos dias una recia calentura postrándole en cama.

A la sazón necesitaba sin demora Valladolid la presencia de Padilla y el refuerzo de su gente, porque los de Simancas, alentados y sostenidos muy principalmente por los de Torrelobaton y Tordesillas, osaban llegar á menudo á las puertas de la poblacion, donde moraba la Santa Junta; hacer saltos á vista de sus murallas, y motejar nominalmente con apodos á muchos comuneros, tras de lo cual solian tornarse impunemente á su ya bien guardado castillo. Y habia tiempo que se renovaban las escaramuzas entre la gente de la Santa Junta y la del conde de Oñate: en alguna de ellas se habia encontrado el obispo de Zamora, antes de

mandar como señor en el territorio que se estiende desde Valladolid hasta muy cerca de Burgos; porque ochenta ginetes que salieron de Simancas á recorrer el campo acorralaron á doce escopeteros de Valladolid en una torre, que se alzaba en medio de unas viñas, á la mitad del camino entre ambas poblaciones: Acuña corrió en auxilio de los comuneros, y como le vieron los de Simancas se desviaron de la torre, y aprestándose á la fuga gritaban á los comuneros; *Perros infieles, volveos cristianos* (1), y al obispo denostaban llamándole *El Lutero de Zamora* (2); insultos que les devolvian los soldados de la Junta, denigrándolos por *traidores y enemigos de la patria*. En este encuentro murieron dos de los simanquinos y de los de Valladolid ninguno. Otro dia proyectaron el conde de Oñate y Tristan Mendez apoderarse de una vacada: para entretener á los de Valladolid, llegó el Tristan con algunos caballos á la puerta del Campo; y de tan impávido valor hizo alarde que, habiéndosele atravesado entre las paredes del angosto puente del Esgueba la lanza, mientras llovía en su rededor una pube de piedras, se detuvo alli lo necesario para sacarla sin romperla y juntarse otra vez á la tropa mandada por el de Oñate. Este emprendió su retirada en buen orden y guardando las espaldas á los que iban ya muy delante con la presa. Por si la recobraban salieron de Valladolid ciegos de cólera y sin concierto hasta unos quinientos infantes con banderas y atambores, muchos de los cuales se pusieron á tiro de los de Simancas enfrente de Argales. Entonces el conde de Oñate preguntó á Tristan Mendez. *¿Qué os parece de esta gente?—Que voto á Dios, señor, que no valen un cornado*, respondió el capitán envejecido en las lides.—*Pues ¡Santiago y á ellos!* repuso el conde, y diciendo y haciendo, cargaron los de á caballo sobre una compañía de los de Valladolid que venian á vanguardia, y que

(1) GONZALO DE AYORA, cap. 37.

(2) Anales de Aragon por el doctor Diego José Dormer, cap. 27, edicion de Zaragoza de 1697.

sin esperar el choque se dieron á huir por las viñas. Sin duda se alentaron con la ayuda de sus compañeros, á quienes ya se veía á corta distancia, y revolvieran contra sus acometedores, á no intervenir en atajar el combate unos frailes franciscanos que, yendo de capítulo, acertaron á pasar por allí en sazón oportuna de ejercer una de las obras mas agradables y meritorias de su sagrado ministerio. En otra cabalgada fuéles mal á los simanquinos, porque les persiguió mucha gente de á caballo, cogiéndoles no pocos prisioneros; y, aunque se salvaron los mas ágiles en Simancas, tanto fué el pavor experimentado en el pueblo por aquel descabro, que el conde de Oñate mandó cerrar las puertas, y que nadie se aventurara fuera del muro, colorando su miedo con decir que quien se habia podido defender en el campo hasta hacer espaldas en su villa, mejor se podría defender á cubierto.

Hostigados con vecindad tan molesta se determinaron los vallisoletanos á poner cerco á los simanquinos, si bien en esta operacion como en todas, se vió á las claras que los comuneros caminaban sin guia; porque en vez de ponerse á caballo sobre el Pisnurga y de adelantarse por sus dos orillas, para ocupar los mejores puestos cerca de Simancas, echaron solo por la izquierda, y, dejando por medio el puente, establecieron su real junto á la ermita de San Lázaro, detrás de los mesones. Sin embargo no era poco estorbar las continuas correrías de los del conde de Oñate; y situados allí lo conseguian del todo; pero, siéndoles menester una incesante vigilancia, con tanta desprevencion vivian y se manejaban que inermes se metian á comer en los mesones por sestear cómodamente; de lo cual provino que un artillero les disparara un falconete, que tenia armado en el mirador que cae sobre el Pisnurga, con tan buena puntería que dando en la puerta de uno de los mesones, la derribó con estrépito pavoroso; y echándose fuera heridos unos, contusos otros, y consternados todos los que un momento antes comian ó descansaban sin recelo, pusieron en grave conflicto á sus camaradas. Afortunadamente les asistió

bastante presencia de ánimo para indagar el origen del estruendo y confusion que les intimidó de pronto; mas lejos de sacar de aquel accidente provecho contra su habitual descuido, teniéndolo cada vez mas inescusable se les encendieron varios barriles de pólvora; de resultas desgraciáronse algunos soldados, y, como se les multiplicaban los contratiempos, no compensádoselos en el asedio la menor ventaja, tomaron la vuelta de Valladolid, y tornaron las cosas á su anterior estado. Aquellos que tenian la guarda de la Santa Junta sufrieron nuevamente los ataques é insultos de la soldadesca del conde de Oñate; y los vecinos de Simancas no podian salir á labrar sus campos sino armados y en cuadrillas y atentos á la reseña de la atalaya para huir en la ocasion del riesgo y acogerse de prisa á sus hogares. De esta suerte un puñado de soldados tenia en constante zozobra á una poblacion como Valladolid importante siempre, y centro ahora de un movimiento en que tanto iba al pueblo castellano (1); ¡y aun no hacia cuatro

(1) Todos los historiadores del tiempo están contestes en la mala vecindad que á Valladolid hizo Simancas. En este punto seguimos con preferencia á Cabezudo, historiador de sus antigüedades. Deseoso de glorificar á la villa, de donde era vecino y párroco, refiere menudamente, é instruido por los que lo vieron, todo lo alli acontecido. Como muestra de los fundamentos con que escribe copiamos la siguiente anécdota que no deja de ser curiosa.—«Oí decir por muy cierto que un hijo de vecino estaba arando con unas mulas en el término de Col-lados, y no se vió hasta que tres hombres de á caballo asomaron por un otero sobre él, que venian por el camino de Zaratán. Y, como los «vió el mozo, por salvar las mulas, quitólas de presto el yugo, y «dándolas de palos con la hijada muy recio, se vinieron las mulas hu-yendo á la villa corriendo. Y como el mozo no podia correr tanto co-mo ellas le alcanzaron los tres de á caballo, y le maltrataron porque «despidió así á las mulas que ellos querian para sí, y le llevaron por «prisionero. Atándole los pulgares le dejaron encima de la cuesta alta «que está á la peña sobre el río, y, apartándose á pacer los caballos, el «mozo se desató y echó á correr, por mejor decir, á rodar por la cues-ta abajo al río, que ya iba medio desnudo, y echándose al agua comen-zó á nadar por el río abajo, porque sabia nadar. Y aunque los tres ca-balleros le fueron acosando y tirándole muchas piedras y otras armas, «por lo que temió pasarse del otro lado del río, por el mismo peligro se «vino chapuzando por la madre del río muy hondo, casi media legua «hasta la pesquera de los Láganos, que está á la vista de Simancas, y á «las voces que dió le salieron á favorecer y se escapó.» Documentos inéditos: tomo I, pág. 550 y 551.

meses que Padilla y Bravo se habian lozaneado tranquilos y satisfechos dentro de Simancas, escitando la curiosidad y hasta la simpatía de sus naturales! ¡Y á pesar de todo el nombre de Padilla seguia siendo símbolo de buena fortuna, alimento del popular entusiasmo, áncora de salvacion de los comuneros!

Ninguna poblacion se resentia tanto como Valladolid de que, siendo cada vez mayores sus sacrificios, asi se alargase y mantuviese indecisa la lucha, dado que por estar mas á la mano hacia frente á los apuros que no consentian espera. No significa esto que las demas ciudades esquivaran nunca concurrir en defensa de la causa comun con gentes y dinero, antes bien, por los dias en que se preparaba Juan de Padilla á emprender una de sus mas insignes jornadas, le llegaron grandes socorros de Avila, Salamanca y Segovia en soldados y municiones, volviéndosele á unir Juan Bravo, espejo de lealtad, desinterés y bizarría, capitan de valer, y cuya perseverante amistad remuneraba en cierto modo al célebre toledano de los sinsabores con que sus émulos le mortificaban de continuo. Pero otras ciudades no experimentaban los ahogos que Valladolid, donde se aposentaba la Santa Junta y el ejército de los comuneros, y casi cotidianamente se tañía á rebato, y chocaban las opuestas opiniones de los que apetecian vivir combatiendo, y de los que solo de la paz á todo trance esperaban la ventura de Castilla. Alli se habia notado discordancia entre el pueblo y los procuradores de las ciudades; unos lo agitaban todo por recobrar su pérdida hacienda, otros por conservar la suya se mezclaban entre los corrillos de las plazas y sugerian ideas que comunicaban incentivo á la herviente discordia. En hacer sacudir la ociosidad á los soldados ganaban Valladolid, aligerándosele no poco de la carga que le oprimia, y la causa de las comunidades, puesta resueltamente en accion y aprovechándose de la proximidad del buen tiempo para caer con el gran número de sus adictos sobre el mucho menor de sus contrarios. Un imprevisto embarazo estuvo á pique de echar á perder el proyecto antes de que madurase del todo.

Cuatrocientas lanzas escogidas de la gente que vino de los Gelbes tenian los comuneros á salario; debíaseles hasta el de los tiempos del rey don Fernando V, por manera que cada uno de aquellos soldados, para quienes lidiar y vencer eran deleite y costumbre, alcanzaba cuarenta ducados, y á ocho mil ascendia el total de la suma. Furiosamente asonados un dia reclamaron su paga; pensar en reducirlos con persuasiones á la disciplina, relajada y aun casi desconocida entonces, parecia escusado; y acallarlos, concediendo lo que pedian en tumulto y en ocasion de escasear el dinero, imposible. Por de pronto como la gente era buena y la pérdida de tales soldados irreparable, cerráronseles las puertas, en lo que ellos encontraron nuevo estímulo para poner entre la espada y la pared á la Santa Junta. No cabia ningun subterfugio; ó aprontar los ocho mil ducados, ó ver á tan aguerrida hueste engrosando el ejército enemigo. Menester fué ceder á la forzosa, tomar del monasterio de San Benito seis mil ducados, que alli tenian en depósito personas particulares, del colegio lo que se pudo, y completar el resto con lo que se pidió prestado.

En dando un feliz corte á este desagradable incidente dilatose muy poco el movimiento de las tropas comuneras. A 16 de febrero marchó de Valladolid Padilla, y en Zaratán, donde se le fueron juntando sus gentes, dispuso el plan de operaciones. No todos los capitanes lo aplaudieron, ni menos disimularon su disgusto, por lo que la diversidad de pareceres amagaba un estrepitoso rompimiento de funestísimo presagio. Conjurólo por dicha el obispo Acuña, que, enfermo como estaba, se hizo llevar á Zaratán en una litera; su autoridad restauró completamente la de Padilla, y las murmuraciones enmudecieron al punto, y con sed de pelear marcharon todos detrás de su gefe, publicando á Torrelobatón su jornada.

De jurisdiccion del almirante era aquella villa, encerrada dentro de fuerte cerca y protegida por almenado castillo: Garci Osorio, segun insinuamos antes, la custodiaba con guarnicion sufi-

ciente; y, como vasallos del mas bien quisto de los gobernadores, por defenderla sus vecinos se hallaban resueltos á arrostrar la muerte. Con ser difícil señorear una poblacion en que tantos elementos de defensa habia, no cabe tachar la empresa de temeraria. Torrelobaton distaba solo tres leguas de Tordesillas, y la rehabilitacion de los comuneros necesitaba no menos que combatir sin descanso, hasta poderlo gozar en torno de la residencia de doña Juana de Castilla, de donde les habian arrojado malamente los magnates.

Mucho antes de amanecer abandonó á Zaratán el ejército de Padilla, compuesto de siete mil infantes, de quinientas lanzas y de la correspondiente artillería; y llegando á vista de Torrelobaton á las diez de la mañana metieronse todos en el arrabal sin disparar un solo tiro. La prudencia exigia explorar el terreno y colocar oportunamente los cañones antes de formalizar el ataque: á nada dió lugar el efervescente arrojo de los soldados, que, avanzándose al muro, pensaron llevarse de calle á sus defensores. Costóles cara la tentativa, que exaltado el natural valor que la lealtad infunde, y mas cuando se batalla por vida y hacienda, con el agravio de tenerles en tan poco sus acometedores, que así creyeran arrollarlos á la primera embestida, asestaron los de Torrelobaton con indecible furia sus arcabuces y ballestas contra los que pugnaban por trepar al muro á favor de escalas, en su mayor número cortas, é hicieron en ellos grande estrago. Casi todo el día duró la mortífera, y para los de Padilla estéril faena: por último éste mandó tocar retirada, encontrando ser mejor consejo batir primero la villa y entrarla luego por capitulacion ó por asalto, que, con tiempo y mesura, fuerzas le sobran para todo.

Treguas puso la noche al combate, á los populares dió espacio para disponerse á atacar á Torrelobaton menos al descubierto, y esperanzas á sus guardadores de ser prontamente socorridos por los de Tordesillas. De ambas partes se rompió el fuego con mas estrépito que daño al despuntar la siguiente aurora; por-

que la artillería de los comuneros estaba apuntada á lo mas sólido del muro, y desde sus almenas y saetas no eran tan ciertos los disparos como el dia antes, moderada ya la temeridad de los que lidiaban fuera. Ademas hizo que desmayara el combate la aparicion de alguna fuerza de á caballo sobre un ribazo poco distante. En calidad de esploradora la habia enviado el almirante, apenas supo la intencion del capitán general toledano, mientras venian á contrariarle las guarniciones de Portillo y Simancas. Del arrabal de Torrelobaton se adelantaron algunos soldados á reconocer aquellos ginetes; estos bajaron á la llanura y escaramucearon con poca pérdida unos y otros. Al tercer dia de ataque, lo mandaron los comuneros hácia el lado mas flaco de la cerca, y los resultados de esta determinacion acertada se tocaron en breve, desmoronándose las obras de defensa al golpe de las bombardas y abriéndose portillos que, con ser todavía angostos, ponian cebo al valor de los populares. Allá se lanzaron intrépidos y desordenados los de Valladolid y Toledo, anheloso cada cual de que ninguno se le adelantase en presteza ni en arrojo. No les fueron en zaga los sitiados; antes bien presentaron sus pechos por muralla al recio ímpetu de sus enemigos, y les obligaron á replegarse despues de durar la lid gran pieza de tiempo, no sin que muchos hallaran la muerte donde buscaban la victoria.

A disputársela vinieron en esta sazón bastantes ginetes y algunos peones de Portillo y Simancas con el conde de Haro á su cabeza. Meditado traia este caudillo dar el rebato por una parte del arrabal, simulando allí todo el empeño de la jornada, mientras don Francisco Osorio, señor de Valdeorenquillo, burlaba la vigilancia de los comuneros y metia refuerzos á los sitiados. Como en el ejército de los gobernadores escasease la infantería, el almirante envió á decir al de Haro que fueran hombres de armas los que á Torrelobaton diesen ayuda; al conde no pareció bien este mandato por lo mucho que fiaba de los ginetes en las llanuras de Castilla. Es fama que desabrido el almirante de no venir el de Haro

en su consejo, vengóse enviándole, en lugar de las escalas con que los auxiliadores debian salvar el muro, aviso de volverse bajo el supuesto de que, por sus noticias, Torrelobaton tenia cuanto necesitaba de gente y de defensa. No obstante la prohibicion expresa, prestáronse algunos caballeros á entrar los socorros á favor de la noche; pero al cabo siendo el almirante superior en autoridad al conde de Haro, y suya la villa que intentaban favorecer eficazmente, sus órdenes prevalecieron y las tropas se tornaron á Tordesillas, no sin algunas pérdidas habidas en encuentros parciales con los arcabuceros sitiadores, que, cubiertos detrás de las tapias y cercados, herian á mansalva á los que se les aproximaban á tiro.

Una vez libre Juan de Padilla de observar los movimientos de los auxiliadores, y no descubriendo, á la luz de la nueva aurora en el contorno, rastro alguno de que se acercasen á insistir en su proyectada tentativa, apresuróse á dividir sus fuerzas y á generalizar por todo el radio de la poblacion el ataque. Su resolucion enérgica tuvo merecido premio por coincidir ademas con el exceso de fatiga, que tenia la guarnicion ya muy debilitada. Roto el fuego rindiéronse por una parte los defensores, al par que cedieron á un terrible asalto por otra, y la villa fué entrada á saco y preso Garci Osorio su gefe. A vista de este desastre cayeron de ánimo los que guardaban el castillo, y un dia despues lo entregaron á condicion de quedar libres las personas y con la mitad de su ropa y hacienda (1).


Al divulgarse por el reino el éxito de esta jornada no tuvo límites el alborozo de las ciudades. Todos consideraron plenamente compensado el malogro de la expedicion á Rioseco, y se dieron mil parabienes de que solo faltase á los comuneros avanzar un paso para someter á los de Tordesillas; paso nada dificultoso con tal de

(1) MEJIA refiere la toma de Torrelobaton muy por menor en el capítulo 46 del lib. II.—MALDONADO en el lib. VI.—ANGLERIA en la epistola 744.—SANDOVAL en el lib. VIII, pág. 434 á 436.

que no lo retardaran un solo instante y de que el golpe sucediera súbito al amago. Nunca habian tenido ocasion los populares de ensayar tan insignemente su denuedo y constancia, apoderándose á escala vista y tras repetidos choques de una poblacion bien abastecida y murada, sustentada obstinadamente por una guarnicion numerosa. Dos veces se habia intentado por los próceres prestarla ayuda, y ninguna de ellas lo llevaron á cabo; y como se ignorase el origen de abandonar á Torrelobaton á sus propias fuerzas, en la duda los vencedores atribuyeron aquel equívoco proceder á miedo de sus contrarios. Y en verdad tuviéronlo grande, tanto por la importancia del lugar que habian perdido como por la reputacion que ganaban los comuneros, á quienes se agregaron resueltamente los que indecisos y receloso se mantuvieron hasta entonces á la capa (1).

Todo parecia en adelante hacedero con un gefe de las prendas de Juan de Padilla: en su triunfo no se echó de menos ninguna de las demostraciones que abrillantaron y enaltecieron los mas insignes de renombrados capitanes. Hubo por desdicha confianza de sobra, gravísimo error en suponer que se habia llegado á la cumbre, estando aun á la mitad de la pendiente, é imperdonable olvido de que se han deshojado muchos laureles, al parecer inmarcesibles, porque, ganada una batalla, nacieron á los vencedores descuidos del buen suceso, tornándoseles por consecuencia la delicia en angustia y el néctar en ponzoña.

(4) Sobre el efecto que hizo en los imperiales la toma de Torrelobaton, véase el apéndice número X.



CAPITULO VIII.

TRATOS PARA LA PACIFICACION DEL REINO.

Correspondencia del padre Guevara con los comuneros.—Contestaciones entre Valladolid y el almirante.—Junta de las ciudades andaluzas.—Nueva instruccion del emperador de Alemania.—Laso de la Vega negocia con fray Garcia de Loaisa y con fray Francisco Quiñones.—Tercia Alonso de Ortiz en los tratos.—Plan de Laso de la Vega.—Viage de Ortiz á Tordesillas.—Peligro en que estuvieron las negociaciones.—Fray Pablo de Villegas en la Santa Junta.—Se concierta una tregua.—No la observa ninguno de los dos bandos.—Puntos en que se conforman para restablecer el sosiego.—Se rompen las negociaciones.—Pregon contra los comuneros.—Pregon de Valladolid contra algunos magnates.

Primero de caer sobre Torrelobaton los comuneros se habian probado diferentes vias para asentar la concordia. Siempre imaginaba el almirante lograrla á impulsos de su buen deseo, harto evidente en todo lo que ejecutaba y decia. A instigacion suya se comunicaba fray Antonio de Guevara por cartas con los que mas hacian fermentar las disensiones, espresándose tan áspere y des-templadamente como de costumbre, y acibarando asi las voluntades en vez de mitigar su arraigado encono. Al obispo de Zamora amonestaba á recogerse, arrepentirse y enmendarse, recordándole

que ya tenía dentro de su mayorazgo los sesenta cerrados, y se preciaría muy pronto de los sesenta cumplidos, por lo cual parecería razonable que ofreciese á Dios los saloados siquiera el que tanta harina había dado al mundo; que dejase de leer en Vejecio las cosas de la guerra y aprendiese en San Agustín las de la doctrina cristiana; y que no se empeñase en obtener por armas lo que no merecía por virtudes (1). Dirigiéndose á Padilla ponderaba la limpieza de su sangre, la honradez de su parentela, la antigüedad de su casa, la escelencia de su condicion y su acreditada cordura; le instaba á no olvidar que las guerras civiles y populares valian y duraban poco, y que, una vez acabadas, tenían por costumbre los príncipes perdonar á los pueblos y descabezar á los capitanes; y sobre todo le recomendaba no envanecerse porque le apellidaran padre de la patria, refugio de los presos, caudillo de los agraviados y restaurador de Castilla, pues los mismos que hoy le celebraban por redentor del reino, le denigrarían por traidor mañana; y si el perezoso borra su defecto desde que madruga, el deslenguado desde que calla, y el furioso desde que se temple, la nota de traicion no hay agua que la lave, ni escasa que la cohoneste (2). De llamar á Acuña viejo (3) y vicioso, sintiéndose con bríos juveniles y destinado á desagraviar á los castellanos, y de amenazar á Padilla con la nota de traidor, sabiendo por experiencia que lo es solo el vencido, y creyéndose en vísperas de la victoria, podría deducirse en puridad que el franciscano Guevara tenía mas anhelo de desahogar su corage, al ver decadente la opinion que seguía, que de que terminara la fratricida discordia con un abrazo. Su lenguaje destemplado y hasta grosero con la esposa de Padilla proporcionaría un nuevo dato á quien

(1) Epístolas familiares.— Letra para el obispo de Zamora, folios 70 y 74.

(2) Letra para don Juan de Padilla, en la cual le persuade el autor que deje aquella infame empresa; folios 76 y 77.

(3) Todos los escritores dan á Acuña sesenta años al tiempo de empezar la revuelta de las comunidades. DORMER fija la época de su nacimiento en el año de 1459.—*Anales de Aragon*, cap. 20, pag. 257.

juzgase de este modo. Despues de escudarse con que doña Maria Pacheco, indignada de la carta escrita al capitan toledano por el padre Guevara, le habia respondido en otra calificándole de fraile irregular, desbocado, absoluto y aun disoluto, moja en hiel su pluma y previene á la dama que no se queje si la acierta en la cabeza alguna herida, ya que ella echó primero mano á la espada. A pesar de tan furibundo amago, causa desagradable estrañeza que un religioso con ínfulas de pacificador de un reino, escribiera á la muger del caudillo del bando mas numeroso. « Si las historias « no nos engañan Mamea fué superba, Medea fué cruel, Marcia fué « envidiosa, Populia fué impúdica, Zenobia fué impaciente, Helena fué invereconda, Macrina fué incierta, Mirtha fué maliciosa, Domicia fué mal sóbria; mas de ninguna he leido que sea « desleal y traidora, sino vos, señora, que negasteis la fidelidad « que debíades y la sangre que teníades... » « Suelen ser las mugeres naturalmente piadosas, y, vos, señora, sois cruel; suelen « ser mansas, y, vos, señora, brava; suele ser pacíficas y vos sois « revoltosa; y aun suelen ser cobardes y vos sois atrevida. » Además la acusaba de andar en hechicerías con una negra; y aludiendo á haber entrado la doña Maria en la catedral de Toledo de hinojos, vestida de luto, dándose golpes de pecho y sollozando, á tomar alguna plata para acudir á los gastos de la guerra, decíala con impio y sarcástico deleite; « Los hombres cuando hurtan temen, y cuando los aborcan lloran; en vos, señora, es lo « contrario; pues al hurtar llorais, pienso que al justiciar reiréis (4). » Alma de hielo hubiera necesitado tener la esposa de Padilla para llegar á los últimos renglones de tan desaforada carta, en los que la pedia el franciscano *humildemente*, que atajara los males del alboroto, despidiera á su gente, recogiera á su

(4) Segun la proposicion que sienta el padre Guevara acerca de que los que temen cuando se lanzan al hurto, lloran junto á la horca, lógico hubiera sido decir; *pues al hurtar llorais, pienso que al justiciar temeréis*: hubo de parecerle sin duda floja esta amenaza, y trastornó el retruécano por dar vado á su coraje.

marido, sosegara su corazon, diera al diablo hechicerías y tuviera piedad de Toledo (1). Forjado en un mismo molde el capítulo de culpas contra estos tres personajes, complementábalo un argumento muy favorito del fraile y en su opinion de sólida fuerza. De aquellos disturbios le tocaba hacer mencion especialísima en calidad de cronista del emperador de Alemania, y por tanto anunciaba al obispo, á Padilla y á la esposa de éste, que, prescindiendo oídos á sus consejos, les señalaría un lugar entre los varones ilustres; pero que, de obstinarse en el propósito comenzado, aumentaría con sus nombres el catálogo de los tiranos y rebeldes (2). Tan inmodestas amenazas provocaban la risa de aquellos á quienes se proponia intimidar el franciscano, porque le veian hacer profesion de humilde, y no caerle nunca de la boca la excelencia de su abolengo; predicar el retiro y andarse suelto por el mundo; reprender los vicios de la corte y no saber disimular su vocacion de palaciego, y siendo uno de los hombres, en quien estaban siempre reñidas las palabras y las obras; dominándole mas

(1) Letra para doña Maria de Padilla, folios 79, 80 y 84.

(2) Sobre este punto decia al obispo de Zamora.—«He querido, señor, traeros á la memoria esta historia para que sepais cómo soy predicador y cronista de su magestad; en la cual imperial crónica habrá «asaz memoria de vuestra señoría, no que fuisteis padre y pacificador «de vuestra patria, sino mullidor é inventor de toda esta guerra. Todas «estas cosas que vuestra señoría ha hecho las dejaría yo de escrebir, «si vos, señor, las quisiéredes enmendar, y aun remediar; mas yo os «miro con tales ojos que antes, perderéis la vida con que vivis que la «opinion que seguis.» Fol. 76.—A Juan de Padilla.—«Si vos, señor, tomárais mis consejos asentaraos yo en mis crónicas entre los varones ilustres de España; es á saber, con el famoso Viriato, con el venturoso Cid, con el buen conde Fernan Gonzalez, con el caballero «Tirian y con el Gran Capitan, y otros infinitos caballeros, dignos de «loar y no menos de imitar. Pues quisistes y quereis seguir y creer á «Hernando de Avalos y á los otros comuneros, seráme forzoso de «asentarnos con el catálogo de los famosos tiranos; es á saber, con el «alcaide de Castronuño, con Fernan Centeno, con el capitan Zapico, con «la duquesa de Villalba, con el mariscal Pero Pardo, con Alfonso Trujillo, con Lope Carrasco y con Tamayo el Izquierdo.» Fol. 77.—Casi todos estos nombres cita igualmente en la carta á doña Maria Pacheco, manifestando además que el mariscal Pero Pardo habia sido degollado, el alcaide de Castronuño desterrado y el capitan Zapico empozado. Fol. 80.

que á otro alguno la pasión por la parcialidad á que se había agregado, si le ensoberbecia la vanidad de creerse árbitro de imponer su opinión á las generaciones venideras, por su parte los que capitaneaban el opuesto bando tenían fé en su justicia y nada se les daba de los elogios ni de los vituperios que les dedicase en sus crónicas fray Antonio de Guevara.

Tono mas conveniente usó con los de Valladolid el almirante previniéndoles que sin excusa ni dilacion se redujesen á la obediencia, y suplicasen con el debido acatamiento la reparacion de sus agravios para que se proveyese lo justo. Se le respondió por los populares volviéndole las tornas y asentando que los que habían de reducirse á la obediencia eran el almirante y los suyos por estar en deservicio de los reyes; y á la réplica inmediata y no muy cortés que este mensaje inspiró á los de Tordesillas, enviaron los de Valladolid una contestacion bien meditada, elocuente, irrefutable. De fieles blasonaban en ella, porque la fidelidad consiste en obediencia al soberano, en pagarle lo que de lo temporal se le debe, y en esponer la vida por su servicio, en lo cual siempre se había esmerado el reino, contradiciéndolo por interés y costumbre los magnates. Ellos prendieron durante su menor edad á Juan II, y las comunidades le pusieron en salvo: ellos alzaron en Avila por rey á don Alonso contra Enrique IV, y después opusieron al estandarte de Isabel la Católica el de doña Juana la Beltraneja, y por las comunidades fueron vencidos en Olmedo y en Toro. Entre tanto los pueblos habían enriquecido á los reyes y empobrecido los grandes, quitándoles sin cesar vasallos, alcabalas y otras rentas, de suerte que en el largo camino que separa á Valladolid de Santiago no tenia el rey sino tres lugares. Así se veia obligada la corona á imponer nuevos tributos, y los pueblos lo resistian, no por mermarla sus rentas, antes bien por aumentárselas con el mando y señorío que los próceres le tenían usurpado. Solo aspiraban los castellanos á que el monarca escuchase sus clamores, y á que no prendiese á sus mensajeros,

en la seguridad de que no querrian que se atendiesen sus peticiones, no siendo justas (1). Si, á pesar de la rectitud de sus intenciones se les hacia ilegítima guerra, ellos se disponian á sostener lides por la libertad del rey y de la patria, al par que los grandes prestaban al monarca un servicio simulado, pues tanto contarían al rey de aquella discordia que el resto del reino les parecería galardón mezquino. Véase en esta carta la verdadera clave del levantamiento y guerra de las comunidades castellanas, y forzoso es decir que, colocada en terreno tan natural y propio, la cuestión no tenia réplica posible, y el mismo Carlos de Gante, hombre de corazón, celoso de su poder y muy levantado de entendimiento, la hubiera resuelto en fin en favor de los populares, quedándose en Castilla, y no embarazándole para gobernar con gloria sus extensos estados la superfetación del imperio de Alemania.

Ahora hacia ya mas caso de lo que le noticiaban los gobernadores, sin duda porque después de recuperadas Tordesillas y Burgos no miraba como cosa perdida el reino castellano, y mas con lo que se le participaba de otras provincias. Cataluña y Aragón estaban tranquilas, Valencia alborotada, aunque no en contacto con la Santa Junta, que en Avila, Tordesillas y Valladolid habia ejercitado ó ejercitaba su ascendiente. Muy pronto se disiparon los síntomas de sedición en Galicia: también se aplacó Estremadura; en Andalucía hubo al fin demostraciones harto significativas contra los comuneros. Reuniéronse los diputados de las ciudades con beneplácito de los gobernadores, en la Rambla de Córdoba, y se juramentaron para impedir los alborotos, auxiliar las justicias del rey en cada pueblo, no obedecer ninguna provision de la Junta, prender á sus portadores, y formar ejército, si los comuneros enviaban allá algunos capitanes (2). Por escrito requi-

(1) Sandoval inserta esta notabilísima carta, cuya fecha es de 30 de enero de 1524, en el lib. VIII, pag. 424 á 423.

(2) PERO MEJIA trae estos pormenores en el lib. II. cap. 48. SEPULVEDA habla de la reunion de las ciudades andaluzas en el lib. III., página 74.—MORGADO, *Historia de Sevilla*, cap. 14. folios 87 y 88, edicion

rieron á Toledo y á otras ciudades que dejaran la vez de comunidad, y ofreciéndoles ser buenos intercesores en lo tocante á su perdon y justas solicitudes; y acabaron por establecer la gente con que debia contribuir cada ciudad ó villa, y la manera de juntarse, sobre todo lo cual enviaron al emperador mensajero propio, suplicándole que acelerase su vuelta y la verificase por algun puerto de Andalucía, donde hallaría toda la gente de á pié y de á caballo que necesitase, y podria despedir la tropa estrangera. Túvose el rey por muy servido de esta confederacion de los andaluces, que fué confirmada por los gobernadores y de la que pensaron en sacar partido desde luego para engrosar su hueste. Asi, tomando por tipo la fuerza con que se habia comprometido á acudir cada una de las poblaciones confederadas, se propusieron juntar con ella y con la que proporcionaran algunos señores de Andalucía y Estremadura seis mil diez hombres de todas armas (1). No quiso el rey que se pidiese á provincias pacíficas esta gente por no dar ocasion á alborotos. Otras instrucciones, con que acompañó la negativa mencionada, le parecieron suficientes para buscar término á la guerra reconcentrada en el territorio castellano.

Ante todo se excusaba el rey de que se detuviesen sus despa-
chos, porque estando acordados unos, llegaban otros que hacian

de Sevilla de 1587.—Las poblaciones andaluzas confederadas fueron las siguientes: Sevilla, Córdoba, Ecija, Jerez, Antequera, Cádiz, Ronda, Andújar, Gibraltar, y las villas de Martos, Arjona, Porcuna, Torre de don Jimeno, y Carmona.—ORTIZ DE ZUÑIGA. *Anales eclesiásticos y seculares de Sevilla*, lib. XIV, pag. 476, edicion de Madrid de 1667.

(1) Los gobernadores pedian á Córdoba mil infantes, á Jaen trescientos, á Trujillo doscientas cincuenta lanzas, á Badajoz cien infantes, á Baeza doscientos, á Ecija trescientos, á Ubeda doscientos, á Jerez ciento y cincuenta lanzas, á Cáceres doscientos infantes, á Andújar mil y cincuenta, á Ciudad-Real ciento veinte, á Carmona ciento cincuenta, al duque de Arcos sesenta lanzas, al conde de Ureña sesenta ballesteros de á caballo, á don Fernando Enriquez veinte lanzas, á don Pedro Rodrigo Mexia otras veinte, al conde de Palma otras veinte, al marqués de Tarifa ochenta, al marqués de Comares treinta, al conde de Ayamon otras treinta, al marqués de Villanueva veinte, al conde de Cabra cincuenta, y al duque de Medina-Sidonia ciento.

mudar el acuerdo. Despues recomendaba mucho que se juntara á la mayor brevedad don Iñigo de Velasco en Tordesillas con el cardenal y el almirante. Acerca de dineros se valdrian acá segun pudiesen, pues allá habia harta necesidad de ellos. Haciéndose cargo de haber abandonado don Pedro Giron la causa de las comunidades, decia con frialdad que cuando el veleidoso magnate pidiese algo resolveria lo mas oportuno. Rotundamente vedaba que se entrase en tratos con el obispo de Zamora. Absteniase de soltar prenda sobre perdonar á don Pedro Laso, al conde de Salvatierra y demas principales movedores de la discordia, enunciando someramente que en todo caso habria que reservar el derecho á las partes que se considerasen agraviadas. Sin restriccion alguna indultaba á la gente que vino de los Gelbes y se habia incorporado á los comuneros, siempre que al saber esta resolucion benigna los abandonase. Por fin estrechaba á los gobernadores á socorrer el alcázar de Segovia, y asentia á su determinacion de trasladar de Valladolid á Arévalo y Madrigal la chancillería y el estudio (4).

No pudo tener efecto esta última medida, porque apenas se presentó en Valladolid el clérigo comisionado para notificarla y hacer que fuese ejecutada, sublevóse el pueblo y acordó la audiencia, solicitando que le entregasen el clérigo con tal furia que hubo necesidad de acceder á su demanda. Entonces unos le condujeron á la cárcel pública mientras otros pedian las provisiones, y aunque el presidente lo escusó breve rato, bajo pretexto de comunicarlo con los oidores, se las dió á mas no poder, temeroso de que los alborotadores prendieran fuego al edificio, como de cierto lo hicieran á no salirse con la suya. Casi todas las demas disposiciones se resentian igualmente de estar dictadas lejos de la ocasion y del peligro, y eran vano papel dado al viento. El condestable no podia unirse por entonces á sus compañeros de go-

(4) Sandoval estracta esta instruccion en el lib VIII, pág. 446 y 447.

bernacion sin grave riesgo de que otra vez se alzara Burgos. Ni habia medio de que el cardenal y el almirante, por acudir á Segovia, distrajesen un solo soldado de la guarda de Tordesillas y su comarca. Hallándose apretados los gobernadores, una fina política aconsejaba que no se mostrasen ceñudos, inflexibles, ni muy exigentes con los que se allanasen á tratar de restablecer el sosiego, ni pocos en recompensar al primer individuo de nota que habia desertado de las comunidades, pues viva aun la llama de la discordia, era prematuro condenarle al desprecio, único galardón que la moral pública señala á los traidores. En lo de atenerse á los recursos pecuniarios que les sugiriese su industria, no quedaba eleccion á los gobernadores, pues no les habian de traer dinero de Alemania, y ciertamente la penuria, con que ellos iban tirando, no era el mejor estímulo para atraer á su lado á la tropa de los Gelbes, que alli se inclinaba donde veia mas largueza.

Advirtiéndose tal disonancia entre lo que el rey decretaba, y la situacion de Castilla, dadoses el cardenal y el almirante del que habian de adoptar por mejor partido, se entendieron con la Santa Junta para solicitar diez dias de treguas. Alli se sospechó que solo por rehacerse descendian los señores á súplica semejante, y, no aviniéndose estos á depositar con los de Valladolid cinco mil marcos de plata y á que los perdiese el que, acordadas las treguas, no escrupulizase quebrantarlas, al punto de entablarse la negociacion quedó rota. En venganza al dia siguiente hicieron los de Tordesillas el inútil alarde de enviar á los de Valladolid un trompeta con una carta, desafiándolos á sangre y fuego, á la que contestaron los vallisoletanos diciendo á los gobernadores que se quitasen de aquel mal propósito, y desafiándolos tambien á fuego y sangre.

Asi las cosas, con intervalo de pocos dias vinieron á Valladolid fray García de Loaisa y fray Francisco de Quiñones, religiosos muy reputados por su virtud y doctrina, y que, andando los años, fueron sucesivamente confesores del emperador de Alema-

nia, y ornaron sus frentes con la mitra y el capelo (1). Naturales de Talavera el uno y de Leon el otro, tenian en Castilla grandes conexiones, fuera del ascendiente que les daba su categoria en las órdenes religiosas mas populares, por ser el primero general de la de predicadores y el segundo provincial de la de franciscanos. Su edad madura, no avanzada, no desdecia de la veneracion que inspiraban su saber y su clase. Traíales su sed de paz al seno de la discordia; y en procurar que saliesen airosos de su santo empeño quiso don Pedro Laso buscar la gloria, que acababan de rehusarle los que para dirigir la guerra le pospusieron con razon y por desgracia á Padilla (2). Avistóse al punto con los dos religiosos, y mas con fray García de Loaisa, de quien era particular amigo, revelándoles su intento de contribuir á la estirpacion de las disensiones, que tenian revueltos

(1) Los señores Salvá y Baranda encabezan en el tomo XIV de los documentos inéditos la correspondencia de fray García de Loaisa con un epitome de su vida. Estensamente se halla en la *Historia de Santo Domingo y de su orden de predicadores*, empezada por fray Hernando del Castillo y seguida por don fray Juan Lopez, obispo de Monopoli. El primer tomo, único que escribió al P. Castillo, fué impreso en 1584; el cuarto, en que el P. Lopez, habla de fray García de Loaisa, es de 1645. Despues de haber llegado este religioso hasta provincial en la orden de predicadores, se le eligió general en Roma el 40 de mayo de 1548: sucesivamente fué obispo de Osma, de Sigüenza, cardenal y arzobispo de Sevilla, donde murió el jueves santo 24 de abril de 1546 á la edad de 67 años. Su biógrafo le llama hombre de buena fortuna, y añade que tenia cierta naturaleza muy á propósito para llevar tras sí los ánimos de los hombres, y que á pesar de lo grave, representaba mucha humanidad y dulzura. Véase la precitada historia, parte 4.ª, cap. 34, pág. 89, edicion de Valladolid, 1645. Zuñiga en los *Anales de Sevilla*, lib. XIV, pág. 503, dice que la niñez de fray García de Loaisa fué traviesa é inquieta; que una vez le halló el maestro de novicios escribiendo con un carbon en las paredes dignidades que despues tuvo; que fué rígido de condicion, enemigo de frailes y clérigos y muy inclinado á que todos observaran sus estados. Alcanzó grandes riquezas portándose con parsimonia, aunque, siendo larguísimo en limosnas, no parecia podia sobrarle para guardar. De fray Francisco de Quiñones escribe el maestro Gil Gonzalez Dávila en su *Teatro eclesiástico de las iglesias metropolitanas y catedrales de las dos Castillas*, hablando de la de Coria; tomo II, pág. 462 y 463; edicion de Madrid, 1647.

(2) Sobre la repentina mudanza de Laso de la Vega, léase el apéndice núm. XI.

á los castellanos. Con afanosa benevolencia le acogieron y animaron á perseverar en su excelente designio los que no acariciaban otro en su mente; y con esto menudearon las visitas que les hizo Laso de la Vega. Pero tantos ojos habia fijos en su persona, y tales sospechas iban engendrando sus frecuentes entradas y salidas en los conventos de San Pablo y San Francisco, que, por consejo de algunos procuradores de la Junta, iniciados en el secreto, hubo que elegir una tercera persona para no romper el hilo de las negociaciones entre el don Pedro y los citados frailes. A este efecto se designó á Alonso de Ortiz, aquel jurado de Toledo, contino del rey, que en Santiago y en la Coruña trabajó con grande ahinco cerca de Chevres, para que se otorgaran las peticiones, cuya negativa produjo el levantamiento general de los castellanos.

En realidad don Pedro Laso de la Vega no imaginó consumar una traicion abominable, pues no se propuso adherirse á los gobernadores y dejar á las comunidades en el atolladero, sino acaudillar al bando que ansiaba la terminacion de los disturbios, que lo tenian paralizado todo. Su ambicion no le consentia ocupar el segundo puesto en unas alteraciones, en las cuales suya fué la iniciativa, y suya la tenacidad en seguir al rey por toda Castilla de pueblo en pueblo, haciéndole súplicas que le importunaban y que pudieran ocasionar al mensajero toledano graves desabrimientos y perjuicios. Por conducto de Ortiz manifestó al padre Loaisa que de la Junta estaba en su mano sacar á los procuradores de Segovia, de Avila, de Madrid, de Murcia y algunos de los de Toledo, y del ejército parte de la gente de á pié, de á caballo y de artillería. Esto habria bastado para la completa disolucion de las comunidades, en realizándolo sin su cuenta y razon el don Pedro; mas no desentendiéndose de lo que habia defendido hasta entonces solicitando en cambio de su sumision y las de sus compañeros casi todo lo esencial de lo que la Santa Junta suplicó al rey en su memorial de Tordesillas, y segregando solo de su testo lo que parecia exagerado, quizá puede decirse del competidor de

Padilla que la memoria de su agravio le iluminaba el entendimiento, y le impelia hácia la única senda, en que á todos era dado juntarse sin desdoro. De esponer los unos sus quejas y de cejar los otros del temerario designio de ser pequeños soberanos en Castilla, nacer podia la avenencia de voluntades, no quedando vencidos ni vencedores tras la sañosa contienda.

Para seguir con fruto la negociacion inaugurada de esta suerte, y muy á gusto del general de dominicos, se instaló el franciscano Quiñones en el monasterio de Santa Clara de Tordesillas. Ortiz salió de Valladolid como de paseo á la caída de la tarde caballero en una mula, que cambió en las huertas por un caballo que allí le tenia aparejado gente de su servicio. De un vuelo se plantó en Tordesillas á enterar al almirante de las proposiciones del presidente de la Santa Junta; largamente y con sigilo se platicó el caso, y á los cuatro dias trajo á Valladolid el mensajero una respuesta por la que se calculaba lo mucho que se habían escatimado las concesiones. Laso de la Vega se desazonó de no encontrar al almirante tan condescendiente como pensaba, y en desquite de la altanería de los próceres, tentado estuvo por dar al traste con sus proyectos de concordia. Mantúvole en ellos fray García de Loaisa, quien otra vez envió á Ortiz á Tordesillas, estrechando con ardientes recomendaciones al gobernador don Fadrique Enriquez á no desperdiciar la ocasion de paz que le deparaba la fortuna.

Por sí el almirante no ponía á los capítulos de Laso de la Vega ningun reparo, armonizándose en gran manera con sus particulares opiniones; mas para abandonarse á ellas molestábanle sus lamentos y le obligaban á imprimirlas un sesgo algo diferente del que tomaban cuando procedía libre de agenas consultas. Sobradamente lo acredita el mensaje particular que envió por este mismo tiempo á la esposa de Padilla, tan fino y urbano como soez y destemplada era la carta, que fray Antonio de Guevara la dirigió poco antes, siendo muy digno de atencion el contraste que resulta

del parangon de ambos documentos, en que se descubre el desentonado corage de un ministro de paz y el paternal comedimiento de un hombre de guerra. Manifestaba á la Pacheco el almirante lo mucho que le habia alborozado hallar á Juan de Padilla, apartado de las comunidades á su venida de Cataluña para encargarse de la gobernacion del reino; alborozo que no tuvo medida cuando supo que salia de Toledo con gente de armas, por suponer que iba á incorporársele en Tordesillas, y que se le convirtió en tristeza, viéndole torcer camino hácia Valladolid desde Medina del Campo. Despues explicaba haber puesto por obra su voluntad de asociarse á las justas demandas del reino malamente degeneradas en pasiones particulares. Conociéndose su intencion en toda Castilla, la instaba á que fuese ó enviase á saber de su boca la certeza de lo que de sus honrados deseos se publicaba por muchos, para que le ayudase á cortar los daños sobrevenidos con atajos santos y buenos, asique se persuadiese de no arriesgar nada en fiarse de sus palabras, segun las cuales mas otorgaria el rey á sus súplicas que á sus armas. Tarde venian estas sanas amonestaciones que, propagadas á los principios del alzamiento por voz tan autorizada como la del almirante, dejaran bien paradas y sólidamente robustecidas las libertades del reino, puestas ahora en tela de juicio y en conflicto muy grave.

Animado de tales sentimientos el mejor y mas capaz de los tres gobernadores, hubo de esforzar enérgicamente la buena razon, en que se fundaban sus deseos, para lograr que en el segundo viage de Ortiz á Tordesillas se aprobaran por los grandes, antes disidentes, los capítulos en que insistia Laso de la Vega. Entre la gente comun de Tordesillas y aun entre los próceres menos principales nada se traslucia de lo negociado en el monasterio de Santa Clara y en la celda de fray Francisco de Quiñones, adonde subia despues de misa el almirante, platicaba con el religioso y con Ortiz, que alli se habia hospedado de noche, y de este modo sus frecuentes entrevistas no suscitaban el menor recelo.

Dos traslados se sacaron de los capítulos acordados, y al pié de uno de ellos estamparon sus firmas el cardenal y el almirante. Por miedo á los que en Valladolid guardaban las puertas no osó Ortiz llevar consigo la escritura, y se convino en que fray Francisco de los Angeles en el claustro, de Quiñones en el siglo, la pusiese en el monasterio del Abrojo, adonde enviaria don Pedro Laso á recoger la persona de su íntima confianza. Su parte cumplió el fray Francisco resguardado por veinte lanzas, que le facilitó el conde de Oñate: de la de don Pedro Laso de la Vega fué al Abrojo en busca de la escritura su confesor fray Pedro de San Hipólito, monge gerónimo del monasterio del Prado. A la puesta del sol, y ya muy cerca de Valladolid, descubriéronle unos soldados; y, como venia por el camino de Simancas, entraron en sospechas de que anduviera de espionage, por lo que le cercaron y metieron en Valladolid, llamándole traidor, y anunciándole que le iban á desnudar para ver si era portador de ocultos avisos ó papeles. Prodigiosa serenidad hubo monester el fraile para que en la alteracion de su rostro no se trasluciera su secreto, y para someterse á que le registrasen sin resistirlo ni aun de palabra. Su vida pendia de un hilo, cuando dentro de un meson de la puerta del Campo le apearon de la mula en medio de gran gentio, que alli se habia agolpado al rumor de la noticia: salvóle sin duda la confusion originada por aquel tropel de curiosos, pues con la velocidad del pensamiento, al apearse el padre gerónimo, trasladó disimuladamente de su manga á la de un fraile de San Francisco, que alli estaba por acaso con algunos otros, los papeles, encargándole que los echase al fuego. Tras esto le desandaron del todo, no le encontraron nada, y le soltaron de órden de un regidor de la villa. Antes de quemar los papeles leyólos el franciscano á varios de su órden, con lo que se hizo público el suceso; y, reconvenido don Pedro Laso, mostróse consumado en las artes del fingimiento, negando el cargo, y sosteniendo que aquello hacian los próceres para introducir desunion en la Junta. Asi acalló las sospechas y volvió á anudar las

negociaciones, despachando á Tordesillas á fray Pedro de San Hipólito á noticiar el caso al almirante, que tuvo gran pesar del trance horrible en que estuvieron los que le daban ayuda, y vió la mano de Dios en haber salido á lo último bien librados. El monge gerónimo pasó de noche de Tordesillas á su monasterio del Prado con otra copia de la escritura, y un criado de Ortiz la puso con toda felicidad en manos de Laso de la Vega.

A vueltas de estos tratos, que desde su comienzo ofrecian tantas dificultades y estaban erizados de tantos peligros, quedaba por hacer todo, pues nada mas se habia logrado que proporcionar á don Pedro Laso un documento, para que caminase en sus tramas sobre seguro de no aventurar vanas promesas, siempre que se fundaran en lo que el cardenal y el almirante habian firmado de su puño. Del mejor modo que le sugirió su perspicacia fué soltando especies, y franqueándose con algunos á fin de que cooperaran á sus planes. No sonaron bien á todos, aunque los aplaudieron los mas de los procuradores de la Junta. Tanto bastó para sembrar la cizaña entre los comuneros, que se dividieron desde entonces, adoptando como por divisa los unos la quietud del reino en la persuasion de que á buenas alcanzarian mas mercedes, y la guerra como medio de la paz los otros, por ser la primera hermosa si se defiende la libertad del rey y del reino, y abominable la segunda cuando pára en sujecion, opresion y servidumbre. Asimismo empezó á notarse division en ambos cleros, devotos al principio casi en totalidad á las comunidades; en el regular porque dos prelados de las órdenes mas numerosas y de mayor influjo inclinaban la balanza hácia el lado de la paz considerablemente; en el secular, porque, muerto el sobrino de Chevres, cedía virtualmente la indignacion que produjo á sus individuos ver ocupada la sede toledana por un mancebo casi imberbe y de pais extraño. En tal situacion escribieron los gobernadores á los de Valladolid, manifestándoles que, deseando unos y otros la tranquilidad del reino, y alejándose de ella de dia en dia por no enten-

derse, parecia conveniente que, para orillar las dificultades, enviara la Junta dos diputados al convento de Santo Tomás, estramuros de Tordesillas, donde ya se encontraba fray García de Loaisa, y que los gobernadores despacharan otros dos al monasterio del Prado, estramuros de Valladolid, debatiéndose así por igual y largamente los puntos en que estaban discordes. Ese mensaje hizo que estallaran de lleno las desavenencias, de que antes se habian advertido síntomas muy señalados entre la Santa Junta y el pueblo: entonces cada cual tiró por su lado; la Junta envió de diputados al convento de Santo Tomás á don Pedro Laso de la Vega y al bachiller de Guadalajara, procurador por Segovia: el pueblo no consintió que vinieran al monasterio del Prado los delegados de Tordesillas, clamó exaltadamente por la guerra, y sus frenéticas vociferaciones y amenazas tuvieron por resultado la jornada á Torrelobaton del simpático capitan de Toledo.

Poco adelantadas se hallaban aun las negociaciones de paz, en que entendian los dos procuradores de la Junta con el cardenal y el almirante, cuando se supo la salida de Padilla de Valladolid acaudillando ejército numeroso, el ataque y la triunfal entrada en Torrelobaton de los populares. De resultas por un momento fingió ó tuvo enojo el almirante, y dejó de asistir á las reuniones que en el convento de Santo Tomás se celebraban cotidianamente: á poco tiempo, y por insinuacion suya, se anudaron los tratos, suspendiéndose no obstante platicar de paz hasta establecer una tregua. Por ocho dias la solicitaron los gobernadores: con bullicio repugnó el vecindario de Valladolid, á quien se comunicó por cuadrillas; no se permitió entrar en la poblacion al venerable fray Francisco de Quiñones, que á nombre de los gobernadores iba á seguir este negocio, y aun se le maltrató en la puerta del Campo: á duras penas logró ser admitido con el mismo carácter Alonso de Ortiz, sin duda porque muchos todavía dudaban de que su deslealtad fuese cierta, conmemorando lo bien que hasta entonces habia servido á la causa de las comunidades.

No bien comenzaba á ocuparse la Junta en concertar la tregua, interrumpió sus deliberaciones la inesperada noticia de haber llegado á Valladolid el padre maestro fray Pablo de Villegas y Sancho Sanchez Zimbron, aquellos dos procuradores enviados meses antes á Flandes con el memorial de los capítulos acordados por los procuradores del reino, y que noticiosos del mal recibimiento que acababa de tener Anton Vazquez de Avila cerca del emperador de Alemania, y de no ser mas benévolo el que á ellos estaba aparejado, rehusaron cuerdamente pasar adelante. Al saber el padre Villegas, hombre de temperamento irascible, lo que á la sazón trataban los procuradores, sorprendióse mucho, se enojó mas, y deploró sin duda hallar desunidas las voluntades, que á su partida dejó concordes; y era que en no pocos de los que habian permanecido en Castilla hicieron mella las imponderables desventajas de la guerra hasta el extremo de extinguir casi en sus corazones el resentimiento de ver violadas las leyes del reino por una turba de codiciosos extranjeros, que gozaban de la predileccion del soberano y poseian enteramente su confianza; mientras el fraile traia mas envenenada la cólera, que habia inflamado su alma desde los primeros desacatos del príncipe y de sus flamencos á las prácticas y costumbres de Castilla, porque en un principio, si no otorgaba Carlos de Gante las justas peticiones de sus vasallos, oíalas al menos; y ahora ni escucharlas queria, y á los que se las llevaban en nombre del reino amenazaba con la horca. Vivo ejemplo ofrecia el mayor número de los procuradores de que, si hay interrupcion entre los agravios, nos pinta la imaginacion mas acerbo el mas reciente; y el fraile de que, cuando sucede uno tras otro, se dobla en igual medida la acritud que su agravamiento produce. En suma, los procuradores entendian haber errado el camino de clamar por la justicia del reino; y fray Pablo de Villegas se aferraba en defender que para tan legítimo fin brindábales la guerra el mas seguro atajo.

En la hora de enterarse los procuradores de la venida de

fray Pablo por aviso suyo, difirieron la reunion hasta la tarde. A ella se presentó el dominico para dar cuenta de su infeliz embajada: hízolo con espresiones que, sobre fundarse en razon y no tener sencilla y natural respuesta, abundaban en pasion y propendian á exaltar las cabezas y á enardecer los corazones. Dando á su voz sonoridad y entonacion profética, y á su ademan magestuoso y enérgico movimiento, dijo saber de buena tinta que el emperador estaba muy sentido y enojado de los alborotos de Castilla y de cuantos habian atizado el fuego en que se abrasaba, por lo que á su vuelta castigaria á muchos como si los cogiese en fragante delito, aun cuando en palabras de los gobernadores y en cédulas reales se prometiera absoluto olvido de lo pasado. Y, comunicando á su frase el embozado sentido de quien al parecer amonesta y en realidad preceptúa, se propuso enderezar los ánimos de los procuradores á no concluir paz ni tregua por mediacion de los grandes, sino derechamente con el soberano, y eso haciendo el reino sus partidos y seguros, y concertándose de modo que, si no se le cumpliesen á la letra, se prestasen reciproca y pronta ayuda ciudad á ciudad y villa á villa. Fray Pablo de Villegas queria en resumen la continuacion de la guerra hasta destruir á los grandes y quedar señores de la tierra los diputados de la Junta, ó el término de las hostilidades ofreciendo cumplir el rey las peticiones de Castilla y acomodándose á una sumision armada. Rumores en diversos sentidos siguieron al discurso del fraile, segun acontece en toda asamblea cuando en momentos críticos las pasiones lo avasallan todo, y la fria razon pierde sus fueros. Poseido fray Pablo de su idea empezó á esplanársela en voz baja al que tenia al lado; por casualidad no era otro que Alonso Ortiz, el tratador de la tregua, á quien su acalorado interlocutor no conocia: así ignoraba que con hablar sinceramente en favor de los comuneros á un hombre de fidelidad insegura y ligado ya por otros compromisos, flechábale en cada palabra duras y aceradas reconvençiones. Contúvose Ortiz lo que pudo hasta que, llena la

medida del sufrimiento y en voz que oyeron todos, se manifestó maravillado de que un teólogo y ministro del altar, de quien debieran aprenderse doctrina y mansedumbre, aventurase, sabiéndolas únicamente de oídas, especies tan graves como las de suponer falsedad é ineficacia en el perdón que diesen los gobernadores y confirmase el soberano ; por cuyo medio un religioso que, no desmintiendo su profesion é investidura, estaba obligado á poner paz hasta donde menos se esperase, suscitaba obstáculos que impidiesen la celebracion de una tregua, mirada por los de mas sano juicio como venturoso preliminar de la concordia. Saltándose de las órbitas los ojos, pálido el semblante, trémulo de ira, escandalizado, preguntó el fraile quien era el hombre que entales términos se producía, y averiguando ser Ortiz y haber venido de Tordesillas á negociar la tregua, repentinamente desarrugó su ceño amenazante ; hizo como que se templaba ; se acomodó en su asiento ; de nuevo, y sin aparentar alteracion ninguna, vió entablada la cuestion de la tregua por los procuradores : poco despues se salió disimuladamente de la Junta, y, ya en la calle, á las voces de que habia un traidor en la villa que, socolor de hacer adelantar á la paz algun camino, venia á informarse de la voluntad y ánimo del pueblo, concitó á la turba, que en su rededor formó apiñado corrillo, á echar de Valladolid al delincuente ó á encerrarle en un calabozo. Dóciles al mandato y coléricos por la escitacion del fraile siguiéronle grupos de gente armada, y penetraron en la sala, donde deliberaba la Junta, clamando contra el traidor que alli se les habia metido. Fortuna de Ortiz fué que los diputados alcanzaran á aplacar el tumulto con palabras mansas y halagüeñas, y que se redujeran á evacuar aquel recinto los alborotadores ; desenlace de donde se colige, que la salida de la gente capitaneada por Padilla dejó en Valladolid preponderante el partido contrario á la guerra. Acreditólo aun mas la firmeza con que Ortiz anunció terminantemente, sosegado el alboroto, que, si para echarle del pueblo se habia aquel movido, se iria de conta-

do; pero que, si la Junta era servida se tratase la tregua, alli permanecería hasta que se acordase, por mas amenazas que se fulminaran contra su persona. Y para que no quedase duda de estar caido en la poblacion el partido belicoso, los procuradores dieron á Ortiz seguridades de que defenderian su vida á fé de buenos.

Hasta las once de la noche se prolongó el debate, acabando al fin con firmarse la tregua y una comunicacion para los capitanes de Torrelobaton notificándosela, y mandándoles que se pregonase y obedeciese en el ejército segun se contenia en el testimonio. Tan en odio tenian los comuneros la precaucion y la vigilancia, que dos mil hombres destinados á la custodia del arrabal de Torrelobaton dormian á pierna suelta y al amor de la lumbre, que de trecho en trecho ardía en la calle; de modo que doscientos soldados resueltos hubieran bastado para quitar á los comuneros en un instantáneo rebato la conquista de que tanto se preciaban y en que gastaron varios dias de intrépido combate, á juzgar por lo torpes y atolondrados que sacudieron el sueño á los gritos de Ortiz y de la gente de su servicio. Practicadas inmediatamente las oportunas diligencias publicóse en el ejército lo que habia aprobado la Junta, no sin contradecirlo muy valiente y animoso uno de sus miembros, Diego de Guzman, procurador por Salamanca, que alli se encontraba en clase de asesor de Padilla. Tras esto se partió Ortiz en busca del cardenal y el almirante, que en recompensa del excelente desempeño de una comision cercada de embarazos le recibieron con júbilo y muy obsequiosos (1).

Por lo demas, con ser la tregua corta, patentizóse que imperiales y comuneros carecian del poder ó de la voluntad indispensables para cuidar de su rígida observancia. Antes de espirar los ocho dias, quebrantáronla unos y otros: bajo pretexto de haber

(1) Sandoval, copiando en parte á Gonzalo de Ayora y en parte á Alonso Ortiz, testigo presencial el uno y actor el otro en estas escenas, las refiere muy pormenor en su lib. IX, pág 424 á 428, y 436 á 440.

entrado entonces pólvora de Portugal en Tordesillas robaron los de Torrelobaton á algunos que salian de Simancas; y estos en desquite asaltaron en número de ciento cincuenta á veinte ginetes, que con el corregidor de Medina, Francisco Mercado, transitaban hácia Valladolid por Puente Duero. Tampoco se libraron de los asaltos de los comuneros algunos de los de Tordesillas, y el conde de Haro quiso vengarse cayendo sobre Medina del Campo; fuera del muro se presentaron á batallar sus valerosos habitantes, sin otra pérdida que la de su capitán Luis Quintanilla, á quien se llevó preso el conde. No reconocia la insubordinacion de la gente comun y de la soldadesca límite que la enfrenase, y, por acrisolada que fuera la fé de los opuestos caudillos, no habia manera de fiar en reducir á la práctica ni una breve suspension de armas. Pero si para el logro de la paz no produjo la tregua efecto saludable, causólo perniciosísimo en el campo de los comuneros, de donde se desertaron para acogerse al indulto los de la expedicion de los Gelbes, valiéndose de la escusa de carecer de pagas, y todos los que del saco de Torrelobaton tenian que poner algo á buen recaudo, aprovechándose de aquel respiro para pasar á sus casas. Y una vez mas hubo ocasion de advertir que tras cada encuentro necesitaban los ejércitos beligerantes, y mas todavia el del pueblo, nuevos socorros, por ausentárseles muchos soldados, si vencedores, para salvar sus hurtos, si vencidos, para salvar sus vidas.

De este peyor escarmiento provino que en Valladolid levantara nuevamente cabeza el partido belicoso, y que dentro de sus muros no fuera ya dable tratar de la próroga de la tregua, cuya peticion interpusieron los señores. Lase de la Vega en union de algunos religiosos influyó en Torrelobaton con Padilla á fin de que se concediese: todos juntos se encaminaron á Bamba, adonde les esperaban muchos procuradores de la Junta; hubo grande discordancia entre ellos y se ensañaron en términos que un dia, mientras estaba sentado á la mesa, amagaron algunos á Padilla

de muerte, y le fué preciso salir de Bamba y volverse á Torrelobaton con los suyos á uña de caballo.

Bueno es conocer ahora detalladamente el punto á que habian llegado las negociaciones en el convento de Santo Tomás, estramuros de Tordesillas, expresando lo que demandaban los comuneros, lo que prometian los señores y las cosas en que no estaban conformes, y asi quedara determinada de una vez para siempre la índole genuina del levantamiento de los castellanos, sin que donde hablan los hechos, quepa mas la pugna de opiniones (1). Por lo que se convino entre todos, el monarca nombraria á contentamiento y voluntad del reino los gobernadores, jurando estos en córtés guardar las leyes: no se buscarian oficios para las personas, sino personas para los oficios, con lo que virtualmente se descartaba á los estrangeros: sin tergiversacion ninguna coseria la estraccion de moneda, estableciéndose arcos en cada ciudad ó cabeza de obispado: de cuatro en cuatro años se juntarian las

(1) Siguiendo algunos á fray Antonio de Guevara, han imaginado que hablaba formalmente cuando escribia á doña Maria Pacheco. «Negro corregimiento fué aquel de Gibraltar que quitaron á Hernando Dávalos, pues fué ocasion de él engañar á vos, y vos á Juan de Padilla, y Juan de Padilla á don Pedro Giron, y don Pedro Giron á don Pedro Laso, y don Pedro Laso al abad de Compludo, y el abad de Compludo al obispo de Zamora, y el obispo de Zamora al licenciado Bernardino, y el licenciado Bernardino á Sarabia, y Sarabia á todos los mas de la letania.» folio 80.—Por consiguiente, á dar crédito al padre Guevara habrimos de deducir que por haber dejado de ser corregidor Hernando Dávalos se sublevaron, «comuneros de Salamanca, villanos de Sáyago, foragidos de Avila, homicianos de Leon, bandoleros de Zamora, pelaires de Segovia, boneteros de Toledo, freneros de Valladolid y celemineros de Medina,» segun califica á los que formaban el ejército de las comunidades. Carta al obispo de Zamora, folio 76. Quien asi escribe parece que se propone por único objeto burlarse de sus lectores. Tampoco se espresaba acérrimamente cuando daba por seguro que Padilla ambicionaba el maestrazgo de Santiago; voz por el padre Guevara esparcida y á que han prestado asenso muchos. No consta semejante ambicion en documento alguno, y hasta carece de verosimilitud, habiendo incorporado los reyes católicos las órdenes militares á la corona, y siendo el clamor constante de los castellanos el restablecimiento absoluto del sistema felizmente inaugurado por aquellos reyes. Estas y otras suposiciones gratuitas, y averiguados errores de fray Antonio de Guevara, inducen á tenerle, mas que por historiador, por fabulista.

córtes por su autoridad propia, en no siendo convocadas antes, siempre que lo hicieran en presencia del rey ó de sus gobernadores : se residenciaria al presidente y oidores del *mal consejo* segun lo denominaban los populares, y, depuestos los culpados, no entenderian los que de la residencia saliesen sin tacha en las cosas de las ciudades y villas complicadas en el levantamiento, porque serian sospechosos : para el encabezamiento perpétuo de las alcabalas serviria de base el que se hizo en 1512, no muy ominoso á los pueblos : en adelante, yendo el rey de camino, se obligaba á los de su comitiva á pagar desde el primer dia las posadas : los daños ocasionados en Medina del Campo y su comarca por Fonseca se satisfarian de cruzada ó por otra mejor via que el rey decretase : á lo de que su magestad tuviese por bien el levantamiento, especificándose todo lo ejecutado por los procuradores, ciudades ó villas, opuso el almirante el reparo de no convenir que en la prolacion se mencionaran los casos acaecidos, sino que general y particularmente se hiciera el perdon muy en forma con fe y palabra real de no ir ni venir contra el juramento, y su dictámen pareció á los tratadores de la paz muy justo (1).

En este plan de concordia se descubre á primera vista sancionado el hecho de que la breve gobernacion de Cárlos de Gante en España, sin mas propósito ni otro norte que la arbitrariedad de sus flamencos, habia zaherido é indignado á todas las clases, que alimentaban viva la memoria de las dilapidaciones, rapiñas y demas agravios de los pérfidos advenedizos que, á la sazón fuera del reino, continuaban formando el consejo áulico del emperador de Alemania. Grandes, hidalgos y pecheros tenian comun interés en que los gobernadores fuesen castellanos ; en que á ningun extranjero se diese oficio ni beneficio ; en que no se sacase del reino oro ni plata : sobre estos puntos cabria la denominacion de

(1) **PERO MEJIA**, lib. II, cap. 46. **SANDOVAL** trae intregos los capitulos que se trataron entre los próceres y los comuneros. Véase el lib. IX, págs. 468 á 472.

nacional al levantamiento de Castilla. En lo relativo á la observancia de las leyes del reino, estando muy recientes las que arrebataron á los señores feudales muchas de sus mas altas preeminencias, lo que mejor les convenia era reconquistarlas; y acreditaban no apetecer otra cosa, blandiendo sus aceros contra los mismos á quienes habian provocado con estímulos ocultos ó manifestos á pedir justicia á mano armada. Ventaja positiva resultaba á los hidalgos de la decadencia de los grandes señores, y llevando aquellos comunmente la voz de las ciudades y villas, cada vez mas robusta é imponente en las córtes, importábales sobremanera que se juntasen sin convocatoria, trascurridos ciertos periodos, no fuera que, alargándolos indefinidamente, cayera tan veneranda práctica en desuso. Y el pueblo, que ganaba no poco en que no pasase su moneda al extranjero, ni viniese de allí nadie á ejercer mando en Castilla, como tambien en que no se vulnerasen las leyes, y en que, con tal de no sufrir la adulteracion mas remota, sonara su voz en las córtes por cualquier conducto, tenia ademas interés esclusivo en que determinasen encabezamientos y no pujas lo que se le debia atributar por alcabalas; en que á los huéspedes nada se diese de balde; en que se resarciese de sus enormes pérdidas á Medina del Campo; y en que se tuviese por bueno todo lo ejecutado en su beneficio durante los alborotos. Desleído lo sustancial de aquellos tratos no hay sino sumar los bienes ó males que de su aprobacion definitiva tocaban á cada una de las clases, para concluir que la del pueblo dominaba á las demas en número y ascendiente, puesto que sus provechos daban el tono al espíritu y letra de las estipulaciones proyectadas.

Nótase en ellas un silencio absoluto, y estudiado sin duda, sobre los capítulos del memorial dirigido al emperador desde Terdesillas, asestados sin rebozo contra los magnates; omision política para hacer probable un ajuste en que por tanto entraba el voto de ellos; y hasta cierto punto equitativa, en atencion á los inmensos y relevantes servicios prestados á la independencia na-

cional por sus ascendientes, arrancando su poder y riqueza de la riqueza y el poder que en celebrísimas y numerosas lides habían arrebatado á los musulmanes. Desde entonces venian los próceres heredando de padres á hijos un renombre, que les hacia muy superiores á todos; un aire de dominacion y soberanía, que les hacia naturalmente soberbios, siempre peligrosos y á menudo rebeldes. Menester era pues venerar el lustre de sus blasones y cortarles el vuelo de soberanos; no despojarles de sus bienes, sino deslindar los adquiridos legitimamente y los usurpados; dejarles en posesion de sus propiedades, y no eximirles de las cargas del reino. Y este designio, que se distingue en esplicitos discursos, ó se trasluce en tácitas indicaciones, á medida que hablan los comuneros solos en sus juntas ó con los próceres en sus tratos, explica una esencialísima diferencia entre dos movimientos coetáneos en España, y que exigen dos diferentes historias. Tratándose de los señores, únicamente hacian armas las comunidades de Castilla contra los que les disputaban el triunfo, viviendo los demas tranquilos en sus moradas; al revés, las germanías de Valencia atropellaban frenéticas á los belicosos y á los inermes con tal de que perteneciesen á la ilustre clase; las primeras querian la minoracion de sus privilegios; las segundas su total esterminio; así en Castilla era posible la concordia, como indispensable en Valencia la batalla.

A desconsoladora tristeza mueve que, zanjadas muchas dificultades entre los gobernadores y los populares, y andado lo mas del camino para la pacificacion del reino, desbaratase la descension lo que la buena voluntad de algunos habia conseguido á duras penas. Porque exigiendo los comuneros prendas seguras de que se les cumpliria lo pactado, se ofrecian los grandes á comprometer sus personas, vidas y estados, y á jurar y á hacer pleito homenaje y contrato de juntarse con el reino á guardar y defender sus leyes y los capítulos que fuesen concedidos; pero los populares pretendian vanamente que el compromiso se estendiera á

darles ayuda á mano armada, en no asintiendo el rey á las capitulaciones ; y, estrechándolos á declarar si en este caso se arrimarian al monarca ó al pueblo, no les ocurrió otra respuesta que una evasiva y dilatoria hasta consultarlo con el condestable.

Y en desconfiar hacian bien los populares, no porque pensando mal les saliese el acierto al paso, sino porque habia venido á parar á sus manos un ejemplar de las instrucciones con que el rey habian acompañado su nombramiento á los gobernadores, y alli dejaba al arbitrio de ellos *declarar por traidores á los delinquentes ó disimular por entonces en todo, puesto que mas adelante se podria hacer mas á servicio del soberano*. A mayor abundamiento el condestable don Iñigo Fernandez de Velasco acababa de dar una respuesta anticipada á la consulta que pensaban hacerle sus compañeros sobre la conducta que observarían, de no aprobar el rey los capítulos por su intercesion suplicados. En un sitio público de Valladolid fijóse á deshora por oculta mano una provision real espedida en Wormes á 17 de diciembre de 1520, y leida y pregonada con trompetas y ballesteros de maza sobre un cadalso en la plaza de Burgos el 16 de febrero de 1521 á presencia de los señores *del muy alto consejo* y de los alcaldes de casa y córte. Usando en ella don Carlos de su *poderio real absoluto*, dirigiéndose en general á todos los que sostenian la revuelta y particularmente á doscientos cuarenta y nueve de los de mas nota, y de quienes se especificaban los nombres, declarábaseles por rebeldes, traidores, infieles y desleales (1). Sin esperar á hacer contra ellos proceso formado, que tela y orden de juicio tuviese, ni mas citarlos ni emplazarlos, se condenaba á las

(4) SANDOVAL inserta esta provision real en el lib. IX, pág. 445 á 456, copiándola del registro que tenia en su poder Juan Gallo de Andrade, nieto de Anton Gallo, canciller y secretario del consejo real, que estaba á la sazón en Burgos. Antes de trasladar Sandoval esta copia, dice: «La saqué dejando los que en ella se nombran *por ser muchos* y que importa poco á la historia.» A nuestro ver, cuando no los nombres, señalar el número tiene importancia muy grande. PEDRO DE ALCOZAR cita á todos los exceptuados en su Historia de las Comunidades.


personas legas, cualesquiera que fuesen su condicion y estado, á la última pena, á perdimiento de oficios, y á confiscacion de bienes; y á las eclesiásticas, aunque en dignidad arzobispal ó episcopal estuviesen constituidas, á perder la naturaleza y temporalidades que tenian en el reino y á las demas penas establecidas contra los sacerdotes y prelados cómplices de tales delitos. De antemano daba el rey por bueno cuanto en este punto ejecutaran los gobernadores, y *revocaba, casaba y anulaba* toda disposicion legal que pudiera favorecer de algun modo á los pregonados por rebeldes.

Este desenfrenado alarde de tiranía, repugnante siempre, sobre toda ponderacion extemporáneo entonces, vino á destruir lo que en obsequio de la paz se habia trabajado; y la misma voz que debia oirse bondadosa, augurando clemencia y justicia, tronaba furibunda imponiendo castigos, esterminando familias y desheredando inocentes. Al reto contestó sin tardanza uno que se decia extranjero por medio de una especie de proclama, en que, apellidando á Valladolid llave del reino, plaza de España, abreviado mundo, patria de todos, escitaba á sus naturales á desoir el canto de sirena de los de Tordesillas, que, al amparo de las treguas, pedidas con falsas amonestaciones, meditaban meter algun paladion que hiciera caer la causa del pueblo, al modo que en tiempos antiguos cayó Troya. Paz queria por ser buena, mas no la paz de Judas como la que daban los gobernadores, sino la que naciese de la victoria, que daria Dios al reino por ser su propósito santo, acrecentándose sus tropas; porque de estar los ejércitos iguales se aparejaban muchas muertes, y se ponía el bien popular en aventura; y no bastando el pasado triunfo, porque, de no tomarlo segun era razon los comuneros, amenazaba gran caida (4). Bajo la impresion que este cartel produjo en los ánimos de los vallisoletanos, alzóse en la plaza mayor un tablado, adornándolo

(4) SANDOVAL lib. IX, pág. 456 y 457: es documento muy notable.

ricos paños de seda y oro, y con grande acompañamiento de todos los de la junta y música de trompetas y timbales se pregonó por traidores y quebrantadores de treguas al almirante, al condestable, á los condes de Haro, de Benavente, de Alba de Liste y de Salinas; al marqués y al obispo de Astorga, y á los oidores del mal consejo y á sus dependientes; á los mercaderes y á otros vecinos de Burgos, de Tordesillas y Simancas. Entre las razones del proceso contábanse el incendio de Medina del Campo y el inhumano y cruel saco de Tordesillas, en que ni á Dios ni á sus santos se tuvo respeto.

Ya era quimérico imaginar que pudieran nunca soldarse las voluntades. A los planes de concordia sucedieron nuevos preparativos de batalla: durante las negociaciones lo que ganaron en razon las comunidades, perdiéronlo en tiempo, pérdida de reparacion muy dificultosa; á ellas convenia poner fuego al negocio, y al cardenal y al almirante darle largas; y estos movian todo género de resortes para aumentar su ejército, y estenderse vencedores por el territorio de Castilla, y enarbolar el pendon imperial en todas las ciudades, mientras Padilla permanecia en Torrelobaton como encantado.



CAPITULO IX.

EXPEDICION DE ACUÑA Á TOLEDO.

Mala costumbre de andar en armas los sacerdotes.—Marcha triunfal del obispo de Zamora.—Desavenencias acaecidas anteriormente en Alcalá de Henares.—Festejan en Madrid al obispo.—Salva á Ocaña.—Encuentro en el Romeral de los ejércitos contrarios.—Generosidad de Acuña.—Perfidia de Zúñiga.—Le vence el obispo.—Despide temporalmente á sus capitanes.—Fausto con que le reciben en Toledo.—Le aclaman arzobispo.—Escándalo que produce semejante profanacion en todo el reino.—Desastre de Mora.—Acuña reúne de nuevo su gente.—Cae sobre el castillo del Cerro del Aguila.—Cobardía de sus soldados.—Se acoge desechado á Toledo.—Situacion apurada de sus moradores.—Ruina inminente de la causa de las ciudades.

Ahora que el órden de la narracion nos conduce á ver campeando solo en las lides al obispo de Zamora, no queremos escusarnos de emitir una idea que nos ocurre cada vez que mentamos su nombre. De cierto escandaliza el indecoroso espectáculo que ofrece el estraño maridage de la sobrepelliz y la coraza; pero fuera injusto individualizar una acusacion que comprende de la misma manera á los prelados mas ilustres de aquel tiempo. Paulo Jovio pinta la sangrienta batalla de Rávena dada en 1512, y dice que alli lidiaron valerosamente tres cardenales; uno de ellos se llamó Leon X, cuando posteriormente ascendió al papado; á Julio II,

uno de sus inmediatos antecesores, conócese mejor cubierto de
bruido armás que con las vestiduras pontificales. Y este funestísi-
mo ejemplo de los gefes de la cristiandad contaba muchos imita-
dores en España, donde la tenaz lucha contra los sarracenos abo-
naba en cierto modo la mala costumbre de ser armígeros los sa-
cerdotes. Por no divagar fijémonos en los arzobispos que en vida de
Acuña poseyeron la mitra toledana. Antes que otro alguno halla-
mos á don Alonso Carrillo, leyendo en Avila el proceso que los
proceres rebeldes formaron á Enrique IV; combatiéndole en Ol-
medo; auxiliando luego á doña Isabel de Castilla; volviéndola en
seguida la espalda, de suerte que noticioso de que aquella ilustre
señora iba á verle á su palacio de Alcalá de Henares, anunció in-
civilmente al mensajero que *si la reina entraba por una puerta
él se saldría por la otra*; jactándose despues, al pasarse al bando
de la Beltraneja con quinientas lanzas, de que *el que habia sacado
á doña Isabel de hilar la enviaria otra vez á tomar la rueca*; y
por último, siendo vencido en Toro. En esta jornada hizo tambien
muy principal figura el gran cardenal de España don Pedro Gonzalez
de Mendoza, cuya próspera fortuna habia derramado el veneno de
la envidia en el corazon de Carrillo y le indujo á mudar de ban-
dera: célebres son las proezas de aquel purpurado, ya arzobispo
de Toledo, en el memorable sitio de Granada. De guerrero insig-
ne goza fama por su brillante expedicion á Oran Jimenez de Cis-
neros, sucesor de Gonzalez de Mendoza; y estos prelados no imi-
taban á aquel obispo francés que entendia no quebrantar los pre-
ceptos evangélicos de no derramar sangre, descargando sobre sus
enemigos una maza enorme para matarlos de contusion y no de
herida, sino que andaban siempre en lo mas recio del combate,
y de alli no se apartaban nunca sin enrojecer sus armas. De con-
siguiente censuramos con severidad y dureza una costumbre de
que todavía en nuestra edad vemos abundantes vestigios. A los
eclesiásticos toca acudir al remedio de los daños comunes con sus
exhortaciones, jamás con sus brazos; pero echar sobre don Antonio

:

Acuña, obispo de Zamora, toda la responsabilidad de un torpe abuso que la alteza de la religion católica abomina; ensafiarse exclusivamente en su contra, no siendo mas que uno de tantos, en odio á la causa que sostenia, no es senda por donde pensemos seguir á los historiadores de su tiempo. Verle seglar nos lisonjeara, y sin reserva le encomiáramos por bizarro, caballeroso, clemente, y por adalid para quien pelear era delicia y sufrir privaciones regalo; encontrándole obispo nos duele que ilustrara su nombre con detrimento y menoscabo de su respetabilísima clase (1). Hora es de seguirle en su expedicion á Toledo.

Aquejado por tenaz fiebre dejamos en Zaratan á Acuña dirimiendo las disputas de los capitanes de Padilla. Aun no bien convalecido, é inmediatamente despues del triunfo de Torrelebaton, se puso en marcha al frente de algunos caballos, para ocupar el puesto que le habia señalado la Santa Junta. El aura popular le acompañó y detuvo en su camino: de lugar en lugar colmábanle de aplausos, hacíanle festejos, le ensordecian con aclamaciones; por caso de honra tenian darle mas de lo que solicitaba en víveres

(1) GALLIANO, Historia de España, tome IV, en la nota puesta al pié de la pág. 244 dice lo siguiente: «Martínez de la Rosa supone á Acuña un amante de la libertad á la moderna. Pocos son de su parecer, pues el obispo era, si bien de los mas hábiles, de los peores entre los comuneros.»—Ignoramos en qué lo funda el señor Galiano. Muchos datos llevamos ya citados sosteniendo la opinion contraria, y de ellos resulta que era mal obispo, pero no hombre malo. Su conducta en el castillo de Fuentes de Valdepero, conservando la vida al consejero Tello, á pesar de haber quebrantado su palabra; y en Valladolid, castigando los robos ejecutados por la plebe despues de la malhadada expedicion á Villalpando, confirman de la misma manera que todas sus obras, que fuera de la batalla no amaba el derramamiento de sangre, y que siempre condenaba la rapiña. De los peores pudiera parecer Acuña fundadamente á los ojos de los imperiales, á quienes tenia muy escarmentados, mas no á los de quien escribe con imparcialidad la Historia de las Comunidades. Estrañamos doblemente este aserto del señor Galiano, que con tan buen juicio contradice al doctor Dunham, que se ensangrienta malamente contra las ciudades de Castilla. Bien que el historiador breton bebe sus noticias en libros, que distan mucho de ser autoridades para comprender el levantamiento de 1520: solo cita un autor digno de ser estudiado, y muy fácilmente se puede probar que Dunham le ha mirado muy por encima. Véase el apéndice núm. XII.

y dinero; y á no ser por que, á medida que avanzaba crecia su tropa tan naturalmente como un rio aumenta su caudal con el tributo que le rinden los arroyos que desembocan en sus riberas, hubiérase imaginado, en vista de la jubilosa animacion escitada en todas partes por la presencia de Acuña, que de triunfar venia y no que á combatir caminaba. Donde se hallaba en toda su lozanía el ímpetu de los comuneros, subia de punto el entusiasmo. Donde la fé patrótica andaba tibia y vacilante reanimaba su santo fuego el obispo de Zamora. Astuto burló al conde de Benavente, que con su caballería quiso cortarle el pase, y sin mas tropiezo llegó por sus jornadas á Alcalá de Henares (1).

En esta poblacion habia tenido la causa de las comunidades las mismas ventajas y vicisitudes que en Guadalajara. Apaciguada al parecer despues de la exaltacion primera, se agitaba la discordia sordamente en su seno hasta que estalló dentro de la universidad con estrépito repentino. Sus alumnos estaban divididos en dos parcialidades, capitaneando la de los castellanos Alonso Perez de Guzman, porcionista del colegio, mozo de poca prevision y de grande osadía, y el de los andaluces don Pedro Gasca, cuya generosidad de ánimo suplia la pequeñez de su estatura, y en quien ya despuntaba visiblemente la heroica prudencia, que tan célebre le hizo en el Nuevo Mundo años adelante. El maestro don Juan de Ontañon, rector de la escuela en 1520, se inclinaba al partido de los castellanos, y una noche reunió á los colegiales en capilla y les propuso ciertas cosas desfavorables á los andaluces, no tan disimuladamente que ellos no conocieran el tiro. Por ultrajados se tuvieron, y manifestándolo desde luego en palabras, que no consentian tregua á su resentimiento, se proveyeron de armas en sus habitaciones: imitaronles sus contrarios; y entre unos y otros se trabó en el patio mayor una reñidísima batalla. El silencio de la noche llevó á los oidos del corregidor y de la gente de su ronda el eco

(1) MALDONADO, lib. VI, especifica mas menudamente que los demas historiadores el viage de Acuña.

de las voces y el choque de las armas, y guiado por el insólito ruido descubrió prestamente el lugar donde se movía aquel alboroto. Por de pronto su diligencia no le proporcionó mas ventaja que la de cerciorarse de ser las voces insultos, furioso el esgrimir de aceros y muy empeñado el lance. En la puerta daban los de la ronda recios aldabazos, pedían favor al rey y paso á la justicia, y nadie acudía á sus intimaciones, porque los colegiales estaban cebados en el combate y cada cual tuvo á ignominia abrir á quienes se impacientaban fuera por ponerlo coto. No hubo mas arbitrio que prender fuego á la puerta, y, ya en el patio la ronda, costó mucho al corregidor sosegar á los combatientes, de los cuales yacían por tierra algunos heridos de gravedad y el maestro Ontañon entre ellos. Desde este sangriento altercado, que no fué el postrero, aunque si el mas pavoroso, intervino la autoridad del duque del Infantado, y así en la poblacion como en la universidad prevaleció del todo el bando de los andaluces (1).

Súbito mudaron de semblante las cosas al simple anuncio de aproximarse Acuña. Pesaroso éste, de que poblacion de tal importancia se hubiera desmembrado de las comunidades, se puso en comunicacion secreta con Fernando de Valladolid, mas conocido entonces por el comendador griego, apodo que significaba estar en posesion de aquella categoría en la órden militar de Santiago, y ser en la universidad catedrático de este idioma. Tan buena maña se dió su travesura en servir al obispo que del apagado incendio hizo brotar nueva llamarada, de manera que á su tránsito por la ciudad, en que tal vez temia Acuña que le aguar-

(1) *Historia de Guadalajara* por el padre jesuita FERNANDO PECHA: en la escrita por NUÑEZ DE CASTRO se asegura equivocadamente que Alcalá de Henares resistió la entrada de Acuña, cap. VIII, pág. 160. El doctor MIGUEL DE PORTILLA en los *Anales Complutenses*, siguiendo al obispo Castejon, y á pesar de ingeniarse en demostrar que la ciudad, cuya historia escribe, fué leal á Carlos V, se rinde finalmente á lo que de los hechos resulta, y casi se adhiere á lo que afirma Pecha. En declaraciones posteriores del obispo de Zamora, consta que éste anduvo en tratos con el duque del Infantado, y que, si no vinieron á buen término, fué contra la voluntad del magnate.

dase larga cosecha de desengaños y peligros, pudo bendecir su propicia estrella, encontrando ardorosas simpatías y recursos no escasos (1).

Madrid, cuyo vecindario no habia cejado un ápice del propósito que le indujo á armarse en defensa de las libertades de Castilla, á quitar el alcázar á sus contrarios y á socorrer fraternalmente á Segovia, supo llena de alborozo que se disponia á visitarla el prelado Acuña; y engreida de tamaña honra le abrió sus puertas, sus brazos y sus candelas, y espontáneamente se le agregó la flor de su juventud para ayudarle á esclarecer su renombre en la provincia de Toledo.

Allí habia manobrado el prior de San Juan, don Antonio de Zúñiga (2), con bastante habilidad y buena suerte hasta encontrarse en aptitud de caer sobre Ocaña; pero á la decision de sus vecinos juntóse la intrepidez de la gente que los de Chinchon les habian enviado de auxiliares. De parte de los de Zúñiga hubo obstinado empeño en tomar la villa por asalto; algunos se esforzaron en trepar á los adarves: su jefe les alentaba con su voz y su ejemplo; uno de los soldados iba ya á cantar victoria, plantando el estandarte real sobre el muro, cuando otro de los de dentro le hizo rodar por la escala. Zúñiga, que segun los informes de unos pocos descalces de Ocaña, no creia que sus esfuerzos se estrellasen en resistencia tan regulada y uniforme, abandonó su empeño y se retiró al Corral de Almaguer por estar á su devocion el vecindario. De Toledo vine Gonzalo Gaitan, el que habia socorrido á

(1) MALDONADO dice que los de Alcalá llevaron al obispo á Madrid como en triunfo, y que allí se agregó una columna de jóvenes á su tropa, lib. VI.—SANDOVAL manifiesta que en Alcalá de Henares tomó seis tiros que estaban en el castillo de Alcalá la vieja, y que, unidos á los que llevaba y á los que adquirió posteriormente, llegaron á sumar quince.—Lib. IX, pág. 462.

(2) Nos parece oportuno advertir que á la sazón tenian la investidura del priorato de San Juan dos personajes, don Antonio de Zúñiga y don Diego de Toledo, hijo del duque de Alba: entre los dos hubo litigio sobre á quien pertenecia el priorato, y al fin por sentencia y concierto se dividieron las tierras para que cada uno tuviese su parte.—MEJIA, lib. II, cap. 45.

los madrileños en los primeros instantes del alzamiento de Castilla. No llegó en oportunidad de repeler al ejército del prior de San Juan de la población atacada, empresa á que acababan de dar oima sus naturales; pero se colocó de modo de poder auxiliar con igual presteza á Ocaña ó á Yepes, si Zúñiga intentaba contra una de ellas un golpe de mano.

A este tiempo se presentó el obispo de Zamora en Ocaña, donde se hicieron locuras en su obsequio, si bien, amando mas que el popular agasajo el marcial estruendo de las lides, no se entretuvo á ser ídolo de plácemes y festejos, sino que incorporó á su tropa la de los toledanos y la de los que le quisieron seguir de Ocaña, y partió á toda prisa en busca de su enemigo, avisándole que al día siguiente evacuase la provincia ó admitiese la batalla. De ninguna de las dos proposiciones hizo caso: no obstante se corrió del Corral de Almaguer hácia Tembleque, receloso de que le sorprendiesen de noche y por deslumbrar á Acuña. Este se encaminó á la Guardia y no concediendo espacio la celeridad de su marcha á las avanzadas, que Zúñiga tenia en el pueblo, para recoger y salvar los ganados y demas provisiones, al retirarse prendieron fuego á las casas de campo. Ofuscábales la idea de no aumentar con sus pérdidas irremediables los recursos de los comuneros, y no advertian que anticipaban los inhumanos desastres de la guerra, arrojándose á una estremidad inútil de todo punto, puesto caso que no podian faltar viveres á Acuña, dejando á su espalda estenso territorio amigo, y teniendo libre y fácil comunicacion con todos sus pueblos. En el de la Guardia obtuvo su autoridad que no se entregaran los soldados al incendio ni al pillage; y en vela aguardó la luz del alba. Aun no sabia que Zúñiga se hubiese movido del Corral de Almaguer y hácia alli hizo camino. Con el escozor de que se murmurase de haber abandonado el campo, Zúñiga retrocedió á su punto de partida. Empezando el sol á dorar las crestas de las montañas desembocó Acuña junto al Romeral en una fértil y amena llanura que se estiende entre das

valles , y se puso en situacion excelente para dominar todas las avenidas y desplegar en la hora oportuna y de la manera mas acertada sus fuerzas.

A poco tuvo aviso de acercarse el prior de San Juan con toda su gente : muy sobre sí el obispo de Zamora y manteniendo á su ejército en vigilante descanso, se contentó por entonces con soltar algunos ginetes, que trabaron con los de Zúñiga varias escaramuzas, preludios de empeñado y sangriento choque. En aquel instante supremo hubo de esplayarse embelesado el ánimo belicoso de Acuña; pasádose habian diez meses de contienda en Castilla, sucediéndose á las emboscadas las sorpresas , á las correrías los robos, á los asedios los asaltos , sin verse entre comuneros é imperiales una sola batalla campal, espectáculo el mas espantosamente magnífico de la guerra; y al obispo cabia en suerte que la primera fuese provocada por la rapidez de sus movimientos , por la impaciencia de su arrojo y por la fecundidad de sus recursos. Ganoso de venir á las manos envió á Zúñiga un trompeta con un mensaje enérgico y espresivo sin ser arrogante ni jactancioso. En sustancia le convidaba desenfadadamente á que mostrase un valor digno de su propósito lanzándose á la batalla, por ser inútil ocasionar molestias á los ciudadanos y amigos , ya que estaban en proporcion de que se pusiese en claro antes de una hora cuál de las dos causas era mas agradable á los ojos de Dios, y á qué partido asistia mas denuedo. Bajo pretesto de no tener reunida toda su gente, contestó Zúñiga eludiendo el reto , é insinuando algo de tregua. En vez de aprovecharse Acuña de esta desventaja, que llegaba á sus oidos por confesion de su contrario, y de arrollarle de improviso, tuvo la generosidad de aplazar el ataque, por ser de condicion tan caballerosa como desasosegada , tan urbana como valiente, y propensa á dilatarse en el expansivo deleite del que vence y perdona, y se complace en abatir al soberbio, y repugna edificar su gloria sobre la flaqueza de quien se la disputa.

En cruzarse mensajeros de uno á otro campo se gastó lo mejor del día: tratóse de que duraran dos las treguas y de que se firmasen al siguiente, pernoctando entretanto Zúñiga en Tembleque y en el Romeral Acuña. Moralmente quedaban ya victoriosos los comuneros, pues el caudillo de los imperiales no osó venir á batalla. Fiel observador del convenio hizo el obispo de Zamora desfilar su gente, y comenzaron á retirarse tranquilos, delante los de Toledo, despues los de Madrid y detrás los de Ocaña, mientras Zúñiga atisbaba el momento favorable de corresponder al noble proceder de Acuña con la mas villana alevosía. Rota su formacion, aunque no desahandados, marchaban los comuneros sin detener ni acelerar el paso, á hospedarse en el lugar convenido; algunos sentian quizá la dilacion de la victoria, pero seguros los mas de que no se les escaparia cuando viniessen á las manos con sus enemigos, loaban que el prelado de Zamora tuviese á menos medirse con quienes se declaraban inferiores. Cobarde Zúñiga y traidor á la manera del tigre, fuese á todo el galope de sus ginetes sobre los populares, y atacándoles por la espalda pensó dispersarlos antes de que se reparasen del susto. Al ruido de la arremetida torció Acuña las riendas á su caballo; veloz y pareciendo que se multiplicaba, para encontrarse en todas partes, giró por entre los pelotones de su tropa: con enérgicas palabras afeó la infame ingratitud de sus contrarios; enardeció el valor de todos, les hizo volver caras y entrar en línea. Despues de parado así el golpe, como por obra de magia, plantóse el obispo delante de los mas valerosos: impaciente de no revolver de un lado á otro con tanta ligereza como su pensamiento volaba y su corazon latía, saltó del caballo al suelo, embrazó su escudo y blandió su pica. Contemplando á un gefe que tan gallardamente desafiaba el peligro y que con ser viejo no podia templar el hervor de la sangre; ¿quién no habia de tener vergüenza de recatarse de la muerte y de ser en la lid el postrero? En impetuoso tropel acorralaron y oprimieron por todos lados á la hueste de Zúñiga los comuneros,

no hallándose uno que se resignara á tener ociosos los brazos en aquel lance. Hasta ser de noche dará con indecible encarnizamiento. Zúñiga quiso sorprender á los de Acuña con lo imprevisto del ataque, y la sorpresa fué suya, contrariándole absolutamente la no soñada resistencia: de fé creia poner en dispersion á sus adversarios, y víose envuelto con sus amigos en la fuga. Su torpe accion le salió á la cara, perdiendo la reputacion de caballero, y el campo de batalla. Acuña brilló como dechado de insignes capitanes en la generosidad, en la presencia de ánimo y en el arrojo, y como instrumento de la Providencia que nunca absuelve de rigerosa pena á la perfidia (4).

Dos cañones quitaron los imperiales á los comuneros: á otro dia mandólos á pedir á Zúñiga su adversario, exhortándole á no aventurar segunda vez su vida y fortuna. El prior de San Juan se habia anticipado al mensaje, enviándoselos muy de mañana, y escusándose de lo acontecido la tarde anterior á pesar suyo; excusa muy semejante al llanto en que prorrumpe, despues de devorar su presa, el animal que vive en las aguas y á las márgenes del Nilo. Dos únicos modos tuvo Zúñiga de sincerarse; el de morir á manos de su gente por detenerla, si contra su voluntad se arrojaba sobre el ejército de Acuña, ó el de condenar á suplicio afrentoso

(4) MALDONADO describe menudamente lo ocurrido en el Romeral, lib. VI. Dando la victoria á Acuña, manifiesta que por España circularon diversos y exagerados rumores atribuyéndosela cada partido, y al fin resuelve la cuestion á favor de los comuneros, si bien hace por disculpar el ruin porte de Zúñiga cuanto puede.—Tomando el imprevisto ataque por natural acometida, suponen la derrota del obispo de Zamora, MEJIA en el lib. II. cap. 47, y ANGLERIA en la epístola 749.—SANDOVAL, en el lib. IX, pág. 463, dice que, enojado el obispo por haberle quebrado la tregua, le acometió, y de resultas se dieron muy recia batalla, en que perdió el prior cuatrocientos hombres, huyendo finalmente, y cogiendo el obispo el campo, hubo muchas armas y caballos, quedando herido de dos golpes, pero no porque dejase de tomar armas y subir en caballo. Pero como el obispo de Pamplona, carece de crítica, aun siendo escritor muy apreciable, copia á renglon seguido, y á secas y sin correctivo de ninguna especie, la relacion de Mejia escocadamente contraria á la suya. En nuestro concepto no cabe duda en que Acuña ganó por de pronto, si bien Zúñiga se repuso en breve y le hizo perder terreno.

al inventor de tan inicua asechanza. En verdad se esforzó por contener su gente, mas fué para que no se abandonase á la huida: y en lo de suplicio no hubo otro que el de su propio remordimiento, sobradamente manifestado en la prontitud con que quiso alegar disculpas. Tras estas pruebas imite quien guste á ciertos escritores, que aguzan su ingenio por lavar de toda mancha al héroe de que su corazon está prendado; á veces la adulacion conduce á sus idólatras por vergeles de matizadas y olorosas flores; nosotros preferimos no apartarnos del carril de la historia por mas que en su estenso curso abunden las asperezas.

Zúñiga renovó sus instancias para obtener treguas, y se establecieron por algunos dias: Gaitan con la gente de Toledo se quedó en Dosbarrios, y con la demas el prelado de Zamora se instaló en Ocaña. Comenzadas otra vez las hostilidades atacó el prior de San Juan á los toledanos, quienes le rechazaron, causándole pérdida no floja con los auxilios que el diligente obispo les trajo. En Ocaña cundió la noticia de hallarse éste cercado en unos olivares, y la reserva, que habia dejado en la villa, se dispuso á volar en su ayuda: hizolo efectivamente, y hasta que supo como estaba en completa seguridad su amado caudillo no tomó la vuelta del pueblo fiado á su custodia. Algunos de sus naturales habian procurado estorbar que la reserva marchase á dar auxilio á Acuña, socolor de que, desguarnecida asi la poblacion en que Zúñiga tenia clavados los ojos, quedábale franca la entrada. No sin razon se dedujo de esto que en Ocaña tambien habia lobos con piel de corderos, traidores bajo la apariencia de leales; y de conjetura en conjetura se vino á parar en hacerse público en la villa que uno de sus soldados habia avisado á Zúñiga por señas, convenidas de antemano, el momento de acometer á los comuneros que iban camino del Romeral agenos de zozobra. De resultas embistieron los muchachos á pedradas al presunto reo, y moribundo le remataron en la horca, arrojando despues su cuerpo á las llamas, para escarmiento de traidores. De que en realidad lo fuese

ningun otro testimonio nos queda que el de haberse tomado el pueblo la justicia por su mano; y hasta el inocente corre grandes peligros cuando la efervescencia gana los corazones y se hacen procesos en tumulto. A la luz de la simple razon no parece verosímil la culpabilidad de aquel soldado, metido y envuelto entre los primeros contra quienes se dirigió el ataque; no consta que se pusiera en cobro, para no sucumbir confundido en la refriega con sus antiguos camaradas; y es sabido que el principal cuidado de los desleales estriba en sobrevivir á la traicion, que les infama y enriquece, siquiera el remordimiento acibare su existencia y no esperen el término de su angustia, sino echando un lazo á su garganta.

Nada aprensivo y sumamente laxo el obispo de Zamora en el cumplimiento de sus deberes sacerdotales, tuvo al parecer escrupulo de seguir engolfado en marciales placeres durante el tiempo en que se viste la iglesia de luto y hace melancólica y tierna memoria de la pasion y muerte del que en la cumbre del Gólgota redimió al género humano. De otra suerte disuena que Acuña licenciase temporalmente á sus capitanes y tropa, y dejase muy débil resguardo en el pais que recorria Zúñiga con el grueso de sus fuerzas. Solo se reservó aquel una escolta, de la cual tambien se deshizo estando ya cerca de Toledo, adonde se dirigia para dar cuenta de sus operaciones militares y del plan de la próxima campaña.

Aviso de su próxima ida nadie lo tenia en Toledo, y como se le conocia poco la investidura episcopal en el traje, y no llevaba otro séquito que un guia, entróse por la plaza de Zocodover antes de que alguno sospechase su presencia en la ciudad, que habia sido foco muy principal del alboroto. El guia impuso á varios en el secreto, y, propagándose por la poblacion con la celeridad de la chispa eléctrica de un extremo á otro, llenaron las calles y confluieron en la plaza locos de alegría los toledanos; y aquellos corazones poseidos de entusiasmo salvage calificaron al prelado

Acuña de padre y señor de la patria, y le que es mas de arzobispo de la sede, en que se habian encumbrado á la santidad los Eugénios, los Julianes y los Ildefonsos. No pararon en esto la irreverencia á tan eminente dignidad y el torpe escarnio de conferirla tumultariamente, usurpando las atribuciones del pontífice y del monarca; sino que, fuera de sí la turba, desmentó del caballo al obispo de Zamora, le cogió en hombros, y por el camino mas corto enderezó sus pasos á la santa basilica toledana, traspuso sus verjas y, á mode de las olas del mar embravecido por los huracanes, inundó el átrio y el pórtico y se derramó por el templo. ¡Sacrilega profanacion que acongoja el alma! Esto acontecia al cantarse las tinieblas el Viernes Santo. Allí se confundieron los gritos de la muchedumbre, ébria de vino y de demencia, en alabanza de un mal sacerdote, con los hondos ayes y lúgubres sollozos del mas inconsolable de los profetas; y el desenfreno, las blasfemias y la bulliciosa complacencia en el pecado de las turbas feroces, ahogaron los ecos tristisimos del canto mas patético y elevado que ha sentido corazon y modulado acento de hombre, implorando á Dios un perdon que guarde igualdad con lo infinito de su misericordia (1).

Apresurémonos á decir que Acuña no era parte activa en este desacato. Contra su voluntad manifiesta, y despues de apurar su energía en palabras y en obras, espresándose alternativamente con persuasivo y colérico lenguaje, para que le soltasen los que le llevaban en triunfo, y forcejando por desasirse de sus brazos, metiéronle en el templo y en el coro, y le colocaron en la sede pontificia, y al fin le proclamaron arzobispo de Toledo. Entre el bullicio movianse frenéticos muchos sacerdotes é inflamaban el temerario propósito del vulgo. A veces una amistad imprudente daña doble que el encono mas inveterado. Aquellas demostraciones, sobre criminales intempestivas, vulneraron la opinion de

(1) MEJIA, lib. II, cap. 45.—FRANCISCO DE PISA, *descripcion de la imperial ciudad de Toledo*, edicion de 1647, lib. V, cap. 45, folios 45 y 46.—MALDONADO, lib. VI.—SANDOVAL, lib. IX, pág. 464.

Acaña, porque se le supuso, con razon aparente, cómplice y aun promovedor de ellas; y asi vino á tropezar su ambicion en los agasajos de los amigos, que pusieron las poderosas armas de una indignacion justa á servicio de los contrarios. Acaña ansiaba sobre todo la victoria de las comunidades, y despues en remuneracion la mitra de Toledo con beneplácito del rey y bula del papa; pero anticiparle el premio, y adjudicárselo por encima de una profanidad execrable era como ahondar un abismo entre la ambicion del obispo de Zamora y el triunfo de su causa; porque el escándalo que sembró en los corazones el infernal espectáculo de que se hizo teatro á la catedral de Toledo tuvo mas valer que una poderosa falange para los próceres de Tordesillas (1).

No tardó en manifestarse el dedo providencial de Dios sellando con castigo ejemplar la negra culpa. En Ocaña creció el número de los que seguian la bandera de Carlos de Gante; oprimidos los comuneros se acogieron á Yepes; y la villa, que tan brillante defensa llevó á cabo dos meses antes, abrió á Zúñiga sus puertas; y del valeroso ejército que junto al Romeral supo convertir una derrota aciaga en magnífica victoria, apenas quedaron algunas débiles partidas en toda la comarca.

Cada vez se atrevieron á mas las gentes de Zúñiga en sus correrías: blanco hicieron de su atrevimiento la villa de Mora, floreciente por extremo entre las poblaciones castellanas. A la intimacion de someterse respondieron los vecinos que nada obrarian sin el consentimiento del obispo de Zamora. Muy determinados al asalto avanzaron los de Zúñiga en columna cerrada sobre el pueblo: sus naturales barrearón las calles, y, á fin de pelear desembarazadamente, condujeron á la iglesia las mugeres, los decrepitos y los

(1) Nos parece digna de atencion la circunstancia de que, haciendo tanto bulto el obispo de Zamora en las alteraciones de Castilla, no le nombre para bien ni para mal don Alberto Lista cuando habla de ellas, con mas estension de lo que permite una historia universal, en la que tradujo del conde Segur, adicionándola y enriqueciéndola especialmente en lo relativo á España. Véase el tomo 29, cap. 48, edicion de Madrid de 1838.

niños con lo que pudieron de su hacienda. Usanándose de no quedarles otra eleccion que la muerte ó la victoria, tenaces como estaban en perseverar sordos á las proposiciones de rendirse, saltaron á los parapetos y con sereno valor hicieron cara á los contrarios. Estos no la volvian tampoco por huir del peligro, sino que, obstinándose en vencer y formándose muralla con los cadáveres de sus compañeros, del paso que adelantaban no volvian atrás ni para cobrar mayor empuje. Largo tiempo se mantuvo indeciso el combate; á lo último flaqueó del lado de los de Mora. Pero ni suplicaren clemencia, ni se deslucieron con la fuga. Desalejados de unos parapetos, robusteciéronse en otros, y acreditaron las proezas de que son capaces hombres que, sin esperanza de triunfar ó teniéndola muy remota, se despiden sesegadamente de la vida al engolfarse en la pelea. Con impetuoso furor acometidos y ahuyentados de trinchera en trinchera, de calle en calle, se replegaron ordenadamente á la iglesia. Encrudelecida su rabia con el llanto de las mugeres y de los niños, á quienes acababa de dejar viudas y huérfanos la tropa enemiga, resolvieron morir matando.

Sañudos tambien los acometedores é impacientes de terminar aquel batallar sangriento, echaron dentro y hacinaron fuera combustibles y materia que los inflamase pronto. Asi en un instante iluminaron llamas voraces la noche y la nefanda victoria; porque estendido el incendio abarcó todo el edificio por sus alas y techumbre. El pavimento del coro se desplomó con hórrido estruendo y muerte de muchos; y los que sobrevivieron á aquella catástrofe pavorosa, se abrazaban con horrible crispatura á las imágenes, que al estallar de la pólvora se removian de los altares; ó se encaramaban por columnas que de súbito se venian abajo; y sucumbieron todos sofocados por el humo ó consumidos por el fuego. En fin, los soldados del prior de San Juan cantaron victoria sobre cadáveres, escombros y cenizas. Mora quedó totalmente despoblada. Tres mil personas de ambos sexos y de diversas edades tuvie-

ron comun sepultura debajo de la desmoronada bóveda de su templo. La pluma se salta de la mano al copiar esta página espantosa de los fastos de la barbarie (1).

Al modo que la fiera, con la cerviz rasgada por agudo arpon, revuelve, embiste y se ceba en quien á impulsos de su temeridad la provoca y hostiga, se arrojó Acuña, fuera de Toledo, así que le vino la desastrosa nueva de la atrocidad ejecutada por la gente del prior de San Juan en Mora; é impaciente salió de nuevo en campaña. Del grueso de la tropa de Zúñiga se había segregado un destacamento de caballería, que en la comarca de Illescas saqueaba los graneros de los hacendados y las cabañas de los pastores: protegíale en sus hurtos y le cubria las espaldas con mil infantes y cien ginetes, que trajo de Sevilla, don Pedro de Guzman, hermano del duque de Medina-Sidonia, mancebo, que juntaba á la bravura mas seso del que prometian sus años. En Toledo y por el camino se incorporaron al obispo de Zamora caballos y peones. Luego que cruzó el Tajo, previno que se inutilizasen las barcas para que Zúñiga no alargara la mano á

(1) «Como la pobre gente que dentro se habia metido no tuviese otra salida, si no era por donde el fuego estaba, y la iglesia cerrada sin otro respiradero, sin poder ser socorridos se abrasaron y murieron casi todos los que en ella estaban, en que afirman que se quemaron mas de tres mil personas,» MEJIA, lib. II, cap. 45. «Al momento se desplomó el coro, y una multitud de mugeres y niños, y el humo y la pólvora cegaban á todos: prendiendo ademas la llama en la puerta, no hubo posibilidad de abrirse paso: ardió todo el templo y se quemaron mas de tres mil personas.» MALDONADO, lib. VI. *Número super quatuor millia, fumo et igne perierunt.* SEPULVEDA, lib. IV, página 409.—A cinco mil hace subir Angleria el número de niños, mugeres y vecinos que perecieron en Mora. Véase su epístola 749.—SANDOVAL copia literalmente á Mejia, sin mas diferencia que la de añadir que la puerta de la iglesia de Mora *ardía en vivas llamas.* Lib. IX, pág. 464.—Hubo de parecer exagerada esta cifra á alguno de los copiantes de la *Relacion de Alcocer*, y, quitando un cero, redujo el número de las víctimas á trescientas. Por igual razon sin duda dice MARTINEZ DE LA ROSA en su *Compendio de la Historia de las Comunidades*, que las victimas fueron muchas, sin designar cuantas. Sigue esta misma conducta GALIANO en su *Historia de España*, donde habla de la destrucción de la villa de Mora, combatida é incendiada en parte, con muerte de muchos vecinos: tomo IV, pág. 239.

los que yermaban el territorio de Illescas. Temerosos estos, y sin ánimo de esperar á un enemigo pujante y airado, empezaron á retirarse hácia el cerro del Aguila, de áspera subida, y en cuya cumbre se alzaba un fuerte castillo de don Juan de Ribera, el que solícito por ahogar en su cuna la sedicion de Toledo, y despues de inútiles esfuerzos, tuvo al fin que abandonar el campo.

Acuña supo el movimiento retrógrado de los ginetes de Zúñiga, y aceleró su marcha con tales brios, que, al trepar los fugitivos por la pendiente del cerro, iba ya picándoles la retaguardia. Tras ellos siguió dando sin otro consejero que su herviente corage y sin ojos para atender mas que á la distancia que le separaba del castillo, donde presumia meterse de golpe. Y lo verificara por cierto no diferenciándose de su intrepidez la de sus soldados; pero cuando, firme en su designio, habia ya penetrado en las primeras trincheras y pugnaba por avanzar camino, estrañando que le resistiesen tanto, volvió la vista y se halló casi solo y gefe de un ejército de cobardes. A la falda del cerro estaban todos, y no se avergonzaban de su pusilanimidad indigna, ni ponian atencion en que lidiaban por sus libertades y los mandaba Acuña y los miraba Toledo.

Aquel contratiempo irritó el enojo en el corazon del obispo, donde nunca se albergaba el desmayo. Solo se apartó de los muros del castillo hácia la pendiente lo bastante para situar bien sus cañones y batirlo sin tregua. Al declinar la luz del sol cobraron aliento algunos del ejército de las comunidades, y subieron á guarnecer la batería: otros perseveraron en su miedo, y hasta se fugaron unos pocos. Avezado Acuña á pasar las noches sin dormir y al raso, alternó con los artilleros en la fatiga; moviéndoles á sonrojo confortó su flaqueza, y cuidó de que las bocas de fuego no cesasen de vomitar metralla, para que abriesen portillo en el baluarte contrario, que les facilitase al primer albor del dia el triunfo que la tarde anterior se les habia escapado por culpa y con mengua de ellos.

Lo de la brecha salió según lo predijo Acuña; para el cabal cumplimiento de su vaticinio faltó que la victoria coronase á sus soldados. Ninguna esperanza tenían los de dentro de librarse de aquel apuro: ya los comuneros volviendo por su honra se aparejaban al asalto: Acuña, delante como de costumbre, parecia el genio de la guerra: poco molestados los acometedores por el fuego enemigo tocaban ya en el muro. De repente se oyó dentro ruido semejante al de un tropel de gente que se precipita á la huida ó al acometimiento. Entre los de Acuña cundió el sobresalto. A este tiempo se abrieron las puertas del castillo; el pavor de los comuneros llegó á su colmo. Sus contrarios habian discurrido un expediente ingenioso para salvarse del conflicto, cifrando su esperanza en que, en proporcion de escoger los populares entre el hurto y el combate, menospreciaran su reputacion y optaran por su desdoro. Con esta idea soltaron las numerosas cabezas de ganado robadas en sus correrías por Illescas; al pronto creyeron los de Acuña que se les venia encima hueste poderosa, y se echaron á rodar por las laderas del cerro; y, cuando se recobraron del susto, no fué para volver á sus banderas, sino para perseguir á las reses fugitivas, disputárselas con encarnizamiento y ponerlas despues á buen recaudo (1).

Nuevamente se vió casi desamparado Acuña: maldijo en su cólera á gentes que no se ruborizaban de precipitarse á la ignominia, huyendo de la victoria; y no obstante se empeñó todavía en dominar el castillo. Pero tambien flaqueó el espíritu de los que se quedaron en el atrincheramiento: sobrevenidas las lluvias de abril tuvo que pensar en la retirada para vencer oportunamente las escabrosidades del terreno y salvar siquiera la artillería. Además le convenia tornar á Toledo, porque su salud se habia resentido sobremanera del dolor que le ocasionara ver tan flaca de ánimo su tropa.

(1) MALDONADO, lib. VI: este autor debe ser consultado con preferencia á otro alguto sobre la campaña de Acuña en Toledo.

Muy á pechos se tomó en la ciudad el desenlace funesto de una jornada emprendida con audaz esfuerzo, y de la que todos esperaban salir vencedores. Por satisfacer la vindicta pública, la sombra de autoridad que habia en Toledo afrontó y azotó delante de numeroso concurso á algunos de los culpados de cobardes, asi como en Ocaña se cebó contra un presunto desleal el pueblo, y en Valladolid trató rigidamente á los tachados de ladrones el obispo de Zamora. Estos y otros castigos saludables revelaban en los gefes de los comuneros buenos instintos, y, si con ellos y el número y el valor de los que les eran afectos no redondearon su dominacion sólidamente al principio de la contienda, solo hay que dar la culpa á sus desavenencias lastimosas. En el campo de los gobernadores veíase por el contrario blandura con los delincuentes de su partido, pues hasta el capitan que en la iglesia de Peñafior sacrilegamente robó el sagrario, hubiera peleado libre é impune sobre Tordesillas, si á los primeros tiros no le viniese el castigo del cielo en una bala. Y aqui nos ocurre notar otra diferencia esencialísima entre la política de los comuneros y la de los gobernadores, que hace aparecer á los primeros templados y benignos, y á los segundos violentos y crueles. En manos estuvo de la Santa Junta tener encerrados á los consejeros, que puso presos Padilla; y los soltó mediante una promesa, que se apresuraron á quebrantar apenas libres: pudo ademas guardar en rehenes al cardenal Adriano, reduciendo á recinto mas estrecho la prision que en Valladolid tenia; y, aun despues de ser manifiesta su intencion de escaparse, le respetó la plebe; en Villabraxima hubo motivo sobrado para insolentarse con fray Antonio de Guevara y reprimir su mordacidad furibunda; y á su placer anduvo engañando á los capitanes, aprisionando la buena intencion de ellos en ocultas redes, y prodigándolos insultos. Entretanto el duque del Infantado ponía en Guadalajara á espectacion de los populares el mutilado cadáver de uno de sus caudillos: el condestable don Iñigo de Velasco mandaba en Burgos dar garrote á un camarero

de la reina doña Juana, mensagero de la Santa Junta; y el rey de armas, enviado á intimar la rendicion al cardenal y al almirante, quedaba aherrojado en Rioseco. ¡A qué cansarnos en amontonar otras comparaciones de la conducta de cada una de las dos parcialidades que despoblaban el suelo castellano! ¡Aun estaban calientes las cenizas del tundidor Bobadilla, ahorcado de los adarves de Coca por su alcaide, cuando, despues de batir el castillo de Fuentes de Valdepero, se contentaba el obispo de Zamora con enviar preso á Valladolid al doctor Tello, uno de los consejeros que, al recuperar la libertad en Tordesillas, empeñaron palabra solemne de no hacer mas figura en aquellas turbaciones! Santa obra es la clemencia, y no perjudicara á los comuneros usarla siempre con los vencidos, al par que no les consintiesen el mas leve sosiego entre batalla y batalla; pero flojos y como rendidos á cada una de sus tardías victorias, márgen daban á que los magnates atribuyeran su lenidad á flaqueza, y á miedo su templanza; divulgando que no la ejercitaban por virtud, sino por contraer méritos que se les tuviesen cuenta al comparecer en juicio despues de su derrota, que suponian inevitable y cercana.

Estas voces y el escándalo causado por la desaforada y sacrilega promocion de Acuña al primer arzobispado de España, y el porte villano de los comuneros en el cerro del Aguila, donde se cubrieron de afrenta, alteraron completamente el aspecto de las cosas en la provincia de Toledo. Raro fué ya el religioso que desde el púlpito no convirtiera en exhortaciones de paz la antigua concitacion á la revuelta. No pocos de los mas comprometidos comuneros variaron de vida por arrepentidos ó medrosos, disponiéndose á la sumision al monarca, ó á esconderse mientras durase la persecucion implacable, que acompaña por lo comun á la terminacion de los grandes trastornos, ó á fugarse con tiempo. Además, la masa flotante, que á modo del Océano en su flujo y reflujo, avanza ó se retira en los movimientos populares, segun es adversa ó propicia la fortuna que les acude, se desviaba de los que

se mantenian constantes en sus aficiones y no abismados por los reveses. Al son de estas mudanzas levantaban cabeza los señores espulsados de Toledo, y se juntaban con el prior de San Juan al frente de sus vasallos; y el ejército imperial estendia sus alas en rededor de la ciudad sobremanera abrumada por sus trabajos, esfuerzos y sacrificios; y avanzando de continuo la ceñian los próceres y apretaban cada vez mas sus fronteras; y hacian poco menos que imposible su correspondencia con las demas ciudades.

A pesar de sus estrecheces, por no haber caudal suficiente á cubrir tantas atenciones, que no auguraban disminuir sino muy tarde, Toledo juntó hasta cinco mil ducados para enviarlos á Padilla, y proporcionarle con qué pagar su gente. Dos hermanos apellidados Aguirres, personas abonadas y comuneros ricos, fueron señalados para llevar al capitan estacionado en Torrelobaton aquella suma de que tenia necesidad muy grande (1).

Satisfecha esta obligacion atendió Toledo á reparar de alguna manera sus descalabros recientes, sirviéndose de la decision del vecindario, que en cada suceso encontraba estímulo con que se inflamase y pasto de que se nutriese. En venganza de la crueldad fulminada contra los moranos, fuera de su ciudad incendiaron los de Toledo dos lugares del marqués de Montemayor don Juan de Ribera, y dentro de sus muros derribaron las casas de don Fernando de Silva, de Hernan Perez de Guzman y de Portocarrero, que, derramados por la comarca y ufanos de ganar ter-

(1) Especifica esta circunstancia Pedro de Alcocer en su *Relacion de los sucesos de las Comunidades*. Aprovechamos esta circunstancia para decir que personas eruditas suponen que *Pedro de Alcocer* es el nombre supuesto con que escribia el canónigo JUAN DE VERGARA. Entre otros se lo ha oido el autor al señor Gallardo, que consume su dinero en libros, y al presbítero don Ramon Fernandez Loaisa, catedrático de historia muchos años en Toledo. Este ilustrado anciano dijo al autor de esta historia en carta de 24 de abril de 1850 sobre lo que pudo inducir al canónigo Vergara á ocultar su nombre. «Su posicion política era muy delicada en sus últimos años, en razon de que necesitaba no irritar los ánimos, mal dispuestos contra él por haber defendido el partido de «los conversos contra la introduccion del Estatuto de Siliceo.»

reno, dañaban lo que podían á las comunidades con furia de rencorosos y en guisa de exterminadores (1).

A la vista del peligro, que se condensaba sobre Toledo, y de lo bien templados que estaban para la pelea sus habitantes, deseosos de lavar la mancha de cobardía que deslustraba sus antiguos timbres, se repuso en breve la quebrantada salud de Acuña. El pueblo quiso darle una nueva señal de lo mucho que estimaba su mérito y constancia, y resarcirle de los sinsabores con que algunos hijos espúrios de la ciudad le habían mortificado. Nada les pareció mas propio de su gratitud que legitimar con el voto del cabildo la promoción del prelado de Zamora á la mitra de Toledo. Para dar vado á su intencion insana apostáronse los mas sediciosos en rededor de la catedral por cuadrillas, y pusieron guardias en las calles contiguas y en las puertas del templo. En seguida avisaron á los canónigos de casa en casa, y, segun iban llegando al punto y hora de la cita, encerráronlos en la sala capitular uno por uno. Luego que se hallaron en número suficiente les propuso la turba su deseo y su propósito deliberado de que se le colmasen pronto y sin escusa. Conturbados unos, escandecidos otros, sacando los tímidos fuerzas de flaqueza, los serenos de ánimo espresándose con mansedumbre, poseidos todos los canónigos de muy digna entereza rehusaron hacerse cómplices de aquel desafuero. Aunque el obispo de Zamora habia repugnado ser agente de su propia ambicion pocos dias antes, por considerar prematuro el premio del arzobispado en que tenia puestos los ojos, embriagado de cólera al saber la justificada resistencia del cabildo á la peticion de sus parciales, depuso el escaso miramiento que hasta entonces demostró á las cosas sagradas, tomó cartas en el juego, y aun capitaneó la sacrilega asonada, ultrajando de palabra á los que le daban ejemplo de que á los sacerdotes en cum-

(1) MALDONADO, lib. VI.—SANDOVAL, lib. IX, pág. 464.—CABEZUDO no hace mencion de esta campaña de Acuña; antes bien le supone por aquel tiempo hácia la parte de Zamora.

plimiento de sus deberes santos no faltan ocasiones en que acreditar valor y firmeza lejos de los campos de batalla.

Hora tras hora vino la noche; la gente alborotada continuó pidiendo, y el cabildo negando la mitra arzobispal para Acuña. Acaso éste pensó en amansar á aquellos, de quienes esperaba el voto, cercándolos por hambre, y los tuvosin comer ni beber treinta y seis horas. El teson desbocado y frenético de los populares se estrelló en la dignidad sosegada é incorruptible de los prebendados. Contra su gusto los soltó finalmente el obispo de Zamora. Para los comuneros habia llegado el día de las tribulaciones: el astro resplandeciente de la fortuna se eclipsaba ante sus ojos, próximos á cegar de llanto. Pero no se disipó el tumulto encendido en el claustro de la catedral de Toledo sin que don Antonio Acuña se dejara adornar y se lozaneara con los atributos pontificales. Tan vana ostentacion y demente ufanía, desplegadas á la sazón en que la causa popular amagaba perdicion y desastre, resuscitaban la memoria antigua de las solemnes y concurridas fiestas que la gentilidad consagraba á sus dioses, en las cuales se conocia por el esplendor y la gala de sus vestiduras la víctima triste destinada al sacrificio.



CAPITULO X.

VILLALAR.

Desorganizacion del ejército comunero y de la Junta.—Mal proceder de Laso de la Vega.—Desasosiego en Valladolid.—Valerosa defensa de Palacios de Meneses.—Sorpresa de Montealegre.—Se incorpora el condestable de Castilla á los otros dos gobernadores.—Sale de Torrelobaton Padilla.—Le sigue la caballeria de sus contrarios.—Vanamente anima á pelear á los suyos.—Se desbandan los comuneros.—Prision de sus capitanes.—Fanatismo de fray Juan Hurtado.—Siguen el alcance los vencedores.—Deliberan sobre la suerte de los capitanes prisioneros.—Suplicio de Padilla, Bravo y Maldonado.

En el trascurso de breves dias el desmayo de los gobernadores se trasmitia á los comuneros, y la esperanza de los de Torrelobaton pasaba á los Tordesillas. ¿Qué se hizo aquel entusiasmo ardiente de los castellanos, unidos de voluntades, horrorizados á la sola idea de la servidumbre, idólatras de su libertad y resueltos á empobrecer por conservarla ó á morir antes de perderla? Rivales, ambiciones, violencias han desnaturalizado en la península aquel grito solemne que de mar á mar no tenia mas que un solo eco. ¿Y dónde se encuentra aquel ejército poderoso, admirable por su valor en la pelea, por su desafeccion al robo, y por el respeto á sus capitanes, que salvando á Segovia, consolaba á Medina del Campo, y protegía en Valladolid el alzamiento, y fundaba el centro del poder en Tordesillas? Sombra débil de lo

que habia sido, hállase dentro de Torrelobaton postrado en el ócio, de indisciplina herido y por la traicion contaminado. ¿Y qué fué de la Junta que, denominándose Santa, tuvo en su seno varones de prosapia ilustre, jurisconsultos doctos, religiosos por su edad, virtud y saber muy reverenciados, y pobres gentes de estraccion humilde; y que sacando á doña Juana de su encierro, ejercitaba una autoridad omnímoda al amparo del trono? Inflamada de fé patriótica en Avila, soberana en Tordesillas, de alli lanzada por el denuedo de sus contrarios, en Valladolid vive sin crédito ni decoro, desmembrada y casi disuelta; porque prisioneros están varios de sus individuos; á unos ha sacado de su seno el ímpetu belicoso y andan en el real de Padilla; á otros el miedo, y esconderse pretenden en sus lugares; á no pocos la deslealtad, y al lado de los próceres, ó todavía junto á los comuneros, ó entre los dos campos, porfiadamente se afanan en forjar cadenas que aprisionen al reino. ¡Doloroso espectáculo el de un levantamiento popular escitado por la justicia y protegido por la fortuna; combatido por la traicion y minado por la envidia, y agonizando á lo último en los destructores brazos de la anarquía, jamás fatigada de abrir á la libertad de los pueblos honda sepultura!

Padilla, encastillado en Torrelobaton y renovando la memoria de Anibal en Capua (1), no supo, ó no quiso ó no pudo atajar tal

(1) Es espresion que usa PERO MEJÍA en el lib. II, cap. 45, de este modo: «Pero queriendo Dios ayudar á la justicia y fortuna del emperador, como siempre lo ha hecho en las mayores necesidades, esto, «que pareció entonces desman y mal subceso, vino á ser ocasion y camino de la victoria, porque, como adelante se verá, queriendo Juan «de Padilla conservar lo que habia ganado, y perseverar en detenerse «alli por sustentar la estimacion de lo que habia hecho (imitando en este error á Anibal, cuando reposó en Capua mas de lo que debiera habiéndola ganado), fué causa de su mas temprana perdicion etc.» SANCHEVAL, lib. IX, pág. 457 hace sobre esto una observacion muy notable, explicándose en esta forma: «Ya comenzaba (Padilla) á sentir su «mal gobierno y el daño que la confianza le habia hecho... que es «guera del entendimiento humano ponerse uno en materias tan arduas «y ejecutarlas con remision. Malas son las barajas, y es bien escusallas, «pero, comenzadas, prudencia es, no durmiendo, acaballas.»

desconcierto. Allí detenido dos largos meses, y ocupado en fortificar la villa; tarea inútil y ridícula como la del caminante que se esmerara en alhajar la habitacion, donde solo debe hospedarse una noche, proporcionó á los gobernadores respiro y coyuntura de rehacerse y de tomar la ofensiva. Sagaz el almirante se dispuso á proceder con la cautela del capitan que no lo remite todo á la aventura de la batalla, y no perdonó manera de deshacer la revuelta sin sangre. Por buenos modos y con palabras de perdon atrajo á sus filas á don Pedro Laso de la Vega; al bachiller de Guadalajara; á los procuradores de Segovia y á los de Murcia; y, como las ciudades veian pasar de un campo á otro lo mas granado de la Junta, se movia cizaña entre sus vecinos; y muchos empezaban á predicar la sumision al emperador de Alemania. Del ejército de las comunidades fuéronse tambien para el de los gobernadores Lope Alvarez Osorio, Luis de Herrera, Gomez Agraz y Pedro Dallo, capitanes con mucha gente de armas, llevados de los mismos estímulos y descansando en iguales promesas (1).

(1) Sobre esto nos queda el testimonio auténtico del almirante de Castilla don Fadrique Enriquez, el cual decia en sus cartas y advertencias á Carlos V: «Parecióme que el mejor servicio que podia facer á «V. M. fué entrevenir en deshacer la Junta, y asi se fizo; que sacalles «á don Pedro Giron fué deshacellos del todo por la abtoridad grande «que perdieron; y ansi mismo porque no les quedó hombre que su- «piese mover gente gruesa, de donde, al parecer de todos, aunque fué «grande el deservicio, que don Pedro cometió, fué tan grande el servi- «cio que fizo en salirse que fué manifiesta ocasion de dejallos perdidos «de todo punto, sin cabeza para regir, y sin manos para pelear. Y co- «mo la gente tenia crédito dél, y les parecia que, estando él allí, ellos «no erraban; conocido por él su yerro, todos conocieron el suyo, y «ansi se fueron los unos á sus casas, y los otros á nuestro ejército, y «poco á poco fué todo deshecho ó la mayor parte. Y ansi mismo en sa- «calles á don Pedro Laso, que, aunque no fué cuerdo en lo que fizo, «no dejaba, en lo que estaban y traian entre manos, de sabellos mejor «regir á todos; y quando de allí le sacamos el papa (Adriano) y yo no «pensamos que teniamos poco. Y lo mismo fué en sacalles al bachiller «de Guadalajara, procurador de Segovia y sus compañeros, y los de «Murcia; que como las ciudades veian salir los mejores y los mas cuer- «dos, reconocian que entre ellos habia zizaña, y comenzábase á predi- «car la fé de S. M. Y todo esto lo facia yo por deshacellos sin sangre; «porque, siendo V. M. cabeza del reino, por fuerza era que la sangre «que se derramaba se perdiese de vuestro cuerpo. Y ansi saqué á Lope

Entrefanto Laso de la Vega, apostado hácia la parte de Valladolid, estorbaba con astucia que llegaran al capitán de Toledo dos mil hombres de socorro, y que los hermanos Aguirres le entregasen los cinco mil ducados que aquella ciudad le enviaba para salir por de pronto de escaseces; y los portadores del dinero se avenían á detener su marcha, meditando pérfidamente guardárselo si los próceres derrotaban á Padilla, y ponerlo á su disposición en el caso de quedar victorioso (1).

Ya entrado abril se alborotaron un día los vallisoletanos contra la Junta, decididos á echar de la población á sus individuos, que en secretos y consultas malgastaban el tiempo. Justamente se resentía el vecindario de que, aparte los gastos y las pérdidas particulares, se hubieran consumido de su caudal cien mil quinientos ducados en siete meses con poco fruto. Aquella asonada sirvió para dar un corte á las negociaciones de paz y el golpe de gracia á la autoridad de los diputados de las ciudades. Mejor conviniera al crédito de estos y al propósito de los vallisoletanos destacar alguna fuerza sobre Medina de Rioseco, flacamente guarnecida por don Hernando Enriquez y el obispo de Osma, ambos hermanos del almirante, porque, una vez interceptada la comunicación entre Tordesillas y Burgos, aun en estarse cruzados de brazos sacaban los comuneros ventaja. Verdad es que así deno-

«Alvarez Osorio, á Luis de Herrera, á Gomez Agraz, á Pedro Dallo, «capitanes con mucha gente de armas, que, aunque perdieron el seso «en lo de comuneros, eran hombres de guerra; y, si se hallaran en la «toma de Torre, no consintieran reparar la gente, que fué su total destrucción.»—*Manuscrito de la Biblioteca Nacional.*

(4) «Su muger (de Padilla) y Hernando de Avalos, regidor de Toledo, juntaron hasta cinco mil ducados, los cuales dieron á los dos «hermanos Aguirres, para que los llevasen á Juan de Padilla como personas abonadas y comuneros ricos. Estos, llegando cerca de Valladolid, supieron cómo los gobernadores tenían mucha gente junta para ir á cercar á Juan de Padilla: acordaron estarse quedos hasta ver el «fin, y, si Juan de Padilla fuese vencido, quedarse con el dinero, publicando que se lo habían dado, y, si venciese, llevárselo.» ALCOCEA, «....Y la gente que sacó don Pedro Laso, con que estuvo á la parte «de Valladolid, y escusó que no llegasen dos mil hombres, que iban al «socorro.» *Cartas y advertencias del almirante de Castilla.*

taran obrar con sujecion á un plan resuelto de antemano, y ellos tenian hábito de proceder en todo como si en desatinar consistiera el buen éxito de sus campañas.

Como vivian á sus anchas los guardadores de Rioseco intentaron vengar el desastre de Torrelobaton haciendo un rebato sobre Palacios de Meneses, lugar de Campos, una legua distante de la poblacion, donde, á no mediar la perfidia del primogénito del conde de Ureña, hubieran asentado los comuneros cinco meses atrás sus reales. Padilla previno la sorpresa enviando á los de Palacios sigilosamente sesenta caballos; con lo que se ensoberbeció mas el valor de los vecinos que se armaron en masa de hondas, ballestas y lanzones: asi no turbó sus ánimos el aparato de los de Rioseco al asomar cabe el lugar en batalla, y á la intimacion de que les abriesen las puertas, contestaron con aire de zumba que no les veian venir de modo que los pudiesen acoger tranquilos. Para tratar de amistad y sosiego, y sobre seguro pidieron los hermanos del almirante que salieran á su campo dos personas abonadas, y el pueblo, prestando oidos á su demanda, les envió un clérigo y un alguacil, á quienes daban grande influjo sus riquezas. No bien se presentaron donde se les llamaba en calidad de tratadores, desnudáronles sus desleales contrarios, y les obligaron á tomar la vuelta del pueblo en camisa, como para simbolizar que de igual manera dejarian á todos sus convecinos de persistir en no franquearles la entrada. A que se la ganasen á fuerza de puños les invitaron los de Palacios de Meneses; y los de Rioseco lo intentaron en balde. Aun despues de colocadas junto á la cerca las escalas, y encima de los adarves algunas banderas, tuvieron que retirarse vencidos por la pertinacia de los que se batian desde dentro, y á quienes alentaban las mugeres, echando cántaros de vinagre sobre las cabezas de los que intentaban el asalto. Otro dia volvieron mejor pertrechados á cercar el pueblo, y el rubor de que una indisciplinada y escasísima turba se mofase de sus amenazas puso espuela á su voraz encono. Pero don Juan de

Mendoza acababa de socorrer desde Ampudia con cincuenta escopeteros á los valerosos vecinos de Palacios de Meneses, y otra vez se opusieron con felicidad á sus enemigos, obligándolos á retroceder escarmentados (1).

De esta derrota se vengaron los de Rioseco en Montealegre, poblacion que tenia en custodia alguna gente de Toledo. Merced á la traicion del alcalde entráronla á deshora, y no obstante solo la señorearon tras brava escaramuza, en que hubo pérdidas de ambas partes: de mucha consideracion fué la de los comuneros, pues casi ninguno se salvó de la prision ó de la muerte.

Estos choques cotidianos desangraban el reino, y eran doblemente calamitosos, porque en la fratricida lucha se sucedian

(4) «Y los de Palacios quedaron por valientes, habiéndose defendido de tantos enemigos, siendo ellos tan pocos y el lugar no fuerte, dos veces sin haber perdido hombre. Quedaron bien amenazados de que la habian de pagar. En Palacios entienden esto al contrario, y dicen que los comuneros fueron contra ellos, y que ellos se defendieron sin que nadie les diese socorro, y aun me dicen que hasta hoy dia hacen solemne memoria de su hazaña. Yo digo lo que dijo *a quien lo vió*.—SANDOVAL, lib. X, pág. 367.—Generalmente los historiadores de ciudades suelen sincerar cada cual á la suya, echando á las demas la carga; y creen haber salido del paso con decir que hubieron los nobles, y que el tumulto lo levantaron personas sin raiz y forasteras. Asi dice COLMENARES que los regidores de Segovia enviaron al gobernador y consejo informaciones auténticas de lo sucedido para hacer constar no haberse hallado en el alboroto, no solo persona noble, pero ni aun ciudadano de mediano porte. *Historia de Segovia*, tomo III, pág. 45.—Asi FRANCISCO PISA en el lib. V, cap. 45, folio 245 de la *Historia de Toledo*, dice aludiendo á Alonso de Morgado: «En esta ocasion de turbaciones mantuvo esta ciudad gran fuerza y lealtad á la corona real, aunque el autor de la historia de Sevilla, por alabar y descargar á su patria, carga demasiadamente la nuestra, poniéndola en esta parte mal nombre.» Asi FRAY LUIS ARIZ en las *Grandezas de Avila*, en los folios 36 y 37, menciona la gente con que sirvió su ciudad al rey contra los franceses en Navarra, y disculpa á algunos avileses que notoriamente fueron populares. Asi ALONSO NUÑEZ DE CASTRO dice en su *Historia de Guadalajara*, cap. VIII, párrafo 6.º, pág. 460: «Y despacharon de la ciudad por procuradores de córtes á Juan de Urbina, y al doctor Medina y á Diego de Esquivel, y fueron á Tordesillas, donde estaba la reina, y solos estos tres de Guadalajara están notados por comuneros.» Asi, en fin, se demuestra que en el siglo décimo sétimo no se podia escribir con verdad la historia de las comunidades de Castilla, por la tiranía, que á consecuencia de ser derrotadas, abrumó al reino.

con regularidad inalterable los descalabros y los triunfos de cada uno de los bandos ; y perpetuaba la enemistad de ellos el equilibrio de sus fuerzas y de su fortuna ; y la congojosa indecision de la victoria traia irresolutos á los capitanes ; y, mientras no se descubria el término de tamañas vicisitudes, á la paralización de todos los gérmenes de la riqueza castellana correspondia el enorme recrecimiento de gastos ; y á los desvalidos no quedaba mas arbitrio que el robo para hartar su hambre ; y sin que medrasen los menesterosos empobrecian los acaudalados ; y la miseria pública se propagaba como una mortífera epidemia en la desolada Castilla.

A punto habian llegado las cosas de no ser posible tirar adelante, sin que viniesen á las manos imperiales y comuneros. Todos lo deseaban afanosos : y, pendientes los neutrales ; y los de constancia insegura ; y los mas dóciles al arrepentimiento ; y los peor parados de resultas de la conflagracion general de las ciudades y villas, del primer encuentro en que se midieran los ejércitos beligerantes, solo esperaban á saber su éxito para proclamar unísonos la paz en nombre y á beneficio de los afortunados. Hasta lo bello de la estacion convidaba á la lucha, que costumbre es de los batalladores aguardar á que reverdezcan los prados para ho-llarlos en tropel horrible y con planta esterminadora.

Por su parte los gobernadores concertaron salir juntos en campaña. Totalmente domada la fiera de Burgos, podia el condestable fiar su guarda á otras manos y encaminarse despues á Tordesillas. Para su expedicion envióle el duque de Nájera, virey de de Navarra, mas de mil veteranos con siete piezas de grueso calibre ; de estas se apoderó el conde de Salvatierra en Arratia ; sana y salva llegó la tropa á Burgos. Dejando, pues, su gobierno al conde de Nieva con gente bastante para refrenar dentro de la ciudad cualquiera tentativa, y no inspirándole cuidado el cerco que tenian puesto á Medina de Pomar los de las Merindades, por estar muy fuertes en contra de ellos el conde de Salinas y el

dean Suarez de Velasco, púsose el condestable en marcha hácia Tordesillas al frente de tres mil infantes, quinientos hombres de armas y algunos caballos ligeros.

Este movimiento de tropas arrancó á los de Torrelobaton de su letárgica apatía. Una noche fuése Juan de Padilla en secreto á Valladolid á determinar con los de la Junta el plan de operaciones; y se convino en que el capitán de Toledo, con la gente que pudiese allegar sin tardanza, se corriese hácia Toro á esperar los socorros de Zamora, Salamanca y otras ciudades hasta reunir un ejército que, segun sus cálculos, ascenderia á catorce mil hombres de todas armas. En juntándolos nada se opondria á que se encaminase triunfalmente de Toro á Burgos y ahuyentase á los gobernadores, y dividiese su tropa en dos mitades; de las cuales, una diese la mano al conde de Salvatierra y otra al obispo Acuña, con lo que tras afanes prolijos tremolaria victorioso para siempre el pendon de las comunidades sobre todo el suelo castellano. Al partirse de Valladolid Padilla se llevó dos mil infantes y doscientas lanzas, y con la fuerza que en Torrelobaton le quedaba, y la que de tierra de Campos y de los demas lugares comarcanos vino al instantáneo llamamiento, vióse gefe de siete mil peones, de quinientas lanzas y de artillería suficiente.

Pero, por mucho que su insólita diligencia aceleró los preparativos de la campaña, cuando quiso moverse ya estaba casi encima de Torrelobaton el condestable. Hasta Becerril habia llegado sin el menor tropiezo: alli le disputó el paso don Juan de Figueroa, hermano del duque de Arcos: cediólo despues de breve combate al número muy superior de sus enemigos; y su encierro en el alcázar de Burgos testificó esplicitamente que hizo lo que pudo por defender el lugar antes de rendirlo. En Rioseco, donde se detuvo muy poco, el condestable aumentó algo su gente: trasladóse á Peñafior en seguida; y en aquel lugar se le unieron su hijo el conde de Haro, sus compañeros de gobernacion el cardenal y el almirante, gran número de señores con sus vasallos, la gente

de guarda del reino y la guarnicion de Portillo. Dejada en Tor-desillas la que bastaba para custodiar á la reina, y sin tocar á la de Simancas, por evitar que los de Valladolid embistiesen tan importante puesto, el ejército de los próceres aprestado á moverse de Peñafior á la primera señal de sus capitanes, subia á seis mil peones y á dos mil cuatrocientos caballos (1).

Codiciosos los gobernadores de vencer en Torrelobaton á Padilla y firmes los de las comunidades en huir el cuerpo al peligro, salvándose en Toro, vieron amanecer el martes 23 de abril de 1521. Tras de la macilenta luz de aquella aurora no apareció el astro resfulgente que alegra cuanto vive. Lo lluvioso del tiempo en nada trastornó el propósito de Padilla. Con alimento frugal se refrigeraba para emprender su jornada cuando se le acercó un capellan suyo, instándole vivamente á que suspendiese la salida, pues en sus cálculos astrológicos habia hallado que en aquel dia funesto serian humilladas las comunidades. A este language por la supersticion dictado podia sustituirse otro sugerido por la prudencia, puesto que si á un capitan importa abandonar un punto y acogerse á otro y eludir la batalla hasta engrosar su gente, no aguarda á que luz del dia guie sus maniobras, sino que al amparo de la sombra nocturna engaña al enemigo que le amenaza; y le toma tal delantera que al reconocerse burlado juzga temeridad enpeñarse en la persecucion del que se retira ordenadamente y lleva muchas horas de camino (2). Pero el adalid de Toledo cansado ya de vaci-

(1) PERO MEJIA, lib. II, cap. 47.—MALDONADO, lib. VII.—SANDOVAL, lib. IX, pág. 473 y 474.

(2) Fiados en lo que la razon natural dicta y sin consultar otros datos, dicen, que *Padilla salió de Torrelobaton antes que amaneciese*.—MEJIA en el cap. 48.—MALDONADO, en el lib. VII del *Movimiento de España*.—SANDOVAL lib. IX, pág. 474.—Incurren en este mismo error MARTINEZ DE LA ROSA en el *Compendio de la Historia de las Comunidades*, pág. 46, y GALIANO en el tomo. IV de la *Historia de España*; pág. 249. pues escribe que *Padilla salió de Torrelobaton con recato*. En documentos auténticos nos apoyamos para decir que no se movió de la villa, no ya antes de amanecer, sino hasta muy entrado el dia. ANGLE-RIA, residente á la sazón en Valladolid, dice en su epístola 720 que los comuneros *salieron de Torrelobaton de dia para evitar alguna ceta-*

laciones se habia lanzado en brazos de la fatalidad y consideró que estaba echada su suerte; por desgracia no iluminaron su entendimiento las inspiraciones de la cordura, ni los vaticinios aciagos de un sacerdote, á cuyos avisos solia ceder sin réplica, le pusieron pavor ni sobresalto; «Dejaos de agüeros y de juicios vanos: hoy quiero ver la fuerza de esa astrología; no atendais mas que á Dios á quien he ofrecido mi vida por el bien comun de estos reinos: de volver atrás ya no es hora; estoy determinado á morir si tal es la voluntad divina (1).» Esto dijo á su capellan el caudillo de los comuneros. Despues se armó de punta en blanco: vistióse encima del arnés una ropilla de brocado en la que relumbraban bordados con plata unos delfines: garbosamente se puso á caballo: mandó tocar las trompetas, y á banderas tendidas abandonó aquel pueblo de desventura, donde se habian agostado hoja tras hoja sus laureles. Rota en buen orden la marcha, abríala formada en dos escuadrones la infantería, y á retaguardia cubria Padilla con sus ginetes la artillería que iba en el centro. A la sazón estaba muy entrado el día, arreciaba el viento, se ennegrecia el nublado, llovía y escampaba alternativamente como suele en primavera.

da.—ALCOCEA, que escribia en Toledo, y pudo enterarse de las cosas concernientes á su compatriota, asegura que, *determinada ya la partida, salieron de la villa de Torrelobaton, martes á 23 de abril del año 1521, despues de comer.* El almirante de Castilla, que se encontró en aquella jornada, afirma en sus *Cartas y Advertencias á Carlos V*, que si no abandonaran á Padilla los capitanes, citados anteriormente, *tampoco saliera de día, pudiendo irse de noche en salvo.* Este solo voto bastaria á probar nuestro aserto. Además, tomándose en cuenta que de Torrelobaton á Villalar hay tres leguas de distancia; que, aun cuando no estaba bueno el piso, iban los comuneros de retirada; que fué cosa de instantes el arremetimiento de los próceres y la fuga de los de Padilla; que el alcance de los fugitivos se prolongó á dos leguas y media, y que mandó suspenderlo el conde de Haro por venirse encima la noche; y juntando todo esto á la duracion natural del día por el mes de abril y á la fecha de aquel suceso, casi no cabe duda de que Padilla salió de Torrelobaton entre once y doce de la mañana; y que la acometida tuvo lugar entre tres y cuatro de la tarde.

(1) ALCOCEA dice que esto acaeció mientras se armaba Padilla; y SANDOVAL, lib. IX, pág. 474. que mientras comia á la mesa.

Apenas se cercioraron del movimiento los corredores, apostados á vista de Torrelobaton por los magnates, fuéronse á Peñafior á toda rienda; y noticiosos los gobernadores de la via que llevaban los populares mandaron tocar alarma, levantaron muy de prisa el campo y pusieron en su seguimiento. Estéril fatiga auguraba el empeño de que la infantería les diese alcance; pero la caballería de los próceres era numerosa, se habia repuesto del cansancio, con su valor podia contarse, de su fidelidad no cabia duda, y estas seguridades animaron á los gobernadores á acometer la persecucion solo con los hombres de armas, llevándose algunas piezas de fácil trasporte y dejando atrás la infantería con orden de andar todo lo que pudiese. A todo correr se alejaron de Peñafior los dos mil cuatrocientos ginetes y á su cabeza la flor y nata de la grandeza de Castilla, ¡cuadro lamentable! La libertad emigraba de su territorio; el resucitado poder del feudalismo la hostigaba en su fuga; y desde lejos el despotismo imperial acechaba el instante oportuno de levantarse sobre las ruinas de los plebeyos, para domar la soberbia de los señores, y entronizar una política bestarda y afrentosa para todos; y asesinar de un solo golpe la nacionalidad y la ventura de los que coronaron dentro de los muros de Granada la empresa comenzada en las memorables cumbres de Cevadonga.

Seguros de seguir la pista á los populares, por servirles de guia las pisadas de los hombres y de los caballos, y los carriles abiertos por las ruedas de los cañones, apretaban el paso los gobernadores sin que los avistasen en mucho tiempo. No es tan llano el camino de Torrelobaton á Toro, que en sus siete leguas falten ribazos y declives, alternando en todas direcciones lomas escueltas y arcillosos barrancos: acontece que se descubre el campanario de una aldea al parecer poco distante, y en perderlo de vista y en distinguirlo de nuevo, hasta que al fin se toca, se invierte media jornada. Es la perspectiva del pais desoladora: poco lejos de la orilla derecha del Duero, guarnecida á lo largo por un magnífico

liston de huertos floridos, de enramadas frondosas y de fértiles vegas, se interna el caminante en un estenso páramo, y por mas que revuelva los ojos á uno y otro lado no descubre un árbol que le brinde sombra, ni un miserable caserío, donde guarecerse de la tormenta, ni mas verdura que la de algunas matas silvestres desparramadas sobre pantanos y arenales (1). Avanzando por aquel terreno, cada vez picaban mas de cerca los próceres á la hueste de Padilla; y sin embargo no se veian unos á otros. Envueltos en polvo descubriéransen á mucha distancia, á no estar el suelo humedecido por la lluvia: era sobrado opaca la luz de aquel día funesto para que reverberase en los yelmos y en las puntas de las picas; y muy oscuro el fondo del horizonte para que delante se delineara tropel de gentes,

Declinaba el sol sin hender con sus rayos las densas nubes que entoldaban el cielo cuando, antes de verse, se oyeron los próceres y los populares. Hallándose á la sazón Padilla en lo alto de un repecho quiso ordenar la batalla y hacer frente á sus contrarios: no pudo detener su tropa, tristemente suelta y desembarazada para acelerar de pronto el paso á pesar de las tres leguas que llevaba andadas, y en pos de ella tuvo que arrastrarse tan fuerte de ánimo como desabrido de contar pocos imitadores. Entre los magnates hubo diversidad de pareceres al sentirse tan cerca de los comuneros: unos llevados de juvenil arrojo proponian romper sus escuadrones sobre la marcha al golpe de impetuosa acometida: otros mas prudentes se esforzaban por templar tales fieros, pareciéndoles mejor conservar las distancias, dar así descanso á los caballos y tiempo á la infantería para que se les incorporase. En esto se alcanzaron ambos ejércitos con la vista: otra vez intentó

(1) El autor de esta historia ha recorrido y estudiado todos los puntos que describe: con mas detenimiento que otro alguno el campo de Villalar, la noche del 45 de agosto de 1846, en compañía de sus íntimos amigos don Francisco Adolfo Vharnaghen, actual secretario de la legación del Brasil y persona muy instruida, y de don José Ferrer de Couto, distinguido autor del *Album del Ejército* y de la *Historia de la Marina*

hacer alto el capitan de Toledo, y sordos á sus voces los soldados prosiguieron el camino sin atreverse á volver el rostro; y de nuevo hubieron de oponer los gobernadores su autoridad al efervescente ardor de los que por dispararse á la lid bullian inquietos.

Alas á sus pies hubieran puesto los populares para librarse del peligro, que su pavor les abultaba hasta el extremo de acobardarles completamente la lluvia, que ya entonces se desgajaba copiosa y que, si se volvian á pelear, les daba de cara. Un resto de punto de honra les ataba á sus filas, repugnando cada cual ser el primero en la fuga. Por desdicha coincidió con su amilanamiento el dar vista á Villalar, pueblo alzado en la meseta de una colina lindante con el camino de Toro, que tuerce á la izquierda, pasado un puente de piedra alli tendido sobre el Ornija. Socolor de fortificarse en el lugar, los que iban á la cabeza de la columna empezaron á perder la formacion por llegar mas pronto. Advertidos los próceres del movimiento soltaron algunos corredores que acrecentasen el susto de los populares; hiciéronles ademas algunos disparos de artillería, que, sin alcanzar casi á los mas rezagados, sembraron la confusion hasta entre los mas delanteros. El lodo, en que se atascaban hasta la rodilla, les impedía huir con toda la prisa de su pavor: atolondrados y dispersos caian unos sobre otros: los gritos, que para infundirles ánimo daban sus capitanes, les parecian amenazas rencorosas de sus enemigos. Por fin en las filas de estos prevaleció el dictámen de los fogosos, y mas susurrándose no ser seguros de lealtad los peones que venian bastante á relaguardia (1), asi rompieron al galope y cargaron en dos mitades á los comuneros por los flancos. Entonces Padilla, la figura homérica de aquella lastimosa jornada, cansado de meterse á caballo por entre los desbandados pelotones de su tropa y de

(1) «Y, cuando la de Villalar, túvose por mejor romper la gente de armas, que aguardar la infantería.» Esto dice el almirante de Castilla en sus *Cortas y Advertencias á Carlos V*, despues de afirmar que de la gente que los ayudaba traian temor, por ser la misma que les ofendia.

mandar sin que le obedeciese nadie, ni mas resultado que el de atropellarle en su ceguedad los fugitivos; por no confundirse con ellos, dejólos precipitarse á enterrar su honra; y volviéndose á tres caballeros de su casa, les dijo con ánimo resuelto «¡Seguidme! «No permita Dios que digan en Toledo ni en Valladolid las mujeres que traje sus hijos y esposos á la matanza y que despues «me salvé huyendo (1).» Tras esto puso piernas al caballo y seguido de sus tres compañeros abrióse calle por medio de un escuadron de seiscientas lanzas. Todos quedaron heridos en el temerario acometimiento. En vano le aconsejaron guardar la vida para otra empresa los tres valientes que tenia al lado. No mas que la muerte podia consolar á Padilla de aquella completa rota. Ya no habia en el campo comuneros que meneasen las armas; prisioneros estaban Juan Bravo y los Maldonados salmantinos: pisoteaban los caballos de los próceres las banderas populares; y de estos ninguno volvía caras ni aun para ver morir á su caudillo. Al grito de *Santiago y libertad* arremetió otra vez contra el mismo escuadron de ginetes: en fuerza de dar botes se le hizo pedazos la temible lanza: herido en una corva vino al suelo: acababa de rendirse á don Alonso de la Cueva, entregándole su espada y una manopla, cuando sobrevino don Juan de Ulloa, caballero toresano, que, al saber la calidad del preso, le asestó una cuchillada, que, por tener alzada la visera, le ensangrentó el rostro; torpe y villana accion que aun entre los amigos del Ulloa encontró severos y adustos censores, si bien los mas le aplaudieron, y á pedazos quitaron á Padilla el sayo de encima de las armas (2).

Ni aun en Villalar se detuvieron aquellos que habian soltado

(1) Manuscrito anónimo de autor contemporáneo, que existe en la biblioteca del Escorial. Sobre este punto manifiestan todos los historiadores que, á un bote de su lanza, sacó Padilla del caballo á don Pedro Bezan, señor de Valduerna.

(2) Este lance especifica Alcocer mas detenidamente que otro alguno, y añade que don Pedro de la Cueva dió á Padilla una capa prieta y una caperuza mongera.

cobardemente los pies á la fuga; muchos se agolparon á la cabeza del puente para trasponer el Ornija; allí les alcanzaron los ginetes enemigos é hicieron en ellos feroz matanza: por donde quiera que tiraban los fugitivos les daban caza sus perseguidores. En hora de acrecentar el estrago se presentó la infantería de estos que, por desafecta que fuese á su causa antes de aquel encuentro, no habia de ocuparse en tender la mano á los vencidos, que pension es de la especie humana tributar homenaje á los que la prosperidad cobija bajo su patrocinio, y á lo sumo tener lástima de los que se abisman por los derrumbaderos del infortunio. Por cierto no acreditaron esta virtud los imperiales despues de estar afianzada su victoria; bien es que andaba de un escuadron en otro fray Juan Hurtado, de la órden de Santo Domingo, tan acérrimo enemigo de los comuneros, que en los púlpitos y en las casas de los nobles no habia cesado de predicar enfervorizado, que ofrecia una víctima á los ojos de Dios muy agradable todo el que matase á un sedicioso. Ahora cabalgando en un jaquillo, bermejo el rostro, sudosa la frente, atezado á causa del ejercicio corporal por demas rudo y de la agitacion de su alma, encarnacion viva del fanatismo religioso, decia á sus parciales con acento furibundo y de tanto gritar enronquecido: «Matad á esos malvados: destrozad á esos «impíos y disolutos: no perdoneis á nadie: eterno descanso gozareis entre los justos si raeis de la haz de la tierra á esa gente «maldita; no repareis en herir de frente ó por la espalda á los «perturbadores del sosiego.» Y dóciles á lo que tan bien decia con su ferocidad, los soldados herian y mataban sin que les ablandasen súplicas hechas en su habla propia, y quizá con voces á que estaban habituados sus oidos. Gozoso el fraile en fomentar aquellas crueles é indignas escenas de esterminio, si tropezaba con algun moribundo, saltaba prestamente de su cabalgadura, le dirigia piadosas exhortaciones, le restañaba la sangre, le ligaba las heridas, le ayudaba á bien morir y le hacia la recomendacion del alma; tras de lo cual volvía á ser diligente y atroz ministro de la

muerte para ejercitarse de nuevo en la caridad del sacerdocio (1).

Dos leguas y media duró el alcance hasta cerrar la noche: cien hombres quedaron muertos en el campo, cuatrocientos heridos, mil prisioneros, todos en carnes, que hasta en la última prenda de sus vestidos se cebó el afán de rapiña de los vencedores en aquella mal llamada batalla. Ni un solo soldado de los imperiales perdió la vida; de los comuneros salváronse los mas ágiles, y algunos que tuvieron la precaucion de cambiar por cruces blancas las cruces rojas que prendidas al pecho les distinguian de sus contrarios (2).

Hubo de parecer á los magnates el de tantas víctimas pobre holocausto para solemnizar su fácil victoria. Aquella noche se jun-

(4) MALDONADO, lib. VI. Es lo singular que manifestando su estrafieza uno de los supuestos interlocutores de este autor, el natural de Francia, sobre que en España ande en armas un prelado á propósito de Acuña; replica el escritor que entonces los elérigos y no pocos monjes, tal vez arrepentidos de su profesion, se persuadieron de que les era lícito esgrimir las armas. Añade que los frailes ensalzaban el partido de los populares y castigaban á los perezosos con tanto rigor como á los blasfemos, si bien hubo algunos que opinaron de distinto modo; y con este motivo habla y hace el panegirico de fray Juan Hurtado, llamándole *varon de vida inculpable*, que con modestia singular despreció el arzobispado de Granada, y que estuvo á punto de ser canonizado á su muerte, ocurrida de allí á poco. Quevedo, en uno de los apéndices, que al fin de la traduccion pone, censura oportunamente la desembozada parcialidad de Maldonado, porque una misma accion le inspira alabanzas al juzgar á fray Juan Hurtado, y vituperios al juzgar á Acuña; y acaba por sostener con sumo juicio que el ministerio del altar está reñido con la profesion de las armas.

(2) Batalla de Villalar propiamente dicha no la hubo, dado que los comuneros apelaron á la fuga apenas les acometieron los imperiales: algunos autores dicen que de estos murieron doce ó trece escuderos. AYORA en su *Historia de las Comunidades*, manuscrita, dice terminantemente que no murió ninguno del ejército de los gobernadores. ANGLERIA asegura lo propio en la epístola 720.—SEPULVEDA manifiesta lo mismo en el lib. III, pág. 97 y 98. Véase el apéndice n.º XIII—FRANCISCO LOPEZ DE GOMARA en sus *Anales de Carlos V*, dice concisamente: «La batalla de Villalar que perdieron los comuneros *por valientemente que pelearon Juan Bravo y Juan de Padilla, capitan general*.» Fuera de los dos escuderos que acompañaron á éste, y de Juan Bravo, que se esforzó por hacer que jugase desde Villalar la artillería, no consta que ningún otro comunero pelease en aquella jornada.

taron en consejo para deliberar sobre la suerte de los capitanes, á quienes se habia encerrado en el cercano castillo de Villalba, propiedad de Ulloa, que bajamente hirió á Padilla. No todos los que asistieron á resolver en tan grave negocio respiraron iras y venganzas: á varios se oyeron palabras de clemencia, y algunos trabajaron con destreza por introducir trámites dilatorios hasta que sabedor del suceso Cárlos de Gante dictara la sentencia que fuere de su agrado. Entre estos se contó sin duda el almirante que, abandonándose á sus sentimientos generosos y pregonando que la humanidad esclarece el valor, pudo conseguir que en Villalar hubiera prisioneros y que muy luego se diese suelta á los soldados rasos. Nada valieron las intercesiones á favor de los capitanes: en su mayor número los individuos de la nobleza castellana tuvieron por afeminacion apiadarse con ruegos, y por desdoro deramar su perdon sobre traidores. ¡Cuándo no lo son los vencidos! (1) Al fin se falló sin otra forma de proceso, que en el rollo

(1) Raya en la mas elevada elocuencia lo que acerca de esto dice Sandoval en el lib. IX, pág. 478, con las siguientes palabras: «Un caballero de los leales escribió el dia antes de la batalla á otro de la comunidad diciéndole, cómo este negocio habia venido al rompimiento y estado que veia, que *ya no habia sino apretar bien los puños, porque el que cayese debajo habia de quedar por traidor*. Como fuera sin duda, porque, segun vemos, todas las acciones ó hechos de esta vida se regulan mas por los fines y sucesos que tienen, que por otra causa. «Si á Cortés le sucediera mal en Méjico cuando prendió á Motezuma, dijéramos que habia sido loco y temerario. Tuvo dichoso fin su valerosa empresa, y celébraule las gentes por animoso y prudente.» Hemos dicho antes que critica en Sandoval no hay que buscarla: leyendo este pasage nos ocurre que no parece sino que se propuso ser critico una vez por todas. No hubiera sido mas terminante con espresar en su tiempo que, *de haber vencido, Padilla figurara entre los héroes de mas renombre*. GALIANO, que, entre sus buenas cualidades de escritor, tiene el defecto de brujulear entre dos ó mas opiniones sin adherirse á ninguna de ellas, y cuyos discursos mas parecen encaminados á suscitar dudas, que á resolver dificultades, incurre tambien en este vicio en la *Historia de España*, tomo IV, nota de la pág. 222, cuando dice: «Bien pudo Padilla equivocarse, y en algo apenas cabe duda de que erró: bien puede ser que hubiese influido en él la ambicion, ignorándolo él mismo hasta cierto punto: bien es posible que tuviesen razon quienes le acusaban de poco prudente...» Mas despues, saliendo de pronto de perplejidades, añade con un tono decisivo, que no

de Villalar fuesen degollados Maldonado Pimentel, y Bravo, y Padilla. Otro día de mañana les notificaron la sentencia, y se les trasladó del castillo á una casa fuerte del pueblo. Bravo y Maldonado Pimentel oyéronla intranquitos de corage que no de miedo. Sereno de ánimo Padilla y á mayor altura en la última desdicha que en su próspera suerte, mostróse entonces mas que nunca digno gefe de una causa noble y santa. Un confesor letrado pidió con anhelo religioso, y un escribano para hacer testamento: ninguna de sus peticiones se le satisfizo; no la primera por indicársele con descomedimiento ser impropio el lugar y el momento de pararse en tales filigranas; no la segunda por ociosa, puesto que se le habían de confiscar los bienes. A un fraile franciscano dijo contritamente sus culpas: despues quiso cumplir las obligaciones postreras de buen ciudadano y amante esposo, y vertió en el papel espresiones, que enternecen por lo sentidas y abrasan la sangre por lo vigorosas, legando á la posteridad en dos concisas cartas un testimonio auténtico del gran temple de su alma indomable y de la alteza de sus aspiraciones. «Con la sangre de mi cuerpo se re-
«frescan tus victorias antepasadas (escribia á Toledo). Si mi ven-
«tura no me dejó poner mis hechos entre tus nombradas hazañas,
«la culpa fué en mi mala dicha y no en mi buena voluntad; la
«cual como á madre te requiero me recibas, pues Dios no me dió
«mas que perder por tí de lo que aventuré... Solo voy con un
«consuelo muy alegre, que yo el menor de tus hijos muero por tí,
«é que tu has criado á tus pechos á quien podria tomar enmienda
«de mi agravio.» No menos inflamado de amor conyugal que de patriotismo aquel magnánimo pecho, decia á su esposa. «Si vues-
«tra pena no me lastimara mas que mi muerte yo me tuviera por
«bienaventurado... Mi ánima, pues ya otra cosa no tengo, dejo

abunda en sus obras; *«Piénsese como se quiera, es razon considerar á Juan de Padilla una de las glorias de España.»* SANDOVAL, en el lib. IX, pág. 78 dice: *«verdadaderamente que en todo lo que he leído de Juan de Padilla hallo que fué un gran caballero y de verdad.»*

«en vuestras manos. Vos, señora, lo haced con ella como con la cosa que mas os quiso. A Pero Lopez, mi señor, no escribo porque no oso, que, aunque fuí su hijo en osar perder la vida, no fuí su heredero en la ventura.» Embebecido estaba en melancólicos deleites al despedirse de las prendas de su cariño; pero de súbito hubo de reparar en que, imágenes de la desesperacion y de la esperanza, se hallaban pendientes de la ocupacion que absorbía sus últimos pensamientos, el que en representacion del hombre condena y el que á nombre de Dios absuelve, y, agitando velozmente la pluma y pronto á marchar al suplicio, dejó estampado este sublime concepto; «No quiero mas dilatar por no dar pena al verdugo que me espera, y por no dar sospecha de que por alargar la vida alargo la carta.» Fiado en que su criado Sosa, como testigo de vista, supliria de palabra lo que en el escrito faltase, puso término Padilla á aquel trabajo angustioso al par que dulce (1).

Muchedumbre y soldadesca se impacientaban entre tanto agolpadas en las avenidas de la prision y bullian en tropel confuso por la carrera hasta la plaza: un general murmullo de palabras trasmitidas de unos en otros aguzó la curiosidad de los soldados y de la plebe: todos dirigieron la vista á un mismo punto buscando un claro por entre los que tenian delante, ó trepando á

(4) Cotejando estas cartas con otros documentos de puño y letra del célebre capitán toledano, pudiera discutirse si son ó no suyas, y tal vez cabria demostrar que parecen mas bien obra de la misma mano que trazó las que figuran como dirigidas por Medina del Campo á Valladolid refiriendo la atrocidad de Fonseca, y por Segovia á Medina del Campo, condoliéndose de su desventura. Hasta que punto sea ó no esta indicacion descaminada, pueden los lectores calcularlo si cotejan las cartas de Medina y Segovia insertas en el apéndice IV con las que se atribuyen á Padilla, y que, aun cuando las conocen todos, insertamos en el apéndice XIV. Nada pierde la gloria del toledano, siendo ó no estas cartas suyas; dado que hasta sus enemigos deponen de haber sido levantado de pensamientos, delicado de juicio, y de ánimo esforzado, que es lo que revelan estas cartas. Aun seria mayor su importancia, si, como entendemos, fueron escritas con los otros documentos citados por algun contemporáneo ó testigo inmediato, que así quisiera trasmitir á la posteridad la memoria de las comunidades de Castilla.

sus hombros ó encaramándose en las rejas. Ante todo divisaron en dos filas gente de armas que abría lentamente calle; después dos alcaldes destinados á escarnecer la justicia, dando fé y testimonio de que sin preceder juicio se ensangrentaba el cadalso: en el centro Juan de Padilla y Juan Bravo, montados en sendas mulas encubiertas de negro y auxiliados por sacerdotes, que acaso el día antecedente fueron parte en la horrible matanza.

Entre ellos no venia don Pedro Maldonado Pimentel condenado á morir como los capitanes de Toledo y de Segovia. Libertádole habia el conde de Benavente, su deudo, usando de todo su valer y ascendiente para tener en guarda la persona del acusado, mientras el rey decretaba lo mas justo, y con juramento de presentarle cuando para ello fuese requerido (1). Pero, como si los vencedores sintiesen vergüenza de ser clementes y escrúpulo de defraudar de una víctima al verdugo, echaron los ojos sobre otro capitán de la misma patria y familia que el indultado provisionalmente. Con arbitraria atrocidad, que estremece, se conmutó de resultas á Francisco Maldonado en pena de muerte, la de prision en la fortaleza de Tordesillas, á que le habian sentenciado pocas horas antes. ¿A quién no afligiria ser portador de tan horrible nueva? Y

(1) Es achaque, de que todavía padecen los pueblos, atribuir á traición todas las derrotas que sufren sus armas. Sobre la de Villalar se divulgó esta opinion con mas visos de fundamento por no haber subido entonces don Pedro Maldonado Pimentel al cadalso. Sobre esto insinúan sospechas algunos historiadores sin apoyarse en otro documento que en voces vagas. Ni aun Padilla se vió libre de esta infame nota, lavándole solamente de ella la inhumanidad de los maguates, según se colige de esto que escribe SAMPOL en el lib. IX, pág. 476 de su *Historia de Carlos V.* «Decian las comunidades, luego que se supo la «rota y prision de Juan de Padilla, antes de ser degollado, que habia «sido masa y traicion suya el perder la batalla, y á este tono otras «cosas, hasta que con su muerte acabaron de entender la voluntad «con que habia seguido su opinion.» Después de haber consultado todas las autoridades que existen sobre el suceso de Villalar entendemos que allí no hubo traicion, sino miedo, avivado por el accidente de la lluvia. Mientras permaneció Padilla en Torrelobatón se le desertaron los traidores: no habiéndole llegado los socorros que esperaba, tuvo que retirarse con una tropa, suficiente para vencer si no hubiera ido desalentada.

sin embargo vemos ejercer de buen grado este repugnante ministerio á todo un fray García de Loaisa, cuyas virtudes y santidad encomian á una los cronistas de la orden de predicadores; y atajar diligente á la escolta que conducia á su destino al mas jóven capitán de Salamanca; y hacerle torcer camino hácia el patíbulo, cabalmente al mismo tiempo en que recibia de Alonso de Ortiz, el jurado de Toledo, alguna ropa con que cubrir sus desnudas carnes; y en que le encomendaba que enviase un criado al doctor de la reina, su suegro, en Salamanca avecindado, para que viniese á poner remedio en su negocio.

Ni aun tuvo Maldonado la ventura de lograr la muerte en union de los otros dos capitanes, que á esta hora marchaban á padecerla, Padilla grave y magestuoso, Bravo con altivez y desenfado. «Esta es la justicia, gritaba el pregonero, que manda «hacer su magestad, y los gobernadores en su nombre, á estos caballeros. Mándanlos degollar por traidores.....—*Mientes tú y aun quien te lo mandó decir*, interrumpió Juan Bravo. *Callad vos*, dijo el alcalde Cornejo; y como replicára el segoviano *que en ser celosos del bien público consistia la culpa de ellos*, dióle el alcalde con su vara de encuentro en las espaldas. *¿Qué atrevimiento es ese?* replicó Bravo ensoberbecido del ultraje y de no poderle dar castigo. *Señor Juan Bravo*, pronunció Padilla con superior entereza, *ayer fué dia de pelear como caballeros; pero hoy es de morir como cristianos* (1). Una vez y otra sonó despues el pregon apellidándolos traidores, y Bravo se mantuvo en silencio. Asi llegaron al limite fatal de su carrera honrosa. En los principios de ella, cuando Padilla y Bravo llevaban presos á los consejeros reales, y mientras oian misa en la parroquia de Simancas no quiso el uno ser primero que el otro en recibir la

(1) «*Mentiris*, inquit Joannes Bravus. Ad quem conversus Padilla: *Quando*, inquit, *Brave, ut vir fortis nobilisque pugnasti, fac ut pie et christiane moriaris*.—SEPULVEDA, lib. III, pág. 98. Tomamos esta frase de PERO MEJIA, lib. II, cap. 48. Pónela casi lo mismo SANDOVAL, lib. IX, pág. 477.

paz: ahora ninguno de los dos queria ser el último en recibir la muerte. *Dequélleme á mí primero*, dijo en fin Bravo al verdugo, *porque no vea la muerte del mejor caballero que queda en Castilla*. Y como le mandasen que se tendiera para ser degollado repuso muy tranquilo. *Tomadme por fuerza vosotros que yo de mi voluntad no he de recibir la muerte*; y, verificado así, el hacha homicida segó su garganta. ¡*Ahí estais vos, buen caballero!* exclamó Padilla viendo separada del tronco la cabeza de su hermano de armas Juan Bravo. Levantando en seguida los ojos al cielo dijo, *Domine non secundum peccata nostra facias nobis*; tras de lo cual se postró de hinojos y tendió el cuello al furor enemigo, mas propio de foragidos que de grandes señores (1). Antes de mucho rodó igualmente por tierra la cabeza de Francisco Maldonado, y clavadas fueron las tres con escarpías en la picota.

Mientras cubria sombra de muerte los campos de Villalar y atronaban los vencedores con sus gritos de alborozo el recinto de la poblacion que se hizo teatro del bárbaro suplicio, se divulgaba por el reino el lastimoso desastre, dejando á los hijos de Castilla aliento solo para el llanto, porque su justa causa iba ya vencida, desde que se introdujo la discordia en las ciudades y en la Santa Junta. A los principios del movimiento un revés de esta clase se reparara fácilmente; pero, cansadas las poblaciones de sacrificios infructuosos por carecer de gefe, poseidas de espanto,

(1) ALCOCER añade otros pormenores sobre la muerte de Padilla. Refiere que al tenderse sobre un repostero, dijo al verdugo: *Hacedme este placer, que seais conmigo mas liberal que con el señor Juan Bravo*. Despues añade: «Como el verdugo lo quiso desnudar, don Luis de Rojas le dijo. *No toques en él*. Mas el verdugo porfiaba; ay don Luis le dijo: *No toques en él, sino meterte hé esta lanza por las espaldas; vé á mi posada, que yo te daré calzas y jubon, pues esas son tuyas.* » SANDOVAL lib. IX, pág. 477, refiere que entre los caballeros que se batlaban al lado de Padilla al tiempo de su muerte era uno don Enrique de Sandoval y Rojas, primogénito del marqués de Denia, á quien el toledano dió unas reliquias, encargándole que las llevase al cuello mientras durase la guerra, y que terminada las enviase á su esposa doña Maria Pacheco.

se rindieron á su desventura , á pesar de que en número aventajaban á sus enemigos , y de que la razon estaba de su parte.

Por una rara coincidencia al cumplirse catorce lustros de haber asomado con el nacimiento de Isabel la católica (1) , madre del pueblo, el astro de la felicidad de España , se ocultaba en el horizonte, para no tornar á aparecer en muchos siglos , gracias á la tiranía de don Cárlos, y á haberle allanado los nobles el camino de perpetuarla en el trono (2).

(1) «Ansi plugo á Nuestro Señor de dar esta victoria al emperador, «que fué una de las mas importantes que Dios le ha dado, ansi por lo «que se remedió con ella en estos reinos, como por lo que escusó y «preservó para adelante, lo cual el subceso de las cosas lo mostró bien «despues; y acertó á ser en dia del bienaventurado San Jorge, y en «un campo llamado de los Caballeros, que todo parece que fué ayuda á «aquellos señores, que fueron ministros de ella; y asi el campo en que «se dió la batalla, como el sancto que cayó en aquel dia es muy señalado en estos reinos, por haber nascido en semejante dia la reina católica doña Isabel, tan querida y amada de todos ellos con justa razon.» MEJIA, lib. II, cap. 78. Aqui hay una pequeña variacion de fechas: Isabel la católica nació, no el 23, sino el 22 de abril de 1451.

(2) Cuando aplicamos á Cárlos V. la calificación de tirano lo hacemos en virtud del texto siguiente; «Otro si, decimos que maguer alguno oviesse ganado señorío del regno , por alguna de las dichas razones que dijimos en la ley antedecta, que si él usasse mal de su poderio «en las maneras que de suso dijimos en esta ley, quel pueden decir las gentes tirano , e tornarse el señorío que era derecho en tor-ticero.» Ley X, tit I, partida 2.^a



CAPITULO XI.

DEFENSA DE TOLEDO.

Se somete Valladolid.—Imitan su ejemplo otras poblaciones.—Entrada de los gobernadores en Segovia.—Se ponen en marcha contra los franceses.—Retrato de la viuda de Padilla.—Sus disposiciones despues de saber la muerte de su esposo.—Desastrosa muerte de los dos hermanos Aguirres.—Inútiles esfuerzos del marqués de Villena en favor de los imperiales.—Fuga y prision del obispo de Zamora.—Condiciones que para rendirse imponia Toledo.—Estrecha el prior de San Juan el asedio de la ciudad.—Derrota de los franceses en Navarra.—Disensiones en Toledo.—Escaramuza entre sitiados y sitiadores.—Escritura de concordia.—Situacion azarosa de Toledo despues de la entrada de los imperiales.—Alboroto de los comuneros.—Su sujecion definitiva.—Trabajosa fuga de doña Maria Pacheco.

Bastardeado el movimiento desde que el celo público dejó de servirle de incentivo y de constituir la union su fuerza, y de limitarse lo que se pedia á lo justo, al modo que antes en el valor confrontaban ahora únicamente las ciudades y villas en el miedo y en la tristura. Aun humeaba la sangre derramada en Villalar por la espada y por la cuchilla al tiempo de levantar el campo los gobernadores y de enderezar á Valladolid su marcha sin ningun tropiezo. Alli se habia desmandado la plebe: temerosos de esperimentar su rabia se dispersaron los de la Junta: sin guia queda—

ron los furibundos; los pusilánimes hasta sin habla. Por fórmula mas bien que por necesidad hubo parlamentos entre los que aguardaban al pié del muro con vigor para embestirlo y ganarlo, y los que se resguardaban detrás de sus almenas, faltos ya de osadía para defenderlo. A la voz de perdon se abrieron de par en par las puertas de la poblacion delante de los gobernadores, quienes solo esceptuaron de la gracia á una docena de tumultuados: estos tuvieron lugar de ponerse en cobro, y no hubo efusion de sangre. Valladolid, llena de pueblo, presentaba una perspectiva de tribulacion capaz de acongojar á los corazones de mejor temple: sus calles estaban desiertas: cerradas sus ventanas; y si algo interrumpia el funeral silencio era en son de sollozo; muestra clara de que el terror y no la simpatía por el triunfo reciente domaba los ímpetus de aquellos moradores (1).

Unos en pos de otros vinieron á ser partícipes de las disposiciones benignas de los próceres, á que daba el tono el almirante, mensageros de Toro, de Zamora, de Leon y de Salamanca. Sus peticiones fueron atendidas, y así llevaron á sus respectivas ciudades el único don que podia tocarles despues de su derrota. No la sufrió menos completa por entonces en el puente de Durana el conde de Salvatierra, que se salvó solo con un page, dejando seiscientos prisioneros en poder del enemigo, entre ellos al capi-

(1) Hasta hace muy poco tiempo se ha conservado sobre la puerta de la casa del almirante, que es la que se halla enfrente de las Angustias, el victor que le pusieron á la sazón en una lápida negra con un letrero entallado. Decia de este modo:

Viva el rey con gran victoria,
Esta casa y tal vecino:
Quede en ella por memoria
La fama, renombre y gloria,
Que por él á España vino.

Copiamos esta insulsa quintilla del capítulo 20 de nn manuscrito de la biblioteca nacional, que tiene por título, *Historia de la situacion y circunstancias de la muy noble y leal ciudad de Valladolid.*

tan Barahona, que fué decapitado al día siguiente; y todo quedó en sosiego por el lado de las Merindades (1).

Avasallado el territorio que tenían á la espalda, moviéronse los gobernadores hácia Segovia, donde aun persistian en el asedio del alcázar los comuneros. Zozobrosas de llegar tarde al perdón detuviéronles en el camino con sus mensajes Medina del Campo, Avila, Soria, Cuenca y Murcia: á su rendicion se anticiparon todas las poblaciones situadas entre Valladolid y Burgos: nuevamente se habia reducido Alcalá de Henares á la obediencia del duque del Infantado; y al amparo de su vecindad impuso Juan Arias de Avila, primer conde de Puñonrostro, á Madrid las mismas condiciones que los regentes á las demas ciudades sometidas. Despues de arder con voraz llamarada se apagó el incendio tan rápidamente como habia cundido un año antes por todo el suelo castellano. No parecia sino que los comuneros tenían su fuerza en un cabello de sus capitanes, y que una vez cortado su perdicion era segura (2).

No con armas, sino buscando en vano mayor ensanche á las concesiones, se entretuvo algunos días la entrada de los próceres en Segovia. Al fin el 17 de mayo abrazaron en la plaza los valientes soldados del alcázar á sus libertadores (3). Su júbilo con-

(1) SANDOVAL, lib. VIII, pag. 445, habla de esta victoria obtenida sobre el conde de Salvatierra por el capitán Ochoa de Asua, y dice que el condestable tuvo noticia de ella yendo de camino á juntarse con los otros dos gobernadores.—D. S. MANTELL en sus artículos *de la guerra de las comunidades en Alava*, fija en el 12 de abril este suceso. Véase el número 6.º de la *Revista Vascongada*, correspondiente al 31 de marzo de 1847. Ninguno de estos dos escritores determina cómo y cuándo fué preso el conde de Salvatierra. Segun veremos á su tiempo, Ginés de Sepúlveda nos saca de esta duda.

(2) Así se dice en la *Historia eclesiástica de la ciudad de Toledo*, por el P. jesuita GERÓNIMO ROMAN DE LA FIGUERA, lib. 37: esta obra manuscrita consta de ocho tomos; y abunda en noticias interesantes de la historia de España hasta el año de 1604.

(3) «Grande fué el contento que en nuestra ciudad hubo este día, «considerando los estragos que en un año menos trece días se habian «padecido.» COLMENARES, *Historia de Segovia*, tomo III, cap. 38, página 67.

trastaba singularmente con el estupor de los segovianos comprometidos en el levantamiento.

Mientras se aprestaban los gobernadores á trasponer los puer-
tos y á concluir su paseo militar con tan buen suceso como escasa
gloria, les alcanzó una posta despachada por el duque de Nájera
con el aviso de la invasion francesa en Navarra, de la rendicion
de Pamplona y del sitio de Logroño. A esta empresa habia dado
impulso Francisco I en odio de Cárlos V, y aprovechando la co-
yuntura de estar casi desguarnecido el país á causa del llamamien-
to repentino de sus tropas al centro de Castilla. Sostener la liber-
tad con lesion de la independendencia del reino jamás cupo en la
mente de un solo caudillo de los comuneros : entre la confusion
que imperaba en sus filas y en sus jntas, pudo insinuar alguien
que se demandasen auxilios á Francia : en todo caso no pasó de
una simple propuesta por todos desechada. Primero vencedora y
á lo último avasallada la causa de las comunidades, limpia se
mantuvo de semejante mancha. Fuera del reino solo acudió con
sus súplicas al rey de Portugal para que intercediese en favor de
sus justas peticiones, y al rey de España para que las otorgase:
el uno rehusó hacer el noble papel de medianero : no quiso el
otro acreditarse de clemente ; pero á sus desaciertos enormes no
añadieron los comuneros el de emplear otros recursos que los pro-
pios en ir en pos ó en huir de la victoria (1). Acerca de repeler

(1) «Y se halló una carta cuando, como veremos adelante, se venció
«la batalla de Esquiros por los gobernadores, en poder del capitán As-
«parros, en que decia el rey de Francia: *Mucho placer hemos toma-
«do de la toma del reino de Navarra, y de haber pasado el ejército
«el rio Hebro. Prosigue tu empresa, y siempre ten inteligencias con
«la gente comun de Castilla, que no te podrá faltar; y por otros al-
«gunos indicios que hubo. Y que algunas ciudades apellidaron quan-
«do el ejército francés llegó á Logroño.—Viva, viva el rey de Fran-
«cia, que envia socorro á las comunidades.*—Todo esto se dijo de los
«desdichados comuneros, que Dios nos libre cuando dicen que el per-
«ero rabia. Esto es cierto que ni Juan de Padilla, ni la Junta, ni otras
«de las cabezas mayores destos levantamientos jamás tal cosa inten-
«taron, porque si lo hicieran no dejara de sentirse. Y en la carta del
«rey de Francia no dice mas que su capitán procure entenderse con las

la invasion estraña no habia diversidad de opiniones entre los próceres y los populares. Juntos se encaminaron, pues, á la frontera de Navarra con los gobernadores, Giron desleal al rey y traidor al pueblo sin mas norte que su interés propio; Sanchez Zimbron, compañero de fray Pablo Villegas en el mensaje enviado desde Tordesillas al emperador de Alemania; los capitanes que en Torrelabaton abandonaron sus banderas, y los procuradores que en Valladolid se salieron de la Junta, interin se platicaba de paz á la sombra de treguas rotas cotidianamente por los dos partidos; y ademas cada una de las ciudades recién sometidas acudió con su respectivo contingente al ejército expedicionario.

Detrás de los regentes no quedaba ahora todo tranquilo como al dirigirse de Valladolid á Segovia. Cuando en Villalar trataron de la suerte á que debian ser destinados los capitanes allí prisioneros, una frase de Hernando de Vega en son de vaticinio impu-

«comunidades. No que tuviese él carta ni demanda de ellas, sino que «procurase valerse dellas, si hallase ocasion y entrada. Y esta *yo sé que no la hubo, á lo menos de parte de los castellanos, porque hé visto papel de casi los pensamientos todos que tuvieron. Y tal no le hubo, ni trato dél, ni aun de faltar á su rey en lo esencial.* En lo demás que dijeron *viva el rey de Francia*, algun picaro lo podria decir ó qualque necio apasionado. Y si llegara el negocio á las veras, «éste perdiéra mil veces la vida por su rey y señor, como siempre lo «han hecho los españoles con suma fidelidad, si bien entre sí se quiebran las cabezas.—SANDOVAL, lib. VIII, pág. 440 y 441.—No cabe duda de que antes de la rota de Villalar nada se comunicaron los populares con los franceses. Por vengar á su marido, sin reparar la manera, les escribió su viuda doña Maria Pacheco, segun aparece de una confesion hecha ante los gobernadores por un tal Juan Córdoba, á quien prendieron en Moron cerca de Almazán, llevando una carta para el caudillo francés, que dijo haber roto poco antes. Añade que habiéndose avistado con dicho gefe, éste le dijo que, si los de Toledo concertaban otra vez que se les avisase, no fuesen otra vez al degolladero.—A la pregunta directa de si sabe, ó cree ó oyó decir que cuando Mr. de Asparros entró en este reino con el ejército francés, si entró con aliento de la dicha doña Maria, ó si fué ella sabidora dello, responde; *Que cierto no lo sabe, pero que lo cree que tenia inteligencia la dicha doña Maria con el dicho Asparros por la carta que la dicha doña Maria le dió para él.* En la misma confesion asegura el Córdoba que de esto nada sabia la ciudad de Toledo. Manuscritos de la Academia de la Historia.

so silencio á los espíritus generosos, que, fraternizando con el valor donde quiera que se encuentre, olvidan las enemistades después de la victoria y tienen á mengua ensañarse con los denodados y acibarar la mala fortuna de los vencidos. El comendador Vega se espresó de este modo: *Si á Padilla dejais vivo, Toledo quedará con cresta* (1). Hizo fuerza la especie, y sin embargo Hernando se acreditó de mal profeta. Padilla exhaló en el rollo de Villalar su postrer suspiro; mas no por eso quedó Toledo descrestada.

Allí mandaba doña María Pacheco, esposa de Padilla, con superior ascendiente. Dábenselo su ilustre cuna por ser hija del conde de Tendilla y de una hermana del marqués de Villena: su gran entendimiento, ejercitado en los santos libros y en las lecturas profanas; la honestidad de sus costumbres, que podía servir de modelo á las damas de mas gerarquía; la impavidez de su esfuerzo, que emulaba el de los mas intrépidos varones; la sutileza y bondad de su trato, merced á las cuales cautivaba á los soberbios, protegía á los humildes, y lograba que ninguno se la apartase desabrido ni despagado. Flaca de salud posponíala gustosa á lo que entendía ser en ventaja del pueblo: dechado de abnegación iba contra sus intereses en lo que obraba á favor de las comunidades: mañosa en dirigir á su antojo una poblacion alterada y como si para gobernar hubiese nacido, sabía hacerse entender de los que la rodaban á la mas leve seña, y lo que prontamente concebía se ejecutaba al instante, sin que pareciese que ella lo mandaba ni quería, con lo que su autoridad no quedaba tocada de descrédito ni espuesta á hablillas del vulgo. Así tenía poseídos de perpétua fascinación á los toledanos, quienes la miraban y obedecían no como á muger, sino como á criatura venida del cielo; y no es mucho que la veneraran ciegamente viéndola salir al encuentro de todas las necesidades con la fecundidad de sus

(1) ALGOCER, Relacion de las Comunidades.

recursos; y que creyeran que por virtud sobrenatural se mantenían su carne siempre enferma y su espíritu nunca en desmayo (1).

Rezando secretamente estaba delante de un crucifijo la doña María Pacheco, acompañada de unas dueñas y un criado (2), á tiempo de llegar uno de los guardas de las puertas con el aviso de la rota de Villalar y de la prision de Padilla. Traíalo por la posta un hombre del servicio de don Pedro Laso y venia dirigido á la esposa de éste: interceptado el pliego, lo abrió anhelosa la heroína toledana. Muger era al fin y su denuedo cedió un punto en vista de la infausta nueva. *Si esto es verdad, yo me contentaria que nos dejasen á Juan de Padilla y á mí salir en sendas mulas del reino*, dijo yéndosele las lágrimas hilo á hilo por los ojos. Un tanto recobrada de su pena y muy sobre sí para que nadie leyese en su semblante el triste suceso, mandó poner en la custodia de las puertas de la ciudad mucho recaudo. De allí á tres dias se deshizo el misterio, porque empezaron á llegar unos tras otros tristes, cabizbajos y despavoridos los atabaleros, ministriles

(1) Todos los historiadores concuerdan en reconocer la alta capacidad y heroico esfuerzo de la viuda de Padilla. Significala Angleria diciendo en varias de sus epístolas que *era marido* de su marido. Para hablar de ella consultamos muy especialmente á los historiadores de Toledo ALCOCER, PISA y GERONIMO ROMAN DE LA HIGUERA, y á GONZALO DE OVIEDO en la Quincuagena en que habla del conde de Tendilla.

(2) Para dar testimonio de la autenticidad de la relacion, de donde sacamos estos datos, bástanos decir que empieza el párrafo, en que hace mencion de esto con las siguientes palabras.—«Acabado esto, tanto que don Pedro Laso vido preso á su vecino Juan de Padilla, envió por «la posta aviso á la señora doña N., su muger; y como mi señora doña María Pacheco tenia la ciudad cerrada, y guardas en las puertas, y «centinelas por el campo, luego fué tomado el mensagero con las cartas que traia; y llevadas á mi señora, que estaba rezando delante de «un Crucifijo, y yo allí á la puerta de la cámara.....» Esta importantísima relacion que comprende hasta la muerte de doña María Pacheco existe manuscrita en la biblioteca del Escorial, y ya la llevamos citada como anónima en varias notas de este libro. A la benevolencia de don José Quevedo debemos una copia de ella. Su última parte la inserta dicho señor Quevedo en los apéndices de su traduccion del *Movimiento de España*.—LA HIGUERA en el lib. 38 de su *Historia de Toledo*, dice que el 25 de abril se supo allí lo de Villalar.

y acemileros que se pusieron en salvo al principio del ataque; algunos hombres de armas de los que en la persecucion fueron heridos, y varios criados, á quienes despues de la muerte de su señor se dió suelta. Asi fueron sabiéndose gradualmente todas las circunstancias del desastre con inquietud y pesar, y quebranto de fuerzas, y desvanecimiento de esperanzas.

Durante el novenario hizo doña María Pacheco el sentimiento debido por la muerte de su esposo. Afectos encontrados agitaron su alma en terrible lucha: madre de un hijo, en ponerle á cubierto de azares y en vivir para servirle de escudo cifraba su única gloria. Temerario parecia que una muger se obstinase en la defensa, al par que varones reputados por fuertes abrian á los gobernadores las puertas de ciudades no menos guardadas que Toledo. Por otra parte con el pié en el cadalso habia escrito á su ciudad Padilla: «Solo voy con un consuelo muy alegre, que yo el menor de tus hijos muero por ti *é que tú has criado á tus pechos á quien podria tomar enmienda de mi agravio;*» y esta escitacion solemne del héroe y mártir de Villalar á la perseverancia resonaba en el corazon de su viuda con vibrante eco. Ademas no podia mirar indiferente al vecindario que tantas pruebas le tenia dadas de amor y respeto y confianza; ni olvidar que el deseo del bien comun la habia sacado de las ocupaciones propias de su sexo, y que á muchos habia comprometido la virilidad de su arrojo. Entonces dijo: *Si salgo de la ciudad ó la rindo, luego maltratarán al pueblo;* y esta consideracion puso término á sus cavilosas dudas.

Enlutada y llorosa, sin decaer de ánimo ni poderse tener en pié y sosteniendo á su tierno hijo en sus débiles brazos, traslado vivo de la muger fuerte, se hizo llevar la viuda de Padilla sobre unas andas al alcázar bien guarnecido y pertrechado. A su inmediacion iban Hernando Dávalos y el obispo de Zamora; en rededor el pueblo todo con un recogimiento semejante al que podria infundirle entre aparato procesional la imagen de un santo. Nunca se vió mas en conjunto el mágico influjo que doña María Pacheco ejer-

citaba sobre la muchedumbre, y que sus enemigos mas ilustrados atribuian á sortilegios de una negra esclava. Animábala en la resistencia que meditaba oponer á los vencedores, no el quimérico designio de restaurar la causa de las comunidades en Castilla, donde los pobres de espíritu temblaban de espanto, y se ocultaban ó enmudecian los veteranos en las lides; sino el noble propósito de preparar la rendicion asentando condiciones ventajosas para los toledanos.

Por estremo envalentonado el prior de San Juan á la vista de la trasformacion completa del reino, cuyo vigor y ardimiento degeneraban en languidez y en inercia, se apoderó de Yepes y fué apretando cada vez mas el cerco de Toledo. Tres mil de á caballo y siete mil peones acaudillaba acantonados en los vecinos lugares. A su lado estaban el arzobispo de Bari y obispo de Leon, don Esteban Gabriel Merino, que, una vez entrada la ciudad, debia tomar su gobierno; y el célebre doctor Zumel, primer revolvedor de Castilla, alcalde de córte ahora, y comisionado para procesar á los culpables de haber seguido la doctrina, de que fué apóstol en las [córtes de Valladolid el enérgico y audaz diputado por Burgos (1). Pero entre todos los auxiliares del prior don Antonio ninguno habia de tanto valer para aquel asedio como Gutierrez Lopez de Padilla. Hermano del caudillo de los comuneros, siempre les fué enemigo: una sola vez estuvo en Toledo desde el comienzo de las revueltas á procurar la pacificacion, llevando por credencial una carta del cardenal Adriano: indignados le echaron de la ciudad los populares y de alli se partió á sus tenencias de Andalucía hasta que la fortuna desairó y volvió el rostro en Villalar á las comunidades. Entonces vino al campamento del prior de San Juan, donde hizo muy principal figura. A favor de las inteligencias, que dentro de la ciudad tenia, incohaba negociaciones; práctico en

(1) Sobre los servicios prestados por el doctor Juan Zumel contra los comuneros, véase una carta suya al emperador de Alemania en el apéndice número XV.

el terreno corria el campo, y aun á veces se aproximaba al arrabal hasta echar sus lanzas por encima de los adarves: cándido en demasia pensaba amedrentar á su cuñada y amansar su fiereza; y no hacia mas que amargar los últimos dias de su anciano padre, quien, mas agoviado de penas que de años, solo sobrevivió al suplicio de su primogénito cinco meses (1).

Genuina espresion del mas elevado heroismo la viuda de Padilla superaba todas las dificultades. Para proporcionarse dinero encerró á los canónigos, puestos en libertad por Acuña cuando la rota de Villalar dejó de ser un arcano, y despues de inútil resistencia les sacó seiscientos marcos de plata. Si escaseaban los víveres disponia hábiles salidas que raramente dejaban de producir fruto. Poco flexible en asentir á condiciones onerosas bajo cualquier concepto, solia decir de manera que la oyesen todos: «Por demas es lo que aqui se platica, porque, aunque yo tengo un juro «en las alcabalas de esta ciudad, que es la mitad de mis rentas, «con todo eso en mis dias no se ha de pagar en ella alcabala (2);» y este rasgo de desinterés robustecia su autoridad y santificaba sus obras á los ojos del vulgo. Impelida por la venganza, y con ánimo de escarmentar á los que abrigasen designios de deslealtad en su mente, al saber la llegada de los dos vizcainos Aguirres, dementados por su delito hasta el punto de no sospechar que, enca-minándose á Toledo, sus pies los conducian á la muerte, les ordenó que se presentaran en el alcázar sin escusa. Ninguna habia capaz de cohonestar la desobediencia á lo que mandaba la viuda de Padilla. No bien pisaron los Aguirres el umbral del castillo fueron asesinados á estocadas y arrojados sus cadáveres del muro abajo. Con gritería salvaje é intencion malvada se apoderaron los

(1) Lo mas principal de lo que se refiere á Gutierre Lopez de Padilla lo hemos tomado de las *probanzas de testigos* que hizo para entrar en posesion del mayorazgo de su padre. Se conservan originales en un libro de mas de quinientas hojas y en folio, que existe en el archivo del Excmo. señor duque de Medinaceli, quien ha tenido la bondad de concedernos su permiso para consultarlo.

(2) PEDRO DE ALCOCER refiere todo esto muy estensamente.

muchachos de ellos y á la rastra los bajaron á la vega para quemarlos y aventar sus cenizas. Mientras preparaban la hoguera asomó por allí detrás de su cruz y alumbrando con cirios, la cofradía de la Caridad en guisa de estorbar aquel desacato y de dar á los dos infelices hermanos cristiana sepultura. Feroces los muchachos emprendieronla á pedradas con los cofrades, que dispersos y llenos de susto y escandalizados pusieron á toda prisa las puertas de Visagra y del Cambron entre ellos y sus perseguidores; tan desmandada y turbulenta andaba la plebe, sin que ni el respeto á las cosas sagradas contuviese á los que se hallaban en la edad mas candorosa y feliz de la vida. Ciertó es que los Aguirres se habian portado ruinmente, reteniendo los auxilios pecuniarios que enviaba á su caudillo la ciudad de Toledo y embolsándoselos despues de su derrota y muerte; pero la sana moral solo ve asesinatos en los castigos ejecutados sin forma de proceso, y, de allí donde la crueldad prevalece, se ausenta mística y atribulada la justicia. No obstante en el mundo ha sonado como verdad inconcusa que mas puede el que con menos escrúpulos mata; y la inhumanidad se ha erigido á las veces en grandeza y ha echado un dique á las expansions del corazon mas generoso. Viuda doña Maria Pacheco se ensañó con los que fueron parte en el desastroso fin de Padilla, y los toledanos canonizaron su venganza. De tanto bulto era su predominio que eclipsaba la gran figura del obispo de Zamora, quien hasta entonces habia descollado entre los comuneros de mas viso.

Hubo entre algunos el bien intencionado conato de atajar tales desórdenes y tropelías y de que Toledo quedase bien parada por intercesion del marqués de Villena. Este vino á la ciudad con guardia escasa para no inspirar recelos, suficiente para autoridad de su persona. De doña Maria Pacheco era tio carnal, y portándose como deudo propuso la rendicion con buenos modos, si bien no se avino á ciertas solicitudes, de que no desistia el vecindario. Algu tanto torcido el marqués de resultas, hizo que se le incorpo-

rara el duque de Maqueda, quien se metió á la deshilada en la ciudad al frente de unos doscientos hombres de todas armas. Con esto entraron los toledanos en zozobra y propalaron que en la venida del duque se encerraba gran destruccion y daño. Al son de esta alarma, y animados ademas por la noticia de la invasion rancesa en el confin navarro, tornáronse á alborotar y echaron de Toledo al magnate. Detrás se partió tambien el de Villena convencido de la inutilidad de su estada entre gente propensa al bullicio; y muchos de los que tenian que temer, clérigos y seglares, fuéronse en su compañía, y asi quedaron los sediciosos mas á sus anchas. Todo esto acontecia á mediados de mayo desde el dia de la Ascension á la pascua de Pentecostés (1).

Contra el voto del obispo Acuña se habia atemperado la ciudad á recibir en su seno al marqués de Villena (2). Tomado de la ira moviése para estorbarle cuanto pudo, y previendo un fatal desenlace, segun el sesgo que se imprimia á los negocios generales, pensó en arreglar los suyos propios ausentándose con sigilo de Toledo y yéndose á Roma. Su mismo despecho le turbó el sentido, pues en vez de ganar la frontera portuguesa por su diócesis, donde hubiera encontrado franca proteccion hasta ponerse en salvo, ó por Estremadura, donde se le conocia poco, atravesó toda Castilla con ánimo de acogerse al territorio francés por Navarra. Hasta la frontera de este reino por donde linda con el castellano amparáronle la fortuna y el traje de vizcaino con que se disfrazó cautamente. Unas calzas llevaba y un jubon largo de paño blanco: en piernas iba, al decir de algunos, y armado con su azcona. Casi estaba fuera de todo riesgo y próximo á respirar tranquilo en el pais recién ocupado por los franceses; mas quiso su mala ventura que le conociera un alférez llamado Perote y le echara mano en el pueblo de Villamediana. Satisfecho de su presa y confiado

(1) El 9 de mayo segun LA HIGUERA.

(2) Asi lo indica ALCOCER: de diferente modo se espresa el obispo en sus declaraciones, de que hablaremos oportunamente.

en que se le tendria en cuenta aquel servicio, no se ablandó al soborno: cincuenta mil ducados le ofreció Acuña por su rescate, y el alférez se mantuvo incorruptible y le condujo al castillo de Navarrete, del cual fué trasladado tiempos adelante al de Simancas. Mal celoso de su renombre de valiente, y peor aconsejado, y poco digno, y nada atento anduvo el obispo de Zamora privando á la viuda de Padilla de su apoyo, y dejándola en inminente peligro, y clamando con grito prematuro *Sálvese quien pueda*. Su precipitacion le salió á la cara: por su sagrada investidura nunca debió meterse en alborotos: una vez engolfado en ellos el mérito estaba en perseverar hasta lo último y en no ceder exclusivamente á una débil muger esta gloria. Conveníale aguardar serenamente á su lado la felicidad ó el infortunio, la prision ó la fuga, el indulto ó la muerte (1).

En realidad solo á la conservacion de su buena fama de soldado hacia falta la presencia del obispo Acuña en Toledo: por lo demas no se le echó de menos para persistir en no rendirse hasta

(4) De que hubo al fin desacuerdo entre doña María Pacheco y el obispo de Zamora no puede dudarse: es tambien evidente que la viuda de Padilla tuvo siempre intencion de resistir á todo trance á los sitiadores de Toledo. No de otra cosa pudo provenir la desavenencia entre estos dos personajes. MEJIA dice en el lib. II, cap. 48: «El obispo, como algunas aves que reconocen la tormenta y mal tiempo se recogen y apartan al abrigo, así él adivinando el suceso que todo habia de haber, pensando ponerse en cobro, desde á pocos dias se desapareció y huyó de la cibdad en hábito disimulado.» ALCOCER se espresa de este modo: «Antes que en Toledo entrase el marqués de Villena, el dicho obispo de Zamora, de miedo de la muerte ó de prision, procuró la noche de la Ascension de meter á saco la ciudad de Toledo, y, viendo que su deseo no pudo tener efeto, se salió encubiertamente.» MALDONADO en el lib. VIII del *Movimiento de España* asegura que «á los veinte dias de saberse la muerte de Padilla huyó Acuña secretamente de Toledo.»— En la confesion de Juan de Córdoba, que citamos antes, se hacemencion de que los franceses se interesaban en que recobrara su libertad el obispo de Zamora. De aqui nació sin duda que posteriormente se le acusara de haber sido preso á tiempo de pasarse á los franceses. Acuña esplica su ida hácia Francia, manifestando que su intencion era salvarse en Portugal, de lo que tuvo que desistir por encontrar tomados los caminos. Sobre esto daremos mas noticias en las aclaraciones y notas del capitulo siguiente.

obtener una capitulacion ventajosa: Con frecuentes y sangrientas escaramuzas á orillas del Tajo siguieron alternando proposiciones de paz interpuestas en Mazarambroz , en Ajofrin y hasta en el mismo foco del tumulto. Ante todo pedian los populares remision absoluta de castigos personales y de resarcimiento de daños , que en todo caso seria de cuenta del prior de San Juan por haber guerreado crudamente á la ciudad y á su tierra. Este perdon se haria extensivo á los clérigos sediciosos , para lo cual estaba facultado el cabildo, que en sede vacante ejercia la jurisdiccion del prelado. A Toledo se conservarían con el renombre de muy noble y muy leal sus franquicias , privilegios y libertades. Dándose por injusta la sentencia que acababa de arrastrar á Padilla al cadalso, procedia levantar desde luego el secuestro de sus bienes, y rehabilitar su honra y fama de modo que no recayese la mas leve mácula sobre sus descendientes. Tanto el corregimiento como la alcaldía y alguacilazgo mayores se proveerian á contentamiento de la ciudad en adelante. Hasta que el rey viniese en persona no entrarian en ella los ausentes ó desterrados, á fin de evitar disturbios; ni se pondrian en el alcázar , ni en las puertas y puentes otras guarniciones que las de los toledanos. Entre lo que pretendian sobre su pleito con un magnate , y sobre la eleccion de sus procuradores y jurados cadañeros en ventaja de sus peculiares intereses, no se trascordaban de los generales del reino , pues hacian hincapié acerca de que se otorgasen los capítulos conferidos y concedidos en Tordesillas por los grandes (1).

Ningun compromiso contrajo el prior de San Juan enterado de estas peticiones : ni las fortaleció con su asentimiento : ni las deshaució con su negativa. O por que no tuvieran sus poderes amplitud bastante, ó porque le repugnase abrir tanto la mano, ó porque sin soltar prendas esperase quedar airoso en su designio de poner en sumision á Toledo al nivel de las demas ciudades,

(1) En la *Coleccion de documentos inéditos*, tomo I, pág 302 á 313 se halla integro este documento.

entradas por los gobernadores : es la verdad que se limitó á prometer vagamente á varios de aquellos puntos su apoyo, buscándose en los demas de comun acuerdo la mejor compostura.

Al cabo de algun tiempo asentaron su real los sitiadores dejando por medio el Tajo, al sur de la ciudad en el monasterio de gerónimos denominado de la Sisla (1). Establecido este centro de operaciones y ocupados los lugares circunvecinos, proyectaba el prior de San Juan quitar los mantenimientos á los toledanos y vencer su obstinacion, ya que no con hierro, por hambre. Siempre que los sitiados necesitaban viveres salian á buscarlos, y asi menudeaban los encuentros parciales entre destacamentos mas ó menos numerosos. En una de estas jornadas cayó mal herido y prisionero aquel don Pedro Guzman de la casa de Arcos, de cuya juventud y bravura hicimos antes justas alabanzas. Tendido sobre una tabla le llevaron á Toledo: desde el alcázar le habia visto pelear denodadamente la viuda de Padilla, y prendada de su hazañero porte salió á recibirle, elogióle en gran manera, y no consintió que le acompañara nadie de su gente; antes bien, hizo que de su cuenta le visitasen á menudo, le asistiesen con esmero y le regalasen sin tasa. Apenas estuvo restablecido exhortóle doña María Pacheco á quedarse por gefe de los toledanos: noblemente rechazó el jóven la oferta. Sensible aquella muger animosa á todo lo grande, no quiso que su prisionero vacilase mas entre la gratitud y la honra: á condicion de que por via de cange soltase á varios comuneros, le dejó libre; y, desempeñándose de su promesa el Guzman prontamente, tuvo fin este episodio digno de los mejores tiempos de la caballería, entonces ya decadente (2).

(1) El 20 de setiembre, segun GERONIMO ROMAN DE LA HIGUERA, lib. 38.

(2) Tomando el señor GALIANO del doctor Dunham esta anécdota y la de los hermanos Aguirres, dice en la nota puesta al pié de la página 224 del tomo IV de la *Historia de España*. «No especifica el autor inglés de que particular autoridad las sacó.»— PEDRO DE ALCOCER hace mencion de ambas: el doctor Dunham no conoce este autor,

Mientras esto acontecia en Toledo los gobernadores desbarataban al ejército francés en la batalla campal de la llanura de Esquiros, que se estiende junto á Pamplona. Fugitivos los soldados evacuaron instantáneamente toda la Navarra ; pero , rehaciéndose al otro lado de los Pirineos, no permitian que se desmembrase un solo hombre del ejército castellano. Al rumor de aquel nuevo triunfo ganó en fuerza moral el ejército acampado en la Sisla , y la discordia empezó á manifestarse en Toledo. Cercada de peligros y dificultades la viuda de Padilla empeoraba de salud sin que su valor padeciese deterioro. Hubo hombre bastante osado para asegurar al prior que de grado ó por fuerza la llevaria á su campamento; lo puso por obra; pero le costó la vida. Se le descubrió dentro del alcázar estando ya en pláticas con la Pacheco , y le cortaron la palabra precipitándole por el muro.

De dia en dia costaba mayor trabajo y derramamiento de sangre la introduccion de comestibles ; y al tenor de tales obstáculos y vicisitudes crecia la animadversion entre los que anhelaban rendirse, y los que persistian en defenderse. Asegurando la impunidad á la plebe andaban solícitos los primeros de barrio en barrio y de puerta en puerta, y los segundos solo en el alcázar y demas puestos fortificados ímperaban sin contraste. A la redonda de la ciudad se engrosaba la gente de á pie y de á caballo, y dentro de ella el número de los que pronosticaban el mal fin de situacion tan apurada si no se tomaba otro rumbo. Desde que se sintieron fuertes para hacer armas imaginaron barrer del recinto de Toledo á los de parecer contrario. En tres grandes grupos divididos arrancaron de diferentes puntos, y al grito de *viva el rey* juntáronse en la plaza de Zocodover todos y siguieron el avance. *Padilla y Comunidad* respondieron en el alcázar robustas voces,

puesto que no lo cita; pero estas anécdotas pudo tomarlas , y las tomó de cierto, de fray Prudencio de Sandoval, obispo de Pamplona, que las refiere en las páginas 482 y 483 del lib. VIII de su *Historia de Carlos V.*

y muchos de los que las daban se desbordaron de sus trincheras. Mortífera lid ensangrentara las calles de Toledo á no estar á su cabeza la viuda de Padilla, cuyo acento debilitado por las dolencias corporales encendia los corazones para las batallas é imponia silencio á los motines. En una silla de manos se hizo conducir al lugar de la naciente refriega. *Paz, paz*, dijo; con lo cual se allanaron ambas parcialidades como si nada hubiera pasado, y *todos se juntaron con ella y la acompañaron sin quedar ninguno* (1).

De esta suerte confortados los de Toledo y unidos casi por obra de milagro, cuando mas á pique estaban de dividirse sus voluntades, lanzáronse un dia á la parte del priorato de San Juan en poderosa cabalgada con ánimo de abastecer de mantenimientos al vecindario. A tiempo de tornarse alegres con abundantes provisiones distinguieronlos del campo enemigo y á su encuentro volaron para vedarles la entrada. Observado por los de la ciudad este movimiento cruzaron el puente de Alcántara en considerable muchedumbre, amenazando caer sobre la Sisa, y, mas que con propósito de verificarlo, atentos á divertir y hacer retrogradar camino á los que se adelantaban á quitarles los mantenimientos. Presurosamente llegaron al monasterio, donde tenian el real los imperiales; entráronlo por fuerza, y mataron ó pusieron en fuga á sus guardadores. Solo el prior de San Juan con cincuenta ginetes y un escuadron de veteranos se mantuvo á pié firme en situacion conveniente. Por acudir en su ayuda desistieron de la empresa los que á tomar los víveres se habian encaminado, y viéndolos el prior ya cerca arremetió briosamente, y entonando anticipada victoria, á los comuneros. Estos por su daño entretenidos se hallaban en el robo como indisciplinados que eran y gente sin caudillo. No mas cuidaron que de salvar sus hurtos ó á lo menos su vida del repentino ataque, y los que no cayeron en

(1) **ALCOGER** menciona este hecho con grande elogio de la viuda de Padilla.

la huida entraron en la ciudad desbandados y atropellándose unos á otros (1).

Entonces se contaban cinco meses desde que la constancia de Toledo sobrevivía á la de las otras ciudades castellanas. De resultados del lance en que sus vecinos se anunciaron vencedores y concluyeron derrotados, amainó sobradamente la furia de los tenaces en la defensa, y tornaron á alzar la voz mas audaces que nunca los que de la rendicion aguardaban alivio á tantos males. Cotidianamente ganaban nuevos prosélitos á su partido, hasta que tomando los clamores de paz mucho cuerpo, no osó contradecirlos la viuda de Padilla, aunque desdecian de lo que su enérgica voluntad le dictaba. Ceder á tiempo y no aventurarse en ningun caso á experimentar todo lo que podia, era uno de los signos que caracterizaban la superioridad de la heroína toledana, y quizá el mejor cimiento en que descansaba la perpetuacion de su mando.

Avinose pues á entablar nuevamente negociaciones: lo mismo que se propuso en Mazarambroz y Ajofrin sirvió ahora de punto de partida, y al fin se hizo una capitulacion honrosa. Por ella se conservaba el título de muy noble y muy leal á Toledo; se otorgaba perdon general á sus moradores y á los de toda la comarca: de daños y perjuicios no se trataria hasta que el rey volviese á Castilla, y ni aun entonces se obligaria civil ni criminalmente al resarcimiento á personas particulares, sino que responderia á la demanda un procurador por la ciudad nombrado: y en caso de que se le condenara se satisfaria la indemnizacion de los propios ó de lo que bien visto fuese, salvo que el monarca la remunerase por otra via. Lo tomado de las rentas reales se remitia sin escepcion ninguna. Inmediatamente quedaria desembargada la hacienda de Padilla: sobre la rehabilitacion de su honra y fama, si su viuda pidiese justicia, estaria obligado el rey á nombrar juez competente y no sospechoso, que se la administrase, y en favor

(1) *ALCOGER, Relacion de las comunidades.*—*SEPULVEDA, Historia de Carlos V;* lib. IV, pág. 113 y 114.

de ella interpondría el prior de San Juan todo su valimiento. No sufrirían el mas leve menoscabo los privilegios, libertades y franquicias de Toledo; y acerca de las alcabalas, de cuyo pago debía estar horra y libre, debería presentar los documentos en que esta exención se apoyase dentro del término de cuatro meses. A vecinos de la ciudad no sospechosos se confiaría la guarda del alcázar, puentes y puertas; y al entrar en posesión de este cargo harían pleito homenaje á doña Juana y don Carlos su hijo. Hasta que estos resolviesen otra cosa continuarían los diputados de las parroquias en el derecho, que se habían atribuido al empezar la revuelta, de nombrar por el mes de abril procuradores generales del pueblo por igual entre los tres estados de caballeros, ciudadanos y oficiales. El corregimiento y alcaldía mayor se darían á personas que no suscitasen sospechas; y el alcalde de las alzadas sería puesto por sus magestades ó por los gobernadores y no por el corregidor ó asistente. Pasados ocho días desde que se estableciera este contrato empezarian á entrar, segun fuese de su agrado, en Toledo los desterrados ó ausentes, menos aquellos á quienes el corregidor exceptuase por evitar que se renovaran los disturbios: sus magestades determinarían que esta prohibición se les alzase, si la creían injusta, luego que se informasen de las razones porque se les escusaba la entrada. Por último, el prior de San Juan contrajo el compromiso de trabajar con toda instancia y á buena fé cerca de los reyes, y de los gobernadores, y del consejo real, y donde mas conviniese, para que á la mayor brevedad se hiciera justicia sobre el otorgamiento de los capítulos conferidos y concedidos en Tordesillas por los grandes á favor del reino (1).

(1) Esta escritura de concordia, copiada de otra antigua, que se halló entre los papeles de las oficinas de amortización de Toledo, por don Manuel Rosel, fué remitida por el docto presbítero don Ramon Fernandez de Loaisa á la Academia de la Historia en 1844. Se halla impresa en la *Colección de documentos inéditos*; tomo I, pág. 313 á 332. Sobre el punto de las alcabalas no habia podido encontrar Toledo ningun documento que acreditase que estaba libre de su pago, segun consta en

Esta capitalacion acordaron á nombre del prior el arzobispo de Bari, y en representacion de la ciudad Rafael de Vargas, Antonio de Comontes y Clemente Sanchez, diputados por las parroquias de Santa María Magdalena, San Andrés y San Lorenzo. Firmóse en el monasterio de la Sisla el viernes 25 de octubre de 1521. En virtud de ella á los seis meses de sitio entró el prior de San Juan en Toledo: de su gobierno se posesionó el arzobispo de Bari: como su encargo era procesar á los culpables, y despues del perdon no los habia, el doctor Zumel se mantuvo ocioso: Gutierre Lopez de Padilla se ocupó en el honroso empleo de sosegar los ánimos avezados á turbulencias, y de desterrar las inquietudes. Fiel observadora de lo pactado mudóse doña María Pacheco del alcázar á su casa, quedándose no obstante á prevencion con artillería y armas y gente de guarda.

Fraternidad no hubo entre imperiales y comuneros: á lo sumo tolerábanse unos á otros: del pasado alboroto quedaban grandes reliquias: el prior de San Juan no representaba decoroso papel mientras no anulase aquella situacion violenta, que pudiera denominarse *paz armada*: cada vez se hacia la contemporizacion mas dificultosa. Para colmo de angustia empezaron á restituirse á sus casas los ausentes, y los que en la ciudad habian padecido todas las vicisitudes de un asedio á mirarlos de reojo: luego no les bastó manifestar con ademanes y gestos su desagrado: espre-

la relacion del criado de la viuda de Padilla, pues dice de este modo: «Algunos hombres alborotadores inducieron al pueblo que la alcabala, «derecho antiguo de los reyes de Castilla, que no se debia pagar por «haber sido impuesto violentamente y sin voluntad de los pueblos, y «de ella haber reclamado en tiempos pasados, segun se decia. Para lo «cual hicieron abrir el archivo de la casa del ayuntamiento, y yo «fui uno de los que para esto fueron nombrados. Y así hice un sumario de todas las escripturas que alli se hallaron de mi mano, el cual, «con otros papeles de aquel tiempo y negocios, despues de estar en «Portugal quemé. Mas bien me se acuerda que no se halló alli la im- «posicion de la alcabala, ni reclamacion, ni protestacion alguna «contra ella.» Sobre la constitucion del ayuntamiento, dice PEDRO DE ALCOCER en la *Historia ó descripcion de la imperial ciudad de Toledo*, folios 447 y 448, que lo formaban veinte y cuatro regidores, y cuarenta y dos jurados; estos últimos con voz, pero sin voto.

sáronlo al fin en palabras, y las palabras eran insultos. De cobardes les tachaban sin rebozo y de venir con sus manos lavadas á disfrutar las libertades que con tanto peligro y trabajo habian ellos sostenido. Ademas se alababan y glorificaban de sus obras, y se hacian lenguas en loor de Padilla y de su esforzada viuda: por consiguiente el influjo popular permanecia en auge y la autoridad vilipendiada.

A tales síntomas de trastorno se agregaba la impaciente expectativa en que estaban todos, pendiendo de la resolucion del monarca varios puntos de los concertados en la Sisa. No faltaba quienes aleccionados por la esperiencia, ó movidos de su índole recelosa, ó seguros de medro con resucitar el tumulto, divulgasen que Carlos de Gante invalidaria lo que el prior habia concedido, y que éste acechaba la ocasion de echarse encima de los que aun enfrenaban con actitud imponente y amenazadora su intencion ruin y solapada.

De los que estas noticias alarmantes esparcian, teniendo el sosiego público en perenne conflicto, seguia siendo ídolo y esperanza y única salvacion el heroico esfuerzo de la viuda de Padilla, que inspiraba temor y respeto á sus mas acérrimos contrarios. Asi las cosas Leon X pasó de esta vida el 1.º de diciembre de 1521: el emperador de Alemania intervino en que el cónclave fuese corto, y en que su maestro Adriano de Utrech saliese de alli papa. El 9 de enero de 1522 se le cumplió su gusto; y el 22 se supo la eleccion en España. Puede asegurarse que la celebraron todos; los que no por regocijarse de que la virtud y ciencia teológica del antiguo dean de Lobaina lograsen recompensa, porque se marchara del reino de Castilla. Esto en cuanto á los particulares: el estado eclesiástico la solemnizó de oficio, y especialmente el cabildo de Toledo con fastuoso aparato. Para la noche del 2 de febrero dispuso que corriera á caballo por las calles una caprichosa y alegre mascarada. Embriagado de júbilo el pueblo como en todos los festejos, sin que se cure de indagar si le prospera ó injuria el motivo

que los ocasiona, quizá olvidaba entonces por la vez primera sus desconfianzas de tener dentro de casa á los que iban cansándose de tratarle con suavidad obligatoria. En bullidor é inofensivo tropel pululaba la multitud delante y á la cola de la vistosa comparsa que entre porcion de hachas de viento serpenteaba de uno en otro lado al son del popular vocerío. Allí mezclados los incendiadores de Mora, y los que en el Romeral ganaron el triunfo, y los que en el cerro del Aguila burlaron á sus enemigos, y los que en la catedral colmaron ilegítimamente el deseo que de arzobispartenia Acuña, confrontaban todos, desmemoriados de las antiguas enemistades y de las provocaciones recientes.

En aumento seguia el alborozo y la gritería no cesaba. Dolorosamente se trasformó de pronto aquel espectáculo risueño en campo de batalla. Con resabios de los anteriores alborotos un infeliz muchacho, hijo de un menestral forastero (1), saltando y dando voces entre otros de su estofa, en vez de victorear al papa, victoreó á Padilla. Oido por algunos asieron del rapaz y le azotaron bárbaramente. Su padre, hirviéndole la sangre de furia, se tomó con los que le maltrataban crueles: algunos del pueblo se le unieron justamente indignados de aquella atrocidad inaudita: otros se apoderaron de una cureña para armarla con una culebrina de grueso calibre. Por momentos se amontonaron muchos populares en casa de doña María Pacheco, y sus enemigos en la del arzobispo de Bari, frontera á la iglesia de San Vicente. Estos cargaron sobre los que subian la cureña adonde se congregaban los de su bando, y los puso en dispersion el recio empuje de los ginetes: enmedio del desórden y por avergonzarse de la huida fué preso el menestral, culpable solo de no ser insensible á la santa voz de la naturaleza.

Horas de zozobrosa calma y de ansiedad funesta pasaron tras este desman grave hasta el nuevo dia. El grito de *Padilla* y

(4) En las *probanzas hechas por Gutierre Lopez de Padilla* se dice que fué un *lechero*; PEDRO DE ALCOCER, un *oficial de hacer antojos*; El criado de la viuda de Padilla, un *agujetero*.

Comunidad tornó á resonar dentro de Toledo en rededor de la animosa viuda. Nobleza y clerecía apoyaban al arzobispo de Bari forzándole á que hiciese saltar la sangre del menestral preso al rostro de los tumultuados, con ánimo de provocarlos á combate y de que terminase de una vez para siempre la situación anómala de Toledo. Noticiosa la doña María de la sentencia y de su significado, envió muchos mensajes al arzobispo, á los canónigos y á los nobles, rogando y pidiendo que no quisiesen usar de aquel rigor inhumano por ser cosa natural acudir el padre al hijo, y apellidar los muchachos con ignorancia ó por costumbre lo que les venia á cuento. A estas pacíficas insinuaciones no supieron responder los requeridos sino sacando á ahorcar en mitad del día al supuesto delincuente. De la casa de la viuda de Padilla bajaron gentes armadas á quitárselo de las manos: el arzobispo de Bari, capitaneando todo un ejército para proteger el suplicio del menestral sin ventura, hizo tomar las avenidas por donde podían aparecer sus libertadores. En no escaso número asomaron estos junto á las tendillas de Sancho Minaya; mas como allí son las calles angostas y no podían desembocar por ellas sino de dos en dos á lo sumo, nada costó á la tropa del arzobispo repeler á fuerzas que presentaban tan poco frente, y así retrocedieron con muy poca pérdida hacia la plaza donde tenia su casa la viuda de Padilla. Exaltada quiso está salir en persona á librar al hombre llevado á la horca sin causa; mas se lo embarazaron porfiadamente la condesa de Monteagudo, su hermana, y su cuñado Lopez de Padilla con manifestarla *ser menos daño perderse un hombre que tornarse ella á poner en peligro y á los suyos*. Virtualmente presa, no estuvo en su mano otra cosa que proseguir con inútiles instancias en su empeño de que no se llevara adelante aquel feroz castigo, y esponer lo mucho que se erraba en infringir los capitales acordados en la Sisle. También pronosticó en el calor de su enojo que una vez justiciado aquel desdichado revolverían los del arzobispo contra ella y su gente.

Lo que dijo se cumplió á la letra, ínterin su hermana y cuñado intentaban persuadirla á desterrar tales temores: el menstrual fué sacrificado en señal de reto á los populares, y en la hora se les atacó en sus últimas trincheras. A precaucion habia ordenado la esforzada viuda que los suyos tomaran y guarnecieran con algunos tiros de artillería las bocas de las calles por donde podia venir la arremetida de sus contrarios. Viéndoles llegar les requirieron de parte del emperador que no avanzaran un paso si no querian poner á prueba su desesperado arrojo; pero ellos solo se cuidaron de pasar adelante. Entonces dispararon los comuneros su artillería haciendo grande estrago en las filas de sus acometedores, apiñados en tortuosas angosturas; y acabado el primer ímpetu de la artillería anduvieron á las manos y sustentaron la refriega; por largo tiempo indecisa, con tenaz encono. Por un corral de la casa de don Pedro Laso de la Vega, contigua á la de doña María Pacheco, probaron á meterse varios soldados: sentidos fueron y obligados á arrepentirse de su designio loco. A medio dia empezó aquella lid que fué la postrera del movimiento de las comunidades castellanas. En fuerza de arrostrar la muerte Gutierre Lopez de Padilla yendo de uno en otro lado, y colocándose diversas veces por restablecer la calma entre dos fuegos, se allanó el lance. Con todo, los que pertenecian al servicio ó á la parcialidad de doña María Pacheco no soltaron las armas sino á condicion de salir libres de la ciudad aquella misma noche; no haciéndolo, desde el otro dia en adelante quedaban sus vidas y haciendas á merced del rey y de sus justicias. Por consiguiente la antigua capitulacion quedaba rota: no obstante la libertad de Castilla exhaló el último aliento sin desdoro de sus mas constantes adalides que al cabo no se rindieron lisa y llanamente á la voluntad de sus vencedores, sino que salvaron la honra del naufragio de su fortuna.

Casi todos los comuneros se habian ya evadido por detrás de la casa solariega del héroe que desde el patíbulo de Villalar ascendió á las esferas de la fama, cuando, formados á la puerta prin-

cial en dos filas los soldados del arzobispo de Bari, dijeron con amenazadoras voces: *Por aquí debe salir el que haya de quedar vivo* (1). Con noble porte les amparó Gutierre Lopez de Padilla hasta de insultos, no sin haber dejado antes en seguridad á su cuñada dentro del monasterio de Santo Domingo el viejo, con el cual se comunicaba su casa por un pasadizo. Despues atendió sin descanso á disponer lo necesario para su fuga. A tres cuartos de legua de Toledo y camino de Escalona apostó una cuadrilla compuesta de los mas leales servidores de la viuda de su hermano, é hizo valer generosamente en obsequio de ella todo lo que habia ejecutado en servicio del emperador durante las alteraciones, cuya agonia era por fin llegada.

Pálida y doliente y agoviada de desventuras se dispuso á abandonar doña María Pacheco aquella ciudad donde habia sido feliz esposa y heroína insigne. En trage de labradora, con una basquiña forrada de martas, y corpiño de mangas estrechas, y saya y sayuelo de buriel encima, y apretada una tohalla de lino y un sombrero viejo en la cabeza, y al tenor el calzado, bajó por la calle de Santa Leocadia hácia la puerta del Cambron, apoyada en la esclava baza, á la cual atribuia los hechizos el vulgo y aun la gente de nota de sus contrarios. Es fama que un soldado la conoció en llegando á la puerta; y que fué tan buen hombre que volvió á otra parte el rostro, y entretuvo con pláticas á los otros de la guardia para que no cayesen en el misterio. Este rasgo digno de loa y el disfraz de aldeana de cierto fueran estériles á la viuda de Padilla á no andar de por medio la industria y el ascendiente de su cuñado: si no el dolor pintado en su semblante, vendiérala indudablemente la magestad de su figura, á que daba mayor realce el abatimiento de sus fuerzas.

Ya extramuros de Toledo la fingida labradora, recogiénose las haldas se deslizó por un camino angosto muladar abajo al llano de

(1) *Prabanzas hechas por Gutierre Lopez de Padilla*

la vega: refrigeróse en una posada y púsose luego encima de un macho de albarda, que letrajo un acemilero de la condesa de Montegudo; éste iba detrás á pié tocándole con la vara por donde guiaba el alcaide de Almazan que precedia á todos sobre un caballo. Orillas del Tajo se estrecha el camino entre la corriente y un otero: algunos ginetes guardaban aquel paso, resueltos á prender á los que hubiesen quedado escondidos la noche antes y por allí buscasen la huida. Como un tiro de piedra llevaba el alcaide de Almazan de delantera á la esforzada muger que originaba todas aquellas precauciones: de cerca divisó el riesgo de ser descubierta, porque los guardadores de la angostura de tránsito forzoso detuvieron al alcaide. Mientras procuraban informarse de quien era y de la direccion que llevaba, y él se ingeniaba en hacerles escusas, y se revolvian todos y se trababan de palabras, tocó doña María Pacheco en el punto crítico del temeroso trance; mas tuvo la buena suerte de escabullirse á la deshecha por entre los que mantenian el altercado, y de rebasar milagrosamente el peligro. Eludiólo tambien el alcaide de Almazán asistido de igual ventura, y sin tropezar en otro respiraron mas desahogadamente los fugitivos entre la escolta de sus parciales que les aguardaba en el camino, y tomaron la vuelta de Escalona, adonde llegaron ya entrada la noche.

Albergue para sí y para los suyos imploró la viuda de Padilla á su tio el marqués de Villena. Menospreciando éste las súplicas de la desgracia perseguida y sin tener en nada los vínculos del parentesco puso de manifiesto su espíritu mezquino y su corazón de bronce. «*Decidla que se vaya en buen hora donde fuere de su agrado*, contestó el marqués al mensajero de la desvalida viuda; *que abastan el peligro y trabajo en que me ha puesto, teniéndose por sospecha que ha sido con mi consejo todo cuanto ha maquinado; y que bueno es que sufra por haber desoido mis instancias cuando estuve á tratar con ella de la paz y asiento de las cosas;*» reconvencion satánica, no menos ruda que intem-

pesta y de aquellas que revelan el colmo de la ruindad y del endurecimiento, y eternizan la memoria del que las siente y formula para que el historiador la infame y á una voz la excre de generacion en generacion el mundo. Indignada la marquesa de la sañosa dureza de su esposo, y condolida del desamparo de su sobrina, la envió una buena mula de paso, trescientos ducados en oro y algunas cajas de conservas para el camino. Enderezáronlo despues de haber andado ocho leguas y sin entrar en Escalona, hácia la Puebla. Hospedage benévolo y aun á riesgo de su tranquilidad brindóles solícito don Alonso, hermano del marqués de Villena, que hasta les habia negado la compasion, última prerogativa del infortunio.

Estuvo allí doña María Pacheco atendida y agasajada lo que la convino para reponerse del cansancio y proseguir con las precauciones debidas su oculto viage. Al fin apartóse, con pocos hombres de escolta y la esclava y una dueña, de aquel pueblo en que habia encontrado paternal albergue, y revezando de jornada en jornada de guias que la condujesen fuera de camino; continuando el de Portugal por quebradas y veredas merced á la práctica de ellos, y llevándolos consigo para que de vuelta en sus lugares no vendiesen un secreto en que la iba no menos que la cabeza, doña María Pacheco traspuso la frontera á los ocho ó diez dias de salir de Toledo, y se internó en el pais no sin pagar generosamente á los que la habian puesto en salvo (1).

Un nuevo deslustre ahorró al prior de San Juan, al arzobispo de Bari y al alcalde Zumel lo precipitado y oculto de la fuga de la que con firmeza prodigiosa habia embarazado durante nueve meses su triunfo. Dónde paraba lo sabian pocos y para averiguarlo no dejaron rincon de monasterio que no escrudifiaran escrupulosamente: su furor se cebó en la casa donde habia vivido aquel

(4) De ALUCOER, y muy especialmente de la relacion del criado de doña María Pacheco, sacamos todos estos pormenores sobre su fuga, en la cual la acompañó éste, no separándose de su lado mientras la duró la vida.

pasmo de bravura : igualáronla con el suelo, y la araron y sembraron de sal y levantaron en medio un poste con un letrero por padron de infamia (1). Gutierre Lopez de Padilla quiso en vano atajar el encono de los vencedores: el arzobispo de Bari sonaba como gobernador solo en el nombre: su voluntad pudo ser santa y buena; en tal caso para convertirla en ley, sus afanes fueron completamente nulos. Dictábala exclusivamente el prior de San Juan, que mientras tuvo su real en la Sisa supo engañar á los toledanos con su hipócrita mansedumbre. Una vez triunfante plúgole obrar como tirano: hizo pregonar una provision de Cárlos de Gante, que condenaba á muerte á la viuda de Padilla: algunos de sus parciales fueron habidos y purgaron en la horca su estúpida confianza en promesas aventuradas por salir de aprietos á reserva de quebrantarlas en su dia. El alcalde Zumel emuló en crueldad al alcalde Ronquillo ejecutando aquellas sentencias rencorosas. Plagado asi de horrores y oprimido desde la rota de Villalar bajo el yugo de los magnates quedó el reino todo no menos espantado que vencido.

(4) Véase el apéndice núm. XVI.



CAPITULO XII.

EL EMPERADOR.

Venida de don Carlos á España.—Sentencia á varios comaneros.—Fin de Maldonado Pimentel.—Diligencias contra los emigrados.—Pregon mal llamado indulto.—Juicio del almirante sobre este decreto.—Sermon de fray Antonio de Guevara.—Actuaciones contra Asuña.—Su tentativa de fuga.—Su proceso y suplicio.—Ronquillo obra de acuerdo con las órdenes del rey.—Loaisa intercede por la viuda de Padilla.—Destierro de este prelado á Roma.—Muerte de doña Maria Pacheco.—Secuestro de los bienes de su esposo.—Quejas del almirante y del condestable de Castilla.—Espulsion de la nobleza de las córtes.—Constante valimiento del alcalde Ronquillo.

Del pecado puede decirse que tiene dos caras, una que mueve á compasion y otra que escita el encono. ¿Por cuál de ellas miró el emperador de Alemania á su vuelta á Castilla el trastorno esclusivamente ocasionado por la rapacidad y tiranía de sus flamencos, y apaciguado por los próceres, que, á decir verdad, no habian abusado grandemente de su victoria? Por la cara de la compasion en sentir de sus panegiristas; por la del encono si el elocuente language de los hechos ha de servir de base á nuestro relato.

Procedente de Flandes ó Inglaterra desembarcó en el puerto de Santander por julio de 1522 don Carlos, á quien la muerte acababa de privar de Chevres, su favorito. En defecto de éste le acompañaban otros compatriotas de aquel ministro desaforado, y un cuerpo de cuatro mil alemanes, contra lo que le habian re-

presentado las ciudades andaluzas en oposicion de los comuneros congregadas. Por Burgos vino á Palencia, donde se detuvo tres semanas. Desde allí dispuso que se hicieran algunas justicias; y al dársele conocimiento de estar ejecutadas, dijo: *Eso basta; no se derrame mas sangre*. Entonces no se hizo perdon general porque convino tener la cosa suspensa: cuando se publicó en Valladolid posteriormente, y con asistencia del condestable, del almirante y de los principales señores castellanos, solo se exceptuó á algunos de los mas culpados en los alborotos, como capitanes y diputados, y los inducidos y movedores de los pueblos; y aun así, ni tres de ellos fueron castigados, ni presos, ni siquiera buscados; antes todos se libraron andando los tiempos por diversas vias y suplicaciones. De esta suerte se espresan los que, adulando á Carlos V, entienden haber cumplido los severos deberes á que sujeta la historia. Y en seguida propalan á voz en grito la magnanimidad de su héroe al templar el negocio de tal manera, que con parecer que hacia justicia se mostró príncipe piadoso y clemente, no moviéndole el enojo, sino el propósito de ahuyentar con saludables escarmientos la renovacion de los pasados distigbios (1). Saltemos por encima del parecer de los escritores, que

(1) «De todos los que en esta clemencia y perdon fueron exceptados y sacados de ella, aunque fueron en número mas de dozientos, no fueron despues justiciados ni presos de ellos, ni buscados tres.» *MEXIA*, lib. III, cap. 7.º «Fueron hasta dozientas personas de toda suerte las que en el perdon general se exceptaron, pues de todas ellas no se castigaron dos.» *SANDOVAL* lib. IX, pág. 494: como una prueba mas de las contradicciones que se advierten en el obispo de Pamplona, historiador de Carlos V, bueno es decir que dos páginas antes, en la 489, se espresa de esta suerte: «En el cual (el perdon) exceptó y sacó, para que no gozasen dél hasta sesenta ó ochenta personas, que por ser la mayor parte gente muy ordinaria, y otros ya castigados y algunos frailes, que hicieron mucho daño, no los nombro aquí en particular.» «Vino á Valladolid, donde hizo aquel perdon tan generoso y verdaderamente de ánimo invicto á todos los comuneros, que tan grandemente se habian descomedido contra su real corona. Y aunque de tantos millares no se exceptaron de este perdon dozientas personas, notablemente facinorosas, despues al efecto no fueron buscados ni muertos cuatro.» *FRAY JOSEF DE SIEGUENZA, Historia de la orden de San Gerónimo*, tomo III, cap. 28, pág. 445; edicion de la imprenta realde Madrid, 1607.

esto dan por sentado, y atengámonos estrictamente á lo que de los hechos consignados por ellos mismos resulta.

Que no abusaron los próceres grandemente de su victoria acabamos de decir, y nos fundamos en que, después de ser en Villalar crueles, muy lejos de llevarlo todo á fuego y sangre, si dieron ocupacion á los carceleros, dejaron ociosos á los verdugos. Solo el prior de San Juan fué quien tuvo á deleite hacinar cabezas sobre el cadalso de Toledo: en las demas ciudades se aplazaron los castigos, quizá con la noble intencion de que Carlos V entrara en Castilla perdonando, é hiciera olvidar la pésima memoria que de su justicia habia dejado en el reino. De otro modo lo entendió el soberano, pues aprovechó su estada en Palencia para fulminar sus rigores contra los vencidos. En virtud de sus providencias empapadas en sangre, sentencióse á Alonso de Sarabia, procurador de Valladolid, á ser tendido al pie del rollo encima de un reposero, para que alli se le cortase la cabeza con un cuchillo de hierro é de acero *hasta que muriera naturalmente*; y la sentencia se ejecutó en la ciudad de Burgos. Por una disposicion semejante tuvieron igual fin en Medina del Campo siete de los procuradores presos al apoderarse los próceres de Tordesillas: entre ellos se contaban Pedro de Sotomayor, madrileño, y Juan Solier, segoviano. En Valladolid fueron justiciados el licenciado Rincon y el alguacil Pacheco: en Salamanca el pellejero Valloria; y en diferentes puntos el jurado Diego de Montoya, diputado por Toledo; Pedro Merino, por Toro; el licenciado Bartolomé de Santiago, por Soria; el doctor Juan Cabeza de Vaca, por Murcia; Pedro Sanchez, por Salamanca; Hervas, artillero; el licenciado Urrós, vecino de Burgos; Juan Repollo, de Toro; Antonio de Villena, de Valladolid; y Francisco Pardo, de Zamora.

En la manera de proceder contra los sentenciados hubo grande ilegalidad y una rapidez, por lo desatentada, espantosa. Toda la fórmula se reducía á presentar el procurador fiscal Pedro Ruiz el pedimento en que nombraba á uno de los que notoriamente figu-

raron en las comunidades : se le tomaba confesion ; no se le permitia defensa ; y sin mas ceremonias el consejo real fallaba el pleito criminal pendiente entre el acusador y el acusado (1). Hubo ademas la monstruosidad de ser procesados los comuneros por los consejeros reales ; y en este punto ningun voto nos parece mas irrefutable que el del almirante de Castilla : oigamos sus palabras : «En otra parte en que no se aconsejó bien V. M. fué en no «hacer que sentenciasen los procesos personas con quienes el rei- «no no tuviese enemistad ninguna, porque convenia dalles á en- «tender que habian errado, y hasta quitalles esta credulidad podia «pasar algun tiempo, segun la informacion que les daban legistas «y teólogos y otros que ellos tenian por buenos. Y pues los con- «denados lo habian de ser de cualquiera manera que fuesen sen- «tenciados ¿por qué no miraron esto en que tanto iba, y agora «los del reino no dudaran que los justiciados padecieron por sus «culpas, sino porque con enemistad se les hizo justicia? Y aunque «los del consejo son buenos y no lo hacen sino como deben, no «quita su bondad que, el que quiso matallos y fué en prendellos, «no los tenga por sospechosos. Asi que en esto no fué el consejo «sano y bueno como lo fuera si el reino conociera en esta ejecu- «cion su culpa.(2).» Tras esplicaciones tan terminantes serian inútiles los comentarios.

Esta obra de crueldad coronó por entonces el emperador de Alemania con un suplicio que, sobre la pena del delincuente, significaba cuan poco dispuesto venia á hacer caso de los que le habian alcanzado el triunfo. A don Pedro Maldonado Pimentel vimos libre de las ejecuciones de Villalar por intercesion del conde de Behavente, su deudo, quien para declinar toda responsabilidad quiso mantenerle en lugar seguro. Foca escolta, y esa de amigos,

(1) Véase en el tomo I de *Documentos inéditos* la sentencia de Alonso de Sarabia, pág. 289 á 294 ; y en el tomo XI la de Pedro de Sotomayor, pág. 455 á 464.

(2) Cartas y advertencias del almirante de Castilla.

le conducía á la fortaleza que se le destinaba por encierro. Muy cerca de ella dijole alguno: «Señor don Pedro, aquí están dos caminos: este que llevamos vá á Simancas, y este que cruza á mano derecha va á Portugal; vea cual le parece mejor.—Vamos adelante que todo esto es nada,» respondió Maldonado Pimentel, fiado en que por mucha saña que el rey tuviera no habia de descargarla contra todos los vencidos, y cierto de contarse entre los perdonados á causa del íntimo parentesco que tenia con los magnates, cuyas súplicas no podria desatender un príncipe, que con grandes deudas de gratitud les estaba obligado. Diez y seis meses de prision llevaba Maldonado Pimentel bien ageno de que, dándose prisa sus parientes á interceder en su abono, habia de aventajarles en celeridad don Carlos, tomando una providencia que hiciera estériles, por lo tardíos, sus ruegos. Antes de que con ellos le importunasen envió á Simancas al licenciado Fernan Gomez de Herrera con gente de guarda y comision de ejecutar á Maldonado Pimentel, sacándole atado de pies y manos del castillo sobre una mula y al pie una cadena, y llevándole por las calles con voz de pregonero que publicara sus delitos hasta la plaza, donde se le degollaría segun lo rezaba la sentencia. Exacto cumplimiento tuvo el 16 de agosto de 1522 á las nueve de la mañana, hora en que se le vió caminar al suplicio airoso de talle, completamente vestido de blanco, sereno de ánimo y sin decaimiento en el rostro. Un hermano suyo, fraile de la orden de San Francisco, estuvo aguardando al pié del altar de la iglesia para aplicar una misa por su alma en el instante de su muerte, y bañado en lágrimas satisfizo la heroica obligacion que se habia impuesto (1).

Limpias así las cárceles de los complicados en los alborotos, se continuaron los procedimientos para juzgar y prender á los que se

(1) Trae estos pormenores CARRERUDO en las *Antigüedades de Simancas*.—Véase la sentencia de don Pedro Maldonado Pimentel, en el tomo I, de *Documentos inéditos*, pág. 294 á 296.—SANDOVAL se equivoca al decir en el lib. IX, pág. 489, que trasladaron á Maldonado Pimentel de Simancas á Palencia para degollarle.

habian ocultado en Castilla y á los que habian emigrado á tierras estrañas. A los primeros se condenó á que donde quiera que fuesen habidos se les encarcelara, y despues se les sacara dentro de un seron tirado por dos mulas que les llevasen arrastrando hasta el rollo, y alli se les ahorcase é hiciese cuartos, los cuales se pondrian en sendos palos por los caminos públicos para que á los delincuentes sirviese de castigo, y á otros de ejemplo de no hacer ni cometer semejantes traiciones y delitos (1). Contra los segundos se movió sañosamente solicito por mandado de don Cárlos, su embajador en Portugal Cristóbal Barroso, para que el monarca de aquel reino se los entregase al de Castilla. No pudo recabar del soberano portugués asentimiento á su demanda, por ser opuesta al tenor de las capitulaciones entre ambas coronas; y ademas porque les habia empeñado su palabra real de ampararlos de persecuciones y pesquisas. Solo permitió que se diera un edicto intimando á los refugiados que salieran de Portugal en el término de tres meses. Publicólo por mera fórmula; descuidó á cosa hecha su observancia, y asi no tuvo ejecucion el decreto (2).

Apurados por don Cárlos todos los recursos para saciar sus

(1) Véanse en el tomo I de *Documentos inéditos* las sentencias del licenciado Bernardino, pág. 296 á 298, y de Francisco Mercado, pág. 298 á 300.

(2) Véanse en el tomo I de *Documentos inéditos* las notas redactadas sobre doña María Pacheco y Juan de Padilla, por don Tomás Gonzalez, en vista de los documentos originales que existen en el archivo de Simancas, pág. 287.—«Entró (la viuda de Padilla) en una villa llamada Castellobranco, adonde estuvo pocos dias, y se pasó á la ciudad de la Guarda, y de alli á la ciudad de Viseo, y de alli á la ciudad del Porto, y en estas mudanzas se pasaron tres meses é cerca dellos; que era el término de un pregon general que el rey don Juan, á instancias de la reina doña Leonor, su madrastra, habia mandado dar por todo el reino de Portugal, que toda persona, de cualquier estado ó calidad que fuese, que estuviese en este reino por las comunidades de Castilla se saliese dél dentro de tres meses; y, siendo despues hallado, fuese preso, y él y sus bienes á merced del rey. Y puesto que asi fuere mandado, *por con-temporizar con la reina viuda, todavia por tercera persona el rey mandaba, que no se hiciese ninguna novedad á las personas acogidas á este reino.*»—Manuscrito ya citado del cri do de la viuda de Padilla.

venganzas, pregonó por el mes de octubre en Valladolid lo que torpemente han llamado perdón general sus historiadores. Cuadrárale mejor el título de lista de proscripción ó de catálogo de sentenciados á muerte. Muy cerca de trescientas personas eran las condenadas al patíbulo, y pertenecían á la nobleza, á la magistratura, á la milicia, al alto clero, á las órdenes religiosas, á los ayuntamientos, á la ínfima plebe: allí se leían los nombres de abades y alguaciles; de cronistas y escribanos; de veinticuatro de Sevilla y de menestrales; de individuos de solar antiguo y de sujetos á quienes solo por su vecindad se designaba. También sonaban como exceptuados del perdón los ya muertos en el suplicio, porque subsistía en las sentencias el perdimiento de sus bienes; y los que fiaban en el indulto, que les habían prometido los gobernadores en recompensa de su deslealtad á los comuneros, porque el emperador de Alemania á nada más atendía que á satisfacer sus rencores (1).

Sobre el efecto que esta crueldad produjo nos proporciona también el almirante de Castilla auténtica prueba en diferentes cartas al emperador Carlos V, de las cuales nos parece oportuno copiar varios párrafos literalmente. «No osará ninguno decir á V. M. que tanta gente hay descontenta, antes os dirán por complaceros que todo el reino está con tanto contentamiento que nunca más hubo. Yo prometo á V. M. que no lo quedarán de vuestro perdón los culpados, ni lo están los servidores, porque los culpados con el perdón que con vuestro poder estaba hecho pensaron, como era verdad, ser perdonados...—Yo dije á V. M. esta falta, y también la que hubo en perdonar á los exceptuados por nosotros. Respondióme V. M.; *que en tan poco tiempo no era milagro haber olvidado á algunos*. Por cierto, se-

(1) La lista de los exceptuados puede verse entre los documentos que Pedro de Alcocer inserta al final de su *Relacion de las comunidades*, ó en los apéndices que pone don José Quevedo á la traducción del *Movimiento de España* de MALDONADO.

«fior, mas tiempo y mas llano tuvieron los que lo ordenaron
«que nosotros teníamos cuando se comensó con esta batalla
«por reducir todo lo rebelado, y se tuvo nueva de la entrada
«de los franceses, que fué causa de olvidar la parte por remediar
«el todo. Y dando yo á V. M. esta razon me dijistes *que no sa-*
«*biades si era por esto, si por otra cosa.* Yo no sé por lo que fué,
«mas sé que si V. M. se hallara aqui en aquel tiempo que reca-
«neciera mejor que tan grande habia sido este servicio, y no diera
«mas fé á los que perdieron el reino que á los que le ganaron; que
«desde el primer paso que V. M. dió en este reino no ha enten-
«dido mas que en deshacer lo que hicieron vuestros gobernadores,
«dando mas fé á las palabras de malos y deservidores vuestros
«que á nuestras obras. Pues acuérdesse V. M. que no es Dios que
«puede estar en todo cabo; que el crédito que quitais á vuestros go-
«bernadores vuestra persona lo pierde; que siendo emperador con-
«viéneos andar por el mundo, y las provincias donde no estuvié-
«redes hánse de gobernar por vuestros poderes, y si no les dan fé
«podreis muy mal gobernar ninguna cosa. Yo suplico á V. M. por
«lo que debo á vuestro servicio que tengais cabe vos consejeros
«que, os osen decir la verdad, no crueles, ni tan malos que os ha-
«gan perder corazones, *que si bien lo mira V. M. no dará tan*
«*buena lanzada el que va como esclavo á servir como la da el*
«*que está libre y contento...*—A V. M. he suplicado muchas veces
«que quiera confirmar el perdon que yo prometí á los que saqué
«de la Junta, teniendo tanta necesidad que se tomó por remedio
«ofrecelles perdon y mas, *lo cual fué causa de que estuviesen las*
«*cosas en el estado que hoy están, pues á no tomarse este tra-*
«*bajo la batalla fuera muy dudosa...*—Asi que, siendo tan
«manifiesto el provecho que hice, no debria V. M., que goza dél,
«dejar de sacarme de la fianza en que estoy, y no pagallo en Cas-
«tilla, y dejarme obligado como almirante á lo que me obligué
«como gobernador...—V. M. no se ate tanto á la buena fortuna
«que no se le acuerde de que ha de ser ayudada con agradeci-

«miento, que á faltar este suele ella torcer muchas veces (1).»

Reflexiones tan sentidas, enérgicas y sólidamente apoyadas aclaran del todo el encono de Cárlos de Gante: á bulto amontonaba nombres en la lista de los sentenciados al suplicio: por confesion propia obraba precipitadamente al fallar sobre la honra, la vida y la hacienda de los castellanos: verdadero causante de la revuelta sobrepujaba con mucho y á sangre fría en rigor á los próceres, que sostuvieron la lucha y fulminaron sentencias contra sus enemigos en medio del estrépito de las lides: en fin, anulaba lo ejecutado por los gobernadores en favor de las ciudades, y contestaba á las intercesiones con crueldades, y á los servicios hechos á su persona con ingratitudes.

Nada mas elocuente que la timidez con que los procuradores de las ciudades y villas alegaron peticiones muy justas en las córtes convocadas el año de 1523 en Valladolid, para que no costearan los castellanos la contienda nuevamente encendida por la obstinada rivalidad entre Cárlos V y Francisco I. Siempre se ve á un pueblo que clama porque se respeten sus leyes y costumbres, renovando con lánguido tono las vigorosas solicitudes hechas anteriormente en Valladolid y en la Coruña: siempre se divisa un soberano que niega, y que, si promete, no cumple; lo que le importa es sacar dinero de Castilla para sus empresas temerarias; y el reino, que se lo concedió en un principio por via de agradecimiento al éxito favorable de legítimas instancias, que en tiempos calamitosos para la justicia tomaban el color de mercedes, otorgárselo ahora transido de pesadumbre y agoviado por el miedo.

Con todo, las atrocidades jurídicas de Cárlos V engendraron nuevas iras en el reino, y asi no se determinó á abandonarlo cuando el rey de Francia se presentó con su ejército en Lombardía. Un gran cuerpo de tropas castellanas fué á domar sus fieros; y el emperador quedóse en España sin que los sucesos de Europa dis-

(1) Esto es copia literal de las *Cartas y advertencias* del almirante de Castilla.

trajeran sus rencores, y sin que los aplacase la huella del tiempo, que borra y estirpa hasta lo que en mármoles se graba. Por conducto del comendador Juan de Zúñiga, sucesor en la embajada de Portugal de Cristóbal Barroso, reprodujo en 1524 las nefandas negociaciones para que se le entregasen los comuneros, que allí gozaban hospitalario albergue. Muchos de ellos residían en Braga. A las necesidades de todos daba amparo la viuda de Padilla, ora vendiendo sus alhajas, ora con los socorros que le facilitaba el arzobispo de aquella santa iglesia, ó con los que de vez en cuando se la enviaban ocultamente de Castilla. Entre sus compañeros de infortunio contábanse Hernando Dávalos y Gonzalo de Ayora (1).

A no obrar el monarca portugués honrosamente, resistiendo de continuo aquellas tenaces exigencias, indignas de un príncipe cristiano, no era dudoso el fin que aguardaba en el suelo nativo á los que ya miraban el destierro como su mejor ventura: porque Carlos V no dejaba pasar momento de desahogar su saña, cual si tuviese á mengua que se le denominara bondadoso. Hallándose por aquel mismo tiempo en Burgos, de la noche á la mañana mandó hacer una sangría suelta al conde de Salvatierra, allí preso por haber venido de Portugal indiscretamente fiado en obtener su indulto: despues se le condujo á la sepultura dentro de un atahud, donde iban solo al descubierto los pies, para que se le vieran los grillos. Durante su encarcelamiento estuvo el conde en tal miseria, que un día le matara el hambre á no vender su hijo el caballo con que estaba al servicio del emperador en calidad de pagé. Quiso le castigar por ello el mayordomo mayor de palacio: le perdonó Carlos V; mas no sin dejarle primero huérfano de padre (2).

(1) Consta que Ayora murió emigrado y desvalido: allí se le perdió su *Crónica de los Reyes Católicos, y escribió la relacion de todo lo sucedido en las comunidades de Castilla y otros reinos reinando el emperador Carlos V.*

(2) Esto dice SANDOVAL en el lib. IX, pág. 490. y añade: *Este era aquel bravo caballero, que, como él dijo, de rodilla en rodilla venia de los godos.* No menciona donde ni cuando fué preso.—SEPULVEDA lo especifica en el lib. IV, pág. 438 de su *Historia de Carlos V*, si bien es-

Poco despues, el 24 de febrero de 1525, se ganó por el ejército de don Carlos la muy famosa batalla de Pavía. ¡Qué ocasion tan brillante para derramar perdones á manos llenas sobre los compatriotas de los que fueron parte en aquel magnífico triunfo! Voz hubo que exhortara al emperador de Alemania á inmortalizarse con este acto de insigne clemencia; voz no proferida por quien hubiese patrocinado las revueltas de las comunidades, sino por uno de los muy contados que desde su nacimiento se les declararon enemigos; voz de individuo perteneciente á una clase, de la que se ha consignado no ser propensa al perdon ni al olvido por la especialidad de su vida y costumbres; voz en fin de un fraile que en lo mas recio de los disturbios de Castilla se esplicaba de este modo; «A estar allá en el mundo no habia de escribir «sino de pelear... porque el competir sobre lealtad á traicion no «se ha de averiguar con palabras, sino con armas.» Fray Antonio de Guevara, á quien vimos sañudo contra los comuneros, y deprimiéndolos con rudezas de su carácter y con calumnias de su fantasía hasta en el instante de ser mensagero de concordia, observante ahora de lo que le prescribia su sagrada investidura, tornóse intercesor solícito de los que pelearon á las órdenes de Juan de Padilla y del obispo de Zamora. Cumple á nuestro propósito detenernos en el razonamiento que el célebre franciscano hizo á don Carlos en el sermón denominado *de las Alegrías*.

Su discurso empezó el fraile citando ejemplos de la antigüedad gentilica en su mayor parte. Solon mandó á los atenienses que cuando venciesen alguna batalla ofrecieran á los dioses grandes sacrificios é hicieran á los hombres grandes mercedes. Plutarco asegura que los vencedores en Maraton enviaron al templo de Diana, en Efeso, plata en tal abundancia, que se dudó de quedar otro tanto en toda la Grecia. Cuando Camilo derrotó á los etrus-

cribe que murió de pasión de ánimo á los pocos días. En esto se engaña, porque en las listas de exceptuados del perdon, impresas en aquel tiempo, suena el conde de Salvatierra como justiciado.

cos y á los volscos acordaron las mugeres romanas enviar al oráculo de Apolo todas sus joyas. Sila, vencedor de Mitridates, ofreció al dios Marte una ampolla con sangre de sus venas. Jethé sacrificó en holocausto de una señalada victoria á su propia hija; pero dejemos al padre Guevara proseguir esta parte de nuestra historia.— «De estos ejemplos se puede colegir cuantas gracias «deben dar á Dios los reyes y los príncipes por los triunfos y «mercedes que les hace... No hay cosa que en Dios ponga mas «descuido que es la ingratitud de alguna merced que él haya hecho... La ingratitud del beneficio rescebido hace al hombre ser «incapaz de rescebir otro. Al príncipe ingrato y desconocido, ni «Dios há gana de ayudarle, ni los hombres de servirle. Todo esto «he dicho, Cesárea magestad, por ocasion de la gran victoria que «agora hubistes cabe á Pavía, á do vuestro ejército tomó al rey «Francisco de Francia... Caso tan grave, nueva tan nueva, victoria tan inaudita y fortuna tan cumplida, á todo el mundo espanta «y á V. M. obliga; y la obligacion es agradecer á Dios la victoria, «y pagar á los que vencieron la batalla... En remuneracion de tan «gran victoria, no os aconsejaré yo que ofrezcais á Dios joyas ricas «como los romanos, ni oro como los griegos, ni vuestra sangre «propia como Sila, ni aun á vuestros hijos como Jethé, sino que «le ofrezcais el desacato y inobediencia que os tuvieron los comuneros de Castilla, porque no hay á Dios sacrificio tan acepto «como es perdonar el hombre á sus enemigos. Las joyas que tenemos de ofrecer á Dios salen de los cofres, el oro sale de las arcas, la sangre sale de las venas; mas el perdon de la injuria sale «de las entrañas, en las cuales está ella moliendo y escarbando y «persuadiendo á la razon que disimule y al corazon que se venga. Mas seguro es á los príncipes ser amados por la clemencia «que no ser temidos por el castigo... los que á V. M. ofendieron «en las alteraciones pasadas, *dellos son muertos, dellos son desterrados, dellos están abscondidos, y dellos están huidos*; razon es, serenísimo príncipe, que, en albricias de tan gran vic-

«toria, se alaben de vuestra clemencia, y no se quejen de vuestro rigor. Las mugeres de los infelices hombres están pobres, las hijas están para perderse, los hijos están huérfanos y los parientes están afrentados, por manera que la clemencia que se hiciere con pocos, redundará en remedio de muchos... Dos emperadores hubo en Roma desemejantes en nombres y mucho mas en costumbres; al uno llamaron Nero el Cruel y al otro Antonino Pio, los cuales sobrenombres les pusieron los romanos, al uno de pio, porque nunca supo sino perdonar, y al otro de cruel, porque jamás cesaba de matar. A un príncipe que sea largo en el jugar, corto en el dar, incierto en el hablar, descuidado en el gobernar, absoluto en el mandar, disoluto en el vivir, desordenado en el comer y no sóbrio en el beber, no le llamaremos sino que es vicioso, mas si es cruel y vindicativo, llamarle han todos tirano, que, como dice Plutarco, no llaman á uno tirano por la ropa que toma, sino por las crueldades que hace. Cuatro emperadores habido de este nombre, el primero se llamó Carolo Magno, el segundo Carolo el Bohemio, el tercero Carolo Calvo, el cuarto Carolo Groso; el quinto que es V. M., querriamos que se llamase Carolo el Pio, á imitacion del emperador Antonino Pio, que fué el príncipe mas quisto de todo el imperio romano. Y porque dice Calistenes que á los principes les han de persuadir pocas cosas y aquellas que sean buenas y con buenas palabras dichas, concluyo y digo que los principes con la piedad y clemencia son de Dios perdonados y de sus súbditos amados (†).»

(4) «Razonamiento hecho á S. M. en el sermón de las Alegrias, quando fué preso el rey de Francia, en el cual se le persuade, á que use de su clemencia en recompensa de tan gran victoria.» *Epistolae familiares* de FRAY ANTONIO DE GUEVARA, parte 4.^a folios 3 y 4. Al terminar don Martin de los Heros sus articulos en demostracion de que no fué alavés este personage dice: «Conclairé con que quisiera mas haber defendido la libertad con Padilla y haber escrito una sola de sus cartas, que no todos los libros del obispo Guevara, con mas su capilla y su vanidad de que primero hubo condes en Guevara que reyes en Castilla.» Algo debia modificar su opinion el señor Heros con la lectura del razonamiento que dejamos citado.

Este cristiano razonamiento oyó indiferentemente Cárlos V, puesto caso que en lo sucesivo no se manifestó arrepentido ni enmendado, sino contumáz é insaciable en sus rigores. Entre los dos tipos de emperadores romanos, citados por el padre Guevara, gustóle sin duda mas el de Neron que el de Antonino, por mas que á sus turiferarios asombre que no hagamos coro á los cánticos de alabanza que le tributan con vilipendioso ó cándido acento. No se nos esconde la anécdota que citan unísonos varios de ellos en corroboracion de la clemencia del emperador de Alemania. A su decir Hernando Dávalos se atrevió una vez á venir de Portugal para solicitar su perdon á la corte. Uno de los del consejo se lo dijo á don Cárlos, quien, despues de oirle, sobre el aviso no hizo nada: al cabo de dos ó tres dias, imaginando el otro que la inaccion proviniese de olvido, reprodujo la denuncia, y á la sazón se declaró mas el emperador y le dejó corrido y atajado con decirle: *Mejor hubiéradles hecho de avisar á Hernando Dávalos que se fuera que no á mí que lo mandase prender.* Suponiendo que esta anécdota fuera exacta, probaria tan solo que el emperador de Alemania, reconvino al delator infame; pero no que perdonó al comunero arrepentido (1).

Gracia para los vencidos de clase jamás la hubo: de ella participaron únicamente al cabo de algun tiempo aquellos que despues de hacer figura en el levantamiento popular le fueron traidores, como Giron el magnate y Laso de la Vega el toledano. En

(1) Refiere esta anécdota PERO MEJIA en el lib III, cap. 2.º de su *Historia de Cárlos V.* poniendo por cabeza del relato; «Y en este propósito dijo é hizo este principe una cosa que, si cayera en manos de un historiador ó orador romano, nunca acabara de encarecerla ó alabarla.»—Cópiale Sandoval en el lib. IX, pág. 490 á 494. Mientras no se aduzcan otros datos que la relacion encomiástica de Pero Mejia, tenemos por inverosímil que Hernando Dávalos se determinara á venir de Portugal en solicitud de su indulto; y mas designándosele como principal, y aun casi único promovedor de las pasadas revueltas; y mucho mas todavía con el ejemplo del fin que acababa de tener el conde de Salvatierra, que vino del propio reino y con igual instancia á la corte de Cárlos V.

Oran estuvo desterrado el primogénito del conde de Ureña: posteriormente heredó los estados de su padre, y murió en Sevilla el año 1531. Retirado en su casa y sin ser blanco de persecuciones, quizá sobrevivió Laso de la Vega á su heroico hermano el célebre cantor de Salicio y Nemoroso.

Hijuela de los rigores imperiales es el fin que tuvo el prelado Acuña. No considerándole Carlos V bastante seguro en poder del duque de Nájera, que le guardaba en una de sus fortalezas, dispuso que se le trasladase á la de Simancas (1). A procesarle empezaron los gobernadores, y lo suspendieron en virtud de ser elevado uno de ellos á la santa sede. De vuelta en Castilla el emperador de Alemania quiso que se renovaran las actuaciones contra el obispo de Zamora por el de Oviedo. Adriano, hechura de don Carlos, no quiso santificar sus rencores, ni menos ser juez como pontífice, y parte como antiguo gobernador de los castellanos, en el proceso contra el obispo de Zamora; antes bien le admitió á su misericordia y gracia, con indulgencia y perdón de todos los crímenes y excesos que hubiese cometido en los tiempos de las comunidades.

Por desgracia de Acuña el 18 de setiembre de 1523 pasó de esta vida el papa Adriano VI, y se vió nuevamente encausado por el obispo de Burgos: tambien salió triunfante de este proceso. Otro se le comenzó el 12 de abril de 1524 por autorizacion de Clemente VII, especificada en un breve, que el fiscal Pedro Ruiz entregó al presidente del consejo don Antonio de Rojas: sin levantar mano este arzobispo nombró fiscales de la cámara apostólica á Cristóbal de Avila y á Juan Orozco. Uno de ellos presentó á los cuatro días una acusacion furibunda contra el procesado. A su decir habia sido principal fomentador de las turbaciones: codicioso de robo y de sangre: mal ministro del culto, por haber jurado diversas veces con la hostia en la mano ser muy agradable

(1) El duque de Nájera llevó muy á mal que se desconfiara de su persona para guardar al obispo Acuña. Véase el apéndice número XVII.

á Dios la causa de los comuneros; y desleal á su patria, pues habia sido preso al pasarse á los franceses. En su consecuencia pedia que se le condenara en las mayores penas criminales y civiles.

Notificándose á Acuña el 20 de abril en Simancas el auto del presidente para que en el término de quince dias acudiera á presentar sus descargos por medio de procuradores, quejóse amargamente de que tan de continuo se le procesara, y mas siendo notorio todo lo contrario de lo que en la declaracion del fiscal se le atribuia, *como pensaba probarlo si de justicia habia copia y de libertad la que se requeria en tal caso*. Supuso tener enemigos por haber aumentado las rentas de su mitra con muchos bienes *algo ocasionados á ser deseados*. Ademas alegó que el pontífice Adriano le habia admitido á su clemencia, determinado á hacerle mas merced, y tan cumplida como la iglesia en casos de piedad usaba con sus ministros. Dijo tambien que estaba muy impedido en su disposicion con ser de edad y tener muchas enfermedades antiguas, acrecentadas por tan larga y estrecha prision con otras de nuevo habidas; y que, por no saber ó haber olvidado lo que otros tiempos supo, tenia necesidad *de que se le diese copia de justa defension y de procurador y letrado, de quienes pudiese fiar la honra de su habito eclesiástico por el interes de su iglesia*. Finalmente espuso que, interin esto no se le cumpliese, protestaba contra lo actuado, y *que su declaracion no se tuviese por respuesta, sino en cuanto á manifestar las causas de su impotencia*.

Despues de ser acusado en rebeldía y de prorogarle el término el presidente Rojas, designó Acuña cuatro procuradores. Uno de ellos, Gonzalo Monte, con buena voluntad de servir á su cliente, manifestó su escasez de medios, originada de no habérsele satisfecho los honorarios que el año antecedente devengó en la misma procura. Tornándola á admitir no pudo lograr que se nombrase defensor del obispo de Zamora al licenciado Buendia, *muy instruido en aquel género de causas*. Para este cargo designó el

presidente bajo pena de excomunion á los licenciados Daza y Burgos. Se inauguraron en su oficio denunciando la incompetencia del tribunal, que entendia en la causa, y el vicio de no constar en el breve pontificio de Clemente VII el corte que habia dado su antecesor Adriano á aquellas actuaciones. A esto contestó el arzobispo de Granada, admitiendo la causa á prueba con plazo y término de quince dias comunes á ambas partes, y aumentando otro fiscal á los nombrados anteriormente (1).

Al par que seguia sus trámites este proceso, que sin duda se estancó igualmente en Roma, intentaba Acuña ablandar por diferentes maneras á Carlos V. De orden especial suya informaba el obispo sobre todo lo que sabia de los pasados alborotos, asegurando que solo tomó parte en ellos para aminorar los daños ; y echando casi toda la culpa sobre Laso de la Vega, ora porque, vuelto á la gracia del soberano, le considerase exento de peligro, ora porque intentara tomar así venganza de sus deslealtades.

Aunque Acuña incurria en la debilidad de inculpar á otros para hacer su defensa propia, no se presentaba como inocente; antes bien, al recordar á Carlos V su investidura de prelado y sus servicios á la corona, añadía que en nada de esto habia otra intencion que *la de alcanzar clemencia justificada segun la calidad de su culpa con verdad sabida*. Esto mismo solicitaba por intercesion del conde de Nassau con ofertas de servicios importantes y de dinero en suma no escasa (2).

Todos los ruegos del obispo de Zamora fueron vanos : á vueltas de las diferentes ocasiones de júbilo para el emperador Carlos V, no habia columbrado la mas remota esperanza de clemencia. Algo mas de desahogo experimentaba en su prision, merced á la índole compasiva del alcaide de Simancas. Sujeto á tan in-

(1) Todo esto consta en una copia del proceso original sacada del archivo de Simancas : existe en la Biblioteca de la Academia de la Historia. Faltan las hojas del final del proceso.

(2) Véase el apéndice número XVIII.

soportable martirio, no le asustaba la idea de vivir retraído en el mundo con tal de verse libre. Por las cuadras, situadas entre los dos cubos de la fortaleza, andaba frecuentemente tres y cuatro horas á manera de fugitivo. *¿Por qué no se sienta V. S. que estará cansado?* le dijo cierto día un hidalgo de Simancas, mientras se entretenía en aquel agitado paseo. *Nunca están asentados estos sesenta años*, repuso el obispo, saliéndosele del corazón á los labios tan enérgica y característica frase (1).

Ni aun le consolaba la mezquina idea de no ser el único mortal que padecía dentro de la fortaleza de Simancas. A don Pedro Maldonado Pimentel y al mariscal de Navarra tuvo en un principio por compañeros: ambos habían ya bajado á la tumba; en 1522 el primero á manos del ejecutor de la justicia de los hombres: un año despues el segundo, panzándose con un cuchillo la garganta, desesperanzado de romper sus cadenas. Solo, pues, Acuña, con ansia de libertad; sin acobardarse hasta el extremo de buscar en el suicidio el término de sus congojas en el mundo; y cavilando constantemente sobre la mejor traza de trasponer aquellas cuatro paredes, que por todas partes le cerraban el paso, vino á cifrar su postrer esperanza de obtener indulto en uno de aquellos sucesos faustos, en los cuales jamás tienen por costumbre los príncipes mostrarse parcos en mercedes.

Contratadas estaban las bodas de Carlos V con Isabel de Portugal, y en los primeros meses de 1526 se aprestaba todo para celebrarlas espléndidamente en Sevilla. A los Acuñas, que eran mucho en la corte de Lisboa, hizo sus intercesores el preso en Simancas, á fin de que dieran buen vado á su negocio; pero se desentendieron de aquellas súplicas encarecidas, ó su valimiento no bastó á que fuesen otorgadas. Cinco años llevaba de prision el obispo de Zamora: no se resignaba á que fuese perdurable; y límite no se lo veía tampoco. En situacion tan angustiosa, y aban-

(1) CABEZUDO, *Antigüedades de Simancas, Documentos inéditos*, tomo I, pág. 560.

donado á los recursos de su propia industria, quiso entenderse con el alcaide del castillo y aun lograr violentamente lo que no pudo con ruegos.

A las cuatro de la tarde del 25 de febrero de 1526, segundo domingo de cuaresma, salian de la parroquial de Simancas sus vecinos, cuando les anunció una voz trémula de susto que el obispo de Zamora habia asesinado al alcaide Mendo Noguero! y se escapaba de la fortaleza (1). Esta inesperada noticia, divulgada por Leonardo, hijo del alcaide, puso en movimiento á todos, y los que no temieron la confusion, que pudiera resultar del suceso, allá se encaminaron de corrida. Entre dos almenas y en ademan de descolgarse del muro descubrieron al prelado los primeros que desembocaron junto al castillo. Con mucho acatamiento le rogaron los alcaldes de Simancas, Alonso Ruiz y Diego Breton, que se volviera al cubo, y en guarda de ellos se entregó despues de asegurarse de ser los dos hidalgos; circunstancia que no le libertó de la ira de Leonardo Noguero!, quien le descargó un golpe con el puño en las espaldas: de resultas le llamaron el cobarde, tuvo que ir por la absolucion á Roma y naufragó en el camino (2).

(1) CABEZUDO se engaña en la hora, pues dice que esto acaeció por la mañana al salir de misa mayor los vecinos. Para enmendarle tenemos á la vista el proceso que se formó á Acuña. Don Matias Sangrador lo ha impreso en Valladolid el año pasado de 1849. De este importante proceso tomamos cuanto sobre este particular cumple al propósito de nuestra historia.

(2) CABEZUDO, *Antigüedades de Simancas, Documentos inéditos*, tomo I, pág. 562. Y añade: «Otro hijo, que se llamaba Francisco Noguero!, se fué á Indias y vino tan rico que en esta edad es el hombre mas rico y poderoso que hay en Medina del Campo, que fué donde «hizo su asiento.»—El mismo obispo de Zamora en su primera confesion dice: «que hallándose en el adarve para echarse abajo, llevando «por delante el baston, viendo á los alcaldes que entraron en la fortaleza, y, pareciéndole que con su presencia se aseguraba de Noguero! y de sus criados, le volvieron al cubo, *no sin injurias, y aun premiado por detrás del Leonardo.*» Tales testimonios nos autorizan para manifestar que Sandoval se desvia de la exactitud cuando escribe lo siguiente: «Y el mozo tuvo tanta paciencia que no hizo mas que volver á encerrar al obispo, que se tuvo y celebró por gran cosa y cordura «de este mozo.» Lib. IX, pág. 490.

Sobre sangre resbalaban los pies de los que entraron en la prisión de Acuña. Al pié de su cama estaba atado el infeliz alcaide: tenia encenizados los pechos, dos ó tres contusiones en la cabeza, ocho heridas en el rostro, y una mortal debajo de la barba: aun no habia abandonado el calor natural á aquel cuerpo sin vida.

Se encontraron al obispo tres armas, dispuestas á modo de puñal, pica y maza, con dos cuchillos de escribanía, uno colocado á la punta de un palo á la altura del hombro y sujeto con clavos y cordeles y una varilla de hierro; otro, cuyo mango estaba en trapos envuelto para que llenase bien la mano; y un guijarro dentro de una bolsa de cuero. El puñal se le halló encima: el guijarro en su aposento, y la especie de pica en el foso. Habíala echado por delante para descolgarse en seguida del muro. Por eso no opuso resistencia á los que acudieron á prenderlo, pues si su pulito tuviera cuando llegaron á él, que se queria echar abajo, batallaran un poquito, y se viera que hacia cada uno (1).

Sabida en Valladolid la catástrofe, aquella misma tarde se personaron en Simancas los alcaldes Juan Sanz de Menchaca y Juan de Castro de Zárate á instruir el correspondiente proceso en averiguacion del horrendo caso. Cómo habia pasado juró decirlo Acuña por las órdenes de San Pedro y San Pablo, aunque su calidad de sacerdote le vedaba *decir su dicho á seglares*. Entonces depuso que, pidiéndole el alcaide, haria unos tres años, algunos de sus beneficios, se los ofreció en cierto modo. Además hizo Noguero la misma súplica á S. M. por conducto del conde de Nassau y de otros amigos; y el declarante le manifestó que habia errado el negocio en usar de diligencias y autos judiciales, porque hasta cierto punto podia ser aquello tácita confesion de las culpas que se le imputaban en otras acusaciones, y aun comprobante de so-

(4) Declaracion de Bartolomé Raspela. Se halla esto en consonancia con el carácter de Acuña, y el declarante asegura haberlo oido el dia de la catástrofe de boca del obispo de Zamora.

borneo en razon de tener Noguerol oficio público de guarda. Nada bastó á que el pretendiente alojara de su intento, ni el declarante de su negativa. Aquel insistió en su solicitud el dia del fatal suceso; éste se mantuvo tenaz en esponer las dificultades de la renunciacion de los beneficios. *Ello se hará aunque V. S. no quiera*, dijo el alcaide. *Con la merced de Dios y de S. M. no haya miedo que yo me fuerce contra mi querer*, repuso el obispo. *Entonces Noguerol se fué contra el declarante, y éste con alguna alteracion se levantó y asió del alcuido, y así se juntaron con ira y enojo, y anduvieron unespacio de tiempo á los brazos.* Noguerol era mas fuerte, Acuña tenia mejor maña, y venció en la lucha. Mientras duraba, quiso el obispo asegurarse de que no le dañaria el enojo de aquella revuelta con el alcaide en lo que le habia prometido de que el capellan que le decia misa entrase en el cubo á rezar las horas y á servirle; como en lo de hablar con todos sus criados sobre la pretension de su justicia, y en lo de andar mas libremente por los corredores. Apretándole para que le diese estas seguridades gritaba mucho, y así porfiando y cansándose ambos, le amenazó con el cuchillo, despues de haber dejado Noguerol el suyo, hasta que mostró estar muy cansado, y muy ronco, y se rindió, y se dejó atar con juramento muysolemne. Despues de echarle encima alguna ropa y de arrimarle un poco el brasero para evitar que se levantase, reposó el obispo un buen espacio, aprestó los cuchillos en forma de pica y de daga, y salió á ver si habia sentido la brega alguien de la familia. Hallándolo todo en silencio tocó una campanilla para que le encendiesen una candela. Como llamase nuevamente subió Leonardo Noguerol á informarse de lo que le ocurría al prelado. «Entra, le dijo éste, porque tu padre está escribiendo y te necesita.» Al ver el azoramiento de Acuña y en su zamarro manchas de sangre sospechó Leonardo lo acontecido: bajóse á los entresuelos, se ciñó una espada, tornó á subir á los corredores, donde estaba la prision del mal prelado y gritándole iracundo, *so perro que has muerto á mi padre,*

quiso descargarle un terrible golpe. Para evitarlo el obispo se metió en el cubo, echó mano al palo en que habia puesto un cuchillo por remate, y, al par que se lanzaba contra Leonardo, le reprendia asperamente, porque deshonraba á su padre despues de lo que estaba platicado sobre los beneficios. De pronto el hijo del alcaide tiró algunas estocadas á Acuña; temióle finalmente, y se dió á correr escalera abajo, moviendo grande alboroto. Con los años y con el entumecimiento producido por una prision tan larga habia perdido mucho el obispo de Zamora de su agilidad antigua. Por mas que corrió no pudo alcanzar á Leonardo, quien, llegando á la puerta del castillo, la traspuso y cerró de golpe, y fuése por las calles á publicar la tentativa de Acuña. Entonces, viéndose éste encerrado en la barbacana, entró por la ronda de la tela y se encaramó á los adarves.

Sobre las circunstancias de la muerte del alcaide Noguero! no existe mas testimonio que el de su asesino, interesado en presentarle como agresor para buscar á su fechoría algun descargo. Lejos de ser verosimil que Acuña se negara á conceder beneficios á los hijos del alcaide, su triste situacion y el afan de que terminase habian de inducirle naturalmente á prometer al que le diese ayuda hasta las mejores rentas de su obispado. Traslúcese mas bien que Acuña estaba indispuesto con Noguero!, porque éste suplicaba al monarca lo que aquel entendia ser de su especial incumbencia. Por la misma declaracion del obispo se viene en conocimiento de que andaba entonces muy solícito con el alcaide para que consintiese entrar en la prision al capellan que le decia misa en el castillo y á sus criados, y le dejase algo mas de libertad dentro de la fortaleza. Ademas consta que la última plática entre el custodio del castillo y el preso duró desde las dos hasta las cuatro de la tarde. Alimentóla sin duda de una parte el obispo de Zamora con blandas y artificiosas insinuaciones de dádivas y mercedes, si conseguia en su prision mas desahogo, y de la otra el porte incorruptible de Noguero!, que, guardando al prelado todos los mi-

ramientos debidos á su clase y á su desventura, no olvidaba la obligacion que tenia de responder de su persona.

Por lo que resulta de indicios muy vehementes, amargado el obispo de no allanar á su querer al alcaide hubo de atinarle de improviso en la cabeza un terrible golpe con el guijarro metido en la bolsa de cuero, que por su corte parecia ser un breviario. Sin tardanza pudo acometerle viéndole aturdido, derribarle al suelo, rematarle á puñaladas, y echarle encima el brasero, para mas asegurarse de su muerte, ó con la vana intencion de ocultar por de pronto el feroz delito. Acaso lo comenzó Acuña por tirar á su víctima un puñado de ceniza á los ojos. Ello es positivo que la agresion novino del alcaide y que de la nota de alevoso no hay manera de absolver al prelado. A falta de otras pruebas en demostracion de que realmente no hubo lucha, bastaria atender á que con ser Acuña anciano y menos nervudo que Mendo Noguero, hombre de robusta salud, y de gran fortaleza, y á la sazón de cincuenta años, le arrancó la vida, y solo sacó ligeramente lastimado como de mordedura un dedo.

Por su evasion habia trabajado Acuña desde el principio de la cuaresma de 1526 mas afanosamente que nunca. Para llevarla á cabo se entendia con diferentes personas, que habitaban dentro del castillo: cartas se cruzaban entre el preso y sus auxiliares por conducto de una esclava, Juana de nombre, á la que sucesivamente habian requerido de amores, y no sin fruto, un page de Noguero llamado Almesto, un Francisco, tambien esclavo, y por último, un tal Esteban, de quien cabe sospechar que estuviera en conexiones con los parciales del obispo de Zamora. Alguna vez le habló éste desde la reja del cubo: á los pocos dias le trajó la esclava una carta del Esteban, que de no muy atrás se contaba asimismo entre los criados del alcaide. Desembozadamente pedia por merced al obispo que no tuviera ociosa su voluntad de servirle, y que no recelase de la portadora de la carta, pues solo pensaba en darle gusto y guardaria el secreto. Por medio de Esteban entabló

Acuña relaciones con el presbítero don Bartolomé Ortega, que celebraba misa en el castillo, y aun habitaba dentro desde que dos meses antes le escogió Mendo Noguerol por maestro de sus dos hijos, Francisco y Leonardo. Del propio modo que Esteban se puso el capellan á las órdenes del obispo, induciéndole á escribirle lo que fuese de su agrado, ya que habia encubridores y seguridad de que nada trasluciria el alcaide. Acuña, conocedor de los hombres por su edad, letras, y sobre todo por los ruidos en que anduvo envuelto siempre, conjeturó que le trataban verdad Esteban y Ortega, y se fió de ellos hasta el punto de escribir al último una carta en que le instaba á que le *proporcionase secretamente un cuchillo, ó puñal, ó espada para su defension en las mudanzas que por la muerte del comendador mayor temia*. Y prometiéndole muchas mas rentas de las que solian tener sus iguales, y atento á prevenir toda réplica á su voluntad vigorosa, añadía el obispo: «*Si se acertare, vos acertareis: si se errare, lo cual no soy tan bestia que no tanteé muy bien, yo solo yerro* (1).»

A mas avanzaron sin duda las revelaciones que hizo Acuña al capellan de la fortaleza en otra carta, segun lo que se contiene en la respuesta, que le fué entregada por el presbítero al mismo tiempo de ponerle la ceniza el miércoles en que la iglesia usa de esta ceremonia. Allí escribia el Ortega lo siguiente: «Lo que á mí «me parece es que si se pudiese hacer por otro modo que nadie «fuese afrentado... habemos de determinar de salir con la empresa, y de la manera que V. S. dice no se puede hacer, porque, «si en ello nos ponemos y nos afrentan, habemos de determinar «de librarnos y no ser causantes de mas mal y cautivacion. Porque pienso de esta manera me pareciera mejor que V. S. determinase padecer hasta tanto que S. M. sus fiestas celebrase, porque pienso que V. S. alcanzará perdon; y si en esta manera no «hubiésemos medio no faltaria maña para que hubiésemos liber-

(4) Esta y las demas cartas de que hablamos figuran en el proceso contra el prelado Acuña.

«tad; porque de la manera que dice, bien pienso que no saldremos con nuestra honra... A mí parece que se haga de esta manera, si posible es, que por la puerta de la capilla puédese salir «é que despues de Noguerol dormido, que bien pienso que no lo «sentirá mas que piedra, yo dejaría quitado el cerrojo, y tendria «puestas unas sogas para que se colgase y despues que subiese á «la puerta y cortase las sogas de la puente, y por ellas se bajase «y quitase los clavos que tiene la puente...; mas del modo que «V. S. dice no hay medio ninguno, y aun para esto que yo digo «habedes menester favor para poner vuestra persona en recaudo «y de otra manera no os pongais en ello, porque es el diablo «que le tienta.»

Lejos de la ocasion y de los padecimientos amonestaba Ortega á Acuña, que no podia escuchar serenamente tales consejos tras un lustro de encarcelado. Perdidas tenia las esperanzas de perdon al celebrarse las reales bodas: solo consentia en verse libre por la fuga; y al propósito de hacerla mas espedita se proporcionó los dos cuchillos y el guijarro, y quiso seducir al alcaide para obtener en su prision mas holgura y entrevistas con Ortega á fin de concertar el plan de su huida, socolor de practicar en su compañía ejercicios devotos. De cierto le apretó el obispo mas de lo que la discrecion aconsejaba en la tarde del 25 de febrero, é impaciente consumó en un instante de ira el asesinato, que al parecer tenia resuelto, aunque no para ejecutarlo tan de pronto.

Induce á pensar de esta suerte el ver á los dos cómplices de don Antonio Acuña desprevenidos á la hora del fatal suceso. Despues de escapársele el Leonardo, halló el obispo á Esteban por la ronda del castillo; oportunamente se le brindó á correr en busca de una sogá para que se descolgase del muro: coneste propósito se alejó de su lado; y desde entonces no tornaron á verle el obispo ni la justicia. Ortega buyó por entre los vecinos que acudieron á las voces del hijo del alcaide, y se acogió á la casa de la muger que le habia hospedado antes de que trasladase al castillo su vivienda.

Vagos rumores aseguraron que la tarde en que el obispo de Zamora asesinó á Noguerol y procuró la fuga, se habia visto junto á las Fontanillas y por el lado de Jéria primero apostarse y despues huir á unos hombres de á caballo. Unicamente se sacó en limpio que la mañana del 25 de febrero estuvo en el meson un vecino de Fuente Sauco, el cual dijo haber dado al alcaide una carta para don Antonio Acuña y que se volvía con la respuesta. Aquel desconocido habia acompañado en calidad de artillero al obispo durante la época de las comunidades: le tenia por un buen hombre: afirmaba que á todos pesaba de su suerte: en su obsequio habia gastado mucho de su hacienda, y si menester era se hallaba dispuesto á gastarla toda: en virtud de este amor que tenia al prelado, acababa de encargar al alcaide que pusiera en su noticia como se prestaba á ir por servirle, sin blanca ni cornado, en el caso de que se ofreciera algun camino largo para Portugal ú otro parage: por último conjeturaba que, de no valerle ruegos y oraciones, jamás saldria el obispo Acuña del castillo, donde le guardaban preso.

Tales son los únicos hechos de importancia que se deducen de las declaraciones y confesiones de Acuña, de sus cómplices y de varios testigos. A punto habia llegado el proceso de que hablaran el fiscal y el abogado y sentenciaran los jueces. Mas no debieron parecer bien en la corte de Carlos V el buen pulso y la rígida *sedes* con que actuaban los alcaldes Zárate y Menchaca; y echando por el atajo, se envió á Simancas de real orden al feroz alcalde Ronquillo con dos alguaciles y un escribano, á fin de que fallara sumariamente el proceso. Mil quinientos maravedis al día se asignaron á Ronquillo mientras esta comision le ocupase; doscientos á cada uno de los alguaciles; y ciento al escribano (1).

Para enjuiciar á don Antonio Acuña no se podia nombrar juez

(1) Al encargarse del proceso el alcalde Ronquillo se acababa de preguntar á la viuda de Noguerol, si *queria mostrarse parte*; á lo que respondió *que hiciese su deber la justicia*.

mas incompetente, y sospechoso, y recusable que Ronquillo. Sobre haber tomado parte activa y ensañándose contra los comuneros en Santa María de Nieva y en Medina del Campo, tenia la especia-
lísima nulidad de venir figurando como enemigo acérrimo del prelado desde que á mano armada se apoderó éste á despecho del furibundo alcalde del obispado de Zamora, y le tuvo preso en el castillo de Fermoselle. No parece sino que el emperador de Alemania y sus consejeros se complacian en afrentar la justicia y en hacerla servir como de vado á las venganzas personales.

Encolerizado Acuña viéndose aherrojado con grillos en los pies y esposas en las manos delante de Ronquillo, mudó completamente de tono en sus declaraciones, sin poder disimular el desden y aun el miedo que le inspiraba un hombre, que solo podia conservar la magestuosa investidura de juez bajo el predominio de un tirano. En sustancia á las preguntas de Ronquillo contestó el prelado lo siguiente: «Hasta ahora no he prestado confesion ninguna: «solo espuse mi dicho en virtud del interrogatorio de los alcaldes «de la chancillería con protestacion de no poder jurar como obispo «en manos de seglarés.—En ninguna hora ni momento maté al al- «caide de Simancas.—No sé que dia ni á que hora pasó nada de «lo que se me pregunta.—No llamé á Leonardo, ni el alcaide es- «taba dentro.—No me acuerdo de haber llamado para que me en- «traran una candela estando alli el alcaide.—Ignoro donde quedaba «el alcaide cuando me tomaron en los adarves de la fortaleza.— «No me queria escapar de la prision ni aquel dia ví al alcaide «en mi aposento.—Tampoco sé si el alcaide llevaba armas.—Al- «guna vez tuve palabras con Mendo Noguerol, pero no de manera «que produjeran su muerte, y menos el dia que me cojieron en «las almenas.—Si las manchas del zamarro son de sangre, ignoro «de donde proceda, y solamente sé que ni aquel dia ni dos antes «me lo puse.—Por lograr mi libertad ofrecí primero veinte y des- «pues sesenta mil ducados por mediacion de mi hermano don Die- «go Osorio.—En mi composicion entendian el arzobispo de Tole-

«do, el duque de Nájera y el condestable en Castilla; y en Portugal un obispo, hermano de la muger de Alvar Perez, y el arzobispo de Lisboa.—No me acuerdo de haberme lavado la manos de sangre luego que me subieron al cubo mas que de las nubes de antaño; y si de que me las lavé dan testimonio los alcaldes de la villa, será verdad, y de haber dado un golpe en la puerta de la red pudo proceder la sangre.—No sé de qué es la sangre que se vió junto á mi cama; ni quien mató al alcaide, pero si de muchos que con mas motivo que yo podian hacerlo.—Supongo apelacion al papa y á S. M. para cualquier agravio que yo recibí, y pido justicia á S. M. y al alcalde, y copia de lo procesado; y suplico que no se tome declaracion á persona sospechosa.—No digo ni escribo cosa de lo dicho, por ser obispo é cosa vedada, de mi voluntad, sino por obedecer al mandado del señor alcaide.—Sobre lo que se me pregunta del brasero, no sé si lo tenia en el cubo de la fortaleza ó en Sevilla.» Al pié de esta declaracion puso el obispo de Zamora de su letra.—*Digo lo dicho con la protestacion dicha.»*

Esta diligencia practicó el alcalde Ronquillo, no bien se apé de su cabalgadura el 20 de marzo. El 21 fueron de nuevo examinados todos los testigos, sin que comunicaran mas luz á lo actuado por Zárate y Menchaca. El 22 se puso á cuestion de tormento á la esclava Juana y al presbítero don Bartolomé Ortega: á su sabor los martirizaron el alcalde y el verdugo: malparado quedó el sacerdote y como amortecida la esclava: ni el uno ni la otra pudieron añadir nuevos pormenores, habiéndose declarado desde un principio cómplices en el plan de la fuga.

Su vez tocó en seguida al obispo de Zamora. Bajáronle á la cámara del tormento á las ocho de la mañana. Ronquillo le dijo: «A cuestion de tormento os pondré, si no declarais quienes fueron vuestros cómplices en la muerte del alcaide y en vuestra soltura; y donde ibais despues á ampararos.» Y el obispo repuso con serenidad impasible: «Ni persona de casa, ni de fuera, ni del cie-

«lo, ni de la tierra, fueron conmigo en ningún concierto sobre lo «dicho, y, si alguna de ello pareciere, no es verdad.» En esto por mandado del alcalde, Bartolomé, verdugo de Valladolid, ató los pies al obispo, teniéndolos además sujetos con una cadena y con grillos y encima de una piedra, para sujetarle á ellos una pesa de hierro como de cuatro arrobas. Ronquillo insistió en su anterior pregunta. A ella replicó el prelado: «Lo que tengo dicho «es la verdad, y no sé mas; pero en el tormento diré por miedo «lo que sepa y lo que no sepa.» Pendiente el verdugo de las órdenes del alcalde ató al obispo las manos por las muñecas y á la espalda. «¿Dónde teneis dineros? ¿Quiénes son vuestros parientes? «¿Qué ayudaos han dado? interrogó Ronquillo.» Y contestó Acuña: «En ninguna parte tengo dineros, salvo si el alcalde de Fermoselle ha recogido algo de lo del Fresno de Sayago ó de la renta «de Fermoselle y su tierra, pudiendo subir lo primero á trescientos mil maravedís, y lo segundo á quinientos ó seiscientos ducados. Mis deudos son los Osorios, especialmente Lope, señor de «las Regueras, y Francisco, señor de Agoncillo y alcaide de Astorga. Hánme ayudado, aunque no con sumas determinadas, el «obispo de Sigüenza, el señor de Cerrada, el duque de Bejar y el «marqués de Villena.» Ronquillo dispuso que ataran á las manos de Acuña una maroma colgada de un carrillo. Por tres veces tiraron de ella, y alguna levantaron del suelo al obispo de Zamora, manifestándole el alcalde que solo á su pertinacia en no decir verdad echáse la culpa si moría ó se le quebraba un miembro en el tormento. Sentía que le descoyuntaban y no pudiendo aguantar aquel dolor horrible, á cada tiron prometía decir la verdad, y le bajaban, y respondía evasivamente, y le tornaban á subir, y escapándosele poco á poco frases sueltas, y aterrado á lo último vino á deponer que los cuchillos los tenía para el servicio de la mesa; que en Juana, Esteban y Ortega tenía confianza; que no fué su pensamiento matar al alcaide; pero que le dijo injurias y se levantó para acometerle, y al cabo le dió palabra de no dañar-

le por aquel enojo, y luego se desdecia hasta que le tuvo mas sujeto; que pensó que estaba vivo cuando le puso encima el brasero: que no tenia pensado dónde buscaria refugio: que su idea fué asegurarse de Leonardo como de su padre; que no le parece que la lesion de su dedo fuese de mordedura, si bien ignora como se la hizo. Mientras esto declaraba se lamentó de que muchos grandes, que le debian favores, le hubiesen abandonado en su desgracia. Antes de que le pusieran en el tormento espuso Acaña, que por entonces no queria probar que otro hubiese asesinado al alcaide, aunque daba por nulo lo actuado por Zárate y Menchaca, á causa de haberle tenido atemorizado, y tambien lo que actuase Ronquillo, como que tenia largas noticias de su sanguinaria aspereza. No se atrevió á renovar semejante protesta despues de atormentado, y se redujo á suplicar que, no pudiéndosele probar nada, se abstuviera el alcaide Ronquillo de hacerle mas preguntas. Inútiles fueron sus instancias para que se le diesen letrado y procurador segun lo requeria el derecho.

A las cuatro de la tarde del mismo 22 de marzo, hallándose don Antonio Acaña postrado y dolorido en la cama, le mandó vestir el alcaide Ronquillo, y tornó á preguntarle sobre el concierto que hizo con los que le prestaban ayuda: y so cargo de sus órdenes sagradas, despechado y un tanto colérico repuso el obispo *que sino que el diablo le llevase el alma y el cuerpo no habia pasado otra cosa ni otro concierto que lo que tenia dicho*. Tras esto le dejaron descansar la última noche de su vida agitada y muy impropia en un pastor de la iglesia.

Al otro dia muy de mañana saludaron al obispo el escribano y los alguaciles con la notificacion de la sentencia dada, rezada y pronunciada por Ronquillo. Considerando éste que, despues de haber hecho el prelado zamorense muchos escándalos y bullicios en Castilla estando el rey ausente, habia dado muerte, dentro de la prision que sufría en virtud de la mucha parte que tuvo en las alteraciones de las comunidades, á Mendo Noguero!, alcaide de

Simancas, por maneras nuevas y nunca pensadas ; *por cumplir y ejecutar las órdenes de S. M. acerca de la suerte del obispo, le mandaba dar un garrote al pescuezo apretado á una de las almenas por donde quiso evadirse.*

Una vez notificada la sentencia no se dió tiempo á don Antonio Acuña mas que para hacer testamento. Allí dispuso que le enterraran en la iglesia de San Ildefonso de Zamora : que de sus bienes se reparasen los daños que hicieron sus tropas en algunos lugares de tierra de Campos y de la provincia de Toledo, si bien, lejos de tomar jamás para sí nada, hizo todo lo que estuvo á su alcance para impedir la rapiña. Rentas señaló á sus deudos, á algunos de sus criados, y á dos de los que fueron procuradores en el proceso que le formó dos años antes el arzobispo Rojas. También legó mandas considerables á algunas iglesias de Zamora, á la parroquia de Simancas y á la colegial de Toro, casi generalmente con la obligacion de celebrartodos los viernes del año una misa de requiem por su alma, la de sus bienhechores y la de Noguero, el alcaide. Por cuanto una muger, viuda de Pedro Salcedo, vecino de Valladolid, le dijo que le era en cargo de seiscientas picas, que aseguraba le habia tomado en tiempo de las alteraciones, rogaba á sus testamentarios que, por descargo de su conciencia, pagasen sin demora lo que montara esta deuda, aunque no hacia memoria de haberla contraido. Como tenia en administracion sus bienes espirituales don Francisco de Mendoza, obispo de Oviedo, y sus bienes temporales estaban confiscados, tuvo que concluir don Antonio Acuña suplicando á Carlos V que mandase cumplir aquella su última voluntad por via de limosna (1).

Acto continuo, y como si se tratara de un enfermo que estuviera muy al cabo de su vida, ordenó Ronquillo que en el instante se dispusiera á bien morir el prelado Acuña. Y se le obedeció tan prestamente que en la misma mañana de la notificacion de la

(1) También se halla este documento en el proceso de Acuña.

sentencia sacaron al obispo del cubo entre escribanos y alguaciles. Aquel horrible cortejo lo presidia el alcalde, sereno de ánimo y como ufano de haber hecho en cuatro dias escasos mas que en cerca de un mes sus compañeros. Todos los clérigos de la villa acompañaban procesionalmente al obispo de Zamora: compungidos y atribulados al verle en tan funesto trance, balbuceaban de manera que no se les entendian los versículos del *Misere-re*. Don Antonio Acuña, que ya no tenia el mas leve interés en aparentar miedo para infundir lástima á sus jueces, ni la esperanza mas remota de hallar piedad entre los poderosos del mundo, habia levantado su alma á Dios desde que le leyeron la sentencia de muerte; «*Lætatus sum in his quæ dicta sunt mihi: in domum domini ibimus,*» dijo entonces, y sin que perdiese nada de su antiguo valor de guerrero, se revistió su figura con la magestuosa gravedad de un anciano, y en su rostro se pintó la humildad apostólica que tan bien sienta en un sacerdote. A los de la villa, que iban á su lado, animaba con su presencia de espíritu en que no se advirtió el menor síntoma de desfallecimiento; y los edificaba y eternecía por lo contrito y resignado. El patético salmo de David, cuyas frases ahogaba la afliccion en las gargantas de aquellos eclesiásticos piadosos, lo entonaba con voz entera el prelado Acuña. Asi llegaron por la ronda de la fortaleza al lugar del suplicio. En aquel punto se prosternó el obispo de Zamora, hizo oracion devotamente: *Yo te perdono*, dijo al verdugo, y, *empezando tu oficio, procura apretar recio*: púsose sobre un repostero pegado al muro; asiendo Bartolomé Zaratan una soga atada á las almenas, echó el fatal lazo al cuello del obispo. Tan desastrosamente acabó su vida el último comunero de renombre contra quien podia vibrar Carlos V el rayo de sus venganzas. (1)

Pocos dias despues remató su comision en Simancas el alcal-

(1) Sobre los últimos momentos del obispo de Zamora debe consultarse preferentemente á Cabezudo, porque escribe segun los datos que le proporcionaron testigos de vista.

de Ronquillo. Nuevamente se atormentó á la esclava Juana metiéndola astillas de tea por entre las uñas: azotáronla ademas por las calles de la villa y últimamente la cortaron la lengua. A Esteban condenaron á morir en la horca, donde quiera que fuese habido. Y para colmo de escándalo el alcalde, que no tuvo escrúpulo de poner el dogal en la garganta de un prelado, aunque indigno de tan escelsa investidura, puso bajo la jurisdiccion eclesiástica al presbítero don Bartolomé Ortega.

Para proceder con tanta prontitud y crueldad tenia Ronquillo plenos poderes del monarca. No de otra manera osara obligar en nombre de este á los escribanos Juan de Cuellar y Gerónimo de Atienza á que, sin embargo de prohibírsele sus títulos terminantemente, estendieran la renuncia del obispado de Zamora por don Antonio Acuña, en nuestro sentir supuesta, en escritura jurada y sin testigos, *por convenir al servicio de S. M. que se ejecutara secretamente*. Ademas, en prueba de que el alcalde se atuvo á las órdenes del soberano, se conservan dos cartas muy curiosas: una del comendador Francisco de los Cobos, que, con haber salido del pueblo en tiempo de los Reyes Católicos, merced á la proteccion del secretario Fernando de Zafra, se acreditó muy pronto de haber olvidado completamente su procedencia: otra del mismo emperador Carlos V: ambas dirigidas al alcalde en respuesta de las que éste habia enviado á Sevilla, donde se acababan de celebrar las bodas reales, dando cuenta de la ejecucion del obispo de Zamora. Escribia Francisco de los Cobos: «*Ha parescido muy bien á S. M., lo que vuestra merced ha hecho, aunque á algunos escrupulosos les parece otra cosa; pero S. M., sin embargo de esto, está muy contento de lo fecho, como verá por su respuesta.... Buenos estamos esta Semana Santa que S. M. é yo no oiremos misa ni otros oficios divinos.*» Y Carlos V.—«*Lo que habeis fecho en lo que llevásteis mandado ha sido como vos lo soleis facer y habeis siempre fecho en lo que entendeis. Yo es lo tengo en servicio; y pues ya eso es fecho, en lo que resta, que es mandar por la*

absolucion, yo mandaré que con diligencia se procure tan cumplida como conviene al descargo de mi real conciencia y de los que en esto han entendido.»—Muy en breve obtuvo don Cárlos la absolucion de Roma: al año siguiente y despues de pasar muchas consultas y dificultades vino la de Cobos con la de Ronquillo, escribanos y alguaciles. De manos del cardenal Salviati la recibió el primero en la capilla de Nuestra Señora de la Antigua de Sevilla, oyendo unas vísperas y sosteniendo entretanto una vela encendida *por saludable penitencia*: á los demas se la dió el obispo don Pedro Sarmiento en su catedral de Palencia, adonde fueron desde el convento de San Francisco, llevando encenizadas las cabezas, los pies descalzos, y vistiendo sayos de penitentes (4).

A tiempo de las bodas reales compraron algunos de los emigrados en Portugal la vuelta á sus hogares á peso de oro. Para la viuda de Padilla no hubo piedad ni misericordia. Tres ó cuatro años permaneció en Braga muy doliente. Por si lograba algun alivio se trasladó á la ciudad de Oporto; aposentándose en las casas del obispo don Pedro Costa, á la sazón capellan mayor en la corte de Castilla. Este buen prelado tuvo el noble empeño de alcanzar perdon real para la antigua heroina toledana. Advertido muy luego de ser insuficientes los medios comunes para salir adelante con su negocio, puso en juego las inspiraciones de la caridad, los recursos del ingenio, las porfias de la constancia, que en rarísimos casos sufre desaires de la fortuna. Sin gran esfuerzo interesó al con-

(4) DORMER, *Anales de Aragon*, pág. 260.—FERNANDEZ DEL PULGAR, *Teatro eclesiástico, apostólico y secular de los obispos de España*, en el capitulo que dedica á don Pedro Sarmiento entre los de Palencia.—GONZALEZ DAVILA, *Teatro eclesiástico de las iglesias metropolitanas y catedrales de las dos Castillas*, en el capitulo que consagra al mismo Sarmiento entre los arzobispos de Santiago, pues desde Palencia se le trasladó á aquella sede. Tambien se separa de la verdad Sandoval cuando asegura en el lib. IX, pág. 490, que todo lo que hizo Ronquillo con el obispo de Zamora *fué sin saberlo el emperador y pesándole mucho de ello*. Su carta y la de su ministro y el conservar siempre en su especialísima gracia á Ronquillo, nos dan testimonio de que no sintió asomos de pesadumbre. Véase el apéndice núm. XIX sobre la renuncia del obispo de Zamora.

fosor del rey en su demanda: ambos concertaron aprovechar la ocasion mas propicia de suplicarle que tuviese por bien vencer su enojo y cefirse el limpio lauro de clemente. Ninguna mejor podia presentárseles que la del tiempo en que conmemora la cristiandad el santo sacrificio del Justo por redimir á los pecadores. De consiguiente aguardaron á que don Cárlos se retirase, como solia, á un monasterio, para consagrarse á las devociones de la Semana Santa. Allí propuso el confesor que se dignase ilustrar su nombre con accion tan meritoria á los ojos del cielo: hízole presente qué, teniendo doña Maria Pacheco la salud quebrantada, necesitaba respirar el aire nativo: le espuso que el reino, antes agitado por las turbulencias de las comunidades, aun no habia recobrado la tranquilidad antigua, pendiente como estaba de los rigores del trono: de la solemnidad de aquel tiempo santo supo sacar argumentos oportunos y favorables al logro de su designio. No osamos decir que el confesor absolviese al que no perdonaba, ni que del tribunal de la penitencia se apartase don Cárlos con propósitos de impenitente. De cierto postrado á los pies del ministro de Dios se mostró dócil á sus exhortaciones de mansedumbre: quiso tal vez practicarlas, y le faltó espíritu para domar su saña, teniéndolo muy entero para avasallar naciones; y perseveró en apeteecer castigos, y se arrepintió de su arrepentimiento. Tres cuasmas consecutivas reprodujo el confesor sus ardentísimas instancias cerca del emperador de Alemania y á favor de la viuda de Padilla con tan buena voluntad como pésimo resultado (1). Fray García de Loaisa era entonces el director espiritual de Cárlos V. Consta que este condecorado dominico se distinguia por su franqueza: que, aun desoyéndolos una vez y otra su real penitente, le asediaba con los consejos que le parecian sanos; que Cárlos de Gante los tomaba solo cuando los pedia y siempre pocos y breves: que bajo las apariencias de embajador salió

(1) Relacion manuscrita del criado de la viuda de Padilla.

fray García de Loaisa en 1530 desterrado á la corte de Roma. Si no fuéramos escesivamente cautos en deducir hechos de conjeturas, tendríamos por evidente que las amonestaciones hechas á don Carlos en favor de doña María Pacheco, le sonaron á importunidades, y determinaron la desgracia del general de la orden de Santo Domingo que fuera en tal caso mucho mas honrosa que su privanza (1).

(4) De coincidir las fechas de la insistencia en solicitar el perdón de doña María Pacheco y del destierro de fray García de Loaisa, ya cardenal y obispo de Osma, emanan nuestras conjeturas. No cabe duda en que se coloró su destierro con una embajada á Roma, donde vivia muy contra su gusto, segun se ve en la correspondencia que mantuvo con el emperador y con Francisco de los Cobos, la cual insertan en el tomo XIV de la *Coleccion de documentos inéditos*, los señores Salvá y Baranda. Allí se leen frases de esta especie.—«Ya V. M. venció en echarme de si y salió con su palabra y determinacion; de aqui en adelante le suplico mire sin ningun respeto si valgo alguna cosa para servir en presencia.» De Roma á 13 de mayo de 1530.—«Yo, señor, estoy aqui ocioso sin poder hacer servicio á la cristiandad ni á V. M., y desta manera cresce mas mi deseo de irme á curar las ovejas que me distes á cargo: *Sed non mea voluntas, sed tua*. Solo escribo esta palabra porque no sufra este destierro por olvido. Creo que esta fiesta de Corpus Cristi se habrá confesado V. M. Si ansi no es hecho, yo suplico á V. M. que se haga, porque la dilacion de la confesion suele ser causa de acrescentamiento de culpas: pero si el dilatar fuese esperarme, no seria mucho que tuviese yo paciencia.»—De Roma á 7 de junio de 1530. «Beso las manos á V. M. mil veces por la letra que me escribió de á 22 de mayo, que segun yo estoy descontento de vivir en esta tierra, fueron de gran consolacion las palabras que en ella venian de esperanza, que algun dia se acordará V. M. que echastes á un fidelísimo servidor de vuestra corte, y que es agravio desterrar á nadie por culpa agena.»—De Roma á 8 de junio de 1530.—«Harto deseo que muchas veces me hobiere V. M. echado de menos, y se hoviese arrepentido de alejarme de si sin culpa mia; pero pliega á Dios que no me haya habido menester ni para el alma, ni para lo del mundo, que con esto yo terné paciencia con mi injusto destierro.»—De Roma á 14 de junio de 1530. «Reciba V. M. lo que siempre conocí de mi que es entera voluntad de que todas vuestras provisiones sean loadas de las gentes y vuestra conciencia sin escrupulo y vuestro temporal servicio acrescentado. A Dios pongo por testigo que despues que vuestro corazon fiastes á mis orejas, nunca tuve respecto á carne ni á sangre en proveer personas con mi voto, sino solo el servicio de Dios y vuestro.»—De Roma á 10 de agosto de 1530.—A medida que nos engolfamos en el estudio de estas cartas toman mayor bulto nuestras conjeturas sobre las causas del destierro del padre Loaisa.—Entre la servidumbre de este cardenal hubo alguna vez serios altercados sobre las pasadas comunidades de Castilla. Sobre esto es curioso el siguiente párrafo de FRANCISCO

Y aqui no cabe disculpar á Carlos V, como de los desmanes cometidos en su primera venida á España, con su mocedad y con la costumbre de obrar por inspiracion de sus ayos. No es esto decir que ahora no hubiese tambien estrangeros feroces y castellanos desnaturalizados que le aconsejasen castigos; pero el almirante, con la autoridad de quien habia ejercido el gobierno, fray Antonio de Guevara desde el púlpito, fray García de Loaisa desde el confesonario, y hasta Adriano desde la cátedra de San Pedro le impulsaron á seguir opuesto rumbo. De todas maneras pudieron mas en su ánimo los desordenados y fugitivos placeres de la venganza que las mansas y perpétuas delicias de la misericordia; bien es que Carlos V *era un príncipe muy libre y que del bien ó del mal sucedido en su tiempo le corresponde esclusivamente la gloria ó la culpa*. Acabemos de considerar su porte respecto de los comuneros durante su edad madura y su vejez temprana.

Sinsabores sin cuento y achaques exacerbados de dia en dia por sus vicisitudes abrumaron á doña María Pacheco, y desalentaron su espíritu y embotaron completamente sus fuerzas. Esposa sin esposo, madre sin hijo, ciudadana sin patria, falleció en marzo de 1531 varonil y cristianamente. En su testamento dejó mandado que, pues el rey de España no la habia consentido acabar su vida en el pueblo donde la perdió su marido, enterrasen su cuerpo delante del altar de San Gerónimo de la catedral de Oporto, y, una vez consumido, trasladasen á Villalar los huesos. En esto puso gran diligencia el bachiller Juan de Sosa, capellan de la ilustre toledana, tratándolo con los hermanos de ésta el marqués de Mondéjar y don Bernardino de Mendoza; mas le disuadieron de llevar su peticion al trono, *por no renovar llagas viejas y recrudecer el*

LOPEZ DE GOMARA en sus *Anales de Carlos V.*—«Mató entonces un carnero al soldado que lo llevaba hurtado y echado al cuello, trastornándole de la pared, donde se puso á descansar, que se tuvo á maravilla. «Sobre lo cual vi en Roma diez años despues matar un mozo de espuelas del cardenal Loaisa á otro, que habian apostado, haciendo la prueba del carnero en una alcándara, que no podia ser.» A la jornada de Villalar se refiere lo del hurto del carnero.

ánimo del emperador de Alemania. Y no quedó al bachiller otro consuelo que volverse á Oporto á hacer sufragios por el alma de su señora; muy dolido de que en la de Cárlos de Gante cupiesen odios, contra los cuales ni la morada sepulcral servia de escudo (1).

Muy consecuente el emperador con lo que dijo al condestable y al almirante cuando los nombró gobernadores sobre la confiscacion de bienes de los que servian á las comunidades, *porque no creyesen que aventurando la vida dejaban á sus hijos la hacienda*, tuvo asi manera de patentizar su pertinacia en no olvidar nunca el levantamiento de los castellanos. Al secuestro de los bienes de Padilla, como al de los de todos los esceptuados en el tristemente célebre indulto, procedió el corregidor respectivo haciendo inventario de ellos, y poniéndolos en poder de personas llanas y abonadas. Bienes raices no tenia Padilla mas que un juro de doscientos mil maravedis situados en Ubeda, Baeza y Torre de don Jimeno, y otro juro de cien mil maravedis situados en Ciudad-Real, y ambos se testaron y consumieron en favor del fisco (2). Suyas no eran las casas en que habitaba junto á San Roman y que por mandado de la justicia le arrasó el pueblo, sino de su padre. Sobreviviéndole éste pasaba el mayorazgo á Gutierre Lopez de Padilla, su hijo segundo. Demanda mas legítima que la del Lopez para entrar en posesion de los bienes vinculados de su difunto padre no se ha entablado en ningun tribunal de la tierra. Cómplice en las pasadas turbaciones no lo fué Gutierre Lopez de Padilla; antes bien hizo constar por largas y numerosas probanzas

(1) Al referir esto el criado de la viuda de Padilla, dice hablando del capellan lo siguiente; «Y así se tornó, y como leal criado y virtuoso sacerdote nunca mas se partió do Porto, antes se quedó allí sirviendo en aquella Seo, y celebrando las mas veces *que pudo y pueda* y diciendo «resposos por la alma de su señora, que Nuestro Señor tenga en su gloria.»

(2) Sobre el modo de proceder al secuestro de los comuneros, véase un parte dado por el almirante de Castilla al emperador desde Segovia, á 24 de mayo de 1536. *Documentos inéditos*, tomo I, página 332 á 344.— Sobre la confiscacion de los bienes de Padilla, véase la nota de don Tomás Gonzalez en el mismo tomo, pág. 286.

que tuvo en mas la fidelidad al príncipe, que se ausentaba des-
deñoso de su reino, que el amor de su hermano y la suerte de su
patria. Toda su vida sirvió posteriormente á Carlos V y ascendió
hasta ser su mayordomo y consejero de Estado y uno de los conta-
dores mayores de Castilla; pero no hubo manera de que al-
canzase poseer el solar de las casas donde habia vivido su her-
mano. En la chancillería territorial promovió este litigio y ganó
ejecutoria: no llegó á efectuarse porque se consideró cosa de
gran bulto; el consejo real dijo tambien que la posesion del solar
por Gutierre Lopez era de justicia; pero la justicia sobre negocios
que se rozaban con los comuneros se estrelló siempre en el acé-
rado corazon de Carlos V. *Templadle y procurad desviarle de
semejante pretension*, escribia en 1552 desde el campamento de
Metz á su hijo, entonces gobernador de España, negando rotanda-
mente al hermano de Padilla el cumplimiento de lo fallado por la
chancillería y el consejo. Para que Gutierre Lopez poseyera el so-
lar de su mayorazgo, y se trasladara al puente de San Martín el
padron de infamia allí puesto, se necesitó no menos que la abdicación
de la corona de España hecha por Carlos V en Felipe II (1).

Razón asistía á los magnates para dolerse de haber sido vícti-
ma de tantas arbitrariedades, armándose contra los comuneros
después de fomentar su disgusto y pulverizando el benéfico influ-
jo popular en la gobernacion del estado, sin conseguir que resu-
citara el de la nobleza. Esta bajo el reinado de los reyes cató-
licos Isabel y Fernando quedó desarmada; bajo el de Carlos
deprimida. Ni aun para que se pagasen las deudas contraidas con
objeto de sofocar el levantamiento de las ciudades tuvieron poder
el condestable y el almirante de Castilla. De lo suyo habian gas-
tado, el primero hasta reduciendo su plata labrada á moneda; el

(1) *Probanzas hechas por Gutierre Lopez de Padilla*, archivo del
Excmo. señor duque de Medinaceli. Notas de don Tomás Gonzalez,
archivero que fué de Simancas; tomo I de *Documentos inéditos*, pá-
gina 288.

segundo no escatimando nada á los que se juntaron en Medina de Rioseco, seguidos de no escasa tropa. Mucho padecieron las tierras de ambos, y ademas necesitaron salir fiadores del emperador de Alemania, tomando dineros en su nombre. De sus repetidas solicitudes, encaminadas á que se abonaran aquellas cantidades, se deduce la malversacion de los grandes productos de los bienes confiscados á los comuneros: una vez en práctica tan inhumana medida, fuera razonable satisfacer las deudas é indemnizar los daños que las alteraciones de Castilla dejaron tras de su huella; pero los compromisos del emperador de Alemania en Europa se tragaban vorazmente las rentas reales, los servicios extraordinarios, los tesoros de las Indias, todo lo que rendia el afan de los mercaderes y el sudor de los labradores; y estrujaban de continuo la hacienda pública y privada. Dignamente representaba el condestable en favor de los que tenian créditos contra la corona, devengando, hasta que se les pagasen, el catorce por ciento; y era bochornoso que no se diese pronto y buen despacho á sus representaciones por la doble circunstancia de ser muy justas, y de montar poco las cantidades, cuyo pago reclamaba del monarca (4).

(4) El condestable de Castilla en un memorial al consejo, de que se hace mencion en el tomo I de *Documentos inéditos*, pág. 334 á 336, pedia que se abonaran créditos del tiempo de las comunidades, de doscientos cincuenta mil maravedís á Geronimo de Castro; de ciento setenta y cinco mil á Rodrigo de Carrion y á Francisco de Salamanca; de setenta mil á Pedro Alonso de Cobarrubias; de ciento cincuenta mil al monasterio de Miraflores; de setecientos sesenta ducados al dean de Salamanca; de un cuento y cien mil maravedís que se debian á Bonifaz Gorses y á Diego Pardo, para cuyo pago tenia hipotecada su hacienda Pedro Orense, regidor de Burgos, como lo hizo diversas veces hasta por la cantidad de treinta y seis mil ducados á personas que lo dieron de cambio, y lo recibió el licenciado Vargas señaladamente para la batalla de Villalar. En prendas de lo que se adeudaba al monasterio de Miraflores tenian aquellos cartujos cierta plata del condestable. Al final del documento en que el consejo da cuenta al emperador de este negocio, se lee lo que sigue: «Y pues estas deudas son de tan poca cantidad y *ahá tanto que se deben*, suplica á V. M. mande que se cumplan luego *porque le hacen mucha fatiga sobre ello*, y V. M. es obligado á las apagar, pues el dicho condestable las tomó prestadas para cosas de *la comunidad*.»

Hasta de la ironía usaba el almirante fatigado y aburrido de suplicar lo propio que su compañero de gobernación con igual mala ventura; «Mande V. M. pagar lo que el condestable y yo «tomamos para serviros, si no os parece que debemos ser conde-
«nados en costas por vencer dos batallas en dos meses; » escribía á Carlos V. aquel varón eminente por la discreción de su entendimiento y por la generosidad de su alma, y no menos venerable por sus canas que por sus servicios al trono (1). Con haber dado motivo á estas representaciones, y sobre todo con desatenderlas, se patentiza el desden que inspiraban á don Carlos los castellanos todos de baja estracción ó de ilustre prosapia.

Un error, engendrado y sostenido por su anhelo de ser absoluto en el mando, servía de dogma gubernamental á Carlos V. Persuadido estaba de que el levantamiento de Castilla había sido contra los grandes, y no contra su persona, ni contra sus malos consejeros; y quizá imaginaba que desairando y envileciendo á la nobleza se haría vengador y bien quisto del pueblo, por el hábil proceder de ella encadenado. Vanamente se le explicaba el origen y el curso de los alborotos, y se le ponía de manifiesto que los próceres que se mantuvieron quietos en su morada no habían padecido ningún linage de vejaciones, al par que á los que anduvieron con la lanza en la mano, les quemaron las casas y les robaron las haciendas; conveníale perseverar en su yerro, y siempre cerró los oídos á cuanto pudiera alterar su sistema de remachar las cadenas que los nobles habían echado á las ciudades, y de forjar con desahogo las que oprimieron en adelante á la grandeza de Castilla, para que el predominio del trono se hiciera sentir sin oposición ni contraste (2).

(1) Cartas y advertencias del almirante de Castilla.

(2) «Dícenos otra maldad muy grande, la cual es que *las comunidades no eran contra V. M., sino contra los grandes*. Si así es ¿Porqué los que no guardaban sus lugares, ni andaban con la lanza en la mano como nosotros, tenían seguros sus estados, y no los perdían, ni se los quemaban, ni robaban, ni saqueaban? *«Cartas y advertencias del almirante á Carlos V.*

Sobre el corazon de la grandeza castellana pesó el enojo de no ser considerada por la corona segun lo merecian sus recientes servicios, y el remordimiento de haber ahogado la voz del pueblo. De la corte retirado por evitar desaires, pasó de esta vida el condestable don Iñigo Fernandez de Velasco á la edad de sesenta y tres años, por setiembre ú octubre de 1529 (4). Tiempos despues su hijo don Pedro, capitan general contra las comunidades y caudillo en Villalar del ejército de los señores, asistió á los funerales, y aun puede decirse que presidió el duelo de la nobleza castellana en las córtes de Toledo de 1538. Acababa de pisar don Cárlos el territorio español de vuelta de Italia, cuando las congregó como siempre para echar nuevos tributos. El que ahora propuso comprendia á todas las clases. Atacólo el condestable de Castilla con valeroso empuje y elocuentes palabras. Sustancialmente fueron estas las de su discurso. «Tanto tributo arruina á los labradores. No pueden pagar los grandes la menor suma sin menoscabo de sus honras. Juntémonos con los procuradores para enterarnos de la situacion del reino y aliviar sus males. No se prosigan las guerras: establézcase el rey en España: vuelvan las cosas al ser y estado que tenian en tiempo de los reyes católicos de feliz memoria.»

Tarde se acordaba el vencedor en Villalar de constituirse intérprete de las necesidades de Castilla. Muchos años antes se habian quejado los pueblos de la enormidad de los tributos, alzán-

(4) «Decis, señor, que os escribió el conde de Miranda que once dias antes que el buen condestable don Iñigo Velasco muriese, me oyó decir y certificar que se habia de morir... no lo supe por revelacion como profeta, ni lo alcancé en cerco como nigromántico, ni lo hallé en Tholomeo como astrólogo, ni lo conosci en el pulso como médico, sino que lo supe como filósofo; porque el buen condestable andaba en el año climatérico. A la hora que supe estar el condestable enfermo pregunté que qué años tenia; y como me dijessen que sesenta y tres, luego dije que llevaba su vida muy gran peligro.» *Epistolas familiares de Guevara*. Letra para el almirante don Fadrique Enriquez, do se declara que los viejos se guarden del año sesenta y tres, folio 54. Su fecha es de Madrid á 25 de octubre de 1529.

dose tambien contra la ausencia del soberano y para que se renovaran los dias venturosos de los ilustres abuelos de Carlos V. Entences los próceres hostilizaron á los pueblos en vez de estrechar entre ambos poderes una alianza indisoluble, y no pararon hasta inutilizar sus esfuerzos, y poner á sus labios férrea mordaza, y traerlos atados de pies y manos á presencia del trono, imaginando insensatamente que el rey les consentiria vejarlos y oprimirlos en su nombre. Ahora don Carlos habia ya hecho pié en Castilla y demostraba prácticamente que en dividir para reinar consiste el secreto de la prolongacion del predominio de los tiranos. Pero la severa ley de la espiacion es la sublime vengadora de las injusticias del mundo, y á la sazón se realizaba con el abatimiento definitivo de la nobleza. Las córtés de Toledo de 1538 vinieron á ser una brillante apoteosis moral de Padilla, Bravo y Maldonado. Eco se hacian de sus fundadas solicitudes sus antiguos perseguidores: únicamente en lo de conllevar las cargas del estado les negaban la razon los magnates; pero el rey se habia encargado de hacer buena esta parte de aquellas instancias malamente despreciadas y que costaron la vida á sus mas ínclitos adalides.

A memorial redujeron los nobles el discurso del condestable don Pedro Fernandez de Velasco. Hubo de resultas comisiones, entrevistas, pláticas de los delegados respectivos de la corona y de la grandeza: aquellos persistieron en su demanda y estos en su negativa: varios dias duraron los debates: al fin los cortaron los mas fuertes y enmudecieron los menos poderosos. Precisamente por febrero de 1539, cuando se cumplian diez y siete años cabales del tiempo en que el prior de San Juan daba la última mano á las tramas que habia urdido en representacion de la nobleza, para quebrantar las capitulaciones que le franquearon las puertas de la ciudad de Toledo, el arzobispo de esta silla don Juan Tabera se presentó acompañado de los demas delegados de Carlos V en donde estaban reunidos el condestable y los de su bando: «Señores, espuso colocándose entre ellos: S. M. dica qu.

«mandó juntar á vuestras señerías para comunicarles sus necesidades y las de estos reinos, pareciéndole que, como eran generales, así lo había de ser el remedio para que todos entendiesen en darle; que, viendo lo que está hecho, le parece que no hay para que detener aquí á vuestras señerías, sino que cada una se vaya á su casa ó donde por bien tuviese.» Acabada esta oración lacónica y expresiva dijo, volviéndose á los suyos. «¡Ab! ¿Se me olvida algo? — No;» le contestaron todos. Entonces el condestable y el duque de Nájara dijeron á un mismo tiempo: *Vuestra señoría lo ha hecho tan bien que no se le ha olvidado cosa alguna* (1). De esta suerte se dió la reunion por disuelta; y por espulsada la descendencia de los que la componian para siempre de las córtés. Aquel fué el verdadero Villalar de la grandeza castellana.

Trascurridos muy pocos dias de tan abultado suceso, paseando juntos el rey y el condestable por una galería de palacio, aquel reconvinó á éste con aspereza á causa de haber solevantado á los de su clase: como mejor pudo quiso escusarse el enérgico prócer poniendo gran mesura y discrecion en sus palabras. Desentonado repuso el rey: *Os echuré de este corredor abajo*. Y el magnate dijo: *Mirarlo ha mejor V. M., que si bien soy pequeño, peso mucho* (2). Así preludiaba el soberano las feroces arbitrariedades del despotismo, y servia el condestable de último y remanente eco á la altivez nobiliara de los tiempos feudales.

Ni se retiraron los próceres de Toledo sin pasar por nuevas humillaciones. Estramuros de la ciudad obsequiaron los cortesanos

(1) De las córtés de Toledo de 1538 habla largamente SANDOVAL en su *Historia de Carlos V*, lib. XXIV, pág. 355 á 367. Véase tambien la *Crónica del cardenal don Juan Tabera* por el doctor PEDRO SALAZAR Y MENDOZA, pág. 203. Para esta relacion se ayuda de la que don Alonso Suarez de Mendoza, conde de Coruña, vizconde de Torija, hizo para su hijo mayor don Lorenzo, porque se *halló presente á todo y escribia de noche lo que pasaba de dia*. La edicion de esta crónica es de Toledo y de 1603.

(2) SANDOVAL, lib. XXIV, pág. 367.

con unas justas á los reyes. Allí se presentaron los grandes. Delante de Carlos V y de su esposa iban los alguaciles, segun el uso, apartando la gente con gruesas varas. Uno de ellos se metió entre los grandes apretándolos con su caballo al galope para que abriesen camino, y descargó un golpe en las ancas al potro que montaba el duque del Infantado. Resentido éste de la descortesía, se encaró con el alguacil y le dijo ceñudo: *¿Vos conoceisme?*—*Sí*, replicó el otro, *y caminad que el emperador ahí viene*. Entonces el duque requirió la espada é hirió al alguacil en la cabeza, y le mataran los demas nobles si no se lo estorbaba el ultrajado. Túvose por tal el emperador de que en su presencia se atreviesen á herir á los ministros de justicia. De su orden salió de través el siempre atroz alcalde Ronquillo á prender al duque, y, como que le queria llevar consigo, se colocó á su lado. Opúsole el condestable que nada tenia que ver en aquello: el duque del Infantado y todos los grandes se agraviaron mucho de que un alcalde se atreviese á intentar contra una persona principal semejante desacato. Tuvo que desistir Ronquillo de prender al duque, y este se marchó en compañía del condestable, y previno un caballo por si necesitaba apelar á la fuga. Detrás les siguió la nobleza toda, dejando á Carlos V solo con su servidumbre. Doblemente airado de resultas quiso el rey soltar el freno á su enojo: templáronle algunos varones bien intencionados y muy principalmente el cardenal Tabera. El primer día que fué el duque á palacio despues de este suceso le dijo el soberano; *¿Y es posible duque que se os atrevió aquel bellaco? Merecia que luego le ahorcaran* (1). Como entretanto se curaba el alguacil á costa del magnate, y tenia motivo para agradecer favores de su largueza, y continuaba Ronquillo sirviendo de brazo derecho al trono y de terrible azote al

(1) SALAZAR Y MENDOZA lo refiere así en la *Crónica del cardenal Tabera*, pág. 205, y añade: «Todo esto me contó el año de 602 don Rodrigo Dávalos, capellan mayor de los Reyes nuevos y canónigo de la santa iglesia, que se halló presente.»

reino, mas parece la pregunta del rey artificiosa que sentida.

Tambien por la época de que hablamos, acababa Ronquillo de hacer alarde de su ferocidad acostumbrada en Medina de Riosoco, mansion entonces de los almirantes de Castilla. El que, mientras duraron las revueltas de las comunidades, encareció estérilmente á los dos bandos las venturas del reposo, y, luego de terminadas, quiso en vano hacer saborear á Carlos V los placeres de la clemencia, habia muerto en edad muy avanzada á solas con su buena intencion y sus desengaños (1). No dejando hijos, heredó

(1) En 1535 estuvo el almirante don Fadrique á las puertas del sepulcro, segun lo revela esta carta suya. «Reverendo señor padre: muchos dias ha que no he sabido de vos, de que tengo pena, asi por saber de vuestros negocios, como por ver que en una necesidad, tan grande, como la que he tenido, me hayais olvidado. Ya habreis sabido de mi mal, porque, segun fué recio y en todo el reino me tuvieron por muerto, no es posible que no haya venido á vuestra noticia. Pero, porque mejor lo sepais, os hago, señor, saber que ha pocos dias que me llegó Dios muy al cabo de la vida; y tan al extremo que estuve coitado y sin hablar. Y para una enfermedad tan grande sobre tanta edad, paréceme que fué otro milagro como el del señor San Lázaro. Yo doy muchas gracias á Dios por tan señalada merced como me ha hecho, por el beneficio que mi conciencia ha recibido con haberme vuelto al mundo, porque en lo que agora entiendo es en pagar lo que debo, y descargar mi ánima; plega á El que me lo deje hacer como le escontente. Yo deseo teneros aqui en San Francisco, asi por vuestra consolacion como por platicar con vos cosas de mi conciencia, y oir vuestros sermones. Y por esto os pido, señor, que me hagais saber la manera que se ha de tener para que haya efecto vuestra venida, para que yo entienda en ello, y la procure, pues será cumplir lo que vos deseabades, y yo no menos deseaba y deseo que vos. Lo cual os encargo que me escribais y tengais memoria de mí en vuestras oraciones. Guarde Nuestro Señor vuestra reverenda persona. De Medina 9 de diciembre de mil y quinientos y treinta y cinco años.» Esta carta dirigida á fray Francisco Ortiz se halla entre las *Epistolas familiares* de este docto religioso, folio 48, edicion de Alcalá de Henares, 1554. Pocos meses despues de escribir esta carta murió el almirante don Fadrique, mediador de las paces durante la guerra, y, despues del triunfo, intercesor ardoroso de los comuneros. A los datos que sobre esto hemos acumulado añadiremos que en 24 de octubre de 1524, quejándose amargamente el obispo de Oviedo de lo favorable que se mostraba el almirante á los esceptuados del indulto, decia á Carlos V: «Es razon que sepa V. M. lo que con él me he visto despues que agora vino de su casa aqui á Vitoria, y es que, por decirle yo lo que segun Dios y verdad me parecia en servicio de V. M., me ha amenguado y afrentado en presencia de los gobernadores y de todos los del consejo.» *Manuscritos de la Academia de la Historia.*

su hermano don Hernando su título y sus posesiones. Por agosto de 1558 sobre la elección de alcaldes ordinarios se le revolvieron los vasallos, y, por estar el emperador ausente, avisó á la emperatriz para que enviara quien se los sosegara. Allá fué de resultas el alcalde Ronquillo : poniale alas el afán de hacer justicia á su modo, segun se presentaba como por ensalmo donde quiera que se trataba de sumariar gente : el César quiere que muera, jamás se le caia de la boca. Al verdugo de Valladolid le daba á su lado : contra cualquiera culpa no conocia otro lenitivo que la última pena. Al saber el almirante que muchos de sus infelices vasallos iban á morir en la horca por una falta, que distaba de merecer tan bárbaro castigo, le tomó un peligroso accidente. *Váyase y páguense*, dijo sin cesar, mentando á Ronquillo, mientras estuvo enfermo, que para otra cosa no le quedó habla; y de allí á tres dias bajó al sepulcro (1).

Tan desventurada suerte cupo á los que en las pasadas alteraciones de Castilla se denominaron comuneros ó imperiales. Un príncipe benévolo y justo hubiera procurado que, despues de apagadas las contiendas civiles, no quedaran vestigios de triunfo ni derrota entre hijos de una misma patria. Carlos de Gante, que siempre miró á España como pais de conquista y como manantial de oro y de sangre para nutrir y dar ensanche á su ambición desahogada, manifestóse inexorable con los vencidos, ingrato con los vencedores, déspota con todos. Si en tiempos en que los cronistas venian á formar parte de la servidumbre de palacio se complacieron en poetizar á Carlos V, denominándole clemente (2);

(1) Manuscritos del erudito escritor don Aureliano Fernando Guerra y Orbe.

(2) Leyendo á los historiadores de Carlos V, pagados con las rentas de la corona, y que le califican de inculpable, no hallamos mas que la paráfrasis de estas ridículas coplas de Francisco de Castilla :

«Mote del emperador y rey Nuestro Señor que dice *Plus ultra*»

«Plus ultra sespera cavays de pasar
Los céasares todos en fama y potencia,

hoy que el pensamiento es libre, nos parece tarea muy digna probar que esta calificación no le cuadra mejor que otras que le prodigaron escritores lisonjeros, y con las que desde la niñez nos atruenan los oídos, dando sesgo tortuoso á nuestros ulteriores discursos.

Poniendo debaxo de vuestra obediencia
 Los reinos Europas y plus ultramar:
 Plus ultra quel hijo del Afro Amilcar,
 Plus ultra los godos Despaña animosos,
 Plus ultra los Cárlos de Francia famosos,
 Plus ultra Alexandre vos solo sin par.
 Plus ultra en ventura que fué Octaviano,
 Plus ultra en la fé quel gran Constantino,
 Plus ultra en clemencia quel pio Antonino,
 Plus ultra en templanza quel Cipio Africano,
 Plus ultra en justicia quel justo Trajano
 Plus ultra en esfuerzo que Marco Marcelo,
 Plus ultra los reyes debaxo del cielo
 Vos único escelso señor soberano.»

Práctica de las virtudes de los buenos reyes de España en coplas de arte mayor derezadas al emperador y rey don Cárlos V, Ntro. Sr., folio 34; Zaragoza, 1552. Y aun hay la diferencia de que el poeta habla en profecía y los historiadores dan por cumplido lo profetizado.



EPILOGO.

Nuestra pluma ha trazado un periodo de historia que empieza en el cardenal Cisneros y acaba en el alcalde Ronquillo. Basta citar estos dos nombres para comprender todo lo que en el camino de la civilizacion desanduvo España, pues se deduce de la absoluta desemejanza de sus caractéres la muy diferente situacion del reino, mientras lo regía el uno y lo espantaba el otro. Carlos de Gante desembarca en Villaviciosa de Asturias cercado de favoritos, que desde luego se anuncian como viles mercaderes y procónsules avariciosos ; subastando los oficios eclesiásticos, militares y civiles, y esmerándose en la exaccion de tributos. España, nacion la menos sufrida del yugo estrangero, y que en sentimientos monárquicos á ninguna cede la primacia, saluda afectuosa á su nuevo soberano en una habla, que éste no entiende; le obsequia con regocijos ; procura obligarle con muestras de respeto. Mas en vano su lealtad se desvive ; el príncipe gantés no vé, ni oye sino por los ojos y los oidos de sus compatriotas y demas gente estraña y aventurera que trae en su comitiva. Jimenez de Cisneros le amonesta, y es pagado con ingratitudes : Ronquillo se agrega á la corte, y recibe mercedes. Cada vez se dilata en

mas anchuroso cauce la codicia de los flamencos y se multiplican los insultos y las vejaciones á los castellanos. Descubre el ilustre cardenal el infortunio que se les viene encima, y atribulado dice en su hora postrimera. *¡Gran vaiven han dado las cosas!* interin el sanguinario alcalde desnaturaliza la justicia por servir á sus valedores.

Contra tamaños desafueros claman los poderosos y los humildes, y nada mas pretenden sino que se respeten sus leyes y costumbres; pero los ~~encargados de su observancia~~ las ignoran ó se burlan de ellas. Año tras año, día por día, en las córtes, ó dentro de palacio, ó yendo el rey de camino, esponen sus servicios á la corona, abogan por sus derechos y denuncian sus agravios, individuos de la nobleza, comisionados del estado religioso, y mensageros de las ciudades: si logran verle de paso, elude sus instancias; y, si algo les promete, nada les cumple.

A su colmo llega el descontento cuando se divulga que don Carlos se dispone á tomar posesion del imperio, y á exigir nuevos tributos para el viage, y á celebrar córtes á la lengua del agua, como si le doliese dejar ilesa una sola costumbre de Castilla. Sus ~~séñditos~~ entonces apuran en vano el language del ruego. Nada le ablanda, persiste en su ausencia y en la convocatoria de las córtes á Galicia. Allá envian las ciudades á sus procuradores, vedándoles conceder el menor servicio para una jornada en que nada bueno va á su interés y ventura. Pero, una vez reunidos los diputados, pierden en su mayor parte la memoria de sus deberes y compromisos. Armas llevan contra la amedrentacion en la fortaleza de sus corazones. Sin embargo, se les entran por los oidos las artificiosas palabras de los favoritos de Flandes: torpemente abren las manos á mercedes, que reciben en precio de su honra, y votan contra lo que les han prevenido sus ciudades. Insensatos los consejeros de Carlos V imaginaban haber allanado con el soborno de algunas almas débiles la oposicion de todo un pueblo, cuyos brazos no se cansan de palcar en siglos por seguir

llamándose independiente, y no habian hecho mas que señalar las primeras víctimas de su coraje.

Al fin respira España libre de la plaga que ha pesado sobre ella. Otra calamidad se la aparea por desgracia. Casi en masa se levanta Castilla, sirviendo á sus ciudades como de señal para el movimiento el retorno de sus respectivos diputados de la Corona. Desde el púlpito predicán la revuelta los religiosos: bajo cuerda ó desembozadamente la promueven ó la toleran los magnates: impávido la ejecuta el pueblo. Para reprimirla en nombre del rey no encuentra el cardenal Adriano mas ayuda en todo el pais que algunos mercenarios, ni mas jefe que el alcalde Ronquillo. Solo ó en union de Fonseca se aventura al combate: ambos quedan vencidos, se les dispersan las tropas; fugitivos trasponen la frontera: la causa de las comunidades ha triunfado en toda Castilla.

Juntos se hallan los procuradores de las ciudades en señal de que no solicita cada una de ellas su particular ventaja, sino de que por el bien público se confederan todas; progreso real y efectivo en la civilizacion de España. Traslada la Junta de Avila á Tordesillas gobierna en nombre de doña Juana, heredera legítima del trono. Hasta este punto solo han encontrado los comuneros prosperidades: desde este momento empiezan ellos mismos á labrar sus desventuras. Mientras su causa no ha ofrecido mas dificultades que las de pelear y vencer batallas, los hemos visto enérgicos y concordes: ahora que urge plantear un nuevo sistema gubernativo, fundado sobre el de los reyes católicos y con las oportunas adiciones, á fin de que no le hagan instable y precedero monarcas al estilo de don Carlos, y consejeros como sus advenedizos de Flandes, se propaga entre los diputados la diversidad de pareceres, enervando la accion de los caudillos de las tropas y de los jefes del gobierno, y contaminando á las ciudades. Rápidamente suceden la perplegidad á la energía, la desunion á la concordia, las ambiciones personales al celo por el bien de todos. En discutir una constitucion, para suplicar á don Carlos que

la sancione, malgasta la Santa Junta el tiempo que debe invertir en ponerla en planta; y cuando sabe que el emperador de Alemania ha querido ahorcar á sus comisionados, tiene ya en su contra á la nobleza con dos de sus individuos por gobernadores, y hace cundir la traicion en su seno don Pedro Giron, que se la vende por amigo.

Padilla se vuelve á Toledo, su gente le sigue, y las disensiones de los populares dejan de ser un misterio: avasalla el condeable á Burgos, y corta á la revolucion un brazo; Giron se retira traidoramente de Rioseco; de resultas, el conde de Haro entra á viva fuerza en Tordesillas, y la revolucion queda herida de muerte. Al parecer mejora de aspecto con el nuevo mando de Padilla, con las victorias del obispo de Zamora en tierra de Campos, y con la toma de Torrelabatoñ tras vigoroso combate. No obstante estos sucesos pasan á modo de llamaradas de un incendio que disminuye gradualmente, pues daña á los comuneros la escasez de recursos, y mas que nada la desavenencia de voluntades, todo por carecer de un gefe hábil, experimentado y á la altura de las circunstancias.

Hasta les es adversa la buena intencion que dedica el almirante á componer el malestar del reino: al fin se ajustan las condiciones de paz despues de muy debatidas; pero no producen fruto por legítima desconfianza de los populares, debiendo terciar para la formalizacion del ajuste las promesas de un soberano, quebrantador de las empeñadas anteriormente. Entonces mas que nunca debieron arrepentirse las ciudades castellanas de haberse rebelado contra el cardenal Cisneros, cuando á impulsos de su alta prevision quiso terminar con un armamento popular su larga y gloriosa carrera. Fuertes con la gente de ordenanza no hubieran necesitado asegurarse de que, si el rey se desentendiese de sus palabras, les ayudarian los nobles á exigir su cumplimiento, bastando ellas solas á defender sus libertades.

Mientras duran los tratos rehacen su ejército los gober-

nadores; alioja en número y en valor el de los comuneros, y traición á traición se disuelve la Junta, acogida á Valladolid tras el desastre de Tordesillas. Al fin se juntan los tres gobernadores; bajo su bandera entienden los próceres reconquistar su perdido ascendiente, y halagados por tal idea arden en deseos de medirse con sus enemigos. A Torrelobaton aproximan su reforzada hueste; ahuyentan de sus muros á los populares; persiguenlos con veloz planta por las llanuras de Castilla; les dan alcance: furiosos cierran contra sus escuadrones, y, al ensangrentar la campiña y el rollo de Villalar, abren una honda sima, donde á la vez quedan sepultadas la influencia popular y la importancia política de la nobleza.

Aun tremola el pendon de las comunidades encima del alcázar de Toledo; una heroica muger lo sustenta en lucha temeraria y estéril por desdicha: sumidos yacen los castellanos en el estupor que despues de los grandes infortunios postra á los pueblos, y de que rara vez deja de aprovecharse la tiranía para amarrarlos á dura servidumbre. De la que aguarda á los españoles se ven muestras bien claras apenas torna Carlos V á sentar el pié en su territorio. En memoria de su primera venida habia dejado al reino escarnecido, esquilmao y en guerra: ahora arriba á sus playas ofendido de las alteraciones provocadas por sus cortesanos, y acompañado de ministros prontos á satisfacer sus rencores. Con insólita presteza limpia las cárceles de los que están notados de traición como vencidos, y mancha los cadalsos con la sangre de ellos. Activo negocia para apoderarse de los emigrados, y estos deben á un monarca extraño la piedad que les niega el monarca propio. Despues ciego en su saña, hasta vulnerar las reglas del buen sentido, llama *perdon general* á una larga lista de proscripciones. Como primer galardón de sus servicios piden los próceres mas calificados misericordia en favor de los exceptuados del indulto: desde el púlpito y en el confesonario procuran inclinarle á la clemencia fray Antonio de Guevara y fray García de Loaisa, que abandonaron

sus celdas por sacarle vencedor contra las comunidades: sin que se interrumpan estas honoríficas instancias corren los días, vuelan los años, sobrevienen sucesos felices, y la sed de castigos nunca se le apaga. Ni aun permite que una misma losa cubra los restos inanimados de Juan de Padilla y doña María Pacheco, ni que el hermano del ilustre capitán de Toledo entre en posesión de su mayorazgo á pesar de haber lidiado contra su familia en el ejército de la nobleza, y de tener en su favor las sentencias de los tribunales.

Uno en pos de otro bajan al sepulcro los que jugaron en las alteraciones de las comunidades castellanas, los vencidos sin misericordia; los vencedores sin recompensa; aquellos perseguidos, estos olvidados. Uno de los magnates de mas nota, el conde de Haro, gefe en Villalar de los imperiales, sobrevive para asistir años despues á las exequias del procerato en las córtés de Toledo, de donde se le espulsa por haber solicitado lo mismo que demandaba el pueblo á los principios de aquel calamitoso reinado, primero en tono de súplica y despues por fuerza de armas. En la triste España hace hondo pié el mas abominable despotismo: y los adalides de la libertad quedan con la nota de *foragidos y facinerosos*, y para figurar como clase los altivos descendientes de los ricos-hombres de pendon y caldera, y de los señores de horca y cuchillo, necesitan acogerse á la servidumbre de los palacios. Por no haberse ligado unos y otros durante la regencia del cardenal Cisneros para prestarle ayuda, ó mientras se coronaba en Aquisgran Carlos V, para interceptarle el camino de asentar la tiranía sobre el trono de España, escita de continuo su cólera impotente ó su torpe miedo el alcalde Ronquillo, que se venga en Simancas de su enemigo el prelado de Zamora; ocasiona en Rioseco la muerte del inmediato sucesor del almirante don Fadrique; y desacata en Toledo la autoridad del primogénito del condestable don Iñigo Fernandez de Velasco.

A su modo ha conservado el pueblo larga memoria de Cisne-

ros y de Ronquillo: su lozana fantasía solo puede vagar en tiempos de la dinastía de Austria por los espacios imaginarios del fanatismo religioso; y en ellos encuentra fórmula para significar su pensamiento sobre el origen de sus desventuras. En el interior de los muros de Oran cree ver muchas veces al cardenal Cisneros con las vestiduras pontificales, animándole á sostener contra los moros aquella conquista suya. Hasta la época presente se ha enseñado en la bóveda del convento de Valladolid un agujero, por donde se suponía que los demonios se habian llevado el cuerpo del alcalde Ronquillo, presenciándolo segun unos la comunidad toda, y al decir de otros únicamente un fraile, que velaba en la biblioteca para estudiar un sermón sobre los novísimos y postrimerias del hombre.

Absurdas son ambas consejas; pero el vulgo no sabe de los sucesos pasados sino lo que verbalmente se le trasmite de padres á hijos; y el pensador que logra seguir el hilo á estas tradiciones y se remonta á la fuente de donde son emanadas, siempre las descubre legítima esplicacion en la historia. Aguardando el pueblo español con afán la canonización de Cisneros, para adorarle, y repitiendo con horror el nombre de Ronquillo, para maldecirle, ha quitado absolutamente la novedad al pensamiento de nuestro libro.

De la derrota de las comunidades data la desnaturalización de la política española: aherrojado el pueblo, deprimida la nobleza, pudo el emperador de Alemania hacer servir á su gloria personal la vida y hacienda de estas dos clases. España, ni por su situación geográfica, ni por sus necesidades permanentes, ni por sus intereses accidentales, tenia nada que hacer con armas en Flandes, ni en Lombardía contra los enemigos del imperio. En la segunda parte de nuestra obra la veremos convertida por su mala ventura de nación independiente en provincia tributaria; adornada con marciales laureles y oprimida en perdurable servidumbre; avanzando mucho en victorias infecundas para las ventajas de sus hijos, si

bien menos de lo que en la carrera de la civilizacion retrocedia bajo el fatal predominio de las águilas austriacas. Y no habrá quien recuse nuestro testimonio, si con los dos Luises, el de Granada y el de Leon, decimos al hablar de aquellos tiempos, que insensatamente se califican de venturosos: *«Los nobles están persuadidos que todas las dignidades y honras se les deben por título de su nobleza.»*—*«Estos que agora nos mandan reinan para sí, y por la misma causa no se disponen ellos para nuestro provecho, sino buscan su descanso en nuestro daño.»*

FIN DE LA HISTORIA DE LAS COMUNIDADES.

APENDICES.

1825

APÉNDICE NUM. I.

Juicio de varios escritores sobre el cardenal Jimenez de Cisneros

Muchos son los escritores que se han ocupado en bosquejar mas ó menos detalladamente la vida y carácter del cardenal fray don Francisco Jimenez de Cisneros. Cualesquiera que sean sus opiniones coinciden en señalarle como el primer político de su tiempo en Europa. Testigos oculares ó inmediatos de sus hechos le ensalzan el doctor Lorenzo Galindez Carvajal, Alvaro Gomez de Castro, y fray Pedro Quintanilla, como órganos del consejo real, que habia admirado de cerca su gobierno; de la universidad que habia fundado; de la órden religiosa á que habia pertenecido. Galindez de Carvajal en sus *Anales del rey Católico* pondera las cualidades del célebre franciscano con gravedad, sencillez y buen criterio, como testigo de vista de las acciones que le conquistaron imperecedera fama. Gomez de Castro en la obra que tituló *De rebus gestis a Francisco Ximenio* habla estensamente del ilustre gobernador de España con buenos datos; por haber nacido dos años antes de la muerte de Cisneros, y haberlos podido recoger de sus criados y familiares. Del siglo décimo sexto en adelante quizá no es fácil encontrar ninguna obra latina, escrita por un español con mas fluidez y tersura que esta de que hablamos; tanto que por mucho tiempo ha servido de texto en las escuelas. En escribirla por encargo de la universidad de Alcalá de Henares tardó no pocos años. Tributa en el prólogo grandes alabanzas á Galindez de Carvajal, y confiesa haberle servido de mucho para su obra. El padre Quintanilla en su *Archetipo de virtudes*, califica á Cisneros de santo. Estuvo encargado de promover y de agenciar su beatificación en Roma. Reune en su libro abundantes y muy curiosas noticias del eminente prelado; pero la mala distribución de los materiales hace cansada la lectura. La primera edición de este libro se hizo en 1653 en Palermo.

Fundándose en la autoridad de estos tres escritores y en la de

Gonzalo Fernandez de Oviedo, que tambien encomia en sus Quincuagenas á Cisneros, le alabaron posteriormente fray Antonio Daza en la *Crónica general de la orden de San Francisco*; Eugenio de Robles en el *Compendio de la vida de aquel insigne personage*; Baltasar Porreño en la obra que continúa inédita bajo el título de *Vida y hechos, virtudes y milagros del cardenal don fray Francisco Jimenez de Cisneros*. En la *Crónica Seráfica*, empezada por el P. Cornejo, seguida por el P. Gonzalez de Torres, y terminada por el P. Torrubia, hasta se hace mencion del estado que tenia en la corte pontificia á principios del siglo XVIII la causa de canonizacion del ilustre franciscano. Entre los milagros, que se le atribuyen y que la critica histórica no sabe comprender de ningun modo, se cuentan los de haber hecho reverdecer instantaneamente agostadas espigas, y sanado á muchos enfermos. Tambien dicen sus panegiristas, que despues de su muerte se le vio diversas veces en los aires defendiendo su conquista de Oran contra los moros; y que por su intercesion se salvaron de un naufragio las obras del Tostado, flotando sobre las aguas toda una noche. Se supone que esto aconteció en noviembre de 1524, cuando el maestro Alonso Polo se dirigia á imprimir dichas obras en Venecia con dinero que para este fin habia legado Cisneros; y aun se asegura que diez y seis testigos depusieron en la informacion de este caso, hecha el 5 de mayo de 1525 ante el secretario de cámara Nicolás Piccolomini.

Entre los estrangeros, Flechier, obispo de Nimes, se erige en admirador del cardenal regente. Exagerando Marsollier su mérito le aplaudieron numerosos lectores. Robertson ensalza la variedad y estension de su talento. Prescott asegura que su espiritu era en la práctica de los negocios del orden mas elevado, como el de Dante ó el de Miguel Angel en las regiones de la fantasia.

Algunos han tachado de hipócrita al cardenal Cisneros. Cien voces les han desmentido, demostrando que jamás usó ropa blanca, y que debajo de la grana, el oro y el armiño, vistió siempre el tosco sayal franciscano; que de los sabrosos manjares, que por el lustre de la alta dignidad que representaba se servian á su mesa, solo probaba los alimentos que estaba acostumbrado á tomar en el refectorio; y finalmente, que las colgaduras y adornos de su lecho, magnífico en la apariencia, ocultaban una pobre tarima, donde reposaba sin desnudarse. Otros, y entre ellos Sismondi en su *Literatura del Mediodía* le acusan de cruel, de orgulloso y de haber oprimido al pueblo español con sus artificios y violencias; pero tambien se les ha respondido que si alguna vez prescindió de las leyes no fué ciertamente contra el pueblo; que de su procedencia blasonó siempre; y que jamás se ensangrentó con los vencidos.

Mr. Lavergne en un artículo de la *Revista de ambos mundos*, correspondiente al 15 de mayo de 1811, censura en gran manera al cardenal regente. Concibe la idea de que, verificándose en la época de su mando una de esas luchas entre la autoridad y la libertad, que frecuentemente han inundado de sangre á Europá, se

hizo Cisneros adalid de la primera, y sofocó la segunda. A este hecho de Procrústó acomoda Lavergne sus opiniones con estilo, que deslumbra por lo brillante, y con doctrina que mueve á disgusto por lo equivocada. Véase en comprobacion de nuestro aserto el párrafo siguiente :

«Quizá ningún personage histórico ha simbolizado una revolucion política mas exactamente que Jimenez de Cisneros: hay singularísima identidad entre su naturaleza íntima y el orden de ideas á que proporcionó el triunfo: amoldó la España á su imagen y semejanza. Antes de su gobierno se parecia la nacion á aquel arcángel de Rafael, que, con las alas estendidas, los pies en el aire, flotante la cabellera, animados los ojos de divino fuego, cubierto el cuerpo de fulgurante armadura, huella victorioso al ángel malo, y se prepara á acudir adonde le sigue llamando la voz del Eterno. Despues de su mando se asemeja á aquel fraile de Zurbarán, que, con los ojos marchitos, lívida la frente, desgarrado el ropage, y ajustada una soga á la cintura, ora de rodillas dentro de una caverna húmeda y tenebrosa, estrechando en sus enjutas manos una calavera.»

Por fortuna tanta es la inflexibilidad de los hechos, que, aun quando solo existiera el artículo de Mr. Lavergne para escribir la historia del cardenal regente, todavia se trasladara que en su texto andan en constante divorcio los sucesos que cita y las opiniones que establece; puesto que no deja de consignar que avasalló á los nobles; que se anticipó á la reforma del clero, cuyas relajadas costumbres suscitaron poco despues grande oposicion á la iglesia católica en muchos puntos de Europa; y que quiso poner las armas en manos del tercer estado.

Es tema favorito de los autores estrangeros trazar el paralelo entre Cisneros y Richelieu por ser ambos cardenales; ministros influyentes en sus respectivas épocas y naciones; y enemigos de la nobleza. El abate Richard publicó en Trevoux el año de 1705 un tomo de doscientas veinte y dos páginas en dozavo en que avalora las prendas de cada uno de estos dos personages, concluyendo por dar la supremacia á Cisneros. Igual concepto ha formado el autor del artículo inserto en el *Diccionario de la conversacion* sobre el cardenal regente. Lavergne opina de diferente modo. Estas son sus palabras:

«Frecuentemente han sido parangonados el cardenal Cisneros y el cardenal Richelieu. Efectivamente hay entre estos dos varones rasgos generales de semejanza, que chocan al primer golpe de vista. Ambos llegaron al poder político por la iglesia y gobernaron despóticamente un gran estado. Elevados al mando en circunstancias análogas se propusieron idéntico objeto, la fundacion de la autoridad real. Pero, si entre ellos son sorprendentes las analogías, mas lo son aun las desemejanzas, y todo el paralelo resulta á favor del francés sobre el español. Richelieu es presbítero, Jimenez es fraile: uno abriga en su espíritu toda la grandeza del poder de los papas, otro todo el vigor de su órden religio-

«sa. Jimenez se encierra en sus ideas como en una celda, Richelieu ve de mas lejos y desde mayor altura. El uno es sectario: el otro es un hombre de estado. Jimenez persigue sin tregua á los cristianos nuevos, Richelieu hace alianza con los protestantes de Alemania. Ambos cultivan las letras; pero el primero no busca en los trabajos del entendimiento mas que el estudio y la reproduccion de los libros santos; el segundo se aplica á crear el teatro, la lengua y toda la literatura de la Francia. Con especialidad se puede juzgar á estos dos ministros célebres por la diferencia de los resultados. Richelieu cogió á su pais en un momento de debilidad y de anarquía para elevarlo á un alto punto de poder y de organizacion, Jimenez recibió la España próspera y triunfante y y preparó su larga decadencia. Despues de Jimenez de Cisneros, Felipe II; despues de Richelieu, Luis XIV. Si Richelieu se escedió á menudo en su larga lucha contra la aristocracia feudal, á lo menos preparó la grande unidad francesa, lo cual mueve á que se le perdonen muchas de sus violencias. Nada hay que escuse á Cisneros; ni aun pensó en establecer en España la unidad política y nacional, que es la unidad verdadera: hizo un rey y no un estado. Es verdad que respecto del uno y del otro se debe tener en cuenta la diferencia de los tiempos y de los paises; pero esta diferencia no lo esplica todo. Hay mas, la España ofrecia mas recursos en tiempo de Cisneros, que en tiempo de Richelieu la Francia. Tanta habilidad y perseverancia, necesitó aquel para destruir, como para edificar éste. Por otra parte el ministro de Luis XIII encontró en sí propio su designio; y el regente de Castilla no hizo sino echar á perder con exageraciones la obra de Fernando V.»

Hable ahora Prescott sobre el mismo asunto:

«Ya he indicado la semejanza que Cisneros tenia con el gran ministro francés, cardenal Richelieu. En último analisis consistió mas bien esta en las circunstancias de la posicion que ambos tuvieron que en sus caractéres, si bien sus rasgos mas principales no fueron diferentes del todo. Ambos, sin embargo de haber sido educados para la vida clerical llegaron á los mas altos cargos del estado, y aun puede decirse con verdad que tuvieron en sus manos la suerte de sus respectivos paises. Pero Richelieu gozó de una autoridad mas absoluta que la de Cisneros, porque estaba escudado con la sombra del trono, al paso que el último, por su posicion aislada y al descubierto, estuvo mas espuesto á los tiros de la oposicion y de la envidia. Ambicionaron los dos glorias militares, y se mostraron capaces de adquirirla. Uno y otro alcanzaron sus grandes fines por la rara combinacion de dotes mentales eminentes y de grande actividad en la ejecucion, como que reunidas son siempre irresistibles. El fondo moral de sus caractéres era totalmente diverso. El del cardenal francés lo constituia el egoismo puro y sin mezcla. Su religion, su politica, sus principios, todo en suma estaba subordinado á aquella cualidad fundamental: podia olvidar las ofensas hechas al estado; pero no las per-

«sonales, antes bien las perseguía con rigor sañudo: su autoridad estaba materialmente fundada en sangre: sus inmensos medios y favor se emplearon en el engrandecimiento de su familia: aunque arrojado y temerario en sus planes, dió mas de una vez muestras de falta de verdadero valor para ejecutarlos: aunque violento é impetuoso, era capaz de disimular y fingir, y bien que arrogante hasta el extremo, buscaba el incienso de la lisonja. En sus maneras llevaba ventaja al prelado español; podía ser cortesano en la corte, y tenia gusto mas fino y culto. En una cosa llevó ventaja á Cisneros en punto de moral; no fué supersticioso como él, porque no tenia por base principal de los elementos constitutivos de su carácter la religiosidad, sobre la cual se puede levantar la supersticion. Las circunstancias de la muerte de los dos fueron significativas de sus respectivos caractéres. Richelieu murió como habia vivido, tan execrado por todos que el pueblo enfurecido casi no dejó que sus restos se enterraran pacíficamente. Cisneros por el contrario fué sepultado en medio de las lágrimas y de los lamentos del pueblo, honrando su memoria aun sus enemigos, y siendo reverenciado su nombre por sus compatriotas hasta el dia de hoy como el de un santo.»

De intento dejamos ventilar esta cuestion á autores estrangeros de nota. Entendemos que la gloria de Cisneros es tan alta que para resplandecer en toda su brillantez no ha menester que se oscurezca la de Richelieu, ni la de ningun otro personage de la historia. Entre los juicios que le son contrarios hemos elegido el de Lavergne que es el mas duro que ha caido en nuestras manos: entre los que le son favorables citamos el de Prescott que no es de los mas laudatorios. Si á nuestra vez hubiéramos de establecer un paralelo entre estos dos escritores diríamos de una manera concisa: Prescott es imparcial; Lavergne apasionado: el primero escribe con juicio, el segundo con ingenio: aquel se sujeta á la verdad; este se abandona á su capricho. Con el escritor anglo-americano están los historiadores, y con el francés los visionarios.

APÉNDICE NÚM. II.

Sobre la rapacidad de los flamencos y su mal porte.—Epistolas de Pedro Mártir de Angleria, traducidas por el padre La Canal.

Epistola 662.—A los marqueses de los Velez y Mondejar.—«Dicen los sábios que la envidia, la ambicion y la avaricia son pestíferas y perniciosas al género humano, porque dividen los ánimos turbados de los hombres. Ellos confieso son vicios que separan de lo bueno, de lo justo y de lo recto; pero yo soy de parecer que es

mas perniciosa la adulacion que se ostenta en los palacios de los reyes. Aquellas perjudican á los poseedores y á los buenos, esta habita en los aposentos reales. Si se da oídos á los contagiosos aduladores pervierten el ingenio mas excelente. Me preguntareis que á qué viene esto ¿A qué? A que decís que soy un acre en censurar las cosas que ahora pasan. Creéis que se ha de ceder al tiempo, el cual pide que se sigan las circunstancias ó se calle ¿Qué quereis de mí? ¿Qué manejo el asqueroso cieno de la adulacion? Naturalmente la detesto. Ningun hombre de bien debe adular. Decid que la verdad acarrea enemigos; por mí mas que acarree la muerte. Castilla me colmó de honores y me ama mucho: casi todos sus grandes han sido discípulos míos; debo pagar á Castilla lo mucho que ha hecho por mí; no me queda otra cosa sino el que conozca cuanto siento su pena. Llora al mismo tiempo y compadezco la suerte del afortunado rey Carlos, á quien veo que precipitan sus enemigos internos. Se me dice que está tan empeñado que no puede levantar cabeza. Si es así del modo que Persavano, ayo del gran principe de los turcos Selimsaco, elevó á las estreñías á este pobre y desterrado, del contrario vuestro Capro (Chevres), ayo de nuestro rey, le tiene agoviado con su voracidad, cuando está destinado al imperio del mundo. ¿Qué otra cosa puede hacerse mas que llorar mordiéndose de rabia los labios, y empezar á pensar mal de vosotros que no preferis la muerte á sufrir lo que estais viendo por mas limpias que tengais las manos? No basta esto; ni creais que yo mude de estilo, mientras por allá no mudeis de costumbres. —Valladolid 17 de febrero de 1520.

Epístola 663. —«Al gran canciller Mercurino Gatinara. —Recibí las de V. S. Decís que os agrada que esté en Valladolid, y me aconsejáis que espere; aquí espero ciertamente, y mas diciéndome que vendréis luego. Pero ¿qué diablos es esto que por donde quiera que voy no oigo sino maldiciones? ¿Para qué nacisteis? Se dice que por consejo del Capro y de los españoles que estan con el rey, que son espadas de dos filos de su patria, se piden dos cosas á Castilla; la primera que se junten las córtes en Santiago, poniendo vosotros la ley de que los diputados de las ciudades y villas de voto en córtes no lleven otros poderes que los de obedecer á lo que mande el rey. Susurran que con esto se quita la libertad, murmuran que esto se acostumbra mandar á esclavos comprados. Yo veo dispuestos muchos á la negativa. La segunda cosa es que se conceda el donativo, que los españoles llaman servicio, aun cuando no está exigido el anterior. Las dos cosas serán para mal de los españoles. Se creen harto hostigados hasta aquí; si se añade espuela á las espuelas temo las cosas. No os fieis de que haya cedido Burgos, ciudad principal. Se dice que el maestro Mota, su conciudadano, obispo de Badajoz, que es sagaz é intrigante, ha corrompido y sobornado particularmente á algunos de los regidores para lisonjear al César y al Capro á quien teme, y subir mas en la rueda de la fortuna. El vulgo pues, llama á este oficio con el César fuerza, no concesion, seduc-

cien, no voluntad del pueblo. Temo que muchos se retracten de lo hecho. Vos lo vereis.» Valladolid 1.^o de marzo de 1520.

Epistola 703.—A Marliano, obispo de Tuy, sobre las excusas que este hallaba á la conducta del rey durante su permanencia en España.—«Ninguno acusa al César, ni niega los grandes gastos que se han originado de la formación de tantas armadas, viages, etc. Nada de esto ha producido los tumultos. Señalan por causa lo que decis en vuestra carta que ni el rey, ni los suyos, han mandado en España con soberbia. Conviene en que el rey no se ha portado así; los suyos dicen que no es verdad, y que no solamente los han tratado soberbia, sino soberbisimamente. ¿Qué cosa mas soberbia que el tolerar que los españoles fuesen tratados con el mayor rigor por faltas levisimas cometidas contra los flamencos, y que ningún miembro de la justicia se atreviese á echar mano á un flamenco, aunque cometiera un delito atroz contra un español? ¿Cuántas ignominias no he visto yo? ¿Qué burlas hechas á españoles muy nobles por los mas viles mozos de cuadra y pillos de cocina? ¿Qué cosa mas fea que haber permitido aquellos voraces, mientras se tragaban al miserable jóven, que cuándo uno de justicia queria llevar á la cárcel desde el atrio de palacio á un asesino, que se llevasen á este miembro de justicia violenta é ignominiosamente por el que llaman preboste de palacio, aterrando así á los que podian castigar los excesos? Añaden á esto que por sus malas enseñanzas tiene el César en poco estos reinos, y aun mas, que le han inspirado odio á los españoles para engañarle mejor. Estas arterias, Marliano mio, estas han sembrado las espinas entre los sembrados imperiales. Vuestro Capro y los cerberos, que penden de él, dejaron estas semillas en el ánimo de un rey feliz, nacido para mandar el mundo. Hasta el cielo se levantan voces diciendo, que el Capro trajo al rey acá para poder destruir esta viña despues de vendimiarla. No se les ocultaba que habian de ocurrir estos sucesos quando el Capro se tomó para sí el arzobispado de Toledo contra las leyes del reino, apenas entró en él, para odio de todo el reino contra el rey, de lo cual tú le excusas. Ninguno le acusa. ¿Qué podria hacer un jóven sin barba puesto al pupilage de tales tutores y maestros? Lo que ha sucedido con las demas vacantes lo sabes, y no ignoras que apenas se ha hecho mencion de algun español, y con quanto descaro se ha quitado el pan de la boca de los españoles para llenar á los flamencos y franceses perdidos, que dañaban al mismo rey. ¿Quién ha venido del helado cierzo y del horrendo frio á esta tierra templada que no haya llevado mas onzas de oro que maravedis contó en su vida? Tú sabes cual ha quedado la real hacienda por su causa. Omíto otras capaces de hacer perder la paciencia al mismo Job. Hemos dicho bastante sobre las causas de estos alborotos; pidamos á Dios que los remedie tanto mas que en lo humano no hay remedio.» Valladolid 29 de noviembre de 1520.

Para llamar la atención de los lectores suele el que escribe snb-

rayar las palabras que mejor espresan sus ideas en el texto sobre que las funda. De seguir nosotros ahora este sistema las hubiéramos subrayado todas. Nótese bien que el que tan indignado escribía de los desmanes de la dominación flamenca no había nacido en España, aunque residía en ella de muy antiguo, y que los sentimientos que inspira respecto de un país la naturalización, jamás pueden equipararse con los que infunde la naturaleza. El abate milanés Pedro Mártir de Anglería, testigo ocular de las revueltas de las comunidades, nos sirve de mucho para nuestra historia.

APÉNDICE NÚM. III.

Representación de la villa de Madrid á Carlos V, sobre los poderes dados á sus procuradores.

«Otorgó Madrid sus poderes para los procuradores á córtés «de Santiago; y el rey en 7 de marzo de 1520 desde Villalpando «escribe diciendo, que, por no venir dichos poderes en la forma «que estaba prevenido, esperaba que se enmendasen y reformasen; «y los procuradores del comun suplican diciendo en 15 del mismo.»—«Que obedecen la dicha cédula como carta de su rey é señor natural, á quien Dios Nuestro Señor deje vivir y reinar por largos tiempos con acrescentamiento de mas reinos é señoríos.

«Que siempre esta villa fué leal particularmente al servicio de los reyes pasados, progenitores de S. A. de gloriosa memoria, porque dellos rescibió muy grandes mercedes en remuneración de los servicios á SS. AA. de los vecinos desta villa, que se fallaron mas deste pueblo que de otro alguno en conquistar á Navarra é Granada é Nápoles etc.; por lo cual tiene muy especial cuidado del servicio de S. A. en contener los daños que al bien de los reinos, que Dios dió á S. A. pueden resultar; los cuales daños son los siguientes:

«Como quiera que la república tenga tres miembros de grandes, é medianos, é bajos, si no se pone remedio é S. A. no es aconsejado de los que le desean bien, todos estos tres van en camino de perderse, porque en faltando en Castilla la corona real, que es en irse V. M., que la tenemos por infinita pérdida é mas tres maestrazgos, é el arzobispado de Toledo, que daba de comer á gran parte del reino, en los cuales estaban coligadas las esperanzas de muchos, los grandes que quedan, ido V. A. como no tengan necesidad de ir acompañados faltando V. A. no tendrán necesidad de nadie; pues faltando necesidad y sobrando conveniencia por la

falta del dinero, guardarlo hán como quien guarda pan en año caro; y esta gente, á quien se habia de dar de comer, morirá de hambre, pues todos no tienen donde comer si no se lo dan, pues, para buscarlo, non saben oficio, ni se abajarán á él por ser hombres de honra.

«Item, los oficiales, como los mas sean en la república no necesarios para la vida, sino para el atavio de la corte de V. A., y estos oficios son los mas cabdalosos, pues, faltando estos, faltará el trueco, el cual cesandoserá la mas miserable tierra é mas pobre esta de cuantas oviese en el mundo; y esta gente por el consiguiente estará muy necesitada, en especial viniendo sobre tantas necesidades del reino é haber sacado tanto dinero del que se conoce notoriamente en la falta del dinero que en él hay, y en los gemidos de los labradores, que son pies de la república y los vemos dejarretados.

«Item, los caballeros, é hidalgos, é hombres de bien, que son los nervios con que la república se sustenta, no teniendo quien les dé de comer, ni quien muestre tener necesidad dellos, tenemos muy gran miedo que pierdan el amor, el cual es el que hace morir los buenos por el rey é por su república, y se convierta en desamor ó desesperacion, para que como cuerpo que rabia coma á los otros miembros, de lo cual pueden resultar hurtos é robos, é muertes, é otros insultos á la república, é alteracion en las cibdades, impetu en los ánimos, no seguros los caminos, ni tratos, ni ferias, y otras cosas, que destruyen la república.

«Item, vanse á perder las costumbres buenas destos reinos; que las puertas de los oficios solian ser letras, fama, consciencia, autoridad de personas, servicios á la corona real, y vemos que algunos, no siendo V. A. dello sabedor, se venden é compran por algunos malos vecinos deste reino é otras personas, que no siguen el servicio de V. A.; de manera que viene ya la cosa á que nadie procure virtud, sino dinero, y los virtuosos en él encojen é los viciosos se entrometen.

«Estos son los males que consumen la república dentro de sí, é los de fuera son muy peligrosos é muy en la mano; que, ido V. A., cuya presencia á los niños suele dar ánimo de leones, faltando dinero en el reino, estando la gente desesperada é necesitada, se puede temer que no vengan los infieles, nuestros vecinos tan cercanos, é que de dentro los tenemos como ladrones de casa en esos reinos de Granada é de Valencia, para que Dios permita por las grandes ofensas, que de lo ya dicho se esperan que se le harán en estos reinos, sea tercera vez perdida España, como se perdió en tiempos pasados, estando en ella rey é dinero, lo cual plegue á Dios que en los tiempos de V. A. tan solamente no seamos destruidos dellos, mas ellos lo sean de nosotros, como, remediándose esto, terníamos esperanza en Dios é en V. A.; pues, estando V. A. en estos reinos mas ricos que ahora, é V. A. presente, exhortado por nuestro muy Santo Padre juntamente con los otros reyes, convocó sus grandes en la villa de Valladolid para el remedio de tan gran calamidad como se esperaba de la venida del turco; pues V. A. y toda nuestra

religion cristiana se temieron que fuéramos nosotros como ovejas sin pastor y sin tino. Y pues V. A. manifiesta en su carta, como es la verdad, que España es la llave é amparo de todos sus estados por su gran potencia é lealtad; suplicamos á V. A. por servicio de Dios la ponga en buen recabdo, pues que, una vez que se perdió, tardó ochocientos años en acabarse de hallar con mucho sudor de los antecesores de gloriosa memoria de V. A. y sangre de nuestros padres y nuestra.

«Dejamos de decir lo que se espera cada dia de los franceses en España, é no creemos que gentes que tantas veces hemos resistido, non los pudiésemos resistir.

«Considerando todo esto é otras muchas mas cosas que el claro entendimiento de V. A. de aqui puede inferir, para dar cuenta destos sus reinos como leales servidores, nos pareció é parece que no seguiria gran detrimento de otorgar cualquier nueva imposicion ó servicio, é deslealtad de nosotros á V. A. Pues por la pobreza destos reinos é ausencia de V. A. se esperan todos estos daños, no nos parece buen remedio empobrecellos mas é quedar desesperados de la vuelta de V. A. para tan largos tiempos, pues, á venir V. A. antes, vida é hacienda daríamos con entera voluntad de buenos servidores. Pues para lo demas, que V. A. dice que quiere producir en estas órtes, enteró poder hemos enviado; y, si V. A. recibe la verdad que le decimos, conocerá el señalado servicio que le hacemos.»

(Pruebas para ilustrar la Historia de las Comunidades de Castilla. Manuscrito de la Academia de la Historia.)

APÉNDICE NÚM. IV.

Carta de Medina del Campo á Valladolid.

«Despues que no hemos visto vuestras letras, ni vosotros, señores, habeis visto las nuestras, han pasado por esta desdichada villa tantas y tan grandes cosas, que no sabemos por do comenzar á contarlas. Porque gracias á Nuestro Señor, aunque tuvimos corazonas para sufrirlas, pero no tenemos lenguas para decirlas. Muchas cosas desastradas leemos haber acontecido en tierras estrañas, muchas hemos visto en nuestras tierras propias; pero semejante cosa como la que aqui ha acontecido á la desdichada Medina, ni los pasados ni los presentes la vieron acontecer en toda España. Porque otros casos que acaecieron no son tan graves que no se puedan remediar; pero este daño es tan horrendo que aun no se

puede decir. Hacemos saber á VS. MS. que ayer martes, que se contaron veinte y uno, vino Antonio de Fonseca á esta villa con dozientos escopeteros y ochocientas lanzas, todos á punto de guerra. Y cierto no madrugaba mas don Rodrigo contra los moros de Granada, que madrugó Antonio de Fonseca contra los cristianos de Medina. Ya que estaba á las puertas de la villa dijonos que él era el capitan general y que venia por la artilleria. Y, como á nosotros no nos constase que él fuese capitan general de Castilla, y fuésemos ciertos que la queria para ir contra Segovia, pusimosnos en defensa della. De manera que, no pudiendo concertarnos por palabras, hubimos de averiguar la cosa por armas. Antonio de Fonseca y los suyos desque vieron que los sobrepujábamos en fuerza de armas, acordaron de poner fuego á nuestras casas y haciendas, porque pensaron que, lo que ganábamos por esforzados, perderíamos por codiciosos. Por cierto, señores, el hierro de nuestros enemigos en un mismo punto heria en nuestras carnes, y por otra parte el fuego quemaba nuestras haciendas. Y sobre todo veíamos delante nuestros ojos que los soldados despojaban á nuestras mugeres y hijos. Y de todo esto no teníamos tanta pena como de pensar que con nuestra artilleria querian ir á destruir á la ciudad de Segovia, porque de corazones valerosos es los muchos trabajos propios tenerlos en poco y los pocos agenos tenerlos en mucho. Habrá dos meses que vino aqui don Alonso de Fonseca, obispo de Burgos, hermano de Antonio de Fonseca, á pedirnos la artilleria, y agora venia el hermano á llevarla por la fuerza. Pero damos gracias á Dios, y al buen esfuerzo de este pueblo, que el uno fué corrido, y al otro enviamos vencido. No os maravilleis, señores, de lo que decimos; pero maravillaos de lo que dejamos de decir. Ya tenemos los cuerpos fatigados de las armas, las casas todas quemadas, las haciendas todas robadas, los hijos y las mugeres sin tener de abrigarlos, los templos de Dios hechos polvos; y sobre todo tenemos nuestros corazones tan turbados que pensamos tornarnos locos. Y esto no por mas de pensar si fueron solos pecados de Fonseca, ó si fueron tristes hados de Medina, porque fuese la desdichada Medina quemada. No podemos pensar nosotros que Antonio de Fonseca y la gente que traia buscasen solamente la artilleria; que, si esto fuera, no era posible que ochocientas lanzas y quinientos soldados no dejaran, como dejaron de pelear en las plazas, y se metieran á robar nuestras casas, porque muy poco se dieron de la pólvora y tiros á la hora que se vieron de fardeles apoderados. El daño que en la triste de Medina ha hecho el fuego, conviene á saber, el oro, la plata, los brocados, las sedas, las joyas, las perlas, las tapicerias y riquezas que han quemado, no hay lengua que lo pueda decir, ni pluma que lo pueda escribir, ni hay corazon que lo pueda pensar, ni hay seso que lo pueda tasar, ni hay ojos que sin lágrimas lo puedan mirar; porque no menos daño hicieron estos tiranos en quemar á la desdichada Medina, que hicieron los griegos en quemar la poderosa Troya. Halláronse en esta romeria Antonio de Fonseca, el alcalde Ronquillo, don Rodrigo

de Mexia, Joannes de Avila y Gutierre Quijada, los cuales todos usaron de mayor crueldad con Medina que no usaron los bárbaros con Roma. Porque aquellos no tocaron en los templos, y estos quemaron los templos y monasterios. Entre las cosas que quemaron estos tiranos fué el monasterio del señor San Francisco, en el cual se quemó de toda la sacristia infinito tesoro, y agora los pobres frailes moran en la huerta, y salvaron el Santísimo Sacramento cabe la noria en el hueco de un olmo. De lo cual todo podeis, señores, colegir que los que á Dios echan de su casa, mal dejarán á ninguno en la suya. Es no pequeña lástima decirlo, y sin comparacion es muy mayor verlo, conviene á saber, á las pobres viudas y á los tristes huérfanos y á las delicadas doncellas, como antes se mantenian de sus proprias manos en sus casas proprias, agora son constreñidas á entrar por puertas ajenas. De manera que por haber Fonseca quemado sus haciendas, de necesidad pondrán otro fuego á sus famas. Nuestro Señor guarde sus muy magnificas personas. De la desdichada Medina á veinte y dos de agosto, año de mil y quinientos y veinte.»

Sandoval inserta esta carta en el lib. VI. pág. 257 á 258.—Lopez Osorio, en el lib. II. cap. 26 de su *Historia inédita de Medina del Campo*.—SANGRADOR en su *Historia de Valladolid*, 1849.—TERNAUX la traduce íntegra en el texto de su *Crónica castellana*, titulada *Los Comuneros*, cap. VII, pág. 133 á 137.

Carta de Segovia á Medina del Campo.

«Ayer jueves que se contaron 23 del presente mes de Agosto, supimos lo que no quisiéramos saber y oímos lo que no quisiéramos oír; conviene á saber, que Antonio de Fonseca ha quemado toda esa muy leal villa de Medina, y tambien sabemos que no fué otra la ocasion de su quema, sino porque no quiso dar el artillería para destruir á Segovia. Dios Nuestro Señor nos sea testigo, que si quemaron desa villa las casas, á nosotros abrasaron las entrañas, y que quisiéramos mas perder las vidas, que no que se perdieran tantas haciendas. Pero tened, señores, por cierto que, pues Medina se perdió por Segovia, ó de Segovia no quedará memoria, ó Segovia vengará la su injuria á Medina. Hemos sido informados que peleastes contra Fonseca, no como mercaderes, sino como capitanes; no como desapercibidos, sino como desafiados; no como hombres flacos, sino como leones fuertes. Y, pues sois hombres cuerdos, dad gracias á Dios de la quema, pues fué ocasion de alcanzar tanta victoria. Porque sin comparacion habeis de tener en mas la fama que ganastes, que la hacienda que perdistes. Nosotros conocemos que, segun el daño que por nosotros, señores, habeis recibido, muy pocas fuerzas hay en nosotros para satisfacerlo. Pero desde aqui decimos, y á la ley de cristianos juramos, y por esta escritura prometemos, que todos nosotros por cada uno de vose-

tros, porñemos las haciendas é aventuraremos las vidas, y lo que menos es que todos los vecinos de Medina libremente se aprovechen de los pinares de Segovia, cortando para hacer sus casas maderas. Porque no puede ser cosa mas justa que pues Medina fué ocasion que no se destruyese con la artilleria Segovia, que Segovia dé sus pinares con que se repare Medina. Bien se pareció, señores, en lo que hicistes, no solo vuestro esfuerzo, mas aun vuestra cordura en tener como tuvistes en poco la quema, y esto no por mas de por mostraros fieles amigos y confederados de Segovia. Porque, hablando la verdad, no os pueden negar vuestros enemigos que en defenderla os mostrasteis esforzados, y en dejaros quemar poco codiciosos. Mucho os pedimos, señores, por merced se ponga gran guarda, y agora mas que nunca, en la casa de la municion y artilleria; de manera que no pueda alguno venir de fuera á hurtarla, ni menos pueda alguno de dentro entregarla, porque gran infamia seria que les entregasen traidores lo que ellos perdieron por cobardes. No poco placer hemos tomado en saber que Juan de Padilla pasó por ahí por Medina y ha tomado á Tordesillas, y se ha apoderado de la reina nuestra señora. Sed ciertos, señores, que es tan venturoso ese venturoso capitan que todo lo que amparare será amparado, y todo lo que guardare será guardado, y todo lo que emprendiere será acabado, porque acá lo vimos por experiencia; que solo del nombre de su fama, sin esperar ver su presencia, huyó el alcalde Ronquillo de Santa Maria de Nieva. Tambien hemos sabido como los señores del Consejo mandaron pregonar que toda la gente de guerra se apartase de Antonio de Fonseca, y que Antonio de Fonseca se ha ido fuera de España. Parécenos que la cosa á nuestro propósito vá bien encaminada, y que, pues estais cerca, debeis, señores, esforzar á esos señores de la Junta, porque el Consejo no mandó aquello sino de miedo, y el capitan general no huyó sino de cobarde. Ya sabeis, señores, como en los tiempos pasados la serenísima reina doña Isabel dió el condado de Chinchon á la marquesa de Moya, que se llamaba la Bobadilla, y esto no por mas sino por ser muy grande privada; y la tierra que le dió era de tiempo inmemorable tierra desta ciudad de Segovia, y, agora que vemos la nuestra, estamos determinados de cobrar lo nuestro; porque, segun nos dicen nuestros letrados, todo lo que se toma contra justicia, lícitamente se puede tomar por fuerza. Los hijos de la Bobadilla, no solo tienen y mandan á nuestra tierra, mas aun tienen en tenencia perpétua este alcázar de Segovia, que es una de las insignes fuerzas que hay en España. Y, hablando la verdad, estamos determinados, no solo de recobrar nuestra tierra, pero aun de tomarle la fortaleza. Y si en esta impresa Nuestro Señor nos dá, como esperamos que nos dará, vitoria, tendrá cobrada su tierra Segovia y lanzado su enemigo de casa. Nuestros capitanes nos han escrito como habeis, señores, tomado la villa de Alaejos, y que el alcalde en la fortaleza se defiende con ciertos soldados. Pues teneis, señores, en la demanda tanta justicia, y teneis para combatir la fortaleza poderosa artilleria, no debeis de desistir

de la imprenta. Y, si fuese necesario, nosotros enviaremos mas gente al campo, y socorreremos con mas dineros, porque gran poquedad seria de Segovia, y no pequeña afrenta á Medina, que no se llegase al cabo esta tan justa guerra. A Alonso Fernandez del Espinar, que es el portador desta, dársele ha entera fé en lo que os hablare de nuestra parte y creencia. De Segovia dia y mes sobredicho. Año de mil y quinientos y veinte.»

En esta carta se mencionan cosas acaecidas con mucha posterioridad á su fecha, y por consiguiente está equivocada. Copia este documento SANDOVAL en el lib. V. pág. 253 y 255. COLMENARES no lo cita en su *Historia de Segovia*, por su anhelo de sincerar á su ciudad de la nota de comunera. De que lo conocia no nos cabe la mas remota duda. Ademas de verlo en Sandoval pudo tenerlo á la vista en la *Historia de Medina del Campo* de Lopez Osorio, pues en el precioso manuscrito que existe de ella en la Academia de la Historia y á la cabeza de la obra se lee lo que sigue.—«Esta historia de Sarabis compuesta por Juan Lopez Osorio, compré en Madrid en la almoneda y librería de Gerónimo de Courbes, librero, «en 8 de agosto de 1634.—El licenciado Diego de Colmenares.»—Al pie de la misma página hay esta otra nota. «Este libro compré á don Sebastian Zambrana Villalobos, caballero de la orden de Calatrava, en seis doblas; y es barato; vale cincuenta.—El licenciado Estuñiga.»

Carta de los capitanes Juan de Padilla, Juan Bravo, y Juan Zapata, á los ilustres y muy magníficos señores los señores de la Junta del reino en la muy noble ciudad de Avila.

«Ilustres y muy magníficos señores: Hoy jueves por la mañana rescobi una letra de vuestra señoría en que nos escriben que les parece que es bien acordado caminar con estos ejércitos para Medina del Campo y dejar la ida á Hontiveros, y por poner en obra el parecer de vuestra señoría tomamos luego al punto el camino é venimos á este lugar de Martín Muñoz de las Posadas, donde pensamos reposar muy poco é tomar con la mayor brevedad que podamos el camino de Medina. E la cabsa porque torcimos algo el camino é tratamos venir por aqui, es porque si hobiéramos de pasar, como era forzado que pasáramos, por lierras de Fonseca habiendo de ir por el otro camino, fuera cosa imposible escusar que nuestra gente non saqueara y quemara aquellos lugares; y como esto sea cosa de grande importancia é nos parezca muy apartado de nuestro fin emplear nuestros sudores en saquear las aldeas, tovimos por mejor rodear algun poco que no desmandarnos á tan poca presa; que aun quando esto se hobiese de facer, lo cual Dios no quiera, nin se ha de facer sin abtoridad de vuestra señoría, nin nos hemos de emplear en tan pocas cosas, nin tampoco abatimos tanto nuestros pensamientos de facer que paguen los justos humildes, por los

pecadores tiranos, soberbios y crueles. La órden de las cosas demanda que primero se procure al remedio de los daños rescebidos y despues se castigue el dañador: y no que digan nuestros amigos que buscamos la venganza de sus daños con nuestro provecho. Esto creemos que parecerá bien á vuestra señoría, porque donde tanta prudencia esta no se ha de creer que les parezca bien sino lo que fuere fundado sobre justicia y razon. Y pues Dios nos ayuda á justificar nuestra cabsa y los contrarios á empeorar y ennegrecer de cada dia mas la soya, justo es que lo conozcamos. De lo pasado no hay mas que decir despues que á vuestra señoría escrebimos, en lo porvenir siempre avisaremos de lo que subcediere. Nuestro viage ha de ser, mediante Dios, de aqui para Medina, dejando á Arévalo una legua á mano derecha, donde creemos que al presente están Fonseca y Ronquillo con su gente. Suplicáramos á vuestra señoría toviere cargo de escrebir á sus cibdades que brevemente fagan la gente mayormente de á caballo, que esperamos que han de facer, sino esperásemos que se lo tienen muy á cargo; porque todo el bien de los negocios entendidos está en darlos buen principio, y á tener nosotros competente número de gente de á caballo sola nuestra fama los desbarataria, que si en algo se esfuerzan, non es por las vitorias que de nosotros han habido, á Dios sea la gloria de ello, sino por el poco número de gente de á caballo que saben que tenemos; y si mas fuerza queremos, toda es para emplearla en excusar el pais con el mandamiento de vuestra señoría. Prospero Nuestro Señor el muy magnífico estado de vuestra señoría.—
Martín Muñoz de las Posadas 26 de agosto de 1520.»

Manuscritos de la Academia de la Historia.

APÉNDICE NÚM. V.

Carta de Toledo á las demas ciudades invitándolas á reunirse en junta.

«Muy magníficos señores: Pues nuestra gente de guerra ha ya pasado allende los puertos, y está en su tierra, no es necesario decir como la enviamos para socorrer á la ciudad de Segovia. Y á la verdad, aunque el socorro no fué mayor de lo que merecian aquellos señores, todavia fué mas de lo que pensaban sus enemigos. No dudamos, señores, que en las voluntades acá y alla seamos todos unos; pero las distancias de las tierras nos hacen no tener comunicacion las personas; de lo cual se sigue no poco daño para la empresa que hemos tomado de remediar el reino, porque nego-

cios muy árdus tarde se concluyen tratándose por largos caminos. Muchas veces y por muchas letras, os hemos, señores, escrito, y pensamos que tenéis conocida la santa intencion que tiene Toledo en este caso. Pero, esto no obstante, querriamos mucho que personalmente oyédes de nuestras personas lo que habeis visto por nuestras letras. Porque hablando la verdad, nunca es acepto el servicio hasta que se conozca la voluntad con que es hecho. Los negocios del reino se van cada dia mas enconando, y nuestros enemigos se van apercibiendo. En este caso será nuestro parecer, que con toda brevedad se pusiesen todos en armas. Lo uno para castigar los tiranos; lo otro, para que estemos seguros. Y sobre todo es necesario que nos juntemos todos para dar orden en lo mal ordenado de estos reinos, porque tantos y tan sustanciosos negocios, justo es que se determinen por muchos y muy maduros consejos. Bien sabemos, señores, que ahora nos lastiman muchos con las lenguas, y despues nos infamarán muchos con las péñolas en sus historias, diciendo, que solo la ciudad de Toledo ha sido causa de este levantamiento; y que sus procuradores alborotaron las córtes de Santiago. Pero entre ellos y nosotros á Dios Nuestro Señor ponemos por testigo, y por juez de la intencion que tuvimos en este caso. *Porque nuestro fin no fué alzar la obediencia al rey nuestro señor, sino reprimir á Xeures y á sus consortes la tiranía; que segun ellos trataban la generosidad de España, mas nos tenian ellos por sus esclavos, que no el rey por sus súbditos. No penséis, señores, que nosotros somos solos en este escándalo, que hablando la verdad, muchos prelados principales y caballeros generosos, á los cuales no solo les place de lo que está hecho, pero aun les pesa porque no se lleva á cabo: y segun hemos conocido dellos, ellos harian otras peores cosas, sino fuese mas por no perder las haciendas, que por no aventurar las conciencias. Asi para lo que se ha hecho como para lo que se entiende hacer, deberia, señores, bastar para justificacion nuestra, que no os pedimos, señores, dineros para seguir la guerra, sino que os enviamos á pedir buen consejo para buscar la paz. Porque de buena razon el hombre que menosprecia el parecer propio, y de su voluntad se abraza con el parecer ageno, no puede ninguno argüirle de pecado. Pedimos os señores por merced que vista la presente letra, luego sin mas dilacion enviéis vuestros procuradores á la Santa Junta de Avila: y sed ciertos, que segun la cosa está enconada, tanta cuanta mas dilacion pusieréis en la ida, tanto mas acrecentareis en el daño de España. Porque no es de hombres cuerdos al tiempo que tienen concluido el negocio, que entonces empiecen á pedir consejo. Hablando mas en particular, habeis, señores, de enviar á la junta tales personas, y con tales poderes, que si les pareciere puedan con nuestros enemigos hacer apuntamiento de la paz, y sino desañalles con la guerra. Porque segun decian los antiguos, jamás de los tiranos se alcanzará la deseada paz, sino fuere acosándolos con la enojosa guerra. No pongais, señores, excusa diciendo, que en los reinos de España las semejantes congregaciones, y juntas son por los fueros reprobadas,*

porque en aquella Santa Junta no se ha de tratar sino el servicio de Dios. *Lo primero, la fidelidad del rey nuestro señor. Lo segundo, la paz del reino. Lo tercero, el remedio del patrimonio real. Lo cuarto, los agravios hechos á los naturales. Lo quinto, los desafueros que han hecho los estrangeros. Lo sexto, las tiranias que han inventado algunos de los nuestros. Lo séptimo las imposiciones y cargas intolerables que han padecido estos reinos.* De manera, que para destruir estos siete pecados de España, se inventasen siete remedios en aquella Santa Junta, parecenos señores, y creemos, que lo mismo os parecerá, pues sois cuerdos. Que todas estas cosas tratando, y en todas ellas muy cumplido remedio poniendo, *no podrán decir nuestros enemigos que nos amotinamos con la Junta, sino que somos otros Brutos de Roma redentores de su patria.* De manera, que de donde pensaron los malos condenarnos por traidores, de allí sacaremos renombre de inmortales para los siglos venideros. No dudamos, señores, sino que os maravillareis vosotros, y se escandalizarán muchos en España de ver juntar Junta, que es una novedad nueva. Pero pues sois, señores, sábios, sabed distinguir los tiempos, considerando que el mucho fruto que de esta Santa Junta se espera, os ha de hacer tener en poco la murmuracion que por ella se sufre. Porque regla general es, que toda buena obra siempre de los malos se recibe de una guisa. Presupuesto esto, que en lo que está por venir todos los negocios nos sucediesen al revés de nuestros pensamientos, conviene á saber, que peligrasen nuestras personas, derrocasen nuestras casas, nos tomasen nuestras haciendas, y al fin perdiésemos todos las vidas; en tal caso diremos, que el desfavor es favor, el peligro es seguridad, el robo es riqueza, el destierro es gloria, el perder es ganar, la persecucion es corona, el morir es vivir. *Porque no hay muerte tan gloriosa como morir el hombre en defensa de su república.* Hemos querido, señores, escribiros esta carta para que veais cual es nuestro fin al hacer esta Santa Junta, y los que tuvieren temor de aventurar sus personas, y los que tuvieren sospecha de perder sus haciendas, ni curen de seguir esta impresa, ni menos de venir á la junta. *Porque siendo como son estos actos heroicos, no se pueden emprender sino por corazones muy altos.* No mas sino que á los mensageros que llevan esta letra, en fé de ella se les dé entera creencia. De Toledo año de mil quinientos y veinte. »

En el lib. VI, pág. 265 á 267 copia Sandoval este documento, salpicado de muy elevadas ideas como todos los que se refieren á la época y á la parcialidad de las comunidades de Castilla.

APÉNDICE NÚM. VI.

Carta del cardenal y los del consejo á Carlos V, sobre la situación del reino

«Sacra Cesarea Católica Real Magestad. Despues que vuestra Magestad partió de estos sus reinos de España, no habemos visto letra suya, ni sabido de su real persona cosa cierta, mas de cuanto una nao que vino de Flandes á Vizcaya dijo, como oyó decir, que sábado vispera de la Pascua de Pentecostes habia vuestra Magestad aportado á Inglaterra. Lo cual plega á Dios nuestro Señor así sea, porque ninguna cosa nos puede dar al presente igual alegría, como saber que fué próspera la navegacion de la armada. Han sucedido tantos, y tan graves escándalos en todos estos Reinos, que nosotros estamos escandalizados de verlos, y vuestra Magestad será muy deservido de oirlos. Porque en tan breve tiempo, y en tan generoso Reyno, parecerá fábula contar lo que ha pasado. Dios sabe quanto nosotros quisiéramos enviar á vuestra Magestad otras mejores nuevas de acá de su España. Pero pues nosotros no somos en culpa, libremente diremos lo que acá pasa. Lo uno para que sepa en cuanto trabajo, y peligro está el Reyno: y lo otro para que vuestra Magestad piense el remedio como fuere servido. Porque han venido las cosas en tal estado, que no solamente no nos dejan administrar justicia, pero aun cada hora esperamos ser justiciados. Comenzando á contar de lo mucho poco, sepa vuestra Magestad, que en embarcándose, que se embarcó despues de las Cortes de Santiago, luego se encastilló la ciudad de Toledo, en que tomó la fortaleza, alanzó la justicia; apoderóse de las iglesias, cerraron las puertas, proveyóse de vituallas. Don Pedro Laso no cumplió su destierro. Fernando de Avalos cada dia está mas obstinado. Han hecho un grueso ejército, y Juan de Padilla, ha salido con él en campo. Finalmente la ciudad de Toledo está todavía con su pertinacia, y ha sido ocasion de alzarse contra justicia toda Castilla. La ciudad de Segovia, á un Regidor que fué por Procurador de Cortes de la Coruña, el dia que entró en la ciudad le pusieron en la horca: y esto no porque él habia á ellos ofendido, sino porque otorgó á vuestra Magestad el servicio. Porque ya á los que están rebelados llaman fieles, y á los que nos obedecen llaman traidores. Enviamos á castigar el escándalo á Segovia con el Alcalde Ronquillo, al cual no solo no quisieron obe-

decer, mas aun, si lo tomaran, lo querian aborcar. Y como por nuestro mandato pusiese guarnicion en Santa Maria de Nieva, cinco leguas de Segovia, luego Toledo envió contra él su Capitan Juan de Padilla: de manera que se retiró el Alcalde Ronquillo, Segovia se escapó sin castigo, y se quedó alli el Capitan de Toledo. Porque dicen aquellas ciudades rebeldes, que no los hemos nosotros de castigar á ellos como rebeldes, sino que ellos han de castigar á nosotros como á tiranos. Los Procuradores del Reyno se han juntado todos en la ciudad de Avila, y alli hacen una junta en la cual entran Seglares, Eclesiásticos y Religiosos, y han tomado apellido y voz de querer reformar la justicia que está perdida, y redimir la República que está tiranizada. Y para esto han ocupado las rentas Reales, para que no nos acudan, y han mandado á todas las ciudades que no nos obedezcan. Visto que se iban apoderando del Reyno los de la Junta, acordamos de enviar al Obispo de Burgos á Medina del Campo por el artillería, diciendo que la diesen luego, pues los Reyes de España la tenian alli en guarda. Pero jamás la quisieron dar, ni por ruegos que les hicimos, ni por mercedes que les prometimos, ni por temores que les pusimos, ni por rogadores que les echamos. Y al fin lo peor que hicieron fué, quel artillería que no nos quisieran dar á nosotros por ruego, después la dieron contra nosotros á Juan de Padilla de grado. Habido nuestro Consejo sobre que ya no solo no nos querian obedecer, pero tomaban armas en las manos para nos ofender, determinóse quel Capitan general, que dejó vuestra Magestad, Antonio de Fonseca, tomada la gente que tenia el Alcalde Ronquillo, saliese con ella en campo, porque los fieles servidores tomasen esfuerzo, y los enemigos hubiesen temor. Lo primero apoderóse de la villa de Arévalo, y de alli fuese á Medina del Campo, á fin de rogarles que le diesen el artillería, y sino que se la tomaria por fuerza. Y como él perseverase en pedirla, y ellos fuesen pertinaces en no darla, comenzaron á pelear los unos con los otros. Y al cabo fué á Fonseca tan contraria la fortuna, que Medina quedó toda quemada, y él se retiró sin el artillería, y deste pesar se es ido huyendo fuera de España. Sino ha sido aqui en Valladolid, no ha habido lugar do pudiésemos estar seguros, porque la villa nos habia asegurado. Pero la noche que supieron haberse quemado Medina, luego se rebeló, y puso en armas la villa: de manera que algunos de nosotros huyeron y otros se escondieron. Y si algunos permanecieron mas es porque los aseguran algunos particulares amigos que tienen en la Junta por ser del Consejo y ministros de justicia. El Capitan de Toledo Juan de Padilla, viendo que ya no tenia resistencia, tomando la gente de Segovia y Avila se vino á Medina. Tomó consigo el artillería y fuese á Tordesillas, y echó de alli al Marqués de Denia, y apoderóse de la Reyna Doña Juana nuestra Señora, y de la Serenisima Infanta Doña Catalina. Y esto hecho luego se pasó á Tordesillas la Junta que estaba en Avila. De manera que vuestra Magestad tiene contra su servicio Comunidad levantada, y á su Real justicia huida, á su hermana presa y á su madre de-

usitada. Y hasta agora no vimos alguno, que por su servicio tome una lanza. Burgos, Leon, Madrid, Murcia, Soria, Salamanca, sepa vuestra Magestad que todas estas ciudades son en la misma empresa, y son en dicho y hecho en la rebeldia: porque allá están rebeladas las ciudades contra la justicia, y tienen acá los Procuradores en la Junta. Que queramos poner remedio en todos estos daños, nosotros por ninguna manera somos poderosos. Porque si queremos atajarlos por justicia no somos obedecidos: si queremos por maña y ruego no somos creídos: si queremos por fuerza de armas, no tenemos gente, ni dineros. *De tantos y tan grandes escándalos quienes hayan sido los que los han causado, y los que de hecho los han levantado, no queremos nosotros decirlo, sino que lo juzgue aquel que es juez verdadero. Pero en este caso suplicamos á vuestra Magestad tome mejor consejo para poner remedio, que no damos para excusar el daño. Porque si las cosas se gobernarán conforme á la condicion del Reino, no estaria como hoy está en tanto peligro.* Nosotros no tenemos facultad de innovar alguna cosa, hasta que hayamos desta letra respuesta. Por esto vuestra Magestad con toda brevedad provea lo que fuere servido, habiendo respeto á que hay mayor daño, allende lo que aqui habemos escrito, porque temiendo vuestra Magestad á España alterada, no podrá estar Italia mucho tiempo segura. Sacra Cesarea Católica Magestad, nuestro Señor la vida de vuestra Magestad guarde, y su Real Estado por muchos años prospere. De Valladolid á 12 de Setiembre de 1520.»

La trae SANDOVAL, lib. VI, pag. 270 á 272.

APENDICE NÚM. VII.

Carta de la Junta á la comunidad de Valladolid sobre haberse armado los nobles.

«Muy magníficos señores: Aqui se tomó un correo del Señor Conde de Benavente con esas cartas que á Vs. Ms. enviamos, y aunque las que escribimos segun tan bien escritas y enderezadas al fin que todos tenemos, no nos pareció que era razon dejallas pasar sin que Vs. Ms. lo supiesen, pues el Señor Conde de Benavente está tambien en las cosas de esa muy noble villa, y Vs. Ms. sois personas que tenéis del tanta confianza, podeis saber las cabsas que le mueven á que se junten los grandes; porque, si es por lo de Buellas, basta estar juntos todos los procuradores del reino, y por que los señores capitanes de nuestro ejército nos escribieron el otro dia que el señor conde de Benavente les habia escripto sobre lo de Buellas, y les respondimos lo que Vs. Ms. vieron por un

traslado de un capítulo que en esto hablaba, el cual les enviamos. Y queriendo nosotros tomar el trabajo de remediar todas las cosas del reino, no hay necesidad que los grandes se junten para ello, pues que el tiempo que lo debieron hacer no lo pusieron por obra, mas por su interés particular y acrecentamiento de sus estados permitieron que se hiciesen en este reino cosas contra toda justicia é razón. Y porque tenemos por materia muy peligrosa é muy perjudicial para los grandes juntar gente ni hacer ningun movimiento, quisimos avisar de ello á Vs. Ms., pues el que lo comienza lo tenets por tan cierto en los negocios en que todos estamos. Y aunque la causa por que lo hacen fuese la mas justa del mundo, no bastaria, para que los pueblos y comunidades perdiesen sospecha que aquello se hacia en su perjuicio, ninguna diligencia de las que nosotros pudiésemos hacer, y seria causa que los desasosiegos nunca cesasen y que la intencion que tenemos, que es sostener á cada uno en lo que le tocasse non la pudiésemos poner en obra, ni fuese en nuestra mano pacificar el reino. Vs. Ms. nos escriban su parecer, pues lo que nosotros sentimos es esto. Nuestro Señor las muy magnificas personas de Vs. Ms. guarde y prospere.—Por mandado de la Junta.—Escribanos Juan de Malenda.—Antonio Reales.»

Manuscritos de la Academia de la Historia.

APENDICE NÚM. VIII.

Sobre la época en que Sandoval escribió la historia de Carlos V.

No escribia fray Prudencio de Sandoval la historia, que le ha dado mas renombre, en tiempo del vencedor Carlos, segun el señor Galiano supone equivocadamente. Con este motivo diremos todo lo que hemos averiguado de la vida y los escritos de aquel obispo de Pamplona. A imitacion de *Dion Casio* y otros graves escritores se cree Sandoval obligado á decir algo de su propia persona y de sus ascendientes. Lo fueron Fernan Gutierrez de Sandoval, que casó con Catalina Vazquez de Viñandrande de la casa del conde de Rivadeo, y fué veinticuatro de Sevilla, por merced de don Juan II, y alcalde mayor del rey entre moros y cristianos. Este y su hijo se arruinaron y dieron en un hospital de resultas de haberse juntado en rebeldía al conde de Castro. Aunque pasado algun tiempo volvieron á Valladolid los hijos y nietos de Fernan Gutierrez no fué con la hacienda que solian tener antes, de manera que pudieran resistir un caso adverso de fortuna. Experimentólo grande

Francisco Rodríguez de Sandoval, nieto de Fernán Gutierre y abuelo materno de fray Prudencio, por no haber querido seguir en 1520 la causa de las comunidades. Huido de Valladolid con su familia permaneció en el priorato de Santa María de Duero mientras duraron aquellas alteraciones. Vuelto Carlos V á España le dió memoriales de lo que, por serle leal, había perdido; pero no se le hizo la satisfacción que según justicia merecía. Consoláronse él y sus hijos, que, si perdieron hacienda, les quedó la nobleza tan conocida y antigua con la honra de su lealtad que es la que no tiene precio (aunque cuando falta hacienda todo se oscurece), y con ella los terrones y otros borrones lucen más que estrellas del firmamento.—SANDOVAL, *Historia de Carlos V*, lib. VI, pág. 261.

De Sandoval habla DON GREGORIO FERNÁNDEZ PÉREZ en su *Historia de la iglesia y obispos de Pamplona*, impresa en Madrid en 1820. Con lo que hizo mientras tuvo aquella mitra llena en el tomo III, lib. XI desde la pág. 55 á la 81, sin mas noticias acerca de lo que vamos inquiriendo que las que designan la orden religiosa de que fué individuo, la fecha de su nombramiento para la silla episcopal de Pamplona y el día de su muerte.

Nuestro deseo lo satisface del todo el padre maestro FRAY GREGORIO DE ARGAIZ, en su obra, impresa en Madrid en 1675 con el título siguiente: *La soledad laureada por San Benito y sus hijos en las iglesias de España, y teatro monástico de la provincia Tarraconense*. Trata de Sandoval en el tomo II, cap. 34, fol. 291, y desde el principio se conoce que lo hace con buenos datos, según suena en este período. «Fué pues, de la ciudad de Valladolid: allí nació, como él «lo escribió en el libro del asiento de los monges del archivo de Nájera, de donde sacaré lo que dijere.» Tuvo Sandoval por padre á don Fernando Tovar, señor de Villamartin, y á doña María de Sandoval por madre, de quien tomó el apellido. A los trece años tomó el hábito de la orden de San Benito en el monasterio de San Andrés de Espinareda, situado en el Vierzo: lo dejó en breve á causa de engañarle un donado. Despues se arrepintió de su ligereza y volvió á tomarlo en Santa María la Real de Nájera: el año, mes y día constaban de su puño y letra en el libro de las gradas de aquel monasterio; libro que Argaiz tuvo á la vista. Allí se leía esta nota. —«Yo, fray Prudencio de Sandoval, recibí el hábito de nuestro «glorioso padre San Benito en este monasterio de Santa María la «Real de Nájera, sábado en 28 de abril, día de San Prudencio, á la «hora de la perezosa, año de 1569, siendo abad del dicho monasterio, y de su mano, el muy reverendo padre fray Fernando Arias. «Y firmélo de mi nombre.—Fray Prudencio de Sandoval.»

Andando el tiempo llegó á ser predicador mayor y prior de su casa. Enviáronle á vivir al desierto de San Pedro de Montes y como estuviera desocupado se dedicó al estudio de la historia. Cuando Felipe III fué á Valladolid en 1601, hizo la congregacion á fray Prudencio procurador de corte; allí logró mercedes á causa de tener deudo por parte de madre con don Francisco Gómez de Sandoval, duque de Lerma. Por entonces le dió la congregacion la abadia

de San Isidro de Dueñas: la tuvo de 1604 á 1607. Poco antes le había conferido el rey título de cronista; hízole también prior perpétuo de San Juan el Real de Naranco en Liebana, de presentación suya. En 1607 obtuvo la mitra de Tuy, de la cual tomó posesion el 25 de julio de 1608. A los tres años se le propuso para la de Badajoz y, habiéndola rehusado, se le ofreció la de Zamora; pero antes de recibirse en la corte su respuesta, aceptando esta dignidad con gusto, fué definitivamente nombrado para la de Pamplona, adonde pasó contra su voluntad por consejo del duque de Lerma, entrando en aquella ciudad el 5 de junio de 1612.—DON NICOLAS ANTONIO en su *Biblioteca Nova*, tomo II, pág. 255, conjetura que debió morir antes del 16 de marzo de 1621, porque en este día tomó posesion de la sede de Pamplona su sucesor don Francisco de Mendoza y Salamanca. FERNANDEZ PEREZ asegura con datos auténticos que fray Prudencio de Sandoval pasó de esta vida el 12 de marzo de 1620.

SANDOVAL escribió las obras siguiente:

Crónica de Alonso VII, y noticia de algunos grandes de Castilla, un tomo; Madrid 1600.

Fundaciones de monasterios de la orden de San Benito en Castilla; un tomo, Madrid 1601.

Historia de Santa Maria la Real de Nájera, inédita.

De Institutione virginum; es la nota que San Leandro envió á su hermana Santa Florentina; un tomo 1603: no consta donde fué impreso, Bivar supone hecha la impresion en Madrid, y en Valladolid don Nicolás Antonio.

Primera parte de la Historia de la vida y hechos del emperador Carlos V; Valladolid, 1604.

Segunda parte de la misma historia; Valladolid, 1606.

Antigüedad de la iglesia de Tuy, un tomo; Braga, 1610.

Antigüedad de la casa de Sandoval, un tomo.

Catalago de los obispos de Pamplona; Pamplona, 1614.

Historia de los cuatro obispos historiadores antiguos, Idacio, Isidoro, Sampiro y Pelagio, un tomo, 1615.

De los cuatro reyes don Fernando el Magno, don Sancho el II, don Alonso el VI, y doña Urraca; Pamplona, 1615.

ARGAIZ dice hablando de la *Historia de Carlos V*. «Esta es la que lleva la ventaja á todas en estimacion, con ser las demas de mucha, por la hermosura de su estilo y buena disposicion en contar las acciones y gobierno de aquel primer César Augusto de España, y segundo Constantino de la Iglesia.» Sandoval la reimprimió en Pamplona en 1615: es la edicion que figura como de 1634, por superchería de un librero, que se descubre con examinar bien la portada. Debemos esta noticia á la buena amistad de don Enrique Vedia, cuyos grandes conocimientos bibliográficos nos han sido de mucho provecho para nuestras investigaciones.

Segun las noticias antecedentes, y suponiendo que entre las dos veces que fray Prudencio de Sandoval tomó el hábito de San Benito trascurrieran cinco ó seis años, en lo que exageramos de

cierto, resultaría que era niño cuando le supone escribir el señor Galiano. No en tiempo del vencedor Carlos, ni en el de Felipe II, sino en el de Felipe III se ocupó Sandoval en escribir y en dar á luz la *Historia de la vida y hechos del emperador Carlos V*; á principios del siglo XVII, según indicamos en la introducción de nuestra *Historia de las Comunidades*.

APENDICE NUM. IX.

Acuerdo de la Junta al instalarse en Valladolid después de los desastres de Tordesillas.

«En la muy noble é muy leal villa de Valladolid á 15 días del mes de diciembre de 1520 años, los señores don Pedro Laso de la Vega é de Guzman, é don Pedro de Ayala, é el jurado Pedro Ortega, procuradores de cortes é Junta General del reino, por la muy noble cibdad de Toledo; é Gonzalo de Guzman, procurador de la cibdad de Leon; é don Juan Fajardo, procurador de la cibdad de Murcia; é Diego de Guzman é Francisco Maldonado, procuradores de Salamanca; é don Hernando de Ulloa, é Pedro de Ulloa, procuradores de Toro; é el bachiller Alonso de Guadajara é Alonso Cuellar, procuradores de Segovia; é Hernan Gonzalez de Alcocer é Juan de Olivares, procuradores de Cuenca; é Rodrigo de Esquina, procurador de Avila; é Juan Benito, procurador de Zamora; é Alonso Sarabia é Alonso de Vera, procuradores de Valladolid: Todos ellos é cada uno de ellos en nombre de las dichas eidades, como procuradores de las dichas cortes é Junta General del reino, dijeron: Que por quanto ellos é los otros procuradores, é por las dichas eidades é villas, que tienen voto en cortes, por mandado de la Reina nuestra señora vinieron de la cibdad de Avila á la villa de Tordesillas, é allí por su mandado é abtoridad habian entendido é celebrado las dichas cortes é Junta General para las cosas necesarias al servicio de SS. AA. é al bien é pro-comun é pacificacion destos sus reinos; estando en el palacio real continuando en las dichas cortes con la Reina nuestra señora é con sus secretarios, puestos por mandado de S. A. para las dichas cortes; habiendo venido á la dicha villa de Tordesillas el almirante de Castilla, é el conde de Benavente, é el conde de Haro, é el conde de Alba de Liste, é el conde de Cifuentes, é el conde de Salinas, é el conde de Oñate, é los marqueses de Denia é de Astorga, con otros muchos caballeros é personas con gran ejército de guerra é artillería con mucha gente de á pie é de á ca-

bello, los cuales todos en muy gran menesprecio é desacato é ultrage de la soberana é muy poderosa Reina nuestra señora, é de la muy esceleute infanta doña Catalina, su hija, dándose favor los unos á los otros con grande ardid, no mirando lo que los leales é buenos vasallos eran obligados á las personas de su reina é señora natural é de la dicha señora infanta, é al pueblo é casa real donde sus personas reales estaban; pospuesto el temor de Dios é en menesprecio del reino é de las dichas córtés é Junta General, é de los dichos procuradores que en ella residian en nombre de las cibdades é villas del reino, é por estorbar las dichas córtés é remedio universal del reino de los males grandes, é robos, é exorbitancias en élnas-cidas, por los dichos grandes no remediadas; á cabsa de la mala gobernacion é consejo que el Rey nuestro señor, despues que á estos reinos vino, tuve; é habian combatido é combatieron la dicha villa de Tordesillas con sus personas é artillería, é por fuerza é contra voluntad de S. A. é de la dicha villa é vecinos della é de los dichos procuradores del reino que en las dichas córtés asistian; é habian entrado, robado, saqueado, é habian hecho en ella muchos males é delitos muy feos, é les habian prendido algunos de los dichos procuradores, que se refugiaron al monasterio de Santa Clara de la dicha villa; é habian tomado de las posadas de su secretario los procesos é libros é escripturas de las dichas córtés é Junta General, á cuya causa los dichos procuradores habian salido de la dicha villa de Tordesillas, por se haber apoderado en ella de todo, todos los dichos grandes, caballeros é otras personas; é se habian venido á juntar por la villa de Medina del Campo á esta dicha de Valladolid, continuando é celebrando las dichas córtés é Junta General, é habian acordado é acordaban de la hacer en esta dicha villa y entender en todas las cosas cumplideras al servicio de SS. AA. é al bien universal destes sus reinos é al desagravio é reparo dellos por virtud de los poderes que de sus cibdades tienen é del poder é mandamiento que de la Reina nuestra señora tienen é les fué dado. Por ende dijeron que mandaban é mandaron á mí Lope de Pallares, secretario de las dichas córtés é Junta General, que hiciese este libro de acuerdo adonde se asentasen las cosas é casos que en prosecucion de las dichas córtés é Junta General del reino se hiciesen é acordasen, al cual é á los autos é acuerdos que en él fueren puestas é escriptos de mi letra ó de Juan de Mivieno é Antonio Rodríguez, secretarios en las dichas córtés é Junta General, é á las cartas mensageras, cédulas é provisiones de mandamiento, que en cualquier manera diéremos refrendadas de nosotros ó cualquier de nosotros, desde agora mandan se dé entera fé é crédito como si dellos mismos fuesen firmadas; é ansimismo á lo que hasta agora se ha despachado por cuanto todo ha sido por su acuerdo é mandado, é para todo, nos dieron poder cumplido con todas sus incidencias y dependencias. E mandaron que todo ello siga guardado, cumplido y ejecutado por las cibdades, villas é lugares de estos reinos, por cuanto todo ello cumple así al servicio de SS. AA. é acrescentamiento de la corona é patrimonio real y bien procomun destes sus

reinos, é al sosiego, é pacificacion é desagravio dellos. E mandaron que este libro esté á mucho recaudo en poder de mí el dicho Lope de Pallares, por manera que ninguna persona sepa los acuerdos dél, salvo los procuradores; é para mayor firmeza é seguridad de los dichos secretarios lo firmaron aquí de su nombre los dichos señores procuradores, y ansimismo nos mandaron é dieron poder é facultad para refrendar todas las provisiones que dellos fuesen firmadas en nombre de la Reina é Rey nuestro señor é del reino en su nombre. E mandaron que en las provisiones que refrendásemos pongamos: *Yo fu'ano, escribano de cámara de la Reina é del Rey, su hijo, nuestro señor, la fice escribir por su mandado en acuerdo de los procuradores del reino que asisten en las cortes e Junta General en su nombre.*—Siguen las firmas de los procuradores.»

Copiado del capítulo 18 de una Historia anónima y manuscrita de las Comunidades que existe en la Academia de la Historia.

APENDICE NÚM. X.

Carta del arzobispo de Granada al emperador Carlos V sobre la toma de Torrelobaton.

«S. C. C. M. Hoy 27 de Hebrero vino nueva aquí que Juan de Padilla con el ejército de los traidores tomó la Torre de Lobaton en tan pocas horas que no es de escrebir, porque era muy fuerte y de nuevo estaba muy fortalecida, así de gente como de todas las otras cosas. Hay muchas opiniones, porque no se ha escrito la manera como la tomó; yo no oso decir lo que siento; remédielo Dios, pues en todo es poderoso. Una cosa sola es muy notoria é por tal la escribo á V. M., que entretanto que los traidores fueron y estaban sobre la Torre de Lobaton, estaban en Tordesillas capitulando y contratando con el almirante don Pedro Laso y otros de la Junta: solo Dios sabe en lo que entendieron. Aviso á V. M. é tomo á Dios por testigo que si en su venida hay dilacion, ó si no viene acompañado para poder castigar, que todo se perderá en muy breve tiempo; y no se engañe V. M. con palabras de nuevos ofrecimientos de acá, porque una cosa es hablar y otra cosa es obrar; y con esto cumplo con Dios y con la fidelidad que debo á V. M.; y hago lo porque no se pueda decir que no hubo alguno de sus servidores que le desengañase.

«El obispo de Zamora, que es el fundamento de todas las traiciones de este reino, se hizo enfermo falsamente y apartóse del otro ejército con alguna gente, y como siempre anda de noche, hay

dél dos opiniones; la una que pasará al reino de Toledo á tomar las fortalezas del arzobispado y llamarse administrador; y para comer aquella renta y robar públicamente, como hasta aqui lo ha hecho, no le faltarán traidores. La otra opinion es, que pasará á estas montañas por levantarlas del todo, donde sabemos cierto que hallará harto aparejo, y podrá venir á estas partes sin mucha contradicion con los dineros de calices y cruces, que ha robado de iglesias y colegios y monasterios, y de caballeros y menores y por los caminos.

«Aviso á V. M. que la Torre de Lobaton, que agorase tomó, está tres leguas muy pequeñas de Tordesillas: podría ser por nuestros pecados que allí acaesciese algun desconcierto malo de remediar. El condestable trabaja todo lo que puede, y espera aqui al duque de Nájera, segun se dice; no sé si vendrá tarde pues aquel lugar tan fuerte se perdió en tan pocas horas. La hacienda de V. M. no sé si está á tan buen recaudo como seria menester, porque nunca los oficiales de la contaduría mayor han querido venir aqui, y como no es cosa que toca á mi oficio, no sé mas de dar este aviso. Los oficios de justicia cuasi todos se proveen en Tordesillas, porque son dos los gobernadores, y el almirante todo, y el cardenal lo mira. Personas se proveen que no convienen para el tiempo que corre. El condestable no lo puede remediar por ser los otros dos, ni menos V. M. desde allá, si no que lo deje para su breve venida, porque de otra manera seria dar gran turbacion al almirante. Torno á suplicar á V. M. se dé priesa en su venida, porque, habiendo en ella dilacion, ha de pensar de venir á conquistar de nuevo; y porque sé que esto es verdad lo repito tantas veces. Suplico á V. M. no se enoje de ello. Nuestro Señor conserve y siempre prospere la vida y muy real estado de V. M. De Burgos 27 de Febrero de 1521.»

Manuscrito de la Academia de la Historia.

APENDICE NUM. XI

Carta de don Pedro Laso de la Vega á los gobernadores antes de volver Padilla á encargarse del mando.

«Muy magníficos señores: por la mucha obligacion que tenemos al servicio de la reina é del rey nuestros señores é del bien destos reinos, nos parece que es razon de nuestra intencion desear la paz é sosiego é procurarla con todas nuestras fuerzas; la cual ha muchos dias que la habria con gran beneficio de la república, si por vuestra parte no se hubiera estorbado. E como quiera que para conseguir este efeto ya de parte de la reina nuestra señora é nuestra habeis sido muchas veces requeridos que os reduz-

cais al servicio de S. A. é á la obediencia é fidelidad que debeis y sois obligados á tener é guardar, é señaladamente que dejeis en su libertad á la real persona de S. A. y de la ilustrísima infanta, que contra su voluntad teneis oprimidas; teniendo tan poco cuidado de su vida y salud, siendo señora soberana y propietaria de estos reinos; é cometiendo así en esa villa de Tordesillas como en otras partes muchos escesos, de los cuales habeis de dar estrecha cuenta, y fasta agora no habeis querido venir en ello, nos maravillamos; é no embargante lo susodicho é las alteraciones é cosas pasadas, que por nuestra cabsa en estos reinos se han seguido, *por el deseo que tenemos de ver los reinos en aquella paz que tuvieron en tiempos de los reyes católicos de gloriosa memoria*, por vos mas vencer é por última justificacion é cumplimiento, é ante Dios y el mundo de parte de SS. AA., ansimismo habemos acordado escribiros la presente, por la cual os requerimos que sin poner escusa ni dilacion alguna, luego vengais al servicio de SS. AA., dejando la persona de la reina nuestra señora é de la ilustrísima señora infanta en la libertad que á su estado real pertenece conforme á la antigua lealtad y fidelidad de vuestros antepasados, y á la que debeis é sois obligados á la tener y guardar á vuestros reyes é señores naturales; é depongais las armas é quiteis toda manera de escándalo é alteracion é derrameis cualquiera gente de á pie é de á caballo que tengais, é no acojais ni recibais en vuestras tierras y villas ningunas personas que hayan estado ó estén en deservicio de SS. AA. é contra el bien comun destos reinos, ni les deis favor ni ayuda ninguna como á turbadores de la paz é sosiego destos reinos é como perpetradores de grandes delitos, como son los que en esa villa se han cometido, en deservicio é desacato de la persona real con protestaion que, si así no lo hiciéredes, la reina é rey, nuestros señores, é el reino en su nombre, vos mandarán hacer guerra como contra delincuentes, é desleales é desobedientes á su servicio é mandamientos, por manera que á vosotros sea castigo é á otros ejemplo de cometer semejantes delitos. Nuestro Señor etc.»

Copiado del cap. 19 de la Historia inédita y anónima de las Comunidades, que existe en la Academia de la Historia.

APÉNDICE NÚM. XII.

Sobre la ninguna fé que merece el historiador Dunham cuando habla de los comuneros.

Al levantamiento de las comunidades da el doctor Dunham tanta importancia que en su historia de España dedica cuarenta páginas al reinado de Carlos V. y veinte y ocho de ellas ocupa la relacion de aquellas alteraciones. En esta parte vale poquísimo su his-

toria, y da muestras de no conocer la causa que las produjo, ni el espíritu que las alimentó en su desarrollo, ni la serie de desgracias por donde llegaron á un término desastroso. Todo depende de las malas fuentes en que ha bebido sus noticias. Ni Ferreras, ni el continuador de *Mariana* son autoridades. A larga distancia de aquel tiempo estudiaron los hechos en libros de donde puede tomarlos facilmente el que ahora escribe. Cita el historiador inglés á Sandoval, si bien se advierte que solamente le ha mirado por encima para tomar algunas anécdotas y apuntes de sucesos particulares, pues, declarándole la mejor autoridad, no se embebe en el espíritu que guía la pluma del obispo de Pamplona, ni se pára en ninguno de los documentos con que da realce á su historia.

En una de sus notas dice el doctor Dunham. «El lector hallará los detalles de esta época muy diferentes de los de Robertson, deseáramos manifestar las variaciones y apoyar nuestra opinion con citas; pero esto necesitaria mas notas de las que podemos admitir.» Desde luego entre dos escritores, de los cuales uno funda su opinion y otro aspira á ser creído bajo su palabra, no puede ser la eleccion dudosa en ningun caso. Leyendo á Robertson se conoce que ha estudiado detenidamente á Sandoval, y que con bastante exactitud pinta aquella época en los libros I y III de su historia de Carlos V, aunque atribuye á su héroe una clemencia que no tuvo, y una enmienda de lo que habia ofendido á los castellanos, en que no pensó nunca. Ademas Robertson tiene el especial mérito de haber sido vehículo de la rehabilitacion de los comuneros en España. Desde que se divulgó su historia entre los doctos, adquirió cierta popularidad la del obispo de Pamplona. Estos son los dos escritores á quienes mas se ha leído sobre las comunidades de Castilla. En 1821 se hizo la primera traduccion de Robertson que conocemos en España, por don Felix Ramon Alvarado y Velaustegui: esta y otras traduccioness se han reimpresso varias veces.

Aun quando Dunham no tiene tiempo ni espacio para detenerse en notas, cita como autoridades á Alfonso Ulloa, á Ochoa de Lasalde, á Zenócaro, á Leti, y á Alonso de Vera. Hagamos una breve reseña de estos escritores en demostracion de que para no saber nada exacto sobre las comunidades de Castilla, no puede imaginarse mejor espediente que el de estudiarlos con exclusion de otros historiadores, en cuyas obras se descubre el ningun conocimiento que aquellos tuvieron del asunto de sus relaciones, ó la obligcion de ser lisonjeros que les indujo á desconocer que, si la historia es un panegirico, no lo es de ninguna persona humilde ó augusta, sino de la verdad solamente.

ALFONSO ULLOA, escritor contemporáneo, publicó la *Vita dell invittissimo e sacratissimo imperator Carlo V*: conocemos la 3.^a edicion hecha en 1556 en Venecia. Su relacion de las comunidades es diminuta: ensalza á Carlos V á costa de los castellanos: supone que juntos fueron degollados Padilla y su esposa; y que el emperador á su vuelta atendió á ordenar lo necesario al gobierno de España, y á castigar con justicia y clemencia á los que fueron rebeldes en la

comunidades, en lo cual acreditó piedad no oída, perdonando á todos, salvo *qualque scelerati*. Y añade que si se les perdonó la vida, perdieron la reputacion, y la ganó de invictísimo don Cárlos. En bien ó en mal bien pudo Ulloa entrar en mas pormenores, pues estuvo en España á poco de aquellas revueltas, segun manifesta en el folio 69 al hablar de haber visto el padron de infamia de Padilla, quando vino á Toledo en 1539. Asi lo que refiere con algun detenimiento, quizá por haberlo presenciado, es el desacato del alguacil con el duque del Infantado estramuros de la ciudad y al dirigirse el emperador á las justas. Véase el lib. III, folio 156. Allí dice sobre este suceso: «*Ma gli altri principi e baroni spagnuoli, vedendo questo furono per tagliarlo. Simulo qu' ste cose l' Imperadore per- cioche non gli pareva tempo da far altro e perche vi si ritrovava unito il corpo di tutta la Spagna.*»

Es completamente ocioso que Dunham cite la *Primera parte de la Carolea Inchiridion*, que trata de la vida y hechos del invictísimo emperador don Cárlos V de este nombre, escrita por el prior perpétuo de San Juan de Letran JUAN OCHOA DE LASALDE, é impresa en Lisboa en 1583. En lo que habla de las comunidades es este libro una traduccion literal del de Ulloa. No ofrece mas novedad que la estravagancia de encabezar todas las páginas con los años que llevan de pontificado el papa, y de reinado los monarcas de España, de Francia, de Portugal y de Inglaterra. Por señas de que Lasalde traduce á Ulloa, lo cual no necesita mas indagaciones que cotejar sus respectivas obras, diremos que donde Ulloa escribe que el emperador perdonó á todos los comuneros, esceptuando únicamente *qualque scelerati* pone Lasalde algunos *acelerados*. Véase el fol. 129 de la Carolea.

Testigo inmediato de las alteraciones de Castilla fué tambien Guillermo Zenócara, autor de la obra titulada; *De república, vita, moribus, gestis, fama, religione, sanctitate Imperatoris Cæsaris Augusti Quinti Caroli Maximi Monarchæ*. Si no es por el prurito de citar autores no se justifica de ningun modo que se nombre á Zenócara para ese ibir de las comunidades: en demostracion de ello citaremos dos pasages de su libro: tenemos á la vista la edicion de Gante de 1562.

Para hablar del nacimiento de don Cárlos se espresa en el lib. I, pág. 23 de este modo: «*Die vigesima quarta Februarii (qui solus inter omnes menses quater septenos dies continet) hora diei decima quinta, hoc est post mediam noctem tertia, et cum septies seplem minuta horæ quartæ transissent (quæ dimidium septenarii horarum, et septemdecim minuta conficiebant) natus est Carolus Gandavi.*»

Para hablar de las comunidades de Castilla, dice en el libro I, pág. 39 lo siguiente:

«*Bellum Hispaniense primum.*»

«*Per especiem excitati in Hispania a quibusdam civitatibus tu-*

«multus, illustris vir Ioannes a Padilla Toletanus, et Ioanes Bracius
«Salamanticus seditiosorum se duces constituere. Adversus eos
«Cæsar duos illustres viros misit, Iuniquam a Velasco ducem Fria-
«siorum, primum cubicularium et conestabilem Castellæ, ac Fride-
«ricum Henriquez ducem Medinæ a rivo sicco, maris præfectum
«in regno Castellæ et Granatensi. Hi tam prospere cum advesar-
«riis ad villam Alaviam haud procul à Rivo Sicco dimicarunt ut
«omnia signa militaria hostium, in Cæsar's castra sint relata: belli
«duces in carcerem ducti sint; ac Hispania sine multo sanguine
«tranquillata sit.»

Dejamos al juicio de los lectores si puede haber sacado nada en limpio el doctor Dunham para su historia de un escritor que dedica poco mas ó menos las mismas lineas à decir que Carlos V nació el 24 de febrero, que à la relacion de lo acaecido en la época de las comunidades.

Si obra en latin deseaba citar Dunham, pudo haber à las manos el excelente *Compendio de la Historia de España* por el M.^o ALFONSO SANCHEZ, publicado en Alcalá de Henares en 1634. Allí sobre las comunidades hubiera hallado en el lib. VII, cap. I, pag. 350 y 351 lo que sigue: «Cum ergo Carolus ad Imperium vocatus ab
«Hispania solvisset; Regnum civilibus bellis, repetitis Philippi Pa-
«tris à Belgis expilandæ provinciæ moribus, arsit Omnia Belgis
«venalia, ita eos auri, et argenti dulcedo transversus egerat, ut in
«omnes Regni sive civiles, sive ecclesiasticas dignitates, quasi
«publicatis nundinis insanirent. Ea una res Hispanorum animos
«exulceravit, ut plurimi armis opus esse indicaverint ad facinus
«culeiscendum. Exteri enim sic omnia Hispaniæ bona surripuerant
«hac via, ut spoliata provincia ad arma concurrere necessarium
«putaretur. Commotis populis, seditiosisque hominibus, ex nobili-
«tate Ioannes Padilla Toletanus, Antonius Acunus Episcopus Za-
«morensis, Ioanes Bravus, Petrus Maldonatus adhæserunt, et sese
«duces præbuere. Primo Reginam Ioannam secum habere ut illius
«authoritate omnia geri diceretur. Regni curatores ad frenandam
«audaciam seditiosorum, et ad continendos in officio commotos po-
«pulos, ne malum se se latius diffunderet, exercitum conscribere.
«Pugnatum biennio fortuna varia, et misera Hispania, conversis
«armis in viscera, conflictata est, Regno in partes exemplo perni-
«cioso divulso. Tandem ad oppidum Villalarem totis concursum vi-
«ribus. Victi seditiosi, capti duces, et lesæ maiestatis convicti,
«commotæ seditiosis pænas capitibus luerunt. Hæc ad annum
«1521.»

A lo menos en este escritor hubiera encontrado con latin mas castizo y elegante mejores noticias, y con claridad y método y concision desenvueitas; y eso que SANCHEZ escribe un compendio de la historia de España, y Zenócaro tan solamente la vida de uno de sus reyes.

Buen fruto hubiera sacado Dunham del *Építome de la vida y hechos del emperador Carlos V* por DON JUAN ANTONIO DE VERA Y FIGUEROA, ateniéndose mas à los hechos que apunta que à las opi-

niones de que hace alarde, muy acreditadas en su tiempo, si bien ahora no conducen á formar un buen juicio de los sucesos contenidos en las historias. En corroboracion de nuestro dicho trasladaremos algunos párrafos de este libro publicado por primera vez en 1627. La edicion de Bruselas de 1636 es la que nos sirve de pauta.

Vera y Figueroa dice en la pág. 26 de su obra que «los capítulos que propusieron los de Toledo en Villalpando eran verdaderamente justos y necesarios, y que advertidos en otra forma, fueran «verdaderamente agradecidos del emperador; pero que las circunstancias mudaron totalmente la especie, porque á los reyes «han de advertir los vasallos con humildad lo que desearan y «tolerar con paciencia lo que resolvieren.» Aquí hay de verdad la justicia de los capítulos de Toledo; y la doctrina de que los súbditos supliquen humildemente no es mala. A Dunham le tocaba seguir el hilo de estas reflexiones, aplicarlas al caso de las comunidades, y probar el hecho certísimo de que cuando los toledanos se presentaron al emperador en Villalpando, se le habian manifestado las quejas de los castellanos bajo todas las formas legales y reverentes.

Hablando de la defensa de Medina del Campo se explica en la pag. 34 de esta suerte. «Y nótese cuál es la obstinacion de un vulgo «resuelto, que como si las casas que veian arder no fueran propias «asi desestimaron la pérdida, haciendo mayor aprecio de su porfia; «constancia que los bastara á dejar famosos, si hubiera sido en «servicio del rey.» Un lector desapasionado se fija al estudiar este pasage en el heroismo de los medinenses, y prescinde de la opinion del que los censura, quien todo lo mas que pudo decir para acriminarlos es que *desplegaron un valor digno de mejor causa*, si le pareció no buena la de la libertad de un reino.

En las pág. 35 y 36 dice: «que puesto que el origen de todo fué «la disolucion con que los flamencos privados entraron disfrutando «el gobierno, menos deben advertirse los defectos de la gente ordinaria, que sin obligacion de mayor sufrimiento se precipita, que «la tolerancia y lealtad de los nobles, en quienes hace mayor impresion el golpe de las injurias, y que los de España lo son tanto, «que aunque conocieron grande diferencia entre aquella era y la «que acababa de pasar de los reyes católicos, no solo no apadrinaron ni con disimulacion la torpeza de los comuneros, empero se les «opusieron con todo lo que la codicia y despego de los privados les «habia dejado, que eran las vidas.» Todo este párrafo es de oro para el que lo estudie, porque despues de convenir en la enorme diferencia del reinado de Isabel y Fernando y del de Carlos V, y en los desmanes de los flamencos, resta calificar la inexactitud de no haber apadrinado los nobles ni con disimulacion las alteraciones, para lo cual es preciso inquirir en qué se empleó la nobleza castellana desde que en mayo se ausentó el rey y empezó la conmocion de las ciudades, hasta que en octubre vinieron los nombramientos de gobernadores al almirante y al condestable; y determinar por-

qué entonces y no antes tomaron los próceres las armas contra los comuneros; estudio en que Dunham no se digna detenerse.

Réstanos hablar de otra de las autoridades en que el escritor inglés bebe sus coléricas inspiraciones contra las ciudades castellanas. Además de escribir en época remota de aquellas alteraciones, lo hace á bulto, sin ningún criterio, ni otro propósito que el de poner á Carlos V en las nubes; aludimos á GREGORIO LETI, que á fines del siglo XVII compuso la *Vita del invittissimo imperatore Carlo V Austriaco*. Para juzgarle nos valemos de la edición de Amsterdam de 1700.

Supone en el tomo I, lib. 1.^o pág. 83, que en la primera entrevista que tuvo don Carlos con su madre la espresó con respeto que su intencion era no tener en el gobierno otra cualidad que la de su lugar-teniente; pero que, si con esta investidura se contentó la modestia del hijo, no se satisfizo el amor de la madre, por lo que convocó al consejo, y, tomando en su presencia la corona mas rica del rey su padre, se la puso en la cabeza, y fué la primera que le dió á reconocer por rey de Castilla. Bueno fuera que citara de donde tomó este hecho.

En la pág. 88 insulta á España y encomia al emperador atribuyéndole sentimientos que no le conocieron los españoles, pues habla de este modo: «Atendia Carlos á establecer su autoridad, que convenia manejar con una nacion demasiado orgullosa y vana, «por lo cual á estilo de Júpiter tenia en una mano el rayo y en la otra la guirnalda de flores, gobernando con clemencia y justicia.»

Nada insinua Leti de la rapacidad de los flamencos ni de las peticiones de las córtes. Atribuye la causa de las alteraciones (página 192) á haber sido depuesto Hernando Dávalos del corregimiento de Gibraltar: desconoce hasta tal punto la espontaneidad del levantamiento general de Castilla que asegura que los populares *movian en un lugar el fuego: que los señores corrian á extinguirlo y entonces corrian los tumultuados á encenderlo en otro* (pág. 108). Muy formal refiere que al tomar los nobles á Tordesillas se escapó el obispo de Zamora descolgándose por el muro y que se le cogió en la fuga, como tambien que en seguida fué trasladada á Valladolid doña Juana (pág. 193 y 194). Por último afirma que de vuelta Carlos V en España soltó á trescientos populares, que estaban presos, condenó á treinta á galeras, y solo mandó quitar la vida á ocho. Elocuentemente y con toda brevedad pudiéramos haber juzgado á GREGORIO LETI diciendo del modo mas sencillo que de las comunidades no sabia una palabra.

Estas son las autoridades con cuyo auxilio traza Dunham tan importante periodo de la historia de Carlos V; todo el que le leyere y coja despues en las manos la obra del obispo de Pamplona, se convencerá de que el historiador inglés le ha leído á saltos, si bien no cabe probar que le estudiara detenidamente. Con razon ha desechado su relacion de las comunidades de Castilla el señor Galiano, apoyándose en otros datos para juzgar aquel levantamiento con bastante

tino; pero con ciertos resabios de indeciso y meticoloso, que, en nuestra humilde opinion, dañan sobremanera á las demas buenas dotes de escritor que posee y de que se descubren largas muestras en la historia de España, que ha vertido al castellano mejorando el original de una manera muy notable.

Mr PAQUIS en su *Historia de España y Portugal*, impresa en Paris en 1814, traduce á la letra á Dunham acerca del levantamiento de las comunidades de Castilla en el lib. VI, cap. I, pág. 412 y siguientes, con la única diferencia de llamar á los *corchetes* muy gravemente *magistrados*, y *doña Juliana* á la madre de Carlos V.

APÉNDICE NUM. XIII.

Parte de la jornada de Villalar dado á Carlos V por el conde de Haro, jefe de sus tropas.

«S. C. C. M. A. V. M. escribí con don Pedro de la Cueva y despues con otros correos la victoria que Dios habia dado al ejército de V. A. y creo que á don Pedro, y á todos los que despues han ido, han prendido en Francia, que asi me lo han certificado, por lo cual torno á dar larga cuenta á V. M. de lo que acá ha pasado. El condestable y almirante se juntaron en Peñafior domingo á 21 de abril, y luego el lunes les vino nueva que Juan de Padilla salia de Torre, y salieron con toda la gente al campo, y los de Torre se estuvieron quedos en las heras, y con esto se tornó toda la gente á Peñafior: solamente se gastó aquel dia en ir é venir al campo, y en pasar el comendador mayor de Castilla y don Beltran de la Cueva y Rui Diaz de Rojas y Garci Alonso de Ulloa y el señor de Deza y el comendador Santa Cruz y don Francés de Beaumont á ver donde se asentaria el real sobre los de Torre.

«Otro dia martes á 23 de abril, dia de San Jorge, fueron el conde de Alba de Liste y el comendador mayor de Castilla y el capitán Herrera y el señor de Deza y el comendador Santa Cruz, maestre de campo, á tornar á ver donde se asentaria el real, y hovieron nueva que se levantaban los de Torre, y luego cabalgó toda la gente para ir tras ellos, y fué adelante á detenellos el conde de Alba, y luego se juntaron con el conde de Castro y el conde de Osorno y el adelantado de Castilla, y el prior de San Juan, y otros muchos caballeros, y Rui Diaz de Rojas y don Pedro de la Cueva, y fueron escaramuzando un rato con los enemigos; y luego llegó Herrera, capitán del artilleria, la cual iba delante de todos tirando, y tras ella iba la batalla real y el almirante y conde de Bena-

vente y duque de Medinaceli y marqués de Astorga y otros muchos grandes y caballeros, y á la mano izquierda iba el avanguardia que llevaba don Diego de Castilla.

«El condestable y el conde de Miranda y el comendador mayor de Castilla andaban con él por todas las batallas, y yo por otra parte; entre la vanguardia y la batalla andaban otros muchos caballeros sueltos; y, ya que llegaban cerca de Villalar, pasóse el conde de Benavente con su gente á tomar la una punta del lugar; el condestable se puso delante de la batalla real, y yo con la vanguardia; y en haciendo la punta que hizo el conde de Benavente, rompí con la vanguardia por mitad de los escuadrones de los enemigos; y en los que quedaron á la mano derecha rompieron el condestable y el conde de Miranda y el comendador mayor de Castilla y los continos y los otros grandes y toda la otra gente que allí venia; y en los que quedaron á la mano izquierda rompió el conde de Benavente. Yo pasé en el alcance á los que se acogieron á Toro, y llegué á Villaster, que es una heredad de don Gutierre de Fonseca á dos leguas de Villalar, y como ya era de noche recogí allí toda la gente y volvíme.

«Serian los muertos y heridos obra de mil hombres, de los cuales mató muchos el artillería. Luego otro dia, miércoles á 24 de abril, degollaron á Juan Padilla y Juan Bravo y á Francisco Maldonado, allí en Villalar, y de allí vino el condestable y el almirante y el ejército á Simancas, donde vino á rendirse Valladolid, la cual se perdonó, aunque se exceptaron doce personas, y la misma orden se llevó en todas las otras cibdades. En Medina del Campo exceptaron quince, y en Avila diez y siete, y en Salamanca otras tantas, y en Segovia otras diez y siete y cuarenta desterrados.

«Viniendo, de Medina del Campo llegaron dos ó tres correos del duque de Nájera á pedir que se socorriese Navarra, porque entraba ejército del hijo del rey don Juan, y aunque esta ciudad estaba por reducir y Toledo en su seta, todavía se dió alguna gente á don Pedro Velez de Guevara y alguna artillería; y paréceme que ya cuando llegó era salido el duque de Nájera de Navarra, y, con pensar que tendria tiempo para todo, vino aqui por postas para que se le diese gente: y así lleva toda la que puede ir luego, y tras aquella vá toda la demas.

«Esta ciudad ha ofrecido mil infantes de escopeteros y cuatrocientos piqueros; y Medina del Campo dicen que da 500 escopeteros: créese que Valladolid tambien dará gente, y por sacalle mas se van por allí el cardenal y el condestable y el almirante; y por acá por Aranda vá toda la otra gente y artillería, mas toda ó la mas vá muy descontenta, porque con todas las diligencias que el licenciado Vargas ha hecho no se tiene lo que seria menester para pagalla, y, como á V. M. he escripto otras veces, la mayor necesidad de acá, despues que esto que anda se ha comenzado, es la que hay de dineros. Por esto, de cualquier parte que V. M. los pudiese haber, procure habellos, y sobre todo suplico á V. M. que venga para el tiempo que ha ofrecido que en ninguna otra cosa

está el bien y remedio destes reinos sino en ser breve la bienaventurada venida de V. M. cuya muy real persona guarde Dios y prospere con muchos mas reinos y señorios.

«De Segovia 24 de mayo. De V. S. C. C. M. mascierto servidor y criado que sus muy reales manos besa.—El conde de Haro.»

Este documento debe el autor á la fina amistad del apreciable escritor don José Ferrer de Conte.

Carta sobre lo de Villalar escrita al marqués de los Vélez por Antonio de la Torre de orden de los gobernadores y á nombre de la reina doña Juana.

«Marqués pariente: Hágoos saber que el miértès pasado, dia de San Jorge, que fueron 23 del presente, cerca del lugar de Villalar fué dada la batalla por el nuestro ejército, en que venian todos nuestros visoreyes y gobernadores de los mis reinos, y muchos grandes y caballeros dellos al ejército de los rebeldes y traidores, en la cual plugo á Nuestro Señor y á su bendita madre de nos dar la victoria *sin ningund daño de las gentes del dicho nuestro ejército*; y les fué tomada nuestra artillería, que nos tenían tomada y usurpada; y fueron presos Juan de Padilla, y don Pedro Maldonado Pimentel, y Francisco Maldonado y Juan Bravo, y otros muchos capitanos y personas particulares. Nuestro Señor etc., del real de Simancas á 26 de abril de 1521.»

Manuscritos de la Academia de la Historia. Todos los que citamos de su preciosa biblioteca son originales, ó copiados de los originales, que existen en los archivos del reino.

APENDICE NUM. XIV.

Carta de Juan de Padilla á la ciudad de Toledo.

«A ti corona de España, y luz de todo el mundo, desde los altos godos muy libertada. A ti que por derramamientos de sangres astrañas, como de las tuyas, cobraste libertad para ti é para tus vecinas ciudades. Tu legitimo hijo Juan de Padilla, te hago saber como con la sangre de mi cuerpo se refrescan tus victorias antepasadas. Si mi ventura no me dejó poner tus hechos entre tus nombradas hazañas la culpa fué en mi mala dicha, y no en mi buena voluntad, la cual como á madre te requerí me recibas, pues Dios no

me dió mas que perder por ti de lo que aventuré. Mas me pesa de tu sentimiento que de mi vida ; pero mira que son veces de la fortuna que jamás tienen sosiego. Solo voy con un consuelo muy alegre, que yo el menor de los tuyos muero por tí, é que tu has criado á tus pechos á quien podria tomar enmienda de mi agravio. Muchas lenguas habrá que mi muerte contarán, que aun yo no la sé aunque la tengo bien cerca : mi fin te dará testimonio de mi deseo. Mi ánima te encomiendo como patrona de la cristiandad ; del cuerpo no digo nada, pues ya no es mio, ni puedo mas escribir porque al punto que esta acabo tengo á la garganta el cuchillo con mas pasion de tu enojo que temor de mi pena.»

A doña Maria Pacheco, su esposa.

«Señora, si vuestra pena no me lastimara mas que mi muerte, yo me tuviera enteramente por bienaventurado: que, siendo á todos tan cierta, señalado bien hace Dios al que la dá tal, aunque sea de muchos plañida, y dél recibida en algun servicio. Quisiera tener mas espacio del que tengo para escrebiros algunas cosas para vuestro consuelo ; ni á mí me lo dan, ni yo querria mas dilacion en recibir la corona que espero. Vos, señora, como cuerda llorad vuestra desdicha, y no mi muerte, que, siendo ella tan justa, de nadie debe ser llorada. Mi ánima, pues ya otra cosa no tengo, dejo en vuestras manos ; vos, señora, lo haced con ella como con la cosa que mas os quiso. A Pero Lopez, mi señor, no escribo porque no oso, que, aunque fui su hijo en esar perder la vida, no fui su heredero en la ventura. No quiero mas dilatar por no dar pena al verdugo que me espera, y por no dar sospecha que por alargar la vida alargo la carta. Mi criado Sosa, como testigo de vista é de lo secreto de mi voluntad, os dirá lo demas que aqui falta, y así quedo dejando esta pena, esperando el cuchillo de vuestro dolor y de mi descanso.»

Sandoval fué el primero que publicó estas cartas ; lib. XI, página 478 y 479. Despues se han reproducido repetidamente por escritores nacionales y estrangeros. Escribiéralas ó no Padilla son tan notables que no hay manera de escribir sobre las comunidades sin trasladarlas integras, y es lo que nos ha movido á darlas un lugar en nuestro libro.

APENDICE NUM. XV.

Carta del doctor Zumel á Carlos V.

«Una cédula me dieron de V. M. por la cual me hace merced que se me den ciento veinte mil mrs. que primero V. M. me habia mandado dar en la Audiencia de Valladolid en remuneracion de los robos y daños que me hicieron en la cibdad de Burgos por servicios á V. M. Beso las Reales manos de V. M. por la merced, que en ello bien creo que está informado V. M. de cómo me robaron. No se siguieron los pleitos, ni se ejecutaron porque V. M. dijo que los mandaria pagar y que no se pidiese á los que lo habian hecho; y para solamente lo que á mi me robaron, aunque V. M. me dé de juro los cientos veinte mil mrs. no se paga, pues de mas de estos daños, que por servidor de V. M. me han hecho, y por su mandado he dejado de cobrar, yo pienso que he sido el que he resistido estos reinos á V. M. y el que he hecho los mas señalados servicios que nunca criado, ni servidor hizo á su rey y señor; y por ser tan notorios no los escribo. Suplico á V. M. que tenga respeto á hacerme merced de cien partes la una de lo que he servido, que en solos los dineros di á ganar cuatrocientos mil ducados á V. M. en Toledo sin todas las otras cosas en que he servido. Yo estoy con todo esto perdido quanto tengo y sin un real que comer. Provéalo todo V. M. como satisfaga á lo que todo el mundo dice y está esperando que ha de hacer conmigo. Guarde Dios Nuestro Señor la muy real persona de V. M. con acrescentamiento de muchos mas reinos é señoríos. Vitoria 6 de mayo de 1522.»

Manuscritos de la Academia de la Historia.

APENDICE NÚM. XVI.

Inscripcion que se puso en lo alto de una columna donde estuvieron las casas de Juan de Padilla.

«Aquesta fué la casa de Juan de Padilla y doña María Pacheco, su muger, en la cual por ellos é por otros, que á su dañado propósito se allegaron, se ordenaron todos los levantamientos, alborotos y traiciones que en esta ciudad é en estos reinos se hicieron en

deservicio de S. M. los años de 1521. Mandóla derribar el muy noble señor don Juan de Zumel, oidor de S. M. é su justicia mayor en esta cibdad, é por su especial mandado, porque fueron contra su rey é reina é contra su cibdad, é la engañaron so color de bien público por su interese é ambicion particular por los males que en ella sucedieron; é porque despues del pasado perdon fecho por SS. MM. á los vecinos de esta cibdad, que fueron en lo susodicho, se tornaron á juntar en la dicha casa con la dicha doña María Pacheco, queriendo tornar á levantar esta cibdad é matar todos los ministros de justicia é servidores de SS. MM. Sobre ello pelearon contra la dicha justicia é pendon real, é fueron vencidos los traidores el lunes dia de San Blas 3 de febrero de 1522 años.»

Quando por órden de Felipe II se trasladó este padron á la puerta de San Martin seañadió otra inscripcion del tenor siguiente. «Este padron mandó S. M. quitar de las casas que fueron de Pedro Lopez de Padilla, donde solia estar, y ponerlo en este lugar, «y que ninguna persona sea osada de le quitar so pena de muerte «y perdimiento de bienes.»

Manuscrito de la Academia de la Historia.

APENDICE NÚM. XVII.

Carta del duque de Nájera al emperador Carlos V.

«Una carta que V. M. mandó escribir á 27 de setiembre sobre la guarda del obispo de Zamora rescibí, la cual me envió el cardenal de Tortosa. Por ella V. M. me manda que tenga de hacer pleito homenaje por el dicho obispo. Siendo cosa tan nueva para la calidad de mi persona, de creer es que lo debió V. M. asi mandar mas por relacion de quien le pese por que yo lo tengo que no porque emanase de la real voluntad de V. M.; porque el pleito homenaje que me manda hacer, desde el dia que nací lo tengo hecho para todas las cosas de su servicio. Si V. M. se acuerda, esto pareció bien claro quando fué jurado V. A. en Valladolid que fui el primero que lo juré, no queriendo otros juralle. Y pues estas prendas V. M. tiene de mí, y yo tengo en sus reinos las que V. M. sabe, demasiadas son las del pleito homenaje en este caso, ni hay otro ninguno, que parece mas desconfianza que poner seguridad en lo que es á mi cargo, pues ninguna obligacion puede ser tan grande como la que tengo para esto y para lo demas que debo á su servicio. Suplico á V. M. con esto se tenga por servido, que si el pleito homenaje dejo de hacer es por no dar de sentir á nadie

que V. M. manda cosa tan nueva y no acostumbrada sino á los súbditos dudosos, y no á los que han tenido y han de tener la fea é firmeza que yo en lo que á su servicio debo. Acresciente Nuestro Señor la vida y reales estados de V. M. De Navarrete á 16 de noviembre de 1521.»

Manuscrito de la Academia de la Historia.

APENDICE NUM. XVIII.

Cartas del obispo de Zamora don Antonio Acuña al emperador Carlos V.

1.^a «S. C. C. M.; Por lo que debo al servicio de V. M. y porque me parece, por ser la cosa importante, suplico á V. M. que sea servido que la persona, de la calidad que el alcalde dirá, oya lo que yo le diré para que lo refiera á V. M. la cual Nuestro Señor prospere, como V. M. desee. De vuestra sacra etc.»

2.^a «S. C. C. M. Yo respondí á tres cosas á que el alcalde me mandó responder de parte de V. M. y respondí brevemente por poner lo menos que pude de mis disculpas, que quedarán para cuando V. M. sea servido que se entienda en este negocio; y cuando fuere, ni en mis disculpas, ni en mis servicios, ni en ser yo eclesiástico hay intencion, sino á alcanzar clemencia justificada, segun la calidad de mi culpa con verdad sabida. Esta clemencia, tan necesaria á los pecadores, aconseja por provechosa Salomon en los Proverbios, donde dice, que la misericordia y la verdad son la guarda del príncipe y le fortifican por la clemencia su trono. Y el fundamento de nuestra santa fé está en verdad y misericordia, y de nuestra santa fé y de su Iglesia el fundamento y sola defension es V. M. Es de creer que yo terné algunos contrarios; mas en lo que me puedan ayudar verdad y justicia para menos culpa, y en la parte que el respeto de la Santa Iglesia debe valer justamente á que la justicia con clemencia se mire, tengo por cierto que V. M. me ha de mandar valer contra todas mis desgracias, no por mí que só un gusano, sino por la real conciencia y muy católica fama de V. M.

«Y en lo que el alcalde me dijo de una carta bien larga digo, que si pareciera haber yo escrito ú enviado tal carta que só indigno de remision en cosa tan fea. Prospere Nuestro Señor su S. C. C. M., con mayores señorios por largo tiempo.»

3.^a «S. C. M.—En lo que V. M. manda que diga por su real servicio diré y con mucha voluntad y con todo cuidado de traer á la memoria lo que parezca al propósito del servicio de V. M. y ha-

ciendo lo que mas me mandare como se debe á su real mandamiento. Y porque son obras mas católicas las de piedad y misericordia, só cierto que si V. M. fuese informado de la estrechura y soledad en que está, que, sin perjuicio de toda buena guarda, lo mandaria remediar; y en mis trabajos y culpas, ni en disculpas, ni en ser eclesiástico espero tanto, despues de Dios, quanto en la clemencia de V. M. con ser hechura de la gloriosa memoria del rey don Felipe. Prospere Nuestro Señor el estado de vuestra sacra magestad.»

4.ª «Católica Cesárea Sacra Magestad.—En tan gran pecador como yo y tan desgraciado poco respeto cae en la conciencia real y en su justicia de que no pueda apartarse razonable clemencia. Cabe todo buen respeto á Dios y á su Iglesia, ya que del estado eclesiástico es la cabeza nuestro muy Santo Padre, que es hechura de V. M. despues de Dios; y aunque en mi concurrieron causas bastantes para forzarme á valirme de lugares y personas necesarias á mi defension y peligro, y siempre procurando de salir á aquellos desconciertos, y nombrándome como debia por servidor, y obrando en lo que podia como respeto de no deservir, y con todo esto quando por necesidad estaba como amparado de desconcertados en tales turbaciones, no podrán faltar errores, aunque yo toviera mas virtud y poder para remediar; y aunque la justicia creo que con verdad aliviaria mi culpa, á ejemplo del cristianismo Constantino, que por honra de la Iglesia cobria las culpas de los eclesiásticos, seria merced inestimable la clemencia de V. M. y que para solo justificarme obren mis descargos y mis servicios hechos á la corona real, con haber sido preso tres veces en servicio del rey don Felipe de gloriosa memoria y del rey católico; y en la postrera, en mi salida por mi aviso y obra se sostuvo Fuenterrabia y San Sebastian. Y siendo V. M. protector de la Iglesia, todo respeto de Iglesia parece justo en no perjudicarle en los privilegios que Dios y los cristianismos predecesores de V. M. le dieron; y en mis pequeños ofrecimientos de servir haria aun mas que dije y en servicio de calidad.

«Y hago saber á V. M. que falta lo necesario al cuerpo y al alma. Mande V. M. lo que sea servido.»

Ninguna de estas cartas tienen fecha: Sin embargo, por el contenido de la última de ellas, se colige que fueron escritas durante el breve pontificado de Adriano VI, *hechura, despues de Dios*, como dice el obispo Acuña, del emperador Carlos V.

Papeles del obispo de Zamora, en que se contienen las contestaciones á las tres preguntas que de parte del rey le hizo el alcaide, y á las cuales alude Acuña en la segunda de sus cartas,

1.ª—Lo que sabe del principio de las turbaciones pasadas, dice que oyó decir en Valladolid á personas, principales, que el comienzo había sido de la cibdad de Toledo porque enviaron embajada á Cataluña á S. M., y, á lo que decían, muy desacatada; y despues, an-

tes de la salida de S. M. de Valladolid, envió la cibdad de Toledo á don Pero Laso y á un jurado, continuando su propósito, á decir á S. M. así mismo desacatadas cosas, segun se decia, de cosas en perjuicio de las cibdades; y todavía continuando el dicho don Pero Laso su camino en la corte, segund se afirmaba, solicitando á los otros procuradores de cibdades ó villas para que estuviesen en el propósito de Toledo. Antes que se alterase la cibdad y despues que se alteró así mesmo oyó á personas dignas de fé, de cuyo nombre no se acuerda, que, viniendo el dicho don Pero Laso de camino de la corte para Toledo, hizo en las cibdades de Leon, y Zamora, y Salamanca, diligencias al propósito de la intincion de la cibdad de Toledo. Lo que sabe de la de Zamora es que don Pero Laso fué á posar á Sant Francisco; y allí fué á verle mucha gente del pueblo y algunos principales, de los cuales supo que fueron Juan de Porras, regidor, y Luis de Ayala; y, como vino tanta gente, llevólos don Pero Laso á una capilla, y allí propúsolos sobre la voluntad de la cibdad de Toledo en lo del servicio y otros agravios que decia del reino, y la contradiccion que él por su cibdad y otros procuradores de otras cibdades habia hecho en cortes, certificándolos que la cibdad de Toledo haria todo lo que pudiese por el remedio de aquellos agravios; lo cual él decia que era servicio de la corona real. Y Juan de Porras, ya dicho, respondió en sustancia, que la cibdad de Zamora no habia consentido en lo del servicio, y que creia que haria todo lo que para aquello fuese menester. Otros del pueblo hablaron como entre sí cosas que no se pudieron bien entender, mas de parecer cosas de alteracion. Y si vinieron aquellos principales y del pueblo llamados por don Pero Laso, ó de su voluntad, ó inducidos de otros, que no lo sabe; y que cree que esta diligencia, que dicho tiene, debieron hacer en las otras cibdades, segund que mostraban la voluntad ligada á Toledo. Teniase por cierto que el dicho don Pero Laso con los que estaban de voluntad del regimiento del pueblo dieron orden á convocar de parte de la cibdad de Toledo á las otras cibdades y villas del reino, de dotesiguió la Junta que se hizo en Avila, en la cual el dicho don Pero Laso y don Juan de Ayala fué procurador, y un otro jurado, cuyo nombre no se le acuerda, ni sabe si hovo otro procurador. Y, venidos á Avila, se dijo que habian solicitado la venida de Juan de Padilla con gente de Toledo y de Madrid en ayuda de la cibdad de Segovia. Y así mesmo se tuvo por cierto que el dicho don Pero Laso movió la plática y fué principal en la obra en que viniesen los de la Junta á Tordesillas, y de encaminar lo de la gobernacion de los procuradores, y de publicar por todas las cibdades y villas lo que decian cerca de la gobernacion de los procuradores que la reina habia mandado, y lo que se hizo con los señores del consejo, segun oyó á personas dignas de fé, porque él no se halló allí. Y que el dicho don Pero Laso fué causa principal de hacer capitan de la Junta á don Pedro Giron por haberse visto con el señor almirante, segund él decia en la huida de Villabraxima. Se hizo nombrar el dicho don Pero Laso por los de la Junta juntamente con don Hernando de Ulloa y Diego de Guz-

man y Sarabia, dándoles tanto poder quanto la Junta tenia ó usaba; de manera que la gente con todo lo demas estaban á gobernacion de don Pero Laso y de don Hernando de Ulloa, y de Diego Guzman y de Sarabia, quedando por autoridad á don Pedro Giron, aunque en lo público andaban juntos y en algunas cosas hacia don Pedro Giron muestas de capitan, mas en sustancia creia que don Pero Laso gobernaba asi la gente como los negocios, aunque en las provisiones firmaban los otros procuradores con él. En la ida del obispo de Zamora á Toledo dice, que la principal causa fué por apartarse de las cosas de acá de los de la Junta, conforme á que el dicho obispo asentó con el general de Santo Domingo, y con el arcediano de Avila Antonio de Soria, el cual vino á esto mismo al dicho obispo por parte del licenciado Vargas, y tambien por lo concertado con el doctor Manso, dean de Granada, y platicado dias habia con don Pero Laso, y con Juan de Ayala, los cuales habia algunos dias que tenian voluntad de tomar otra órden en sus cosas y concertarse con los señores gobernadores y apartarse de los de la Junta juntamente con el dicho obispo. Y en esta misma voluntad en apartarse de la Junta estuvo el bachiller de Guadalajara, procurador de Segovia. Y asi dice que la ida de Toledo fué con acuerdo y enderezo por sus cartas de don Pero Laso y de don Juan de Ayala, que era procurador de Toledo, y del licenciado Zapata, abogado de Valladolid, á efecto de hacer con la parcialidad de caballeros, y mercaderes, y otra gente llana del pueblo como con la diligencia del obispo, juntamente con los amigos de don Pero Laso y de aquella gente honrada, se hiciese contra la parcialidad de Juan de Padilla y en servicio de S. M., y para encaminar su propósito que de algunos dias tenian. Y entre otras cosas dice que don Pero Laso mas principalmente le dió esperanzas en lo de la gobernacion del arzobispado, dándole razones para ello y ofreciéndole largamente su ayuda; y asi dice el obispo que se determinó á ir, y porque acá, para apartarse de la Junta, no tenia donde estar en tanto que se le daba el seguro que solamente pedia. Y dice que no hubo para su ida otro inducimiento de señores; mas dice que, pasando por tierra del duque del Infantazgo, que el duque del Infantazgo envió á dicho obispo á reque- rirle de amistad y capitulacion, principalmente queriendo asegurar sus tierras, y ofreciéndole al dicho obispo de ayudarle en la gobernacion del arzobispado. Y dice el dicho obispo que le respondió en sus cosas le habia de servir y no enojar, mas que hacer caso de la gobernacion no convenia á su señoria ni al dicho obispo, aunque res- pondea del merced en lo que le ocurriese. En la ida y por algunos dias estando el dicho obispo en el reino de Toledo, ningund ofreci- miento se le hizo de ninguna otra persona hasta que entró en To-

leto, pues que el dicho obispo entró en Toledo contra voluntad de don Juan de Pacheco, el marqués de Villena le envió muy largo tiempo que habia de hacer por él. Y preguntado si en otras cosas fuera de las de Toledo, si hubo alguna comunicacion con el marqués de Villena acerca de las cosas pasadas, dice que se acuerda el dicho

obispo que hizo saber al marqués que le habian llamado de parte de la villa de Madrid á que fuese allí con mucho ofrecimiento de la villa; y el marqués aprobó bien la ida; y despues le hizo saber que por algunos respetos habia dejado de ir, de lo cual el marqués mostró desplacer. Despues de la muerte de Juan de Padilla él se metió en negocio con la cibdad de Toledo para encaminar el bien de la cibdad y el servicio de S. M. segun él y los suyos publicaban, y por aquel servicio de S. M. y por hacer sus cosas en servicio de S. M., dice el obispo que bastó su trabajo á concertar la entrada del marqués como él le pidió.

Preguntado si sabe de otros ofrecimientos hechos á la Junta ó á las cibdades hechos por los señores del reino de Toledo y del Andalucía, dice que oyó decir á don Pero Laso y á otros en el reino de Toledo que el duque del Infantazgo se habia ofrecido á la cibdad de Toledo: si se estendia á los de la Junta el ofrecimiento ó de otras particularidades, que no lo sabe. Y asi mesmo oyó decir á personas dignas de fé en el reino de Toledo que el dicho duque del Infantazgo y Juan Arias, cada uno por sí, se habian ofrecido particularmente á la villa de Madrid, y solamente se le certificó que Juan Arias se habia ofrecido por escritura á la villa de Madrid, y le parece que tambien á Toledo, obligándose á acudirla con cierta gente.

Del marqués de Villena oyó decir que se habia ofrecido á la cibdad de Toledo: la forma del ofrecimiento dijo que no la sabia. Del duque de Arcos dijo que solamente sabe que oyó decir á don Juan de Figueroa, su hermano, que quando en Sevilla se habia levantado con el dicho don Juan cierta parte del pueblo en nombre de comunidad, y se habia metido y hecho fuerte en la casa real, el dicho don Juan se quejaba que el duque de Arcos le habia socorrido tarde; presuponiendo, á lo que se acuerda el dicho obispo, que tenia palabra del dicho duque de Arcos que le socorrería é ayudaría. Despues dice el dicho obispo que oyó decir que habia el dicho duque tornado á entrar en Sevilla con mucha gente de guerra; la intencion que no la sabe.

Y asi mesmo dijo que habia oido decir á personas dignas de fé, de quien no se acuerda, que el marqués de Zenete habia venido en persona principalmente, segun se decia, á negociar favor de los de la Junta para lo que los grandes y Fonseca ofreciéronse largamente, dándoles favor y que ayudaria con dineros y persona.

Ansi mesmo dice el dicho obispo cerca del principio de los movimientos que pocos dias antes que S. M. se partiese de Valladolid; habian venido á Valladolid ciertos capítulos hechos en la casa de San Francisco de Salamanca, firmados, segun decian, por trece ó catorce guardianes de Benavente, y en diversos lugares oyó decir que en aquella sazón y despues se habia predicado de aquellos agravios y de otras cosas escandalosas y en la corte de S. M.

Y en lo que mas me ocurriese y S. M. fuese servido de saber, que me dirá lo que supiese:

3.ª—Lo que mas se acordó el obispo es que en lo del marqués de

Villena sabe por relacion de don Pedro Giron que el dicho don Pedro escribia diversas veces á Hernando Dávalos algunos dias despues que la ciudad de Toledo se alteró, y que mostraba ser las cosas de la alteracion, y que sabe que Hernando Dávalos era muy intimo de doña Maria Pacheco y del marqués de Villena, tanto que cree que seria lo que supiese Hernando Dávalos como uno entre el marqués y doña Maria y don Pedro, por lo que supo ido á Toledo. Y supo que deudos y criados mas cabidos con el marqués mostraban sentimiento de palabra por no haber dado S. M. cargo de virey en el reino de Toledo al marqués de Villena, y por haberse servido de don Juan de Rivera, su contrario. Y supo que siempre tuvo el marqués inteligencia con doña Maria Pacheco por el dicho medio, y que entrado en Toledo el dicho marqués visitó diversas veces á doña Maria con mucha familiaridad por largo espacio continuando la comunicacion de Hernando Dávalos. Esto por relacion de vista de sus criados del obispo.

En lo del conde Ureña sabe que don Pedro Giron ofreció á los procuradores de cibdades una buena cantidad de coseletes y ciertos tiros de artilleria, y gente de á caballo del conde su padre, y con palabras de mucha confianza del conde de mas de ser su padre. Y sabe que le vinieron despues de esto de casa del dicho conde hasta cincuenta ó sesenta ginetes. Las otras cosas no sabe si le vinieron. En lo del duque de Arcos, entre sus contenciones con el duque de Medina, se tenia por cierto entre los procuradores de cibdades que el duque de Medina estaba en la parcialidad de los caballeros, y el duque de Arcos estaba en favorecerse de los procuradores de cibdades, por lo que don Juan de Figueroa y otros decian y escribian. Y sabe que dias antes de la muerte de Juan de Padilla envió el duque de Arcos al marqués de Villena cierta gente de ginetes; paréscele mas de ciento. Para que fué no lo sabe. Esto y mas se podrá saber en el Andalucia.

En lo del duque del Infantazgo sabe que en Alcalá y Madrid y Toledo se tenia en comun opinion que estaba en la amistad de los procuradores de cibdades hasta poco tiempo antes de la muerte de Juan de Padilla, sin sus ofrecimientos que se decia haber hecho á Toledo y Madrid; y esto daba á entender el gobernador que el dicho duque tenia en Tordehumos. Y dijo que sabia que vino á Villabraxima en favor de los de la Junta cierta gente de espingarderos y de otros de la villa de San Martin, que es de dicho duque; y venian pagados; y decian que venian con noticia del dicho duque su señor y otras particularidades.

En el levantamiento de la villa de Dueñas dice que sabe que envió el conde de Benavente una persona principal de su casa con cortesías de palabra de parte del conde ya dicho pidiéndole favor en la restitution de la dicha villa de Dueñas; certificándole y saliendo fiador que la dicha villa estaria en el amistad de los dichos procuradores de cibdades. Esto oyó á algunos de los dichos procuradores.

Dice que oyó al arzobispo de Santiago, hablando en lo del breve

que trataba de la jurisdiccion eclesiástica diciendo palabras de sentimiento, y que referian palabras de religiosos de abtoridad y encarecimiento. Y dice que entre los de la Junta era comun opinion y cierta del gran ofrescimiento de dinero con su casa y persona si le favoreciesen en el arzobispado de Toledo.

En lo del marqués de Moya, dice que sabe que sobre el levantamiento de sus vasallos envió una persona principal de su casa con su carta, la cual sacó provisiones en su favor de los de la Junta, y sabe que el marqués de Velez sacó por otro su criado provisiones con un juez con salario asimismo de la Junta.

Y dice que oyó á algunos de los procuradores de mas abtoridad que habian habido los de la Junta ofrescimientos de algunos señores: y hasta que supieron los de la Junta la voluntad de las cibdades no los admitian; y que favorecian los lugares de los señores que se levantaban por la corona real y para estar en amistad de los procuradores.

3.^a—En los movimientos de quando se levantaron los pueblos, dice que sabe que la primera cibdad que se levantó en el reino, fué Toledo, y que cree que para el atrevimiento que estas hicieron fué gran cabsa el ofrescimiento que sabe que hicieron á la cibdad de Toledo el marqués de Villena y el duque del Infantazgo, y el adelantado de Granada, y Juan Arias, señor de Torrejon; y que esto de los ofrescimientos que estos hicieron dice que lo sabe porque, ido á Tordesillas, lo oía á don Pero Laso; y, ido al reino de Toledo, lo oía á Gonzalo Gaitan, y á Juan Gaitan, y á otros muchos. Y sabe que Juan Arias por capitulacion se obligó á la cibdad de Toledo y á la villa de Madrid, lo cual supo del capitan de Madrid y de otros en la dicha villa y en la cibdad de Toledo. Y para creer y tener por cierto que estos señores estaban en la voluntad y amistad de Toledo, sabe que de la cibdad de Toledo salió poca gente á lo de Segovia y otras cosas por su comarca sin rescebir danno de estos señores, ni ellos hacergele.

De su ida á Toledo dice que la cabsa que le movió fué la inteligencia y favor de don Pero Laso y el licenciado Zapata y Juan de Ayala con esperanza que le dieron de hacer sus hechos con su partido dellos y en lo de la gobernacion del arzobispado.

En lo que se me pregunta de mi ida á Francia digo, que yo iba á Portugal y hallé los caminos tomados y corrido de harta gente tres leguas; y á esta cabsa iba á Roma por aquella via donde me prendieron, y digo que no llevaba inteligencia de ninguno para otro propósito, ni yo le llevaba sino de irme á Roma.

Mensaje de Acuña al conde de Nassau interesándole en su negocio.

«Lo que direis vos, señor, al muy ilustre conde de Nasante es que se acuerde en mi fatiga de su palabra tan de buen caballero de ayudar á mi justicia con S. M.; y que se acuerde de mis ser-

vicios hechos á la corona real, en especial los que hice al rey don Felipe de gloriosa memoria, teniendo en Roma cargo de su embajador. Y prosupuesto que en las desventuras pasadas yo hice cuanta diligencia pude sin manifiesto peligro por servir, y que no fui acogido, y me acogí á los lugares que estaban en el amistad de los procuradores por necesidad forzosa y por justo temor; y que hice los bienes que pude y no males; y que en lo que pude servi señaladamente, y nunca olvidando el respeto de servir, á que cabasa fui preso; le suplico que haya compasion de mis males y de mi fatiga, cabsada por malas informaciones hechas por respetos particulares de en tiempos ocasionados á hacerse contra justicia y contra verdad, cuyo remedio es oficio de buen caballero y de buen servidor de S. M. y de extremo mérito con Dios. Y como por tanto beneficio y merced, librándome mis bienes, y con dar fianza de pagar lo juzgado, serviré con cuarenta mil ducados a grado de su señoría, y sin inconveniente para cumplir la paga suya en el obispado de parte de beneficios, fuera comodidad y provecho y de esperanza á servicio de S. M. y á voluntad del señor conde. *Y aun que yo desearia sobre todo un razonable retraimiento, siendo S. M. servido, serviré señaladamente y provechosamente en merced porque suplico se me dé libertad ó por sola clemencia y merced justificada ó por merced de mandarme hacer justicia tan verdadera cuanto de tal principe se espera con todos sus súbditos, y mas con eclesiásticos, hechura de su real casa; certificando á su señoría que son mas de doce las defensiones, que cada una de ellas bastaria á no tener damno por justicia: ninguna cabsa hay á que no responda justamente, demas de haber sido yo admitido á la clemencia de nuestro muy santo padre, solo esceptuando los danos que paresciesen, y demas de estar yo dispensado por abtoridad apostólica en lo de juicio espiritual y temporal.»*

Manuscrito de la Academia de la Historia.

APENDICE NUM. XIX.

Sobre el proceso de Acuña,

En el analisis de una causa ilegalmente formada, atropelladamente concluida y de nulidad absoluta á la luz de lo que la razon dicta y de lo que en el derecho se establece, nos ha sido forzoso erigirnos alternativamente en fiscales y en defensores del acusado. Atroz sobre cuanto puede ponderarse fué su delito: no lo fué menos la irregularidad del proceso á que se le sujetó de resultas, aban-

donándole, sin permitirle alegar sus descargos, á un juez incompetente, su capital enemigo, rencoroso y siempre sediento de sangre. Llámese el uno alevoso y el otro jurídico, tan asesinato nos parece el de Mendo Noguerol, alcaide de Simancas, como el de don Antonio Acuña, obispo de Zamora. Sin ser visto que á ninguno de los dos busquemos disculpa, el primero fué cometido á impulsos del ánsia de libertad naturalísima en el hombre; y el segundo de orden de un rey que ha pasado por muy benigno y muy cristiano. A continuacion insertamos las cartas que patentizan que Cárlos de Gante envió al alcalde de Ronquillo, no á procesar á Acuña, sino *á darle tormento y garrote*. Y aun estos documentos están demas para probar que tal fué el mandato del emperador de Alemania, pues de otra manera no se concebiria que, despues de ejecutada tan ferozmente la sentencia, conservase Ronquillo la gracia y favor del soberano.

Carta que escribió el alcalde Ronquillo á Francisco de los Cobos, secretario del emperador Cárlos V, avisándole haber ejecutado lo que S. M. Cesárea le mandó.

Muy Magnífico señor.

«Yo he cumplido el mandado de S. M. quanto á lo del obispo, y él ha pasado desta presente vida dándole un garrote colgado de una almena; no he podido hacer mas, que poner el cuerpo y el alma al tablero por cumplir el mandado, y servicio de S. M. Digo el cuerpo, porque este buen hombre tenia hartos deudos, de quienes siempre me tengo que recelar para andar la barba sobre el hombro: crea V. m. que ha sido con el mayor trabajo del mundo, porque, desde la hora que me vió, temia tanto lo que habia de suceder, que se desdijo de todo quanto habia dicho y respondia cavilaciones por circulos y palabras, que ni decia ni conlucia cosa alguna, ni habia que tomar de sus palabras, sino todo escusarse y querer dilatar y todo miedo, tanto que cada vez que entraba yo, antes que le comenzase á preguntar, pedia luego el bacin, que de antes no tenia mas temor, ni vergüenza de lo hecho, y decia, que se tenia en mucho matar un escudero, mas al fin yo le apreté con tormento de manera, que él me dijo lo de la muerte del alcaide y aun no del todo á la clara; pero lo del tratado, y concierto conaquestos, que están presos, y con otros, que hubiesen sido participantes en la muerte del alcaide, ni en soltarse de aquella manera no lo dijo antes, ni en el tormento, aunque fué con mas de dos quintales y medio de hierro á los pies, y siempre negó el tener conciertos con estos de la fortaleza, ni con persona de fuera para matar al alcaide, ni para se ir, mas de que tenia confianza en este Bartolome, clérigo, y en el Esteban, que huyó y en la Juana esclava, que le favorecian si él se saliese para ayudarle á salvar, y por

ello haberles ofrecido y hecho promesas señaladas. Y envió á V. m. las informaciones, que de allá traje con algunos mas testigos, que despues se reunieron por el alcalde Zárate y los reconocimientos fechos por el obispo de las cartas que le fueron mostradas y confesiones del obispo en especial la última que hizo, porque S. M. pueda pedir la absolucion, asi de lo que S. M. mandó hacer en lo del obispo, que es atormentarle y matarle como del atormentar á este otro Bartolomé Ortega, clérigo, asi para S. M. como para los que por su mandado lo hemos hecho y ejecutado, y conviene que venga tambien asimismo para los alcaldes y alguaciles asi de la corte como de esta villa, y otros muchos que le prendieron quando se iba, y le dieron algunos golpes y pedradas y le dijeron injurias y le echaron prisiones, que venga para todos muy cumplida, porque ya en esta villa á muchas personas quitan de las horas y divinos oficios, y yo no oigo misa, ni aun S. M. la puede oir sin cargo de conciencia.

«En lo de este clérigo yo le dí gravísimo tormento, porque duró dos horas y mas, subiendo y bajando y estando con tres quintales de peso y diez libras mas, y no confesó otra cosa mas delo de las cartas y decir, que si el obispo se saliera que él le tenia ofrecido que le favoreceria, dejando durmiendo al hijo del alcaide, pero no para matar al alcaide, ni para cosa de peligro ni afrenta; y creo que dice verdad, porque asi parece por la carta que él respondió al obispo, en la cual lo dice asi espresamente y paréceme que con este bastaria echarle del reino, y mas que á la sazón que pasó lo de la muerte del alcaide y el quererse ir el obispo estuvo siempre en la iglesia y no fué á la fortaleza.

La esclava tenían los alcaldes en la cárcel de Valladolid y le habían dado un buen tormento, y yo la di acá otro tormento muy mayor, tanto que se me murió dos veces en el tormento que pensé que nunca volveria y está muy mala, y está hecha una perra que nunca ha querido decir otra cosa tras de confesar que traia y llevaba aquellas cartas, y que nunca supo, ni entendió otra cosa tocante á la muerte del alcaide, y que ella no creia que escribian sobre la sultura del obispo ni sobre otra cosa mala; no sé si vivirá: si viviere castigarse ha conforme á la culpa que tuviere; contra el Esteban procedo en rebeldia, de manera que, sino fuera por esperar la respuesta de S. M. en lo que tengo de hacer con el clérigo, yo me pudiera ir luego: por tanto suplico á V. m. que á la hora se me envíe respuesta de lo que S. M. manda que se haga en todo con correo que venga aprisa porque yo no esté aqui perdido é impedido; temo lo que han de decir allá todos, en especial algunos señores del Consejo muy escrupulosos, de haber en el campo alguna gente que aguardasen aquel día al obispo para le recoger. Y puede creer S. M. que no la hubo, porque los alcaldes y villa hicieron en aquello cumplida diligencia, que fueron luego á caballo por todo el campo y por todas partes dentro de una legua á descubrir y reconocer y no hallaron rastro de persona.

Por otras dos cartas escribí á V. m. de lo que era monester

para la cobranza de nuestro salario; si V. m. no es servido que vamos sin él mandeme enviar cédula que hable con el factor y arrendadores.

«Entre otras cosas que tenia este buen hombre (que Dios perdone) es muy buenas haciendas y muchas, asi en el obispado de Zamora, que ha comprado, como en tierra de Burgos, aunque para esto terná hermanos, y tenia sin el obispado, segun él dijo, mas de diez mil de beneficios y de préstamos, y dígoles para que S. M. sobre todo lo que fuere servido y á tiempo acuda á Roma para hacer mercedes á quienes le sirven; á S. M. solamente escribo remitiéndome á la carta de V. m., por no le dar pena con la larga lectura. Prospere Nuestro Señor el muy magnífico estado, etc. De Simancas en 23 de marzo. Besa las manos de V. m.—El licenciado Ronquillo. Asimismo ha declarado algunos, que le ayudaban para su composicion, y de los frutos que han rentado su obispado y beneficios. Al muy magnífico señor comendador Francisco de los Cobos, secretario de S. M. y de su gobierno.»

Esta interesante carta debemos á la buena amistad del muy conocido orientalista y bibliógrafo don Pascual Gayangos. No se halla en el proceso de Acuña, donde solo se leen las contestaciones á ella de Carlos V y del comendador Francisco de los Cobos. Tambien de estas hacemos un traslado, aunque de dos de ellas dijimos bastante en el texto.

Carta del comendador Francisco de los Cobos al alcalde Ronquillo.

«Señor; recibí la carta de V. m. con la informacion y con la sentencia que envió; y S. M. vió la suya y la mia; y *le ha parecido muy bien lo que V. m. ha hecho; aunque á algunos escrupulosos les parece otra cosa*; pero S. M. sin embargo de esto, *está muy contento de lo hecho*, como verá por la respuesta. A Roma se escribirá y procurará con diligencia por la absolucion. En lo del clérigo V. m. lo remita y entregue á su juez como S. M. lo manda. Para cobrar sus salarios se le enviará la cédula que pide. En lo que toca á sus hijos yo haré, cuando sea tiempo y haya buena coyuntura, el oficio que debo. Guárdeme Ntro. Sr. á su muy noble persona y casa, como lo desea de Sevilla á 28 de marzo.—Si V. m. pudiese haber su salario de los bienes del obispo, el señor don Francisco recibirá buena obra en que no se cobre de los frutos del obispado, é yo recibiré merced. Véngase V. m. luego. *Que buenos estamos esta Semana Santa que S. M. ni yo no oiremos misa ni otros oficios divinos. A lo que V. m. mandare.*—Francisco de los Cobos.

Real cédula para la cobranza de los salarios del alcalde, escribano y alguaciles.

«Licenciado Ronquillo, alcalde de mi casa y corte é del mi consejo, ya sabedes como por la comision que os mandé dar para entender en el castigo de la muerte de Mendo Nogueroi, alcaide de la

fortaleza de Simancas, y de lo que en ello acaesció al tiempo que fué muerto, os señalé mil quinientos maravedís de salario para vuestra persona cada dia de los que, por dicha comision, declaré que os ocupasedes en ello; y para los alguaciles de mi casa é córte que con vos fueron docientos y cincuenta maravedís á cada uno, y para un escribano por ante quien pasare lo que en lo susodicho hiciéredes cien maravedís cada dia, y os mandé que cobrásedes los dichos salarios de los bienes de los que en ello halláredes culpados, é, si no hubiere bienes, de los de los frutos y rentas del obispado de Zamora, segun mas largo en la dicha comision se contiene. E como quiera que por ella mandé que don Francisco de Mendoza, obispo de Oviedo, administrador del dicho obispado de Zamora, diese é pagase los maravedís que en los dichos salarios se montasen, por no os dificultar para que, no os los pagando, los pudiéredes cobrar y podais sin que en ello se pusiere alguna escusa ó dilacion, porque no os detengais por esta causa; por esta mi cédula os doy poder y facultad para que, en caso que no haya bienes de culpados de que podais ser pagado del dicho vuestro salario, y los dichos alguaciles y escribano, que con vos fueron, requiriendo ó haciendo requerir primeramente á los factores ó acreedores y otras cualquier personas, que por el dicho obispo de Oviedo tienen á cargo los frutos é rentas del dicho obispado, que os den y paguen los maravedís que en los dichos salarios se montaren. Lo cual yo por la presente les mando que hagan, sino lo hicieron ó en ello escusa ó dilacion pusieren, que los podais cobrar y cobreis de lo mejor parado de los frutos ó rentas del dicho obispado, ó de otros cualesquier bienes del dicho obispo de Zamora don Antonio de Acuña con todas las costas y gastos que por su culpa se os recrecieren en la dilacion de la paga y cobranza de ellos, y para que podais hacer sobre ello todas y cualesquier ventas y remates de bienes y otras cualesquier cosas que fueren menester hasta que seais pagados de los dichos salarios, ansi de los dichos cuarenta dias que llevastedes mandado que os ocupádes en lo susodicho como de los que mas á culpa de los susodichos, por no os los dar ni pagar os ocuparedes, y de las costas y gastos que por esta causa hiciéredes; que por esta mi cédula os doy poder cumplido para todo ello con sus incidencias y dependencias, anexidades y conexidades, y hago sanos y de paz á quien los comprare los bienes que por esta razon fueren vendidos é rematados. Fecha en la cibdad de Sevilla á último de marzo de mil quinientos é veinte y seis años.—Por mandado de S. M.—Francisco de los Cobos.»

Carta del rey á Ronquillo.

«Licenciado Ronquillo, alcalde de mi casa y córte é del mi consejo; vi vuestra letra de veinte y tres del presente y la que es—

crebisteis al secretario Cobos, é por ellas he visto lo que hicisteis en lo que llevásteis mandado, que ha sido como vos lo sabeis hacer y habeis siempre hecho en las cosas en que entendeis. Yo os lo tengo en servicio; y pues ya eso es fecho, en lo que resta, que es enviar por la absolucion, yo mandaré que con diligencia se procure y traiga tan cumplida como conviene al descargo de mi real conciencia y de los que en esto han entendido, conforme á lo que escribís. En Sevilla á último de marzo de mil quinientos veinte y seis años.—Yo el rey.»

Sobre la renuncia del obispado de Zamora por don Antonio Acuña.—Mandamiento del alcalde.

El Licenciado Ronquillo Alcalde, del Consejo de S. M. y de su Casa y Corte y su Juez de Comision sobre la muerte de Mendo Noguerol, Alcaide de la Fortaleza de la villa de Simancas y soltura de don Antonio Acuña, Obispo de Zamora, y la culpa que sobre ello tiene el dicho obispo, hago saber á vos Juan de Cuellar é Gerónimo de Atienza, Escribanos de Sus Magestades, que el dicho Obispo de Zamora ha de hacer hoy dicho día ante mí, y en mi presencia renunciacion del Obispado de Zamora, y de otros beneficios y préstamos que tiene de nuestro muy santo padre para que se provean en las personas que el Emperador nuestro señor pidiere y suplicare: y porque el dicho Obispo lo quiere así pedir y otorgar y porque cumple al servicio de S. M. que lo susodicho sea secreto, y no sean avisadas otras personas de ello, y la Escritura que sobre ello se hiciere ante vos los dichos Escribanos ha de ser jurada y con juramento, y que si por ventura pusiéredes escusa é dilacion que los Escribanos de Sus Magestades no puedan otorgar Escritura con juramento, porque así lo mandan sus títulos so ciertas penas; por ende, visto lo susodicho, y como por vosotros me fué dicho y pedido que no podíades hacer dicha Escritura, con el dicho juramento porque os temíades de ser punidos por ello, y castigados; y por ende yo os mando en nombre de S. M. y porque así cumple á su servicio, y mirando los delitos, que el dicho Obispo habia cometido que luego pase, y se otorgue ante vosotros la Escritura sin embargo que vuestros títulos digan que no lo podeis hacer, por cuanto cumple así á la negociacion en que entiendo por mandado de S. M.; y por este mi mandamiento mando y de parte de S. M. requiero, que ningun Juez ni Justicia pueda proceder contra vosotros por ello, pues lo hicisteis por mi mandado siendo compelidos para ello: lo cual haced y cumplid so pena de privacion de vuestros oficios y destierro del Reino por tres años y diez mil maravedises para la Cámara y Fiseo de S. M. á cada uno y so la dicha pena á las dichas Justicia y otras personas que no se entrometan en lo susodicho. Fecho en la villa de Simancas á veinte y tres días del mes de marzo de mil quinientos y veinte y seis

años. Testigos que vieron mandar lo susodicho el dicho Señor Alcalde: Pedro de Esquinas y Juan Fanega: y Juan de Soto, Alguaciles de la Casa y Corte de Su Magestad.—El Licenciado Ronquillo.—Por mandado del Señor Alcalde.—Juan de Cuellar, Escribano.

RENUNCIA.

En la villa de Simancas dentro de la Fortaleza de la dicha villa á veinte y tres dias del mes de marzo de mil quinientos y veinte y seis años. Estando en la dicha Fortaleza echado en la cama don Antonio de Acuña Obispo de Zamora.—Dijo en presencia de nos los Escribanos de Sus Magestades infrascritos: que, por quanto, estando ausente el Emperador y Rey nuestro Señor de estos sus Reinos, él habia fecho ocasionadamente en su deservicio y daño de pueblos y personas particulares y despues, y agora últimamente estando en la dicha Fortaleza mejor tratado en ella por mandado de S. M. de lo que sus culpas y casos merecian, habia dado ocasion á la muerte de Mendo Noguero, Alcaide de la dicha Fortaleza, que le tenia preso, y le habia muerto por algunas causas, aunque no bastantes á tan mal caso, y él deseaba y pedia ser puesto en algun lugar estrecho y otra clausura, desnudándose y despojándose de lo que tiene espirital y temporal, donde pudiere y pueda hacer estrecha y perpetua penitencia de sus culpas y pecados: que él por la presente renunciaba é hacia renunciacion *de su libre y espontánea voluntad*, del dicho Obispado de Zamora y de todos los otros beneficios y préstamos que tiene con todo lo á ello anexo y perteneciente, en manos de nuestro muy santo padre, para que Su Santidad provea de ello á la persona, ó personas, que la Magestad del Emperador y Rey nuestro Señor pidiere y suplicare, y, si necesario era, dijo, que daba y dió por ningunas otras cualesquier renunciaciones, cesiones, traspasaciones, y contrataciones del dicho Obispado, y ventas, préstamos, y cualesquier de ellas haya y tenga hechas en cualesquier maneras hasta el dia de hoy de la fecha de esta.—Y suplica á S. M. lo quiera asi aceptar y haber por bien y si necesario era para mayor seguridad y firmeza de lo susodicho dijo, que juraba, y juró por las ordenes sagradas que recibió, poniendo la mano sobre la corona y el pecho, que estará y pasará por esta dicha renunciacion; y que agora ni en ningun tiempo, él ni otra persona por él no ira ni vendrá contra esta dicha renunciacion, ni contra lo en ella contenido, ni pedirá relajacion del dicho juramento por si ni por otro, y en caso que le fuere concedida á su pedimento ó motu proprio que no usará de ellos; é de como lo dijo é dice lo pidió por testimonio á nos los presentes Escribanos, y lo firmó de su nombre. Testigos que fueron presentes á lo que dicho es, y se lo vieron otorgar y firmar aqui de su nombre al dicho Obispo.—Pedro Esquinas: y Juan Fanega: y Juan Soto,

Alguaciles de la Casa y Corte de Su Magestad.—A. Zamoremis.—
Pasó ante mí Gerónimo de Atienza, Escribano.—Juan de Cuellar.

Sobrel a tradicion que ha corrido acerca del alcalde Ronquillo.

A pesar de la absolucion del papa no tuvo Ronquillo segura la conciencia, ó á lo menos así se creyó por graves historiadores. Léanse los siguientes párrafos con que el presbítero Antonio Cabezudo, acaba el capítulo que consagra á las comunidades de Castilla en las antigüedades de Simancas; párrafos que faltan en la coleccion de documentos inéditos de los señores Salvá y Baranda.

«Caso lastimoso y escandaloso ajusticiar como persona comun á un prelado. Esto hacen los ministros por complacer á sus principes, pasarse á mas de lo que les mandan, pues nadie puede creer que el emperador Carlos V mandase ejecutar tan sacrilega orden; y el alcalde por mostrarse gran servidor del rey, se hizo indigno servidor del demonio, quien acaso se lo agradeció y dió el pago, llevando el cuerpo de este mal ministro al infierno donde tenia ya su alma, pues fué por él al convento de San Francisco de Valladolid donde estaba enterrado, á media noche, y llamando á la campana de la porteria dieron al portero recado para el guardian y la comunidad de que estaban allí dos ministros de la justicia divina.

«Bajó el guardian con toda la comunidad, vestido de alba y capa pluvial y estola, cruz y ciriales; y los dos ministros del infierno guiaron á la capilla donde estaba enterrado el alcalde, y sacándole de la tierra y dándole un golpe en las espaldas echó por la boca la sagrada forma que en el Viático habia recibido, y depositándola en un copon ya prevenido cargaron con aquel infeliz cuerpo y lo llevaron al infierno.

«También es cierto, que el tal alcalde Ronquillo, viéndose agoviado del gusano de la conciencia que le remordia, estando cercano á la muerte, pidió al rey Felipe II, que ya reinaba por muerte de su padre Carlos V, que para descargo de su conciencia le hiciese la honra de verse S. M. con él. El rey fué y le pidió Ronquillo tomase á su cargo la muerte del obispo de Zamora, á que le respondió el rey.—Si hiciste lo que mi padre te mandó, obraste bien, si no para que lo hiciste, allá te las hayas.—Murió el miserable y tuvo de Dios el castigo merecido por su celo tan grande de la justicia humana.»

Cabezudo supone equivocadamente que Ronquillo sobrevivió al emperador don Carlos. Entre los interesantes documentos que posee el coronel de ingenieros don Jose Aparici, hemos visto una carta en que el doctor Ortiz dice al secretario Juan Vazquez de Molina, desde Madrid, lunes 12 de diciembre de 1555 lo siguiente:

«Ya V. m. habrá sabido cómo Nuestro Señor fué servido llevar de esta vida al alcalde Ronquillo para su gloria, lo cual se puede creer porque ordenó su alma como muy buen cristiano, y murió

como tal, y falleció el viernes á las nueve de la noche, á los nueve del presente, y á la salida del noveno de una calentura que le dió, que creo fué modorra; y ahora acaba de espirar, doña Teresa, su muger, que le dió el mal cuatro ó cinco dias despues que el alcalde, al cual llevaron á Arévalo luego aquella noche que espiró y á ella llevan esta noche.»

Al pie de un memorial de los dos hijos del alcalde Ronquillo, Gonzalo, comendador, y Luis, capellan de S. M. puso Felipe II de su letra, hablando del padre: *Dejó poca hacienda; muestra de su rectitud.*

Acerca de la tradicion absurda y muy acreditada durante siglos, referente al juez que llevó al suplicio al obispo de Zamora, debe leerse un cuaderno impreso en Córdoba en 1727 por don Salvador José Mañer, titulado *Ronquillo defendido contra el engaño que le cree condenado*. Allí demuestra que no es Ronquillo el alcalde de quien dice fray Antolinez de Burgos en su *Historia de Valladolid* que se lo llevaron los demonios; caso que refiere tambien, sin citar el nombre, el autor del libro titulado *Speculum exemplorum*, impreso en Davencia en 1480, y por consiguiente 75 años antes de la muerte de Ronquillo. Fray Dimas Serpi lo trae tambien en su *Tratado del Purgatorio*, impreso en Barcelona en 1604, callando el nombre del condenado, lo mismo que el padre Antolinez de Burgos. Al anotarle don Pedro Ladron de Guevara, afirma redondamente sin mas datos, que el alcalde á quien sucedió esa desventura, fué Ronquillo, que murió escomulgado por haber dado garrote al obispo de Zamora. Esto proporcionó coyuntura al doctor Cristóbal Lozano para dar por exacta la tradicion vulgar en su *David perseguido*. Ademas prueba don Salvador Jose Mañer, que en 28 de enero de 1592 declararon las monjas de Santa María la Real de Arévalo, que en la capilla mayor no estaban enterrados mas que el alcalde Ronquillo, su muger doña Teresa Briceño, y Gonzalo y Luis, sus hijos, que permanecian en sus sepulturas.

FIN DE LOS APENDICES A LA HISTORIA DE LAS COMUNIDADES DE CASTILLA.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

1961

FAC-SIMILES.

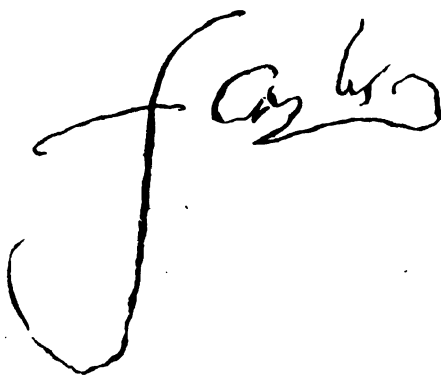


De doña Juana la Loca.

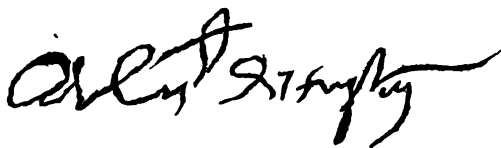
De Carlos V.

A large, stylized handwritten signature in black ink, oriented vertically. The signature appears to be 'Fernando' written in a cursive, flowing script. The letters are connected, and there are several long, sweeping strokes, particularly in the 'F' and the final 'o'. The signature is written on a plain white background.

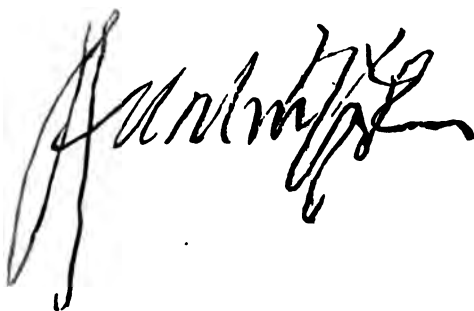
Del infante don Fernando.

A large, stylized handwritten signature in black ink. The first letter is a very large, bold 'F' that curves around to the left. The rest of the signature is written in a cursive script, appearing to read 'Cisneros'.

Del cardenal Cisneros.

A handwritten signature in black ink, written in a cursive script. The signature is somewhat slanted and appears to read 'Adriano'.

Del cardenal Adriano.

A highly stylized, cursive handwritten signature in black ink. The letters are fluid and interconnected, with a long, sweeping horizontal stroke at the bottom that extends to the left.

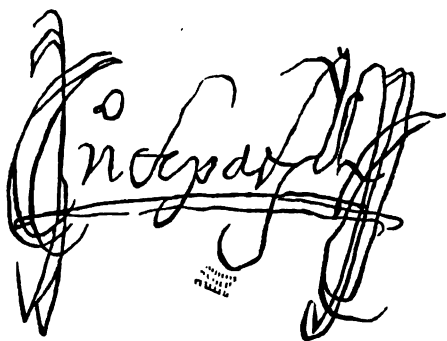
Del Almirante.

A highly stylized, cursive handwritten signature in black ink. The letters are fluid and interconnected, with a long, sweeping horizontal stroke at the bottom that extends to the left.

Del Condestable.

A facsimile of a handwritten signature, likely 'Del conde de Haro', written in dark ink on a light background. The signature is highly stylized and cursive, with a long, sweeping horizontal line extending to the right. The name 'Haro' is clearly visible in the center of the signature.

Del conde de Haro.

A highly stylized, cursive handwritten signature. The word "Padilla" is clearly legible in the center, with elaborate flourishes extending to the left and right. A horizontal line is drawn across the middle of the signature.

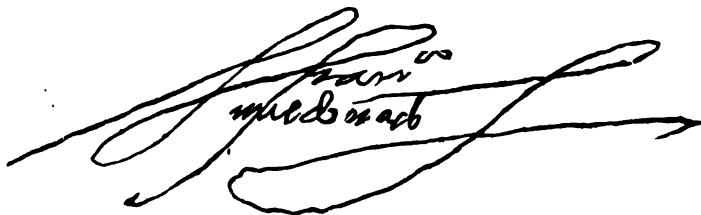
De Juan de Padilla.

A handwritten signature in a cursive script. The word "Zamora" is visible, followed by a long, sweeping horizontal flourish that extends to the right.

Del obispo de Zamora.

A facsimile of a handwritten signature in dark ink. The signature is highly stylized and cursive, with the name 'Bravo' clearly legible in the center. It features long, sweeping horizontal strokes that extend to the left and right, and a large, looped flourish above the name.

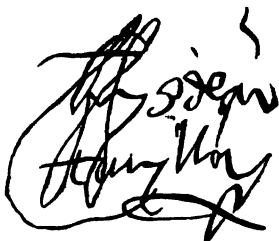
De Juan Bravo , capitan de Segovia.

A facsimile of a handwritten signature in dark ink. The signature is cursive and somewhat slanted. The name 'Francisco Maldonado' is written in a smaller, more compact script within the larger, more elaborate strokes of the signature. The signature ends with a long, horizontal stroke that tapers off to the right.

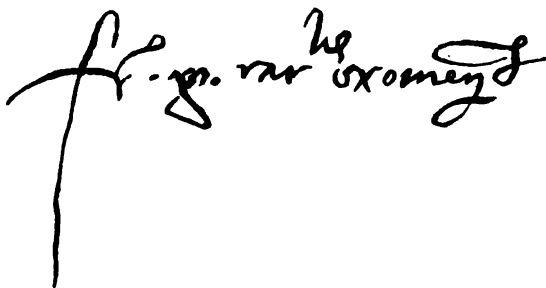
De Francisco Maldonado, capitan de Salamanca.


 A highly stylized, cursive handwritten signature in black ink. The letters are interconnected with long, sweeping strokes, particularly prominent in the 'Z' and 'a' characters.

De Juan Zapata, capitan de Madrid.


 A cursive handwritten signature in black ink. It features a large, circular initial 'L' followed by the name 'Luis Quintanilla' in a fluid, connected script.

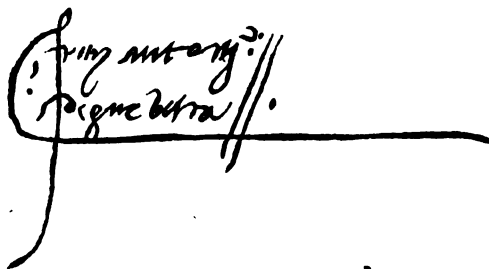
De Luis Quintanilla, capitan de Medina.


 A cursive handwritten signature in black ink. It begins with a large, stylized 'F' followed by the words 'Garcia de Loaisa' in a flowing script.

De fray Garcia de Loaisa.



De don Pedro Giron.



De fray Antonio de Guevara.

Cobos comz mpor

Del comendador Francisco de los Cobos.

Ronquillo

Del alcalde Ronquillo.

INDICE.

INTRODUCCION, pág. I.

CAPITULO I.—REGENCIA DEL CARDENAL JIMENEZ DE CISNEROS,
—Discordia entre los castellanos, 1.—Predileccion de Fernando V á su segundo nieto, 2.—Muerte de Fernando V, 3.—Cisneros regente, 4.—Insignificancia de Adriano, 5.—Cisneros traslada á Madrid la corte, 6.—Proclamacion de don Carlos, 7.—Energia de Cisneros, 8.—Alistamiento de la gente de ordenanza, 9.—Instigacion de los nobles contra el alistamiento, 10.—Se subleva Valladolid, 11.—La imita todo el reino, 12.—Se suspende el alistamiento, 13.—Representacion del regente contra Chevres, 13.—Diligencias inútiles para contrariar el influjo de Cisneros, 14.—Rumores sobre la venida del rey á España, 15.—Desembarca el rey en Villaviciosa, 16.—Ingratitud de don Carlos, 17.—Muerte de Cisneros, 18.—Juicio sobre sus cualidades, 19.

CAPITULO II.—ESPAÑA BAJO LA DOMINACION FLAMENCA.—Todas las dignidades de Cisneros se distribuyen entre los de Flandes, 21.—Reunion de córtes en Castilla, 22.—Protesta de Zumel, 23.—Su actividad é influencia, 23.—Los flamencos lo intimidan en vano, 24.—Estériles contemporizaciones, 24.—Se procura ganar á Zumel con halagos, 25.—Chevres aparenta darse á partido, 26.—Juramento ambiguo de don Carlos, 27.—Zumel prevalece, 27.—Memorial de peticiones de las córtes de Valladolid, 28.—Córtes de Aragon, 29.—Desconfianza de los Brazos, 29.—Otórgase al rey un mediano servicio, 30.—Córtes de Cataluña, 30.—Don Carlos es elegido emperador de Alemania, 31.—Desmanes de los flamencos, 32.—Toledo incita á las ciudades castellanas á representar sus daños, 34.—Mensaje de los toledanos, 36.—Alboroto de Valladolid, 36.—Atrocidades con que es castigado, 39.—Córtes de Santiago, 41.—Protesta de los diputados de Salamanca, 42.—Obran unidos con los mensajeros, 42.—Desaire sufrido por

los gallegos, 43.—Disgusto de los grandes, 43.—Corrupcion de los diputados, 43.—Se trasladan las córtes á la Coruña, 44.—Sus peticiones son negadas, 44.—Nombra el rey por gobernador á Adriano, 45.—Zarpa la escuadra real de la Coruña, 46.

CAPÍTULO III.—CONMOCION GENERAL EN CASTILLA.—Descontento de todas las clases, 48.—Levantamiento de Toledo, 49.—De Segovia, 52.—De Zamora, 54.—El obispo Acuña, 55.—Se apodera de Zamora, 56.—Levantamiento de Madrid, 60.—De Guadalajara, 62.—De Avila, 63.—De Cuenca, 63.—De Burgos, 64.—Este último lo adultera el condestable, 69.—Conducta desacertada del consejo, 70.—Ronquillo sobre Segovia, 70.—Le ahuyentan los segovianos con los socorros de Madrid y Toledo, 71.—Levantamiento de Salamanca, 72.—De Leon, 72.—De Murcia, 73.—Fonseca y Ronquillo sobre Medina del Campo, 75.—Heroismo de los medinenses, 75.—Fonseca prende fuego á la villa, 75.—Huye del reino, 78.—Persecucion contra su hermano el obispo de Burgos, 78.—Levantamiento de las Merindades, 78.—De Valladolid, 78.—Profecias propaladas en los pulpitos, 79.—Levantamiento de Palencia, 79.—Recuerdo de alta prevision de Jimenez de Cisneros, 81.

CAPÍTULO IV.—LA SANTA JUNTA.—Toledo propone que se reúnan los diputados, 82.—Abren en Avila sus sesiones, 83.—Vanas tentativas del regente y el consejo por anular la Junta, 84.—Padilla es nombrado general de los comuneros, 85.—Su retrato, 85.—Acuña sobre Burgos, 87.—Se retira, 88.—El regente en Tordesillas, 88.—Discretas palabras de Juana la Loca, 88.—Estuvo mas tiranizada que demente, 89.—Entrada de los comuneros en Tordesillas, 91.—Se traslada allí la Santa Junta, 92.—Prision de los del consejo, 92.—Yerro de Padilla y Bravo en no apoderarse de Simancas, 93.—Desacierto de la Santa Junta, 94.—Crítica situacion de los imperiales, 94.—La reina doña Juana patrocina á los comuneros, 96.—Da muestras de estar en sano juicio, 97.—Decaen de salud doña Juana y de ánimo los comuneros, 97.—Memorial de la Santa Junta á Carlos V, 98.—Error de los comuneros en perseverar en peticiones tantas veces desatendidas, 99.—Implora el apoyo del rey de Portugal la Santa Junta, 100.—Deplorable estado del reino, 101.—Envia la Santa Junta comisionados á Flandes, 102.—Prision de uno de los mensajeros, 104.—Los otros dos retroceden camino, 104.—Desventura de los comuneros en carecer de gefe, 104.

CAPÍTULO V.—LA NOBLEZA CONTRA LAS COMUNIDADES.—Nombramiento de nuevos gobernadores, 105.—Instruccion que les viene de Flandes, 107.—Insuficiencia de las tardías concesiones, 108.—Embozado proceder de los magnates, 109.—Manejos del condestable en Burgos, 110.—Entra en la ciudad y quita el alcázar á los populares, 112.—Se nombra capitán

general al conde de Haro, 112.—Congréganse muchos próceres en Riosoco, 113.—Contestaciones entre Burgos, Valladolid y la Santa Junta, 114.—Nueva alteracion de los vañesolitanos, 115.—Estériles mensajes entre algunos oidores de Valladolid y el cardenal Adriano, 116.—El almirante en Castilla, 118.—Sus esfuerzos por restablecer la paz cerca de Valladolid y de la Junta, 119.—Le ayuda el conde de Benavente, 121.—Se descomponen los tratos, 122.—Entrada del almirante en Riosoco, 124.—Situacion respectiva de los tres regentes, 124.—Atrocidad ejecutada por el condestable, 125.—Inminencia de la lucha, 126.

CAPITULO VI.—TRAICION DE DON PEDRO GIRON.—Principios de division entre los comuneros, 127.—Inaccion del ejército de la Junta, 129.—Pretensiones de Giron desairadas, 130.—Se hace comunero, 131.—Le nombran su capitan general los populares, 133.—Se retira Padilla á Toledo, 133.—Marcha Giron contra los magnates, 134.—Amaga caer sobre Riosoco, 135.—Refuerza al almirante el conde de Haro, 137.—Mensaje de paz infecundo, 138.—Fray Antonio de Guevara, 139.—Papel que hizo en tiempo de las comunidades, 142.—Sus ocultos manejos, 143.—Giron se dobla á sus insinuaciones, 143.—Ultima entrevista del padre Guevara y los comuneros, 144.—Estos se dirigen á Villalpando, 148.—Movimiento del ejército de los grandes, 149.—Toma de Tordesillas, 150.—Giron es de el encono popular, 157.

CAPITULO VII.—POPULARIDAD DE PADILLA.—Situacion de ambos partidos despues de la toma de Tordesillas, 158.—Muerte del tundidor Bobadilla, 163.—Sorpresa de Rodríguez y la Zarza, 163.—Padilla en Medina del Campo, 164.—Le elige capitan general el pueblo, 165.—Acuña abre la campaña en tierra de Campos, 167.—Procede de acuerdo con el conde de Salvatierra, 168.—El condestable acaba de avasallar á Burgos, 169.—Padilla y Acuña se apoderan de Mormojon y Ampudia, 171.—Se frustra su expedicion á Burgos, 173.—Escaramuzas entre los de Valladolid y los de Simancas, 174.—Sedicion militar en Valladolid, 179.—Marcha sobre Torrelobaton, 179.—Entra la villa por asalto, 182.—Alboroto del reino, 182.

CAPITULO VIII.—TRATOS PARA LA PACIFICACION DEL REINO.—Correspondencia del padre Guevara con los comuneros, 185.—Contestaciones entre Valladolid y el almirante, 188.—Junta de las ciudades andaluzas, 189.—Nueva instruccion del emperador de Alemania, 190.—Laso de la Vega negocia con fray García de Loaisa y con fray Francisco Quiñones, 192.—Tercia Alonso de Ortiz en los tratos, 194.—Plan de Laso de la Vega, 195.—Viage de Ortiz á Tordesillas, 195.—Peligro en que estuvieron las negociaciones, 196.—Fray Pablo de Villégas en la Santa Junta, 200.—Se concierta una tregua, 203.—No la observa ninguno de los bandos, 203.—Puntos en que se

- conforman para restablecer el sosiego, 204.—Se rompen las negociaciones, 205.—Pregon contra los comuneros, 208.—Pregon de Valladolid contra algunos magnates, 209.
- CAPITULO IX.—ESPEDICION DE ACUÑA A TOLEDO.**—Mala costumbre de andar en armas los sacerdotes, 212.—Marcha triunfal del obispo de Zamora, 214.—Desavenencias acaecidas anteriormente en Alcalá de Henares, 215.—Festejan en Madrid al obispo, 217.—Salva á Ocaña, 217.—Encuentro en el Romeral de los ejércitos contrarios, 219.—Generosidad de Acuña, 219.—Perfidia de Zúñiga, 220.—Le vence Acuña, 221.—Despide temporalmente á sus capitanes, 223.—Fausto con que le reciben en Toledo, 223.—Le aclaman arzobispo, 224.—Escándalo que produce semejante profanacion en todo el reino, 225.—Desastre de Mora, 226.—Acuña reúne de nuevo su gente, 227.—Cae sobre el castillo del Cerro del Aguila, 228.—Cobardía de sus soldados, 228.—Se acoge desechado á Toledo, 229.—Situacion apurada de sus moradores, 230.—Ruina inminente de la causa de las ciudades, 233.
- CAPITULO X.—VILLALAR.**—Desorganizacion del ejército comunero y de la Junta, 235.—Mal proceder de Laso de la Vega, 238.—Desasosiego en Valladolid, 238.—Valerosa defensa de Palacios de Meneses, 239.—Sorpresa de Montealegre, 240.—Se incorpora el condestable de Castilla á los otros dos gobernadores, 242.—Sale de Torrelabaton Padilla, 244.—Le sigue la caballería de sus contrarios, 245.—Vánamente anima á pelear á los suyos, 246.—Se desbandan los comuneros, 247.—Prision de sus capitanes, 248.—Fanatismo de fray Juan Hurtado, 249.—Siguen el alcance los vencedores, 250.—Deliberan sobre la suerte de los capitanes prisioneros, 251.—Suplicio de Padilla, Bravo y Maldonado, 255.
- CAPITULO XI.—DEFENSA DE TOLEDO.**—Se somete Valladolid, 258.—Imitan su ejemplo otras poblaciones, 259.—Entrada de los gobernadores en Segovia, 260.—Se ponen en marcha contra los franceses, 261.—Retrato de la viuda de Padilla, 263.—Sus disposiciones despues de saber la muerte de su esposo, 265.—Desastrosa muerte de los dos hermanos Aguirres, 267.—Inútiles esfuerzos del marqués de Villena en favor de los imperiales, 268.—Fuga y prision del obispo de Zamora, 269.—Condiciones que para rendirse imponia Toledo, 271.—Estrecha el prior de San Juan el asedio de la ciudad, 272.—Derrota de los franceses en Navarra, 273.—Disensiones en Toledo, 274.—Escaramuza entre sitiados y sitiadores, 275.—Escritura de concordia, 276.—Situacion azarosa de Toledo despues de la entrada de los imperiales, 277.—Alboroto de los comuneros, 279.—Su sujecion definitiva, 281.—Trabajosa fuga de doña Maria Pacheco, 282.
- CAPITULO XII.—EL EMPERADOR.**—Venida de don Carlos á España, 286.—Sentencia á varios comuneros, 288.—Fin de Maldonado Pimentel, 289.—Diligencias contra los emigrados, 291.—

Pregon mal llamado indulto, 292.—Juicio del almirante sobre este decreto, 293.—Sermon de fray Antonio de Guevara, 296.—Actuaciones contra Acuña, 300.—Su tentativa de fuga, 304.—Su proceso y suplicio, 305.—Ronquillo obra de acuerdo con las órdenes del rey, 318.—Loaisa intercede por la viuda de Padilla, 320.—Destierro de este prelado á Roma, 321.—Muerte de doña Maria Pacheco, 322.—Secuestro de los bienes de su esposo, 323.—Quejas del almirante y del condestable de Castilla, 225.—Espulsion de la nobleza de las cortes, 329.—Constante valimiento de Ronquillo, 331.

EPILOGO 335.

APENDICE núm. I, 345.—Núm. II, 349.—Núm. III, 352.—Número IV, 355.—Núm. V, 359.—Núm. VI, 362.—Núm. VII, 364.—Núm. VIII, 365.—Núm. IX, 368.—Núm. X, 370.—Número XI, 371.—Núm. XII, 372.—Núm. XIII, 378.—Núm. XIV, 380.—Núm. XV, 382.—Núm. XVI, 382.—Núm. XVII, 383.—Número XVIII, 384.—Núm. XIX, 391.

FAC-SIMILES, 401.





ERRATAS.

<u>Pág.</u>	<u>Lín.</u>	<u>Dice.</u>	<u>Léase.</u>
VIII	22	de la cosas.	de las cosas.
IX	22	de la política de Cár- los V.	de la política del hijo de Carlos V.
XXI	6	á se equivoca.	ó se equivoca.
3	31	vaciacion.	variacion.
84	19	llegabau.	llegaban.
105	18	herrado.	errado.
163	13	intervalo.	intérvalo.
205	26	habrimos.	habrémos.
249	18	atezado.	acezado.

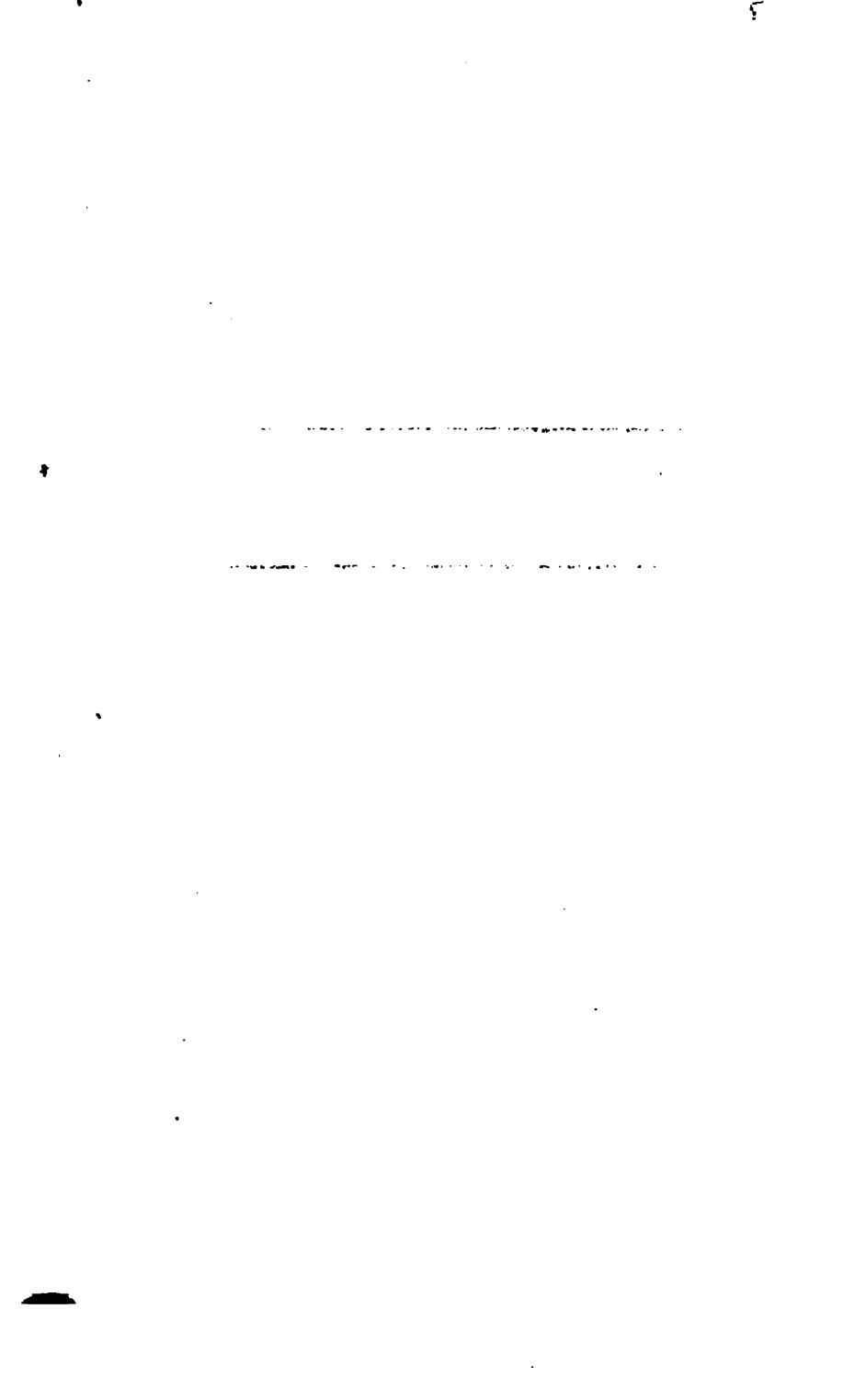




LA

SITUACION POLITICA DE CUBA

Y SU REMEDIO.



4

LA

SITUACION POLITICA DE CUBA

Y SU REMEDIO,

POR

DON JOSÉ ANTONIO SACO.



PARIS.

EN LA IMPRENTA DE E. THUNOT Y C^a,

CALLE RACINE, 28, CERCA DEL ODEON.

—
1854.



LA

SITUACION POLITICA DE CUBA

Y SU REMEDIO.

Yo no soy alarmista, pero á España y á Cuba mi patria debo la franca manifestacion de la verdad. Claro aparece hoy el horizonte cubano; ¿mas no vendrán á oscurecerlo nuevas tempestades? ¿El escarmiento terrible de los invasores de Playitas en la madrugada del doce de agosto bastará para consolidar la tranquilidad y el porvenir de Cuba? En el brillante triunfo que acabamos de alcanzar, yo no veo mas que una tregua, y de ella debemos aprovecharnos para conjurar los peligros *esternos* é *internos* que amenazan á nuestra isla. Los primeros nacen del Norte-América; los segundos de las instituciones que rigen en Cuba; y aunque ambos males son muy graves,

- tienen por fortuna un remedio tan fácil , que el gobierno de la madre patria puede aplicarlo el día que quiera.

Peligros externos.

Dos son los móviles principales que impelen á una parte del pueblo americano á la adquisicion de Cuba; el deseo de engrandecerse , y el interés de la esclavitud. ¿ Pero acaso ni el uno ni el otro han cesado ya con el drama sangriento representado en Cuba? Ellos existen lo mismo que antes , y aunque es probable que dormiten por algún tiempo , creo que despertarán con mas fuerza cuando se les presente una ocasion favorable.

En años anteriores , todas las esperanzas de muchos hijos de la república americana se cifraban en adquirir el hemisferio en que habitan desde el polo del norte hasta el istmo de Panamá ; pero no contentos ya con tan vasto territorio , hoy proclaman en sus periódicos y juntas públicas , que conquistarán todo el nuevo mundo. Un país donde se propagan ideas tan peligrosas , es una amenaza inmediata á todos los pueblos vecinos. Obsérvese la marcha del engrandecimiento territorial de los Estados-Unidos. Sus primeras adquisiciones fueron por un título legítimo , pues compraron

la Luisiana á la Francia y las Floridas á España ; mas de Tejas ya se apoderaron de un modo infame. Cuando se trató de resolver la cuestion del Oregon , bien quisieron apropiárselo todo , y solo el temor de una guerra con la Gran Bretaña fué el que los hizo entrar en razon. Provocaron despues las hostilidades contra Méjico , y por una de las guerras mas inicuas le despojaron de gran parte de su territorio. Por último , los repetidos amagos contra Cuba , las dos invasiones en ella en el corto espacio de catorce meses , y las maquinaciones que se están fraguando contra la infeliz nacion mejicana , manifiestan hasta donde llega la criminal ambicion de una democracia desenfrenada.

El interés de la esclavitud es hoy mas activo y temible que el primero , pues para los Estados del sur participa del doble carácter de político y mercantil : político , porque ellos tratan de robustecer su influencia en la confederacion , no solo absorviéndose á Cuba , sino dividiéndola , segun piensan algunos , hasta en cuatro Estados , para tener de este modo ocho votos mas en el senado : mercantil , porque no encontrando ya los amos de los esclavos nuevo campo donde venderlos en el territorio de la Union , luchan por abrir en Cuba un vasto y nuevo mercado á su peligrosa mercancía.

En estas circunstancias , ¿ cuál es el freno que puede contener la fuerza de estas tendencias ? ¿ Será el go-

bierno de la Confederacion? ¿Será el temor de una guerra con España?

Aquel gobierno, por su propia organizacion, es esencialmente débil, y mas débil todavía por las influencias que lo dominan, pues frecuentemente se deja intimidar ó arrastrar por el grito de la democracia. Esta se va desmoralizando cada dia, á lo menos en ciertos Estados; las leyes ya no infunden aquel respeto que en tiempos anteriores; y la ambicion de alcanzar el poder, ó de mantenerse en él, obliga aun á los ciudadanos mas distinguidos á cortejar los votos de la multitud, pues esta es la que concede los empleos y los favores. Además, aquel gobierno trabaja por introducir en el código internacional un principio de derecho público tan extraño como inadmisibile. Pretende, que ninguna potencia europea se mezcle en los asuntos de América, sin advertir que mientras algunas de ellas posean colonias en el nuevo mundo, tienen un derecho incontestable á tomar parte en todas las cuestiones americanas que puedan afectar sus intereses territoriales, políticos, ó mercantiles. Un gobierno pues, de tal modo constituido, que vive de tales elementos, y que tales máximas profesa, es un gobierno que no puede servir de garantía al reposo de Cuba. Ni el presidente Taylor, ni el vicepresidente Fillmore han promovido la anexion de aquella isla; pero sin embargo, tambien hemos visto realizar dos invasiones en poco mas de un año. Y si esto ha sucedido con una admi-

nistracion moderada, y á la que debemos suponer de buena fé, y deseosa de evitar conflictos con otras naciones, ¿ qué no será cuando suba á la presidencia un hombre que ya por ideas propias, ya por ser dócil instrumento de las agenas, propenda á la adquisicion de Cuba?

El temor de una guerra con España tampoco reprimirá las miras ambiciosas de los ciudadanos del norte. Poseidos estos del orgullo mas exagerado, creense superiores á todas las naciones; y España, que empieza ahora á reponerse de sus largos quebrantos, no les merece ni aun aquella consideracion á que la hace acreedora el recuerdo de sus pasadas glorias. Paréceles muy fácil triunfar de ella, y aunque en esto se equivocan, esta equivocacion los alentará á nuevas agresiones. Asentada España entre el Atlántico y el Mediterráneo, dueña en aquel de las islas Canarias, y en este de las Baleares, con ventajosas posiciones en el estrecho de Gibraltar, y ocupando en Asia las islas Filipinas, puede lanzar muchos corsarios, y hacer un daño enorme al comercio americano. Pero si ella en esos mares puede por sí sola ofender gravemente á su enemigo, este procuraría apoderarse en las costas occidentales de Africa de las islas de Annobon y Fernando-Po, ó á lo menos de esta última, que por hallarse junto á las bocas del Niger, puede ser con el tiempo de grande importancia; hostilizarla, y probablemente ocuparía todo ó parte de Puerto Rico; quizá

tambien haría desde California serias tentativas contra Filipinas , y en cuanto á Cuba , que es el punto cardinal de la cuestion , y cuya conquista sería el origen y el fin de la guerra , preciso es reconocer que todas las ventajas están á favor de la Confederacion.

Situada en la vecindad de Cuba , con una escuadra mucho mas fuerte que la nuestra , y con grandes recursos á mano para aumentarla rápidamente, los buques de guerra españoles en presencia de fuerzas inmensamente superiores, ó tendrían que refugiarse á los puertos de la isla , ó serían batidos en lucha tan desigual á pesar del valor de sus marinos. En ambos casos, dueño nuestro contrario de aquellas aguas bloquearía é invadiría á Cuba. Y no se diga , que esta invasion se haría en pequeño, fundándose en que el ejército norte-americano apenas cuenta doce mil hombres, porque los aventureros indígenas y europeos que tanto abundan en aquel país, y las poblaciones del sur y del oeste que tan interesadas están en la conquista de nuestra antilla darian huestes invasoras.

Ciertísimo es que el gobierno español haría una defensa desesperada ; pero obstruido el comercio , emigrando las familias, huyendo los capitales, sin dinero las aduanas para sufragar los gastos ordinarios de la isla y los extraordinarios de la guerra , y sin poder recibir pronto refuerzos de España á causa de la distancia , ni tampoco tardíos por impedirlo el

bloqueo, Cuba no solo quedaría completamente arruinada dentro de pocos meses, sino que abiertas todas sus costas á las legiones invasoras, estas se apoderarían de aquel punto importante.

Tal sería el resultado inevitable de la guerra si España, en su situacion actual, entrase sola en ella con los Estados-Unidos. La ocupacion de Cuba por estos sería un hecho de la mas grave trascendencia. Interesadas están en evitarlo todas las potencias que tienen colonias americanas, y particularmente la Inglaterra y la Francia. Siendo comunes á ellas y á España los intereses y los peligros, urgentísimo es que cubran á nuestra isla con su egida poderosa. Este pensamiento no es nuevo; cubanos ilustres lo han tenido ya; la prensa europea se ha ocupado de él; deseanlo así los gobiernos de aquellas dos grandes naciones; y aun sería muy importante que el de los Estados-Unidos se adhiriese á esta obra de salvacion y de concordia. Para conservar la paz, es necesario, si ya no se ha hecho, un tratado que garantice á España por cierto tiempo la tranquila posesion de aquella antilla; pero celebrado, ó por celebrarse, no debe España desatender la interna condicion de Cuba. Ella clama por reformas administrativas y *políticas*, y sin ser mi ánimo que los estrangeros vengan á resolver nuestras cuestiones domésticas, yo sentiría profundamente, que Francia é Inglaterra se olvidasen de la noble mision que ejercen en el mundo, prestando su

nombre y su influjo poderoso para perpetuar en Cuba unas instituciones que ellas han condenado en sus colonias.

Peligros internos.

Proviene estos, como he dicho ya, de las instituciones que rigen en Cuba, pues siendo despóticas en todos los ramos de la administracion pública, el pueblo cubano carece de garantías legales, sin tener mas proteccion que la que quiere dispensarle la prudencia ó la templanza de las autoridades que mandan. ¿Será pues posible que aquellos habitantes estén contentos con una forma de gobierno tan arbitrario? No, y mil veces no. Pero si no lo están, ¿cómo es que el grito lanzado en Puerto Príncipe y en Trinidad no tuvo eco en ningun punto de la isla? ¿Cómo, que en vez de juntarse á los invasores de las Playitas, tan hostiles se les mostraron? Porque el pueblo cubano es enemigo de toda revolucion, porque no es anexionista y aborrece la dominacion estrangera, porque espera, que unido á España, gozará muy pronto de una libertad racional, y porque es de tan nobles y generosos sentimientos, que olvidándose en la hora del peligro de todas las injusticias y agravios recibidos, se ha empeñado en dar á su metrópoli una

nueva prueba de su lealtad inalterable. Esto es lo que el pueblo cubano ha hecho en las críticas circunstancias que acaban de pasar ; pero si de aquí se quiere inferir , que él ama y está contento con el despotismo que le oprime , yo á fuer de cubano , y que sé muy bien como piensan mis compatriotas , yo repito que *no*, y mil veces *no*. Y hoy , puedo pronunciar este *no*, con la cabeza mas alta que nunca , porque aunque perseguido en Cuba por revolucionario , y tachado despues de anexionista , este revolucionario sin embargo , y este anexionista ha combatido dos veces la revolucion y la anexion. Yo pues , que he escrito contra ellas , y que volveria á escribir mañana , si fuese necesario , debo decir sin embozo , que tan enemigo soy de la revolucion y de la anexion , como de las actuales instituciones que tiranizan á Cuba ; y téngase entendido , que así como siento yo , sienten casi todos los cubanos , aunque muchos por temor , ó guardan un profundo silencio , ó aparentan lo contrario.

Para negar á Cuba la libertad política á que tan acreedora es , se han buscado varios argumentos que yo reproduciré aquí en toda su fuerza para refutarlos uno por uno.

1° Los derechos políticos que se concedieron á las colonias por la constitucion de 1812, fueron la causa de la independencia del continente americano : luego para que Cuba no la consiga, debe estar privada de ellos.

Yo á mi vez , sirviéndome del mismo argumento , pudiera decir : Cuba , Puerto Rico , y Filipinas gozaron tambien de esos derechos , y sin embargo , no se declararon independientes ; luego las concesiones políticas de la constitucion de 1812 no produjeron el resultado que se les imputa . Efectivamente , atribuir al código de Cádiz la independencia de aquellas colonias , es no solo un anacronismo escandaloso , sino un sofisma inventado por el partido servil para desacreditar en España los principios de libertad consignados en aquella constitucion .

La idea de la independencia es coetánea á la conquista de América , y desde entonces , nadie participó tanto de sus temores como el mismo gobierno , pues de ellos nacieron las injusticias contra Colon , y los recelos y desconfianza contra Cortés . Las guerras civiles del Perú entre los bandos de los Almagros y Pizarros arrastraron á uno de estos hasta el extremo de hacerse independiente de la corona de Castilla , y de combatir con las armas á los vireyes sus representantes . España

oyó en el siglo pasado los gritos de independencia que resonaron en sus colonias continentales ; y en 1806 la proclamó tambien sin haberla conseguido , el general Miranda cuando desembarcó con 500 hombres en Coro ciudad de Venezuela. La invasion francesa en 1808 trastornó y dejó sin gobierno á la Península; sus colonias se aprovecharon entonces de la ocasion favorable que se les presentó, y mucho antes de haberse publicado la constitucion de 1812, y aun reunido el 24 de setiembre de 1810 las cortes constituyentes que la formaron , ya el fuego de la insurreccion se habia estendido por el continente americano. Pero nótese bien, y téngase muy presente , que en medio de ese incendio general, Cuba siempre se mantuvo fiel á la metrópoli, y aun la socorrió con sus caudales y la sangre de sus hijos.

Para que no quede ninguna duda sobre la falsedad del argumento que estoy refutando , invocaré la autoridad de un hombre , que así por su talento y acendrado españolismo , como por haber sido uno de los diputados mas influyentes en aquella época y en las posteriores, merecerá de los peninsulares una confianza que jamás podrá inspirarles ningun cubano en materias semejantes. El conde de Toreno , despues de haber indicado en el libro 13 de su *Historia del levantamiento , guerra y revolucion de España* algunas causas muy insignificantes que en el siglo décimo octavo influyeron en la independencia , y de decir, que no

obstante ellas, el vínculo que unia á las colonias de ultramar con su metrópoli, era todavía fuerte y muy estrecho, continúa:

« Otras causas concurren á aflojarle paulatina-
mente. Debe contarse entre las principales la revo-
lucion de los Estados Unidos anglo-americanos.
Jefferson en sus cartas asevera que ya entonces die-
ron pasos los criollos españoles para lograr su inde-
pendencia... Incurrió en error grave la corte de
Madrid en favorecer la causa anglo-americana...
Diose de ese modo un punto en que con el tiempo
se había de apoyar la palanca destinada á levantar
los otros pueblos del continente americano... »

« Tras lo acaecido en las márgenes del Delaware
sobrevino la revolucion francesa, estímulo nuevo de
independencia, sembrando en América como en
Europa ideas de libertad y desasosiego... » Aquí
sigue Toreno refiriendo las graves turbulencias del
Perú acaudilladas por el indio Tupac-Amaro, y las
conmociones de Caracas en 1796, de las que fueron
principales promovedores el mayorquin Picornel y el
general Miranda natural de Venezuela, y concluye
diciendo, que á pesar de ellas, aun permanecian muy
hondas las raices del dominio español para que se las
pudiera arrancar de un solo y primer golpe.

« Requeríase pues (prosigue Toreno) algun nuevo
suceso, grande, extraordinario, que tocara inmedia-
tamente á las Américas y á España, para romper los

• lazos que unian á entrambas, no bastando á efectuar semejante acontecimiento ni lo apartado y vasto de aquellos paises, ni la diversidad de castas y sus pretensiones, ni las fuerzas y riqueza que cada dia se aumentaban, ni el ejemplo de los Estados Unidos, ni tampoco los terribles y mas recientes que ofrecia la Francia; cosas todas que colocamos entre las causas generales y lejanas de la independencia americana, empezando las particulares y mas próximas en las revueltas y asombros que se agolparon en el año de 1808.

• En un principio y al hundirse el trono de los Borbones manifestaron todas las regiones de Ultramar en favor de la causa de España verdadero entusiasmo, conteniéndose á su vista los pocos que anhelaban mudanzas. Vimos en su lugar la irritacion que produjeron allí las miserias de Bayona, la adhesion mostrada á las juntas de provincia y á la central, los donativos, en fin, y los recursos que con larga mano se suministraron á los hermanos de Europa. Mas apaciguado el primer hervor, y sucediendo en la Península desgracias tras de desgracias, cambiósese poco á poco la opinion, y se sintieron rebullir los deseos de independencia, particularmente entre la mocedad criolla de la clase media y el clero inferior. Fomentaron aquella inclinacion los ingleses, temerosos de la caida de España, fomentáronla los franceses y emisarios de José, aunque en otro sen-

» tido y con intento de apartar aquellos países del go-
» bierno de Sevilla y Cádiz, que apellidaban insur-
» reccional : fomentáronla los anglo-americanos,
» especialmente en Méjico; fomentáronla, por último,
» en el Rio de la Plata los emisarios de la infanta doña
» Carlota, residente en el Brasil, cuyo gobierno inde-
» pendiente de Europa no era para la América meri-
» dional de mejor ejemplo que lo habia sido para la
» septentrional la separacion de los Estados Unidos.

» A tantos embates necesario era que cediese y
» empezase á cruzir el edificio levantado por los espa-
» ñoles mas allá de los mares, cuya fábrica hubo de
» ser bien sólida y compacta para que no se resquebra-
» jase antes y viniese al suelo...

» ...Verificóse el primer estallido sin convenio ante-
» rior entre las diversas partes de la América, siendo
» difíciles las comunicaciones y no estando entonces
» estendidas ni arregladas las sociedades secretas que
» despues tanto influjo tuvieron en aquellos sucesos.
» El movimiento rompió por Caracas, tierra acostum-
» brada á conjuraciones; y rompió, segun ya insinua-
» mos, al llegar la noticia de la pérdida de las Anda-
» lucías y dispersion de la junta central.

» El 19 de abril de 1810 apareció amotinado el
» pueblo de aquella ciudad capital de Venezuela, al
» que se unió la tropa; y el cabildo ó sea ayunta-
» miento, agregando á su seno otros individuos, eri-
» jióse en junta suprema, mientras que conforme

» anunció , se convocaba un congreso... Siguieron el
» impulso de Caracas las otras provincias de Vene-
» zuela , escepto el partido de Caco y Maracaybo , en
» cuya ciudad mantuvo la tranquilidad y buen orden
» la firmeza del gobernador don Fernando Miyares.

» ...Alzó tambien Buenos Aires el grito de indepen-
» dencia al saber allí por un barco inglés que arribó á
» Montevideo el 13 de mayo , los desastres de las An-
» dalucías...

» ...Montevideo, que se disponia á unir su suerte
» con la de Buenos Aires, detúvose noticioso de que
» en la Península todavía se respiraba , y de que existia
» en la isla de Leon con nombre de regencia un go-
» bierno central.

» No así el nuevo reino de Granada, que siguió el
» impulso de Caracas , creando una junta suprema el
» 20 de julio (de 1810). Acaecieron luego en Santa
» Fé, en Quito y en las demás partes altercados, divi-
» siones , muertes , guerra y muchas lástimas , que tal
» esquilmo coge de las revoluciones la generacion que
» las hace.

» Entonces y largo tiempo despues se mantuvo el
» Perú quieto y fiel á la madre patria , merced á la
» prudente fortaleza del virey don José Fernando
» Abascal y á la memoria aun viva de la rebellion del
» indio Tupac Amaro y sus crueldades.

» Tampoco se meneaba Nueva España , aunque ya
» se habian fraguado varias maquinaciones , y se pre-

• paraban alborotos de que mas adelante daremos
• noticia.

• Por lo demás tal fué el principio de irse desgajando del tronco paterno, y una en pos de otra ramas
• tan fructíferas del imperio español... »

He aquí á la constitucion de 1812 absuelta por un juez español, y sin duda de los mas competentes, del crimen revolucionario que se le imputa. Y sin embargo, el conde de Toreno, ya por falta de valor para decir toda la verdad, ya por una parcialidad que rebaja al historiador, calló algunos de los motivos principales de la independencia. Otro célebre español, con menos artificio oratorio, pero con mas franqueza y concision que él, espuso en breves palabras, desde el pasado siglo, muchas de las causas verdaderas de aquel acontecimiento. Reconocida por España la independencia de los Estados Unidos, el conde de Aranda previó desde entonces la suerte futura de todo el continente americano, y en el informe reservado que presentó á Carlos III en 1783, se espresó asi :

• Dejo aparte el dictámen de algunos políticos,
• tanto nacionales como estrangeros, en que han dicho
• que el dominio español en las Américas no puede
• ser duradero, fundados en que las posesiones tan
• distantes de su metrópoli, jamás se han conservado
• largo tiempo. En el de aquellas colonias ocurren aun
• mayores motivos, á saber : la dificultad de socorrer-
• las desde Europa cuando la necesidad lo exige ; el

• gobierno temporal de vireyes y gobernadores, que
• la mayor parte van con el único objeto de enrique-
• cerse ; las injusticias que algunos hacen á aquellos
• infelices habitantes ; la distancia de la soberanía y
• del tribunal supremo donde han de acudir á esponer
• sus quejas ; los años que se pasan sin obtener reso-
• lucion ; las vejaciones y venganzas que mientras tanto
• experimentan de aquellos jefes ; la dificultad de
• descubrir la verdad á tan larga distancia ; y el in-
• flujo que dichos jefes tienen , no solamente en el país
• con motivo de su mando , sino tambien en España,
• de donde son naturales : todas estas circunstancias,
• si bien se mira , contribuyen á que aquellos natu-
• rales no estén contentos , y que aspiren á la inde-
• pendencia siempre que se les presente ocasion fa-
• vorable. »

Esta ocasion se les presentó con la invasion fran-
cesa en 1808, y la independencia de las colonias
continentales se realizó , no á impulso de la constitu-
cion de 1812, sino por las causas ya manifestadas.

*2º Cuando rigió en Cuba esa constitucion , hubo al-
gunos desórdenes en las elecciones : luego para que no
se repitan , Cuba siempre debe ser esclava.*

Segun el modo de presentar este argumento, podria
creerse que todo aquel período fué una serie continua

de desórdenes , cuando en realidad no los hubo sino en la Habana á fines de 1822 ; y para apreciarlos en su verdadero valor, es menester subir á su origen. Bien sabido es , que aquella constitucion era esencialmente democrática, y que en ninguno de los períodos de su existencia se hizo ley que reglamentase las elecciones. Esto no obstante, las razas india y africana quedaron enteramente escluidas por ella de todos los derechos políticos ; y aunque la primera pereció en Cuba mucho tiempo ha , los individuos de la segunda jamás se acercaron á las urnas electorales. Conviene expresar lo así , para que no se piense que los desórdenes que se alegan provinieron del choque entre los negros y los blancos. Estos ocuparon solos el campo electoral, y tan amplia entrada tuvieron en él , que yo nunca he visto ni en los Estados Unidos del Norte América , ni en la presente república francesa , un sufragio tan universal como el que se gozó en la Habana en 1822. Votaban los propietarios y gente honrada al lado de los hombres perdidos y aun criminales que se paseaban impunemente, no por efecto de aquella constitucion , sino de los antiguos vicios introducidos por el despotismo ; votaban en masa los soldados de los regimientos ; votaban las tripulaciones de los buques mercantes recién llegados de la Península , con papeletas falsas de domicilio que se les daba ; y votaban en fin, hasta los niños de doce años de algunas escuelas y colegios. ¿ Qué extraño pues , debe ser que unas elec-

ciones, cuyo arranque procedia de tan desordenados elementos, diesen margen á algunos desórdenes? Lo admirable es, que hubiesen sido tan pocos, y esos pocos demuestran, que si el pueblo cubano tuvo desde entonces bastante cordura y aptitud para salir triunfante de la prueba mas terrible en que se le puso, hoy con una ley circunspecta daría un magnífico resultado. Bajo el imperio del código de Cádiz, ¿no se cometieron tambien en España abusos mayores que en Cuba? ¿Y acaso ha dicho alguno por eso, que se acabe en la Península el gobierno representativo, ni que perezcan todas sus libertades? Como no espero que el gobierno de la metrópoli conceda á Cuba de un golpe todos los derechos políticos que desde ahora pudiera darle sin ningun inconveniente, me contentaría con que tomase por base la propiedad, y que para su mayor confianza elevase, si le parece, el censo electoral á una alta cantidad, atendidas las riquezas de Cuba. Un colegio electoral compuesto, no ya de propietarios, sino de propietarios ricos, es un colegio que ofrece á Cuba y á España las mas firmes garantías, y negarnos aun esta pequeña justicia so pretexto de lo acaecido en tiempo de las anárquicas elecciones de la constitucion de 1812, es uno de los actos que mas perjudican á la feliz armonía que debe reinar entre la colonia y su metrópoli.

3° Cuba, bajo el gobierno que la rige, se ha ilustrado y enriquecido ; luego no necesita de libertad política.

Cabalmente por las mismas razones , ella debe ser libre , pues siendo ilustrada , conoce sus derechos , y odia la tiranía ; y siendo rica , tiene mas intereses que defender , y mas necesidad de garantías políticas para conservarlos.

Las luces y riqueza que Cuba ha adquirido , en vez de ser obra del despotismo , son conquistas que ha hecho luchando contra él. ¿ No es verdad , que si ella hubiese sido libre , estaria incomparablemente mas ilustrada y mas rica que hoy ? Su ilustracion proviene de que un número considerable de cubanos han recibido su educacion en paises extranjeros ; de que otros muchos han viajado , ya solos , ya con sus familias por América y Europa ; de que vueltos á su tierra han derramado en ella las luces que han recogido ; del contacto en que el comercio ha puesto á aquellos habitantes con las naciones civilizadas ; y del instinto ó fuerza interna que llevan en sí las sociedades , principalmente las nuevas , para mejorar su condicion , á pesar de las trabas que se les pongan. No afirmaré yo , que nada se debe al gobierno , porque esto sería una falsedad y una injusticia ; pero mas falsedad é injusticia sería considerar como resultado del despotismo la poca ó mucha ilustracion que poseemos.

La prosperidad material de Cuba debida es á sus fertilísimos terrenos , á los brazos africanos que los cultivan , á la escelencia de sus frutos , y á los buenos precios que han tenido en los mercados estrangeros. De estas cuatro causas , tres son absolutamente independientes del gobierno , y la única que ha emanado de él , ojalá que nunca hubiera existido , pues aunque sin negros fuésemos hoy menos ricos , tambien estaríamos libres de las inquietudes del porvenir. ¿ Y acaso corresponde esa tan decantada prosperidad á los elementos de riqueza que Cuba encierra en su seno ? Recorranse sus pueblos y sus campos , y al contemplar muchos de aquellos tan atrasados , y la mayor parte de estos tan incultos todavía , unos y otros me servirán de testimonio irrefragable contra los que osaren desmentirme.

Mas concedase que los intereses materiales de Cuba hayan llegado ya al estado mas floreciente. ¿ Se dirá por eso , que ella es realmente feliz ? La alta misión de un gobierno no está circunscrita á tan reducida esfera ; otros deberes sagrados reclaman su atencion , y ningun pueblo pide reformas políticas , sociales , y morales con mas urgencia que Cuba. Negarse por mas tiempo á introducirlas , es correr desbocadamente al abismo donde todos podemos perecer. El progreso de las sociedades modernas , y del que aquella isla tambien participa , ha creado nuevas necesidades y nuevos sentimientos ; y si en años anteriores , los cubanos vi-

vian contentos con las ideas que heredaron de sus padres, hoy se consideran desgraciados, porque carecen de toda libertad.

Los que para privarnos de ella avanzan el argumento que estoy refutando, no reparan en las armas terribles que ofrecen al despotismo, porque si bajo su accion é influjo los pueblos pueden ilustrarse y engrandecerse, ¿por qué se declama entonces tanto contra él? ¿Dónde están los males que se le achacan? Si él da lo mismo que la libertad, ¿qué necesidad hay de cambiar la forma de los gobiernos? Las naciones que viven subyugadas por el absolutismo, deben seguir viviendo bajo su cetro, y pecarian contra sus intereses, si intentasen salir, aun por los medios mas legítimos, de un estado tan venturoso.

El adelantamiento material de un país no es signo seguro para juzgar de la bondad de sus instituciones, porque á veces existen al lado del despotismo principios é influencias de tanta vitalidad, que él no tiene fuerzas para sofocarlos. Venecia en la edad media se engrandeció territorial y mercantilmente mas que ninguna otra nacion europea; y con todo eso, los ciudadanos de aquella república gimieron bajo la espantosa tiranía del Consejo de los Diez y de la Inquisicion de Estado. En el presente siglo, y en medio de los desórdenes de un régimen absoluto, han hecho progresos materiales el Piamonte, la Lombardia, la Toscana, Nápoles, Rusia, y otras naciones; y las mismas

colonias del continente américo-hispano, comparando lo que fueron en el siglo 16 con lo que llegaron á ser al tiempo de su independencia, prueba evidentísima son de que los pueblos pueden mejorar su condicion aun bajo las instituciones mas despóticas. Si algunos de nuestros hermanos peninsulares están convencidos de que los adelantos materiales son por sí solo bastantes para hacer felices á los pueblos regidos despóticamente, ¿por qué no se contentan ellos con la misma dosis de felicidad que recetan á los cubanos? ¿Por qué no piden que se ahogue en España la libertad de la imprenta, que se abata la tribuna, se cierre el Parlamento, y se rompa de una vez la máquina que compone el gobierno representativo? Cuando la tiranía pesaba sobre la metrópoli, delirio habría sido que las colonias reclamasen de ella principios de libertad; pero despues que esta se ha sentado en el trono de Castilla, monstruosa contradiccion es mantener á Cuba bajo el imperio de las caducas instituciones que le legaron los monarcas absolutos.

4º Las antiguas leyes de Indias son la verdadera legislacion colonial: modificadas, satisfacen á todas las necesidades de Cuba; luego no deben introducirse en ella novedades políticas.

A tan repetido y viejo argumento contestaré con

razones, parte de las cuales he dado ya en otro tiempo.

Las reformas políticas que exige Cuba son inconciliables con la legislación indiana. Los nueve libros que componen la *Recopilacion de leyes de Indias*, no forman un código político, civil, criminal, ni de ninguna especie. Como lo indica su mismo nombre, no son el fruto de un plan combinado, sino el conjunto de las numerosas disposiciones que para los vastos países de América se fueron dictando en diversas circunstancias, durante el espacio de casi dos siglos. Al cabo de este tiempo, tanta vino á ser la muchedumbre de cédulas, ordenanzas, cartas, provisiones, y tanta su incoherencia y confusion, que á veces ni los gobernantes sabian lo que mandaban, ni los gobernados lo que habian de obedecer. Para salir de este laberinto, mandáronse compilar las disposiciones que andaban desparramadas por los archivos del reino: mas hecho este trabajo sin el debido discernimiento, se hacinaron leyes sobre leyes, resultando no un código sencillo y filosófico, sino un centon en que se amontonó lo bueno y lo malo que para la América se habia ordenado. Ya desde el reinado de Felipe II se pensó hacer una compilacion, pero con alteraciones considerables: y si esto sucedió en el siglo 16, ¿qué no será hoy que nos hallamos á la mitad del 19? Preciso sería rehacer enteramente las leyes de Indias; pero rehacerlas,

sería destruirlas ; y para destruirlas , mejor es levantar de nuevo el edificio.

Importa mucho advertir, que Cuba no fué el punto de América á que se dirigió la Recopilacion indiana. Clavados los ojos de España en las minas de oro y plata del continente, cargó hácia él la fuerza de la emigracion europea, y las cuatro grandes antillas, que se habian empezado á poblar desde fines del siglo 15 y principio del 16, quedaron casi abandonadas. Enflaquecidas con la pérdida de gente y capitales, viéronse olvidadas del gobierno, y en el cúmulo de leyes que encierra aquella compilacion, rara vez se oye sonar el nombre de Cuba. ¿Cómo pues, aplicarle una legislacion que no se formó para ella, y en que no se consultaron sus intereses ni necesidades? ¿Diráse, que siendo parte de la América, se encuentra en iguales circunstancias que los paises continentales, y que por lo tanto puede regirse por las mismas leyes? Fácil sería demostrar, que unas regiones tan dilatadas como las que abrazaron las colonias américo-hispanas, bien difieren unas de otras bajo muchas relaciones; pero sin entrar en esta discusion, porque ella me conduciria á un término demasiado lejos, bastará observar, que una parte de la Recopilacion indiana se refiere esclusivamente á la situacion peculiar de algunas de las colonias continentales, cuyas leyes, en razon de su misma especialidad no pueden con-

venir á Cuba. Otra parte, mayor que la primera, tuvo por objeto principal la policía de los indios y el arreglo de las relaciones entre ellos y los españoles; y como hace mucho mas de dos siglos que los indígenas perecieron en nuestra isla, no puede aplicarse con acierto á sus actuales habitantes lo que se habia ordenado para una raza de hombres del todo diferentes.

Aun cuando no existiese ninguna de las razones anteriores, nunca sería atinado regir á Cuba por las leyes de Indias. Si en los tiempos que siguieron á la conquista, se creyó que con ellas se podia hacer feliz la América, hoy pensarlo así, es una fatal ilusion. Las circunstancias políticas, mercantiles, y morales han cambiado mucho, y condenar á Cuba á vivir bajo los restos del código indiano, sería perpetuar sobre ella el yugo de la esclavitud. La prosperidad material de Cuba exigió con la abolicion de muchas leyes de Indias; y su importancia política y aun su dignidad moral claman por la derogacion de casi todas las restantes. No hay duda, que algunas honran la memoria del gobierno que las dictó, porque se propusieron salvar la raza indígena de los horrores de la conquista: pero las demás, en su conjunto, consideradas mercantilmente son protectoras del monopolio y enemigas de todo progreso; consideradas judicialmente son tan imperfectas, que no pudiendo decidirse por ellas ni en lo civil, ni en lo

criminal, es menester acudir á los códigos de Castilla; consideradas literariamente, lejos de elevarse á la altura de los conocimientos modernos, contienen disposiciones que son la mengua de la ilustracion; consideradas religiosamente son un monumento de la intolerancia y persecucion del siglo diez y seis; consideradas en fin bajo el aspecto político, son bárbaras y tiránicas, pues que arman á los gobernantes de las facultades mas terribles. Tal es el código de Indias, y tal el código que se recomienda para hacer feliz] á Cuba.

Y ya que de él se prevalen algunos para negarnos derechos políticos, yo tambien me fundaré en él para que se nos concedan. La ley 13, tit. 2º, lib. 2º, dice :

« Porque siendo de una corona los Reynos de Castilla, y de las Indias, las *leyes y orden de gobierno de los unos, y de los otros deben ser lo mas semejantes y conformes que ser pueda*, los de nuestro Consejo en las leyes y establecimientos que para aquellos Estados ordenaren, procuren reducir la *forma y manera del gobierno de ellos al estilo y orden que son regidos y gobernados los Reynos de Castilla y de Leon*, en quanto hubiere lugar, y permitiere la diversidad y diferencia de las tierras y naciones. »

Esta ley abraza dos puntos. 1º Que las leyes, orden, y forma de gobierno de España y de América deben ser lo mas semejantes y conformes que ser puedan.

2° Que esta semejanza y conformidad no se tome en un sentido tan absoluto, que todo lo que se estableciere en España, se aplique siempre y sin variacion alguna á la América. Infiérese de aquí, que las instituciones y las leyes deben ser *unas mismas* para acá que para allá cuando lo permitan las circunstancias locales; y cuando no, que se modifiquen, procurando siempre que sean entre sí lo mas semejantes y conformes que ser puedan. *Modificar* pues, las instituciones y la legislacion, es lo único que permite esta ley; pero *modificacion* es cosa muy distinta de *oposicion* y *contrariedad*; y *oposicion* y *contrariedad* hay entre el *despotismo* y la *libertad*, y por consiguiente entre la *forma de gobierno* de Cuba y la *forma de gobierno* de España. A los que para Cuba piden la aplicacion de las leyes de Indias, yo les pido tambien el cumplimiento de la que acabo de citar.

5° *Cuba tiene muchos esclavos : luego no puede gozar de libertad política.*

¿ Y de cuando acá la esclavitud doméstica ha sido obstáculo para que en los países donde existe, gocen los hombres libres de derechos políticos ? Esa lamentable institucion fué tan general en la antigüedad, que hasta las repúblicas mas libres se apoyaron en ella. Las de Grecia, plagadas estuvieron de esclavos, y en

Atenas, la mas floreciente de todas, y en algunas otras, ellos escedieron en mucho al número de ciudadanos.

Abundaron tanto en Cartago, que cartagineses hubo que los poseyeron á millares. Empleólos tambien la república como remeros en sus galeras de guerra, y las 350 que entraron en combate con las romanas en la primera guerra púnica, llevaron á su bordo, segun los datos que nos ha dejado Polibio, el asombroso número de ciento cinco mil.

Roma la conquistadora del mundo echó las cadenas de la esclavitud personal sobre una porcion considerable del género humano; pero en medio de su inmensa muchedumbre los ciudadanos ejercian en el senado y en los Comicios los derechos políticos que aseguraban su orgullosa libertad.

Mucho antes que Venecia hubiese perdido la suya, ya poseyó esclavos, y de ellos hizo un vasto comercio con varias naciones. Tuviéronlos tambien, y el mismo tráfico hicieron las repúblicas de Pisa, Florencia, y Génova en los días mas gloriosos de su libertad.

Los Estados-Unidos del Norte-América, cuando eran colonias, gozaron de amplios derechos políticos y religiosos, no obstante que tenian muchos esclavos, y que en algunas provincias, estos eran mas numerosos que los libres. Así sucedió en Virginia, y particularmente en la Carolina del sur, donde en 1740 habia tres esclavos para cada blanco. Hoy mismo, aquella

república alimenta en sus entrañas tres millones, y á pesar de que están reconcentrados en los Estados del sur, y que en algunos de ellos hay casi tantos esclavos como blancos, nadie por eso ha soñado en América ni Europa, en coartar los derechos de aquellos repúblicanos.

El Brasil goza de gobierno representativo y de una Constitucion liberal : sin embargo, así antes, como despues de haberla alcanzado, el número de los esclavos fué muy superior al de los blancos.

Lleguemos por fin, á los países que mas semejanza tienen con Cuba, ya por ser colonias como ella, ya por formar parte de las mismas Antillas ; pero antes de la demostracion que vóy á presentar, debo advertir que las inglesas gozaron de derechos políticos y asambleas legislativas desde los siglos 17 y 18, cuando existía en ellas en todo su vigor la esclavitud, pues la ley de emancipacion no se promulgó hasta el año de 1834 ; y que las francesas tuvieron Consejos coloniales popularmente nombrados desde 1833, en cuya época la Francia no habia emancipado todavía sus esclavos, pues esto no aconteció hasta 1848.

Hecha esta advertencia, empecemos por las Antillas inglesas, y veamos cual fué su poblacion blanca y esclava, segun los censos que se formaron entre los años de 1817 y 1832, período anterior á la ley de emancipacion.

	Años.	Blancos.	Esclavos.
Jamaica.	1817	35,000 (1)	345,252
Antigua.	1828	1,980	29,839
Tabago.. . . .	1830	450	12,556
Barbadas.	1832	12,797	81,500
Las islas Bahamas.	1826	4,588	9,186
San Cristobal. . .	1826	1,610	19,885
Granada.	1827	834	24,442
Dominica.. . . .	1831	840	14,230
Montserrat.. . . .	1828	315	6,247
San Vicente.. . .	1825	1,301	23,780
Nieves.	1828	500	9,259
Anguilla.. . . .	1819	360	2,451
		<hr/> 60,575	<hr/> 576,627

Colonias francesas.

	Años.	Blancos.	Esclavos.
Martinica.	1835	menos de 9,000	78,076
Guadalupe con sus adyacentes . . .	1835	de 11,000 á 12,000	96,322
Guayana (2).. . .	1836	casi 1,100	16,705
		<hr/> 22,100	<hr/> 191,103
Total exagerado de la poblacion blanca.			

(1) Algunos creen, que la poblacion blanca solamente llegaba entonces á 30,000.

(2) Aunque la Guayana y la isla Borbon no pertenecen á las Antillas, cumple á mi propósito hacer mencion de ellas.

Segun el censo de 1836, la isla de Borbon tuvo 69,296 esclavos. Los blancos, indios, y libres de color ascendieron á 36,803; pero como esas tres clases se incluyeron indistintamente en una sola partida, me es imposible determinar el número de blancos; bien que estos no llegaban ni aun á la mitad de aquel total.

Para que resalte mas la diferencia, veamos cual es la poblacion de Cuba. El censo de 1846 fijó los blancos en 425,767, y los esclavos en 328,759. A mi objeto convendria adoptar este último número; pero queriendo dar una prueba de la imparcialidad con que escribo, le desecho como muy bajo, y aunque se me tache de exageracion, le elevo á 500,000. Pues bien, aun así aparecerá, que para cada esclavo hay casi un blanco; resultado que está muy distante de ofrecer ninguna de las Antillas inglesas ni francesas. Y si ellas, á pesar de haberse hallado en circunstancias tan desventajosas, han disfrutado de derechos políticos, ¿por qué ha de vivir Cuba privada enteramente de ellos?

6° Las actuales instituciones mantienen en Cuba el orden y la tranquilidad: las reformas políticas ocasionarian trastornos é independencia: luego no se debe hacer alteracion.

Peró si tantos beneficios se derivan de esas institu-

ciones , ¿ por qué nadie tiene confianza en el porvenir ? ¿ por qué están los capitalistas sacando de la isla todo el dinero que pueden ? ¿ Cómo se esplican las frecuentes alarmas , las prisiones y destierros numerosos , las invasiones en parte fomentadas por el descontento cubano , los alzamientos de Puerto Príncipe y Trinidad , y los patíbulos en que ya se derrama la sangre de los cubanos ? Estas son cosas que jamás se han visto en Cuba , y una política que está dando tan tristes resultados , es una política detestable , y que irremediablemente nos conducirá tarde ó temprano á la catástrofe mas desastrosa. Si la libertad reinase en Cuba , entonces quizá podrian atribuirse á deseos inmoderados de sus hijos los acontecimientos que deploramos ; pero cuando el despotismo es el régimen que en ella impera , el despotismo , y solo el despotismo es el único responsable de esas desgracias y de otras mayores que mas adelante vendrán.

De él nació la primera idea de la anexion , y su mano fatal es la que ha regado tan peligrosa semilla por la superficie de aquel suelo. Desesperanzados de alcanzar reformas políticas de España , volvieron algunos la vista hácia el norte como el punto de donde habia de bajarles la libertad , y este pensamiento propagado allí y en Cuba , ha dado origen á los sucesos ocurridos. Muy funestos para la metrópoli hubieran podido ser, si la alarma general que acerca de la esclavitud produjo en Cuba la revolucion francesa , no

se hubiese desvanecido enteramente; pero aunque desvanecida, la idea primordial no se ha borrado, ni borrará mientras subsista la causa que la engendró. Del temor de la anexión provino el de la invasión, del de la invasión el aumento considerable de fuerzas marítimas y terrestres, de ese aumento la absorción de los sobrantes que Cuba enviaba á España y la imposición de nuevas contribuciones, y de estas un nuevo germen de descontento, que juntándose al producido por el sistema político, comprometen mas y mas la situación. Tomase desgraciadamente el efecto por la causa, y no se quiere reconocer, que la anexión ó independencia no sería el principio, sino el medio, el resultado extremo que se buscaria para salir de la opresión. El día que se diese á Cuba libertad, ese sería el de la muerte infalible de todo proyecto trastornador. *Cien mil bayonetas* que el gobierno enviase á ella, no tendrían tanta fuerza para afianzar el dominio español como la concesión de libertades políticas. Esto lo jura por su honor un cubano que es cubano, y que lee esta verdad en el corazón de los cubanos.

Temense las concesiones, porque dicen, que ellas á la larga pueden producir la independencia; pero esos tímidos no advierten, que el actual sistema nos está llevando á una revolución y á un conflicto con los Estados Unidos, porque estallando aquella, imposible será evitar que millares de norte-americanos, movidos por su interés, se presenten en Cuba como

auxiliadores. Estos peligros son ciertos, caerán sobre ella dentro de un plazo mas ó menos corto, y si fuestos á la hija, tambien lo serán á la madre: mas la tan temida independendencia es absolutamente imposible en nuestros dias, casi imposible en un remoto porvenir, y si por un raro evento se llegara á realizar en el largo transcurso de los tiempos, sería con mutuas ventajas de la colonia y la metrópoli, pues á esta le quedaría allí una rama frondosa del tronco español y un rico mercado español.

Tachase á Cuba de independiente, ¿pero su conducta en medio de los estrordinarios acontecimientos de 1851, no ha mostrado hasta la evidencia que no abriga tales sentimientos? ¿No ha muchos años que el escudo de sus armas lleva por blason el dictado de *siempre fiel*? ¿Y no acaba de realzar este timbre la mano augusta de Isabel II? Pues entonces, ¿por qué se desconfía de los cubanos? Si se les tiene por leales, ¿por qué son cadenas políticas la recompensa de tanta lealtad? Pero si no lo son, ¿por qué se les halaga con un título que no merecen?

Esa acusacion de independendencia que en voz alta ó á la sordina se repite contra Cuba, procede del error de haberla identificado con las colonias del continente americano, sin atender á que las circunstancias de estas y aquella son esencialmente diversas. Las colonias continentales de España estaban asentadas en la vasta superficie que se estiende desde las Califor-

nias hasta la Patagonia, y desde las aguas del Atlántico hasta las playas del Pacífico; mas Cuba solo ocupa un espacio muy pequeño en el mar de las Antillas. La poblacion de aquellas era muy superior en número á la de su metrópoli; mas la de Cuba, sobre ser muy escasa, está compuesta en mucha parte de peninsulares. Defendian á aquellas de los ataques exteriores la inmensa distancia que las aparta de Europa, la dificultad de sus comunicaciones internas, la espesura de sus bosques y la fragosidad de sus montañas; mas Cuba dista menos de España, y menos todavía por los prodigios del vapor, apenas entonces conocidos; es de fácil acceso por todas sus costas, y en razon de su misma pequeñez, está cortada de caminos en casi todas sus direcciones. Propagado en aquellas el fuego de la insurreccion ¿cómo sujetar á un tiempo paises tan inmensos y tan lejanos? Si todo el gran poder de Inglaterra no habria podido someterlos, ¿sería bastante á conseguirlo una nacion empobrecida, sin ejércitos ni escuadras, y que acababa de salir, tan postrada, de la sangrienta lucha con el Capitan del siglo? — Cuba empero por su corta estension tiene menos recursos para su defensa, pues estrechado por la naturaleza el círculo de sus maniobras militares, puede el gobierno reconcentrar con ventaja en un solo punto todas las fuerzas de la nacion, y cargar con ellas sobre una débil Antilla, abierta por todas partes á los golpes del enemigo.

A estas reflexiones que hice en mi primer papel contra la anexion, añadiré ahora tres mas.

1ª. El conde de Aranda, en su informe ya citado, predijo con un espíritu profético la conducta futura de los Estados Unidos, y la pérdida para España de todas sus posesiones continentales; pero jamás le pasó por el pensamiento la idea de que Cuba y Puerto Rico pudieran hacerse independientes. Así fué, que cuando aconsejó á Carlos III que se desprendiese de todas las colonias del continente de América, y coronase en ella tres infantes de España, el uno en Méjico, el otro en el Perú, y el otro en lo restante de Tierra-firme, tambien le propuso que se quedase únicamente con las islas de Cuba y Puerto Rico en la parte septentrional, y alguna que mas conviniese en la meridional, á fin de que sirviese de escala ó depósito para el comercio español. Y el conde de Aranda así lo propuso, porque considerando este asunto, no con las pasiones y preocupaciones del dia, sino con los ojos de un profundo político, estaba íntimamente penetrado de que Cuba no podia ser independiente ni aun en el mas remoto porvenir.

2ª. Gozando ya España de un gobierno liberal, cobrará cada dia nuevas fuerzas, y como tiene tantos elementos para engrandecerse, no tardará mucho en ser una nacion poderosa: de manera, que aun cuando Cuba intentase, allá en tiempos remotos, adquirir una existencia propia, ya tendria que haberlas con una

metrópoli capaz de subyugar á colonias mucho mas grandes y fuertes que ella. Esta conviccion bastaría por sí sola para retraer á los cubanos de entrar en una lid , cuyos resultados frustrarian todas sus esperanzas. ¿Y por qué, cuando ya tuviesen libertad, habrian de aventurar todas las ventajas que á la sombra de ella gozasen? ¿Por qué romper unos vínculos que serían dulces y provechosos á los padres y á los hijos?

3ª. La desmesurada ambicion de los Estados Unidos presenta ya un obstáculo inmenso á la verdadera independencia de Cuba, pues aun suponiendo que esta llegase á conseguirla, muy pronto la perdería, porque sin fuerzas propias para defenderse, y privada del apoyo de su antigua metrópoli, víctima sería de la rapacidad americana, en cuyas garras perecerían sus tradiciones, su nacionalidad, y hasta el último vestigio de su lengua.

Refutados los argumentos en que se fundan los enemigos de la libertad cubana, yo pregunto á las Cortes, al gobierno, y á la España entera, ¿es prudente y político mantener en continuo choque los sentimientos de lealtad de los cubanos con los nobles deseos de libertad que los animan, y que permanezcan quejosos y descontentos á vista de un pueblo vecino que codicia la posesion de Cuba, y que á todas horas los convida y halaga con las libres instituciones de que él goza?

¿Es justo y político que un pueblo que paga anual-

mente al estado tantos millones de pesos fuertes, no tenga ni aun por medio de la clase mas rica é inteligente ninguna intervencion en el modo de imponer las contribuciones, ni en la inversion que se les da?

¿Es justo y político, que hasta el hombre mas rico, influyente, é ilustrado carezca del simple derecho de nombrar un regidor?

¿Es justo y político, que cuando en los dos períodos de 1812 á 1814, y de 1820 á 1823 se dieron á Cuba por la constitucion que entonces regía, derechos iguales á los de la metrópoli, y que cuando por el Estatuto Real de 1834 se le permitió enviar sus representantes á las Cortes nacionales, se la haya despojado despues de toda la libertad de que gozaba?

¿Es justo y político, que cuando en la constitucion de 1837 se le prometió gobernarla por *leyes especiales*, es decir, por leyes, no tiránicas, sino libres y conformes á sus necesidades, y al espíritu de las instituciones de la madre patria, ella al cabo de mas de catorce años esté gimiendo todavía bajo el yugo del despotismo?

¿Es justo y político, que cuando la península ha sacudido las cadenas que la esclavizaban, y recobrado su antigua libertad, Cuba por cuyas venas circula tambien sangre española, no sea digna de merecer ni una sola concesion liberal?

¿Es justo y político, que cuando España se gloria hoy de pertenecer al número de los pueblos libres, esa

misma España se esfuerze en mantener en el número de los esclavos á Cuba su hija predilecta?

¿Es justo y político en fin, que cuando las Antillas inglesas y francesas, con menos riqueza, con menos importancia, y con menos poblacion blanca, pero sí comparativamente con muchos mas esclavos que Cuba, han tenido largos años ha consejos y asambleas coloniales, ella forme un contraste tan doloroso con sus hermanas las islas del mismo archipiélago?

Abra el gobierno, abra los ojos, y salve á Cuba del abismo en que va á hundirse. Desconfíe y cierre los oídos á sugerencias, que aun suponiéndolas siempre dictadas con la mejor intencion, son tan erróneas como peligrosas. Reflexione, que con una imprenta completamente encadenada, sin corporaciones en que entre el mas mínimo elemento popular, y sin órgano fiel de ninguna especie que sirva de intérprete á los sentimientos de Cuba, él no puede conocer la opinion verdadera de aquel país. Así es, que á su pesar se halla rodeado de tinieblas, y cuando le parece que va por buena senda, corre derecho á un precipicio. Yo sé que mi voz le es sospechosa; pero si consulta los intereses nacionales, ellos le dirán que la escuche como imparcial y amiga. Reine España, y reine por siempre en Cuba, mas para que su reinado sea dichoso, es menester que impere, no solo en el territorio cubano, sino en el corazon de sus habitantes, y ambos fines conseguirá dándoles instituciones liberales: institu-

ciones, que robustecidas con un tratado, que si no se ha hecho, será preciso hacer, removerán todos los peligros, y le asegurarán sin ejércitos ni escuadras la tranquila y perdurable posesion de la reina de las Antillas.

Paris, y octubre 28 de 1851.

JOSÉ ANTONIO SACO.

NOTA.

Yo me habia propuesto no decir una palabra sobre el consejo de Ultramar que el ministerio presidido por el señor Don Juan Bravo Murillo acaba de formar; pero como la grave y peligrosa situacion de Cuba exige imperiosamente una Junta ó Consejo colonial, no faltan personas de buena fé, que juzgando por las apariencias, creen que el gobierno ha cumplido ya los justos deseos de aquella isla.

Al romper mi silencio, no es mi objeto impugnar

la defectuosa organizacion de aquel Consejo ; esto lo han hecho ya con sólidas razones los periódicos progresistas y moderados de Madrid. Lo único que observaré, es que él , bajo cualquier concepto que se considere, es enteramente inútil para mejorar la condicion de Cuba. Ella pide ardientemente como remedio á sus males un Consejo colonial ; pero Consejo nombrado por la clase influyente y propietaria que habita en su suelo , y no por el gobierno , pues para corporaciones de esta especie, bastante tenemos ya ; Consejo que se reuna en la capital de la colonia, y no en la corte de la nacion ; Consejo en fin que se componga de hombres nacidos ó domiciliados en la isla y no de personas residentes á casi dos mil leguas de distancia, que ni pueden conocer las verdaderas necesidades de aquel país, ni poner grande empeño en satisfacerlas. En realidad, lo que el presente ministerio nos ha dado bajo el título pomposo de Consejo de Ultramar, es una cosa algo nueva en la mitad del nombre , pero muy vieja en su esencia , porque todo se reduce á una *semi-resurreccion* imperfecta del difunto Consejo de Indias.

Largo absolutismo hubo con este en toda la América española, y absolutismo hay y habrá en Cuba con el Consejo de Ultramar mientras no se alteren sus instituciones políticas, pues continuando tales, cuales son , aquel lejos de ser un principio de reforma, es solo una rueda mas que se agrega al carro del despotismo.

No me alucino yo, esperando del actual gabinete

ninguna concesion política, porque sé muy bien como piensa acerca de las cuestiones coloniales; pero sin tener la mas remota intencion de ofenderle, permítame que le diga con toda franqueza, que él habria servido mucho mejor á la causa de la metrópoli quedándose en la inaccion y el silencio, que no habiendo publicado el decreto en que establece el mencionado Consejo. Equivocanse fatalmente y con grave perjuicio de los mutuos intereses de Cuba y España los que se figuran que esa Corporacion, por dignas y respetables que sean las personas que ahora ó despues la compongan, puede cambiar el triste aspecto que presentan los asuntos de nuestra infeliz antilla. No tardará mucho el desengaño, y la esperiencia nos mostrará entonces, que esa panacéa tan laboriosamente confeccionada en el cerebro de algunos de los actuales ministros es tan ineficaz para curar las profundas dolencias de Cuba como la aplicacion de una cataplasma para resucitar un muerto.



"Ch. Gouzer
5

OPUSCOLI POLITICI

DI

FRANCESCO ORIOLI

PATRINO VITERBENSE, CONSIGLIERE ORDINARIO DI STATO DI S. S. P. DI M. MEMERO DEL COLL. FILOSOF. DELLA UNIV. DI ROMA, PROF. DI STOR. ANT. ED ARCHEOLOG. NELLA STESSA UNIV. GIA' PROF. DI FISICA NELLA UNIV. DI BOLOGNA CC. CC. MEMERO CORRESPOND. DELL' A. DI SC. MOR. E POL. DELL' ISTIT. DI FRANCIA, ACCAD. BENED. DELL' ISTIT. DI BOLOGNA, UNO DE' TRE SOCI ATTIVI DELLA CL. DILETT. DELLA REALE AC. DI SC. E LETT. DI PALERMO. SOC. ONOR. DELLA IMP. E R. AC. DI SC. E LETT. DI PADOVA. SOC. CORRISP. DELL' IMP. E R. IST. LOMBARDO DELLE SC. DI MILANO E DELL' IMP. E R. IST. DI VENEZIA, DELLA R. AC. DELLE SC. E LETT. DI TORINO... E DI MOLTISSIME ALTRE ACC. DI FRANCIA, GRECIA, E ISOLE IONIE, NAPOLI E REGNO, ROMA E STATI PONTIF., FIRENZE E TOSCANA, PARMA, LOMBARDIA CC. CC. CC.

NUOVA EDIZIONE

Con giunte dell' A.

NAPOLI

STAMPERIA DEL FIBRENO

1851

*Hommage
De l'auteur
très dévoué et
très reconnaissant*

« Faites , mon garçon, faites, répond le vieux radical, et dites-leur aussi à ces hommes qui ont chassé et...et tous ceux qui ont osé exprimer un mot de sens commun et d'humanité, qui lapident les prophètes et éteignent l'esprit de Dieu, qui aiment le mensonge, qui pensent amener le règne de l'amour et de la fraternité avec des piqûes, des bouteilles de vitriol, avec le meurtre et le blasphème, dites-leur à eux et à tous ceux qui pensent comme eux qu'un vieillard...dont les cheveux ont blanchi au service de la cause du peuple..., qui contempla le craquement des nations en 93 et qui entendit les premiers cris d'un monde au berceau, qui, lorsqu'il était encore un enfant, vit venir de loin la liberté et qui se réjouit en la voyant comme devant une fiancée, et qui pendant soixante pénibles années, l'a suivie à travers les solitudes; - dites - leur que cet homme leur envoie le dernier message qu'il enverra sur cette terre; dites-leur qu'ils sont les esclaves de leurs convoitises et de leurs passions, les esclaves du premier coquin venu à la langue rettentissante, du premier charlatan venu qui dore leur opinion personnelle; dites-leur que Dieu les frappera, les fera rentrer dans le néant et les dispersera jusqu'à ce qu'ils se soient repentis, qu'ils se soient fait des cœurs purs et de nobles âmes, et qu'ils aient retenu les leçons qu'il s'efforce de leur donner depuis quelque soixante ans; dites-leur que la cause du peuple est la cause de celui qui créa le peuple, et que le malheur tombera sur ceux qui prennent les armes du diable pour accomplir l'œuvre de Dieu! »

SANDY MACKAYE nel *Romano Alton Locke di Kingsley*

Revue des deux Mondes 1. Mai 1851 pag. 447

spare...
 ...
 ...
 ...
 ...

DUE PAROLE A CHI È PER LEGGERE

Stampo ancora una volta , cedendo alle lusinghevoli istanze di parecchi amici miei , questi Opuscoli , a' quali m'è altresì paruto bene d'aggiungere qualche annotazione nuova dove l'argomento sembravami o richiederlo , o meritarlo.

Certo , che , s'io pongo mente , non alla benigna accoglienza soltanto , la quale a essi Opuscoli fecero que' che m'onorano da lungo tempo della loro pregiata amicizia , e le mie povere cose hanno abito di giudicare con molta indulgenza , ma sì a quel che altri , a me per lo addietro ignoti , o , per fermo , non congiunti d'alcun vincolo di antecedente amistà , ne scrissero ne' giornali , o con private lettere me ne significarono , io debbo tenermi come bastantemente ricompensato della quale che siasi fatica durata nel comporre le pagine che qui appresso seguitano.

Tra coloro che più contribuirono alla buona fortuna della mia impresa ho debito di noverare principali i dotti e benemeriti scrittori del Giornale che ha titolo — Civiltà Cattolica — E so la mina degli sdegni a' quali questo atto di franca gratitudine è per metter fuoco nel campo nemico , poichè campo nemico non manca. Ciò non mi sarà impedimento al fare lealmente il mio dovere di render loro pubbliche grazie.

Il Giornale — la Civiltà Cattolica — è a troppi, e in troppe sue parti un osso non poco duro da rodere. Nel difetto d'argomenti logici, si può a libito dirigere contro al valoroso drappello de' dieci o dodici campioni che vi brandiscono cotidianamente la penna, batterie, da ogni lato, di que' pessimi argomenti rettorici, che si chiamano, in arte, argomenti ad odium, e ad invidiam: resisterà però illeso ed invulnerabile agli strali spuntati de' loro sarcasmi, come le legioni romane restavano salde ed immote agli urli co' quali i barbari, nella loro impotenza, tentavano spaventarle. Quando si sarà detto e ridetto, facendo l'atto dello scherno e del vilipendio — È opera dei rugiadosi — che si sarà provato con ciò? Si sarà lasciata una prova di più della misera e svergognata dialettica del nostro secolo, rotto a tutte le perversità, ed avvezzatosi a dare alle villanie valore di ragioni.

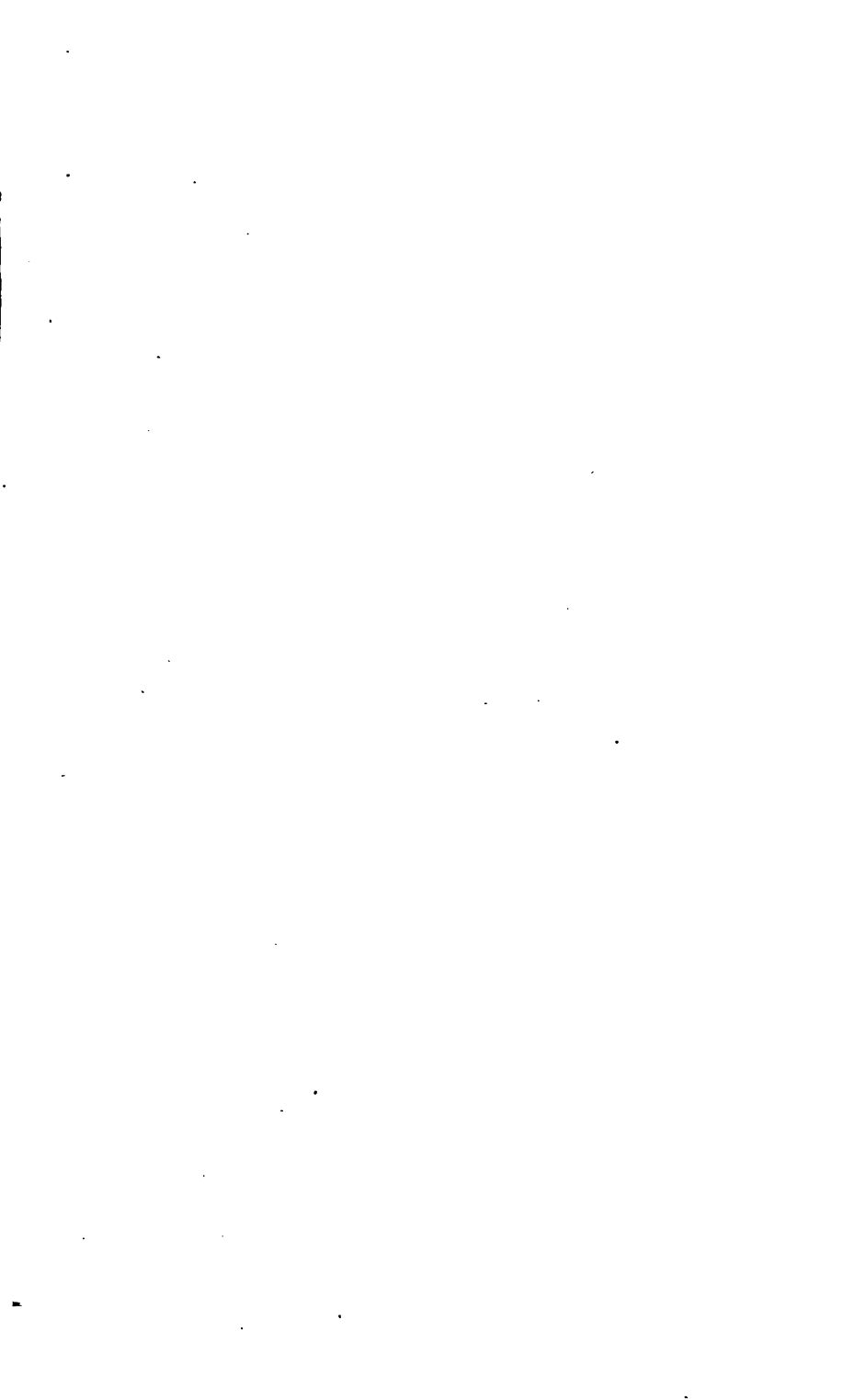
Tornando al mio proprio libro, censure fino ad ora, le quali valgano la pena d'una speciale risposta, non le ho vedute, nè udite.

Sunt quibus in dictis videar nimis acer, et ultra Legem...

e, rileggendo a mente fredda, conosco l'acrimonia di certe espressioni, la qual forse sarebbe stato meglio temperare un po' più. Tuttavia, ben ponderata ogni cosa, ho creduto dover lasciare tutto come stava; e ciò, in primo luogo, perchè questa in somma è una ristampa, la qual non dee mentir al suo titolo; in secondo luogo, perchè, al postutto, niun può dire che, contro ad alcuno singolarmente, abbia combattuto e combatta con armi ripassate alla còte samia. Il mio proposito fu ed è, non di fare duelli, ma battaglie. Le persone io le ho sempre rispet-

tate e le rispetto , perciocchè ho voluto , e voglio , esser libero (ed esco omai dalla metafora) di trattare l' errore pervicace e spavaldo con tutta quella severità ed austerità di forme ch'ei merita , e che un uomo , il quale ha sentimento di sua dignità , rifugge dall' adoperar contro all' errante. L' errante è , quanto alla carne ed allo spirito , consanguineo e fratello nostro. Niun può sapere s'ei non sia più presto un fanatico ed un illuso, che un perverso, od almeno un gran perverso. Ha sempre diritto al fare in sè rispettare la santa emanazione del soffio divino ricevuto, od ereditato, nella fronte. È sempre la creatura celeste, che, se cadde, può rialzarsi, e che, quand' anche, per propria colpa, è in terra, e più al basso che in terra, esser dee per noi, più ancora subbietto di compassione, che obbietto di collera. Ma l' errore staccato dalla persona, l' errore lasciato in tutta la sua schifosa nudità, non ha diritto ad alcun riguardo, e vuol essere trattato senza discrezione, senza misericordia. Quanto a colui che avendolo in sè incorporato, sè da quello non distingue, ed a sè stima dette le ingiuriose parole, che quello solo feriscono, tal sia di lui.

Più di così non aggiungo. E forse non era nè manco necessario dir così: tanto più, che, nell' antica prefazione, ciò stesso, comechè più brevemente, aveva significato. I discreti perdonino. Gl' indiscreti riconoscano che queste ciance premesse per lo meno non hanno il torto della proliissità.





PARERE D'UN AMICO

INTORNO AL MIO LIBRO

Ho letto attentamente la prefazione, e le due dissertazioni vostre. Io credo che abbiate ragione. Avete però del pari prudenza? — Il mondo è oggi troppo malato. Certe verità dette con durezza qua e là soverchia fanno l'effetto del dito stropicciato sulla piaga viva. Il meglio che vi possa accadere è di non esser letto. Se leggeranno, le grida saranno alte terribili. Perché stuzzicare il vespaio? Ciò non è degno della vostra vecchia esperienza. Il passato non vi basta? Pensateci.

RISPOSTA

Ho pensato e stampo la prefazione, e le dissertazioni. Le considerazioni che mi schierate innanzi hanno molta verità, ma non mi rimuovono dal mio proposito.

La prudenza! — Sta ottimamente. La prudenza è però spesso il soprabito della vigliaccheria; e in questo caso non è niente altro che un belletto dell'egoismo.

Per non incorrere nel male proprio per non turbare la propria pace per non tirarsi addosso disturbi o peggio per non guastar, come suol dirsi, i fatti suoi, s'han da lasciare, senza darsene per intesi, le menti umane sempre più travolgersi, le opinioni sempre più corrompersi, certa gente accrescer la pervicacia nell'errore, e propagarlo a tutto potere.

Sentendosi bollire in corpo la verità utile, ed affacciarlisi alla bocca, s'ha da ringhiottirla, o sputarla (scusate la parola) nel fazzoletto e poi rimettersela in tasca, quand'anche s'è persuasi, che a gittarla là alla palese sarebbe bene; che questa verità messa in pubblico sgannerebbe alcuni; ch'essa suonerebbe alto all'orecchio d'altri, e servirebbe a svegliarne il coraggio addormentato, o gioverebbe almeno a restare come testimonio a' futuri che v'è, pur tra noi, qualcuno, il quale ricusa le complicità, protesta virilmente contro alle cattive e rovinose dottrine, se ne sdegna com'è il suo debito, ed è disposto a mostrare, che chi sproposita e minaccia scompigli e rovine, invano si confida d'avere il monopolio della franca ed ardita parola.

Io vi ringrazio, caro amico: ma voi m'amate troppo. Non pensando, che al mio privato materiale vantaggio, avete dimenticato a mio pro il resto del mondo. Io sento d'amarmi men di quel che voi mi amate.

Intendo benissimo, che scrivere com'io scrivo, è prepararsi disgusti e forse peggio. Ma considero ch'io son

vecchio, e nell'ordine naturale poco ancora mi resta a vivere. La mia povera e caduca persona non è omai di tal prezzo che siavi interesse per me a risparmiarla. È lungo tempo da che ho perduto il sapor della vita, e che le sue dolcezze non mi fanno gran gola, nè le amarezze grave offesa al palato. La lode è un amo che non mi passa la pelle. Il biasimo (dove creda non meritarlo) è un'ortica che non mi punge. La minaccia è contro a sì poco che a tenerne conto è una miseria. Di me sarà quel che piace alla Provvidenza. Nella minuzia di tempo che a vivere mi rimane, vorrei pur fare il bene nella maggior misura che posso, a qualunque mio costo. E poichè il pubblicare queste mie carte mi sembra, che o in una guisa o nell'altra qualche bene possa recarlo, perciò le pubblico. Al mio male quale che siasi, dunque, non ci badate, com'io non ci bado. Fate conto ch'io sia soldato. Sarebbe pur bella che al soldato si consigliasse di pensare alle ferite, alle quali battagliando s'espone!

Per altra parte, a me tocca ricomperare il tempo perduto, ed affrettarmi a farlo. Troppo mi dorrebbe il lasciare di me tal memoria in questo mondo che dia giusto diritto a supporrmi quale certe antecedenti particolarità della mia vita possono aver fatto credere ch'io mi sia.

Non nego, e sarebbe ridicolo il negarlo, d'aver avuto anch'io le mie politiche illusioni (certo però non quelle di gran lunga, le quali oggi corrono il mondo, e sono in gran favore presso tanti). Sento il dovere di far conoscere a qualunque prezzo ch'io non sono mai stato da confondere col più de' così detti liberali d'oggidì, e che istruito omai

dall'esperienza, non sono nemmeno da confondere con quell'io che già fui, e molte mutazioni ho in me fatto. Costi ciò tutto che s'abbia da costare al mio amor proprio, voglio che lo si sappia. Gli altri posson tacere; io non lo posso, nè lo debbo.

E so che dirassi da taluni ch'io adulo que'che regnano. Veramente crederei che tutta la mia vita passata m'avesse da essere scudo contro alla bassezza di questa accusa; tanto più che quegli stessi i quali la daranno (dove tuttavia questo ardiscano), dovrebbero ricordare, se quando essi regnavano pur testè, io li adulava. Sarebbe avere aspettato un po' troppo tardi a mutar natura. . . .

Ma voi dite eziandio, che il mondo è troppo malato, e che le sue piaghe non vogliono esser toccate com'io qua e là le tocco, senza molta discrezione. Caro amico! la vostra seconda proposizione distrugge la prima. Se accordate che la malattia del mondo è grave, pretendete voi di curarla coll'acqua di gramigna? Eh sì: vi son medici che non curano le malattie, ma si contentano di guardarle. Se morte sopravviene, tanto peggio pel malato. Il medico se ne lava le mani. Io non sono di questa scuola. Vi sono piaghe che han fatto il callo, e voltano tutta la malignità al di dentro; ed allora l'arte insegna di trattarle col caustico. Si fan cerimonie, e si risparmi la sensibilità quando il male è leggiero; e questo, per vostra confessione, non è il nostro caso.

Da ultimo io vi prego a considerare ch'io mi guardo scrupolosamente dall'attaccare le persone. Il mio dogma è — *Parcere personis, dicere de vitiis*. Contra il male non mai congiunto al nome di tale o tale altro, credo mio diritto, e

mio debito scagliarmi con tanta più veemenza quanta mi sforza ad usarne l'animo grandemente commosso. Delle persone io non sono, non voglio, e non debbo essere il giudice; nè v'è il prezzo dell'opera ad esserne il pubblico accusatore. Per altra parte il pubblico non perde nulla per cagione delle mie reticenze. Le persone s'accusan da sè. La loro moda è di non dissimulare quel che pensano, quel che vogliono, quel che van facendo.





PREFAZIONE

PER chi scrivo? Pel popolo? Il popolo non legge. Tra que' che leggono, gli uni non han bisogno di leggere ciò ch'io scrivo, perchè ciò ch'io scrivo è quello che essi medesimi scriverebbero se avessero a scrivere. . . quello che sanno già, e di che sono persuasi tanto quant'io lo sono. Gli altri, nel maggiore lor numero, son oggimai venuti a tale, che, quand' anche io fossi altr' uomo da quel che sono, cioè, quand' anche fossi più eloquente oratore di Demostene e di Cicerone, e più stringente ragionatore di Zenone, e d'Aristotele, non si lascerebbero smuovere dalle opinioni loro, delle quali han fatto carne e sangue. . . una (falsa) religione...un culto...una necessità...una parte principalissima, e la più soave, della lor vita interiore ed esterna. Ove fosse pur possibile che consentisser d'aprire gli occhi dell' intelletto alla luce de' ragionamenti, e si lasciassero illuminare nella cecità alla quale son venuti di deliberato e volontario proposito, e vedessero, perciò vinti, il bisogno d' abbiurare la politica fede in che finor vissero e giurarono di morire, non oserebbero farlo, vincolati, co-

me sono (impavidamente diciamolo), alle sette che li tiranneggiano e ne tengono in catena ogni libertà. Così, solo a pochissimi, posso io rivolgere la parola con qualche speranza che sia per tornare non inutile; e son que' pochissimi, i quali non tanto innamorarono del creder nuovo, che di questo credere abbiano a sè fatto una passione, e non un legittimo atto della facoltà intellettiva, al quale sian giunti per lavoro di ragionamento, soggetto, come tutti i legittimi atti di ragione, alla necessità di sottostare alle leggi che governano la potestà raziocinante, e che debbono dominarla.

Io m'inganno però anche rispetto a essi ultimi. Noi viviamo in un secolo, nel quale la ragione stessa è come morta dell'abuso che se n'è fatto esagerandone i diritti, e falsificandoli.

Due già erano, dal tetto in giù (e voglio dire nelle questioni dove rivelazione non ha luogo) gli elementi necessari.... coesenziali.... tendenti a rafforzamento reciproco, per dare fermezza alla morale governatrice delle volontà e delle azioni umane, *ragione* (d'individuo), ed *autorità* (collettiva dei più savi, la cui ragione siasi guadagnata, per ogni correr di secoli, maggior fede presso l'universale, che le spicciolate ragioni di tale o tal altro o di stuoli comparativamente piccoli, e d'un opinar dissonante). Il qual secondo elemento (*l'autorità*) è dunque (a ben considerarlo nella sua vera e giusta natura e quiddità) ragione anch'esso, ma una ragione preponderante e superiore, come quella che non è il giudicare soltanto d'alcuni separatamente presi, e ristrettisi nella lor propria e privata impotenza, fallibilità e pochezza, ma è la quinta essenza delle ragioni dei più (chè questa sola, dal tetto in giù, pur sempre, in certe questioni di senso comune, è l'autorità vera o legittimamente sovrana). E dico dei più, o sia che sientino nel numero, o che si pesino nel valor loro intellettuale: i quali perciò, quanto son maggiore stuolo nel lor consenso

prestato a equipollenti sentenze quanto rappresentan meglio, colla lor somma, tempi e scuole e popoli diversi... quanto hanno maggiore e più costante comunione di pareri, non ostante la diversità di sangue, di luogo, d'educazione, e di tutte le secondarie influenze, tanto fan più sicuramente una forza morale, che è forza di natura, non d'arte, e che è qualche cosa più potente e più salda che la tanto oggi predicata sovranità del popolo; poichè è la sovranità, non d'un popolo, ma la sovranità della specie umana tutta intera, esprime il suo voto colla più legittima e la più autorevole delle maggioranze possibili ad ottenersi.

Or noi, uomini del secolo XIX, de' due soprannominati elementi, uno e il più gagliardo, ripudiammo... l'*autorità*; ed abbiamo chiamato sovrana unica la *ragione* (d'individuo), cioè l'*anarchia*!

Noi, tutti o quasi tutti (dico noi ragionatori nel popolo, e consenzienti a ragionamento) abbiamo stabilito in cuore questo primo articolo del nostro atto di fede politica. Io non crederò mai che quello che persuade il mio proprio intelletto; e quel che persuade il mio proprio intelletto io lo crederò contra ogni persuasione degli altri, contra ogni dottrina di sapienti o di popoli, contra ogni esperienza di presenti, di passati, o di futuri, contra ogni domma di religione, contra ogni legge di governi... E stabilita una volta questa democrazia delle fedi... decretato anzi, che, in argomento di fedi d'ogni genere, non è governo alcuno possibile, ma gli uomini han tutti naturale e inalienabile diritto d'indipendenza reciproca ed assoluta . . . dove omai vassi, ed a che? posto che le fedi, cioè le persuasioni dell'intelletto, sono il perno, sul quale s'appoggiano per muoversi le volontà umane. C'è più possibilità di leggi? C'è più speranza d'obbedienze, altre che tirate colla forza materiale? C'è più virtù di logica? C'è più *società*? (1)

(1) *Nullius addictus jurare in verba magistri*

ama ogni giovane dire di sè stesso uscito appena dalle scuole di quella filoso-

Persuadetemi, noi diciamo, e mi piegherò ad obbedire, senza combattere il vostro comando con ogni mio mezzo. Persuadetemi che quel che m'insegnate è vero, e quel che

fia, che oggi, sotto nome d'*eclettica*, invade un grandissimo numero di scuole, e quel ch'è il peggio, anche colla innocente approvazione, e sotto il *patronato*, di maestri ottimi, i quali mostrano di non aver ben compreso a quale indirizzo con ciò guidano gl' illusi discepoli. Se l' avesser compreso, si sarebbero accorti, che professare *eclettismo* è professare la negazione d'ogni vera certezza, riducendo quella maniera di certezza, che pur si concede, ad un fenomeno d'individuo senz'alcun valore per gli altri individui liberissimi di preferire ciascuno la sua propria certezza alle opposte altrui, comechè d'un numero quanto si vuol grande, e consenzienti in una medesima opposta sentenza.

L'*eclettismo* non è una *filosofia*, ma una negazione della filosofia quale scienza altra che opinativa. Essa è anzi peggio che ciò, perchè mentre nega una certezza intrinseca ad ogni filosofia d'individuo o d'individui (per numerosi ch' essi siano nel consentimento ad una stessa filosofia), e mentre non s'avvede, che con ciò viene a negare, per conseguenza, ogni autorevolezza intrinseca a tutte le certezze individuali, confessandole tutte intrinsecamente incerte, accorda non pertanto a ciascuno il diritto di fidare nella propria certezza, e, quel ch'è il più, il diritto di regolare le proprie azioni a dettato di questa incerta certitudine: cioèchè viene a dire, che, nel tempo stesso nel quale afferma la fallibilità di tutte le certitudini individuali, afferma nondimeno l' infallibilità loro nell' applicazione all' individuo, dando a esse il diritto d'ingannarlo, e all'individuo il diritto di seguitare unicamente questa guida fallace, quando, a proprio esame, non gli paia tale. E così, in luogo d'una morale, viene a stabilire e farne legittime tante quante più vuolsi o non vuolsi.

L'*eclettismo* non è nè manco un metodo, come alcuni proponendo dissero, perchè non indica una speciale strada da seguire nella ricerca del vero. Esso è niente più che una professione di libertà e d'indipendenza nell'opinare; è un assoggettamento a niente altro, che alla ragion propria.

Filosofia eclettica è parola che non ispiega nulla quanto alla natura delle dottrine. Dice solo che il libro, il quale reca in fronte questa parola, è scritto seguitando il dettame della ragione dello scrittore, fattosi giudice supremo d'ogni ragionamento ed opinamento altrui. Così, tutte le filosofie, per diverse che siano, o l'una all'altra contraddicenti, possono intitolarsi, del pari, *eclettiche*, e tanto più *eclettiche*, quanto più professanti indipendenza.

Messo taluno alle strette, crede d'aver salvato a bastanza la mala parola sì seconda d'errore, rispondendo che il filosofo eclettico, quando accorda alla ragion propria l'autorità che pur le accorda secondo il canone fonda-

che mi comandate è giusto Ma siam noi tutti atti ad essere persuasi? Gl'ingegni nostri son tutti di quella virtù, di quell'addestramento, di quella purità e serenità, che li fa esser buoni a intendere un raziocinio, a non lasciarsi illu-

mentale dell'ecllettismo, parla della *retta ragione*, cioè convenientemente usata e normale; e non s'accorge, che, colla sua risposta o rinega la scuola eclettica e la disdice, o ne lascia interi tutti gl'inconvenienti ed i difetti.

Che cosa è la *retta ragione*, e la *ragione convenientemente usata*, e *normale*? Ad esclusione de' notoriamente pazzi ed universalmente tenuti per tali, e perciò per non uomini, o per non più uomini; e de' rozzi ed incolti, che riscuotono risate da tutti, e son tenuti universalmente per incompetenti, ossia per non ancor uomini (i quali ultimi tuttavia del ticchio dell'ecllettismo non vanno immuni, nè sì di leggieri della loro autocrazia e indipendenza si lasciano spodestare; e il fatto odierno di tutte le filosofie di piazza più che troppo lo prova), ognuno di noi, che abbiamo il mestier d'occuparci di studi e di stampa, crediam d'usare la ragion retta, e convenientemente usarla con ogni normalità, e troviam facilmente, con poco impiego di senno ed industria, un coro grande o piccolo di lodanti, il qual basta per darci persuasione, che la ragion nostra è per lo meno tanto retta e normale quanto quella di chicchessia. Peggio è che vi son uomini, di ragione, per fermo, squisitissima, e universalmente riconosciuta come tale, de' quali, per conseguenza, mal si potrebbe dir che non hanno la ragion retta ed a ottima norma, e non sanno usarla; e pur mostrano, col fatto, che le loro ragioni li conducono a dottrine opposte....

O vuoi si dire che la ragion retta e normale si riconosce a certi criterii suoi, che non sono della ragione d'individuo, ma sono d'una universale ragione, a' quali criterii debbono le ragioni individuali commensurarsi, accettandoli per una norma estrinseca alla quale debbano affarsi? Ma ecco dunque rinegata allora e disdetta veramente la scuola eclettica, e confessato il bisogno d'un dommatismo, al quale debba soggiacere ogni opinar privato, perduta la libertà della ribellione e l'indipendenza....

Facciasi tutto che vuoi si, ci è appunto nella filosofia necessità d'un dommatismo dominante i capricci e le contraddizioni degl'ingegni in certe fondamentali questioni costitutive del viver morale e civile. L'ecllettismo potrà permettersi all'amor proprio d'ognuno nelle altre questioni, come una concessione di poco o niun documento. E nondimeno, anche in quelle, il giudizio dell'individuo dee sottostare al senato degli uomini che si chiaman *competenti*....

Ma questo non è un argomento per una nota, per la quale il poco che se n'è detto è troppo, mentre ciò che ad una nota è troppo, ad una trattazione conveniente è men che poco.

dere da un sofisma , da un paralogismo , a por nell' esame delle questioni la necessaria preparazione di scienza , a spogliarsi di tutte le prevenzioni dell' intelletto , dell' affetto , dell' interesse ? Siam tutti veramente uomini ed uomini maturi ; o molti di noi non sono , e non restano , fanciulli sempre , e non sono , e non restano , bruti , o quasi-bruti ?

A tutto questo nessun pensa a rispondere. Il primo articolo del simbolo de' nuovi pseudo-apostoli sta pur fermo. Io non crederò , se non mi persuadete ; e non farò di buon accordo , e senza resistenza , che quello che sarà conforme al mio credere !

Dirassi ch' io esagero gli errori del tempo presente. Dirassi , che non tutto alla sovranità del proprio intendimento è dato , ma non è , nel fatto , chi non fortifichi , ancor oggi , le suggestioni del proprio intendimento coll' autorità di numerosi stuoli d' amici e d' uomini del proprio partito , ovunque sparsi , e in più d' un paese predominanti. Aggiungerassi , che la fede non è atto di libertà , ma di coazione morale , alla quale l' intelletto , che non è potenza libera , non può resistere : ma facil cosa è dare risposta.

- ♦ Si , per fermo. Contro alle *necessità* imposte da natura non così di leggieri vassi. O vogliasi , o non si voglia , non si può restar soli del proprio parere , se non s' è monomaniaci , che è dire malati di cervello. L'istinto stesso ci spinge a metterci all' unisono con altri , verso i quali ci attraggono simpatie naturali o artificiali , e a' quali si crede , perchè si crede a noi medesimi : e v' è in noi tendenza al formarci un mondo di que' che ci accostano , e che accostiam noi , magnificando ed esagerando il valore e il numero loro. Così , quando il mondo che ci siam fatto pensa e crede come noi , e noi crediamo e pensiamo come quello , ci par che questa universalità parziale e locale valga la vera universalità potente a vincere tutte le contraddizioni. Ma può ella esser questa l'autorità destinata a far spalla alla ragion

privata di chicchessia, o ad essere uno de' due puntelli dell' uomo , postigli da due lati per impedirgli il cadere ? La specie umana è forse un partito, ed è una ragion di partito la ragione umana ? I partiti forse non s' ingannano , e non ingannano ? Non hanno passioni che velano il giudizio ? Non hanno interessi che muovono le passioni ? O non v' è obbligo , nelle grandi questioni *umanitarie* , non di misurare il proprio deliberare e credere col deliberare e credere di quelli , o pochi o molti, a' quali ci stringono i nostri interessi e i nostri affetti, ma di misurarlo con quel che delibera e crede la sola legale maggioranza del genere umano, cioè quella che si raccoglie in una somma, comprendendo nel computo i popoli di tutte le età, di tutte le stirpi, di tutte le regioni, e dando particolar valore a que' che si reputaron sempre i più savi, i più probi; e riguardando un po' nella verificazione delle dottrine (in virtù di quell' argomentazione che i dialettici chiamano *ab absurdo*) ai grandi ed ultimi conseguenti loro, i quali , se contrari alla perfezione della specie intera, significano , con ciò stesso, efficacemente, la falsità de' *principii*, donde que' conseguenti discendono ? E istituita questa misura e questa comparazione , non hassi egli obbligo , per una generale norma , di dar sempre più valore all' espressione ultima di quel sentimento della vera *maggioranza* degli uomini, che al sentimento suo proprio, e de' suoi colleghi ed amici, per numerosi che palano e siano ? o siam venuti a tanto stravolgimento di logica, che omai l' autorità di ciò che si chiama il *senso comune* , ed è appunto il da noi descritto in ultimo luogo , è distrutta ed annullata ?

Dopo di che, qual forza ha più l' altra obbiezione dedotta dal supposto, che l' intelletto non soffra violenza, e che, rispetto al credere, non si è liberi di credere quel che si vuole, ma si è costretti a regolare la propria fede secondo la luce interiore, d' onde essa fede ha unico procedimento ? Ammetto il fatto: sebbene, anche in ciò, molto dipende dalle preparazioni estrinseche della mente, e dalle disposizioni del cuore.

*

Pur liberalmente lo ammetto. Ma, dal fatto così ammesso, qual diritto scaturisce? Forse che regolar dobbiamo le nostre azioni interne ed esterne, secondo la suprema norma di quel che, all'intelletto nostro pare unicamente vero? Non già. L'obbligo è d'umiliarci, e di riconoscere, una volta per sempre, l'inferiorità del nostro intelletto, quando ci accorgiamo che i privati opinamenti nostri son contraddetti dalla grande universalità degli opinamenti dell'umana famiglia, considerata nella totalità sua presente e passata; e di lasciare allora da parte il falso lume del proprio intendimento per diriger noi e le cose nostre coll'altro lume tanto più sicuro, ch'è il lume a cui demmo il nome di *comun senso*.

Ed intendiamoci bene, a evitar tutte le ambiguità. Qui non parliamo delle questioni, intorno alle quali il *comun senso* non ha luogo, nè competenza, nè autorità... di quelle questioni, che non son fatte per esser trattate da tutti, e che non bisognano a tutti per la loro normale esistenza e sussistenza... Qui si tratta di quelle questioni, le quali possono e debbono chiamarsi le grandi questioni del genere umano: le grandi questioni teoriche, fondamento sommo della *vita sociale* pratica... le grandi e capitali questioni, rispetto alle quali la possibilità di una soluzione per maggioranza non può non essere stata data alla specie intera, come concessione della quale aveva bisogno per progredire in modo conducente al fine ultimo della sua terrena esistenza.

O vuoi ancora seguitare sofisticando, e far sonare alto certi paroloni, che per alcuni hanno una potenza di magia, come dire: *progresso de' lumi; fase nuova dell'umanità; necessità di divorzio col mondo antico, e colle sue vecchie opinioni e sperienze; bisogno d'una rivista nuova delle leggi governatrici della specie umana*... e simiglianti altre affermazioni scompaginate di prove, che s'accettano senza discussione come dommi? Dunque facciamo questa rivista, e disputiamo. Ma disputiamo, non dommatizziamo. Noi niente domandiamo

di meglio , che una disputa istituita con buona fede. Disputiamo colle ragioni , non colle violenze. Conquistiamo le opinioni di tutti , non le sforziamo. E asteniamoci dalle ingiurie , dagli argomenti *ad odium* e *ad invidiam* , che se sono argomenti rettorici , non sono argomenti logici. Cerchiamo la verità come filosofi ; non urliamo , innanzi ad ogni diligente ricerca , d'averla già ritrovata ; e non ne proponiamo l'idolo , che ci siam fatti , alla venerazione altrui , col coltello alla mano , e coll'urlo de' seguaci di Maometto.

Disputiamo ! Ricadremo però allora nella sconsolante certezza , di che io parlava in principio. Disputeremo , ma quanti saranno che potran cavare profitto dalla disputa ? Oimè ! pochi , pochissimi , io dico di nuovo. Pochi , pochissimi , avuto riguardo al numero di que' che non sanno leggere , di quei che , leggendo , non intendono , e non sono atti ad intendere ; di quei che hanno la volontà guasta , e il proposito deliberato di non voler intendere ; di quei che , volendo anche intendere , sono impediti dal confessare quel che hanno inteso , perchè incontrano impedimento di tutti i confederati alla loro setta . . . E , allora , non val meglio posar la penna , e mettere in riposo per sempre la lingua ? . . .

No , che non val meglio. Facciamo il dover nostro ; e sia del resto quel che al ciel piace. Disputiamo ! certi anche d' incontrare la innumerabile turba di coloro , che non conoscono e non usano , messi alle strette , altra logica , se non quella ch' io chiamo della fantesca colta in fallo. — Tu la sorprendi in *flagranti crimine*. Mostri , con manò , presente il corpo del delitto , e imperterritamente nega il fatto visibile e palpabile. Tu le opponi un argomento , a cui non può , nè sa rispondere : e ti salta di palo in frasca. Tu la convinci colle stesse sue parole , e disdice , senza un pudore al mondo , il già detto , dicendo di non averlo detto. Tu le ragioni freddamente , placidamente , e caritatevolmente , e va in furia e t'insulta. Tu cerchi di farle un discorso ordinato e concludente , e te lo disordina ad ogni tratto e te lo scom-

piglia. Tu pensi aver fatto qualche cammino, e ti trovi sempre nel punto medesimo dal quale partisti. Non puoi sperare che t'ascolti, e ti lasci svolgere le tue prove. Ti taglia la parola in bocca. Mentisce sfrontatamente guardandoti in viso, e ti costringe ad abbassar gli occhi, come se il reo fossi tu e non essa. Non si vergogna. Non ha scrupoli. Ti soverchia colla voce e col gesto. Ti costringe coll'impudenza al silenzio; e va gridando che gli fai violenza, che l'assassini . . . che t'ha vinto. Hai guadagnato molto, se, cominciando come accusatore, non finisci, presso lo stuolo di tutte le comari di piazza, colla parte d'accusato e di condannato . . .

E questa e non altra è, e sarà pur troppo, per lungo tempo ancora, la dialettica de' più tra i politicanti, co' quali bisognerà disputare! Il *crimen flagrans*, intanto, è la rovina della patria, quasi già distrutta dalla lega de' poeti, degli arrabbiati, degl'imbroglianti pescanti nel torbido, degli ambiziosi, degli utopisti, e de' ristucchi, a' quali lo scompiglio universale è divertimento, è speranza, è mezzo, è solletico, è sfogo. Quando gli uomini metteranno giudizio? Quando la ragione avrà ragione?

Quando sarà per piacere a Dio. Amen.

OPUSCOLO I.
DE' FEDECOMMESSI E DELL'ARISTOCRAZIA

Quattro Lettere

DEL PROF. FRANCESCO ORIOLI

al sig. avv.....

(Ristampa con emendazioni)



DUE PAROLE AL LETTORE

QUESTE lettere già erano scritte sin da quando io scriveva articoli nel giornale intitolato *la Bilancia*: ma i tempi camminavano smisuratamente avversi alle dottrine ch'io vi difendo Oggi stampo ciò che allora non si giudicò prudenza stampare....

Ne sutor ultra crepidam? Ma chi è a' tempi nostri, che non sia, o non si creda, *sutor legum*? Sia lecito a me quel che a tutti.

Ed è voce nuovamente di riforme tra noi che si preparano in tutta la legislazione. Sarà bene che gli spiriti sian tratti a meditare un'ultima volta sull'argomento ch'io qui discorro.

Forse dico notissime cose. Forse ne lascio molte che con vantaggio potrebbero aggiungersi. Forse in alcune vado errato. *Fungar vice cotis*. Certo è che al tempo il qual corre, ciò non è portar nottole in Atene.



LETTERA PRIMA

RISPETTABILE AMICO!

Sopra uno scabroso punto m'invitate a porre il dito : la questione intorno i fedecommissi. Nè ignoro che il trivio , da lungo tempo , l' ha per decisa , ei che fedecommissi non vuol più , e comanda a camere alte o basse (dov' elle sono) di abrogarli solennemente con leggi. Resta il vedere , se , così volendo , vuole il suo meglio. Direte, caro amico , *vox populi vox Dei*. Ma questo Dio-popolo (questo idolo d' un cattivo proverbio) io non lo conosco. So ch' ei s' inganna spesso come ogni povero mortale e , quel ch' è peggio , paga poi caro gl' inganni suoi , e fa pagarli non men caro a' non compartecipi dell' inganno Favelliamone co' metodi de' filosofi , non come volgo ; forse andando errati nel giudicare , ma , per lo meno , procedendo al giudizio , in diverso modo che altri , per la via del ragionamento (1).

Una osservazione giova premettere : l' istituzione , in generale , che è tema a questa lettera , non soltanto s' incontra nella legislazione nostra , e dentro il circolo della nostra vecchia civiltà e delle sue passate numerose derivazioni. Sotto svariate forme leggo che l' ebbero i secoli più remoti , e certe genti le più barbare , ed altre le più discoste

(1) D' autorità non fo uso. Ma oggi qualche valore l' autorità d' uomini in ogni passato tempo giudicati sapientissimi ? Giova egli forse citare pubblicisti , legislatori , giurisperiti , filosofi ... esempi nuovi od antichi ? — Di ciò fu già parlato nella prefazione. Viviamo in un' età , in cui gl' incendi delle biblioteche farebber sorridere i più tra i riformatori del *civilissimo* mondo moderno!

dalle nostrali consuetudini, siccome non manco molte ch'ebbero fama di gran sapienza. Or, quando, nelle cose di civile ordinamento, io trovo un uso, in che buon numero consente di popoli, o selvaggi, o venuti a coltura squisita d'intelletto, senza che si possa dire tramandato quest'uso, dagli uni agli altri, per comunicazione reciproca d'una primitiva inconsiderata costumanza, io son costretto a pensare, che l'uso ha necessariamente radice, più o men ferma, in qualche parte della natura umana, e nel *sensu comune* delle nazioni, ch'è in sé cosa ancor più salda, e men fallibile d'ogni altra elaborata ragione. Ed è possibile allora, che, ciò non ostante, esso uso, recato innanzi al tribunale di tale o tale altra scuola di politiche sottigliezze più cresciuta in fama, e di tale o tale altra setta d'opinanti, sia sentenziato degno di condanna e di riforma da chi si tiene più saggio di tutti i passati, e con ciò riscuote l'applauso degli amatori del nuovo, assai numerosi in certe età, numerosissimi oltra ogni credere nella nostra. Ma, per lo meno, il venire a si fatta sentenza, ed il fermarvisi, non può essere consentito se non a chi rechi innanzi, come frutto di più lunghi e più accurati esami, la dimostrazion manifesta, che, risalendo alla fonte stessa dell'errore tanto ampiamente diffuso, e regnante per sì lungo tempo, se n'è veracemente saputa mettere a nudo l'origine e la fallacia.

Nel caso nostro, gli accurati esami, di che io dico, non tutti que'che oggidì franchi dan condanna, paiono averli fatti. E li avran forse fatti; ma non lo mostrano: poichè, tra le ragioni che, per condannare, van ripetendo, non odo guari sonarmi all'orecchio le molte, che, d'altra parte, valer dovrebbero per assolvere. Delle quali alcune pur si presentano al mio corto intendere come degne di particolare ponderazione, e perciò utili ad essere messe in computo. Non ch'io m'arrogli il diritto d'affermare, in modo assoluto, ch'esse fanno preponderanza: ma voglio dire che bisogna contarle per quel che pesano, e non trascurare di metterle a bilancia

colle lor contrarie. Il perchè ho deliberato di porre in carta quelle, che, a mio discernere, hanno sembianza di gravità maggiore. Nel resto l' autorità competente del giudicarle io la lascio a voi che avete senno per conoscere la verità, e a que' ch' essendo a voi simili, governano il giudizio loro, non con affezioni di volgo, ma con norme di filosofia e di giustizia.

Per prime si presentano le considerazioni tratte da un più sottile esame de' veri interessi di tutta quella che si chiama *la famiglia*, e di ciascuna delle persone che la compongono, o la comporranno, in ogni sua futura durata: considerazioni, che, nella opinione dei più, abituati, come li sappiamo essere, a non guari spingere il guardo al di là della prima scorza delle cose, paiono appunto dar motivo giusto e principalissimo alla universale riprovazione de' fedecommissari vincoli, mentre me conducono a opposto conseguente. Supponiamo infatti una famiglia cospicuamente ricca, o venuta a splendore di non comune fortuna (che già fedecommissi non in altre veramente può giovare che s'istituiscano: perchè nelle piccole non io voglio ostinarmi a difenderli; e non difendo le sostituzioni ad infinito, che i retaggi fan viaggiare di cognome in cognome, e d'affinità in affinità, per ogni prolungamento d'età avvenire: *ne quid nimis*): certo, in essa, il più naturale desiderio ed istinto di chi se ne vede capo, desiderio, per altro lato, nel quale niente è, come presto mostreremo, di contrario a filosofia ed a giustizia, è perennare, quanto più a lungo e meglio puossi, la potenza e l'agiatezza a che pervenne co'modi che gli concedono le leggi: cosicchè, dovendola, per morte, esso capo lasciare, almen la conservi, in ogni tempo avvenire, la stirpe che da lui discende, e sia questa conservazione, per quanto egli è possibile, beneficio di tutte le sue propagini; e, se questo non è possibile, passi per lo manco a un principale suo tralcio, che, con legge, se ciò esser può, e per quanto lo può, d'immortalità, duri (non senza

indiretto vantaggio de' tralci collaterali) simile al suo cominciamento, od anche cresca indesinentemente in vigore ed in rigoglio (1). Si fatto amore di perennità ci è come dir con-
 naturato ; e da esso germina, sotto forma d' una morale necessità , profondamente sentita nell' animo , l' amor che *ab origine* ci fu infuso per quella ch'è una continuazione di noi medesimi , la prosapia. S' ei non fosse ragione , è (ripeto) natura: ma, da che è natura , è ragione; e ragione, appunto per ciò , validissima , quando un' altra ragione non si trovi, fondata anch' essa sopra natura , ma d' un ordine superiore, che , contraddicendo a quella prima, ed elidendola, costringa a porla in disparte : ciocchè dissi , e proverò, non essere il nostro caso. Parendoci rivivere ne' figli, e ne' figli dei nostri figli, noi non siam padroni di non bramare trasmessa in loro la nostra prosperità. Siam costretti a volere che quel che fu nostro bene divenga lor bene. La nostra mente si ricusa al credere ragionevole che ci sia disdetto il cooperare al conservarlo per essi , a tutto potere , nella maggior misura che sia dato conseguire: laonde in quella società civile siam tratti a crederci men felici, dove quest' ultima soddisfazione del cuore e questa speranza ci è contrastata; dove ci si ricusa la potestà di provvedere in futuro al massimo splendore della stirpe; dove, scemate le probabilità della durezza più o men perenne di sì fatto splendore, ci vien meno la fiducia d' essere spesso ricordati, ne' secoli che succederanno, come benemeriti principali autori della potenza e ricchezza de' più lontani nipoti nostri; dove, per ultimo, ci è vietato di risguardare, come grandissima e naturalissima parte di *progresso* , quella che, dopo la immortalità concessa solo a pochi, la qual s' ottiene colla memoria lasciata dietro di noi di famose opere ed imprese , nella mancanza di essa , ci procura un' altra immortalità men difficile a guadagnarsi , l' immortalità delle

(1) Veggasi ancora quel che intorno a ciò sarà disputato un poco dopo alquante pagine.

fortune portanti il nostro nome , e scendenti intatte a chi nelle vene è per avere il nostro sangue.

Ora può egli altrimenti dirsi di quella civil società, nella quale è imposta per legge l' obbligazione di sempre dividere l'asse ereditario fra i coeredi necessari, secondo le più semplici regole della comune giustizia distributiva, salvato appena a' testanti il diritto di soddisfare, dentro un' assai ristretta misura, a certi lor motivi di predilezione? Il senso comune sembra rispondere che no, e sembra avere le sue buone ragioni per così rispondere.

Un generale assioma è — *Ogni eredità, che si divide e suddivide senza intermissione, inevitabilmente, tra breve, si menoma e si distrugge.* — Un secondo è corollario di quel primo, e dice: — *Ogni famiglia, in cui l' eredità va soggetta a divisioni indesinenti e necessarie, diviene inevitabilmente povera, e lo diviene dentro un tempo tanto men lungo, quanto maggiore e più sollecita è la sua moltiplicazione.* — Un terzo, che non è meno evidente del primo e del secondo, è: — *Ogni asse ereditario che, trasmettendosi, anche tutto intero quanto egli è, non è salvato con ispeciali leggi e convenzioni dalle imprevidenze, dalla incuria, dalle inconsiderate prodigalità, dai vizi smisuratamente costosi, che alla lunga è impossibile di non incontrare in più d' uno de' successivi eredi, a danno manifesto di tutti i futuri, finisce coll' andare più o meno presto dissipato e distrutto.* — Dunque, per lo meno, nella divisione e suddivisione perpetua dell' eredità non v'è l'interesse della famiglia tutta intera, considerata nella sua lunghezza, che pure, come testè dicevamo, per naturale istinto d' immortalità, desideriamo tutti conservata in vigore, almeno in un principal suo tronco, per quel maggiore spazio di tempo il qual si può, ed occupante nello stato, senza scadimento, quella onorata sede a che una prima volta poté ascendere.

Ma v'è forse l'interesse, per lo manco, degl'individui separatamente considerati, se non quello del casato collettivamente preso? Facilmente si giunge a comprendere, che

ancora questo manca, non ostante ogni contrario pensare di non bene avvisati opinanti. Imperciocchè vero è che qualunque frettolosamente esami di leggieri l'opposto di ciò, perchè, a spinger poco lontano la vista, si scorge, a un'occhiata di miope, che, nel sistema de' fedecommissi, uno è il privilegiato e il favorito nella fortuna, mentre tutti gli altri son condannati ad una meschinità d'avere, maggiore, più o meno, di quella a che porterebbe la giusta divisione dell'asse voluta dalla naturale valutazione dei diritti coeguali. Così, per quell'uno che più gode ed è vantaggiato siccome *gallinae filius albae*, sono molti che si trovano abbassati e si pregiudicano. Ma l'argomento è di que' che possono essere facilmente ritorti.

Infatti si trova, che può, anche con più ragione, dirsi : — Nel sistema della divisione dell'asse i pochi individui, che sono quest'oggi nella famiglia, fruiscono, egli è vero, d'un tal qual favore e privilegio; i molti però, anzi i presuntivamente moltissimi, che saranno dimani, posdimani, ed in tutta la durata più o men lunga della linea, patiscono innegabile detrimento. Così, per alcuni pochissimi trattati con predilezione, un numero grandemente maggiore è danneggiato. Il presente è ingiusto ed egoista contro tutto il futuro. L'ingiuria ed il sopruso resta tal qual era; solo si trasporta contro altre persone, e contro un più gran numero di esse. La supposta imparzialità usata cogli uni è non men parzialità massima a grave pregiudizio d'altri moltissimi. Non vi son meno eredi privilegiati, e turba grandissima di diretti d'ogni avere. Nel presente niuno è beneficato con legge di preferenza, e tutti partecipano al funebre banchetto del padre di famiglia con equa proporzione; ma, in ogni conseguente età, que' che son per venire son condannati al digiuno, alla fame, all'abbiezione, alla mendicizia: poichè i mezzi, per essi, di ritornare alla ricchezza, o di evitare la miseria, coll'industria, e per altre vie, qui sono fuori della questione pura e semplice, la qual ci siamo proposta. E (per finire dicendo con

più precisione ancora , o con più particolarità) messo a confronto numero contro a numero , si trova , che , nella ipotesi della eredità fidecommissaria , paragonata coll'ipotesi dell'eredità divisa : — 1. *que' che godono son molti più , e i danneggiati molti meno* : — 2. *i primi , nell'una ipotesi , godono molto più , che i primi nell'altra* : — 3. *i secondi in quella soffrono molto men danno che in questa*. — Imperciocchè , considerando sempre la famiglia tutta intera , e per tutta la sua perennità , come un corpo di cointeressati , nel quale , a' diritti e agl'interessi de' singoli , è consigliato da ragione l'averne il massimo possibile riguardo , chiaro è — 1. che , in generale , *tutta la serie dei successivi chiamati al beneficio del fedecommesso nella sequela de' tempi , vincerà , d'ordinario , d'assai , nel numero , la serie contrapposta de' chiamati al beneficio sempre decrescente della divisione e suddivisione dell'asse ereditario , finchè un tal asse può , in sì fatto caso , sussistere* : — 2. che in questo maggior numero di beneficiati , o privilegiati eredi , conservanti per sè l'asse quasi intero , è ciascuno individualmente a miglior condizione , che ciascuno individualmente de' chiamati al beneficio della compartecipazione al primo spartimento : — 3. finalmente che gli esclusi , come cadetti , dal beneficio suddetto , ridotti per ogni futuro tempo ad una porzione aliquota , quanto si voglia menomata e piccola , per due titoli staranno meglio de' sempre suddividenti tra loro l'avito patrimonio ; e ciò è , in 1. luogo , perchè tra questi ultimi , come notammo , rapidamente si sminuzza esso , e va , con ciò , al nulla : e così la partecipazione presto si riduce a zero , ed in tutti allora , senza più eccezione , è l'eguaglianza della miseria ; mentre all'opposto , per gli esclusi dal beneficio , nel caso dell'eredità fidecommissaria , siccome il retaggio si conserva ricco e dovizioso , così il piatto (come lo chiamano) sempre pe' cadetti si mantiene di ragionevole cospicuità e sufficienza : — in 2. luogo , perchè i suddividenti con perpetua legge fino ad annullamento dell'asse , presto ridotti perciò ad annullamento di partecipazione , perdono tutti , a poco a poco , e spesso con estrema rapidità , ogni considerazione nel pubblico , e difficilmente trovano

ripieghi per migliorare la condizione loro provvedendo a sè con altre vie; mentre gli appartenenti ad una linea, conservantesi una per virtù di fedecommissso, quantunque sian di coloro, che la ragione del fedecommissario vincolo ha ridotto al solo piatto, indipendentemente da questo, godono de' vantaggi, che la connessione immediata, od anche mediata, con una famiglia potente per fortuna, e lungamente confermata in questa potenza, in qualunque forma di governo, di necessità si trae dietro e largisce. Perciò è loro aperto, con assai maggior frequenza, più d' un adito a protezione, a promozione, a cariche lucrative, o simile, onde la dovizia, che non c'è, sopravviene, e si riguadagna.—

Dunque, allorchè prendiamo ad argomento delle nostre considerazioni, siccome nell'esame di questo primo punto s'è voluto fare, il puro interesse, o delle famiglie, o degl'individui, certo è, che meglio si concilia esso col sistema de' fedecommissi: massime quando non si coarti l'esame all'interesse d'uno o d'un altro individuo singolarmente scelto nel primo de'due sistemi che qui prendemmo a confrontare; ma, invece di opporre l'utile, ponghiamo, di Tizio con quel di Caio, cioè di due determinati, e singoli A e B, si prenda a considerare comparativamente quello di tutti (1).

(1) E non s'avrà egli da tener conto ancora di quel genere di vantaggio che i soli fedecommissi posseggono, quello dico del far essere nelle famiglie un patrimonio al saldamente assicurato nella sostanziale sua parte contro a certi colpi di fortuna, alle male amministrazioni, alle dissipazioni, alle improvvide vendite, e da passare con certezza in ogni tempo a' naturali eredi suoi? V'ha egli nella legge comune questa salutare ed utilissima immortalità del retaggio a profitto della intera linea? V'ha egli questa sicurezza a' futuri d'ereditarlo intemerato, od almeno in gran parte mantenuto illeso?

E qualcuno trarrà invece da ciò stesso motivi di querela e d'accusa a pro de' periodici creditori dell'asse, ossia nel maggiore loro numero, degli usurai: ma di ciò noi favelleremo altrove.

LETTERA SECONDA

RISPETTABILE AMICO!

Avete potuto intendere dalla passata mia lettera la difesa de' fedecommissi, considerati, nel generale, quanto all'interesse delle famiglie, dove si risguardino queste, come lo si dee, non già nella persona, separatamente, di tale o tale altro loro individuo, ma in quella di tutti gl'individui raccolti in una somma; e non i soli compresi nel breve spazio di tempo, il quale è immediatamente prossimo alla morte dell'istitutore dell'eredità quando viensi a spartirla, ma i generati altresì in qualunque più o men lontano avvenire, finchè dura l'albero genealogico direttamente proceduto dalla sua prima radice. Ma voi sarete forse di coloro, i quali s'avvisano che gli ordinamenti civili debbano in guisa stabilirsi da tener conto esclusivo de' contemporanei e de' prossimi, messi in non cale i futuri e remoti; e direte, per avventura, come molti — *le società umane essere istituite, quanto al principale lor fine, acciocchè quelli che le compongono nel presente, o seguiranno a comporle in un avvenire al tutto prossimo a noi, e per conseguenza più strettamente connesso co' nostri interessi ed affetti, stiano il meglio ch'esser può, cioè partecipino al bene in quella più larga e coeguale misura, e in quel maggior numero di coegualmente compartecipi, che è dato sperare, senza punto attendere agli altri.* — Secondo la qual norma, coloro che già vivono, o prossimamente vivranno, han dunque il dritto di dire all'autore della famiglia: — *Noi soli siam oggi, e a noi si pensi e si provveda. I futuri sono una ipotesi. Saranno o non saranno. E, se saranno, i bisogni loro futuri ed ipotetici di gran lunga non sono equipa-*

rabili in valore ai nostri divenuti una realtà, e certi, ed odierni. Mal si avvisa però chi pensa che, d'un ragionamento di tal natura, un'adeguata confutazione non possa farsi.

Errata è primieramente la proposizion principale scelta per cardine di tutto il discorso. E parrà forse una digressione alquanto remota quella, in che son costretto ad entrare, ma pur v'entrerò. Misero quel paese, dove le leggi si coartano il più che puossi ai bisogni e agl'interessi del presente, o del più vicino avvenire! La buona e provvida legislazione è quella, che, senza troppo mancar di riguardo a' giusti e veri (non agli esagerati ed egoisti) interessi e bisogni dell'oggi e del domani, estende però le sue previdenze, per quanto è dato all'antiveggenza umana di farlo, tanto più lungi, quant'ella sa e può meglio, alle età che non sono ancora. Quelle nazioni han più lungamente durato in prosperità e forza, e l'hanno, da' loro cominciamenti, accresciuta successivamente (la cosa è nota), che, negli ordinamenti loro civili e politici, ebbero, per buon abito, anche più a cuore il tempo il quale è per essere nella estensione del futuro, che quello in cui li andavano promulgando. La vita d'uno stato, come quella d'un uomo, per esser sana e vegeta, e soprattutto tenace, ha bisogno, che chi ha obbligo di custodirla presti principale attenzione, non a quel che oggi par bene facendolo o permettendoselo, ma a quel che partorirà più tardi di bene o di male, come probabile, ancorchè lontana, conseguenza. Beato il popolo, che si contenta di goder meno alla giornata per preparare un più esteso e più solido godimento a'suoi futuri! Gli stati sono come una campagna da coltivare. V'è il fittaiuolo che, coltivandola, non pensa se non a cavarne il maggior guadagno possibile per sè, finchè dura il fitto, e l'abbandona esinanita a chi l'avrà dopo di lui. V'è il provvido padre di famiglia, il quale si contenta di guadagnar meno per assicurar meglio una secondità del fondo che sia

per conservarsi , e cresca a'futuri la ricchezza , la qual rondona , non a vantaggio di soli essi , ma a quello non meno della intera comunità , nel tempo che è per seguire. Con simigliante lodevole fine l'uomo dell'oggi logora una parte del suo capitale per piantar alberi lenti al crescere , de' quali sa che il frutto non sarà da lui colto , ma si maturerà soltanto pe' tardi nipoti. Con questo fine egli fabbrica , a grande perdita di danaro , il palagio che sfidi i secoli , e che a lui servirà un sol giorno , sdegnata la miserabile pratica di quei moderni , che fan casipole di stecchi e gesso , per non so quale calcolo d'economia mercantile ; casipole da bastare a essi unicamente , e da lasciare a cielo scoperto i loro eredi. E si fatto , e non altro , è il vero liberalismo , e il vero senno politico.

Dunque, riformatorj del mondo nel nostro secolo, imparate. *In subiecta materia* , l'interesse d'una nazione è , che , delle famiglie, possa essere quello che delle città, e delle città quello che dello stato intero : cioè , che s'avvii verso il meglio , ciascuna secondo i suoi mezzi , e che le già pervenute a un apice di splendore e di ricchezza conservino l'uno e l'altra , e possibilmente in ciò crescano pel maggior utile , non de' lor posterì solo , ma sì dell'universale. Perché , mantenuta dentro certi ragionevoli confini questa civile ineguaglianza , che a tanti spiace e sembra insignemente iniqua ed ingiusta , e questa lunga sussistenza in una stessa stirpe d'una continuata , e quasi inestinguibile , splendidezza e dovizia , nè può chiamarsi una parzialità contro a giustizia , essendovi motivi giusti di volerla e mezzi di renderla innocua ; nè agli altri men privilegiati , per chi ben guardi , allorchè s'ha rispetto al comun bene , è ingiuria o danno che meritin sì fatto nome. In questa vece , a tutto il paese è grandissimo vantaggio , se ciò convenientemente s'ordini e si governi. Di che altrove darem categorica dimostrazione. Qui basti dire in compendio : che , con quest'un temperamento , le città posson prendere aspetto e for-

ma e sostanza d'una soda e non fuggevole grandezza ; contar molti che lascin opere destinate a un lontano avvenire ; non andar soggette a quelle triste e rapide oscillazioni di fortune e di ricchezze , che sono proprie delle genti unicamente date a mercatura ; prendere infine quella stabilità che bisogna acciocchè facilmente si superino le difficoltà de'tempi ; acciocchè s'abbia *credito* permanente , arti costantemente incoraggiate , lusso il qual non tema tutte le labilità e gl'improvvisi rovesci del commercio e dell'industria , esperienza ed intelligenza ereditaria delle pubbliche faccende Imperciocchè di poca logica s'ha bisogno per comprendere quanta esser dee calamità di facili rivolgimenti e sconvolgimenti in una gente , presso la quale sempre siano soltanto uomini *nuovi* , nell'antico senso dell'epiteto... Dov'è un perpetuo alzarsi ed abbassarsi di casati.... Dove certe tradizioni d'onore , di beneficenza , di pratiche governative e politiche , religiosamente custodite come bene di famiglia , sono impossibili a stabilirsi... Dove que'che fanno la principal forza , in ogni succeder di tempi , sono come stranieri gli uni agli altri. Un tal paese grandemente somiglia ad un paese dato a balia di forestieri , che sempre cacciano i predecessori loro , e finiscono coll'essere la loro volta cacciati , poco meno che come i *re nemorensi* dell'antichità. Un tal paese ha una felicità senza radici , quando pur la consegue ; una dovizia fallace e soggetta a mancargli quando che sia. E omai basti di ciò. Ma è poi vero , da un altro lato , che , dato ancora che , nell'obbligo del legislatore , fosse il preferire , di gran lunga , i dritti de'presenti a que'de'futuri , violi questa regola quel legislatore , il quale incoraggia o permette i fedecommissi ? Facile è mostrare che no. Risponderei col sì , dove i pretesi diritti dei presenti contro ai futuri , nell'argomento che trattiamo , avesser salda base : ma questo è ciò ch'io debbo negare ; e le ragioni del negarlo sono molte e poderose.

I *diritti* de'figli contro ai genitori , e contro all'asse che

questi ultimi colle loro fatiche , colla loro particolare industria , o , infine , per qualunque altra via consentita dalle leggi , seppero e poterono accumulare ! (1) Udirei volentieri su che buona ragione s'appoggiano in quanto *diritti* , se per *diritto* hassi ad intendere quel che tutti intendono. Che parte i figli ebbero all'acquisto, o che merito? È diritto che procede da natura , e che dalla nascita recaron seco , senza bisogno d'altra opera loro ? Che fondamento la natura dunque gli diede ? Quello solo dell'affetto che il padre non può e non dee , se non è disumanato , non sentire pe' generati da lui ? Sta bene. Ciò vuol dire ch'egli è obbligato , o almen quasi-obbligato , dal suo connaturale amore (quando nol fosse da più altri riguardi ancora) a provvedere a tutti i bisogni della prole , durante la vita (de' quali i limiti sono disputabili) , e , fino ad un certo segno , anche a'suoi comodi in modo conforme alla condizione della casa ; e che , morendo , è tenuto , o quasi-tenuto , secondo la latitudine dell'avere , a lasciare essa prole ugualmente provveduta ; cosicchè non passi ad una condizione più meschina, l'eredità permettendolo. Ed allorchè s'usa il vocabolo *tenuto* , o *quasi-tenuto* , s'intende bene *moralmente-tenuto* , cioè tenuto per un *quasi obbligo* , ch'io son però disposto a conceder volentieri come equivalente ad ogni altra obbligazione di nome e d'effetto più vero. Ma , se l'eredità è straordinariamente pingue ; se , oltre a quel che il padre, trattando bene e da suo pari i figliuoli , suole dar loro , è nel

(1) E si noti bene , che i qui supposti diritti sarebbero al più de' soli figli poi-nati di colui che istituì il fedecommesso. Gli altri fratelli minori del primogenito favorito , in ogni successivo tempo , con che ragione possono chiedere a questo la divisione dell'eredità ? L'asse non era libera possidenza del padre. Se il vincolo con che fu posseduto hassi a spezzare , sarà ben forza che rinascano i diritti a compartecipazione di tutti i discendenti del primo autore , secondo una scala graduatoria da determinarsi , e l'eredità intera anderà in polvere in un giorno. E agli ultimi pretendenti che resterà ? Essi perderanno e quel che domandano , e quel che avevano prima del domandare.

patrimonio una ridondanza , della quale , finchè vive , nessun mai gli contrasta il pieno e libero dominio , e la facoltà di disporne a suo grado e libito ; perchè , morendo , perderà egli questo diritto , nell'esercizio della sua potestà di testare ; e chi asserisce che lo perde ? Que'che ogni potestà di testare vogliono abolita come ingiusta ? Co' comunisti non disputo. I poveretti han bisogno di navigare ad *Anticira* , quando non son di coloro che han bisogno d'esser fatti navigare a *Giaro*. Gli altri accordan tutti (ed anche , per quel ch'io mi sappia , gl'impugnatori delle fidecommisarie istituzioni: contraddizione inesplicabile !) che , dell'asse , eziandio non pingue , più poi del pingue e pinguissimo , una porzione più o men cospicua possa , senza ingiustizia , dal genitore morente , essere staccata per farne testamentario dono a chi vuole.... al primo estraneo che siagli a grado di beneficiare. Ciò si chiama il diritto d'istituire legati. Or qui , invece , non si tratta di permettere al padre di regalare una parte del retaggio , come legato , a uno estraneo : si tratta di permettergli il riservarla a uno de' figli. E non si dice di regalarliela puramente e semplicemente , ma si dice di riservargliela col vincolo di molte condizioni onerose , come deposito , piuttosto che come dono. E non s'intende di lasciargli far ciò per un motivo di predilezione più o men lesiva degli altri , per soddisfare ad un capriccio , per cedere ad una seduzione astutamente condotta , ma s'intende per procurare il lustro futuro e permanente della casa , al quale tutti sono , e debbono sentirsi interessati. Dov'è dunque la violazione del diritto , o quasi-diritto ? Dov'è l'ingiustizia ? Dov'è l'ingiuria ? Perchè , proponiamo bene il caso a quel modo che si dee proporlo. E esso , nella buona legislazione , è così , o dev'esser così. —

Non si vuole una illimitata libertà d'istituzione di fidecommessi. Volentieri s'accorda , che i piccoli assi non hanno da esserne giudicati suscettivi : perchè non si nega che ,

se a questi si concedesse di essere attemperati a fidecommis-
sario legame, i cadetti necessariamente avrebber condanna,
con ciò, ad una indecorosa ed iniqua strettezza. Quel solo
che si vuole è che, nelle grandissime eredità, l'istituire si
fatto legame non sia disdetto: posta la quale limitazione,
già realmente nessuna crudeltà, o violazione dell'equità na-
turale può dirsi ammessa dalla legge e protetta. Certo ella
concederà un erede favorito, il quale sarà insignemente ric-
co, e al quale un altro erede favorito succederà collo stesso
vantaggio, ripetendosi la condizione medesima in ogni fu-
turo tempo, finchè dura la maschile discendenza: ma i non
favoriti non saranno perciò poveri, e non potranno chia-
marsi diredati. Godranno d'un *piatto* conveniente. Avranno,
oltre al vantaggio del piatto, gli altri necessari vantaggi del-
l'esser tralci d'una potente stirpe. Le facilità per avanzar
cammino abbonderanno intorno a loro. Che se, la lor volta,
vorranno creare, eglino medesimi, una famiglia nuova e lor
propria, io aspetto che voglia provarmisi che non appar-
tenga alla loro individuale solerzia ed industria il pensare ad
aggiungere, con arti degne d'un gentiluomo, capitali nuovi
al peculio delle grasse loro pensioni. Aspetto che voglia pro-
varmisi che a ciò stesso non sia per essere un poderoso aiuto
la condizione di cadetto d'un gran casato. Aspetto che voglia
provarmisi, che questo carico imposto alla personale attività
del bramoso di fondare una casa nuova non sia più morale
disposizione di legge, dell'altra che tanto favorisce la sua
inerzia: e voglio dire di quella, per cui pretende egli d'at-
tingere nel paterno retaggio il più che può trarne al fine di
restarsi il più che può colle mani in mano. Ma io lodo in-
vece la sapienza degli antichi, i quali appunto per conside-
razioni del genere di quest'ultima stabilirono, che il vero
diritto de' figli non andasse al di là della rata legittima, e che
quello, invece, del testatore fosse di disporre liberamente
del resto come gli aggrada, appunto per dir quasi agli eredi
naturali del padre: « Se tu vuoi di più, o se di più ti biso-

gna, sappi ch'è tuo dovere il procacciarlo con usare de' tuoi propri mezzi , lo stato non amando, e non volendo favorire i poltroni: » e per dire al testante: « Se tu possiedi, è giusto che ti resti il conforto, morendo, dopo aver provveduto in un'equa misura a tutti i figli, di gratificare un amico, od uno col quale hai debito di riconoscenza, d'usare una liberalità, di contentare un onesto tuo desiderio, di premiare, tra gli stessi tuoi figli, o congiunti, quei che più degli altri lo han meritato... e di provvedere soprattutto, non a' figli soltanto, ma a tutti quelli che saranno in futuro della tua stirpe, ordinando in modo il retaggio, che, per quanto è possibile, riesca quello profittevole a essa stirpe, finch'ella sia per durare ».

A tutte le quali ragioni che si può opporre? S'ostinerà egli taluno a far sonar alto l'infamia della parzialità usata; l'opportunità somministrata alle fraterne invidie di destarsi; il disamore e lo scontentamento promosso tra fratelli; e la provocata disaffezione alla paterna memoria? Dopo le cose fin qui dette, non parrebbe che si fatte difficoltà avessero a rinascere.

L'obbiezione della parzialità abbiamo già veduto che non può essere opposta sul serio, di questa parzialità non v'essendo nemmeno l'idea. Perchè il fine manifesto della qui esaminata istituzione, per fermo, non è favorire l'uno col proponimento di fare onta o pregiudizio agli altri; e non è sceglierlo per predilezione che si voglia mostrargli, come se gli altri s'amasser meno. È soddisfare al bisogno, utile e decoroso per tutta la stirpe, e per conseguente anche a coloro i quali paiono gravati, di mantenere in perpetuo la grandezza e il lustro della casa: ciocchè ridonda in più vantaggio di tutti i futuri. È dare a essa casa, per ogni tempo che sarà per succedere, un capo, intorno al quale tutti si riducano, come quando il suo fondatore viveva, col fine morale che il legame comune fra parenti duri più indissolubile, e la famiglia non si sparpagli e disperda, ma

serbi vivaci e inestinguibili , ne' petti , le affezioni reciproche , anche astrettavi dall'interesse. È mantenere quindi l'unità e la centralità , base della forza e della potenza : ciocchè si è naturale , che lo veggiamo , in qualche modo , senza bisogno di legge , operarsi di per sé , perfino in contatto , pacificamente , e col tacito accordo di tutti : avvegnachè quivi , morto il padre , è per solito , stando ad antiche tradizioni , il più anziano de' fratelli il vice-padre succedente nell'azienda , o sia nella gestione degl'interessi comuni , con autorità pressochè di dittatore , più assunta secondo consuetudine , che per effettiva convenzione intervenuta fra tutti. Ciò tanto è antico , che riceve il nome di sistema patriarcale , avvegnachè i primi esempi se ne incontrano ne' santi libri tra i patriarchi. E sempre , come appunto ne' maggiorati nostri , a viemeglio allontanare ogni sospetto di preconcetta parzialità , l'ordine di successione al beneficio e al carico principale , non lo determina la libera scelta del morente , ma la casuale qualità di primogenito : con questo di più , che il dolce in ciò del privilegio è poi bilanciato dall'amaro del vincolo. Poichè , infine , l'erede fidecommissario non resta padrone assoluto dell'asse , ma lo ha , siccome di sopra osservammo , in deposito da trasmettere intemerato di padre in figlio fino alla estremità della linea , sempre cogli stessi pesi verso i collaterali. L'asse è di nessuno e di tutti. L'amministrazione è d'un solo. Il frutto è comune. Un'antiparte di esso è dell'amministratore principale ; e non senza un perchè : a lui toccando esser gravato dell'obbligo di far gli onori della casa ; dell'aver più spese che tutti ; del sopportare le noie dell'azienda , di tanti altri o fastidi o dispendi che ognun sa od immagina. Il rimanente si divide in rate uguali , e ciascuno ha la sua. L'eredità è dunque , e resta , nel fatto , alla famiglia intera , e non a tale o tale altro. E vi resta distribuita nel più saggio modo possibile , acciocchè le partecipazioni si perennino e sian sempre decentemente grandi. E vi resta

preservata dai capricci , dalle imprudenze , dalle prodigalità , dalle dissipazioni , inevitabili nella lunghezza de' tempi , che un improvvido depositario potrebbe operarvi col danno de' presenti , e di tutti que' che verranno appresso. In che , se , quanto alla persona del depositario , o vogliasi dire dell'usufruttuario principale ed amministratore , la consuetudine d'ogni paese e d'ogni tempo ha voluto piuttosto accordare la prelazione alla fortuita circostanza dell'esser nato prima , che a qualunque altra intrinseca , tratta da individuale merito , in ciò è stato più sapienza che comunemente non si crede ; avvegnachè questo era il metodo migliore , appunto per impedire , dentro i limiti del possibile , i malumori verso il padre e verso il preferito : malumori che sarebbero stati naturalmente assai più grandi , ed avrebbero avuto più pretesto al nascere , dove un atto di volontà speciale , in ogni caso di trasmissione , e non un preordinamento da lungo tempo stabilito , avesse avuto da determinare le scelte. Donde poi sarebbe conseguitato , che ne'posposti in ogni nuovo caso , per qualunque giudizio d'un testante , sarebbe di leggieri sorta l'accusa , o la querela , d'ingiusto apprezzamento delle qualità personali , o di gravame recato a' più degni. Mentre , per altra parte , volendo pure fissare una prima volta , per ogni tempo avvenire , quale de'figli sarebbe preferito , niente era sì consentaneo a ragione , in regola generale , che dare questo diritto al primo in ordine di nascita. Perchè il privilegio dell'età reca seco almen la presunzione d'una maggior maturità d'esperienza e di senno , e la certezza poscia , ancor più ragionevole , che , nel momento in cui la successione verrà ad aprirsi , troverassi con maggior probabilità , in chi gode questo privilegio , quell'età maggiorennne , o prossima alla maggiorennne , e quella maggior cognizione degli affari , che si richiede per salvare l'asse dal bisogno d'una curatela , e d'una amministrazione di più o meno estranei , tanto , per solito , dannosa ai pingui patrimoni , o per fare al-

meno ch'ella duri il più breve tempo possibile. Dove , se ancora quella prima presunzione vada fallita , e se il caso faccia che il favore della prelazione cada sul men degno e il men capace , il male è tuttavia non sì grande ed intollerando quanto a primo aspetto pare. Imperciocchè , primieramente , ove l'imbecillità e l' inettitudine , o le altre cattive qualità sian somme , v'è sempre il rimedio della interdizione. Inoltre , in un retaggio sì vincolato , come ogni retaggio fidecommissario , rado è che i detrimenti possano essere grandissimi e irreparabili. Finalmente avverrà in ciò quel che in tutte le cose umane e di tutti gli umani provvedimenti , i quali van soggetti spesso a inconvenienti di più maniere , cosicchè il provvedimento umano che non ne abbia , non si trova. Dalla quale calamità si trae poi la conseguenza , che lo scoprire alcuno di questi in un dato sistema d'istituzioni civili o politiche non è buona ragione per subito repudiarlo. Sempre , o quasi sempre , in fatto di tali istituzioni , non si tratta di andare in cerca dell'ottimo assoluto , ma del men cattivo...

E so che vi saranno di coloro , i quali , non ostante tutte queste non certó frivole ragioni , espugnati sul terreno delle parzialità , passeranno su quello delle disaffezioni e delle invidie , e vi si trincereran sopra , gridando , che almeno a queste si va incontro senza fallo nel detestabile sistema da noi difeso. A che io potrei rispondere quel che rispondeva poco fa : ma io non risponderò questo solo. Cangiatemi , risponderò ancora , il cuore umano , se vi basta a tanto la forza ; e impedito , in qualunque sistema , che invidie nascano. Alla legge dee bastare , ch'elle non siano ragionevoli. Del resto , se irragionevolmente elle nascono , tanto peggio per gl' invidiosi. Avranno la pena nella colpa : perchè , siccome dice il poeta ,

L'invidia, figliuol mio, sè stessa macera.

E la difficoltà prova troppo; perchè, a volerle dar valore, bisognerebbe dunque non solo abolire il diritto di stabilire nelle pinguissime eredità i fedecommissi, ma quello altresì di spartire il patrimonio, in caso di morte, in qualunque altro modo che in parti eguali tra i coeredi necessari. Sebbene ciò stesso non basterebbe: perchè, non potendovi esser mai perfetta equivalenza nelle parti, e il giudizio individuale, o il capriccio de' singoli, facendo, che, non presso tutti, l'apprezzamento sia lo stesso, le invidie nascerebber poi tanto e tanto; conciossiachè non mancherebbe mai chi l'eguaglianza riputerebbe disuguaglianza, e la parte propria terrebbe a vile in comparazione colla parte del coerede. Ma, in una famiglia bene ordinata, queste invidie non ci han da essere; ed, alzato il discorso a più elevato segno, noi dobbiamo, una volta per sempre, dare un gran colpo alla mala radice di questo gran tronco dell'egoismo ch'è divenuto la base di tutta la politica moderna, e il veleno corrosivo di tutte le legislazioni passate. Perchè, ritorno all'analisi di quel pessimo discorso di tanti contemporanei nostri, che, spogliato di tutti i suoi cincinni, si riduce a quest'ultime schifose frasi: — *La società è fatta per me, non io son fatto per la società. Niente io debbo cedere del mio, a fare star meglio gli altri; nemmeno quando questi altri hanno da star meglio di me per un fine buono ed onorevole anche a me.* — Perisca una volta questa pessima dottrina con una migliore educazione da dare a' nostri figli: dottrina donde germinarono tutte le esagerazioni odierne delle idee di libertà, d'eguaglianza, di gelosie reciproche. . . Solamente allora il mondo avrà pace, e gli stati potranno prendere andamento di vero progresso.

Nel caso nostro, che concetto volete ch'io prenda d'una famiglia, e delle sue condizioni morali, s'ella avidamente

considera l'eredità paterna come una preda da doversi spartire a bilancia, e preda della quale ciascuno de' componenti ha solo in mente la parte che gli tocca ; preda sulla quale tien egli teso l'artiglio, preparato ad afferrarla, contenendola e vendicandola contro a nemico del pari e ad amico, a estraneo ed a parente, a presente od a futuro ; preda la quale, rispetto ad esso, non è un beneficio ed un dono del padre, ma è un debito? Quanto è distante dal desiderare la sollecita morte dell'autore del retaggio, chi, con questa ingordigia ed ingratitudine, si tien pronto a rivendicare come un diritto esso retaggio, o la parte precisa che crede doverglisi? Qui è la vera riforma, e la più necessaria di tutte, di cui v'è bisogno nel mondo. Qui è la riforma di tutte le riforme. Insegniamo quel che veramente è da desiderare. Preoccupiamoci, innanzi ad ogni altra cosa, d'educare la gioventù futura a preferir sempre il bene collettivo al bene individuale: ad amare, non a odiare: a veder volentieri il godimento altrui, non ad esserne gelosi. Educhiamola nel rispetto e nella venerazione delle volontà paterne, nello scambievole amore de' fratelli e de' congiunti, nell'abnegazione di sè stessa, in tutte le virtù sociali e domestiche; diamo ragione alla virtù in generale, e non al vizio; ed ordiniamo lo stato nelle intenzioni di quella, e non secondo le pretensioni di questo. E se vogliamo lamentarci delle malattie numerose che affliggono il mondo moderno, accusiamo ancor meno l'improvvidità di certe leggi, che certe esorbitanze e irragionevolezza nostre fomentate dalla pessima educazione. Una famiglia, in cui possono allignare le invidie delle quali abbiám sin qui favellato, già con questo stesso dimostra di non esser degna di godere l'utilità della istituzione che difendiamo. L'onore del patriziato non è per lei.

LETTERA TERZA

RISPETTABILE AMICO

Io penso d'aver, presso a poco, esauste le difficoltà principali che soglion muoversi sul proposito che è tema a queste mie lettere. Hannovene alcune accessorie, che non lascerò di trattare, perchè non resti dietro di me, s'egli è possibile, alcuna parte dimenticata.

Udii dirmi: — La istituzione che voi difendete favorisce il celibato laicale, e quindi i vizi ed i mali, che questo trae seco. — Essa tende a sottrarre una gran massa di beni patrimoniali alle speculazioni operose ed utili de' cittadini meno agiati, o desiderosi, come porta la natura umana, d'uscire dalla condizione d'inferiorità, per alzarsi, col prezzo della loro industria e dell'onesta fatica loro, alla dignità di possidenti. — Per essa, finalmente l'agricoltura, principale strumento di ricchezza, in luogo d'esser vantaggiata, è in generale, a poco a poco, ridotta in nulla. Conciossiachè, quando la possidenza è troppa, l'esperienza fa conoscere, che, di necessità, la buona coltivazione si trascura, e perchè manca il bisogno che stimoli, e perchè v'è la pigrizia naturale che intorpidisce (pigrizia tanto maggiore, quanto la vita è più lauta, quanto l'educazione è più delicata, quanto i piaceri e le altre frivolezze della vita signorile occupan più tempo); e perchè, alla tanta estensione delle terre, l'attività e la solerzia d'un solo non basta; nè, quando il padrone, da sè stesso, non può pensarvi, è sperabile che prezzolati agenti convenientemente supplicheranno al difetto delle compre lor cure. Ma queste ancora son le difficoltà che non si può avere gran pena a spazzar via.

Il celibato laicale, e i vizî e i mali del celibato, una delle colpe de' fedecommissi! Bello è che s'ode opporre questa colpa da certa gente, la qual nessuno, senza averlo ascoltato colle proprie orecchie, avrebbe sospettato si tenera del buon costume e del santo vincolo matrimoniale.

Ma i fedecommissi non dicono ad alcuno, nella lor muta favella: — Non t'ammogliare: — Non invitano alcuno a non far ciò: — Non impediscono ad alcuno il farlo. — Io giungo, per opposto, fino a dire, che, a guardarvi bene, sono anzi più favorevoli a' matrimoni, che contrari. —

E, per vero, mettiamo dall' una parte un asse patrimoniale vincolato da fedecommissio, e dall' altra l' asse medesimo sciolto d' ogni legame. — Nel primo, per ogni futuro tempo, vi sarà sempre uno almeno della famiglia, presso a poco obbligato a prender donna: ed ecco per tutte le generazioni successive, assicurato nella stirpe, almeno un matrimonio a ogni generazione nuova; o sia, supposti, un per l' altro, nelle famiglie patrizie (men, per solito, prolifiche delle plebee) tre figliuoli per generazione, arrivanti all' età adulta, ecco un terzo della discendenza, certamente, o quasi certamente, maritato ad ogni rinnovarsi di quella. — Ma le discendenze non si compongono di soli maschi. Sono in esse anche le femmine. Anzi gli studiosi di statistica insegnano che il numero di queste è, d' ordinario, maggiore di quel de' maschi. Nondimeno contentiamoci d' ammettere una sola donna in tre. Nessuno vorrà negare pur di questa, ch' ella, nata in tal grado, colla influenza della famiglia potente, coll' allettamento d' una dote sempre comparativamente ricca, e con tutte l' altre agevolezze che di leggieri s' intendono, assai radamente mancherà di partiti, e, per poco che il voglia, finirà quasi sempre coll' andare a marito. Ecco dunque ad un altro terzo della stirpe assicurato il vincolo maritale, se siagli a grado, e tolta ogni probabilità di condanna ad un celibato a vita: ossia, facendo la somma, ecco due terzi della famiglia, rispetto a' quali la presun-

ta coazione alla vita celibe è sì poco vera, che è vero invece l'effetto contrario.—Non resta, dopo di ciò, nella ragionevole ipotesi la quale abbiain fatta, che un solo terzo, intorno al quale può disputarsi: e la disputa sarà sulla condizione, nel nostro proposito, del maschio cadetto, a cui l'essere niente altro che un pensionato, sinchè vive, qualunque sia l'importanza della sua pensione, potrebbe credersi l'equivalente d'un ostacolo al pensiero e al desiderio di legare stabilmente una compagna alla propria e precaria sorte, e di creare con essa figliuoli, a' quali la pensione paterna non passerebbe. Ma, se sia per avvenire, che ciò, a volta a volta, in realtà operi come ostacolo sopra tale o tale altro cadetto, primieramente non ha per necessaria conseguenza, che quegli, il quale per si fatta riflessione s'astiene dal prender donna, debba risolversi, a compensazione e supplemento, d'esser discolo e scostumato. Imperciocchè qual diverrebbe il mondo, se non si potesse restarvi celibe senza darsi subito ad amori di contrabbando o di postribolo? La faccenda però, non per fermo, va così (e m'interdico gli argomenti di religione). A molti questa maniera d'astinenza, imposta come un obbligo, o liberamente scelta, non è nemmeno un sacrificio. Un ci si avvezza, come ad altro. E spetta alla buona educazione, e ad una conveniente istituzione morale, il non esagerare, in tal proposito, i bisogni, e l'insegnare a non farli nascere (1). In secondo luogo, se osta-

(1) È ridicola, e contro al vero voto di natura, il pretendere che tutti prendano donna. Nella natura evidentemente sono in guisa ordinate le cose, che l'atto della moltiplicazione della specie negli organizzati debba sempre rimanere immensamente al di qua della *potenza* e dell'*impulso*. Debbo io qui ripetere i calcoli dello sterminato numero d'esseri d'ogni categoria che potrebbero esser generatori, e nondimeno, condotti a questa maturità, non lo saranno, perchè la natura stessa frappone a ciò innumerabili ed invincibili impedimenti? E quante *agamie* la natura medesima non favorisce, e non sembra aver predisposte? V'è il colibato delle piante. V'è il celibato degli animali. E v'è l'equivalente del celibato nella distruzione d'un immenso nu-

colo pur v'è, esso non è che volontario, e assai lieve, e facilmente vincibile. Perché, in somma, a chi, non ostante la sua qualità di cadetto, sopravvenga desiderio indomito di nozze, e odio della solitudine, e spavento, ad un tempo, della insufficienza di fortuna a sostenerne il peso nobilmente, come richiede l'onore del casato e il proprio decoro, forsechè mancano mezzi per salvare, come suol dirsi, la capra ed i cavoli? Non vi possono essere che i poltroni, e gli acciecati da una passione improvvida, a'quali non riesca il trovarli, e non basti l'animo a metterli in uso; nè le leggi son fatte per favorire gl'ingardi, e coloro che al fuoco delle passioni dissennate non vogliono e non sanno resistere. Il savio ed operoso cadetto preordina risparmi, usa, come altrove toccavamo, le sue facoltà fisiche e morali per prepararsi un proprio peculio colla sua personale attività, come già è da presumere che facesse l'autor primo della grandezza della casa. Procura a sè, tra col proprio merito, e colla potenza della famiglia chiamata a soccorso, impiego grandemente lucrativo. Cerca una dote considerevole . . . e così si libera dalla paura, e soddisfa il desiderio. Ecco, dunque, che in esso ancora, niun con ragione può dire, che il fedecommesso gli sia condanna ineluttabile, od almen probabile, ad agamia, o a veneri furtive e riprovate.

Prendiamo adesso ad esaminare per contrapposto il patrimonio libero d'ogni vincolo, e gli effetti quanto ad agevolamento de' legami connubiali, o ad impedimento su que'che lo erediteranno. Vedrassi, che la proposizione, colla quale incominciai, chiarissima emerge dal confronto: e ciò è presto dimostrato. — In un tal patrimonio, pe' primi che lo dividon tra loro, supposta l'eguaglianza delle parti, quateun

mero d'organizzati che la natura fa servire ad altro che a proliificazione. Nell'uomo è chiaro che la civiltà ha per effetto, inevitabile, e sto per dir necessario, e perciò non cattivo, il diminuire il numero de' matrimonii, perchè esso accresce i bisogni della vita, mentre è impossibile che accresca in tutti con egual proporzione i modi del soddisfarli.

dirà : Ecco subito la maggior facilità ch'esser possa, non ad uno e ad un altro, ma a tutti ; non a condizione di doversi stillar la fronte in fontana di sudore, ma per solo fatto dello spartimento del retaggio ; non coll' avara ricerca di fanciulle riccamente dotate, e sian pur prive d' ogni altro pregio, ma colla piena libertà della scelta secondo che il cuore invita : ecco, ripeto, la più gran facilità al soddisfare legalmente il santo voto di natura, tutti appaiandosi per poco che n'abbian brama. — Insidiosa facilità ! (io però rispondo). Facilità condannata a divenir presto difficoltà, impedimento e rovina.

Infatti, suppongo, che, cedendo all' invito di questa facilità, tutti in realtà s'accasino, e sian così tre, come ne' casi che precedentemente studiavamo, o piuttosto due, per lasciar qui da parte le femmine, a ognuno de' quali due l'asse intero siasi però ridotto ad un terzo, come il nostro computo indicava. Già le due nuove famiglie, sorte da una, e possedenti ciascuna niente più che un terzo dell'asse primitivo, se procederanno colla stessa progressione (e debbon così procedere se ha da esser vero, che con questo altro metodo, il celibato viene ad escludersi) diverranno quattro alla seconda generazione, indi otto alla terza ; e, con ciò, che cosa avverrà nel finire del primo secolo d' esistenza ? Uno di questi tre fatti. O, in tanta moltiplicazione di stirpi, per sovvenire alle moltiplicazioni future, e a' bisogni che fanno nascere, tutti dovranno volgersi a quelle arti, alle quali, nell' ipotesi dei fedecommissi, un terzo solo delle famiglie mostrammo che dee ricorrere ; cioè al metodo dell' ingegnarsi, coll' attività propria, per sovvenire alla insufficienza dell'asse ogni volta minorato : con questo però, che le agevolezze del farlo utilmente saranno ad esse tanto più piccole, quanto l'esiguità di stato, in che successivamente caddero o cadranno, sarà fatta maggiore. O, non volendo rinunziare alla natia pigrizia, e, nel tempo stesso, volendo obbedire al cieco bisogno di prender donna a capriccio, con niuna, o

con sottil dote, si finirà col crear case di miserabili, nelle quali le probabilità di matrimoni futuri per le femmine, e le propensioni a uscire di celibato per gli uomini, lascio che altri mi dica quanto saranno fatte maggiori di ciò che son per essere, in ogni futura età, nella famiglia che ha eredità fide-commissaria. O, finalmente, sarà pur forza, che si venga a quello, che si pretendeva infallibilmente evitato col metodo dell'eredità sempre suddivisa; cioè, sarà pur forza, che si risolvano a morir tutti celibi, per forti che siano gl'inviti in contrario del temperamento, condotto il casato intero ad estinguersi per sempre. L'ultima conclusione del qual discorso ognun vede qual'è. — Nel confronto, dunque, di sistema con sistema, anche per questa parte, il sistema invisito alla corrente moda di filosofanti, non è quello, nemmeno in ciò, il qual perde alla gara (1).

Così per la prima difficoltà. Ma vuolsi parlare altresì di beni rustici sottratti alle speculazioni di compra e vendita, che avrebbero a rendere possibile e facile ai non possidenti il cominciare a possedere, e che, per la sottrazione mentovata, la impediscono, o la minorano! Osservo però, che questa difficoltà bisognerebbe andare a farla, per esempio, in Inghilterra, dove, passata la cosa in abuso, la terra è,

(1) Ma ci è altro ancora a rispondere. Si teme il celibato! Non è egli più temibile per le famiglie, e per tutta la civile congrega, la facilità improvvida del matrimonio? Si dice che quello (pur solo come semplice eccezione ad una legge troppo generale) è sempre contro a natura! Il matrimonio, al contrario, come legge che si voglia generalissima, non s'oppone forse anche più alla natura ed alle sue leggi? Nell'economia del mondo organico (lo vedevamo poco fa) i celibati sono incomparabilmente più numerosi de' matrimoni. E così doveva essere per la sussistenza della specie degl'individui, perchè, senza ciò, presto gl'individui mancherebbero d'alimento e di spazio. La moltiplicazione soverchia d'una specie impedirebbe l'altra: con che, in luogo di provvedere alla perennità, si procederebbe rapidamente all'annullamento. Al genere umano è prescritta, con più ragione ancora, la stessa regola. Di qui è che gl'istinti di procreazione giova temperarli, non promuoverli, tanto più ch'è l'artifizioso moderno vivere quello il quale si li fa pungenti; e ciò in alcuni, non di gran lunga in tutti.

presso a poco, impegnata tutta ed in perpetuo a' grandi possidenti del patriziato, e tolta quasi da ogni circolazione. Tra noi, non ho ancora udito dire, che, a chi desidera possidenza rustica, manchi materia quanta più vuole alla compra, e per così dire, terreno sotto i piedi. Tra noi non si tratta di terra confiscata tutta dall'aristocrazia (che oggi, nell'antico senso della parola, quasi non c'è più, o va morendo). Appena una piccola porzione di suolo spetta a' fedecommissi. Così, almeno per noi, la querela manca di punto d'appoggio. L'abbia però ancora, ciò a nulla monta. Savie leggi possono prevenire il danno, e ridurlo ai minimi suoi termini; come possono esse ancora venire incontro all'altra difficoltà dell'agricoltura, quasi sempre trascurata ne' latifondi, o nelle troppe possidenze, e troppo sparpagliate e sparse. Moderate il numero delle eredità sottoposte a vincolo non permettendo, come già spesso dicemmo, che i soli fedecommissi grandissimi, proporzionatamente alle città dove sono. Stabilite per legge, che si sarà obbligati o a coltivare a propria cura i fondi rustici che si posseggono, o a fondarvi sopra colonie agricole; a spezzarli in possessioni suddivise da cedere in affitto; a concederli in enfiteusi, o simile. Introducete infine, per virtù d'un'educazione migliore, in ogni contrada, le buone costumanze de' grandi possessori di terra nella Inghilterra, che testè citavamo, i quali sanno ad un tempo posseder molto e coltivar molto, rendendo, per parte loro, impossibile, nel generale, l'accusa di peggiorata o negletta coltura.

E qui potrei già dire d'aver finito; è però utile, innanzi d'abbandonar quest'ultimo tema, il ricordare a coloro, che si fatta obbiezione fanno sonar tant'alto, di non mostrare, a un mo' di dire, la medaglia da solo un lato. Parlano degli svantaggi sovente connessi colle possidenze troppo vaste, e passan sotto silenzio i vantaggi, i quali son più grandi ancora. Imperciocchè negheranno essi forse, che soltanto coi vastissimi possedimenti rendonsi possibili le grandi imprese

agricole? come dire, quanto a pastorizia, lo stabilimento delle razze perfezionate di cavalli, di pecore merine, di capre tibetane od altre, e delle grandi cascine, e delle grandi bigattiere e filande, e delle peschiere, e delle bandite per fagiani, per cervi, o simiglianti; e, quanto ad agricoltura propriamente detta, l'estese piantagioni di boschi destinati alla utilità delle generazioni future, le frequenti opere di bonificazione, di colmata, di prosciugamento, le perforazioni di pozzi artesiani, certi importantissimi lavori preparatorii, certe dispendiose culture, e certe iniziative nelle medesime piene di risico e di spese colla promessa di guadagni solo per un più lontano tempo? Arroge l'erezione d'opportune fattorie, e degli edifizî rustici che son tanto avviamento al trar buon frutto dalle terre, l'acquisto di strumenti ed attrezzi costosi, la formazione di quegli opificii sussidiari d'estension conveniente, che indirizzano e servono ai miglioramenti della vinificazione, dell'oleificio, di tutte le fabbricazioni proprie delle ville, le quali son destinate a dar più valore ai prodotti; e, per comprendere ogni cosa con una generale espressione, l'impiego di quanto capital morto e circolante è condizione essenziale a molte opere, le quali, senza questo, non si fanno; impiego possibile solo, massime in un paese come il nostro, la cui ricchezza è quasi tutta agraria, se non a chi fortuna largi un' enorme possidenza.

Diranno, che, ne' sistemi loro di sminuzzamento de' beni rustici, e di distruzione delle ricchezze accumulate, quel che i piccoli possidenti non potran fare lo farà lo stato, e lo faranno, per conto di tutti, le comunità; ciò che viene a dire, che, a render possibili le imprese agrarie di che parlavamo, que' latifondi, che si ricusano a' privati si voglion dare a quel corpo morale, il qual si chiama il Pubblico; e che il Pubblico diverrà con ciò capitalista coltivatore, e manifattore, ed edificatore, ed amministratore, ed insomma industrialista, o simile. Come se i maestri economisti non avesser da lungo tempo dimostrato qual insigne e deplorabilissimo er-

rore sia questo del convertire lo stato o il municipio (qual già in tempi che da un' altra parte più s' ama screditare , e spesso non ingiustamente , appunto per le molte improvvise consuetudini di simigliante genere) in possessori di terre, in coloni, in agronomi, in fattori di campagna, in impresari d'industrie quali che siano; e quanto, in ogni caso, convenga meglio all' universale che queste faccende sian tutte lasciate a' cittadini operanti per proprio conto, con quello zelo, con quella capacità , con quel successo, che da servitori del Pubblico non possono aspettarsi.

E questo bastar dovrebbe sopra un argomento, che al postutto non meritava tante parole. Se non che un' ultima considerazione mi piace aggiungere, non precisamente su quella parte della questione che testè io trattava, ma in generale su tutta la presente difficoltà relativa ai latifondi; ed è che quel che se ne dice in proposito de' fedecommissi, e contro ai medesimi, può chiamarsi una di quelle difficoltà le quali provan troppo, e per conseguenza non provan nulla (è questa la seconda volta che in si fatta questione accade di dover dirlo). Infatti ad accoglierla per buona e valida, sarebbe d'uopo conchiudere, che, non le sole gravate di vincolo fidecommissario, ma le troppo vaste possessioni d'ogni altra provenienza avrebbero ad interdirti: ciocchè verrebbe a significare, che non si dovrebbero, in una perfetta comunità, tollerare i rinvestimenti di danaro su fondi rustici al di là di certe somme; e quindi che avrebbesi a ritornare alla perfezione di quelle antiche leggi limitatrici del riparto delle terre a un certo numero di iugeri, per aspettarsi allora le bellezze di Roma negli incunaboli suoi, e la perfezione del secol d'oro, mirabile nelle descrizioni de' poeti ; cioè il prato , e la vigna, e l'oliveto, e il campicciuolo, e la casipola, e Cincinnato coll' aratro, e lo spartano col brodo nero, e Nausicaa regina che lava i panni col seguito delle fantesche , e Penelope che mena le calcole al telaio nel pianterreno della reggia. Dove se ciò chiamano alcuni progresso del secolo sapiente , io mi per-

metto chiamarlo regresso all' infanzia del mondo , e ritorno alla barbarie, od almeno alla grettezza primitiva, della quale, alla lunga, i primi lamenti che s'udrebbero sonerebbero probabilmente nelle bocche de' suoi stessi panegiristi. Povero tempo nostro ! quanto ha bisogno di essere rimandato alla piccola scuola !

E con ciò potrei dire d'aver risposto a tutto. Mi sovviene d'una difficoltà ch'io dimenticava. Gridano alcuni, parlando di fedecommissi, contro al defraudare non raro, il qual per essi è fatto, con sanzione di legge, a pregiudizio de'creditori dell' asse , rispetto ad ogni lor credito il più santo, come dire somministrazione di merci, prezzi di lavori, ed altro. Inconveniente certo grave, ma imputabile in gran parte a que' medesimi che lo patiscono. Imperciocchè l'impassibilità dell'asse non era un segreto. Pertanto a tutto suo rischio , e rischio il qual doveva essere preveduto, per proprio debitore l'utente dell' eredità è accettato da chi anticipatamente non cura conoscere fino a qual misura questo debitore è solvibile. Tanto peggio per l'accettante se non fu provvido. È ridicola cosa che facesse fondamento di solvibilità sopra un' ipoteca, la quale in fatto non poteva guarentirlo. Egli è un giocatore all' azzardo: e appunto perchè sente d'esser tale giocatore, per solito ha già messo in conto la possibilità di perdere la sua partita, posto che, s' egli è , per esempio, un artefice, i prezzi ch' egli fa al gran signore non sono di gran lunga i prezzi fatti al comun cittadino. Sa che talvolta non sarà pagato, e si compensa colle volte, nelle quali è pagato. Così, se perde a quando a quando nel particolare, non perde nel totale, anzi sa molto bene ch' ei vi guadagna. Certamente il conto va talora fallito, ma è come in ogni altra maniera di negoziato umano. Tutte non son probabilità di lucro; e tutti non calcolano bene queste probabilità. Quantunque i fallimenti nei maggiorati son d' un patriziato degenerare. Il vero patriziato non deve averli. E del vero patriziato dirò a suo luogo quel ch' è da dire.

Claudite jam rivos, pueri, sat prata biberunt.

LETTERA QUARTA

RISPETTABILE AMICO !

Una lettera ancora per finale complemento del lungo mio dissertare contra un' opinione oggi radicata in troppi , ed alla quale fa perciò d'uopo troncare, s'egli è possibile, ogni radice...

Sicelides musae , paullo maiora canamus.

Perchè, fin qui trattammo il nostro argomento quasi unicamente risguardandolo dal lato del privato interesse , o dell' interesse puramente civile delle famiglie , e di ciascuno di coloro che le compongono. Ma ora è tempo d'allargare il nostro orizzontè, e di sollevarci alla sfera delle considerazioni di alta politica, cercando fino a qual segno importi, per ciò che può concernere il pubblico interesse, l'esistenza di *maggiorati d'una certa cospicuità, e dentro una certa misura, sparsi per lo stato.*

Ciò è addentare finalmente , ed *ex professo*, la questione delle *aristocrazie*, questione vulnerata (bene il so) da preconcelte opinioni di popolo, che queste astruse materie non potendo intendere da per sè , le giudica secondo le suggestioni de'suoi maestri di caffè , di conversazione , di piazza, di gazzette, i quali gli dispensano a piccol prezzo ogni giorno pan logliato. Nondimeno ella è tal questione che meriterebbe, per lo manco, d'esser categoricamente discussa, prima di confermare la sentenza di condanna, che, a' di nostri, le è stata pronunziata contro , quasi dire in contumacia ed *inaudita parte*. Intendo pertanto presentarmene avvocato un tratto, e chiedo che s'ascoltino le mie ragioni, pesandole alle bilance d'Astrea con imparzialità e con senno.

Comincio dicendo , che suppongo non controversa la proposizione , che , distrutti i fedecommissi , è distrutto il patriziato. Se avrò dunque ben difeso la causa di questo , potrò affermare d'aver con ciò vinto la causa di quelli. Spaziamo però , innanzi tratto , il terreno , prima d'entrare a dirittura in materia , e mettiamo in aperto una miserabile fraude degl'impugnatori della nobiltà : per la qual fraude si riuscirono a screditare il nome di patrizio , e a renderlo universalmente odioso ed abborrito , che oggi a voler favellarne a difesa lo dicono anacronismo.

Il metodo è tutt'altro che nuovo. Si sono andati scegliendo con maligna diligenza tutti gli esempi , veri o falsi , esagerati o sinceri , de' pessimi nobili , che della lor potenza abusarono ed abusano per fare , in grande ed in picciolo , il male a fronte coperta o scoperta. Si sono dissimulati , taciuti , negati , attenuati , falsificati , a contrapposto , i benefizi privati o pubblici de'buoni patrizi , e la grandissima e principale influenza , che , assai spesso , esercitarono essi nel procurare l'utile dell'universale , nell'ornare lo stato , nel dargli forza , nel sostenerlo , in una lor guisa , e con una efficacia che nessun altro avrebbe potuto adeguare o pur solo sperar di conseguire. Così del male s'è fatto regola ; del bene s'è dato ad intendere che non v'era , o che ve n'era una particella da non meritare che se ne tenesse buon conto. E , fatto il processo a questa maniera , non è maraviglia se il popolo ingannato ed illuso ha creduto di dover condannare *cunctis tabellis*.

Io non negherò i vizi ed i difetti troppo famigliari alla nobiltà , e i danni che quindi soventi volte provennero. Non negherò il guasto e la degenerazione , che , in mezzo ad essa , il nostro secolo ampiamente recò e diffuse , da un lato rovinandola , dall'altro depravandola e pervertendola. Ma dirò che questi difetti e questi vizi possono correggersi e prevenirsi con un migliore ordinamento e con una educazione migliore , perchè non ne sono una parte necessa-

ria , ma solo un'accessoria corruttela , ch'è possibile medicare , impedire , e rendere innocua. Dirò che questi difetti e questi vizi , frequenti compagni della ricchezza dovunque si trova , più ancor che della nobiltà , se v'è speranza di mitigarli e di attutarli , questa speranza è maggiore nella nobiltà accompagnata dalla ricchezza , che nella ricchezza scompagnata dalla nobiltà , e dalle condizioni che porta ella seco. Dirò infine , che purgata la istituzione del patriziato , da ciò che ha di veramente condannabile , e restituita alle sue buone ed ingenite prerogative , è cosa della quale un paese ha bisogno , più che di molte altre , per assicurare alle pubbliche faccende l'andamento il più regolare , il più fermo , il più prospero che l'umana imperfezione permetta. Sforziamoci di dimostrarlo.

Le razze umane hanno (nella parte loro fisica , la quale tutti sanno quanto grandemente operi anche sulla parte morale) più d'una similitudine con quelle degli armenti. Or negare che una razza (e sia qualunque l'ordine suo d'animalità) , circondata di speciali e favorevoli cure per lungo seguito di generazioni possa nel fisico grandemente migliorarsi , è negare una legge zoologica e fisiologica , ogni di vie meglio confermata dall'esperienza per tutte le specie portate a domesticità , e per alcune persino delle originariamente selvagge.

L'arte consiste , in generale , nel fare per una eletta d'individui quel che sarebbe impossibile di fare per tutti. Si tratta sempre di certe delicatezze , di certe particolari lusinghe ed attenzioni , di certa segregazione speciale dalle influenze comuni , che gl'individui destinati a miglioramento cangiano in individui privilegiati , i quali costano all'educatore cento volte più che gl'individui dozzinali come li offre natura , e caso od arte grossolana li educa. Di qui cavalli nobili , e nobili cani , e nobili pecore , e nobili capre e simili.... E la legge (chi lo ignora ?) s'estende anche al regno vegetabile , come dire a certe piante di giardino o di stufa.

Le qualità , che , in virtù di queste speciali arti , si rendono in fine ereditarie , invano altri le aspetterebbe prodotte , con una certa costanza o frequenza , a ventura , o da laboriosa individuale educazione , così abbondantemente moltiplicate , così facilmente generate , e dirò comuni , nell'ora del bisogno , e così messe a lor luogo.

Or , per applicare queste dottrine al caso nostro , risaliamo al tempo di certe vere ed antiche aristocrazie cavalleresche , del modo come in alcuni luoghi e secoli furono , sinchè regolari si mantennero , e non risguardiamo a quel che divennero , qua e là , spesso , fatte pessime per corruzione dell'ottimo. Cangiata l'educazione in peggio , o , a dir meglio , al tutto o quasi al tutto mutate le condizioni atte ad operare i buoni effetti di che noi favellavamo , e che soli costituiscono la *normalità* dell'aristocratica essenza nella sua parte buona , ed introdotte altre che vizian questi , e li riducono a diversissimi da quel che dovevano essere , chiaro è che quanto può trarsi , da fatti appartenenti ad un tempo di tralignamento , a svantaggio e discredito delle aristocrazie , non può in nulla percuotere le dottrine che qui si professano. La questione allora sarà al più , se i ceti aristocratici possano mai realmente preservarsi dalle mutazioni che li fan perniciosi più presto che utili , e ridursi a tale di conservare piena conformità col tipo migliore , o di riguardagnarla ; ciocchè per me non è nemmeno una questione , e non può esserlo per alcuno , il quale tutta la potenza delle buone arti educatrici conosca.

Risaliamo dunque , ripeto , al tempo di certe vere ed antiche aristocrazie cavalleresche , normalmente condotte a quella natura , che aver denno per essere dell'utile specie da noi voluta , e spesso stata e vedutasi nel mondo. In esse voi troverete familiari alcune virtù sommamente utili al popolo , e difficilmente reperibili altrove nel numero e coll'abbondanza che più sono desiderabili.

Chi nol sa ? Nelle prosapie aristocratiche , principalmen-

te , se non unicamente , può sperarsi di trovare , ad ogni necessità , i veri *patres patriae* , preparati a tutti i bisogni ; cioè quegli uomini autorevoli , potenti , coraggiosi , avvezzi a mettersi fuori *si dignus vindice nodus* , godenti già il privilegio d'essere ascoltati con riverenza , con effetto , assennati , sperimentati , periti , probi , pe' quali è fatto natural dono , ancor più che artificiale , tutto che è generoso , nobile , magnanimo , eminentemente civile ed utile a civiltà ; e prima la lealtà oggi sì rara , il candore , la fede , la incorruttibilità , la fermezza , il disinteresse , la franca ed inviolata parola , quella che proverbialmente perciò si dice *parola di cavaliere* ; il mantenere a qualunque costo i patti e le promesse ; il non mai mentire ; il religioso astenersi da ogni cosa vile o brutta...

Non è la santità de' perfetti in religione , nobil dono di Dio , e privilegio sommo di grazia , sdegnoso per solito di queste cose terrene e caduche ; è la virtù antica e civile , una cosa illibata , ingenita , uscita dai paterni lombi , ed avuta da natura , più ancora che da innestato ammaestramento ; che perciò non costa fatica , nè sacrificio , ma è *ab ovo* e per *traducem* , fin dal primo impasto dell' uomo e della razza. — Con questo , è l'abitudine dell' anteporre l' interesse pubblico ed altrui al proprio e privato ... è la naturale generosità e larghezza ... è il preferire quasi istintivo del retto all' utile ... è la disposizione avita di tutte le cose fatte *stirpi* a eminenza di cittadine virtù ed attezze ... il primeggiare nel civil senno e consiglio ... il gittarsi innanzi , come il prode destriero al romore delle battaglie , anche non chiamati , nè pregati , nè desiderati , in tutti i grandi e solenni bisogni della cosa pubblica , senza risparmio di sè e delle sue fortune ... il trovarsi pronti e preparati a soccorso , a protezione , a sostegno , a sovvenzione , a incoraggiamento , a guida , a ufficio di capitani e di porta-bandiera. È l'esser sempre caporioni agli altri nel bene , e caporioni efficaci , ascoltati , sentiti , rispettati , obbediti ... l'aver co-

raggio civile o militare secondo che fa d'uopo... il guardare dall'alto al basso il puro e vile materiale interesse, e il cercar sempre nelle questioni il lato della moralità e della giustizia...

Non mi state a dire che queste qualità preziose son rare come le mosche bianche. Rare forse oggi, vi ripeto: ma non rare in ogni tempo; non rare quando gli uomini s'educavano a modo antico. E se si riusciva ad ottenerle, quando a quella forma s'educavano essi, io non veggo, perchè richiamando le stesse cagioni, non s'abbiano ad ottenere, e non si possano, gli stessi effetti.

Non mi venite a soggiungere, che altrettanto e meglio, per forza di conveniente educazione, puossi ottenere fuori delle privilegiate caste. L'educazione è cosa sempre troppo artificiale, e troppo perciò difficile a condursi a buon termine, se natura non agevola, e condizioni intrinseche non favoriscono; e l'una e l'altre non favoriscono, se fin dai primi istanti non concorrono; e dai primi istanti non concorrono che assai di rado, e solo con qualche frequenza, quando certe disposizioni son fatte dono abituale per lunga serie di generosi avi, e quando ogni cosa che è intorno le seconda. Imperciocchè indipendentemente da quel che allora è dato per una felice armonia del fisico col morale improntata per concepimento, v'è lo spontaneo innesto che non può mancare a chi è nato in mezzo alle morali qualità che si voglion generate; a chi le ha trovate in casa, e n'è stato cinto da ogni parte fin dalla prima infanzia; infine a chi non ha incontrato, anche uscendo di casa, che quelle, come cosa propria della casta in mezzo a cui vive. Le quali cose tutte non sonò, per fermo, allo stesso modo, in uno stato dove non è che democrazia, pe' figliuoli degl'ingentiliti da un giorno, e degl'arricchiti. Perchè in questi per solito le ricchezze e l'innalzamento è dall'industria mercantile o quasi-mercantile; e l'industria delle mercature e de' com-

merci, pur troppo, a esser promossa, e tanto da generare tesoro, ha bisogno d'accompagnarsi con amor di guadagno, e d'esserne preceduta come da suo naturale stimolante: amor di guadagno, che è passione per sè, non dirò vile, ma certo un po' bassa, e non troppo generativa di virtù politiche. Ed ha radice d'egoismo e d'interesse materiale e personale, due interessi che non poco penano a subordinarsi all'interesse morale, tanto da contentarsi sempre delle seconde parti. Donde poi viene, che nelle case di sì fatti (non ch'io neghi molte onorevoli eccezioni) gli esempi non sogliono esser quali in quelle della vera e buona aristocrazia; e colla rarità di questi esempi va proporzionata la difficoltà della fruttuosa educazione di che favellavamo.

Che se, pe' fin qui discorsi argomenti, s'è dunque cercato di provare, che utile pertanto è l'aristocrazia, rispetto al creare, con un buono e conveniente indirizzo, una schiera di cittadini egregi, quali con arte di speciale istituzione applicata a' primi che presenta il caso, o la fortuna, è difficile ottenerli; già possiamo a un altro argomento venire, e sarà l'argomento di un secondo e ancor più elevato interesse politico, il qual consiglia a mantenere, quantunque dentro giusti confini, un ceto aristocratico nello stato; e questo è l'*interesse conservatore*. Il quale interesse, naturale antagonista dell'*interesse riformatore*, molti non vogliono conoscere utile, perchè non vi pongon mente: e, non avvertendolo, non se ne fanno una chiara idea. Ma non perciò non esiste; e non è rilevantissimo, e tanto anzi più importante, quanto le forme del governo son più liberali, e tengono delle repubblicane, o delle rappresentative e democratiche, e quanto v'è più grande l'autorità delle turbe popolari.

Perchè il proprio delle democrazie, come in generale dei popoli e de'tempi tendenti a democrazia, è, in politica, il moto perpetuo. Un paese dato o soggetto alla dominazione, od alle forti influenze de' capricci, di quello che fu e sarà

semper varium et mutabile vulgus, è come dire un terreno in man d'una compagnia d'agricoltori, ognun dei quali vuol coltivare a suo modo; e dove, secondo che uno riesce a prevalere sull'altro nella lotta delle volontà, e nella pertinacia e nella validità de' contrasti, distrugge l'opera de' compagni, e rilavora, e risemina a suo modo. Il qual terreno lascia decidere a chicchessia se può mai prosperare, e dare un frutto che valga le spese, e le fatiche periodicamente abortive. Un tal paese è sempre sul disordinarsi, e riordinarsi per disordinarsi di nuovo, e tornare ad ordinarsi: come ciò accade del mobile campo del mare a ogni nuova aura che spiri, non importa da qual parte. Le leggi non vi durano. L'esperienza lunghe non vi si maturan mai. Le fortune vi sono instabili, come le dignità, come le influenze, come le ricchezze, come le risoluzioni. Ora un tal paese, per avere una qualche speranza di requie, e di rallentamento negl'impeti inconsiderati del moto; per non lasciarsi perpetuamente allucinare da false apparenze di mali, da false apparenze di beni, giudicate secondo la prima impressione, e guidanti a fatti spesso inconsiderati e rovinosi, ha bisogno che sia, nel popolo, un certo numero di cittadini saldamente potenti (ciochè non vuol dir prepotenti), i quali mettano nella bilancia disposizioni opposte; cioè appunto quelle disposizioni che si chiaman conservatrici, com'è il proprio delle aristocrazie, alle quali tutto fa invito a temere i troppo rapidi mutamenti, e a temperarli, facendo per propria essenza l'ufficio del regolatore nell'orologio, e della scarpa nel carro, non per arrestare l'andamento, o per voltarlo in contrario, ma per fare necessario contrasto alle accelerazioni dissennate, e per impedirne le aberrazioni pericolose. Nè voglio, a provarlo, altra dimostrazione che quella delle prove storiche, dalle quali risulta che nessun paese prosperò mai lungamente, dove un robusto ceto aristocratico non si ponesse in mezzo tra le facili velleità delle plebi e de' municipii, tra i piccoli e gretti interessi del terzo stato . . . tra le tenden-

ze agli abusi del potere in più alto luogo; e non concorresse con ciò validamente e in modo principalissimo alla costruzione difficile del buon governo.

Finirò enumerando i beni accessori, che a tutti i precedenti van connessi. Unicamente coll'aristocrazia, che si tiene ancorata sopra una ricchezza immancabile (non fluttuante, non fortuita, non nata oggi o ieri, e non destinata a perire domani), e sopra tradizioni antiche di potenza, e sopra le aderenze numerose e gagliarde che la corroborano, e la fan per così dire immortale, sono possibili, od almen frequentissimi, tanti abbellimenti delle città; que' palagi, de' quali parlavam sopra, che sfidano i secoli, e che son come reggie; i musei, le ville, i parchi, le splendide ed ereditarie protezioni alle belle arti di lusso, alle lettere, alle scienze; i costumi gentili, il secolo di Leon X, la considerazione al di dentro, e al di fuori, la dignità e il decoro delle nazioni. Solamente coll'esistenza di famiglie, la cui poderosa influenza sugli uomini e sulle cose abbia grande ed antico ed esteso fondamento, è lecito sperare ad ogni privato facili appoggi e saldi nelle solenni necessità d'ogni genere, ferma resistenza contra ogni nemico interno od esterno che minacci lo stato e la città, e perfino la miglior guarentigia possibile contra gli abusi d'autorità, procedenti da ogni alto luogo. Questi abusi, possibilissimi anzi dove non sono che governo e popolo più o meno minuto, e qua e là ricchi senza consistenza e senz'altra fede che nella loro pecunia, non possono esistere o sussistere gran fatto dove quel terzo elemento dello stato è fortemente costituito su basi ben radicate che non tremano; le combinazioni ternarie, in queste faccende, più essendo valide ad impedire le abusive prevalenze da qualunque parte, e quindi le prepotenze di qualunque origine. Ivi i facili rivolgimenti e sconvolgimenti trovano remora gagliarda e principalissima, distrutta la quale i tremuoti politici si succedono a ogni piè sospinto; e dura pro-

va più d'un paese n'ha fatta in questi nostri lagrimevolissimi tempi. Di qui è che la sapienza antica, per voce di Platone e di Cicerone, così appunto sentenziava ne' libri *De repubblica*. Si ama favellare soltanto delle superchierie de' nobili, di certe violenze che alcuni di loro si permettono, di certi mali ch'essi han prodotto. Bisogna, com'io diceva, pesar più giusto, e mettere su la bilancia nell'altro piatto i vantaggi. Quando avrete distrutta la nobiltà, e avrete solo tollerato quella ineguaglianza di fortune, che non siete padroni di distruggere, e che resisterà ad ogni vostro tentativo livellatore, avrete tanto e tanto le stesse violenze e le stesse superchierie da que' che avranno la prevalenza di fortuna, ma le avrete senza il correttivo ed il freno che per sua natura è chiamato a mettervi il *buon* patriziato per una dicevole educazione e tradizione. Servio Tullio, fin dai tempi regii di Roma, non annullò questo; ne moderò i poteri; e provvide con ciò alla futura grandezza di quella ch'era destinata ad essere la capitale del mondo. La elevazione di Roma repubblicana è dovuta principalmente al suo senato di patrizi. Le successive invasioni della plebe alzarono molti di questa sino a quello, ed era giusto; non abbassarono quello fino a sé, che sarebbe stato follia. . . distruzione di Roma. I Cesari tolser di mezzo, o snaturarono l'organo politico, pel quale Roma dominò la terra; esterminarono le grandi famiglie, fecer perire l'antiche tradizioni, tolsero ogni impedimento, ogni potestà tra sé e il popolo, e con quale effetto non ho bisogno di ricordarlo ad alcuno. Venezia ed Inghilterra. . . la Venezia de' passati secoli, l'Inghilterra d'oggi, son altra prova storica e splendida della mia tesi. I soprusi e gli abusi di potere si possono correggere, impedire, medicare; il male della mancanza della nobiltà è immedicabile nel materiale e nel morale. . .

E la nobiltà è zero senza ricchezza; e la ricchezza è labile senza fedecommissi. Dunque i fedecommissi, oltre al non

essere ingiusti, oltre all'essere senza detrimento al paese che li ammette, gli sono necessari (1).

(1) Di qui è, che, a mio senso guardando alla ragion politica, possono nell'eredità fidecommissaria difendersi anche certe sostituzioni, e certi passaggi di famiglia a famiglia come mezzo di perpetuare i gran nomi, la memoria de' grandi servigi, e gli obblighi che queste memorie traggon seco. L'argomento è degno per lo meno di nuovi esami. Non è il mio fine l'intraprenderli.

N. B. Dopo stampate, una prima ed una seconda volta, queste lettere, un vicino paese fu, nel quale i maggiorati s'abolirono, disputatone prima, come e quanto lo si poteva aspettare, nella camera dei suoi deputati, e nel senato de' sapienti del luogo. Nè negherò, che, vista la condizione de' tempi e delle opinioni, il conservarli sarebbe quivi stato un' anomalia; certo una disarmonia con tutto il resto. Nel fatto, si guardi meno alla quistione assoluta, che alla relativa; e meno la relativa al più o manco di vantaggio del popolo, e in generale dello stato, che la relativa all'andamento politico in cui lo stato s'è colà messo, ed alle necessità che ciò s'è tratte dietro. La questione giudicata oggi così sta dunque forse bene. Bisognerà vedere se ugualmente starà bene domani.

OPUSCOLO II.

**DELLA LIBERTA' E DELL'EGUAGLIANZA CIVILE. — DEL GOVERNO
E DELLA SOVRANITA' IN GENERALE. — DELLA COSÌ DETTA
SOVRANITA' DEL POPOLO E DELLA DEMOCRAZIA. — DEL VOTO
UNIVERSALE. — DELLE RIVOLUZIONI E DELLE RIFORME NEI
GOVERNI EC.**

**AI REPUBBLICANI RICOVERATI IN INGHILTERRA
E ALTROVE**

Il ne faut pas vous le dissimuler. Le peuple, ainsi que la bourgeoisie n'a nulle confiance en vous. Le peuple rit de vos pasquinades politiques et sociales : il vous a connus à l'oeuvre : il a jugé la puissance de vos moyens et la fécondité de vos ressources ; il a vu poindre , sous votre initiative , cette réaction que vous condamnez aujourd'hui, mais dont le principe est toujours vivant dans vos vues ,.... et pour rien au monde il ne se soucie de remettre une seconde fois ses destinées entre vos mains.

Tranquillisez-vous donc , et quoi qu'il arrive , ne vous excitez pas le cerveau , ne vous échauffez point la bile. Acceptez en toute résignation le repos que vous fait l'exil , et mettez-vous bien dans la tête qu'à moins d'une transformation complète de votre esprit, de votre caractère, de votre intelligence , votre rôle est fini....

Tenez , voulez-vous que je vous dise toute ma pensée ? Je ne connais qu'un mot qui caractérise votre passé , et je saisis cette occasion de le faire passer de l'argot populaire dans la langue politique. Avec vos grands mots de guerre aux rois , et de fraternité des peuples ; avec vos parades révolutionnaires , et tout ce tintamarre de démagogues , vous n'avez été jusqu'à présent , que des blagueurs.

Journ. le Peuple de 1850
Articolo di P. I. Prudhon.

ARTICOLO I.

*Della libertà nel civile consorzio, e dei limiti che necessariamente
debbe avere.*

Che cosa volete , signori maestri del mondo, che si rinnova? — « Libertà ed eguaglianza nel consorzio civile, fisco-
« noscinte e difese; e , come frutto della libertà e dell'egua-
« glianza , la parte di sovranità nel popolo , che a ognuno
« coegualmente spetta per quel che concerne gl'interessi
« suoi, e gl'interessi dell'universale in correlazione co'suoi.
« Perchè, se gli uomini sono uguali per natura (e certo lo
« sono), è una iniquità il farli disuguali per arte; è una sto-
« lidità il lasciarsi far tali, ed ammettere maggiori di sè so-
« pra sè quando piace, e quando non piace. E se gli uomini
« sono liberi per natura, è una iniquità il farli più o meno
« schiavi per arte, e stolidezza il lasciarsi far tali, ed ammet-
« tere padroni di sè sopra sè, quando piace, e quando non
« piace. » — Ma qui vale la risposta celebre degli spartani a
Filippo re — (1). « SE ».

La libertà! Innanzi tratto, parliamo un po' sul serio: l'accordate voi veramente all'uomo, voi che pugunate tanto perchè vi si lasci interissima, e quasi o senza quasi priva di vincoli? — Ma molti di voi, che chiamano l'uomo una macchina fisica, so che il *libero arbitrio*, cioè questa tanto richiesta libertà, dicono non esistere; poichè tutto che facciamo, lo facciamo, secondo essi, per coazione prodotta in noi da impellenti motivi, interiori od esterni, che prepotentemente,

(1) Plutarch. De garrulitate. Edit. Reisk. Vol. VIII, 32.

benchè occultamente, ci spingono a fare o non fare, ed a fare una cosa piuttosto che un' altra. Dunque, almen per tutti cotesti negatori del libero arbitrio, le dimande d'esser liberi hanno assurdità manifesta, e mancan di senso, essendo in contraddizione perfetta colla loro intima e confessata persuasione di non poter esser soddisfatti nelle loro dimande, nè essi, nè chicchessia (1). Essi sanno, o pretendon sapere, che chiedono quel che non è possibile dar loro; poichè quel che chiedono, a lor detto, è un nulla, un non-ente; e niun può dare ad altrui, se non illudendolo, un non-ente, un nulla, una cosa, che nè ha egli, nè alcun altro possiede, o può possedere. Dunque la libertà non possono chiederla, che coloro i quali la credon possibile all'uomo, e che non risguardano il mondo morale, ossia il mondo delle volontà, come un conflitto di forze, ognuna delle quali non può non esercitarsi, che nel modo col quale nel fatto s'esercita, senza che alcuno possa intervenirvi per azioni diverse da quelle con che ogni volta in realtà v'interviene. La libertà, in altri termini, non posson chiederla, che gli spiritualisti; e già in ciò v'è molto di guadagnato: perchè cogli spiritualisti, se sono veramente quel che dicono di essere, si può disputare con ferma speranza di giungere presto o tardi a spogliarli di certe idee, per così dire, superfetate ed aggiunte, contro a natura, alle loro persuasioni di spiritualisti: idee non compatibili con quelle persuasioni, e tali, che non è difficile alla lunga di farle apparir loro quali realmente sono, riducendole al giusto loro valore. . . (2).

(1) È argomento *ad hominem* — *Ex ore vestro vos iudico*.

Que' che negano la libertà non solo non posson chiedere questa, ma non possono, sul serio e da senno, chiedere o pretendere nulla, nè accusar nulla, nè lagnarsi o adirarsi di nulla, nè trovare a ridire su nulla. Nella loro ipotesi tutto quel che è o sarà, tutto quel che si fa o si farà, non dipende dall'arbitrio di chicchessia. È o sarà, si fa o si farà, perchè non può essere nè farsi diversamente. Dimande, lagnanze, accuse, saranno, per vero, esse pure atto necessario, ma un atto senza significato, o d' un significato che non può stare.

(2) La proposizione non fo che accennarla. Il trattarla *ex professo* non è di questo luogo.

E che cosa è questa libertà? — « La facoltà (rispondono)
« d'usare delle proprie forze , fisiche o morali , nel modo
« che più aggrada , la quale (dicono que' che vi credono)
« è una facoltà primitiva e naturale , e tale perciò che non si
« ha diritto di toglierla. » Intanto , essi che l' ammettono ,
si vergognerebbero di non ammettere però , che alcuni di
si fatti usi della libertà propria son buoni , altri cattivi , e
che i buoni usi ognuno è tenuto a praticarli , e i cattivi ad
evitarli. Dunque coloro che ammettono la libertà , e che per-
ciò ne chiedono alla congrega civile la maggiore possibile in-
dipendenza e franchigia , concedono almeno una legge inte-
riore , e naturale , e non abrogabile , data al loro intelletto ,
che comanda , consiglia , o proibisce ; legge obbligatoria per
ognuno . Dunque concedono , che la libertà , per sua natu-
ra , non è poi così sfrenata come lo si suppone , nemmeno
nell'uom solitario e sottratto perciò ad ogni coazione estrin-
seca de'simili suoi , da che è limitata e vincolata da una legge
interna , che notabilmente ne restringe pur sempre i poteri .

Anzi , poichè , concesso il bene ed il male nelle azioni
libere o volontarie , vengono con ciò necessariamente a con-
cedere la distinzione tra l'uomo da bene e perfetto , e l'uo-
mo imperfetto e cattivo , conseguita da questo , che per essi
il migliore ed il più perfetto degli uomini è quegli che più
limita le proprie libertà , e che , per conseguenza , nel fat-
to , è o si fa men libero ; e viceversa , che l'uom peggiore e
più imperfetto è quegli il quale più ai vincoli della libertà si
sottrae , godendo , nel fatto , d'un più illimitato uso della li-
bertà propria (1).

(1) Qual è l'uomo il più libero ? — Il cialtrone , che , senza un riguardo per
sè o per gli altri , va e fa e dice , e si veste o sveste , e s'accompagna o scom-
pagna , e si satolla negli appetiti suoi più disordinati e più bestiali ed immon-
di a tutto suo grado , gittandosi pancia e rotolandosi in istrada , ubbriacan-
dosi nella taverna , appajandosi colle squaldrine , gridando e urlando per via ,
spargendo motti , dilleggiamenti , bestemmie , ingiurie a questo ed a quello...

Or, se la civil convivenza è ordinata a rendere gli uomini, non più imperfetti e cattivi, ma sempre migliori e più perfetti (ed aspetto che qualcuno voglia con moderna impudenza negarmelo), è chiaro, che quello è il consorzio umano più conforme alle leggi di natura, in che il male è più difficile a farsi, ed il bene più facile. Laonde, se un modello di ottimo civile ordinamento è a proporsi come un tipo al quale si debbano conformare, quanto meglio ciò è dato, le umane congreghe, converrà dire l'*ideal naturale* (come lo chiamano) dell'ottima e perfetta civil convivenza esser quello dove alle volontà del male è recato il massimo impedimento, alle volontà del bene il massimo eccitamento e favore, alle volontà indifferenti quanto a bene ed a male la massima indipendenza: quello dunque dove la libertà ha vincoli molto maggiori de' vincoli che le nostre leggi, anche le più rigorose impongono.

Tuttavia confesso, che chi così ragionasse andrebbe troppo in là col ragionamento, massime ove difendesse l'opinione, che questo *ideale* sia immediatamente riducibile ad atto nella odierna condizione delle aggregazioni umane che si nominano popoli. Confesso, che, conosciuto il mondo così com'è, e considerato quanto immensamente son gli uomini ancor lontani, nella lor molta corruttela, dal tollerare universalmente d'esser costretti a farsi ottimi, e ad incontrare ostacoli ad ogni azion loro men che retta ed a bene rivolta; veduto quindi che la legge troppo rigorosa incontrerebbe innumerevoli ribelli, i quali sarebbe presso a poco impossibile frenare, e colla forza ridurre ad obbedienza, o pur solo punire; infine, richiamato alla memoria, che Iddio stesso, nella formazione dell'uomo, mentre si è contentato di dare ad

— Lo scherano che corre armato le campagne facendo suo tutto che trova, spogliando i viandanti, accoltellandoli.... — E quel uomo onesto, nel senso che questa parola ottiene in ogni vocabolario di popolo civile, vorrebbe essere cialtrone o scherano? o che specie di civil consorzio è possibile ne' cialtroni, e fra gli scherani?

ognuno le norme del bene e del male , ha però voluto lasciare, a tutto rischio di chi devia da queste norme, la libertà di sì fatta deviazione ; di qui è che , per men danno , e per men difficoltà , i savi , che dell' ordinamento degli stati han fatto particolare studio, avvisarono la necessità di abbandonare al proprio libito di ciascuno il più di quegli abusi di libertà recanti a tristo o sconveniente fine, ma che non nuocano altrui, riserbato il vincolare con leggi quegli abusi che agli altri recano un più o men grave ed ingiusto nocumento, od una indebita e non lieve molestia: ciocchè accordandosi a riconoscere e concedere (e vi riflettan bene i capitani e i campioni delle nuove dottrine) non credon già di aver, per sì fatti divisamenti, proposto quel che veramente sarebbe il meglio ; ma, proponendolo, o, a dir più vero, confessando d' essere stati costretti a concederlo , compiangono di non aver potuto proporre e consigliare che un men male. E tuttavia questo men male non lo propongono, e non lo accettano, che in modo , per così dire , precario , e finchè , con un migliore indirizzo della educazione privata e pubblica , sia lecito assai più recidere di questa libertà del non buono, senza troppa resistenza , e per successivi sempre maggiori troncamenti giungere alfine a quel minimo di libertà lasciata al mal fare , che costituirebbe de' civili ordinamenti la vera normalità.

Ed ecco ricacciate in gola, io spero, a certi insipienti banditori del sacro diritto (com' essi soglion chiamarlo) d' esser padroni delle azioni loro, tante balorde cicalerie di poco senso , che vanno eglino ripetendo , e che, se dimostrar qualche cosa, dimostrar solo quanto è grande la ignoranza di gridatori sì fatti in tutto che riguarda la vera filosofia delle leggi e la vera natura dell' uomo. —

Io so però con qual mutamento di linguaggio si sforzeranno essi di riguadagnare terreno, se non di fronte, almen per fianco. Senza osar troppo di negare, presi così alle strette, che quegli usi della libertà , dai quali un altro , e con più

forte ragione più altri, o la comunità intera, possono essere più o men notabilmente ed ingiustamente pregiudicati, debbono dalla legge frenarsi, diranno però, ed in effetto dicono (abbassato molto il tuono della voce e della superbia), che la forfattura de' legislatori a cui si chiede emendamento è appunto nel giudizio del male, operato o da operarsi, il qual conviene, o prevenire perchè si tema, o punire perchè si risguardi come fatto, e delle condizioni che si stima utile all' universale di lasciare in potestà de' governanti lo imporre a' singoli, quale un debito comune di violenze fatte o da farsi alla libertà d' ognuno pel bene di tutti. Rispetto a che ricusano il più delle norme stabilite dalla sapienza antica, senza un riguardo ch' ella sia stata sempre una e costante, sempre simile a sè fin dalle prime manifestazioni sue, giungendo da gente a gente al nostro tempo; e trinceratisi sopra questo terreno, vogliono, com' oggi dicesi, guarentite almeno certe principali libertà, o salvati certi privilegi di libertà, di che fanno enumerazione, secondochè, per un detto di detto, impararono (1). E qui non discenderò io a disputar loro'ciascun palmo del nuovo terreno in che s'accampano, questo non essendo per ora il mio proposito. Non ch'io non voglia, a miglior tempo, a un per uno, espugnare ciascun de' baluardi ove attendon battaglia, impotenti, come si sentono, a tener la campagna aperta. Ben, fermandomi qui sulle generali, poche cose dirò, che importa stabilire, come opportune premesse a tutte l'altre, quasi circonvallandoli intorno d'un regolare assedio, per toglier loro qualunque spe-

(1) È degno d'esser notato che si schiamazza e si pugna per si fatte libertà, e per questi privilegi sempre ne' tempi in cui più si vuole abusarne, e da que' che di abusarne hanno il proposito deliberato. Que' che non han bisogno dell' abuso, e che non lo hanno nell' animo e nel desiderio, è chiaro che sarebbe ridicolo se ciò curassero. Ed altrettanto è a dire de' secoli in cui rarissimi sono, o nessuno, gli abusatori di fatto o d'intenzione. Queste grida allora non si sa che siano. Si chiede il permesso di quel che si vuol fare, e si muovono lagnanze di quel che, volendo farlo, non si può; non di quello mai, che non occupa la mente, e che non ispiace di non poterlo operare a suo grado.

ranza di esteriore sussidio, e di futuro scampo. Dove, se per avventura, io paia a taluno usare, a dispetto, un troppo superbo linguaggio, valgami a scusa la salda fede che ho nell'animo, non veramente del prevalere per senno, ma sì certo dello scendere a combattimento con tale una soprabbondanza di forze, che il far fronte, negli avversari, più mi sembra presunzione ed insania, che coraggio e bravura.

E prima, *prendo*, come suol dirsi, *atto* del concesso, e dell' omai da essi perduto per non poterlo difendere: cioè, che tutte le declamazioni, le quali fannosi, a destra e a sinistra, suonare sul *sacro* diritto della libertà umana, così in generale sfrenata, e della intangibilità di questo diritto (le quali declamazioni tanto si vanno ripetendo a illusione e pervertimento degli sciocchi, e col plauso del codazzo lungo anzichenò de' tristi, i quali approvano e fan coro, perchè l'approvazione è come indiretta difesa di molte ribalderie loro); tutte queste declamazioni, dico, bisogna ringhiottirle, o riservarle a' crocchi degl' *imburiassati* a lor forma, e già non più ragionanti, nè disputanti, ma credenti, e disposti a contendere solo co' pugnali e colle contumelie. Per tutti gli altri un punto è vinto, ed una verità è conquistata: *la libertà, per sé medesima, dev'esser vincolata in tutti*. Questo non ammette più disputa.

Or, ciò premesso, io dico poi, che, nelle azioni le quali necessariamente han, per così dire, contatto cogli altri, e sono usi di libertà che agli altri possono riuscire o molesti o pregiudicevoli, a rendere, non pur possibile, ma solo reciprocamente tollerabile la consociazione degli uomini, è chiaro che l'interesse comune richiede il provvedere a tanto, che i conflitti delle coeguali libertà siano evitati il meglio che esser può, e siano del pari scansate le cagioni, quant' elle sono, onde, per fatto delle libertà male-usate, si renda sgradevole ed intolleranda ad altri, pochi o molti, la convivenza. E poichè nessuno è giusto che sia giudice in causa propria, quando specialmente la causa propria è in contrasto colla causa de-

gli altri, perchè niuno, negl'innumerabili e quotidiani casi di si fatti contrasti, vorrebbe aver fede nella giustizia e nella discrezione d'un che ha interesse a favorire sè stesso (massime considerando, che il momento medesimo del conflitto, allorchè più le passioni sono in presenza, in accensione, ed in tumulto, dovrebbe esser quello del giudizio), perciò è necessario, che ognuno anticipatamente sappia (da terzi ed imparziali, e parlanti con autorità in guisa da comandare obbedienza ed ottenerla) quel che può e deve, e quel che non può, nè dee. Di che poi si conclude, che, innanzi al fatto, egli è della più grande evidenza, bisognare alcune regole prestabilite, ossia leggi, per le quali si determini efficacemente il lecito e l'illecito. Resterà dunque solamente a cercare, da quali, secondo ragion naturale, debbano queste leggi emettersi, ed in che misura.

E la questione giunta a questo termine, s'allarga. Perchè, venuto il discorso alle leggi che stabilir denno i confini e la misura della libertà civile, l'argomento facilmente trapassa alla non meno astrusa ed importante trattazione del primitivo stabilimento di tutte l'altre leggi obbligatorie per l'universale, e si di quelle che fermano, o fermar debbono le originarie condizioni della civile congrega, nelle parti onde si compone od hassi a comporre l'intera macchina governativa, qual si ha, o qual si desidera averla, si di quell'altre, che, a volta a volta, si van facendo, o si vorrebbero fatte, per nuovi bisogni che si stimano sopravvenuti, o per correzione d'antichi e nuovi errori, de' quali credesi avere accorgimento. Intorno a che una opinione oggi, e da molti anni, a memoria di noi vecchi, cerca di signoreggiare il mondo, secondo la quale, la volontà egualmente ed il senno di tutti avrebbe in ciò a consultarsi, e a deliberare, per quella dottrina che troppi pongono a di nostri in cima a ogni altra, e che chiamano il *domma della sovranità del popolo*, da cui, come da vecchia sua radice, sorse già e prese forza l'altro domma del così detto *patto*, o *contratto sociale*; due dommi a' quali dassi appunto

per fondamento , come la *libertà* originaria e naturale dell'uomo, così l'*eguaglianza* primitiva d'uomo con uomo. Or poichè, rispetto alla prima già vedemmo, quantunque sommariamente , quel che hassi a pensarne , favelliamo adesso della seconda.

ARTICOLO II.

*Della eguaglianza in generale, e quanto poco esista
essa nella specie umana.*

Si pretende, che gli uomini, per naturale diritto, sian tutti uguali, e, al solito, insegnando al popolo questa supposta fondamentale verità, que' che la insegnano si guardan bene dal dichiararla con più esplicite parole, e dallo spiegare in che senso, a lor senno, questa eguaglianza può affermarsi, in che senso non lo si può. E il popolo fa di questa proposizione quel medesimo, che dell'altra, la qual dice—*Gli uomini son tutti liberi*— Ambedue le accetta così come gli si danno, senza limitazione, e se le stampa bene in mente al modo che suonano, per poi trarne le conseguenze dirette ed estreme, che oggi pur troppo ne trae... conseguenze che la pace del mondo da sessanta anni disturbano ed impediscono. Io spesso ho domandato a que' difensori di sì fatte stolte teorie, co'quali è pur possibile tentare un po' di ragionamento, qual fondamento dessero (parlando dell'*egualità*) al *domma* che stabiliscono; e i più di loro m'hanno risposto con gran franchezza, che l'eguaglianza è da *legge di natura*, perchè la natura ci ha fatti tutti della stessa specie, e della stessa carne; tutti, gli uni agli altri, fratelli. Ma, quando li ho incalzati, chiedendo, se la natura facendoci uguali quanto a specie e carne, e con questo dandoci una comune fraternità, abbia poi *col fatto* mostrato di averci voluto ad un tempo dare anche le altre eguaglianze *qualitative* e *quantitative*, ossia di modo, e di grado, che bisognano per costituire l'assoluta eguaglianza naturale, la quale intende il popolo, non m'han

potuto più rispondere cosa che valga. Almeno avessero potuto dimostrarmi che queste ultime sono una conseguenza necessaria di quelle prime! Bisogna compatirli. Essi non potevan fare l'impossibile.

La natura, certo, non ha voluto farci diversi da quelli che ci ha fatto. Ora è chiaro, ch'essa ci ha fatto in ogni cosa disuguali. (E si noti , ch' io qui uso il linguaggio de' moderni filosofanti. Metto da parte la fede, il peccato d'origine, e le sue conseguenze. Parlo , come oggi usano tanti , della natura acefala , e separata dalle sue cagioni , come se non le avesse).

Infatti che vogliamo ricercare? Il fisico, o il morale? Ma, nel fisico , nessuno, per fermo , avrà l'ardire d' affermare , che la natura, fabbricandoci tutti della stessa carne, e collocandoci nella stessa specie, abbia voluto altro farci che disugualissimi. Non forse ogni giorno ci schiera essa innanzi i belli ed i brutti , i dritti ed i bistorti, i contraffatti a ogni forma ed i ben composti della persona.... i sani e gl' infermicci , i gagliardi ed i frolli , gli svegliati ed i pigri o buoni-da-nulla? Non forse tra milioni di visi nessun ce ne presenta ben simile... ben uguale ad un altro , imprimendo ad ognuno una fisionomia sua, che è la sua e non d'altrui? Non forse disuguali dà le complessioni , la fazion generale della persona, le idiosincrasie ? Pur la carne è una in tutti , e la stessa : la specie è una e comune.

Più però l'originaria e naturale disuguaglianza fassi palese, ove al morale riguardiamo , e si a questo nella parte intellettuale e discorsiva, si nella memorativa, si nella immaginativa, nell' affettiva , nella volitiva, e in quante altre le sottigliezze de' filosofi distinguono... Ho io bisogno di dire , che hannovi nati stupidi , e nati con ogni buona disposizione di memoria, di giudizio, d' acume... ? Ho io bisogno di ricordare le portentose varietà d' attezze , di capacità , d'umori , di tendenze, infinitamente tra loro disperate e distanti ? Ho io bisogno di avvertire , che Galileo , Newton, Eulero, La-

grangia non nacquero per esser umili ragionieri di lor persona sopra un povero banco di libri tenuti a scrittura-doppia ; Cesare, Carlo Magno, Napoleone, non erano modellati alla stampa d'un piccolo capòrale di milizie ; i Law non furono mai del legno di che si formano i Colbert , i Turgot ; Omero non doveva essere Cherilo , nè Virgilio Bavio... , e tutta la larghezza d'un oceano doveva separare Marco Tullio Cicerone da Marco figliuolo, Marco Aurelio Antonino da Commodò, Tito da Domiziano... Vaucanson da un costruttore d'organucci di Barberia... Giovanna d'Arco dalla mia donna di faccende ?

Non favello delle disposizioni di cuore... delle disposizioni di volontà... del più o meno di mercurio, di zolfo, di sali, che, fino dal primo impasto, è infuso nelle nostre crete; e del diverso rombo di vento a che si volge l'ago delle nostre tramontane. Nel vostro stesso campo , signori maestri del novello mondo, consultate Gall , Spurzheim , Fossati, Combe. Crederanno legervi sul cranio, scritto e significato a grandi rilievi, se siete della pasta dei Tersiti, de'Paridi, degli Ulissi, de' Palamedì, o degli Achilli....

E non solo differenti s'esce di prima stampa dall'utero materno. Altre cagioni s'aggiungono, da natura pur sempre, e dal conflitto perpetuo delle sue forze , per le quali alle inegualità fisiche e morali, cominciate fin dai primordi nostri, se ne vanno altre aggiungendo finchè dura la vita, ed alcune per effetto della stessa vita. Imperciocchè a questo lavorano giornalmente le infermità, e centinaia di fortuiti accidenti che sopravvengono... le differenze di climi e del tenor di vita... i nostri spropositi volontari ed involontari... : senza di che molte cose al vecchio toglie l'età , e al fanciullo non le dà ancora...

E l'arte , ch'essa medesima è da natura , opera forse , e conduce, a diverso fine? — L'arte è l'educazione, secondo che ce la danno, secondo che ce la diamo. Or l'educazione, facciasi quel che si vuole, è per l'uomo una nuova grandissima

cagione d'ineguaglianza, la quale niun potrà mai governare in modo da impedirle il produrre questo ultimo effetto.

E, *primo*, è una potente cagione d'ineguaglianza dalla parte degli educatori. Perché come poterli applicare a uno stesso modo, a una stessa misura, in tutti i luoghi ed a tutti? nelle città e ne' villaggi? nelle campagne e ne' boschi? a que' che vivono raccolti insieme, e a que' che in solitudine, o grandemente spicciolati e divisi? Come trovarli, da per tutto, uguali in eccellenza, per dottrina, per zelo, per altezza, per l'altre molte qualità che aver denno, o dovrebbero; o come non piuttosto contentarsi assai spesso di non trovarne, di non averne, o di averne de' mediocri, degl'insufficienti, o de' pessimi? Come, da per tutto, avere o procacciarsi le stesse facilità secondarie, gli stessi ausiliarii mezzi, senza di che la bontà degli educatori o fallisce, o men vale? Come non avere riverberate sugli educati le diversità che provengono dalla diversa natura de' maestri, de' metodi, degli aiuti estrinseci? E, per tutti questi motivi, come non giungere all'effetto ultimo, che, se le differenze predisposte da natura erano già grandi, più grandi ancora saranno esse fatte, dopo che di necessità in diversissimo grado e modo l'arti educatrici saranno adoperate?

Secondo, è un'altra cagione d'ineguaglianze, dalla parte di coloro che debbono educarsi. Imperciocché le ineguaglianze già preordinate in ciascuno nell'esser concetti, come potranno non avere accrescimento e moltiplicazione, aggiuntevi le ineguaglianze avventizie, prodotte dall'azione di coloro, che, più o men bene, o più o men malamente, educeranno? Dove, tra ineguaglianze ed ineguaglianze, sarà pur talvolta che accadano compensazioni: ma sarà più spesso ancora, che le ineguaglianze si sommino, e s'alzino a maggior valuta...

Terzo, son molte più, accidentali, cagioni, che necessariamente faranno anche maggiore essa differenza: come dire, il più o men bene, o male affetto stato di salute, o di vigore, il più o meno di fortuiti ostacoli, o di fortunate agevo-

lezze sopraggiungenti : la nebbia delle passioni viziose che alcuni offusca, o la loro forza che molti distrae; lo stimolo delle passioni generose che ad altri è incitamento... cento altri e mille incidenti della vita, che or turbano, or secondano, e fan mentire in bene o in male ogni anticipato presagio da natura tratto...

Ma v'è una più general considerazione, che vie meglio conferma la verità del mio detto. Essa ci è somministrata dalla ricerca del fine stesso per cui la natura ci diede delle arti educatrici il bisogno, l'istinto, ed il seme. Questo fine evidentemente, e per sua essenza, è, sempre, e ogni giorno più, disuguagliare, anzichè uguagliare. Imperciocchè la perfettibilità umana esse arti han per subbietto sul quale lavorano; e la perfettibilità è cosa sterminata. L'arte, cioè l'educazione, perfeziona, che è dire s'aggiunge alla natura, acciocchè quello che in essa è germe, tallisca, cresca in pianta, e fruttifichi. Ora il germe è d'ineguaglianze: dunque ineguaglianze raccoglierrannosi dall'educare, tanto maggiori, quanto l'educare sarà più perseverante, e condotto a maggiore eccellenza. In ciò sta il *progresso*, che è pure un altro degl'idoli del nostro tempo: in ciò la *civiltà*, effetto principale del *progresso*, che tanto oggi i nuovi dottori dicono di voler promuovere, non s'accorgendo, che il suo vero fine è aumentare le differenze tra gli uomini, non già scemarle. Gara infatti essa è per essenza, e specie di palestra aperta a tutti, dove arte aiuta natura a far sì che ciascuno co' vantaggi che può e sa, si gitti innanzi quanto più può e sa meglio, lasciando indietro il compagno o i compagni di quanto più intervallo è possibile, nelle diversità di direzione che tutti prendono. Così arte e natura a un medesimo scopo conven-gono. Quella accresce l'effetto di questa. La disuguaglianza è data all'uomo per legge; il disuguagliarsi per istinto, e per bisogno. Voi più facilmente fabbrichereste gli uomini della favola di Luciano, usciti dalla granata magica, con metodo di successive dicotomie, che gli uguali i quali sognate...

Arroge, che questa è una legge non esclusivamente propria della nostra specie. Chi ben considera, trova ch'è legge data all' intero universo, come norma del suo modo d'essere. Tutto in esso è varietà e diversità. Tutto è gerarchia. La materia è una nella sua sostanza, pur l'oro non è argento, nè l'argento rame, nè il rame piombo, nè il piombo arsenico, nè l'arsenico azoto od ossigeno. Vi son dunque caste nella materia, come nella specie umana; come nelle specie degli animali domestici (cavalli, pecore, capre)... V'è una gerarchia delle stelle tra le stelle, delle comete tra le comete. V'è il grande ed il piccolo, il luminoso e l'oscuro, quel che domina e quel ch'è dominato. Un carbone è cristallizzato; è *brillante*; è la *coh-i noor*, la *montagna della luce*, che brillerà sulla fronte di Vittoria regina d'Inghilterra; un altro carbone non è buono che a scaldare la pentola della massaia. Lo stesso grano, dice il più santo de'libri, è trasportato dalla piena del torrente nel mare, e vi perisce; dal vento tra le sabbie, e non vi nasce; dall'agricoltore nel campo, e, secondo le condizioni diverse del terreno e de' succhi, v' in-tristisce e non viene a spiga, traligna ed è ucciso dalla golpe... prolifica ed è ricchezza della messe e del granaio. Evidentemente queste diversità di sorte furono, sin dalla prima origine, ne' disegni del Creatore, nelle necessità imposte al creato...

Quanto agli uomini, ciò non è solo un fatto cieco ed improvvido: è una manifestazione splendente della sapienza del divino architetto. La vita normale della civil congrega ha bisogno di simiglianti radicali disuguaglianze. È forza che v'abbia chi non si sdegni d'esser destinato *ad metalla*, alla coltivazione laboriosa delle terre, alle meccaniche fatiche dell'incudine, della sega, della pialla... Come è forza che v'abbiano altri ad altro buoni, ed a meglio, secondo tutta la varietà degli uffici e de' servigi che se ne aspettano. Fede e filosofia s'accordan poscia a proporci, affinché nissuno si lagni, il sistema delle compensazioni in una seconda vita...

Or, se tanto è innegabilmente vero, come s' osa insegnare al popolo l'opposto di queste dottrine? Come s'abusa della sua irriflessione naturale e della sua ignoranza per falsificarli sino a questo segno il giudizio? Come s'ardisce predicargli ogni giorno il domma supposto dell'*eguaglianza*, o non fiancheggiandolo con ragioni, o rendendolo credibile con miserabili ragioni di fratellanza universale, d'identità d'origine, o simile? (1) — E v'ha chi chiama perfino a complicità dell'inganno la religione, come se vi credesse! V'ha chi usa come argomento: Siamo tutti figli d'Adamo; tutti ugualmente redenti sulla croce; tutti ugualmente fratelli in Cristo! — Fratelli sì certo; e figliuoli tutti della prima umana coppia, e della seconda per Noè il diluviano; ed ugualmente ricompensati col prezzo di sangue sul Golgota: ma non perciò uguali; come uguali non erano, ancorchè fratelli, più ancora stretti tra loro che non un uomo a un altr' uomo, Caino e Abele; come uguali non erano tra loro, ancorchè fratelli, Isacco ed Ismaele, Giacobbe ed Esaù, Giuseppe e Beniamino, e gli altri figliuoli di Giacobbe... Fratelli, e perciò tenuti a reciprocamente amarci, ad assisterci, a giovarci; ma non a modellarci ognuno sull'altro, ma non a metterci tutti a uno stesso livello, ma non a interdirci ognuno i vantaggi delle nostre individualità, o a pretender di divider cogli altri gli svantaggi. L'autorità della religione, della quale s'abusa, non ha mai consacrato queste massime, o, per dir meglio, ha consacrato sempre le massime contrarie. Io dimentico però, che hannovi, a di nostri, cristiani a' quali par bello servirsi del vangelo per falsificarlo, e spuri cattolici, i quali s'argomentano d'insegnare cattolichesimo alla Chiesa, e teologia alla teologia!

(1) È facile intendere, se non il come, almeno il perchè. Si cercano nel volgo, e nel minuto popolo complici, ed uomini di braccio per l'opera di distruzione che si medita; e l'adescarli con sì fatti miserabili e detestabili inganni par utile, se non bello.

Se non che intendo bene quel che vorrassi rispondermi. Sòrgeranno d'ogni parte di coloro, che vorranno dirmi, nissuno esser sì stupido da pretender di negare il fatto visibile e palpabile delle ineguaglianze di natura e d'arte, che son tra gli uomini, troppe delle quali non possono non essere in un grado maggiore o minore, sì nel morale, che nel fisico. Solo chiedersi oggi quell'eguaglianza, che spetta agli uomini, in quanto congregati in società; e questa esser l'*eguaglianza* che chiamasi *civile*, cioè *de' fondamentali diritti della vita di cittadino*; e pretendersi essa come dovuta per legge eterna di naturale giustizia. E avvegnachè, ristretta la proposizione entro si fatti più precisi e più angusti termini, non è poi sì chiaro il comando della legge di giustizia la qual si cita, e resta sempre a superarsi la difficoltà del concepire come e perchè abbia a credersi di misurar giustamente, applicando a tanti fra loro disuguali una misura uguale per tutti, fan prova d'avviluppare sè e gli altri in un tessuto di ragionamenti, che è pregio dell'opera l'esaminare. Esaminiamoli dunque, e cerchiamo di far conoscere quanto essi hanno poco del solido, e quanto facilmente s'abbattono; e si riducono a nulla.

ARTICOLO III.

Dell'eguaglianza nel civile consorzio e su quali falsi fondamenti si pretenda stabilirla.

Si vuole l'*eguaglianza civile*, cioè l'eguaglianza ne' fondamentali diritti della vita di cittadino! E per che buona ragione?—Rispondono i più barbassori: « non veramente per-
« chè siavi tra gli uomini l'eguaglianza primitiva di natura,
« o perchè possa l'arte giungere a distrugger mai le differenze che natura ha in noi largamente seminate nel *fisico*
« e nel *morale*; ma perchè, tra tante che mancano, un'eguaglianza primordiale è pur veramente in tutti, ed è
« l'*eguaglianza di condizione primitiva*, quando la vita civile ha per noi, secondo ragione, *normale* cominciamento. »

E, a meglio spiegare il concetto loro, così ragionano, tornando un tratto a considerazioni relative alla libertà—
« Sia quel che si voglia de' limiti che la legge eterna ha segnato al libero arbitrio d'ogn'uno, e della natura obbligatoria de' precetti ch'essa legge dà a tutti; se potentemente c'invita essa ad unirci in civil convivenza, non, per fermo, l'invito è coattivo (posto che niun pretende esserci disdetto il segregarci per vivere in solitudine, quando ciò ne piaccia); e molto meno è obbligatorio a un dato modo d'associazione (posto che niun pretende esserci da ragione naturale vietato il torci all'associazione, in che, per esempio, ci troviamo inclusi dal nascere, per entrare, a nostro libito, in un'altra la quale consenta di riceverci). Dunque l'entrare, o il restare, in una data civil congrega, è, per sè, atto di libertà, rispetto al qua-

« le noi conserviamo intero l'arbitrio. Ma lo stesso ragio-
« namento può ugualmente applicarsi ad ogni uomo. Dun-
« que tutti gli uomini , debbono , in ciò , riguardarsi d'u-
« gual condizione : tutti almeno coloro , a togliere qui ogni
« sofisteria , che hanno sufficiente normalità com'uomini ,
« quanto alle facoltà naturali (salvo il diverso grado in che
« le posseggono) , per non dare evidente motivo d'esser te-
« nuti come non liberi. Ma concessa l'esistenza d'almen
« questa eguaglianza , non v'è poi ragione perchè da detta
« eguaglianza non si derivi un'altra eguaglianza , e vuolsi
« dir quella per che , ne' rapporti generali di cittadino a cit-
« tadino , e da cittadino a tutta la congrega , pesi e benefi-
« zi , cioè doveri e diritti sian parificati. Dunque si fatta pa-
« rificazione , che è l'eguaglianza la quale aveva a dimo-
« strarsi essere di diritto naturale , lo è realmente. » Dal
qual tenore di discorso è poscia uscita , nel passato secolo ,
tutta la dottrina del *patto sociale* , e (connessa con quella)
l'altra dottrina , secondo la quale il *popolo* , cioè la somma
di tutti i concorrenti a civil consorzio , nell'atto del concor-
rervi , e dopo esservi concorsi , ha in sè la vera sovranità
e supremazia , per tal guisa , che ognuno ne possiede la sua
coeguale parte: ciocchè costituisce poi quella che si chiama
la *sovranità popolare* , o la *democrazia* riguardata come il
solo governo naturale e legittimo. Donde molte conseguen-
ze scaturiscono , e principalmente questa « Che gli entrati ,
« od i liberamente restati in una civil convivenza , se dispo-
« nendo di sè , come sovrani che ne sono , tutti con egual
« volontà e potestà si spogliano o si spogliarono pacifica-
« mente d'una parte della sovranità di sè stessi , per forma-
« re di queste parti riunite l'altra sovranità posta fuori , e
« depositata in mani terze , alla quale , in essa convivenza ,
« liberamente si sottoposero , non però a questa seconda so-
« vranità non si serban sempre superiori. Nè , in quanto è
« artificiale , o procedente dal loro libero arbitrio , da cui
« trae tutto il suo valore su ciascuno , può questa sovra-

« nità fattizia distruggere la supremazia delle volontà da
« cui supponsi derivata. E perciò , quantunque soprastante
« per patto , essa è nondimeno in realtà soggetta , e dalla
« stessa volontà onde procede può quindi essere rievocata e
« distrutta ». Le quali teoriche con tanto animo i nuovi
maestri le difendono , che , non potendo non accorgersi ,
ciò , nel fatto , non esser mai , perchè , storicamente par-
lando , l'asserito patto sociale , mai , o quasi mai , non in-
terviene , ancorchè per diritto dovrebbe ; a lor sentenza ,
intervenire « ciò dicono provar solo la spuria origine delle
« civili congreghe in che , per tal guisa , si è inclusi. Don-
« de è poi , che il pacifico e precario restarvi , il qual fac-
« ciamo , non può , a lor detto , chiamarsi nemmeno un
« tacito consentimento. Imperciocchè secondo il proverbio ,
« chi non parla non dice niente. Ed , essendo che ogni go-
« verno è intanto una forza di fatto alla quale difficilmente
« si può resistere , così il non dir niente esso medesimo è ,
« conchiudon essi , una necessità imposta , piuttosto che
« volontaria. Il perchè , ora massimamente che i popoli co-
« minciarono a parlare , il diritto , il quale non poteva es-
« sere abrogato , o soppresso , risorge , dicon essi , con tanto
« più vigore , e legittimamente pronunzia illegittimi que'ci-
« villi consorzi , e sentenza rivendicata e ripigliata da tutti
« quella sovranità di sè , che natura diè loro ; per esercitar-
« la congiuntamente , dove ciò aggradi , nella formazione
« di consorzi nuovi e di nuovi governi , a tal forma , e con
« tali leggi , che il libero ed effettivo consentimento prece-
« da consorzio e governi , e li accompagni , o , cessando ,
« cessi l'autorità di questi , e sia come se non fosse. Donde
« tornan di nuovo alla tesi , che la *democrazia* è nel diritto
« di natura , in quanto almeno poter supremo , cioè alto ed
« indeclinabile potere , che sovrasta ad ogni maniera di go-
« verno , la quale il libero consenso degli uomini abbia sta-
« bilito , o sia per istabilire ; e che tutte le altre maniere di
« governo , anche consentite , sono artificiali e transitorie ,

« mentre quell'una , o esista o no in atto , è permanente ed imprescrittibile... »

Così presso a poco ragionano , quanto a tutto cotesto domma dell'eguaglianza , e a' corollarii che ne traggono , i più logici tra costoro, e nondimeno ragionano pessimamente e con una molto povera logica. Perchè , in tutta l'esposta tela di raziocinii , s'afferma , più che si provi , quella supposta egualità di condizion primordiale , che , o realmente , o per una finzione giuridica , precede , o debbe precedere , l'ingresso consentito d'ognuno nella civil convivenza , e che è data come fondamento di tutta l'eguaglianza civile intorno alla quale si disputa. In questa vece facilissimo è dimostrare che il fondamento , assunto per postulato non ha sussistenza alcuna. Imperciocchè sia pur dato e non concesso a'così ragionanti d'assumer l'uomo nel momento d'entrare con perfetta libertà di sè in una associazione nuova , i cui patti abbiano allora allora da stringersi , e , come molti oggi dicono , da formularsi (ciocchè , nel fatto , non è mai) ; certo , anche in questa immaginaria ipotesi , di che direm poi quel che è a dirne , falsissima cosa è , che , nella turba de' concorrenti a costituire la nuova congrega , ciascuno arrechi , non una quale che siasi equipollenza , od eguaglianza di requisiti , ma quella equipollenza od eguaglianza che sarebbe necessaria per venire alla conclusione a cui vuol venirsi. L'equipollenza o l'eguaglianza che v'è , è quella delle individuali libertà degli ancora sciolti, ossia è l'eguaglianza nella autocrazia , o nella signoria di sè , che ciascuno , per ipotesi , conserva ancora , e in virtù della quale , come padrone della propria individualità , concorre e consente per la sua parte alla formazione d'un sociale consorzio (1). Ma da che si viene all'inventario ed alla ricogni-

(1) E tuttavia del rigore di questa stessa speciale uguaglianza potrebbe disputarsi , cercando dentro quali termini , e sotto quali condizioni ogni uomo è *sui juris* nel fatto. Ma il cercarlo sarebbe un'incidente questione , la quale ci porterebbe troppo lungi.

zione de' capitali e de' requisiti che ciascuno con sè reca ad associazione, l'equipollenza o l'eguaglianza subito cessa, e cominciano le disuguaglianze... tutte quelle disuguaglianze, che noveravamo nel precedente articolo, e che non possono non essere messe in conto rispetto al reciproco interesse degli stipolanti, e a quanto esso comanda.

Imperciocchè sia pure un contratto quel che trattasi di formare, e sia pure in libertà d'ognuno il preordinarne gli articoli a suo proprio grado, o il ricusare la stipolazione. Ma si abbia in memoria, che qui si domanda al postutto, a stipolazione da farsi, non quello che ognuno, con un pensiero egoista di superbia, d'invidia, e di gelosia, non volendo esser da meno degli altri, pretende a perfetta parità cogli altri, per prezzo d'adesione, o sia o no interesse degli altri il concederlo; ma quello che gli eterni principii di ragione e di giustizia in questo proposito consigliano ed ordinano. Perchè, insomma, bisogna ricordare quel che dicevamo nel nostro primo articolo. Non è il libero arbitrio puro e semplice la norma direttrice degli atti umani, e non esso è l'autocrate, o il sovrano legittimo; nè alcuno ci venga a dire, secondo filosofia, *stat pro ratione voluntas*. Il vero e legittimo sovrano è il λόγος; e il λόγος, cioè la ragione, non di tale o tale altro individuo, ma sì l'universale; quello che è la espressione del senno raccolto dalle ragioni più squisite di tutte l'età e di tutti i luoghi. Rispetto a' cui precetti non si può nemmeno dire che nel caso nostro siavi oscurità, o incertezza, chiari essendo e non contrastati i principii generali regolatori de' contratti di società, non secondo tale o tale altra legge scritta, ma secondo il naturale diritto. Insegna esso, che se un individuo contribuisce al bene della società men che altri, non può pretendere d'essere accettato alla stessa dose di beneficii che gli altri, i quali contribuiscon più. Nè se, quanto all'amministrazione della società intera, sono in essa e capaci ed incapaci, è giusto che gl' incapaci preteudano il diritto dell'avere al-

tra parte che indirettissima nella direzione e nel governo degl'interessi sociali. Di che l'applicazione al caso nostro non ha bisogno d'altre parole. E tuttavia l'altre parole, che qualcun chiede a maggiore schiarimento saran dette a suo luogo. Qui basti per ora l'avere indicato in che giace la falsità del ragionamento su cui la pretensione all'eguaglianza civile si vuol fondata; e basti chiudere il discorso facendo riflettere, che, dopo le cose dette, resta almeno a tutto carico omai de'difensori di cotesta domandata eguaglianza il provare, che realmente, nell'ipotesi del libero convenire degli uomini a costituire una nuova civil convivenza, tutti arrechino in contributo, non una parziale ed apparente, ma una totale e conveniente egualità di condizione primordiale, e nè più, nè meno di quella che il caso nostro richiederebbe a rigore di legge.

Ma è una seconda parte, che non vuol esser passata sotto silenzio. Questa è l'esame di quel che si vuol dare per conchiuso ed accettato; cioè che gli umani consorzi, come sono fin qui stati e sono, abbian da considerarsi tutti appunto per illegittimi, e spurii, perchè non consentiti normalmente da ciascuno nel popolo, ed anomali, e non formati secondo quelle che sole si giudicano essere le regole veramente razionali, destinate da natura a presiedere al nuovo patto sociale, e a servire a stabilirlo. Intorno a che veggiamo un po' quanto, ugualmente, e con quanto pericolo, vanno errati coloro i quali così predicano, e così s'ostinano a pervertire il piccol senno delle turbe.

Sta bene mettersi in capo di sovvertire tutto ciò che è stato, ed è, in fatto di civili convivenze, e volere sconvolgere da cima a fondo tutti gli stati, perchè vi sono alcuni (e sian pur molti), che gridano che, negli stati, così come sono, la distribuzione de'diritti civili non è esatta! Sta meglio che questi medesimi, i quali così propongonsi di turbare violentemente la pace del mondo, giurino di non voler cessare la guerra da essi intimata, e già flagrante dal la-

to loro , contro alle congreghe umane oggi esistenti , e di non posare le armi , e di non finire le cospirazioni , finchè non solo a una riforma in ciò siasi giunti , ma quel , che è più , finchè non siasi pervenuti alla maniera di riforma , la quale , a lor senno , è la sola giusta ! Peccato che vi siano certe difficoltà teoriche e pratiche , le quali combattono questo bene e questo meglio... E so che delle difficoltà oggi non s'usa occuparsi dai proseliti delle nuove scuole. Chiaman vigliaccheria , strettezza di spirito l'occuparsene. Chiamano oscurantismo il proporle. Chiamano forfattura il dirle al popolo. Noi , che non siamo proseliti di quelle scuole , diciamone alcuna cosa. Non saremo da essi ascoltati. Non mancheranno tuttavia gli ascoltatori in tempi più tranquilli , se non oggi. Questa è almeno la nostra fiducia.

ARTICOLO IV.

Considerazioni contro al preteso diritto di rinnovare le società umane per accomodarle alle proprie idee preconcelte, e contro alle tentate riduzioni ad atto di questo diritto.

« Il mondo (vuolsi dirci) ha bisogno di riforma , e di quella riforma che noi da lungo tempo andiamo indicandoci : e , poichè n'ha bisogno , non resteremo colle mani in mano . — Giovandoci d'ogni mezzo , tanto faremo , finchè avrem pur conseguito quel che ci siamo proposto. » — Quante proposizioni incluse nelle precedenti parole , ognuna delle quali proposizioni , in argomento sì grave , richiederebbe un libro a parte per trattarla come si conviene , e per porre ben in chiaro quel che debba pensarsene ! —

« Il mondo ha bisogno di riforma . — La riforma che bisogna è quella che le scuole democratiche oggi insegnano , e non altra . — Questa maniera di riforma si ha diritto di cercare immediatamente il tradurla ad atto , senza lasciarsi trattenere da quale si voglia opposta secondaria ragione . — Tutti i mezzi son buoni e leciti , se a sì fatto fine paian conducenti. » — Ecco quel che vale il discorso con che abbiamo incominciato questo articolo ! —

Non tutte , per vero , le dette proposizioni s' osa dirle da tutti : ma tutte son professate con cieca ed ostinata fede . Professarle , in questo caso , è metterle in pratica , perchè la loro natura e tendenza è pratica più ancora che teorica . Due fini si hanno . Uno è terribile . Da maniaci e per maniaci ; impossibile , grazie al cielo , a conseguirsi interamente , ma purtroppo tale , che il camminare verso esso è impresa fe-

conda de' più gran mali che mente umana possa immaginare. L'altro è un castello in aria verso il quale non è pallon volante che possa condurre, perchè tutti i palloni son condannati a precipitare prima di giungervi: castello senza base, altra che di nuvole; castello posto nella regione de' turbini, e del fulmine; dove niuno durerebbe tranquillo, e senza perirvi alla lunga, *corps et biens*. Il primo è mettere a soqquadro ogni cosa: città, terre, castelli, e ville, per distruggervi gli ordini stabiliti, e, se bisogna, tutti che s'oppongono alla distruzione. Il secondo è dare alla specie umana un altro ordinamento: ordinamento repubblicano; ordinamento di pura democrazia, interpretata e stabilita nel senso il più largo. Se ne spera per gli uomini d'un altro secolo (certo, non pe'viventi oggidì, e, men che per tutti, per quegli stessi che ciò tentano) quasi l'inaugurazione d'un'era nuova tra gli uomini, era di felicità, di ragione, e di giustizia! Cerchiam di mostrare quanto questa speranza è vana, temeraria, fallace, e quanto questa impresa è colpevole, sottoponendo ad una ad una, ma brevemente, ciascuna delle proposizioni a critico esame. —

1. *Il mondo (morale) ha bisogno di riforma ?* - Eh sì. Ma la perfezione, in ogni cosa umana, è un punto di mira piuttosto che una meta. Vi si guarda, ma non si pretende arrivarvi. Vi si guarda per prendere la direzione, e per accorgersi se si sbaglia nell'andare, come si guarda alla stella cinosura dal navigante, non che il guardarvi significhi speranza di raggiungerla.

E bello è accorgersi di quel che merita riforma. Per gran disgrazia — *judicium difficile, experimentum periculosum* — Si prendono spesso de' be'granchi a secco, in questo mare, più che in altro, e con più danno.

E conosciuto il bisogno vero di riforma, bello è spesso il tentare di operarla. Spesso, ma non sempre. Perchè vi sono in medicina certe malattie, che a volerle curare si fa peggio; e ciò nel morale, come nel fisico. Perciò un medico

savio, prima cerca di ben conoscere la malattia, e di non ingannarsi nel giudicarla (cosa, come testè notavamo, non facile). Poi cerca se si può medicare. Se si può intraprenderne la cura subito. Se non giova invece differire il rimedio, e far vero il *cunctando restituit rem*. Od ancora se a tutto non è preferibile il rassegnarsi per non isdegnare il male ed intristirlo. E il medico savio al *cito* preferisce il *tuto*; e, salvo pochi casi estremi, e disperati, che scusano le più grandi temerità, non mai dimentica lo *jucunde* d'Asclepiade.

Gli stati sono grandi corpi, ne' quali un'intera sanità è impossibile. E guai se tutti pretendono di tastar loro il polso, e di trattarli alla risoluta con ferro e con fuoco, alla Browniana, od alla Rasoriana, dandosi patente di dottori senza diploma. *Turba medicorum occidit Caesarem*, e Cesari, in *subiecta materia* siamo tutti. Figuriamoci poi quel che dev'essere, quando i medici non sono che empirici. . ! Quel che è peggio, nel caso nostro que' che si gittano innanzi a tastare il polso, non sono nemmeno empirici; perchè *empirici* sono quelli che se non han teorica, almeno han pratica: e che pratica possono avere di cose amministrative e politiche tutti cotesti innanzi tempo usciti, o piuttosto scappati, di scuola, a' quali l'età troppo giovanile e il non essere mai stati in faccende nega ogni esperienza. . . ?

2. *La riforma che bisogna è quella che le scuole democratiche oggi insegnano, e non altra?* Stimo la franchezza colla quale in piazza questo è spacciato come assioma, che non importa dimostrare. V'ha egli in ciò buona fede? Quando tutti coloro che studiano a queste cose fossero d'un medesimo avviso, potrebbe ben dirsi a chi non lo sa: Ecco la verità in poche parole. Le prove sono inutili. Si tratta di quel che è consentito generalmente. Ma qui la dottrina che si va spargendo è contro a ciò che i più grandi Statisti e Politici sempre ed uniformemente insegnarono. Trova oggi stesso una forte opposizione nelle scuole e fuori delle scuole, presso il più gran numero di coloro che a queste materie han volto l'a-

nimo preparato da forti studi. Noi medesimi stiam per provare, che è dottrina palpabilmente falsa; e lo proveremo, se al ciel piace. E si tratta d'una dottrina che minaccia grandi interessi stabiliti, dottrina gravida di sconvolgimenti e di rovine . . . forse e senza forse di stragi: e affermo anzi senza forse, perchè quei che la professano, stragi senza reticenza minacciano a ogni terza lor parola. Con che coraggio dunque per sì fatto modo s'inganna il povero popolo invasandolo a questa guisa di supposte certezze, che non sono che grossolani e pericolosissimi errori, atti a scaldare le sue passioni le più accensibili, le più feraci di mali quando sono accese; o che, per lo meno, son dottrine in nessun modo dimostrate?

3. *La riforma, la cui necessità si va predicando con parole, si ha diritto di cercar di tradurla immediatamente ad atto senza lasciarsi trattenere da qualunque ostacolo d'opposta ragione?* Ciò è ben qualche cosa di peggio. Tal diritto in una proposizione incerta, combattuta, negata da troppi ed autorevolissimi! Bella legislazione in materia di diritti! Ciò è il diritto in causa grandemente controversa (e non tornerò ad aggiungere, nella quale non è difficile dimostrare che si ha torto marcio) di sentenziare, non solo, in proprio favore, sommando in sè le parti di contendente e di giudice; ma eziandio quello d'eseguir subito la sentenza che si è pronunziata dando a sè ragione! S'ardisce dire: « Se gli altri negano la « certezza della opinione nostra, noi ne siam persuasi, e « non possiamo permetterci di dubitarne, ed operiamo co- « me persuasi e non dubitanti ». — Ma gli altri che negano, negano perchè, con più persuasione ancora, od almanco con pari fermezza di persuasione, hanno una certezza in senso contrario. V'è dunque, per lo meno, lotta teorica e coeguale di certezze contro a certezze, delle quali nessuna, così di leggieri, cede alla sua contraria (1). Or perchè, e

(1) Io indebolisco l'argomento, e mi fo torto. Gli altri che negano hanno

per qual ragione, la certezza vostra dee prevalere alla nostra, e non la nostra alla vostra? Per la ragion della forza, o per la forza della ragione? Se per la forza della ragione; dunque ragionate, e vincete ragionando, cioè persuadendo, ciocchè solo è vincere in fatto di ragionamenti. Ma, finchè ragionando non avrete vinto, e non avrete guadagnato quella general convinzione degli intelletti, nella quale sola può consistere la vittoria, confessate almeno ch'ei v'è la sola certezza del non v'esser certezza, e ciò colla solenne formola, *Non liquet*; e lasciate le cose, nel generale, come stanno, finchè alla certezza che si cerca non siasi veramente giunti. Se poi la certezza vostra volete che alla nostra prevalga per l'unica ragione della forza, abbiate almeno il pudore di non parlar più di ragione. . . abbiate almeno il pudore di non parlar più d'*eguaglianza civile de' diritti*. Voi rinegate quest'ultima col vostro fatto medesimo, mentre la difendete col detto, e mentre pugnate (solete dire) per conquistarla ad universale vantaggio. Voi la rinegate, perchè vi fate superiori, e prevalenti, *per forza*, a tutti coloro che credono e vogliono il contrario di quel che voi credete e volete. Voi la rinegate, perchè, prima di contar quanti siete, senza legittimamente poter sapere ancora se siete la pluralità, o il minor numero, vi tenete padroni di venire ai fatti, e di combattere contro ai dissenzienti da voi, pochi o molti che siano, sforzandovi di tirarli a voi men colle ragioni, che adoperandovi le cospirazioni, e a vostro libito le armi, cioè la

una certezza ben altrimenti salda che la vostra. La vostra è certezza di partito, o di setta: quella degli altri è certezza fondata sul senso comune, cioè sul credere presso a poco universale degli uomini di tutti i luoghi, e di tutti i tempi; di quelli che si son sempre giudicati i più sapienti, ed i migliori; degli interi popoli, i quali tra gli altri ebbero la riputazione di più savi, e che meglio prosperarono finchè a questa certezza furono fedeli nella direzione della loro azienda politica. Si può egli dunque istituir confronto giusto fra la vostra certezza, e la certezza degli altri? Chi non ha il senno velato da passione risponda e giudichi.

frode e la violenza. Voi rinegate, perchè non vi vergognate di dire, che, se anche una maggioranza evidente e contata, dissentisse in modo esplicito da voi, voi minorità non più dubbia, pur seguirreste la guerra per vincere, cioè per fare che il numero minore superchiasse il maggiore, e per conseguente acciocchè voi che costituireste il primo dei due numeri aveste a valere ciascuno più che ciascuno degli altri, costituenti il secondo numero. Voi finalmente la rinegate, perchè, divenuti ancora maggioranza manifesta, nel voler tradurre ad atto la opinione vostra, se voleste esser ben d'accordo colla dottrina vostra d'universale eguaglianza ne' diritti civili, dovrete concedere che il vostro solo diritto non potrebbe esser che quello di formare un consorzio civile del modo che a voi piace con coloro che con voi concordano, lasciando a' discordi di formare un altro consorzio a lor gusto, ma non di sforzare le volontà de' discordi a soggiacer vi; non di comandare ad essi, e di disporre delle lor cose: ciocchè è misconoscere il loro diritto, individualmente pari a quello di ciascun di voi . . . ciocchè è dare alla forza il diritto supremo d'annullare l'eguaglianza. . . ciocchè è confiscare in ognuno de' dissidenti l'autocrazia di sè e delle sue cose, e ciò a profitto d'una sovranità vostra su voi e sugli altri . . .

E so che risponderete: — « I dissidenti, che riescon minori di forza e di numero, sgombrino il suolo, e se ne vadano altrove; o se voglion rimaner tra noi, s'assoggettino alle persone e alle cose loro. » — Ma qual è il principio di ragione, col quale giustificate questa vostra massima di governo? Un patto reciproco di così fare, tra maggioranza e minorità? No: perchè questa massima non può esser parte d'un patto, che non è fatto nè consentito ancora, e per conseguenza che non esiste altrove che nel paese delle vostre speranze e de' vostri desiderii; donde poi si deduce, che non è obbligatoria per que' che al patto da voi proposto non si son fatti spontaneamente ligi, e che, come uguali a voi, sono

perfettamente indipendenti da voi. O volete insegnarci, che così dev' essere per un diritto realmente superiore ed anteriore a quello dell' eguaglianza... per un diritto antecedente ad ogni patto... diritto naturale... diritto che attinge la virtù efficace e la sanzione dal fatto, in quanto è fatto; e dal fatto, in virtù di che i più numerosi, i più forti, i più destri *est in factis*, che faccian sempre la legge alle minorità di numero, di destrezza, di forza? Guardatevi dall'insegnarlo. Quei che saranno per avventura disposti a concederlo, potran per virtù di logica dedurne ben altro da quello che voi ne deducete. Siccome numero maggiore, violenza, destrezza non sono lo stesso che ragione; siccome sovranità di numero, di violenza, di destrezza non è lo stesso che sovranità di ragione; siccome, secondo la ipotesi assunta, numero maggiore, violenza, destrezza non han bisogno di consentimenti e di patti per comandare; siccome l'essenza di questa virtù di comando è di misconoscere il principio dell'autocrazia nell'uomo, e quanto a sè, e quanto alle sue cose, e d'assoggettarlo, per così dire a *posteriori*, ad una forza che gli viene dal di fuori, trasformando il fatto in diritto (e sia poi, nella pratica, questa forza, quella d'una maggioranza, d'una minorità scaltra, o d'un solo): così, ammessa una volta si fatta dottrina, s'accorgerranno ch'ella assorbe ed annichila tutte le altre. S'accorgerranno, che non vi sono più, con essa, nè uguaglianze, nè autocrazie di persona, nè patti che tengano. Sentenzieranno che la forza, razionale od irrazionale, è l'unica padrona... la tiranna degli uomini: la forza che ha la ragione di sè in sè, o piuttosto in nessun luogo, ma che non ne ha bisogno. E sarà con ciò giustificato non solo il vostro fatto, ma quello d'ogni despota felice, d'ogni governo forte, qualunque sia ne la natura, l'origine, e la forma; o sarà dispensato almeno dalla necessità di giustificarsi, perchè sarà annullata la giustizia. E voi che avrete messa in onore questa terribile massima, n'avrete guadagnato al postutto di metter in onore un principio, che potrà esservi ritorto contro da ogni for-

tunato avversario; e ridurrà tutto il diritto pubblico al diritto d'una guerra perpetua tra gli uomini, senza mai speranza di concordia o di pace.

Nè ho qui toccato l'altro punto della proposizione la quale esamino, contenuto nella seconda parte di essa proposizione, dove si dice dai nuovi riformatori del mondo, ch'essi non son disposti a lasciar *di cominciare o di seguitare l'opera per qualunque ostacolo d'opposta secondaria cagione*: cioè, mi si perdoni d'esser costretto a risponderlo, è favellar da *mentecatti*. Imperocchè i soli insensati dan cominciamento alle imprese, e s'ostinano a continuarle, senza punto attendere alle circostanze, alle opportunità, agl'impedimenti. Povera gente! Questo lo chiamano *bravura*! la bravura di Stordidano nella Gerusalemme liberata. È un amor idolatra della propria opinione, la quale ha toccato i termini della infatuazione e della mania. Per essi è vero *Audaces fortuna juvat*; non è vero — *La fine de' temerari e degl'improvvidi è fiaccarsi il collo*. Come tra tutti gl'innamorati, le difficoltà non servono ad essi che a far crescere in loro le furie cieche dell'amore. Caloandri fedeli, andranno per montagne e per valli, colla lancia sempre in resta, contro a rupi e burroni, se non basti contro ad uomini, e contro a giganti. La previdenza la chiamano codardia, tiepidità, sacrilegio. Sacrilegio, perchè questo amore è per loro una religione (perdonino la parola le orecchie pie). Son *sacerdoti* dell'*idea*, della quale si son fatti un idolo interiore; e purchè l'idolo sopravvinca, muoiano tutti, e la patria stessa perisca. E sorga un'altra patria, se lo può, e sia rifatto il mondo a pieno lor grado... o sia disfatto!!! — Aspetto, intanto, che mi si provi, gl'innamorati ed i fanatici esser mai stati, o poter essere uomini atti ad amministrare le cose umane, private o pubbliche. Governan essi male sè medesimi: può immaginarsi come governerebbero gli altri! — Gran miseria de' nostri giorni, il dover perdere il tempo a confutare monomanie sì mostruose! Il meglio che si possa fare sul loro proposito è non dirne altro.

4. Ed ultimo — *Qualunque mezzo dee tenersi per buono e lecito, se al fine conduca della universale Riforma che vuol tentarsi?* — Egregiamente, come il resto! L'assassinio... perchè no? Questo s' usa. Questo non radamente è necessario. Ha spesso una efficacia molto sbrigativa ed unica. Dunque è bene. E se è bene l' assassinio... un pugnale dietro le spalle... un assalto a tradimento... un' aggressione di quindici armati contra uno disarmato, perchè non il veleno? perchè non l' incendio? perchè non la calunnia? perchè non i libelli infamanti? perchè non le falsificazioni di carattere? perchè non il furto, o la rapina? *Malum ad bonum. Ergo bonum!!!* E ciò sarà chiamato riformare in meglio il mondo! . . .

Togliete al popolo ogni sentimento religioso. La religione, ch' esso ha, favorisce i tiranni. Toltagli questa religione, il volgo sarà materialista ed ateo... M' inganno. Alzerà altari *Deo ignoto*, come già in Atene; ma ad un Dio, che non ha fulmini per punire, non ha che indulgenze per chiuder gli occhi sul male che fanno gli uomini; e gli uomini faranno il male allegramente, e con piena sicurtà di sè. Ma per isradicare nel popolo la fede nel Dio de' Cristiani, nel Dio che lo ajutò ad esser buono colle sue speranze, co' suoi spaventati, volete adoperar le scaltrezze d' una filosofia sofistica e trascendente? Esso non la capirebbe, non la gusterebbe. Meglio vale creargli il bisogno di non crederla. Si renda vizioso, e tanto che disperi del perdono, e trovi più comodo il negare le pene d' un' altra vita, che il paventarle. Si seducano perciò le donne, e s' infiammino d' illeciti amori. Si corrompa la gioventù... Debbo io seguitare questo tristo inventario di pratiche atte a pervertire? O non qui scrivo un piccolo brano della prima pagina della storia contemporanea? Così, non è tanto una proposizione astratta, quella che qui discorro, quanto un' opera avviata a compimento e cotidiana. Già non c' è più bisogno di prediche. Le prediche son fatte, ed han fruttificato. È in pien corso il nuovo insegnamento. Aspettando la universale Riforma, a chi minacciata

sotto forma d'una ghigliottina, (o d'una delle tante eleganze inventate 60 anni fa in Francia, e oggi pronte a risuscitare: *une journée, une noyade*, una passeggiata di *colonna infernale*), a chi presentata nell'abito verde della speranza come un secol d'oro che si prepara a nascere per condurre in terra la perfezione fin qui ignota a' mortali; noi poveri contemporanei vivemmo, invecchiamo e morremo tra le delizie d'un presente tutto pieno di perturbazioni. Ora i benefici che si promettono agli eletti son per lo meno nella schiera de' futuri assai contingenti. Il male che s'opera, e che si soffre purtroppo, è da lungo tempo una funesta realtà. Per tornare all'argomento nostro, gli scrupoli si van togliendo. La bella morale del fine che giustifica i mezzi corre il mondo, e lo conquista. Noi siam cattivi abbastanza. I nostri figli, se Iddio nella sua misericordia non ci provvede, saran peggiori di noi. Qual riforma della umana convivenza possa divenir possibile con sì fatta educazione degli uomini, *altri mel dica*. Io non so indovinarlo. Il mio stomaco si solleva dalla nausea veggendo i costumi nuovi, le abitudini nuove, uedendo le bestemmie nuove. L'istoria ha sempre insegnato, che tutte le volte nelle quali un popolo è stato condotto a questi estremi, esso ha rapidamente degenerato, e finalmente è perito. Così fu spenta la gloria di Grecia e di Roma antica. Così la gloria più antica ancora delle Monarchie de' Babilonesi, de' Medi, de' Persiani, degli Egizi. Le stesse cause han sempre prodotto nel mondo gli stessi effetti . . . e sempre li produrranno !

E qui fo punto. Fo punto; ma poche altre parole mi permetto d'aggiungere su tutto l'argomento di questo articolo. Si vuol distruggere gli antichi ordinamenti del mondo *coute que coute*, facendo sempre la vista di partire dai due principi, *della libertà e della eguaglianza*. E vedemmo quanto l'una e l'altra si rispettino in tutti gli sforzi che si fanno *per fas et nefas* a fin d'affrettare l'ora della riforma. V'è però ancor peggio di quel che ho detto, sebbene ho detto molto. Ripi-

gliando da un' altra parte il principio dell'*eguaglianza*, dopo averlo calpestato e manomesso, e ripigliandolo a scapito del principio della *libertà*, si parla d'abolire tutti i diritti acquistati anche per vie le più oneste. Gli uguali han da essere uguali, perdendo tutto quello per che con arti anche degne, e coll' industria, e co' meriti, e colle fatiche, s'eran fatti maggiori, e non han da esser nè uguali nè liberi quanto al diritto di contrapporre il loro no all'altrui sì. Gli uguali s'han da potere non solo spogliare dagli altri uguali, ma da questi si han da potere anche sterminare ed uccidere, se vogliono conservare intatta tutta la loro autocrazia, se non vogliono piegarsi a dar mano a queste spogliatrici dottrine... Un contratto sociale tra eguali ha da esser fondamento della società nuova per libero consentimento di tutti; ma il patto, o *contratto sociale* non dee poter aver forza, e il libero consentimento non ha da esser libero di non consentire ai patti che vogliono i preparatori della nuova libertà ed eguaglianza. E queste contraddizioni palpabili e nauseose si dissimulano dagli uni; e dette agli altri non li commuovono, ed è come se non fosser dette, tanto è fermo il proposito di non ragionare, e d'ostinarsi. Ecco a qual grado d'acceciamento e di depravazione s'è giunti....! Con che torna vero quel che già notavamo, chiudendo il 3. articolo. Cercar di confutare costoro è spendere parole ed inchiostro a pura perdita.—Scriviamo a preservazione dei non corrotti ancora, o ad emendazione di chi sta tra due nè ben sano, nè tutto guasto. Gli altri Iddio li illumini. E ripigliamo dal suo principio il discorso delle ricostruzioni, delle costruzioni, o delle riparazioni dell'edifizio sociale.

ARTICOLO V.

Altre considerazioni sulle riforme nel reggimento delle convivenze umane in generale, e sul diritto e il modo di tentarle.

Quantunque d' un argomento sì importante oggi tutti parlino in tuon di dottori , e quasi anche i fanciulli , qui *non-dum aere lavantur* , pur non è men vero , che il dire intorno ad esso quel che veramente la ragione insegna è cosa grandemente difficile per tutti , ed anche pel più periti nelle scienze dello Statista.

Due sono i casi. O alcuni inclusi in una *convivenza civile* già stabilita , e soggetti alle sue leggi, se ne stancano , vi si trovan male, vogliono sottrarsene, e ciò non collo staccarsene irsene altrove in cerca d' un' associazione nuova, ma col riformar l'associazione vecchia e spiacente, resistendo a questo gli altri che pur vi sono ; o i venuti a desiderio di rinnovazione del politico ordinamento, nella civile congrega alla quale s'appartiene , non sono alcuni , ma presso a poco tutti , cosicchè nessun degl' interessati in ciò resista , e faccia notabile ostacolo. Nel secondo caso , difficoltà gravi , quanto all' iniziare le riforme , di che si crede aver bisogno , non possono esservi (1) , perchè si suppone non esservi lotta ; ed aversi ,

(1) Non saranno le difficoltà quanto al consenso nelle riforme , ed alla loro attuazione. Resterà però a vedere pur sempre, se le riforme in che consentiranno, avranno quel sommo genere di legittimità che sola può dar la giustizia e ragionevolezza loro , o se non l'avranno. E resterà a cercar se , non avendola, siano ciò non ostante obbligatorie, ed in che senso , e fino a qual grado , o dentro quai limiti lo siano : questioni difficilissime a trattarsi , ma che non è questo il luogo di trattare.

presso a poco , universalità di consenso. (Le difficoltà cominceranno , quando si tratterà del modo , se vogliasi che questo modo sia il più ragionevole , ed il più profittevole a tutti). Ma , nel primo caso , non si può dire altrettanto.

Quando un governo è stabilito, e un ordine quale che sia già esiste... quando in tutto il numero dei componenti la civile congrega i sufficientemente contenti sono di gran lunga i più , e i veramente gravati , e giustamente malcontenti sono di gran lunga i men numerosi , il vero diritto non è quello di turbare tutto lo stato tentando novità , e con ciò disturbare tutti i contenti e tranquilli , rimescolando e rinnovando ogni cosa , e scomponendo e disordinando ogni privato interesse , per fare ragione ai pochi che si lagnano perchè stan male ; ma è il diritto di cercare , senza punto incomodar gli altri , o comunque gravarli nelle persone e negli averi , che sia fatta ragione ai pochi che lo dimandano , e che lo meritano. E questo può esser difficile ; può essere anche talvolta impossibile senza rovesciare interamente la costituzione dello Stato. Tuttavia ci vuole un bel coraggio per mettere innanzi la proposizione , che , dove ciò accada , la giustizia negata a' comparativamente pochi , debba essere ad essi buono e legittimo motivo di spinger la reazione immensamente più in là di quel che porta il loro diritto ; cioè , affinchè questa sopravvinca , di scomporre e distruggere tutta la macchina costitutiva della civil congrega , della quale i più si trovan paghi , mentre ogni turbamento un po' generale dell'ordine stabilito tutti inquieta , molesta , e danneggia (1). Maggiore però fa d'uopo che sia questo coraggio , se quei che si fatta proposizione mettono

(1) Può bene in questa ipotesi aver luogo il principio (ed il più spesso lo deve) *Expediit unum hominem mori pro cuncto populo*.-I pochi gravati , operato per ottener giustizia tutto quello che non può operarsi senza manifesto e molto maggiore danno dell'universale , se ascoltano la voce della coscienza, il meglio che possan fare è rassegnarsi, come è forza rassegnarsi alle malattie, alle disgrazie fortuite , ai tanti altri mali della vita.

innanzi , nessuna ingiuria , nessun torto riceverterro , e sono unicamente *dilettanti* , per così dirlo , di *malcontento* , i quali non si lagnano per proprio conto , ma si lagnano per conto di quelli che a loro spiace di non udire lagnarsi , e ch'essi vogliono che si lagnino per forza ; o di quegli altri che , pur lagnandosi a buon diritto , nondimeno par loro che non si lagnino abbastanza , e non sian disposti a spinger le querele fino agli estremi che a lor piacerebbero. Vengan di nuovo que' che così vogliono e fanno , a parlarci d'eguaglianza , e di tutte l'altre loro frottole di libertà , di giustizia , di ragione ! La loro eguaglianza diventa , come altrove riflettevamo , superiorità de' pochi su i molti. La loro libertà diventa licenza di nuocere agli altri per giovare a sè , o per soddisfare la propria passione. La loro giustizia è non tener conto del diritto altrui , per non aver occhio che a quello che si crede essere il diritto proprio , od il proprio talento. La loro ragione è la ragione del più forte ; una ragione egoista , ostinata , feroce , senza pietà , senza discrezione , senza riguardi... una ragione che ricusa di ragionare , e che vuol esser tiranna delle ragioni altrui...

Si difenderanno con dire , che , nell'operare quel che tentano , il fine loro non è contentare sè stessi , pregiudicando indebitamente gli altri , e dando loro motivo legittimo di querelarsi ; ma è proporsi cosa in sè buona : cioè , considerato che gli stati son oggi , dove più , dove meno , in tal mala guisa ordinati da render possibili per tutti , e inevitabili per molti , una gran quantità d'ingiustizie , d'avanie , d'oppressioni cotidiane , senza facile riparo , e sovente senza alcun riparo ; considerato per conseguente , che il malcontento il quale per gli uni è *attuale* , per gli altri è *virtuale* , e che il danno da tale o tale sofferto oggi , può percuoter domani , o doman l'altro , a volta a volta , quelli ancora che or sono contenti ; considerato perciò , finalmente , che , a distruggere il vizioso edificio delle odierne macchine politiche per sostituirvene un altro migliore , è meno anco-

ra contentare sè , che rendere servizio all'universale , e a quei medesimi che ora per poca previdenza , per indolenza , per egoismo rifuggono dalle riforme ; e che ciò è poi promuovere la causa sempre bella ed onesta della giustizia : per tutte queste ragioni far essi cosa degna d'approvazione , anzichè di biasimo , perseverando nella impresa alla quale si danno. Ma l'apologia nulla vale.

Primo: hanno eglino ben pensato , cotesti temerari sconvolgtori delle civili convivenze, la massima gravità del fatto a cui s'adoperano ? Uno stato è una somma immensa d'interessi distribuiti e collegati tra tanti quanti sono in esso gl'individui che sono , e que' che prossimamente , o più tardi , saranno. Ogni interesse si risolve esso medesimo in innumerabili subalterni interessi di cose e di persone , ed ha sempre due parti : una che riguarda i privati , l'altra che riguarda il pubblico , ossia l'universale. Quanto più una umana congrega è matura a civiltà , ed in essa progredisce , tanto più questi interessi crescon di numero e d'importanza. La prosperità privata e pubblica è tutta *principalmente* fondata sul rispetto , sulla protezione , sul favore che ottengono si fatti interessi. È pur troppo certo (colpa delle imperfezioni umane !), che non v'ha umana congrega , non v'ha stato , dove gl'interessi qui mentovati riscuotano tutto il favore , tutta la protezione , tutto il rispetto che aver dovrebbero, acciocchè la prosperità fosse massima. Per conseguenza è purtroppo certo , che tutte le umane congreghe , tutti gli stati han sempre bisogno di qualche riforma , e di molte riforme , e questo è bisogno che mai non cessa , perchè mai non cessano di rivelarsi e di generarsi i difetti di rispetto , di favore , e di protezione di che parlo. Qualche umana congrega , o qualche stato , tanto alle volte soprabbonda di difetti di si fatto genere , che il riformarli si fa un bisogno generalmente , e fortissimamente sentito. Ma , dopo tutto ciò , può egli dirsi che sia cosa lecita e conveniente (per lo sdegno delle riforme che non si fanno da que'che

lo dovrebbero, potendole fare) l'opera che, con privata autorità, vogliono alcuni collocare in promuovere tali convulsioni politiche, dalle quali, secondo le maggiori probabilità umane, queste immediate conseguenze sian per discendere, che tutta, o quasi tutta la massa degl'interessi privati e pubblici sia improvvisamente e grandemente turbata—che moltissimi di essi patiscano enorme ed irreparabile offesa, od anche intera rovina—e che, per un tempo più o meno lungo, e sovente lunghissimo, nata, e durando, la lotta tra que' che si difendono, e que' che offendono, innanzi alla vittoria decisiva, la quale di soprappiù non si può mai prevedere per chi sarà, non s'abbia altro spettacolo che di fortune ite a soqquadro, di famiglie desolate, di uomini esterminati, di civili battaglie e guerre... del commercio rovinato, dell'industria spenta, degli studi intermessi, d'abitudini d'ozio, di turbolenza, e di licenza introdotte, e di tutti gli altri mali di cui gli annali contemporanei troppi esempi da più che mezzo secolo ci somministrano? Per poterlo dire, sarebbe almen necessario aver fatto un bilancio: il bilancio de'danni a' quali vuolsi portare riparo, e di quegli altri, che, col fine d'arrivare a questo riparo, certamente si genereranno. Ma questo bilancio, che, ne' singoli casi, i temerari sconvolgitori odierni delle civili convenienze non fanno, e non han fatto, l'ha già fatta per tutti la storia, e lo ha pubblicato. Essa da lungo tempo ha insegnato agli uomini, che, di tutte le calamità, le quali possono cadere sopra un popolo, nessuna calamità pareggia quella di ciò che si chiama *una rivoluzione*, massime del modo di quelle che oggi si macchinano, e si hanno in pensiero, od apertamente si minacciano. I cattivi governi... le tirannidi d'ogni nome offendono gravemente alcuni, od anche molti; ma, salvo certi casi rari come le mosche bianche, lascian sufficientemente tranquilli i più, e, nel loro proprio interesse (voglio dire nell'interesse de' governanti) risparmiando il massimo numero: di guisa che le angherie,

le ingiustizie , sono enormi in pregiudizio d'alcuni ; per molti sono grandi , ma pur tollerabili e pazientemente tollerate , per non pochi nessuna. Al contrario , le rivoluzioni , a quel modo che oggi s'intendono , se pur non siano , come suol dirsi , *colpi di mano* , a cui per miracolo succeda un immediato e tranquillo riordinamento , per poco che durino (e durano spesso una o più generazioni d'uomini) , offendono tutti... anche que'che le han fatte , i quali , d'ordinario , finiscono col perirvi , essi e i loro. Finchè si pugna , è strage dalle due parti... la strage delle guerre civili ; strage accompagnata di crudeltà mostruose e ferine , d'eccessi contro a natura. Sono incendi , saccheggi , brutalità d'ogni nome , e senza nome. Que'che non combattono , sono vittime spesso delle due parti combattenti. E chi può prevedere quanto durerà il combattimento , quanto sarà esteso , quante volte ripullulerà , or dall'un lato , or dall'altro ? Chi può dire *a priori* , se vincerà Bruto , o Tarquinio... se interverrà Porsenna.... se si troverà sempre un Muzio Scevola , un Orazio , una Clelia... o se piuttosto Roma non finirà per servire al re di Chiusi , come pur troppo la storia rettificata oggi dice? *Habent sua sidera lites*.—E intanto le felicità dell'anarchia per que'che non pugnano ! Le felicità delle dittature militari nel campo , o ne' campi di battaglia , o dovunque armati stanno o passano ! Le terre le coltiverà chi può , ossia non le coltiverà più alcuno. I mercatanti potranno chiudere i loro fondachi , se tuttavia lo potranno , e se non li vedranno messi a ruba ed a rapina prima del chiuderli. I ricchi fuggiranno , se lor torna fatto , ma fuggiranno in farsetto , se non perdano la testa per via. Palagi , monumenti , sa il cielo come saranno malmenati. Il danaro rubato si dissiperà , come si dissipa sempre il danaro del furto. L'altro sarà nascosto , o mandato all'estero. Poi la penuria , la carestia , la fame , e seguace della fame la peste o l'epidemia. De' costumi non parlo , nè della gioventù falciata innanzi tempo , o perduta ad ogni buono impiego

per l'avvenire... Succederà , quando Iddio vuole , la vittoria ultima a chi Iddio vorrà darla (spesso nè agli uni , nè agli altri , ma a' terzi venuti di fuori... ai Porsenna : secondo il proverbio , che *tra due litiganti il terzo gode* ; con che sarà perduta l'autonomia , e da popolo che obbedisce a sè stesso ed a'suoi , si sarà trasformati in popolo conquistato , in popolo assoggettato , in popolo *protetto* , in *popolo-colonia* , in popolo *vacca-da-mungere*) , e colla vittoria ultima sarà una specie di pace. Che pace però ? La pace accompagnata qualche volta da amnistie per tutti , se può sperarsi , che , come è disposto a dimenticanza vera il vincitore , così sia disposto il vinto : ma , se a questa seconda dimenticanza non si crede da esso vincitore , mancherà d'ordinario la prima , e mancherà , alle volte , indipendentemente da ciò , s'egli creda che bisognin giustizie ed esempi , e se le collere non calmate così consiglino , o le circostanze paiano così comandare. Ed allora s'avrà un altro tempo , più o meno lungo , che sarà di terrori più o meno grandi , e di severi gastighi , od anche aspri , che i gastigati chiameranno reazioni e persecuzioni , i gastiganti chiameranno necessità , e opere di prudenza ; e chi oserà dire , in massima generale , da qual parte sia la ragione ?—E questa vittoria , e questa pace , e i migliori lor frutti , per chi poi saranno ? Io l'ho già detto. Per chi vorrà Iddio : cosicchè è possibile (si torni bene a pensarvi sopra) , molto frequentemente è probabile , e facile a prevedere , se non si è ciechi , che non sarà dalla parte di chi tentò la rivoltura : ma , o di quelli contro a' quali fu tentata , o d'altri e d'altri , diversi , e non aspettati , e non voluti , e non utili. Nel qual caso agli altri mali s'aggiungerà quello che non s'avrà nemmeno il contento d'aver guadagnato ciò che si cercava ; e s'avrà invece il dolore e la pena di avere aggravato il male che voleva allontanarsi , o d'esser caduti , come s'usa dire , dalla gradella nelle braccia. — Anzi non basterà a' rivoltuosi nemmeno l'aver essi per sè guadagnata la vittoria : perchè aver vinto è po-

co. Ciò significa essere riusciti a distruggere , non significa avere edificato , e poterlo e saperlo fare. L'opera della riedificazione resterà ad intraprendersi : opera più difficile sempre che non quella della distruzione : opera , che , ne' paesi , ove gli ordini antichi , colla violenza , si spiantarono , richiede , per solito , anni moltissimi , e talvolta secoli , innanzi all'esser condotta a qualche buon termine : opera , in questo mezzo , tutta di prove e di errori , tutta d'esitazioni , tutta di conti shagliati e da rifarsi ; vera tela di Penelope da far disperare del compierla ; e che quando pur si compie si trova ben altra da quel che s'era immaginato , finita da altre mani ; sotto l'impero d'altre circostanze , sovente di altre idee , tale insomma che , per ultima conclusione si riconosce essere un imperfetto-sostituito a un altro imperfetto , dove ciò solo di sicuro che emerge è la certezza del male immenso che si è fatto a pura ed inutile perdita.... (1).

Secondo: e fin qui ho supposto che si parta almeno da un motivo più o meno evidentemente giusto dell'operare le rovine che vogliono operarsi, col fine buono , sebbene con

(1) Non si crede vero? — Un'occhiata allo Stato d'Europa da sopra a 60 anni in qua. Veggasi più che altro la Francia. Veggansi poscia le tante repubbliche succedute alle mutazioni americane. E mi si opporrà , per avventura , il solito modello della repubblica degli Stati Uniti d'America ; cioè un esempio sufficientemente favorevole contro a molti contrari. Questo è la pruova del terno vinto , che è la rovina di tutti i dilettanti di giuoco. La repubblica degli Stati Uniti d'America ha incontrato quattro fortune piuttosto uniche che rare. 1. La fortuna d'essersi imbattuta in un Washington. 2. Quella d'essere stata , quando cominciava l'affrancamento un paese nuovo , e d'una popolazione assai sparsa in mezzo alla quale le fermentazioni e i conflitti delle idee meno eran facili. 3. Quella d'averne avuto a progenitori , uomini già educati a libertà , ed a reggimento presso a poco repubblicano. 4. Quella d'aver dovuto lottare contra un potere lontano.... troppo lontano , e con validi esteri aiuti. E ancora , prima di giudicare il bene o il male del reggimento che si è conseguito di stabilire , bisogna la sanzione d'almeno un paio di secoli. Io non lo credo fondato su base ferma.

grave pericolo, e spesso quasi colla sicurezza di successo non buono, o non proporzionatamente buono. Ma questa giustizia del motivo v'è ella sempre? Chi la giudica d'ordinario? e quanti sono que'che la giudicano? Uomini d'esperienza? Uomini i più sapienti nel popolo? Uomini che conoscon bene lo stato vero delle cose? Uomini, che non si lasciano illudere dalla passione? Uomini capaci di ponderare, non solo se il motivo è vero in qualche grado, ma se è vero fino a tal grado da richiedere un pronto rimedio, da non averlosi che per una rivoluzione? e da lasciare sperare con qualche buon fondamento che per una rivoluzione di leggieri s'avrà? Diamo un'occhiata al passato, ed al presente prima di rispondere, e ricaviamo la risposta da quel che s'è veduto, e si vede. — Ragazzi, e giovinastri, od uomini già noti per natura torbida, e per naturale inclinazione a novità. Gente impetuosa, violenta, a cui natura toglie il giudizio freddo ed imparziale dei fatti. Persone di mano, e non di testa, facili a prestar fede al male che si dice di que'che odiano, e ad esagerarlo, ed a misconoscere il bene: tali che a reggimento ed a governo mai non dieder mano, e che parlano di quel che non sanno, per un *dictum de dicto*. . . tali che delle ponderate risoluzioni non hanno nè la scienza, nè l'abito, nè la capacità; e il cui maggiore studio non è curare, se quel che vogliono sta bene o male a volerlo, ma cercare come possano cominciare a ridurlo ad atto. E cotesti formano il fiore dello stuolo. Gli altri son quali possono accompagnarsi a così fatti gonfalonieri, come subalterni. Volgo proletario, che è facile sedurre con immaginarie speranze, e mettere in fermento con fanatiche predicazioni. Disperati e perduti per debiti. Piccoli ambiziosi, che consapevoli della loro nullità e turgidi di luciferesca superbia, non altro mezzo veggono per sorgere, che il gittarsi a corpo perduto tra i motori di cose nuove. Giovani entusiasti, poveri di mente e di cuore, in cui l'immaginazione prevale al giudizio, il bisogno d'agitarsi e di fare al bisogno di starsi

con un libro innanzi o tra le pacifiche occupazioni d'una vita di sedentari negozi. Altri che seduce il mistero delle sette, nati per essere schiavi in nome della libertà, e bruti in nome della ragione. I seguaci di Catilina, quali ce li descrivono Cicerone e Sallustio.... gli scherani di Clodio ... i guerriglieri di Spartaco. Ora il senno di questi può con giustizia decidere il tremendo problema delle rivoluzioni, e della necessità del farle...? Poveri popoli condannati a partire la costoro malefica influenza! I disordini d'un governo cotesti son più atti ad accrescerli che a conoscerli, e a ripararli. E il lor costume è di dire che il desiderio loro è il desiderio di tutti, o almen de' più, perchè più di tutti essi gridano, e s'agitano, e accendon fuoco da ogni parte! Gli altri che tacciono, e che col silenzio mostrano che non si male si trovano da dover gridare, non li contano. Son essi il popolo vero; il popolo solo. Gli altri, che coraggiosamente s'oppongono e gridan contro, non li apprezzano. Chi sta in casa e bada agli affari suoi non fa numero. Chi s'oppone è zero.....!!!

Tanto basti avere avvertito per giunta all'altre cose dette nell'antecedente articolo, e nel principio di questo. Si opporrà—Stando al precedente discorso, le rivoluzioni non si potrebbero mai fare (vedi calamità!), e i gravi disordini degli stati non mai correggere. E Bruto primo (poni esempio), e Bruto secondo sarebbero stati o due pazzi, o due furfanti. E Roma avrebbe dovuto tollerarsi in pace quella grande iniquità del regno, e quella maggiore di Tarquinio secondo e di Giulio Cesare. E i popoli dovrebbero soffrir sempre, e le tirannidi sempre trionfare. Io rispondo.—Innanzi tratto non si abusi delle autorità. Sappiamo oggi tutti la verità intorno ai due Bruti, non quale ce l'han trasmessa menzognere storie, ma quale una bene illuminata critica cercò di porla in chiaro in mezzo alle tenebre addensate sugli antichi fatti. Del primo Bruto poco può dirsi. Esso è mito più che personaggio certo. Stando a quel che se ne narra,

bene addimostro' s'egli amava la libertà o la schiavitù di Roma, nella famosa storia del bacio dato alla terra. Oggi si sa, e ben sa, che Roma, innanzi alla distruzione dei Galli, non fu mai sì florida come sotto i re etruschi. La rivoluzione di Giunio Bruto contra il Superbo, se risguardiamo agli effetti, distrusse per lunghi anni la prosperità della futura capitale del mondo, e non è sicuro che la preparasse. A essa dovette Roma i mali d'una lunga e disgraziata guerra, che condusse, come testè notavamo, all'assoggettamento a Porsenna, il quale altro ferro non lasciò a' vinti romani se non quello che agli usi dell'agricoltura sovvenisse. La città regina deve la sua rivendicazione in libertà ai fatti della guerra infelice del re chiusino contro ad Aricia e contro a' Cumani. E senza Bruto, la tirannide del Superbo finiva al finir di lui: nè le due catastrofi, che succedessero, pel tentato repubblicano mutamento sarebbero state. Se dal male venne poi bene alla lunga, ciò non è il merito dell'autore del male. Iprovvidenziali destini di Roma dovevansi compiere ad ogni modo. — Quanto al secondo Bruto, si conosce non meno a che buon fine uscì il cavalleresco, e sufficientemente odioso fatto dell'ingrato bastardo del Dittatore. Il fanatico non conobbe nè i suoi contemporanei, nè i veri bisogni del suo paese. Fu un povero politico, siccome un povero guerriero. Nè combatteva per la riforma, ma a chi ben riflette, contro ad essa, voglioso di richiamare a una vita impossibile la degenerata e morta repubblica, la quale Cesare per ben di Roma aveva distrutta. E il mondo che vi guadagnò? L'aver perduto un grand'uomo qual senza dubbio era il vincitore delle Gallie e di Pompeo, per fargli succedere un minore di lui, nè manco despota di quello. — Nondimeno, io non voglio abusare di questa maniera d'argomentazione. Certe rivoluzioni, che, dopo i primi mali prodotti, alla fine son riuscite ad utilità (una ogni mille) io non voglio negarle. Voglio negare che il massimo numero delle volte siano state atti considerati e degni di lode, anche quando una utilità se ne

trasse. Voglio osservare ch'elle sono *giuocate di lotto*, dove il vincere è un caso assai raro, il perdere è la sorte comune; con questo di peggio, che il perdere non è mai di poca cosa, nè d'uno o di due, ma di tutto un popolo, di tutta una nazione, perchè la *posta* (*l'enjeu*) è la fortuna di esso popolo, di essa nazione, nel suo presente, forse nell'avvenire; sono le vite, gli averi, gli onori, ogni cosa più cara che gli uomini s'abbiano. Voglio per conseguenza dire, ch'esse possono esser atto di disperazione o d'audacia, non atto mai, o quasi mai di senno; e che sono un mezzo, e qualche rarissima volta il solo (della cui natura lecita od illecita quanto a coscienza di buon cristiano è questione che lascio decidere a'casuisti) per liberare l'universale da mali, più o men reali, e più o meno intollerandi, son però un pessimo mezzo; uno di que' *rischia-tutto*, che chi sente d'andare a irreparabile ed imminente rovina, tenta qualche volta, come un'ultima speranza, *quia melius est anceps, quam nullum experiri remedium*, ma che aggiunge un biasimo di più a chi, andando a rovina, per questa via l'affretta, e la rende più grave, più inevitabile.

Or, data, contro alle rivoluzioni in generale, questa sentenza di condanna, qual rimedio dunque avranno i tiranneggiati, gl'insoffribilmente angariati, i giustamente e grandemente malcontenti de' mali ordini politici sotto i quali gemono? Vuolsi ch'io tratti la questione storicamente, o teoricamente? Se storicamente, dirò, con franchezza, spesso nessuno. Perciò gli annali del mondo son pieni delle storie di popoli non solo lungamente malgovernati, e barbaramente oppressi, ma sterminati senza rimedio, e cancellati tutti interi dal libro della vita. Coraggio o viltà; resistenza e difesa sino agli estremi, od abbandono di sè, non ci fanno nulla: chè spesso il tentar di liberarsi e di riscuotersi è stato col proprio peggio, rendendo più tormentosa l'agonia, più terribile l'estermio. In questa guerra, come in ogni altra, è quale nel duello. Non vince sempre chi ha ragione.

Così le disgrazie dei mali ordinamenti, e le pressure, son come le pestilenze, come le fami, come gli altri flagelli che cadono a volta a volta sulla nostra povera specie, a ventura, come un decreto di calamità e di morte, al quale ci è forza soggiacere. Se parliamo poi teoricamente, dirò, che in cielo non è scritto, che la giustizia in terra sempre vinca. È nell' economia del mondo, che il male non rade volte domini il bene, e che la specie nostra riceva, a quando a quando, dure lezioni per imparare umiltà e rassegnazione; per accorgersi che non è qui il tribunale supremo dove si giudicano le cause degli uomini in ultima istanza; per isperare o per temere una giustizia futura; per credere un' altra vita. Noi tratteremo altrove questo argomento più alla distesa.

Il rassegnarci sarà dunque lo scoraggiante unico dover nostro? nè Iddio nella sua pietà e bontà infinita ci avrà dato modo per ajutare la giustizia, se non a vincere, *almeno a generosamente difendere le proprie ragioni, a virilmente protestare contro alla iniquità e al sopruso?* Questo io non pretendo, e nessuno lo pretende. Quel ch'io pretendo, e ciò che i savi pretendono, richiede un più lungo discorso.

A chi, senza passione, studia i casi dei popoli quasi sempre appar chiaro, che si fatta specie di mali assai radamente sono senza manifesta colpa o cooperazione di chi vi soggiace. Si soffre perchè s'è meritato di soffrire. I figli pagano la pena degli errori de' padri. E tuttavia, se par non esservi rimedio, è che manca le più volte piuttosto la sapienza e la virtù per emendare il danno, di quello che la possibilità d'emendarlo. Un popolo che soffre (giova ridirlo), soffre ordinariamente, perchè è degno di soffrire; ed allora il soffrire è una pena meritata, e il non saper liberarsi di questa pena, e il seguitare di essa è ugualmente sua colpa. Dove i probi, ed i sapienti, e i servidi amatori del pubblico bene abbondano, l'amor del giusto e del vero necessariamente si prepondera, che l'ingiusto ed il falso non possono alligna-

re, od allignando non possono guadagnare rigoglio, e non finire col disseccarsi fino alla radice, e col perire. Perchè dal retto apprezzamento, nel maggior numero, di quel che è buono e cattivo, e dall'avversione per questo, e dal bisogno di quello, si genera di necessità ciò che si chiama la *forza della opinion dominante*, che è tanta parte della *forza delle cose*, la quale, allorchè ha saldo fondamento di verità, dura, e non domina da burla. I cattivi, se vi sono, allora han più vergogna, e a lor malgrado, si nascondono, e non osano, o, se ardiscono, sono presto repressi, senza strepito d'armi, dalla generale riprovazione, la quale, in innumerabili, prende la forma di *coraggio civile*, che dice animosamente, ma pacificamente, e con tutti i modi legali, il vero: ciocchè è possibile, ed alle volte è probabile, che nuoca a chi lo dice, ma non è possibile, nè probabile, che non finisca col giovare all'universale, secondo che gli esempi di sì fatto coraggio fruttifichino, si moltiplichino, e si rinnovino. In altri prende la forma di pubblica e franca disapprovazione, tanto più efficace, quanto men turbolenta, quanto meno esagerata. In tutti prende ogni legittima forma, per la quale sia possibile arrivare, senza eccessi mai, nè disordini, all'emendazione del malfatto. E il malfatto battuto da tante parti, ed in modo sì misurato, sì degno, sì animoso, e nel tempo stesso sì prudente, potrà bene sbizzarrirsi ancora qualche tempo, ma non vincerà la pazienza e la virile e nobile resistenza di quei che giustamente si querelano, sì bene sarà vinto con assai più prontezza che altri non immagini.

Ma dove cittadini della forte e virtuosa tempra ch'io dissi, o difettano al tutto, o sono in minimo numero, e gli altri non sono che turba ignobile, impastata d'egoismo e di vizio, primo (torno a dirlo perchè bisogna), la perseveranza e l'immedicabilità del male a torto è querelata. Essa è un effetto le cui cagioni principali sono in chi si querela, come dianzi affermavamo: secondo, è allora solamente che in mez-

zo a popolo depravato si gittan fuori falsi medici ; cioè quelli che han fuoco soprabbondante di passioni per isdegnarsi di ciò che materialmente si soffre, e per accender lo sdegno al di là d'ogni equa proporzione col suo fomite ; ma non hanno , nè senno per conoscere e pesare quel che conviene e quel che no , nè virtù per saper soffrire quel che non può evitarsi, nè altro di ciò che bisogna a dar buono indirizzo al pensiero riformatore. E son eglino che non contenti di sbagliar essi la strada, traggon fuori di via gli altri, già purtroppo , per ipotesi, poco atti a fare saper quel ch'è il debito. Eglino che screditano la moderazione, i mezzi legali e pacifici, e tutto che non sia l'impeto loro sconsigliato e pazzo. Eglino da cui nasce e prende piede la falsa opinione dell'impossibilità del bene o del meglio senza ricorrere a' loro forsennati e pericolosi divisamenti.

E già troppo di questo argomento s'è favellato. Ma fin qui noi, per così dire, non abbiamo che girato attorno al massiccio delle questioni nostre. Ciò è la trattazione del *governo* in sè, che si vuole ostinarsi a considerare come una emanazione pur sempre di quella *sovranità del popolo*, di che abbiamo già detto parecchie indirette parole, ma non le dirette che si richiedono. Direttamente dunque omai favelliamone, e cerchiamó che il discorso abbia l'estensione che l'importanza del soggetto richiede.

ARTICOLO VI.

De' governi, e delle sovranità in generale.

Si : nessun assioma più oggi è fitto nella mente degli uomini, che quest' uno , tenuto come principale — *La sovranità risiede , per sua essenza , nel popolo* = Chiedete intanto a que' che così pronunziano, qual cosa , in sì fatto assioma delle piazze e delle conversazioni, significa per essi *sovranità* , che cosa *popolo* : chiedete l'analisi e la sintesi teorica e pratica dell' idea che innestano a questi due vocaboli : chiedete la spiegazione delle dottrine , che da esso assioma vogliono dedotte, od almeno de'suoi più immediati conseguenti; e vi accorgerete esser quello , al maggior numero di loro , niente altro che una frase oscura e d' indeterminata significazione, la quale permette interpretazioni le più diverse, e, purtroppo, lascia sovente libero il luogo alle più strane e le più assurde.

Come intendete voi , brav' uomo , questo che oggi tutti dicono — *Il popolo è sovrano?* — dimandava io, son or pochi giorni, a un mercenario, il quale , per prezzo, prestava alla mia casa non so che faticoso servizio — Rispose — L'intendo , che tutti dobbiamo comandare — Io ripresi — Ma , se tutti comanderanno, chi dunque obbedirà? — Senza perdersi d'animo, egli soggiunse — Que' che han comandato finora. I nobili ed i preti. I ricchi e gli usurai. Quei che posseggono e possono, mentre noi non abbiamo fin qui posseduto , e potuto nulla — Ed io — Ma non sono essi ancora popolo , e del popolo , e perciò , almen almeno, così legit-

timamente padroni della lor parte del comandare ; quanto l'han da essere gli altri? — Ed egli — La parte loro di padronanza l'hanno esercitata e goduta anche troppo , giacchè l'hanno adoperata soli e sempre. Una volta per uno. Adesso tocca a noi. Essi non eran popolo , nè del popolo , quando comandavano , e lasciarono esser popolo , e del popolo , solamente a noi poveretti. Dunque , giacchè s'erano separati dagli altri, ne patiscano la pena... — Ecco come il volgo interpreta la sua sovrana potestà ! Un abuso sostituito ad un altro abuso : una tirannide ad un'altra tirannide (concessogli anche, senza esame, nè disputa, che ogni poter sovrano dell'antico modo sia stato , sia, e non possa non essere, che abuso e tirannide ; concessione , la quale dicano i discreti se possa farsi. Certo , in coscienza , io non posso farla.) — Ritorniamovi sopra.

Il secolo interroga — Di chi è per natural diritto la sovranità ? — E son io questa volta , che voglio *rispondere*.

Nè tratterò prima la quistione , che chiamano pregiudiziale : se quel che filosoficamente parlando , sembri a taluno , od a molti , od anche a tutti , di natural diritto assoluto , sia diritto *sempre perseguibile* , e sia diritto , *che convenga perseguire* nella difficile pratica della vita. Perchè , tra le capitali norme di sì fatta pratica , quest'una , fino al giorno d'oggi è stata da tutti considerata come regola di *somma* importanza : che non bisogna mai cercar d'attuare quel che in astratto par giusto e conveniente , anche all'universale , quando non v'è probabilità bastevole che l'attuazione possa farsi ; quando a tentarla , mentre le maggiori probabilità sono contrarie alla riuscita , v'è certezza di grandissimi danni ; e quando le condizioni del tempo sono tali da rendere manifesta l'inopportunità , e necessario a fuggire il peggio , l'astenersi... Ma ciò , detto qui per una considerazione incidente , importa meno rispetto al principal punto. Torniamo a questo.

Io non tratterò la quistione pregiudiziale , ripeto. Trat-

terò la quistione diretta... la questione senza giravolte , prendendo ad esaminarla nel suo intrinseco. E nondimeno, appunto per poter entrare nell'intimo della materia , ho bisogno di stabilire alcune preliminari dottrine.—

Iddio creò noi per vivere in compagnia dei nostri simili, dandoci, in ciò , tendenza analoga a quella dell'ape , della formica , del castoro. Egli ci ha formato *socievoli* per natura : il perchè ci ha infuso della *socievolezza* l'istinto , e ci ha dato della *società* il bisogno. Questa è verità la cui parte sostanziale non sarà negata nemmeno dall'ateo. Solamente , nella sua insipienza , l'ateo sostituirà alla origine divina del fatto una non so quale origine tutta fisica , o si veramente concederà esso il fatto , e si contenterà d'ammetterlo senza cercarne le cagioni ultime , allegando l'inutilità della ricerca , e l'impossibilità della cognizione.

Ma , se non può non confessarsi , che noi , per legge naturale, soggiacciamo alla necessità di accompagnarci ai simili nostrī , corollario di questa proposizione , ugualmente non impugnato , è , che , considerati così come siamo , non possiam noi sussistere in società senza un *governo*.

Dico *sussistere* , ed intendo sussistere in modo congruo , cioè confacevole (il meglio ch'esser può) al nostro ben essere compatibilmente col bene altrui , e congiunto col sentimento di questo ben-essere. E dico , *senza un governo*, intendendo per *governo* un'autorità dirigente e moderatrice , accompagnata di potenza (senza' di che non sarebbe autorità) , di cui gli uffici sostanziali siano : difender possibilmente ciascuno da ogni , almen notevole , sopruso e danno che altri ingiustamente voglia recargli , ed ajutarlo , per quanto è possibile , ad averne riparazione : viceversa impedire al così difeso di pregiudicare altrui , nel modo medesimo che agli altri si vieta il pregiudicarli ; e costringerlo alle riparazioni verso essi , alle quali sono essi costretti verso di lui. Salvare perciò ad ognuno i suoi diritti , e sforzarlo ad osservare i suoi doveri. Proteggere in generale , ed ammini-

strare gl'interessi universali , ossia della comunità intera ; promuovere il pubblico bene , prevenire , a tutto potere , il male , e cercar di rimediarvi. Fare , a questi svariati e principali effetti , ordinamenti e leggi , ed invigilare perchè non si trasgrediscano. Esercitare la giustizia civile e penale. Usare la forza legale a tutti i sopradetti fini. Imporre , per poter bastare a essi fini , o servigi da rendere colla persona , o gravezze da sopportare , o tasse e balzelli ed oneri nel danaro , o nella roba ; e questo , ed altro simile , conducente alla prosperità dell'universale , operarlo e poterlo operare , dentro limiti , e secondo preordinamenti , la cui determinazione dipende , per una parte dalle circostanze , per l'altra dalle regole eterne di ragione , e , per conseguente , di naturale equità e giustizia.

Tale almeno è il governo qual dovrebbe essere , o ciò che chiameremmo *governo normale* (ciochè , come bene intende ogni savio , non è la cosa stessa che *governo legittimo*: argomento che non è di questo luogo) ; perchè vi sono anche *governi innormali* , e pur legittimi , che han qualità più o meno aberranti dalle dette di sopra : intorno a che non son per ora da dire altre parole. Ma qui subito intraviene una considerazione da farsi. Mentre la *società* de' simili nostri è veramente , per noi , siccome notavamo , un bisogno , già dalla prima origine, ingenito , ed inserito alla nostra natura di uomini nel suo primo impasto , e perciò *bisogno essenziale e naturale*, e *primitivo*, e *invariabile*, non è però lo stesso del *governo* : perchè questo secondo è manifesto essere una *accidentale*, *sopraggiunta*, e *secondaria necessità*, proveniente dall'esser noi , nel presente nostro stato , creature tutte imperfette , e tali in diversissimo grado e modo ; cosicchè le condizioni variano in mille guise da gente a gente , e da tempo a tempo.

E, per vero , io non voglio , intorno a ciò , interrogare il dogma religioso e cristiano , secondo la fede che professiamo tutti, deliberato, come sono, a favellare co'razionalisti

da razionalista. Se lo interrogassi, ognun di noi sa quello che risponderebbe. Risponderebbe che la vera ed originaria normalità nostra era nell'Edenno, donde ove non fossimo stati sbanditi, niuna necessità di poteri governativi sarebbe stata, ciascuno avendo allora convenientemente illustrata l'intelligenza, e le passioni sottomesse: il perchè nessuno abuserebbe, ad altrui detrimento, delle facoltà sue fisiche e morali, nè leggi preventive, o repressive, bisognerebbero, nè uomini scelti ad attuarle, nè altre potestà tutrici quali che siano; ma tutti, e sempre, saremmo veramente fratelli, e fraternamente ci ajuteremmo, affaticando alla comune utilità. Laonde altro sistema d'aggregazioni umane non s'avrebbe, che il *sistema patriarcale*, e ciò più per affezione spontanea, che per bisogno. Ma, dopo il bando da quello che i santi nostri libri nomarono *paradiso terrestre*, divenuti altri dal primo esser nostro, ed infuso in noi miseri il germe di corruttela, per la cui mala virtù, in chi più in chi meno, proliferarono vizi e brutture, che formarono e formeranno, da indi in là, l'inevitabile patrimonio della terrena vita; e fatti noi così, non più le creature uscite innocenti ed illibate dal cenno del sommo facitore, ma una specie degenerata e guasta; e più o meno abbarbagliate ed offuscate le ragioni, e più o meno sbrigliati, e sopravvincenti gli affetti d'ogni mala guisa, derivò sol di qui, che il senno e la potenza di ciò che ha nome *governo* divenne un *secondario* ed *aggiunto* bisogno, secondo che appunto affermavamo, come medicina, e ripiego, e quasi pena, di cui variabili purtroppo denno essere i modi, le dosi, e le proporzioni, al variare de' luoghi, de' tempi, delle persone, de' popoli, e insufficienti sono spesso, e non bene adoperate le potestà, o mal collocate, assai diversamente da ciò, che, per fermo, avrebbe ad essere, se si trattasse d'un essenziale fatto, e primigenio. Dopo di che, ben è vero, che, a natura alterata, il governo è omai pur sempre una necessità della presente natura, ma non è men vero però,

ch'è una specie di necessità avventizia , la quale , in quanto non procede dal primo ed essenziale impasto , ma nasce da multiforme deteriorazione in esso impasto introdotta , e soggetta a variazioni innumerabili e indesinenti , non ha d'immutabile altro che il bisogno in genere d'esistere come autorità saggiamente e giustamente protettrice e moderatrice , a comun preservazione e vantaggio , essendo , in tutto il resto , suscettiva di mutamento in ogni suo particolare , e cosa , non naturale , o s'abbia a dire nativa , ma fattizia e fallibile , per nostra calamità e punizione , senza speranza , quel ch'è il peggio , che a perfetta normalità mai pervenga...

Ma io , ripeto , non voglio interrogare qui la religione , e de' documenti della sola ragione mi contento , comunque le indicazioni sue (quand'ella s'alza , e s'avventura a speculazioni si fatte) siano insufficienti e fallaci. La qual ragione chiamata a consulta , pure a conclusioni analoghe conduce , sebbene per altra via. Perchè , ignara (nella ristretta , e puramente umana , sua scienza) delle nostre vere origini , e dei nostri primi fati , tre stati distingue essa nell' uomo. — Uno (il primitivo e natio) è quello col quale usciamo dal ventre materno , poco dissimili dai bruti , senza linguaggio , principale organo della razionalità , e perciò senza l'uso di questa ultima , e senza la facoltà d'arrivare ad esso e ad essa per le proprie forze , ma solo con certe disposizioni , comechè assai disuguali , da persona a persona , a lasciare in noi germogliare , faticosamente , semi di perfettibilità , per virtù d'arte (la natura non vi mettendo che le mentovate disposizioni prime) , secondochè ognuno è consegnato , nel nascere , a una preesistente società , che lo educa , e lo aiuta a trasformarsi in quel che sarà per tutta la vita. Dove la legge è , che , se la società educatrice , o manca , od havvi , ma non fatta ella stessa , per antecedenti altrui cure , a quell' artificiale dirozzamento , maggiore o minore , che nomiamo civiltà , allor si resta colla ragione poco più che di bambini quali si nacque , cioè quasi brutali ed irragionevoli in atto , più

guidati da istinti che da discorso interiore di modo umano, tratti da quelli ad accozzarci in branco a uso ferino, e di leggieri spartiti in più famiglie congiunte di sangue, e crescenti a poco a poco in tribù, col solo vincolo di naturali affezioni, e di comuni bisogni e d' un ordine inferiore, poco meglio, o poco talvolta ancor peggio, di ciò che avviene in certe animalesche congreghe; per fermo però senza vero governo, e senza suscettività di esso, o di cosa che, non abusivamente, meriti questo nome, senza patria, senza leggi, senza magistrati, senza autorità: orde e non popoli.

Un secondo stato è lo stato di normalità; ed è quello che certi coraggiosi ingegni osano promettere all' uomo in un tempo avvenire, per non so quali riforme loro nell' arte di educare; che è dire lo stato di perfezione, o a perfezion vicinissimo (appunto quello stato di perfezione, o quasi, che, in questa vece, la fede religiosa assegna al primo cominciamento nostro, ed afferma non più conseguibile in terra: punto omai di mira, e non di meta). Ed esso è da essi chiamato naturale dell' uomo, se non nel senso di tale a che ognuno possa giungere di per sè colle sole forze di sua natura, o con facili aiuti da prestarglisi, almen come fine a che la natura l' indirizza, e un' arte non impossibile, sebbene, in fatto, non trovata, può a lor senso condurlo. Se non che, ammesso anche il conseguimento di esso stato, egualmente a vero governo non sarebbe luogo: poichè d' una società giunta a questo apice di perfezionamento sarebbe quel che d' una società degli uomini dell' Edenno affermammo. Uno spontaneo sistema patriarcale basterebbe. Leggi, magistrati, e governi sarebbero una superfluità di niun uso, una inutilità assurda.

Il terzo stato è finalmente l' odierno nostro, e d' ogni passato tempo, nella miseria d' imperfezione, in che la specie umana s' è trovata sempre, a memoria d' uomini, e si trova, dal primo entrare nelle vie, che diciamo d' incivilimento, come le storie de' popoli ce le han descritte, e ce le van de-

scrivendo, fino all' ultimo spingersi innanzi , che i luoghi e i tempi e le circostanze han consentito; stato però non uno, ma comprendente , nel volgere de' secoli, e nel variare dei luoghi e delle genti, tutta la varietà di stati pe' quali passò e passa essa specie, più o meno incamminata, od incamminantesi , ad una immatura civiltà , qual sin qui laboriosamente, ed a vario grado, s'è generata ed abbozzata, con tutte le sue mende, con tutte le sue contraddizioni, con tutte le ineguaglianze, con tutte le irragionevolezzae, con tutti i vizi, con tutte le colpe: condizione che comincia al primo uscire dall' associazione selvaggia , fortuita , sgobernata , barbara , non degna ancora del nome d'umana società, e che dovrebbe finire, a promessa de' barbassori testè mentovati, nel prodigio dell' umanità già toccante l' ideale tipo dell' *ottimo*, al quale aspira; pervenuta a lucidità di ragione sempre sovrana, a regolarità piena ed intera d'affetti sempre sudditi; divenuta presso a poco impeccabile , restituita ad *innocenza* , o poco manco , e perciò non bisognosa , come si disse , di preordinamenti governativi , ma maturata a godere l' infrenato uso di tutte le libertà individuali , ognun trovando freno in sè stesso , ed ognuno avendo, nella propria carità , la legge che gli prescrive l'affaticare pel ben comune. Ma questa condizione , già lo notammo (e dico la condizione intermedia tra i due mentovati estremi , quello con che si comincia, e quello al quale si vorrebbe condurci), non è uno stato unico e persistente. È un caos , una fantasmagoria di stati , ciascuno d'una fisionomia particolare , ciascuno co' suoi bisogni , colle sue suscettività. È un caos , una fantasmagoria di stati, tutti precarii , tutti destinati a modificarsi per mille guise , per mille cagioni , secondo leggi di necessità imperiose che sopravvengono. È un caos di stati artefatti , e più o men malamente artefatti , che si trasformano, o posson trasformarsi, ogni giorno, gli uni negli altri. E ciò fa , che in questo transitorio periodo , durante il quale non s'è, nè della natura con che si nasce, nè di quella

a che si tende o si vuol tendere , ma s'è tutti fattura d'arte più o meno errata ed imperita , per molto che adoperiamo a fin di non errarla, e di mettervi più perizia, ciò che chiamiam *governi*, sono arte essi pure ; necessarii , siccome altrove dichiaravamo , ma con regole necessariamente variabili, secondo le circostanze locali , personali, nazionali, intrinseche, estrinseche, morali, fisiche ; secondo le facilità e gl'impedimenti, oscillando nell'uso della ragione più o manco guasta, più o manco rischiarata, così com'è, o come può essere: di che poi la conseguenza finale si risolve in ciò, che il governo, nel durar di questi stati, cioè tra gli uomini quali oggi sono e sin qui furono , è veramente al modo già più volte ricordato , un *secondario* , ed *aggiunto* bisogno , dove niente è di *primitivo*, e, a propriamente dir, *naturale*, e nemmeno l'istituzione stessa, e voglio dire il suo modo di cominciamento , e di formazione ; tutto è *posticcio* ; niente è ne' particolari suoi, che non debba dall'arte attingersi, e sottostare alle mutazioni che le varietà de' casi comandano ; niente è, o può essere, *immutabile* (1).

E so quel che vorrà rispondermisi. Concessami la sostanza, la quale non può negarsi, di queste proposizioni dimostrate *a priori*, si vorrà però salvare a sè una riserva. Si affermerà , che , ancora nel terzo stato , o nella terza categoria di stati, in che or ci troviamo, qualche cosa v'è d'invariabile, ed è una somma norma di universale ragione, costituente un gius comune costante , dal quale scendano almeno alcune invariabili regole, a cui debbano sempre le origini e le formazioni de' governi sottomettersi, acciocchè soddisfacenti a'principii sempiterni di giustizia e di utilità possano esser detti e riconosciuti. Tanto , dico , s' affermerà :

(1) Non si perda di vista che noi seguitiam qui ad argomentare *ad hominem* , cioè da razionalisti co' razionalisti, assumendo i soli dati della ragion pura. Certe eccezioni che la rivelazione introduce in queste dottrine debbono esser trattate in altro luogo.

ma, quando questo, che nel generale, sotto certi riguardi, può asserirsi, vorremo applicarlo a tale, o tale altra, particolare disposizione politica, già diviene patentemente falso. Perchè troppo è manifesto, che la parte veramente naturale, dal lato della ragione, e perciò persistente e perpetua, di questo affermato comun diritto (naturale, s' intende, senza pregiudizio dell' essere secondaria ella pure, e non primitiva, e scaturita dalla natura qual divenne, non dalla natura qual già fu, o qual vorremmo che tornasse ad essere), si riduce a un solo principio (1). . . . a un sentimento generico, e molto indeterminato, della convenienza di conformare pur sempre gli ordinamenti politici, e d'eseguirli, nel miglior modo che le più squisite ragioni consigliano, secondo le diversità de'bisogni rettamente apprezzati; tenuto però conto di queste diversità: le quali ragioni nondimeno, dopo che sonosi messe all' opera, s'accorgono sempre, o tosto o tardi, della insufficienza loro, quanto al predeterminare quel che, non solo paia ragionevole quando lo si predetermina, ma si trovi e risulti tale alla prova decisiva dell' esperienza....

Or tanto basta a gittar le basi salde di tutto il discorso a che mi provoca la propositami ricerca. Imperciocchè seguitiamo pure la nostra analisi. — L'amministrazione delle potestà governative, quale la indicammo, o la riduzione delle medesime ad atto, chiaro è non esser possibile, che personificando esse potestà in alcuni e scelti, tra i quali sian divisi gli uffizi più o meno importanti, con più o meno d'autorità, attenendosi a norme prestabilite d' una certa ben collegata gerarchia, dove la parte principale, e la più eminente, è quella che si chiama la *sovranità*, e che riguarda: — il

(1) Non ho bisogno di dire, che qui si parla solo del principio regolatore degl' interessi puramente temporali e terreni, salvo sempre ciò che riguarda gl' interessi morali e spirituali, che sono specie di bisogno, sommo e perpetuo, destinato a prender la mano su tutti gli altri.

preordinare i termini, e le parti, e la distribuzione del potere; — il rendere questo effettivo nel conferire esse parti, quali immediatamente, e quali per intermedio, a coloro che debbono esserne, sotto certe condizioni, i depositarii, durante un tempo più o men lungo, e gli adoperatori; e (per comprendere tutto in poche parole) il rappresentare, e l'aver in sè, la sorgente somma ed ultima d'ogni autorità, l'emanarla da sè, direttamente, o per indiretto e per delegazione, e il modificarla secondo che paia esser d'uopo, attemperandola a' bisogni contemporanei, o più, o men prossimi, sì quanto alle cose, e sì quanto alle persone. Ora, così essendo, niune, io mi confido, vorrà negare, per un poco di meditazione la qual vi faccia, che, come quanto a *governo* in generale secondo che osservammo, così quanto a *sovranità*, in genere, ed in ispecie, e nelle cose, e nelle persone, alcun *diritto naturale*, *primitivo*, *immutabile* non ha luogo. V'è di essa, come del governo, men che il *diritto*, il *bisogno*, o (si direbbe) la pena imposta all' umane famiglie di soggiacere ad un potere sovrano, e di sottomettervisi; bisogno e dovere, tanto più imperiosi, e pena tanto più meritata, quanto quelle associazioni d'uomini, che si dicon *popoli*, più si sono avviate all' artificiale condizione di ciò che si chiama la *civiltà*, e quanto i vizi (specie di tralignamento, o d'erpete, a che la civiltà va soggetta) più moltiplicano; bisogno e dovere, da' quali, se così vuoi, scaturisce una specie di diritto correlativo (purchè lo si conceda secondario ancor esso, e conseguente, non alla vera, ma alla presente ed artificziata natura dell' uomo); il diritto d' avere a tutela, utilità e freno una potestà governativa soprastante, ed una sovranità, e d'adoperare ad averla, dove pur mancasse; e il diritto, concederò pure, di cercarne con modi ragionevoli la riduzione a normale, dov' essa fosse fuori di norma, ma diritto, come di sopra si disse, indeterminatissimo, e difficilissimo a determinarsi, quanto a' modi, a' limiti, alla distribuzione, alle personificazioni, al giudizio delle nor-

*

malità e innormalità , delle legittimità ed illegittimità , dei rimedi , e simili : particolarità tutte , che , secondo le diversità delle circostanze , si variano , ed intorno alle quali , se qualche cosa v'è di mirabile , mirabilissima è la franchezza con che si trinciano sentenze dai Pubblicisti di strada , e si piantano assiomi , e si parla , a sproposito , di natura , di leggi primitive , d' essenza e d' essenzialità , di popolo e di sistemi i più acconci a far conoscere quel che il popolo dee potere come popolo , quel ch'è il voler suo ; quel che comanda , e deve o può comandare : come se , in cosa tanto proteiforme quanto sono le condizioni delle aggregazioni umane , alcun che vi fosse di stabile e d' identico da dar soddo fondamento a regole applicabili a tutti i casi ! come se , anche in ogni special caso , fosse facile il si bene analizzarlo , da poter , senza pericolo d' inganno , stabilire quel che meglio convien ! come se , giuntosi ancora a ben ciò saper fare , non possano esservi , e non vi siano spesso , circostanze straordinarie , limitatrici delle convenienze astratte ! come se l' assoluto e il perfetto , in ogni caso , non fossero impossibili ad' ottenersi , perchè negati all' uomo , e gli ostacoli , assai sovente , impossibili a vincersi , e ad evitarsi , od eludersi ! come se , non di rado , l' animo de' veramente savi non abbia a subire il supplizio della perplessità , nel comprendere il moltissimo che , per solito , manca ad una buona ed adeguata precognizione di quel che sarebbe necessario a ben sapersi per poter pronunziare un ponderato e giusto giudizio ! come se finalmente l' esperienza e il ragionamento non avessero fatto accorti omai gli uomini usi a procedere col debito esame , che , nella qui discorsa materia , non si può andare più in là del cercare , più o meno a tentoni , *temperamenti* , *ipotesi* , *verisimiglianze* , *mezzi da mettere in esperienza* , ed *accorgimenti che si credono i migliori* , ma che talvolta , e non radamente , si trovan fallire alla opinion preconconcetta , ed essere men che buoni . E già un preliminar ve-ro di qui si raccoglie , ed è che dunque non altro sono che

cerretani politici di pessima specie tutti cotesti franchi dottori della scienza dello stato, maravigliosamente petulanti nella insipienza loro, i quali, dandosi aria di supremo ed infallibile magistero, in un genere di problemi di tal natura, che soluzione universale e sicura non ammettono; che spesso più soluzioni posson ricevere ugualmente dubbiose, ugualmente plausibili, quale ad alcune ragioni, quale ad alcune altre, qual sotto uno, qual sotto un altro aspetto; ardiscono di presentare una soluzione loro, somma, ed ultima e comune, la quale, a udirli, non ammette più disputa, e bisogna accettarla sotto pena di ferro e di fuoco. Dove il men tollerabile è poi questo, che, mentre parte sostanziale di si fatta soluzione loro è il diritto d'universale voto, conseguenza diretta dell'affermata da loro *sovranità del popolo*, rinnegano poi con palpabile e schifosa contraddizione questo affermato diritto, e lo annullano, se l'universale voto s'avvisasse mai di volere altro da quel ch'essi vogliono, di repudiare le loro teoriche di governo, di ricusarne l'applicazione a qualunque costo. Perché allora, e solamente allora, non è più vero, che la formola governativa, in ogni sua parte, è sottoposta al supremo diritto, ed alla suprema volontà di tutto il corpo sociale a cui vuolsi applicarla. Allora, e solamente allora, s'impara, che v'è qualche formola governativa, specie di diritto naturale e divino, che è superiore a tutte le volontà umane, e che perciò è comandato, e non volontario. Allora, e solamente allora il popolo cessa d'esser sovrano, e diventa schiavo; e schiavo poi di chi? schiavo d'un certo numero d'idee preconcelte, che s'han da credere e chiamare verità primitive ed eterne, per la sola ragione ch'essi le credono, e così le chiamano: intorno alle quali si guarderebber bene dal consentire a una discussione seria: e sulle quali l'esperienza, il senso comune, la filosofia da lungo tempo pronunziarono sentenza di riprovazione e di condanna. Intanto non s'accorgono, o non vogliono accorgersi, che, dal momento in cui fanno essi della loro ipo-

tesi un diritto eterno ed anteriore, del quale ciascun popolo e ciascuno individuo, nel suo particolare, è obbligato a concedere l'autorità, dee per lo meno esser necessario provar la certezza di questo diritto, nei termini stessi ne' quali vuoi stabilirlo. Or poichè è un fatto, che i termini son controversi e disputati tra gli uomini, e troppi sono, e furon sempre, coloro, che, ne' termini posti oggi alla moda, lo negano: dunque si fatto supposto diritto manca dell'universalità di certezza, o, a meglio dire, non è certezza che per gli uomini del partito moderno, i quali di gran lunga non sono il numero maggiore e il prevalente, anche non tolti i cialtroni, e gli scapestrati, e i facinorosi di che specialmente s'ingrossa: donde quel che legittimamente si deduce non lo dirò, perchè l'ho già detto nell'art. 4.

Ma insomma (dirassi), poichè governo e sovranità son cosa fatta per gli uomini, e, secondo il disputato sin qui, cosa contingente e mutabile, gli uomini dunque son coloro a chi spetta lo stabilir ciò col loro arbitrio, consultata (concediamo) la ragione in genere non solo, ma la ragione dei più savi. E la ragione de' più savi che altro può decidere, se non che coloro a cui spetta lo stabilir ciò col loro arbitrio, è, a ben guardarvi, molto più utile che sian tutti, di quello che alcuni? Per lo meno considerazioni non mancano, e gravissime, a sostegno di così fatta proposizione. Nè, se il mondo moderno con tanto ardore l'ha abbracciata, è ciò piccol segno della forza degli argomenti che la corroborano. — S'ascoltino dunque questi argomenti, e si ponderino colla debita diligenza.

ARTICOLO VII.

*Della sovranità del popolo, consistente nella democrazia pura,
e rappresentata dal voto universale.*

Ecco a un di presso come argomentano i più logici tra gli scrittori democratici. —

« Ragionando sugli ordinamenti politici d' uno stato, che
« cosa dice ad ognuno il naturale buon senso ? Dice che ,
« concessa liberalmente la verità della natura immensa-
« mente e necessariamente mutabile degli ordinamenti po-
« litici opportuni ai popoli secondo la varietà delle condi-
« zioni loro , una necessità però domina tutte le altre ; ed
« è la necessità inevitabile d' un tribunale supremo, innanzi
« al quale, le convenienze, o sconvenienze delle mutazioni
« e degli adattamenti si discutano , e si stabiliscano , e dal
« quale acquistino atto, autorità, e forza esecutiva: nè ciò
« solamente una prima volta, ma tutte le volte che sia di
« bisogno per la pubblica salvezza, e pel comune interesse;
« nè ciò unicamente, quanto alle leggi, ma eziandio quan-
« to a' custodi delle leggi, agli autori delle medesime, e ai
« soprastanti a tutta la macchina governativa, comunque
« costrutta. Or si fatto ufficio (ed è quello appunto che la
« supremazia della sovranità costituisce), come potrebbe
« ragionevolmente impugnarsi, che appartenere deve, nessu-
« no escluso , alla somma di coloro , a' quali direttamente
« importa ? Imperciocchè , essendo pur necessario , che la
« delegazione pratica della potestà imperante diasi da com-
« petente autorità a chi da indi innanzi diverrà maggior de-
« gli altri, quale tra tanti possederà questa supremazia d' au-

« torità di somma e principale importanza, a cui tutti, li-
« beri come pur sono di fatto, consentano di sottomettersi?
« E dovendo stabilirsi certi vincoli alle naturali libertà d'o-
« gnuno, acciocchè il governo sia possibile, chi s'arroghe-
« rà il diritto di stabilirli gittatosi innanzi, e tenuti gli altri
« indietro, e chi de' tenuti indietro, se non s'usi una bru-
« tale violenza contra ogni diritto, vorrà pazientemente ta-
« cere e soggiacere? E, a civile congrega già costituita, e a
« leggi formate, e a soprastanti già investiti della potestà di
« che han bisogno, non potendo però sperarsi, in tanta im-
« perfezione della creta umana, che nell'esercizio di essa
« potestà, la giustizia e la normalità sempre si serbino; ed
« essendo anzi grave il pericolo, che, a volta a volta, ed
« anche con vizio divenuto abitudine, aberri il governo da
« essa normalità, per modo, nelle cose, e nelle persone,
« che più o meno intollerabilmente degeneri in tirannico: e
« facendosi perciò necessario il vegliar sempre *per avvedersi*
« quando ciò accade, affinchè il male non inciprignisca, e
« non si confermi; e questa vigilanza non essendo mai trop-
« pa, ed aggirandosi in cosa, che grandemente rileva ai sin-
« goli, e rispetto alla quale, come di tutti è l'interesse,
« così di tutti ha da essere il diritto d'esercitarla; e questa
« grave faccenda, non potendosi avere maggior sicurezza
« che non sarà trascurata, se non adoperandovisi ognuno
« da sè stesso, giusta il volgare proverbio, che *chi fa da sè*
« *fa per tre*: per tutte le esposte ragioni, si è costretti a vie-
« più confermarsi nella sentenza, che il miglior partito, anzi
« l'unico ragionevole nel caso nostro, sia il dare a tutto
« quanto il popolo la somma ultima delle potestà, di guisa
« che due principali siano le autorità sue ingenite ed intrinse-
« che, una di stabilir esso il suo proprio statuto, cioè quello
« che costituirà la sovranità effettiva, la qual gli bisogna, e
« d'investirne le persone ch'ei vorrà, nel modo, e co' patti che
« vorrà; l'altra di giudicar esso, in qualunque tempo gli piac-
« cia, quando, ed in che, le cose non vadano a pien suo grado,

« ed escano dalle buone norme, e d'apprestarvi, a suo pro-
« prio senno, il rimedio. E tanto più par ciò giusto, e con-
« veniente, perchè, insomma, la sovranità è istituita per
« esso popolo, a fine di farlo contento, in quanto forma
« civile congrega e convivenza, e quindi per farlo esser fe-
« lice, di quella felicità, ben s' intende, che in terra è sola
« conseguibile, e che appunto consiste in un sufficiente con-
« tentamento dell' universale, del qual contentamento, che
« è fatto interno, niun miglior giudice può esservi, che l'u-
« niversalità stessa degli uomini i quali bisogna contentare.
« E si dice l' universalità, inteso ciò, non in un senso ri-
« goroso, ma nel senso del massimo numero, perchè s' è
« d'accordo nel credere nel fatto dolorosamente innegabi-
« le, che tutti non possono mai contentarsi e felicitarsi: e,
« ciò non si potendo, è però giusto che le probabilità dell'es-
« ser del numero de' contentati per fatto del governo siano
« possibilmente coeguali tra i compartecipi della convivenza
« civile; e che perciò tutti siano coegualmente ascoltati, e
« presso a poco equiponderanti nella bilancia della giusti-
« zia, e dividenti la possessione de' mezzi principali adatti
« ad ottenerne il conseguimento. » — Così, fondandosi
su certe apparenze di giustizia, ragionano i meglio addot-
trinati tra gli apologisti della democrazia. Ma, se tanto a
primo aspetto lor sembra, non lo dee sembrar più quando
consentano a spingere un po' più addentro l' esame.

In fatti, nella universalità degli uomini, che è dire in
quello che si chiama il popolo (e qui si torna per forza, ma
con più spiegazione, al grande argomento delle disuguaglianze
umane), sono tutti: i buoni ed i cattivi; i galantuomini,
ed i cavalieri d'industria; i filantropi e gli egoisti; gli amici
dell'ordine e quei del disordine; coloro che cercano il loro
solo interesse, e quegli altri che danno opera più o men vo-
lonterosa e fervente all'interesse pubblico. In questa uni-
versalità, è un brulicame, un caos, un misto, un conflitto,
di vizi e di virtù, di passioni, altre vili per l'obbietto loro,

altre nobili, d'intelligenze, altre svegliate, squisite, ed educate agli studi ed agli affari, altre torpide, e grossolane, e falsate dalla barbarie, dalla mala scuola de' troppi maestri d'errore: donde una lotta perpetua di sentimenti e di disegni o divisamenti dove non è sperabile, nè possibile armonia, od uniformità, nè soprattutto equiponderanza di pareri. E in mezzo a costoro, e di costoro così misti, sarà il tribunale cercato? E v'ha egli supremazia di sovranità possibile di tutto un così fatto *pandaemonium*? È assai facile il dirlo. Ma in luogo d'una sovranità, io ve ne trovo migliaia, perchè, in luogo d'una volontà, io ve ne trovo migliaia.

È del popolo, che fu detto con antico proverbio — *tot capita, tot sententiae* — Quale di tutte queste sentenze, tra loro pugnanti al più spesso, ed opposte, e contraddittorie, sarà la sentenza sovrana? Quale di tutte queste velleità dissonanti, sarà la velleità prevalente e signora? Quella delle maggiorità così dette? Almeno a questa forma odo rispondere da destra e da sinistra. Analizziamo il valore di sì fatta risposta. —

Che cosa rappresentano le maggiorità? Il lato certo, o il più probabile, dal quale stanno giustizia e ragione, criterii sommi di normalità della potestà sovrana secondo il diritto assoluto; o il lato dal quale sta la sola forza del numero, unicamente atta a costituire una sovranità di fatto? Per fermo, non la prima delle due cose. Non dico, che la giustizia e la ragione non si trovino qualche volta, non si trovino anche spesso, nell'opinare e nel volere de' più; ma dico, che malamente spera chi spera che vi si trovino il più spesso. Purtroppo il maggior numero è quello degli ignoranti. Dunque di coloro, che non sono atti, nel più delle questioni, sovente intralciatissime, sulle cose di amministrazione pubblica e di stato, a ben giudicare della giustizia e della ragione; di coloro che son facili ad allucinarsi, e ad esser tratti in inganno intorno all'una ed all'altra; di coloro sul cui giudizio i savi fideranno, come han fidato

sempre, assai poco. Essi potranno imbattersi nella giustizia e nella ragione, come un cieco può imbattersi nella buona via, giungendovi, o a caso, o a tentoni, o indirizzato da un altro; ma veramente niun vorrà dire, che son quelli, che, con più sicurezza... con sufficiente sicurezza, da sé stessi, vi perverranno, e che son quelli da chiamar tra le guide per insegnare agli altri l'andar bene. — Il maggior numero è il numero, non dirò de' cattivi, ma sì dirò de' mediocrementemente, e mediocrissimamente buoni, pe' quali il ben pubblico ha un valore poco apprezzato, poco sentito, pochissimo conosciuto, e d'un ordine al tutto secondario, e subordinato sempre al ben proprio. Dunque il maggior numero è il numero di coloro, i quali si può scommettere, che chiameranno il più spesso ragionevole e giusto quel che è conducente a' privati lor fini e comodi, ancorchè poco utile, od anche dannoso all'universale, anzichè quello che alla utilità del pubblico grandemente conduce, ma vi conduce con sacrifici e noie, e danni parziali d'individui. — Il maggior numero è di que' che più sentono l'influenza dell'affetto, del patronato di tali o tali altri, del broglio, dell'intrigo, della prepotenza, della subornazione, o simili altre notissime miserie, per cagione di che si lascian facilmente piegare a dono, a vendita, ad estorsione, a promessa, a licitazione, ad accaparramento del voto loro, il quale divien così voto di un altro, anzichè libera, ed indipendente, e reale espressione del voto proprio. Dunque il maggior numero è dei dominati dalla volontà d'alcuni, che sono, per solito, i più tristi, ed i più disposti a inganno; e, per conseguenza, forma esso una maggioranza il più sovente simulata, che usurpa il luogo della vera; una maggioranza frodolenta, che ottiene questo nome, e si poco lo merita. — Il maggior numero è de' pigri, degl'indolenti, de' frivoli, degli improvidi, che, per mal abito, nelle cose anche proprie, più poi nelle altrui, non son tali da voler prestare attenzion seria, e studio conveniente, a ciò che cade sotto

esame, e non se ne curano, e si contentano di giudicare così alla leggiera, secondo che la prima idea suggerisce, o dimandano al vicino il suo giudizio, per dispensarsi dalla fatica del doverne formare uno essi; o tanto sono impazienti ed impetuosi, che non san deliberare in altro modo, che a primo slancio di fantasia, senza mai ponderazione. Dunque il maggior numero è di tali il cui voto manca d'una principal condizione, per la quale possa considerarsi come degno d'esser messo in registro, e contato cogli altri a crescer la somma, per poter formare una cifra il cui valore non mentisca. — Il maggior numero è finalmente di que', che per la già detta pigritia, e per disamore agli affari, e per non curanza, e per altre occupazioni preferite, e alcuni ancora per sentimento della propria incapacità, per pusillanimità, per modestia, fan peggio di quel che testè dicevamo, e s'astengono affatto, e rinunziano al diritto, o tu vogli al debito, d'aver voce nella cosa pubblica, e di spenderla. Dunque il maggior numero è degli innumerabili, che non fan numero, perchè non vogliono entrare in numero, e restando fuori, son cagione che il vero popolo mai non può radunarsi in intero, nè consultarlo in guisa da ottenerne risposta, alla quale tutti abbiano concorso, e nella quale quelle che noi chiamiamo le *maggioranze*, e le minorità, altro esprimano se non una pretta menzogna.

Tal è il vero significato, la reale natura del *maggior numero*, così da noi detto, e del voto che se ne cava, e può ricavarsene il voto, per conseguente, incompleto, e d'una piccola parte di popolo soltanto, non di gran lunga dell' universale; voto, d'ordinario, cieco, indeliberato, circonvvenuto, usurpato, interessato, improvvido; voto, oltre a ciò, il quale, anche allorquando è il più puro, si risente sempre delle influenze di certi erronei giudizi sposati dalle moltitudini intorno alle cose ed alle persone, e messi in onore a insegnamento di certe scuole che si son fatta una riputazione, a vantaggio di certi demagoghi, a capriccio di

certe predilezioni malcollocate. Se dunque la volontà di questo maggior numero è la sovranità di diritto come la si vuole intendere, e come non ispiace accettarla, essa è per fermo una spregevole sovranità, le mille miglia lontana da quella sovranità normale che tal è secondo il vero diritto astratto e filosofico. Essa è una mera sovranità di fatto, alla quale s'obbedisce come s'obbedisce al più forte, non perchè quel che ordina ed avvisa è ciò, che, secondo le maggiori probabilità, si può e si dee credere il più abitualmente conforme al debito, all'utilità generale, alla giustizia, alla ragione, ma perchè quel che ordina ed avvisa è quel che piacque a chi aveva più voce o più voci parlanti, e dietro la voce, o le voci, più braccia operanti, o disposte ad operare. Essa è la tirannide del numero che appar maggiore, sul numero che si trovò più piccolo, nella quale il criterio e la regola dell'autorità non si trae dai principii del gius naturale e delle genti, o dalla considerazione di quel che *licet*. Non dalle considerazioni di quel che *prodest*. Ma si trae dall'antica ragione, *quia sum leo*; qualche volta dalla ragione, *quia sum vulpes*; qualche volta infine dalla ragione, che la stolidità degli uni non radamente è agli altri forza, o accrescimento di forza.

Veramente alcuni diranno questo essere ammissibile fino ad un certo segno soltanto. Diranno, che, insomma, *l'ultima ratio* è poi sempre, e non può non essere, nelle congreghe umane le quali si chiamano nazioni, il fare il più gran numero possibile di contenti, come notavamo di sopra, in che si risolve, da ultimo, quella che noi chiamiamo la felicità generale, la quale non può essere generale, che in questo senso. — Così diranno, e sarà, per più motivi, malamente dire.

Cominciamo col ricordare una cosa, la quale il senso comune dovrebbe aver suggerito a tutti, e lasciato dimenticare a nessuno, se il senso comune non fosse, come altri spesso han detto, un senso rarissimo. — Quando, in si

fatte materie, si tratta di massimo contentamento, certo bisogna risguardare principalmente al tempo che seguirà, cioè a quel ch'è per venire appresso, di bene o di male, in accordo, o in disaccordo, con quel che precedette. L'esperienza di tutti i secoli avrebbe dovuto un po' meglio far comprendere, anche agl'imbecilli, e rammentare a tutti, che, assai sovente quel che contentò nel primo momento si scuopre più o men presto, nel tempo susseguente, essersi trasformato in uno scontentamento molto generale, e molto più grave, e tale non di rado, a cui non si può portare pronto ed efficace rimedio disvolendo il già voluto, e disfacendo il già fatto, perchè vale allora il proverbio italianissimo — *Cosa fatta capo ha* — Di qui è che contentare il massimo numero, non può significare qui, contentarlo oggi e domani... contentarlo per adesso e per adesso adesso... ma dee significare, in politica, operarne il contentamento, meno ancora al fine della soddisfazione transitoria del momento presente, o immediatamente prossimo, che al fine di una soddisfazione lungamente duratura, possibilmente stabile, probabilmente non seconda di conseguenti, i quali non siano per iscontentare, a più o men corto intervallo, i più di coloro che prima furono contentati, o fecer mostra di contentarsi. Or ciò viene a dire, che, a risolvere il problema del contentamento massimo, quando esso problema è proposto in giusti termini, non basta già chiedere ad ognuno del popolo — *Che cosa ti piace oggi?* — Bisogna chiedergli. — *Che cosa ti piace oggi si ragionevolmente e si provvidamente*, che, fatto il piacer tuo d'oggi, seguirà con probabilità massima a farti piacere il più a lungo ch'esser può, e a preferenza d'ogni altra cosa la qual si statuisse; e farà piacere oggi, e lunghissimamente, non a te solo, ma al massimo numero degli altri, nè partorirà effetti, che sian per essere, essi almeno, grandemente, ed in molto numero, dispiacenti a te e agli altri. E mutata a questa guisa la dimanda del suo voto a ognuno del popolo,

mi si confessi con buona fede , è egli lecito credere , che i più sapran rispondere categoricamente , rettamente , adeguatamente , in cose tanto difficili per lo più a prevedersi.. a risolversi negli elementi svariati di che si compongono... a determinarsi...? nell'atto massimo , e il più importante di tutti , che riguarda la costituzion prima del corpo sociale e dello stato , il conferimento primo dell'autorità , della sua distribuzione , de'suoi patti , delle sue personificazioni ? in tutto l'altro esercizio delle potestà che le nuove scuole perennemente voglion godute ed esercitate da tutti...? con deliberazioni tumultuarie , fatte all'improvviso...? nel calor delle passioni , e delle preoccupazioni dominanti ?— È dunque chiaro , che le maggioranze non son competenti a esercitare la sovranità , nemmen pel massimo contentamento di que' medesimi , costituenti esse maggioranza , che , votando a un voluto lor modo , credono di farlo per essere , almeno essi medesimi , più contenti.

E qui ho supposto , contro a verità , e contro al notato poco indietro , che , ogni votante in realtà , per lo meno secondo il proprio intelletto e la capacità ch'è in lui , siasi proposto votando , questa universale contentezza. E che sarà poi , quando ricordi chi legge ciò che , purtroppo , in simili casi intraviene , e ponga mente alle condizioni abituali delle turbe chiamate a votare , secondo che già toccammo di fuga ? Non è forse vero , quel ch'io diceva pur testè dei motivi , per solito , determinanti esse turbe a pronunziare ciò che debbe essere accettato come il genuino voler loro ? Non è forse vero , che i più , già persuasi d'essere invitati a trattare faccende sopra le quali pensano d'avere un interesse assai remoto , già sententisi costretti a votare , non colla propria volontà , ma colla volontà di qualche altro , e ottusamente percipienti la gravità del loro incarico , l'alta entità del loro diritto , e l'obbligo loro d'esercitarlo con coscienza ed intelligenza , in realtà intervengono in tutte queste cose alla sbadata e svogliatamente , ed anzi come

strumenti passivi da esser dati a muovere a qualcuno , che com' uomini liberi e usanti normalmente la porzion loro di politica autorità ? Non è forse vero , che pretendere ch' essi pensino , quando così la fan da sovrani , agli effetti pur solo quali che siano di piacere o dispiacere pubblico o privato , è una vana pretensione ? o non è forse vero che votano (que' che pur consentono a votare) , perchè sono spinti a farlo ; votano perchè s'è suggerito loro di farlo ; votano quel che loro è stato detto di votare ; votano per chi li ha pagati , per chi li ha pregati , per chi li arrollò , per chi amano , per chi temono ; e non sanno , nè curan altro ? Se va bene , è bene ; se è male , *zara a chi tocca*. E venite poi a dirmi , che il popolo sovrano , dove è pur sovrano , intende le cose del principato con men gagliofferia di que' gran bricconi (come oggi si dicono) de' principi assoluti !

Ma poniamo ancora che tutte le soprad dette cose non sian vere, nè valide. Quando ci si favella di maggioranza, che maggioranza poi sono in causa, presso i nostri odierni dottori in giure costituzionale ? Questa è questione di matematica , stata già trattata *cum grano salis* da uomini esperti in sì difficile computo. Il sistema, non dirò delle pluralità relative, ma dell'assolute, non è forse dimostrato erroneo, siccome quello che, aritmeticamente considerato , non vale in realtà ciò che lo si fa valere per un'affettata ignoranza ? Stabilitemi, politici del nuovo diritto , le vere equazioni (non le illusorie , o quelle da vender per buone all'orecchiuto giumento che si chiama il popolo) de' reali valori di ciò che voi nominate maggioranza e minorità. Determinatemi bene le cifre della *differenza* , in virtù di che l'une voglionsi obbligate a cedere all'altre. Verificate bene tutte l'unità che si ammettono nel conto , e il segno positivo o negativo con che nella pratica s'accompagnano. Soprattutto , non mi lasciate da parte le unità perdute, quelle intendo che, in fatto , non vi sono , e v'avrebber da essere , di coloro che trascurarono d'usare , o per una ragione , o per un'altra , il loro diritto , e fanno

colla lor somma una quantità anomala , che manca all'equazione vostra , e v'impedisce , colla sua mancanza , di contar giusto , perchè v'impedisce di contar tutto. Io so che voi non lo potete. Dunque so , che le maggiorità vostre , così come vi contentate di stabilirle , non vi rappresentano nemmeno quella maggiorità aritmetica , la qual voi pretendete sostituire alla maggiorità assoluta e normale della ragione e della giustizia , come un suo più o men sicuro equivalente.

Ora , se tutto questo è , fuori d'ogni possibile controversia , e se intanto è però necessario alla vita regolare della civile congrega l'ammettere in sè , e sopra di sè una sovranità potestà , che risieda in qualche luogo , su persona o persone , ed emani da qualche luogo , ed esista , e seguiti ad esistere con tutto ciò che le bisogna a costituirla e legittimarla ; s'ella dee possedere , per sua principal condizione , abituale consentaneità alla ragione ed alla giustizia , il più almeno che in cosa umana possa aversi , rispetto a tutto che va operando ; e s'ella dee contenere in sè (non potendo per sua labile natura spogliare la fallibilità terrena che le è congenita) mezzi , a ogni vero bisogno che se ne manifesti , i più semplici , i più facili , i più spediti , di rettificazione e d'emendamento , scompagnati , quanto è possibile , da perturbazioni politiche , le quali son sempre ancora più gravi malattie delle umane consociazioni , che non il più delle anomalie d'esercizio nel potere sovrano ; e se non è provvedere a tutto ciò nel miglior modo che si converrebbe , e se non è quindi secondo legge di natural diritto il fare , per tutto ciò , che sovrano primo e sommo sia il popolo , così chiamando una sua , per lo più fittizia , maggiorità , a certo modo interpretata e contata ; se finalmente , in forza di tutte le fin qui esposte considerazioni , è un solenne errore politico quello che si fatta sovranità popolare stabilisce , nè ciò come uno de' temperamenti immaginati a sciogliere la più grande , e la men solubile , delle difficoltà relativa a governo (temperamento , per fermo , dei più infelici) , ma co-

me un dogma posto al di sopra d'ogni dubitazione di scuola o di piazza... dove sarà dunque (a superare meglio tutte le difficoltà nelle congreghe umane) la persona morale della normale sovranità, e quale incorporazione fisica dovrà prendere? — Cerchiamolo.

ARTICOLO VIII.

Continuazione dell' articolo antecedente. — La democrazia de' moderni non può convenire ad alcun popolo.

Io debbo ripetere, che non vi sono cerretani di politica, i quali possano, intorno a ciò, rispondere in modo assoluto, senza darsi briga di metter a bilancia quelle che i latini chiamarono *rerum adiuncta*, e che noi diremmo le *circostanze delle nazioni*, rispetto alle quali si voglia immaginato un buono ordinamento del sovrano potere, e di tutti i suoi conseguenti. Perchè quel ch'è opportuno in un paese, in un tempo, e in certi casi, non è opportuno nell' altro, o negli altri.

Per un popolo al tutto selvaggio, la dose di sovranità, che tu vorresti distribuita su ciascun di coloro che lo compongono, è un'assurdità il solo proporgliela. Questa sovranità, che ognuno, per la sua parte, esercita su tutti, a condizione di soggiacervi egli stesso, ei la ricuserà come un principio di schiavitù. Egli ha bisogno, ed abito, od istinto della massima possibile indipendenza, e non si cura della dipendenza altrui, e non se la propone, e non la spera, perchè sa di vivere in mezzo ad uomini compartecipi de'suoi stessi sentimenti. La tua perfetta democrazia è già il comando e il dominio di tutti, o d'uno o più delegati di tutti, sull'individuo, ed egli presso a poco rifugge da ogni servitù d'individuo. Egli obbedirà alla forza nel momento in cui s'esercita su lui, rendutagli impossibile la resistenza, ma non consentirà a riconoscere per patto l'obbligo di sotto-starvi.

Per un picciolo popolo di pastori , o d'agricoltori , tutti tra loro vicini (ma non troppo , a evitare la facilità delle collisioni , e a favorire nel tempo stesso quella degli aiuti reciproci) ; tutti egualmente poveri (non però sino al grado di non poter vivere senza altrui soccorso) ; tutti egualmente ignoranti , o pochissimo colti ; tutti egualmente di costumi semplici , tra' quali per conseguenza la vera eguaglianza pratica , è nel generale (dentro i limiti ne' quali può pur essere) un fatto della natura e dell'arte ; il tuo reggimento a repubblica democratica sarà quello , che , a prima fronte , più conviene , perchè , nel fatto , in un tal popolo , non è possibile secondo ragione che una tal quale democrazia (se non v'è il vivere a feudo soggetti a un terzo ed assente , in istato di vassalli). E nondimeno la formola democratica , la quale guidato da naturale buon senso egli sceglierà , non sarà la tua. Tu vorresti il voto universale ; ed esso si guarderà bene dal volerlo , e vorrà il solo voto de' capi di famiglia come quelli che soli hanno uso delle cose onde si reggono la casa e la comunità. Tu vorresti una costituzione , ed esso si contenterà delle sue consuetudini da interpretare , da modificare , se il bisogno se ne presenta , senza strepito , senza timore di rendersi reo del gran sacrilegio di *violazione della carta* (ma lentamente sempre , e con quel buon giudizio pratico , il quale mai non manca , nemmeno a' grossolani , quando non sono corrotti dalla peste d'una falsificata civiltà). Tu vorresti , per la deliberazione degli affari cotidiani , un'assemblea d'eletti a consulta e a scelta di tutti , e tali eletti che non abbiano altra condizione d'eleggibilità , se non il beneplacito di que' che li scelgono ; e tali eletti che siano obbligati a far professione anticipata di fede de' loro principii politici , e a regolarsi secondo le ispirazioni e le suggestioni delle maggiorità che li scelse ; e tali eletti la cui delegazione duri il men possibile ; ed esso , nel consiglio generale dei capi di famiglia , darà sì fatto incarico ad alcuni suoi vecchi di più conosciuta probità , di più ap-

prezzata esperienza , e li lascerà liberi di prendere ogni risoluzione che lor paja la migliore , e nel generale li manterrà in posto finchè vivono , stabilito che il torli di posto sia piuttosto l'irrogazione d'una pena , che la conseguenza dell'aver oltrepassato un periodo fisso. Tu pretendaresti la libertà dei *clubs* , o delle riunioni politiche pe' malcontenti , pochi o molti che siano , o sian per essere ; il potere scendere in piazza per cercar di turbare , con discorsi , con predicazioni , con vociferazioni pubbliche , con inviti al popolo , quello che è , a fin di far essere quel che non è. Tu proporresti impedito il *prevenire* , tolto al *reprimere* ogni severità di gastigo , ogni efficacia di pene ; ed esso vorrà conservato l'ordine antico , proibite le iniziative , anche lontane , di disordine ; penserà che la tranquillità dell' universale non è mai pagata abbastanza con sacrifici d'un po' di libertà individuale ; dirà a sè stesso , che il sacrificio di queste libertà non è che un sacrificio per gl'imbroglioni e pe' cattivi , giacchè i buoni queste libertà non le han mai cercate nè volute ; sarà senza pietà contra i nemici della pace interna , e non avrà alcuna difficoltà d'aggravar la mano su loro , a fin di renderli incapaci di nuocere , e di togliere altrui la volontà d'imitarli... Così la *democrazia* d'un tal popolo , a rigor di termine , non sarà una *democrazia*.... una sovranità di tutti : sarà una *gerontocrazia*... un governo patriarcale ; il qual tuttavia procederà bastantemente bene , finchè le condizioni di esso popolo dureranno simili a quelle che supponevamo...

Per un popolo , finalmente , più o meno inoltrato nel cammino di ciò che diciamo la civiltà , e più o meno allontanato da quel che sono i popoli nomadi , o pastori , e poco ancora discosti dalla rozzezza primitiva , l'applicazione ad esso della sovranità come tu l'intendi , è ancora più contro a natura , e più spropositato : perchè , se da una parte , l'incivilimento che comincia , che progredisce , che muta faccia col mutare de'tempi , genera tra gli uomini bisogno

di modi d'associazione e di governo, adatti sempre alle trasformazioni successive, che, inevitabilmente, subiscono, da un altro lato, la virtù di quello è tale, che quanto più rende una gente dissimile da sè e discosta dalla natia barbarie ed ignoranza, tanto meno la fa passibile de' modi democratici di reggimento.

E, per vero, l'essenza della civiltà in qualunque suo stadio, è promuovere le disuguaglianze, come l'essenza della barbarie è distruggerle quanto più può, e ridurle al loro minimo valore, siccome altrove ci sforzammo di provare. Civiltà è perfezionamento delle facoltà fisiche e morali dell'uomo; le quali essendo, per natura e nascita, e per gli estrinseci che le circondano, e il più spesso le dominano, assai diverse, ed in assai diverso grado dall'uno all'altro, più crescono le diversità di specie e di grado, secondochè le arti incivilitrici più divengono squisite. Mille ragioni in un popolo, a misura che meglio perfeziona la sua civiltà, fanno che, tutti cercando di perfezionarsi, inegualissimamente riescono a questo lor nobile fine. Gli uni difettano dal lato della disposizione naturale; gli altri dal lato dell'attività; i terzi dal lato de' mezzi opportuni, de' luoghi, de' tempi, o simili. Così gli uni restano poco migliori che i bruti, e necessariamente volgo, l'inevitabile inferiorità de' quali può essere attenuata, ma non abolita. E sta bene così, perchè senza ciò, chi lavorerebbe la terra? Chi si darebbe a certe opere di pena e di dura fatica, necessarie o sommamente utili all'universale, le quali richiedono il non uscire dell'uomo da quello stato in che fa ufficio quasi di macchina, o di poce meglio che così, se non in quanto ha per molla, più o meno efficace, il libero arbitrio? Chi si darebbe all'opere che vogliono la condensazione di tutto il potere nerveo su i muscoli, distolto in gran parte dal servizio delle facoltà superiori? (Ciò è argomento del pari che abbiàm già trattato).—Gli altri pigliano del campo; si gittano smisuratamente innanzi per diverse direzioni, e fan come in una

corsa di barbari. Vi son quelli che si slanciano al primo posto, contra ogni ostacolo; di quelli che tengono dietro, a piccolo intervallo; di quelli che, per molto punger di spine, e flagellar di fianchi, e avvacciarsi, restano a distanza, e si perdon per via. Ciò dico qui, non riguardo ai posti, agl'impieghi, alle dignità, ma riguardo alle *capacità*. E tutto questo è la maggior prerogativa della nostra specie, quella per la quale più si differenzia dagli animali irragionevoli; quella che forma l'essenza della sua perfettibilità; la più gran bellezza ed eccellenza della sua natura; l'onore delle nazioni; il segno che ti lascia distinguere le più dalle men pregiate, e che regola le superiorità relative; la cagion discretiva per cui tu poni l'inglese, il francese, il tedesco odierno, l'italiano a mille cubiti al di sopra dell'affricano, dell'arabo; per cui tanto onori il greco e il romano antico, e tanto spregi il boschimano, l'ottentotto. E il mondo ha troppe volte fatto esperimento di quel che costa l'impedirlo ed il toglierlo. Ciò ha fruttato all'Europa la trasformazione del secolo di Cicerone e di Virgilio nel medio evo, e nelle sue troppe miserie... tutte le decadenze de' popoli... la riduzione de' Babilonesi, de' Caldei, de' Persi, degli Egizi, dei Fenici, a quel che oggi sono i lor discendenti: di che (qualunque siano state le cagioni) i lacrimevoli effetti del presente travolgimento in uomini bestiali, ignoranti, poveri, senza industria, senza belle arti, senz'agi ed ornamenti della vita, senza la forza principalissima che dà la squisitezza del senno, tutti li veggono. Or per tornare al proposito nostro, che raccoglieremo da ciò? Per fermo, quest'una e massima conseguenza, che, i diritti dovendo essere, secondo gli eterni principii della giustizia distributiva, in rapporto possibilmente esatto colle capacità, supponendole; ed essendo assurdo evidentemente il pretendere, che debbano essi essere uguali ne' disuguali per capacità della stessa categoria; e l'assurdità essendo tanto maggiore, quanto l'ineguaglianza delle capacità nel generale, e la loro sproporzio-

ne, è più grande; e ciò essendo tanto più innegabile, quando si tratta di diritti, che direttamente s'abbian da esercitare colla persona, cioè colla volontà propria... volontà umana e muoventesi a modo normale d'umana, cioè governata da intelletto più o men culto, e da coscienza più o men delicata e proba: dunque assurdisima è la dottrina, che vuol coegualmente distribuito il diritto della sovranità secondo le moderne teoriche di democrazia, chiamandone tutti (capaci ed incapaci, e capaci in diversissimo grado) compartecipi a un modo, o con poca differenza, ne' popoli di che qui si tratta; e vie più assurdo, secondo che nella carriera del viver civile più sono iti, o più sono per andare, innanzi, avvegnachè in sì fatti popoli, le sempre crescenti disuguaglianze stabiliscono, per legge di ragione, una necessità di gerarchie, per le quali vuole giustizia, che gli uni siano maggiori degli altri a vario grado, e la sovranità s'attemperi all'ordine gerarchico, il quale natura ed arte hanno stabilito, o son per istabilire.

Ma essenza della civiltà non è meno un immenso campo aperto alle passioni ed ai vizi i più detestabili, come alle virtù più nobili. Da una parte avarizia, invidia, rivalità, egoismo, ambizione, tradimento, perfidia, frode, broglio, seduzione, baratteria, truffa, usura, ladroneccio, mariuoleria, stupro, adulterio, dissolutezza, maltolto, accattoneria, accoltellamento, assassinio, e cento altre mila simili, o peggiori, depravazioni e miserie d'una civiltà volta a contrario fine: dall'altra filantropia vera, generosità, carità, longanimità, sacrificio abituale di sè, e delle cose sue, date a pubblico e privato vantaggio, assistenza a chi è in bisogno, disinteresse, rettitudine eminente, desiderio intenso del bene, orrore del male, coraggio militare e civile, infaticabilità, zelo, larghezza di consigli, d'indirizzi, d'aiuti... virtù cristiane... virtù civili. Or ciò fa una seconda categoria di disuguaglianze, maggiori ancora di quelle che precedentemente consideravamo in più special modo; disuguaglianze

che hanno un grado intermedio de' non buoni e non cattivi abitualmente, ma degli andanti a orza. Donde la convenienza di tener gli uni come peste del popolo, e come non popolo; di diffidare grandemente degli altri, e di non aver fede, a pubblica e comune utilità, che de' già provati ottimi, nei quali le altre condizioni pur concorrano. E di qui una nuova ragione perchè la democrazia pura a' popoli civili tanto men s'attemperi quanto son più civili, e contenenti perciò nel loro seno, al fianco di molti ottimi, molti pessimi, e molti che stanno tra l'ottimo e il pessimo. Il perchè, se, *a priori*, e secondo le suggestioni astratte dal senso comune, in essi popoli avesse a crearsi una sovranità, certo ogni sua parte sarebbe agli uni negata assolutamente, agli altri non concessa in ogni cosa, e ridotta, nel generale, a più o men ristrette proporzioni; e riservata o interamente, o nella massima sua dose, a' soli degni di questo privilegio. In che può ben essere una difficoltà grande d'esecuzione; ma ciò non toglierebbe che in teorica ciò avrebbe a giudicarsi il meglio da ogni savio.

Per ultimo l'essenza della civiltà è il creare innumerabili maniere d'*interessi*, de' quali non è vestigio nella vita delle selve, o delle capanne: *interessi* principalmente *materiali*, odiati e screditati da quei che vorrebbero ricondurre gli uomini alla vita della selva e della capanna (o lo confessino, o no, perchè chi vuole il mezzo vuole il fine); ma *interessi* tanto connaturati a ogni società civile, che il turbarli a qualunque grado è fare a un popolo uno dei maggior mali che possano farglisi. Tali sono gl'*interessi di possidenza*, gl'*interessi d'industria* promossi da que' primi, gl'*interessi di famiglia*, gl'*interessi di condizione*, ed altri che non accade specificare più a minuto. I quali da due parti si possono riguardare: dalla parte di coloro a chi spettano; e dalla parte dell'universale, in mezzo a cui sorgono, e si moltiplicano. E, dal primo lato, giova dire, che hanno essi una origine, della quale, se sono artificiali i modi, è da natura la principale

radice. Perchè è natura l'amare noi stessi, e i nostri congiunti, e il nostro e il loro bene ed agio; natura l'istinto della *proprietà*, o del *possesso* di quel che ci troviamo avere, e di quel che andiamo procacciando man mano; natura il cercar di crescere questo capitale nostro, che non siam padroni di non considerare come facente colla nostra persona un sol tutto, per tal guisa, che, quanto fa esso maggior somma, tanto fa più grande la nostra *importanza*, il nostro ben essere terreno, il sentimento d'esser meglio che altri riusciti a soddisfare il bisogno ingenito d'alzarci con ogni nostro onesto sforzo, non per superchiare chicchessia, ma per obbedire, anche in questo, alla legge di perfettibilità e di progresso; natura quindi (ciò che istintivamente a un modo medesimo ammise presso a poco ogni popolo), il chiamare ed il credere legittimamente nostro l'ereditato, il donatoci, il comperato, l'ottenuto, sì nel peculio, e sì nella superiorità della condizion relativa a che s'è giunti, o in che s'è nati... il guadagnato e l'avuto dal lavoro, o da traffichi di buona lega; finalmente natura il riguardare l'interesse proprio d'ogni forma come non sì esclusivamente proprio della persona, che non s'abbia a riguardarlo quale un interesse, ad un tempo, dell'intera famiglia alla quale apparteniamo, finchè sarà essa per durare e per estendersi. E di quì categorie di ricchezza più o meno considerabile, in opposizione colla povertà; di patriziato più o meno eminente, in opposizione col terzo stato e col volgo. Di quì tutta la scala delle fortune, per che uno è Crasso, o Lucullo; un secondo è un accattone di strada; un terzo è un che vive del suo, ma sottilmente, con quel che basta, e con nulla che avanzi — Da un altro lato, se gli effetti di ciò, nell'universale de' cittadini, si considerino, quantunque a di nostri molta sia la proclività de' novatori al gridare, questo essere, non pur soltanto ingiustizia degli uni contro degli altri, ma (quel ch'è peggio) gravissimo danno, gl'imparziali e giudiziosi però non così vorranno affermare quando ben vi

riflettano, e quando massimamente volgan l'occhio alle conseguenze ultime.

Per chi ben guarda, il mondo è fatto in modo, così avendo il creatore disposto, che non può uscire di questo dilemma; o dell'esser composto di tutti poverissimi, costretti, per sussistere, alla vita selvaggia, e nomade, e di cacciatori, senza nemmeno pastorizia, non che agricoltura; o dell'esserlo d'uomini, i quali, cominciato a gustare le materiali e miste dolcezze d'un viver più confortevole, più agiato, meglio congiunto con que' che s'amano, e co'quali s'ha strettezza di sangue, più che le gustano, più ne divengono avidi, e più speronano la propria attività per procacciarsele, ognuno, nella maggior misura possibile, senza essere impedito o disturbato, e più se ne creano quel che si chiama un loro interesse individuale, a cui tengon tanto quanto alla propria vita: ed allora, secondo che un s'industria più, un altro meno, uno più è destro, un altro ha manco altezza, ecco a poco a poco ricchi e poveri, possidenti e proletari, banchieri, mercatanti in ogni ragion di mercatura e di commerci, agricoltori, fabbricatori, mercenari, patrizi, e plebei... uomini accasati e vagabondi, capi di bottega e garzoni, e manovali, padri di famiglia e scapoli ricusanti la briglia delle nozze per amore dell'allegria e libera vita, quegli che ha la casa e la vigna, e quegli che non ha nè la casa, nè la vigna... E l'amore di ciò crescendo, cresceranno le distanze tra gli estremi, o le differenze. — Or quello è barbarie, questo è quel che sempre s'è chiamato la civiltà, il progresso, o della civiltà, e del progresso, effetto, ad un tempo, e causa e criterio e simbolo il più visibile. Volete voi una civiltà, invece, ed un progresso, senza questi effetti? Voi vi fate illusione. Avrete un ricadere infallibile nello stato barbaro.

Imperciocchè, si pubblici, a cagion d'esempio, una legge domani, non dirò che abolisce ogni proprietà, ma dirò che abolisce, pur solo, la libertà de' cumuli, e degli accre-

scimenti, nella possidenza così detta, e che con una nuova divisione di tutte le terre distribuisce per teste il suolo, assegnando a ognuno tanti iugeri, e non più. Aggiungansi altre leggi, che quanto è danaro faccian colare spartito coegualmente, o più o men coegualmente, su tutti. Chi non vede la conseguenza forzata? — Tu che non puoi coltivare colle tue braccia, con quali braccia coltiverai? Con quelle d' un operaio preso a mercede? Ma l' operaio è *possidente* al par di te, ed ha i suoi propri iugeri da coltivare. Se addoppiando la fatica, pur si darà braccia anche per te, si contenterà più egli di coltivare il tuo con quello stesso salario con che te lo coltiva oggi? Vorrà raddoppiarlo, o astenersi, perchè non ha bisogno; e tu dove troverai questo doppio danaro che t' è necessario, se vuoi che i tuoi pochi iugeri ti faccian mangiare? Dove lo troverai, se sei di coloro, i quali s' avvezzarono a vivere col solo frutto della loro possidenza, e non saprebbero far altro? (Oltre di che, se lo trovi, e glie lo dai, egli diverrà comparativamente il ricco, e tu diverrai, viceversa, il povero, ristabilita così a rovescio, comechè dentro più ristretti limiti, la differenza di fortuna, e ripristinato, per contrario verso, un nuovo bisogno di livellazione).

Ma, educato come sei, non ti basta, pe' pochi iugeri che ti son dati, o che ti restano dopo lo spoglio, il trovare coltivatori. Ei ti bisogna trovare un che dell' amministrazione s' intenda, più di quel che tu ne intendi, tu che, probabilmente, non vi pensasti mai, volto ad altro il pensiero, e solito a farti servire in tutto; e questi ancora non vorrà spartire il suo tempo tra l' azienda della propria coltivazione e della tua, senza esserne ben pagato egli stesso. Ecco dunque per te una nuova necessità di pecunia, che non saprai donde trarre. Ecco, se tu arrivassi a trovarla su i risparmi eccessivi che t' imporresti, una cagione per esso di sopra-stare a te nell' avere, e di turbare il livello, quanto almeno il misero sistema che analizziamo comporta (colla conseguen-

za poi del bisogno di sconvolgere un' altra volta la società, per novamente livellarla, quando il ricco sarà diventato povero, e il povero ricco). Ed ecco, se, non ostante ciò, non potrai trovarne quanta te ne bisogna, ecco dunque, ripeto, che i tuoi pochi iugeri non ti serviranno a nulla, e resteranno incolti, con danno anche pubblico, e tu morrai di fame. —

« Muori pure, tu fuco nell' alveare della nazione, tu il « quale non meriti vivere » dirà la legge nuova, che, senza scrupolo, e senza badare a numero, vuole uccidere una eletta parte della popolazione a profitto del nuovo mondo, il quale s' avvisa di fabbricare. « Muori tu, con tutti i tuoi. « Resteranno, con maggiore utilità, cittadini più laboriosi, « tra' quali que' che prestan le braccia e la direzione per « coltivare, saran pagati con quel che lucreranno i non col- « tivanti con altre occupazioni retribuite. » — Ma che occupazioni potranno esser queste? Arti, per esempio, di lusso? Tu burli. Queste no: perchè il lusso è una superfluità per que' gran birboni de' ricchi, che necessariamente costa cara, essendo cara la materia prima, care le operazioni destinate a trasformarla, e le spese di manifattura; cioè che fa, che il prezzo loro è necessariamente alto ed altissimo, e perciò irreperibile in un popolo dove ricchi più non sono. Dunque non più carrozze, non più arredi preziosi, non più drappi sfoggati, non più cristalli e porcellane di Sevres, non più ori e gemme ed argenti, e per analoghe ragioni, non più statue, non più pitture, non più palagi, non più parchi, giardini di piacere, cavalli di pompa, ville... cose tutte riservate a' paesi infelici dove duri la servitù degli uomini... Quali pertanto, nella beata tua Sparta, saranno le arti, a che que' che non vogliono, o non sanno, o non possono, coltivar la terra, o fare al più vita di pastori, potranno darsi, per isperare sostentamento, e possibilità di coltura alle poche terre, che la legge agraria avrà voluto assegnare alla loro incapacità? Siccome la *consumazione* è quel-

la che regola sempre la *produzione*, saranno, salvo poche eccezioni, le arti che si chiamano di prima necessità, ed elle stesse ridotte alla loro più grossolana e più rozza e men costosa espressione.... E questo non si chiamerà rendere la specie umana retrograda, e distruggere la civiltà!!! Questo sarà il secol d'oro (senza l'oro, e ricacciato nel fango dei consorzi umani che sono in sul cominciare, e che tengono ancor molto della primitiva creta senza vernice).

E io qui non parafraso l'argomento, e non lo scorro per ogni suo punto, piacendomi a descrivere tutti gli altri conseguenti: gli studi scaduti, le occupazioni geniali veggenti meno, lo slancio, il potere degl'intelletti inceppato... a dir breve, la condizione di tutto il popolo condotta sollecitamente a quella forma, che oggi, per trovarla, dobbiam salire le montagne più selvagge, insinuarci ne' villaggi i più rozzi....

Pur so quel che si risponde dai *gros bonnets* delle nuove filosofie polifiche. Non son essi così bestie da non vedere tutto ciò, per poco che vi riflettano, così limpidamente come noi lo veggiamo... Ma essi han due lingue in bocca. Una colla quale parlano al volgo; un'altra colla quale parlano a noi. La prima delle due lingue favella alla faccia del popolo. — *Divisione de' beni* — *Distruzione de' ricchi* — *Abolizione dell' odierno ordine di cose col ferro e col fuoco* — *Socranità della moltitudine proletaria*.... senza commento, senza restrizione. E la feccia del popolo accetta con alacrità questo simbolo della sua fede politica nel senso il più letterale, il più largo; e vi crede; e se ne infatua ogni giorno più; e affretta co' desiderii l'istante, in che la legge agraria sarà promulgata; e odia intanto, e minaccia que' che hanno, considerandoli, come usurpatori del dovuto (!) a que' che non hanno (e che non hanno fatto niente per avere). Come potrebbe essere diversamente? — La lingua, in questa vece, che parla con noi, rinega, o piuttosto maschera

si fatte enormità. Va per giravolte. Sostituisce alle idee troppo urtanti, ch'esse enormità rappresentano, altre idee che mostran meno quel che è celato sotto. Propone temperamenti e sistemi, che creeranno una civiltà nuova, capace d'evitare, o d'attenuare fino ad una proporzione innocua i precedenti scontri. Utopie. Le Icarie d'un Cabet (da andare a cercare in America, lontano lontano dagli occhi di coloro, che potrebbero screditarne gl'incunaboli, e riferirne le miserie). I Comunismi sotto certe forme. I socialismi de'Fourieristi e di Considerant, di Louis Blanc, e di Prudhon: sistemi confutati ogni giorno le cento volte da uomini sommi... da uomini i più grandi, i più competenti della Francia, e dell'altre nazioni d'Europa, e pur messi sempre innanzi colla stessa impavida sfrontatezza, colla stessa subdola destrezza, fingendo, che confutazioni non vi siano...che le dispute abbiano cessato, o non meritino la pena d'essere intraprese e siano state vinte... che il giudizio dell'universale (non quello delle proprie sette soltanto) sia già intervenuto, e sia stato favorevole: sistemi, uno de'quali è la confutazione dell'altro; sistemi, non pertanto, ciascuno de'quali, così ancor controverso, così ancor contrastato tra le file stesse degli odierni rinnovatori del mondo, non si è già contenti dell'offrirlo solo all'esame ed alla disputa de'ginnasi, com'io pur altrove considerava, ma, prima d'averne posto fuor d'ogni controversia la certa utilità presso almeno il maggior numero degl'invitati a subirlo, si vuol pervicacemente tradurlo ad atto; si vuole imporlo a tutti colla forza, e guadagnargli la prevalenza del numero, colla seduzione, e con arti di cospiratori!

Nè io, deviando troppo dall'argomento principale e diretto di questo articolo, debbo qui imprendere d'aggiungere una confutazione di più alle tante che corrono il mondo, e che si rimangono senza adeguata risposta. A me, per l'oggetto, che mi son proposto, basterà fare una dimanda (lasciato da parte il trattare, se quello di sì fatti sistemi, che ciascuno

de' partiti nuovi preferisce, e che, ad ogni costo, vorrebbe sostituito, senza dilazione, al presente ordine di cose, ha da esser liberamente consentito, o si vuol che sia una confisca violenta delle libertà di troppi a profitto d' una futura rior-
dinazione degli uomini secondo la prestabilita formola d'alcuni, che non si vuol disputata, nè sottomessa ad arbitrio di rifiuto, ma si vuol accettata da chi non la crede buona ed utile, come da chi la crede, ancorchè chi non la crede s'ostini invece a riputarla un esperimento eminentemente dannoso ed assurdo, o per lo meno grandemente rischioso, e pieno di pericolosa incertitudine). — Io farò la dimanda, che sola qui m'importa. — I nuovi sistemi di congrega civile (si risponda con franchezza) manterranno sì o no, la diversità, più o meno, di specie e di grado negl'interessi, anche materiali, de'singoli, come in generale, l'ordine della civiltà mostrammo, per sua natura tendere a produrre? — Se no: dunque (levata pure ogni maschera) tutti, ne' materiali profitti, avranno lo stesso; tutti spereranno lo stesso, o presso a poco lo stesso. Sparirà, o tenderà a sparire, la libertà del mio e del tuo, almeno quanto alla misura. L'attività, la solerzia, per ciò che spetta al ben essere fisico d'ognuno, non recheranno alcun maggiore vantaggio, che l'infingardia, l'inerzia. La perizia più grande nello stesso genere sarà materialmente trattata come la minore. Nella comunità nessuno avrà alcuno di quegli *stimoli* stati sempre, che più energicamente e più universalmente ed infallibilmente son motori al fare, non che al ben fare. — Vi sarà (vorrà dircisi) il premio della maggiore stima che si godrà da chi la merita, oltre alla soddisfazione generosa dell' animo proprio. Vi sarà il piacere di sentirsi lodato; di vedersi onorato, consultato sopra gli altri. Ma questo è dimenticare, che si fatto premio già c'è nell'ordine odierno, e pur non basta senza quegli altri che oggi vi sono, anzi non basta nemmeno con quegli altri. Questo è dimenticare che noi siam composti d'anima e di corpo, l' uno e

l'altra co'suoi speciali bisogni, e perciò cogl'interessi, e co'diritti suoi (purtutto i secondi essendo, di più, meglio sentiti che i primi). Questo è il togliere de' due ordini di molle, che natura ci ha dato per impulso al progredire, uno de' più efficaci; il più efficace de' due; il solo efficace pel maggior numero de'viventì : i quali, se anche colla giunta della potente azione di sì fatta specie di molle, si spesso, tra color pure che son meglio educati e disciplinati, si ristanno, e non progrediscono, o vanno all' indietro, può ben prevedersi quanto più si ristaranno dal progredire, od andranno all' indietro dopo la sottrazione che lor si minaccia.

Ma qui non si fermeranno gl'inconvenienti, poichè bisognerà bene esser preparati al subire molti altresì di quelli che già di sopra toccavamo, od analoghi a quelli. Tradotto a pratica, uno od un altro di cotesti sistemi, per ipotesi, livellatori, senza bisogno di speciali leggi suntuarie, il naturale loro effetto sarà che diverranno per tutti ugualmente interdetti certi innocenti, ma vivi, piaceri della vita, a che pur ci ha preparato natura, e non ci è a disgrado che ci educi l'arte; cioè il magnifico vestire, la buona tavola con una corona d'amici del cuore, servita di costosi manicaretti, e di squisiti vini, e le altre, o simili cose ch'io diceva; come dire argenterie, oreficerie, tappeti, arazzi, bei quadri, le sontuosità de'palagi, le scuderie popolate da bei palafreni, o da generosi corsieri cocchi, cacce, viaggi, villeggiature, libero ed ampio sfogo a' propri generosi impulsi, e ad altri, che, per essere men nobili, non ci son però men cari, nè men sono innocenti..; il poter dire a sè stesso. — V'è qualche cosa... v'è molto, di cui son io padrone... di che posso disporre a mio pien beneplacito, e di che posso, con oneste arti, a me accrescere il godimento, quanto a farlo mi basti la volontà e l'ingegno, chiamandolo mio senza che altri me ne turbi, o me ne coarti ad una data invidiosa misura, l'uso ed il possedimento. Questa è la vera libertà del progresso. Questo è il progresso della libertà.

Libertà dell' industria. Libertà piena e senza limitazioni. Libertà, non della sola persona, ma di quello, che, com' io notava altrove, noi consideriamo qual parte, e connaturale contorno e complemento della nostra persona terrestre, nel senso che già esponemmo. Or si ponga ben mente alla contraddizione. Si dice, che, ne' sistemi presenti di reggimento de' popoli le libertà son troppo vincolate, e non hanno il loro legittimo slancio, tiranneggiandole soverchiamente tutti più o meno i governi. Si dice, che il diritto al progresso è inceppato; che è giunto finalmente il tempo d' affrancar l'uomo dalle infami antiche catene; ed intanto i nuovi sistematici preparano al mondo forme di schiavitù inaudite, e che non sono mai state. — La vita comune è d'alcuni conventi, e si sa quanta abnegazione del proprio volere ed istinto costa, e quanto pesa, e quanta virtù esige perchè si giunga a patirla senza lamento. Altrettanto è dello stare a parte in mano, e del vivere a misura quale che siasi, ed a spiluzzico in ogni cosa, secondo che altri assegni o conceda. Quel dover più o manco, giusta la diversità de' sistemi, lamentare tra sè e sè con queste voci: « La famiglia me la usurpa in gran parte lo stato. La rendita me la limita lo stato. La nobiltà me l'abolisce lo stato. La eredità me la sequestra e me la impedisce lo stato » (parlo qui specialmente nella supposizione sempre dalla quale son partito, cioè in quella de' livellamenti, qualunque siane il *metodo* e la forma), non è egli un costringere ad esclamare chi così considera « Io non son più *mei juris*! — Io mi son fatto servo dell' associazione d' uomini nella quale sono entrato! — Questo è ben altro che società sinallagmatica di buona fede! — Questa è una società leonina, o una società da volpe (ripeteranno), dove il più poltrone, il più gaglioffo, il più stupido, il più disadatto, il più vivente a peso degli altri è il più favorito o il più furbo, ed ha stipolato in suo favore il monopolio del massimo vantaggio: mentre il più attivo, il più industrioso, il più ingegnoso,

« il meglio animato a fatica, quegli che del suo più contri-
« buisce, è quegli ch'è sopraffatto, ch'è derubato, ch'è
« vittima! — Questo è il mondo alla rovescia! —? — Così
combinisi ogni cosa come lo si voglia, diasi d'oro alla pil-
lola meglio che si sappia, cuoprasi con tutti i nastri che si
voglia la trappola, mal s'ha fiducia del riuscire a ingannare
altri che i più sciocchi. Da che l'effetto ultimo sai che ha
da essere l'averti tirato dentro ad una società a capitale mor-
to, dove, nella liquidazione de' frutti, a te principale *azionista*,
o dei principali, dee toccare un *dividendo* pari al divi-
dendo di chi non ha messo nulla, per poco che abbi saviezza,
non si sarai gonzo da lasciartevi accalappiare. Dopo tutte
le quali considerazioni, per ultimo risultato, e per giunta
alla derrata, a si fatta conclusione non si sfugge, che l'al-
zarsi al postutto degl' infimi, e di essi stessi fino a un limite
poco lontano e di piccola elevazione, gioverà ben poco alla
causa della civiltà e del progresso, e l'abbassarsi a precipi-
zio, de' nati per esser sommi, gioverà a questo ancor meno;
e perciò, che, contata ogni cosa, la conclusione finale sarà
il regresso sollecito degli uomini verso quella che sempre
s'è chiamata barbarie, non certo un' accelerazione di passo
nel verso opposto.

Se poi, ne' nuovi ordinamenti politici, che si ci si vantano,
per salvar la legge di progresso, e di civiltà, e della naturale
libertà di sè e delle cose sue, che alla civiltà ed al progresso
è tanto incitamento, vogliansi conservate le diversità negli
interessi di vario nome, sì quanto a specie, sì quanto a gra-
do (ch'era la seconda parte del mio dilemma), dunque co-
stituirà ciò una terza categoria di disuguaglianze, crescenti
col grado del progresso e della civiltà; e ammessa la realtà
di queste nuove disuguaglianze, come non dovranno gene-
rare elle ancora una disuguaglianza ne' diritti in ragione delle
disuguaglianze suddette? Perchè, io non sarò di coloro, i
quali esclusivamente le convivenze umane risguardano sotto
l'aspetto di quelle società d'*azionisti* ch'io poco fa mentova-

va, dove i soli *valori* de' puri interessi materiali d'ognuno, tradotti nell' idea del proprio *tornaconto*, rappresentino le azioni messe in comune, e quindi le corresponsività de' diritti politici da godersi. Certo v'è altro eziandio, a che gli eterni principii della giustizia distributiva comandano che s' abbia riguardo, e spesso un maggior riguardo; e alcune delle cose dette di sopra mostrano in ciò la mia persuasione in questo senso. Ma non son io nemmen di quegli altri, i quali la somma e l'importanza di sì fatti interessi non considerano affatto nella ripartizione de' poteri e de' diritti a' poteri; e per questo lato, tanta voce vorrebber data al mascalzone, il quale non ha interessi di possidenza, non d' industria... non di famiglia (od ha interessi tutti negativi, cioè tutti in opposizione cogli' interessi di coloro, i quali nell' alveare sociale sono l'api operaie e produttive; tutti interessi di far guerra alla *produzione*, alla *possidenza*, all'industria... alla famiglia...; tutti interessi di disordine per pescare nel torbido), quanta agli altri pe' quali la società va prosperando, cresce in affluenza di beni, ed è corpo, regolare, utile, e conducente al fine, per cui principalmente le convivenze umane sono stabilite.

ARTICOLO IX.

*Continuazione dello stesso argomento. Trattazione
d'alcune obbiezioni alle quali si cerca rispondere.*

Ma io ascolto i lamenti che suonano alti. « Il povero popolo diredato! » si va ripetendo, inteso per popolo, meno ancora gli onesti e laboriosi, e solo infelici indipendentemente da loro volontà o colpa (che sono, è giusto dirlo, i più rassegnati, e per sovvenire a' cui mali aspetto ancora chi mi dimostri le democrazie moderne essere il solo, od, almeno, il più efficace rimedio), ma tutto il codazzo de' disgraziati per propria colpa, e degni delle loro disgrazie, al cui riparo, ben potendolo il più spesso, e non volendo adoperarsi eglino stessi, vorrebbero, in questa vece, imposto agli altri il peso e l'obbligo di sovvenire. « Il povero popolo, « si ripete, tiranneggiato, oppresso, angariato in ogni modo, spogliato! » (e lascia ingrossar la voce agli oratori, od agli scrittori demagoghi per aizzare contra il resto della sociale congrega le ire de' purtroppo disposti a prender fuoco). « Bisogna che Spartaco spezzi le sue catene. Bisogna che il « proletario conosca la sua forza, e si faccia giustizia da sé « della ingiustizia de' suoi tiranni. Bisogna che rivendichi il « diritto, non pure d'alzare il grido in ogni luogo e tempo, « sino a' reggitori della società per fare ascoltare le sue giuste « (od ingiuste) lagnanze, co' modi determinati (o indeterminati) da legge, ma bisogna, che concorra alla scelta di « essi Reggitori; e non basta. Bisogna, che concorra alla « scelta de' suoi Rappresentanti, i quali faccian valere i bi-

« sogni suoi, le sue querele, i suoi desideri ; formino le leg-
« gi, veglino alla loro custodia, seggano più alto che il co-
« detto potere esecutivo, armati contro ogni suo sopruso od
« abuso ; e non basta. Bisogna ch' esso medesimo , tenendo
« gli occhi costantemente aperti e fissi , e su i Reggitori , e
« su i Rappresentanti, domini gli uni e gli altri , in questo
« sentimento , che , a suo pien grado e libito , possa pub-
« blicamente rampognarli, screditarli, infamarli tutte le volte
« che contro di essi crede avere motivo di lamento con un
« color di giustizia ; e non basta. Bisogna , che col fin di-
« chiarato di punirli , di degradarli , di deporli possa scen-
« dere in istrada , radunarsi in casa od in piazza cercando
« compagni per far valere le proprie intenzioni, cospirare ,
« e preparare, privatamente e pubblicamente, i mezzi di riu-
« scita senza esser turbato ; e non basta. Bisogna che possa,
« così, cercare nello stato la maggioranza, guadagnando pro-
« seliti a sè , e con ciò forza , la qual finalmente prevalga ;
« e non basta. Bisogna , che , rimanendo contra ogni suo
« sforzo in minorità , pur non debba esser costretto a di-
« chiararsi vinto, e a cedere in altro modo, che con una ces-
« sione di fatto, ma non di diritto ; e non basta. Bisogna fi-
« nalmente , che possa egli stesso giudicare in ultima giu-
« risdizione , se il suo diritto è violato ; se la intera macchi-
« na politica debba esser polverizzata ; se un nuovo ordi-
« namento , nelle cose o nelle persone , debba esser fatto ;
« e giudicatolo , bisogna che possa prender l'armi, e comin-
« ciare la ribellione , la rivolta , la guerra civile ...! » — E
questa è la perfezione del nuovo gius pubblico! » — O tem-
pi ! o costumi !

Se non che tornan qui opportune molte delle considera-
zioni altrove da noi proposte, aggiuntevene alcune altre. La
fatto di lagnanze contro a' governi, havvene mai penuria tra
gli uomini ? Son sempre discrete ? O piuttosto , gli uomini
son mai contenti o possono esserlo mai ? Cessan mai di cre-
der gli altri ingiusti verso di sè, verso gli amici, verso i co-

noscenti? Trovan mai che chi comanda abbia ragione, quando ciò che comanda entra comunque negl' interessi loro , o d' altri che ottengano le lor simpatie facendo mostra di pregiudicarli? Non accade egli, che , quando chi comanda ricompensa, giudicato al tribunale dell' amor proprio e del proprio interesse , si trova quasi sempre che ricompensa troppo poco e troppo male? Quando è costretto a punire , si trova che punisce contro a giustizia? Quando ripartisce gravami è improvvido, è disorbitante, è tiranno? Quando è costretto a negare un desiderio, a non soddisfare a una dimanda, è iniquo, è inumano, è cattivo? E questi giudizi di censura son forse abituali nelle sole cose che ci toccano? o non cadono sopra ogni atto per bisogno di mal dire, di mostrarsi sapiente , di secondare la moda che corre , d' uccidere il tempo finchè il tempo uccida noi?

Il governo fa una legge? È certo che , a giudizio della moltitudine, esso la sbaglia. Prende una disposizione? La sbaglia. Non la prende? La sbaglia... E tutti i mali procedono dal governo , dalla sua imperizia , dalla malvagità di que' che seggono al timone dello stato. Il governo fa essere fame, fa esser guerra, fa esser peste, fa esser miseria. Chi è in carica ha tutti i vizi e nessuna virtù. La calunnia lo va a trovare dovunque segga. Se non lo accusano gli uni , lo accusano gli altri, le accuse che lo riguardano non han bisogno d' esser provate. E tra queste accuse, e tra questi giudizi , vi fosse almeno uniformità ! I governanti saprebbero chi ascoltare. Ma è la torre di Babele. Uno censura in un senso , un altro in un altro opposto. È la favola del padre , del figliuolo , e dell' asinello...

Questo, per verità, è stato sempre. I *gobe-mouches* d' ogni paese, e d' ogni secolo han sempre fatto e detto così. Ma nei tempi ordinari , e negli stati tranquilli , ciò era mestiere di sfaccendati, e di perdigiornata, esercitato, si può dire, senza gran malizia, o senza intenzione, in generale, nè potenza , d' andar più in là , che di pascere la conversazione , ed

uccidere il tempo. Passate certe ore, e fuori di certi luoghi, quegli stessi, che in questa mala occupazione logoravano una parte del giorno, tornavano alle lor faccende, e non vi pensavan più. Gli altri non vi pensavan mai, o vi pensavano assai di rado. Il popolo minuto, nel generale, gridava, se aveva fame, o qualche grave sofferenza, se no, badava ai fatti suoi. Se avveniva che gridasse; *jactu pulveris* era facile contentarlo, od almen farlo tacere.... Ogni governante aveva imparato lo specifico di Giovenale. *Panem et Circenses*. — A di nostri, molto diversamente va la bisogna. Chi non sa gli occulti e i palesi disegni? È una congiura in tutta Europa, non celata, ma, con nuovo esempio, palese, confessata ad alta voce, ricoverata in luoghi donde liberamente tuona, e pubblica colla stampa una parte delle sue trame, e minacce; e che non perciò s'astiene dall'usare, ad un tempo, con molta e deplorabile perizia, il periglioso e terribile strumento delle segrete leghe, e dei conciliaboli. Agitatori scorrono, in nome di lei, le file del popolo, e non fanno sosta; né è ceto di persone, che non cerchino guadagnare alla causa loro. Più che altri, stuzzicano la plebe, e non isdegnano la canaglia, scegliendo le cerne, e le sentinelle morte, ovunque sperano trovarle. E che scuola danno al minuto popolo? Lo educano a malcontento. Gli empion le orecchie d'accuse giornalieri e di calunnie contro a chi regge. Il vero lo esagerano. Inventano il falso. Fan sì bene il mestier loro, che tutto quello che dicevamo, poco indietro, essere uno sparlare ed un pensare di pochi e sfaccendati, e ordinariamente non volgo, ora divenne il parlare anche delle femminelle di mercato, anche de' mercenari, anche degli scioperati di piazza, anche de' contadini alla taverna.

V'è peggio di così. I *gobe-mouches* del tempo passato adoperavano a questa forma per passatempo e non andavano (siccome dicemmo) più in là colla mormorazione. Nel resto eran buona gente, che si sottometteva e lasciava fare, solo brontolando, e mettendoci mal garbo. La faccenda oggi,

oltre all'esser divenuta un male molto più esteso, e già invadente il ceto più numeroso, meno istruito, men capace di ragionamento, più corrivo a venire alle mani, è divenuta una molla potente di perturbazioni popolari, che si predicano necessarie, che si preordinano, che si danno ad intendere d'effetto infallibile. I sedotti e guadagnati a queste abitudini, massime gli uomini di braccia, si arrolano, si distribuiscono in compagnie, si sottopongono a capifila, si pascono di prossime speranze, s'armano, o si dispongono ad essere armati, e ad usare delle armi loro a un primo segnale. E si grida contro alla tirannide de' governi, se, spaventati da tanta audacia, cercano prevenire il danno; se si difendono; se rendon guerra per guerra... nè tuttavia trattano, di gran lunga, la parte nemica e cospirante a quel modo, che questa dice, ad alta voce, che tratterebbe essi, ove vincessero. I savi ed onesti deplorano intanto da una parte i popoli ingannati, ed eccitati ad eccessi; dall'altra parte i governi condannati, o a perire disarmati e veggenti, o piuttosto non veggenti, o ad usare contro alla imminenza di mali straordinari, rimedi non meno straordinari....

Ma questo non è del mio presente proposito. Per l'argomento che ho tra mani, basta fermare l'attenzione sui conseguenti necessari di esse nuove abitudini insegnate al basso popolo, e a tutti, dove gli agitatori conducessero al fine sperato la intrapresa loro, e di queste abitudini, fatte universali, creassero diritto permanente all'universale.

Quanto si è più grossolani ed ignoranti, tanto si è più facili a immaginare torti od aggravi recati dai maggiori di noi, de' quali ci si è insegnato a diffidare; e tanto siam men capaci di giudicare intorno a ciò rettamente, senza metterci passione, pervicacia, o allucinazione, ed errore; tanto si è più disposti a prestare orecchio a voci che circolano, senza esame, e senza capacità d'esame, e a far coro agli altri: tanto s'è più turbolenti, impetuosi, irriflessivi, disordinati, capricciosi, mobili, ringhiosi, rissosi, e se si lascia fare, ca-

paci ogni giorno, per lievi motivi, d'un tumulto, d'una sedizione, d'un correre a stormo, che prenderà, o non prenderà, le proporzioni d'una *rivoluzione*, secondo che le cagioni moventi, guadagneranno a sè pochi, o molti, o un sì gran numero a che la resistenza sia inefficace.

E, lo si noti bene, la realtà del torto o del diritto, in tutto ciò non entra per nulla. S'ha egli a fidare in querele sorgenti sopra sì labile fondamento? E sian giuste alcune volte. Per lo meno non si negherà che è gran discrezione dalla mia parte, s'io mi contento di dire che non lo saran sempre. E intanto la moltitudine venuta a questa massima di gius pubblico, o di gius costituzionale, ch'essa ha diritto di giudicar da sè sì fatte controversie, riunendo in sè le tre parti di querelante ed aggravato, di giudice, e d'esecutor di giustizia, avrà posto a soqquadro il paese, che avrà per lo manco messo in commovimento più o meno grave, anche senza motivo legittimo. E concessa la facoltà di far questo ad ogni suo libito; e datale l'educazione di star sempre in ascolto, e di andare a caccia ogni giorno di temuti soprusi; e, in sì fatto genere, tanto essendo facile il creder di vederli dove sono, e dove non sono, e perciò di trovarne ogni giorno da ogni parte; e colla ripetizione giornaliera di sì fatti trovamenti, veri o immaginari, non essendo possibile, che il concetto non si crei di mala amministrazione, di prevaricazione, d'incapacità, e non metta radice; che l'occhio non si falsifichi e non s'avvezzi a trasformare in travi le paglie, in paglie e travi l'ombre, cominciata e rafforzata la passione che fa odiare: come le intenzioni di rivoltura, e il tentar di venire a' fatti non saran cosa frequente in intollerabil modo, sino a fare impossibile ogni stabilità d'ordini politici quanto a cose, e quanto a persone?

Aggiungiamovi adesso le altre ragioni atte a crescere legna al fuoco. La potente efficacia del diritto di riunione nelle case e nelle piazze non si vuol che basti a preparar alle turbe il pan cotidiano del catalogo delle querele da diffondere

per mutuo insegnamento, delle prediche demagogiche da riportare a casa, delle declamazioni contra i magistrati, contra le leggi che sono, e a favore delle leggi che non sono ancora e che si vuole che abbian da essere.... contra le risoluzioni governative e i governanti. Si chiede l'altro pascolo pur quotidiano de' giornali liberi, diffusi per istampa a migliaia d'esemplari: catechismo il quale infervori i tiepidi, faccia scaldare i freddi, faccia bollire gl'infervorati, rinforzi gli odi, serva di testo ai commenti d'ogni giornata, presti una mano amica alla propaganda; dia unità, e perciò consistenza e gagliardezza al partito, prepari con ogni arte il successo degli sforzi perturbatori e sovversivi. Si chiede la licenza de' banchetti politici, dove l'aiuto dell'ebbrezza, l'eccitamento fattizio de' vini, il delirio della gozzoviglia, meglio renda accessibili le orecchie ai parlari furibondi, a' brindisi sediziosi, meglio eclissi le ragioni, accenda le fantasie, muova tutti a prorompere. Si chiede la libertà delle canzoni popolari, con che Tirtei di strada faccian risuonare città, castella, ville, campagne, d'inni a dispregio dell'autorità imperante e delle sue personificazioni, e della legge, cuoprendo ogni cosa d'un fango d'infamia, rendendo ridicole e spregiate le cose e le persone le più sacre e le più bisognose di rispetto. Si chiede il diritto degli affissi... Si disarmi da ogni parte la giustizia, il governo. La forza soldata non si vuole. Il cittadino vuolsi che possa deliberare armato. Le sue schiere, adunatesi all'aperto, hanno ogni diritto di combattere la potestà stabilita. L'armata che tien pel governo, ed è da lui, non ha diritto alcuno di voltare le offese contra la sedizione che imperversa. E con questi, ed altrettali preordinamenti, trovatemi il modo, se potete, d'avere una congrega umana, nella quale lo stato ordinario non sia la guerra civile., non sia l'impossibilità d'ogni direzione regolare, d'ogni autorità durevole!

Nè ho detto ancor tutto. Costituito a questa guisa il dirit-

to universale d'ogni cittadino a sì fatto perpetuo , non pur sindacare , ma combattere l'ordine stabilito , e i depositarii del potere , e creatone l'abito e il bisogno , che ne verrà ? Gli uomini non essendo mai d'accordo tra loro , avrassi , non un partito , ma cento partiti , che lacereranno il paese , e ne logoreranno le forze. Per legge naturale di reazione , a far fronte a' nemici , si leveranno incontro gli amici. E tra i nemici stessi , se vi sarà di leggieri accordo nell'unirsi a rovesciare persone o cose che spiacciano , cesserà l'accordo quando si disputerà intorno alle persone o alle cose da sostituire nel luogo restato vuoto. Chiaro è che qui non si tratterà più di ragione di foro , perchè , in ipotesi , la questione non è questione di foro , ma d'armi. Avremo la vittoria de' più forti sinchè sono i più forti ; i quali , da che vinsero , e preser possesso del potere , disarmati omai dalla legge , quanto li armava prima , o privati almeno d'ogni arme veramente efficace , saran condannati ad aspettare la lor volta , quando che sia , fine uguale a quello de' predecessori. Ed aspettando il termine facile a prevedersi d'ognuna di queste dispute eterne , e continuamente ripullulanti , s'avranno intanto i soliti accompagnamenti d'un sì fatto ordine di cose. Gli uomini resteranno in trepidazione e in un'agitazione perpetua. La disputa principale si suddividerà in un'infinità di dispute subalterne: o per dir meglio , si disputerà di tutto , e si guerreggerà su tutto. Per una schiera di turbolenti e rivoltuosi , avrannosi cento schiere. Sarà il campo d'Agramante , quando vi fu entrata la Discordia colle sue vipere. E intanto non impedirà ciò il fiorir pacifico degli studi e delle arti ? il commercio ? l'industria ? le ricchezze e la prosperità pubblica ? il tanto famigerato progresso ? Un paese esposto a questi flutti non rassomiglierà a un mare , dove la calma è un accidente passeggero , il cozzare alterno de' marosi è lo stato ordinario , l'imperversar della tempesta lo stato non infrequente ? Quando il gravissimo affare del riunirsi in civile congrega debba riuscire al com-

porre una così irrequieta aggregazione; quando la massima, dalla quale si parte, è che non ci abbia da esser mai fiducia reciproca, e che, a qualunque termine, si possa sempre turbare a libito di chicchessia tutta la macchina dell'associazione, o tale e tal altra sua parte; quando il primo patto è che niuno, all'amor della pace e della concordia, cederà mai nulla delle proprie pretensioni, del proprio desiderio di mutare i patti ogni volta che in capo ed in seno gli nasca; ma cercherà, per ogni via, di seguitare il suo capriccio, e di tirar quanti più può ad aiutarlo in questo... allora val dunque meglio non unirsi. Per fortuna, una tal condizione ha un principio in sé di morte, nè può avere lunga durata. Perchè, se alla pratica si traduca, va necessariamente a finire in una di queste tre uscite. O stanchi tutti d'una tanta intollerabilità di cose, abbandonano il paese e la lega, e van dispersi, chi qua, chi là, cercando in altra aggregazione la calma che han perduto, e che disperano di riacquistare. O, arrivato il male ad un termine estremo, è una rivolta generale contra le rivolte ed i loro principali fomentatori, che s'esterminano col ferro e col fuoco, siccome una mala cuscuta introdotta nel campo sociale. O, se questo non fa il popolo, o la pluralità sua levata a romore, ben lo fa un destro, e valoroso, o pochi destri e valorosi lo fanno, conquistata una dittatura, o stabilita una oligarchia, sulle rovine della debellata licenza, che alla ragione riduce colla forza chi disimparò di sottostare alla forza colla ragione.

E questa ultima è la fine la più frequente. Vogliansi prove? Oh! non è Cicerone, quegli, che, sin dal suo tempo, scriveva, o piuttosto profetizzava, ne' libri della repubblica — « Quando... un popolo... della libertà, a che pur giun-
« se, non temperatamente bee, ma a piena gola, e tutta
« pura la tracanna, persegue esso allora, e rimprovera, ed
« accusa i magistrati, ed i principi suoi, se al tutto beni-
« gni e maneggevoli non siano, e largamente non lo lasci-
« no libero; e soperchiatori li chiama e tiranni. Donde poi

« questo seguita : che gli obbedienti a sì fatti principi , e i
« contentantisi di loro, proverbialmente, e chiama volontario ser-
« vidorame ; levando, in questa vece , a cielo que' magistra-
« ti che nell'esercizio dell'autorità fan come se l'autorità
« non avessero , e caricando di lodi quei privati , che tra-
« passato il confine del privato vivere , usano della potestà
« come se legittimamente l'avessero. Con che , in una città
« a questa ragion governata , tutto di libertà ribocca , e le
« case stesse de' cittadini a pari sbrigliato interno reggimen-
« to s'avvezzano... di guisa che i padri v'han soggezione
« de' figliuoli , i figliuoli si ridono de' genitori , non è più
« riguardo e rispetto dell'uno all'altro , da cittadino ad
« estero , da maestro a discepolo , da giovane a vecchio. I
« discepoli si fan maestri , e certi vecchi son costretti a far-
« la da giovani per non essere in dispetto. E di qui accade,
« che i servi escono essi pure di freno e di obbedienza. Le
« mogli vogliono parità di diritti co' mariti... Finchè da que-
« sta infinita licenza a tale si viene , che a eccesso d'intol-
« leranza e di fastidio si temprano le menti di tutti , co' qua-
« li se comando s'usa , o forza anche lieve , imbizarrisco-
« no essi , e ad ira s'accendono , e nol comportano. Il per-
« chè , incominciano a sprezzare le leggi , e a non osservar-
« le , e ad ogni padronanza negano di soggiacere.

« Ma da questa licenza soverchia , che sola chiamano i
« miseri libertà , nasce indi la tirannide ; perchè , come
« dalla troppo sbrigliata potenza d'alcuni principi , vien la
« morte del principato ; così dalla troppo libertà de' popoli
« viene la servitù... Imperciocchè , in mezzo a questo po-
« polo indomito , o piuttosto disfrenato , qualcuno final-
« mente sorge , fatto capitano dagli altri contro a quelli che
« sono oppressori , già gravati dell'ira pubblica , e vacillanti
« sulle lor sedie , impronto uomo , ed ardito , e rotto a te-
« merità , che i buoni tien bassi e rimuove , e a que' passa
« innanzi , fattosi grato alla moltitudine co'doni del suo , e
« dell'altrui. Al quale , perchè privato ed oscuro , volentie-

« ri si danno le cariche e si continuano , accordandogli il
« fiancheggiarsi della forza amata , come ciò fu di Pisisrato
« in Atene. E poi si scuopre quel ch'egli è , fattosi tiranno
« di quegli stessi , dai quali fu messo in sella....» E così
fnis coronat opus! La regola , a dettato dell'Oratore d'Arpi-
no, che da Platone ciò trasse, è generale. Dunque la tiran-
nide , o per usare una parola di meno invisa significazio-
ne , e più vera , la monarchia assoluta , che comanda senza
render mai ragione di sè ad alcuno de' cittadini, è ultimo effet-
to dello sbrigliato potere, il quale dà il popolo a sè stesso...

A' nostri giorni medesimi , se principe assoluto fu mai ,
certo fu Napoleone ; e Napoleone chi lo generò ? Egli fu un
termine necessario a che dovevano uscire le antecedenti dis-
orbitanze repubblicane di Francia.

E qui altri esempi stimo superfluo l'addurli. Certo non
mancano. Ma gli stessi banditori odierni de' nuovi diritti ne
sono persuasi : essi che (ben vedendo essere impossibile go-
vernare , se i governati non si obbligano a lealtà d'obbe-
dienza) mentre promettono il futuro godimento di essi di-
ritti , fan però le loro riserve per tutto il tempo in che toc-
cherà a loro la direzione della guerra occulta e manifesta
per conquistarli. Imperciocchè insegnano , che allora (ed al-
lora solamente) le moltitudini delle quali si son fatti diret-
tori potranno quel che vorranno. Intanto essi direttori co-
mandano e vogliono obbedienza cieca , obbedienza di setta ,
obbedienza senza resistenza , senza replica , senza esame ;
obbedienza sotto pene terribili , pene inflitte senza processo
(tanto sentono eglino stessi che comandare senza certezza
d'essere obbediti non è comandare ; che governare senza
virtù di costringere e di por freno a' ricalcitranti non è go-
vernare ; che gli assolutismi , v' ha pur caso nel quale sono
necessarii). E così la libertà e la franchigia è nelle promes-
se : la servitù ... una servitù più intera e più inesorabile an-
cora delle supposte servitù contro alle quali si è provocati
a ribellarsi , è nel fatto storico.

Rispetto a che , si han fede anch'essi , nel qui da noi detto , i capi propugnatori delle teoriche le quali combattiamo , che , a quattr'occhi , e fuori del cospetto del popolo , non lo negano : poichè ognun di noi li ha spesso uditi rispondere , allorquando di sì fatte considerazioni si schieran loro innanzi le principali ; ch'essi veramente applicano il diritto di tutta la immensità di lor licenza or da noi combattuta a questo tempo di guerra a morte la qual son deliberati di fare a' vecchi sistemi di governo che tiranneggiano il mondo (ritenuto però sempre , che tuttavia la licenza ha da essere relativamente a' governi , mentre relativamente alle sette ha da essere pur sempre la servitù pocanzi ricordata , per far possibile e sicura la direzione); ma più tardi, come di sopra si è detto , un po' d'ordine s'ha da stabilire ; certi freni ci han da essere ; all'uso della libertà debbono essere prescritte certe regole. Se non che , per non ismascherarsi ; quando si è in sul chiedere quali han da esser sì fatti freni , e quali si fatte regole , si guardan bene dal dare una risposta precisa ; e se ne schermiscono i più astuti dicendo , che queste le son cose , le quali nessuno ha l'autorità di stabilire , ma dipenderanno a guerra vinta dalle deliberazioni de' popoli , educati intanto a vivere scapestrato , e ad impazienza d'ogni legame in tutta la porzion loro la più numerosa , la più pronta a' fatti , la più difficile per natura ad imparar disciplina ; e ignoro poi con che arti si *confidino* di poter questa disavvezzare da ciò che per lunghi anni fu il suo latte e il suo pane cotidiano , per avvezzarla a privazioni e restrizioni , di che nè ha il gusto nè l'abito...

Resta dunque pur sempre vero , che , se il povero popolo non ha da essere *diredato*; l'eredità legittima dalla quale non può nè dee spogliarsi , non è certo quella della partecipazione alla sovranità nel senso moderno della parola. Resta pur sempre vero che la causa della democrazia è una causa , la qual trascinata innanzi al tribunale della ragione , non può essere difesa.

ARTICOLO X.

Di nuovo delle ragioni, per le quali la formazione a priori d'un ottimo governo, e lo stabilimento il più ragionevole della sovranità in un popolo, non ha regole generali, e costituisce un problema di difficilissima, e quasi impossibile soluzione, massime quando la soluzione al popolo s'abbandoni.

Ma, se la democrazia (quella soprattutto che vagheggiano i moderni) non è specie di governo, il quale ragionevolmente convenir possa ad un popolo, e se le consultazioni, intorno a ciò, del voto universale non valgono a nulla, quali dunque saranno le dottrine le più sicure, e le più vere, per la formazione (seguitando le migliori norme) d'un governo, e della sovranità, che ne è parte principalissima? — Io non posso, riguardo a ciò, altrimenti rispondere, che ripetendo quel che sentenziava fin da principio. Regole generali, cioè applicabili a tutti i casi, non ve ne sono. E, dato un particolar caso, è difficile indovinare quel che debba farsi di più opportuno al caso che si ha per mano. Questo è uno di que' problemi, che è quasi impossibile di bene e sicuramente sciogliere *a priori*. Le soluzioni son tutte, non pur difficili, ma incerte ne' loro effetti, ed ingannevoli. Non vi sono teoriche le quali valgono, perchè le ragioni, che spesso inevitabilmente le fan fallire, non si possono, il più delle volte, nè pesare, nè prevedere. Si lavora sopra dati, che nè tutti si possono conoscere e contare, nè conosciuti e contati si possono apprezzare come e quanto si converrebbe. Così, in una materia sì fatta, la prudenza umana, ben può e dee tentare di far quello che pare il meglio: aver pie-

na fiducia d'indovinarlo nol può, nè il deve. La prudenza umana però, nella pratica della vita, ha ella, quando si fatti affari si trattano, *voce in capitolo*, per servirmi d'una volgare espressione? Risponderei di sì, se potessi, ma troppe ragioni mi costringono a risponder no.

V'è una prudenza umana ne' libri, la quale è il frutto delle cure congiunte d'uomini dotti, saggi, pieni di pratica perizia, che posero in carta ciò che sempre ai migliori parve meglio: ma questa prudenza umana, la quale si può chiamare una prudenza astratta, è troppo generica, e fa poco al caso. Essa non sa dare, che regole generali, e di piccol numero, soggette a molte eccezioni, a molte limitazioni, a molte riserve, a molte variazioni, che il libro non può dire... che si diversificano al diversificare de' casi... e che cadono sotto la giurisdizione d'un' altra prudenza umana, assai più labile di quella prima, la quale (dico la seconda) non è una prudenza scritta, o da cercarsi e trovarsi nel libro, ma bisogna dimandarla ad alcuni uomini nel consorzio in cui si tratta stabilire sovranità e governo.

Or 1°, questi uomini ne' quali abita la qui richiesta prudenza (specialmente nel genere di che qui si tratta), purtroppo, alle volte, in tutto un popolo non vi sono, o ve n'è un sì piccolo numero, che è come se non vi fossero. E sarà ciò una disgrazia, di che è lecito lamentarsi, maravigliarsi, indispettire... ma ciò non farà che al non esservi si trovi rimedio. Ed allora la quistione è finita. Certo quei che non vi sono, o che sono in un numero comparativamente minimo, e di poca voce, non hanno *voce in capitolo*, o non hanno *voce* che basti a farsi udire *in capitolo*.

2. Questi uomini, dove anche sono, e dove formano un sufficiente numero, è difficile che arrivino a farsi ascoltare, ed a prevalere in mezzo alla maggior turba di que' che non son prudenti, e che pretendon d'esserlo, o non si curan di esserlo, perchè invece hanno più a cuore di far prevalere i loro interessi, il loro capriccio, le loro passioni: laonde,

quanto all' effetto dell'aver voce in *capitolo*, è come se non fossero.

3. Questi uomini, dove anche fossevi generale disposizione ad ascoltarli, è difficilissimo il conoscerli: perchè, dall' un lato, tra essi, che, per supposto non manchino, ed anche siano in bastevol numero, si mescolano ad arte sempre altri in veste di prudenti, benchè in fatto cerretani politici, i quali si dan più moto de' prudenti veri, e si mettono innanzi, e cercano di compensare coll' intrigo e col ciarlatanismo a quel che loro manca in vera capacità. Dall' altro lato l'ignoranza delle moltitudini è sempre sì grande, che facilmente si lascian vendere loglio per gran legittimo, e scambiano i capaci cogl' incapaci e viceversa; e così a quelli tolgono in *capitolo* la voce che legittimamente spetterebbe loro.

4. Quest' uomini, dov' anche sono, e dove, per un miracolo, sono riconosciuti per quel che sono, purtroppo egli avviene (tale e tanta è la imbecillità delle menti umane), che, in argomento sempre incertissimo, e difficilissimo, qual è quello di che parliamo, si dividon di parere, e metton fuori sentenze tanto discordi, che una è distruttiva dell' altra, fra le quali è caso assai contingente, che il parer migliore prevalga in *capitolo* sì sul resto delle moltitudini, e sì tra gli stessi prudenti.

5. Per ultimo a tutti gl' impedimenti esposti s'aggiunge l'impedimento degl' interessi e delle passioni ne' prudenti medesimi, onde accade, ch' essi, non men delle moltitudini igneranti, pongono, non di rado, in disparte la prudenza e la capacità, per operare non nel senso del ben pubblico, ma come se fossero imprudenti ed incapaci, e così accrescono l'incompetenza e l'improvvidità del *capitolo*. — Donde, qual finale conclusione, si giunge a tanto, che, se si parte dall' ipotesi che il popolo abbia da esser quello, il quale scelga i probi e capaci, e che, coll' aiuto di questi stabilisca quel ch' è il suo meglio, ciò è supposizione e speranza da collo-

care presso a poco nel numero de' sogni i quali fannosi ad occhi aperti , e de' castelli in aria senza solidità , e senza base.

E ancora tutto questo è, quando una congrega d'uomini sia venuta a tale di potersi liberamente dare un governo ed una sovranità, di per sè, rimosso qualunque ostacolo, convenendo in quello che si chiama un *patto sociale*. Ma non s'è egli, da lungo tempo, fatto osservare, che ciò in pratica non è mai , o quasi mai? — Perchè tutti nasciamo , se non siamo selvaggi, in seno a qualche governo bello e formato; e, se siamo selvaggi, tanto e tanto nasciamo in mezzo ad una specie di società, della quale non ci è lecito, nè domandato, nè di leggieri possibile, cangiare e rimpastare le forme a nostro grado, per molto che lo desideriamo e lo vogliamo. In fatti , non è mai caso, che tutti concorrano in questo desiderio e bisogno. Vi sono gl'interessati a conservare l'ordine stabilito, buono o cattivo ch' esso sia, perchè vi trovano il loro privato vantaggio e piacere. Vi sono gl'indifferenti, i quali il male non lo apprendono, e niente tanto temono, quanto le mutazioni radicali, che turbano pur sempre la serena lor pace, e perciò vi resistono (dico alle mutazioni), per lo meno colla inerzia, e colla mala volontà. Vi sono, in una parola, i *conservatori*, che mai non mancano, e che tanto più abbondano, quanto una società è più civile, e, per conseguenza, quanti ha più interessi in giuoco, i quali pericolino ne'subiti cangiamenti degli stati. Dunque le congreghe umane, già costituite a più o men perfetta convivenza, quanto più sono civili, tanto è men facile il disfarle per rifarle, a legge di patto sociale, altrimenti che passando per una rivoluzione violenta, che pochi ed arditi fanno contra i molti sperandoli mal preparati a resistenza. Della quale rivoluzione quali siano i frutti, e quanto amari, e quale perciò l'ingiustizia, e quali le difficoltà, per lo più insormontabili, che incontrano, lo abbiamo altrove ragionato. Ma si suppongano anche fatte a qualunque costo, e siano riuscite per modo che

abbiano omai vinto. Una nuova difficoltà sorgerà allora , e sarà , che certo non i prudenti , e i savi , ed i probi saranno stati quelli che la rivoluzione avran fatto , e a cui profitto la vittoria si sarà ottenuta , nè quelli perciò a' quali la palla del governo sarà balzata e restata in mano , perchè i savi , e probi , e prudenti non fanno le rivoluzioni , e non vi prendon parte , o se sforzati ve la prendono , non son quelli che vi ottengono il baston del comando. E qual è invece il fatto presso a poco inevitabile? È che i veri vincitori , i quali saranno necessariamente i più giovani , i più bollenti e i più spavalidi , non per niente vorranno aver combattuto e vinto. Cresciuti in superbia crederanno di saperne più di tutti , e non si cureranno gran fatto di cercar prudenza e sapienza fuori del loro cerchio. E il resto è inutile dirlo. Come impetuosa , e turbolenta fu l'opera di distruzione , così non meno impetuosa , e non meno turbolenta sarà l'opera di riedificazione. Il famoso *patto sociale* , sarà il patto di chi porta la spada con chi non la porta. Le toghe cederanno alle armi , e sarà quel che sarà... quel che avrà disposto la Provvidenza , piuttosto che il miserabile senno umano.

ARTICOLO XI.

Del perchè e del come il problema del governo e della sovranità è presso a poco insolubile a priori per l'umana sapienza.

A me par d'udire che i più tra i leggitori diranno. — « Oh « che specie dunque di problema è cotesto, della cui soluzione Iddio sembra aver creato una necessità agli uomini « senza dar loro un facile e buon mezzo di presto e bene « scioglierlo? e come ciò colla sapienza, e colla bontà del « Creatore può conciliarsi? » — E io potrei rispondere — Che vale ciò? Se il fatto è così come io dico, le ragioni del fatto possono ben essere di quelle innumerabili, delle quali l'autor delle cose ha riserbato a sè il segreto, senza che il non esserci stato esso detto, servir possa a fare che quello che è non sia, o diaci diritto a lagnarci di non conoscere perchè sia. Nondimeno altra più diretta risposta può darsi.

Lasciamo stare quel che la Fede insegna, cioè, che non è insomma Iddio, da cui ci è venuta la necessità dello sciogliere questo problema, posto, che, a credere di noi cristiani, l'uomo è, che s'è creato il bisogno del proporselo, o che, a meglio dire, se l'è tirato addosso come pena d'un primitivo fallo. Ma resti il discorrere sì fatto punto a' teologi, che soli hanno competenza di trattarlo. Noi filosofi, per poco che maturamente vogliamo pensarvi, siam presto condotti, per pure considerazioni di ragione, a così favellare.

L'uomo è composto di due principii tra loro distinti : anima e corpo insieme congiunti a condizione non pari. Il corpo è destinato a perire; l'anima è immortale. Le due

cose congiunte hanno una prima vita; la vita terrena, i cui giorni sono contati e pochi. L'anima disgiunta è destinata ad una seconda vita, rispetto alla quale la prima vita non è che una misera minuzia. Chiaro è dunque che questa prima vita è data a preparazione, a profitto, in corresponsività, della seconda, e non la seconda per la prima.

Riflettendo anche meglio, e un po' più accuratamente, un s' accorge presto, che la prima è una cosa incompleta, e necessariamente imperfetta, ed accennante a quell'altra; ed è appunto come dire la *posizione* d'un gran numero di problemi, la cui soluzione in essa prima vita non dee riceversi, perchè non possono in quella riceverla, e sono riservati alla seconda.

I problemi, a' quali alludo, nascono dalla esistenza universale d'un gran numero di primitivi e ineluttabili sentimenti, che si manifestano in noi di per sé, come cosa di nostra natura, e primigenia, e che noi non siam padroni d'impedire o di reprimere, e sono sentimenti di desiderio violento, il quale, non soddisfatto, genera dolore, e perciò si chiama *bisogno*: cosicchè molti vengono ad essere tali desiderii congeniti, e perciò tali bisogni.

La misura di tutti è l'infinito (*insaziabilità* naturale, istintiva, propria di ciascuno de'bisogni e desiderii de' quali parliamo, e, rispetto a cui, c'è necessaria una continua lotta di noi contro a noi per cacciarla indietro).

La forma è nelle principali sue specie— *Bisogno di vita— Ripugnanza alla morte* (*Sete d' immortalità*). —

Bisogno di felicità. Ripugnanza a tutto che ci molesti. Appetenza di tutto che ci piaccia (*Sete d' una soddisfazione interna e stabile dell' animo, e d' un godimento il massimo possibile, a cui niente ponga, o pur solo minacci, fine od interrompimento*). —

Bisogno di cognizione e di verità (*Sete del sapere ogni cosa; del saperla completamente, del saperla con certezza, del saperla senza che niente di men che vero, o di dubbioso vi si mescoli*) ... —

E di questo andare , l'enumerazione potrebbe procedere assai lontano. Donde poi s'è costretti a domandarsi :

Perchè, in un vivere *finito*, e d'una *capacità finita*, ci sono stati infusi bisogni e desiderii in una progressione di grado così infinita ? —

Perchè , essendo noi tutti condannati a morire, tanto invincibilmente desideriamo di non morir mai (giacchè non v'è il prezzo dell' opera a qui risolvere la vieta , e cento volte confutata difficoltà , la quale potrebbero trarre alcuni dalla eccezione che sembrano offerire i disperati ed i suicidi) ? —

Perchè la perpetua nostra tendenza essendo il divenire felici nel massimo possibile grado, noi tanto sentiamo tutti, e per teorica e per pratica , di non poter esserlo finchè la vita ci dura ? —

Perchè il conoscere ogni scibile, e l'ignorar nulla , e il cessare ogni dubbio , e il non errar mai , formando una delle cime de' nostri desiderii più vivi, tanta e sì dolorosa certezza ci è toccato d' avere in sorte, che , nella nostra terrena esistenza, tutto ciò ne sarà sempre disdetto... ? —

E facile ne sarebbe il seguitare così di perchè in perchè, con una filatessa che occuperebbe ancora la lunghezza di molte pagine, le quali dimande costituiscono appunto i problemi di che io favellava nel cominciare la enumerazione.

Or, per fermo, ponendovi ben mente, è forza dire, come già poco indietro indicava , il perchè cercato e comune esser questo , che la prima vita è il principio e non la fine , e che , se il bisogno delle soddisfazioni manifestasi in essa prima vita, la soddisfazione o la possibilità della soddisfazione però è riservata solamente al tempo della seconda.

Ma scorriamo ciò meglio. — Da che nell' uomo , generalmente, si trovano i desiderii , ed i bisogni che numeravamo, e gli altri, che omettevamo d' enumerare, ben ciò appalesa , che non si può ad essi dare altro ragionevole significato, se non di fini proposti dal Creatore stesso alla spe-

cie umana, e possibili per conseguente ad ottenersi. Ora è un fatto, che, nella durata del vivere in terra, questi fini non si conseguiscono, anzi il più spesso, od assai spesso (in quegli stessi il cui conseguimento non c'è al tutto negato), ottiensì il loro opposto (anche allorquando noi non abbiám fatto nulla per meritarcì questo tristo effetto; anche allorquando abbiám fatto ogni onesto sforzo a noi possibile per conseguirli). Dunque altro rifugio non rimane che dire quel che dicevamo, cioè che la possibilità del conseguimento di essi fini ci è riservata dopo la morte del corpo.

L'analisi filosofica di noi medesimi ci rivela però qualche cosa di più. Essa ci rivela il motivo, pel quale qui è il principio, ed altrove è la possibilità della fine.—Insomma, tra gli altri sentimenti in noi congeniti, vi sono anche i sentimenti di vizio e di virtù, di merito e di demerito, di bene e di male, di libero arbitrio e d'uso o d'abuso del medesimo, di giustizia punitrice e premiatrix. Le nostre proprie azioni, innanzi al tribunale della sinderesi, altre ci appaion buone, altre cattive. Noi stessi, ai nostri occhi morali, nel correr di questa vita, or ci sentiamo merítanti, or demerítanti, or degni di ricompensa, ora di gastigo. In terra la piena giustizia sopra noi, verso noi, riconosciamo tutti che non può dirsi fatta, nè fattibile. E poichè l'intelletto dice, che dev'esser fatta: dunque dev'esser fatta nell'altra vita. Questa è filosofia, se non fosse anche fede religiosa, ma è l'una e l'altra. Or che resta dunque d'inesplicabile (per tornare finalmente alla principale nostra questione, donde questa digressione da prima partiva) nel fatto del bisogno d'un buon governo e d'una normale sovranità, e della difficoltà d'avere governo e sovranità tanto ottimi, quanto ci è forza desiderarli? Ciò rientra nella legge universale di tutti gli altri bisogni mal soddisfatti in terra, per la ragione, che questo non è il luogo del soddisfarli. In altri termini, le imperfezioni delle sovranità e de' governi, come tutte l'altre imperfezioni, sono nel fine del Creatore

un male che ha il suo lato buono; un male ch'egli ha permesso per un fine ultimo di ben maggiore. Servono a *mari-tare* Servono a far conoscere sempre più a noi la nostra propria imperfezione, il nostro proprio scadimento (1).

Il discorso, dirassi, ha troppo dell'ascetico? — Eh lo so. Viviamo in un'età, in cui gli ascetismi sogliono aversi in orrore, ed in dileggiamento. Questo però a che monta? Distrugge forse il valor loro filosofico e religioso?—

Ma questo, si rimbeccherà, è approvare i malgoverni, e lasciar loro i gomiti al tutto liberi. È consigliare un *quietismo* indecoroso avanti a Dio, e contrario al fine della perfezzibilità in terra pur data alla nostra specie ... — Questo io rispondo, non è nè l'una cosa, nè l'altra. Imperciocchè Iddio non ha vietato all'uomo di cercare, anche nella vita terrena, l'uscir dalle angosce di que' bisogni che l'accompagnano, usando mezzi che la ragione approva, e che la coscienza non condanna. In quella vece, gli ha insinuato il contrario, poichè gli ha dato l'istinto dell'attività, e la luce quale che siasi della intelligenza, per cercare il meglio, e per contrastare al male, morale e fisico, anche nel circolo della sublunare esistenza, e del viver terrestre. Solamente bisogna aggiungere che, nel tempo stesso, ha ordi-nato, o tollerato, che, nella soluzion tentata del problema qui specialmente discusso, come di tutti gli altri si-

(1) M'è stato detto - *Non sunt facienda mala ut veniant bona* - M'è stata messa innanzi la bestemmia, che dunque fan bene i settari volendo certi mali giustificati dal fine buono, cioè dal bene (presunto) che si propongono, il quale è la rigenerazione della specie umana. M'è stato soggiunto, che dunque, non volendo, io vengo a dar loro un'arme in mano, ed a conceder loro ch'essi imitano Iddio. Io rispondo. Non è Iddio, che, nel dar me esposto sistema, fa il male. È la libertà dell'uomo malamente impiegata che lo fa. E Iddio lo permette sì poco, che lo punisce, tosto o tardi, in questa, o nell'altra vita, o in tutte e due, in chi l'opera. E intanto ha sì bene ordinato le cose mondiali, che, mentre il mal fatto da alcuni resta per male sempre quanto ad essi, nondimeno gli altri possono ritrarne un bene innocente, cioè scevro da colpa, giacchè al male non hanno essi dato mano, e solamente lo patirono, di che il bene susseguente è poi la ricompensa.

mili , esso uomo abbia or buono avviamento ed indirizzo alla riuscita , or non l'abbia , e ciò , alle volte per colpa propria , o rispettivamente per proprio merito , altre volte senza ciò , e contro a ciò : cosicchè l'impiego de' mezzi aberra più o meno dal fine , e radamente vi conduce ; e , quando vi conduce , lascia sempre molto e moltissimo di desiderato e non conseguito. Dove le volte , che più o men si riesca , servono a mantenere l'attività nostra , e la speranza , e il coraggio , e a preservarci dal precipitare nell'inerzia ; le volte che non si riesce , servono a ricordarci , che un potere superiore al nostro è dietro la tela , il quale regge le cose umane , e con occulta sapienza , or ci dà i beni della terra , or ce li leva , o ce li nega , acciocchè pensiamo che non son questi il fin proprio e sommo a noi proposto.

Ma poichè insomma , concedo io pure , che al mal governo l'opporci con onesti sforzi , invece di esser colpa , è anzi spesso dovere , o quasi dovere (l'acquiescenza pura e semplice , e la rassegnazione , quando fosse di tutti , potendo in alcuni casi divenire condannabile , rispetto almeno ad alcuni : perocchè è atto , non di sola virtù , ma di debito , per quelli che han di ciò competenza : 1. l'illuminare , o il cercar d'illuminare , i depositari del potere , in quel che veramente abbiano errato , od errino , massime quando l'errore sia grave ed abituale : 2. l'adoperarsi a promuovere la medicina de' vizi radicali con indefessi , opportuni , e convenienti mezzi) , come dee procedersi in questa difficile e delicata faccenda? — *That is the question* — Ciò sia materia d'un

ARTICOLO XII.

Di quello che al popolo non spetta, e spetta, in fatto di governo e di sovranità, e del modo e della misura in che gli spetta.

L'argomento io l'ho toccato qua e là più volte, forse con un po' di disordine, ma esprimendo con forza ogni volta l'opinione della quale sono persuaso. Giova nondimeno tornarvi sopra in quest'articolo, e dir con più grande asseveranza ancora, che in ogni altro luogo—la principal fonte degli errori, i quali sul proposito nostro si spacciano, e corrono oggi il mondo, stare appunto in questo atto d'universale superbia, per che, in cosa, la quale tanto è legata a fatti providenziali che si burlano, per così favellare, di tutte le providenze umane; la quale tanto poco dipende dalla volontà de' singoli; la quale tanto è superiore alla intelligenza delle turbe; tanto è difficile ad essere trattata come lo si addice; tanto è poco atta a condursi per sole deliberazioni d'uomini quali che siano, a grado delle passioni loro, e nel conflitto de' loro interessi perpetuamente fra loro lottanti: s'argomentano di credere tra tutti distribuita, ed a tutti appartenente la competenza del trattarla per lo meglio loro. Donde è poscia l'opinione si da noi combattuta, che la sovranità, in radice, è di *tutto* il popolo, inalienabile da esso, reversibile in esso, e rivendicabile per esso, *tutte* le volte che lo vuole; esercitabile da ciascuno, individuatamente, ed individualmente, nella porzione più o men coeguale che gli spetta; residente di *fatto*, come potere attuale ed accidentale nella maggioranza (più o meno

istabile di sua natura) de' cittadini , che sendosi data la pena di concorrere ad esercitarla , convennero in un medesimo voto ; ma non ispettante di *diritto normale* ad essa ; perchè la parte non può equivalere al tutto ; perchè chi non ha parlato , non ha detto niente , e non s' è interdetto di poter parlare quando che sia ; perchè il diritto delle minorità , tanto piccolo quanto più si voglia , può essere oppresso , ma non annullato , nè distrutto ; perchè , infine , non può non esser lecito a queste il cercar di farsi maggioranza la loro volta , acciocchè il fatto della sovranità ad essi o passi , o ritorni.

E , per vero , i fautori stessi delle anzidette sentenze , non osano analizzarle , od almen confessare , i naturali conseguenti loro , de' quali conseguenti il principale è , che , così insegnando essi , vengono a dire , insomma , che la sovranità , comunque affidata come potere esecutivo , legislativo , giudiziario , o quale altro potere che siasi o che si chiami , obbliga in diritto i soli consenzienti : quanto agli altri , li violenta , ma non può obbligarli ; o , ciò che vale lo stesso , vengono a dire , che la sovranità è obbligatoria *di diritto* per nessuno , giacchè que' che le obbediscono , in quanto sono consenzienti , evidentemente obbediscono a sè e non a quella , cioè obbediscono alla propria volontà di obbedire , non alla forza imperante della sovranità , attinta , in massima parte , dagli eterni principii della ragione e della giustizia ; ed obbediscono perchè son contenti di farlo , non perchè si credano obbligati a farlo ; ed , in que' che obbediscono , in quanto , a lor malgrado , vi sono costretti , non dall' autorità , ma dalla forza materiale , in essi ancora l' obbedienza è un *fatto sofferto* , e non un *dovere* adempito ; e un' obbligazione *estrinseca* , e non un obbligo di vero nome ; o , a dir meglio , è *violazione di diritto* , e non *diritto* , contro alla qual violazione si ha invece il diritto di mettersi in istato d' ostilità , di cospirare , di muover guerra flagrante , in detto ed in atto. Il che dire è negare la sovranità , e con-

siderarla come un *fatto* pur sempre , non come un *diritto* ; fatto di alcuni che *soperciano* tutti , non diritto di tutti contro a ciascuno ; tirannide , e non sovranità , pe' dissenzienti ; cosa inutile , *superflua* , ed illusoria , o simulacro di cosa pe' danti libero *consentimento* : ciocchè bene interpretato , significa poi , che la sovranità , in quanto è potere , pe' soli dissenzienti esiste ; ma esiste per essi soli come una iniquità ed una ingiustizia , non come cosa mai legittima e normale : verità sì vera , che lo spirito logico d' uno de' più sinceri , e de' più espliciti tra gli antesignani del nuovo liberalismo (Prudhon) non ha dubitato di confessarla e dichiararla ad alta voce , e per istampa.

Ma si fatto sistema , pertanto , gli attualmente investiti della sovrana potestà , e d' ogni sua grande o piccola parte , quali e quanti pur siano , non sono che semplici incaricati d'affari , privi di plenipotenza , e quasi direbbesi *ad referendum* , o piuttosto godenti d' una plenipotenza frodolenta di fatto a tutto loro rischio , e sotto la loro perpetua responsabilità , come i generali di Cartagine ; sempre revocabili , sempre soggetti al sindacato di tutti e di ciascuno ; posti in una singolar condizione innanzi al popolo : perchè , ne' paesi dove tutto il popolo non è stato chiamato , e non è concorso a farli (messo dietro le spalle ogni diritto di prescrizione e d' usucapione) sono come se non fossero ; usurpatori posti fuori della legge ; nemici pubblici , e niente meno di ciò : ma , ne' paesi stessi , dove il popolo è quegli che li elesse negli universali suoi comizi , non hanno , per le ragioni esposte di sopra , solidità e realtà alcuna di potere ; burattini da filo quanto a tutti , e tali burattini , il cui filo dev' essere spezzato il più presto , o quando il destro ne viene , quanto a' dissidenti.

Che se tutto ciò è rispetto alle persone , poco diversamente dee dirsi rispetto agli atti loro , il cui valore intrinseco è subordinato sempre all' apprezzamento libero e capriccioso d' ognuno. Ed altrettanto è ancora delle leggi ; e sian pure

quelle che si chiamano *Costituzioni*, *Carte*, *Statuti*, o simili... E così distruggesi affatto, e si demolisce l'idea di governo, e si sperperano le convivenze civili, rimettendo ogni umana congrega nelle condizioni primordiali del viver selvaggio, ricondotto a'suoi naturali e radicali elementi d'indipendenza degl'individui, e di forza brutale del più potente, o del numero maggiore, contra il più debole, o contra il numero più piccolo.

Io invece, per finirla, riduco a queste non molte proposizioni i dettati della ragion pura in sì fatta perplessa materia, sottoposti nondimeno alcuni di essi, nell'applicazion loro, al prudente apprezzamento delle circostanze.—

1. Iddio, a farci appunto conoscere, nella presente imperfezione ed ignoranza nostra, ch'egli è il padrone (*dominus dominantium*), e che noi, per molto che immaginiamo di esserlo, non lo siamo punto, o lo siamo assai poco, e sotto sempre la legge della sua supremazia, dispose, e dispone, colla sua direzione occulta del mondo morale, come del fisico, le cose in modo, che lo stabilimento de' governi, nel materiale, e nel personale, è (storicamente parlando, cioè nella pratica, così come dalla storia universale e particolare de' popoli ci è dichiarata) un mero providenziale fatto, dato o coadiuvato, sempre, o quasi sempre, da forza di circostanze, indipendenti il più spesso da ogni preordinata volontà delle turbe; per le quali circostanze, o contrastato, o no che sia ne'suoi cominciamenti, esso, da una esistenza precaria, e spesso irregolare, passa, a poco a poco, ad un'altra esistenza tacitamente consentita dall'universale, e pacifica, e con ciò legittimata; rispetto alla quale, l'azione indesinente de' due principali fattori di quest'ordine di fatti (e voglio dire, 1. il reggimento divino delle cose umane, 2. quella dose di politico senno, che giunge per solito, da ultimo, a scaturire da qualche parte), più o men laboriosamente, viene a galla, a traverso d'ogni difficoltà, in mezzo ai popoli, come una manifestazione inevi-

tabile alla lunga , dell'idea insita in tutti , ed eterna , tutto-
che più o meno oscurata , di giustizia , di verità , di dovere ;
ed allora quest' azione , or lenta , or sollecita , opera in gui-
sa , che l'intollerabile alla fine si fa tollerabile e tollerato ,
l'ingiusto si fa giusto , o meno ingiusto , l'improvvido o
provvido , o meno improvvido ; e nascono sistemi e vie di
compensazione , lenitivi , palliativi , rimedi ; e il male che
c'è , o che resta , non può superare una certa misura (tran-
ne quando un decreto terribile di Provvidenza vuol che le
nazioni periscano , o si consumino , e decadano umiliate e
contrite) , nè può non avere un contrapposto di beni : co-
sicchè di questo misto si componga quella dose d' infelicità
terrena , più o meno temperata , che è necessariamente com-
pagna di questa vita , punizione meritata agli uni ; scuola
di virtù , e mezzo di merito agli altri. .

2. A vie meglio mostrarci la verità di questa dottrina ,
la Divinità ha in tal forma ordinato il mondo morale , che
in que'secoli di contumace superbia , o tra quelle superbe
nazioni , in cui la verità e la presunzione della propria sa-
pienza più prevale tra gli uomini , e li spinge a voler tutti
fare e non lasciar fare , ognuno mettendosi innanzi , e cer-
cando d'esser primo , o de'primi , ognuno volendo esser
dio a sè stesso , e governo , e governante ; ivi , ed allora ,
è l'infelicità massima , il disordine massimo , lo sgoverta-
mento massimo , la guerra civile imminente o flagrante ,
l'anarchia , lo stato convulsivo , od epilettico , delle umane
congreghe : disordine , sgovertamento , guerra , anarchia ,
convulsione , epilessia , che seguitano finchè questo perio-
do di presunzione non passa , e finchè principii migliori , e
più giusti , non tornano a prevalere la loro volta.

3. Intanto però è giusto confessare , che , se da un lato ,
il Creator delle cose , per le ragioni che più volte adducem-
mo , non ha concesso agli uomini la perfezione in nulla , e
nè manco ne' governi , ed ha voluto tollerare , e permette-
re , a volta a volta , l'imperfezione , anche condotta , in

essi governi , fino all'abituale imperizia , imprevidenza , inettitudine , ingiustizia , e tirannide ; da un altro lato , ei non ha voluto , in generale , abbandonare sì fattamente la specie umana all'impero del male , anche sulla terra , che non abbia concesso , nella sua benignità , mezzi normali di riparo , di resistenza , di rimedio (renduti, egli è vero, per suoi segreti disegni , ora più , or meno efficaci) , e non abbia perciò inserito nelle ragioni , le meglio addottrinate , de'saggi in mezzo ai popoli il lume più o manco opportuno a conoscere in ogni caso quel che è lecito , e conveniente , e necessario di fare per tentar d'uscire di pena , d'ingiustizia , e d'oppressione. Questa è almeno la regola generale , sebbene , purtroppo , convien dire , che talvolta , nel segreto della sua sapienza , esso Creatore , permette e tollera , come altrove notammo , che si fatto lume in pochissimi splenda , e quasi in nessuno : di che poi la conseguenza è , che il male del malgoverno , o dura , o quel che è peggio , per gli sforzi inconsiderati di que' che non voglion patirlo s'aggrava , o sia che conservi , o non conservi le prime sue forme.

4. Or quando a si fatto ultimo flagello non si è condannati (pena , per solito , del lungo tralignare d'una civil convivenza , confermata nel vizio , e nella cecità d'intelletto) allora il rimedio , e il riparo , c'è , sol che tutti facciano il dover loro ; e c'è senza le maledette rivoluzioni , senza le illecite cospirazioni e sette. C'è per la forza pacifica ed infallibile delle persone , e delle cose. Del quale riparo e rimedio le massime io le ho sostanzialmente , qui indietro dette , nell'articolo 5.

5. E non è , che , in si fatto ufficio non abbia ognuno la sua parte legittima. Solo bisogna confessare , che la parte non può nè dev'essere in tutti uguale , e la stessa. La prima e principal condizione è il *coraggio civile* (giova ripeterlo : il militare guasterebbe tutto , infondendovi dentro le sue furie) , *coraggio prudente* , *ponderato* , *modesto* , man-

tenuto sempre rigorosamente dentro i limiti del permesso dalla legge, ma perseverante, istancabile, non in alcuni, ma nel maggior numero. Le leggi in nessun luogo son così cattive, che non aprano più di un adito a raddrizzare i torti, e a far fare giustizia. Bisogna non perdersi d'animo. I forti debbono aiutare i deboli, dirigerli, farsene avvocati (1). I savi debbon dar mente agl'insipienti. Questi debbon ricorrere a coloro che la fama universale indica in ogni luogo come sapienti ed uomini da bene, per cercar lume, e conoscere se veramente han ragione e diritto di lagnarsi, e dentro che misura. Gli uomini da bene e sapienti non debbono negarsi agl'inferiori. Tutti insistendo nelle vie consentite da ragione e da legge, e facendo concerto perpetuo di sforzi, ciò, senza essere una cospirazione illecita, e di setta, e d'armati, è impossibile che non produca il suo frutto. Ma non bisogna che i primi, a' quali questo coraggio sia di qualche danno personale, faccian perciò meno il debito loro, o che l'esempio del loro danno distolga gli altri dall'imitarli. Ciò ha da essere, come nella guerra. I feriti, non perchè feriti, finchè possono, lasciano il combattimento, se aspirano al titolo di bravi: e i non feriti non fuggono perchè altri al loro fianco son feriti od uccisi. Solamente bisogna ben guardarsi dall'uscir dalle vie rigorose della legalità, e del rispetto che è interesse di tutti il non dimenticare; e dall'immaginare, o pretender gravami e torti, dove non sono. Così adoperando, colla metà della ostinazione che gli odierni settarii pongono nelle loro inconsiderate e criminose mene, certo non è abuso di potestà, il quale non debba con

(1) Ecco uno de' vantaggi innegabili dell'aristocrazia. Dov'ella è in forza, e bene e convenientemente stabilita, è sì grande l'autorità sua, sì connotata il coraggio civile, sì spontaneo l'intervento a tutela de' deboli, che difficilissimo riesce l'abuso del potere in chi lo ha in mano, almeno condotto sino a vizio abituale, ed a quell'eccesso ch'è tirannide intolleranda, od insipienza equivalente a tirannide. V. pag. 66, 67.

più certezza essere corretto, che tentando pazzie congiure a moderna usanza.

6. Nè nego, perfino, che quando l'abusare nasca da imperfezione di legge, o di leggi, di questa o queste non possa legittimamente chiedersi il mutamento, e il raggustamento a più equa forma. *Quando veramente costi, per consenso di tutti i savi, che le leggi sono cattive, o talmente imperfette da rendere necessario un cangiamento*, niun può trovare men che giusto il desiderarne e il chiederne la rettificazione. Il male non istà nel desiderare, e nel chieder ciò, ma nel desiderarlo e nel chiederlo in modo illecito, arrogante, e perturbatore. Sta nel volere a forza cattivo, quel che non lo è manifestamente. Sta nel non andare a rilento in sì fatti giudizi, e nel non ben verificare ogni cosa a norma della sapienza scritta di tutti i tempi, prima d'avventurarsi a pretendere che la cosa è come la si pensa. Sta nel non aver occhio alle circostanze, agli effetti probabili, agli scompigli possibili. Sta nel mancar infine di buone bilance per non trascender mai la giusta misura in nessuna sua parte: condizione più essenziale ancora, acciocchè niuno possa imputare di sedizione, di ribellione, di fellonia ciò che nel qui discorso senso e modo va operandosi (1).

7. Da tutte le quali cose vede ognuno che non discende, nè l'obbligo assoluto di rassegnarsi al male, che evidentemente è male, nè l'assoluta assenza di mezzi per medicarlo. Ma non discende nemmeno la pazza politica massima degli odierni, che per ultima panacea propongono date forme di

(1) Queste sono le teoriche. Ma torno a dire, se i savi mancano, se mancano d'accordo, se v'è funesto travolgimento negl'intelletti di que' che son creduti tali; se certi desiderii poco ragionati, e poco ragionevoli, si confondono co'bisogni, solo perchè sono alla moda, e perchè sono intensissimi; se certe lagnanze son di minimi che si giudican massimi, e che fatte suonar alto più disturbano che non giovino; se...? Allora come non tremare nell'avventurarsi alla pratica? Iddio liberi i popoli dall'esser condotti agli estremi qui sopra ricordati; e dia loro la sapienza vera che li aiuti a scegliere il miglior partito.

governo applicabili a tutti i casi , come una calza a maglia. Delle democrazie pure già dicemmo quanto basta a provare la loro imperfezione essenziale. L'antica sapienza rappresentata da Cicerone stava per le *Monarchie temperate*, dove i veri *ottimati*, cioè dove le *capacità* e gl' *interessi* han voce preponderante, e tra gl'interessi, meno ancora i fluttuanti e transitorii (sebbene questi eziandio), che i permanenti e più tenaci, d'un buono e lodevole patriziato. S'è perciò giustamente levata a cielo la timocrazia di Servio Tullio.... la sapienza del Senato romano e dell'aristocrazia inglese, corroborata dalle tradizioni di più secoli. Ma non tutti gli ordinamenti (ridiciamolo) convengono a tutti i popoli e a tutti i tempi: e chi non ne fosse persuaso, più d'un esempio recente potrebbe addurne, fatto per iscoraggiare assai del supposto valor pratico di certe teoriche, le quali poi, quando si traducono in iscena, si risolvono in bliteri, e in peggio che ciò, vale a dire in danno evidentissimo de'popoli. Grandissimo (a miglior prova di ciò) è il male che s'è detto, massime nel tempo nostro, de' governi assoluti; e i governi assoluti eglino stessi han poi per loro essenza e natura il grande ed intrinseco male, che con tanta generalità oggi s'afferma? (L'argomento lo abbiám già toccato alcune pagine indietro: pure importa tornarvi sopra un'ultima volta).—Messi a bilancia con tutte le altre forme di governo, e contati, e imparzialmente pesati, i vantaggi e gli *svantaggi*, traendoli dalla verità storica d'ogni età e d'ogni contrada, e non dalle menzogne sistematiche di tale o tale altro declamatore odierno, io non so se un uomo di delicata coscienza oserebbe giurare, che la parte degli svantaggi preponderi, sempre totale contro a totale, cioè somma intera di fatti contro a somma di fatti, dal lato delle monarchie pure, a quel modo che s'ama asserirlo. Per lo meno questo conto, o vogliasi dirlo bilancio, non è mai stato istituito colla debita accuratezza, e varrebbe la pena dell'istituirlo: impresa tuttavia molto più difficile di quel che non si pen-

sa, e da più dotti, che non sono di gran lunga i giudici di strada. Donde poi deduco, che, assai più alla leggiera di quel che si dovrebbe, si pronunzia la sentenza assoluta di condanna, la qual suona nelle bocche di tanti, più per moda, che in forza d'una dimostrazion rigorosa. Le ingiustizie, le improvidità, le tirannidi s'incontrano in tutte le forme d'ordinamenti politici (così insegna la storia), e le forme le più liberali n'ebbero, e possono averne all'avvenire, di non minori che i più tristi degli assoluti governi. — *Quid leges sine moribus vanae proficiunt*—(ridirò col poeta)? Uno o molti che siano gl'investiti dell'atto della potestà, possono del pari abusarne; e, se gli abusatori son molti, sarà il danno più grave assai, che con un abusatore unico, tranne se alcun si piaccia del paradosso che più tiranni debbono men nuocere d'un tiranno solo. Le responsabilità ministeriali, o d'altri (nome vano) si dovrebbe omai sapere da tutti quel che valgono. Le supposte guarentigie sono sempre un preservativo, o un rimedio, più illusorio, che vero. Co' buoni sono inutili, co' cattivi sono insufficienti, per grandi ch'elle sembrano. Dove furono concesse fino ad ogni richiesta misura, gl'incontentabili odierni se ne contentarono forse? Le probabilità del maggior senno, che parrebbero più facili ad incontrarsi nel consiglio di molti, di quello che in una mente unica, non sono assai spesso, in tempi di civiltà corrotta, e d'ambizioni flagranti, che un vantaggio presunto, più che bilanciato, ed annullato dall'altre probabilità delle discordie intestine tra senno e senno, e delle lotte che quindi nascono. E sovente è più bisogno di guarentirsi da que' che sono scelti a guarentire, che ragionevolezza di speranze le quali in questi ultimi si ripongono.

Hannovi poi circostanze (è giusto il ricordarlo), nelle quali solo le pure monarchie valgono ad operare il bene delle nazioni; e sonovi beni che soltanto dalle pure monarchie possono aspettarsi. Ad esse principalmente, se non

unicamente, par che abbia riservato la Provvidenza l'incarico de' grandi mutamenti da operarsi ne' popoli colla debita rapidità, rovesciando i maggiori ostacoli: perchè il modificare ampiamente, e radicalmente, con forza, prontezza e conveniente efficacia, le sorti d'un popolo, o di molti popoli a un tempo, è parte quasi esclusivamente concessa agli assolutismi de' Sesostri, degli Alessandri, de' Cesari, degli Augusti, de' Carli Magni, de' Federichi, de' Napoleoni, certo non alle disordinate e burascole discussioni de' senati, de' parlamenti, de' tribunali, delle moltitudini deliberanti. Sono sempre, o quasi sempre, gli assolutismi, che tagliano ultimi il capo alle rivoluzioni, e creano ultimi la stabilità delle paci. Sono essi una necessità pe' popoli che vanno in bizzarrie pericolose e distruttive. Sono essi a volta a volta, grandissimi benefattori della umanità, piuttostochè i suoi principali flagelli. E di questa particolare virtù de' governi assoluti, quanto a prevalenza d'efficacia e di rapidità, tanto hanno persuasione, perfino i moderni perturbatori, (torniamo a dirlo sebbene altrove l'abbiamo già detto), che solamente perciò hanno istituito, essi medesimi, la obbedienza passiva delle sette, e l'assoggettamento senza discussione, e sotto pene terribili, a' capi di esse.

Tuttavia non voglio io qui farmi l'apologista esagerato de' governi di sì fatto genere, e dissimulare gl'inconvenienti a' quali vanno per solito esposti. Non voglio dare il piacere a' miei avversari, di poter dire ch'io sono un *assolutista* sistematico, perchè abbia con ciò bella occasione la rettorica di certa gente del gittarmi alla faccia questo rimprovero seguitato da una mezza dozzina di punti ammirativi. Ho voluto solamente dire che ancora essi governi possono avere ed hanno il loro tempo, e la loro opportunità; ed *in subiecta materia* esaminino (dirò di nuovo) i capi-setta sè stessi prima di rispondere se è vero o falso. Mi basta avere indicato l'irragionevolezza della troppo universale condanna la qual di essi governi è fatta, come di cosa assolutamente contro a

natura , e necessariamente riprovevole. Mi basta aver dato a conoscere, che vale, anche rispetto ad essi, la regola generale, che non vi può essere una regola generale di proscrizione. Le circostanze, anche a loro riguardo, entrano per molto nel giudizio, come in ogni altra maniera di governo. D' altra parte, i governi veramente assoluti dove più sono? Tutti il tempo li modifica. Addolcisce i più severi. Modera i più dispotici, e viene più o meno accostandoli alle forme di temperata monarchia. Siamo giusti. Dove son più i Bussiridi, i Falaridi, i Tarquini Superbi, i Tiberi, i Neroni? Se si voglia trovar tiranni, nell'antica significazione del vocabolo, bisogna andar a cercare nel campo repubblicano ultraliberale i Marat, i Robespierre. I voti del *vero popolo*, di giorno in giorno, son più ascoltati di quel che vuol confessarsi; e, se si è di buona fede, non può esser negato, che le concessioni cominciate qua e là a farglisi, per tutta Europa, nell'anno di grazia 1850 son bastantemente grandi per far dire che nelle altissime regioni non si è tanto sordi, quanto da alcuni si va spacciando. I bisogni reali finiscono sempre coll'essere ascoltati, non per forza, ma per ragione. Gli esagerati e falsi può colla violenza costringersi a soddisfarli per un momento, ma vale allora il proverbio— *Nil violentum durabile*. —

ARTICOLO XIII ED ULTIMO.

Conclusione ed epilogo.

Per chiudere a quel modo che meglio per me si può l'ardua discussione nella quale sono entrato, io finirò dunque così dicendo a chi tanto si preoccupa del male dei governi più o meno imperfetti (come se per necessità non dovessero a diverso grado tutti esserlo), e a chi perciò, venendo a conseguenze estreme, niente ha più a cuore ed in mente, che farsi autore e cooperatore di riforme radicali, da ottenere subito, quasi a tamburo battente, ed a qualunque gran costo, giuste ch'esse siano, o non siano, purchè tali paiano a quei che le dimandano, avuto a sdegno, e messo in non cale il più prudente desiderio e consiglio de' miglioramenti graduati, bene studiati, ben maturati, e solo predisposti e promossi ne' legittimi e tranquilli modi che rispettano la pubblica pace, e servono ad assodarla, anzichè a turbarla. — Se veramente ami tu il bene del tuo paese, fa senno, e pensa che qui non si tratta d'un trastullo da gioventù, e d'un balocco da capi sventati, per darsi dell'aria e dell'importanza, ma della somma delle cose pel presente e per l'avvenire, od almeno per lunga successione d'anni. Fa senno, e dà prova d'averlo fatto, giudicando per anticipazione te stesso, prima d'assumere il terribile incarico di giudicare gl'imperi ed i regni.

Discendi, Gracco, nel tuo interno, e chiedi, con buona fede, a te medesimo se t'è lecito di crederti tale da ben sapere quel che è mestieri sapersi nell'astrusissimo argomento de' governi, per istendervi sopra una man temeraria; e se

ti puoi, senza farti rosso nel viso, chiamare uomo di stato, o se, in questa vece, non senti, nel tuo segreto, d'essere niente altro che un misero pappagallo, il quale ripeti su ciò, senza bene intenderlo, quel che t'ha insegnato la piazza, o la setta. Non ti lasciare illudere dall'orgoglio, nè dall'assenso lusinghiero de' niente maggiori e migliori di te; ma metti l'amor proprio da parte, e dà sentenza su te, come la daresti sopra un altro. Tastati addosso, e cerca imparzialmente se trovi sotto il dito l'economista, il dotto nella filosofia delle leggi, l'intendente ne' misteri dell'amministrazione e della finanza, il fino conoscitore della storia umana, l'uomo freddo, ponderato, esperto, che nel giudicare questioni sì difficili, sì recondite, sì gravi, sì feconde di beni e di mali, come sono tutte queste delle quali stiam parlando, sa, innanzi tratto, esaminare, prima del giudizio, gl'innumerabili particolari, che concorrer debbono ad illuminare la mente; a spogliarsi d'ogni passione e d'ogni opinione preconcelta; e, senza dar peso a insinuazioni d'amicici, o di confederati e compagni, discernere, e ben discernere quel che il luogo, il tempo, le circostanze, gli uomini, gli antecedenti, i comitanti, i conseguenti, oltre ai principii eterni di ragione e di giustizia, suggeriscono e richiedono. Va intorno, e parla pettoruto alle genti in questo linguaggio. — Miratemi, e sentenziate voi. Son io veramente l'uomo da rifare il mondo, e da insegnare agli altri il come? Son io lo Zaleuco, il Caronda, il Numa, il Licurgo, il Solone del secolo illustre; o sono almeno l'uomo da saper discernere, senza ingannarmi, que' ch'io possa e debba seguitar come capitani in faccenda di sì gran momento? — O piuttosto la risposta non l'odi aver già preceduto la dimanda? Povera mosca del carro (tu dei sapere la favola), va a scuola, e fatti vecchia prima di toccar solo col pensiero problemi di tanta astrusità. Solamente allora saprai ridurre al genuino valor loro tanti spropositi di moderne teoricche assolute, che, messe in prova da già dodici lustri, non han

saputo partorire ovunque che continuati scompigli , e innarrabili guai sempre ripullulanti a doppio come i capi tagliati dell'idra! Povera mosca, solo buona ad esser tafano atto ad inquietare i cavalli che tirano il carro dello stato, finchè un colpo di frusta ti schiacci. Riguarda (se non hai le cataratte agli occhi) nella Francia , prima maestra di sì fatte novità, e spettacolo e scuola delle lor conseguenze a ogni gente... nella Francia già più volte rovinata, e data per queste a scompiglio, e le più volte, non da mani forestiere, ma dalle proprie. Riguarda a' be' frutti delle agitazioni tedesche. Riguarda a' bei frutti delle agitazioni di questa misera Italia, qual ella è or fatta per colpa di simili tuoi! Gusta il Progresso che han generato i tuoi pari, la ricchezza e la prosperità ch'è opera loro...! Basta omai. Basta. La terra ha bisogno di tranquillità, e, a tuo dispetto, saprà come darsela.

Così ti risponderà, e ti risponde il mondo: non quello veramente nel quale tu vivi, ma quello in mezzo al quale dovresti imparare a vivere, per tua istruzione, ed emendazione, e per l'altrui pace.

Ma ti risponderà, e ti risponde anche altro. Ti dirà, e ti dice. O tu, che ti proponi niente meno che di metterti il grembiule di Prometeo, cioè di rifare la gran famiglia umana in quella parte che rende a lei possibile il viver socievole, cioè negli ordinamenti de' suoi governi, comincia col rifare te stesso. Volendo insegnare a' tuoi contemporanei l'arte del comando, insegna a te medesimo l'arte dell'obbedienza, che non sai, o non vuoi sapere. Con uomini quale tu sei nessun arte di comando, e per conseguente di governo, è possibile, e l'esperimento s'è visto. È forse giovato in più d'un luogo darti costituzioni, e rimoverle? È forse giovato accordarti assemblee deliberanti, libertà di stampa, libertà d'associazione ... tutte le libertà? È bisognato finir col frenarle dal momento che i pari tuoi v'han voluto metter mano.

E così doveva essere; perchè ogni governo, anche lar-

ghissimo e mitissimo , è legge e dominazione ; e che legge, o che dominazione può esservi per tali come tu sei? Tu (quel tu ch' io m' intendo) di Dio non accetti che il nome. Tu sei di quegli uomini, *quorum Deus venter est* (riconosci ti) . . ; degli uomini turbolenti , sfrenati , ricalcitranti ... che chiamano ben pubblico il dar di naso abitualmente ad ogni autorità , sotto colore di far la guerra agli abusi suoi , colla presunzione di giudicarli in ultimo appello secondo il privato tuo senno . . ; degli uomini che han distrutto ogni riverenza , ogni fede al senno antico , ai documenti de' secoli passati , alla sapienza accumulata per gli studi comuni de' migliori che in ogni età vissero . . ; degli uomini che negano ogni efficacia d' antica esperienza , e che queste massime non si contentano di professarle per sè , ma le promulgano giornalmente d'ogni intorno....! Or con te, e con tali quale tu sei, qual maggiore pubblico bisogno v'è, del bisogno di mettersi in guardia, e tirare a sè le briglie? È egli tempo d'allargar la mano alle redini, quando il cavallo dà continuo cenno di rubarla, e di mettersi alla scappata verso precipizii? Pur troppo quando un paese ha la disgrazia d'avere a ridondanza gente del tuo taglio, facilmente arriva a quella condizione di tempi che o scusano, o rendono inevitabili gli assolutismi i più stretti e i più vessatori.

Perchè , non accade dissimularlo. Ecco la massima miseria della condizion nostra. È peggio che al tempo de' guelfi e de' ghibellini. L'ira tien luogo di ragione. Vendicarsi , ed estermiare sono omai la parola di guerra.—Sangue! Sangue! — Ammazza ammazza ! — Quel che non s' osa fare ancora , si dice pubblicamente che sarà fatto alla prima opportunità. *Designant ad caedem unumquemque nostrum...* Poveretti! S' uccidono gl'individui, non s' uccide la verità e la giustizia....

Ma anche a' Principi d'Europa rivolgerò finalmente la rispettosa mia voce. Purtroppo hanno essi bisogno d'una rivista severa del passato, e d'una ponderazione accurata del

presente a previsione del futuro. Quel che è stato ed è male, fa d'uopo mutarlo. Quel che è giusto e doveroso in tanto mare di desiderii, di querele, di mescolate richieste, bisogna farlo. Mai non ci fu maggior necessità, per chi siede ne' sommi scanni, d'esaminare gli antichi ordinamenti, e di recarvi miglioramenti reali e legittimi. Mai non richiesero i secoli che sono scorsi maggior senno in chi regge i popoli, e per conseguenza più grande opportunità di circondarsi di buoni, e probi, e saggi aiutatori, e subalterni. Riforma! è la parola favorita del nostro tempo. Riforma non è in sè medesima parola d'errore. Le riforme bisognano sempre alle congreghe umane, come agl'individui. Riforma dunque anch'essi dicano i re..... ma non ogni riforma dimandata.... le riforme che la vera sapienza politica consiglia, e vuole. *Erudimini qui iudicatis terram*. Imparino le genti col fatto, che amate di cuore il ben pubblico, odiate il male, e vi studiate per quanto è da voi d'affaticare alla pubblica felicità correggendo intorno a voi, per aver più diritto, e più facilità a correggere intorno a quei che vi debbono obbedire.

INDICE

<i>Due parole a chi è per leggere.</i>	pag. 3
<i>Parere d'un Amico intorno a questo libro</i>	7
<i>Risposta</i>	ivi
<i>Prefazione.</i>	13
<i>Opuscolo I. De' Fedecommissi e dell' Aristocrazia</i>	23
<i>Due parole al Lettore</i>	25
<i>Lettera I. I Fedecommissi sono una istituzione appartenente a più luoghi e a più genti e tempi, che non si crede. Conseguenza di ciò</i>	27
<i>Essi hanno una principale e giusta difesa nell'interesse convenientemente inteso di famiglia.</i>	29
<i>Non sono applicabili ai piccoli patrimoni, ma solo ai grandissimi</i>	ivi
<i>Perennando lo splendore di tutta una linea principale potentemente soddisfano a uno de' sentimenti connaturali all'uomo</i>	30
<i>Senza i Fedecommissi, le grandi fortune, di necessità, tra breve, sminuzzandosi, periscono per l'intera famiglia, e con ciò essa è condannata a rapido scadimento</i>	31
<i>I Fedecommissi salvano, per quanto esser può, il patrimonio dalle imprevidenze, dall'incuria, e da' vizi dei temporanei suoi possessori, e lo conservano a que' che debbono in avvenire possederlo.</i>	ivi

<i>Discussione delle ragioni de' cadetti. È maggiore il numero de' beneficati nel sistema che qui si contempla di quello che nel sistema opposto</i>	<i>pag. ivi</i>
<i>Infatti quei che nel 1° sistema godono (al contrario di ciò che succede nel 2°) son più numerosi de' danneggiati.</i>	<i>32</i>
<i>I vantaggi d' ognuno de' favoriti sono più grandi , che i vantaggi d' ognuno de' favoriti nell' altro sistema.</i>	<i>ivi</i>
<i>Gli svantaggi de' danneggiati nel secondo sistema sono più grandi che quei de' danneggiati nel primo.</i>	<i>ivi</i>
<i>Lettera II. Soluzione d' alcune difficoltà</i>	<i>35</i>
<i>Si risponde a chi oppone che il testatore dee riguardare al bene massimo de' prossimi ed esistenti , e non , collo scapito di questi , a quello de' remoti , e non esistenti ancora , o forse non destinati ad esistere giammai</i>	<i>36</i>
<i>Si prova che , oltre al vero interesse delle famiglie , nel sistema de' fedecommissi , meglio che nel sistema contrario , è provveduto anche all' interesse dello stato</i>	<i>ivi</i>
<i>Risposta alla obbiezione de' supposti diritti degli altri figli , che si dicon violati nel sistema da noi difeso</i>	<i>38</i>
<i>Si torna a distinguere tra i fedecommissi utili , e i dannosi , e si prova come ne' primi i cadetti non sono pregiudicati in modo indebito</i>	<i>40</i>
<i>Risposta a chi oppone l' accusa di parzialità , e d' eccitamento alle invidie , a' disamori , alle discordie tra padre e figli e tra fratelli. — Esposizione de' rapporti tra l' erede preferito cogli altri posposti.</i>	<i>42</i>
<i>Convenienza del preferire il primogenito ai nati poi</i>	<i>44</i>
<i>Di nuovo sull' accusa del supposto fomite somministrato alle invidie reciproche</i>	<i>45</i>
<i>Indirizzo da dare all' educazione perchè queste temute invidie non nascano</i>	<i>47</i>
<i>Lettera III. Seguita la soluzione delle difficoltà.</i>	<i>48</i>
<i>Non è vero che i fedecommissi , favorendo il celibato laicale , favoriscano i vizi che vi vanno connessi.</i>	<i>49</i>
<i>I matrimoni son più incoraggiati nel sistema qui difeso ,</i>	

<i>che in quello della divisione dell'eredità per capita.</i>	p. 49
<i>È insussistente il nocumento che la sottrazione di molti beni rustici, in virtù de' vincoli fidecommissarii, alle speculazioni di compra e vendita minaccia di recare al pubblico</i>	53
<i>Un certo numero di latifondi legati a fidecommesso, lungi dall'essere un impedimento alla buona agricoltura, ed alla pubblica prosperità, sono utili e necessari all'una e all'altra</i>	54
<i>Risposta alla difficoltà tratta dai creditori dell'eredità defraudati talvolta, quando essa ha il genere di vincolo del quale qui si tratta.</i>	57
<i>Lettera IV. Difesa dell'Aristocrazia</i>	58
<i>Proposizione premessa, che, distrutti i fidecommissi, è distrutto il patriziato</i>	59
<i>I vizi de' nobili che sono da degenerata istituzione non vogliono esser contati soli, ma messi a confronto delle utilità, e delle virtù.</i>	ivi
<i>Essi vizi possono emendarsi, e le utilità e le virtù accrescersi: utilità e virtù le quali difficilmente possono trovarsi fuori del ceto patrizio.</i>	ivi
<i>È nella natura stessa della Nobiltà un seme di miglioramento nella specie umana, che ne innalza la dignità e la perfezione</i>	60
<i>Caratteri propri del genuino patriziato.</i>	61
<i>La grandezza degli averi in famiglie non patrizie non può dare i vantaggi ch'essa dà o può dare nelle famiglie patrizie</i>	63
<i>Necessità politica in uno stato dell'esistenza del ceto nobile, e particolari servigi, che ad esso esclusivamente sono riservati ed appartengono. Conclusione . . .</i>	64
<i>Opuscolo II. — Della libertà e dell'eguaglianza civile. —</i>	
<i>Del governo e della sovranità in generale. — Della così detta sovranità del popolo, e della democrazia. — Del voto universale. — Delle rivoluzioni e</i>	

- delle riforme de' governi ec. pag. 69
- Art. I. Della libertà nel civile consorzio , e de' limiti , che necessariamente debbe avere. 71**
- I più di que' che la dimandano oggi, da che negano nella loro filosofia il libero arbitrio, e sono materialisti, fanno una dimanda assurda, cioè chiedono quel che credono non potere esser loro concesso. ivi*
- Per chiedere la libertà civile, bisogna essere spiritualista, e cogli spiritualisti non è difficile giungere ad intendersi in tutte le altre questioni da noi trattate. . . . 72*
- Que' che chiedono la libertà, quale e quanta la dà natura, debbon concedere gli usi buoni ed i cattivi della medesima, ed una legge interna che comanda i primi, e vieta i secondi, e con ciò debbon concedere di fatto e di diritto che la libertà è limitata per natura. . . . 73*
- La convivenza civile essendo ordinata a perfezionare l'uomo, e non a deteriorarlo, la miglior convivenza civile necessariamente dee dirsi una convivenza ove la libertà naturale incontra nella legge vincoli grandissimi e maggiori di que' che ordinariamente le si prescrivono 74*
- È solo la difficoltà soverchia opposta dalla corruttela umana allo stabilimento d'una piena normalità nelle civili convivenze, quella che impedisce il comandare oggi tutti i vincoli che bisognerebbero: ciocchè non toglie però che il vero progresso è quello il qual favorisce essi vincoli, e li promuove, anzi che produrre effetto opposto ivi*
- È per effetto di questa difficoltà che le umane congreghe si restringono per solito quasi al solo governo di quelle libertà, gli usi ò abusi delle quali risguardano i rapporti reciproci de' cittadini co' cittadini, non che il loro scopo remoto non debba esser quello d'ordinare a poco a poco le leggi a una sempre migliore sistemazione, e per conseguenza a una sempre maggior*

<i>limitazione, di tutte le altre libertà col fine d' acco-</i> <i>star l'uomo alla perfezione quanto più puossi. pag.</i>	75
<i>Prime parole sulle leggi che legar debbono le libertà, e su</i> <i>coloro che debbono stabilirle; e sulla genesi dell' odier-</i> <i>no domma della sovranità del popolo, e del patto</i> <i>sociale</i>	76
<i>Art. II. Dell' eguaglianza in generale, e quanto poco esi-</i> <i>sta essa nella specie umana.</i>	80
<i>Falsità della massima che al volgo suole oggi insinuarsi</i> <i>che gli uomini sono tutti uguali per natura. . . .</i>	ivi
<i>Naturale ineguaglianza fisica tra uomo ed uomo . . .</i>	81
<i>Naturale ineguaglianza morale</i>	ivi
<i>Altre cagioni artificiali ed accidentali d'ineguaglià; e prima</i> <i>per parte degli educatori.</i>	82
<i>Degli educandi.</i>	83
<i>D' altre accidentali cagioni.</i>	ivi
<i>E pel fine stesso che l'arti educatrici si propongono, e pos-</i> <i>sono non proporsi.</i>	84
<i>Per ultimo l'ineguaglianza è la legge generale della natu-</i> <i>ra, in tutto il creato</i>	85
<i>Una delle principali ragioni, per le quali il Creatore volle</i> <i>questa disuguaglianza</i>	ivi
<i>Vergognoso abuso che si fa della religione per cercar di</i> <i>persuadere la contraria dottrina</i>	86
<i>Passaggio al provare che inutilmente si limitano alcuni al</i> <i>difendere soltanto l'eguaglianza ne' fondamentali di-</i> <i>ritti della vita di cittadino</i>	87
<i>Art. III. Dell' eguaglianza nel civile consorzio, e su quali</i> <i>falsi fondamenti si pretenda stabilirla.</i>	88
<i>Paralogismi con che, dato un quale che siasi appoggio alla</i> <i>quì combattuta dottrina, cercasi di ricavarne la dot-</i> <i>trina del patto sociale, della sovranità popolare e</i> <i>della democrazia; e conseguenze che se ne deducono. .</i>	ivi
<i>È falsa l'equipollenza di condizioni pel cui supposto gli</i> <i>uomini liberamente entrando in una civil convivenza,</i>	

acquistan pari diritto di fermarne i patti . . . pag.	91
<i>Nè lo stabilimento di questi patti è puro atto di libertà, ma dee conformarsi a certe massime generali di ragione e di giustizia che impediscono appunto l'affermata egualità di diritti.</i>	92
<i>È non men falso, che gli umani consorzi quali sono e furono debbano considerarsi come illegittimi e spurii perchè non individualmente consentiti da tutti e da ciascuno. Passaggio al provare l'assurdità e i pericoli della dottrina che quindi si suol trarre per voler sovvertire il passato e il presente a vantaggio d'un futuro ipotetico</i>	93
<i>Art. IV. Considerazioni contro al preteso diritto di rinnovare le società umane per accomodarle alle proprie idee preconcelte, e contro alle tentate riduzioni ad atto di questo diritto.</i>	95
<i>Confutazione di quattro proposizioni, che corron oggi per le bocche di molti, e prima, risposta alla 1^a proposizione, che il mondo ha bisogno di riforma</i>	96
<i>Alla 2. Che la riforma la qual bisogna è quella che le scuole democratiche oggi insegnano, e non altra.</i> . . .	97
<i>Alla 3. Che la riforma la cui necessità si va predicando con parole si ha diritto di condurla immediatamente ad atto; e che non è da lasciarsi trattenere da qualunque ostacolo d'opposta ragione.</i>	98
<i>Alla 4. Che qualunque mezzo dee tenersi per buono e lecito, se al fine conduce della universale riforma che vuol tentarsi.</i>	103
<i>Art. V. Altre considerazioni sulle riforme nel reggimento delle convivenze umane in generale, e sul diritto ed il modo di tentarle</i>	106
<i>Due casi che rispetto a ciò possono darsi. E prima, del caso, in cui tutti consentano</i>	ivi
<i>Secondo, del caso in cui siano divisi i pareri, e sia lotta de' medesimi. Solo e vero diritto che allora si ha.</i> . .	107

<i>Grave torto dei dilettanti di malcontento , e parole severe ad essi dirette quando tentano le rivoluzioni.</i>	pag. 108
<i>Risposta a certi loro sofismi.</i>	109
<i>Danni delle rivolture politiche , quanto a interessi di ogni genere.</i>	110
<i>Incertezza de' loro successi</i>	111
<i>Difficoltà del ben giudicare i motivi che spingono a rivolte, e poca fiducia da averci in coloro che per solito le tentano.</i>	114
<i>Vanità della querela che alcuni fanno , come se toltà la libertà delle rivoluzioni, il migliore strumento fosse tolto del ritorno a giustizia. Esame d'alcuni esempi soliti ad addursi.</i>	115
<i>Rimedi più veri e più ragionevoli contro alle ingiustizie anche abituali de' governi.</i>	117
<i>Certi mali sono conseguenza d'imperfezione della natura nostra , o decreti di Provvidenza</i>	118
<i>Essi sono il più spesso, generalmente parlando , meritali.</i>	ivi
<i>Doveri e diritti de' cittadini sottoposti a cattivo reggimento.</i>	119
<i>Art. VI. De' governi, e delle sovranità in generale.</i>	121
<i>Ignoranza del popolo quanto alle idee di ciò che è sovranità, e di ciò che è popolo. Esempio.</i>	ivi
<i>Se un diritto, il quale anche realmente si abbia, sia sempre perseguibile, e da perseguire.</i>	122
<i>Idee preliminari sulla socievolezza, come una delle condizioni di natura date all'uomo.</i>	123
<i>Il bisogno d'un governo è uno de' conseguenti della necessità d'associarsi. Definizione del governo.</i>	ivi
<i>Distinzione fra governo normale, e governo legittimo indicata.</i>	124
<i>Mentre il vivere in società è una necessità ingenita, la formazione d'un governo è un bisogno accidentale, so- praggiunto, e secondario.</i>	125
<i>Dottrina intorno a ciò che discende dalla Fede.</i>	ivi
<i>Distinzione di tre stati nell'uomo, così come oggi lo cono-</i>	

<i>sciamo per sola ragione. E prima dell' uomo in-</i> <i>ducato e selvaggio e delle conseguenze di questa con-</i> <i>dizione quanto a governo.</i>	<i>pag. 126</i>
<i>Secondo, dell' uomo ipoteticamente perfetto, e di nuovo</i> <i>del governo del quale è suscettivo</i>	<i>127</i>
<i>Terzo, dell' uomo nè selvaggio, nè perfetto, così come</i> <i>suol essere, e delle innumerabili varietà delle sue</i> <i>condizioni, donde si trae che il governo il quale gli</i> <i>conviene non ha nè può avere generali regole, tran-</i> <i>ne il principio generico che dee possibilmente esser giu-</i> <i>sto e ragionevole</i>	<i>ivi</i>
<i>Questo principio generico non insegna però nulla d' assoluto</i> <i>quanto a necessità di determinate forme nell applica-</i> <i>zione, e negli altri particolari a cui si suole applicarlo. 129</i>	<i>129</i>
<i>Niente dunque v' ha di primitivamente fermo e comandato</i> <i>intorno alle costituzioni primitive de' governi da ap-</i> <i>plicarsi alle diverse genti</i>	<i>131</i>
<i>Art. VII. Della sovranità del popolo, consistente nella de-</i> <i>mocrazia pura, e rappresentata dal voto universale. 135</i>	<i>135</i>
<i>Ragionamenti che si fanno per provarla universalmente</i> <i>fondata sopra giustizia e ragione</i>	<i>ivi</i>
<i>Loro insussistenza. V' è egli un popolo uno? Tutto ragio-</i> <i>nevole? Tutto illuminato? Tutto probò? Tutto una-</i> <i>nime? Conseguenze che discendono dalla risposta ne-</i> <i>gativa a sì fatti quesiti.</i>	<i>137</i>
<i>Esame della famosa dottrina circa le maggiorità, e circa</i> <i>il voto universale</i>	<i>138</i>
<i>Che cosa è il maggior numero; come si compone, e che cosa</i> <i>conseguita dai difetti della sua composizione. . . .</i>	<i>139</i>
<i>Se sia vero che col voto universale si può almeno ottenere</i> <i>il massimo contentamento del Corpo Sociale . . .</i>	<i>141</i>
<i>Fino a qual segno le maggiorità siano maggiorità reali. .</i>	<i>144</i>
<i>Art. VIII. Continuazione dell' articolo antecedente. — La</i> <i>democrazia de' moderni non può convenire ad alcun</i> <i>popolo.</i>	<i>147</i>

<i>Essa non conviene a un popolo selvaggio. . . .</i>	<i>pag. 147</i>
<i>Non a un piccolo popolo di pastori e d'agricoltori. . .</i>	<i>148</i>
<i>Non a un popolo più o meno provetto in civiltà. . . .</i>	<i>149</i>
<i>per cagione delle disuguaglianze , che la civiltà tende sempre ad accrescere , e delle loro conseguenze . . .</i>	<i>150</i>
<i>per cagione della lotta delle virtù co' vizi — delle altre ineguaglianze che da ciò derivano — e delle necessità che ciò crea</i>	<i>152</i>
<i>per cagione di ciò che costringono a mettere a calcolo nella formazione delle società le diversità enormi d'interessi tra cittadini e cittadini</i>	<i>153</i>
<i>Conseguenze funeste ed assurde del sistema tanto da alcuni idolatrato della divisione de' beni secondo le leggi della livellazione universale</i>	<i>155</i>
<i>Differenza sleale di linguaggio che usano i propagatori delle dottrine nuove quando parlano col volgo , e quando colle persone educate a ragionamenti</i>	<i>158</i>
<i>Dilemma ad essi proposto. Vogliono essi o non vogliono rispettata la differenza di grado negl' interessi, e tennetane ragione? Se no , conseguenze necessarie e luttuose della negativa.</i>	<i>160</i>
<i>Se sì, altre conseguenze di ciò diametralmente opposte a quel che pretendono e vanno spacciando</i>	<i>163</i>
<i>Art. IX. Continuazione dello stesso argomento. Trattazione d' alcune obbiezioni alle quali si cerca rispondere. .</i>	<i>165</i>
<i>Risposta alle lagnanze di que' che lamentano il vilipendio e l'oppressione del povero popolo ; e agli eccitamenti che gli danno a redimersi a ogni patto.</i>	<i>166</i>
<i>Leggerezza , e spesso insussistenza de' giudizi che su questo proposito s' avventurano</i>	<i>ivi</i>
<i>Male usanze introdotte rispetto a ciò , e perniciosi effetti di esse</i>	<i>167</i>
<i>Diritti esorbitanti che si vorrebber dati alle turbe a fine di prevenire gli abusi dell'autorità imperante , e di farli efficacemente cessare , ed estirpare radicalmente. .</i>	<i>170</i>

- Catastrofi inevitabili alle quali non potrebbe non condurre la riduzione a pratica di tutto questo ordine d'idee.* 172
- Parere intorno a ciò di Cicerone e di Platone ed esempi moderni.* pag. 173
- Contraddizione con se stessi de' difensori delle dottrine fin qui impugnate, i quali mentre affermano di combattere per la libertà, impongono servitù intolleranda ai loro proseliti, e così mostrano che colla libertà da essi predicata il governare comunque le volontà umane è impossibile anche a lor giudizio.* 175
- Le stesse ragioni colle quali tentan essi di scusare questa contraddizione provano contro di loro.* 176
- Art. X. Di muoco delle ragioni, per le quali la formazione a priori d' un ottimo governo, e lo stabilimento il più ragionevole della sovranità non ha regole generali, e costituisce un problema di difficilissima e quasi impossibile soluzione, massime quando la soluzione al popolo s' abbandoni* 177
- Pochissimo, e quasi nulla, rispetto a ciò, può attingersi, ne' particolari casi, dalla sapienza generale, e quasi tutto esige in essi le deliberazioni ad hoc d'uomini i più saggi.* ivi
- Or 1. Alcune volte quest' uomini non sono presso il popolo del quale si tratta* 178
- 2. Spesso non vi sono in sufficiente numero, e tale da essere facilmente trovati ed utilmente ascoltati* ivi
- 3. Difficilissimo è distinguerli dai cerretani che simulano sapienza ed esperienza, e tendono con male arti a mettersi innanzi e prevalere.* 179
- 4. Non di rado, anche consultati, rendono intralciatissima la deliberazione, non essendo tra loro accordo di pareri* ivi
- 5. Spesso ancora accresce la difficoltà il mescolar che essi fanno all' interesse della causa pubblica, quello delle private loro cause, delle loro passioni e simili.* ivi

- E tuttociò vale, quando, a società non costituita ancora in alcun modo, trattasi di costituirla. Peggio è che il più spesso le società umane sono già costituite, e v'è la question preliminare, se sia giusto, conveniente, e possibile il disfarle per rifarle* . . . pag. 180
- Lotte per solito che in tal caso nascono tra conservatori, e riformatori, e discussione de' diritti degli uni e degli altri e delle contingenti conseguenze di esse lotte.* . . . ivi
- Art. XI. Del perchè e del come il problema del governo e della sovranità è presso a poco insolubile a priori per l' umana sapienza.* 182
- Cardine della questione. Doppia natura dell' uomo.* ivi
- Bisogni ed istinti numerosi della vita terrena, che non son fatti per ottenere la soddisfazione loro durante essa vita* 183
- Motivo e fine occulto, e non troppo occulto, di ciò.* . . 184
- Applicazione di questa dottrina anche al particolare problema qui discusso* 185
- E nondimeno non può dirsi che un qualche rimedio alla frequente imperfezione degli ordinamenti civili non sia dato in terra all' umana specie. Ritorno, rispetto a ciò, a una quistione già altrove trattata.* . . . 186
- Art. XII. Di quello che al popolo non spetta, e spetta, in fatto di governo e di sovranità, e del modo e della misura in che gli spetta* 188
- Principal fonte delle false opinioni che intorno a ciò corrono tra' moderni* ivi
- Si torna all' esame della presunta distribuzione tra tutti del diritto competente a trattare e risolvere sì fatte questioni.* ivi
- Una conseguenza ultima ed inevitabile di sì fatta dottrina è che la sovranità non obbligherebbe dunque che i soli consenzienti, o piuttosto non obbligherebbe alcuno, e cesserebbe d' esistere in altro modo, che come una cosa da giuoco ed assurda.* 189

<i>E altrettanto sarebbe di tutte le leggi</i>	<i>pag. 190</i>
<i>Teoremi più veri ch' io credo doversi sostituire alle opi- nioni dominanti delle turbe male istruite. Proposi- zione 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.</i>	<i>191</i>
<i>Due parole su i governi assoluti.</i>	<i>197</i>
<i>Protesta</i>	<i>198</i>
<i>Art. XIII. ed ultimo.—Conclusione ed Epilogo.</i>	<i>200</i>
<i>Esortazione ai predicatori di rivoluzioni e di novità poli- tiche</i>	<i>ivi</i>
<i>Poche parole a' Principi</i>	<i>203</i>
<i>Indice ragionato.</i>	<i>206</i>

Pag.	Lin.	ERRATA	CORRIGE
21	6	Uriamo	Gridiamo
22	8	gli	le
23	6	ristampa con emendazioni	edizione 3. ^a
29	6	di filosofia	di buona filosofia
30	1	collaterali)	collaterali almeno prossimi)
ivi	19	in quella società	in quel consorzio
ivi	27	nipoti nostri	nipoti nostri, e, se non di tutti, alme- no di quanti più ci è lecito
31	3	civil società	civil congrega
33	28	all' opposto, per	all' opposto (almen quanto alla linea privilegiata), tra
ivi	30	pe' cadetti	pe' fratelli poi-nati
34	24	quello dico	quello dico, pur mentovato, come- chè alla breve,
35	17	società	consociazioni
48	28	son le difficoltà	son difficoltà
53	3	le propensioni	le agevolezze
ivi	ivi	gli uomini	gli uomini senza rovinarsi
104	24	de' Babilonesi	degli Assiri
117	10	e che	e che se

CONSIGLIO GENERALE DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Napoli 4 Luglio 1851

Vista la dimanda del Tipografo Raffaele Marotta con che ha chiesto ristampare il primo volume dell'opera intitolata = *Opuscoli politici del Professore Francesco Orioli.* = Visto il parere del Regio Revisore Signor D. Giulio Capone. = Si permetta che la suddetta opera si ristampi; però non si pubblichi senza un secondo permesso che non si darà se prima lo stesso Regio Revisore non avrà attestato di aver riconosciuto nel confronto essere l' impressione uniforme all' originale approvato.

*Il Presidente interino: FRANCESCO SAvENTo APuZZo.
Il Segretario interino: GIUSEPPE PIETROCOLA.*

FISIOLOGIA

DEGLI

ERRORI POLITICI MODERNI

DI

LUIGI LUCIANO CAVAL. GASPARI

I. R. INTENDENTE PROVINCIALE DELLE FINANZE

IN ROVIGO



ROVIGO

I. R. PRIVIL. PREMIATO STABILIMENTO MINELLI

MDCCCLIV

Prefazione

Nel bollire delle dottrine e degli atti, che non ha guari hanno agitato l'Europa per mire politiche, ebbi vasta occasione di meditare intorno all'indole ed agli effetti degli svariati sistemi di governo, che intendevano a prevalere gli uni sugli altri. Interrogai me stesso a dilungo nel silenzio, e nella indipendenza del mio spirito con questa formula „ a chi la ragione? Frutto de' miei ragionamenti liberi da qualsivoglia influenza, e ch'io confidava tratto tratto ad un foglio, furono i dodici teoremi, che comunque siasi vestiti, io presento in questo trattato. Quando si discute sopra forme di governo, sulla libertà ed indipendenza di popoli, sulla loro nazionalità, e simili, non è opera agevole, nè di un momento, lo sta-

4
tuire idee lucide, positive, ed anzi tutto imparziali, non meno che lo sceverare i fallaci dai sani principj. Siccome sperimentai che in tali materie sieno assai più le menti illuse che le pervertite, parvemi impresa eminentemente giovevole il fissare i principj in nitida guisa, e così che gli sbagli, cui certi spiriti sono nutriti, si palpassero con mano. A ciò tende questo lavoro. In esso la fredda ragione consultata risponde. Le fatiche impiegatevi, e le difficoltà superate nell'arduo argomento, valgano ad attirargli l'amorevolezza di coloro cui sarà per cadere sott'occhio.

CAPO I.

Nella democrazia rappresentativa non è sovranità popolare

Una larva dorata corre l'Europa, la invaghisce e la sconvolge. Sono due maniere di democrazia. La diretta o pura laddove il popolo fa le leggi da sè, e la rappresentativa quando altri le fa per esso. In quella sussiste pel fatto la sovranità del popolo, perchè egli la possiede, e la esercita. Sulla piazza, nei comizj, ed insomma nelle radunanze comunque denominate, determinando ciò che vuole, esso impera. Tale sovranità popolare non è poi sempre verace, poichè il popolo tratto dalla voce degli oratori, cioè tribuni, magistrati, cittadini cospicui o corrotto da potenti, in sostanza vuole ciò che altri vuole, ma sebbene guidato o sedotto, è sovrano. La democrazia pura non ha per altro applicazione che in terre abitate da gente poco numerosa, essendo impossibile nella pratica che una nazione intera, e spesso, si raguni in un sito determinato. La odierna Europa non ne offre quasi alcun esempio, e così giova tacerne.

Ma fra la democrazia pura, e la democrazia rappresentativa scorre un oceano, così che non hanno comune, che il prenome. In questa la sovranità popolare è mera finzione. In quella la sovranità nasce dal popolo, ma il popolo non è mai sovrano; nella guisa che il fiume non è la sorgente da cui discende. Pratichiamo

l'analisi, e ricorriamo a principj ovvj, ma non contrastati. La es- senza della sovranità consta del potere legislativo, e del poter esecutivo. Nella democrazia rappresentativa il primo è trasferito in un determinato numero d'individui scelti dal popolo, e denominati rappresentanti, o deputati: il secondo viene affidato dallo stesso popolo, e talora da' suoi così detti rappresentanti, ad uno o pochi cittadini che assunsero, ed assumono nomi varj secondo i popoli diversi. Se non che il dì, in cui viene deposta nelle mani di questi cittadini la podestà di creare le leggi, e di farle eseguire, il popolo abdica la propria sovranità, e mai più la ripiglia, se non forse mediante una rivoluzione. Voi dite: questi cittadini non divengono imperanti, ma sibbene mandatarij del popolo. Non fanno che rappresentarlo. Egli è qui l'errore maschio e comune, il fondamento di creta sul quale intendesi innalzata la sovranità popolare. L'assemblea, la camera, il parlamento, il presidente, il console, la riunione in una parola degli uomini investiti dei poteri, non rappresenta la sovranità, ma la possiede. È fallace all'intutto lo applicare ai rapporti fra i rappresentanti, ed il popolo i principj del mandato civile, e darsi a credere che un'assemblea di rappresentanti non sia nè più nè meno che un consiglio di procuratori. Il mandante, vedete le legislazioni di ogni paese, rimane arbitro sempre della cosa propria la cui gestione affida al mandatario. Prescrive a questo ciò, e come dee fare. Gli revoca a talento il mandato. Si fa render conto del suo operato. Chi oserà dire che tali sono i rapporti, nella democrazia, fra il rappresentante, e il cittadino? Consultate tutte le costituzioni democratiche, e scorgerete, che agli elettori non rimane briciolo del potere, che mercè la nomina si trasfonde nel rappresentante. Il rappresentante non riceve dagli elettori norma qualsiasi, od istruzione imperativa, sicchè non ha limiti di sorta il suo voto. La durata in seggio del rappresentante è prefissa una volta per sempre dalla costituzione, e agli elettori non compete mai lo ingerirsene. L'eletto non rende ragione dei suoi suffragi, e delle sue proposte che alla propria coscienza. Al popolo non mai.

Ove sussistessero fra i rappresentanti e la nazione le relazioni del mandato, giuridico l'assemblea, semplice esecutrice dei precetti de' mandanti, non conterrebbe nel suo seno che stromenti presso che materiali, ed infruttuosi; la sua volontà non sarebbe che letteral-

mente la volontà altrui. Si scorge invece nei corpi costituenti, o legislativi della democrazia esser dessi che precettano, e il popolo che obbedisce. Chi dunque è l'arbitro? Ogni costituzione democratica vieta, che gli elettori, ossia il popolo impongano all'eletto verun atto, e che l'eletto lo accetti, tanto è vero che di sovente il rappresentante si pronuncia in senso contrario, o diverso alla pubblica opinione della provincia che lo scelse, e lo fa impunemente, ed a buon diritto. Non di rado il complesso dei voleri dell'assemblea avversa al complesso de' voleri del popolo, o ne differisce. Anche allora che combaciassero, sarebbe effetto del caso e non virtù di un mandato. E bene spesso la volontà della maggioranza non è che la espressione della volontà di un partito. I rappresentanti siedono per tutto il tempo costituzionale, e se la riunione loro può disciogliersi prematuramente in via legale, non è il popolo che la discioglie, ma la podestà esecutiva, ed in via non legale, la sommossa. È infine sancito in qualunque Statuto democratico, che il rappresentante vada libero da qualsivoglia mallevoria, per tutto ciò che ha detto, fatto, e votato nell'esercizio della sua missione. Badisi poi, che una prerogativa quasi regia non manca al rappresentante, cioè la inviolabilità della persona assicurata nella democrazia rappresentativa ai membri del potere legislativo, ed esecutivo fino a tanto che sono al potere.

Conseguenze di fatto, avvalorate anche da avvenimenti della moderna repubblica francese pruovano tutto questo. Non di rado le deliberazioni o partiti del corpo costituente, o legislativo non garbano alla nazione, o la nazione vorrebbe che si adottassero leggi che non garbano al corpo costituente o legislativo. Ponete che il popolo insorga per infrangere decreti promulgati, o per imporre all'assemblea decreti ch'essa rifiuta. Che cosa sarebbe questo? Sarebbe sedizione. I magistrati, i tribunali, le armi pubbliche agirebbero a reprimerla. Ponete che il popolo tronchi la durata del parlamento, ed esiga nuove elezioni. Che cosa sarebbe questo? Sedizione.

Un'applicazione abbastanza aggiustata dei principj del mandato alla cosa pubblica la si avrebbe nei rapporti fra la podestà esecutiva, ed i suoi agenti, cioè i ministri, i magistrati, gli ambasciatori, i generali, discendendo poi fino alla serie degli agenti più subalterni. Qui accade in fatto, che la delegazione dei poteri da

parte dell' imperante esecutivo lo colloca rimpetto alla schiera de' suoi agenti nelle condizioni precise di un mandante, e quelli nelle condizioni di mandatarij. Ed invero il potere esecutivo rimane arbitro delle amministrazioni loro appoggiate. Da' loro limiti, ed istruzioni, che li accerchiano. Li revoca a piacimento. Rendono rigorosa ragione dei loro atti. Si vide che il rappresentante è in condizioni affatto opposte, e come pertanto si dilegui fra il popolo e lui ogni nozione di mandato.

Se non che i democratici oppongono: la insurrezione nelle repubbliche popolari si reprime e si punisce, non perchè sia illegittima in sè stessa, ma perchè, essendo ognora parziale, gli abitanti di un territorio che insorgono, sono una frazione del popolo, non il popolo stesso. Ebbene pongasi l'evento in cui tutto il popolo, ovvero la massa degli elettori, nei quali propriamente si dice compenetrata la sovranità nazionale, concorra intera ad una deliberazione, ad un atto fra quelli che pocanzi accennammo. Seguiamone passo a passo l'andamento.

In ogni circoscrizione di territorio tutti i membri, che compogono il collegio elettorale sono radunati, e tutte queste radunanze cospirano al medesimo intento quello p. e. d'imporre che il capo del potere esecutivo sia deposto. Anzi tutto tale ragunata sotto forma di collegio costituito, non convocato per volontà del governo, verrebbe dalle armi pubbliche, non riuscite le insinuazioni, legalmente dispersa. Per altro gli adunamenti degli stessi elettori, fattisi schermo della libertà di associazione, si riproducono altrove, e adottano l'atto di cui si tratta. E a che giova? La deliberazione presa per tal modo da tutti gli elettori dello stato sarebbe in vero deliberazione di popolo costituito dalla somma delle sue frazioni. La deliberazione, è vero, avrebbe molta importanza morale. Nel lato politico non ne avrebbe alcuna, perchè sebbene presa dal popolo intero, anche il popolo intero, se non si uniforma alle leggi dello stato, è fazione. Vuol esso quindi far valere il suo plebiscito colla forza, o colla legalità? Se colla forza, ossia colla congiura, i suoi atti, avvegnachè di popolo, sono ribellione. Se colle leggi, la cospirazione di tutti gli elettori, ossia il popolo, si risolve in una foggia umile assai, in una petizione. Chi supplica non comanda. Dov'è dunque il Sovrano? Non certo in un popolo legitimamente mitragliato, o semplice postulante.

Ma sciamano i democratici: una sola azione del popolo nella democrazia ne val mille a pruova dell'esercizio d'impero, la elezione degl'imperanti. Anche quì v'illudete. Non è atto di signoria il crearsi un signore. Nè anco all'istante del Patto primitivo, o Costituzione quando si crea la società politica, e si nomina l'assemblea, il popolo è signore. La transizione dalla sovranità originale alla sudditanza non è sovranità, però che dimettendola non la si esercita, e perchè il sottomettersi non è imperare. Tanto meno poi sono sperimento di sovranità le elezioni posteriori perchè la nazione trasmetteva l'impero non pure nei primi rappresentanti, ma nei futuri, che avrebbe eletti. Nelle nuove elezioni non trattasi che di mutare le persone, e il rinnovarsi della sottomissione non è poi nemmeno spontaneo, ma voluto dal Patto. Tanto è vero che se il popolo si astenesse dallo scegliere i rappresentanti, il potere non riede a lui, ma rimane vacante.

Decomposto così il reggimento democratico a' rappresentanti rivelasi, che i corpi costituiti sono il sovrano, e che il popolo è suddito. La nazione nel deputare all'assemblea, o legislatura quella eletta di uomini, ch'essa stima i più acconci a governarla, loro trasferisce sino dai primordj della Costituzione la somma dei poteri supremi, in guisa che non le ne rimane che l'ombra. Il concilio de' rappresentanti è un re collettivo, come nella monarchia v'ha un re individuale, e meglio che rappresentanti, voglionsi appellare reggenti. Esplorata la democrazia rappresentativa nella sua nudità che cosa ella è mai? *Una successione di aristocrazie.* Assumiamo per ora la espressione *aristocrazia* nella sua purezza etimologica, vale a dire il governo de' migliori, o tali creduti. Quanto a colui, che ha la potenza di far eseguire le leggi proclamate dai rappresentanti, la sua podestà, sotto un titolo sempre modesto, è affatto regia, sebbene mutilata del potere legislativo. All'azione di questa il popolo soggiace nello stesso modo che a quella del parlamento.

Veduto che così è, vedremo ancora che così anche dev'essere. Immaginiamo tre combinazioni a tal fine. Il popolo, ed i rappresentanti insieme al capo o capi del potere esecutivo sieno sovrani uguali. Lo sia soltanto il popolo, e i rappresentanti sieno i suoi agenti. Lo siano i rappresentanti od agenti, e non il popolo. In quest'ultimo caso solamente il governo democratico rappresentativo è possibile.

Favelliamo nella prima ipotesi. Non possono sussistere alla testa dello stesso popolo due sovranità uguali, e indipendenti. Sarebbono a vicenda paralizzate, e si estinguerebbero entrambi. Bensì gli attributi di maestà possono esistere ripartiti in più corpi, ed individui, ma sempre in modo che coincidano nell'unità, ossia in un centro. D'altronde se agenti e popolo fossero del pari imperanti, ognuno comanda, e nessuno obbedisce, nel qual modo è a definirsi l'anarchia, ovvero la mancanza di ogni governo.

Nella seconda ipotesi, che sia sovrano il popolo, e non i rappresentanti abbiamo la democrazia pura, e non più la rappresentativa. Si esce quindi dal combattimento, come dalla natura del governo su cui discutiamo. Vedemmo inoltre, che presso una grande nazione la democrazia pura non è possibile. Pongasi nondimeno che nella moltitudine sieda la sovranità, e che il parlamento, e gli uomini del potere esecutivo non sieno che suoi agenti, o mandatarij; in qual modo il popolo governerebbe? Le masse popolari non governano. È impraticabile per primo che sparse sopra un vasto territorio raccoglansi tutte in un luogo determinato. Se si adunasse poi a deliberare la popolazione di una sola, od anche più parti dello stato, fosse anche nella capitale, una sola porzione del popolo non ha veruna autorità sopra l'altra. Obbligati i rappresentanti per ogni deliberazione a discendere sulla piazza pubblica, ed a costituirsi al cospetto della massa, i decreti dell'assemblea sarebbero giudicati nel tumulto ed applauditi, ma con eccesso; o respinti, ma con furore, secondo il turbine delle passioni individuali. Reggerebbesi solo per poco di tal maniera lo stato? Ammettiamo poi per un momento, che i legislatori, e gli uomini dell'esecuzione non siano che mandatarij o delegati del popolo. Il popolo quindi sendo arbitro delle decisioni, cadrà per ciò solo il regime rappresentativo. Il mandatario riceve istruzioni dal suo mandante ma in qual modo, quando, e quali istruzioni può dare il popolo, e popolo intero, a' suoi rappresentanti nei bisogni, ed avvenimenti continui, e molteplici di un governo rispetto alle cose interiori, ed alle esterne? Il mandante dimette il mandatario quando gli aggrada, ma quale condizione sarebbe quella di uno stato in cui parte, ed anche tutta l'assemblea de' rappresentanti, e dei capi del potere esecutivo, potesse essere ad ogni istante deposta a piacimento del popolo? Ed infine se il popolo avesse facoltà di citare a sè dinanzi i poteri

dello stato a render conto di quanto eseguiscano, od hanno eseguito durante il loro reggimento, non sarebbe questo un vortice di dissensioni, d'incendio, e di calamità per la nazione? Niuna costituzione democratico-rappresentativa conferisce infatti al popolo simili facoltà, che anzi le toglie. Eppure se i legislatori, e gli uomini del potere non fossero a petto del popolo, che suoi mandatarij, tali facoltà sarebbero incontrastabili, emanando dalla natura del mandato. Ma la società politica si spegnerebbe disciogliendosi, o assumendo altra forma. Rimane la terza combinazione, che cioè nel parlamento, e nei capi esecutivi convergano tutti i poteri di maestà. Ha vita allora un governo bensì procelloso ma regolare, perchè si è verificata la condizione insormontabile della esistenza di un reggimento politico, che v'abbia chi sappia, e possa creare le leggi, e farle mettere ad effetto. Tutti gl'individui, ossia la moltitudine, debbono piegarvisi, e ciò non avviene che quando i rappresentanti, e capi esecutori posseggono la sovranità, e il popolo è soggetto.

Dopo tutto quanto abbiamo sin qui veduto, come apprezzeremmo la lettera delle costituzioni democratiche in cui si pronuncia sacramentalmente, che il popolo è sovrano; che i rappresentanti, ed esecutori non sono che mandatarij, o meglio stromenti docili, e fedeli della volontà popolare? Quale peso daremo a ciò, che ogni deliberazione è iniziata, e presa in nome del popolo, e pel popolo? La sovranità nazionale proclamata dalla costituzione, e dai corpi costituiti viene ripetuta dai mille echi della tribuna, della stampa, dei circoli, e persino delle taverne, e dei trivj. Se non che malgrado tanto rumore, e tanta credulità, sta il principio, che nella democrazia rappresentativa la sovranità popolare è finzione. Le proteste degli Statuti democratici, e quanto spargono la bigoncia, la stampa e la moltitudine, sono veli ricchi e lusinghieri gettati sulla verità. O non sussiste quanto abbiamo dimostrato, o convincetevi, democratici ingenui, che, col farvi campioni dell'esistenza della sovranità popolare nella democrazia rappresentativa, ingannate la nazione, e voi stessi. Agli astuti non parlo perchè lo sanno. I reggenti serbano i poteri del regno, e lasciano al popolo il nome, e le insegne materiali di regno. Ne segue che nella democrazia rappresentativa il sovrano vi passa dinanzi colle spoglie del popolo, ed il popolo colle spoglie del sovrano. Ma con alla destra la fiaccola della realtà; miratela fisamente codesta democrazia, e scuotete

pirete, anzichè un popolo sovrano, un'aristocrazia travestita, una dominazione simile ad ogni altra in sembianze liberali. In essa le parti sono così distribuite. Ad uno scelto numero di cittadini, moderatori supremi, le tavole per iscrivervi le leggi, che loro piacereanno: ad altri cittadini il brando, e la lance per mandarle ad esecuzione. Ed al popolo? La clamide, ed il nome d'imperante finchè si mantiene in silenzio. Ove non obbedisca, od insorga, il capestro, la scure, la mitraglia, il carcere e l'esiglio, per virtù legale della costituzione.

I democratici per altro non resteranno dal dire, che i rappresentanti, se ad ogni modo non fossero la stessa volontà popolare, ne sono i sinceri interpreti, ed esecutori: sono la pubblica opinione rivestita dell'autorità suprema. Serbando ad altro istante il discutere quanto ciò sia inesatto, osserverò quì solamente che altro è la volontà, ed altro il suo interprete. Presumendo anche per un momento essere l'interprete quasi lo stesso volere interpretato che cosa se ne vorrebbe dedurre? Non già che sovrano sia il popolo, ma che il popolo ha un buon sovrano.

CAPO II.

La maggioranza parlamentaria è tirannide come ogni altra, e vizio inevitabile
del sistema rappresentativo

Tale aristocrazia elettiva, od assemblea di rappresentanti non è pur dessa sovrana, ma lo è ora l'una, ed ora l'altra porzione soltanto de'suoi membri, vale a dire la maggioranza. Prevale infatti nelle deliberazioni la sentenza del maggior numero che può limitarsi alla metà più uno de' legislatori presenti. Ma perchè questo? Ogni rappresentate compendia in sè un ragguardevol numero di cittadini, e a questi tutti compete il diritto che non si deliberi se non ciò che aggrada anche ad essi. Perchè una deliberazione sia legale e giusta dev'essere adottata alla unanimità, che suona concorso di tutti. Se no che cosa ne procede? Scindiamo il potere supremo in due sezioni, di cui l'una impone all'altra la legge e la violenta. Quelle enormi frazioni di popolo, da cui deriva alla minoranza la sovranità, soggiacerebbero alla podestà delle altre.

In una parola in quasi tutte le decretazioni di un'assemblea ha luogo una sopraffazione della parte più numerosa contro la men numerosa dei rappresentanti, e della massa di popolo che vi corrisponde. Soccombe questa sotto il volere di quella. Le pluralità sono opprimenti, e più lo sono a misura che ampio sia il numero dei membri che dissentono, e che equivalgono talora a poco meno della metà della nazione. E non è tirannide questa come ogni altra? La tirannide delle maggioranze vale quella de' principi e del governo dei grandi perchè tu oppresso non troverai differenza, che lo sii da un solo, da pochi o da molti. Dunque non traluce via di mezzo; unanimità o tirannide. Ma per tal modo, dicono i partigiani della pluralità democratica, l'assemblea, il corpo costituente o legislativo, sendo impossibile, che tutti i consigli coincidano, non potrebbe deliberare giammai. Dall'altra parte la sentenza del numero superiore, laddove si concentra maggior copia di sentimenti e di voleri, è a presumersi la vera. Intorno a quest'ultimo riflesso vi accorgerete voi stessi, che la cifra materiale non è giudice di un partito da prendersi, o dell'aggiustatezza di un raziocinio. La minorità, che cede, potrebbe comporsi di membri più illuminati, e più coscienziosi, sicchè fosse piuttosto a dubitarsi che il loro consiglio sarebbe stato il migliore. Voi ragionate così: abbiamo ragione perchè siamo cent'uno, e voi novantanove soltanto. Un partito è stato preso dalla metà dei rappresentanti più uno. Esso è dunque più sano di quello proposto dall'altra metà meno uno. O buon Dio! Se quell'uno della pluralità non interveniva all'adunanza il partito respinto nei vortici del nulla era invece il migliore, era legge. Rispetto alla impossibilità delle deliberazioni se non prevalga la maggioranza, io l'ammetto. Ma ciò che vuole significare? Non già che non sussista la tirannide della maggioranza, ma significa che non si può farne a meno. Essa torna indispensabile a puntellare l'edifizio della democrazia rappresentativa. Se non che per converso nel caso che si esigesse nelle determinazioni del parlamento la unanimità si avrebbe alla sua volta tirannide parimenti. Pel volere della minor parte, di pochi, e perfino di un solo, non sortirebbe effetto la volontà della maggior parte, e talora forse di tutti meno uno. Laonde l'istituzione, in cui principalmente consiste la forma della democrazia rappresentativa, ti si presenta viziosa nella sua radice. Per sostenerla fa

d'uopo ricorrere ad uno spediante soverchiatore, abbisogna cioè che quasi sempre la volontà di gran porzione dei rappresentanti e del popolo rappresentato venga immolata all'altrui volontà. E l'applicazione dell'antica legge del più forte, abbenchè ne sia manifesta la incompatibilità nella democrazia, regno della uguaglianza

CAPO III.

La universalità del voto elettorale nella democrazia rappresentativa è menzogna.
e il difetto di universalità contraddice alla democrazia

E in qual guisa esce dal popolo la moderna aristocrazia elettiva, o temporanea chiamata con improprietà di vocabolo democrazia? Dal voto universale. No: la sua qualificazione è menzogna. Fa duopo o invertire il senso della parola *universale*, o convenire ch'è bugiarda. La universalità è una nozione che comprende assolutamente il tutto, ed ogni sua parte, e quando dite voto universale non potete non intendere un voto che abbracci tutti, e ciascheduno dei componenti la nazione. Com'è composto un popolo? Dall'aggregazione di tutti gli uomini viventi in una determinata società politica. Maschj, femine, vecchj, adulti, adolescenti, maniaci, facoltosi, mendichi, colpevoli, ed innocenti formano la nazione. Il suffragio dunque o non è universale, od è forza che si estenda a tutti. Uno escluso diviene per ciò solo non più universale. In opposizione a siffatti estremi fondamentali del voto universale, in ogni costituzione democratico-rappresentativa noi veggiamo tolta all'esercizio del suffragio elettorale la massima parte della popolazione. Sono infatti respinti dal partecipare alla scelta del sovrano, ossia dei rappresentanti, le donne, niente meno che approssimativamente la metà del popolo. Lo sono i maschi che non raggiungono una età determinata, i quali computeremo essere una terza parte del sesso virile. Lo sono altri ancora p. e. i servi della pena, e i maniaci. Limitandosi anche alle femmine, ed ai minori quattresesti del popolo dunque non vota. Eppure all'infuori del voto elettorale presso tutte le nazioni incivilite la differenza del sesso, e dell'età non importa che la femmina, ed il minorenne non siano

dinanzi alla legge, in concorrenza con tutti gli altri cittadini, in condizioni pienamente pari; non sieno insomma, uguali.

Se non che ammettasi per un istante che gli universalisti sieno in grado di giustificare vittoriosamente le notate esclusioni. Ma la sola loro esistenza, fosse anco voluta dalla natura dei governi, e della società, smentisce la universalità del suffragio perchè rimarrebbe sempre ugualmente vero, che un sistema il quale nell'atto ch'esclude gran porzione dei cittadini, fosse anche giustamente, proclama di comprenderli tutti, è mendace.

Per altro gli universalisti non giustificano la contraddizione tra il proprio fatto, ed il proprio nome. Noi abbiamo inteso, essi dicono, nello attribuire al voto la qualificazione di universale, di profonderlo a tutti i cittadini, ma che ne sono suscettivi. Abbiamo considerato che la maturità del senno, il vigore dello spirito, e il non trovarsi sotto l'altrui podestà, o sotto il peso di una soggezione morale, sieno condizioni troppo necessarie all'alta importanza del suffragio politico. Or è che mai non ammettiamo siffatte condizioni nella donna, e nel minorenni perchè il senno loro nella prima non è mai pienamente, e nel secondo non è per anco formato. L'uno, e l'altro poi dominato di continuo dal marito, dal padre, o dal tutore non godono mai la morale indipendenza. Circa le femine in particolare i riguardi al pudore, ed alle costumanze, la estrema vivacità delle passioni, e la educazione che ricevono affatto aliena dalla cosa pubblica, costringono a porle fuori dell'arena politica. D'altronde il suffragio elettorale nella democrazia rappresentativa è anche *diretto* cioè l'elettore vi si presta senza organo intermedio, e personalmente. Laonde anche per ciò solo, che le donne, e i minorenni sono incapaci a dare il voto da sè senza interposta persona, ne sono allontanati. Infine la democrazia rappresentativa disegna colle sue costituzioni quello cui conferisce diritto al voto, e non esclude espressamente nessuno. Quindi è che se la facoltà di partecipare alla scelta dell'imperante a niuno è sottratta, ognuno la tiene. Solamente l'esercizio della facoltà non è dato alle donne mai, ed ai maschi minorenni lo si ritarda.

Ove fosse quistione di siffatti limiti, ed altri parecchi nel sistema rappresentativo di una monarchia temperata, li accoglierei caldamente siccome conformi del tutto all'indole di quel reggimento. Ma in un sistema nel quale è pietra angolare, su cui poggia

la mole dell'edifizio democratico, la sovranità, che si vuole innata nella nazione, i limiti posti ripugnano forte alla democrazia. E però a tale difesa della universalità congiunta stranamente colle esclusioni, rispondiamo. La distinzione fra individui suscettivi, e non suscettivi è inconciliabile colla idea di universalità, ed anzi la distrugge. Nella universalità ossia totalità, lo ripetiamo, è compresa ogni parte. Ove una ne manchi la totalità non è più. Chi oserà poi asserire che la maturità dell'intelletto, ed il vigore dello spirito appartengano unicamente al sesso maschile? Credansi pure queste doti superiori nei maschi; ma è contrario alla verità, alla esperienza, ed alla storia il ritenerle in essi esclusive. Vedete pur sempre la femina educata di ogni paese, ed in generale la femina delle città, quanto sovrasti per intelligenza al proletario delle vie, ed al rozzo agricoltore. E poi nella massa dei maschi ammessi al suffragio quale stuolo copioso presso ogni popolo di uomini sciocchi, e di meschini intelletti! Eppure ciò non vale peggli statuti ad escluderli dalla votazione. E d'altronde in un sistema di votazione laddove non solo l'aver, malgrado il legame strettissimo de' suoi interessi con quelli dello stato, ma nemmeno la intelligenza scientifica, letteraria ed artistica sono in verun modo preferiti all'idiotismo ed al proletariato, è ben contraddittorio, ingiusto e singolare, che a motivo di una presunta minore intelligenza, escludasi dal suffragio oltre la metà della nazione. La pudicizia del sesso non correrebbe gravi rischi, nè sarebbe incompatibile coi costumi europei ben diversi in ciò da quelli dell'Oriente, se le donne apparissero nei collegj elettorali, tanto più che provvedimenti di ordine pubblico potrebbero ovviare ad ogni incontinenza. La vivacità delle passioni; per effetto di squisitezze delle loro fibre, è grande nelle femine, non lo neghiamo, ma vivacità considerevole, e tal fiata uguale, spinge anche gli animi virili. Se in questi non nuoce dessa alla votazione, è a ritenersi che nelle femmine neppure nuocerebbe gran fatto. Quanto alla educazione muliebre, il villico, il proletario, l'artiere, che sono elettori, non ricevono in generale nelle materie politiche ammaestramenti maggiori di quelli che alle donne sien dati. In somma non fa meraviglia che le donne ammesse in tanti stati a regnare non lo siano ad eleggere un regnante?

Relativamente ai minorenni, gl'infanti e gl'impuberi sono fisi-

camente impotenti a votare, e ne parleremo dappoi. Ma quanto a quelli entrati nella pubertà vale a dire nella età fra l'anno decimoquarto ed il vigesimoprimo ritenuti, particolarmente nei nostri climi, che sieno arricchiti d'intelletto quanto basta per votare, e ciò quanto più si avviano all'ultimo stadio dell'intervallo. Per ciò che si oppone in riguardo al difetto d'indipendenza morale nelle femine e nei minori, è vero, che non dà libero voto chi non è libero. Se non che ciò intanto non vale rispetto alle femine di età maggiore, e non conjugate, mentre alcun vincolo di podestà patria, o maritale per esse non sussiste. Circa il rimanente l'autorità paterna, o la maritale per la mitezza delle leggi e dei costumi si risolvono oggidì presso quasi tutte le popolazioni europee, in amorevole patrocínio a tutto vantaggio delle femine e dei minori, che assai poco o nulla incepperebbe le loro politiche tendenze, e la spontaneità del suffragio. Voi diceste inoltre: il suffragio è diretto; l'elettore impotente a porgere il voto non lo può colla interposizione del terzo. Ma codesto principio contraddice a quello su cui riposa l'edifizio della vostra repubblica, il principio della *rappresentazione*. Infatti nella democrazia rappresentativa i reggenti chiamansi rappresentanti del popolo perchè fanno quello che il popolo non può fare. E perchè simile facoltà di farsi rappresentare non si concede alle femine ed ai minori? Le leggi civili onde sollevare gl'impossenti a far uso dei proprj diritti, ed a condizione pari a quella di tutti gli altri cittadini hanno con ottimo successo rinvenuto il rimedio, la rappresentanza. Perchè ciò viene loro negato nelle materie politiche? Il curatore, il padre, il marito, il tutore, getti nell'urna un nome per ciascheduno dei suoi rappresentati. Si avrà così, voi soggiungete, sempre un voto unico, qualunque sia il numero degl'individui pei quali lo si produce. Non è vero. Saranno voti dello stesso colore ma saranno più voti. Sostenghiamo poi essere giusto, che questo voto o volere, sebbene l'individuo unico, ma faciente anco per altrui, prevalga per la sua importanza numerica, al voto di altro individuo limitato a lui unicamente, sendo giusto, che il sentimento p. e. di un padre di molta figliuolanza preponderi sul sentimento dell'uomo che non ha famiglia. La copia degl'interessi del primo è smisuratamente superiore. Diceste infine: le femine e i minorenni non sono spogliati dalla costituzione della facoltà del suffragio; solo eminenti

motivi di stato loro impediscono di esercitarlo. Con ciò si ritorna in luce la sottigliezza giuridica de' Romani, ed in qualche caso avvegnachè rarissimo, anche delle legislazioni moderne, che talora si riconosce il diritto, ma non vi si accorda l'azione. Vedemmo già quanto infondati, anzichè eminenti ne siano i motivi, e d'altro canto, non c'inghiamo, il non avere l'esercizio del diritto, e non avere il diritto è tutt'uno.

Siccome voi dite in teoria, che la sovranità democratica deriva da un voto universale, cioè dal complesso dei voti dell'intero popolo, voi restringendo nell'applicazione il diritto di votare a maschj di una data età create un popolo nella moltitudine sicchè le femine ed i minori non sono popolo, ma inerte rifiuto. Voi fate risorgere il fenomeno degli antichi fra cui i Romani, presso i quali nel grembo di una medesima gente era un popolo sovrano, ed un popolo soggetto, mentre uno godeva dei diritti politici, e l'altro n'era privo. Dov'è quindi l'uguaglianza generatrice della democrazia? Non certo là dove nello stesso popolo ha un popolo che impera, ed un popolo che obbedisce. Non regna sovranità democratica nel paese, in cui per sesso diverso ed età men provetta, oltre mezza nazione va straniera nella sua patria. Il diritto di eleggere i proprj rappresentanti, o meglio come vedemmo altrove, i proprj reggenti, esteso a tutti indistintamente colla parola, è per fatto invece parziale, ed esclusivo come ogni altro, e rassomiglia affatto a quello delle monarchie costituzionali. Differiscono solo nel più, e nel meno. Però col vanto di universalità si adescano le genti, ed in particolare il volgo numeroso, che si arresta ad una splendida corteccia. Non veggono, che mentre fuori della universalità c'è nulla, nella universalità del suffragio son fuori per lo meno due terzi della nazione.

CAPO IV.

Supposto, che il volere dell'assemblea democratica sia il volere del popolo. si pruova che non sarebbe il volere che della minima parte della nazione

La volontà del concilio dei rappresentanti non è ad ogni modo nella democrazia rappresentativa che la volontà della menoma porzione del popolo. Ne porgo una dimostrazione aritmetica. Malgrado

la universalità del voto vedemmo come al convito degli elettori segga del popolo la parte minore. Oltre a ciò anco la volontà di gran copia di partecipi al suffragio non sorte per lo più alcun effetto perchè i proprj rappresentanti votano colla minoranza soccombente, o perchè non hanno voluto concorrere alle elezioni, o ne furono impediti. È infine da osservarsi che v'è sempre una massa di elettori che sebbene intervenuti alla nominazione dei rappresentanti, la loro volontà rimane nullameno non rappresentata, poichè la elezione cade sopra individui, ch'essi non hanno proposto. Donde avviene che in via di larga approssimazione può mettersi innanzi il computo che segue:

Suddividiamo la massa popolare in ventesimi. Le quantità non partecipanti ossia estranee alle deliberazioni del parlamento sarebbero

Ventesimi 10 Individui del sesso femminile.

” 3 Maschi minorenni.

” 1 Entità di elettori che non volle, o non ha potuto concorrere alle elezioni, non che una data specie di servi della pena, e i non conscj di sè, di cui altri non è ammesso a fare le veci.

” 14

Relativamente agli altri sei ventesimi che comporrebbero la massa degli elettori che hanno votato, fa di mestieri dettarne ulteriormente la

” 2 Entità di elettori corrispondenti alla minoranza od opposizione dell'assemblea che potrebbe essere la metà meno uno dei rappresentanti ma che noi limitiamo ad un terzo,

” 1 Entità di elettori, i cui candidati non furono scelti.

” 17

Queste calcolazioni applicate concretamente ad una nazione determinata saranno senza dubbio nei loro risultamenti pratici inesatte, o varie, ma nel loro astratto principio non è dato contenderne la verità se non distruggansi i fatti, cui sono poggiate.

E pertanto posto per un momento che le deliberazioni dell'assemblea rappresentativa fossero in realtà la espressione del volere

del popolo, non lo sarebbe in effetto, che della minima parte ristretta, per quanto si vide coll'astrazione, a tre ventesimi degl'individui componenti la nazione. Nella Francia, a modo di esempio, in cui la popolazione ascende a trentasei milioni, solo cinque milioni e duecento mila abitanti circa sarebbero rappresentati nelle deliberazioni di quell'assemblea legislativa. E per ciò cinque milioni soltanto di uomini perchè principalmente son maschj ed hanno raggiunto una data età, darebbero la legge a trenta milioni d'uomini, che la subiscono solo perchè qualche membro del loro corpo è differente, o non vissero ancora abbastanza.

CAPO V.

La democrazia rappresentativa vale quanto costa all'Europa?

Conchiudiamo. Se nel sistema democratico-rappresentativo, come fu dimostrato, la sovranità popolare è finzione; la universalità del suffragio è menzogna; le maggioranze parlamentarie sono tirannide come ogni altra, e se ad ogni modo non è rappresentata la volontà, che di una minima porzione del popolo, voi democratici sacrificate ad un nume di argilla. Il culto che gli rendete costa lagrime e sangue in copia, e questi, abbenchè durissimo a dirsi, non sono giustificati dinanzi al tribunale della ragione.

E conchiudiamo ancora con un dilemma terminativo. Volete voi la democrazia pura vale a dire la vera sovranità del popolo? È inevitabile, che ogni modesta città si regga da sè, e quindi smiuzzate le nazioni europee in frammenti di stati. Volete poi la democrazia rappresentativa? Foste convinti che in essa non risiede per nulla la sovranità del popolo. A che dunque battersi colla penna e col ferro per la democrazia, che come ombra impalpabile in qualunque modo vi sfugge dinanzi?

CAPO VI.

Nella odierna Europa non v'ha popolo che non sia indipendente

Monta assai che si difinisca l'idea d'indipendenza nazionale. La servitù di una gente, ossia privazione di libertà, può derivare da

un popolo, o governo esteriore, oppure da una dominazione interna. Il non trovarsi nella prima condizione chiamasi Indipendenza, e il non trovarsi nella seconda chiamasi Libertà. Indipendenza nazionale od uguaglianza delle nazioni fra loro, è pertanto quello stato di un popolo o società politica, in cui non è desso schiavo, o servo di un altro popolo. Per lo che il servaggio di un popolo, ovvero lo stato contrario alla indipendenza, presume un oppressore esterno, e la libertà affetta solo le condizioni interiori. Può concepirsi infatti la idea d'indipendenza di uno stato rispetto alle nazioni estere, ma non rispetto allo interno reggimento, mentre sonvi sempre poteri costituiti da cui la nazione non può non dipendere. La servitù, che si oppone alla indipendenza costituisce un popolo nella podestà di un altro. A questo concetto *servitù* fa duopo mantenere la significazione, che le leggi, gli storici e i pubblicisti di tutti i tempi gli hanno attribuito e che si svilupperà brevemente. Quell'ente che si chiama nazione consta di tali elementi, cioè le vite, gli averi, la religione, il territorio, la lingua, le istituzioni, i costumi ed il nome. Quando un popolo conserva questi elementi rimpetto allo straniero è indipendente, e quando li conserva in faccia ai poteri interni, è libero. La schiavitù in ogni tempo e presso ogni popolo colpisce tutti, o la maggior parte di tali beni, e i principali. Per essenza della servitù il popolo dominante si erige arbitro per lo meno delle vite, degli averi, del territorio e delle istituzioni del popolo dominato. L'arbitrio fu più o meno temperato nel suo rigore, secondo i popoli e le età, ma la sostanza fu sempre la stessa.

Gli esempj del vero giogo servile mancano affatto nella moderna Europa, e fa d'uopo rintracciarli nell'antichità. Gli Egiziani ed i Babilonesi vinsero più volte i Giudei, e nei lunghi periodi di loro cattività si scorge un popolo dominatore, ed un popolo schiavo. Anco fra gli antichi Greci furono genti schiave di altre genti come gl'Illi, che assoggettati dagli Spartani, erano Servi. Fino a che stette la repubblica de' Romani i soli discendenti da' primi abitanti di Roma, i Quiriti, erano cittadini, ovvero a questi soltanto apparteneva la sovranità. La condizione di tutte le altre genti comprese quelle della stessa Italia era servile o consimile, ossia correavano fra esse i rapporti di dominatori e di dominati. Si ha poi un esempio vivo di servitù in epoche non remote e

presenti nel dominio esercitato un tempo dagli Spagnuoli nelle loro colonie americane. Ivi le intere popolazioni indigene erano schiave, ed oggi altresì vi abbondano reliquie vaste di servitù. Muoveva allora da principj riconosciuti di schiavitù politica, che il popolo vincitore acquistava il diritto di vita e di morte sul popolo vinto. I suoi beni erano spoglia o bottino che cedeva a profitto dell'erario nemico, o in premio de' combattenti. Le sue terre erano invase, e divenivano proprietà del conquistatore, che le ripartiva fra suoi. I conquistati col ferro alla strozza, o co' supplizj erano astretti ad adorare le divinità del dominatore. Ogni istituzione e i costumi erano perduti. Persino altri nomi imponevansi alle genti ed al suolo. E tutto questo non era l'eccesso, era l'essenza della servitù.

A togliere ogni obbietto specioso si distingua pure la servitù politica, quella cui soggiace un popolo intero verso un altro, dalla servitù civile o individuale, quella cui veniva sottomesso, o si sottometteva un uomo verso un padrone. Differiscono fra loro unicamente per la origine e la estensione, ma nell'essenza sono tutt'uno. L'individuo caduto in servitù civile nasceva schiavo per essere procreato da schiavi, o lo diveniva per le leggi, o per la propria volontà. Avveravasi invece la servitù politica quando un popolo domato da un altro colle armi, pei diritti della guerra, come allora intendevansi, cadeva insieme a' suoi beni e territorio in proprietà del popolo vincitore. In somma o non v'ha servitù, o non la si può concepire secondo gli Storici, i Pubblicisti e tutte le legislazioni del globo se non se quando l'uomo dalla condizione di persona passa a quella di cosa.

Nell'odierno incivilimento europeo il lugubre quadro è dovunque cancellato. Quantunque sienvi popoli commisti, tutti i popoli sono però indipendenti. Il teorema rimarrà indirettamente dimostrato se si proverà che non ci sono popoli servi. Abbiamo commistione, o semplici aggregazioni di popoli, che per ischiatte, linguaggio, credenze e costumi sono fra loro differenti. Ma relazioni di assoggettamento servile da un lato, e d'impero dall'altro, non più sussistono. Comunque l'aggregazione si effettui, vale a dire sia per diritto di conquista o di guerra, sia per dedizione od aggregamento spontaneo, sia infine nelle monarchie per effetto di successione domestica, i popoli oggidì si riuniscono e non si assog-

gettano. Un fatto raggianti che i ciechi solo contenderebbero, lo addimostra: la uguaglianza civile e politica che in simili mutamenti si stabilisce fra le due nazioni. Scorgesi infatti ovunque nell'Europa, che gl'individui componenti un popolo riunito sono considerati rimpetto alle leggi civili perfettamente pari agl'individui dell'altro popolo. Sieno limitati, sieno larghi i diritti politici dell'un popolo gl'individui componenti l'altro ne sono ammessi all'esercizio senza distinzione. Levata ogni disparità di trattamento fra le due genti sotto i rapporti civili e politici l'uguaglianza fra loro spicca da sè. Sparito ogni fenomeno di schiavitù, due società si fondono in una se compongono uno stato unitario, o sono due società strettamente confederate se non hanno comune che il regnante e il governo. E invero oggidì allorchè uno stato si congiunge ad un altro le vite, gli averi, il territorio, la religione, la lingua, i costumi ed il nome sono conservati pienamente al popolo riunito, nè l'altro popolo od il suo governo ne rimane arbitro menomamente. Soltanto le istituzioni politiche o civili possono essere cangiate od alterate, ma questo non genera servitù, e lo vedremo. Quindi è, che il popolo così aggregato confonde la propria coll'altrui indipendenza, e non la perde, e la nazione cui aderisce non è più straniera, ma consorte. La comunanza di regnante, di governo e d'istituzioni non è assoggettamento servile, ma consociazione.

A base di questi principj gettiamo lo sguardo su taluna popolazione di Europa creduta serva, cioè non indipendente. La Polonia fu ripartita fra tre diverse nazioni. La Lombardia e la Venezia furono annesse ad altro stato. Hanno perciò i due popoli perduta la loro indipendenza dallo straniero? No. Ai due popoli furono mantenuti presso che per intero gli elementi che compongono una nazione, e la Polonia, ed il Lombardo-Veneto sono indipendenti nella stessa misura, e nello stesso modo che lo sono le quattro Potenze, cui furono uniti. L'italiano ed il polacco a Vienna, a Berlino, ed a Pietroburgo è, sotto ogni aspetto a pari condizione dell'austriaco, del russo, e del prussiano a Milano, a Venezia, a Varsavia. Ed a contatto con altri popoli l'italiano, ed il polacco a Londra, ed a Parigi è riguardato per indipendente nella stessa guisa che l'austriaco, il russo, ed il prussiano nelle medesime città.

Se non che volete voi, che per effetto della consociazione l'ita-

liano, ed il polacco, cancellato ogni lineamento caratteristico, siano divenuti austriaci, russi, o prussiani, converrà che mentre cause identiche hanno identici effetti, ammettiate pure, che il prussiano, il russo, e l'austriaco sieno divenuti italiani, e polacchi. In una parola, se io per essermi associato a te son divenuto tedesco, tu per esserti associato a me sei divenuto italiano.

Ove si ricusi adesione a quanto si è ragionato, io citerò popolazioni altre di Europa, che dunque anzichè indipendenti dovranno d'ora innanzi considerarsi quali serve. Non è grande età che la Scozia e la Irlanda si reggevano da sè. Si ampliava in seguito ad esse il dominio dei re d'Inghilterra, e si compose lo stato della Gran Brettagna. Nella penisola Iberica l'Aragona, e la Navarra a' giorni più remoti erano popolazioni politicamente isolate, ma più tardi furono riunite alla Castiglia, i cui re divennero monarchi della Spagna. Or'è che una conchiusione non saprebbe evitarsi, vale a dire, o la Scozia, la Irlanda, l'Aragona, e la Navarra sono popoli schiavi dell'Inghilterra, e della Spagna, lo che niuno immaginerà certamente, ovvero la Polonia, ed il Lombardo-Veneto sono paesi indipendenti quanto l'Austria, la Russia, e la Prussia.

Si opporrà: a tutto ciò si potrebbe anco acconciarsi quando un popolo si lega ad un altro per ispontanea dedizione, e non già allora, che lo fa senza consentirvi. Rispondiamo. Ad apprezzare pel suo verso la condizione di un popolo riunito bisogna considerare gli effetti, e non la origine della riunione. Se questa fosse stata pure men giusta, lesiva l'orgoglio nazionale; ed anco violenta, che cosa importa se le conseguenze non ne sono sinistre, ed anzi favorevoli?

I propugnatori, con'essi si chiamano, della indipendenza delle nazioni, impiegano l'artificio di usurpare idee, ed espressioni a tempi, genti e costumi che più non esistono, e desumono la servitù di determinati popoli di Europa da parecchie circostanze in cui alcuni popoli si trovano, e che noi volentieri esaminiamo. Anzi tutto però fa d'uopo distinguere con accuratezza due condizioni nelle quali un popolo può vivere rispetto ad un altro popolo cioè da un lato la servitù, e dall'altro una posizione inferiore, o svantaggiosa. Finora il ragionamento non contemplò che la prima, e fu dimostrato, che non sussistendo essa oggidì presso verun popolo europeo, ogni popolo è indipendente. Il consorzio per altro che

una gente contrae con altra volontariamente, o meno, potrebbe riuscirle non proficuo, anzi dannoso, ed in qualche rapporto costituirlo inferiore. Io non nego tutto ciò, ina nego, e rimarrà sempre vero, che sfavore, o scadimento di condizione non è servitù politica, non perdita di indipendenza dallo straniero. Vedrete pertanto che tutti i raziocinj, o meglio recriminazioni dagli scrittori, dai giornali, e dalle tribune lanciati contro governi, e popoli, così detti oppressori per la schiavitù, nella quale gemono altri popoli secondo essi, altre nazioni, hanno a meta de' loro colpi oggetti e condizioni, che attentamente considerati non importano nemmeno ombra di schiavitù nel senso leale, ma sfavore o scadimento di condizione soltanto. Ciò posto ecco l'esame promesso. Arguisce taluno la servitù di un popolo riunito dal congiungersi per lo più la somma dei poteri, il nodo de' filamenti governativi in una città dell'altro popolo, ove siede l'imperante. Ma questo è ciò che si denomina *centralizzazione* degli affari, pregio, o vizio, come si voglia, di tutti i governi europei pel quale gran porzione del vigore diffuso nelle parti dello stato si concentra al cuore, ossia nella capitale. Osereste affermare che questo non altro, che accidente di governo, renda gli abitanti del paese aggregato servi del popolo presso cui vige tale centralizzazione? La centralizzazione potrà colpire la sua libertà o, per così dire, indipendenza interiore, ma non lo fa punto divenire schiavo. Se la centralizzazione togliesse la indipendenza, di tutta Francia p. e. non sarebbe indipendente che la popolazione di Parigi, in modo che i francesi, meno quei della Senna, sarebbero un popolo servo. La diversità di stirpe, di fede, di lingua e di costumi della gente colla quale un popolo stringe l'unione, sarebbe al modo di vedere di taluni, causa efficiente di servitù. Se non che siffatta diversità non fruttasse all'un popolo supremazia, nè disuguaglianza politica all'altro. Solo renderà malagevoli per alcun tempo le comunicazioni fra le genti riunite e la intimità dei legami. Collo avviarsi, abbenchè non rapido, delle relazioni, la differenza dei linguaggi riesce insensibile, perchè l'un popolo se non a parlare, apprende ad intendere la lingua dell'altro, e per tal modo, ognuno usando il proprio idioma, si comprendono. Si ha l'esempio, e la pruova di ciò nelle popolazioni che abitano i confini di due stati, in cui la intelligenza delle due lingue è reciproca e spedita. Circa la religione son dileguati a nostri giorni perfino i vestigi di

quella profonda separazione degli animi, cui generava la diversità delle credenze. Il principio della tolleranza religiosa ha messo radici tanto salde, e diramate nel mondo, che ormai la differenza dei culti non fa covare nei popoli e nelle società alcun germe di odio, o di ripulsione fra loro. Quantunque negli stati si veneri una religione dominante, le popolazioni non seguaci di questa godono gli stessi diritti civili e politici, cui sono ammesse le altre popolazioni, meno in parecchi, per quanto riguarda gli Ebrei. La diversità dei culti non altera punto la condizione politica, e non trae seco conseguenze di servitù nè di sottomissione di alcune specie. Due popoli che hanno costumi differenti non perciò si opprimono. Possono solo mantenersi a qualche distanza. Per varietà di costumanze il popolo ride, ammira, stupisce, commisera, ma non serve. Tornano per altro indispensabili, formando essi un solo stato, comunicazioni non interrotte; così chè col convivere, e coi commercj il costume prima si assomiglia, poi si uniforma, e decresciute le discordanze finiscono collo sparire. Ad ogni modo il costume più feroce o gentile, più pudico o lascivo, ed ogni altra sua disparità nei consorzj politici di oggidì non rende un popolo dominatore dell'altro. Ove una popolazione infine abbia differente la origine a che monterebbe? La genealogia di due popoli non ha veruna importanza politica, nè verun popolo riunito è servo per appartenere ad una schiatta da cui l'altro popolo non discende.

Ma, dicesi, se la nazione cui altra viene aggregata, fosse superiore per le sue forze, per la estensione dei dominj, o per l'indole bellicosa, essa imporrebbe la legge, e quindi i sistemi di amministrazione, di finanza, di giudizj, ed un esercito che meglio sieno per piacerle. E non è questa servitù? Apprezzeremo partitamente tali cose; ma intanto osserviamo, che un popolo dando istituzioni ad un altro non viene ad insignorirsi delle vite, degli averi del territorio, della religione, della lingua e del nome del popolo aggregato, in che si asconde la schiavitù; ma unicamente li regola. Laonde simil atto significherà, nella peggiore ipotesi, scadimento, o inferiorità di posizione, ma non servitù. Analizziamo. Se tali istituzioni imposte sono quelle stesse, con cui il popolo che le dà è governato; esso collo estendere altrui le leggi alle quali ei medesimo obbedisce, non rende l'altro popolo servo a lui ma suo pari. Se le istituzioni imposte non sono le proprie, ma diverse, possono

essere migliori siccome più corrispondenti a tal popolo; oppure diversificare per essere peggiori di quelle, di cui lo stesso popolo era dianzi dotato. Nella prima ipotesi, l'aggregazione anzichè servaggio reca utilità, e nella seconda la condizione del popolo riunito è deteriorata ma perciò non ischiava. D'altro canto lo accomunamento dell'esercito, delle amministrazioni, delle finanze e dei giudizj fra l'un popolo e l'altro, si risolve in un bene scambievole, perchè la uniformità dei sistemi nelle istituzioni dello stato introduce la eguaglianza nelle grandi varietà de' paesi, e delle popolazioni; agevola i commercj; raccosta fra loro le masse disperse su lontani territorj per così dire in una sola famiglia. Ponete invece che ogni popolo compreso in un altro abbia e conservi leggi proprie differenti, per cui le amministrazioni, le finanze, i tribunali segnino principj diversi, che cosa ne avverrebbe? Fonderebbonsi termini di separazione fra le genti, e si frapporrebbero difficoltà insormontabili nei traffici ed in tutte le relazioni sociali. Allora sì, che da vero, ognuno uscito da limiti circoscritti del suo territorio sarebbe straniero nel medesimo stato. Gli odj, o per lo meno le rivalità municipali riviverebbero. Le fortune de' particolari avrebbero sorti diverse a seconda delle varianti legislazioni locali. La industria manifattrice, e le trasazioni commerciali sarebbero nel loro corso arrestate da frequenti barriere. E rispetto all'esercito se ogni popolo aggregato avesse il proprio, la nazione sarebbe posta in permanente pericolo di guerra civile, e tolta per tal modo la unità nelle armate non vi avrebbe più sicurezza in faccia allo straniero.

Ma si ponga, che siffatto accomunamento apporti invece conseguenze inverse. Volgano alla peggio pel popolo riunito le immutazioni in tutti gli elementi che vedemmo comporre una nazione. Fino a tanto che un popolo rimane arbitro, malgrado l'aggregazione, delle vite, degli averi, del territorio, della lingua, della religione e del nome, desso non è servo o schiavo. Nelle riunioni dei popoli odierni di Europa questi elementi furono in qualche guisa modificati dal popolo vincitore. Convenendo che tal volta lo fossero in peggio, ciò vuol dire, che il popolo aggregato nel partecipare al consorzio è in posizione svantaggiosa e scadente, ma non è servo, e la sua nazionale indipendenza sta illesa. Avvertesi poi, che le modificazioni apportate agli elementi che costituiscono la nazionalità, ove siano distruttive gli elementi medesimi, feriscono

la libertà del popolo; ma non hanno per effetto ch'egli serva a popolo estraneo, ovvero non sia egli più indipendente. Di che scende l'altro principio, che una gente commista ad un'altra, mentre è sempre indipendente, può essere non libera.

In riguardo alla libertà di un popolo aggregato ad un altro, vedremo che cosa sia da pensarne. Frattanto consideriamo, che le esclamazioni, le dispute accalorate, e le veementi concioni, che fanno e fecero a' dì nostri molti scrittori; la stampa periodica, e la tribuna gridando alla servitù, ed al riacquisto della nazionale indipendenza, son traviamenti dal vero. Giogo, schiavitù, tirannide, abbiatele oggi sul continente europeo, voci prese a prestanza da popoli, avvenimenti, e condizioni che più non sono. Scorgerete in ciò palesamente termini improprij, e linguaggio figurato. Ma le masse che non distinguono ne sono sgraziatamente allettate e commosse. Quindi se oggi un popolo innestato ad un altro sotto un comune regnante o governo insorge e combatte ha la credulità di farlo onde riavere una indipendenza nazionale, che non ha perduta. Anzichè per iscuotere un giogo straniero ei versa lagrime e sangue a fine di rompere un consorzio nel quale tutto al più sono scapiti ma non servaggio. Si brandirono spesso le armi per conseguire ciò che in luogo d'indipendenza non sarebbe che miglioramenti di ordine interno nella guisa che vedremo di poi.

CAPO VII.

Che cosa veramente sia la libertà nazionale

Libertà nazionale è quello stato interiore di una società politica nel quale gl'individui circa sè e le cose proprie operano ciò che vogliono salve le restrizioni legali. Se l'individuo nell'umano consorzio potesse fare od omettere tutto ciò che vuole senza limiti di sorta egli non potrebbe fare nè omettere cosa alcuna. Ogni altro individuo infatti avendo la medesima facoltà sarebbe in grado d'impedirgli di agire, o di costringerlo ad operare. La società pertanto nasce e si alimenta nelle restrizioni della libertà individuale, e la libertà di tutti nasce, e si alimenta nella società. Quindi è che la vita delle società politiche, ossia degli stati si fonda sui

limiti posti alla libertà individuale innata negli uomini. Sarebbe altrimenti impossibile ogni consorzio. Non appena due uomini convivono alcuni minuti hanno sull'istante riconosciuta una limitazione reciproca di libertà. L'uno altrimenti avrebbe spogliato od ucciso l'altro. La libertà nazionale poi consiste nella transazione fra i vincoli sociali e la volontà dei socj. La libertà dell'individuo se ha per oggetto le sue relazioni cogli altri individui assume il titolo di libertà civile. È regolata dai codici di privato diritto. Quando ha per oggetto le relazioni dell'individuo collo stato o governo si dice libertà politica, e si appoggia alle leggi fondamentali della nazione, ed altre di ordine pubblico.

La vera libertà è sempre una, la individuale, cioè quella per cui l'uomo può fare od omettere circa sè e le proprie cose tutto ciò che vuole, tanto rispetto ai suoi concittadini quanto al governo. La libertà nazionale consta dal complesso delle libertà dei singoli individui, poichè non potrebbe dirsi libera nazione quella composta da individui che non sono liberi, nè sapprebbesi dire non libera la nazione composta da uomini liberi. La libertà però degli individui che vollero od hanno dovuto associarsi, e creare uno stato, dee subire considerevoli restringimenti, onde la società perduri, e i socj sieno felici. Gli uomini pertanto cedono una porzione della loro libertà naturale in corrispettivo del mantenimento dell'unione, e della propria prosperità. Quando lo sviluppo e l'allargamento della libertà minaccia uno di questi scopi od entrambi, la maggiore libertà è un disastro. L'operajo infingardo, o privo di lavoro è più libero dell'operajo indefesso ed occupato. L'uomo abitatore delle solitudini selvagge è liberissimo. E che perciò? la loro esistenza è minacciata dall'inedia, e la loro vita è l'immagine del disagio. La vera libertà dunque insegnata dalla ragione non è quella che più si dilata, ma quella che si dilata temperandosi ai fini sociali, consistenti in ciò, che l'uomo si mantenga nella convivenza co' propri simili, godendo gli agj della vita, o per lo meno soffrendo. A giudicare se un popolo sia libero, ovvero sia più o meno libero di un altro fa duopo istituire l'esame o il paragone sui gradi di libertà degli individui singoli presso l'uno e l'altro popolo. Le genti, e gli scrittori non ebbero idee fisse ed esatte sulla libertà nazionale: talvolta furono altresì bizzarre. I democratici in ispecie la fanno consistere nella maggiore possibile

partecipazione del popolo alla sovranità, e quindi nella forma del governo repubblicano. Invece per istabilire, se una gente è libera, ed in qual grado, bisogna por mente alla condizione degl'individui; se cioè, ed in quale misura possono fare, od omettere ciò che loro piace. Ponete che un popolo possa fare le leggi, scegliersi magistrati, e deporli, come nella democrazia pura, ovvero eleggersi gli uomini, che ciò eseguiscano per esso, come nella democrazia rappresentativa, è egli pertanto un popolo libero? Se la facoltà nei singoli individui di fare o non fare fosse inceppata da istituzioni od ordini civili o politici, quantunque essi diensi le leggi, o se le facciano dare, son questi individui, ossia la nazione un popolo libero? Allorchè in un paese io scorgo il cittadino impacciato nelle sue azioni da una molteplicità di leggi e discipline, e veggio in altro paese il cittadino che non soffre di tali intralci, non guarderò alle forme de'rispettivi governi per giudicare della libertà dei due popoli; ma dirò libero questo ove pure sia retto da un principe assolutista, e riputerò non libero quello sebbene si regga a repubblica. La popolazione dell'antica Roma reppublicana era assai meno libera di quanto si crede. Di regola la minorità de' figli maschi, e quindi la loro sottomissione alla dispotica podestà paterna era lunga quanto la vita del padre. Le donne erano soggette a tale podestà, od alla maritale finchè vivevano. Gran porzione della massa popolare componevasi di schiavi. Laonde limitavasi la libertà ai padri di famiglia, frazione minima del popolo. Pel rimanente la facoltà di fare o non fare presso che non esisteva.

Fra la libertà individuale e le sue ristrizioni non si può tracciare un limite determinato e invariabile in maniera che queste e quella non abbiano a varcarlo. Dipende ciò assolutamente dalla varietà d'indole, delle circostanze e dei tempi in ogni nazione. Cercerebbesi invano il termine costante tra la libertà e i vincoli sociali, o tra la libertà e la licenza.

La libertà, che abbiamo difinito per vera, essendo subordinata alla salvezza dell'unione o consorzio, ed al ben essere degl'individui, deve dal governo ampliarsi togliendo le restrizioni, che ai due scopi non fossero necessarie, ma vuolsi eziandio comprimerla quando lo richieggono gli stessi scopi supremi. Si dee salvare il popolo, e la sua felicità anche a suo malgrado, ed a prezzo se occorre di gravissime limitazioni delle sue libertà, il suicidio non

è permesso nemmeno alle nazioni. Torna meglio, che la società esista, e sia prospera tuttochè meno libera, di quello che sia libera assai, ma si travagli o si perda.

La libertà finalmente si riferisce ad oggetti infiniti, vale a dire a tutti gli oggetti che ponno essere scopo delle azioni od omissioni di un uomo. In modo che nel commisurare la estensione od il restringimento della libertà umana fa d'uopo aver presenti la quantità, e la importanza di tutti gli oggetti su cui si esercita. Dunque accade, che sebbene a prima giunta parrebbe essere poco libera una nazione presso cui la stampa è sottoposta alla previa censura e impedita l'associazione politica, potrebbe nondimeno considerarsi ugualmente libera della nazione, che gioisce di simile libertà, ma sia priva di molteplici altre, e di non minore importanza. Io chiederò: è più libero quello stato in cui si stampa ciò che si vuole, ma il cittadino ne' suoi commercj si abbatte ad ogni piede sospinto in una barriera per la polizia, o per le imposte; ovvero in quello stato ove non si stampa ciò che si vuole, ma però il cittadino incede fuori degli avvolgimenti che gli mettono assedio perchè non abusi della liberalità delle leggi? È più libero a modo di esempio, l'uomo in un paese dove lice a lui vivere armato, ma al cospetto di uno stuolo di agenti pubblici ch'esplo- rano i suoi movimenti, ed aggirandosi frammezzo ad una gente armata com'egli; od è più libero un uomo nel paese, ove si proibisce la delazione delle armi, e nel quale in conseguenza satelliti non lo vegliano d'appresso, ed ogni altro cittadino inerme del pari gli è inoffensivo?

Ogni studio dei legislatori, dei sapienti, e degli uomini di stato si compendia per quanto si esami, e siasi esaminato nella seguente formula: trovare i termini più acconci di transazione fra le volontà dei socj, e i limiti sociali onde il consorzio sussista e sia felice. Nel savio temperamento od equilibrio di tali due contrarie potenze tendenti ad invadersi a vicenda si mantiene la libertà generale. Ove troppo prevalgano le restrizioni, il popolo ne rimane a misura oppresso, ed ove prevalgono troppo le volontà singole la società è minacciata. Ciò che regola negli stati la transazione, o l'equilibrio fra le due forze è il governo ad opera delle leggi, e indipendentemente dalla sua forma. All'uopo occorrono voleri, e forze superiori al cumulo delle forze singole, e volontà, ossia nel lin-

guaggio della scienza ricercasi un reggimento politico investito della podestà di creare le regole o leggi, e di farle eseguire. Alcuni pubblicisti hanno immaginato una terza podestà, la giudiziaria, che in fatto non esiste perchè se si tratta di leggi giuridiche è lo stesso potere legislativo che le emana, e se si tratta della loro applicazione è il potere esecutivo medesimo, che le fa eseguire.

CAPO VIII.

Quali relazioni abbia la libertà colle forme di governo

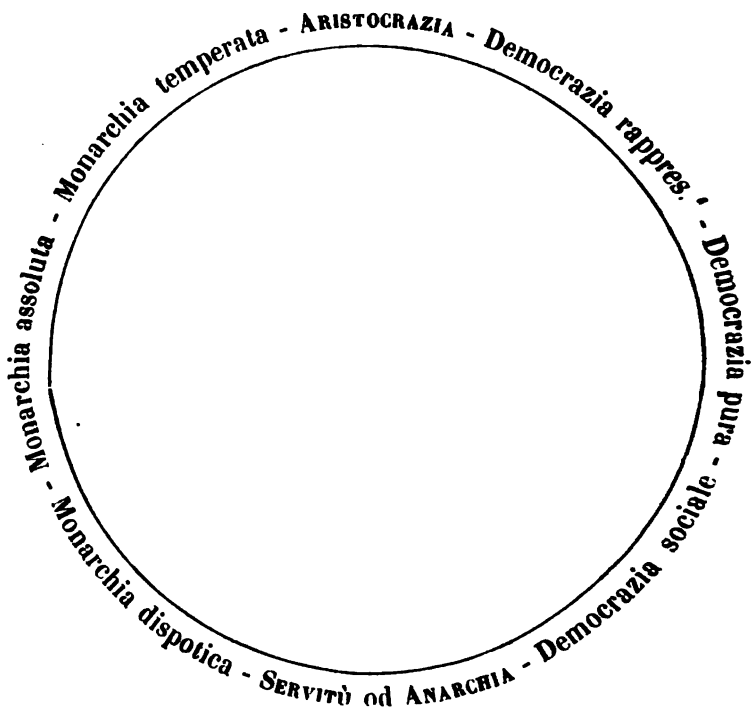
Tutti i governi della terra nella essenza sono uguali. Altrimenti non vi ha governo. Differiscono nella forma cioè nel loro modo di esistere. I due poteri supremi, che abbiamo veduti si riassumono talora nella destra di un solo individuo; talora nel popolo; talora in una sua picciola porzione soltanto. Nel primo evento, vale a dire quando il governo è monarchico, l'uomo *imperante* riceve alcuni principj, ossia leggi fondamentali secondo cui deve regnare, e si chiama assoluto, oppure regna affatto ad arbitrio, e si appella dispotico. Nell'altro evento il popolo impera direttamente egli stesso, ed abbiamo la democrazia pura, od imperano individui da lui scelti, ed abbiamo la democrazia rappresentativa. Nel terzo caso finalmente se reggono alcuni uomini soltanto, od una casta di popolo come sarebbero i nobili, gli ottimati, i seniori, si ha il governo aristocratico, ovvero regnano pochi individui che hanno usurpato i poteri, e si ha la oligarchia. Fu, ed è talvolta combinata una savia mescolanza presso il medesimo popolo di alcuni di tali accidenti di governo, che perciò si chiamano governi temperati, e sono propriamente le repubbliche miste e la monarchia costituzionale.

Perchè esista la libertà nazionale, anzi la società politica, un governo è indispensabile. Non è poi indispensabile una piuttosto che un'altra determinata forma di governo. È identica la natura di ogni libertà nazionale, ma soggiace a minute graduazioni. Si tracci una linea. Le estremità di questa da un lato sono le restrizioni sociali illimitate, che generano la servitù, e dall'altro l'assenza di quasi ogni restrizione ovvero l'anarchia. I gradi della

libertà, la quale siede frammezzo ai due estremi vengono segnati da ciò, che crescendo in ampiezza ed efficacia le restrizioni sociali, decresce la libertà, e viceversa allargandosi i voleri individuali aumenta la libertà. La forma di governo non è estranea all'andamento della graduazione, ma non sempre v'influisce, poichè vincoli maggiori si esigono a modo di esempio nella monarchia che nella repubblica, ma talora più nella repubblica, che nella monarchia, e non è quindi condizione insormontabile di libertà, poichè gli uomini viventi sotto un re assoluto ma con istituzioni liberali, ed illuminate possono soggiacere nella loro libertà a limitazioni minori di quelle poste in un reggimento popolare. Così è che un popolo potrebb'essere più sovrano e men libero, più libero e men sovrano, e persino non sovrano ma libero. Sono veramente le istituzioni, e gli ordini interni di un popolo, ai quali i gradi di libertà vengono commisurati. Le istituzioni e gli ordini interni possono essere liberali, avvegnachè i moderatori della podestà suprema sieno un solo od alcuni soltanto. Non è forse raro il vedere i cittadini di uno stato democratico legati nella loro facoltà di agire quanto se non più dei sudditi di un principe assolutista. A motivo in particolar modo dell'agitazione inseparabile dagli stati a repubblica i provvedimenti richiesti a ricondurre e mantenere la quiete stringono il cittadino tanto d'appresso, e senza fine, che non rimane a lui di libero, che il nome. Ma sia per un momento che la libertà nazionale s'informi alla foggia del reggimento politico, si rechi un esame paziente sulle varietà delle sue fasi.

Riduco l'astrazione dei ragionamenti ad una figura geometrica. La linea poch'anzi indicata che segna gli estremi, e le graduazioni della libertà nazionale convertita in un cerchio coincide nelle sue diverse fasi colle forme dei governi. Ecco il cerchio delineato :

(Segue il Cerchio)



Può accadere che un popolo pigli parte molto ampia ai poteri supremi dello stato come nella democrazia pura, ma che in pari tempo le sue istituzioni civili e politiche siano tali del resto, che imbriglino gravemente la sua libertà individuale. Noi colle osservazioni che seguiranno cimentiamo le forme di governo coi gradi della libertà nazionale. I due capi della linea convergenti in un cerchio sono occupati dalla servitù, e dall'anarchia. Privazione di libertà, e privazione di governo sono stati che coincidono per loro effetti. Nella condizione selvaggia l'individuo non essendovi legge, o potere che lo comprima, ma non essendovi nemmeno legge, o potere pubblico, che lo tuteli, ha la sua vita e i suoi averi, in qualunque istante, alla balia dei più feroci. Nella condizione di schiavitù, compresa nel suo più largo significato, degradato l'uomo dalla condizione di persona a quella di cosa, la sua vita, e i suoi averi sono in preda del suo signore. Le fasi di una società politica quanto a forma di governo, pigliando le

mosse dallo stato di servitù, s'indirizzano verso la monarchia dispotica di cui non è che una rassomiglianza in piccole dimensioni il regime patriarcale. Potrebbe anche un popolo tramutarsi dallo stato di anarchia a quello di servitù, e viceversa dalla servitù all'anarchia. Talora la fase ha proceduto dallo stato selvaggio a quello di repubblica. Se non vi hanno istituzioni, che arrestino ad un dato punto il corso di tali fasi, ogni situazione del cerchio ha una tendenza assai forte verso la estremità, che più le si accosta ovvero anche verso l'altra. Per lo che mirate l'aristocrazia. Sul pendio del cerchio, se nel seno di lei prevalga lo spirito di licenza essa declina verso la democrazia rappresentativa; questa verso la democrazia sociale, e la sociale verso l'anarchia. La stessa aristocrazia invece, ove prevalga in essa lo spirito di tirannide, sebbene a ritroso della propria natura, potrebbe percorrere gli stadi della monarchia fino alla servitù. E parimenti muovendo dallo stato selvaggio, o si decade nella schiavitù divenendo preda del più forte, ovvero si passa allo stato di democrazia comunistico-socialista, e progressivamente allo insù del cerchio alle condizioni delle altre repubbliche. I due estremi l'anarchia derivante dall'assoluta licenza, e la schiavitù derivante dalla negazione di tutti i diritti dell'uomo, hanno identico effetto sulla società politica, vale a dire la sua dissoluzione. Per l'anarchia levato ogni governo, il consorzio si distrugge, e per la servitù gli uomini divenuti cose, o semplici semoventi, non compongono più un consorzio umano, come non lo potrebbero comporre i bruti. In ambe le ipotesi restano gl'individui, ma la società sparisce.

Col nascere e progredire della civilizzazione, partendo dallo stato anarchico di una gente si procede ad una democrazia, nella quale non sono ammessi per anco diritti di proprietà, ne' legami di famiglia, mentre beni e femmine sono comuni fra gl'individui. Havvi facoltà assoluta di radunarsi per qualunque scopo anche a fine di rovesciare qualunque ordine, e la manifestazione del pensiero in qualsivoglia guisa non riconosce termini di sorta. In ciò consiste per sommi capi la repubblica comunistica o sociale. Nel lato appresso del cerchio l'incivilimento fa volgere gli uomini dalla schiavitù ad un altro modo di esistere cioè alla monarchia dispotica. Si comincia ad aver leggi, ossia regole di consorzio. C'è solo che queste leggi altro non sono, che la volontà del monarca. che

nel volere non è tenuto a seguire norma veruna. Egli è lo stato, e lo stato non è che lui. Prosegue pegli uomini la schiavitù, ma colla differenza, che la servitù rimane soltanto in principio, e raramente si pone ad atto. Il despota può disporre dei sudditi, e dello stato come gli piace, ma non lo fa, ed un governo con certe leggi, comunque siasi, sussiste.

Nondimeno quale analogia strettissima non ispicca fra la sostanza della democrazia comunistico-socialista, e la sostanza della monarchia dispotica? In entrambe sono del pari disconosciute la proprietà, e la famiglia. Diffatti nel reggimento socialista l'avere e la famiglia di ciascheduno appartengono a tutti, e non più all'individuo. Nel reggimento dispotico l'avere e la famiglia appartengono ad un solo, e non più alla massa degli individui. Che poi la spogliazione dipenda da tutti, o da un solo, per l'individuo spogliato è tutt'uno. Nella repubblica socialista ogni libertà dovendo essere, o tendendo ad essere affatto assoluta, cessa come si vide pocanzi, per ciò solo ogni libertà. Così avviene, quantunque per opposta via, nel dispotismo, nel quale la volontà suprema assorbe per siffatto modo le volontà individuali, ch'essa rimane presso che sola. Tendono infine entrambi il dispotismo e il socialismo agli estremi conducenti allo scioglimento della società politica; l'uno col far passare dal principio in atto la servitù, l'altro col degenerare nell'assoluta licenza, che annichila ogni governo. E più ancora la repubblica socialista de' nostri tempi è analoga al reggimento dispotico per altri rispetti. La libertà assoluta della stampa inseparabile dal socialismo, e la proibizione assoluta della stampa nel governo dispotico, sono equipollenti. Laddove regna il socialismo non essendovi leggi repressive della stampa gli offesi, o i malcontenti rendono giustizia a sè stessi colla violenza. Non è ammessa la manifestazione che del pensiero dei più potenti, oppure si stampa unicamente ciò che solletica il sovrano ideale ossia il popolo, e le sue passioni. Nulla potrebbesi imprimere che fosse in servizio di qualsiasi altro sentimento. Quindi in un modo, o nell'altro la stampa pressochè sparirebbe. L'assoluta sua libertà pareggia l'assoluta libertà di azione. Il suo eccesso la distrugge. E parimenti laddove regna un despota o non si stampa, o si stampa solo tutto ciò che a lui piace, e lo lusinga. Anche la facoltà al socialismo inerente di associarsi senza limiti posti dalle leggi e dal governo equivale

alla negazione di ogni associamento la quale è inerente ad un governo dispotico. Quando in fatti sia dato a qualsivoglia frazione di popolo, od al popolo intero di radunarsi periodicamente dove vuole, e deliberare intorno a qualunque oggetto il più vitale dello stato, senza che il governo possa in verun caso imporvi alcun vincolo od argine, si crea uno stato nello stato, un'altra sovranità presso il medesimo popolo. La sommossa e la guerra civile addurrebbero il prossimo scioglimento della società politica. Laonde converrebbe perire, o restringere la illimitata libertà di associazione, e quindi o lo stato, o il principio socialistico sarebbero tolti. La democrazia sociale, o comunistica è pel fin qui detto lo stesso dispotismo pigliato pel suo rovescio. Havvi però tale differenza tra i due reggimenti: il dispotico regna da secoli sovra una gran parte del mondo, tranne l'Europa se si eccettui la Turchia: la democrazia sociale, ch'è esiste qualche momento nei primordj di un popolo non ha fatto ancora le sue prove pratiche di una esistenza formale. Avrebbe però tali vizj organici nella sua struttura da vivere una vita vorticoso e assai breve, o muterebbe indole per mantenersi, e non sarebbe più socialista. L'esperienza quando che sia confermerà il vaticinio.

La repubblica democratica pura, quella in cui il popolo crea le leggi direttamente, non ha elementi di esistenza che presso piccole nazioni, e sarebbe impraticabile negli odierni stati europei. È vano per ciò il favellarne.

La democrazia rappresentativa, e la repubblica aristocratica sono forme di governo nella loro essenza uguali, da chè fu dimostrato che la prima non è che un aristocrazia elettiva e temporaria. Sono dissimili pel modo con cui vengono creati i reggenti, e per la durata de' loro poteri. Nella democrazia rappresentativa una porzione di popolo li cangia a periodi fissati, quando nella aristocrazia è una determinata qualità, che li rende reggenti, e per lo più solo i natali. Meditata l'indole della democrazia rappresentativa non offre pregi, che non abbia comuni con altra forma di governo, e presenta poi vizj capitali superiori a quelli di ogni altro reggimento se si eccettui il dispotico, e il socialista, e tutti a scapito della vera libertà. Interessa il noverarli.

1. La instabilità di sistema nel reggere. Gli uomini del potere in questo governo succedonsi con rapida vece. Le legislature, il

capo dello stato, i suoi ministri si mutano a periodi comparativamente assai brevi, e con essi i principj di governo. Per ciò incessante variabilità di ordinamenti guida il timone dello stato, e di qui la incertezza, e la oscillazione dominano ogni cosa.

II. La debolezza dei poteri costituiti. Scolpito nella costituzione sebbene a torto, come vedemmo, che il popolo è sovrano, e risuonando senza posa questo principio negli orecchi delle masse a mezzo degli scrittori, dei giornali, della tribuna, e dei circoli, i poteri a petto delle masse rimangono affievoliti. Il corpo deliberante, od assemblea emana le leggi, e gli uomini del potere esecutivo vogliano farle eseguire, ma i partiti, tutti forti nella democrazia, e senza freno, screditano le leggi, reagiscono al loro effetto, sicchè l'unico vigore che rimane al potere è la forza materiale fino a che gli obbedisce.

III. Discordia de' poteri supremi fra loro. Più che in altro governo rappresentativo sono i diversi partiti politici, che fanno subire alla reggenza dello stato nei corpi deliberanti, ed esecutivi i proprj fautori. Pertanto una lotta deve insorgere cupa e nascosa, se non aperta, fra la legislatura o corpo deliberante e gli uomini del potere esecutivo, se i due poteri sieno, come accade sovente, ispirati da partiti opposti. Ed inoltre debbono spesso trovarsi in disaccordo mentre di loro natura nutrono tendenze differenti. La podestà esecutiva ammaestrata da una pratica necessità inclina alle restrizioni della libertà popolare, quando i corpi deliberanti usciti dalla elezione del popolo aspirano piuttosto agli allargamenti. E infine gli uomini del potere esecutivo dispongono di ogni cosa che costituisce la sostanza dello stato, vale a dire il patrimonio, le armi, le cariche, le istituzioni, quando il corpo deliberante non è armato che di autorità morale. In Francia nella precedente repubblica rappresentativa colui che da ultimo recavasi in mano il potere dell'esecuzione ha cacciato il corpo deliberante, e si fece re. In ambi i poteri notate la tendenza a slacciarsi l'uno dall'altro, ed a respingere i mutui attentati, e quindi la dissenssione fra essi.

IV. L'agitazione palpitante. Nelle democrazie, anco la rappresentativa, è stato normale l'agitazione. Nelle democrazie di oggi non v'ha quasi alcun popolano, che non si creda nato atto a regnare. I focolari domestici, le vie, le piazze, i pubblici edifizj riboccano di e notte di discussioni intorno a tutti gli affari dello stato.

ed ognuno anco il più vile vi si lancia, e giura di essere uomo politico. I più abili, o tali creduti, e più audaci aspirano direttamente al governo, e si fanno condottieri delle moltitudini. La democrazia è un'arena schiusa agl'ingegni, ma ben più alla scalrezza, alle ambizioni, alla cupidigia. Sorgono, e si moltiplicano gli spiriti novatori, che intendono ad abbattere tutto che esiste per ciò solo, ch'esiste, e perchè tanto loro giova. L'agitazione è attaccaticcia. Si versa negli stabilimenti fra le turbe degli artieri, nel parlamento, negli ufficj; e così l'ansia di novità de' sistemi s'impadronisce de' consigli e delle deliberazioni. Per il che il governo stesso, ed ogni amministrazione oscillano, e sono esitanti. Tutte le istituzioni dello stato fluttuano del pari. Soffre anzi tutto il sistema economico della nazione, ed il suo soffrire da effetto diviene alla sua volta causa di agitazione. L'agricoltura crea le materie, l'industria le modifica, il commercio le cambia. Ma questi agenti principali della pubblica prosperità lo sono a patto rigoroso di essere tranquilli nella loro opera di pace. Non vi hanno enti più paurosi, più solleciti a nascondersi, e perire al primo leggero indizio di procelle politiche nell'interiore ed all'esterno. E poi quale sarà la influenza, o la posizione di un popolo verso l'estero, qualunque la sua potenza materiale per armi, ricchezze, e territorj sia ragguardevole, se il proprio organismo è ognora prossimo a qualche crisi? È un alcide malato. Nella democrazia è splendido movimento in ogni sua parte. Ma in esso è vera vita? È vitalità in eccesso. Innanzi a tutto la libertà individuale come vi si comporta? I vincoli sociali non sono assai rallentati che in servizio degli uomini più avventurosi, ed arditi e degl'interessi tal fiata malvagi delle fazioni. Quanto alla immensa maggioranza della popolazione, ella subisce la violenza dei partiti. Le leggi politiche di repressione, temporarie di nome, e pel fatto perenni, colgono ad una rete quasi tutti i cittadini nell'esercizio della loro facoltà di agire. Così la libertà individuale in gran parte, e per intanto si spegne.

L'aristocrazia, abbiamo detto poc'anzi, ha indole conforme a quella della democrazia rappresentativa. Oltre a ciò l'aristocrazia propriamente detta, e la monarchia assoluta hanno essenza conforme sotto altri aspetti. La podestà legislatrice, e la esecutiva in entrambe si rannodano per eredità, o per circostanze invariabili, in un solo individuo, od in più predestinati individui. Agiscono

ambidue secondo patti, o leggi fondamentali. Le masse popolari non partecipano in veruna guisa al potere. Il re, od il corpo imperante sono il perpetuo sovrano, che lungi da ogni elezione, si riproduce da sè stesso. Il popolo è per intero soggetto. È collegato alla natura di simili governi, che si stampi, ma premessa la revisione delle autorità, e s'interdica il radunarsi de' sudditi per discutere sugli affari dello stato. Nelle democrazie, nelle quali il popolo governa o fa governare, è pur duopo, onde sussista tale maniera di governo, che non sia tolto a nessuno il diritto di manifestare i suoi pensamenti colla stampa, e di riunirsi a tutti gli altri cittadini per discutere sugli andamenti del governo. Non sarebbero in grado i cittadini di deliberare, se fosse loro sottratto il mezzo più potente d'istruirsi e d'istruire, e l'altro d'intendersi sulle deliberazioni. Laddove regnano invece gli aristocrati od i monarchi assoluti simili facoltà non sono punto necessarie perchè il popolo non governando in veruna guisa, non ha duopo d'illuminare o di essere illuminato colla stampa, nè tampoco di adunarsi per trattare di oggetti di stato ch'egli non tratta. Aggiungasi che la libertà della stampa e dell'associazione politica possono smuovere i fondamenti della aristocrazia e delle monarchie assolute. Laonde queste accordano bensì la libertà della stampa, ma vogliono prima vedere che cosa si stampi, e lo inibiscono se loro nuoce. Non ammettono mai le società politiche perchè non pure inutili sempre, ma dannose al principio del governo. Non si può infingersi che la libertà individuale ne' suoi rapporti coll'imperante in questi reggimenti politici possa nella sua latitudine patire. Per altro ciò non sempre avviene. E poi la libertà individuale nei rapporti civili è qui pari per lo più, se non superiore, alla libertà individuale nella democrazia. Nei regni assoluti ed aristocratici accade il rovescio delle democrazie. Vi ha costanza nel sistema di reggere, e sono preferibili le mutazioni lente, meditate e senza scossa alle rapide e sconsiderate coi loro gravi perturbamenti. I poteri costituiti sono vigorosi e rispettati. Non viene alterata la ragione del popolo da insinuazioni maligne intorno alla sua sovranità e collo adulare le sue passioni. Quindi lasciata intera l'azione alle leggi ed agli uomini del potere. Le due podestà supreme concentrate in una sola mano od in un solo corpo, non incontrano fra loro alcuna divergenza perchè una sola mente ed un

solo interesse le fanno operare. L'agitazione politica laddove sono monarchi assoluti o governi aristocratici, o non è mai od è effimera perchè ivi mancano o sono compresse tosto le sue cause generatrici e perenni. La stabilità pertanto dei sistemi di governo, il vigore e la concordia dei poteri, e la tranquillità con tutti i suoi benefizj rendono un popolo oltre che felice ne' proprj lari, forte e temuto al cospetto delle nazioni forastiere. L'assenza di questi elementi riduce alla inerzia i suoi eserciti, i suoi tesori, la sua possanza industriale. Vi ha di più. Se un uomo od un corpo regge con ampia podestà ed ereditariamente lo stato, si genera in esso un potere pieno, immancabile, robusto. Quando il potere è così fatto, esso cinge il capo degl'imperanti di un prestigio che impone ai popoli la riverenza e la circospezione. Lo splendore di un diadema e di una corte, o la solennità di un senato per sempre sovrano, eccitarono tuttodi nei popoli la venerazione. Così accoppiasi potenza alla potenza naturale di uno stato. Al contrario nelle repubbliche democratiche tale ulteriore potenza della nazione è perduta. In esse i poteri supremi vengono fra i governanti suddivisi, e sono di loro natura debili, discordi e fugaci in guisa che da essi non deriva all'uomo, poco o verun prestigio. Potrebbe esso emanare dalle doti personali e dalla gloria dei governanti. Se non che uomini insigni a grado da attrarre sopra di sè la venerazione delle genti, in particolar modo straniere, ogni terra quanti ha da enumerarne? Le storie ci avvertono che sotto i re assoluti, e nelle vere aristocrazie assai più che nei reggimenti democratici, ha fiorito presso quasi tutte le nazioni l'ordine al di dentro per cui prosperarono le scienze, le arti, l'agricoltura, la industria ed il commercio, e furono le nazioni gloriose, e temute all'esterno, e tutto questo pel corso di molte età.

Siamo giunti alla monarchia temperata o costituzionale. Presso ciaschedun popolo europeo debbonsi oggi distinguere tre grandi classi, i cui lineamenti sono così spiccati da non poter essere confuse. Il ceto che appelleremo volgare racchiude gli uomini che non hanno censo o lo hanno meschino, e che esercitano arti vili o materiali, come i proletarj, i villici, i semplici artieri o gli operaj. Il ceto medio in molti paesi chiamato anche borghesia è composto di uomini che hanno censo mediocre; ch'esercitano traffico abbastanza esteso od arti liberali, o sostengono pubblici ufficj. Il

ceto alto raccoglie nel suo grembo le grandi ricchezze, o con ricchezze mediocri i celebri natali, o gl'incarichi pubblici i più elevati, e perciò gli uomini o famiglie distinte per patrimonj, per cospicuità di lignaggio, o per cariche dello stato di gran rilevanza. Nel comune linguaggio, sebbene non appropriato, chiamasi questo ceto aristocrazia. Tali classi hanno interessi loro proprj che di sovente cozzano con quelli delle altre. Nelle democrazie deve di regola prevalere il ceto volgare più numeroso, risoluto e violento. Ove anco lo istinto ne sia docile, e la sua ragione abbastanza rischiarata, sorgono dal suo seno e dagli altri ceti, gli ambiziosi e gli avidi di potere e di lucro, che dotati d'ingegno, di eloquenza e di audacia ne aizzano le passioni, e lo traggono legato al loro carro. Nelle aristocrazie egli è ben palese rimanersi unico signore del campo l'alto ceto e dominati affatto gli altri due. Vedete alfine nelle monarchie assolute, che concentrato ogni potere nel re, gl'interessi di tutte le classi sono affidati alle leggi fondamentali, ma più alla sua sola coscienza, ed a quelli ch'ei sceglie a circondarlo e ad agire per lui. Se non che *gli stessi* monarchi assoluti e gli uomini di stato hanno saviamente veduto che tutto quanto si è notato non era punto conforme ai tempi ed allo sviluppo della odierna civiltà. Laonde si è conciliato un regime detto monarchia costituzionale. In essa le libertà e gl'interessi dei tre ceti prendono una posizione nitida ed inalterabile in faccia ai poteri supremi dello stato, ed anzi vi partecipano quanto loro conviene. Osserviamo in pruova la struttura della monarchia temperata. Il potere di creare le leggi si riparte fra il re ed un'assemblea di rappresentanti che delibera insieme a lui. L'assemblea o parlamento consta d'uomini deputati dal popolo o veramente da quella porzione di popolo che vive in determinate condizioni, e si chiama la camera elettiva o popolare, e da uomini scelti dal re fra le intelligenze o le glorie più splendide o derivanti dal ceto più elevato della società, ed è la camera alta. La podestà esecutrice si raccoglie nella destra del monarca. Il reggimento monarchico temperato è il prodotto di tutti i principj di governo conosciuti, cioè il monarchico, l'aristocratico e il democratico, ma operanti in guisa che ne è impedita la degenerazione. Ogni umano trovamento anche politico serba in sè il germe della propria corruzione. Così il governo di un solo quantunque

sorretto da leggi o patti fondamentali tende per indole propria alla monarchia dispotica. Il governo degli aristocrati propende all'oppressione delle classi inferiori, ossia del popolo. La democrazia pena a ristarsi sul declivio che la trae verso la repubblica socialista e l'estrema licenza. Ma nella monarchia costituzionale ove si congiungono i tre principj, l'uno reagisce sull'altro, e si troncano a vicenda la via di corrompersi. Se infatti il re, poniamolo per un istante, minacciasse la libertà del popolo, il parlamento vi osterebbe. Se l'alta classe od una camera intendesse di sovrastare al re, od abbattere i ceti inferiori, vi si opporrebbero il re e la camera popolare. Finalmente se la demagogia alzasse il capo facendo risuonare sfrenate pretensioni a mezzo della camera elettiva il monarca e l'altra porzione del parlamento la comprimerebbero. Per lo che nel regime costituzionale fruisconsi uniti i veri vantaggi che separatamente sono speciali a ciascheduna delle tre forme di governo, e ne sono allontanati i vizj che ad ognuna sono pure particolari ove isolatamente esistesse. Ed invero abbiamo in siffatto regime la monarchia con escluso affatto il pericolo di dispotismo ed oppressione. Abbiamo la repubblica con ammissione del sano popolo al potere, ma escluso affatto il pericolo del socialismo e della licenza. Sono tre forze reagenti che si mantengono in equilibrio e fanno procedere per tal modo con ammirabile regolarità la gran macchina dello stato. Nell'ordine fisico degli esseri la combinazione delle forze contrarie produce gli stupendi andamenti della natura. Tali forze abbandonate sole al proprio impulso struggerebbero l'universo. Così è della forza centripeta e centrifuga nel sistema di gravitazione universale; della combinazione dell'azoto e dell'ossigeno, la quale ci dà l'aria che respiriamo; degli acidi e degli alcali nella composizione dei corpi. La unione di questi enti nella contrarietà ha per effetto fenomeni e produzioni naturali le più squisite e maravigliose. Nell'ordine politico parimenti la saggia combinazione de' principj regno e repubblica ha creato una forma ottima di reggimento in cui la libertà individuale, base della nazionale, non soffre altri legami che quelli meramente richiesti, onde la società si mantenga, e sia il meglio che si possa felice. I democratici romoreggiano dicendo: come mai nella monarchia temperata è sottratto il pericolo di oppressione se il re solo indipendentemente dal parlamento tiene il potere e-

secutivo? Avrebbero ragione se la podestà esecutrice competesse al monarca senza schermo veruno da canto del popolo. Ma egli è invece che in triplice guisa vi è sopravvegliato e cautelato l'esercizio. Non v'ha re costituzionale che eserciti da sè il potere esecutivo, ma è tenuto a farlo mediante un ministero che risponde degli atti suoi verso la nazione. Veglia inoltre la stampa che sebbene domata da leggi repressive, può con moderazione, ma francamente, assalire le azioni e il contegno del potere esecutivo, ossia de' ministri. La giustizia finalmente nelle materie politiche viene amministrata oltre che dai tribunali creati dal principe, dai giudici del fatto, ossia giurati che sono tratti di volta in volta dal popolo. I tribunali non puniscono se questi giudici del popolo non abbiano prima pronunciato che l'azione è da punirsi. Circuito così il potere esecutivo ne torna impossibile ogni seria deviazione. È vero eziandio che il ceto volgare, come lo abbiamo definito, nulla possedendo non partecipa alle elezioni. Ma la monarchia temperata fa luogo all'elemento democratico con sobrietà. Esso è per indole invasore, troppo corruttibile e troppo infiammabile, e però ove lo si ammettesse in tutta la sua ampiezza gli altri due elementi correrebbono il rischio di rimanerne soverchiati. Ad ogni modo il sistema elettorale-monarchico può in assai guise modificarsi, e vi si potrebbe introdurre senza alterazione del sistema, anco una conveniente rappresentanza del ceto di cui parliamo. Scorgerete dal fin qui detto essere la monarchia costituzionale il potere supremo avente il prestigio, la stabilità, la potenza, l'armonia e la forza che non si riuniscono se non se nell'autorità regia, ma circondato ad un tempo da tutto ciò che gl'impedisce di forviare. Sono tutte le forme di governo che si danno l'amplesso recando in comune i loro pregi, e dimettendo i difetti loro proprj. La libertà politica della nazione, ovvero lo insieme delle libertà individuali nei loro rapporti coll'imperante, raggiunge l'apice cui può toccare. La Inghilterra da qualche secolo è regno costituzionale, e la sua potenza non ha per confini che i confini del globo. Le altre più moderne monarchie temperate di Europa fecero loro pruove di durevolezza e ben essere. L'umanità insanguinata adagi finalmente il fianco travagliato nella monarchia costituzionale e riposerà. Ponendo per un istante che unicamente dalla forma del governo penda la libertà dei popoli,

nel regno costituzionale sarebbe risolto il problema tracciato nella formula stabilita a principio. I termini più convenienti di transazione tra la libertà dei socj e i vincoli sociali, corrispondentemente agli scopi del consorzio, si sarebbero così, il meglio che sia, rinvenuti. ⁽¹⁾

CAPO IX.

Non è vero, che la massima libertà nazionale sia connessa con una determinata forma di governo, e precisamente colla repubblica democratica

Havvi foggia di governo che sia la migliore per la libertà degli uomini di tutti i paesi? I partigiani della democrazia sclamano concordemente: l'abbiamo trovata; è la repubblica democratico-universale. Ma la inchiesta che abbiamo fatta equivale all'altra: a risanare un uomo è migliore la cura stimolante o la deprimente? L'una e l'altra secondo la malattia ed il malato. La questione dunque che la repubblica popolare sia la più conforme alla libertà degli uomini, è posta erroneamente. Supponiamo pure che lo insieme delle libertà individuali in un reggimento repubblicano soffra restrizioni assai minori che in un altro reggimento. La prevalenza però delle singole volontà potrebb'essere fatale alla libertà della nazione. Di regola generale ogni qualvolta presso un popolo le volontà e le forze dei singoli individui minacciano ad ogni istante la volontà e le forze de' poteri costituiti, questi per mantenersi e così mantenere libera la società debbono fortificarsi restringendo ognora più le forze e le volontà degl'individui. L'avvertita minaccia è perennemente grave presso i popoli che pel clima e pel poco, o per l'estremo incivilimento sono torbidi e di freno insof-

¹⁾ La preferenza data qui sopra fra tutte le forme di governo, alla monarchia temperata, muove come si vede, da considerazioni filosofiche od astratte. Ma nelle particolarità di più popoli o di una data età, tale forma, sebbene a mio parere sia il bello ideale della politica, potrebbe invece essere insopportabile od erronea. Sarebbe motivo, a modo di esempio, pel quale la monarchia costituzionale nuocerebbe a taluna nazione sempre o temporaneamente lo inferire di Sette politiche sommovitrici dei cardini delle società umane, al cozzo delle quali non resisterebbe un potere suddiviso, ma solo la robustezza di una podestà sotto forma assoluta. Così in altro aspetto la podestà regia quantunque limitata dal concorso di altri poteri non si tollererebbe per ora nelle giovani nazioni americane, mentre la loro indole ed i costumi vi sono ripugnanti. Se queste e molteplici altre condizioni consimili di una gente, il regime monarchico temperato, tutto che in astratto il migliore, sarebbe male applicato.

ferenti. È men grave presso genti che abitano in climi temperati e sono mediocrementemente inciviliti. Talora anco non è dall'inquietezza e dal grado di civilizzazione che proceda la minaccia, ma da altre circostanze come sarebbero gli stimoli di circonvicine rivoluzioni, i turbamenti generati da cure interiori ed altro. Le popolazioni dell'Asia furono quasi sempre dominate da re dispotici, e lo debbon essere a fine che quelle società possano avere durata. In fatti l'indole accesa degl'individui, il fanatismo religioso, i costumi intristiti, la indolenza invincibile, la mollezza, i vizj, la superstizione, ed in breve tutti i difetti derivanti da troppo scarso incivilimento, sino a che furono e sono, hanno resa e rendono necessaria la sovrabbondanza di energia e di estensione nei poteri, onde salvare dal torrente delle passioni popolari i principj conservatori dello stato. Introducete nelle regioni orientali del globo la repubblica democratica, e tutti quei consorzj politici si scioglieranno. È sbaglio il credere che colà il dispotismo abbia perpetua vita per effetto della perpetua azione o prepotenza de' principi che lo esercitano. Sono le società medesime che passivamente lo mantengono per la propria conservazione. Nelle contrade europee il mite clima, e la civilizzazione convenientemente inoltrata hanno presto resi intollerabili i governi dispotici che fecero il luogo alle monarchie assolute, ed ai governi aristocratici, e poscia alle monarchie temperate. La minaccia infatti da parte delle volontà, e forze dei singoli di soverchiare la volontà e le forze del potere supremo o governo, era assai meno grave. Non ostante presumendo per un momento, che nella democrazia sussista l'estremo grado della libertà, od ampio sviluppo delle volontà e forze individuali, che cosa avverrebbe della società se v'introducestesiffatto reggimento? Gl'individui sovverchierebbero la sovranità perchè più forti, ed il governo impossente, e la società sarebbe estinta, o muterebbe il suo modo di esistere. Volete convincervi anche per la storia che non sempre la forma di governo si connette colla libertà dei popoli? Ebbene. Nelle antiche repubbliche, o democrazie della Grecia, e nella reppublica romana erano corpi o cittadini ch'esercitavano poteri assoluti, e nelle grandi peripezie cagionate da nemici esterni, o da turbolenze interiori si creavano le dittature, ossia governi affatto assoluti. Or è che se presso un popolo il più libero le cause motrici della dittatura si protrag-

gono a lungo quasi per sempre, come accade nella odierna Europa, nell'eguale misura prolungasi, o si costituisce l'assolutismo e tutto ciò onde lo stato, ed il suo ben essere sieno preservati. E scendendo a tempi moderni vedemmo, che all'effetto che la società francese non perisse schiacciata dalle libertà repubblicane, la nazione ha dovuto rifuggersi nelle braccia di un assoluto monarca, Napoleone. Vuolsi dunque stabilire, che la vera libertà di una gente ossia il complesso delle libertà individuali non procede da una determinata forma di governo ma si attempera a qualsivoglia di esse, secondo le condizioni particolari di ogni popolo. Qualunque foggia di governo è buona per le libertà di una nazione a misura de' tempi, dei luoghi, e della propria natura. Bene spesso la libertà di uno stato democratico nel naufragio di una rivoluzione provocata per lo più dalla natura di tale stato, non ha altra tavola di salvezza che il regnante assoluto, od un reggimento aristocratico. La impresa pertanto dei democratici non esser libero che un popolo repubblicano, è fallace ed ingannevole. Abbracciansi a combatterla la ragione e la storia.

CAPO X.

La ricostituzione delle nazionalità è impresa vana e perniciosa

Dicono alcuni politici della nostra età, e gli agitatori dei popoli: noi vogliamo ricostituire le nazionalità. In queste parole si compendia un grande sistema. Sostengono che ogni nazione dev'essere autonoma cioè non deve reggersi che da sè stessa. Ma che cosa è una nazione? Pare secondo essi che la nazione si debba comporre da uomini che discendono dalla medesima stirpe, e parlino la medesima lingua, e fors'anco abitino, od abbiano abitato il medesimo territorio. Veggendo essi invece adunati sull'identico suolo o sotto un comune governo, due popoli per ischiatta e linguaggio diversi, dicono l'uno, o l'altro essere l'oppressore, e gridano alla perdita della sua nazionalità, ed autonomia, al giogo, alla servitù. Sulle loro idee di servaggio, o schiavitù giovi ricordare quanto si è detto altrove. Qui fa duopo anzi tutto che voi fissiate i principj di tale identità di stirpi e di lingue. Quelle come

queste sono primarie, o derivate. Sono le schiatte, e le lingue primitive, che costituiscono le nazioni, ovvero le secondarie? Voi non ignorate che le stirpi antiche si sono coi secoli propagate, e suddividendosi ne formarono altre parecchie che si sparsero sulla faccia del mondo. Non vi ha stato di Europa il cui territorio non fosse abitato da più razze che si sono succedute. Favellando delle popolazioni viventi europee quasi tutte sono composte non da razze indigene, ma da genti, che sottomisero, e talora anche discacciarono dalle regioni che occupano, gli abitatori originari. Asiatici ed Africani hanno occupato varj lati d'Europa, e parecchi popoli d'Europa, abbandonate le sedi native, emigrarono ad altre terre della stessa Europa. Dimate le Gallie, i Franchi le hanno tenute e vi diedero il nome. I Normanni, e i Sassoni si pigliarono l'Inghilterra. I popoli della odierna Italia derivano in gran parte da stirpi greche, longobarde, gotiche, ed altre. Per costituire le nazioni, o nazionalità nel vostro concetto intendereste dunque di porre per base le razze primitive, per esempio la slava, la latina, la tartara e così via via, oppure le derivate come sarebbe a dire la polacca, la greca, la longobarda?

Ove tendiate poi a ricostruire le nazioni sulla base delle lingue vorreste voi attenervi alle lingue primitive, alle derivate, alle lingue morte, od alle lingue vive? Avvertite poi che attenendovi alle lingue discutereste spesso la base delle razze perchè molti popoli abbandonando le proprie terre assunsero col tempo la favella del paese che hanno conquistato od ebbero a crearne un'altra. I discendenti de' Longobardi e de' Greci in Italia hanno infine mutato la loro favella, e ne derivò in parte la italiana.

Erigereste le nazionalità sugli accidenti del suolo, vale a dire disegnando per nazione tutti gli abitatori, comunque siasi la origine loro, di un determinato territorio, purchè segregato per fiumi, montagne, o mari dal territorio da altri popoli occupato? In tale caso siccome di siffatti accidenti territoriali è cosparsa la superficie di Europa, ed abbracciano territorj disgiunti per maggiori o minori estensioni, vi appoggiereste ai grandi od ai mediocri segregamenti?

Vorreste desumere la nazionalità delle genti dalle circostanze congiunte che il popolo derivi da una stirpe, parli la stessa lingua e viva sul medesimo suolo?

Dedureste in fine le nazionalità dagli avvenimenti di trascorse età, che cioè un popolo abbia altra volta vissuto sul medesimo suolo, e sotto un comune reggimento?

Pegl' indicati modi la nazionalità delle genti potrebb'essere genealogica, filologica, geografica, storica, o tutto insieme.

Ma quali, e quante non sarebbero le difficoltà e i rivolgimenti di simili ricostituzioni mondiali? Pigliata di mira la nazionalità genealogica, osservo che le varie schiatte col volgere delle età, e colla stretta comunanza si sono confuse, nè vi sarebbe più modo di sceverarle. E poi le schiatte medesime si diffusero in territorj gli uni dagli altri assai lontani. Come vorreste raccozzarle? Sarebbe dato all'una ove lo volesse, di emigrare al territorio dell'altra e stringersi in un solo stato, ad enormi distanze, e frammezzate non di rado da potenti stranieri? E se fosse comunista a popoli differenti non le sarebbe interdetto di separarsene se dessa non fosse per avventura la più forte? Applicate questi riflessi al caso che gli Slavi dell'Ungheria aspirassero alla loro congiunzione cogli Slavi della Russia, ovvero che i Sassoni della Germania intendessero riannodarsi ai Sassoni dell'Inghilterra. La politica travagliandosi al ristabilimento di siffatte nazionalità avrebbe grande affare colle biblioteche, e coi monumenti, onde frugarne le stirpi, e ricongiungerle. Gli uomini di stato sarebbero dagli Archeologi soppiantati.

La nazionalità filologica è vieppiù malagevole a ricostituirsi. Sarebbe intrapresa ardua, e forse inesequibile, malgrado il soccorso de' filologi, e grammatici più profondi lo scuoprire nell'Europa ogni gente, i cui padri hanno parlato la medesima favella. Eppure tanto dovrebbe farsi se si volessero raunare in una sola società i popoli in ragione delle lingue primitive. Sono assai sminuzzate sulla superficie del globo le nazioni, i cui linguaggi erano originariamente un linguaggio comune, perchè molteplici e varie sono le creazioni di altre lingue. Se si volessero poi raccostare i popoli secondo le lingue derivate e vive, oggidì la impresa sarebbe del pari sudata. Porzioni di popoli europei, aventi la medesima lingua viva, abitano separate regioni di Europa, e gli altri continenti del globo. E però presentansi difficoltà eguali a quella della riunione delle stirpi, così se tu voglia abbracciare tante porzioni di popoli sopra un solo territorio, come se tu voglia abbracciarle lasciandole alle loro sedi ad immense distanze, e con interposte estere nazio-

ni. In breve: sorgeranno le assurde incompatibilità che avrebbero luogo p. e. se si volessero ricostruire le nazionalità delle popolazioni spagnuole ed inglesi dell'America riunendole alle popolazioni spagnuole ed inglesi dell'Europa. Mi si opporrà l'esempio delle colonie remote dalle loro metropoli, ma io contrapporrò la loro storia, vale a dire che il legame fra esse per la massima parte ebbe fine e che si può presagire il destino delle rimanenti. Non molte sono ormai le colonie europee nelle Americhe e nell'Africa, ed assai poche nell'Asia.

Parliamo della nazionalità foggiate sugli accidenti geografici. Seguendo le linee segnate da fiumi, da catene di monti e dalle spiagge de'mari, voi avete l'agio di formare grandi e piccole nazioni a talento. Basta la carta di Europa alla mano. Se non che secondo quale regola procederete voi? Avete in mira di congiungere entro lo spazio formato da quel fiume e da quei monti i popoli che parlano la stessa lingua e sono dello stesso lignaggio? È difficile, che si avveri quei fiumi e quei monti racchiudere popoli tutti di lingua e stirpe comuni; e se non li racchiudessero che cosa avverrebbe allora di quelli che rimangono fuori? Se volette poi riunire tutti i popoli compresi nelle linee menzionate senza riguardo alla schiatta ed al linguaggio, perchè dovrebbe un popolo accomunare le sue sorti, anche nol volendo, a quelle di un altro, pel solo fatto che un fiume ed alcuni monti rinchiudono entrambi? D'altro canto ciò sarebbe per voi una contraddizione di principj. E infine se non sono il linguaggio e la razza perchè saranno gli accidenti geografici materiali, che riuniscano più o meno genti in uno stato, ovvero una maggiore o minore porzione di una gente medesima? Errate poi nel considerare i fiumi ed i mari per segnalamenti di separazione interposti fra i popoli dalla natura, poichè per effetto della navigazione specialmente a vapore i fiumi ed i mari sono anzi mezzi rapidi e potenti di comunicazione fra loro.

Quanto al comprendere in una sol gente tutte quelle identiche per origine favella, e territorio, si affacciano tutte le difficoltà insieme che vedemmo presentarsi disgiuntamente.

Intorno poi alla nazionalità storica perchè alcune popolazioni ora divise, ma che furono un tempo associate, dovrebbero per questo solo fatto rinnovare il consorzio, avvegnachè da motivi od interessi di ben altra entità non vi sieno indotte? Ricongiungetevi solo

perchè foste congiunti, è la insegna ben vana di nazionalità somiglianti.

Osservo poi, riferendomi a tutte le discusse forme di nazionalità, non esistere principio o diritto, in virtù di cui i popoli per medesimità di stirpe, di lingue, di posizione geografica, o per associazione anteriore, tutto che ora separati, debbano seco stringersi di bel nuovo anche loro malgrado, e indipendentemente da altra cagione o interesse, che l'idealismo di alcuni politici moderni.

Ma ove pure si potesse definire con qualche esattezza il moderno indefinibile sistema di nazionalità e lo si potesse praticare, quali ne sarebbero gli effetti sulle società umane? Nell'atto che gli odierni pubblicisti liberali, che sono umanitarj i più squisiti, bandiscono alle nazioni la fratellanza dei popoli, non si avveggono che colla contemporanea predicazione delle nazionalità stabiliscono fra popoli stessi l'isolamento. Il sistema è al sommo appariscente, ma al sommo pernicioso. Ed invero la unificazione delle stirpi disgiunge la stirpe stessa da tutte le altre. L'isolamento fra loro sprigiona con veemenza la rivalità, accende gli orgogli nazionali e rende le genti affatto straniere le une alle altre. La diversità di schiatta e di lingua, i fiumi ed i monti cangiati a bella posta in barriere politiche, rendono malagevoli e rari i mezzi e le cause di comunicazione fra esse, così che entro a gelosi confini stanno considerandosi col sospetto in fronte e la freddezza nel cuore. Così riguardansi due estranei, che la prima fiata si abbattono insieme. Pochi, e meno importanti interessi hanno comuni popoli per siffatta guisa isolati. I commercj non fioriscono fra tali nazioni perchè non eccitati da amichevoli relazioni, impediti dall'isolamento e si limitano a meri reciproci bisogni. Le nazioni così disgiunte sono politicamente fra loro discordi, se non di frequente nemiche, poichè non hanno nel loro seno elementi che le attraggano ad amarsi; e tali elementi sarebbero appunto il proprio linguaggio parlato da una parte dell'altra nazione e lo esistere in questa una porzione del popolo dell'altra schiatta.

Se per isventura a cagione di una supremà catastrofe non più esistessero nell'Europa società politiche, ed aveste voi, nazionalisti, la missione di ricomporle, tanto e tanto il vostro sistema potrebbe sperimentare. Ma oggidì l'Europa è già costituita in nazioni. Ai politici liberali e democratici in ispecie, non garbano le

attuali nazionalità. Essi dicono: sono contro natura, dannose ai popoli, e fattizie. È in esse un accozzamento di popoli compiutosi in odio alle nazioni e in cui gl'interessi veri dei popoli sono disconosciuti. Voglionsi dunque atterrare e colle rovine rifarne altre foggiate al sistema nostro conforme a natura. Ma ad ottenerlo, voi ben lo sapete, fa d'uopo appiccare in più siti di Europa gl'incendj della rivoluzione. Voi coll'alto scopo di operare vaste e naturali riunioni di popoli di un solo colore comincereste dall'operare fra i popoli attuali i più grandi e sventurati segregamenti. Per verificarli vi conviene praticare su di essi larghe e sanguinose incisioni. Nelle età di mezzo sulla superficie di Europa formicolavano i piccioli stati. Le grandi nazioni viventi sono il risultamento dell'opera lenta, faticosa e calcolata dei secoli e della civilizzazione. Sappiate che a rifare nella vostra foggia archeologica le società politiche europee vi sarebbe d'uopo domare ripugnanze infinite e abitudini secolari e spezzare legami saldissimi fra razza e razza, fra cittadini e regnanti. Sarebbe d'uopo immolare interessi mercantili, industriali, finanziarij, nazionali, ed aggiungete dinastici, perchè col non riconoscerli non si può far sì, che non sieno. In una parola a raggiungere l'intento vi spetta agitare a dilungo sulle genti che per aggregare disgregate, lo stromento, che pare non v'incresca, la guerra civile e straniera seguita dall'impoverimento e dall'estermínio. Noi conservatori delle attualità perchè intendiamo a perfezionarle senza distruggerle; noi realisti perchè oltre i re amiamo le realtà; noi retrogradi perchè dinanzi al male retrocediamo, noi vi additiamo i precipizj del sentiero fra il quale metteste le nazioni. Posta che fosse in atto l'aggregazione de' popoli per lingue e stirpi, se parlate delle primitive o si perdono nella caligine delle età, o sono così disperse sulla terra, che le ricongiunzioni dei popoli secondo quelle, sarebbero non che altro favolose. Se si contemplassero poi gli aggregamenti in ragione delle stirpi e lingue derivate son queste di maniera numerose, che tornereste l'Europa alla molteplicità degli stati dei tempi di mezzo. risuscitando la ferocia, la rozzezza, gli odj municipali, i combattimenti intestini, la decadenza dei lumi, le ribalderie, l'oppressione, insomma tutti i malori che la storia di quei secoli infelici ha registrati. E che cosa ha rilevato i paesi di Europa da tanta prostrazione civile e politica in cui giaceva? Non altro che il concen-

tramento dei piccoli in grandi stati e delle languenti e tiranniche sovranità in poteri per lo più monarchici e vigorosi. Ne accadde, che vi furono una volontà ed una forza, che alle passioni ed alle forze de' singoli stati imposero freno, ordine e silenzio ed il battersi e lacerarsi reciproco venne ad essi impedito per sempre. Dirizzate lo sguardo agli stati presenti di Europa e risalite alle origini delle loro composizioni. Vedrete che le popolazioni, de' quali constano, erano per lo più distinte fra loro per lingue derivate, od almeno per dialetti, per ischiatta diversa e per terreni scompartiti da fiumi e da monti. A modo di esempio i Francesi di oggidì scendono dai Galli e dai Franchi. I Britanni moderni sono Normanni e Sassoni. Il suolo dei due paesi dovrebbe pertanto bipartire perchè i discendenti dai quattro popoli non serberebbero altramente la loro autonomia. Ammesso il principio ogni modesta popolazione con alla mano una pietra inscritta, una pergamena, o qualche logora medaglia, avrebbe diritto di rivendicare una propria nazionalità perchè la sua schiatta, la sua favella, le sue memorie attestano la origine sua diversa da quella degli altri paesi che la circondano. A rigore del vostro sistema non si potrebbe certo contendere agli abitanti di ogni ristretto angolo di Europa, che dimostrasse una origine propria od un'antica indipendenza, di costituirsi da sè, ed essere autonoma. Allora sì che riedificherebbonsi sulla faccia di Europa i castelli muniti e dominanti poche miglia di terreno feudale e il vassallaggio: ascolteremmo in una parola gli aneliti estremi della civiltà moderna. Voi respingete così per la più còrta i popoli all'Europa del medio evo. Adagio, voi dite, adagio. Il nostro sistema a ciò non trascende. Noi vogliamo l'autonomia dei Polacchi, degl' Italiani, ed in somma dei maggiori popoli atti da per sè a trasformarsi in grandi nazioni indipendenti. E perchè lo volete? Per la stirpe, per la lingua, per la geografica configurazione e per la storia. Ma tutti o qualcuno di tali titoli ponno essere posti innanzi da frazioni degli stessi popoli, che volete ricostituire. Senza violare il sistema potreste voi contrastarli? Li spogliereste del loro diritto solo perchè sono meno numerose e men forti? Nell' Italia a modo di esempio Celti, Cimbri, Greci, Visigoti, Longobardi sono stipiti delle odierne sue popolazioni e nei loro dialetti serbano queste, profonde traccie degli antichi linguaggi. Se a tali popolazioni disputaste il diritto di erigersi

in altrettante nazioni, che cosa sarebbe de' vostri principj? Al micidiale sistema delle nazionalità qual'è posto dai pubblicisti, ed agitatori del giorno, fa ragione il solo buon senso che non sia traviato. Soltanto osservo, che collo stabilire le nazionalità, isolando le nazioni, infondete loro il tanto spregiatore e spregiato vezzo dei Cinesi e degli antichi Greci e Romani, cioè, che rimpetto ad essi » tutti i popoli sono barbari » Ammesso e propagato questo sentimento contrario alle religioni, ed alla natura, come ai bisogni scambievoli delle genti, la società politica europea sarebbe spacciata.

La fallacia, e il danno del sistema fin qui combattuto risultano viemmeglio dall'esame del sistema opposto, cioè, commescolate i popoli per origine, lingue, suolo e storia diversi. È proficua alla umanità la formazione di grandi stati ove si riuniscono popoli di origine disparata. Le sementi naturali di orgoglio per la propria terra, e di pugna fra interessi, che cagionano, ed hanno cagionato fra loro la condizione di guerra permanente ora occulta ed ora aperta, scemano e quasi si estinguono collo associarsi, *mentre* convivendo sotto un comune governo gli uomini si accoppiano, e per così dire si fondono insieme. Collo ingrandirsi di una gente le minori nazionalità si spengono per rivivere nella nazionalità di un popolo più esteso. Scomparse le piccole sovranità e le meschine popolazioni, le velleità di isolarsi e di combattersi si dileguano pur esse. Nelle condizioni presenti di Europa la escrescente quantità de' suoi abitatori è ormai superiore alle sorgenti del vivere. Di queste la prima e più naturale è l'agricoltura, ma le sue produzioni non per la quantità ma per altri motivi sono insufficienti. L'incivilimento crebbe, e creò bisogni che la sola coltivazione de' terreni non giunge a soddisfare, quantunque i raccolti sieno ubertosi in modo che bastano alla nutrizione generale. La industria pertanto, ed il commercio colle copiose loro ramificazioni sono oggidi un estremo essenziale, una condizione primaria di esistenza degli Europei, mentre in età più remote non erano che mezzi di miglior agio per la vita e di accrescimento di civilizzazione. Or è da un lato che l'isolamento, e segregazione de' popoli fra loro creano i più gravi impedimenti alla industria ed al commercio, perchè gl'interessi de' popoli così divisi anzichè concorso ed aita, tendono a recarsi pregiudizj e ceppi. E poi consimili collisioni, ed altre sem-

pre ricorrenti fra popoli estranei provocano talora la guerra e diuturnamente il suo pericolo. Ciò basta perchè le benefiche due fonti sgorghino assai meno se non inaridiscono. I fiumi ed i mari, che nell'isolamento delle nazioni sono confini ripulsanti, ed arena talvolta di combattimenti, nella congiunzione di esse, levate le barriere politiche e finanziarie, divengono prosperose vie del commercio. Havvi di più. La uniformità delle leggi e de' sistemi agevola prodigiosamente l'azione multiforme della industria e del commercio; dappoichè se le intraprese di manifatture e del loro cambio si abbattessero ad ogni tratto nella loro circolazione, in principj differenti di legislazione, in particolare quanto a discipline, divieti, ed imposte, come avverrebbe in riguardo a popoli fra loro disgiunti, languirebbero senza rimedio. Ogni popolo d'altronde perchè appunto di differente indole e derivazione, reca nel consorzio, cui si aggiugne, utilissime doti, che gli son proprie e che gli altri non hanno. Apporta a modo di esempio menti calcolatrici laddove predomina la esaltazione; una particolare attitudine ad alcune arti o studj, od una effettiva industria; una posizione geografica oltremodo favorevole al comune commercio; una speciale perfezione e superiorità militare, e così di seguito. Eppure tutte queste cause vivificanti delle nazioni vorrebbero i nazionalisti ripudiare, ovvero togliere se anco esistono perchè la nazione non è per avventura composta di uomini della medesima razza o lingua; non vivono sopra un suolo geograficamente unito, ovvero erano membri prima di altra politica società. L'accomunamento dei popoli è meno stretto se non hanno comune che la persona del regnante; è più stretto se sono confederati, ed è strettissimo poi se ne risulta uno stato unitario sotto un eguale reggimento. Quanto più stringe la unione altrettanta è la copia dei beneficj. Ond'è che l'ultimo sistema, l'unitario, reca alle nazioni vantaggi durevoli e sommi. Ponete invece, che nell'Europa odierna una gente poco numerosa, ma che riconosce una origine o lingua sua propria si costituisca in nazione separata o picciolo stato. Sarebbe codesto per essa una calamità. Poca o niuna considerazione godrebbe all'estero. Collocata oggidì fra potenti nazioni sarebbe alla loro balia, e nel rischio perenne, ove si commuovano, di rimanerne schiacciata. Nelle sue relazioni commerciali, in particolar modo s'è navigatrice, ha duopo di mercare la protezione di grandi

Stati marittimi, e di esserne per così dire tributaria. Rispetto all'interno una piccola nazione è di sua natura agitata, come i golfi ed i laghi sono più tempestosi de' mari vasti. Le volontà e forze dei singoli non sono abbastanza contrabbilanciate dai poteri supremi. Quindi o la tirannide per mantenersi, o l'anarchia che la scioglie, o la condizione intermedia che uccide a rilento. Non è ultima causa di malore il sistema economico. Molte sono oggidì le cause di spendio per ogni popolo e le più ricche non giungono sovente a saziarle. Viemmaggiormente uno stato mediocre è gravato da passività somiglianti a quelle di un grande stato, ma le sue rendite non vi assomigliano. E per ciò il fallimento delle finanze pubbliche e il pauperismo nelle masse sono non di rado la posizione normale di popoli minori. Sicchè per questi è somma ventura lo appartenere a grandi stati.

Ma i democrati, i nazionalisti, i liberali di ogni fatta non comprendono alla fin fine che rifacendo l'Europa a loro voglia sulle basi uniche delle stirpi, delle lingue, delle conformazioni geografiche e della storia, questa Europa non potrebbe a lungo sussistere. In fatti l'Europa di oggidì è una grande famiglia di popoli dei quali ognuno fa anello ad una vasta catena. Ogni popolo ha per così dire due esistenze simultanee, l'una per sè stesso e la seconda pegli altri stati che lo cingono d'appresso, e da lungi. L'una senza l'altra non sarebbe più. Nella stessa guisa nel sistema planetario la terra aggirasi ad un tempo intorno a sè stessa, ed intorno al sole. Così non può competergli facoltà di pensare soltanto a sè come s'egli solo esistesse. Il suo riformarsi notevolmente, il suo ampliarsi, od impicciolirsi, il suo apparire o dileguarsi, scompiglia le altre nazioni, ed influisce sui loro destini. Percuotete in un lato lo scudo, e le vibrazioni della percossa lo investono tutto. Alla maniera dell'individuo che nello stato sociale dimette porzione della sua libertà naturale per assicurarsi il rimanente, ogni nazione da altre ricinta, dee subire dei legami esterni e piegare a necessità derivanti dalla sua coesistenza cogli altri popoli. Dond'è che nel costituirsi delle nazioni europee le schiatte, le lingue, la storia ed il suolo, sono elementi da apprezzarsi; ma che assunsero da gran tempo per l'Europa una gravità subordinata ad altri maggiori. Due cose invece debbono giovare a regola, e sono:

I. Nel complesso delle nazioni niuna sia così potente per armi, ricchezze, ed istituzioni che possa soverchiare tutte le altre insieme, o la massima parte, e niuna potente si tocchi co' suoi confini con altra del pari potente, onde le collisioni e gli incendj sieno evitati. Per lo che a verun patto non si ammette pel codice delle genti che un popolo europeo s'ingrandisca e si vogliano popoli minori intromessi fra i più potenti. È questo l'equilibrio, su cui si fonda la pace generale e si mantiene e si accresce l'incivilimento. Ogni significante innovazione interiore, ed esterna negli stati europei varrebbe a turbarlo.

II. Vuolsi badare alla somma degl'interessi dinastici, mercantili, industriali, finanziari e militari di tutta Europa, e della nazione che andrebbe a crearsi. Vedutosi altrove, che la sovranità popolare non è che finzione, tranne che nella democrazia pura, il diritto di alcune famiglie a regnare sui popoli, lasciata in disparte la lite intorno alla sua origine umana o divina, sussiste come ogni altro diritto acquisito e ci corre obbligo di onorarlo. Il commercio, la industria, le finanze e la milizia sono pietre angolari su cui si reggono gli stati. Nella formazione pertanto di un popolo o nel ricomporlo, è indispensabile che tutti questi elementi, non pure sieno conciliati colla sua esistenza, ma che si possano conciliare colla esistenza di altre nazioni.

Vedete quanto poco valore abbiano a petto di questi fondamentali principj i dati regolatori dei nazionalisti, che non ripeteremo. Ma voi direte: che cosa sarebbe dunque a tuo modo d'intendere la nazionalità o la nazione? La nazionalità nel vostro senso è vuota parola, e tutto al più idea priva di applicabilità. Intendo poi per nazione il consociamento di uomini disgiunto da ogni altro e seguito per qualsivoglia eventualità, sieno essi poi di una o più stirpi, e lingue e separati, o meno geograficamente dagli altri popoli. Basta che gli scopi supremi la esistenza e la felicità degli stati sieno ottenuti. Così la intese nell'ultima ristorazione della legittimità e dell'ordine in Europa, il concilio de' principj, e diplomatici europei. Chi dice, che nel Trattato di pace 1815, quell'ammirando codice delle genti europee, le nazionalità furono sacrificate, ragiona ebbro de' principj de' nazionalisti già da noi giudicati. Con quel Trattato si ebbe di mira, e fu colto il gran fine che tra le nazioni, o società politiche europee potesse ognuna esistere per sè, e coe-

sistere colle altre. Non vi ha dubbio, che nelle particolarità del vasto concepimento qualche popolo sarà scaduto alquanto; si saranno operate trasformazioni forse, che si credono non affatto richieste; attribuiti aggravi per avventura non calcolati con somma esattezza, infine si sarà commesso un qualche errore. Ma sarebbero tutti difetti accessorj che non guastano per nulla il grande edificio. E poi mutamenti saggi si fecero, e si faranno in progresso, e il tempo e la concordia dei popoli giungerebbero a perfezionarlo. Intanto lasciamo quello ch'è, non per motivo che sia forse l'ottimo, ma perchè si pruova nulla esservi da sostituire di meglio. E se pure vi fosse, ma per farvi luogo, occorresse alterare violentemente l'Europa, si agirebbe come colui che per liberare il suo capo dal dolore, lo recidesse.

È per altro poetica oltremodo, o democratici, come sapete vestirla, la vostra nazionalità. Il ristabilimento de' legami del sangue fra i discendenti dai medesimi padri, i caldi affetti redivivi fra loro; il ricongiungersi sulle medesime terre che coprono le ossa degli avi; le grandi imprese che potrebbero compiere insieme *inspirandosi* alle gesta de' comuni maggiori; il favellarsi delle migliaia d'uomini tutti allo stesso modo; il corrispondersi nei sentimenti; il cessare che l'oro proprio scorra negli erarij dello straniero, ed altro molto ancora, solleva gli animi e rende possente e florida una nazione. Tutto quanto dicemmo noi sono grettezze, freddi calcoli, ignobili interessi, in cui lo spirito è predominato dalla materia. Ma chi non vede, che alle molte ragioni non ci si oppone per tal modo che molta poesia? Sventurato quel popolo presso il quale i romanzieri politici avranno il governo! È per essi e non per noi se le solitudini americane, e i geli della Siberia, i carceri, le rocche sono popolati da vittime dell'inganno, della illusione e talora di sentimenti generosi ma traviati; e se le nebbie del Tamigi sono quasi sempre il rifugio degli scaduti agitatori delle nazioni. Ma ciò non compensa abbastanza la rovina de' popoli e le ormai non infrequenti peregrinazioni dei principi infelici.

CAPO XI.

È grave morbo della società europea la incontinenza politica delle masse

Presso le nazioni illuminate dee rivolgere la propria attenzione alla cosa pubblica ogni suddito o cittadino. Nuoce a qualunque società l'assoluta indifferenza de'suoi membri. Questa allontana l'odio, ma insieme l'affetto. L'uomo che ricusa qualsivoglia sollecitudine agli interessi pubblici anche più eminenti del paese in cui vive, è un ente egoistico, ed infesto oltre che ai proprj concittadini, agli stessi savj regnatori. Il mantenersi estraneo a tutto quanto riguarda l'andamento dello stato per credersene incapace o indegno, è abbiezione, e se per tema di periglio è pusillanimità. Siffatta astinenza da ogni pensiero indirizzato ai pubblici affari, od apatia politica, non si addice che ai sudditi dei reggimenti dispotici e tuttora incivili. Ma c'è un termine fra l'apatia e la incontinenza politica, cui torna funesto il varcare. Qualunque cittadino o suddito deve intendere la sua mente alle cose dello stato, ma colla massima sobrietà e circospezione. Dee guardare a chi regna e governa come ad un tempio della divinità e riverire quel velo invisibile che ne ricuopre i simulacri, ma pur deve guardarvi. Se non che a' nostri dì domina in ogni grado sociale lo sfrenato appetito d'ingerirsi nella cosa pubblica, di guidarla a propria voglia e di signoreggiare i governi. Lo si può qualificare libidine in senso figurato. Quasi giudici dalla sedia curule tutti in materia politica conoscono e decidono di tutto. Uno spettacolo singolare offre a' tuoi occhi gran parte della odierna Europa. Diresti che la specie umana si convertì in una selva di uomini politici. Non vi ha angolo che non risuoni di dispute accalorate sui principj più ardui del diritto delle genti e di regime interno, ma, Dio buono! in qual guisa stabiliti e applicati! In seno a popoli colpiti dalla democrazia, o per lo meno dalle sue ispirazioni, ed in particolar modo nei centri più popolosi, il fanatismo politico ha raggiunti i termini estremi. L'opulento e il tapino; l'individuo colto e lo insciente; l'architetto e il muratore; il mercatante e il fattorino; il giudice e l'usciera; il giureconsulto ed il cliente; il precettore e l'adolescente; il medico e l'infermiere; il prelato ed il chierico; il padrone e il domestico; il fabbricatore e l'operajo; il possidente ed il villico si

occupano delle forme di governo, della legislazione, de' rapporti internazionali, de' piani strategici; de' sistemi finanziari, profondendo applausi o censure. Udrai bene spesso nelle aule de' grandi, nelle ragunate dei dotti, persino nei teatri ed innanzi a tutto nei caffè e nelle taverne, le discussioni assordanti, mercè cui coll'accento del biasimo, raramente della lode, e sempre dell'autorevolezza, vengono sommariamente giudicate le intraprese dei gabinetti, le leggi de' parlamenti, la condotta dei re e dei ministri, gl'interessi più astrusi delle nazioni. Eppure il senno de' principi, de' consiglieri della corona e delle assemblee ebbe per lo più ad affaticarsi a struggere la mente intorno alle imprese, ed alle leggi che condannate, e vi concorsero non di rado gl'ingegni più eletti e più sperimentati della nazione. Chi siete voi dunque giudici e sprezzatori che tutto immolate ad una singolare leggerezza, al mal talento ed alla inscienza? Che cosa si penserebbe di una nazione e potrebbero mantenere i suoi ordinamenti, laddove il tapino, l'idiota, il muratore, il fattorino, l'usciera, il cliente, l'adolescente, l'infermiere, il chierico, il domestico, l'operaio, il villico pretendessero di dominare co' loro lumi e condurre l'opulento, il letterato, l'architetto, il banchiere, il giudice il giureconsulto, il precettore, il medico, il prelado e il padrone? Quando tutti nella cosa pubblica s'immischiano in tutto, le condizioni sociali sono capovolte. Fino a tanto che siffatto vizio del pubblico si risolvesse alla fin fine in una scenica indiscrezione, qual è, non farebbe che destare il riso o la commiserazione. Ma il vizio, quale viene descritto, osiamo dirlo, piaga a morte la società. Esso genera il fanatismo politico, e crea, o per lo meno adesca le fazioni. La brama di poteri e l'avidità de' lucri trovano in esso largo alimento di macchinazioni. Eguaglia inoltre pei suoi effetti il fanatismo di religione che ha menato le sue stragi nelle andate età sulla misera Europa. La libidine, siccome noi l'appelliamo, di mescersi negli affari tutti dello stato appiccicandosi ad ogni uomo perverte la pubblica opinione, che diviene irrequieta, visionaria, ardente e piena di pericoli. Così corrotta trae seco le podestà o le travolge. Le masse, non le perdiamo per adularle, non sono dotate di alcuna scienza di governo, ne lo ponno essere. Tal arte è quanto un'altra fra le malagevoli e a possederla fa d'uopo apprendere e praticarla. Non si svela che a' suoi iniziati o sacerdoti. Le masse pertanto non saprebbero

mai erigersi a quell'altezza, e vastità d'intelligenza ch'esigonsi negli uomini di stato per inoltrare e non ismarrirsi nella inestricabile rete degl'interni ordinamenti di un popolo e delle esterne sue relazioni con tutti gli altri. Ma questi uomini come agiranno se una turba di miscredenti politici fiera, dissennata e febbrile loro sovrasta colla pretensione d'indirizzarli o sospingerli e se resistono per atterrarli insieme alle istituzioni del paese? Allora gli uomini del governo, non appena si sono recati in mano i poteri si ritirano, e se il dovere o l'affetto di patria li rende immobili alle loro sedi, qual'è il cammino che sono astretti a seguire? Veggendo che nel secondare i venti popolari male capiterebbe la nazione, la necessità intima ad essi di distrarre gli studj e le sollecitudini loro dal ben essere delle genti, e dedicarli a salvare lo stato dalle calamità delle perturbazioni esteriori ed interne. Così la vitalità dello stato si ritorce a comprimere se stessa, onde salvarlo. I modi di reggere uno stato sono scienza mistica e superiore, in particolare per quanto mira ai molteplici e gelosi legami della nazione con tutte le altre. Le provvidenze di regno importano intensità di mente, cognizioni svariate, teoriche e positive, idoneità di spirito, antiveggenza, riserbo e gran copia di conoscenze segrete; in guisa che quando provvidenze di regno sono adottate fa duopo considerarle ordinariamente parto della più matura saviezza. Immaginate che invece il popolano, l'artiere, e lo sfaccendato nelle vie e sulle piazze impugnino coi clamori, cogli sragionamenti e cogli oltraggi tali provvidenze o leggi e se ne detragga il merito è scompigli la esecuzione. Quale sarà l'animo di coloro che governano, e quale l'andamento della monarchia o della repubblica? Se non che ciascheduno degli uomini che abbiamo poc' anzi a bella posta segnalati siccome giudici e censori del contegno de' governi consideri un po' quali sarebbero i suoi sentimenti in situazioni analoghe a quella in cui desso colle sue intemperanze politiche si piace di collocare gli uomini del governo. Io suppongo pertanto una società nella quale il tapino intenda di insegnare all'opulento gli usi più raffinati delle sue ricchezze; l'idiota d'istruire il dotto; il muratore di guidare l'architetto nella costruzione degli edifizj; il fattorino di ammaestrare il mercatante nei suoi traffici; l'usciera di dettare al giudice le sentenze; il cliente di far conoscere al giureconsulto i principj del diritto; l'adolescente di educare il

precettore; l'infermiere di additare al medico i diversi metodi di cura; il chierico di far apprendere la liturgia al prelado; il domestico di regolare il padrone; l'operaio di avversare le disposizioni del fabbricatore nel proprio stabilimento, ed il villico d'imporre al proprietario i modi di coltura de' suoi terreni. Ditemi ciò tutto a voi tutti non dorrebbe, e le vostre azioni, esercizj o diritti non ne sarebbero gravemente alterati, e tutti i rapporti sociali non ne sarebbero disorganizzati? Non altrimenti che i vostri inferiori o subordinati rimpetto a voi si conterrebbero, voi vi contenete rimpetto ai governi. La intemperanza del popolo d'immischiarsi nella politica apporta altro grave malore. La forza precipua de' poteri è morale, vale a dire quella derivante dall'ammirazione, od almeno dal rispetto che risvegliano nel volgo. Le masse sono inette a penetrare gli arcani sensi della ragione di stato, ed a sollevarsi alla notizia delle vaste fila della legislazione. Vuolsi dunque ch'esse lascino moderare i loro destini dagli uomini che governano. A fine di riuscirvi fu sempre, e sarà d'uopo che il popolo veneri quanto non comprende e si taccia. Ma in quella vece oggidì esso istigato dalle fazioni e dagli scaltri combatte e spregia ciò che non si rivela alla còrta sua intelligenza; assoggetta gli atti del potere, che non sa valutare, ad inesorabile inquisizione colla preconcelta mira di coglierlo in colpa e di evitare la verità per quanto si scuopra. Così d'intorno al trono ed al governo, screditati dalla malvagità, e dall'ignoranza, dileguasi l'aureola che dovrebbe irradiarli, e svanisce il prestigio innato ai poteri supremi, se la malignità non lo strappa, il quale impone quel convincimento per cui si piega il capo senza ricercar oltre. Se non che tale perdita se conturba i governi è sventura più grave per la nazione, perchè i detrimenti di vigore nei governi fanno rapidamente volgere lo stato alla fievolezza a petto delle volontà e forze dei singoli, e quindi all'anarchia o verso una trasformazione violenta. E a che cosa va ascritto il pericolo? Al vizio sociale che deploriamo.

L'occuparsi veemente ed instancabile delle masse negli affari pubblici fa mutare a governi la naturale loro mira di azione con danno smisurato del popolo, come fu detto più avanti, ed ora si dimostra. Le masse affette dal vizio di cui parliamo, e guidate da partigiani, rendono il paese un accampamento guerresco. La loro attitudine avversa e minacciosa per la società costringe i poteri e

tutti gli organi loro, come i magistrati, e l'esercito a mantenersi anch'essi in attitudine di resistenza e difesa. E tale guerra si guerreggia su due campi differenti. Nell'uno è dessa latente e morale, e si fa dal canto delle fazioni, traendo seco le masse più infiammabili, accendendo gli odj contro il governo e i regnanti, e lusingando le passioni più cieche: in una parola col tramare le cospirazioni. La si fa sul medesimo campo dal governo e dai regnanti coll'opporre l'azione delle leggi, la sorveglianza politica e la resistenza passiva a mezzo de' proprj ministri di ogni sfera e degli amici degli ordini esistenti. È l'arte lo strumento esclusivo di questa guerra. Sull'altro campo è la forza legittima dei governi che disponendo de' mezzi bellici dello stato si batte colla insurrezione aperta, che ha saputo raccozzare le forze materiali de' partiti per ottenere colla violenza la vittoria de' suoi sistemi. Qui sono le armi lo stromento unico della pugna. In simili condizioni obbligato il governo a tenersi vigile, ed apparecchiato per la battaglia non può che rivolgere ogni sua cura ai mezzi, ed apparati necessarj a sostenerla. I poteri astretti a sempre combattere non governano. Gli uomini di stato sono impediti dal dedicare le loro cure al benessere della nazione migliorando le istituzioni, e consolidandole, e dal dirigere le ricchezze intellettuali, e morali del paese ad incremento della sua prosperità. Debbono invece indirizzarle tutte a salvamento della società minacciata col premunirsi contro le perturbazioni dell'ordine o col reprimerle. Siete voi, che trabalzate il governo dal proprio in altro sentiero; da quello che lo conduce a rendervi assai meno infelici a quello che lo trae a salvarvi, perchè ben è palese, che prima di migliorare fa d'uopo esistere.

Dall'incessante, generale, ed illimitato ingerirsi del popolo nella cosa pubblica si genera nei reggimenti rappresentativi quella opposizione indefessa, fiera, ed implacabile che dalle masse corrotte si trasfonde nei parlamenti e logora l'intelletto e la vita de' migliori uomini di stato, che sono al potere o che lo difendono. Questi son pochi presso qualunque nazione e bisogna risparmiarli. Pubblicisti eminenti, economisti profondi, oratori insuperabili, capacità amministrative senza pari, ogni paese ne conta oggi in copia più o meno sufficiente. Ma questi, come vedremo, non sono per ciò uomini di stato interi. Soprattutto si badi che l'organizzare gl'insorgimenti sebbene coronati dal successo, fa pruova di risolutezza,

abilità e fortuna, ma la scienza di stato è cosa ben superiore e diversa. Uomini siffatti non sono altro talvolta che condottieri di partiti estremi e molti sarebbero atti a demolire ma pochi a rifabbricare la mole di una società atterrata.

La illimitata ingerenza che a dì presenti si arroga ogni celo sulla politica esteriore ed interna, non sarebbe nemmeno giustificata dal timore, che i suoi diritti costituzionali fossero dal potere violati enormemente. Oggidì il diffidare in tal senso dei governi è cosa infondata, estemporanea e fittizia. Se in altri tempi, abbastanza dai nostri remoti, i popoli pur troppo avessero di sovente nutrito diffidenza estrema contro i governi ne avrebbero avuto ben donde. La superbia, le crudeltà, l'arbitrio e la cupidigia di qualche governo e reggitore; la umiliazione, i patimenti, il giogo, e le spogliazioni di qualche popolo infelice, avrebbero coonestato, ed anzi reso legittimo e indispensabile, lo immischiarsi che fanno i popoli viventi nei pubblici affari. Ma nella odierna Europa l'incivilimento ha da lunga pezza sbandito da ogni regione una somigliante foggia di regnare. Nota la storia atrocità di principi e di ministri; durezza irragionevole di leggi; il dispotismo in una parola con tutte le sue nequizie. Ma chi mai avrà l'audacia di negare che ogni simili dolori non sieno affatto scomparsi dalla faccia d'Europa? Fra gli stessi Ottomani lo stile del dispotismo è divenuto benigno. La massima parte de' gravami ora lanciati dai partiti contro i principi ed i governi altro non sono pegli uomini imparziali, e di buona fede, che difetti veri o presunti di amministrazione di regno, ai quali nella calma e con acconci ordinamenti si mette agevolmente riparo. Non c'ingiammo. Il sospetto adesso è dilirio o calunnia. Un popolo che oggi trepida o lo si fa trepidare, sulla condotta del proprio governo, assomiglia all'uomo delle visioni, che in luogo munito e circondato da soli amici, con orecchi tesi, e luci sbarrate ragiona di spiriti ed incanti, che gli danno la caccia. E poi i regnanti e i governi che oggi vibrassero colpi alla nazione, quali nelle età trascorse, ferirebbono anco se stessi. L'avvilimento, le sofferenze, le confiscazioni, i tormenti fiaccano i sudditi e li impoveriscono. D'altro canto hanno i popoli presente la coscienza de' proprj diritti e della propria forza e dignità, e quindi la tirannide, se fosse possibile, provocherebbe le più violente reazioni. In ambi i casi i regnanti e i governi sarebbero

rovesciati o da nemici esterni perchè una nazione depauperata, ed affievolita male si difende, o da nemici interiori poichè l'oppressione suscita la rivolta. Infine regnanti e governi camminano ora coi progressi della civiltà. Mite è la loro indole, ed illuminate le menti. Sicchè il ben essere de' popoli è assicurato oltre che dall'interesse di chi regna e di chi governa, dalle ispirazioni del loro intelletto e del cuore. I lamenti delle sette politiche, ed i loro libelli famosi sulla dignità della umana natura; intorno a suoi diritti, al giogo de' popoli, alle grandi riforme che sarebbero richieste, contengono in qualche parte verità palesi, cui la probità e la intelligenza di ogni uomo non possono non far plauso. Ma covano un difetto capitale quello che applicandoli alle condizioni attuali dell'Europa sono affatto spostate se non fallaci e malefiche. In altri continenti fra le popolazioni asiatiche ed africane solamente, voi rinverrete ampia materia e fondamento alle accuse della stampa liberale ed umanitaria. La sua tromba colà sarebbe quella dell'angelo rigeneratore. Ma paragonatesi a quelle le condizioni civili e politiche nostre, con qual pudore e con quanta credenza di voi stessi le ravvisereste uguali o somiglianti?

Una volta pertanto che per virtù di patti o leggi fondamentali della nazione, i poteri supremi furono confidati a tempo o per sempre ad un re o ad un concilio di cittadini, e che con acconcie istituzioni furono fissati e guarentiti i modi ed i limiti del governo, fa d'uopo che il popolo sostì, e non si occupi degli affari dello stato. Solo a guisa di vedetta sopra la torre vegli l'amore di patria all'approssimarsi di uno sconvolgimento od infrazione del patto da qualsivoglia lato lo si promuova, e adoperi le armi dalla legge consentite. Nella monarchia costituzionale la vedetta sono ognuno dei tre poteri. Ed avvegnachè non sempre il timore o la diffidenza contro i governi ispirasse la nazione, ma il desiderio di perfezionamento, badi che questo ancora è uno dei più fulminei stromenti della scaltrezza de' partiti, che hanno a compiere ben altra impresa. Badi altresì che la sete inestinguibile di appurare i sistemi di reggimento li scompiglia e non li migliora. Incolpatemi pure di avversare il principio della umana perfettibilità, ma sosterrai che in ogni ordinamento, e così nei governi, il soverchio raffinamento snerva e guasta la naturalezza originaria, e rende tutto artificiale e complicato. E non aggiuste-

reste fede all'altra osservazione, che alle nazioni meglio che un reggimento politico dotato di ogni pregio della scienza moderna, ma transitorio, e senza posa agitato, giovi un reggimento politico che sia mediocre, ma duraturo e tranquillo? Le masse popolari si astengano dunque saviamente dalla incessante e procellosa loro attenzione alla cosa pubblica. I partiti e le sette politiche ve le richiamano con mille arti e seduzioni, ma sappiano esse che son questi gli angeli delle tenebre che le traggono a perdizione. Oh! sarebbe vera schiavitù lo obbedirvi. Vedeste altresì che non vi sono cagioni. Alle calamità, delle quali è origine lo immischiarsi imprudente delle masse nelle materie di stato, non si mette riparo, che con una virtù degna di popoli davvero patriottici e di animo indipendente che noi chiameremo continenza politica. Oso dire, che un popolo sarà più o meno felice a misura che ne' pubblici affari, senz'averne apatia, saprà serbarsi continente.

CAPO XII.

L'uomo di stato. Elementi che lo costituiscono. Le masse non sono in grado di giudicarne rettamente le azioni

Sonvi uomini pubblici, uomini politici, uomini di stato. Uomo pubblico è qualsivoglia individuo, che co'suoi atti s'ingerisce negli affari dello stato, e perciò qualunque funzionario del potere. L'uomo politico si occupa nella scienza degli affari della nazione nei loro rapporti interiori ed esterni, e tali sono i pubblicisti, gli estensori di giornali, i giurisperdenti, gli economisti, insomma ogni scrittore le cui produzioni si riferiscono alla cosa pubblica, ed inoltre i consiglieri de' principi, i membri de' parlamenti, gli ambasciatori ed altri. È uomo di stato chi se è, o fosse collocato alla testa di una nazione sa, o saprebbe reggerla a dovere. L'uomo di stato possiede le doti dell'uomo politico sebbene ogni uomo politico non sia pertanto uomo di stato. Alta, ardua, decisiva è la missione dell'uomo di stato perchè i destini delle nazioni sono in lui compendiatì, e la sua responsabilità dinanzi a Dio, ed all'umanità ha confini malagevoli a tracciarsi. Enuncieremo per sommi capi gli elementi che debbono comporlo.

Ha conoscenza profonda della nazione e del paese da essa abitato. A tal uopo sono a lui presenti il carattere e gl'istinti del popolo in ogni sua classe, le istituzioni, le leggi, le proprietà del territorio, le fonti di ricchezza, i vizj e le virtù predominanti, l'entità delle forze, le tradizioni e la storia. Egli vede la nazione non pure qual'è sotto gli aspetti annoverati, ma eziandio quale dovrebbe o potrebbe essere, per assicurare la sua conservazione e prosperamento. Non abbastanza il gioverebbero poi siffatte cognizioni se non ne possedesse quasi uguali intorno a popoli stranieri che lo circondano d'appresso e da lungi. Nel complicato nesso delle genti europee egli affisa ad un tempo gli sguardi penetranti ed instancabili per entro e fuori del proprio stato. Guardi soltanto la propria casa, e coi vicini capiterà male. Ignora meno che può soprattutto i misteriosi avvolgimenti all'esterno. Le segrete tendenze delle corti e de' gabinetti non gli sono affatto sconosciute.

La umana limitata natura non comporta in un solo uomo, che le cognizioni richieste intorno al proprio ed agli esteri paesi sieno profonde quali sono possedute da ciascheduno scienziato nella propria materia, ma basta ch'ei ne sia dotato in senso pratico, e d'affari. Chi non vede il popolo e le contrade da esso abitate, che attraverso il prisma ora scintillante, ed ora opaco degli scrittori scorge i popoli ideali quali non sono e non i popoli viventi. La profondità delle conoscenze torna nondimeno indispensabile nel governo od amministrazione dello stato.

Non si regola a dovere un oggetto se appieno non si conosce. Che cosa farà dunque l'uomo di stato cui non è possibile il raccogliere in sè la perfetta dottrina di qualsivoglia ramo del sapere? Si circonda e si vale di tutti gl'ingegni più profondi ed intraprendenti nelle arti e nelle scienze, e delle virtù individuali, che sono ascose, o splendono nella sua patria. Ed eccovi giunti ad altra dote dell'uomo di stato quella di scuoprire gli abili intelletti, i talenti superiori alla mediocrità e le virtù non simulate, e di saperli confiscare cogli stimoli dell'onore e del guiderdone a profitto della società e del governo. La nazione ne ritrae vantaggi enormi in due modi, cioè col far concorrere i lumi e l'opera loro alla più regolare e prosperosa azione dei poteri, e col sottrarre le capacità eminenti al pericolo, che s'impossessino di esse

gli spiriti avversi al governo. I savj principi e le repubbliche assennate non hanno nutrito ed accarezzato i dotti, i filosofi e gli artisti per solo affetto alle scienze ed alle arti, ma inoltre per sottili vedute politiche. Discerna però l'uomo di stato con somma perspicacia i veri ingegni e le vere virtù da' loro studiati simulacri, evitando, che l'onda de' finissimi simulatori, e cerretani non lo sommerga. L'uomo di stato non irriti però, col trascurarle, le mediocrità d'ingegni e di fortune, e gl'individui rinomati per le loro scaltrezze. Le menti mediocri, gli astutissimi e gl'intraprendenti abbondano nelle attuali società per le moderne cause di risvegliamento e metodi di educazione. Accarezzati recano grande profitto, e grave scapito se negletti. Nel vegliarne le mosse ei nulla intralascia a guadagnarne l'affetto. — Sarebbe mole insopportabile a qualsivoglia mente vigorosa e corpo robusto, che l'uomo di stato si sobbarcasse al minuto andamento del governo e del suo stesso gabinetto. E perciò sa trascegliere in ogni materia della cosa pubblica uomini addottrinati, pratici e fidi, che adoperano a suoi cenni. Egli traccia quindi a grandi linee i principj fondamentali, secondo cui deve reggersi la cosa pubblica, ed essi incarneranno i principj loro dettati, applicandoli nella esecuzione con discernimento e fede. L'uomo di stato è l'architetto industrie che delinea l'edifizio. Altri poi, vale a dire gli artefici, lo costruiscono. Ove per altro richieggansi provvidenze di regno di suprema importanza o squisita delicatezza, l'uomo di stato sa operare anco da sè. Allora è l'abile pittore cui non basta disegnare il quadro, ma lo deve dipingere. In mezzo a siffatta corona di capacità avverte per altro di esserne indipendente. Niuna celebrità, scaltrezza, affezione influisca sull'animo di lui, sicchè mantengasi ognora arbitro de'suoi atti.

Nel ricevere le impressioni l'uomo di stato è oltremodo circospetto onde potersi avvedere de' loro effetti sopra se stesso, e moderarli secondo le contingenze. Le lusinghe e le commozioni gli porranno l'assedio. Gli si vorrà anco imporre cogl'intimorimenti. Ma egli segue suo cammino senza turbarsi. Soprattutto sa ispirare l'entusiasmo, e non esserne mai ispirato.

Nella guisa che dalla circonferenza di un cerchio tutti i suoi raggi finiscono al centro, si raccolgono nella mano dell'uomo di stato le sommità de' fili di tutte le amministrazioni, gl'interessi e le forze del popolo. Egli v'imprime il moto uniforme e calcolato,

per cui non si collidono e non rimangono inerti. La sua azione somiglia alla legge regolatrice il movimento de' corpi celesti. A lui tutto dev'essere esplorato quanto esiste, e quanto si fa nel cuore come nei lati più remoti del suo paese. Dee penetrare ed espandersi ovunque l'azione del governo. Egli ha presente la concatenazione meravigliosa, che serbano fra loro tutti gli elementi dello stato, e medita quale possa esserne il cozzo e la influenza reciproca nel loro moto onde curarne l'armonia. Gli uomini da lui scelti e adoperati con accorgimento, e le istituzioni che saprà fondare per questo ed altri fini di regno, lo seconderanno ammirabilmente.

Nei suoi modi di agire dee temperare la inflessibilità colla conciscendenza commisurandole alla varietà degli oggetti e degli eventi. La pertinacia e la durezza son dannose e biasimevoli. Nel suo linguaggio e ne' suoi comportamenti deve leggersi altezza di pensiero e di espressione, ed alterezza non mai. Nella sua dignità si ricopia la dignità della nazione. Sfugga pure l'estremo opposto del chinarsi dinanzi agli uomini e lusingarli a studio di popolarità. Nell'uomo di stato ciò sarebbe abiettezza, ed egli ha mezzi più dignitosi e sicuri di acquistare il favore de' soggetti.

In seno di ogni popolo esistono partiti palesi od occulti, che sono indifferenti o nemici agli ordini esistenti. L'uomo di stato, non appartiene a verun partito politico. Non ha altra insegna che il ben essere della nazione. Anche ciascun partito ostenta la stessa bandiera, ma come potrebbe l'uomo di stato prestarvi fede nel momento, che se altro non fosse, quanti i partiti altrettante sono le professioni di principj fra loro contrarie? Egli nullameno si appropria bene spesso i sistemi o il fiore de' sistemi de' partiti, che può tornare proficuo alla patria, senza essere seguace di verun partito. Accade per ciò talvolta, che i sistemi di lui si conformino a quelli di un partito, come talvolta vi si conformano per mera casualità. Chi desumesse da ciò ch'egli appartenga a quel partito è in errore. Ed inoltre egli non di rado abbandona i sistemi di cui parlasi, od anche vi controopera. Il partito grida allora al tradimento e le genti alla contraddizione, ma sono parimenti in errore. Il partito è sempre tenace di un sistema esclusivo, e per ciò appassionato ed intollerante. È stretto da legami, così che procedendo con esso, male si governerebbe la nazione. Le sette nella

vita politica sono da paragonarsi alle sette nell'arte medica, ed alle sette nelle materie ecclesiastiche. Sono funeste alla Medicina ed alla Religione. E come mai l'uomo di stato ne farebbe o continuerebbe a farne parte? Avvegnachè possa avvenire che si accordino col governo e persino vi porgano appoggio, ciò limiterebbersi a singole quistioni in cui le loro tendenze coincidano per caso con quelle del potere. Sarebbe gran ventura per le nazioni che partiti non esistessero.

Abbenchè l'uomo di stato non appartenga a verun partito non è però indifferente sulla loro esistenza, pugne e disegni. Però qualora per loro indole non sieno atti a turbare l'ordine pubblico o le relazioni colle potenze straniere, l'uomo di stato si restringe a vegliarne le mosse. Ma se i partiti cospirano contro le basi del governo, cogl'incitamenti all'odio o al discredito, e colle congiure provocando la guerra civile o la esterna, bisogna spegnerli senz'altro. A ciò fare l'uomo di stato avvertirà nondimeno che la scure, il carcere e la proscrizione non sono a' dì nostri mezzi diretti e immediatamente idonei ed applicabili. I partiti così si assopiscono, ma non si estinguono. Coi partiti avversi combattasi ad armi pari. Alla stampa si opponga la stampa, agl'ingegni gl'ingegni, all'astuzia l'astuzia, ed in fine la violenza alla violenza. Il governo, che ricorre a questa di primo lancio e con precipitazione rende dubbiosa, e ad ogni modo effimera la sua vittoria, perchè siccome col pensiero non si doma la forza, così nemmeno colla forza si doma il pensiero. Esaurendo invece anzi tutto l'uso delle armi morali contro la sedizione, il cui travaglio è quasi tutto morale, si rende assai probabile che i partiti siano riconvinti e screditati. In tale evento non rimane più loro il mezzo di ragunare le forze materiali necessarie alla tenzone coi governi. Nell'additata guisa alle fazioni si strappa il velo e la luce le colpisce mortalmente. In altra guisa si danno loro de' martiri che le fanno adorare. Ad ogni modo la umanità prima della battaglia fu soddisfatta.

L'uomo di stato è calcolatore profondo degli avvenimenti onde schermirne le conseguenze, o trarne profitto. Talvolta egli stesso li fa nascere o gl'impedisce. In ispecial modo gli avvenimenti all'esterno attraggono la sua attenzione. Nell'attuale allacciamento fra loro delle contrade europee hanno dessi una influenza benigna.

o malefica anco su tutti i luoghi ove non accadono, e cagionano le più gravi alterazioni.

Nello accingersi ad-intraprese rilevanti nell'interno od all'estero, l'uomo di stato ne apprezza prima rigorosamente i mezzi e le conseguenze assegnando la minor parte possibile alla fortuna. Altrimenti falliscono o sono fatali. Non lo seduca lo spirito d'invenzione o di originalità e tema le insidie dell'amore di celebrità. Scorga per similitudine i successi della facoltà inventiva di alcuni meccanici de' nostri giorni. I più arditi trovamenti considerati nella teoria, ed applicati nel modello od in ristrette proporzioni sortono l'effetto corrispondente alla idea preconcelta. Cimentati poi colla vera pratica l'effetto svanisce.

La impresa che più grava il capo dell'uomo di stato è la guerra di potenza a potenza. Dianzi ch'ei vi sospinga la nazione consideri che cosa è: se sienvi cause di una importanza equipollente all'importanza di una guerra: se posseggansi i mezzi tutti indispensabili a sostenerla con pieno successo: quali poi ne sarebbero, presupposto anche felice l'esito di ogni campagna, i risultamenti estremi.

I popoli più o meno son vaghi della gloria, e la gloria più inebbriante ha la sua culla nelle imprese guerriere. Ogni età ed ogni gente si sono ispirate alle gesta de' loro eroi. La guerra è per altro l'esercizio delle forze materiali di un popolo contro quelle di un altro a fine di costringerlo o di non esserne costretto, ad una prestazione qualunque. Debbono precedere quindi negoziazioni condotte con lealtà e con propensione al pacificamento. Ogni contesa fra popoli oggidì è contesa di diritto, tanto è vero, che nelle sue grida di guerra ogni capitano de' belligeranti proclama esserne causa il diritto dall'avversario disconosciuto o violato, e la forza a malincuore adoperarsi. E per ciò dopo soltanto che il diritto sia stato discusso e rigettato, sarà giusto esercitarlo colla violenza siccome mezzo di costringimento, e non di decisione perchè la forza materiale non risolve quistioni di giustizia. Le nazioni nelle controversie fra loro non hanno giudici sulla terra. I loro uomini di stato hanno quindi la missione eccelsa di farne le veci. Conseguentemente debbono essi sempre esitare nel far valere il diritto colla forza, perchè il diritto non è giudicato, e quindi chi assicura ch'esista? Una guerra vinta o perduta che cosa prova

in diritto? Null'altro se non che il vincitore è il più forte. più destro, o più fortunato, non già ch'egli abbia ragione. Ammettasi che la guerra sia giudice del diritto, e si ammetterà con ciò che i combattimenti speciali, ovvero giudizj di Dio dei tempi di mezzo erano giustizia e non barbarie.

Guai se il prepotente desiderio della gloria de' campi dopo avere ammaliato il popolo investe anche l'uomo di stato! Per la nazione sarebbe scoccata l'ora delle calamità. Coloro stessi che amano la guerra per la rinomanza riconoscono ch'è dessa una necessità crudele non mai abbastanza evitata. È maraviglioso contrasto lo scorgere la perfezione cui giunsero nell'Europa le arti conservatrici la vita degli uomini, ed insieme la perfezione delle arti che la distruggono.

Non v'ha cosa nel mondo che con più sottile rigore debba essere giustificata quanto il rompere di una guerra esterna. Supreme debbono esserne le cagioni. Si tema altrimenti non il sole e gli astri che sono occhi di Dio, cessino una volta di guardare le stragi della sua creatura. L'incivilimento ha già scolpito virtualmente nel codice internazionale 1815 con quella giudiziosa organizzazione de' popoli europei, che le nazioni non combatteranno che per difendersi sulle loro terre o navi, o per soccorrere altre nazioni contro il codice assalite. Un mezzo efficace onde le trattazioni diplomatiche vincan la prova si è che ambe le parti contendenti stabiliscano di negoziare, come negozierebbero se la guerra non si fosse mai inventata. Il riconoscimento del torto e del diritto ovvero la transazione uscirebbe presso che sempre dai diplomatici raccostamenti, perchè sarebbe pur d'uopo il definire le liti politiche, e a definirle non vi sarebbero modi ulteriori o diversi. Se l'espedito di sostenere il proprio diritto reale o presunto colla guerra non esistesse, non avrebbero esca le passioni e gl'interessi che le sostengono, e la importanza di tanti motivi di dissidio sparirebbe come nebbia al sole. Fra le cause di lotte sanguinose fra le genti, ad alcune cui ci limitiamo, volga l'uomo di stato un'attenzione particolare nello attribuirvi gravità. Le guerre, viene detto frequentemente, vogliansi imprendere per l'onore della nazione. Ma l'onore è un ente che molto sfugge alla definizione. Ne varia la idea quanto son varie le nazioni del globo per leggi, costumi, carattere, religione ed altro. Credete voi. fa-

vellando anche de' soli popoli europei, che intenda allo stesso modo l'onore, la matematica Inghilterra, la cavalleresca Francia, la filosofica Germania, la poetica Italia, la romantica Spagna e la Turchia del Corano? L'identico fatto quindi, che per l'una di queste nazioni costituirebbe un impegno od una violazione del proprio onore non lo costituirebbe forse per un altro. Nel fissare pertanto che sieno casi di guerra certi fatti secondo la idea dell'onore serbi l'uomo di stato una grande superiorità di animo ed un freddo accorgimento. Tronchi soprattutto il filo ad ogni rottura con un popolo che muova da spirito di vendetta, o di morale risarcimento per patite ingiurie. Una nazione non oltraggia mai di proposito un'altra nazione. La ingiuria non si scaglia che dagl'individui agl'individui. Tutto al più da individui ai governi. È rara oggidì da governi ad individui, e rarissima fra governi e governi. Ciò essendo sarebbe giusta la guerra che per alcuni individui percuotesse la intera nazione? Nè si dica mai che per viltà di una gente si evita il combattimento. Le intere nazioni non sono mai vigliacche. Soltanto ponno esserlo gl'individui. Rimane che si parli alcun poco della guerra per mire di utilità nazionale. Sappiamo esser dogma politico che al giusto dee congiungersi l'utile con che debba questo essere dell'altro il regolatore. Noi escludiamo tal dogma quando si tratta di spargere il sangue delle nazioni. La guerra per soli profitti è turpe. L'esercizio della forza brutale di uno stato contro l'altro per sole vedute di commercj e di navigazione, o per conquista di territorj, a scopo unico di accrescere le ricchezze nazionali, non sarà permesso da un uomo di stato, che se altro non fosse, legge nell'avvenire. Somiglianti guerre però saranno giuste quando si tratti non di accrescere, ma di conservare i commercj, la navigazione e le conquiste contro il popolo che intendesse a toglierli o scemarli considerevolmente e colla violenza, oppure quando per avventura agli aumenti di commercj, navigazione e conquiste, sieno alligate le sorti definitive della nazione, che la guerra intraprende. Fuori de' casi qui designati, simili guerre preparano se non tosto, nel lungo scorrere degli anni, gravi calamità e germi di dissoluzione, perchè l'animosità e la vendetta de' popoli contro la tirannide mercantile armata si sviluppino fieramente ad opportuna occasione. Già in presente i motivi o casi di guerra nello

spirito di chi regna sono decresciuti rapidamente. I gabinetti ne respingono assai, che in tempi andati avrebbero suscitato interminabili battaglie ed ora sono vinti dall'abile e bene inclinata diplomazia. L'uomo di stato gioisca delle pacifiche vittorie, e l'umanità gliene fia riconoscente.

Una guerra sinistra reca ad un popolo il pericolo dell'eccidio o per lo meno insanabili sventure. Ben dianzi di romperla l'uomo di stato consulti profondamente se tutti possegga i molteplici mezzi, che voglionsi avere ad assicurarne il successo nei limiti dell'umana antiveggenza. Non apra la lotta di sangue se la *preponderanza delle forze* su quelle dell'avversario non sia con lui. Non è una forza enorme qualunque che fa vincer la guerra, ma la sua misura o superiorità. Centomila combattenti sono un grande esercito, ma se il nemico ne conduce una quantità maggiore, o meglio agguerrita, i centomila son nulla, e la nazione malgrado i suoi centomila è debellata. Quindi per alludere alla potenza di uno stato non si dirà ch'esso ha forze ragguardevoli, ma si dirà che serba la preponderanza delle forze sopra quelle di un altro. A superare il nemico bisogna che lo si apprezzi, lo si studj, e vi si sovrasti. Così operando si conosceranno fondatamente la propria forza e l'altrui, e si saprà giudicarne la preponderanza. Ma questa è idea complessa oltremodo, e malagevole a determinarsi. Sono elementi che la costituiscono la quantità degli uomini che possono chiamarsi sotto le insegne; la loro attitudine per animo e robustezza; l'abbondanza, e finitezza negli armamenti; la istruzione militare; le sussistenze; la copia e perfezione de' materiali da guerra; gli stromenti bellici speciali come le artiglierie; l'abilità ed intrepidezza de' comandanti inferiori; il genio degli alti condottieri; le posizioni munite come le fortezze; l'oro pegli assoldati. Qualora l'uomo di stato sia convinto, che tutti questi enti concorrono nel complesso delle forze della propria nazione in grado superiore a quelli della nazione nemica, potrà ritenere che la preponderanza sia dal suo lato. Ma ciò non basta ancora per imprendere con saggezza il combattimento. Fa d'uopo vedere se siffatta preponderanza o superiorità possa venir mantenuta in una sola o più campagne. Vi ha qualche popolo, presso cui sendo ogni uomo soldato e le sue istituzioni in gran parte rivolte alla guerra, avrebbe il potere di porre in campo per una fiata, ed

anche due un esercito non inferiore in tutti gli accennati elementi a quello di qualche più poderosa potenza. Ma ciò a che cosa varrebbe? Una disfatta, o il rinnovarsi di una seconda, o terza campagna perde quel popolo, nella sua impossibilità di rinfrescare l'armata od altra sostituirla. Nè a stabilire la preponderanza di cui parliamo, si può prescindere da veruno degli elementi descritti; perchè se in un solo vi abbia comparativo scadimento la superiorità del complesso vacilla. Quale infatti sarebbe l'esito di una campagna militare se un prode esercito non fosse comandato da intraprendenti generali, ovvero se abilissimi duci guidassero un imbecille esercito? Per lo che la prudenza di stato non si smuove e ben si guarda dall'intimare una guerra ad offesa quando non riconosce nelle proprie forze altra superiorità sopra il nemico, che a modo di esempio nel più caldo entusiasmo de'soldati o negli straordinarj talenti d'un grande capitano o quello ch'è peggio talvolta in una maggior credenza nei decreti della fortuna. Non si nega che più volte anche indipendentemente da tale preponderanza qualche nazione sia rimasta vincitrice. Ma questi sono ardimenti gravi, cui lo splendore della vittoria non giustifica presso gli spiriti calcolatori e penetranti. Si sono arrischiate in un terribile giuoco le sorti della nazione. Solo il popolo per ebbrezza di gioja e di meraviglia li perdona così che alle temerità fortunate s'innalzano monumenti. Ma l'uomo di stato non evocherà mai sul capo della propria nazione i rischi micidiali delle guerre se per una piena preponderanza delle forze, quale l'abbiamo dimostrata, non è convinto che la sconfitta è impossibile e la vittoria pienamente assicurata. A rilevare la preponderanza richiedesi il paragone tra loro delle forze belligeranti. È grave difficoltà lo istituirlo con tutta aggiustatezza pel quasi inevitabile pericolo d'illudersi sulle forze proprie e di non valutare le altrui con imparzialità. Per lo studio e i giudizj intorno ai narrati elementi di preponderanza l'uomo di stato, s'ei medesimo non professa il mestiere delle armi, si vale delle capacità militari del suo paese con accortezza e discernimento. È poi mezzo utilissimo, se non infallibile a conoscere l'entità vera delle forze di una nazione lo esplorare che cosa ne pensino i popoli stranieri, ed in particolar modo i rivali. Torna più difficile la conoscenza fondata degli elementi nemici, intorno a che mentre l'uomo di stato è costretto a consultare gli statistici, avverte di

farlo con circospezione e depuramenti appoggiato a nozioni più esatte da procacciarsi per altre vie.

Se non che le nazioni sfinite dai combattimenti e depauperate nella loro economia ristanno finalmente dalle battaglie e la ragione riprende il suo impero sulla forza. Si riannodano le negoziazioni nel punto ove si erano abbandonate allora che si vollero esperire gli esiti della violenza. Ma se dovevate ricondurvi a questo, perchè vi siete battuti? Perchè non compiere le pratiche di pace già intrate senza frammettervi quel sanguinoso intervallo? Havvi anche di peggio. Le parti sono mutate. Le due nazioni belligeranti erano dapprima uguali nella condizione. Ora l'una domina e l'altra è dominata. L'uomo di stato quindi, malgrado la convinzione del trionfo, non romperà la guerra se scorgerà che i luminosi risultati non altro sieno per apportare che gloria infeconda e vantaggio meschino alla sua patria. Potrebbero anco le sue previsioni avvertirlo che per fiera e lunga resistenza dell'avversario gli allori marziali non sarebbero per coronare, che un popolo in *gramaglia* ed impoverito, e che tal guerra sarebbe la tenzone fra due che ha fine colla morte del vinto e più tardi del vincitore. Dev'essere accurato estimatore degli effetti tutti della campagna già superata prima ancora che sia intrapresa. Potrebbe da tale indagine spiccare, che gli avvenimenti della guerra non addurrebbero condizioni diverse gran fatto, se non forse peggiori, delle attuali o che del disordinamento de' *commercej*, della industria e delle finanze pubbliche non sarebbero bastante indennità i frutti della vittoria.

Alla guerra sebbene puramente difensiva si possono applicare gli stessi principj. Allora soltanto che la nazione venga assalita da una gente nemica che la combatta con animo di sterminarla, di renderla serva, o di guastare le sue sorgenti di vitalità, così che la sua esistenza ed il suo ben essere, scopi della società, sieno minacciati, la nazione non misura le sue forze colle avversarie, ma si avventa senza esame di sorta sui campi di battaglia. Tranne questo caso supremo, anco nello accingersi ad una guerra di difesa l'uomo di stato apprezza prima severamente i motivi, i mezzi, 'gli effetti della resistenza e piega s'è duopo.

Rimane che si parli della guerra civile. Avviene questa fra due partiti in grembo della stessa nazione che si mettono in armi, ed a cui il governo è estraneo. Per l'odierna civiltà europea, non

meno che pei costumi e perchè i governi avrebbero oggi sufficiente vigore per impedirle, le lotte di sangue fra partitanti a nostri tempi non si conoscono. Suole ardere oggidì il combattimento fra i poteri supremi dello stato e le fazioni. Vuolsi chiamarlo non guerra civile, ma ribellione armata. È quì la più crudele e perigliosa situazione dell'uomo di stato. Allorchè i partiti insorgono con intento di strappare al governo ciò ch'egli dopo ben lunghe meditazioni ha ricusato o di sciogliere lo stesso governo o di rovesciare la costituzione, l'uomo di stato ha sacro debito di resistervi a morte. La società comanda a lui di salvarla. Volga subito e con risolutezza l'oro e le braccia del popolo contro la insurrezione e la vincerà. Nondimeno l'uomo di stato quasi onniveggente scuopre da lungi e ben dianzi, se vuole, gl'indizj di una sollevazione. Ove senza indugj ne studj le cause con avvedutezza e calore, ei la previene. Quando ai desiderj onesti, e compostibili, ed ai bisogni innegabili delle masse di cui profittano le fazioni, e che si appalesano nella cerchia della legalità, egli sa, e può dare soddisfazione, la sommossa non alzerà il capo. D'altra parte le macchinazioni sovvertitrici dei partiti, quantunque ricoperte da tenebre, non ponno mai essere sconosciute al vero uomo di stato che ha tanti mezzi di sapere, e conosciute le sventa.

Perchè le amministrazioni dello stato progrediscano felicemente, occorrono buone leggi e buoni funzionarj. L'uomo di stato, sia che eserciti la iniziativa delle leggi o le discuta, come nei reggimenti rappresentativi, sia che le compili o le detti come nei reggimenti assoluti, ponga bada ai seguenti principj: Quanto alla sostanza le leggi sieno emanazioni di un sistema prestabilito in armonia con tutti gli elementi che costituiscono la società, ossia lo stato. Del pari che saggie in se stesse debbono altresì corrispondere alla natura della nazione, a suoi bisogni, ai luoghi, ai tempi. Colle leggi si deve reagire alle velleità maligne, alle costumanze men pure e incivili, alle propensioni inoneste, ed agli istinti feroci di un popolo; ma vuolsi farlo con circospezione, temperatamente, e con lentezza sebbene con perseveranza, e non mai le leggi sieno affatto ripugnanti all'indole, costumi e credenze delle genti per cui sono create. Ammoniscono assai un reggitore le leggi di altri popoli e di altre età, e l'uomo di stato commetterebbe errore se non ne traesse partito. Ma richieggonsi molte cautele e criterio

abbondante trasferendo nel proprio paese i principj legislativi stranieri o di altre epoche. Avviene di essi come delle piante che sovente non allignano in climi differenti, od esigono per lo meno particolari colture. Nella forma poi delle leggi può dirsi che ne risieda in gran parte l'esito. Non arrivano per certo lo scopo se non sono semplici vale a dire concepite senza ambagi e tortuosità, ma feriscano direttamente l'oggetto, cui tendono a regolare: brevi cioè che nella loro dizione si presentino le idee principali e indispensabili ommesse le accessorie, e le troppo minute, e ciò con poche, adattate e scelte parole; chiare, e vogliamo dire che le idee siano esattamente rappresentate dalle espressioni ed ordinate in guisa da allontanarne ogni ambiguità. L'uomo di stato sovvenngasi anzi tutto ch'è vita delle leggi la loro pratica esecuzione. Le leggi ineseguite perchè ineseguibili son nulle non appena promulgate; nascono morte; sono parto vivo, ma non vitale. La ineseguibilità loro procede principalmente dal porre in non cale le teorie fissate poc' anzi sulla sostanza e sulla forma. Abbia pertanto presenti il potere nello ideare una legge, le persone che debbono obbedirvi non meno che i luoghi ed i tempi in cui dev' essere applicata e chiegga a se stesso se ne sia possibile la esecuzione. Quante leggi e regolamenti, splendide produzioni dell'ingegno, falliscono nell'effetto perchè gli autori hanno dimenticato che le leggi si creano per le masse! A queste fa duopo che il legislatore parli semplice, breve e chiaro e correggendone con mitezza gl'istinti non contrasti violentemente alla loro indole e bisogni. Le legislazioni vecchie e le moderne pajono non di rado create unicamente nello interesse delle intelligenze elevate e pratiche. Il popolo, cui torna di necessità e di obbligo il sapere le leggi per obbedirvi e regolarsi, non è spesso in grado d'intenderle. Il legislatore ossia l'uomo di stato nel trovarle e concepirle discenda fino al popolo e non creda mai che invece il popolo possa ascendere fino a lui.

I pubblici funzionarj formansi colla educazione ed insieme colla esperienza. A tale scopo si predispongano colla istruzione speciale e vengano con amore guidati nel primo arringo de'servigi dai funzionarj più provetti e superiori. Indi vuolsi loro fornire la ricompensa equivalente alle prestazioni ch'esauriscono la loro migliore età. Un conveniente trattamento devesi in fine assicurare

a tali uomini, che per lo più logorati anzi tempo, con fortune inalterabilmente modiche, nei giorni di loro impotenza rimarrebbero ordinariamente spogli di ogni patrimonio. Sarebbe in vero tristissima apparizione, che pubblici funzionarj impossenti, o le loro mogli o figliuoli, errassero famelici per le vie. In siffatti modi la nazione avrà buoni agenti. E qui a due cose l'uomo di stato abbia fitto lo sguardo. È l'una che diminuire la quantità de' funzionarj e stipendiarli meglio tornerebbe fallace se non venissero di pari passo semplificati gli ordinamenti, ossia le legislazioni pel cui effetto i funzionarj furono eletti. Con pochi funzionarj sebbene più guirderdonati è impossibile in una persistente complicazione de' sistemi amministrativi che i servigj sieno meglio resi per quanto zelo, ed operosità vi s'impieghino. Il tempo e le forze non possono che in parte, malgrado ogni sprone, venir suppliti dalla instancabilità, e da una intelligenza maggiore. Rese invece più semplici le amministrazioni la ridondanza nel numero degli amministratori si appalesa, e cade da sè. La mole de' sistemi ingigantisce non di rado per diffidenza contro coloro, che amministrano, che perciò vengono circondati da cautelanti formalità senza fine, ma diviene soverchia e dee cessare quando la scelta de' funzionarj sia opportuna e rassicurante. A modo di esempio laddove gli affari vengono trattati in tre diverse istanze, o gradi di giurisdizione sarà proficuo che si sopprima una istanza, e quindi si risparmi l'opera degli inerenti funzionarj, ma non già che se ne minori il numero in ciascheduna istanza mantenendole tutte e tre. L'altra mira dell'uomo di stato sia questa. Tutti i pubblici agenti, che hanno immediata comunicazione col popolo siano il meglio possibile colti, e bene ricompensati. Scorgesi invece in presso che ogni paese per avventura il contrario. Gli stromenti con cui si trasmette l'azione del governo nelle masse sono veramente funzionari posti a diretto contatto con esse. I funzionarj delle intermedie gerarchie più elevate non sono in comunicazione col popolo, ma coi funzionarj subalterni. E però il popolo non conosce il governo e non riceve le sue ispirazioni, che a mezzo di tali organi, e le sue leggi non vengono in sostanza che da essi applicate. Hanno quindi il successo, ch'essi vogliono, o sanno far loro sortire, che non è spesso quello che dovrebbero o potrebbero avere. Se così è, discerne ognuno quanto rilevi che del pari che nelle

sfere superiori abbiansi nella casta degli agenti pubblici, i quali corrispondono colle masse direttamente, uomini scelti, addottrinati, affabili, prudenti, ed integri. Il popolo giudica le leggi, e il governo secondo il contegno di questi uomini. Esigonsi pertanto in essi in proporzione delle loro incombenze e compatibilmente colla natura di queste, e colle circostanze, le doti de' funzionarj superiori, e le ricompense non ne siano gran fatto disuguali. Non si verifichi come sovente, che il diretto comunicare col popolo nelle proprie funzioni stimisi basso ufficio, od incarico vile. Non più sarà tale creduto se il governo co'pregj di cui vorrà forniti simili agenti e coi gradi e stipendj congiunti, dimostrerà di apprezzarli egli stesso, attirando così sovra essi il rispetto del pubblico. La nazione s'induce, così per la sceltezza e nobili comportamenti dei funzionarj con cui tratta, a più onorare il governo ed a comprenderne gli atti.

Relativamente ai tributi l'uomo di stato ha grande affare nello stabilirne le fonti, le misure, il ripartimento e i modi di percezione. Ne' tempi da noi un pò remoti erano le finanze un oggetto come un'altro oggetto di stato e forse de' meno rilevanti. Non trattavasi che di riscuotere, e spendere gabelle e nulla più. Ma nelle condizioni odierne delle società politiche i tributi si collegano strettamente coll'economia e diremmo coi visceri di ogni parte della nazione. L'abbondanza de' mezzi economici, del credito e de' capitali circolanti, fra cui primeggia il danaro, è l'anima delle nazioni. Non son desse ignobili per questo. Il crederlo sarebbe romanticismo o simulazione. Le finanze pubbliche influiscono oggi smisuratamente sui destini della produzione, del traffico e della politica di guisa che l'uomo di stato vi profonde religiosamente gli studi e le cure più intense. Ivi nascondonsi gli scogli più insidiosi e più mortali per sè e per la nazione. La scelta de' principj e de' sistemi da seguirsi a preferenza è malagevole fuor di modo, perchè oltre la importanza estrema degli effetti, i principj ed i sistemi finanziarij sono molteplici, svariati, ed ognuno ha la propria illusione. Tanti ne furono inventati, e se ne inventano! Prendasi pertanto consiglio dalle più mature disamine, dall'esperienza, dai lumi degli uomini versati, dalle condizioni del popolo, dalla estensione dei bisogni e dalle circostanze in ogni stato particolari. A modo d'illustrazione si consideri quanto appresso. L'ammontare

de' tributi pareggi le pubbliche spese. In fatti se i redditi oltrepassano i dispendi le finanze hanno sottratto al suddito o cittadino una porzione indebita del suo avere. Se i dispendi superano i redditi le finanze sono oberate. Fissare le spese unicamente necessarie e gettare le imposte corrispondenti, è l'opera vitale, e più laboriosa dell'uomo di stato. In particolar modo il giudizio sulla necessità e misura degli spendj è molto sottoposto a farsi velo, e smarrirsi. Le finanze ora interessano le fibre più sensibili della nazione, poichè toccano vivacemente la sua esistenza economica, che oggi è la sociale. Il restringere le sorgenti del dispendio esige attenzione somma, ed accorgimento, mentre qui la cecità e la precipitazione apporterebbero danni e dolori quanto lo allargarle allaccesamente. Le imposte e i pubblici dispendi sono mezzi potenti di diffusione della ricchezza nazionale, ed uno dei modi legali di spezzare gli ammassi stagnanti in poche mani, correggendo gli abusi del diritto di proprietà. Aumentano le difficoltà nella misura e ripartizione de' tributi. In qualunque guisa s'impongano le gravezze gli esseri che veramente e sempre le contribuiscono, sono infine le masse de' consumatori. Il produttore e il commerciante non fanno che anticiparle. E per ciò il sistema più giusto e mezzanamente oneroso parrebbe quello di colpire in gran porzione il superfluo de' cittadini; indi l'utile. L'avere puramente necessario dovrebbe andarne immune. E chi non riterrebbe aggravante e meno equo che un pane che nutrisce l'indigente soggiaccia ad uguale imposta di un pane sulla mensa dell'opulento? Ma tale sistema idealmente incontrastabile non è, e non rimarrà che un astrazione, che abbaglia le menti ed appaga il cuore. Non ne sarebbe, è vero, impossibile una legge teorica particolareggiata. Nullameno nella sua applicazione cadrebbe affatto. Ed invero come stabilirebboni le quantità e qualità del superfluo, dell'utile e del necessario di ciascuno? Il verificamento dei limiti variabilissimi che li distinguono, recherebbe la perpetua turbazione dell'ordine sociale. La più odiosa inquisizione sarebbe permanente. Nel regno delle realtà tutto quello che può conseguire l'uomo di stato si arresta a ciò che nelle imposizioni si osservi la maggior proporzione possibile cogli averi del cittadino, e per tal modo si colpiscano direttamente o indirettamente più le ricche, che le madiocri fortune. Avrà pur cura che le imposte non intralcino troppo la industria col gravare

le materie gregge forastiere, ed il traffico con misure d'imposta e discipline soverchie, e nemmeno l'agricoltura avocando all'erario dello stato una parte eccedente dei prodotti del suolo, o del loro valore. E quanto alla riscossione l'uomo di stato veglierà, che il popolo non sia vessato; che le concussioni siano antivenute o punite, e che i modi di esigere non sieno arbitrarj, troppo dispendiosi ed aggravanti per la nazione.

Udrete talora il motto » lasciamo che faccia il tempo » L'uomo di stato attende non di rado il maturarsi degli avvenimenti, ma tale inoperosità non è inerzia e prosegue ad essere azione in silenzio, ed in sembianza di riposo. Somiglia alle pause nei suoni colle quali non s'interrompe ma si continua il concerto. L'uomo di stato nulla abbandona al tempo, perchè tutto nasce nel tempo, ma il tempo non fa nulla. Aspettare i prodotti del tempo nella politica sarebbe perderlo. L'opera pertanto dev'essere incessante. Ove occorra la si rallenta, ma non si arresta nella guisa, che in un concepimento strategico fa d'uopo che scorrano i momenti, onde le mosse tutte sieno contemporanee, o talune successive giusta il piano della campagna. Altrimenti il non operare sarebbe ozio e non maturità. Lasciar fare al tempo è un adagio inventato dall'indolenza per giustificare se stessa, e sarebbe pernicioso agli uomini del potere.

Si notano, e si noteranno contraddizioni negli uomini di stato. Sia lode a loro anzichè biasimo o meraviglia. Gli scopi essenziali della società politica, cioè di sussistere e prosperare sono gli scopi dell'uomo di stato. I mezzi, ed i sistemi onde giungervi non possono sempre essere identici ed invariati. E però egli li modifica o cangia in particolare per ciò che involge le relazioni straniere. È ognora coerente rispetto al fine supremo del suo ministero, ed incoerente non di rado circa i modi di conseguirlo. Nelle maniere di governo, e di amministrazione, e più di fronte all'estere potenze, non giura fedeltà a verun sistema determinato con esclusione assoluta di ogni altro. Salvi nell'interiore i patti fondamentali, le religioni, le guarentigie popolari, e quello dei poteri, e per l'esterno illesa la fede de' trattati, non meno che osservate la dignità, la convenienza e la probità verso le altre genti, l'uomo di stato nel reggere nulla riconosce per inalterabile, ossia che non possa variamente regolarsi. Ei pertanto afferra un sistema, od un

principio, e poi lo diserta altro abbracciandone, o li commesce, se tuttocìò nelle sue meditazioni e sperienze gli si presenta richiesto dai supremi scopi sociali. Perchè l'uomo di stato non si contraddicesse converrebbe, che nel loro corso le vicissitudini delle nazioni sotto ogni aspetto si mantenessero uniformi. Allora solo egli non avrebbe d'uopo immutare i divisamenti, e i modi di azione. La savia mutabilità di principj, e di condotta non è contraddizione, o apostasia dell'uomo di stato, ma dovere e virtù. La incoerenza, quando motivi che si riferiscono alla vita e felicità del popolo, il richieggano, fa l'encomio di chi governa. Unicamente quando gli uomini devoti ad una setta politica o sue creature, sono al governo, non possono mai contraddirsi mentre in tal guisa la setta sarebbe combattuta od abbandonata, od eglino creati, e sostenuti da essa, cadrebbero. Quindi il partigiano immola gl'interessi della nazione agl'interessi del suo partito. E che cosa si dirà delle contraddizioni fra i pensamenti dell'uomo di stato quando non era reggitore, e i pensamenti dello stesso uomo di stato pervenuto al potere? Direte che meno ancora sono da apprezzarsi. L'uomo che pigli a governare la nazione acquista conoscenze che l'individuo semplicemente pubblico, o politico non è in grado di procacciarsi poichè tal uomo per necessità, ed occasione del suo ministero penetra nei visceri più occulti dello stato, è iniziato ne' suoi segreti, ed ogni velo si solleva a suoi occhi. D'altra parte egli viene collocato in situazione donde può tutto scorgere e misurare come dalla vetta di un colle si scuoprano e si osservano a bell'agio gli oggetti sottoposti e circostanti. Nuovi esami appoggiati a nuovi più accertati e più copiosi elementi devono senza dubbio condurlo a nuovi consigli. Si videro e si vedranno pertanto grandi pubblicisti, e campioni ardenti delle opposizioni parlamentarie, e seguaci di dottrine oltremodo liberali, i quali dopo aver propugnato per lunga età alcuni determinati sistemi o principj sono astretti a modificarli o a dimetterli e persino a combatterli perchè non resistono alle pruove, ch'essi medesimi ne fanno.

L'uomo di stato dev'egli assolutamente possedere il dono dell'eloquenza? No. Questo è chiaro s'egli occupa il seggio in un reggimento assoluto, voi dite, ma nei governi rappresentativi è indispensabile la eloquenza. Però intendiamoci. Vuolsi che l'uomo di stato sappia per coltura, linguaggio e personale attitudine ac-

conciamente esprimere il proprio pensiero. Quando il ragionatore possessa una mente logica, conosca profondamente le materie su cui discute, ed abbia la convinzione di ciò che dice, le sue parole vestiranno sempre a sufficienza le sue idee. Ciò per altro, come bene vi accorgete, non costituisce la vera facondia, quell'arte ammirabile che s'impadronisce della ragione di chi ascolta e la guida suo malgrado. È quella appunto che si reputa non richiesta anzi talvolta dannosa nell'uomo di stato. La smisurata eloquenza dee paragonarsi al terrore. Violentano entrambi il cuore e l'intelletto. Un'assemblea deliberante sarebbe dominata ugualmente, sebbene per diversa via, dal balenare dei pugnali come dall'infuocata, e seduttrice parola della tribuna. La potenza dell'orazione è stromento salutare o micidiale secondo lo scopo pel quale viene adoperato. Non è però mai affatto necessario. L'uomo di stato parli verace, limpido, convinto, e le espressioni gli spunteranno sul labbro appropriate, ed infonderanno la persuasione. Per ciò non gli torna d'uopo di essere declamatore.

Se non che quando un reggitore possessa e pratici tutte le doti fin qui narrate, ed altre consimili, sarà egli un intero uomo di stato? Duole il dire che no. Sarà un esimio politico, un abilissimo ministro, in una parola un sommo funzionario, ma non già un perfetto uomo di stato. A coronare la serie delle doti e a farle valere con efficacia, e pienezza pel completo successo della supremazia sua missione, ricercasi una dote che si comprende, ma non può nettamente spiegarsi. Imperfettamente la si definirebbe col chiamarla colpo d'occhio sicuro, perspicacia consumata, criterio affatto particolare. Somiglia a ciò che nell'arte salutare direbbesi occhio medico, e criterio legale nella scienza della legislazione. Tal dote genera quelle ispirazioni e slanci, che si dicono lampi del genio, pei quali l'uomo di stato, dopo il cielo, guida felicemente i destini de' popoli. È ciò che nei sublimi artisti, nei famosi capitani, e negli scrittori eminenti ha creato la superiorità che si ammira nelle loro opere meravigliose. Senza tal dote il Vecellio non avrebbe dipinto la inimitabile figura della Vergine sollevata dalle nubi nel firmamento: Napoleone non incatenava la vittoria a' suoi eserciti; Montesquieu non componeva lo Spirito delle leggi. Niuno per altro saprebbe, come dissi, finirla, e meno darne precetti.

Considerata l'ampiezza dei doveri, delle difficoltà, e de' mezzi di

ogni fatta accumulati nell'uomo di stato, osiamo dire, che chi rintraccia perdutamente l'esercizio de' poteri supremi, e vi s'inebbria, non ne conosce la natura e le interminabili esigenze. Ha quindi tutt'altro, che l'attitudine a governare una nazione. Colui, che n'è veramente idoneo lo si riconosce fra gli altri segni alla ripugnanza, e trepidazione colle quali afferra le redini, alla indifferenza con cui sostiene lo splendore che lo cinge, ed alla niuna dolcezza che ne risente.

Da che uomini di simil tempra vogliansi a condurre le nazioni cade in acconcio l'osservare quanto sia fallace l'ansia del pubblico di giudicarne a diritto, ed a rovescio le azioni. A petto di partiti presi dagli uomini di stato, i quali vedemmo che cosa sieno, quale mai potrebbe essere l'aggiustatezza di quistioni agitate da una turba di popolo fra i vapori delle taverne, nelle deliziose aule dei ricchi, nelle officine fabbrili, nei molli caffè, nei fondachi romorosi, nel focolare dei teatri? Ivi risolvonsi, o lo si crede, le più ardue controversie sugli interni ordinamenti, e sulle complicazioni insorte all'estero, con una incantevole rapidità e precisione, nel momento che uomini logorati nello studio, e nella sperienza de' pubblici affari non sanno fermare i loro consigli, e sono spesso trepidanti ed irresoluti. Il già notato altrove affaccendarsi delle moltitudini nella politica, ritenuto pure che non fosse malore in se stesso, lo è però sempre per le sue conseguenze. Gl'immaturo, e talvolta folli giudizj di una porzione del popolo diffondendosi nelle masse, divengono ciò che si appella pubblica opinione, la quale preoccupa i poteri, e gl'intralcia sospingendo a mal termine le cose della nazione. Solo uomini di stato possono giudicare gli atti degli uomini di stato. Il giudizio di ogni altro, fosse anche giusto, non lo sarebbe che per accidente.





INDICE

Prefazione	pag. 3
Capo I. — Nella democrazia rappresentativa non è sovranità popolare	5
II. — La maggioranza parlamentaria è tirannide come ogni altra, è vizio inevitabile del sistema rappresentativo .	12
III. — La universalità del voto elettorale nella democrazia rappresentativa è menzogna, e il difetto di universalità contraddice alla democrazia	14
IV. — Supposto, che il volere dell'assemblea democratica sia il volere del popolo, si pruova che non sarebbe il volere che della minima parte della nazione	18
V. — La democrazia rappresent. vale quanto costa all'Europa? .	20
VI. — Nella odierna Europa non v'ha popolo, che non sia indipendente	ivi
VII. — Che cosa veramente sia la libertà nazionale	28
VIII. — Quali relazioni abbia la libertà colle forme di governo .	32
IX. — Non è vero, che la massima libertà nazionale sia connessa con una determinata forma di governo, e precisamente colla repubblica democratica	45
X. — La ricostituzione delle nazionalità è impresa vana e perniciosa	47
XI. — È grave morbo della società europea la incontinenza politica delle masse	59
XII. — L'uomo di stato. Elementi che lo costituiscono. Le masse non sono in grado di giudicarne rettamente le azioni	66

PROBLEMI
SULL' EUROPA



PROBLEMI
SULL' EUROPA

À Monsieur Abel Villemain,

Grand Littérateur,

Secrétaire Perpetuel de l'Académie
Française

Comme témoignage de la plus haute
et véritable ~~considération~~

L' auteur

PROBLEMI SULL' EUROPA

MEDITATI E DISCUSSI

DALL' AVVOCATO

RAFAELE GARILLI

TORINO

TIP. G. FAVALE E COMP.

1855.

Proprietà letteraria.

INDICE DELLE MATERIE

PRODROMO. — I. Ragione , natura e finalità dello scritto.
— Dichiarazione e protesta dell'autore. — II. Riflessioni sulla guerra contro la Russia. — Spedizione in Crimea. — III. Errori della Russia: 1° Di una flotta russa: 2° Del ritardo nel cominciare l'occasionata guerra: 3° Dell'insufficiente numero di forze concentrate al Pruth: 4° Del bisogno che avea specialmente la Russia di costruire grandi linee di ferrovie ed elettro-telegrafiche. — IV. Indicazione tracciata dall' autore di una linea di ferrovie e telegrafica , che in tempo opportuno costrutta , avrebbe agevolata assai alla Russia la conquista di Costantinopoli. — V. Altri vantaggi che la Russia ne avrebbe ritratti. — VI. Di un corpo d'armata Anglo-Francese che dall'Abasside entri in Crimea. — Di un piano che eseguirebbe l'esercito Austriaco e federale Germanico collegato coll'Anglo-Francese. — VII. Di un altro modo migliore di vincere la campagna del Danubio e della Tauride. — VIII. Si propone un mezzo per ovviare al danno più grave derivante dall'indiscretezza dei giornali, rispettando la libertà della stampa. — IX. Divisate le parti dello scritto, si conchiude.^s pag. 3

**Di un avvenire dell'Europa. —
Pensieri e proposte.**

CAPO PRIMO. — *La guerra e la Russia vinta.* — I. La storia fatta base del ragionamento. — Napoleone il grande e la guerra del 1812 contro la Russia. — Coalizione europea e il suo esercito. — III. Modi più acconci per istabilire una siffatta coalizione. — Della Prussia. — IV. Della 'Baviera. — Del Belgio. — Dell'Olanda. — Della Danimarca. — De' piccoli Principati della Germania. — V. Della Svezia. — VI. Proclamata ricostituzione del reame Polacco. — VII. Impedita l'alleanza degli Stati Uniti d' America con la Russia. — VIII. Si accenna il nuovo piano di guerra, che si offre all'Europa civile. — IX. Sue condizioni essenziali. — X. Da Memel a Pietroburgo. — XI. Marcia dell' esercito Svedese, e suo trasporto marittimo; un'osservazione. — Si tracciano linee telegrafiche, destinate al servizio dell'armata della lega. — XII. Cronstad e Sveaborgo. — Assoggettamento della Finlandia e di altre provincie sulle sponde della Duna. — Di altro corpo d'armata che dalla Gallizia si avanzi sino al Dnieper. — XIII. Da Pietroburgo a Mosca. — XIV. Convenienze del piano di guerra proposto. — XV. Necessità di render durevoli gli effetti della vittoria con la perpetua occupazione. — Di una divisione della Russia conquistata. — XVI. Nuovi confini della Polonia ricostituita ed ampliata. — XVII. Confini della Svezia accresciuta di territorio. — XVIII. La Russia centrale. — XIX. Assegnamenti territoriali all' Austria. — XX. Conseguenze della progettata conquista. — XXI. Si accennano alcune obiezioni, cui si risponde. — XXII. Necessità ed utilità di uno studio imparziale e completo della gran questione fra l'Occidente e l'Oriente europeo. pag. 21

CAPO SECONDO. *La futura grandezza della Russia.* I. La guerra e la pace. — II. Di un vasto sistema di ferrovie nel territorio moscovita. — III. Si tracciano linee di ferrovie nell' impero Russo, che paiono migliori sotto il rapporto strategico. — IV. Se ne indica la tragrande utilità per la Russia. — Cenno sulle conseguenti linee elettro-telegrafiche. — V. Grandiosi effetti che dal com-

piuto sistema di quelle linee deriverebbe. — VI. Si progettano altri lavori di interne comunicazioni. — Il mar Caspio. — Astrachan ampliata e fortificata. — Flotta a vapore sul Caspio. — Gigantesca unione del Don e del Volga; canale navigabile fra il Caspio e l'Eusino. — VII. Conseguenze di siffatto lavoro ed'altri analoghi. — VIII. Seguita lo stesso argomento. — Si risponde ad un' obiezione. — Vasto sistema di fortificazioni. — IX. Definitivo assoggettamento della Circassia. — Ferrovia e telegrafo sull'istmo Caucasiaco. — Dominio sulla Tartaria. — Il Caspio e l'Aral congiunti da ferrovie. — *Sind* Bucara. — X. Facile signoria del Russo sull'Asia dopo le precedenti opere — Conquista della Persia. — XI. Non che dei regni di Herat, Cabul e Belutchis, deboli e discordi. — XII. La Russia e l'Inghilterra nella Sindh. — Probabile vittoria di quella, e ragioni di tale probabilità. — Conquista dell'Indostano. — XIII. Le flotte della Russia dopo le compiute conquiste. — XIV. La Russia nell'Indo-China. — Che potrebbe fare allora l'Inghilterra. — Linea elettrica da Pietroburgo ad Hue. — XV. L'esempio della Compagnia Inglese delle Indie prova, ad evidenza, ciò che si diceva della Russia. — XVI. Che i pubblicisti non osservarono sinora — *che possa fare un potere colossale reso onnipotente ed onniveggente dal vapore e dall'elettrico*. — Essenzial differenza fra il mondo antico ed il moderno. — Riflessioni storiche. — XVII. Immane potenza Moscovita. — XVIII. D'una decadenza dell'impero Russo. — Confronto allusivo. — Del testamento politico di Pietro il Grande. — XIX. Un'obiezione confutata. — XX. La accresciuta vastissima signoria Asiatica della Russia la renderebbe più formidabile all'Europa; nuova larghezza di dominio ed irresistibile egemonia. — XXI. Civiltà Russa. — Augurio al promotore d'essa pag. 40

CAPO TERZO. — *La pace e la futura grandezza dell'Europa civile*. — I. Svezia, Polonia ed Austria nella Russia conquistata. — Abolizione della *servitù della gleba*. — II. Russia *ristaurata*. — III. Effetti vantaggiosi di quella ristaurazione. — IV. Seguita lo stesso argomento. — V. Dell'impero Ottomano; suo inevitabile destino. —

Confronto storico. — VI. Si prova che la divisione della Turchia, o il radicale rinnovamento di altro reame, è necessario, giusto ed utile: 1° per la causa della *religione cristiana* - 2° per quella della *civiltà* - 3° e dello *equilibrio politico* d'Europa. — VII. Come ciò possa compiersi, malgrado la proclamata *integrità* dell' impero Ottomano. — VIII. Di un nuovo stato Bizantino. — IX. Progetto di divisione della Turchia. Territorio libero di Costantinopoli. — Sua speciale amministrazione. — Si propone la costruzione di due giganteschi *ponti tubulari*. — Di alcune fortificazioni. — X. Assegnamenti territoriali nelle provincie turche d' Europa all' Austria. — XI. Alla Grecia; nuova Grecia continentale ed insulare. — Protettorato sulla repubblica Ionia. — XII. Divisione delle provincie Ottomane dell'Asia. — Indicati i confini dei nuovi possedimenti della Francia e dell' Inghilterra. — Si progettano lavori che accorcerebbero la via alle Indie. — XIII. Effetti di quell' occupazione. — La Circassia e la Russia. — Gl' Inglesi sul Caspio. — Celeri comunicazioni. — XIV. Nuovo reame di Palestina. — Suo organamento. — Sanzionata l' uguaglianza assoluta fra tutti i cristiani in Terrasanta. — Di un comitato religioso permanente. Somme convenienze di siffatta proposta. — Si tracciano linee di ferrovie e telegrafiche. — XV. L' accennata divisione della Turchia è razionale. — XVI. Turchia insulare. L' isola di *Cipro* al Piemonte; vi si traccia una linea di ferrovie e telegrafica. Futura prosperità di quell' isola; utilità di quel possesso. — XVII. Una digressione sul Piemonte. Suo migliore assetto. Di un' ardita comunicazione fra Corsica e Sardegna, ed anche di un'altra simile fra Sicilia e Calabria. — Di un'alleanza offensiva e difensiva del Piemonte con la Svizzera. Di un sistema grandioso di fortificazioni. Della flotta sarda. La Spezia. — XVIII. L' isola di *Rodi* a Napoli, se unito all'occidente europeo. — Linee telegrafiche e di ferrovie tracciate per quell'isola. — XIX. Alto dominio sull' Egitto, su Tunisi e Tripoli, acquistato dall' Europa occupatrice dell' impero Ottomano. — XX. Compiuto l' assoggettamento dello stato di Tripoli. — Sua divisione. — Principi di Germania a Tripoli. — Colonizzazione del paese. —

Grandiosi lavori progettati. — Federazione Tripolitana. — Somma utilità della proposta. — XXI. Lo stato di Tu- nisi assegnato al Portogallo. — Cessione del vicereame delle Indie. — Modo e utilità della conquista. — Lavori susseguenti. — XXII. Più immediata egemonia Inglese sull' Egitto. — Utili effetti di essa. — XXIII. L'impero di Marocco. — Mezzi più acconci per la sua conquista a profitto della Spagna. Cessione dell' isola di Cuba alla Unione Americana. — Conseguenze della progettata in- trapresa. — XXIV. Colonizzazione del nord africano. — Problema sociale dell' emigrazione europea. Suo nuovo e più utile indirizzo. — Vasti progetti di rapide comuni- cazioni. — Cenno sulle conseguenze di tali proposte ef- fettuate. — XXV. Le quali si provano attuabili dalla mo- derna potenza d' Europa, e grandemente vantaggiose. — XXVI. Di un nuovo assetto europeo. — XXVII. Quanto utile sarebbe una <i>pace</i> che si fondasse su quelle proposte, e adottasse il loro più saggio eseguitamento. — XXVIII e XXIX. Si confuta un' obbiezione ai fatti progettati, pro- vandosi la necessità, la giustizia e l'utilità di quelle con- quiste e colonie, non contrarie alla massima del pacifico apostolato di civiltà. Minore frequenza di rivolture poli- tiche. Del pauperismo. — XXX. Dell' imprevidenza po- litica. — Come dovrebbero agire volendosi sostenere la esistenza dell' impero Ottomano	<i>pag.</i> 59
RIEPILOGO e CONCLUSIONE	» 121



A TUTTI GL' IMPARZIALI AMICI

della Verità, della Giustizia e dell' Incivilimento

PRODROMO

I. Ragione, natura e finalità dello scritto; Dichiarazione e protesta dell'autore. — II. Riflessioni sulla guerra contro la Russia; spedizione in Crimea. — III. Errori della Russia: 1. di una flotta russa; 2. del ritardo nel cominciare l'occasionata guerra; 3. dell'insufficiente numero di forze concentrate al Pruth; 4. del bisogno che avea specialmente la Russia di costruire grandi linee di ferrovie ed elettro-telegrafiche. — IV. Indicazione, tracciata dall'autore, di una linea di ferrovie e telegrafica, che, in tempo opportuno costrutta, avrebbe agevolata assai alla Russia la conquista di Costantinopoli. — V. Altri vantaggi che la Russia ne avrebbe ritratti. — VI. Di un corpo d'armata Anglo-Francese che dall'Abasside entri in Crimea; di un piano che eseguirebbe l'esercito austriaco e federale Germanico collegato coll'Anglo-Francese. — VII. Di un altro modo migliore di vincere la campagna del Danubio e della Tauride. — VIII. Si propone un mezzo per ovviare al danno più grave derivante dall'indiscretezza dei giornali, rispettando la libertà della stampa. — IX. Divisate le parti dello scritto, si conchiude.

I. Una volta si scriveva solo per la *gloria postuma* e per bramosia di fama immortale, ora si scrive specialmente *per il tempo*. E perchè? Allora la letteratura versava più nella *forma*, ora nella *materia*; lo scopo dello scrittore era, più d'ogni altra cosa, artistico, adesso consiste assai più nel pensiero e nel suo spandersi veloce e svilupparsi. Di qui una delle tante differenze fra i letterati dell'evo antico e della modernità; quelli dicevano di starsi in *felice ocio*

quando scrivevano, ora l'uomo, che scrive, *agisce*. E la sua missione morale ed eminente opera sul mondo materiale, come l'anima sul corpo, il pensiero sull'azione. La letteratura acquistava un carattere più virile ed attivo, cui non dee perdere ma rafforzare, diveniva una funzione sociale, iniziatrice di nuove idee e di più splendido incivilimento. Efficace, sublime apostolato!

Epperò, lettore mio cortese, a che varrebbe l'isolarci col pensiero dall'epoca in cui viviamo, per volgerlo solamente allo studio del passato? Poca utilità si trae dal filosofare su di esso, se, con ciò, si trascura il presente ed un prossimo avvenire. Mancherebbero allo scopo, nè sarebbero grandemente operative la sociale letteratura e la storica filosofia, se si limitassero a meditare sul passato, e riguardassero solo ad un futuro lontano ed indefinito. L'uso pratico di esse nei bisogni della vita sarebbe escluso, inutile la molta esperienza dei secoli trascorsi.

Allo sguardo del filosofo e dello statista l'Europa offre grandiosi problemi da meditare; la Storia, consultata senza pregiudizii e con animo spassionato, ne aiuterà lo scioglimento.

Se la qualità dell'argomento che si tratta richiedesse talvolta una disamina imparziale di avvenimenti, ciò si farebbe solo perchè più incontrastabile ne emergesse la verità, produttiva di maggiori vantaggi. La luce si scorge meglio accanto all'ombra opaca, ed anche dal male sorge il bene con mirabile vicenda.

Non posso dire quanto mi sia grave e mi opprima l'animo il fare una critica qualunque, perocchè io sia per natura assai più proclive alla lode che al biasimo. Gli errori degli uomini mi fanno male, rammentandomi viemmeglio la debolezza comune. Ma dal peso odioso e disagiata di una critica, anche nobile e giusta, saprò tosto liberarmi, ricercando invece il modo più acconcio di iniziare un'epoca di più durevole ed universale prosperità.

Io mi sarei agevolmente taciuto, se il giornalismo e le altre pubblicazioni politiche avessero pur detto quello, che, da qualche tempo io meditavo. Ho aspettato invano. Non bastavano a rischiarare il tortuoso cammino la luce dei giornali, quantunque intensa, nè la sparsa dai molti scritti, che sulla vertenza d'Oriente si stamparono. Fra cui niuno, a mia saputa, la studiò compiutamente. Alcuni la considerarono sotto il rapporto religioso e politico, altri sotto il geografico e storico, pochissimi sotto il rapporto strategico. Molti poi (lasciando a chicchessia il proprio merito), e specialmente gli ultimi, mi pare che più o meno imperfettamente la trattassero.

anche ne' singoli rapporti. Inutile il dire quanto l'un l'altro si ripetessero. Ed io, abborrente da qualunque *plagio* (che è il più infame de' furti, derubando l'uomo nel più sublime lavoro quale è l'intellettuale), mi asterrò dallo scrivere ciò che da altri si disse, semprechè talvolta non si debba brevemente accennarlo, là dove più compiuta argomentazione lo richiegga.

Ma qui lo studio ha maggiore ampiezza, comprendendo eziandio molta parte d'Asia e d'Africa assoggettate alla supremazia civile dell'Europa.

Appena posato il piede sull'evo contemporaneo, naturale addentellato alla investigazione del futuro, mi farò a considerare la lotta avvenire fra l'Oriente e l'Occidente europeo, nelle più razionali probabilità, e sotto ogni rapporto possibile. Dall'Europa civile osserverò la Russia, dalla Russia l'Europa. Imiterò il numismatico, che guarda attentamente l'antica medaglia sotto amendue gli eserghi, per assegnarle l'età e la patria. Limitandosi a fare uno studio monco e parziale, fors'anche offuscato da spirito di setta, a mirare un solo esergo, l'effetto saria indubbiamente manchevole, nè guari vantaggioso. Come si possa vincere la Russia liberando l'Europa da ogni moscovita egemonia; come la Russia possa ingigantire e signoreggiare con potere tragrande e inudito; la quale, anche domata, come possa ristaurare la sua potenza altrove, senza danno dell'Europa; come questa elevarsi possa ad altissimo grado di forza e di vigoria materiale e civile, per cui resistere a qualunque più terribile nemico; ecco i problemi che sciogliere si vorrebbero. I quali essendo complessivi e comprendendo tante eventualità diversissime, accrescono la necessità di considerarli sotto ogni aspetto. Da sì varie combinazioni nuovi rapporti e nuova luce si spanderà sull'avvenire.

A raggiungere siffatto scopo si farà alcuna proposta di guerra, ideando qualche piano strategico nel modo che sembrasse più opportuno. E se ciò apparisse inaspettabile da uomo addetto ad arti pacifiche, io risponderei colle parole di un illustre scrittore moderno, Terenzio Mamiani: « . . . la scienza dell'armi non è
« tutta chiusa ed inaccessibile a chi s'astiene dal maneggiarle, ma
« vi ha alcune parti ove il naturale ingegno può penetrare assai
« dentro, e scorgere con sicurezza ciò che al buon capitano occorre
« d'imprendere e provvedere » (*). Qui si offriranno *progetti di*

(*) *Sritti politici di Terenzio Mamiani*, pag. 263, vol. un., Firenze, Felice Le-Monnier 1853.

guerra e di pace, di conquiste e di colonie in paesi ancora intemati, determinando all'emigrazione europea un novello ed utilissimo indirizzo; di grandiosi e talvolta giganteschi lavori di rapida comunicazione in contrade distantiissime, che è tanta parte della vita moderna, e tutto per facilitare lo scioglimento di quei problemi, ed aumentare il progresso della civilizzazione.

Vegga ognuno se abbia saputo cogliere nel segno, ed eseguire il compito gravissimo. E siccome, oggi più che mai, si è convinti che *nelle cose umane l'autorità è l'ultimo degli argomenti*, così basterà l'investigare se quelle proposte, giusta le condizioni che si supponevano, sieno eseguibili; e se in loro vece altre più attuabili, ed insieme più vantaggiose, si possano indicare.

In tanta vastità di ardui problemi, ogni angustia di setta sarebbe stata disagiata e funesta per l'acquisto della verità: lo spirito settario toglie o sminuisce al politico anche eminente la veduta libera dell'ampio orizzonte.

Laonde di leggieri si scorge che ogni *professione di fede politica*, oltre esser cosa vana e intempestiva, sarebbe qui affatto estranea ed inconcludente. Che importa il sentimento di un uomo privato, mentre si trattano sommi e gravissimi interessi della Società? Epperò chiunque credesse poterlo determinare dalla lettura di questo libro andrebbe senza dubbio errato. *L'imparzialità* è l'unica mia divisa, non difficile a seguirsi da chi è nuovo ad ogni vita pubblica, ed ha l'animo libero da politiche passioni. Solo l'amore della verità e del benessere d'Europa mi fanno parlare. L'intendimento finale di questo discorso (qualunque ne sia il valore), non è la vittoria di qualunque setta, ma il *trionfo della civiltà*, non di quella però tuttoggiorno sì profanamente invocata. A tanta altezza di scopo ogni altra cosa apparisce meschina e non paragonabile.

Mi sforzerò che il mio dire sia sgombro d'ogni strano gergo, e sempre temperato e moderato secondo giustizia. Spero che tale dovrà apparire a qualunque arcigno e severo giudice, nemico quale io mi sono d'ogni stolta improntitudine.

Ma, se, malgrado l'intenzione di essere equo ed imparziale osservatore, sembrasse a taluno, maligno interprete, che io mancassi al proposto assunto, protesterei con tutta l'energia di che sono capace, ne farei appello ad ogni sensato e gentil lettore, cui invitava a leggere un ragionamento, non una vana guerra di parole contro chicchessia.

Ai persecutori dell'uomo incolpevole, che agisce con fine gene-

roso, santo, magnanimo, ai vili calunniatori, ai crudeli vampiri dell'uomo, cui il pensiero dimagra e che medita il bene di tutti, io non farò parola d'imprecazione ! Che Iddio loro perdoni !

L'essere ~~im~~parziale impedisce ogni giustezza di ragionamento; non è l'abbandonarsi ad una vana passione che può far nascere la verità nel suo splendore.

Sul campo di battaglia, fra lo scoppio dei moschetti e il rimombo dei cannoni, fra il gemito dei feriti, il rantolo dei morienti e il grido della vittoria, l'uomo debb'essere animoso, ardente, indomabile, terribilmente appassionato. Nel gabinetto solitario, ove il silenzio non è interrotto che dal moto regolare del pendolo (inesorabile misura della vita che passa!), al pensatore che si apparta dal consorzio degli uomini, per meditare i destini dell'umanità, una sola passione è permessa, un solo affetto, il desiderio di conoscere il vero, e di manifestarlo pel miglior bene di tutti.

Tale protesta (pur troppo non inutile!) renderà assurda ogni contraria interpretazione; e si intende di farla qui per sempre.

II. Prima di offrire all'Europa verun progetto, fa mestieri veder brevemente se quanto s'intraprese fosse bastevole al grande assunto, e atto alle gravissime esigenze dell'epoca contemporanea. Prima di far parola dell'avvenire fa d'uopo riconoscere il passato e l'attualità, e ciò si ha in animo di fare in questo prodromo.

Caduta Sebastoli e spianata, l'esercito moscovita sconfitto, tutta la Tauride in potere degli alleati, qual sarebbe l'utilità di quella vittoria? Le tante spese, le molte vittime, i pericoli gravissimi si compenserebbero col *temporario dominio* del Taurico Chersoneso? Si disse *temporario*, perocchè la Russia forse non si acqueterebbe (o almeno non si dovrebbe acquetare) anche dopo la sconfitta; una guerra di onore nazionale e di religione si susciterebbe in tutto l'impero; l'accanimento e l'entusiasmo universali potrebbero, in parte, tener luogo di finanze e di eserciti regolari; altri prodigi si rivedrebbero. Dalla foce del Boristene al Mar Putrido nuovi corpi d'armata si concentrerebbero. Si farebbe ogni sforzo per rintuzzare l'energia del vincitore, contrastandogli ostinatamente la conquistata signoria. Un accampamento formidabile, in su di Cherson, di numeroso esercito nemico, potrebbe molestare in modo permanente gli alleati rendendone sempre precario il dominio.

Ma suppongasì che la conquista della Crimea si potesse a lungo conservare dall'esercito alleato, sempre vincitore. Io non saprei se

l'occupazione continua a mano armata (chè altramente non è pensabile, anche dopo conchiusa una pace), con forze considerabili, e sempre pronte a qualunque improvvisa sorpresa dell'inimico, se le ingenti spese di quell'esercito in piè di guerra in sì lontano paese, e a tempo indefinito, equivalessero incirca ai vantaggi di quella signoria.

La quale sarebbe veramente profittevole, se, di per sè, fossa atta ad ottenere lo scopo della spedizione, che è la difesa di Costantinopoli, e il dominio dell'Eusino tolto alla Russia.

Io dubiterei che questa volesse rinunciare almeno ad un *condominio* su quel mare, mantenendo sempre la signoria di mezzo il litorale dell'Eusino dalla foce Danubiana al sud di Poti. Niun'altra Potenza, in simili circostanze, accetterebbe la condizione umiliante di perdere ogni forza navale con sì vasta estensione di lito.

Ma se anche l'accettasse, essa lo farebbe solo per iscongiurare un pericolo più grave. Cessato il quale, ridiverrebbe ancor formidabile, usando modi di avveduta politica, e le ingenti forze di cui potrebbe disporre. Dunque per evitare una guerra lunga, disastrosa, e poco utile, anche dopo presa Sebastopoli, dovrebbero concedere alla Russia un *condominio* sull'Eusino. Più di questo parrebbe difficile di ottenere, essendo troppo grave avvvilimento all'onore nazionale della Russia.

Or bene, chi assicura la durata di quel condominio sempre uguale e inalterabile per tutte le Potenze? La Russia ha molti altri mezzi di grandezza, cui niuno sinora meditò, e che io accennerò a suo luogo (Capo secondo). Essa, alleata con gli Stati-Uniti di America, non potrebbe forse un dì comparire sull'Atlantico con una possente flotta fabbricata nei cantieri dell'opposta riva di New-York, e con marinai ivi addestrati? Così farebbe fronte anche sul mare alla Francia, e forse eziandio all'Inghilterra; e combattendo sul Baltico o sull'Atlantico, operando un'accorta diversione di forze, tentare il riacquisto della Tauride e la signoria dell'Eusino.

E posto che ciò non si effettuasse, la Russia ha in suo potere ben altro modo per costringere l'Anglo-Francia ad abbandonare, sebben vittoriosa, la Tauride. Ed è l'invadere con possente esercito gli estremi confini orientali della Bulgaria sul Danubio, con isforzo improvviso e ben combinato. Nè l'Anglo-Francia e la Turchia sariano guarentite dal trattato del *due dicembre*; in cui trattandosi dei soli Principati e della loro difesa, è naturale che quest'obbligo dell'Austria non possa estendersi ad altre provincie. Si opererebbe

così a danno degli alleati una singolare diversione. La quale sarebbe forse in qualche modo vantaggiosa alla Russia anche sconfitta, potendo, quando si presentasse l'opportunità, ripetere gli stessi tentativi, mentre, con altri eserciti dal Dnieper al Don combatterebbe energicamente l'inimico.

Epperò se l'Anglo-Francia fosse in qualunque modo costretta, anche dopo la vittoria, a sloggiare dalla Crimea, quale utilità sarebbe ritratta da una spedizione sì dispendiosa ed arrisicata? Non potrebbe il Russo, quando volesse, ricuperare le ruine di Sebastopoli (come fece di Bomarsund), e ricostruendola più ampia e più forte, rinnovare la terribile questione?

Una Potenza smisurata come la Russia non si doma coll'abbatterle una fortezza, contestarle il dominio di un *lago* (chè tale può dirsi l'Eusino), ed occuparle un *lembo di terra*! E se non si volesse domarla, a che fare la guerra? Le *mezze misure* sono talfiata utili in politica, ma non in istratègia; le *mezze spedizioni* rovinano la causa che si vuole sostenere, e costringono a bramar la pace prima di aver compita la guerra (Veggasi la nota a pag. 48).

Laonde una pace anche *onorevole* con la Russia lascia le cose in istato non isfavorevole a lei *anche perdente*. Sono inette a domarne la forza e la energia una fortezza abbattuta che da altra ricostrutta può essere dovunque e quandochessia surrogata; la distruzione di una flotta, che può spingere la Russia a procurarsene un'altra migliore dall'America, la perdita di un po' di sponda sull'Eusino, ed anche quella del dominio esclusivo in quel mare. Si suppone così la massima sconfitta della Russia, e la più gran vittoria dell'Anglo-Francia. I quali danni, se a qualunque Stato parrebbero gravissimi, per la Russia saranno non difficilmente medicabili. Già si osservava che ella potrebbe per la via continentale, ammaestrata dai passati errori, minacciare quandochessia l'esistenza della Turchia con maggiore accorgimento del passato. Il che non si farebbe se non dopo trascorso un dato tempo, quando ella avesse compiuti alcuni lavori utilissimi (veggasi più sotto — III, 4° — e IV.), e l'Europa volgesse l'attenzione ad altri eventi che tutta ne occupassero l'attività. Forse si saprebbero suscitare in più luoghi avvenimenti gravissimi e pericolosi, sì da permettere alla Russia un ristauramento di possanza inaspettato.

Ma la Russia possiede mezzi grandiosi per raggiungere un'altezza di potere quasi incredibile. Tutti volgono lo sguardo all'Eusino, e là si fermano col pensiero. Non basta: troppo meschina è tale ve-

duta, perocchè ~~que~~ può comprendere una vastità inudita con mezzi finora non osservati e trascurati. — Ciò sarà altrove ampiamente dimostro (Capo secondo. — *Della futura grandezza della Russia*).

III. Non può negarsi potere la Russia tutto quello che qui si accennava. Ed assai più avrebbe potuto fare, se avesse saputo. Il che si farà chiaramente palese, esaminando gli errori principali della Russia nella lotta presente.

Se alcuni degli errori dell'Anglo-Francia attrassero l'attenzione universale, a quei della Russia non si pose guari mente.

1° L'aver costrutte fortezze lungo l'Eusino, il Baltico, la Vistola, non che in Armenia, sulla sponda del Mar Bianco e dell'Oceano Pacifico, fu gran senna, ma non bastava al gigantesco assunto della Russia. La quale, coi tanti mezzi, che erano in sua mano, avria potuto, con accorta previdenza, rendere le sue flotte quasi paragonabili alle inimiche, o almeno non così inferiori, chiamando a sè, con premi e generose protezioni, i più abili artefici d'Europa. Allora alla Turchia ed all'Anglo-Francia sarebbe stata assai più tremenda e pericolosa una guerra contro il Moscovita.

2° Fu dannoso errore, quando, al ritirarsi di Mentzichoff dalla Corte Ottomana, non ebbe la Russia pronto un forte esercito al Pruth, che improvviso e rapido si avanzasse, oltrepassasse il Danubio, ed anche i Balcani, senza inutili fermate, senza ascoltare proteste nè minacce di sorta. Così probabilmente avvicinato alla capitale, forse se ne sarebbe, con ardito colpo di mano, impadronito, prima che il Turco avesse potuto concentrare le sue forze, chiamate alle armi nuove truppe, ricevute le ausiliarie dei regni vassalli e tributari, ristaurate le finanze con prestiti all'Estero, e prima che Francia ed Inghilterra l'aintassero con danari, flotte e soldati. La Russia avrebbe raggiunto il bramato scopo, senza perder tempo, nè lasciarne tanto all'inimico per le difese e le offese.

Ma la Russia voleva che la Porta le intimasse la guerra, desiderando farla in guisa da parervi quasi costretta. Era un inganno impossibile; era una politica inefficace quella che si appoggiava a sì lunghe aspettative, che permetteva al Turco di difendersi, ed all'Anglo-Francia di secolui allearsi.

Bisognava piombare all'impensata sopra Costantinopoli a rapide giornate, imitando i sommi maestri dell'arte militare, come l'avvoltojo sulla vittima dall'alto designata; ogni altro modo inutile e periglioso.

3° Arrogì: volendo fare la guerra in modo da parervi forzata, e per fine religioso, la Russia dovea concentrare in Bessarabia un esercito più numeroso, e per lo meno il doppio di quello che vi spedì; in generale, tanto più forte quanto più lunga l'aspettativa. Allora Omer. Bascià non avrebbe potuto resistere a forze numeriche tanto superiori, e le sue truppe, quantunque valorose e ben dirette, sarebbero state oppresse e vinte, prima che l'Anglo-Francia per mare e per terra vi accorresse in aiuto.

4° Non essendovi impero più vasto del moscovita, non havvi in alcuno, come in quello, maggiore e più urgente bisogno di sminuirne le sconfinite distanze, congiungendo le estremità ai varii centri, e questi fra loro avvicinando per mezzo delle ferrovie celeri e dell'elettro-telegrafia.

Nei molti anni di pace trascorsa, poteva la Russia, imitando saggiamente l'Inghilterra e l'Unione Americana, prevalersi subito di quelle meravigliose invenzioni, compiendo assai prima le linee, appena incominciate, da Pietroburgo a Mosca ed a Varsavia. Avvicinare il Mar Baltico all'Eusino, unire Odessa e Varsavia, Cronstad e Sebastopoli.

IV. Varii esser potevano i modi di esecuzione. Ma il più agevole per colpire prontamente Costantinopoli era il seguente. Costrutta, in epoca anteriore, la ferrovia da Pietroburgo a Mosca, proseguirla celeremente a Chiev, Odessa, Chilia. La capitale russa e la ottomana sarebbonsi grandemente approssimate. Non si doveva inoltre trascurare la costruzione di altra ferrovia da Odessa a Perecop, come da Varsavia a Cronstad. Così, dalle più nordiche regioni potevasi rapidamente concentrare nelle meridionali tre o quattrocento mila uomini con armi e bagaglio guerresco. Dalla Vistola al Danubio facile il trasporto; di là a Costantinopoli più agevole e pronto il passo, quando niun precedente avviso di guerra si fosse dato, o fatto sapere in via ufficiale solo quando era impossibile il celarlo.

Dal vantaggio che l'amministrazione militare della Russia si disse aver ritratto dalla ferrovia attuata fra le due Capitali dell'impero, è facile il dedurne ogni altro che dal compiuto sistema risulterebbe.

Alla costruzione delle ferrovie essendo rispondente l'elettro-telegrafia, linee telegrafiche da Pietroburgo, a Odessa, Chilia e Sebastopoli doveansi immediatamente stabilire, non aspettando l'esempio di quasi tutta l'Europa. La linea da Pietroburgo a Berlino era insufficiente.

L'utilità di siffatto progetto appare sì manifesta, che sembra quasi

incredibile come non si effettuasse in Russia nelle indicate proporzioni.

Ciò che è più rimarchevole si è che essa avrebbe potuto in quel modo prepararsi ad una grande guerra, e più, ad una quasi sicura conquista di Costantinopoli, senza che l'accorta diplomazia se ne avesse. Od anche avntone sospetto, non avria potuto impedire que' lavori, nè tampoco muover lamenti; chè la Russia avrebbe fatto presso di sè quello che gli altri Stati facevano nel loro interno.

V. Il bisogno di ferrovie celeri e di elettro-telegrafi, nel moderno sistema di guerra, è universalmente sentito. Infatti gli Anglo-Francesi stabilivano in Crimea la costruzione di una ferrovia, e di un telegrafo sottomarino dalla sponda Bulgarica alla Taurica. I Russi, che tanto fecero per concentrare un esercito in Crimea, a marcie forzate, lungo strade spesso incommode, e rese dal verno quasi impraticabili, che cosa avrebbero fatto se le linee di ferrovie ed elettro-telegrafiche suddescritte fossero state compiute prima della guerra?

Posto anche che al Russo fosse mancato l'ardimento, l'abilità, o l'occasione per occupare rapidamente Costantinopoli, altri prosperi effetti avrebbe in quel modo indubbiamente ottenuto. Tra cui mi limito ad accennare il seguente. O la spedizione in Crimea non sarebbe stata fatta, essendo maggiori i pericoli, e Sebastopoli e la signoria dell'Eusino non sarebbero mai state minacciate: o, se, malgrado le cresciute difficoltà, si faceva nondimeno quella spedizione, ed i centrentamila alleati, sarebbero stati, se non vinti, schiacciati da tre e forse quattrocentomila Russi ivi agevolmente trasferiti e concentrati.

Sarebbe lungo l'enumerare i prodigi che il Russo avrebbe fatto, eseguendo quel progetto, il risparmio di uomini, di tempo, di danaro, e più, con quasi certezza di vittoria. Il Governo moscovita, per mezzo dell'elettro-telegrafo, avrebbe all'istante saputo ciò che accadeva sul Baltico e sull'Eusino, a Cronstad e a Sebastopoli, al Danubio, al Caucaso, ed in Armenia; a tutto prontamente provveduto coi celeri mezzi del vapore. Avrebbe moltiplicate le sue forze, ed un milione di soldati eseguito quello che a stento e più lentamente avrebbero forse due milioni potuto operare. Per tal modo il gigante, quasi onnipossente ed onniveggente, avrebbe risposto prontamente a qualunque offesa, con eguale energia e forze anche maggiori, nei luoghi più strategici dell'immane suo territorio. I miracoli della moderna civiltà sarebbero divenuti, in potere del Russo, mezzi efficacissimi di offesa e di difesa, invincibili contro l'Europa.

Allora il secolare progetto dell'occupazione di Costantinopoli compiuto, l'erede del trono di Pietro il Grande e di Caterina II sarebbero dimostro loro degno successore.

Tutto questo poteva operarsi dalla Russia, e non si fece.

VI. Malgrado la evidente insufficienza della spedizione Taurica, la vittoria, col suo prestigio, farebbe subito obbliare gli errori di un passato disagiata. Non si penserebbe forse se il vincere fosse poco efficace per gli Alleati; se poco utile, o difficile, il ritenere il conquistato; se più o men dannoso l'abbandonarlo; se il nemico, riparatosi della sconfitta, alla abbattuta fortezza altra sostituisse; se, ad onta della perdita signoria sull'Eusino, ei si mostrasse sul Danubio sempre formidabile.

L'esito felice, qui, come dappertutto, giustificerebbe ogni cosa: la vittoria asconderebbe gli errori del piano strategico, o della precedente esecuzione della guerra, col suo luminoso ammanto. Il ritorno dell'armata vincitrice da Sebastopoli alla Capitale Ottomana, a Parigi, a Londra sarebbe una passeggiata trionfale.

Le forze anglo-francesi si videro insufficienti in Crimea; si sguerirono perciò le frontiere turche delle migliori truppe colà spedite. Perchè si trascurava il piano, da altri proposto, di spedire al Caucaso un corpo d'armata per la via di terra o di mare? Dal nord dell'Abasside, accordandosi coi valorosi Circassi per uno scambievole aiuto, si entrerebbe in Crimea per l'istmo, o per le supposte vie ne' bassi fondi del mare Putrido.

E per rendere più decisiva e pronta la campagna nella Tauride, essendo l'Austria e Lamagna (o parte di questa) vere alleate dell'Anglo-Francia e della Turchia, non potrebbero agire nel modo seguente?

Con un forte corpo d'armata entrare improvvisamente dalla Galizia in Podolia, o dalla Moldavia in Bessarabia, e percorsa la provincia di Nicolaev, passato il Dnieper, gettarsi rapidamente nella Tauride e sfolgorare l'esercito Russo alle spalle, mentre dall'opposta parte, con orrendo sforzo, lo batterebbe l'anglo-turco-francese.

Non pochi forse sarebbero gli ostacoli politici e militari, che renderebbero più difficile sì ardito progetto; ed io pure nol dissimulo. Ma, stabilita da quel lato l'invasione, sagaci evoluzioni si vorrebbero per giungere presto in Crimea, sbaragliando le truppe intermedie, e togliendo la ritirata all'esercito russo in sù quel di Perecop. Questo sarebbe lo scopo principale della ristaurata spedizione. La flotta anglo-francese, costeggiando la sponda Eusina, approvig-

gionerebbe l'esercito austriaco, o federale germanico, di ciò che, nella sua marcia abbisognasse in mezzo alle steppe ed alle solitudini moscovite.

VII. E qui, invece del piano eseguito dagli alleati, vado immaginando se altro più adatto potevasi compiere, con lo stesso fine della *distruzione di Sebastopoli*.

Sembrami fosse modo più sicuro il continuare la splendida serie delle vittorie riportate da Omer bascià. Guarentita la difesa, prendere l'offensiva: forzato il passo del Danubio e del Pruth, scagliarsi in Bessarabia, rincacciare, con incessanti sforzi il Russo al di là del Dniester. Acherman e Odessa sono vicine; l'esercito avrebbe battuto la cittadella dal lato di terra, mentre dall'altro, la flotta l'avrebbe tremendamente bombardata. Presa Odessa, e spianate le sue qualsiasi fortificazioni, un'avveduta ed instancabile attività avrebbe deciso del resto della campagna.

Intanto la vittoria avrebbe prodotta l'alleanza effettiva dell'Austria, e poi forse della Prussia, meglio d'ogni mezzo solamente diplomatico, evitando eccessive lungherie. Almeno l'Austria non sarebbe forse ricusata dall'unire le sue truppe alle anglo-francesi, per approfittare delle conseguenze della vittoria.

In ogni modo, l'esercito alleato, giunto a Odessa, avrebbe marciato sino al Dnieper. La flotta, dopo aver posto il blocco a tutti i porti russi, costeggiando, con parte delle sue navi, la sponda marina dalla foce danubiana alla Tauride, l'avrebbe approvvigionato, stando pronta ad ogni evento. Combattendo sempre, sfolgorando l'inimico senza mai dargli posa, avanzandosi sempre a grandi giornate, forzare il passo del Dniester e giungere nella Tauride. La velocità delle marcie degli alleati e le sconfitte dell'inimico, avrebbero a questo tolto il modo e il tempo di concentrarvisi con forte esercito. Dalla sponda sinistra del Dnieper a Perecop breve è il passo. Allora, fatti i dovuti apparecchi, e non trascurata l'altra via supposta nei bassi fondi del mar Putrido, si sorprendeva Sebastopoli con l'immenso prestigio delle vittorie precedenti, dando un assalto generale della fortezza, la quale, senza molte truppe nell'interno, e senza l'aiuto di un esercito accampato sotto le sue mura, chiuse tutte le vie di comunicazione col Continente, non che quelle di mare dalla flotta alleata, saria stata terribilmente bloccata e in breve tempo costretta a cadere. E se qui si suppone l'esercito anglo-galloturco sempre vittorioso nelle grandi battaglie in aperta campagna, lo si fa con giusto motivo, e coll'appoggio della storia passata e

contemporanea. Il valore del soldato dell'Europa civile non è paragonabile a quello del milite russo, il quale è uno schiavo della gleba armato di fucile; è difficile scernere il polacco, disseminato fra un milione di baionette. La vittoria ha sempre ricompensato il valore dei soldati di Napoleone, anche nel 1812, che, perdendo la campagna, vincevano però in ogni battaglia; e quello dei Turchi testè lungo il Danubio, e degli Anglo-Francesi ad Alma e ad Inkermann.

Ciò prova che la perdita finale della campagna contro la Russia non si originò mai dal maggior valore dei soldati di questa, ma da fortune e funeste circostanze, e più da errori di tattica e di strategia.

Di questi insegnamenti cui la storia, da Carlo XII di Svezia sino ad oggi, somministra, è grande saggezza l'approfittare.

VIII. Si discute, si adotta un piano di guerra; non passano otto o dieci giorni, che tutto il mondo civile per mezzo dei giornali ne è compiutamente istruito. Intanto, da quelle pubblicazioni all'eseguimento, trascorre un dato tempo, nel quale l'inimico, fatto conscio in tanti modi delle intenzioni e dei progetti divisati, si premunisce, accorre pronto, si fortifica e concentra truppe nei luoghi più minacciati.

I giornali fanno così involontariamente la vece degli esploratori nemici!

Determinata la spedizione in Crimea, e quelli si affrettavano a darne presto i più minuti ragguagli; non solo le forze impiegate, ma il tempo, il modo, tutto insomma si faceva conoscere.

Il Russo accorto ascoltava e provvedeva: rimediava in parte ai fatti errori, accrescendo i mezzi di difesa e, prolungando le incertezze con astuti negoziati di pace, preparava una resistenza inaspettata.

Ma — si dirà — in qual guisa impedire siffatte pubblicazioni ne' paesi ove la stampa è libera?

Non basta che qualche giornale si sforzi di far tacere gli altri, che qualche voce autorevole persuada il silenzio; fa d'uopo che i Governi lo comandino sotto gravi pene non al giornalismo, ma ai direttori di quelle militari spedizioni, non che agli ufficiali minori. O almeno, non potendosi ottenere un segreto affidato a tante persone, che tutto sia noto fuori dei piani strategici, prima della loro esecuzione. Ciò è tanto ragionevole da non potersi da veruno disapprovare. Allora l'ignoto non potrà publicarsi.

Coll'agire, a poco a poco, sulla pubblica opinione, sarebbe in avvenire dichiarato reo di *lesa patria* e degno del comune dispre-

gio, chiunque ardisse di stoltamente pubblicare le intenzioni politiche e militari, che star debbono nascose. Epperò si farebbe un appello solenne alla saggezza ed alla maturità civile del popolo.

E veramente, se Alessandro, Annibale, Scipione, Cesare, Montecuccoli, Eugenio di Savoia, Nelson, Buonaparte e gli altri sommi maestri dell'arte della guerra, avessero permessa la pubblicazione dei loro piani strategici prima di eseguirli, quante volte, malgrado il loro genio, avrebbero vinto? Gran parte della vittoria dipende non solo dalla acconcia rapidità dei movimenti e dal comparire più o meno improvviso, ma dall'incertezza, in cui ponesi l'inimico, delle proprie mire, con isvariati stratagemmi; se esso sa tutto, o molta parte di ciò che vuol farsi, di quanto si agevola il vincere?

Il proporre nuovi piani di guerra e di pace, o il far la critica del passato in un libro è cosa assai diversa che in un giornale, quando l'autore parli in nome proprio e non pubblichi le intenzioni altrui. E se, per singolare fortuna, qualche sua osservazione fosse dall'alta politica quandochessia adottata, non si dovrebbe sapere se non quando ne fosse compiuto l'eseguitamento? *esecuzione.*

IX. Gli errori commessi nell'eseguitamento della guerra contro la Russia si riconobbero dalla saggia e possente Inghilterra; ma era ancor più necessario il discutere se il *piano generale* di essa fosse veramente razionale ed efficace. Da ciò molto bene o molto male poteva nascere se si faceva ovvero si trascurava.

Epperò un' accurata revisione del *piano strategico* poteva cagionare molta utilità pel proseguimento più acconcio della guerra, e per la vittoria più definitiva.

Intanto credo di non fare cosa inutile l'offrire un mio progetto strategico, restauratore di più vasta campagna contro la Russia, con vero profitto dell'Europa civile e di più reale equilibrio politico.

Gli uomini dell'arte giudicheranno se bene o male mi apponessi.

Poscia descriverò lo spettacolo avvenire della possibile grandezza della Russia; la quale, studiata nella sconfitta, si mostrerà nello stato di altissima egemonia, e di utile restaurazione. Da ultimo, tratterò gli interessi dell'Europa civile, proponendo, in una pace meglio fondata, nuovi mezzi per aumentare le sue ricchezze commerciali e industriali, la sua civiltà e supremazia. Così il grande edificio dell'Europa moderna sarà sotto i più opposti lati osservato.

La speranza di produrre alcuna utilità, attraendo una speciale attenzione, dove in gran parte niuna o quasi erasi posta, la persuasione di dire qualche cosa di nuovo, non che il credere van-

taggiosi alcuni progetti, mi spinsero a pubblicare quel che era scritto solo per privato esercizio.

Io sono persuaso che il risultato delle riflessioni, che formano questo libro, non abbisognerà, nella massima parte, di verun notevole cangiamento, cioè, che sarà all'Europa utilmente applicabile per molto tempo avvenire. Perocchè non solo sarà vero che la Russia poteva vincersi nel modo che indicherò, ma inoltre che essa potrà ingigantire terribilmente, come poscia si dimostra, e che finalmente molti de' proposti spedienti, usati in tempo e modo opportuni, arrecheranno all'Europa sommi vantaggi e quasi incredibili. Questo scritto assume quindi una missione nell'avvenire per *preparare* all'Europa tutta uno stato migliore e più consentaneo alle esigenze della civiltà.

Dirommi contento se anche *una sola* delle idee qui esposte sia apprezzata, se eziandio di *una sola* l'Europa, tosto o tardi si prevalga. Se ciò ottenessi, non potrei augurarmi una sorte più lieta ed invidiabile, vero compenso ad ogni critica ingiusta e maligna. Se i libri, che ogni giorno si stampano, annunciassero tutti una sola idea nuova ed efficace, quanta utilità ne avrebbe il mondo civile! E se tutti, sotto pena del pubblico dispregio, dovessero farlo, non isminuirebbe d'assai l'eccessivo lor numero?

Se anche questa speranza venisse meno, ed aumentasse il numero delle amare delusioni della vita, sarei soddisfatto se almeno avessi indicata, anche di lontano, una via novella e più utile da percorrere.

Volli che la logica fosse il mio antesignano, la prudenza il mio mentore, la verità, specialmente storica, il mio appoggio; abborrii da ogni dannosa o fantastica utopia, da ogni programma impossibile.

Qualunque errore, che qui si trovasse (e quale è l'opera umana che può dirsene esente?), sarebbe, io spero, scusato per la retta intenzione dell'autore, che è il maggior bene dell'universale.

Conobbi tutta la difficoltà di favellare di cose politiche, con saggezza, moderazione ed imparzialità, in tanto moto di affetti e di passioni opposte. Ma se il discutere pubblicamente i grandi interessi sociali agevola la scelta dell'opportuno, il silenzio non sarebbe stato sì profittevole come l'uso razionale del linguaggio.

Ogni pensatore faccia quello che può; se ognuno portasse al maestoso monumento sociale la sua pietra, la civiltà crescerebbe a dismisura!

Piacenza, addì 20 marzo 1855.

Nota alla pagina 9.

Havvi modo (cui la maggioranza dei giornali indicava) per affievolire la potenza Russa nell'Eusino, senza offenderne l'integrità territoriale. Esso consiste nello stabilire in quel mare una ragguardevole flotta anglo-francese, e nell'occupare e rafforzare i luoghi più strategici della spiaggia Ottomana. E siccome niuno potrebbe impedire che Sinope (ad esempio) divenisse un'altra Sebastopoli, che il suo porto si fortificasse ed una squadra vi stanziasse, perciò chiara apparisce l'inutilità di quanto segue :

1. Di stipulare col Russo la costruzione di siffatte opere sull'Eusino, mentre si possono e si debbono fare senza di lui e del suo consenso ;

2. Di una spedizione in Crimea che solo si limitasse allo stabilimento di quelle opere strategiche, le quali senza di essa potevansi ugualmente compiere.

DI UN AVVENIRE
DELL'EUROPA

Pensieri e Proposte

CAPO PRIMO

LA GUERRA E LA RUSSIA VINTA.

I. La storia fatta base del ragionamento ; Napoleone il grande e la guerra del 1812 contro la Russia. — II. Requisiti essenziali per preparare la *gran guerra* contro la Russia; Coalizione Europea e suo esercito. — III. Modi più acconci per istabilire una siffatta coalizione. Della Prussia. — IV. Della Baviera; del Belgio; dell'Olanda; della Danimarca; de'piccoli principati della Germania. — V. Della Svezia. — VI. Proclamata ricostituzione del reame Polacco. — VII. Impedita l'alleanza degli Stati Uniti d'America con la Russia. — VIII. Si accenna il *nuovo piano di guerra*, che si offre all'Europa civile. — IX. Sue condizioni essenziali. — X. Da Memel a Pietroburgo. — XI. Marcia dell'esercito svedese, o suo trasporto marittimo; un'osservazione. Si tracciano linee telegrafiche destinate al servizio dell'armata della lega. — XII. Cronstad e Sveaborgo; assoggettamento della Finlandia e di altre provincie sulle sponde della Duna; di altro corpo d'armata che dalla Gallizia si avvanzi sino al Dnieper. — XIII. Da Pietroburgo a Mosca. — XIV. Convenienze del piano di guerra proposto. — XV. Necessità di render durevoli gli effetti della vittoria con la perpetua occupazione; di una divisione della Russia conquistata. — XVI. Nuovi confini della Polonia ricostituita ed ampliata. — XVII. Confini della Svezia accresciuta di territorio. — XVIII. La Russia Centrale. — XIX. Assegnamenti territoriali all'Austria. — XX. Conseguenze della progettata conquista. — XXI. Si accennano alcune obiezioni, cui si risponde. — XXII. Utilità e necessità di uno studio imparziale e completo della gran questione fra l'Occidente e l'Oriente Europeo.

I. Alcune preliminari riflessioni si richiegono, prima di descrivere quale possa essere la più efficace maniera di guerreggiare la Russia, con esito stabile e decisivo.

La storia illuminerà il cammino, quasi a guisa della colonna di fuoco, che nel deserto guidava l'errante popolo d'Israele. Il passato è scorta all'avvenire.

Napoleone il Grande, quando nel 1812 combattè la Russia, fece di gravi errori, alle cui tristi conseguenze lo straordinario suo genio avria certamente riparato, se la fortuna invidiosa non lo avesse colpito con fuoco e con gelo spaventevoli. Quel sommo intelletto errava 1.° incominciando la guerra in troppo avanzata stagione; 2.° rivolgendosi prima a Mosca che a Pietroburgo; 3.° intraprendendo una campagna solamente continentale, mentre esser dovea anche marittima. E se l'Inghilterra era forte sul mare, al più gran potentato di Europa, in dieci anni di precedente dominio, non era difficile ristaurare la marina della Francia. — 4.° Non ricostruendo il Regno di Polonia, che sarebbegli stato un valido appoggio, anche nell'ipotesi sinistra di una ritirata.

Ammaestrati noi dagli errori, e più dalle sventure, di quel grandissimo, ce ne approfitteremo per formare un piano strategico, che abbia tutte le condizioni necessarie: cioè, che sia agevole nella esecuzione e vantaggioso negli effetti, che l'utilità risponda davvero ai sacrificii fatti per compierlo, che la sicurezza dell'Europa civile ne sia tutelata, il vero politico equilibrio mantenuto e rispettato per l'avvenire, e la civiltà su larghe basi rafferma, arra di più bella e gloriosa pace, non anco concessa ai travagliati popoli europei.

II. Primamente debbesi stabilire qual cardine del futuro ragionamento, e come pronunciato politico e strategico, che, per liberare l'Europa dall'egemonia russa, rendere profittevole la vittoria e duratura la pace, non bastano i mezzi usati finora, nè la caduta di Sebastopoli, nè altri di somiglievol natura. Ma grandi sforzi si richiegono di truppe e di danaro, usati in più vasta proporzione e molta costanza, perocchè non solo la sua potenza, ma l'immane sua estensione accresce le difficoltà, lorchè si voglia con sicuro esito combatterla.

Questa verità fu ben conosciuta da Napoleone I, quando moveva contro di lei un esercito di circa un milione di uomini.

E sembra che questa massima possa approvarsi dall'universale, perocchè siasi parlato di guerra *piccola* e *grande* contro la Russia.

Ma come eseguire questa gran guerra? Quale sarà il piano strategico più opportuno ed efficace?

Prima di rispondere direttamente a questa domanda fa mestieri indicare in qual modo dovrebbe prepararsi una guerra siffatta.

Si richiedono: 1 *un armamento generale*; 2 *una coalizione europea*: — quello presuppone questa.

Giammai l'Europa, per eseguire una qualsiasi colossale spedizione militare, non potè, in breve tempo, agglomerare tante forze come ora può fare.

Nell'ultima pace, più che trentenne, si armò in modo gigantesco, inudito. Enormi eserciti stanziati guarentirono quella pace e l'equilibrio europeo. La statistica più recente ed esatta è là per dirci che circa *tre milioni* di uomini si mantengono dall'Europa attuale sulle armi; un milione la Russia, due gli altri Stati. La Francia ha sulle armi *quattrocento mila* soldati; *centomila* l'Inghilterra. La Svezia circa *novantamila*; e nella mediana Europa, la Prussia, l'Austria e la Baviera hanno una forza di più di *settecento mila* uomini. Cui se si aggiungano tutti gli altri Stati Germanici si ottiene la cifra di circa *ottocentomila*. Vero è che il contingente federale della Germania forma una somma assai minore, ma quando Austria, Prussia e Baviera agissero come alleate, si otterrebbe già una forza prepotente. *Centoventimila* hanno la Spagna; *centomila* Napoli, *quarantamila* il Piemonte, e va dicendo. E tutto ciò, ripeto, in tempo di pace. Epperò, per sottostare alle esigenze di questa gran guerra, sarebbe agevole all'Europa coalizzata l'aumentare la cifra di un altro mezzo milione; che, ripartito su d'ogni singolo Stato in proporzione delle sue forze, si otterrebbe senza accrescere gran fatto il numero dei sacrificii.

Questi due milioni e mezzo si impiegherebbero dall'Europa, parte nella grandiosa e definitiva spedizione contro la Russia, parte in un forte corpo di riserva, e parte nel mantenere l'ordine, la quiete, e la sicurezza nei singoli Stati.

III. Una coalizione generale è, ad evidenza, l'unico modo di liberare l'Europa per sempre dalla invaditrice potenza moscovita, e dal fatale incubo della sua influenza. Una grande spedizione nella miglior parte dell'Impero è l'unico mezzo per giungere all'intento. I varii governi alleati fra di loro, con esercito, che ascenderebbe a più di un milione di uomini, e la più formidabile flotta che solcasse mai onda marina, non potrebbero indubbiare l'esito trionfale.

In qual guisa formare una coalizione europea?

Che Francia, Inghilterra, ed Austria siano alleate, o che tali possano dirsi, che l'esempio del Piemonte sia profittevole alla gran causa e seguito dai minori Stati. Quando la Prussia si avvicinasse loro, il peso della bilancia politica trarrebbe seco le altre Potenze. In qual modo indurla ad una effettiva alleanza austro-occidentale? L'unico spediente è interessarla grandemente ad una siffatta alleanza, essendo il *torna-conto* un' immanchevole spinta in ogni umana operazione.

Ricostruendo il regno Polacco nel modo che altrove si indicherà la Vistola, da Thorn alla foce, sarebbe l'estremo limite orientale della Prussia. Alla quale, e per compenso di quella cessione territoriale, e per raffermarla vieppiù in una leale unione coll' Occidente, si guarentirebbe l'annessione dei tanti piccoli principati che la tramezzano, e dividono il Brandeburgo dalle provincie Renane, con danni gravissimi politici, strategici e commerciali del reame. Così la Prussia formerebbe un gran corpo continuo e compatto, estendendosi dall'est all'ovest dalla Vistola e dall'Oder al Reno ed alla Mosa, e dal nord al sud dal mar Baltico sino alla gran catena Ercinia. Posta ne' suoi naturali confini, senza le molteplici interruzioni, e le strane irregolarità territoriali, che oggi tanto la indeboliscono, acquisterebbe novella vigoria. Que' limiti geografici sarebbero anche possenti linee strategiche, che non potrebbero essere di leggieri minacciate. È inutile il distendersi a provare i profittevoli effetti che da questa grande modificazione territoriale alla Prussia deriverebbe; essi appaiono evidenti.

Allora l'opera di Federico II sarebbe compiuta, e la Prussia ingagliardita vedrebbe un avvenire più splendido.

Ciò dovrebbe stipularsi con ispeciali trattati, e con certezza assicurarsi alla Prussia, se ben meritasse dell' Europa civile; senza dubbio, in quell' ipotesi, farebbe con lei causa comune. Perocchè la Russia non potrebbe mai produrle tanto vantaggio, quanto gliene deriverebbe dall'eseguimento di quella promessa.

L' Europa austro-occidentale sarebbe, in tal guisa, sicura dell' alleanza prussiana: ogni altro modo potrebb' essere causa di inganni o delusioni pregiudizievoli.

IV. E qui, a mo' di breve intramessa, mi sia lecito parlare anche della Baviera, a cui si prometterebbe, dopo la guerra, l'unione degli Stati di Wurtemberg, di Baden, Darmstad sino al Meno, e di altri piccoli principati ivi esistenti, estendendosi sino alla foce della Mosella. Il rinnovato reame di Baviera sarebbe al nord di-

viso dalla Prussia, dal Reno, dalla Mosella e dai monti Gebirg; all'ovest, confinerebbe colla Francia, al sud con la Svizzera e col Tirolo sino all'Inn, od alle Alpi; all'est coll'Austria, da cui sarebbe divisa per mezzo del più orientale confluyente dell'Inn, e dai monti Boehmerwald. Epperò Inspruck e il suo territorio apparterebbe alla Baviera. Nei compensi (di cui si tratterà altrove) si terrebbe calcolo, per la giustizia, anche di queste minime cessioni di territorio.

Questa proposta si fa, non tanto perchè si creda necessaria per unire la Baviera all'Occidente, come per coordinare l'Europa mediana secondo la naturale sua conformazione, e renderla più forte contro la influenza della Russia. Tre grandi Stati comporrebbero la vera Germania: le sole città libere si manterrebbero nello stato primitivo. Unita, compatta, possente vedrebbe migliori destini. La Baviera abbastanza possente, sarebbe richiesta di alleanza da ambe le parti antagoniste; ella si starebbe nel giusto mezzo politico, quasi direi, come trovasi nel geografico.

Il Belgio, l'Olanda e la Danimarca si indurrebbero a far parte più attiva ed energica della grande coalizione europea per via di compensi territoriali utilissimi, e che, tosto o tardi, si dovrebbero stabilire anche senza l'ipotesi d'una coalizione, richiedendola la necessità e il vantaggio comune.

La provincia più occidentale del granducato di Lussemburgo, divisa in due parti quasi eguali, spetta al Belgio, l'altra all'Olanda, da cui è separata dal territorio belgico di Liegi, che vi tramezza. È incontrastabile l'utilità di un nuovo ordinamento più razionale. Il Lussemburgo apparterebbe interamente al Belgio; all'Olanda si amplierebbero i confini nord-est con porzione dell'Annover, col granducato di Oldenburgo sino alla linea del Weser. La parte meridionale dell'Annover sino all'Aller sarebbe assegnata alla Prussia.

La Danimarca, e meglio, il Iutland, sembra quasi che minacci di staccarsi dal continente europeo, tanto angusta e meschina ne apparisce l'unione. Al reame Danese sarebbe assegnata l'altra porzione dell'Annover e gran parte del Mechlemburgo; la linea dei laghi nello Strelitz segnerebbe il nuovo confine prussiano e danese, più strategico e naturale. E ciò sotto le condizioni che la Danimarca facesse parte attiva della coalizione, e rinunciasse per sempre ad ogni diritto di passaggio nel Sund.

Scomparsi i piccoli principati della Germania, la nuova unità, cui assumerebbe, renderebbe impossibile qualunque straniera ege-

monia. L'equilibrio politico in Alemagna avrebbe allora un sicuro e stabile fondamento in se stesso. Niuno grave turbamento potrebbe succedere per siffatti cangiamenti; chè il popolo alemanno ne starebbe assai contento, avvantaggiando in prosperità con più razionale ed unitario assetto.

Ed invero, la veduta di quei tanti sminuzzamenti territoriali, che si nobilitarono con nomi principeschi, mi suscitò l'immagine di una pioggia meteorica di *bolidi*, caduta dagli spazii planetarii sul suolo germanico!

A que' deboli principi spodestati, avanzo dell'evo medio e della defunta feudalità e strano anacronismo, io proporrò altrove (Capo terzo) tali compensi da indennizzarli larghissimamente, ed anzi magnificamente, della perdita delle loro signorie. La quale (non si può dissimulare), tardi o tosto, dovrebbe essere effettuata dalle grandi Potenze Alemanne, per l'interesse loro e della Germania, e certo senza que' compensi veramente desiderabili.

V. Una guerra contro la Russia in Crimea era per la Svezia troppo lontana nè poteva guari interessarla. Una guerra della Svezia contro la Russia in Finlandia per operare una diversione a pro della Lega era impresa arrisicata ed insequibile per le deboli forze al paragone delle moscovite. Una guerra marittimo-terrestre della gran Lega nella Russia Baltica, quale si proporrà, le sarebbe sommamente profittevole. La Svezia non tarderebbe ad unirsi all'Europa occidentale e mediana col garantirle il possesso della Finlandia.

La natura di questo ragionamento richiede che si parli altrove dei migliori mezzi per istringere e rafforzare nella grande coalizione la Grecia, il Piemonte, Napoli, Portogallo e Spagna con utile incredibile dell'universale (Capo terzo). Gli altri pochi e piccoli Stati, la cui unione sarebbe quasi insignificante, o si farebbero pedissequi a sì possente alleanza, o la loro neutralità, rendendoli solitarii nella gran lotta europea, li priverebbe de' vantaggiosi effetti conseguenti.

VI. Stabilita su queste solide basi la europea coalizione contro la Russia si proclamerebbe subito la ricostituzione del regno polacco, che farebbe parte nel nuovo diritto pubblico europeo, e sarebbe decisione immutabile. Avrebbero così un forte sostegno alle future militari operazioni in uno de' popoli più valorosi d'Europa. Il quale, se'altra volta salvò la civiltà pericolante sotto le mura di Vienna, saprebbe ora energicamente aiutarla. Ormai i pubblicisti più famosi ed i più sapienti uomini di Stato riconobbero la gravanza dell'er-

rore nella divisione della Polonia. Perocchè, lasciando stare il dovere di riconoscenza alla generosa patria dell'eroe *Sobieschi*, ben altri motivi di utilità soccorrono a volere restaurato quel reame. L'equilibrio europeo sarebbe rafforzato e guarentito, la Russia non minaccierebbe la Germania, incontrando nella Polonia, unita e ridonata alla sua vita nazionale, un ostacolo non superabile. Antemurale spaventevole il coraggio di un popolo valorosissimo! Il quale sarebbe la *miglior riserva* dell'esercito destinato alla grande intrapresa. Così una nobilissima riparazione politica e sociale diverrebbe la base cospicua della futura tattica e strategica.

Una causa iniziata con sì felici auspicii, ecciterebbe la simpatia e la cooperazione attiva di tutto il mondo civile, e dovrebbe compiersi col più luminoso trionfo ed una gloria davvero imperitura.

VII. Sebbene l'Unione Anglo-Americana si dichiarasse *neutrale*, aspirando eziandio ad essere quasi moderatrice di pace in Europa, pure la coalizione non potrebbe fidarsene. Sono troppo note le amichevoli relazioni fra quella Unione e la Russia. E' sarebbe essenziale cosa che i trattati commerciali esistenti fra quelle due potenze non divenissero anche politici. Il che si otterrebbe con que' modi che più acconci paressero alla saggia ed accorta Diplomazia. Anche di ciò si parlerà a suo luogo (Capo terzo XXIII). Preparata con avvedute operazioni politiche la guerra, evitato uno de' più gravi errori di Napoleone, veggansi ora i mezzi più adatti per compierla.

VIII. Il *progetto strategico*, che offro all'Europa civile, è *continentale e marittimo*, ed è, a parer mio, l'unico, che possa reggere a qualunque contraria obbiezione ed al confronto con qualsiasi altro piano.

Con un milione circa di agguerriti soldati, numero assai più facile oggi che ai tempi del primo Napoleone, concentrarsi, non lungo la Vistola, ma ai confini più orientali della Prussia, sulla sponda destra del Niemen. Invadere le provincie Baltiche dell'impero, marciare con la massima rapidità, sfolgerando qualunque armata nemica si opponesse, alla volta di Pietroburgo. Ed eccone le varie modalità, e le condizion' essenziali per l'esito più fortunato.

IX. 1° La guerra dovrebbe incominciarsi sul primo entrante della primavera, sì che al finire dell'autunno di quell'anno, la campagna fosse già in modo soddisfacente condotta, evitando l'opposto errore napoleonico.

2° Per isfuggire ad ogni pericolo di mancanza di vettovaglie,

di munizioni, e va dicendo, l'esercito alleato, nella sua marcia, con alcuni dei suoi corpi, non si allontanerebbe dalla riva del Baltico. La formidabile flotta, padrona del Sund, recherebbe all'esercito di terra infiniti vantaggi, oltre l'aiuto tragarante che gli darebbe col blocco di quel mare, ed il bombardamento delle fortezze lungo la sponda.

L'armata navale e la terrestre sarebbero sempre fra loro comunicanti, per uniformare, quando credessero all'uopo, le militari operazioni. Parecchie vaporiere pel servizio reciproco e pronto di amendue istituirebbero incessanti comunicazioni tra la flotta e il corpo più occidentale del grande esercito, da cui all'intera armata. Si stabilirebbe eziandio un sistema telegrafico aereo che ne facilitasse i modi.

Qui mi sorge una singolare idea, e quantunque possa essere da taluno derisa o disprezzata, io la dirò, persuaso che il saggio lettore approverà almeno la buona intenzione della proposta.

Non potrebbe attuarsi un *telegrafo elettrico mobile*, che seguisse nei loro movimenti, la flotta e il corpo dell'esercito che costeggia la riva? Non potrebbe usarsi un modo *analogo* a quello testè inventato dall'italiano *Bonelli*, senza fili, per le locomotive a vapore? È al signor Bonelli che dovrebbero chiedere se fosse possibile siffatta applicazione. Del resto, fra i tanti prodigi della scienza moderna, non può tale proposta apparire nè assurda nè ineseguibile.

3° Intimata la guerra alla Russia dall'Europa coalizzata, non dovrebbero dare ascolto a veruna proposta di concessioni, o transazioni politiche, o di armistizii, od anche di pace. Chè niuno ignora essere elleno scaltrezze, infinte, maneggi diplomatici per isminuire, disarmonizzare, o ritardare la grande alleanza, per rendere più tremende le difese, più giganteschi e pericolosi gli apparati. Lasciate in disparte le ambiguità, ed ogni lungheria, stabilita una volta la invasione, compierla con fermezza, rapidità e accorgimento, con vantaggio indescrivibile dell'universale.

X. Disposte in questa guisa le cose per la formazione dell'europea alleanza, e per la riunione del suo grand'esercito, lasciato a retroguardia un forte corpo d'armata presso la sponda destra della Vistola ed in Gallizia, il grosso dell'esercito eseguirebbe il seguente piano.

Passato il Niemen in su quel di Memel, invaderebbe il territorio russo di Vilna, e, rapidamente percorsolo, entrerebbe in Curlandia. Da Mittau, passata la Duna in parecchi luoghi, si impadronirebbe

di Riga, con minore difficoltà perchè aiutato dalla flotta; la quale, entrata nel golfo di Livonia, la bombarderebbe, in caso di ostinata resistenza. Attraversata in diverse direzioni, coi varii corpi della possente armata, la Livonia e l'Estonia, e passando con sagaci evoluzioni dove più opportuno si credesse, schiaccerebbe Revel per terra e per mare. Dopo superate tutte le resistenze, nel vasto porto di quella città potrebbe la flotta fermare la sua principale stazione. Poi si apparecchierebbero più d'avvicino i modi spaventosi di bombardamento e di distruzione per abbattere la gran fortezza di *Cronstad*, situata sull'isola di Codlin.

Intanto l'esercito alleato non dovrebbe ristarsi dinanzi a quel formidabile baluardo, ma, lasciato un possente corpo d'armata a compierne il blocco dal lato di terra (che ivi si accamperebbe con terribili trinceramenti), si getterebbe, con tremendissimo sforzo, sulla capitale. Per niun motivo dovrebbe l'esercito soffermare per via; ogni ritardo sarebbe oltremodo funesto; battute le armate nemiche, avanzarsi sempre con la massima rapidità.

Il corpo lungo la Vistola, che ascenderebbe a circa dugentomila uomini, varrebbe a bloccare Varsavia, e guardando eziandio i confini orientali della Prussia, sarebbe un buon punto d'appoggio ad altre militari operazioni; in ogni modo, una riserva e difesa sicura ad una ritirata. La quale, con tanti mezzi sì accortamente usati, io crederei quasi impossibile. Evitando da prima lo scontro con le fortezze e l'armata russa della Vistola, si risparmierebbero dannose lungherie. Anzi, con astuto stratagemma, si potrebbe minacciare il passaggio della Vistola in su quel di Varsavia, l'assalto o il blocco di questa fortezza, mentre che il grosso dell'esercito da Memel passerebbe nella provincia di Vilna, seguendo le indicate direzioni di militare itinerario.

XI. Mentre si effettuano queste grandiose operazioni, all'estremo nord la Svezia, tanto interessata ad agire, non si ristarebbe inerte spettatrice. Ma, con un'armata di circa *dugentomila* uomini (forza che potrebbe quello Stato in occasione sì propizia agglomerare), per il Norbatten passerebbe in Finlandia. A cui la Lega unirebbe altre truppe, sì da formare la cifra di circa *dugencinquantamila* soldati agguerriti e valorosi. Così la capitale sarebbe minacciata e stretta in direzioni opposte, costringendo il moscovita a separare le sue forze e indebolirsi vieppiù dinanzi a sì vasto piano d'attacco, in gigantesca proporzione attuato; una pericolosa diversione in suo danno si opererebbe.

Le fortificazioni, testè accresciute, lunghesso la sponda baltica, e specialmente sul golfo di Finlandia, la cui riva è irta di baluardi terribili, provano ad oltranza due cose:

1° Che la Russia è più formidabile di quanto non apparve sinora, ed in avvenire si farà maggiore la sua potenza, anche per opera dello spirito nazionale del gran popolo moscovita, il cui amor patrio è capace di sacrificii straordinari e di prodigi, che ne aumentano la vigoria e la forza al disopra di ogni calcolo, dalla storia registrati ad insegnamento de' posteri. Che perciò la supremazia russa in Europa ha una larga base di durata in se stessa, e può minacciare di estendersi e di consolidarsi con molta fidanza di prospero successo. — 2° Che più l'Europa aspetterà a combatterla nelle massime proporzioni, quella aumenterà sempre la sua potenza. E se le fortificazioni costrutte lungo il Baltico non possono ora dirsi veramente insuperabili ai ben combinati assalti del grand' esercito della coalizione e della più perfetta flotta che occhio umano vedesse, sopra un mare che ora debb'essere già conosciuto, un futuro più lontano potrebbe cangiare le cose ancora in peggio, e rendere quelle contrade davvero inaccessibili. Epperò mi limito a domandare: chicchessia, che sarà dell'Europa e dell'egemonia moscovita, quando da Tornea a Varsavia ad Ismaï, una smisurata barriera di spaventevoli baluardi, dopo avere con nuove opere perfezionati li nati sussistenti, aumentata per la costruzione di altre linee strategiche, rendesse tremendissimo il passare la frontiera del gigante impero? Se tanto si faceva in Finlandia in breve tempo, che si farà nell'avvenire? — Dunque, in ogni modo, si dovrebbero superare, a qualunque costo, tutti gli ostacoli frapposti, abbattendo, con le molte forze, col valore e colla perizia militare, tutto ciò che si attraversasse al compimento della grande impresa. — Da Tornea ad Uleaborgo, l'esercito Svedese, costeggiando il golfo di Botnia, e di là internandosi nella Finlandia, passerebbe, tenendo la via più breve, fra l'uno e l'altro dei molti laghi di quella provincia; da Uleaborgo a Cripio, da questa città a Viburgo, e finalmente a San Pietroburgo.

Dal proprio confine alla capitale russa l'esercito svedese percorrerebbe così una lunghezza di circa trecento settanta miglia italiane, e varcando cinque fiumi. La grande armata, alla sua volta, percorrerebbe da Memel a Pietroburgo una spazio di circa dugensessanta miglia italiane, e varcherebbe due fiumi sul territorio nemico.

Se agli intelligenti dell'arte apparisse più opportuno, potrebbero

trasportare l'esercito svedese per la via di mare da *Stoccolma* ad *Abo*, o ad *Helsingfors*, sulla sponda settentrionale del golfo Finlandico; di là a *Pietroburgo* è breve il cammino.

Dietro l'esercito svedese, che tenesse l'una o l'altra delle indicate vie (le quali potrebbonsi anche combinare in un sistema misto di offesa), dovrebbero immediatamente stabilire una linea telegrafica, mano mano ei si avanzasse; sì che giunto l'esercito a vista di *Pietroburgo*, *Stoccolma* ne ricevesse istantaneo l'avviso. Il telegrafo settommarino sarebbe più presto stabilito, da *Stoccolma* ad *Abo* o ad *Helsingfors*, o da *Stoccolma* alla già occupata *Revel*; un'altra linea sottomarina unirebbe le due opposte sponde del golfo di *Finlandia*. Egualmente, da *Memel* a *Revel* sarebbe stabilita una linea elettro-telegrafica, che avvicinasse l'esercito federale alle capitali d'Europa; sì da ragguagliare all'istante i rispettivi governi de' fatti militari, e richiederli di ciò che fosse necessario. Così, per la via continentale, o per la marittima, il telegrafo elettrico da *Stoccolma* unirebbe l'esercito svedese alla grande armata, in guisa da regolare mirabilmente le strategiche operazioni con la massima segretezza e celerità. Insisto su di ciò perchè lo credo necessario; acquistando l'arte moderna della guerra, con siffatte invenzioni, un aspetto caratteristico e affatto inudito. Oh! se *Buonaparte* avesse avuto in sua mano i possenti mezzi del vapore e dell'elettricismo, quanti e più giganteschi prodigi non avrebbe egli operato?!

Con tante forze irrompenti dal Nord e dal Sud, dopo sbaragliato qualche esercito russo, che certo si avanzerebbe a coprire la capitale, gli alleati, padroni di essa, vi stabilirebbero il loro quartier generale. E si ponga mente che oggidì nè *Pietroburgo* nè *Mosca* sono incendiabili, come fu quest'ultima nel 1812.

Tolta la vita al centro, le estremità non potrebbero a lungo sussistere, nè sostenere una valida difesa, mancanti della solita unità di direzione e di comando.

XII. Resterebbe a compiersi la sommissione delle fortezze di *Cronstad* e di *Sveaburgo* — la *Gibilterra* del Baltico — e di *Varsavia*. Bloccate quelle due, bombardate, incendiate con tutti i mezzi che somministra l'ingigantita arte moderna, dinanzi agli sforzi ultra-potenti degli alleati, dovrebbero, o tosto o tardi, cedere. L'occupazione della capitale, lo scoraggiamento, l'avvilimento delle truppe moscovite, tutto varrebbe ad accelerarne la caduta. Quanto a *Varsavia*, se i dugentomila uomini lasciati non fossero stati bastevoli, sarebbe un altro mezzo irresistibile, se l'aspettativa fosse pregiu-

dicievole. Cioè, accrescere l'esercito coi generosi Polacchi, cui si farebbe generale appello in nome della patria a loro restituita. Dinanzi a sì possente ausiliare la cittadella non potrebbe a lungo sostenersi. Cadute quelle fortezze o per assalto, o per blocco, o per amendue que' mezzi, gli alleati acquisterebbono la signoria delle provincie più civili e popolate dell'impero russo.

Mentre si abbattono queste fortezze, una parte di quel sì numeroso esercito dovrebbe assicurarsi verso l'est lo stato trionfale delle cose. L'armata svedese compirebbe l'assoggettamento di tutta la Finlandia e dell'Olonetz sino al Mar Bianco. Si conquisterebbero dall'opposta parte, e facilmente, le provincie di Novgorod, Pachov, Witebsch, Minsch e Grodno. Un altro corpo di truppe, a ciò riservato, dalla Gallizia entrerebbe nella Volinia; percorrendo e conquistando le altre provincie di Chiev, Podolia, Bessarabia e Nicolaev, sino alla destra del Dnieper. Il che sarebbe agevole, essendo il russo sì tremendamente minacciato e battuto nel cuore dell'impero.

Operandosi in tal guisa, io credo che si potrebbe respingere la potenza russa al di là del Dnieper, dei monti Valdaï e della Drina.

XIII. Sarà questo il confine dell'invasione? Oppure, dopo avere compiuta la parte più ardua dell'impresa, si ristarà dinanzi alla più agevole? L'inimico, immensamente sconfidato ed avvilito, chiederebbe pace, avrebberla chiesta assai volte prima; la decisione dipenderebbe dalla migliore opportunità. Certo che allora, dopo il già fatto, un altr'anno di vittoriosa campagna basterebbe a respingere nella primitiva sede l'invaditrice potenza russa, rincacciandola al di là del Don e del Volga.

Presa Pietroburgo e cadute le principali fortezze del Baltico, si accorrerebbe, senza perder tempo, a Mosca, inalberando per sempre sulle torri del Cremlino la splendida bandiera della civiltà.

XIV. Le leggi di tattica e le speciali circostanze regolerebbero e forse modificherebbero alcuna cosa nel piano descritta; ma, nell'insieme, il progetto di guerra qui proposto mi pare il più compiuto sotto l'aspetto strategico, ed attuabile; l'unico che sfugga alle mende degli altri e ne accumuli i vantaggi.

Se non si parlò della flotta russa, si è perchè io penso che essa non sia capace di una resistenza maggiore di quella che oppose sin qui all'anglo-francese nel Baltico e nell'Eusino.

Del resto, chi non fosse persuaso della somma convenienza del piano strategico ora offerto, per motivi che fossero razionali, lo

pregherai a idearne altro migliore, ed offrirlo all' Europa civile, la quale graziosamente lo accetterebbe. Ed io volentieri farei eco al plauso universale. — Nulla di più facile di un mio inganno.

Questo piano fondasi sul noto principio della *risultante*, che è la somma di varie forze tendenti tutte ad un solo centro. Si vorrà preferire il progetto, testè annunciato sui giornali, della divisione di un grande esercito in tre parti; l'una al Baltico sulla Vistola, l'altra al centro d'Europa, la terza in Crimea?

È col ferire il colosso nel cuore, con tremendo sforzo, che può compiersi, in breve tempo, e con sicurezza, una lotta, che minaccia di essere ostinata, spaventosa, e funestissima.

XV. Dopo tanti pericoli e disagi, tanti sacrificii d'uomini e di denaro, è chiara la convenienza e la necessità di mantenere l'occupazione, dando alla conquista un effetto stabile e durevole. Ninn ostacolo incontrerebbesi nelle popolazioni della Russia vinta; perocchè, essendone la parte più civile, a suo grand' agio si accomoderebbe ad un regime assai più conforme a civiltà e gentilezza di costumi. Siccome una vana umiliazione non basta per vincere la Russia, ed assicurare l'Europa nell'avvenire; colto il tempo opportuno, quella si rivolterebbe con maggiore accanimento e più terribile periglio: epperò definitiva ed immutabile divisione di quelle provincie, e loro assegnamento agli Stati contermini, alla Svezia, alla Polonia, all'Austria.

Affinchè i nuovi limiti occidentali della Russia divenissero per lei inalterabili, farebbe d'uopo che gli Stati finitimi fossero grandi e possenti; tali insomma da resistere energicamente a qualunque gigantesco tentativo di una riscossa. Questo principio sarebbe il regolatore delle conseguenti divisioni.

Se la conquista si limitasse al Boristene, ai monti Val dai ed alla Dvina, si riprenderebbe ad un tratto quello di cui la Russia s'impadroniva con l'opera lenta dei secoli. E per ciò che oltrepassasse que' confini, avanzandosi sino al Dou, ed al corso nordico del Volga, non sarebbe meglio l'occuparlo, per guarentire vieppiù il possesso delle occidentali provincie? Si circonderebbero così d'una doppia barriera utilissima, avendoci la Storia insegnato a diffidare anche della vittoria.

A qualunque dei due modi l'Europa civile si attenesse, ecco frattanto delineati i confini della conquista nel modo più conforme alla geografica natura, non che alle esigenze strategiche di quelle regioni.

XVI. Al risorto reame di Polonia si restituirebbe lo splendore e la forza ch'ebbe a' tempi de' *Jagelloni*; e potrebbe anche aumentaria. Il Governo, sarebbe monarchico-costituzionale, ma ereditario e non elettivo. Perocchè il sistema di elezione abbia fatto una mala prova e funesta alla Polonia; la sua Storia l'addimosta quasi ad ogni istante. Prosperò sotto i *Jagelloni* ed in quell'epoca la monarchia potea dirsi ereditaria.

I suoi confini sarebbero a tramontana il Baltico, dalla foce della Vistola a quella della Duna; all'occidente, la Vistola, l'Oder, i monti Carpazii, ed il Bog sino alla foce sull'Ensino; al mezzogiorno, il Mar Nero, pel breve spazio dall'imboccatura del Bog a quella del Dnieper, all'oriente questo fiume e la Duna, le cui sorgive pare si tocchino. La Gallizia sarebbe ricongiunta alla madre patria, e l'Austria altrove ampiamente compensata. Il reame Polacco comprenderebbe, oltre l'antica Polonia, propriamente detta, le provincie di Vilna, di Curlandia, sul Baltico, di Grodno, Minsch, Volinia, Gallizia, Chiev, nel centro, e gran parte di quella di Nicolaev lungo il Dnieper e l'Eusino. Varsavia sarebbe sempre la Capitale, e sede del Governo e del Parlamento.

Lungo la sponda destra del Dnieper e della Duna (omettendo gli altri confini sui quali sarebbe fuor di proposito il ragionare), i Polacchi dovrebbero stabilire un vasto sistema di fortificazioni, formando una linea strategica più inaccessibile di quel che non sia il Reno per l'Alemagna e la Francia. Un'armata di osservazione sarebbe ivi permanente.

Ferrovie ed elettro-telegrafi si costruirebbero dalla riscossa attività della nazione; il Baltico e l'Eusino si avvicinarebbero; Memel, Odessa, Varsavia, Cracovia, Chiev e le altre città del reame sarebbero l'una alle porte dell'altra; le industrie ed i commerci ravvivati e la navigazione libera sui due mari, ed anche sul Danubio, l'arrichirebbero, senza cessare di essere un popolo guerriero, sostegno del vero equilibrio, e dei confini dell'Europa civile possente guardiano. Un avvenire di prosperità e di grandezza farebbe obliare a quel popolo meraviglioso le orribili sventure del passato.

XVII. Alla Svezia si restituirebbe la *Finlandia*, più le provincie conquistate della Laponia, di Olonetz, porzione di quella di Arcangelo, di Vologda e di Novgorod, sino al Valdai; quelle di Pschov, Estonia, Livonia, Vitebsch. Se poi non si volesse lasciare in potere del Russo Arcangelo che equivale al dominio sul Mar Bianco e sull'Artico, potrebbe estendere la conquista sino al fiume Mezen

più nordico e più orientale. I nuovi confini della Svezia sarebbero delineati al nord-est dalla Dvina, oppure dal Mezen, all'est dai monti Valdai, al sud-est dalla Duna. Anche la Svezia dovrebbe stabilire, come la Polonia, un sistema di fortificazioni, lungo tutto il confine russo, fluviale e montagnoso, mantenendovi acquantierato un esercito stanziale in osservazione continua.

Grandi opere preparatrici di maggiore incivilimento inizierebbe la Svezia. Unirebbe il Mar Bianco col golfo di Finlandia per mezzo dei laghi intermedi, sì da rendere continua la navigazione nella stagione propizia. Nuove linee telegrafiche e di ferrovie si costruirebbero; Pietroburgo sarebbe alle porte di Stoccolma. Il Governo potrebbe, con alternata vicenda, risiedere nelle due capitali. Il fuoco della civiltà mostrerebbe di non estinguersi dinanzi alle nevi semestrali della Laponia.

La Svezia e la Polonia stabilirebbero fra di loro, per la medesimezza delle sorti e dello scopo, una durevole reciprocità di pacifici rapporti; stringerebbero una perpetua alleanza, sì da rendersi più forti ed invincibili per qualunque eventuale conflitto contro la Russia.

XVIII. Se poi la vittoria avesse estesa la conquista oltre i Valdai, sino a Mosca, allora i confini occidentali della Russia diverrebbero il Boristene, la Desna, il corso superiore del Don, l'Ocha, influente del Volga, ed il corso superiore di quest'ultimo. In quest'ipotesi la migliore posizione per una nuova capitale dell'impero russo, sarebbe, a parer mio, Astrachan, sulla foce del Volga, lunghezzo il Mar Caspio.

Però sarebbe dettato di prudente saggezza il limitare la conquista della Russia, dentro i confini, primamente indicati, del Boristene, dei monti Valdai, e della Dvina. Essa sarebbe abbastanza guarentita dalla loro regolare conformazione geografica, barriera più fortificabile e più agevole a difendersi.

XIX. All'Austria, che in quella guerra avrebbe avuta tanta parte, si assegnerebbero i Principati Danubiani, la Bessarabia, la Podolia ed una porzione del Nicolaev, per la cessione della Gallizia (assai popolata) alla rediviva Polonia. Nè sarebbe troppo ampio compenso. Perocchè l'Enropa occidentale non potrebbe mai ricompensare abbastanza il sacrificio fatto dall'Austria nell'astenersi da un energico colpo di mano su di Costantinopoli, di cui sarebbesi agevolmente impadronita, unendosi colla Russia, quando gli alleati erano in Crimea, e la Turchia avea sguernita la frontiera danubiana e la

linea balcanica delle migliori sue truppe, e dell'unico suo generale. Od almeno, avrebbe potuto tentare improvvisamente una terribile diversione a danno degli alleati, minacciandoli alle spalle per una ritirata, e ristorando in ogni modo la campagna della Crimea e del Danubio in favore della Russia. E quest'era più facile, avendo l'Austria concentrato nei Principati un forte esercito, mentre da Bucarest a Costantinopoli non essendovi che circa dugento miglia italiane, presto si percorrono a grandi giornate. — Sarebbero così compensati i buoni uffici usati dall'Austria nella gran vertenza orientale e soddisfatta la sua natural tendenza ad un aumento territoriale verso quelle regioni. La gran linea danubiana diverrebbe per lei una fonte inesauribile di ricchezza. Per la quale tutta la Germania ne sentirebbe i benefici effetti.

XX. Conquistata e divisa in tal modo la Russia occidentale tra la Svezia, la Polonia e l'Austria, e respintane la eccessiva possanza al di là del Boristene e della Dvina, Costantinopoli si poserebbe sicura dalle secolari minacce della sua nemica, *l'equilibrio europeo* solo allora veramente rafforzato, il progresso rapido e indefinito della civiltà guarentito. Ogni altra maniera inefficace e assurda.

XXI. Qui un' obbiezione si appresenta ed eccola. Questa conquista che si propone è inseguebibile, giacchè la Russia non farà mai la guerra contro tutta, o gran parte d'Europa coalizzata.

Potrebbe porre in dubbio siffatta osservazione, tanto più perchè non sarebbe la prima volta che la Russia guerreggiasse contro l'Europa. Ma, posto anche che ella si ricusasse, e chiedesse pace all'Europa coalizzata, spetterebbe a quest'ultima l'intimare la guerra alla Russia volente o ricusante.

Ma sarà una grave ingiustizia guerreggiare chi cede e si umilia prima di battersi, invadere il territorio di chi promette eseguire fedelmente le condizioni di pace.

Quando si trattano questioni di molta vastità e complicazione la mente del filosofo o dello statista non può fermarsi esclusivamente su qualche massima parziale e comune, limitando ad essa sola le basi del ragionamento. Si dovrebbe poi, e forse con danno, mutar d'avviso, od ostinarsi in fatali errori. Un'ingiustizia, che velasse un'alta saggezza ed una indeclinabile necessità di operato, non sarebbe che apparente. Affinchè l'Europa sia in avvenire veramente guarentita dalla russa egemonia si richieggono ardite e decisive intraprese. E siccome siffatta egemonia è un'usurpazione, non un diritto, così qualunque sforzo per distruggerla, come per preve-

nirne, con sagace previdenza, lo sviluppo funestissimo, è cosa conforme a giustizia.

Si indicava il modo col quale la Russia può vincersi, ed ogni sua egemonia impedirsi, ora fa d'uopo esaminare quali caratteri possa presentare, quali effetti produrre una pace all'Europa civile ed alla Russia. E da prima lo studiare in qual modo la Russia possa, *durante una pace qualunque*, accrescere la sua potenza, sarà vantaggioso ad *amendue*.

E se alcuno si meravigliasse della singolarità di questo duplice assunto, io lo pregherei a ritardare il suo giudizio, lorchè avesse compiuta la lettura del libro. È indeclinabile dovere di chiunque legga il determinare lo spirito che informa ogni scritto nel suo insieme, non già in alcuna parte soltanto, e quasi per via di anatomica dissezione.

Infrattanto vuolsi distruggere l'altra obbiezione, — che una guerra generale di coalizione recherebbe danni gravissimi, incalcolabili, che ne soffrirebbero grandemente l'industria, il commercio e tutte le arti e le scienze. —

Ciò è verissimo, ma inconcludente. È cosa vecchia assai, ed a tutti nota, che la guerra sospende i beneficii della pace; ma è altresì evidente, che una guerra giusta e ben regolata prepara una pace più duratura e profittevole. La questione consiste specialmente nel vedere se, prorogata a tempo indefinito una guerra, che appare inevitabile fra l'Oriente e l'Occidente europeo, essa non sarà più tremenda e spaventevole. Perocchè il passato non fu che un prodromo dell'avvenire. Io non istarò qui a combattere l'opinione degli *amici della pace*: chè ogni setta, essendo troppo esclusiva, cade facilmente nell'errore. La guerra è pur troppo una triste e fatale necessità, che non si può evitare se non coll'accrescere d'assai il grado di civiltà e renderla generale. E, per una strana, ma innegabile, posizione di cose, la guerra talvolta può essa sola, combattendo i frapposti ostacoli, preparare il trionfo assoluto dell'incivilimento; e quindi eziandio l'abolizione d'ogni guerra e d'ogni conquista in più lontano avvenire. Non havvi alcuno (ne chiamo in testimonio Iddio!) che sia più di me *amico della pace*, ed è perciò che accennava a quei mezzi dolorosi, ma efficaci, per ottenere una pace sicura, utilissima, iniziatrice di più luminosa epoca di civiltà. E qui ~~fa~~ pare piena di verità e di ~~retto~~ senso quella sentenza d'un famoso uomo di Stato, che diceva: — *Il mio istinto vorrebbe la pace, ma la mia ragione vuole la guerra!*

L'abborrire da una guerra di coalizione (i cui pesi, ripartiti in equa proporzione su di ciascuno, sarebbero meno gravosi all'universale) solo perchè troppo nemica del commercio e della ricchezza, rappresenta, in modo singolare, un carattere di decadenza non dissimile dalla Bizantina. I Greci del Basso Impero non volevano la guerra, perchè incomoda ai corrotti ed infemminiti costumi, al coraggio perduto, e più, perchè impediva loro la libera e tranquilla discussione d'interminabili sofisticherie ed inezie letterarie. Non volevano la guerra, quasichè l'inimico, il prepotente seguace di Maometto, dovesse a quel volere piegare la fronte e rimettere obbediente e pacifico la spada nella vagina.

Ma la giustizia vuole si dica che l'evò contemporaneo è splendido per gloriose prove di coraggio e che l'Europa civile con le mirabili invenzioni che possiede, e colle tante sue ricchezze, può tentare opere gigantesche ed utilissime, e con ferma costanza eseguirle. I sacrificii che ella facesse sariano oltremodo compensati dal felice esito dell'intrapresa.

XXII. Sinora ho parlato come avrebbe fatto un Inglese od un Francese. A chi mostrava come possa vincersi la Russia, debb'esser lecito anche il far vedere come possa accrescere la sua potenza, e come altramente ristaurarsi. Mi obbligava sin da principio (Prodromo: 1) ad un'assoluta imparzialità; non vo' cessare dal seguirla ora che più fa d'uopo. Così il massimo problema europeo, da cui tanti altri dipendono e derivano, sarà studiato compiutamente e sotto ogni più diverso rapporto.

L'impero moscovita può aspirare a maggiore ampiezza di dominio in due modi: l'uno utile alla Russia e dannoso alla restante Europa; l'altro profittevole ad amendue. Il ravvisarne i caratteri speciali parmi cosa degnissima di attenzione, ed alla Russia come all'Europa utilissima.

1.° Alla Russia, perocchè mentre si svela all'Europa la futura grandezza di quella, e i mezzi più acconci per raggiungerla, si indicano traggianti lavori per la cui esecuzione la Russia moltiplicherebbe mirabilmente le sue forze, acquistando una potenza sconfitta e formidabile.

2.° La quale, preveduta nel suo possibile e più ampio sviluppo, prima che il pericolo si faccia più grave e fors'anco irrimediabile, potrebbesi meglio dall'Europa impedire. Per tal modo essa scorgerebbe qual valore abbia una pace, che lasciasse crescere a dismisura le forze dell'inimico, e quanto maggiore fosse la con-

venienza di una guerra che evitasse nell'avvenire un più disastroso ed incerto conflitto.

3.° Ad amendue: preparandosi una conquista produttiva di moltissimi vantaggi alla Russia che l'eseguirebbe, ristorandola eziandio delle perdite sofferte e delle sconfitte lunghesso il litorale del Baltico; profittevole all'Europa civile che potrebbe viepiù prosperare, e perfino a tutta l'umanità.

Tutto ciò sarà, io spero, ad evidenza addimostrato nel seguito di questo ragionamento. Ed ecco come la gran questione di supremazia fra l'Oriente e l'Occidente europeo, considerata sotto gli aspetti più contrarii e divergenti, produrrà una serie di riflessioni in parte nuova, e che distruggerà fatali errori ed invecchiati pregiudizii.

Vedemmo gli effetti probabili di una *guerra* sul Baltico, e giusta il piano suddescritto.

Ora è prezzo dell'opera il determinare gli effetti di una *pace* qualsiasi stabilita in Europa. Vedemmo la Russia domata; si debbe ora scorgerla terribilmente vincitrice, e prima dominatrice fra le più forti potenze del globo: da ultimo, la si vedrà *ristaurata* nell'attuamento di una ipotesi a tutti vantaggiosa.

Da Parigi *da* Londra, ove fingeva di architettare un piano di guerra contro la Russia, trasporterò, con volo ariostesco, il lettore a San Pietroburgo.

Là uno spettacolo maestoso e sterminato, la cui grandezza spaventevole apparirà quasi incredibile, si offrirà al nostro sguardo esterrefatto. Anche il politico più incredulo e più tenace della propria opinione, anche lo scettico più sprezzante dovranno convincersi.

CAPO SECONDO

LA FUTURA GRANDEZZA DELLA RUSSIA.

I. La guerra e la pace. — II. Di un vasto sistema di ferrovie nel territorio moscovita. — III. Si tracciano grandi linee di ferrovie nell'impero russo, che paiono migliori sotto il rapporto strategico. — IV. Se ne indica la tragrande utilità per la Russia. — Cenno sulle conseguenti linee elettro-telegrafiche. — V. Grandiosi effetti che dal compiuto sistema di quelle linee deriverebbe. — IV. Si progettano altri lavori di interne comunicazioni. — Il mare Caspio. — Astrachan ampliata e fortificata. — Flotta a vapore sul Caspio. — Gigantesca unione del Don e del Volga; canale navigabile fra il Caspio e l'Eusino. — VII. Conseguenze di siffatto lavoro e di altri analoghi. — VIII. Seguita lo stesso argomento. — Si risponde ad un'obiezione. — Vasto sistema di fortificazioni. — IX. Definitivo assoggettamento della Circassia. — Ferrovia e telegrafo sull'istmo Caucasiano. — Dominio sulla Tartaria. — Il Caspio e l'Aral congiunti da ferrovie. — Sino a Bucara. — X. Facile signoria del russo sull'Asia dopo le precedenti opere. — Conquista della Persia. — XI. Non che de' regni di Herat, Cabul e Belutchis deboli e discordi. — XII. La Russia e l'Inghilterra nella Sindia. — Probabile vittoria di quella e ragioni di tale probabilità. — Conquista dell'Indostano. — XIII. Le flotte della Russia dopo le compiute conquiste. — XIV. La Russia nell'Indo-China. — Che potrebbe fare allora l'Inghilterra? — Linea elettrica da Pietroburgo ad Hue. — XV. L'esempio della Compagnia inglese delle Indie prova, ad evidenza, ciò che si diceva della Russia. —

XVI. Che i pubblicisti non osservavano sinora — *che possa fare un potere colossale reso onnipotente ed onnivigente dal vapore e dall'elettrico*. — Essenzial differenza fra il mondo antico e il moderno. — Riflessioni storiche. — XVII. Immane potenza moscovita. — XVIII. Di una decadenza dell'impero Russo. — Confronto allusivo al testamento politico di Pietro il Grande. — XIX. Un' obiezione confutata. — XX. L'accresciuta vastissima signoria asiatica della Russia la renderebbe più formidabile all'Europa. — Nuova larghezza di dominio e irresistibile egemonia. — XXI. Civiltà russa. — Augurio al promotore di essa.

I. Fuori della breve cerchia dell'età presente, sollevato lo sguardo ad un avvenire non remoto e probabile, si scorgerà meglio di quale guerra e di quale pace intendasi qui favellare, e quali circostanze e condizioni potessero spingere l'Europa a presciegliere l'una o l'altra, od amendue in tempo opportuno.

La guerra contro la Russia, condotta nel modo suddescritto, od anche in migliore che si indicasse, produrrebbe una somma probabilità di vittoria. Ma se, nella peggiore delle ipotesi, e quasi inaspettabile, altro non si facesse che ristabilire la Polonia ne' suoi storici confini, e' sarebbe già un gran vantaggio che all'europeo equilibrio ed alla civiltà nascerebbe.

E per rispondere ancora ad un' obiezione, accennata testè (al N. XXX del capo precedente), una guerra siffatta, che si limitasse al solo ristabilimento della Polonia sarebbe di per sè utile e giusta. La quale giustizia apparirebbe migliore se si osservi che con quella guerra si torrebbe alla Russia ogni mezzo di invasione, di offesa al diritto internazionale, impedendo ogni minaccia, l'aumento di una supremazia che tende ad essere universale, una maggiore violazione all'equilibrio proclamato e sempre ineseguito. Altro non è da aspettarsi dalla Russia, malgrado qualunque sua contraria protesta, che il proseguimento della politica tradizionale, inaugurata con tanta gloria da Pietro il Grande, e sostenuta finora con sì splendido successo. Qualunque disastro, che non fosse una ferita profonda ed insanabile al gran corpo dell'impero, non sarebbe che un eventuale inciampo, un più o meno lungo ritardo (insignificante nella vita secolare dei popoli), non mai un vero impedimento ad eseguire il colossale scopo di quella politica. Se nella successione

degli Autocrati russi, alcuno declinasse da sè la continuazione e il grave peso di siffatta politica, ciò non sarebbe che un'interruzione momentanea e individuale; la politica di tradizione sussisterebbe sempre, perchè gloriosa al popolo moscovita, e riprenderebbe poi nuovo vigore ne' succeduti imperanti. La maggior parte de' quali si approfitterebbe del vigoroso ardore dello spirito nazionale, ed anzichè infrenarlo, lo susciterebbe in suo favore.

Durante una pace, che rispettasse l'integrità della Russia, almeno sulla Vistola e lungo il Baltico, il moscovita potrà assumere tale grandezza da spaventare chicchessia. E qui, ben lungi dall'ire in traccia di vane fantasie, e lasciato in disparte ogni inutile argomentare, ricercherò, con tranquilla riflessione, *quel che la Russia può fare* per salire a quella potenza.

Suppongasì che essa fosse leale esecutrice delle condizioni e dei patti che una coalizione europea le imponesse. Suppongasì che la stipulata pace durasse lungamente, e fosse, con esattezza costante, eseguita. La Russia potrà sempre compiere nell'interno dell'impero, ciò che, almeno in parte, avrebbe dovuto effettuare prima di sfidare l'Europa, per assicurarsi nella guerra il trionfo finale.

Niuno potrebbe impedirle di fare que' lavori che più utili credesse, mentre il loro esegnimento esser potrebbe dannoso all'Europa, rendendo più attuabile la tradizionale politica moscovita.

Nel dimostrare gli errori della Russia (Prodomo: III, e IV.) si vide il ritardo e la dannosa lentezza nella costruzione delle ferrovie celeri, e delle linee telegrafiche, che ne avrebbero centuplicate le forze. Ebbene, ciò che la Russia non fece pel passato, lo farà, senza dubbio, nell'avvenire. Una somma diligenza rimedierà alla trascuranza usata per l'addietro.

La pace è utilissima a lei permettendole di costruire a suo agio quelle grandi linee; e se dovunque sarà non perdente, o cadrà gloriosamente, incomincerà un'epoca più splendida di maggiore grandezza. L'esperienza di un passato anche doloroso renderà il Russo più accorto e temibile.

Oltre le congiunzioni già indicate (Ivi, IV.) di Pietroburgo, Mosca, Cronstad, Varsavia con Odessa, Chilia, Sebastopoli, si può stabilire nell'imperò un vasto sistema di ferrovie celeri, non solo profittevoli al commercio ed alla ricchezza di que' paesi, ma sommamente strategiche. Non difficile nè lenta la loro costruzione, attraversando in gran parte pianure e solitudini vastissime, steppe e foreste sopra un terreno poco montagnoso.

Se in Inghilterra ed in America le grandiose società fecero prodigi, la quasi onnipotente unità dello Zar (che, meglio di Luigi XIV, può dire *io sono lo Stato*), può gareggiare con essi. Basta che si rivolga a que' instancabili intraprenditori, per essere sollecitamente servito.

III. E parmi che un modo acconcio di tracciamento di quelle linee esser potria il seguente.

Continuare la ferrovia incominciata da Pietroburgo, Varsavia e Mosca, sino ad Ecaterinoslav, quasi in linea retta, che sarebbe centro di varie diramazioni. Questa gran linea si dividerebbe in tre altre minori. L'una occidentale rispetto ad Ecaterinoslav, estenderebbsi da questa città sino a Chilia sul Danubio, passando per Cherson e Odessa. La seconda, che sarebbe centrale, sino all'estremità meridionale del Chersoneso Taurico. La terza, l'orientale, dalla stessa città, toccando Azof, sino ad Astrachan sul Caspio, alla foce del Volga. Una linea secondaria si costruirebbe poi da Astrachan alla foce dell' Ural al confine russo e turchesso. Così il Dniester, il Dnieper, il Don e il Volga, i quattro più grandi fiumi che solcano l'immensa valle russa, e che hanno un corso quasi parallelo, si riunirebbero, avvicinando il letto del Volga al Danubiano, Odessa e Astrachan, congiungendo indirettamente l'Eusino col mar Caspio. Una linea secondaria da Azof in su quel di Stavropol renderebbe più rapida una concentrazione di truppe contro i Circassi, e più agevole la loro sottomissione.

D'altra parte unirebbsi Chiev con Varsavia, Cronstad e Pietroburgo con la fortezza di Arcangelo sul mar Bianco; mentre in direzione più occidentale Pietroburgo a Vasa, il golfo di Botnia quel di Finlandia al lago Ladoga e ai tanti intermedi. Un'ultima linea, non meno d'ogni altra ragguardevole, da Mosca si allungerebbe sino a Chazan sul Volga; di là, perforando la catena Uralica, farebbe capo a Tobolsch sull'Obi, la capitale della Siberia.

IV. Sminuite così le distanze, la Russia diverrebbe più forte, più compatta, e più formidabile all'Europa. In breve spazio di tempo si farebbe percorrere ad un esercito smisurate distanze dall'una estremità all'altra dell'impero; da Cronstad a Varsavia, a Sebastopoli, sul Danubio, o appiè del Caucaso.

Quando l'occasione fosse propizia, potrebbesi, concentrando rapidamente un'armata di quattro od anche cinquecentomila uomini in Bessarabia, minacciare e fors'anco uccidere l'esistenza della Turchia, prima che l'altra Europa potesse spedire sul luogo forze bastevoli a difenderla.

Grandi linee elettro-telegrafiche non solo seguirebbero l'andamento delle strade ferrate, ma si estenderebbero a tutte le parti, anche secondarie, dell'impero. Pietroburgo sarebbe il centro di infinite comunicazioni istantanee ed incessanti. Dal nord al sud, dall'est all'ovest, da Chola nell'estrema Laponia, da Arcangelo e da Chonya, sul mar Bianco e sull'Artico, fino a Odessa, sull'Eusino, ed a Chilia, sul Danubio, ad Erivan e ad Astarà nell'Armenia; da Calitz e da Varsavia sino Tobolsch ed a Petropavlovsk nella penisola del Chamtchatscha; di là sino al Capo orientale sullo stretto di Bering, e, per via sottomarina, sino alle più lontane fattorie dell'America Russa, il Governo moscovita spedirebbe gli assoluti comandi che immantinenti si eseguirebbero. La distanza, quasi direi, spaventosa di circa *scimila* miglia italiane di lunghezza dall'occidente all'oriente, e di *duemila* miglia da tramontana a mezzodì scomparirebbe dinanzi alla portentosa rapidità del telegrafo.

V. La polizia dell'impero, ora sì forte, diverrebbe onnivagante e renderebbe impossibile qualunque tumulto o rivolta. Una gran catena metallica, su cui si aggira uno strano fuoco, terrebbe fissi al suolo e prostrati i ferri della gleba e gli altri sudditi.

L'elettro-telegrafia vale assai più dei *cento occhi di Argo*. Io credo che non esista invenzione più adatta ad un governo autocratico ed alle sue quotidiane esigenze dell'elettro-telegrafia; io non posso immaginarmi un mezzo più possente, più universale, più terribile di questo. Quanta unità nei progetti di difesa e di offesa! Quanta velocità di ordinamenti ne' paesi più lontani come ne' più vicini! Il Capo dello Stato potrà dirigere nel suo gabinetto le campagne militari con assai più agio di quel che non facesse Luigi XIV da Versailles. La volontà di un uomo solo, Papa ed Autocrate, eseguita, con la rapidità del fulmine, nell'Europa, nell'Asia, nell'America è davvero il più eccelso culmine, il *non plus ultra* della signoria di un uomo su di molti. Dove trovare spettacolo più stupendo di autorità e di forza? La storia non registrò sinora tanta pienezza di potere. Dinanzi alla quale non regge al paragone la potenza degli antichissimi monarchi dell'Asia e dell'Africa del nord, nè quella del Macedone Alessandro, o degli imperatori di Roma, di Carlo Magno, di Gengis-Chan, di Timur-Lang, o di Napoleone. Imperante sulla più vasta estensione territoriale che a memoria d'uomo si conosca, venerato da milioni di sudditi, col prestigio irresistibile della sovranità e della religione, *armato di fulmine*, egli sarebbe il Giove terrestre nell'Olimpo moderno. Se al suo nuo-

versi l'Europa tutta per il passato si allarmava, che avverrà quando le grandiose opere, che qui si tracciano, siano compiute?

Si lasci alla Russia, col mezzo della pace, tempo ed agio per siffatti lavori, e poi l'Europa civile ne vedrà gli effetti.

Allora l'impero sembrerà meno vasto, favellandosi col governatore dell'Armenia, o dell'America russa, come coll'uomo più vicino.

Le linee telegrafiche da Pietroburgo all'America russa unirebbonsi a quelle della Federazione Americana, sì che la Russia potrebbe ad ogni istante intendersi segretamente co' suoi *alleati d'oltre-mare*.

VI. Mentre si scioglie nella Russia, in sì mirabil modo, il gran problema delle distanze, non si ristarrebbe dal compiere altri lavori, fra cui accennerò solo a quelli che paionmi più essenziali, cui niuno sinora ha posto mente.

Si volga lo sguardo al mar Caspio, il più vasto lago del globo.

Sulla sua sponda nord-ovest giace *Astrachan*, città di circa quaranta mila abitanti, su di un'isola che formasi alla foce del Volga. La quale, unita al continente per mezzo di un ponte di ferro, se effettuabile, od altrimenti, ed avvicinata alla capitale, per mezzo delle suddette linee telegrafiche e di ferrovie a vapore, diverrebbe, per importanza e per grandezza, una delle più cospicue città dell'impero. Posta tra l'Europa e l'Asia, all'imboccatura del più gran fiume europeo, la sua topografia ha un valore al tutto strategico, non che politico e commerciale. Fortificata come Cronstad e Sebastopoli, od anche meglio, vasti cantieri vi si stabilirebbero non inferiori a que' dell'indicate fortezze. Gli architetti navali più esperti nella scienza moderna, si inviterebbero da ogni parte con doni magnifici. Il mare Caspio solcato, dopo alcun tempo, da una flotta a vapore, che ne assumerebbe l'intero dominio, altro avvenire si schiuderebbe. Con questi mezzi e quelli che più oltre indicheremo, la Russia addiverrebbe una gran potenza marittima, preparandosi a poco a poco a combattere la regina dei mari, *l'Inghilterra*.

Allora si aprirebbe una larga comunicazione fluviale fra il mar Nero ed il Caspio, congiungendo con apposito canale il Don al Volga. Chè non bastano allo scopo i canali *Pietro I* ed *Ivanof*, i quali unendo fra loro alcuni confluenti di que' gran fiumi, non sono che lontane e indirette comunicazioni fra i due mari. Questo canale scaverebbesi là dove il Don e il Volga più si avvicinano; cioè, fra il 48.mo ed il 49.mo grado di latitudine australe, in su

quel di *Traritzin*. La sua lunghezza non sorpasserebbe , a parer mio, circa *sessanta* miglia italiane. Il suo corso sarebbe diretto da est ad ovest , dal Volga al Don , sì da aumentare sensibilmente il volume d'acque di quest'ultimo e renderlo meglio navigabile.

VII. ~~Per~~ ^{Per} tal modo, comunicando il Caspio coll'Eusino, non solo colle ferrovie suddescritte , ma con quell'opera idraulica gigantesca, la Russia navigherebbe dall'uno all'altro a suo bell'agio. Una fortezza ad Azof difenderebbe la foce del Don da qualunque assalto , e chiuderebbe all'inimico. Le fortificazioni di Taugarog sarebbero accresciute, e varrebbero a sostenere il dominio del golfo Azofico. La signoria assoluta ed esclusiva sul Caspio della Russia , non potrebbe contrastarsi da una flotta anglo-francese, come sull'Eusino. La debole Persia dovrebbe starsene passiva spettatrice, per evitare un male assai maggiore.

L'unico modo di entrata , la foce del Don, sarebbe affatto inaccessibile a qualunque sforzo , per le fortificazioni di Azof , e per alcune altre (ad esempio nell'antica *Tcherchasch*), che lungo il fiume ed il canale si costruirebbero. Per cui la flotta Russa dal Caspio all' Eusino , o viceversa , potrebbe recarsi agevolmente ed esclusivamente. Astrachan ed Azof sarebbero le inespugnabili estremità di questa monumentale comunicazione.

Niun paese , meglio della Russia si presta al compimento di siffatte opere , ove infinite braccia si richieggono ; un popolo di schiavi li eseguirebbe, quasi come in Egitto costruivasi il canale di Giuseppe, le Piramidi, e le tante altre grandezze.

VIII. Ecco in qual modo, malgrado la perdita dell'esclusivo dominio sul mar Nero , la Russia potrebbe ristorare la sua potenza navale entrando nell' Eusino con più forte naviglio costruito nel Caspio. E forse potrebbe in avvenire ritentare, con maggior avvedutezza, un colpo di mano su di Costantinopoli, mentre , nel caso di non superabile resistenza , o di forze maggiori sopraggiunte, la flotta russa avrebbe sempre nel Caspio una ritirata sicura ed inaccessibile.

— Ma tutto questo è cosa lontana ! — diranno coloro che soffrono di *miopia politica*. Certo che per siffatti lavori fanno d'uopo molti mezzi e non breve tempo ; ma è pure innegabile che una volta costrutti con l'esattezza dell'arte moderna , sarebbero formidabili ed inevitabili. E siffatte costruzioni come e da chi potranno impedirsi nell'interno dell'impero moscovita ?

Perfezionate le fortificazioni di Cherson , accresciuti i cantieri

militari di Nicolaev; munite con maggior arte Odessa, Acherman, Chischinef, Bender e Choczim sul Dniésér, Chilia ed Ismail sul Danubio, dalla foce del Don a quella dell'Istro, e da questo sino al delta del Volga un vastissimo sistema di fortezze si stabilirebbe a difesa insuperabile contro qualunque invasione nel ~~caso~~ ^{2 sud.} Quella gran linea strategica meridionale sarebbe unita per via delle intermedie fortificazioni dell'ovest sul Pruth, sul Dniester, sul Don, in Volinia, alla settentrionale sulla Vistola, e sul Baltico. Un'immensa siepe di baluardi, di cannoni, di baionette impedirebbe ogni passaggio; da ogni parte il colosso si presenterebbe terribilmente armato.

IX. Divenuta Astrachan fortificata la base della signoria sul Caspio, si compirebbe agevolmente la contrastata conquista della Circassia. La quale, stretta al nord dall'esercito del Caucaso, al sud da quello dell'Armenia, all'ovest da un terzo corpo d'armata stanziato nell'Abasside, all'est dalla flotta del Caspio, sarebbe da ogni parte bloccata, e costretta a cedere.

Allora, senza perder tempo, si costruirebbe una ferrovia che, perforando il Caucaso, attraversasse nella direzione più retta l'istmo caucasiano, avvicinando le opposte sponde dei due mari.

Poscia, con maggiore energia e sicurezza, si assoggetterebbero i Turchessi, potendosi in breve tempo concentrare con le ferrovie un grosso esercito sulla sponda dell'Ural, aiutato dalla flotta del Caspio. Quella conquista sarebbe tanto più facile allora, perchè anche adesso, in sì diverse circostanze, non la si reputa difficile. Infatti l'indipendenza di Chiva è minacciata al presente assai d'avvicino dalla Russia.

Preso il possesso del mare d'Aral, parallelo agli altri due sunnominati, si unirebbe ad essi coi modi già noti. Sarebbe adatta una ferrovia celere, che dalla riva orientale del *golfo morto* nel Caspio si estendesse sino alla più vicina occidentale dell'Aral. Il quale, come il Caspio, diverrebbe un lago russo. La gran linea telegrafica e quella delle ferrovie congiungerebbero Astrachan a Chiva ed a Bucara.

X. La Russia, assoggettata la Tartaria, toccherebbe i confini settentrionali della Persia lungo tutta la loro estensione, dall'Armenia al Chorassan, accennando più d'avvicino agli altri finitimi reami, e, men da lungi, alla Sindia e all'India. Comprenderebbe inoltre il confine occidentale, non che il nordico, dell'Impero Cinese.

Ormai niuno ostacolo si opporrebbe ad una più vasta e compiuta dominazione asiana. Ogni conquista, ch'ella facesse, equivarrebbe alla continuazione delle linee elettro-telegrafiche e di ferrovie celeri; sì che da Pietroburgo non si vedrebbe molta differenza tra il signoreggiare sino alla sponda sud del Caspio, oppure al Golfo Persico, all'Eufrate, o fino all'Indo. Le ferrovie ed i telegrafi varrebbero possentemente (e assai più di quanto altri possa crederlo) a mantenere ogni dominio conquistato, a dargli una natura compatta e non divisibile, e ad accrescerlo vieppiù con sicurezza. La unità colossale dell'impero moscovita non ne soffrirebbe per le molteplici e rapidissime comunicazioni, sminuendo le più vaste distanze.

La flotta del Caspio, sbarcato improvvisamente un corpo di truppe sulla sponda meridionale all'ovest di Corremabad, sorprenderebbe Teheran, una delle capitali dell'Iran, per colpire nel cuore l'esistenza di quel vacillante impero. Oppure, non volendosi aspettare che la flotta del Caspio fosse costrutta, dall'assoggettato Turchestano o dall'Armenia s'invaderebbe la Persia, entrando pel Mazanderan, o pel Adierbuidian. Con poca resistenza, l'esercito vittorioso, impadronitosi di Teheran e di Ispahan, dominerebbe dalla foce dell'Eufrate sino ad Ormuz. E affinchè quella campagna avesse un esito sicuro e pronto, potrebbesi apparecchiare con ogni segreto, e sotto qualunque altra infinta. Essendo così nell'esegui-mento quasi improvvisa, s'impedirebbero gli aiuti straordinarii che l'Inghilterra si affrettarebbe di arrecare al pericolante reame.

XI. Compiuta la conquista dell'Iran, si seguirebbe sempre, senza tema d'errore, l'adottato sistema di elettro-telegrafi e di strade ferrate; quelle provincie sarebbero più strettamente incorporate al grande impero. Con que' modi velocissimi di comunicazione *impicciolita anche la Persia*, sarebbe più facile alla Russia, malgrado gli ostacoli frapposti dall'Inglese, d'impadronirsi dei regni di Herat, Cabul e di Belutchis, deboli e sconvolti da intestine discordie, che sempre si rinnovellano. Congiunto l'Indo coll'Eufrate, il Caspio col Golfo Persico per via del vapore e dell'elettrico, dalla Neva all'Indo ogni comando sarebbe in un istante conosciuto ed eseguito!

XII. La Russia troverebbe allora sulla sponda Indica un più forte ostacolo nella potenza Inglese. Dinnaui al gigante, che a gran passi si avvicina, distruggendo quasi le intermedie distanze per mezzo di mirabili invenzioni, che farebbe l'Inghilterra? Potrebbe essa sostenere

a lungo il cozzo tremendo della Russia, e vincerla in una guerra continentale, con l'armata di dugentomila uomini che ha nell'India? La Russia ne spedirebbe il doppio senza sguernire gran fatto l'interno dell'impero, tanto più facilmente dopo le compiute conquiste, e con sufficiente rapidità, servendosi pel trasporto dei veloci mezzi costrutti. Una diuturna e fiera lotta s'impegnerebbe nell'Indostano, il cui esito finale saria probabilmente favorevole alla Russia. Perocchè questa con la signoria del Caspio, dell'Aral, della gran vallata del Tigri e della Persia, sarebbe la naturale vicina dell'India, e potrebbe, con più agio, sostenere una lunga guerra, e mantenere poscia fermamente il conquistato dominio. Al contrario, la Gran Bretagna dovendo spedire i rinforzi di truppe per la via marittima, mentre trasportasse e sbarcasse centomila uomini nell'India, la Russia, coi detti mezzi, ne avrebbe già concentrato altrettanto, o anche il doppio nella Sindia. Se non il valore, certo il maggior numero, i più facili modi di trasporto e l'accresciuta potenza dovrebbero alla fine trionfare.

Respinto l'Inglese oltre il Gange, sarebbe agevole alla Russia, dopo i tanti lavori di comunicazione compiuti, congiungere col vapore e coll'elettrico Pietroburgo a Calcutta, unendo le proprie linee alle già costrutte dagli Inglesi nella regione Indostanica.

I quali, se con la loro potenza navale si mantenessero ancora forti in qualche punto dell'India *oltre-Gange*, nullameno gran parte delle loro fonti di ricchezze saria perduta ad aumentare in grado enorme quelle del Russo. Epperò egli se ne prevalerebbe per accrescere le sue forze navali, sino a che fosse giunto quel dì, in cui potesse gareggiare con la britannica marina.

XIII. Formata una gran flotta sul Baltico, come più sopra si accennava per la costruzione di quella del Caspio e dell'Eusino (N° VI precedente), la Russia, subito dopo le fatte conquiste, stabilirebbe grandi cantieri militari sul Golfo Persico, su quello di Omar, sul delta dell'Indo e del Gange, non trascurando la sponda di Chamchatcha. Così la flotta del Golfo Persico e del Mare delle Indie, e le altre dell'Oceano Pacifico, dell'Artico e del Baltico, non parlando delle interne del Mar Nero, del Caspio e dell'Aral, formerebbero una compiuta difesa dell'immenso litorale dell'impero moscovita. Specialmente colla flotta del Baltico, il Russo, padrone alla sua volta del Sund, impedirebbe qualunque diversione che l'Inghilterra ivi tentasse per difendere in altro modo i minacciati possedimenti dell'India. L'intento voluto si otterrebbe

dalla Russia, perchè le sue flotte sarebbero in avvenire, dopo le eloquenti lezioni del passato, ben diverse da quelle che possiede attualmente.

XIV. Dopo ciò, apparisce manifesto che anche l'Indo-China sarebbe, in breve tempo, vassalla del più forte. Il vassallaggio poi non tarderebbe guari a divenire esso pure una totale dipendenza, una vera sudditanza. L'Inghilterra non avrebbe altro mezzo per sostenere la propria grandezza ed allentarne la decadenza, che concentrare tutta la sua attività coloniale nel vasto Continente Australe.

Allora la Russia si affretterebbe a congiungere que' nuovi regni, aggregati al resto dell'impero coll'elettro-telegrafia, da Pietroburgo sul Baltico ad *Hue* sulla sponda orientale della Cochinchina. Sull'ali velocissime dell'elettrico le sterminate distanze, che dall'ovest all'est dei due continenti si tramezzano, scomparirebbero. Anche la China, stretta da tre lati dal colosso russo, sarebbe più dappresso minacciata.

In tal guisa, una gigantesca rete elettro-telegrafica e di ferrovie celeri unirebbero fra di loro tutte le provincie dell'immane impero, assoggettandole alla possentissima volontà del gran monarca; il che fino allora sarebbe apparso favoloso ed impossibile.

XV. E qui facil cosa è convincere del contrario chiunque credesse inesequibile siffatto ingrandimento russo, e il perdurarvi per un dato tempo. Basta invitarlo a consultare la storia contemporanea.

Se una società privata di ricchissimi capitalisti, la Compagnia Inglese delle Indie Orientali, fu ed è capace di tanti prodigi; se poche migliaia di uomini signoreggiano *centotrenta milioni di abitanti*, che si dirà dell'impero russo colla sua fortissima unità di comando, aumentata dai mezzi moderni di comunicazione, e il suo inudito potere?! Se quella Compagnia, ed anche la restante Inghilterra, tanto fece ed opera, separata dalle Indie da sì vasti mari e da molti paesi, di che sarebbe capace la Russia col mirabile vantaggio di una *continuità territoriale*, nuova negli annali storici? A differenza dell'Inghilterra, essa può stabilire un sistema di ferrovie e di telegrafi impareggiabile, e posarlo tutto quanto ed esclusivamente sul suo territorio, senza dipendere, per il loro passaggio, da alleati o da vicini. Ed è quel che si dimostrava con un breve cenno sulla loro delineazione.

XVI. La futura grandezza della Russia s'intravvide da parecchi pubblicisti; molti altri ripeterono il già detto, giusta il vecchio

costume, modernamente reso più comune, di impinguare libri e giornali con le idee altrui. Ma non si era finora osservato in qual modo più idoneo e sicuro potesse la Russia effettuare quell'enorme ingrandimento. Chè dinanzi a vastità sì smisurata, tutti, più o meno fatti increduli, rifuggivano col pensiero scombuato e quasi atterrato da tanto spettacolo. E fu allora che si disse quell'ampiezza territoriale dovere alla fine necessariamente produrre la certa ruina dell'impero. Niuno mai venne ai particolari, niuno parlò dei più acconci e probabili mezzi di successiva esecuzione. Essa in gran parte si fonda sulla costruzione delle celeri vie marittime, fluviali, terrestri. Le quali si vollero descrivere per mostrare che su di ciò grandemente è stabilita l'avvenire potenza della Russia. Ogni conquista, non disgiunta mai dal pronto e adatto stabilimento di quelle, mi sembra l'unico modo di sciogliere il gran problema del vastissimo moscovita dominio, e della sua più lunga durata.

Apparirà allora più falso ciò che testè si disse da taluno, con più d'ingegno che di verità: *essersi la Russia estesa sino ai monti, ne' quali aver trovato un ostacolo insuperabile*. Cioè, esser la Russia giunta al suo più alto apogeo di grandezza territoriale. Perocchè, ommettendo di far parola della gran catena uralica, per cui l'Europa si divide dall'Asia, non che delle altre della Russia siberiana e delle minori dei Valdai, mi limiterò all'esempio storico del Caucaso, che non valse a rattenerla. Il Moscovita, veggendo difficile la vittoria, senza cessar mai di tentarla, passò oltre, e si estese lungo il confine occidentale del Caspio e l'orientale dell'Eusino, da Poti ad Astarà nella Georgia, ed in parte dell'Armenia. Se eranvi montagne che potessero fermare la Russia nel suo ampliamento successivo erano certo le caucasiche, difese dagli intrepidi Circassi. Ma il gigante non si diè per inteso, continuò il suo corso, misurando coi passi il terreno come il Nettuno di Omero.

L'elettricismo, valicando i monti con ali rapidissime, e più celeri assai di quelle del Dio Mercurio, e il vapore perforandoli con forza prepotente, renderanno vieppiù erronea la suddetta sentenza.

E qui cade in acconcio il riflettere ad una essenziale differenza fra il mondo antico e il moderno. Dai pubblicisti non si tenne calcolo in siffatta questione di un elemento caratteristico e grandemente cospicuo della vita contemporanea, vo' dire *« del vapore e dell'elettrico a servizio del più gigantesco e unitario potere »*. Se ormai, in breve tempo, si compie la circumnavigazione del globo, e stabilite una volta le ferrovie, si attraversano rapidissimamente

i più estesi continenti; se il parlare e il comandare agli abitanti degli antipodi è sì agevole quasi com'è coll' uomo che ci sta presente, dov' è, io chieggo, e in che consiste la improbabilità di un vasto e generale dominio, quale si accennò della Russia? E se la sua ampiezza supera ogni storica memoria, i mezzi che si userebbero per acquistarlo non hanno essi il medesimo carattere inedito? Quando mai i più famosi conquistatori e i più grandi monarchi della terra ebbero sì possenti mezzi per mantenere una tanta signoria? Se, ad esempio, i Romani avessero potuto conoscere le ammirande invenzioni dell'epoca nostra, quanto di più straordinario avrieno operato con la terribile loro attività? Oh! come angusto sarebbe apparso il mondo da essi conosciuto! Quale spettacolo avrebbe presentato Roma, la gran capitale dell'universo, divenuta, con quei mezzi, quasi onnivigente ed onnipresente? L'impero occidentale non sarebbe caduto nel quinto secolo; la sede imperiale trasferita a Costantinopoli avrebbe causato minor male all'unità della signoria, perchè Roma e Costantinopoli sarebbonsi trovate con quei modi assai più vicine; i mezzi di offesa e di difesa più trasportabili dall'uno all'altro capo dell'impero. La cosmopolitica dominazione romana avrebbe presentato caratteri di più colossale grandezza, e la sua storia, già sì gloriosa ed imperitura, sarà stata portentosa ed insuperabile. Se Napoleone il Grande avesse dato ascolto ad una proposta, fatta poi celebre, del vapore applicato alle navi come forza motrice, la potenza, che ora ammiriamo nell'Inghilterra, illustrerebbe la marina di Francia. E forse l'instabile Albione ne sarebbe stata avvilita; più eseguibile sarà stato il *blocco continentale*, agevolato il passaggio della Manica e l'improvviso sbarco delle truppe francesi sul suolo britannico. L'aquila imperiale avrebbe veduto altre vittorie, e, sventolando sulle torri di Londra, avrebbe indicata la conquista del Regno-Unito. La luce splendidissima di quel Genio meraviglioso non sarebbe miseramente spenta sopra uno scoglio solitario dell'Atlantico.

Che dire poi se egli avesse potuto conoscere ed approfittarsi di tutti i moderni trovati del vapore e dell'elettrico? Chi può determinare il vasto orizzonte di potenza che si schiude immaginando Napoleone il Grande *armato del vapore e del fulmine*?

XVII. Ora non è adunque vero ed evidente che una potenza sterminata come la Russia può produrre miracoli di forza stragrande, tanto più se una pace qualunque le permetta di apparecchiare quei mezzi acconci e sicuri d'ingrandimento?

I quali costrutti, la Russia, nuovo Briareo delle cento braccia, stringerà da un lato l'Asia orientale e meridionale, e dall'altro minaccierà l'Europa. È quasi inutile il dire che la tanto contrastata Costantinopoli addiverrebbe infine sua preda. Si enormi forze tanto rapidamente concentrabili ne assicurerebbero la vittoria. Allora, estendendosi dal polo artico all'equatore, in ambedue gli emisferi l'impero russo diverrebbe come il gigante *Anteo*, cui però nessun *Ercole* potrebbe sollevare dalla terra e vincere.

Nè credasi che sì sterminato reame non possa per un dato tempo sostenersi. La troppa vastità, che una volta era principio di prossimo dissolvimento, cesserebbe di esserlo grazie al vapore ed all'elettrico, che la sminuiscono, ed annullano quasi le distanze. Molti antichi principii debbonsi cangiare, molti invecchiati pregiudizii abolire; chè ora può dirsi davvero « *esservi qualche cosa di nuovo sotto al sole!* » Il vecchio adagio contrario è vittoriosamente smentito dalle prodigiose invenzioni della modernità. Quando Calcutta distasse da Pietroburgo circa otto o dieci giorni, quando la più occidentale Finlandia fosse lontana meno di quindici giorni dalla più orientale Cochinchina, egli è facile lo scorgere, come in poco più di un mese, funzionando incessantemente le locomotive, un esercito che minacciasse la Svezia potrebbe essere trasportato sul Gange e sul Menam ad invadere la China. Un ingente risparmio di uomini, di cose e di tempo, mentre renderebbe più probabile la vittoria, compenserebbe ad usura le spese occorse per la costruzione di quei sistemi di ferrovie, e moltiplicherebbe le forze dell'impero con proporzione spaventosa. In linguaggio matematico, le si direbbero per lo meno *elevate al quadrato*.

L'*Ufficio centrale* dell'elettro-telegrafia, la cui incessante attività nei più lontani paesi come nei vicini, farebbe meravigliare gli stessi agenti della medesima, sarebbe in quel genere il più grande stabilimento del globo, lo splendido trono imperiale, il vero peristilio dell'Olimpo terrestre.

XVIII. In tanta vastità di dominio, la divisione dello Stato russo in due imperi, l'uno settentrionale, meridionale l'altro, potria divenire assai probabile. Ma la dinastia che regnasse in Russia, volendo saggiamente approfittare degli ammaestramenti della storia, dovrebbe astenersi da tale divisione, come da sinistro auspicio di fatale caduta. Rinoverebbesi l'esempio dell'impero romano, che incominciò più rapida ed inevitabile la decadenza dall'epoca in cui si divise in orientale ed occidentale. Dimezzate le forze s'indeboliva

la resistenza in ogni parte, e le irruzioni barbariche faceansi più prepotenti e irresistibili.

E se anche siffatta impolitica divisione non si attuasse, nullameno, ogni cosa umana avendo un termine, l'impero moscovita dovrebbe anch'esso finire. Ma prima che quel mondiale avvenimento si compisse, molti secoli potrebbero scorrere in una lunga aspettativa; nè si effettuerebbe se non dopo una determinata epoca di decadenza. Non mancano esempi storici a riprova; havvene alcuno anche recente. La vita degli Stati è vita di secoli; in loro il prosperare, come il declinare, lentissimi e da ineguali vicende interrotti. Ogni opinione contraria è assurda, e talvolta può essere un inganno funestissimo.

Al cospetto dell'avvenire grandezza della Russia, allo spettacolo di inudita potenza, alla vastità e ardimento attuabili dei progetti descritti, che cosa è in paragone il famoso testamento politico di Pietro il Grande?

In verità, io non so se il Russo più ardente amatore della sua patria, se il più affezionato suddito dello Zar potrebbe offrirgli un modo più efficace e sicuro per salire ad un potere nuovo nella Storia!

XIX. Ecco un'obbiezione. — Con le ferrovie e le grandiose comunicazioni indicate, nuova vita sorgerebbe, nuove ricchezze, da cui, giusta i noti principii economici, un proporzionato aumento di popolazione. Ciò produrrebbe anche una grande spinta alla *civiltà*, e l'incolto e rozzo popolo Moscovita e Tartaro diverrebbe civile. Le stesse opere che si intraprendessero dal Governo per accrescere la forza e l'estensione del dominio ne scalzerebbero a poco a poco la base. Dunque è inutile il guerreggiare la Russia se essa debbe cedere al potere del pacifico incivilimento —.

Siffatto argomento è assai specioso ed appariscente, ma nulla prova contro il mio assunto. Tutti sanno che la barbarie debbe finire, e che, tosto o tardi, debb'essere sbandita dalla faccia della terra, e la civiltà estendere universale il suo dominio. Ma è pure incontrastabile che dessa può ritardarsi indefinitamente per l'incessante vicenda di progresso e di regresso, cui soggiace la natura umana. Del resto, appare evidente che la civiltà non si deriva dalle ferrovie e dai telegrafi, ma che viceversa quella produce questi, e solo ne è aiutata nel suo progresso, quando quelle costruzioni sieno un bisogno sentito dai popoli, non solo dai Governi, e non siano come pianta straniera trasportata in suolo non adatto, o incolto.

E prima che la terra si fertilizzi, e che al nuovo clima la pianta si avvezzi e attecchisca, molto tempo e infinite cure richiederannosi. Che dire poi se niuno pensi a farla prosperare e renderla altrui profittevole e che la sua vegetazione dipenda tutta dalla propria vigoria, e da minore inclemenza di cielo?

Se le ferrovie ed i telegrafi produrranno molto bene fra i popoli Moscoviti e Tartari, questo non potrà effettuarsi prima del loro compimento, perocchè i più alti portati di civiltà sariano cosa esotica nello stato morale di quelle popolazioni. Qualunque bene possa originarsi da quelle vie di comunicazione, l'autocrazia imperiale avrebbe già molto tempo prima toccato il più eccelso apogeo della sua possanza. Per tal modo, se la civiltà avesse acquistato qualche cosa, almeno nelle legittime speranze, anche il dominio autocratico sarebbe intanto viepiù ingigantito. Dinanzi al futuro probabile progresso di civilizzazione starebbe di rincontro l'attuale e tragrande aumento di forza, e, direi onnipotenza della Moscovita signoria.

XX. La quale potrebbe allora, con più effetto, stornare da sé ogni coalizione avvenire; la politica influenza, cresciuta con la forza, opporrebbe ostacoli maggiori, gravissimi.

Sì sterminata grandezza nell'Asia aumenterebbe all'Europa civile il suo pericolo. Alla Russia non sarebbe stato difficile l'impadronirsi della Gallizia, la cui frontiera è indifesa da grandi linee strategiche, ed anche della Prussia più orientale, lorchè questa non fosse seco lei alleata. Allora i suoi confini occidentali dal Baltico all'Eusino sarebbero naturalmente demarcati dalla Vistola, dai Carpazii e dal Danubio. E poi? Minaccierebbe più d'avvicino e più tremendamente l'Alemagna, tenuta improvvidamente divisa coi tanti principati irregolari, che l'indeboliscono e ne tolgono la possente unità; sarebbe con quei principi in segreta, strettissima alleanza. Appoggierebbe il dissolvimento dell'Austria, composto di varie membra nelle primordiali sue nazionalità, come fece della Grecia col l'Impero Ottomano. Anche la Svezia non tarderebbe a divenire sua preda.

Qui io non parlerò di un infeudamento dell'Europa alla Russia: un dominio sì universale nella parte più civile ed agguerrita del globo non è forse attuabile; nullameno una preponderanza ancor maggiore avrebbe acquistata e lunghissimamente durevole. Ogni cosa più grave dipenderebbe da lei; se non tutti, molti Sovrani europei sariano suoi vassalli, od, in qualche modo, più o meno dipendenti: possederebbe l'alta egemonia sull'Europa, e quindi su gran parte del globo.

I sognatori di repubblica universale dovrebbero ancora a lungo architettare utopie impossibili.

Se l'Europa si ribellasse, la Russia potrebbe rovesciarle addosso la popolazione più bellicosa dell'Asia, che sulle grandiose ferrovie suddescritte sarebbe rapidamente trasportata dall'Indo e dal Gange alla Vistola e al Danubio.

I Tartari, i Turcomanni, i Chirghizi, i Mongoli, i Cosacchi e va dicendo, uniti in truppe e assoldati, percorse celeremente le steppe dell'Asia e dell'Europa russa, giunti ai confini dell'Alemagna o della Turchia, incitati anche dalla libidine di guadagno e di bottino, comincierebbero una guerra spaventevole. Essi, vittoriosi o vinti, dovrebbero, a lungo andare, incivilirsi in Europa, come in China; e se quei barbari furono là stazionarii, per colpa di quell'eteroclitica civiltà, qui sarebbero spinti dalla corrente rapida delle idee e delle cose a ingentilirsi. Tanto più che nell'Europa occidentale e mediana la civiltà è forte ed armata, e la popolazione numerosa.

Ma intanto, fra questo urto tremendo di uomini e di passioni barbare e civili, e li sparsi torrenti di sangue, un tempo utile sarebbe consumato. L'industria ed il commercio sarebbero da quella lotta danneggiati assai più che se si fosse prevenuta con altra minore lungo il Baltico (Capo primo).

Le arti e le scienze, durante una guerra sì gigantesca, avrebbero sminuita la serie prodigiosa dei loro benefici trovati. Un sanguinoso e gigantesco episodio sarebbe operato, forse l'ultimo in tal genere, essendo la civiltà dappertutto crescente, e tendendo sempre più ad un'ampiezza universale.

All'America spetterebbe allora il rimorchiare la nave Europea sconvolta dalla terribile tempesta; mentre essa pacifica avrebbe nell'altro emisfero stabilita una sede più vasta e più grandiosa di novello incivilimento. La vecchia Europa, famosa per tante glorie e per tanti delitti, svigorita dalle continue lotte intestine, e dalla guerra colossale accennata, dovrebbe, suo malgrado, riconoscere, almeno per qualche tempo, nella giovine e robusta America una civile preminenza.

Di più; l'emigrazione europea, assumerebbe maggiori proporzioni durante quella lotta disastrosa. Molti si partirebbero da questa terra malaugurata, in cui un po'di bene non si potrebbe ottenere se non dopo gravi sacrificii; e dove il male sarebbe accresciuto, perchè versato a piene mani dagli stessi uomini con insania incredibile!

Lo spettacolo dell'avvenire grandezza della Russia non parrà esagerato, se si osservi che si volle considerare in tutta la ~~possibile~~ ~~ampia~~ ampiezza l'immane esplicamento della sua potenza, aiutata dai mezzi efficacissimi del moto perfezionato, e dell'elettrico esploratore sagacissimo ed onnipresente e corriere istantaneo. L'equilibrio politico europeo non esisterà che di nome, finchè la Russia sia forte e minacciosa come oggi, e più, se potrà crescere in gagliardia e ingigantire. Per sopperire alle enormi spese di interni lavori ed armamenti, oltre i vantaggi derivanti dalle stesse successive conquiste, e dal nuovo dominio di ricchissime provincie, potrebbe la Russia stabilire, ne' modi più adatti, tutti que' prestiti di che abbisognasse, sì che i creditori, interessati a sostenerla, cospirasero anch'essi a mantenerne più forte e durevole la signoria.

D'altronde, affinchè s' accresca il periglio all' Europa civile, e l'egemonia moscovita vieppiù si estenda, non fa d'uopo aspettare che la vastissima tela testè tracciata si compia. Perocchè ogni successivo allargamento territoriale della Russia anche in Asia, ogni costruzione di interno lavoro strategico e militare, o che ne renda più unitaria e compatta la formazione, sminuendo le distanze, sarebbe già di per sè, un danno reale all' Europa ed al suo equilibrio, un aumento di pericolo, accrescendosi la potenza del colosso.

Epperò una guerra di coalizione contro la Russia, come l'indicata (Capo precedente), a chi profondamente consideri lo stato contemporaneo e futuro delle cose, quantunque di per sè *offensiva*, si presenterebbe eziandio sotto più d'un rapporto *difensiva*; nè sarebbe *ingiusta*, prevenendo in avvenire una lotta, che diverrebbe inevitabile, e sarebbe indubbiamente più micidiale e più sanguinosa d'ogni altra. La tardanza a compierla rendendo le parti più forti ed agguerrite, ne farebbe l'esito più incerto, e maggiore la durata.

Mentre si accennava all'Europa il maestoso e inudito spettacolo della futura grandezza della Russia, non che il modo di liberarsi dalla possente sua egemonia, si presentavano alla Russia i mezzi per acquistarla e mantenerla.

Dallo studio degli stessi avvenimenti opposte conseguenze possono derivare, secondo la natura dell'agente. Colui che, malgrado la reciproca preveggenza, con sottile accorgimento, terrà sempre il campo, ne uscirà alla fine vittorioso.

XXI. Il popolo russo, nato alla vita civile per opera di Pietro il Grande, ha appena cominciato ad operare. Quali saranno i suoi destini avvenire? Il protendere lo sguardo nella buja notte del futuro

è un ardimento non di rado eccessivo ; il profeta che s' inganna è deriso. Pure non sarebbe errore il dire che anche questo popolo, sinora quasi inoperoso , debba assumere quandocchessia un alto grado nella storia dell'umano incivilimento. Le gigantesche linee di rapida comunicazione, dopo aver servito mirabilmente alla maggior potenza dell' impero , diverrebbero ~~una~~ fortissima spinta ad uno sviluppo civile. Dai due gran fuochi dell' elittica moscovita , Pietroburgo e Mosca, si estenderebbero i benefici civili alle sconfinare pianure del Don e del Volga, che sarebbero coltivate e popolate, da cui nuovo aumento di ricchezza nazionale. Allora sareno dirozzati ed inciviliti i barbari abitatori degli altipiani asiatici.

Così la Russia , situata nel mezzo di due continenti , fra due civiltà la Chinese e l'Europea , che signoreggiasse , o da cui fosse vinta , incivilita , si farebbe gloriosa negli annali dell'avvenire. Si avvicinerrebbe l' epoca felicissima , in cui le tre civiltà dell' antico emisfero , tra loro in rapporto reciproco ed incessante , si fondessero, con mirabile accordo, in una sola più grandiosa ed operativa di più stupendi miracoli.

Colui che , col suo potere , si farà efficace iniziatore di quella civiltà , imprimendo allo spirito nazionale una nuova e più utile spinta, indirizzandone l'attività verso l'ultimo Oriente Asiatico , eclisserà , con più vivo splendore , la fama di Pietro il Grande, di Caterina II e di Alessandro I. Benedetto da tutti i popoli russi , de'quali avrà fatto il maggior vantaggio (Capo terzo — II), e dall'Europa , cui avrà risparmiato lo spargimento di molto sangue e infinite sciagure , la storia scriverà , a caratteri indelebili , il suo nome fra i più grandi e generosi benefattori dell' umanità , e lo tramanderà ai più lontani posterì gloriosissimo ed immortale!.....

CAPO TERZO

LA PACE E LA FUTURA GRANDEZZA DELL'EUROPA CIVILE.

I. Svezia, Polonia ed Austria nella Russia conquistata. — Abolizione della *schiafitù della gleba*. — II. Russia *ristaurata*. — III. Effetti vantaggiosi di quella ristaurazione. — IV. Seguita lo stesso argomento. — V. Dell'impero ottomano; suo inevitabile destino. — Confronto storico. — VI. Si prova che la divisione della Turchia, o il radicale rinnovamento di altro reame, è necessario, giusto ed utile: 1° Per la causa della *religione Cristiana*; 2° per quella della *civiltà*; 3° e dell'*equilibrio politico* d'Europa. — VII. Come ciò possa compiersi malgrado la proclamata *integrità* dell'impero ottomano. — VIII. Di un nuovo Stato Bizantino. — IX. Progetto di divisione della Turchia. — Territorio libero e inviolabile di Costantinopoli. — Sua speciale amministrazione. — Si propone la costruzione di due giganteschi *ponti tubulari*. — Di alcune fortificazioni. — X. Assegnamenti territoriali nella province turche d'Europa; all'Austria. — XI. Alla Grecia; nuova Grecia continentale ed insulare. — Protettorato della Repubblica Ionia. — XII. Divisione delle province ottomane dell'Asia. Indicazioni i confini dei nuovi possedimenti della Francia e dell'Inghilterra. — Si progettano lavori che accorcerebbero la via alle Indie. — XIII. Effetti di quell'occupazione. — La Circassia e la Russia. — Gli inglesi sul Caspio. — Celeri comunicazioni. — XIV. Nuovo reame di Palestina. — Suo organamento. — Sanzionata l'uguaglianza assoluta fra tutti i cristiani in Terra Santa. — Di un comitato religioso permanente. — Somme convenienze di siffatta^a proposta. — Si tracciano linee di ferrovie e telegrafiche. — XV. La accennata divisione della Turchia è razionale. — XVI. Turchia insulare. — L'isola di *Cipro* al Piemonte.

— Vi si traccia una linea di ferrovia e telegrafica. — Futura prosperità di quell'isola. — Utilità di quel possesso. — XVII. Una digressione sul Piemonte. — Suo migliore assetto. — Di una ardita comunicazione fra Corsica e Sardegna, ed anche di un'altra simile fra Sicilia e Calabria. — Di una alleanza offensiva e difensiva del Piemonte con la Svizzera. — Di un grandioso sistema di fortificazioni. — Della flotta sarda. — La Spezia. — XVIII. L'isola di Rodi a Napoli, se unita all'occidente europeo. — Linee telegrafiche e di ferrovie tracciate per quell'isola. — XIX. Alto dominio sull'Egitto, su Tunisi e Tripoli acquistato dall'Europa occupatrice dell'impero ottomano. — XX. Compiuto l'assoggettamento dello stato di Tripoli. — Sua divisione. — Principi di Germania a Tripoli. — Colonizzazione del paese. — Grandiosi lavori progettati. — Federazione Tripolitana. — Somma utilità della proposta. — XXI. Lo Stato di Tunisi assegnato al Portogallo. — Cessione del vicereame delle Indie. — Modo e utilità della conquista. — Lavori susseguenti. — XXII. Più immediata egemonia inglese sull'Egitto. — Utili effetti di essa. — XXIII. L'impero di Marocco. — Mezzi più acconci per la sua conquista a profitto della Spagna. — Cessione dell'isola di Cuba all'Unione Americana. — Conseguenze della progettata intrapresa. — XXIV. Colonizzazione del Nord africano. — Problema sociale dell'emigrazione europea. — Suo nuovo e più utile indirizzo. — Vasti progetti di rapide comunicazioni. — Cenno sulle conseguenze di tali proposte effettuate. — XXV. Le quali si provano attuabili dalla moderna potenza d'Europa, e grandemente vantaggiose. — XXVI. Di un nuovo assetto europeo. — XXVII. Quanto utile sarebbe una pace che si fondasse su quelle proposte, e adottasse il loro più saggio esequimento. — XXVIII. e XXIX. Si confuta un'obiezione ai fatti progettati; provandosi la necessità, la giustizia e l'utilità di quelle conquiste e colonie, non contrarie alla massima del pacifico apostolato di civiltà. — Minore frequenza di rivolture politiche. — Del pauperismo. — XXX. Dell'imprevidenza politica. — Come dovrebbe agire volendosi sostenere l'esistenza dell'impero ottomano.

I. Posto che l'occidente russo fosse conquistato, e respinta la dominazione moscovita ne' suoi antichi confini, al di là dei monti Valdai, della Dvina e del Boristene, una novella Europa si formerebbe, arra di più fortunato avvenire. La Polonia ricostrutta, la Svezia e l'Austria ampliate giusta i delineati confini (Capo primo — XXVI — XXVII), divenute i possenti antemurali della civiltà e dell'equilibrio europeo, altri e grandiosi rinnovamenti si attuebbero.

Infrattanto lo stato morale e politico dei popoli russi, uniti al Polacco, allo Svedese ed al Germanico, cangierebbe assai. E, per viemmeglio svolgere ed affrettare veracemente la corrente di civiltà fra quei popoli, farebbe d'uopo, da prima, *l'abolizione assoluta della schiavitù della gleba*. I governi si amicherebbono la maggioranza della popolazione, di cui tanta parte è schiava, procurando, con ogni più acconcio modo, di offendere, il meno gravemente che fosse possibile, gli interessi dei proprietari. Potrebbero per ciò usare modi analoghi a quelli tenuti per l'abolizione della schiavitù negra nelle colonie americane della Gran Bretagna. Se que' mezzi fossero insufficienti, o non idonei, e gravissimi danni ne risentissero i proprietari (verso cui una forzata spropriazione, senza bastante indennizzamento, sarebbe una violenta ingiustizia), la ricca Europa non potrebbe, con una *generale raccolta di danaro*, riscattare egualmente que' milioni di miserabili? Il *sacrificio individuale sarebbe davvero insensibile*, e impercettibile la quota; ma la somma bastevole. La utilità tragrande; e l'Europa civile avrebbe meritamente acquistata la riconoscenza di un popolo redento dalla schiavitù e dall'abbrutimento.

Allora la civiltà, che tende ad ampliarsi incessantemente, fiorendo sul Boristene, si estenderebbe al di là del Volga e degli Urali, e a poco a poco compirebbe la conquista morale e la vittoria durevole nella antica sede della barbarie, negli immensi altipiani dell'Asia centrale. — Si parli ora di una *Russia restaurata*.

II. Nè credasi perciò che si volesse restringere affatto la Russia, ed impedire ogni sfogo alla sua attività ed al suo ampliamento. Un larghissimo campo, e in gran parte inesplorato, io le offro nella *conquista della China*. È a questa che si vorrebbe rivolta la possanza della Russia; l'ultimo oriente asiatico sarebbe per lei il più adatto e il più sicuro dominio, meglio assai delle provincie Baltiche e Finlandiche. Alla China, non difficile conquista, specialmente mentre vi duri la guerra civile, dovrebbe tendere le sue mire. Un milione di soldati, ed anche una leva in massa in tutto l'impero moscovita non varranno mai contro l'Europa agguerrita, come un mezzo milione d'armati (o fors'anche meno) in China. I fieri Tartari, che da sì gran tempo la dominano, saranno dappiù del moscovita? Se questi incute spavento a tutta Europa, non potrà vincere e domare l'imbelle China?

Il dominio di tutta quanta l'Europa non varrebbe mai per la Russia come la signoria sull'*Impero celeste*. Il quale, avendo circa

dugento milioni d'abitanti, darebbe alla Russia tanti sudditi quanti gliene potrebbe offrire la dominazione di tutta Europa. La China, aprendo la cataratte, chiuse da secoli, della vasta onda di popolo ivi abitatore, ne spingerebbe una parte a trasmigrare ed a vivificare gli altipiani dell'Asia, e le deserte brughiere del settentrione europeo ed asiatico.

Allora più che mai si parrebbe evidente la somma utilità di rendere Astrachan la seconda città dell'impero. Situata quasi nel centro del gran continente europeo-asiatico, alla foce di un gran fiume lungamente navigato, in clima più abitabile, a cavaliere di tre vasti bacini interni, fra loro comunicanti per le rapide vie idrauliche e terrestri, altrove accennate, e indirettamente col Mediterraneo, e più d'avvicino, per via dell'Eufrate, col Golfo Persico e con le Indie, sarebbe, a parer mio, la città che sola potrebbe, col tempo, ristaurare la potenza russa della perdita di Costantinopoli. E la conquista della China la ristorerebbe della perdita di Pietroburgo ed anche di Mosca; avrebbe, con più colossale riscossa, rafforzato il potere perduto sul Baltico e sull'Eusino, acquistando un territorio vastissimo de' più ricchi e fertili, e colla signoria del più numeroso popolo del globo. Così il nuovo impero russo, si estenderebbe dal Don e dal Volga sino alle foci del Ta-chiang e del fiume Giallo. Astrachan, Pechino e Nanchino sarebbero le tre più grandiose città dell'impero.

III. Ma l'Europa qual bene ne avrebbe ritratto? Non sarebbe forse la Potenza Russa addivenuta più tremenda e minaccievole?

A Pietroburgo ed a Mosca, nel lontano occidente, sostituite Pechino e Nanchino nell'estremo oriente, diverrebbe Potenza più asiatica che europea. L'attività russa avrebbe in avvenire ben altro scopo che il passato. Questo grande rinnovellamento sarebbe utilissimo alla Russia, alla China, ed all'Europa. La conquista europea, estendendosi sino al corso superiore del Volga e al Dnieper, dopo aver rizzato su quelle linee un sistema compiuto e formidabile di baluardi, avrebbersi lo scopo di respingere la Russia anche al di là del Don. La gran vallata di questo fiume sino alla sponda Eusina dovrebb'essere signoreggiata dall'Europa civile; lo sforzo delle sue truppe, dopo il già fatto, sarebbe là rivolto costantemente. La colonizzazione di quelle ampie regioni, la coltivazione di pianure vaste e di secolari foreste cangierebbe l'aspetto di que' paesi; i loro popoli, a poco a poco accresciuti di numero, entrerebbero nel consorzio delle nazioni civili; una novella Moscovia si inizierebbe. Ogni bar-

barie, ogni invasione impedita; chè l'incivilimento di que' popoli vigorosi ne sarebbe il migliore baluardo. E poi anche lungo il Don si stabilirebbero quelle opere strategiche che più sembrassero necessarie od opportune. Tutto ciò dovrebbe farsi prima che la Russia compisse le celeri vie di comunicazione (Capo secondo) in quei paesi, altrimenti più difficile e sanguinosa ne sarebbe la conquista. La quale costringerebbe meglio la Russia a ristorare in qualche modo e altrove la decaduta potenza. E niun paese più adatto a ciò della China. Perocchè, oltre a quel che si disse, la sua ricchezza naturale è tanta da gareggiare e forse superare l'europea. Vastissime città, e solo paragonabili colle maggiori capitali d'Europa, ne aumentano il valore; sonvi fiumi a grand'agio navigabili, ed un sistema idraulico gigantesco e meraviglioso, ivi da secoli stabilito, che non ha pari al mondo, e che, con infinite diramazioni, si estende a gran parte dell'impero, e tanti altri vantaggi, che sarebbe qui troppo lungo enumerare.

La Russia, anzichè volgere lo sguardo all'Europa, in cui troverebbe specialmente dopo le fatte conquiste un ostacolo invincibile, si preparerebbe alla conquista del Giappone, il quale, co' suoi ventiquattro milioni (incirca) di abitanti, non è che una geografica dipendenza del colosso cinese.

~~Quella~~ dalla nuova signoria moscovita energica e possente avrebbe vantaggi moltissimi, e la sua prosperità si aumenterebbe assai. Perocchè il Russo, sebbene sia detto barbaro in cospetto della più culta e civile Europa, è di gran lunga superiore alla tartarica della China, e ad ogni altra signoria indigena asiatica. Anzi sarebbe grandemente desiderabile che la cultura e la civiltà, che si scorge in Pietroburgo e in Mosca, anche in Pechino ed in Nanchino apparisse.

La popolazione delle sponde del Volga e del Don, energica, robusta, fiera, che è il vero nerbo della potenza Russa, sarebbe il fondamento principale della futura sua grandezza in Asia. Da quella valle specialmente si recluterebbe l'eletta delle schiere.

L'Europa avrebbe la grandissima utilità di estendere liberamente il commercio (che è tanta parte della sua vita) a tutta la China ed al Giappone, ricchissimi paesi, la cui fertilità può misurarsi eziandio dal numeroso popolo che alimentano. Perocchè dopo la conquista Russa, sarebbero approdabili tutte le spiagge, aperti tutti i porti, gli stolti pregiudizii della China antica aboliti dalla nuova. La dominazione moscovita, succeduta alla tartarica, avrebbe ben altri modi per mantenersi stabilmente, e tenersi sog-

gette quelle popolazioni coi molti mezzi cui somministra l'arte moderna. L'elettro-telegrafia e le ferrovie ivi pure cangierebbero lo stato delle cose. Inoltre que'popoli sarebbero più facilmente signoreggiabili, quando fosse loro libero, come altrove, di stare in patria, o dipartirsi.

IV. Intanto nuove fonti di ricchezza universali, e di benessere comune sarebbersi dischiuse. Così, mentre la Russia avesse ristorato il suo Impero in regione più lontana e non minacciovole, l'Europa avrebbe dall'opposto lato rafforzato l'equilibrio politico, ed ampliato il regno della civiltà, acquistando nell'avvenire una forza ed una sicurezza non mai avuta nel passato. Anzi, potrebbe dirsi che solo allora l'equilibrio europeo sarebbe attuabile sopra solide basi di giustizia sociale.

E l'umanità tutta e la gran causa del mondiale incivilimento avrebbero grandemente avvantaggiato.

E la *pace*, tanto bramata a buon dritto, solo allora potrebbe sperarsi lungamente durevole, da cui una prosperità sempre maggiore e più universale.

Ma per ottenere tutto ciò bisogna agire coraggiosamente, lungamente, indefessamente; la sola diplomazia è inetta a raggiungere il grande intento.

In tal guisa non è dimostrato quel che più sopra si accennava? (Capo primo — XXXII. — 3.^o). Non sarebbero così soddisfatti gli interessi delle parti contendenti, non cesserebbe l'antagonismo periglioso, e la lotta lunga e micidiale?

Se nuove complicazioni di affari succedessero in Asia dopo la conquista moscovita (probabilmente tra la Russia e l'Inghilterra), ciò meno importerebbe, chè frattanto l'essenziale scopo avrebbe ottenuto e l'Europa più ingagliardita sarebbe sicura da ogni minaccia della Russia.

Siccome il principale assunto è studiare il gran problema Russo-europeo da ogni lato, così debbo ascoltare eziandio chi crede in altro modo doversi operare. Molti forse vorrebbero abbattere la Russia, senza permetterle che altrove si ristorasse. Se ciò si vuol fare davvero non si aspetti lungamente; si rammenti esser fatale ogni indugio che lascia l'inimico vieppiù ingigantire. Il russo allora potrà occupare la China dominando sempre l'Europa.

V. Di altri problemi lo scioglimento si richiede. Dai modi di eseguirlo può dipendere felicità o sventura grandissime ai popoli europei. Solo il tentarlo sarà giovaturo.

Non è della sola Russia che bassi a trattare; però meditando altre vertenze che riguardano l'interesse di tutta Europa, quella o sta al primo posto, o quasi. Tali sono le condizioni d'Europa, che, in ogni grave affare, la Russia fa sempre rimbombare l'altisonante sua voce. — È una grave dimanda che ora far si debbe. — Che ne sarà del paese ove si iniziò la tremenda lotta, vo' dire dell'*Impero Ottomano*? Quali i destini de'suoi popoli?

Tutti i pubblicisti più assennati convengono nell'assegnare alla Turchia un prossimo fine. La sua decadenza è incontrastabile ed evidente; è una questione fra l'oggi e il domani. Gli uomini grandi e gl'illustri fatti d'arme contemporanei non possono impedirla.

La storia ci addita una singolare e persuasiva analogia; non si può trascurarla sotto pena di errore; anzi, io spero, ne sarà di utile insegnamento.

Nell'estrema ruina di Bisanzio, si vide l'ultimo Costantino, il *Dracocete*, eroe strenuissimo e degno di miglior fortuna, non potere allontanare la caduta dell'Impero. A cui l'esser nominato *Basso Impero*, allora più che mai si addiceva, non già per ragione cronologica, ma quale opposto di nobile e grande. Che poteva fare un uomo solo? Non le spalle di Atlante avrieno sostenuto il crollante edificio, non la simbolica clava di Ercole lo avrebbe difeso da qualunque assalto. Era segnata ne' fati la ruina dell'Impero, e con esso cadeva l'ultimo Imperatore, che si trovò estinto sotto un cumulo di cadaveri nemici.

Ma prima di questo memorabile avvenimento, sull'entrante del secolo quindicesimo, Bajazette I, signore dell'Asia Minore, della Servia, della Bulgaria e persino di parte della Romelia e di Andrinopoli, fatta capitale del nuovo reame, assedia con prepotente esercito Costantinopoli. L'ultima ora dell'Impero Bizantino pare suonata; tutto minaccia l'estrema sciagura.

Quand'ecco che dal fondo dell'Asia, ricettacolo inesausto di innumerevoli popolazioni, dall'India e dalla Persia assoggettate, il terribile discendente di Gengis, *Tamerlano*, irrompe con ismisurato esercito nell'Asia Minore. Giunto nell'Anatolia, l'invincibile conquistatore, co'suoi Mongoli, vince i Turchi, capitanati dallo stesso Bajazette, in campale battaglia, e lo fa prigioniero. L'infelice monarca, nell'abisso dell'ignominia, diviene schiavo, e la sua persona è fatta sgabello al feroce vincitore per salire a cavallo!

Intanto Costantinopoli è salva, e la caduta dell'Impero ritardata. Tamerlano, che solo poteva assumere il posto di Bajazette, e im-

padronirsi agevolmente di Bizanzio, sosta alquanto e muore pocodopo.

Allora l'Impero Bizantino, se avea vigore ed energia, avrebbe ristorate le sue forze, approfittando della tremenda sconfitta di Bajazette, e del ritirarsi delle truppe mongole per la morte del loro capo. Non seppe farlo; era dunque degno di morire.

Trascorsi cinquantun'anni, nel giorno ventinove maggio del 1453, dopo cinquantatre giorni di assedio, la mezzaluna sventolava superbamente sulle cupole di Santa Sofia, e sulle torri della città. — Maometto II avea vinto.

Ebbene, se durante quest'assedio fosse ricomparso un altro esercito di Mongoli, condotto da un discendente di Timurlang, oppure se l'Europa avesse spedito possenti sussidii, o, in qualunque modo, un'altra terribile diversione si fosse operata a vantaggio della pericolante capitale, chi avrebbe detto l'Impero Bizantino, perchè difeso da un eroe qual era il Dracocete, fosse salvo? e non invece per la fortuita diversione di forze, o per gli aiuti? Chi avrebbe detto perciò ancor degno di sussistere quel meschino spettro d'Impero?

Si fece grande scalpore oggidì, perchè Omer Bascià vinse i russi sul Danubio, e molti, che credevano doversi distruggere l'Impero Turco, dopo que'fatti cangiarono opinione. Omer Bascià è un esperto generale; il fiore dell'esercito ottomano, da lui condotto, è valoroso, ma essi non potevano, a lungo andare, impedire la caduta dell'Impero. Perocchè un sol capo intelligente, poche migliaia di uomini prodi e qualche *abile* ministro, che nell'altra Europa sarebbe assai mediocre, non basteranno mai a sostenere un vecchio edificio, che da ogni lato ruina dalla base.

E veramente, chiunque tranquillo ed imparziale ragionatore di leggieri si persuaderà che, se la Russia combattesse con la sola Turchia e con lei sola continuasse a battersi, la caduta di Costantinopoli sarebbe immanchevole. Almeno il soverchiante numero di forze darebbe alla Russia la vittoria.

Ed anzi, l'essere l'Anglo-Francia accorsa sulla sponda dell'Eusino a difendere Costantinopoli, dimostra ad oltranza, che il valore dei Turchi, sebbene inaspettato ed ammirabile, non parve guari sufficiente ad un finale trionfo.

Dunque nulla prova il valore di Omer Bascià e di parte delle sue truppe per la futura esistenza della Turchia, come nulla provava la virtù di Costantino IX e di una eletta schiera di prodi, che fu inetta a sostenere la sventurata Bisanzio.

VI. Ma questo argomento, che è di per sè fortissimo e baste-

vole a convincere ogni uomo spassionato, si accompagna ad alcuni altri che qui accennerò brevemente.

Si vuol provare che *la distruzione dell'impero turco, e la sua radicale ricostituzione, è necessaria, è giusta e utile per la causa della religione Cristiana, per quella della civiltà, e del politico equilibrio europeo.*

1. L'Europa del medio evo, per l'acquisto di Terra Santa, dall'estremo scorcio del secolo undecimo sino all'ultima metà del terzodecimo (1095-1270), intraprese sette crociate. Durante cento settantacinque anni, in più riprese, caddero a migliaia le vittime, di cui volle farsi un conto approssimativo dal genio statistico contemporaneo. Se le crociate fecero qualche bene indiretto alla civiltà, schiudendo, a prezzo di molto sangue, l'Oriente all'Occidente, e ispirando all'italiano Torquato il più regolare poema della modernità, per la religione furono alla fine sterili e inefficaci. Il Santo Sepolcro ricadde in potere degli infedeli; si vinse, ma non si seppe mantenere gli effetti delle vittorie con una forte occupazione. Tanti sacrifici rimasero improduttivi.

Ora l'Europa occidentale può di leggieri riacquistarlo ed assicurarsene il dominio con ben altre forze che quelle del medio evo. L'inglorioso fine del regno cristiano di Gerusalemme sarebbe obbliato per lo splendore della nuova signoria in Palestina. La Francia e l'Inghilterra, che allora tanto operarono col valore dei loro cavalieri e paladini, nulla di stabile e di effettivo lasciando alla delusa posterità, dovrebbero, più d'ogni altro popolo, volerlo ristabilito. La tradizione e la storia, l'onore nazionale lo richieggono imperiosamente. Francesi ed Inglesi, che raccolsero l'eredità de' loro padri in tutto il resto, non avranno redato l'obbligo di continuare l'impresa magnanima di quelli, e compierla? Le nazioni, come gl'individui, hanno una fama da sostenere e doveri da adempiere. Agendo in senso opposto, si disapprova in modo solenne il più gran fatto della storia del medio evo, dai successori stessi di chi l'eseguiva.

Sette od otto secoli fa, gli uomini, per un'idea religiosa (che è pur la più nobile e sublime!), sacrificavano ogni cosa; i principi i loro reami, i signori i loro feudi, i popoli le loro ricchezze, i loro commerci per accorrere al *glorioso acquisto*. Ed ora che si può compiere stabilmente il voto d'ogni fedele cristiano, non si vorrà fare? E si sosterrà l'autonomia e l'integrità dell'impero turco, sino a permettere che l'islamismo signoreggi Terrasanta,

mentre non fa d'uopo veruno degli eroici sacrificii dell' epoca cavalleresca?

Ma — si soggiunge — la sicurezza e la libertà dei cristiani sarà guarentita per mezzo di appositi trattati, avvalorati dal protettorato unito delle potenze occidentali ed anche mediane d'Europa.

Non basta che l'eguaglianza assoluta fra cristiani e maomettani, e la libertà di culto sia stipulata e decretata, ma debb' essere possibile, esattamente eseguita ed inalterabile. Ciò non sembra molto agevole per le religiose condizioni della Turchia. Maometto, il gran profeta, era munito di scimitarra, e di questa armava gli apostoli del Corano. Epperò il credente nell' islamismo sarà, per religiosa tendenza, tenacemente intollerante e fanatico. Non dovrebbe far meraviglia, se l'entusiasmo islamitico suscitasse rivolture contro siffatte concessioni del sultano, e poscia eziandio, lorchè meno lo si aspettasse, qualche moto anarchico succedesse. E niuno ignora quanto sieno terribili, spaventose e crudelissime le discordie e le guerre di religione. Quindi le Potenze alleate dovrienno risolversi o a trascurare le espresse richieste e le stipulate trattative, con disonore gravissimo, ovvero sostenerle energicamente ed armata mano. E allora non apparirebbe più saggia la sentenza di ristabilire un regno cristiano in Palestina, possente difensore delle due Chiese latina e greca? Così si eviterebbe ogni dannoso rivolgimento, ed alla Russia mancherebbe ogni apparenza di motivo per esigere il protettorato sulla Chiesa greca, i cui diritti sarebbero già in altro modo egualmente guarentiti; la sua religiosa influenza verrebbe meno.

Suppongasì, che quella egualità assoluta e costante fra Turchi e Cristiani sia tanto facile a ordinarsi, come ad eseguirsi; che perciò? Siffatta sarà l'esecuzione del *testamento di sangue*, lasciato dai popoli più generosi del medio evo? Dal quale sino all'era contemporanea passarono intermediî parecchi secoli, in cui l'Europa, intenta a ricostituire le sue sparse membra ed a provvedere alla sua civile rigenerazione, minacciata essa medesima nel suo interno dalla cresciuta prepotenza ottomana, non poteva guari pensare al riacquisto del Santo Sepolcro. Ma ora che tanta parte di globo dipende dai cenni dell'Europa civile potentissima, ora che l'impero turco (meglio di alcun'altra nazione!) è *una vana espressione geografica*, qual cosa impedisce il compimento di quella grande opera cui l'eroismo passato non seppe mantenere e fermamente stabilire?

Che direbbero, se potessero rivivere, i santissimi uomini, gli incliti personaggi, i sommi pontefici, i guerrieri promotori di quelle religiose spedizioni; dopo tanti pericoli incorsi ed il sangue sparso a torrenti? Cosa sciamerebbero Pietro l'Eremita, Bernardo di Chiaravalle, Guglielmo arcivescovo di Tiro, Giovanni di Brienne? E i papi Urbano II, III e IV, Eugenio III, Gregorio VII e IX, Innocenzo III ed Onorio III? e l'immenso popolo di crociati che furono martiri? Lascio a chicchessia il giudicare che farebbono oggi, se avessero l'attuale potenza che si ammira in alcune nazioni cristiane, Goffredo di Boglione, Luigi VII, Filippo Augusto, Luigi IX di Francia, Riccardo Cuor di Leone d'Inghilterra, Federico Barbarossa e Corrado II d'Alemagna, e tanti altri principi e guerrieri valorosissimi ed eroi famosissimi

Il sommo pontefice potrebbe, a grande utilità del cattolicesimo, far cessare l'obbrobrio di quella dominazione troppo lungamente durata, ed alzando la voce con apostolica autorità, propugnare i diritti di molta parte della Chiesa Latina. E ciò egli non tarderebbe a fare se alcuno dei più illustri suoi predecessori potesse consigliarlo, e fra gli altri quell'Urbano III, che moriva di crepacuore all'annuncio della caduta di Gerusalemme, occupata da Saladino!

E parmi que' pontefici sieno grandemente imitabili, non già nel predicare una nuova crociata (che forse oggi sarebbe cosa strana), ma nell'agire sulla pubblica opinione col sentimento religioso, che è sempre il più possente, checchè si dica in contrario, e collo spingere l'Europa cristiana, e specialmente la cattolica, ad occuparsi meglio della questione di Palestina, abbandonando le *mezze misure* politiche. Le quali a tutto volendo porre riparo, altro non fanno che stabilire provvisoriamente le cose, e preparare più difficili complicazioni in futuro. Se il pontificato di Roma ha perduto gran parte della suprema egemonia, che ebbe ne' mezzi tempi, possiede nullameno tanta autorità religiosa su molta parte di cattolici da fare sì che la diplomazia non trascuri uno scioglimento definitivo della questione religiosa, mentre non occorre verun sacrificio, ma solo un cangiamento di opinione. Sarebbe sperabile che il regno di Palestina si ricostituisse, bastando che le potenze cristiane lo vogliano davvero, perchè subito si eseguisca. La signoria dell'impero ottomano non è tutta in loro potere? Questa è differenza essenziale fra l'epoca nostra e il medio evo.

E non si dica siffatti argomenti avere un *carattere cavalleresco, essere i tempi assai cangiati, e la questione orientale essere politica e non religiosa.*

Non havvi dubbio che un sensibile mutamento ne' costumi e nelle opinioni siasi operato a vantaggio della civiltà; ma ciò non può influire sulle esigenze e sulla natura immutabile della religione.

L'esclusione del carattere religioso nella vertenza orientale, mentre fu la religione prima causa (poco importa il discutere se vera o finta) de' successivi avvenimenti, sembra essere *un circolo vizioso*. Perocchè qui si nega appunto la convenienza di separare il carattere religioso dal politico, quando amendue potevano sostenersi. La guerra contro la Russia non impediva un'energica protezione dei sacri diritti del Cristianesimo in Oriente. Anzi la difesa della Turchia potevasi far dipendere da una condizione, in quelle strettezze indubbiamente accettata; — il riconoscimento assoluto e definitivo del restaurato reame di Palestina. Nè vale addurre l'argomento contrario della proclamata *integrità* del territorio *Ottomano*, perchè è appunto della convenienza di tale proclamazione che ora imparzialmente si discute.

Poichè crediamo veracemente in Cristo e nella sua Divinità, perchè non farci fermi ed efficaci sostenitori di ogni diritto del Cristianesimo?

Ben lungi dal potersi rispondere a questi argomenti, si aspettano invano altre ragioni che valgano a persuadere. Ma, se queste non bastassero, altre se ne addurranno, capaci di convincere i più schivi.

Fra le varie religioni che dalla umanità si professano, solo il Cristianesimo, che è la più numerosa, è spodestata del dominio di quella terra, dove i grandi misteri di essa si compivano. Lasciando stare l'eccezione del Giudaismo (che è riprova della verità del Cristianesimo), cui l'antica profezia predisse la dispersione del suo popolo, l'Islamismo ha il sepolcro della Mecca libero ai pellegrini credenti, il Bramismo ha nell'India tutto se stesso, il Buddismo ha nel Tibet la principal sua sede, cui i fedeli accorrono senza pericolo. La religione di Confucio è sovrana nella China, e così quella di Sinto nel Giappone, il Magismo di Zoroastre in Persia, il Naturalismo mitologico, il Feticismo, il Nanechismo, e va dicendo. Niuno di que' popoli variamente credenti debbe *stipulare trattati* con chicchessia, per venerare liberissimamente i luoghi più sacri e memorandi della sua religione. Niuno, eccetto il cristiano. — Ma questi, dicesi, trovasi in condizioni diverse da quelle di ogni altro credente. Se le condizioni sono differenti, è ben anche maggiore la potenza di molti popoli cristiani. La quale se fu inetta

pel passato, non è tale pel presente, perchè l'Europa civile può nella lurchia ciò che vuole. Solo essa che domina il globo, e che sta a capo d'ogni coltura e incivilimento, dovrà sottostare, anche in apparenza, al volere di un monarca, che è un fantasma, e di un impero la cui esistenza da lei tutta dipende?

E poi, io chieggo, non a un cristiano, ma al retto senso di un bramino, o di un mandarino, o di qualunque miscredente imparziale e indifferente, se la *dignità* della civile cristianità possa più a lungo sopportare che Palestina sia ancora occupata dai musulmani? Siffatta dimanda non perde la sua forza neppure presso coloro che miscredono in Cristo la divinità, e lo suppongono solo un *profeta* come Mosè, Davide, Isaia, Maometto, Confucio, Budda, Brahama, ed altri. Perocchè i possentissimi cristiani dominatori del globo, vorranno stare al disotto del buddista, dell'indiano, del cinese, al disotto del barbaro islamita, dell'errante arabo del deserto che venera senza condizioni, la tomba del suo *profeta*?

Si tratta della *dignità* delle nazioni più civili del globo, e della *dignità* di 300 milioni di cristiani!

Inoltre l'*indipendenza religiosa*, che debb'essere in ogni sua parte sostenuta, è qui profondamente offesa. Chi può negarlo, mentre per guarentirla si debbono stipulare trattati, pel cui esequimento non bastano la maestà della religione, nè la data fede, nè il prestigio di possenti nazioni, ma vogliansi minaccie ed armi ed incessante sorveglianza? La gravità di questa offesa nella religiosa indipendenza fu sentita assai dai nostri padri, i quali, con sì mirabile eroismo, combatterono per acquistarla! La vera indipendenza non basta stipularla, ma debbesi accertarla; nè si ottiene con modi precarii di sussistenza; i mezzi solamente diplomatici, ripetiamolo, sono insufficienti. Si richiede una forza permanente a difesa del diritto. Imprevedibili combinazioni politiche possono, nell'indomani, distruggere l'opera eretta oggi in debile modo, e senza certezza di lunga durata. Se cadde il regno di Palestina, difesa da cavalieri ed eroi, quali effetti durevoli e costanti produrrà nell'avvenire un trattato, che, sebbene sostenuto ora da forti potentati, può essere quandocchessia modificato, ineseguito ed anche obbliato?

Chi avrebbe pensato che il Cristianesimo dovesse difendere l'Islamismo, per una fatale *necessità politica, evidentissima e minaccievole*?

Chi sa dirmi se, nella varietà indescrivibile delle umane vicende, altre necessità politiche non debbano in futuro rimutare lo stato della questione orientale in modo singolare e inaspettabile?

Al postutto, la nobile *dignità* e la *religiosa indipendenza* di trecento milioni di cristiani, cioè, del mondo civile, non saranno mai davvero guarentite in Oriente, sino a che un possente regno cristiano non si stabilisca in Palestina, sotto la protezione permanente di tutta la cristianità.

Da ultimo il numero de' cristiani è tragrande nella Turchia europea, e sorpassa quello dei musulmani. Lo stabilire un impero greco e cristiano a Costantinopoli, ne difenderebbe potentemente la indipendenza da qualunque russa invasione. Anzi, la difesa saria più agevole, energica e sicura; chè i Greci (il cui valore è a tutti noto), rifatti a nazione, la sosterrrebbero con ben altra virtù ed accortezza dell' Ottomana.

E tutti questi argomenti dirannosi ancora avere natura cavalleresca e non accettabile?

Dunque è opera vantaggiosa e giusta per la religione cristiana, conveniente alla *eredità storica*, ed agli obblighi che ne derivarono, alla *dignità e indipendenza religiosa* dell' Europa cristiana e civile, e di tutti i seguaci del cristianesimo, che una parte almeno della Turchia, la Palestina, si separi dal resto dell' impero Ottomano. Dunque l' *integrità assoluta* di esso è contraria alle convenienze tradizionali dei popoli dell' Europa ed a quelle della religione.

2. La fine della signoria ottomana *si addice anche alla causa dell' incivilimento*.

La Turchia è tanto barbara come la Russia, amendue gl' imperi sono autocratici, e la schiavitù vi sussiste, benchè in modo diverso. Dovendo sciegliere fra due mali il minore, vorrei piuttosto la schiavitù attiva della gleba, che dissoda i terreni della Russia e li fa produrre, anzichè la schiavitù sensuale, corruttrice, che lascia in abbandono le fertilissime terre della Turchia, e adugge il nerbo e l'energia del popolo. La giustizia vi è egualmente arbitraria. E volendo essere imparziale, bisogna dire che la Russia, in alcuna parte è più civile della Turchia, malgrado le riforme del padre dell'attuale Sultano. Lo stato economico, amministrativo, industriale, politico, militare della Russia è di gran lunga più regolare e superiore a quello della Turchia. Costantinopoli non paragonabile a Pietroburgo. Quando mai la Turchia promosse e protesse parecchie spedizioni scientifiche, come fece il Russo con vera magnificenza? Gli osservatorii *magnetici*, proposti dal famoso prussiano *Alessandro di Humboldt*, credo che si attuassero in qualche parte dell' impero moscovita. Gli stabilimenti scientifici della capitale russa non ce-

dono nel confronto con veruna delle più distinte città dell'Europa.

Non vorrà dubitare che la causa della civiltà sia trattata come quella del cristianesimo colui, al quale è dolce cosa lo sperare che amendue sieno difese e sostenute con sapienza e gloria. Chè anzi la autonomia e la civiltà d'Europa si difende guerreggiandosi contro la Russia. Perlochè si scorge che la questione orientale è *mista*, e trattandosi di civiltà e di equilibrio politico, col sostener questo, anche quella è difesa. Ma l'*integrità* dell'impero ottomano non sembra idonea a quel duplice lodevole intento. E parlandosi qui in ispecial modo della civiltà, non una modificazione, ma un radicale ~~cangiamento~~ nella Turchia, alla causa di quella è necessario. Dovrebbe l'impero ottomano perder la ~~caratteristica~~ sua fisionomia, e rinunciare ad innumerevoli e secolari pregiudizii. Affinchè si incivilisca, dovrebbe cangiare natura, e questa mutata, quell'impero avrebbe in altro modo finito di esistere.

La religione di Maometto (chechè si dica in contrario) non sarà mai atta al grande effetto di incivilire durevolmente. La civiltà arabica fu una meteora breve e fuggevole, nè tardò a declinare al basso. La facoltà produttiva di quella religione scemava, e steriliva per sempre dopo l'epoca splendida dei Califfati. Ora è fatta impotente, nè altrimenti sarebbe avvenuto. Chè la morale pura e sublime è l'essenzial base d'ogni religione, e la maomettana è immorale. Il suo *paradiso* è lubrico e sensuale, e quasi trovasi anche in terra; è un *paradiso infernale*! Epperò l'incivilimento non crescerà che sotto gli auspicii del cristianesimo, la cui sublime morale (lasciando in disparte il resto che sarebbe qui inutile l'accennare) non è disputabile, essendo il più alto culmine cui il pensiero e l'affetto possano giungere.

La Porta, che ha fin d'ora maggiore numero di sudditi cristiani che musulmani nelle provincie europee dell'impero, che farà quando l'islamismo vieppiù si restringa? La spedizione Anglo-Francese danneggiava assai il maomettismo. La *croce* si scorge nei cimiteri sulle sponde del Bosforo accanto alla mezzaluna ed ai simboli jeratici dell'Islam. Ciò non è spirito di tolleranza, ma forza, pressura, ferrea necessità.

Oh! non si possa mai dire che mentre il cristianesimo prepara la dissoluzione morale dell'impero ottomano, ed a poco a poco tende ad iniziare un'epoca novella di civiltà, affratellando i popoli orientali con gli occidentali, gli Anglo-Francesi, cristiani e civilissimi, vogliano *politicamente* impedirli o ritardarla. L'Europa occidentale,

che, con la sua presenza in Turchia, le reca generosamente i portati della religione e della civiltà, debbe volere eziandio i naturali effetti che ne derivano. Quindi è inutile puntellare un reame cadente, infondere la vita in un corpo decrepito, che languidamente accenna alla tomba. Già fu dimostrato che il valore di alcuni prodi Turchi è insufficiente, e che è una luce ingannevole. La vita che sola può darsi a quell'imperio è vana appariscenza; è la vita che Galvani induceva nella rana, un moto convulsivo non una risurrezione. Sarà, se vuolsi, un miracolo dell'arte, o della scienza politica, ma fugace e infruttuosa. Più spaventevole si parrà la ruina dell'artificioso edificio, non fondato su basi solide, e contrario alla vera natura delle cose umane.

3. La ristaurazione dell'Impero Turco sarà pure dannosa *all'equilibrio politico* d'Europa, che si vuole, con tanta cura, sostenere?

La Turchia non può ravvivarsi con un *protektorato unito e reciproco* delle potenze occidentali ed anche mediane d'Europa, come una corrente elettrica non può impedire la morte, nè far risorgere un cadavere. Il *protektorato* dei principati Danubiani è *infruttuoso* allo scopo, potendo la Russia, lorchè credesse meglio, invadere la Bulgaria senza toccare il territorio di quelli. E per toglierle la possibilità d'ogni assalto repentino, e condotto con miglior accorgimento dei precedenti, bisognerebbe privarla della Bessarabia. Col *protektorato unito* sulla Turchia si assiste ad una lenta e forse incomoda trasformazione di essa, quando un atto franco e decisivo definirebbe meglio il destino avvenire dei suoi popoli; quando, con più naturale riorganamento, si troncano a mezzo le difficoltà che indubbiamente insorgerebbero.

— Si vuole evitare una divisione di quell'impero, che potrebbe produrre questioni. Il decidere a chi spettasse il dominio di Costantinopoli, sarebbe assai difficile, potendo occasionare una fatale scissura, fra le potenze alleate, e fors'anco una guerra fra di loro. Ed intanto la Russia ne avrebbe gran vantaggio —.

È pur facile lo scorgere che, in tal guisa, altro non si fa che aggiornare a tempo indefinito lo scioglimento di una vitale questione, esponendosi forse a pericoli maggiori, e ad eventualità più difficili. D'altronde se non si può dividere (il che non credo), si ricostituisca il reame, rinnovandolo con elementi durevoli di possente vigoria. L'Europa sarebbe meglio guarentita nel suo equilibrio da ogni russa invasione in Oriente con questa saggia ricostituzione, che con qualsiasi *protektorato*. Come assicurarlo sempre equabile e

costante? Malgrado ogni provvedimento ed ogni trattato, sono tali le condizioni della politica, che ciascuna potenza, mostrando la somma fidanza, starà sempre alle vedette, non solo per osservare il russo in ogni suo moto, ma ognuna delle alleate protettrici. E la avvedutezza moscovita non potrebbe, approfittando di qualunque propizio avvenimento, attrarre a sè alcuna di esse, con danno evidente delle altre? Non si può esser certi sempre dell'avvenire, in così strana mobilità di eventi. Le potenze mediane che confinano col Danubio sarebbero le più interessate ad infrangere quel patto, unendosi improvvisamente col Russo. Dai protetti principati, ove numerose truppe fossero concentrate, s'invaderebbe all'impensata il territorio Bulgaro, con grande sforzo tentando il passaggio dei Balcani, ed occupando la non munita Costantinopoli, mentre qualche tremenda diversione si opererebbe a danno delle altre potenze protettrici in parte opposta. Od almeno si minaccierebbe terribilmente la capitale turca, rendendo la lotta più ineguale e più perigliosa.

E si noti che Francia ed Inghilterra non mai potranno mantenere in Turchia tali forze, da opporsi validamente ad un supposto impeto combinato della Germania e della Russia. Nè, potendo, sarà loro lecito il farlo; chè l'egualità reciproca del protettorato *la* [richiederebbe eziandio nelle rispettive truppe di ciascuna di esse. Separata la Francia dalla Turchia per tutta l'estensione del Mediterraneo, e l'Inghilterra anche per una parte dell'Atlantico, non potrebbero accorrere sì pronte ad impedire quel repentino tentativo di conquista, nè concentrare sì rapidamente forze uguali a quelle che Russia e Lamagna spedirebbero per la facile via continentale.] *si*

Ma io desidero e suppongo che quel protettorato non venisse meno per circostanze imprevedibili; sarà però *utile* come una *definitiva divisione* della Turchia, od un *novello organamento*, esclusa ogni signoria Islamitica?

Quella protezione sarà armata, altrimenti diverrebbe illusoria; forze navali e terrestri faranno d'uopo continuamente per contenere la Russia vinta nei suoi limiti, impedirle qualunque infrazione dei trattati, e porre un ostacolo alle sue minacce sul Danubio, che, anche dopo perduto il dominio sull'Eusino, si potrebbero da lei sempre ripetere. Ma non varrebbe meglio allora impiegare quelle forze permanenti in una formale occupazione, che indennizzasse le spese, ed aumentasse la vigoria con maggior certezza di respingere l'inimico? Oppure ricostruire un nuovo regno Bizantino che permettesse all'Europa di non consumare molte ricchezze in uno sterile e fors'anche pericoloso protettorato?

L'Impero Ottomano, stretto fra due nemici terribilissimi, non potrà a lungo sussistere. L'uno esterno è il russo con l'immane sua potenza, e con la pertinacia di propositi secolari; l'altro interno, i Greci, forti per numero e per ricchezze, attivi, intraprendenti, arrisicati, mentre i Turchi sono indolenti, noncuranti, deboli ed hanno l'inferiorità morale, ed in più d'un luogo anche numerica. Coll'abbattere l'ultimo avanzo del potere Musulmano a Costantinopoli, la giustizia non ne scapiterebbe, chè si darebbono al Sultano, per l'abdicazione ad un trono sì pericoloso, contrastato ed ormai nominale, tutti quei compensi pecuniarii, od altri che si credessero all'uopo, sì da renderlo più che soddisfatto. Ella invece ne avvantaggierebbe in modo incredibile rispetto ai popoli sudditi, i quali dovrebbero benedire l'istante, in cui l'Europa civile cominciasse a governarli con saggezza di leggi, ed introdurvi artatamente i benefici portati del loro incivilimento.

La Turchia, sorretta finchè si vuole, non sarà mai un valido baluardo dell'equilibrio europeo; chi farà la resistenza valida nell'Impero Ottomano saranno sempre i protettori, e mai il protetto. Il quale col protettorato perderà la sua autonomia, quantunque essa sia stata proclamata; ne abbiamo sin d'ora prove contemporanee. Essa ne sarà priva in ogni modo, o per naturale sfacelo, o per l'invasione della Russia vittoriosa, o per la protezione dell'altra Europa. Dunque la sua libera e dignitosa esistenza è impossibile, e i mezzi che vogliono usarsi per sostenerla, sono inefficaci.

Si conchiude che la Turchia non può sussistere malgrado Omer Bascià e i suoi valorosi; che la sua divisione per via di stabile occupazione, o un novello reame ivi formato, è cosa giusta ed utile alla religione, alla civiltà, all'equilibrio europeo, non che agli stessi popoli abitatori di quei paesi, e che il protettorato è insufficiente allo scopo, dannoso agli interessi delle Potenze, e fors'anco ad alcuna di loro tosto o tardi pericoloso.

VII. Tanta evidenza di argomenti, mi sorge il dubbio, si conoscesse dall'accorta diplomazia austro-occidentale, ma che utile credesse il dissimulare le future sue intenzioni. Si doveano tener nascosti i progetti di divisione o di novella ricostituzione, affinchè lo sforzo dei Turchi (che solitario sarebbe stato alla fine insufficiente allo scopo) accrescesse i mezzi di difesa e di offesa contro il Russo, ed eziandio perchè questi, reclamandone una parte, non rendesse più intricata la questione. La guerra sarebbe divenuta più disastrosa, dovendo vincersi anche le interne sollevazioni, cui la pro-

clamazione di quei progetti avrebbe originata. E poi sarebbe stata una strana contraddizione, e disdicevole alla dignità di civilissimi potentati, l'assumere la difesa della Turchia, e, mentre si dice di aiutarla, darle invece l'ultimo colpo di grazia. D'altronde, non mancherebbero, a guerra finita, motivi incontrastabili, che dimostrassero l'inefficacia e il rischio di un protettorato a tempo indefinito, incessante guardiano della Russia, palliativo, non rimedio alle sue minacce, e quindi la necessità di distruggere quell'incomoda larva d'impero, dividerlo e ricostruirlo su basi solide e diversissime. E non mancherebbero frattanto giornali stimabili che preparassero la pubblica opinione, accennando all'impossibilità cui ognidì viemmeglio apparisce, di una riforma vera, utile, durevole in Turchia. Epperò bisognerebbe distruggere e poi riedificare; e ciò con maggiore diritto, perchè avrebbesi tentato invano un qualunque assetto ed un ravvivamento. Così, avrebbesi intrapresa una guerra con meta generosa e filantropica, non disgiunta dall'altra della difesa dell'equilibrio europeo; si godrebbero i vantaggi della divisione o di una ricostituzione, assicurandosi infine nella Storia una pagina splendida e gloriosa.

Qual migliore maniera di questa per salvare ogni interesse, e raggiungere compiutamente uno scopo complessivo e vantaggioso?

VIII. La difesa sicura dell'Occidente contro il' Moscovita non può operarsi che in due modi, come si dimostrava. O per via di radicale rinnovamento, abbattendo la signoria dell'islamismo, mediante la ricostruzione di un nuovo Stato Bizantino, o per acconcio assegnamento del vecchio impero. L'Europa civile, occupatrice di quei paesi, sarebbe contro la Russia baluardo migliore della muraglia cinese contro i Mongoli, o di quelle erette dai Romani contro le invasioni dei Pitti della Caledonia.

Parecchi pubblicisti variamente profetarono sui probabili destini dell'Impero Turco, di cui facilmente si prevede una prossima caduta. Tra le molte sentenze piacemi far menzione di quella del prussiano Niebuhr — il famoso illustratore della Storia di Roma, — che è l'opposto di ciò che forma la mia opinione.

Niebuhr aspettava un ristauramento dell'Impero di Bizanzio dalla Russia e sotto gli auspicii di essa.

Ora è null'altro che l'attuazione del contrario che farebbe d'uopo per l'equilibrio dell'Europa. L'Impero Greco si rinnoverebbe dalle Potenze occidentali, usando quei mezzi e quei modi che apparissero più adatti all'intento. Al Gran Patriarca di Costantinopoli (che

riacquisterebbe il potere perduto dopo la signoria ottomana) spetterebbe la missione di impedire qualunque influenza religiosa della Russia, sotto il cui velo si ammantasse la politica. Dall'astuzia si schermirebbe con altrettanto di avvedutezza, dalla longanimità colla costanza, dalla violenza coll'invocare la forza.

IX. Veggasi l'altro mezzo di difesa dell'Europa civile, *la divisione del territorio ottomano*, su di che ecco il progetto che io propongo.

Primamente, per evitare collisioni o dispareri, che sarebbero già fatali se producessero soltanto un forzato mantenimento dell'Impero Turco, anzichè cedere a veruna delle parti l'ambito possesso di Costantinopoli, io non veggio migliore spediente di quel che segue.

Siccome Costantinopoli, per la sua cosmopolitica topografia, sarebbe sempre il pomo fatale della discordia, utilissima al russo, così il possesso della città e del circostante territorio non dovrebbe appartenere a veruna delle Potenze occidentali o mediane. Unico modo si è il dichiararla inviolabile e libera. Quelle avrebbero il diritto di un eguale presidio navale e terrestre; il passaggio dei due stretti aperto a qualsiasi bandiera. In breve, Costantinopoli sarebbe libera come Francoforte sul Meno, come Lubecca, Amburgo ed altre città, e sarebbe sempre difesa dalle grandi Potenze. La sua *libera integrità* e l'assoluto inalterabile rispetto, sarebbe un nuovo articolo del futuro Diritto Pubblico europeo, e il violarlo e il tentare contro di quella qualsiasi danno, sarebbe una grandissima offesa a tutta l'Europa civile, e causa immanchevole di guerra.

Un'alta *Commissione permanente*, composta di speciali rappresentanti di ciascuna Potenza, dirigerebbe l'amministrazione civile, politica e militare, introducendo nel paese i portati della civiltà. Leggi organiche particolari determinerebbono la natura e le attribuzioni di quella Commissione. Per non frapporre ostacoli ad una regolare amministrazione, i Commissari avrebbero facoltà di agire in tutto ciò che riguardasse l'interno dello Stato; la maggioranza assoluta dei voti regolerebbe sempre le decisioni della Commissione. Per le relazioni estere dipenderebbero dai rispettivi loro Governi negli affari più gravi di alta politica. E per impedire qualunque disordine o confusione, se le istruzioni, o gli ordini dei singoli Governi fossero discordi o contraddittorie, si stabilirebbe, quale base immutabile, lo stesso modo di maggioranza assoluta nei voti de' Potentati.

Le imposte, sottratte le spese dell'amministrazione, ed una somma riservata per i bisogni urgenti ed impreveduti, si impiegherebbero

ad esclusivo vantaggio del paese in pubbliche costruzioni, od altro. Si formerebbe un Consiglio dei più notabili, che meglio facesse conoscere i bisogni e le tendenze speciali della popolazione. I Commissarii sarebbero splendidamente stipendiati, ma della loro amministrazione responsabili. Essi dovrebbero ogni anno darne un pubblico generale rendiconto. Quando lo si credesse opportuno, si spedirebbe qualche distinto personaggio con istraordinaria missione di rivedere le condizioni economiche, civili, militari, industriali del paese. Queste ed altrettali disposizioni più acconcie, che ometto per brevità, vi preparerebbero un'epoca di migliore civiltà. La quale sarebbe accelerata nel suo progresso attuandovi i migliori codici che sieno vigenti nei paesi più inciviliti d' Europa. Con le buone leggi civili il popolo si preparerebbe a poco a poco a più alte leggi politiche. Al quale, quando ei si fosse maturato ai portati dell'incivilimento, solo allora si concederebbe maggior larghezza nella direzione dei proprii affari. Costantinopoli col suo territorio diverrebbe libera come Brema, e le altre città imperiali dell' Alemagna, o come la Repubblica d'Andorra, e va dicendo, mentre governata subito con reggimento repubblicano, non avrebbe potuto sostenersi per alcun tempo. Tra il cessato Governo Osmanico ed il futuro regime a repubblica la distanza essendo enorme, farebbe mestieri uno stato intermedio di transizione, che col mezzo indicato di una speciale Commissione sarebbesi ottenuto.

Una repubblica non un principato dovrebbesi in Costantinopoli stabilire, per l'angusta territoriale estensione; non volendosi riprodurre in Oriente veruna delle meschine e nominali signorie che trovansi in Allemagna, ed altrove. Alla Russia sarebbe più facile influire sopra un uomo solo che su di molti. E poi, perchè abbattere un vacillante impero, per rialzare sopra una parte di sue ruine un più angusto e più debole principato? Una repubblica parrebbermi più adatta al nuovo ordine di cose cui sarebbe chiamata Costantinopoli.

La miglior divisione territoriale della Turchia si opererebbe, seguendo le grandi linee ~~telegrafiche~~ e idrografiche, che formano naturali demarcazioni e barriere più difendibili e durevoli.

Il territorio di Costantinopoli in Europa confinerebbe al nord con la Bulgaria per la linea dei Balcani, all'ovest sarebbe chiuso dai monti Rodope, che sono una diramazione di quelli, seguendone la direzione sin presso alla foce del fiume Maritza; al sud coll'Arcipelago, all'est col Mar Nero. In Asia la catena occidentale e

Idrografiche
1-2

nordica del Tauro separerebbe il contado costantinopolitano dalla restante Anatolia, confinando al nord con l'Eusino, all'ovest col l'Arcipelago, al sud col Tauro in su quel di Adramiti fino a Sughud; il fiume Saccaria, da Sughud sino alla foce, ne sarebbe l'estremo limite orientale. Il Mare di Marmara, il vero golfo Bizantino, sarebbe, per dirlo con frase moderna, *il grandioso dock* di Costantinopoli.

Credo utile il proporre la costruzione di due magnifici *ponti tubulari* (a doppio tubo per l'andata e pel ritorno) sugli stretti del Bosforo e dei Dardanelli, l'uno da Costantinopoli sull'opposta sponda vicino a Scutari, l'altro dalla riva asiatica a Gallipoli. Con ardimento, di cui già si ha esempio nella Gran Bretagna, sarebbero situati a tale altezza da permettere il libero passaggio sul mare sottoposto ai più colossali bastimenti. Così l'Asia e l'Europa, riunite là come in ogni altra parte, non formerebbero che un solo e vastissimo continente. E ponti siffatti non sarebbero rotti da veruna tempesta di mare, come quello di barche costruito sull'Ellesponto, nel quinto secolo avanti l'era volgare dal superbissimo Serse. Il mare, più orgoglioso del gran monarca, quasi leone altiero, scosse la tremenda giubba, fracassò il ponte e ruppe le catene come debil cosa, e ne distrusse gli avanzi. Quanta differenza fra quel ponte e i giganteschi tubi di ferro, quasi direi, sospesi in alto, perchè appoggiati solo alle due estremità! Nelle favole delle mille e una notti, fra le tante fantasie e le sognate meraviglie, non si seppero immaginare realtà così stupende ed ammirabili. E, se le pubbliche costruzioni sono una misura dell'incivilimento dei popoli, non si potrà dire (almeno sotto qualche rapporto) che l'una opera sta all'altra come quell'antica civiltà alla moderna? E certo *Sardi*, la gran capitale del regno di Serse, aver dovea una civiltà che colla contemporanea tenesse, in parte, la detta proporzione.

- Allora si vedrebbero nuovi miracoli d'industria, e un commercio estesissimo si attiverebbe, aumentandosi a dismisura la ricchezza e la popolazione. Il più bel paese del globo sarebbe lo scalo centrale dell'Oriente e dell'Occidente, del Settentrione e del Mezzodì. Costantinopoli e Scutari, unite in quel modo meraviglioso, non formerebbero che una sola e tragrande città, che, coi sobborghi, presenterebbe una vastissima superficie, ed un aspetto nuovo e caratteristico. In pochi anni crescerebbe in ampiezza ed in magnificenza. Il Bosforo intermedio ne diverrebbe il Tamigi o la Senna. Brussa a Scutari e Andrinopoli a Bisanzio sarebbero avvicinate fra di loro per mezzo

di ferrovie celeri e di telegrafi elettrici. — Se il ponte tubulare sull'Ellesponto apparisse a taluno superfluo, non potrebbe certo dirsi lo stesso dell'altro sul Bosforo.

Sebbene l'inviolabilità del territorio bizantino fosse stabilmente garantita dal diritto pubblico europeo, nullameno l'erezione di un sistema di fortificazioni non si dovrebbe trascurare. Si costruirebbero baluardi sulle linee dei Balcani e dei Rodope, si rafforzerebbero quelli degli stretti, munendoli di quanto richiede la cresciuta arte moderna; ed altri sul Tauro, alla foce della Maritza e del Saccaria, non che lungo il litorale dell'Eusino, da Missivri a Chirpò, e sulla sponda dell'Arcipelago, da Enos a Baba, ne' luoghi più strategici.

X. Si veggano ora le divisioni che si propongono del resto della Turchia.

Esclusa la porzione del territorio libero di Costantinopoli, la Turchia europea si dividerebbe tra l'Austria e la Grecia.

All'Austria si assegnerebbero i principati danubiani (o da proteggere, o da governare) e la Bulgaria sino ai Balcani. Quindi si pare evidente che l'Austria sarebbe chiamata ad impedire ogni tentativo di invasione russa sulla riva destra del Danubio, difendendo così i suoi nuovi possedimenti. Per tal modo la restituzione di Cracovia e della Gallizia alla nuova Polonia (se questa si ricostituisse nel modo suindicato) sarebbe ampiamente compensata. E quantunque la popolazione della Gallizia fosse più numerosa, quelle nuove provincie non tarderebbero a ripopolarsi per la loro grande ricchezza territoriale, accresciuta da un nuovo ordine di cose, favorevole eziandio al commercio e all'industria.

Perlocchè l'Austria avrebbe la signoria del Danubio, non solo da Passau ad Orsova, ma sino alla foce, e di circa centessanta miglia di costa sull'Eusino — (Intendo miglia geografiche di cui sessanta formano un *grado*). — A cui se si aggiunga l'aumento territoriale della Bessarabia e di parte del Nicolaev, in una supposta conquista dell'Occidente moscovita (Capo primo — *La guerra* — n. XXIX), l'estensione della sponda austriaca su quel mare sarebbe di circa quattrocento miglia. L'Austria allora avrebbe diritto ad una bella parte del commercio Levantino.

Ognuno dovrebbe approvare siffatta ampliazione dell'Austria, perocchè essa ha, per natura, una tendenza grandemente orientale. La quale soddisfatta produrrebbe somma utilità a lei, e fors'anco a qualche popolo più occidentale.

XI. Alla Grecia riconosciuta nazione, ma impiccolita sin quasi allo scherno, si darebbe un'estensione in parte nuova, con vantaggio dell'universale. Le si unirebbero l'Albania, la Tessaglia e l'antica Macedonia, cioè parte della Romelia sino ai monti Rodope. La Grecia insulare si ricostruirebbe con l'annessione di Caudia e di alcune isolette ora appartenenti alla Turchia. L'antica Creta si congiungerebbe al continente ellenico ed europeo per mezzo di una corrente elettro-telegrafica sottomarina, che dall'estrema punta del capo Malia della Morea, passando per le isole minori intermedie di Cerigo e Cerigotto, si posasse sull'opposto capo Spada: Atene e Candia sarebbero unite.

I confini della Nuova Grecia si determinerebbero al Nord dalla Bosnia, dall'Erzegovina, dalla Serbia e da poca parte di Bulgaria, all'Est dallo Stato libero di Costantinopoli e dall'Arcipelago, al Sud dal Mediterraneo, all'Ovest dall'Adriatico, e dalla piccola Repubblica delle Isole Jonie. L'Inghilterra cederebbe l'alto protettorato di quella repubblica alla nuova Grecia, come più consentaneo alla natura delle cose. Coi grandi possedimenti territoriali acquistati nella Turchia d'Asia (e che fra poco si descriveranno), l'inglese s'indennizzerebbe ad oltranza di quella cessione di diritto. Con la quale il dominio dell'Adriatico non si perderebbe dall'Inghilterra; sul canale d'Otranto ella potrebbe sempre, lorchè il volesse, partendosi dalla centrale Malta, stabilire un blocco non superabile. Il commercio poi di quel golfo sarebbe per lei poco meritevole di speciale attenzione, per la vastità fatta mondiale de' suoi interessi, e la grande sua potenza.

Per tal modo, la Grecia riacquisterebbe il posto distinto di nazione perduto da secoli; e così rinnovellata ed ampliata, di quanti prodigi non saria ancor capace, e quanto bene non si preparerebbe a fare in avvenire per l'intellettuale perfezionamento dei popoli? — Questo si compia, almeno per riconoscenza a quel miracolo di nazione, che tanto illustrò la Storia antica e moderna con eroici fatti, e che fu sì benemerita dell'umano incivilimento! — Ma eziandio la Grecia dovrebbe far parte della grande coalizione europea (Capo primo).

XII. La Turchia d'Asia sarebbe divisa in modo che Francia ed Inghilterra avessero, come l'Austria, una parte di dominio sul litorale dell'Eusino.

Alla Francia si assegnerebbe la penisola dell'Asia minore, eccetto il territorio di Costantinopoli sulla sponda asiatica già delineato, con la riva meridionale dell'Eusino dal Saccaria sino a Chersoun.

All'Inghilterra il litorale di Trebisonda, l'Armenia, la gran valle dell'Eufrate e la Siria.

Della Palestina si parlerà a suo luogo. — La Francia Asiatica finirebbe al nord col Mar Nero; al nord-ovest col territorio costantinopolitano; all'ovest coll'Arcipelago; al sud col Mediterraneo e colle provincie inglesi di Siria e di Gezirè; all'est coi nuovi possessi inglesi di Trebisonda e dell'Armenia. Il golfo di Alessandretta appartarrebbe intieramente alla Francia, sin presso alla foce dell'Asi.

L'Inghilterra avrebbe il suo dominio limitato al Nord dall'Eusino, dall'Abasside e dall'Asia francese, all'est dall'Armenia russa e dalla Persia, al sud dal golfo Persico, dal deserto e dalla Palestina, all'ovest dal Mediterraneo. La catena settentrionale del Tauro, là dove più si avvicina al lido Eusino segnerebbe i confini della signoria anglo-francese su quella spiaggia; mentre il corso superiore del ~~Taurus~~ ed una parte della catena Aramanica dividerebbe *naturalmente* il resto dei possedimenti.

Dai golfi di Sinope e di Smirne a quelli di Satalia e di Alessandretta, la Francia dominerebbe sul mar Nero, sull'Arcipelago e sul Mediterraneo. La costruzione di ferrovie celeri ne' luoghi più adatti avvicinerrebbe le opposte sponde di que' mari, con infinito vantaggio del commercio. Il possesso della ricca Siria e della valle Mesopotamica, una delle più belle e storiche regioni del globo, aumenterebbe lo splendore e la ricchezza nazionale della Gran Bretagna, come quello dell'Asia minore, colle sue terre fertilissime, farebbe altrettanto per la Francia.

Allora si congiungerebbero con ferrovie la sponda Siriaca del Mediterraneo alla riva destra dell'Eufrate, fin dove è comodamente navigabile. Le vaporiere inglesi, risalendo l'Eufrate, comunicherebbero prontamente col Mediterraneo con que' rapidi mezzi di trasporto. Non sarebbe questa la via più breve, ed allora anche la più sicura, dovendosi solcare assai meno di onda marina, per le Indie orientali?

XIII. Francia e Granbrettagna dovrieno essere di necessità alleanate in Asia contro la potenza della Russia. La quale troverebbe nell'accordo costante, nelle agguerrite truppe e nella sagace politica di quelle possenti nazioni ben altri ostacoli degli incontrati finora per un più vasto ingrandimento. L'Anglo-Francia aiuterebbe meglio i Circassi nella loro guerra d'indipendenza, somministrando armi, danaro ed ogni cosa più adatta all'intento, senza prenderne in ri-

cambio i fanciulli. Di più; ricaccierebbe la Russia al di là del Caucaso, togliendole le provincie Armene. A questo scopo si tenterebbe di rinchiudere ed assediare l'esercito moscovita ivi stanziato, e d'impedirgli, con saggie marcie, la ritirata. Un corpo d'armata, unito ai Circassi, occupata l'Abasside si avanzerebbe da Cotalis a Tiflis, mentre un altro corpo da Van o da Chars stringerebbe Erivan. Così per il vasto istmo Caucasio la Russia non più minaccierebbe la Persia nè l'Asia minore; e la Circassia, dopo la vittoria definitiva, assicurata l'indipendenza, si incivilirebbe, sopprimendo a poco a poco l'infame mercato delle avvenenti sue figlie.

*Coi nuovi possedimenti l'Inghilterra difenderebbe meglio quelli dell'Indostano e dell'oltre-Gange, rintuzzando la potenza russa, e spingendola sempre più verso l'ultimo oriente asiatico, la China. La Persia e gli altri reami sulla destra dell'Indo, sarebbero stretti in mezzo, all'est e all'ovest, dalla potenza Inglese, che li renderebbe vassalli tributarii, preparandone un men lontano incivilimento. Per lo meno sareno spinti, con maggiore facilità, dalla britannica avvedutezza, a seco allearsi contro le minacce della Russia. — Inoltre, acquistati i diritti della defunta Turchia, l'Inghilterra potrebbe assumere l'alto dominio sull'Egitto, rendendone più forte l'egemonia. Molto utile ricaverebbe quella gran nazione dalla maggiore continuità dei possedimenti; signoreggiando il golfo arabico ed il persiano sino all'India, e da quello non interrottamente sino al Caspio, all'Eusino, al Mediterraneo.

Gli inglesi potrebbero stabilire alla foce dell'Arasse sul Caspio, nella baia di Chizyl-agacz, una fortezza formidabile, che infrenerebbe la potenza russa, gareggiando con Astrachan; si formerebbero cantieri per una flotta in quel gran lago da contrapporsi alla supposta del moscovita (Capo secondo, VI). Si costruirebbe poscia un sistema di comunicazioni celeri sull'istmo Caucasio, fra l'Eusino e il Caspio, prima che il Russo, impadronitosi della Circassia, vi avesse stabilito una ferrovia, come altrove si accennava (Ivi IX). — In questa guisa, l'Arcipelago, il Mediterraneo, il Golfo Persico, il Caspio ed il mar Nero sarebbero, più o men direttamente, congiunti per mezzo di ferrovie celeri e di grandi comunicazioni fluviali.

Le linee elettro-telegrafiche dell'Algeria e dell'Egitto, per l'istmo di Suez, alla Palestina, alla Siria, e, per l'Asia francese, al mar Nero, e, per la Mesopotamia, al Caspio e al golfo Persiano si estenderebbero. Parigi, Smirne e Costantinopoli, Londra, Erzeroum e Bassora comunicherebbero all'istante; e si attuerebbe mirabilmente

il progetto d'una totale comunicazione telegrafica fra Edimburgo e Calcutta. Finchè l'Asia ottomana non sia incivilita o posseduta dagli europei, il durevole mantenimento di quelle linee telegrafiche (che sono preferibili perchè continentali) sarà sempre incerto e problematico.

Quanti magnifici effetti per la ricchezza dell'Europa civile, per la gran causa del perfezionamento umano deriverebbero dal dominio di quelle attive e colte nazioni sull'occidente asiatico! E' saria opera infinita l'enumerarli. Solo dirò che dinanzi a sì splendida era di futura civiltà non può rimanere dubbio ragionevole fra l'esistenza precaria e nominale dell'impero Turco e la sua divisione. L'una cosa ritarda, l'altra affretta in sommo grado l'andamento della civiltà, che si vorrebbe propugnare.

Se i tragrandi vantaggi, cui recherebbe al commercio, all'industria, alle scienze, alle arti, la signoria civilizzatrice dell'Anglo-Francia fossero almeno eguagliati, se non superati, dal sostenere il cadente impero Ottomano, allora il farlo saria forse convenevole. Si provi chiunque a dimostrarlo, ed io aspetterò impaziente la conoscenza di razionali argomenti che non so ideare.

XIV. Lo *Stato di Palestina* si estenderebbe per tutta la lunghezza del corso del Giordano, dal versante meridionale dell'Anti-Libano sino all'estremità sud del lago Asfaltite. Confinerebbe al nord coll'antica Celesiria, all'ovest col Mediterraneo, al sud coll'Arabia Petrea, all'est col deserto. A questo nuovo reame unirebbersi eziandio una parte dell'antica Fenicia.

Per la sua ristaurazione occorre più di un modo. Si stabilirebbe un regime composto dei rappresentanti di tutte le nazioni civili del Cristianesimo, con un presidente temporario da loro eleggibile? Oppure, si fonderebbe un nuovo regno con le più civili istituzioni, che alle condizioni del paese meglio si addiceessero? In quest'ultima ipotesi, quelle istituzioni dovrebbero essere progressive, e sempre conformi ai bisogni della crescente civiltà del popolo. Il governo si affiderebbe, ad esempio, ad uno di que' principi di Germania, che si fossero spodestati nel supposto riorganamento della Prussia e dell'altra Alemagna (Capo primo, XIII, XIV). Qualunque maniera di regime si scegliesse, tutte le chiese credenti in Cristo, dovrebbero liberissimamente esservi ammesse e degnamente rappresentate. La *tolleranza religiosa* sotto il rispetto politico è un portato di alto incivilimento, tanto più necessaria fra i seguaci del Cristianesimo, da cui emanò sì gran parte della moderna civiltà.

E siccome la forza vale solo a costringere, non mai a persuadere, così il rispetto nobile, dignitoso e reciproco delle Sette Cristiane vi sarebbe proclamato. Il finale trionfo della verità fra tanti scismi è profetato, è indubitabile; ebbene, esso vincerà ogni ostacolo meglio con libera azione e con la mansuetudine, che con assurdo costringimento. La storia mostra i prodigii di quella libertà ne' primi tempi della Chiesa, che acquistò un'immensa forza morale, malgrado le orrende carneficine e gl' innumerevoli martirii, superò la persecuzione, vinse il paganesimo, cristianizzò il mondo romano, e si assise trionfante sul trono imperiale di Costantino. Ma la storia ci addita eziandio i danni gravissimi cui soffrì il Cattolicismo, nel medio-evo, da violenze non conciliabili con l'evangelica carità e col perdono, estrema parola di Cristo sul patibolo. Fatali aberrazioni e funestissime! D'altronde, il ristauramento di quel regno non potrebb'essere una definizione di dogma, nè una pressura della Chiesa latina sulla greca, del protestantismo sul cattolicismo, o viceversa, non una vittoria d'una porzione di cristiani su di un'altra. Esso equivarrebbe ad un trionfo del cristianesimo sull'islamismo, voto inadempito da tanti secoli, per cui la dignità e l'indipendenza religiosa di trecento milioni di cristiani (veggasi più sopra al N. VI, 1°), in confronto delle altre religioni, sarebbe recuperata al cospetto dell'umanità e dei posteri. Inoltre saria cosa conforme a giustizia e politicamente utilissima; chè, lasciando libera ad ogni seguace di Cristo l'andata e il soggiorno in Terra Santa, ed uguale il trattamento, la Russia non avrebbe più il possente mezzo di dominare con influenza religiosa in Oriente. I greci non abbisognerebbero di veruna speciale protezione e sarien compiutamente soddisfatti dalla saggia decisione delle potenze cristiane dell'Europa civile, non che dell'ordinato ed imparziale organamento del reame. Epperò si formerebbe un *Comitato religioso permanente*, composto di personaggi dotti e venerandi, incaricato di mantenere fra il cattolicismo e le sette cristiane il più costante rispetto, e l'assoluta tolleranza. Ogni alterco, ogni vana lite di preminenza, prevenute, ogni diritto parziale, esclusivo, ogni distinzione, e quindi ogni disordine, impediti. A questo scopo si dovrebbero stabilire apposite leggi, che avessero per base essenziale la giustizia, la tolleranza, la mansuetudine, la carità del prossimo, che non riconosce eccezioni, ed ogni più sapiente imitazione di Cristo.

A tutti i cristiani, variamente credenti in Cristo, incontrandosi pacificamente dinanzi al suo sepolcro, in quell'atto di comune ve-

nerazione, sarebbe, col tempo, più facile l'intendersi, e si avvicinerebbe l'epoca felice di una grande e solenne conciliazione. La quale preparerebbe più agevolmente la conversione religiosa della restante umanità.

Gerusalemme, che fu spettatrice di tanti misteriosi avvenimenti della vecchia e nuova legge, riacquisterebbe la grandezza antica, accresciuta di moderno splendore, e diverrebbe la *Roma dell'Oriente*.

La storia segnerebbe questo fatto tra i più memorabili del secolo decimonono.

L'ammissione libera di tutti i cristiani in Palestina, e la loro reciproca e costante uguaglià al cospetto del sepolcro di Cristo, apparisce il miglior modo per guarentire in avvenire gli interessi del cristianesimo, preparando un riconciliamento fra le varie sette. Le quali se fossero ostinate, malgrado i ben meditati regolamenti, ad osteggiarsi anche dinanzi alla tomba di *chi* predicava mansuetudine, perdono e concordia fraterna, non farebbono che danno maggiore a se stesse, senza che il predominio acquistato da alcuna fosse efficace sulle altre. Perocchè volendo tutte signoreggiare, ne nascerebbe una confusione gravissima dannosa alla causa del cristianesimo, di cui la vicina Russia saprebbe approfittare. Se il progetto qui proposto non piacesse, perchè umanamente e politicamente imparziale e conciliativo, io non so quale altro modo si possa ideare, che, non toccando al dogma, e rispettando gli interessi di tutte le parti, prepari al cristianesimo un'era novella. Veggo le difficoltà moltissime che si incontrerebbero nell'esecuzione delle sagge leggi, che guarentissero fra tutti i cristiani una perfetta egualità. La loro discussione speciale mi trarrebbe troppo lontano dallo scopo cui debbo ora celeremente raggiungere; ma dovrebbero esattamente adattarsi alle supreme esigenze della religione. Se i settari non volessero almeno far tregua in Oriente, si mostrerebbero falsi seguaci delle massime di carità universale e di mansuetudine predicate da Cristo. Dinanzi alla tomba del Redentore *si pregherebbe in silenzio*, affinchè Iddio illuminasse i cristiani e gli altri uomini a ricondursi nel grembo della vera Chiesa. Nè credasi perciò che vogliasi stipulare quasi una *transazione religiosa*. La concessione che ivi si scorge in una scambievole uguaglià è solo *umana e politica*, iniziatrice di futura armonia, e basata sul gran principio evangelico della fratellanza e dell'amore; chè in fatto di credenze religiose è impossibile e assurdo il *transigere*. Ma se questo non si volesse fare,

dichiarando ineseguibile ciò che assopisce le appassionate rivalità di setta, sarebbe peggior danno al cristianesimo, e quindi anche al cattolicesimo; l'islamismo farebbe sempre sventolare la mezzaluna sulle ruine di Gerosolima, il Russo vorrebbe sempre un eccessivo potere morale e religioso in Oriente, la gran questione religiosa non sarebbe sciolta, ma indefinitamente prorogata, e l'avvenire si offrirebbe al sagace sguardo del filosofo incerto, fosco e terribile.....

Un sistema di ferrovie celeri congiungerebbe l'Africa all'Asia per l'istmo intermedio. Noterò specialmente la linea che si potrebbe stabilire dal Cairo a Suez ad El-Arich, e costeggiando la sponda del Mediterraneo sino a Gaza e di là a Gerusalemme. Poscia questa linea si unirebbe a quella destinata a comunicare, per mezzo dell'Eufrate, il Mediterraneo col Golfo Persico. Il Nilo, il Giordano e l'Eufrate, tre fiumi eminentemente storici e utilissimi all'interno commercio di que'paesi, sarebbero avvicinati, comunicando il Mediterraneo, e indirettamente l'Eusino e l'Atlantico, coi golfi Arabico e Persiano, non che col lago Asfaltite.

XV. Una maggior divisione della Turchia sarebbe imprudente e fatale: perocchè uno sminuzzamento territoriale del continente ottomano, diminuendo le forze ne'varii possessori, mal potrebbero resistere ai costanti tentativi della Russia. La quale userebbe ogni modo per far insorgere fra di loro gare, gelosie, discordie, o diffidenze, e per indebolirli. Epperò in Asia ed in Europa farebbero d'uopo possenti baluardi, che respingessero la Russia ne'suoi vecchi confini. Sul Boristene, come sul Danubio, sull'Arasse e sull'Eufrate io progettava la formazione di grandi Stati; in Europa la Svezia, la Polonia e l'Austria ampliate, in Asia Francia ed Inghilterra con vasti possedimenti geograficamente e strategicamente delineati. Così que'Stati capaci di offesa e difesa, sostenitori dell'equilibrio e dell'egemonia dell'Europa civile, sariano antemurali non superabili per qualunque eventuale invasione.

Ma agli Stati, che si fossero collegati con l'Anglo-Francia, per la causa dell'Occidente contro l'Oriente europeo, quali compensi si decreterebbero, per il loro armato intervento? Sariano misurati alla stregua de'fatti sacrificii, e de'prestati soccorsi.

Di Lamagna si trattava altrove (Capo primo - XIII - XIV), non che della Svezia, e della Danimarca (ivi XV), dell'Olanda e del Belgio. Veduti eziandio gli aumenti territoriali alla Grecia, all'Austria, all'Anglo-Francia, non rimane a fare parola che dell'occidente più meridionale d'Europa. E primamente si parli della Turchia insulare, e della varia sua divisione.

XVI. Di alcune isole si potrebbe disporre a vantaggio di minori alleati. Esclusa Candia, annessa alla Grecia (di cui è geografica dipendenza), la quale, con que'stipulati vantaggi, coopererebbe attivamente al trionfo della causa comune, si assegnerebbe al Piemonte il possesso dell' isola di *Cipro*. La quale, ricca ed ubertosa di per sé, e situata fra la sponda dell'Asia Minore, la Siriaca e l'Africana, sarebbe mirabilmente acconcia ad un grandioso stabilimento del commercio sardo con la Persia, le Indie e l'Egitto. Una ferrovia celere l'attraverserebbe nella sua maggior lunghezza (di circa cent-settanta miglia italiane), dal capo Epifanio a quel di Sant'Andrea, passando per Balla e Nicosia, che ne è il capo-luogo. Una linea telegrafica sottomarina l'unirebbe al continente asiatico o da Nicosia ad Anemur, sulla riva meridionale dell'Asia francese, o dal capo Sant'Andrea a Latachia, sulla sponda Inglese della Siria. Per mezzo delle altre linee telegrafiche, che congiungessero l'Asia con l'Africa e con l'Europa, Nicosia sarebbe in comunicazione quasi istantanea con Costantinopoli, con Gerusalemme, con Calcutta, col Cairo con Alessandria, come con Atene, Torino, Genova e Cagliari. Da quell'isola in posizione sì centrale fra i tre continenti dell'antico mondo si assisterebbe ad un grande commercio sul Nilo, sull'Eufrate, sul Gange, sul Bosforo, come sul Danubio e sull'Eridano, sull'Eusino e sul Mediterraneo. In pochi anni quell'isola prosperità e ricchezza incredibili acquisterebbe, e ristorerebbe, meglio di parecchi altri spedienti, l'esaurito erario del Piemonte.

La signoria di Cipro ~~divorrebbe~~ per casa Savoia, non più un vano nome, ma una splendida realtà; un altro gioiello si aggiungerebbe alla Corona Sabauda.

Se un compenso siffatto ad alcuni non piacesse, se ne proponga un altro, che, nelle presenti condizioni d'Europa, *sia più di questo attuabile*, e non susciti verun oppositore. D'altronde, tale progetto lascia intatta sul continente Sardo ogni questione territoriale, mentre il possesso di quell'isola fertilissima, accrescendo la rendita dell'erario e la ricchezza commerciale, aumenterebbe la forza e la potenza dello Stato, preparando lontanamente un migliore avvenire.

XVII. E qui si permetta una breve digressione, che non può essere affatto estranea al presente discorso, riguardando ad un più regolare assetto d'una eletta porzione d'Europa. Chi bramasse di compier presto la lettura del libro, o si curasse del Piemonte, come degli antipodi, passi oltre.

Testè si parlava di una possibile annessione alla Francia del Nizzardo e della Savoia; ma non però di compensi *territoriali* cui il Piemonte allora avrebbe incontrastabile diritto. Dico territoriali, perchè lo Stato Sardo essendo angusto, fors'anco di troppo, non può nè dee acconsentire a veruna diminuzione, nè tampoco a verun compenso pecuniario. E dovendosi rifare, tosto o tardi, una nuova carta politica d'Europa, che sia più in rispondenza con la struttura geografica e con le altre esigenze dell'inflessibile natura delle cose, si applicherebbe questa gran massima eziandio al Piemonte. Alla Francia si cederebbe la Savoia, cui natura divise dall'Italia con la differenza del linguaggio e con l'eloquente segnale delle Alpi, ricevendosi in cambio la Corsica. La quale, annessa all'Italia per legame geografico, ed ora anche elettro-telegrafico (che ha un' influenza maggiore di quella che a primo aspetto apparisca), unirebbersi politicamente ad una porzione di essa, che certo non cede alla Francia per civili franchigie. Laonde non avrebbe motivo di rinnovare i lamenti e le ribellioni, che fece altra volta contro i Genovesi, da cui era forse troppo fieramente padroneggiata.

Una ferrovia che attraversasse tutta la Corsica dal Capo Corso a Bonifacio, passando per Bastia ed Ajaccio; ed un'altra in Sardegna, che dall'estremo nord dell'isola sino al Capo Teulada si estendesse, toccando Sassari, Oristano e Cagliari, avrebbero un' evidente utilità. Ed ora vo' fare ai più esperti ingegneri una singolare domanda.

Congiunta la Corsica alla Sardegna geograficamente, elettricamente e politicamente, non si potrebbe compierne la unione *fisica*, in modo che le due isole non ne formassero che *una sola*? Non potrebbe si far quasi scomparire lo stretto intermedio di Bonifacio, che ha una lunghezza di circa cinque o sei miglia italiane, *per mezzo di un gigantesco ponte tubulare*, che le opposte sponde ravvicinasse, lasciando libero alle navi sottostanti il passaggio? Una duplice ferrovia vi sarebbe abilmente praticata, ed una locomotiva celere da Bastia a Cagliari percorrerebbe senza veruna interruzione, una lunghezza di circa dugentocinquanta miglia italiane. In opera sì ardimentosa si imiterebbe l'intraprendente Albione, che, prima d'ogni altro popolo, diede esempio di sì inudite costruzioni. — Inoltre la Sicilia si potrebbe unire al continente italiano con altro ponte tubulare? Il faro di Messina è certo assai più angusto dello stretto corso-sardo. La spesa equivarrebbe al vantaggio?

Al famoso inglese *Sthephenson*, l'inventore di siffatti ardimenti, è specialmente diretta la dimanda se tali progetti sieno attuabili.

Così la maravigliosa scienza moderna riunirebbe ciò che era forse antichissimamente congiunto, e che fu poscia diviso dalla natura sconvolta da successivi cataclismi. Per mezzo di più rapide ed accresciute comunicazioni si agevolerebbe un maggiore affratellamento dei popoli italici, base essenziale a più felici destini.

Ad una cessione del Nizzardo il Piemonte dovrebbe opporsi con ogni arte diplomatica; perocchè il Varo e l'Alpe marittima sono il confine storico e geografico dell'Italia e della Francia.

La Provenza, che ne è quasi il nesso intermedio, partecipando alla natura di amendue, è però nel nizzardo più italiana che francese. Che importa che Nizza appartenesse ne' tempi andati ai Duchi di Borgogna ed ai Conti di Provenza? Le vicende politiche non poterono mai cangiare la natura geografica e del popolo abitatore. Il Nizzardo è Provenza italiana certo più di quel che non sia francese l'Alsazia. Se qui alcun cangiamento hassi a fare, si è in vantaggio dell'Italia, chiudendone il confine più occidentale con la linea delle Basse Alpi, al di là della sponda destra del Varo.

Dopo ciò, a me pare che il Piemonte, stretto fra i due colossi di Francia ed Austria, sia il naturale alleato della Svizzera. A lei dunque si unisca, nulla importando la diversità di reggimento politico interno (che adatto al Piemonte sarebbe funestissimo), come nulla ostava alla lega austro-occidentale la disformità del governo inglese dall'austriaco. Tale alleanza non si potrebbe giustamente impedire dalle grandi Potenze, con le quali il Piemonte si collegava, essendo la Svizzera non contraria, ma neutrale, e certo più proclive alla causa dell'Occidente che dell'Oriente europeo. Nè perciò verrebbe meno la neutralità elvetica, finchè piacesse di mantenerla; essendo la proposta alleanza affatto speciale ai loro reciproci interessi, e indipendente da ogni altra vertenza, non che dall'orientale. E ad amendue le parti sarebbe utilissima; alla Svizzera, nel caso di assedio o di blocco di altre potenze contermini, avendo sempre una via al Mediterraneo aperta pel Piemonte, agevolata dalle ferrovie celeri dal lago Maggiore al golfo Genovese; al Piemonte, perchè la fedeltà e il valore dell'Elvezia nel difendere gli amici è proverbiale e quasi prodigioso.

La Svizzera può dirsi quasi fortificata dalla natura; non così il Piemonte, cui le linee del Ticino e del Varo (lasciando stare l'*Isère*), hanno bisogno di validissima difesa. A tale scopo, si stabilirebbe, a poco a poco, un più vasto sistema di fortificazioni. Il trattato che le impediva più non sussiste, ogni altro che su di quello si fon-

dasse mancherebbe per difetto di base. ~~Lo~~ Stato nel suo interno dee poter fare tutto ciò che crede più conforme al proprio interesse, purchè non contrario a giustizia e non pregiudicievole a verun popolo o nazione. Le opere di *sola difesa* non danneggiano alcuno, e solo valgono a far meglio rispettare i diritti di *chicchesia* da qualunque attentato. Epperò il Piemonte potrebbe, come ognialtro Stato, costruire tutte quelle fortezze, che riputasse più utili, e più difensive. Dopo compiute e rese formidabili le fortificazioni d'Alessandria, Genova, Casale, Cuneo, Fenestrelle, altri lavori si intraprenderebbero.

Lungo la frontiera del Ticino mi parrebbe utilissima la costruzione di una fortezza al nord-est di Orta, fra il lago di questo nome ed il *Maggiore*. La cui situazione crederei strategica, anche perchè di là si prenderebbe sempre alle spalle l'inimico che oltrepassasse il confine. La fortezza sarebbe cinta e difesa da tre lati dall'acqua; il quarto lato, da Orta alla sponda più occidentale del Lago Maggiore, sarebbe chiusa da una speciale linea di baluardi. Così una più forte Alessandria sarebbe costruita. Apposite barche cannoniere, per una più compiuta difesa, sarebbero pronte a soccare le acque dei due laghi, quando fosse necessario.

Un'altra fortezza che io propongo, si è presso la foce Ticinese, al sud-ovest di Pavia. Le piccole fiumane di Agogna, Sesia, ~~Orto~~ e Dora, tra loro parallele, dovrebbero, per mezzo di altri forti, addivenire altrettante barriere strategiche più o meno ragguardevoli; e con Casale ed Alessandria difenderebbero la Capitale da qualsiasi occupazione. Il Po sarebbe oggetto di speciali fortificazioni, e la grande arteria commerciale del Piemonte diverrebbe eziandio una linea strategica formidabile. Tutte queste fortezze dal Varo al Ticino, e dal Lago Maggiore al Mediterraneo, non formerebbero che un solo vasto e tremendo sistema strategico; tutte sarebbero in immediata comunicazione fra di loro, per mezzo degli elettro-telegrafi e delle ferrovie celeri. Le quali compirebbero la difesa dello Stato, potendosi concentrare, al primo avviso, rapidamente un corpo d'armata dall'una all'altra estremità del regno.

Per siffatti motivi il debito pubblico del paese se si aumentasse, si rifarebbe poscia ad usura.

Inoltre sarebbe mestieri che la flotta militare sarda si accrescesse, comperando eziandio, se abbisognasse, altre navi o dall'Inghilterra o dall'America, mentre si stabilissero vasti cantieri alla Spezia. La quale va superba di uno de' più magnifici porti del globo, cui

Varo,
Orto
Sesia
Dora
-S-

solo in Europa può forse paragonarsi quello di Corch sulla spiaggia meridionale dell' Irlanda. A tutti è noto il gran progetto del primo Napoleone riguardo al porto della Spezia; lo Stato dovrebbe fare quel che le sue forze permettessero, ma almeno non tardare troppo dal porvi principio. E per ovviare a qualunque sinistra dissezione civile, si guarentirebbe la ricchissima Genova dei più gravi danni che potrebbero derivarle dal crescere della vicina Spezia. Questo non si otterrebbe congiungendole con ferrovie celeri a tre, a quattro, a vari giri di rotaie? Così moltissime ed incessanti sarebbero le comunicazioni fra di loro, elemento essenziale della vita moderna, in guisa che diverrebbero i due foci di una stessa elittica, e la Spezia non sarebbe in avvenire che un vasto sobborgo, che una magnifica dipendenza di Genova. La forza, l'attività non disperse, ma accresciute e raddoppiate.

È inutile l'osservare che tutto ciò si farebbe con successiva e gradata proporzione, incominciando dal più necessario e dal più vantaggioso.

Aumentate le forze navali, che ad ogni evento potrebbero ritirarsi in un porto fortificato e sì vasto da meritare nome di golfo, il Piemonte si difenderebbe da qualunque eventuale nemico con maggiore energia e sicurezza. Ad un'offesa sul continente esso potrebbe rispondere non solo cogli eretti baluardi, e coll'armata di terra, ma con alcuna spedizione marittima, minacciando eziandio qualche blocco o bombardamento.

Queste sono quistioni vitali pel Piemonte; il meditarle sarà profittevole, ed ancor più l'eseguirle saggiamente.

XVIII. Ma compiasi il programma di divisione dell'Impero Ottomano. A Napoli, che avesse fatto parte della grande alleanza, si assegnerebbe l'isola di Rodi con alcuna delle circostanti minori Sporadi. La quale, tramezzando fra l'Arcipelago ed il restante Mediterraneo, tra la Grecia e l'Asia, ed accennando più da lungi all'Africa, servirebbe assai bene al commercio Levantino delle Due Sicilie. Una ferrovia celere traverserebbe anche Rodi nella sua maggiore lunghezza, ed una linea telegrafica la congiungerebbe al nord-est con la vicina sponda dell'Asia Minore, appoggiandosi alle isolette di Scarpenta e di Caso ed all'isola di Candia, da cui con la Grecia nel modo suaccennato (Veggasi più sopra al N. XI). Si otterrebbe una più diretta comunicazione telegrafica con la capitale; chè è più d'ogni altro breve il corso da Atene a Valora e, per via sottomarina, al tallone italico, da cui a Napoli.

ed al d
ovest
N. 5
e

Così anche l'Italia riavrebbe qualche colonia, che accrescerebbe la sua ricchezza ed il suo commercio, ed a cui (siamo imparziali) ha più d'ogni altra diritto, dopo avere colonizzato il mondo antico, fondati splendidi stabilimenti nel medio-evo, e scoperto, in vantaggio dell'umanità, un nuovo mondo.

XIX. Le potenze alleate, fatte signore dell'Impero Turco, ne acquisterebbono tutti i diritti. Perlochè sarebbe a loro devoluto anche l'alto dominio sull'Egitto e sugli Stati Barbareschi di Tripoli e Tunisi.

Desidero che ogni uomo assennato ponga attenzione a quello che ora dirò, trattandosi della causa comune dell'incivilimento, e del suo più giovaturo estendersi.

Propongo all'Europa civile nuove intraprese utilissime, la cui attuazione si effettuerebbe nel tempo e nel modo più opportuni, e durante una pace europea. Tuttavia con appositi trattati si potrebbero stipularle, lorchè meglio si credesse. I seguenti progetti possono essere indipendenti da ogni vertenza orientale, avendo un carattere speciale e, di per sè, grandemente profittevole.

Senza trascurare l'affare d'Oriente, intendo ora di occuparmi dei destini dell'Africa settentrionale, e di un più vantaggioso indirizzo dell'europea emigrazione.

In qualunque modo pacificata, l'Europa, e specialmente l'Anglo-Francia, si volgerebbe da prima agli Stati Barbareschi, di cui non sarebbe difficile una conquista, che proverò produttiva di utilissime conseguenze. Se la sola Francia conquistava l'Algeria, che era un possente Stato, che non faranno l'Inghilterra e la Francia unite a qualche altra nazione, e divenute più ricche e formidabili coi nuovi asiatici possedimenti? Dall'alto dominio si passerebbe, con l'accortezza e con la forza, ad una signoria effettiva.

XX. Lo Stato di Tripoli è il più esteso ed il men popoloso degli altri di Barberia; ha dugentomila miglia quadrate di ampiezza con settecento mila abitanti. Gli alleati, padroni della capitale, Tripoli, tutto il lido facilmente signoreggierebbero. Lasciato stare da prima il Fezzan, si assicurerebbe il possesso della regione più nordica. I possenti mezzi di distruzione dell'arte moderna, sconosciuti ai Barbareschi, vincerebbero ogni resistenza, ogni sollevazione, e darebbero pronta e sicura la vittoria. Numeroso presidio occuperebbe quella città; lo stesso dicasi delle minori e piccole di Mexurata, LebDAH, Bengasi e Derna sulla sponda del Mediterraneo. Non havene alcuna che possa dirsi anche barbarescamente fortificata; la

capitale non contiene più di venticinque mila abitanti. Il paese è il meno incolto fra gli Stati di Barberia, il terreno è fertilissimo, il clima abitabile e salubre, e, quantunque più caldo, è preferibile a quello di non poca parte d'Europa. Le rovine di grandiose città attestano che quella regione fu altramente popolata, e che un'alta civiltà vi ebbe sua stanza. Teuchira, Cirene, Tolemaide, Leptis Magna sono nomi celebri negli annali della Storia africana. Si tratterebbe d'iniziarvi una nuova era civile con utile tragrande dell'universale. Compiuta la conquista, che non sarebbe, come chiaro si scorge, un'opera nè lunga, nè difficile, si determinerebbe a chi dovrebbe assegnare il dominio di quello Stato, e se ad uno, o fra parecchi convenisse il dividerlo. La giustizia e la maggiore utilità dell'Europa civile sarebbero le basi di questi assegnamenti. E qui mi sorge un'idea che non sembrerebbe disdicevole. I piccoli principi di Germania, spodestati nel supposto organamento Alemanno (Capo primo XIII e XIV), non potrebbero indennizzarsi con una quota di dominio nei possessi Tripolitani? Protetti dalle grandi Potenze, formando una valida Confederazione di Stati, avrebbero la sublime missione di preparare in quei paesi l'incivilimento dei loro nuovi sudditi.

Si decreterebbero magnifici sussidii pecuniarii, che darebbero a quei sovrani i mezzi più acconci per traslocarsi nei nuovi regni, per installarvisi, per istabilire fortezze nelle posizioni più strategiche, e specialmente lungo la frontiera del Fezzan, ed erigere palazzi nei luoghi più salubri, ameni e pittoreschi. Il territorio vastissimo sarebbe diviso in modo che ogni principato comprendesse una parte del litorale.

Nell'attuale migrazione europea, la Germania, al dir della statistica, è quel popolo che vi ha una maggiore rappresentanza. Or bene, quei principi, in ciò aiutati da tutta Europa civile (che sarebbe interessata a farlo), userebbono ogni mezzo per imprimere a quel moto una novella direzione, chiamando e invitando pubblicamente gli emigranti cou incoraggiamenti, largizioni, promesse di premii, assegnamenti di terre, privilegi ed altri vantaggi, sulla spiaggia Tripolitana. Insomma, si farebbe in guisa che agli emigranti fosse assai più utile il fermarsi nella vicina Africa, che nella lontana America, od Australia. La fertilità dell'Africa nordica non cede a verun'altra parte del globo; la sola Algeria ne è prova incontestabile. Si erigerebbero nuove città in quell'ampio paese come ora sorgono in America; si godrebbero tutti i vantaggi della colo-

nizzazione senza gli incomodi della lontananza, ed i pericoli che ne derivano. Si parlerebbe europeo e specialmente tedesco in quella parte d' Africa, come si parla in America, ed il francese in Algeri; là, come negli Stati Uniti, si fonderebbero scuole, stabilimenti, teatri tedeschi; e' sarebbe forse in non poca parte una colonia alemanna, primo nucleo, intorno a cui si addenserebbe una maggiore emigrazione. Così i principi germanici, trovando sopra altro suolo sudditi tedeschi, sarebbero più soddisfatti del nuovo dominio.

Ferrovie e telegrafi si costruirebbero al più presto, come ora si fa dall'infaticabile Inglese nel vicino Egitto. Con ciò si darebbe una fortissima spinta al commercio ed all'industria, e molti emigrati sariano attratti a stabilirvi lor dimora, che, al contrario, si rivolgerebbero all'America, od all'Australia.

La ferrovia, che prima d'ogn' altra dovrebbe costruirsi, comprenderebbe la gran linea da Tripoli a Derna, costeggiando il litorale, e toccando le città e i villaggi principali; mentre, dall'opposta parte, se ne stabilirebbe un'altra da Alessandria a Derna. In tal modo Tripoli e il Cairo disterebbero fra di loro per breve intervallo di tempo; ed anche agli Stati Tripolitani si estenderebbero i vantaggi della navigazione del Nilo, del canale e della ferrovia di Suez e parteciperebbero al commercio delle Indie.

Colla moderna rapidità di cose e di eventi, in pochi anni, l'aspetto del paese sarebbe totalmente cangiato, la ricchezza e la popolazione accresciute, e una novella aurora spunterebbe di più fausto avvenire. L'eletto-telegrafia avrebbe già prima compiuta l'istantanea comunicazione fra l'Europa, l'Algeria, Tunisi e l'Egitto.

Tripoli, l'antica capitale, manterrebbe la sua supremazia; apparterebbe in comune e indistintamente a tutta la Confederazione dei principi, potendo ivi ognuno di essi risiedere. Quella, unita coll'elettrico a Vienna, a Berlino, a Parigi, a Londra, sarebbe quasi traslocata in Europa; ampliata, e distinta in parte vecchia e nuova; nelle recenti costruzioni si terrebbe il sistema adottato dagli Americani lorchè fondano nuove città, cioè, strade larghissime, e regolari con adatte linee di alberi acconciamente piantati in ciascun lato. Lo stesso dicasi delle altre città, che sarebbero tutte rimodernate giusta i migliori metodi, o ricostruite.

La Confederazione Tripolitana stanzierebbe leggi proprie pel suo speciale organamento, assicurando a tutti gli emigranti, che ivi dimorassero, le necessarie guarentigie civili. Lorchè si credesse op-

portuno, si pubblicherebbero regolamenti e codici adatti allo stato del paese, mutabili e progressivi all'avanzarsi della coltura e dell'incivilimento.

Si somministrerebbero alla nuova Federazione alcune vaporiere, che la ponessero in incessante comunicazione con l'Europa. Il commercio di questa ne avvantaggierebbe assai, acquistando un'altra colonia vicina, ove smerchierebbe gli innumerevoli suoi prodotti industriali.

La Francia dalla prossima Algeria, e l'Inghilterra dal Contermine Egitto invigilerebbero il saggio ordinamento dell'interno del paese; con la loro possente protezione formerebbero basi solide e durevoli della nuova federazione. Sinchè gli Stati non si fossero rafforzati, un valido presidio anglo-francese vi stanzierebbe per la difesa dei principati e dei coloni.

Nel fondo dell'ampio golfo di Sità si stabilirebbe un comodo porto con arsenali e cantieri per la costruzione di navi; dalla vicina Europa si inviterebbero gli artefici. Così, a poco a poco, si darebbe principio ad una marineria Tripolitana.

Tutte le arti industriali e variamente commerciali, la grande e piccola agricoltura protette con generosità e munificenza; le spese fatte a tale scopo sarebbero poi compensate in gigantesca proporzione. E lorchè fossero compiuti i ~~grandi~~ lavori di installazione, le leggi promulgate, e la colonia fiorente, si intraprenderebbero eziandio molti scavi, dissotterrando le ruine di antiche città, con utile della scienza e dell'arte.

Per la pronta costruzione delle ferrovie celeri e dei telegrafi chiamati ricchi ed esperti intraprenditori, la Francia e specialmente l'Inghilterra non mancherebbero di spedirne. Certo che prima di attuare questi progetti dovrebbero vincere parecchi ostacoli (non havvi impresa umana, specialmente grandiosa, che ne sia esente); ma il superarli produrrebbe infinito giovamento alla causa comune della civiltà, all'interesse politico ed economico dell'Europa, alla sua emigrazione ed ai principi ivi trasferiti.

Si istituisca un paragone esatto fra la presente condizione di essi in Europa, e quella che acquisterebbono in Africa dopo i primi incomodi della traslocazione.

Che cosa sono in Europa? qual parte hanno nell'equilibrio europeo? Nessuna. Non basta; limitiamoci alla sola Germania. Quale è l'influenza politica che hanno nella Dieta? Essa è in proporzione della grandezza territoriale. Que'principati (di cui alcuni non me-

riterebbero neppure questo fastoso nome) sparsi nel modo più irregolare sulla vasta superficie dell'Alemagna, coi confini i più arbitrarii ed i meno difendibili, non hanno che una signoria precaria, essendo schiacciati dai colossi che li attorniano, e che minacciano di farli, quandocchessia, scomparire dalla carta geografica. Epperò il loro vassallaggio può dirsi quasi una dipendenza. Debolissimi avanzi del cessato feudalismo hanno un dominio che sembra si accosti al nominale. Nella Dieta federativa rappresentano una parte assai meschina. Nell'*ordinaria* il voto di parecchi di loro basta appena a formare *un voto solo*, che non di rado è per essi insignificante e prestabilito o dalle più forti potenze alemanne, od anche dall'influenza russa. Nella *generale*, se ciascuno di essi ha un proprio voto, le più grandi potenze ne hanno *tre e quattro*; e le minori *due*. Nè invero potrebb'essere altrimenti; chè saria cosa disdicevole che il più debole principe avesse una facoltà di votare uguale a quella dell'Austria, della Prussia e della Baviera. L'*antagonismo* incessante Austriaco e Prussiano agisce possentemente su di quelli e sulla loro libertà di votazione. Contro di essi sta la geografia della Germania, che in alcuna parte sembra ridotta in frantumi dal più accanito nemico del popolo alemanno. Una maggiore e più fatale irregolarità non potrebbe compiersi se non dal *demonio del disordine* che passasse sull'Alemagna a sconvolgere le naturali demarcazioni. Il che indebolendo il gran corpo germanico, col renderlo diviso e discorde, è grandemente utile alla Russia (Cape primo), che se ne approfitta, e li vorrà forse sostenere.

Del resto io non saprei indicare quale sia la missione di quei principi in Germania. Necessariamente inerti e passivi debbono vivere ignorati; niuna gloria può circondarli di luce, niuna vera utilità possono produrre, perchè privi di mezzi e in luoghi inadatti. Che farebbero Cesare e Napoleone in simile posizione? Anche un genio ristretto tra quelle angustie, o dovrebbe abbandonarle, o isterilirsi.

Al contrario, con la nuova proposta, essi diverrebbero indipendenti con vantaggio proprio e della Germania. Chiamati a rappresentare un dramma felice e splendidissimo sulla gran scena del mondo civile, i loro nomi sarebbero consegnati alla storia, che li rammenterebbe come esempio di principi utili all'umanità. Avrebbero mutato l'oscuro lusso dei castelli settentrionali con le magnifiche dimore del mezzogiorno; alle caccie nelle foreste sostituita un'attività più utile e gloriosa; al nebbioso aere, all'agghiacciato

clima, alle poco fertili pianure di Lamagna, la possente vegetazione, il cielo luminoso e tropicale dell' Africa ; alla signoria di piccole frazioni di terreno incerta , vacillante e minacciata , — meschino *vassallaggio* cui la diversità del nome non serve che a meglio dimostrare la realtà del contrario —, un vastissimo dominio , equamente ripartito, con un litorale, che presenta un'estensione quasi uguale a quella della Germania ed una lunghezza di circa settecento sessanta miglia italiane !

Il sacrificio, più apparente che reale , di abbandonare l' Europa e le storiche avite residenze , sarebbe generosamente compensato da questi ed altri moltissimi vantaggi, dalle benedizioni del popolo alemanno ristabilito in forma più unitaria e consentanea a'suoi interessi, alla coscienza di sentirsi utili alla Germania, all'Europa, ai nuovi sudditi ed alla civiltà, e gloriosi negli annali della storia.

Niuno faccia le meraviglie della singolarità di tale proposta ; ~~ma~~ *essa* ~~debbe~~ apparire razionale dopo averne dimostra con tanti argomenti la convenienza. Ma se la persuasione fosse restata a ingenerarsi nell'animo di qualche lettore, io gli chiederei in quale altro modo si possa, unificando la Germania a fronte della Russia, conciliare più equamente ed utilmente gl'interessi speciali de' principi spodestati con quelli della civiltà ? Si pensò altra fiata alla sorte di que'deboli principati, e si progettò di sfrattare que'signori senza tanta cortesia di modi, e senza tampoco trattare di territoriali compensi. E se, in un qualsiasi riorganamento europeo, si ritornasse su di ciò, non sarebbe certo la prima volta che un siffatto pensiero si fosse manifestato. È cosa facile, e direi volgare, lo sciogliere il problema per via di arbitrario spodestamento. La difficoltà somma scorgevasi nell'indennizzare, con giustizia, que'principi, rendendoli utili a se stessi, alla patria e al mondo civile. Ed ora sarà inascoltata o disprezzata una proposta che scioglie l' arduo problema, conciliando interessi oppostissimi, ed armonizzandoli ad ampliare il dominio dell' incivilimento ?

La Francia e l' Inghilterra non avrebbero, in quest' ipotesi, agito per sterile filantropia. Perocchè la conquista di Tripoli accrescerebbe non solo lo smercio dei loro prodotti industriali, e stabilirebbe l'emigrazione in più vicini paesi, ma renderebbe più sicura ed estesa la signoria d'Egitto e la coloniale d'Algeri, e più agevole l' assoggettamento totale dell' Africa nordica. Col seguente ragionamento indicherò i modi più acconci per compierla, e ne proverò la necessità e l'utilità grandissime.

XXI. All'Anglo-Francia unisco nei miei progetti anche la Spagna e il Portogallo. Queste potenze basterebbero allo scopo, eseguendo le condizioni, e usando i mezzi che suppongo essenziali.

Coi Portogallo, anche perchè aderisse più energicamente ad una coalizione contro la Russia, si stipulerebbe dall'Anglo-Francia un trattato in cui gli fosse promesso, nel tempo più opportuno, l'aiuto per una grand'opera utilissima a quello Stato ed all'universale. — Eccone i particolari.

Il vicereame delle Indie, avanzo storico che cuopre, con nome fastoso e già gloriosissimo, una reale meschinità, produce scarsi vantaggi al Portogallo ed è debolissimo. Tale lo rende la postura irregolare e disparatissima delle sue parti composte di alcune frazioni di terreno nella penisola Indostanica ed in qualche isola dell'Oceania. Non ha difesa contro un'altra Potenza, che volesse impadronirsene. ~~Essa~~ confina coi possedimenti asiatici ed oceanici degli Inglesi; ai quali se domani piacesse di occuparlo, basterebbe il volerlo. Qualunque efficace resistenza impossibile.

Ebbene, io propongo al Portogallo di cedere quell'informe vicereame all'Inghilterra, mediante il compenso di parecchi milioni di sterlini da determinarsi, e la stipulazione di un trattato in cui l'Inghilterra si obblighi a sostenere il Portogallo con le armi e con l'influenza politica in una futura spedizione.

E quale? La conquista di *Tunisi*, altro Stato barbaresco, soggetto all'alto dominio dell'impero ottomano, che, nell'ipotesi d'una divisione, spetterebbe allora alle potenze occupatrici. Coi milioni ricevuti dalla cessione di quel debole vicereame, con le proprie forze, con gli aiuti navali d'Inghilterra, dei continentali di Francia, non che dei possessori di Tripoli, la conquista Tunisina sarebbe assai agevolata al Portogallo. Anzi l'esito felice saria certissimo, essendo Tunisi stretta da ambo i lati dalla colonia d'Algeri e dalla Tripolitana, ed il litorale offeso dalla flotta inglese e dalle truppe portoghesi. Per siffatta spedizione la Francia e la federazione di Tripoli ne avvantaggierebbono in modo singolare; avvegnachè, con la vicinanza dei portoghesi in Africa, acquisterebbero maggior sicurezza nei loro possedimenti, sminuendo la probabilità di alcuna ribellione negli indigeni. Epperò, mentre si invadesse il nord, la Francia con possente mano di truppe irromperebbe dalla provincia di Costantina nel territorio occidentale del reame, battendo di fianco ed alle spalle l'esercito tunisino. D'altronde, presa la capitale, che sarebbe dalla flotta bombardata e costretta in breve tempo ad ar-

rendersi, per salvarsi da una tremenda ruina, tutto lo Stato non tarderebbe guari a cadere in dominio del vincitore.

Così il Portogallo ad una superficie irregolare e separata in frazioni, con mari vastissimi e lontani da percorrere, ed un mezzo milione di abitanti, avrebbe surrogata la signoria su d'un milione ed ottocentomila abitatori in una superficie unita e compatta di quarantamila miglia quadrate, con una capitale di centomila anime, e più col vantaggio della vicinanza.

Poche ore di tragitto separerebbero Lisbona da Tunisi; telegrafi elettrici, e ferrovie al più presto si stabilirebbero, imitando anche in ciò l'indefessa attività del gran popolo americano dell'Unione. Una nuova città si inaugurerebbe nel paese ove fiorì la famosa Cartagine, che minacciò di impedire a Roma il dominio del mondo. E se dagli storici avanzi a poco a poco risorgesse più magnifica una Cartagine rediviva, non per opera della Fenicia ma della Lusitania, non sarebbe per l'Africa un altro grande avviamento al suo compiuto incivilirsi?

L'emigrazione europea avrebbe nello Stato tunisino tutti i vantaggi che si indicarono parlandosi di Tripoli. La capitale, sin d'ora tanto popolata, diverrebbe una città cospicua. Situata nel fondo di ampia baja sporgente fuori della linea del litorale, presso le ruine dell'antica Cartagine, ne potrebbe assumere le veci; e distando circa centventi miglia geografiche dalla sponda sud-ovest siciliana, la sua postura mirabilmente acconcia al commercio, la renderebbe una delle principali stazioni del Mediterraneo.

XXII. Allora l'Egitto, stretto esso pure fra il nuovo reame di Palestina, i possedimenti asiatici inglesi (XII, XIII, XIV) e, dall'opposto lato, dalla novella signoria Tripolitana, dovrebbe cedere ad un'influenza più diretta e attiva della civiltà, ed inchinarsi ad una dominazione più immediata. Il vicerè egiziano, o sarebbe una larva presto svanita, oppure equivarrebbe al vicerè d'Irlanda, o ad un governatore civile e militare. La intraprendente stirpe anglo-sassone, che popolava tanta parte del nuovo mondo, e che, sotto questo rapporto, molto si rassomiglia alla potenza colonizzatrice de' Romani, recherebbe altri abitatori all'Egitto, in ciò secondata dalla restante Europa. Il gran Delta del Nilo, colla ricchissima e proverbiale sua fertilità, accresciuta dai mezzi dell'agricoltura moderna, compenserebbe ad usura tutte le spese dell'occupazione. Alessandria eretta sulle sue ruine, una civiltà novella riprenderebbe il posto dell'antichissima e monumentale.

Tagliato l'istmo di Suez, giusta il progetto di Ferdinando Lesseps, od in qualunque altra adatta maniera, ordinato un sistema di navigazione sul Nilo, si stabilirebbe ad ogni cateratta una speciale stazione. Ciò sarebbe utile, perocchè risalendo il fiume sin dove è navigabile, anche la Nubia ne sentirebbe i benefici effetti, e si preparerebbe ad un'epoca migliore. Ma in tutto l'Egitto, da Rosetta sin presso ad Asuan, l'antica Siene, il Nilo si presenta al navigatore senza intoppo di cateratte per la lunghezza di circa cencinquanta miglia italiane di tortuoso corso. Si costruirebbero, lorchè il commercio aumentasse, alcune ferrovie, che in più luoghi riunissero la sponda destra del fiume con la riva dell'Eritreo. Inaspettabili ricchezze si produrrebbero e la Gran Bretagna e l'Europa ne avrebbero vantaggi indescrivibili.

Le vaste colonie africane dal Cairo ad Algeri, fra loro contigue, sariano rassodate, e, riunite poi dalle ferrovie celeri e dall'elettrico, formerebbero un gran corpo, i cui splendidi destini si manifesterebbono in un più vicino avvenire. L'ordine successivo di quelle conquiste le renderebbe tutte più agevoli, meno dispendiose e maggiormente utili, e preparerebbero quella del *Marocco*, con esito felice; di esso ora vo' parlare.

XXIII. Ecco quali tragrandi effetti mediati ed immediati la divisione dell'impero ottomano produrrebbe all'Europa, ed all'incivilimento. L'ostinarsi nel sostenere un decrepito reame cagionerebbe la perdita di que' beni e il danno gravissimo di un aumento di potenza nella Russia. Invece quella divisione, accrescendo smisuratamente le forze dell'Europa civile, la renderebbe più formidabile, e preparerebbe un certissimo finale trionfo.

Ma tutto questo, che è pur molto e grandioso, non basterebbe; l'Europa avrebbe ancora un'opera profittevole da compiere. Affinchè tutta l'Africa del Nord si colonizzasse, con utilità sorprendente, e tutta la sponda del Mediterraneo si incivilisse, mancherebbe la conquista e l'assoggettamento dell'impero di Marocco. A cui si rivolga ora lo sguardo. Si vegga il modo complessivo, ma più acconcio ed efficace di esecuzione.

Se per Tunisi si chiamava il Portogallo a fare uno sforzo utilissimo, ora toccherebbe alla Spagna. Alla quale, perchè meglio si unisse alle Potenze coalizzate contro la Russia, si guarentirebbe una mediazione anglo-francese presso l'Unione americana rispetto alla vertenza di Cuba.

Nè si vorrebbe, con ciò, mantenerle il possesso di quell'isola,

fatto ormai impossibile, ma solo contrattarne una cessione col maggior vantaggio della Spagna.

La quale, indebolita da intestine discordie e da una fatale decadenza, sta ora perdendo gli ultimi possedimenti americani; a due isole delle Antille si ridusse l'immane dominio nel Nuovo Mondo.

È inutile il discutere chi fra le due parti abbia ragione; se la Spagna, che, per *diritto di conquista*, signoreggia Cuba, o gli Stati Uniti, che vorrebbero liberarla da una lontana e gravosa signoria, ed' elevarla ad alto grado di civiltà, incorporandola a se medesimi. Se oggi il diritto di conquista può invocarsi dalla Spagna, domani forse potrebbe esserlo dagli Americani, se vittoriosi l'occupassero. Solo la guerra può decidere; l'esito ne è facilmente prevedibile; la Spagna non può a lungo resistere alle forze di quella possente Federazione.

Sarebbe poi cosa impolitica che, l'Anglo-Francia, la quale avrebbe dinanzi a sè un sì vantaggioso avvenire nella divisione dell' Asia Turca, si inimicasse l'Unione americana, sostenendo armata mano le pretese della Spagna. Perocchè si esporrebbe al pericolo presentissimo di un'alleanza russo-americana formidabile; quindi una guerra più universale, più incerta, più terribile. Una cessione di quell' isola l' impedirebbe (Capo primo — VII).

Invece, saggezza politica mi pare che consigli la vendita di Cuba ed anche di Porto-Ricco, prima che la Spagna ne sia spodestata. I milioni ritratte si impiegherebbono in una conquista più vicina, più naturale, e perciò più facile e meno dispendiosa a mantenersi, meno contrastabile e utilissima alla nazione spagnuola, all' Europa, alla civiltà, — l' accennata conquista del Marocco.

Dinanzi alle Cortes il generale O' Donnel sciamava con più di veemenza oratoria che di accortezza politica (dicembre 1854) *Cuba non si venderà perchè l' onore della Spagna non si vende!* Nobilissime parole, le quali solo potrebbero dirsi saggie, se la Spagna, nelle presenti condizioni, fosse capace di sostenerle. Ostinandosi in questa sentenza, Cuba tardi o tosto si perderà senza verun compenso e con maggior detrimento dell'onore spagnuolo.

Ma veggasi infrattanto in qual guisa si eseguirebbe la conquista Marocchina. Il confronto fra la antica e la nuova signoria convincerà chiunque.

Radunato un forte esercito, agevolati i necessari apparecchi dai ricevuti milioni, gli Spagnuoli varcherebbero improvvisamente lo stretto Gaditano, stabilendo da prima il quartier generale in Ceuta,

a loro appartenente.* Questa sarebbe il centro delle future operazioni strategiche, cui si farebbe immediatamente comunicare per via elettrica sottomarina a Gibilterra, e di là a Madrid. Avanti il principio della spedizione, il filo telegrafico da Madrid a Calpe dovrebb'essere compiuto, e pronto l'altro sottomarino.

Da Ceuta si marcierebbe, con la maggiore rapidità a Fez; di là, scombuiando i Marocchini, che non resisterebbero a lungo alla disciplina militare ed al valore degli Spagnuoli, si giungerebbe alla capitale dell'impero. La quale repentinamente assalita e presa alla sprovvista sarebbe facilmente assoggettabile. Ed il buon esito dell'intrapresa sarebbe tanto più sicuro, se si osservi che Francia ed Inghilterra, oltre la suddetta mediazione, avrebbero eziandio stipulato il loro appoggio per agevolarla.

In siffatta conquista trovansi gli stessi motivi di utilità e di convenienza che vedemmo sì razionali ed evidenti in quella di Tunisi, e dei vicini Stati, e facilità non minore; che per tanta parte d'Africa signoreggiata la potenza dell'Europa civile ne sarebbe accresciuta. E specialmente la Francia avrebbe qui il medesimo interesse per la massima sicurezza della sua colonia algeriana, che anche il Marocco, come Tunisi, divenisse un possedimento europeo. Anzi dirò che quello sarebbe maggiore di quanto lo Stato Marocchino è più forte e più esteso del Tunisino. Laonde, mentre Spagna invadese il nord-ovest di Marocco, la Francia, con possente sforzo di truppe, dalla provincia d'Orano irromperebbe nel territorio nord-est dell'impero, battendo di fianco ed alle spalle l'esercito Marocchino. Il maggiore avanzo di Barberia non resisterebbe agli urti scientificamente combinati dell'esercito Ispano-gallo, a soldati prodi ed agguerriti, ad un'arte militare sì perfezionata e sconosciuta all'inimico, e ai tanti mezzi di distruzione spaventevole.

Inalberato il vessillo della vittoria finale, *sei milioni* di uomini, abitanti di un paese che ha una superficie di circa *centotrenta mila miglia quadrate*, rientrerebbero, a poco poco, nel consorzio delle nazioni civili. Tale sarebbe la nuova signoria; mentre i possedimenti americani della Spagna non hanno che l'estensione di *trentacinque mila miglia quadrate* con un *milione* d'abitanti.

Se la Francia, per la sua più attiva cooperazione, volesse qualche compenso territoriale nel conquistato reame, si darebbe. La sua vastità basterebbe, ad oltranza, ad amendue i popoli vincitori. Si assegnerebbe, per esempio, alla Francia il territorio attiguo alla provincia di Orano fino al fiume Malavia, che sarebbe il nuovo con-

fine occidentale dell'Algeria, e l'Atlante chiuderebbe il confine meridionale. Così il litorale francese in Africa si aumenterebbe di circa sessanta miglia di lunghezza.

Infrattanto la Spagna avrebbe ampliata la sua dominazione di circa altrettanta superficie continentale, e di metà della sua precedente popolazione, col pregio di una quasi continuità di territorio; accresciuta la potenza, resala più sicura e durevole, al disopra di ogni paragone col dominio precario, insulare, inferiore, lontano di Cuba. Fez, con ottantamila abitanti, e Marocco, con settantamila, sarebbero avvicinate a Madrid col mezzo dell'elettrico e del vapore. Da questo attiguo possesso la Spagna trarrebbe principio ad una grandiosa ristaurazione; la funesta epoca di decadenza sarebbe finita.

XXIII. La conquista dei vari reami dell'Africa del nord non sarebbe (giova il ripeterlo) nè troppo dispendiosa, nè difficile, nè troppo lunga, nè di esito incerto. Da Marocco al Cairo voi non riscontrate una fortezza che meriti questo nome, e nemmeno un esercito che possa veramente dirsi tale; il litorale è indifeso, e la popolazione è poca relativamente alla vasta estensione della superficie. D'altronde l'eseguire quelle conquiste successivamente, nell'ordine indicato, sminuirebbe le spese, accrescerebbe la certezza dell'esito felice, essendo l'una spedizione base preparatrice delle seguenti. Il mantenerle poi sarebbe grandemente agevole colla emigrazione, che allora saria provocata a dirigersi, con maggior vantaggio, alle sponde asiatica ed africana del Mediterraneo. Essa, con l'immediato ed incessante contatto della vita quotidiana, agirebbe vittoriosamente sui costumi degli indigeni. L'influenza morale della religione e della civiltà, unita alla forza fisica, alla energia ed avvedutezza delle nazioni europee, assoggetterebbe compiutamente e durevolmente que' popoli. Un'era novella sorgerebbe.

Se altro bene che questo grandissimo non si ottenesse per le fatte conquiste, non dovia esser sufficiente a farne adottare l'eseguimento? Ma altre conseguenze, non meno utili a tutta l'Europa civile, ne deriverebbero.

Il problema sociale dell'emigrazione europea non parmi studiato con la dovuta profondità ed esattezza. Tutta l'osservazione è concentrata nella statistica; non basta l'annoverare gli emigranti, bisogna salire più alto, e pensare al miglior modo di renderla, prima di tutto, profittevole all'Europa, che si priva di tanti suoi figli.

Ogni anno si aumenta sempre la cifra degli emigranti nelle Americhe e nell'Oceania. Se l'altro emisfero accetterà indistintamente

e sempre tutti coloro che abbandonano l'Europa, questa perderà molte braccia utili, molti soldati, ed anche non pochi uomini di genio, che accresceranno la potenza materiale e civile di altri Stati. E quantunque l'Unione Anglo-americana del nord, giusta la più recente legge ivi promulgata, ricusi di ricevere gli sfaccendati, i facinorosi, i malviventi, tuttavia un campo smisurato da abitare rimane loro nella Nuova Inghilterra, nel Messico, nell'America centrale, meridionale, insulare, nel vastissimo Continente Australe e nella restante Oceania. Nè l'Europa può starsi affatto contenta di quella emigrazione, che la liberi degli uomini irrequieti e malfattori. Perocchè essi colonizzando altri paesi, e recando seco più o meno le idee civili d'Europa, le trapiantano altrove, formando nuovi Stati, che diverranno poscia emuli della sua potenza. Il nucleo di Roma, dominatrice del mondo antico, si compose di assassini, di ladri e di avventurieri de' finittimi paesi. L'Europa perderà sempre per una qualunque emigrazione in America; la quale, vastissima contrada, non abbisogna che di abitatori per rendersi prepotente e formidabile. Quando questa sia popolata come quella, che ne avverrà? Il Colosso Americano soverchierà allora la minore Europa. Gli Stati-Uniti sono già di per sè un'eloquentissima prova contemporanea di ciò che vedrà l'avvenire.

L'emigrazione non può, in verun modo impedirsi, ogni tentativo per farlo sarebbe impossibile e fatale; nullameno può regolarsi, determinandone una nuova e più utile direzione. Chiamata ad incivilire il mondo, l'Europa non può, non dee ostare all'emancipazione intellettuale dell'umanità, nè tampoco al suo spandersi sul globo. Però ha diritto, prima di tutto, di tutelare i proprii interessi, ed assicurare a se medesima un primato lungamente durevole, incivilendo le regioni tutte circostanti. Non è conveniente, nè razionale, il popolare lontanissime contrade prima di compiere una più vantaggiosa colonizzazione delle vicine, di quelle, cioè, che sono lungo l'opposta riva del Mediterraneo. La Francia quanto bene non ha ritratto e non ritrarrà dalla Colonia Algerina? E quella e la Gran Bretagna — la Fenicia della modernità — non incoraggeranno con savie leggi i coloni ad emigrare nei supposti possedimenti dell'Asia Minore, di Mesopotamia, di Siria? Ad abitare le vaste pianure e fertilissime lungo l'Atlante, sulle rive storiche di Cartagine, di Cirene, d'Alessandria e sul gran delta del Nilo? Niuno ignora la splendida vegetazione, la rigogliosa e stupenda fertilità dell'Africa boreale, e specialmente della vallata Egiziana e

dell'occidente asiatico, ed il magnifico clima, cui niuna America od Australia può superare. La moderna arte agricola, ricca dei molteplici trovati delle scienze naturali e della lunga esperienza, vi opererebbe prodigii. La popolazione, ivi accorsa, si aumenterebbe rapidamente al crescere della fertilità territoriale, del commercio e delle industrie.

Allora su quelle spiagge fatte solitarie, ed altra fiata sì popolate, si fonderebbero molte città che in pochi anni, quasi per incanto, gareggierebbero con le antiche, rinnovando lo spettacolo che si ammira nell'America. Ed anzi sarebbe ragionevole l'aspettare qualche cosa di più. Imperocchè l'emigrazione europea troverebbe sempre più utile e più comodo il fermare sua dimora sulle sponde asiatica ed africana del Mediterraneo, più vicine alla madre-patria, che avventurare la vita in paesi ignoti e lontanissimi, divisi da mari sterminati e pericolosi.

Per attrarre viemmeglio gli emigranti, fra i molti mezzi più acconci, si stabilirebbero, e, con la maggiore e possibile celerità, si incomincierebbero grandiose linee telegrafiche e di ferrovie. L'elettricismo congiungerebbe i tre continenti del vecchio mondo con fili in massima parte terrestri da Berlino a Tripoli, da Vienna a Tunisi, da Stoccolma a Marocco, da Pietroburgo al Cairo. Tre soli fili sottomarini, la cui lunghezza sarebbe quasi impercettibile, si stabilirebbero sulla Manica, sullo Stretto di Gibilterra e del Bosforo. E se il progettato ponte tubulare sul canale Bizantino si costruisse (veggasi più sopra N° IX), su di esso potrebbesi situare il filo elettrico europeo-asiatico.

Grandi linee di ferrovie celeri unirebbero Marocco, Fez, Centa, Orano, Algeri, Costantina, Bona, Tunisi, Tripoli, Derna, Alessandria, il Cairo e Suez a Gerusalemme, Acri, Damasco, Aleppo, Smirne, Costantinopoli; le Colonne di Ercole all'Ellesponto, l'Eusino all'Atlantico, il Caspio ed il Golfo Persico al Mediterraneo. Dall'opposto lato, da Fez a Tanger, la gran linea, interrotta dallo Stretto Gadiitano, continuerebbe il suo corso in Ispagna, da Tarifa a Madrid sino ai Pirenei. I quali perforati (impresa minore della costruzione delle gallerie nel dorso smisurato delle Alpi), si unirebbero le ferrovie ispaniche alle francesi, sino a Calais, nel Belgio, in Olanda, in Allemagna, e poscia con la gran linea orientale per mezzo delle centrali. Le spese sarebbero poscia utilissimamente compensate, compiuti quei lavori, da un aumento enorme d'indescrivibile prosperità. — Mi piace di precorrere d'assai il futuro meno

vicino, ideando uno stragrande ponte tubulare, o qualunque altro mirabile mezzo di continentale comunicazione, che facesse, quasi direi, scomparire lo Stretto d'Ercole. La quale proposta non può apparire strana che agli insipienti, perocchè, sebben nuova, non può dirsi unica che in tal genere si pensasse. Testè non parlarono i giornali del progetto quasi incredibile di congiungere la sponda britannica alla francese, eliminando affatto lo Stretto intermedio con un'arditissima comunicazione? Se moltissimi ostacoli s'incontrerebbero nell'esecuzione di opere siffatte, niuno ormai può dubitare che l'infatigabile genio inventivo dell'uomo non li possa, tardi o tosto, superare. Non havvi cosa che possa renderci diffidenti del futuro, dopo un passato così sorprendente ed inaspettabile. Se tanto si operò lorchè la via novella era ancor chiusa, che si farà nello avvenire, cui le tante invenzioni ed i facili mezzi d'istruzione lo assicurano splendido e grandioso? Ogni meraviglia eccessiva, diciamolo, non indicherebbe che ignoranza.

Così l'uomo, con l'aiuto della natura assoggettata e doma, avrebbe operato il contrario di ciò ch'ella faceva, disgiugnendo con giganteschi canali ciò ch'era unito, e congiungendo ciò ch'era separato coi mezzi possenti cui l'ardua scienza calcolatrice somministrava. là dove il bisogno o la utilità lo richiedevano. I tre continenti, da ogni lato congiunti, non ne formerebbero che un solo e vastissimo. Un immane circuito sarebbesi costruito, sul quale trascorrendo uomini e cose incessantemente, un'altra civiltà si apporterebbe all'Asia ed all'Africa. L'istantaneo conduttore dell'elettrico e del pensiero, distruggendo le più smisurate distanze, trasporterebbe, quasi direi, l'Europa in Asia ed in Africa, e viceversa; la popolazione emigrata, senza muoversi, ritornerebbe quasi in patria, conversando cogli abbandonati parenti ed amici. L'affratellamento dei popoli rozzi e barbari coi più inciviliti si compirebbe, una più grandiosa civiltà li renderebbe uguali. Spettacolo stupendo e inudito!

Il Mediterraneo non sarebbe allora nè un *lago francese*, nè un *lago inglese*, ma un *lago europeo*.

L'Africa settentrionale, dalla sponda marina al deserto e l'occidente Asiatico diverrebbero una magnifica appendice dell'Europa.

Le antiche civiltà dell'Egitto, della Nubia, dell'Abissinia, della Repubblica Cartaginese, di Palestina, di Fenicia, di Siria, di Babilonia, di Palmira, dell'Asia minore, e la Romana e Bizantina di Costantinopoli sarebbero eclissate dal prodigioso splendore della moderna. Tutte le rive del Mediterraneo formerebbero un ampio

anfiteatro, in cui si rappresenterebbe all'umanità il gran dramma dell'incivilimento in proporzioni colossali e straordinarie.

XXV. Nè queste sono vane o ridevoli utopie, ma veracissime ed utilissime probabilità. Ciò che l'umanità fece una volta, quasi alla ventura, e senza avvedersene coi mezzi che allora possedeva, quando Grecia, Roma, e, prima di esse, la Fenicia propagavano l'incivilimento sulle sponde del Mediterraneo, e le colonizzavano, può compiersi ora con maggior perfezione dalla matura riflessione dei popoli più civili d'Europa, ammaestrati dalla lunga sperienza storica di sessanta secoli.

Diviso l'impero Ottomano nel modo suddetto, acquistato perciò l'alto dominio sull'Egitto, su Tripoli e Tunisi, che poscia facilmente si conquisterebbero, signoreggiato l'altro avanzo barbaresco di Marocco, imprese tutte ~~agguati~~ al senno ed alla potenza dell'Europa civile, tutto il resto non sarebbe che naturale conseguenza del compimento di quelle opere grandiose.

La maggior parte dell'emigrazione europea assumerebbe un tuoto diverso, una direzione contraria alla sin qui tenuta, e forse non abbisognerebbe per farlo di molti incoraggiamenti, dinanzi al prospetto di sì fortunato avvenire. I più stimabili giornali dovrebbero, a poco a poco, illuminare la pubblica opinione, preparandola al nuovo ordine di cose.

Con quelle divisioni, quelle conquiste e quelle opere successive, l'Europa acquisterebbe tutti i vantaggi ed eviterebbe tutti i danni che da una incessante emigrazione si derivano. Tenendo a sè vicine le popolazioni emigrate, col tempo a dismisura cresciute in contrade sì abitabili, sarebbero alla lor volta alla madre-patria, in qualunque bisogno, utilissime. La civiltà acquisterebbe maggiore ampiezza di dominio e più possente difesa.

D'altronde, col liberarsi dalla gente superflua ed avventuriera, non si accrescerebbe la potenza dell'ormai emula America, sì bene quella della finitima Europa; anzi, sotto alcun rapporto, potrebbesi dire aver questa ampliati i suoi confini. Epperò il vantaggio maggiore sarebbe ottenuto nell'impedire un'eccessiva dispersione delle forze europee in lontani paesi, e nell'aumentarle coll'immediata vicinanza delle contrade colonizzate e coll'influenza assimilatrice e feconda della civiltà.

La lotta gigantesca fra l'Occidente e l'Oriente europeo è inevitabile, e da niuno può disconoscersi. Se l'evento contemporaneo ricusi di deciderla compiutamente, l'ardua questione non sarà che ag-

*non dis
giuochi*

119-5

giornata a tempo indeterminato, cui il futuro dovrà quandocchessia definire. Se anche più di cent'anni si tardasse lo scioglimento effettivo del terribile problema, che perciò? Cos'è un *secolo nella vita dei popoli*? È quasi come un punto in una linea sterminata. Ma intanto, mentre durasse l'incerta aspettativa, la civiltà, con quelle nuove opere, accrescerebbe grandemente le sue forze, sì che, nell'ora tremenda del gigantesco conflitto, l'Europa sarebbe invincibile contro la potenza formidabile della Russia. La quale non dovrebbe ormai avere essa sola, nell'antico emisfero, la prerogativa di vastissimi progetti e d'intraprese arditissime.

La divisione dell'Impero Turco, o la sua radicale ricostituzione, la signoria di tutto il settentrione africano colonizzato o gradatamente incivilito, congiunto all'Europa coi tanti mezzi moderni, il Mediterraneo divenuto centro di maggiore civiltà, l'organamento più unitario della Germania fatta baluardo dell'Europa contro la Russia, in aspettazione di meglio, di utilità quasi incredibile sariano produttivi. La signoria Moscovita sull'Eusino non incuterebbe più timore poichè l'Austria sul Danubio e l'Anglo-Francia nell'Asia rinnovata opporrebbero ad ogni Russa invasione un ostacolo insuperabile. L'Europa civile avrebbe acquistata una stragrande vigoria con le vicine e fiorenti colonie degli attigui littorali, e, con maggior sicurezza di vittoria, potrebbe osteggiare ogni barbarie Tartarica e Cosacca.

E' mi pare che la proposta di tutto ciò debba attrarre l'attenzione dell'Europa, trattandosi de' suoi più vitali interessi e del miglior modo d'ingagliardirsi al cospetto della Russia. Cui solo allora poco varrebbe l'avere nel suo vasto impero sciolto il problema del tempo e delle distanze con le ferrovie e l'elettrico, ed avvicinate le opposte sponde de' lontani suoi mari (Capo secondo). L'Europa civile lo avrebbe fatto più presto ed assai meglio sopra un campo non minore per estensione, e per clima, ricchezze, popolazioni e territorio di gran lunga preferibile.

XXVI. Oltre a ciò, affinché l'Europa fosse più forte contro il Moscovita gigante, anche senza eseguire contro di lui la gran guerra altrove indicata (Capo Primo), farebbe d'uopo un più razionale assetto del suo interno. Mirabile spediente per mantenere una pace durevole ed utile a tutti, l'iniziare una novella epoca di restaurazione e di maggiore progresso! L'accennato riorganamento più unitario della Germania non basterebbe alla difficile opera, essendochè la parte non possa tener le veci del tutto. Una

pace sarebbe grandemente accettabile, che sanzionasse un equo assetto dell'Europa civile. Missione sublime cui l'odierna politica non può abdicare senza incorrere in pericoli maggiori. E sarebbe anche un modo adatto a preparare contro la Russia più sicura e gloriosa la vittoria finale.

Non si può aspettare, ad un tratto, da alcuni uomini, anche forniti di grande autorità e potere, ciò che solo si otterrà, in modo stabile, coll'opera successiva del tempo e col trionfo dell'incivilimento. Fa d'uopo una lenta transizione tra il passato e l'avvenire, alla quale ora assistiamo. Però non è qui inutile il rammentare l'antico e sapiente adagio, sanzionato dall'esperienza, che *la natura si domina solo col secondarne le assolute e legittime esigenze*. — Così diceva Bacone di Verulamio.

La Russia ravviserebbe un rivale potentissimo, invincibile nell'Europa bene assettata, unita e pacifica nelle speciali e reciproche relazioni de'suoi Stati, nell'equo e naturale andamento delle cose, nella conseguente prosperità indescrivibile di tutte le scienze e di tutte le arti, fonte di ricchezze e di forza ancora sconosciute.

Se almeno non si frapponessero nuovi ostacoli al progressivo attuamento di quell'assetto, l'Europa diverrebbe più tranquilla e più formidabile contro qualunque nemico, e la posterità per quest'opera *negativa ma pur reale* sarebbe riconoscente!

XXVII. La strana vicenda di far la guerra solo per avere una pace, e di concludere ~~una~~ pace solo per prepararsi ad una guerra fu più comune in Europa di quello, che forse sembri ai poco scienti di storia. Gl'insegnamenti della quale non possono discondersi da veruno. La guerra e la pace non si debbono fare che per qualche grandioso, necessario ed utilissimo scopo.

A ciò si uniforma quella pace, il cui progetto offriva qui all'Europa civile. Gli essenziali caratteri della sua esistenza, nella formata ipotesi, noi li vedemmo essere: 1.° Una nuova e possente monarchia a Costantinopoli, oppure una divisione dell'Impero ottomano da essere valido antemurale contro l'invasione russa. 2.° La signoria e la colonizzazione del settentrione africano e dell'occidente asiatico, ove si stabilirebbe l'emigrazione d'Europa, aumentandone la potenza contro la Russia ed anche contro la futura America. 3. Un organamento più naturale ed unitario della Germania, ed un equo assetto d'Europa, od un men lontano avviamento a quello, che la renderebbe più tranquilla, più unita e forte contro ogni esterno nemico.

Una pace che abbia questi caratteri potrebbe essa sola, per un dato tempo, dispensare, in modo utile e sicuro, l'Europa dal combattere la Russia, con gigantesco e definitivo sforzo nelle provincie Baltiche e Finlandiche.

Dall'aggiornare con quella lo scioglimento finale ed inevitabile della gran questione fra l'Oriente e l'Occidente europeo, questo non ritrarrebbe verun danno, nè aumenterebbe i pericoli nell'avvenire (Capo secondo), ma invece accrescerebbe le probabilità della vittoria. Imperocchè non essendo una pace inerte, nè fondata sulle viete e non di rado dannose precedenze, ma iniziatrice attiva e possente di più ampio dominio di civiltà, di maggiore accomunamento di interessi sociali e quindi di migliore accordo de' vari Stati, e di una prosperità e grandezza inudite produrrebbe indubbiamente all'Europa vantaggi incredibili, la spingerebbe ad altissimo culmine di potere, sì da renderla a chicchessia formidabile.

Ed è una pace come questa, che auguro, con veracissimo desiderio e grande affetto, all'Europa, in nome della giustizia, della civiltà e del benessere universali!

XXVIII. Prima di por fine a questo ragionamento si debbe rispondere ad un' obiezione.

— Il principio di conquista è proclamato ingiusto dal crescente incivilimento; epperò una pace, che su di essa ha tanta base, non è giusta, quindi non accettabile. —

Tra le occupazioni territoriali e le conquiste suddette e le altre innumerevoli, cui la storia accenna, havvi una differenza essenziale, profonda. In queste il carattere precipuo, che le informa, è l'usurpazione, è l'ambizione sfrenata di potere e di più ampio dominio: in quelle è la civiltà, il suo maggiore estendersi, proficuo ai propagatori ed a ~~quelli~~ che ne sono la scopo. E se a promuovere ed accrescere fra popoli barbari la civiltà, richiedesi una signoria, questa è assai diversa dalla dominazione degli usurpatori, di cui parla la storia. Conquistare solo per incivilire è cosa nuova; se ne proponeva il più acconcio eseguimento all'Europa, che, per l'alto suo progresso intellettuale e civile, può alla grand'opera sobbarcarsi: la somma utilità si dimostrava, che ne ritrarrebbe. Se da qualche conquista si originò alcuna civiltà, fu conseguenza non pensata, non voluta dai conquistatori. Essa nacque dalla guerra, come tal fiata il bene deriva dal male; perocchè è inevitabile quaggiù una strana mistura di bene e di male, fra loro uniti in lotta incessante e misteriosa. Non di rado la civiltà sorse dalle ruine prodotte dalla

guerra e dalla conquista, come avvenne dei barbari invasori e distruttori di Roma, che lor ferezza ammansarono, e loro stanza fra i vinti stabilirono. La gloriosa spedizione asiatica di Alessandro il Macedone, le vittorie dei romani sul Ponto Eusino e sull'Eufrate, le guerre crociate del medio-evo in Palestina, dischiusero tre volte l'Oriente, la mistica culla dell'umanità, all'Occidente, da cui, tre volte, la civiltà ebbe grande aumento, senza che gli uomini tanto poco vi pensassero.

Ma ora è ben altra cosa che si propone. Trattasi di colonizzare e di incivilire una vastissima e stupenda contrada, che, estendendosi dal canale del Bosforo, o meglio, dalla foce Danubiana allo stretto Gaditano, e dal Golfo Persico all'Atlantico, con soli trentotto milioni di abitatori, ha una superficie di circa un milione e trecentomila miglia quadrate. L'impresa è gigantesca e degna veramente dell'attività e della potenza dell'Europa civile; l'utilità è universale e indescrivibile, e in ogni parte si appresenta a chiunque non voglia stoltamente sofisticare. Se l'Europa potesse installare in quei paesi la civiltà, senza alcuna resistenza, e guarentire la sua emigrazione da ogni pericolo, senza l'aiuto di forza armata, allora ogni mezzo men che pacifico, sarebbe evidentemente inutile, e gravemente disapprovabile. Ma, come la felicità è quaggiù inseparabile da un po' di male, e la gioia più pura è menomata dal pensiero di non essere lungamente durevole, così il dominio della civiltà non può ivi fondarsi se non vincendo la resistenza opposta dalla barbarie. D'altronde una conquista, che non usa della forza che per una trista necessità, che ha uno scopo filantropico, anzi sublime, col far rifiorire sulle spiagge asiatiche ed africane una novella civiltà, spingendovi la crescente onda dell'emigrazione europea, preparando a questa, come indirettamente alla restante umanità, migliori destini ed un avvenire più desiderabile, parmi che abbia un carattere altamente morale. Siffatte intraprese non meriterebbero neppure il nome di conquista, che rammenta tanti danni recati all'umanità, e può essere qui causa di gravissimo errore.

XXIX. Ma si soggiungerà: se la bontà e l'utilità del fine è incontestabile, i mezzi proposti ingiusti, non adoperabili, non acconci, perchè fondati sulla forza. L'incivilimento, pacifico di sua natura, come ogni perfezionamento morale, non si svolge nè si propaga con la scimitarra, come la legge di Maometto, ma colla lenta progressione de' secoli —.

Questo principio, che, sanamente inteso, è vero, troppo rigorosa-

mente ed esclusivamente sostenuto, può far cadere in funesto errore. Il quale mi sembra si assomigli, in singolare modo, a quello di coloro, che ricusano di riacquistare la salute del corpo, e con esso la vigoria e tanti altri beni, a prezzo di sangue e di dolori, dal ferro tagliente del chirurgo. Che si dovrebbe rispondere al sofista, che lui chiamasse carnefice, e rinunciasse alla guarigione, dicendo che il fine è buono ma i mezzi non acconci perchè dolorosi? L'arte di Esculapio ha la santa missione di alleviare i mali dell'umanità sofferente, eppure trovasi spesso nella tristissima necessità di guarire col mezzo solo del dolore! Ed assai fortunato potrebbe dirsi colui, che eziandio in tal guisa recuperasse la salute. — Fu dimostra la necessità che ha l'Europa di ampliare il dominio della civiltà, accrescendo le sue forze materiali e morali contro i nemici, che davvicino la minacciano. Dalla caduta di Roma sino ad oggi, essa non ebbe mai bisogno maggiore di estendere la sua influenza nelle opposte sponde del Mediterraneo, di stabilirvi nuove colonie.

L'altra necessità di impiegare la forza per domare la barbarie, apparisce utile, giusta ed evidente, come l'uso che fa il chirurgo della lama apportatrice di dolore e di salute. L'apostolato pacifico di incivilimento è cosa santa e sommamente desiderabile. Io dichiaro che niuno più di me lo vorrebbe attuato sul globo nella massima proporzione. Ma è vana stoltezza il pretendere ciò che non si può ottenere, se non in epoca lontana e indeterminata, trascurando la occasione propizia di acquistarlo, con leggier sacrificio in tempo più vicino. Quando si tratta di affari sociali non è dato sempre di agire come si vorrebbe, ma *solo come si può*; il fare altrimenti sarebbe ostinarsi nell'impossibile. Se giusta le condizioni de' tempi, si è agito nel miglior modo che si poteva, sembra che siasi raggiunto il più alto scopo in politica come in morale. Ogni eccessivo *ottimismo* in filosofia e più in politica, in teorica e più in pratica, è strana allucinazione ed errore fatale.

Se la conquista fosse dannosa agli indigeni, come le tante che leggiamo nelle storie, se il loro stato materiale o morale ne fosse offeso, solo allora avrebbersi diritto di trascurare e biasimare la proposta. Ma, se al poco male, e presto rimediabile, che si recherebbe nella prima occupazione, infinita utilità succedesse, ed a quello non paragonabile, chi potrà, con ragione, negarsi dall'acconsentirvi? Il primo urto dell'occupazione produrrebbe non grave sacrificio di uomini, usando i mezzi irresistibili dell'arte recente,

che sminuiscono le vittime della guerra ed accelerano la vittoria. Superato il quale, non si farebbero sevizie, non soprusi, non infamie, non orrori di sorta, cose tutte che si comprendono nel concetto comunale di conquista, diametralmente contrario a quello di cui si parla. Chè, in loro vece, ad un principe nominale, o crudele, od egoista, che mantiene schiavo, corrotto, stupido il suo popolo, ad un corteo di feroci satelliti, saria surrogato un saggio governatore, od un principe mite e culto, con seguito d'uomini civilissimi, incaricati dell'alta missione di colonizzare il paese, di fare il bene di tutti, di proteggere il debole contro il prepotente, di fondare nuove città, di promuovere le arti, le industrie e i commerci, accrescendo la ricchezza e il numero degli abitatori, usando la forza dove solo si richiegga, togliendo gli arbitrii, stabilendo sagge leggi. In breve, ponendo le basi di nuovi regni in cui domini la giustizia e l'incivilimento co' suoi più meravigliosi portati. Ecco l'opera *ingiusta* che si proclamava. E se havvi una colpa, è il caso di sciamare: *o felice colpa*, che redime tanti popoli da una barbarie vissuta da secoli, e che può durare altrettanto, essendo di per sè tenacissima, e non curante dei beni della civiltà, che non conosce, aliena dall'Europa con cui non si amica; *o felice colpa*, che, per via della colonizzazione, affratella, con nuovi e fermissimi vincoli, la razza Camitica e Semitica con la Giapetica: da cui una serie di beni indescrivibile! Se ciò sia ingiusto ne lascerei volontieri il giudizio agli stessi indigeni, quando fossero inciviliti. Essi benedirebbero l'istante in cui l'Europa civile abbattava que' dispotici governi, su cui la barbarie posava da lungo tempo la sua maggior base. Quelle conquiste perciò non sarebbero dannose che ai governanti, ed utilissime ai governati. Ma il dominio arbitrario, feroce, che si fonda sulla forza brutale, può dirsi veramente *governo*? E esso mancando allo scopo essenziale per cui ogni regime è stabilito, non può lamentarsene la caduta; è la pianta parassita che debbe abbruciarsi perchè infruttifera: anzi è peggio, producendo effetti malvagi di abbrutimento e di barbarie. Il vincerla pacificamente è un'opera lunga, difficile, che richiede una serie ragguardevole di secoli, poi sempre incerta, precaria, contrastata. Lasciando sussistere que' governi dispotici e brutali in Asia ed in Africa (che sono ridicoli, e non meno imbecilli, quando vogliono parodiare qualche più civil costume), durerà sempre la dannosa lotta della barbarie ivi regnante con la civiltà che vorrebbe sopravvenire. Se passasse un intervallo di tempo in cui, per funeste circostanze, fosse interrotto lo scam-

bio iniziato di idee e di cose, la barbarie *ufficiale* rafforzerebbe la vigoria smiunita. Da cui, non un' alternata vicenda di progresso e di regresso, quale veggiamo fra i popoli civili, ma di barbarie, più o meno rozza e stupida, deriverebbe. Laonde una propaganda solamente pacifica d' incivilimento non è oggidì sufficiente a vincere, in tempo opportuno, la barbarie ostinata, come l' arte diplomatica non basta, a gran pezza, a domare un nemico agguerrito e minaccievole.

Teoricamente parlando, e veggendo le cose sotto il solo aspetto filosofico, siffatta propaganda è certo il migliore e più desiderabile spediente; ma in pratica, il politico avveduto e sagace non può disconoscere nell'Europa l'assoluto bisogno di non allontanare la propria emigrazione, che minaccia di troppo accrescere la potenza dell'America in suo danno, sminuendole quel primato civile sul globo di cui è a buon diritto orgogliosa: di circondarsi di nuova forza, di aumentare la propria vigoria conquistando, colonizzando, incivilendo le terre classiche della antica coltura, dal Balceno e dal Tauro all'Atlante; di unirle a sè, e quasi incorporarle coi mezzi di rapida comunicazione di cose e di pensieri; contrapponendo alla potenza colossale del moscovita, ed alla futura preminenza americana forze non meno gigantesche ed invincibili.

La *Russia* e l'*America*, ecco gli smisurati colossi chiamati dalla Provvidenza a spingere la vecchia Europa su d'una più retta via! Stretta fra di loro e minacciata, una lotta simultanea con amendue sarebbe certo pericolosa. La quale diverrebbe inegualissima e non sopportabile, quando que' giganti fossero più agguerriti e più popolati; mentre la lotta con uno solo permetterebbe all'altro di approfittarsene, per ingagliardire d'avvantaggio la sua potenza.

Dinanzi ad un avvenire sì probabile e sì poco lusinghiero per l'orgoglio e la dignità dell'Europa civile, e' pare che niuno, o pochissimi, si diano per intesi. Si continua ciecamente a parlare dell'Europa, come se in lei stesse compendiata tutta quanta l'umanità e tutto il mondo civile; come se la sua supremazia non potesse mai venir meno, od essere da altri fortemente contrastata. Quasi che il dissimulare il pericolo, fondandosi su di artificiosi sistemi, valga a scongiurarle e non piuttosto ad accrescerle terribilmente! Non si ripetano, perdio, con ostinata e deplorabile vicenda, i passati errori; un saldo riparo si ponga alle future procelle

Quale stupendo avvenire, quale magnificenza di spettacolo si offre allo sguardo del filosofo politico, se l'Europa compiesse le indicate

proposte! Che cosa avrebbe prodotto di grande tutta l'Europa civile, se in soli venticinque anni la sola Francia operava tanto in Algeri? Se, invece di bombardarla, si fossero spediti alla sua volta de' pacifici apostoli di civiltà, il fero Dey vi risiederebbe ancora cinto di tutta la sua pompa barbaresca, l'incivilimento, e con esso l'industria e il commercio, non avrieno tampoco progredito su quelle spiagge, nè la nazione francese ottenuti li moltissimi vantaggi che ne ritrae.

È mestieri il dire che in tale questione si confondono stranamente alcune nozioni, che debbonsi con accuratezza distinguere. Si vuol troppo assomigliare la civiltà, cosa umana e gloria dell'uomo, alla religione cosa sovrumana e portato della Divinità. La quale abborre da ogni spediente men che mansueto e soavissimo, non che da ogni forza e violenza, nè havvi mai occasione o fine qualunque che in essa possa giustificare mezzi siffatti. Invece, la civiltà ha non di rado esigenze indeclinabili e dolorose, in cui l'uso della forza è bisognevole e necessario, non già come atto a propagare le idee (che sarebbe troppo assurdo), ma a rendere più soggetti, più capaci di riceverle uomini selvaggi e rozzi, presso cui il primario e persuasivo argomento è appunto la forza. E quando l'essenziale effetto siasi ottenuto coll'energico installazione di nuovo potere, rigeneratore della loro vita sociale, allora il pacifico apostolato ha tutto il campo per agire e produrre i noti suoi miracoli. Nè perciò si vuole escluderne un uso maggiore quando le circostanze lo permettano; ma qui la conquista si richiede, avendo l'Europa, come si disse, bisogno di una pronta colonizzazione e del susseguente incivilimento lungo tutte le sponde del Mediterraneo. Insomma, con quelle proposte, base ad una pace più sicura, utilissima e durevole, io vorrei che a tutta l'Europa civile si potesse a buon dritto rivolgere quelle sagge parole, pronunciate testè da *Lord Palmerston* ad onore della Compagnia Inglese delle Indie orientali e del conquistato suo vastissimo dominio; « *Lungi* » *dal rassomigliare a quei conquistatori che hanno seminato su* » *« loro passi la miseria e la desolazione, essa non ha fatto con-* » *« quiste che per migliorare e per aggiungere a' suoi sudditi, non* » *« già degli schiavi, ma uomini liberi e felici.* »

Oltre le non poche qui accennate, altre e gravissime ragioni soccorrono per ispingere l'Europa a dare alla sua migrazione l'indirizzato indirizzo.

A mezzo di quelle conquiste e colonie, liberata la Società da

molti uomini pericolosi ed avventati, che in qualunque eccesso trovano più facilmente un vantaggio che un rischio, soddisfatti molti bisogni, acquetati molti desiderii coll'assegnamento di ampii terreni da coltivare a loro profitto, le incomposte ribellioni diverrebbero men frequenti, e forse manco minacciose. — L'Europa Governamentale ha in ciò un gravissimo soggetto da meditare. Io credo che i mezzi violenti cederebbero in efficacia ai qui proposti.

Ma havvi di più. Il *pauperismo* è una schifosa e fatale caucrena nel corpo sociale. Alcuni, che pretesero di medicarla o di risanarla, la resero più spaventosa, promovendo dibattimenti eccessivi e confronti pericolosi. L'oceano della sociale miseria minacciò di straripare. Molti rimedi, che si offrono dagli economisti, dai pubblicisti, dai filosofi, apparivano buoni in teorica, ma non attuabili in pratica, supponendo circostanze e condizioni impossibili.

Ebbene, fra i tanti mezzi proposti, io ne presento uno, che, nell'ordine pratico delle cose, ed attenendosi alla Società quale si trova, non quale dovrebbe essere, mostrasi efficacissimo a sminuire il numero dei poveri, senza prestabilire un livellamento assurdo ed universale, nè pretendere dall'uomo un'eroica abnegazione de'suoi affetti e delle sue passioni, ed un'altissima perfezione, di cui forse, sotto il rapporto sociale, non è capace. Il colonizzare dopo la conquista le attigue contrade asiatiche ed africane è la migliore, anzi l'unica teorica, che possa attuarsi a vantaggio del pauperismo, il quale, specialmente in Francia ed in Inghilterra, faceva sentire la stentorea sua voce. Certo che non si ha la vana pretensione di sciogliere radicalmente questo problema, ma è però indubitato che sospingendo su quelle spiagge il pauperismo dannoso di Europa, a cui terre e lavori si assegnerebbe, questa saria sollevata da gravissimo peso e da non pochi pericoli, per molto tempo. Sarebbe poi cosa non conforme a ragione il voler riguardare ad un lontano avvenire, mentre è già di per sè opera gigantesca il provvedere con sicurezza ed equità ad un più vicino.

Dunque motivi ed argomenti politici, variamente sociali, economici ed ampiamente umanitarii consigliano ad eseguire quelle conquiste, a fondare quelle colonie.

XXX. Una pace, che ricusasse requisiti analoghi agli accennati riguardo all'interno assetto d'Europa, ed al suo esteriore atteggiamento, oso dire che non sarebbe una pace, ma solo una tregua più o meno lunga, od almeno, si sosterebbe a stento e ricalcando le vecchie orme. Non faccio parola di chi si rinchiude nella breve

cerchia dell'attualità, protestando, con cinica indifferenza, che l'avvenire penserà a se stesso quando il tempo lo abbia reso presente. Perocchè, in tal guisa, egli è un acciecare la politica, legittimando la imprevidenza, e, con nuovo ardimento sofistico, elevandola al grado di pronunciato scientifico. Sarebbe vana opera di declamazione l'enumerare la serie di mali che alla Società ne deriverebbe.

Le divisioni territoriali, di cui si determinavano i confini, e le compendiose descrizioni dei più grandi ed utili lavori che nelle nuove provincie si imprenderebbero, se non pareissero le migliori e le più adatte agli interessi diversi dell'Europa, non si dovrebbe per ciò negare il consenso alle massime generali ivi proclamate. Le speciali circostanze e le varie e non determinabili esigenze della politica le regolerebbero secondo la giustizia e l'utilità universale.

Se l'influenza europea, superati li tanti e vecchi pregiudizii, potesse iniziare nell'Impero Ottomano una civiltà novella, e se questo, malgrado ciò che altrove si dimostrava con forza d'argomenti incontrastabile (V, VI), apparisse capace di una vera risurrezione, di un radicale ristauramento, che lo rendesse possente aiutatore del politico equilibrio e saldo antemurale contro ogni funesta egemonia, solo allora mancherebbe lo scopo e la ragione di rinnovarlo, o dividerlo ed assegnarlo a chicchessia. Che Iddio lo voglia! Nullameno se anche la Porta si sostenesse, non potrebbe l'Europa civile e cristiana esimersi dallo stabilire un nuovo reame in Palestina. Imperocchè le ragioni di convenienza, di eredità storica, di indipendenza e dignità religiose (ivi), di influenza jeratica e politica della Russia in Oriente sussisterebbero pur sempre. Inoltre si osservi che la *proclamata integrità* dell'Impero ottomano non sarebbe gravemente offesa per la breve estensione del nuovo regno (che non avrebbe più di cencinquanta miglia italiane di lunghezza) rispetto alla Siria, alla Mesopotamia, all'Asia Minore ed alle provincie europee. A quella proclamazione, che, mancando ogni altro motivo, si ridurrebbe ad un affare di onore, si contrapporrebbero argomenti assai più gravi e di natura più elevata e superiore. D'altronde, con quella parziale cessione di territorio, la Turchia rinunciarebbe essa stessa ad un'assoluta integrità, per un bene maggiore e più effettivo, acquistando il modo di ristorare e riordinare le esauste e meschinissime sue finanze. E le Potenze alleate, dopo tanti sacrifici, avrebbero operato qualche cosa di utile e duraturo sul suolo orientale; di là l'incivilimento a poco a poco si estenderebbe al Bosforo, all'Eufrate ed al Nilo. Una colonia europea in

Palestina', la cui fertilità è ab antico proverbiale, accrescendo la vendita delle innumeri manifatture ed ampliando il mercato industriale, sarebbe il più acconcio stabilimento del commercio coll'Asia Minore, la Persia, le Indie, l'Egitto, l'Arabia tra cui tramezza.

Ma se anche ciò non si volesse compiere, con danno incalcolabile della religione, della civiltà e dello sviluppo commerciale d'Europa, non si dovrebbe rinunciare ad ogni altra proficua impresa. Almeno sarebbe utile rivolgere le mire al colonizzamento ed alla cultura del settentrione africano. La Turchia avrebbe un altro modo di ristorare il suo stato finanziario, cedendo con proporzionale indennizzamento, alle Potenze alleate l'alta sovranità degli Stati Barbareschi di Tunisi e Tripoli, e sull'Egitto. Così l'epoca di un più felice avvenire dell'Africa e di una maggiore prosperità dell'Europa sarebbesi approssimata.

E questo secolo, che infante cresceva fra lo spettacolo di conquiste splendide, ma ambiziose ed egoiste, che adulto si agitava irrequieto per nuove esigenze e tormentato da ardenti passioni, finirebbe coll'aver compiute saggie conquiste di colonizzazione e di civiltà, dischiudendo alle nazioni europee ed alle altre un vastissimo mercato produttivo di maggiori ricchezze.

Allora il secolo ventesimo dovrebbe essere grandemente riconscente al decimonono delle opere grandiose ed utilissime intraprese ed eseguite!

RIEPILOGO E CONCLUSIONE

Guerra e pace, vittoria e catastrofe, il passato e più l'avvenire dell'Europa si assoggettavano a disamina. Si meditava ciò che possono fare per il loro meglio i suoi popoli occidentali, i mediani, gli orientali, variamente uniti o disgiunti nel magnifico dramma dell'umanitario incivilimento. Cumulo grandioso di problemi gravissimi !

Si scorgevano le probabilità concesse all'Europa o di una guerra intrapresa quandochessia contro la Russia, solo efficace nel modo suddetto (Capo primo); o di una pace che, dopo avere respinto il Moscovita al di là del Boristene e della Dvina, indennizzi l'Austria ed ingigantisca Polonia ricostruita e Svezia, sì da farsene schermo sicuro per ogni tentata invasione; ovvero di una pace, che, anche lasciando intatto, o quasi, il dominio Russo in Oriente, accresca all'Occidente le sue forze con utili conquiste e colonie in Asia ed in Africa; mentre poi la pace, che unisse e adottasse amendue quei modi sarebbe veramente monumentale e iniziatrice di un'era non anco veduta di splendidissima civiltà (Capo terzo). — Si mostrava così che l'egemonia Russa sull'Europa può essere causa indiretta e involontaria di qualche bene e destinato di Provvidenza, costringendo le sue civili nazioni ad un assetto più razionale ed a meglio dirigere l'impiego delle loro forze sovrabbondanti.

D'altra parte, si mostrava la futura grandezza della Russia sotto un aspetto in qualche luogo assai nuovo, descrivendone, a gran tratti, lo spettacolo, nel successivo suo crescere e svilupparsi, sino al più alto apogeo di potenza, indicandosi modi finora inosservati o trascurati ed efficacissimi per raggiungere uno scopo arditissimo ed inudito nella Storia (Capo secondo). Si indicava eziandio come alla Russia, vinta lungo il Baltico e sulla Neva, è dato di ristorare gigantesicamente la sua potenza sul Fiume Giallo e lungo il Pacifico, con somma utilità di lei e dell'Europa civile (Capo terzo). Stupenda conciliazione di interessi contrarii grandemente desiderabile!

In questo secolo di arditi novatori, molti, con ispirito di reazione eccessiva, sogliono chiamare avventatamente assurdo, strano, utopistico non solo ciò che *non può farsi*, ma talvolta eziandio quello che *dovrebbe farsi, e non si vuole*. Fatale confusione d' idee e di cose diversissime, promossa ed accresciuta dalla malignità pervicace degli uomini! Se mai da alcuno si chiamasse utopia od anche romanzo questo libro (il che in verità non posso credere), seguendo l'andazzo ormai fatto comune di tali giudizi, esso avrebbe ricevuta una taccia che meno d'ogn'altra meritava. Perocchè io abbia energicamente raffrenati i più ardenti desiderii di bene, e reso il discorso oltremodo temperante, moderato e conciliatore, appoggiandolo non su vane teoriche ma sui fatti e sulla storia, limitandomi a proporre le più utili e le più facili probabilità. Ciò non potrà negarsi da ogni saggio e intelligente lettore.

Del resto, se quindi innanzi si continuerà indistintamente ad apprezzare in tal modo le opere dei pensatori, si cadrà sì al basso da non potersi in avvenire quasi nulla proporre di nuovo e di utile che non abbia subito quella taccia. Quelli non avranno altro mezzo che ritirarsi nelle deserte campagne della *pastorale Arcadia*, e ripopolarle.

Là ripigliando la zampogna, faranno risuonare le pittoresche valli di idillii e di sonetti, e un novello diluvio di carmi e di canzonieri inonderà la terra. L'Eco attonito meraviglierà di ripetere i dissueti accenti del passato, risorgeranno le Ninfe boschereccie e i Satiri, le Naiadi oceanine, le altre creazioni fantastiche e tutti gli Dei e gli eroi della vecchia mitologia.

Ma se quell'epoca di decadenza è passata per sempre, se l'umano intelletto ha sciolti i vanni a volo più alto e più sicuro, non si vorrà, io credo, combattere od avversare chiunque adoperava le proprie facoltà nel modo che a lui pareva migliore, dirigendole a fine vantaggioso e nobilissimo.

E poi (debbo dirlo) mi torrei di essere ascritto nella lista degli *utopisti* col divino Platone, e col gran Cancelliere d'Inghilterra Tommaso Moro, anzichè in quella degli *sterili e meschini ipercritici*, che distruggono e non sanno edificare. Quante prove evidentissime non potrei ritrarre dalla storia antica e moderna, indicando opere che si battezzareno fantastiche ed impossibili da sedicenti giudici e si conobbero poscia (e non di rado troppo tardi!) eseguibili e profittevoli! D'altronde, anche i lavori d'immaginativa insegnano di grandi verità, o almeno ne sono capaci.

I varii progetti, che qui si proponevano all'Europa imparzialmente pel suo interesse, non si fondano sopra strane condizioni ed assurde, o sopra teoriche false ed esagerate. Aspetterò volentieri da chiunque valide e convincenti prove del contrario. La proposta di una guerra marittima e continentale lungo il Baltico, la vittoria resa stabile ed efficace con la conquista e la sua divisione: il più unitario organizzazione della Germania: un rinnovato regno Bizantino, o una divisione della Turchia assegnata all'Europa occidentale e mediana, da cui difesa potente contro il Russo al sud, mentre Svezia, Polonia ed Austria lo sarebbero al nord e al centro, uno Stato cristiano di Palestina; i progetti speciali offerti alla Grecia, al Piemonte, a Napoli, alla Spagna, al Portogallo, all'Olanda, al Belgio, alla Danimarca, alla Russia: la conquista e la colonizzazione del fertilissimo litorale asiatico ed africano; la nuova federazione di principi Germanici trasportata sopra una contrada, quale è la Tripolitana, quasi vasta come l'Allemagna e con più ubertoso terreno; per ciò nuovo indirizzo alla crescente emigrazione d'Europa, da cui aumento alle sue forze contro ogni nemico; un apparecchio normale di migliore assetto interno, conforme a natura ed a giustizia; tutto questo assicurerebbe all'Europa ancor per lungo tempo la sua civile supremazia sul globo, ampliando il ciclo del moderno incivilimento.

Tali proposte sono progressivamente attuabili. Che cosa si oppone ad esse che possa impedirle? L'acconcio loro eseguimento, lungi dal ripugnare alla natura delle cose, vi si uniforma mirabilmente, e *dipende tuttoquante dal senno e dal volere degli uomini*. Cose di gran lunga più difficili, maravigliose ed inaspettabili dall'uomo si operarono, a malgrado di circostanze contrarie, ed ora si diranno inesequibili progetti di assai maggiore agevolezza, mentre quelle si dimostrarono in sì gran parte favorevoli? Dopo tutto ciò, l'addurre ancora altri argomenti a riprova della loro possibilità di esecuzione

e somma convenienza, sarebbe fare una troppo grave offesa alla perspicacia del lettore, e persino al buon senso il più comunale.

Nelle ore di ozio e di riposo, cui l'esercizio di una liberale professione permetteva, io meditava uno scioglimento ai vasti complicati problemi che, riguardando all'Europa, si offrono alla mente del filosofo politico. Durante la loro discussione non fu serbata sempre l'imparzialità, dovere indeclinabile d'ogni onesto ragionatore? E la *gran medaglia* non si osservava sotto amendue gli esergli? Così ho favellato, non come farebbe un inglese, un francese, od un russo, ma un *europeo*. Queste libere considerazioni saranno elleno benignamente accolte? La buona intenzione dell'autore sarà svisata o disconosciuta? La sua voce avrà sempre parlato al deserto?

Quando alzo gli occhi al firmamento, e scorgo lo spazio sconfinato de'cieli, seminato di innumerevoli corpi luminosi, le cui distanze superano le forze della fantasia più fervida e possente; quando in meditazione solitaria la mia mente trasvola rapida dall'impercettibile insetto, cui involontario calpesto, alla più lontana nebulosa, che, in remota plaga di cielo, mi offre lo spettacolo sublime di attuale creazione, allora la mia anima esulta e si eleva a Dio!

Quando, dalla magnificenza indescrivibile di quell'azzurra volta, da cui luce e vita discende, rivolgo lo sguardo alla superficie del pianeta che abito, io penso alle superbe illusioni dell'antichità, cui la scienza calcolatrice ha distrutto per sempre, mostrandolo situato in luogo secondario del firmamento, e l'infimo suo grado, indicandolo quale atomo opaco ed impercettibile nell'immensa moltitudine de'corpi celesti.

Quando mi aggiro nelle tumultuose città, cui breve distanza separa dai cimiteri, e veggio l'incessante affaccendarsi degli uomini, l'ostinarsi in lotte sanguinose, il farsi uccidere per il possesso di qualche lembo di terra, mentre il globo è a tutti bastevole, allora *inertuado* ~~veggo~~ che l'uomo, formica prepotente, abitatore di un atomo, è un nonnulla se male adopera la sua intelligenza e le altre sue facoltà, e che solo col buon uso di esse può sublimarsi.

Allora più ridevole e insiem dolorosa mi apparisce la meschinità di tante questioni che l'umanità chiamava cosmiche!

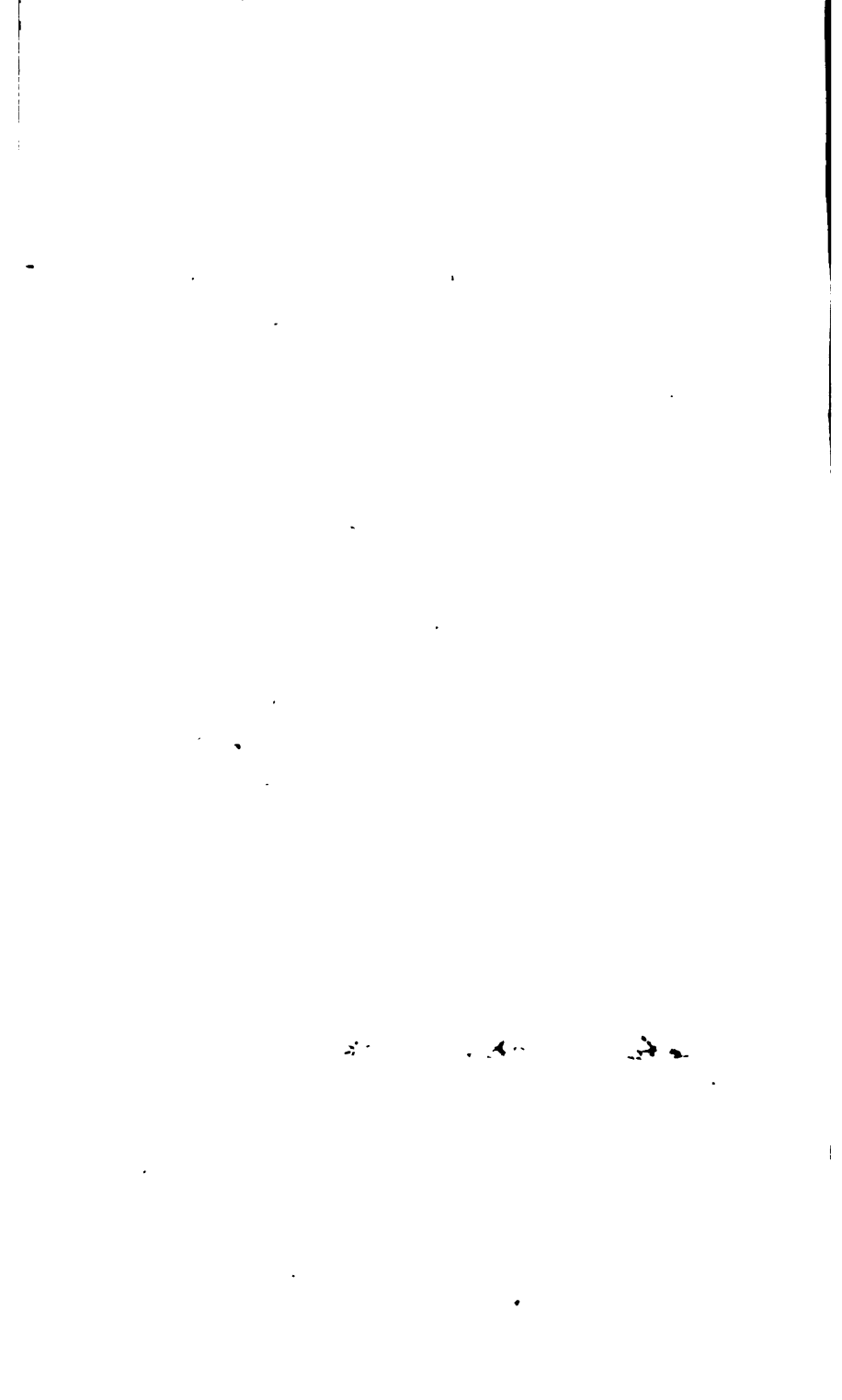
Allora penso al suo avvenire ed all'arcano e terribile destino della *vita* e della *morte*.

Allora il miserando dramma delle umane sventure mi si offre dinanzi, ed una tristezza ineffabile m'opprime !.....

Epperò se alcuno tra gli uomini alza l'umile sua voce tentando, fra tanti dolori , di fare qualche cosa di bene , non dovrà essere deriso, nè calunniato. È dolce lusinga e veramente consolante il credere che l'uomo non rimeriti sempre col male, o col disprezzo, il bene o l'intenzione palese di farlo.....

Se questo scritto, malgrado le cure dell'autore, sarà inutile, non diverrà mai pregiudicievole.

FINE.



Errori da correggersi

Pag.	V	linea	41	Sina e	—	Sino a
»	6	»	1	conquista	—	conquiste
»	7	»	6	nascere	—	conoscere
»	9	»	9	ricuperare	—	rioccupare
»	13	»	35	nol	—	non li
»	30	»	33	Cropio	—	Cnopio
»	31	»	20	siffatte	—	tali
»	32	»	21	ristarà	—	ristarrà
»	»	»	32	descritta	—	descritto
»	35	»	9	rendere	—	renderne
»	41	»	17	in migliore	—	in un migliore
»	43	»	20	letto	—	delta
»	44	»	19	ferri	—	servi
»	49	»	32	Omar	—	Oman
»	51	»	5 e 6	atterrato	—	atterrito
»	52	»	29	sulla torre	—	sulle torri
»	57	»	2 e 3	probabile	—	possibile
»	»	»	26	ingiusto	—	ingiusta
»	62	»	3	la cataratte	—	le cateratte
»	»	»	33	avrebbe	—	avrebbe
»	69	»	10	Boglione	—	Buglione
»	84	»	15 e 16	vassalli		
				tributarii	—	vassalli o tributarii
»	85	»	13	propugnare	—	propagare
»	97	»	15	di Sita	—	di Sirta
»	99	»	13	alla coscienza	—	dalla coscienza
»	»	»	39	compierla	—	compierlo
»	110	»	12	colonizzato o	—	colonizzato e
»	122	»	28	subito	—	subito

~~etc - etc - etc~~

INTORNO
AL RICHIAMO DELLE LEGAZIONI
FRANCESE ED INGLESE

DA NAPOLI



N A P O L I
TIPOGRAFIA E CALCOGRAFIA DELL' INDUSTRIA
Vico Freddo Pignasecca, 15 e 16
gennaio 1859

I

§ 1. Nel ritornare sopra un argomento altre fiate discusso ¹, anzi che contrapporre opinioni ad opinioni, esprimiamo un sentimento comune del paese; il quale vuol ricordare, ora che ne cade il proposito, come gli anni decorsi dagli ultimi mesi del 1830, che contano gli atti di Re Ferdinando II, sono medesimamente quelli della generazione vivente e delle più care sue memorie, ed attestano in ogni terra di questo Reame, del pari che nelle più lontane regioni dove si estendono le nostre relazioni, il maggior animo ed il senno superiore, con che l'Augusto Monarca ha voluto ed ha fatto incessantemente tutto il bene possibile.

E, senza dissimulare il fine di questa leale manifestazione, gioverà addurre innanzi tutto il sentimento comune, col quale quanti, che distinguendosi de' nomi di francesi, inglesi e napoletani, già non sono gli uni agli altri

¹ Accenniamo alle due nostre pubblicazioni: la prima, di *osservazioni e risposte ad un libro pubblicato col titolo di storia degli ultimi fatti di Napoli sino al 15 maggio 1848*: l'altra, dei *fatti politici di Re Ferdinando II sino al mese di agosto 1857*.

stranieri, attestano il maggior titolo, che le Potenze de' rispettivi Stati, dallo stesso spiacevole avvenimento cui tuttora lamentiamo, hanno acquistato nella più avanzata civiltà dei tempi, iniziandovi l'applicazione di un principio, se anche non ne fosse nuovo l'esempio nella storia, per il quale potessero esser interrotte le relazioni diplomatiche de' Governi, senza che le nazionalità degli Stati fossero men secure e garantite nelle più estese relazioni internazionali, personali e commerciali; nello stesso modo come le Potenze, che dichiaravano la guerra testè combattuta in Oriente, vi hanno acquistato il titolo di aver iniziata una più certa applicazione dell'altro principio, ch'è oramai riconosciuta da quasi tutte le Potenze degli Stati inciviliti ed è passata pure nella più illuminata ragione e nelle più avanzate dottrine della scienza ¹, per il quale le ostilità della guerra, che in altri tempi erano addotte a principio del diritto delle genti, sono oramai subordinate alla sicurezza de' commerci, ch'è la prima ragione delle relazioni internazionali e de' loro ordinamenti.

§ 2. Tuttavia non vale dissimulare la origine, ond'è provenuto che nella seconda metà dell'anno 1856, dalla quale lamentiamo altri dolorosi avvenimenti, i governi dell'Imperatore de' Francesi e della Regina dell'Inghilterra avessero richiamate le loro Legazioni da Napoli.

Veramente Re Ferdinando II, che aveva preferito lasciarsi contare tra le Potenze non intervenute con le loro

¹ Riportiamo il rapporto testè rassegnato a Sua Maestà l'Imperadore de' Francesi dal signor Conte Colonna Walewski; consacrando insieme un titolo più certo nella storia ed un principio più luminoso nella scienza del diritto internazionale (V. la nota n. 1.)

Armata nella guerra di Oriente, non aveva ragione di aver parte nelle successive Conferenze di Parigi, che dovevano stabilir le condizioni della pace. Ma, quando si dava luogo a tenervi parola anche dello stato politico dell'Italia e segnatamente di questo Reame, la sua voce non poteva più mancare o non esser richiesta; e i governi dell'Imperatore de' Francesi e della Regina dell'Inghilterra, comechè potessero ancora sostenere le note comunicate a quello del Re delle Due Sicilie, sono troppo illuminati e leali, per non lasciar dubitare che volessero mai sconsigliare o ricusare questo difetto di origine delle differenze sopravvenute.

§ 3. Ma, volendone eliminar quelle che vi abbian potuto addurre le passioni di partiti, non sarà per avventura malagevol cosa mostrare, come gli atti di Re Ferdinando II, cominciando dagli ultimi mesi dell'anno 1830, non sieno pur dissimili da quelli che contano medesimamente i governi, non che della Francia e dell'Inghilterra, di quanti sono gli Stati più inciviliti, da' quali derivano i titoli de' rispettivi Sovrani e delle loro successioni, nella maggiore o minor estensione di ciascuno Stato e delle sue relazioni internazionali.

Il comune principio di codesti atti, che formano l'attuale governo degli Stati medesimi, qualunque fossero le differenze di ciò che una vivente celebrità ha detto *amministrazione pubblica nel governo dello Stato*, esclude ogni ragione di differenze e di confronti, che non oseremmo istituire. Il perchè ci atterremo a quelli, de' quali possiamo tener ragione.

III

§ 4. Premettiamo una osservazione di ragion comune, che possiamo ancora vagliare con l'autorità della storia, se non sarà contraddetta dall'una e dall'altra.

Potendo oramai le più avanzate dottrine politiche recusare le vane quistioni, alle quali han potuto dar luogo la vieta distinzione di quelle che sono state impropriamente dette diverse specie di governo, e le varie forme con le quali si è preteso costituirle: pure non possono le dottrine medesime, che ora debbono tener ragione anche degli atti di quelli che si sono detti governi costituzionali e rappresentativi, sconoscere le più certe differenze che intercedono tra gli atti delle sovranità successive, ovvero dei Sovrani che succedonsi a titolo di eredità, e quelli delle nuove sovranità che si possan costituire negli Stati, per le quali si vogliono pur distinguere i titoli personali dalle forme dette rappresentative, e tra' governi che fossero tuttora ordinati col principio di ciò ch'è stato detto diritto di eccezioni e di privilegi; secondo che ha potuto prevalere nelle condizioni dei tempi su le diverse regioni della terra, e quelli che sono già ordinati col principio del diritto comune, secondo che questo principio, a cui la civiltà dei tempi moderni è stata addotta dalle Divine rivelazioni del Vangelo e dalla Religione cattolica, ha potuto prevalere medesimamente nello stato civile delle persone e nello stato politico delle nazioni. Chè se gli scrittori, che si son fatti poi a voler vagliare di pretese dottrine anche gli atti, coi quali si è cercato, siccome si è detto, cambiar la costituzione dello Stato o riformarne il gover-

no, han potuto seguitar anch' essi il paralogismo di diritti e libertà, che fossero violate o men garantite in alcuna specie di governo, e avessero dovuto essere costituite e concedute da altre; pure le più certe applicazioni del principio del diritto comune sono nella storia il titolo, anzi che di altre che sono state pur dette specie di governo e delle forme con le quali si è preteso costituirle, delle Monarchie che hanno garantito del potere sovrano, comechè si fosse voluto dire assoluto o assolutismo, i mezzi di emanciparsi dalle soggezioni personali e territoriali, e formarsi quello ch' è stato detto terzo stato o ceto di persone.

Vogliam dire, adducendo codesta osservazione come una più certa ragione di metodo, che gli atti di Re Ferdinando II, cominciati dagli ultimi mesi del 1830, sono la continuazione, in che sta propriamente la legittimità della successione ereditaria o di famiglia, di quelli de' suoi Augusti Antenati; d'onde il governo di questo Reame era già ordinato col principio del diritto comune, ed aveva subito pure le sue prove degli atti de' poteri, assunti o costituiti nelle rivoluzioni politiche, onde si è preteso cambiare la costituzione dello Stato o riformarne il governo.

§ 5. Le applicazioni del principio del diritto comune, che sono state per avventura più facili in questo Reame a cagione dell'unica Religione che vi è professata, progredivano già nelle proporzioni dei propri mezzi; da che nella prima metà del passato secolo il glorioso Vincitor di Velletri, Carlo III, aggiungeva a' titoli della Casa Augusta de' Borboni quello di aver ristaurata la più antica Monarchia delle due Sicilie, la quale aveva subito le vicende dei tempi, costituendo la sua indipendenza da quella delle Spagne, alla quale non sarà più unita, e dandosi per successore in questo Reame il figlio Ferdi-

nando , ch' è stato poi il più vecchio Re in Europa.

Ma questo progresso , che doveva pur essere successivo , perdette quindi le sue giuste proporzioni , se non si fossero anche sbagliate le applicazioni del suo principio. Il quale fatto , di cui possiamo tener ragione , più che agli stessi rivolgimenti politici sopravvenuti negli ultimi anni del passato secolo che han lasciato più dolorose memorie , si vuol riferire a' successivi riordinamenti che furono dettati in questa parte del Regno dalla seconda occupazione delle Armi francesi ; pe' quali ci accade notare le differenze a cui accennavamo , che intercedono tra gli atti delle sovranità successive e quelli delle nuove sovranità che si possan stabilire negli Stati. Imperocchè , nelle stesse applicazioni del principio del diritto comune , le prime non possono lasciar violare i titoli de' diritti acquistati , mentrechè le seconde debbon cedere ad esigenze di partiti che posson forzare le applicazioni medesime. Gli atti del governo del decennio , che pure non potettero sconoscere il merito delle istituzioni che preesistevano in questo Reame , cedettero tra l'altro ad un errore di principj , cui erano addotti dalle idee della rivoluzione , per il quale fu preteso che le leggi dello Stato , invece di doverne ordinare le condizioni nelle giuste proporzioni de' propri mezzi , avessero potuto costituirle o formarle per effetto immediato dei loro dettati ; ciò che non dubiteremmo mostrare anche nelle conseguenze che ne sono derivate , le quali potranno illuminar meglio le successive applicazioni del principio del diritto comune ¹ , se potessimo dilungarci dal nostro proposito.

¹ Vogliamo accennare specialmente a' più certi mezzi co' quali l'Imperatore delle Russie , Alessandro II , si è accinto ad emancipare lo stato civile de' contadini di quel vasto Impero dalle soggezioni territoriali e personali a cui è tuttora sottoposto.

§ 6. Tuttavia facendosi prevalere anche nelle Monarchie (quasi che non fossero per se stesse, siccome le ha espresse l'illustre Guizot, che niuno vorrà accagionare di deferenza, la personificazione, la immagine e la presunzione di ciò che ha detto sovranità di diritto, in cui gli uomini hanno avuto e non possono non aver fede), la idea degli atti sovrani che dovessero stabilire il sistema del governo e le basi delle leggi dello Stato, per voler trarre negli atti delle restaurazioni quelli delle amnistie; noi possiamo addurre, come maggior esempio di codesti atti, quelli cui proclamava Re Ferdinando ne' giorni 20 e 21 maggio 1815, allorchè riacquistò il possesso dei suoi Domini continentali. ¹

I quali atti riportiamo testualmente, perchè amiamo contrapporre il sistema del governo e le basi delle leggi dello Stato, come sono stabiliti dalla restaurazione del 1815, a'così detti statuti costituzionali, siccome si son pretesi e dettati nelle successive rivoluzioni del 1820 e del 1848; i quali non hanno potuto che copiare o violare i principj medesimi, ed hanno pur fatto l'una e l'altra cosa. E qui ci accade notare come le forme dette rappresentative, (le quali ci riportano alla storia del diritto municipale o dello stato dei Comuni, quando e dove il principio del diritto comune ancora non prevaleva nello stato civile delle persone e nello stato politico delle nazioni, o non ha potuto esser sostenuto e garantito dagli atti e dalle forze del potere sovrano) abbian tratto a confondere nei governi detti costituzionali e rappresentativi gli atti del potere sovrano, che costituiscono lo stato politico delle nazioni e ne ordinano successivamente il governo anche nelle relazioni interna-

¹ Ved. la nota n. 2.

zionali , da' quali derivano i titoli delle persone dei Sovrani e delle loro successioni , con quelli di ciò che il signor Guizot (il quale può tuttora dar ragione di questa più luminosa idea che ha consacrato nella storia del moderno incivilimento) ha detto amministrazione pubblica nel governo dello Stato, cioè, degli ordinamenti stabiliti per far arrivare gli atti di quello che ha chiamato potere centrale in tutti i punti della società, e far arrivare al medesimo potere centrale i mezzi e le forze della società, sia in uomini sia in danaro.

§ 7. Veramente quest' amministrazione nel governo dello Stato, la quale ha potuto esser detta pubblica dalle varie ragioni di utilità che da ogni punto della società si possano addurre negli atti del potere sovrano (se non avesse potuto ancora, quasi diremmo, esser meno pubblica o menare come ad altrettante eccezioni del diritto comune, da che le stesse forme dette rappresentative, con le quali è stata ordinata, hanno escluso o non han potuto comprendere lo stato delle persone e delle famiglie ed ogni altro interesse che avesse potuto esser meno rappresentato); quest' amministrazione pubblica nel governo dello Stato (alla quale si può riportare il principio di quelli che si son detti governi costituzionali e rappresentativi, se non fossero stati condotti ancora ad attentare a' diritti del potere sovrano e agli stessi titoli delle persone dei Sovrani e delle loro successioni, cui han cercato invadere) ha ricevuto più estesi ordinamenti in questa parte del Regno nel decennio dell'occupazione delle Armi francesi, specialmente pei Comuni, che tra noi eran detti Università, e per la istituzione del Ministero dell' Interno, sul piede di quello che il vasto concetto di Napoleone aveva stabilito nella Francia,

nella cui dipendenza era posta quella che più specialmente chiamiamo amministrazione civile, ovvero la relazione della amministrazione dello Stato co' mezzi della prosperità nazionale.

Se non che, a riguardo de' Comuni la cui amministrazione adduce alla storia delle soggezioni territoriali e del diritto municipale, si vuol notare una differenza tra gli ordinamenti che avevan preceduto la occupazione delle Armi francesi e quelli della occupazione medesima. I primi ebbero quasi diremmo due missioni a compiere, l'una di emanciparli dalle soggezioni feudali e reintegrarli al demanio dello Stato o piuttosto della Corona, l'altra di regolare la loro amministrazione. I secondi, essendo aboliti i diritti feudali, non ebbero che a doverne regolare l'amministrazione; per la quale si faceva prevalere l'idea che i Comuni si dovessero considerare, anzi che come pertinenze del demanio dello Stato, come pupilli i cui interessi l'amministrazione dello Stato dovesse tutelare, ciò ch'era veramente una distinzione più di parole che di principj.

E da' medesimi ordinamenti, che l'amministrazione pubblica nel governo di questo Reame ha ricevuto nel decennio dell'occupazione delle Armi francesi, è derivato ancora ciò, che si è poi lamentato come *centralizzazione* specialmente degli affari de' comuni e delle province nel Ministero dell'Interno. Sul quale argomento, che ora dà luogo nella stessa Francia alla più importante disamina della possibile decentralizzazione amministrativa, gioverà notare, che tra noi questa così detta centralizzazione, che si è maggiormente addotta per le spese de' Comuni e per le loro opere pubbliche, non deriva già da' dettati della legge su

l'amministrazione civile ¹, ma da un successivo provvedimento, ch'è stato poi richiesto e Sovranamente approvato, nell'interesse de' Comuni che contano tra' cespiti delle rendite ordinarie dazî impostisi su' consumi. ²

§ 8. Noi possiamo per avventura addurre gli atti coi quali, cessata la dominazione delle Armi francesi, sono stati successivamente riordinati il governo dello Stato e le diverse branche della sua amministrazione ³, onde le leggi di questo Reame sono più estimate tra quelle degli Stati inciviliti per integrità di principî certi e per più estese applicazioni de' principî medesimi, come una prova de' maggiori titoli, che le persone de' Sovrani e le loro successioni vantino nella più avanzata civiltà de' tempi; pe' quali non si possan considerare nella società moderna come elementi distinti il governo ed il paese, e come differenze

¹ L'articolo 251 della Legge del 12 dicembre 1816 è così concepito:

« Le spese per le opere pubbliche comunali sono invigilate dal Sindaco. L'Intendente, sull'avviso del Decurionato, determina se debbano farsi per appalto o per economia. L'Intendente può formare, anche sull'avviso del Decurionato, una Deputazione per dirigerle ed invigilare col Sindaco alla loro esecuzione.

« I piani e le perizie di tali opere sono discussi e approvati dall'Intendente in Consiglio d'Intendenza. ».

² Un Real rescritto del 27 giugno 1827 ha poi disposto « Nei Comuni, ove tra le rendite sonovi dazî, non possono gl'Intendenti autorizzare e far intraprendere alcun'opera, costruzione o altra spesa urgente, senza l'approvazione del Ministro dell'Interno ».

³ Tra' primi atti della ristaurazione del 1815 si voglion notare specialmente quelli, onde Re Ferdinando I fu sollecito a provvedere, per lo stato civile delle persone, che non avesse potuto mancare il battesimo nelle nascite, la celebrazione del matrimonio nella Chiesa secondo i riti stabiliti dal Concilio di Trento, e a dettare l'abolizione del divorzio.

le nazionalità degli Stati nelle più estese e moltiplicate relazioni internazionali, personali commerciali e diplomatiche, se non dovessimo tener ragione ancora delle conseguenze, più che de' medesimi atti, delle successive ribellioni del 1820 e del 1848, le quali sono state il fatto di pochi, l'inganno di molti, e non possono essere giustificate da nessuno.

III

§ 9. Gli atti di Re Ferdinando II si possono ridurre, più di altri de' quali si volesse medesimamente tener ragione, quasi diremmo ad altrettanti teoremi; riportandoli alle condizioni dello Stato, alle quali han potuto meglio intendere e provvedere, ch'eran tuttora aggravate dalle conseguenze della rivoluzione del 1820, e mancanti di quello sviluppo che non avevano potuto avere, ciò che non vale dissimulare per volerne tacer le cagioni. Nè si vuol preterire la cognizione che il giovane Re ne aveva già acquistata da Comandante in capo del Reale Esercito e da Vicario generale dell' Augusto suo Genitore; comechè avesse potuto mancare ancora di quella severa esperienza, che raffredda con le fibre della vita l'ideale e il romantico.

Già non sono più nè singolari nè ignote le funeste conseguenze de' disordini politici, anche quando, per non essere stati abbastanza prevenuti, debbono poi esser vinti con la forza delle armi. Se pure giovino per alcun tempo a' pochi che abbian potuto profittarne, lasciano lamentare una più lunga serie di mali e di danni cagionati, cui non bastano ad ovviare le stesse amnistie.

§ 40. Da quelli del 1820 che, qualunque avessero potuto essere le loro tradizioni o piuttosto le passioni onde furono mossi, non potevano far ripetere l'esempio della più generosa amnistia testè concessa per gli avvenimenti che avevan preceduto la ristaurazione del 1815, erano tuttora lamentate nelle famiglie le prigionie, le proscrizioni e le destituzioni, nell'economia dello Stato le maggiori spese e i nuovi debiti, nelle industrie e ne' consumi le imposte sopraccaricate, nella sicurezza e nello spirito pubblico l'agitarsi de' partiti e le irritazioni personali.

Re Ferdinando II, senza farsi nè distogliere nè imporre dagli avvenimenti ch'eran succeduti nella Francia e dalle cospirazioni che già muovevano dall'Italia superiore, portò sul Trono de' Gigli, come lo ha portato più tardi il nono Pio sul Trono delle Chiavi, il più puro animo, se non avessero poi avuto i medesimi disinganni, di far cessare prima i dolori e i mali, ch'eran retaggio delle passate vicende politiche se non si fossero riprodotte, ed estinguerne sino le memorie e i rancori, per poter iniziare un'era di concordia e di crescente prosperità; inaugurando il suo governo, dopo averne dichiarati i principj che non sono mancati in alcuna successiva applicazione ¹, con l'atto sovrano del 18 dicembre 1830 cui fa seguito l'altro de' 30 maggio 1831 ², e coi due Reali Decreti degli 11 gennaio 1831 ³, i quali atti sarà meglio leggere nel loro testuale dettato. Nè vogliamo preterire, ne' primi atti del suo governo, l'animo col quale fu sollecito a disporre, col fine generoso di voler disgravare anche le sofferenze dei

¹ V. la nota n. 3.

² V. la nota n. 4.

³ V. la nota n. 5.

condannati e de' detenuti, una visita generale delle prigioni del Regno, i nomi degli uomini a' quali la confidava, le istruzioni di cui li muniva.

§ 11. Le sorti cui non tardarono a pervenire le stesse famiglie, che non lamentavano più dalle prigioni dalle proscrizioni e dalle destituzioni, attestano meglio che non potesse esser provato con altri argomenti, come l'atto Sovrano del 18 dicembre 1830 con l'altro del 30 maggio 1831, più che essere un' amnistia, fosse stato come un titolo di particolar considerazione se non di favore, non che nelle carriere degl' impieghi e delle cariche pubbliche, per coloro che vi erano riabilitati o prescelti, anche nell'esercizio delle professioni, e nelle intraprese industriali cui il governo di Ferdinando II già dava un impulso più generoso. E ci pare sentir ripetere ancora con la grande eloquenza del vecchio Barone Giuseppe Poerio ritornato dall' esilio, come egli facesse il *paglietta* più nelle benigne udienze del Re che in quelle dei Tribunali, il novero di più suppliche ch'era abilitato a presentare in ciascuna udienza quasi di ogni settimana, il computo de' compensi che ne riuniva e degli atti generosi che pur faceva (ciò ch'è stato comune anche ad altri, de' quali non ricordiamo i nomi). Ma più bello è ricordare come, per effetto immediato di un volere generoso, uomini inaspriti nell'animo da antichi rancori, onde pareva minacciarsi ad ogni passo una indomabile vendetta di cui avessero voluto cogliere il destro, riabbracciavansi e stringevano più leale amistà, da che il governo di Ferdinando II aveva tolto ad essi la speranza di nuoversi per le sue vie, se non avessero avuto animo di provarsi corpo a corpo. Chè se al mondo sono i generosi che danno adito a' protervi e formansi gl' ingrati: senza di quel-

l'atto magnanimo, le conseguenze delle passate vicende politiche, che avevan potuto travolgere nel loro turbine anche i nomi di uomini, il merito e le virtù dei quali non erano opinioni di partito o prove di circostanze, avrebbero fatto mancare nelle amministrazioni dello Stato nell'Armata e negli stessi Consigli del Re le maggiori prove di sapere, di valore e di fedeltà, che dinotano i nomi di Uomini di più alta riputazione, de' quali sono superbi il governo di Ferdinando II e l'età nostra.

§ 42. Ben altra cosa che un semplice disgravio d'imposte, a prezzo delle più severe restrizioni di ogni spesa che cominciarono dagli stessi assegni della così detta lista civile, erano ancora i due Reali decreti degli 44 gennaio 1831; i quali, pe' medesimi concetti del Re che li dettava ¹, dovevan formare i mezzi per la esecuzione di più estese opere di utilità pubblica, che nel governo di Lui hanno più preceduto che seguito gli ordinamenti della loro amministrazione.

L'amministrazione dello Stato nel governo di Ferdinando II, iniziata da quei due Reali decreti, si può riassumere nei seguenti risultati, cioè: 1° imposte abolite o scemate; 2° debiti tolti o diminuiti; 3° opere e stabilimenti di pubblica utilità, generale locale o speciale, alla cui esecuzione ha provveduto, oltre i mezzi e gl'incoraggiamenti di cui è stata più generosa quasi diremmo a vantaggio delle capacità, e delle suscettibilità. I quali risultati si trovano

¹ Dobbiamo la rivelazione di questo dettato del Re, che non vuol essere ignorato, alla onorevole benevolenza di cui ci è stato largo il sig. Marchese di Pietracatella, sin da quando era Ministro degli Affari Interni e compilava i due riportati Reali decreti.

accennati nell'atto Sovrano del 17 agosto 1847 ¹ al quale fan seguito i Reali decreti del 24 luglio e 2 ottobre 1848 ².

E qui volendo tener ragione specialmente di questi ultimi, che sono stati conseguenze della rivoluzione del 1848, gioverà ricordare come, anche nelle Camere legislative della Francia dopo il 1830, era adottato il principio, che i titoli delle rendite pubbliche, ovvero del debito consolidato dello Stato, che venivano successivamente ammortizzati, avessero dovuto esser una specie di fondo di riserva a disposizione del Re, per potere nei bisogni straordinari dello Stato ricostituire la rendita sino alla concorrenza di quella ch'era stata ammortizzata.

Ora, ne' più che straordinari avvenimenti del 1848 che han lasciato contar mali maggiori in altri Stati della più parte di Europa, il governo di Re Ferdinando II non ha che ricostituito la rendita di soli ducati settecentomila, cioè, meno della metà di quella a cui si era portato il fondo di ammortamento, senza avere per altro aggravato il paese di nuove imposte.

§ 43. Ne' quali avvenimenti dell'anno 1848, che fanno lamentare le loro conseguenze se non si dibattessero pure di altri attentati, sono maggiori titoli di Lui: 1. Che con le sue sole Armate, cui aveva ordinato come per una passione ispirata della sua gioventù in modo d'averle condotte al grado delle meglio provvedute ed addestrate se non delle più forti in Europa ³; Re Ferdinando II ha po-

¹ V. la nota n. 6.

² V. la nota n. 7.

³ Sono da contare fra quelle degli Stati più inciviliti, per certezza di principii e per più giuste applicazioni, le leggi sanzionate da Re Ferdinando II nell'anno 1834 per la leva e per l'ascrizione marittima.

tuto quasi ad un tempo vincere la ribellione del 15 maggio in Napoli e la insurrezione quindi portata nelle Calabrie , ristabilire l'ordine in tutte le provincie , riconquistare e riordinare la Sicilia, e concorrere con le altre Potenze cattoliche per ricondurre il Sommo Pontefice nella Santa Sede 2. Che con lo stesso animo confidente in Dio, onde si soffrono i dolori e si affrontano i pericoli, col quale era accorso il primo al letto dell' infermo e del moribondo tra le epidemie o i contagi del colera e su' luoghi delle maggiori calamità e catastrofi avvenute ; Re Ferdinando II è rimasto imperturbato anche a fronte degli eccessi e degli attentati della rivoluzione , se potessimo almeno obliare quelli che non abbiain animo di ripetere , nè ha abbandonato per alcun momento il paese ed il governo , che senza di Lui sarebbero stati indubitabilmente perduti.

§ 14. Il giovine Re adunque dal cominciare del suo governo , per poter mettere in atto il suo proprio concetto che non avesse dovuto fallire , introdusse come un' altra sua passione una pratica più generosa, la quale, se contava esempi nella storia, non era ancora comune in altri Stati , intraprendendo lunghi viaggi per le diverse provincie, che ha poi ripetuti di frequente. Sì che dopo qualche anno , avendole traversate tutte nelle varie loro direzioni ed essendosi soffermato nei Comuni più importanti, aveva già raggiunto il suo scopo, non che di raccogliere i reclami e le dimande che gli furon presentate , di conoscere da se le condizioni delle diverse contrade del Regno, ai cui miglioramenti avesse potuto provvedere, e le persone che per proprio merito o per titoli di famiglia avessero potuto richiamare la Sovrana considerazione, di-

sistributrice negli Stati di ciò che si è detto giustizia attributiva.

E da questa pratica felice, che ha avvicinata con l'altra delle frequenti e facili udienze, nelle quali ha ammesso ugualmente i sudditi e gli esteri di ogni rango (sino quelli che convennero in maggior numero per tenere in Napoli il settimo congresso di scienziati italiani, a' quali aprì più benignamente le porte della Reggia) è provenuto che avesse potuto, con maggiori cognizioni delle cose e delle persone, immedesimarsi nella più illuminata ragione delle une e delle altre, e negli stessi reclami cui abbian potuto dar luogo la esecuzione degli atti del Governo e quelli dei suoi Agenti, ed essere Egli stesso a capo del governo dello Stato e della sua amministrazione, essendo stata più impossibile che esclusa l'azione di un primo Ministro o Ministro dirigente, che avesse potuto prevalere nell'uno e nell'altra: ciò ch'è stato confessato anche da coloro che la rivoluzione del 1848 trasse al potere sotto altre forme.

§ 15. Chè se ci fosse dato chiamare a rassegna quanto ha avuto luogo pe' più importanti atti del suo governo, tra' quali si debbono noverare ancora i molteplici trattati stabiliti con le Potenze di altri Stati dove si estendono tuttogiorno le nostre relazioni e reciprocanze internazionali; potremmo tener ragione, quasi diciamo per poterli contrapporre alle forme che si è preteso costituire, della iniziativa che hanno avuto, e della discussione che han subito. La prima ha avuto luogo quasi indistintamente tanto su le proposizioni de' Ministeri dello Stato e su' voti de' Consigli che rappresentano l'amministrazione delle province de' distretti de' comuni e di quante sono le classi e le facoltà la cui amministrazione è pure rappresentata, quanto

su le dimande e i progetti di qualunque suddito o estero che han potuto esser presi in considerazione , e su le stesse proposizioni del Re quási in concorrenza di questi ultimi. La seconda poi è stata tantoppiù illuminata e grave , per quanto la prima ha potuto esser più larga e facile , e per la estensione ch'Egli stesso ha potuto darvi , e per lo zelo cui ha maggiormente ispirato negli uomini di provato merito e più certa probità , che ha potuto prescegliere , non che a Ministri e per intervenire nel suo Consiglio di Stato ¹ , pei consigli o le commissioni incaricati di speciali disamine , e per la stessa esecuzione degli atti del governo ne' varî rami della sua amministrazione , specialmente in quello della giustizia.

Nè si vuol omettere , più come una pratica generosa del governo di Re Ferdinando II che per le stesse opere pubblicate , come nelle discussioni che hanno avuto luogo pe' più importanti atti del governo , le quali avessero potuto essere illustrate specialmente da dottrine economiche e da cognizioni statistiche , sieno stati ammessi ed anche invitati coloro che avessero meglio conosciuto delle une e delle altre a pubblicare le loro osservazioni e considerazioni (col mezzo di quella stessa stampa per la quale è stata pretesa una libertà che non ha poi dato opere di

¹ I viventi parlano di se , e non consentirebbero una specie di mandato che li volesse rappresentare. Possiamo bensì ricordare , a maggior onore del governo e del paese , i nomi del Marchese Giovanni d' Andrea , del Cavaliere Nicola Parisio , del Marchese Nicola Santangelo , del Commendatore Nicola Nicolini , e anche quelli del Generale Fardella , del Duca di Gualtieri , del Principe di Scilla , del Principe di Campofranco , del Principe di Trabia , del Duca di Laurenzaua , del Tenente Generale Saluzzo , del Cavaliere Ferri.

maggior merito cui fosse stato veramente compreso dalla revisione , se non si fosse ancora degradata di più scurrile licenza); anche gli uomini del governo son discesi in questa comune palestra, e spesso lo stesso governo ha fatto pubblicare le discussioni e i risultati de' suoi atti, per non lasciar ignorare le une e gli altri, e quasi per volerne dar ragione. Imperocchè, se pure le dottrine economiche non si fossero lasciate condurre alla sciagurata più che erronea distinzione degli interessi materiali e degli interessi morali, a' quali sarebbe maggior errore voler intendere e provvedere distintamente; le opere pubblicate sono nel vero assai da meno, al confronto de' più certi principi consecrati ed applicati negli atti del governo, de' quali possiamo tener ragione.

§ 16. Una maggiore estensione, per la sicurezza e la fiducia che il governo di Ferdinando II ha ispirata medesimamente nel regno e nell'estero, acquistava ancora l'azione de' capitali e del credito; la quale, comechè avesse subito pure sinistri eventi, non ha mancato mai di confidenza nel governo, anche a traverso dei disordini politici del 1848. Da' primi anni di questo governo formavansi in Napoli numerose compagnie, costituendosi con la forma delle società commerciali in anonimo, che già riunivano più milioni di ducati in numerario effettivo; le quali avrebbero potuto animare ogni più vasta industria del paese e fornire maggiori mezzi per la esecuzione di quelle opere di utilità pubblica che potevano essere intraprese industriali, se non fossero state isterilite dalle medesime loro direzioni, e non vi si fosse aggiunta la fatalità di un prestito oneroso, più disgraziatamente contrattato nell'estero, che fu dissipato da una sciagurata amministrazione. Nè si

vuol trasandare che allora, discutendosi altrove come una tesi più importante se col rendersi effetti commerciali i titoli di rendite prediali avesse potuto esser troppo mobilitata la proprietà fondiaria, sarebbe per avventura riuscito tra noi il risultato opposto, cioè, d'immobilizzar i capitali e le industrie nella proprietà di beni stabili, e costituire una più certa specie di credito fondiario.

§ 17. E volendo tener ragione specialmente delle opere di utilità pubblica, alla cui esecuzione il governo di Re Ferdinando II ha più distesamente provveduto, dobbiam fare particolar menzione delle considerazioni testè pubblicate, sotto gli auspici generosi di Re Francesco I, dal signor Carlo Afan de Rivera, il cui nome ricordiamo ad onore del governo e del paese, sui mezzi di restituire i doni della natura alle regioni di questo Reame, quasi diremmo predilette da Dio nelle due più grandi sue opere, la Creazione del mondo e la Redenzione del genere umano, se non fossero state degradate dalla mano dell'uomo o dal suo abbandono: la quale opera del signor Afan de Rivera, comechè non avesse potuto aver favore de' partiti che pretendono soprattutto formar quella che cercano imporre come opinione pubblica e maggiori lumi del tempo che dovessero giudicarla, fu rimeritata di giusta lode anche dall'estero, d'onde spesso avviene che sieno meglio giudicate le opere napoletane.

A parte i mezzi cui avvisava il dotto scrittore e le proporzioni economiche ed artistiche che han potuto avere; la stessa idea di restituire i doni della natura alle regioni di questo Reame, comechè avesse potuto addurre le sue considerazioni a cercare nella storia di più remoti tempi le cagioni delle condizioni cui esponeva, accennava

più prossimamente quasi diremmo al risultato negativo degli interessi vitali del paese, in proporzione delle più avanzate applicazioni delle scienze, che formano il sapere umano, alle sue condizioni meglio studiate.

Il quale risultato negativo, se non fosse anche positivo per gli errori commessi e le fallacie delle loro applicazioni, non dubitiamo riferire così alle pretese dottrine dei partiti, che han potuto addurre come voti o interessi dei popoli ciò che han preteso per se quali cambiamenti della costituzione dello Stato o riforme del governo, come agli stessi ordinamenti dell' amministrazione pubblica nel governo dello Stato, che non avessero potuto comprendere i diversi interessi del paese e lo sviluppo de' suoi mezzi di prosperità; i quali sono maggiori nelle regioni di questo Reame, non che pe' più larghi doni della natura, per le Divine grazie onde gli uomini ricusano la distinzione de' loro interessi materiali e de' loro interessi morali, se pure potessero talvolta essere demoralizzati più che immorali.

§ 18. In effetti, dagli ordinamenti dati nel decennio dell'occupazione delle Armi francesi specialmente all' amministrazione civile, ch' è la *prima base di tutte le altre amministrazioni dello Stato e della prosperità nazionale* ¹, le opere pubbliche provinciali, o ch'erano poste a spese delle province nelle quali venivan riuniti come in altrettanti centri i mezzi che l'amministrazione medesima può formarsi principalmente o in parte da quelli de' Comuni, erano state in certa maniera limitate, con una luminosa immagine de-

¹ E così dichiarata nella legge del 12 dicembre 1816, che ne stabilisce i principj di ordine e di economia, la quale è giustamente estimata tra le medesime leggi degli Stati più inciviliti.

santa dalla circolazione del sangue nel corpo umano, alla costruzione delle strade dette traverse o di comunicazione interna tra i grandi cammini, che rimanevano a spese dello Stato, e le rive del mare; le quali essendo iniziate da' consigli che rappresentano l'amministrazione de' distretti e delle province, è pure avvenuto che fossero state dove eccessive dove scarse, e meno accomodate alle esigenze del commercio interno ed esterno e dell'uno e l'altro commercio marittimo. La Sicilia, comechè avesse potuto ritardare la costruzione delle sue strade traverse, ha potuto poi adattarla, con un preventivo piano generale di codeste costruzioni, alle sue condizioni naturali ed economiche meglio studiate. ¹

I vari interessi del paese, che prendevan pure le proporzioni de' propri mezzi e dello sviluppo che potevano avere, adducevano già in altre opere ancora una ragione di utilità pubblica, per quanto la loro esecuzione poteva aver bisogno d' invocare proporzionati atti del governo; le quali, forzando i medesimi ordinamenti dell'amministrazione civile che non potevano comprenderle nelle loro forme, si dicevano speciali. Ed è stato alla esecuzione di codeste opere di più estesa utilità pubblica, che Re Ferdinando II, prendendone sovente Egli stesso la iniziativa, ha dato un impulso più generoso, in ragione de' diversi interessi che han potuto richiederle, delle condizioni alle quali han potuto essere adattate, dei mezzi che han potuto proporzarvisi, de' più avanzati sistemi di costruzioni e di lavori; se pure potesse dirsi che codeste opere,

¹ Questo piano generale, col quale sono disposte ed eseguite le strade di comunicazioni interne nella Sicilia, è contenuto nel Real decreto del 17 dicembre 1838.

la cui esecuzione per una più alta ragione cui ha superiormente inteso Re Ferdinando II ha più preceduto che seguito gli ordinamenti della loro amministrazione, fossero state centralizzate nel Ministero dell'Interno. ¹

§ 16. Ma da che nel governo di Ferdinando II anche gl'individui nazionali o esteri han potuto arrivare direttamente co' loro bisogni e co' loro mezzi, siccome ha detto l'illustre Guizot, da ogni punto della società al potere centrale, i vari interessi e le stesse condizioni del paese, che volevano avere le possibili loro proporzioni, hanno addotto ad un altro risultato, il quale per avventura smentisce le idee che i partiti delle rivoluzioni avevan potuto imprimere come voti de' popoli. Sono le persone,

¹ Gli annali civili del Regno, che sono variamente pubblicati anche nell'estero, tengono distesamente ragione delle molteplici e svariate opere e de' più importanti stabilimenti di utilità pubblica, secondo che il governo di Re Ferdinando II ha provveduto alla loro esecuzione o al loro perfezionamento.

Noi volendo accennare specialmente alla proporzione de' mezzi, che sono stati determinati per la loro esecuzione rispettivamente a' diversi interessi onde sono state disposte e alle varie utilità che han potuto produrre, possiamo addurre come esempio (ciò che può esser fatto medesimamente per ogni specie di opere che si volessero distinguere in ragione delle più estese applicazioni del principio di utilità pubblica) le disposizioni legislative che han potuto, non che ordinare, promuovere la esecuzione di quelli che il chiarissimo sig. Herve Mangon ha più propriamente detti *travaux d'intérêt agricol et sanitaire*; al quale abbiám creduto far notare, avendo egli espresso il nobile pensiero *de les faire connaitre en France, au Ministère et au public*, la relazione che coteste disposizioni hanno avuto con quelle, ch'erano già sanzionate nella Francia per il medesimo obbietto e con lo stesso fine. (V. il Real Decreto del 13 luglio 1839 co' rilievi inviati al signor Mangon, nella nota num. 8.)

alle quali ritorna sempre ogni più stemperata idea di diritti e d'interessi, che han mostrato, non tollerando più presunzioni d'incapacità personali, come le forme dette rappresentative, con le quali è stata ordinata l'amministrazione civile, avessero potuto ancora restringere se non distogliere l'azione del principio del diritto comune o del possibile morale di ciascuno; se pure non fossero state condotte ad attentar a' diritti o al medesimo possibile morale del potere sovrano, a' titoli delle persone dei Sovrani e delle loro successioni, il cui principio è la garanzia del diritto di ciascuno e della sicurezza comune, ed è stato sempre favorevole, come ha notato il medesimo signor Guizot nella storia dell'incivilimento moderno, *alle utilità e alle stesse libertà, anche quando questo potere si fosse reso dispotico ed oppressivo, comechè non si potesse accordare con quelli che si è cercato costituire come diritti di libertà e garantige politiche.*

§ 17. Noi, se abbiám dovuto per ragione storica riportare questo difetto, mostratosi nella nostra amministrazione civile, agli ordinamenti che riceveva nel decennio dell'occupazione delle Armi francesi, siam lontani dal volerne caricar torto ad alcuno, che avesse potuto non fare il meglio che consentivano le condizioni di quei tempi; come non si potrebbe addurre a torto del Genio che ne conduceva le più grandi imprese, che fossero mancate de' battelli a vapore, de' cammini di ferro, de' telegrafi elettrici.

Ma invece intendiamo addurre gli atti di Re Ferdinando II nella più importante disamina, su la quale già versano le illuminate considerazioni degli eminenti pubblicisti della Francia, della possibile decentralizzazione amministrativa.

Imperocchè siam di credere, che questa grave disamina, potendo per avventura condurre ad una più certa soluzione di un maggior problema nelle condizioni attuali degli Stati più inciviliti, vuol essere annodata all'altra delle applicazioni, che possan tuttora conservare o ricevere le forme dette rappresentative, negli ordinamenti di ciò che può esser detto amministrazione pubblica nel governo dello Stato. La quale, dovendo pure dar luogo ad ogni classificazione o ragione di classe che potesse esser rappresentata con alcuna specie di ciò che si è detto mandato presunto se non reale (poichè si è voluto sostituire il verbo *rappresentare* al verbo *essere*) non debba escludere o impedire la iniziativa che gli atti del governo degli Stati possono avere anche dalle persone, che rappresentano se stesse, e dalle medesime persone dei Sovrani, che riuniscono la rappresentanza di se stesse di ogni classe e di ogni individuo, e non possa in alcun caso indebolire o far mancare l'azione e le forze del potere sovrano nell'estensione del suo principio morale.

IV

§ 18. Pure nelle note, che dappresso alle prime Conferenze di Parigi eran comunicate da' governi dell'Imperatore de' Francesi e della Regina d'Inghilterra a quello del Re delle due Sicilie, giungevano ad indursi le voci, che pure non eran nuove, di *amnistia* e di *riforme*, come se avessero potuto essere imposte nelle relazioni diplomatiche o produrvi altre differenze.

Noi amiamo riportare codeste voci di non nuove esigenze, anzichè alle stesse note de' governi dell'Imperatore

dei Francesi e della Regina dell' Inghilterra , alla origine che hanno avuta; la quale è per avventura estranea a' governi medesimi, come era pur estranea al signor Gladstone ed al gran partito conservatore inglese quando s' induceva medesimamente nelle lettere testè indiritte a Lord Aberdeen. Imperocchè, non essendo oramai nome di uomo di maggior merito o più alto potere che potesse dirsi come non tentato per alcuna via da' più studiati mezzi de' partiti che hanno pure il torto di non esser leali; Re Ferdinando II per il vero che non può essere ricusato, comechè avesse dovuto poi resistervi, non può dolersi di un' abbondanza di animo o fede sorpresa , che si voglia più dire, in cui Egli stesso si lasciava cadere.

In quanto all' amnistia tuttora pretesa, essendo già pubblicati i più generosi sentimenti che Re Ferdinando II , senza lasciarsi irritare dalle ingiustizie che si cercava riversare sul suo governo, esprimeva da' primi lamenti , che seguivano i giudizi degli attentati della rivoluzione del 1848, i quali avessero potuto destar sensi di umanità, che pure non valeva voler ispirare o imporre a Lui, che aveva fatto più larga prova di non lasciarseli suggerire; possiamo ora aggiungere, avendo potuto pubblicare ancora una opinione a riguardo della emigrazione se mai potesse prevalere come principio comune, che Re Ferdinando, II senza aver mai precluso l' adito ad alcun reclamo di giustizia negata o non fatta, ha aperto ancora la più larga via della sua Real clemenza oramai storica , di cui sono già moltissimi che han profittato. ¹ Nè potremmo aggiungere al-

¹ Non dubitiamo vagliare questo fatto di Re Ferdinando II, del quale teniamo ragione , anche con un una delle dottrine che sono state conse-

tro, per ciò che possa tuttora avvenire, se non che l'esempio dato con l'atto Sovrano del 18 dicembre 1830 e l'altro del 30 maggio 1831 non è ancora a bastanza imitato.

Relativamente alle pretese riforme, se il prestigio di questo nome misterioso non fosse oramai superato dall'esperienza di ciò che si è preteso e di ciò che non è stato attuato, potremmo più liberamente, senza dubbio di nuocere ad alcuno, rimontare alla origine di codeste esigenze che si volessero riprodurre. Ma, ora che anche le passioni de' partiti possono essere abbastanza disingannate, non varrebbe volerle inasprire con le prove fatte dagli uomini, che la rivoluzione del 1848 ha tratti

crate a favore dello stesso preteso diritto de'ribelli, e degli atti di di quella ch'è stata detta guerra civile.

Scrivava il Vattel, trattando degli atti di ribellione che distingueva in *émotion populaire, soulèvement, sédition*:

« Toutes ces violences troublent l'ordre public, et sont des crimes d'Etat, lors même qu'elles sont causées par de justes sujets de plainte; car les voies de fait sont interdites dans la société civile: ceux à qui l'on fait tort doivent s'adresser aux magistrats; et s'ils n'en obtiennent pas justice, ils peuvent porter leurs plaintes au pied du trône.....Les sujets, qui se soulèvent sans raison contre leur Prince, méritent des peines sévères.

Il caso poi in cui un *Prince, sans aucune raison apparente, voudrait nous ôter la vie, ou nous enlever les choses dont la perte rend la vie amère*; codesto caso, (ch'era più una ipotesi ideale che un fatto storico, e non si presume, come le stesse dottrine non hanno osato definire nel diritto penale, per non poterne ammettere la possibilità, l'atto dell'omicidio che il padre commettesse sul proprio figlio) non può per alcuna più picciola o lontana equipollenza essere addotto negli atti di Re Ferdinando II, se pure non sovrabbondassero di più sentita umanità e di più pura carità cristiana.

o non ha potuto dare al governo; se pure si potesse addurre che anche Re Ferdinando II avesse potuto talvolta essere ingannato per quelli che vi ha prescelti, o che taluno fosse poi disceso dalla Sovrana considerazione che avesse demeritata. Sarebbe poi cosa più ridevole che seria voler contrapporre agli atti del governo di Re Ferdinando II, alla iniziativa che hanno avuto ed alla discussione che han subito, quelli che furono iniziati e parlati nelle Camere legislative del 1848 da coloro che non erano *deputati*, e da quelli che dovettero essere improvvisati come *pari* senza esserlo, sia che il governo di questo Reame non avesse avuto bisogno di nuove leggi, sia che fossero stati estranei agl'interessi cui venivano a rappresentare, ed avessero potuto sconoscere se non ignorare le condizioni del paese e i più certi principj degli atti del governo. ¹

§ 19. Ma disgraziatamente codeste esigenze, o piuttosto le diverse opinioni con le quali sono state addotte dai partiti, sono trasportate nella più alta ragione delle relazioni diplomatiche.

Non è per avventura lontano il tempo in cui, moltiplicatesi le relazioni internazionali in ragione delle distanze più abbreviate, sarà forza che le Potenze degli Stati inciviliti si debbano intender meglio su la ragion comune degli atti de' rispettivi governi; la quale non li addurrà

¹ Non accenniamo che agli atti di coloro che la rivoluzione del 1848 trasse al potere, e alle forme o a' mezzi con che vi eran condotti, dovendo tener ragione degli uni e delle altre. Le persone, che rendono ragione di se e dei proprii atti, son per noi inviolabili, senza bisogno d'invulnerabilità costituzionali o costituite.

per fermo a dover garantire di una specie di diritto di eccezioni e di privilegi le cospirazioni e gli attentati dei partiti, e sino i complotti di assassinio. Ma, in sino a che le relazioni diplomatiche e gli stessi congressi de' Potentati non saran pervenuti a cotal grado di ragione e d'intelligenze comuni; le stesse grandi Potenze dell'Occidente, che nelle medesime loro alleanze non possono tuttora garantire se stesse e i loro Stati che della propria indipendenza, non vorranno essere adontate del nobil sentimento, che Re Ferdinando II non ha dubitato appalesare, con la certezza di esserne nobilmente giudicato, di non lasciar caricare dalla storia, nella quale il suo Nome augusto avrà più certi titoli, il torto di aver fatto innanzi tempo violare questo più certo principio del diritto comune; se pure avesse potuto avvenirsi in circostanze di dover cedere al possibile più che al diritto della forza. Nondimeno, per quanta estensione potranno acquistare le relazioni diplomatiche nella ragion comune degli atti del governo di ciascuno Stato, non sarà mai che vi possa essere esclusa quella che ciascuna Potenza potrà addurre per le altre, e per se stessa.

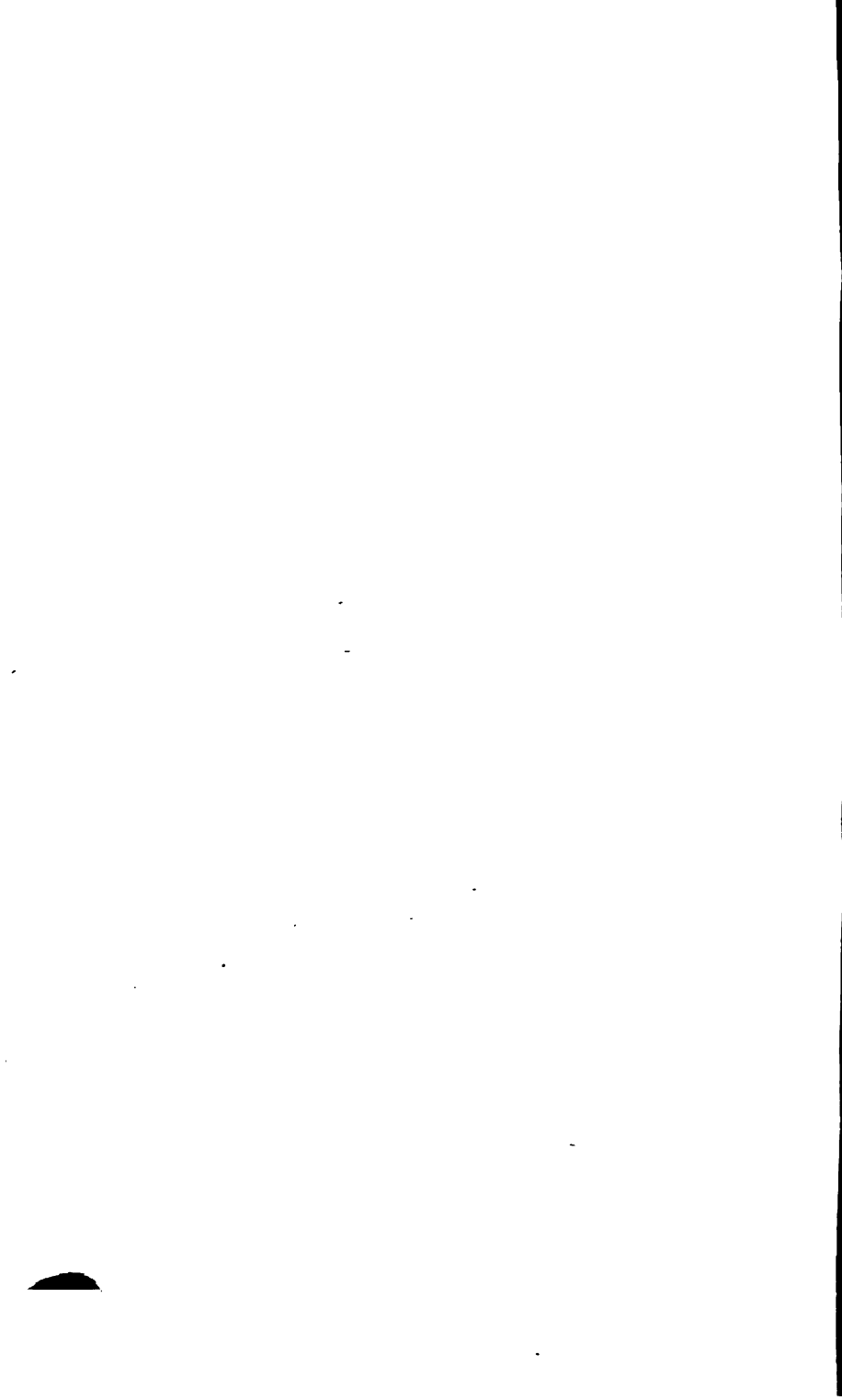
§ 20. Noi abbiám discorso rapidamente questo argomento; se pure dovessimo seguirlo in ulteriori disamine; perchè il paese, non potendo rendersi ragione delle differenze onde tuttora non sieno in Napoli le Legazioni francese ed inglese che pure vi desidera, ha voluto addurre una più certa prova, cui attestino le medesime sue condizioni delle quali può tener ragione nella più avanzata ragion politica delle nazioni e nelle più estese relazioni internazionali, che codeste differenze non si possano per alcun modo riferire a quelle, che non sono tra gli atti del go-

verno di Re Ferdinando II, incominciati dagli ultimi mesi dell'anno 1830, e quelli degli attuali governi degli Stati più inciviliti, senza volerne eccettuare la Francia e l'Inghilterra.

Chè se, dagli atti di cui possiamo tener ragione, dovessimo mai passare a quello, di che gli uomini possono meno rendersi ragione, alle simpatie e alle avversioni personali che spesso s'inducon pure per influenze d'altrui; affermiamo, senza dubbio di poter essere contraddetti, che le prime son di coloro di ogni rango o classe che han conosciuto personalmente Ferdinando II, e le seconde di quelli che, senza conoscerlo personalmente, han potuto lasciarsi influire da passioni eccitate da partiti, e non possono rendersene ragione.

TERENZIO SACCHI.

NOTE



N.º 1.

Rapporto del sig. Conte Walewski all' Imperatore de' Francesi.

Sire,

V. M. degnerà ricordare, che le Potenze segnatarie della dichiarazione del 16 aprile 1856 si erano impegnate a far pratiche per generalizzarne l'adottamento. Perciò mi sono affrettato a comunicare questa dichiarazione a tutti i Governi, che non erano rappresentati nel Congresso di Parigi, invitandoli ad accedervi; e vengo ora a render conto a V. M. della favorevole accoglienza fatta a questa comunicazione.

Adattata e sanzionata dai plenipotenziari dell' Austria, della Francia, della Gran Bretagna, della Russia, della Sardegna e della Turchia, la dichiarazione del 16 aprile ha avuto la piena adesione dei seguenti Stati:

Baden, Baviera, Belgio, Brema, Brasile, Brunswick, Chili, Confederazione argentina, Confederazione germanica, Danimarca, Due Sicilie, Repubblica dell' Equatore, Stati romani, Grecia, Guatemala, Haiti, Amburgo, Annover, due Hasses, Lubecca, Meclemburgo-Schwerin, Nassau, Oldemburgo, Parma, Paesi-Bassi, Perù, Portogallo, Sassonia, Sassonia-Altenburg, Sassonia-Coburgo Gota, Sassonia Meiningen, Sassonia-Weimar, Svezia, Svizzera, Toscana, Wurtemberg.

Questi Stati adunque riconoscono colla Francia e le altre Potenze segnatarie del trattato di Parigi:

1. Che la corsa è, e rimane abolita.

2. Che la bandiera neutra copre la mercanzia nemica, eccettuata quella di contrabbando di guerra:

3. Che la mercanzia neutra, eccettuato il contrabbando di guerra, non è sequestrabile sotto bandiera nemica;

4. Finalmente, che i blocchi per essere obbligatori devono essere effettivi, cioè mantenuti da forza bastante ad interdire realmente l'accesso al litorale nemico.

La Spagna, senza accedere alla dichiarazione del 16 aprile a cagione del primo punto che riguarda l'abolizione della corsa, ha risposto che si appropriava gli altri tre. Il Messico ha fatto la stessa risposta. Gli Stati Uniti sarebbero pronti a darvi la loro adesione, se all'articolo dell'abolizione della corsa si fosse aggiunto, che la proprietà privata dei sudditi o cittadini delle nazioni belligeranti fosse esente da sequestro sul mare da parte delle marine militari rispettive.

Tranne queste eccezioni, tutti i Gabinetti hanno aderito senza riserva ai quattro principj, cui stabilisce la dichiarazione del congresso di Parigi: e così trovasi consecrato nel diritto internazionale di quasi tutti gli Stati di Europa e dell'America, un progresso a cui il governo di V. M. continuando una delle più onorevoli tradizioni della politica francese, può esser lieto di avere potentemente contribuito.

Onde constatare queste adesioni, propongo a V. M. di autorizzarne l'inserzione nel *Bollettino delle leggi*, nelle quali sono registrate, e se V. M. gradisce tale proposta, farò pubblicare nello stesso modo le adesioni che potranno giungere in appresso.

Sono con rispetto ec.

Firmato — *Walewski*.

Avendo l'Imperatore approvata la proposta del suo Ministro; sono le Leggi francesi che potranno constatare il consentimento delle Potenze a queste più avanzate applicazioni, cui sono oramai estesi i principj del diritto delle genti.

N.º 2.

*Proclamazione di Re Ferdinando I del 20 maggio 1815
da Messina.*

Dopo tanti anni di penosa separazione, piace alla divina Provvidenza di restituire a' nostri amatissimi Sudditi il loro legittimo Sovrano, ed al nostro cuore quel che ha di più caro. I nostri sacri dritti sulle due Sicilie, riconosciuti e confermati dall' universal consentimento delle Potenze dell' Europa in congresso, le forze de' nostri magnanimi Alleati e le nostre, l' amore de' popoli che hanno sospirato il nostro ritorno, fanno arrivare il momento, in cui cesseranno tutti i mali che hanno desolato una sì bella e gran parte de' nostri dominj. Per corrispondere ad un così segnalato beneficio dell'Altissimo ed a' sentimenti dell'animo nostro, consacreremo tutti i nostri momenti, ed impiegheremo tutte le nostre cure a rendere felici e tranquilli i nostri popoli: ed essi vi contribuiranno colle virtù necessarie all' ordine sociale, la concordia, la moderazione e la reciproca fiducia. Resti estinta nella loro memoria ogni passata vicenda, come lo è nella nostra. Fin dal 1º del corrente mese di maggio Noi manifestammo con nostra proclamazione da Palermo le nostre paterne intenzioni e promesse. Confermando ora e più estesamente spiegando le stesse, dichiariamo e promettiamo solennemente, in nome nostro ed in nome de' nostri Successori, di dare per base alle leggi, sulle quali sarà stabilito il sistema del nostro governo, le seguenti garanzie che sin da ora concediamo irrevocabilmente a' nostri amatissimi sudditi:

1. Assicuriamo la libertà individuale e civile.

2. Le proprietà saranno inviolabili e sacre.

La vendita de' beni dello Stato sarà irrevocabile.

3. Le imposizioni saranno decretate secondo le forme che saranno prescritte dalle leggi:

4. Il debito pubblico sarà garantito.

5. Le pensioni i gradi e gli onori militari saranno conservati ; come anche l' antica e nuova nobiltà.

6. Ogni napoletano sarà ammessibile negl' impieghi civili e militari.

7. Nessuno individuo potrà essere ricercato nè inquietato per le opinioni e per la condotta politica, che ha tenuto anteriormente al nostro ristabilimento nel possesso de' nostri dominj napoletani, in qualunque tempo ed in qualunque circostanza che sia. In conseguenza concediamo una piena ed intera amnistia a tale oggetto, senza interpretazione nè eccezione qualunque.

Firmato — FERDINANDO.

Dichiarazione del Re del 21 maggio 1815, da Messina.

Quanto più la Provvidenza protegge i nostri diritti , e quanto più ci avviciniamo al nostro popolo , tanto più vivo ed energico diviene il nostro desiderio di vederlo felice e pienamente sereno. Noi ci ricordiamo d' aver impegnata la nostra sacra parola colla proclamazione del 1° di maggio e coll' altra del dì 20 dello stesso mese , promettendo colla maggiore ampiezza d' intenzioni e di espressioni , che nessun individuo potrà esser ricercato nè inquietato per le opinioni e per la condotta politica che ha tenuto anteriormente al nostro ristabilimento , in qualunque tempo ed in qualunque circostanza che sia, concedendo a tale oggetto una piena ed intera amnistia, senza interpretazione nè eccezione qualunque.

Sebbene in queste espressioni generali sieno comprese tutte le specie di azioni possibili, pure, per assicurare maggiormente gli animi de' nostri carissimi sudditi, aggiungiamo la positiva dichiarazione, che qualunque specie di scritto di detto o di fatto in favore e sostegno de' governi illegittimi di Giuseppe Bonaparte e di Gioacchino Murat, o di altro governo di epoca più rimota, non solo non sono nè saranno mai imputabili agli occhi delle leggi, ma non lo sono nè lo saranno mai innanzi a quelli del nostro paterno cuore ; considerando Noi di essersi tutti i nostri sudditi per un sì lungo corso di vicende politiche trovati in uno stato di violenza morale.

Dichiariamo inoltre esser nostra volontà , che lo stesso velo impenetrabile, col quale abbiamo separato perpetuamente dalla memoria nostra la ri-

membranza di tutte le indicate specie di azioni passate , debba toglierle ugualmente dalla memoria di tutti i nostri sudditi ; dovendo svanire ed estinguersene interamente qualunque vestigio ombra e conseguenza, e dovendosi a questo riguardo tutti i nostri amatissimi sudditi considerar nel medesimo grado di opinione, e godere reciprocamente della medesima confidenza, senza che la loro perfetta concordia ed umanità possa esser mai disturbata co' rimproveri delle differenze della loro passata condotta, le quali dovranno abbandonarsi da essi, come sono state abbandonate da Noi , alla più profonda ed eterna obblivione.

Ordiniamo ed incarichiamo a tutte le autorità costituite ed a tutti i nostri sudditi l' esatta ed inviolabile osservanza così delle precedenti, come della presente nostra dichiarazione.

Firmato — FERDINANDO.

N.º 3.

Proclamazione di Re Ferdinando II, del dì 8 novembre 1830.

Avevoci chiamato **IDDIO** ad occupare il Trono de' nostri augusti Antenati, in conseguenza della morte del nostro amatissimo Padre e Re **FRANCESCO I** di gloriosa memoria; nell'atto che il nostro cuore è vivamente penetrato dalla gravissima perdita che abbiamo fatto, sentiamo ancora l'enorme peso che il supremo Dispensatore de' regni ha voluto imporre sulle nostre spalle nell'affidarci il governo di questo regno. Siamo persuasi che **IDDIO**, nell'investirci della sua autorità, non intende che resti inutile nelle nostre mani, siccome neppur vuole che ne abusiamo. Vuole che il nostro regno sia un regno di giustizia di vigilanza e di saviezza, e che adempiamo verso i nostri sudditi alle cure paterne della sua provvidenza.

Convinti intimamente de' disegni di **DIO** sopra di Noi, e risoluti d'adempirli, rivolgeremo tutte le nostre attenzioni a' bisogni principali dello Stato e de' nostri amatissimi sudditi, e faremo tutti gli sforzi per rammarginare quelle piaghe, che già da più anni affliggono questo regno.

In primo luogo, essendo convinti che la nostra Santa Cattolica Religione è la fonte principale della felicità de' regni e de' popoli, perciò la prima e principale nostra cura sarà quella di conservarla e sostenerla intatta in tutti i nostri Stati, e di procurare con tutti i mezzi l'esatta osservanza de' suoi divini precetti. E siccome i Vescovi, per la speciale missione che hanno avuto da **GESÙ CRISTO**, sono i principali ministri e custodi della stessa Religione, così abbiamo tutta la fiducia che seconderanno col loro zelo le nostre giuste intenzioni, e che adempiranno esattamente i doveri del loro Episcopato.

In secondo luogo, non potendo esservi nel mondo alcuna ben ordinata società senza una retta ed imparziale amministrazione della giustizia, così sarà questa il secondo scopo al quale rivolgeremo le nostre più attente sollecitudini. Noi vogliamo che i nostri tribunali sieno tanti santuarij, i quali non debbono mai essere profanati dagl'intrighi, dalle protezioni ingiuste,

nè da qualunque umano riguardo o interesse. Agli occhi della legge tutti i nostri sudditi sono uguali , e procureremo che a tutti sia resa imparzialmente la giustizia.

Finalmente il ramo delle finanze richiama le nostre particolari attenzioni , essendo quello che dà moto e vita a tutto il regno. Noi non ignoriamo esservi in questo ramo delle piaghe profonde che debbono curarsi ; e che il nostro popolo aspetta da Noi qualche alleviamento da' pesi a' quali per le passate vertigini è stato sottoposto. Speriamo coll' ajuto e coll' assistenza del SIGNORE di soddisfare a questi due oggetti , tanto preziosi al pater-
no nostro cuore ; e siamo pronti a fare ogni sacrificio per vederli adempiti. Speriamo che tutti imiteranno, per quanto possono, il nostro esempio , affine di restituire al regno quella prosperità , che dev' essere l' oggetto de' desiderj di tutte le persone virtuose ed oneste.

Riguardo poi alla nostra Armata, alla quale già da diversi anni abbiamo consacrato le particolari nostre cure , siccome colla sua disciplina ed ottima condotta già si è resa degna della nostra stima e particolare compiacenza , così dichiariamo che non lasceremo d'occuparci di essa e del suo bene , sperando che dal suo canto ci darà in tutte le occasioni le pruove della sua inviolabile fedeltà , e che non macchierà mai l' onore delle sue bandiere.

Firmato — FERDINANDO:

N.º 4.

Atto Sovrano del dì 18 dicembre 1830.

Volendo contrassegnare con atti di clemenza il nostro avvenimento al Trono del regno delle due Sicilie, che la divina Provvidenza ha affidato alle paterne nostre cure, ci siamo determinati a far sperimentare gli effetti della nostra Reale indulgenza a coloro tra i nostri amatissimi sudditi che per politiche vicende trovansi in diverse epoche o condannati, o sotto giudizio o in esilio, o nelle isole, o in prigione, o inabilitati all' esercizio delle pubbliche cariche; pienamente convinti Noi che essi continueranno a dar positive riproove di devozione e di fedeltà al nostro real Trono.

Quindi, seguendo i moti del nostro Real animo:

ART. 1. È condonata la metà della pena residuale a tutti coloro che trovansi condannati per reità di Stato. La pena de' condannati all' ergastolo discenderà al *maximum* del secondo grado di ferri.

2. È commutata nella semplice relegazione la pena che i condannati per le reità suddette dovrebbero espiare ne' ferri, o nella reclusione.

3. La pena dell' esilio perpetuo dal regno pe' condannati medesimi è ridotta a quella di cinque anni di esilio, da decorrere dal giorno otto di novembre 1830, epoca del nostro avvenimento al Trono.

Godranno dello stesso beneficio della riduzione a cinque anni anche i condannati allo esilio temporaneo, che dovessero espiare una pena maggiore.

4. Rimane abolita l' azione penale per tutti i reati di Stato commessi sino allo indicato giorno 8 di novembre del corrente anno.

5. Saranno abilitati coloro che per interesse pubblico trovansi in linea di prevenzione politica nelle isole, in esilio, o in prigione.

Senza un ordine o permesso particolare non potranno per ora godere della stessa abilitazione quelli tra i succennati individui che son compresi nel notamento da Noi approvato.

6. Alla occupazione de' pubblici impieghi in qualunque ramo è rimesso ogni ostacolo derivante dalle vicende politiche sino al dinotato giorno otto di novembre. Tutti i nostri sudditi potranno senza alcuna distinzione essere ammessi ad esercitarli, quando abbiano i requisiti corrispondenti alle rispettive cariche.

7. Gl' impiegati destituiti per le stesse vicende sono ugualmente abilitati all' esercizio delle pubbliche cariche, quando siano forniti de' suddetti requisiti.

8. I militari come sopra destituiti, ed attualmente in sussidio, son compresi nella divisata abilitazione. Essi potranno del pari concorrere alla provvista delle cariche civili ed amministrative, ove non manchino de' succennati requisiti.

Trovandosi di presente l'esercito al completo, saranno prese in seguito particolari determinazioni per quelli tra i detti militari destituiti che potessero essere richiamati al servizio militare.

9. I regolamenti finora in vigore per la spedizione de' permessi d'armi saranno modificati in quanto agli ostacoli derivanti da politiche vicende. Simili permessi potranno essere accordati, specialmente a' proprietari, quando concorrano le qualità corrispondenti degl' individui, e le vedute di pubblica sicurezza.

Firmato — FERDINANDO.

Atto sovrano del 30 maggio 1831.

Volendo aggiungere novelli tratti di nostra clemenza verso coloro che, rei nella funesta causa di Monteforte (1820), si trovano espiando la loro pena; e volendo comprendere ne' medesimi tratti di clemenza quelli benanche che per politiche contemporanee o posteriori colpe trovansi tuttavia in esilio o espatriati, onde così dileguare le dolorose tracce degli aberramenti di quell' infausta epoca e de' giusti rigori che ne conseguirono; certi essendo nel nostro Real animo, che la memoria delle sofferte sventure, e gli effetti della clemenza valevoli saranno a rendere più profonda la lezione del passa-

to, più vivo il pentimento figlio della gratitudine, e solida la rigenerazione de' sentimenti di devozione e di fede.

Seguendo i moti del nostro Real animo :

Art. 1° Accordiamo piena ed assoluta libertà agl' individui tutti condannati per la così detta causa di Monteforte, e che trovansi attualmente ai ferri o in altro luogo di espiazione.

Art. 2° Accordiamo altresì l'abilitazione a poter riedere in seno delle loro famiglie agli esuli ed espatriati all'estero espressi nel notamento da Noi approvato sotto questa data.

Firmato — FERDINANDO.

N.º 5.

Real Decreto del dì 11 gennaio 1831.

Fin da' primi momenti del nostro avvenimento al Trono Noi dichiarammo esservi nelle finanze delle piaghe profonde. Promettemmo di applicarci a curarle, e recare nel tempo stesso qualche alleviamento ai pubblici pesi. Le conseguenze fatali della straniera usurpazione, gli avvenimenti disgraziati del 1820 hanno in prima rivolte le nostre cure alla parte de' nostri Dominj al di qua del faro. Questa preferenza era comandata dalla situazione in cui abbiamo trovato questa tesoreria generale, dal disquilibrio in cui trovavansi le sue risorse e le sue obbligazioni al cominciar del corrente anno. I nostri Dominj di là del faro, egualmente a Noi cari, hanno simultaneamente richiamata tutta la nostra attenzione. Il nostro amato Real Fratello, Luogotenente generale in Sicilia, nel suo vicino arrivo in quella parte de' nostri Dominj ci proporrà i mezzi più opportuni per renderne prospera l'amministrazione. Rivestito della nostra confidenza, Egli seconderà con caldo e laborioso impegno le istruzioni che gli abbiamo date. Tranquilli su questo oggetto, Noi abbiamo voluto conoscere in tutta la sua nudità lo stato di situazione della tesoreria generale di Napoli. Per quanto trista essa sia, non ne faremo un mistero. Questa leale franchezza sarà degna di Noi, sarà degna del popolo generoso, di cui la divina Provvidenza ci ha confidato il governo. Il decreto de' 28 di maggio 1826 aveva fatto sperare uno stabile equilibrio tra le rendite ed i pesi ne' Dominj al di qua del faro. Queste speranze rimasero deluse. Per le conseguenze degli avvenimenti del 1820 esisteva un *deficit*, che di anno in anno si aumentava per gl'interessi di cui era gravato. Sotto il titolo misterioso di *debito galleggiante* ammesso dalle nuove teorie di finanza, non lascia di essere un debito; e tanto più grave, tanto più molesto, perchè non trova ne' fondi di ammortizzazione un perenne presidio, perchè le sue scadenze non sempre possono differirsi. La somma ne ascende a ducati 4,345,251. 50.

Il primo passo indispensabile alla prosperità delle finanze è quello di estinguerlo a gradi. Posta così al nudo la cosa, il noto effettivo che esiste nello stato discusso da formarsi pel 1831, inclusa una parte del pagamento del debito galleggiante di sopra indicato, è di ducati . . . 1,128,167

Noi ne fummo profondamente rattristati, ma non disanimati. Confidando nel divino ajuto, che abbiamo invocato al cominciar del nostro regno, e nell'amore del nostro popolo, Noi siamo sicuri che con ferma costanza godremo di un avvenire più lieto.

Fedeli alle nostre promesse di fare ogni personale sacrificio, Noi abbiamo già concesso un rilascio dalla nostra borsa privata di ducati. 180,000

Altro ne facciamo dall'assegnamento della nostra real Casa di ducati. 190,000

Conciliando il mantenimento ed il benessere di tutte le nostre attuali forze di terra e di mare, col perfetto ordine in cui sono stati rimessi i rami di marina e guerra, abbiamo ottenuto una diminuzione di ducati 340,000

La severa riforma fatta negli esiti de' diversi Ministeri ha prodotta una economia di ducati 531,667

1,241,667

Ducati. 113,500

Pareggiati in tal modo gl'intreiti e le spese dello stato discusso pel 1831, rimanendovi una somma disponibile di ducati centotredicimila e cinquecento, Noi ci siamo proposti d'impiegarla al sollievo della parte più bisognosa del nostro popolo. Il dazio sul macino imposto col citato decreto de' 28 maggio 1826 richiamava la nostra prima attenzione. Ma questa imposta, ascendendo a ducati un milione dugentocinquantatremila, non avrebbe in tal modo ricevuto che un poco sensibile alleviamento. Non potendo chiedere nè alla proprietà, nè all'industria altri sacrificj senza portar grave ferita a queste sorgenti della pubblica prospe-

rità, ci siamo per necessità rivolti ad una nuova ritenuta sulle spese dette di materiale, ad una nuova ritenuta su' soldi e su' godenti le pensioni di grazia e di giustizia. Essendo questa classe particolarmente rivestita della nostra fiducia, godendo le preeminenze della pubblica considerazione, degli onori, delle beneficenze, e de' soldi che le danno più facili mezzi di sussistenza, Noi non faremo a questa classe il torto di crederla poco impegnata al pubblico bene. Questa nuova ritenuta non toccherà gl' impiegati ed i pensionisti che godono un appannaggio da ducati venticinque mensuali in sotto, crescerà con moderate proporzioni per le classi ascendenti, e se parrà grave per gl' impiegati e pensionisti che trovansi alle sommità, in risultato la somma che loro rimane non sarà certo inferiore agli antichi soldi, alle antiche pensioni della Monarchia delle due Sicilie; ed allorchè le vecchie costumanze di uno Stato possono utilmente rivivere, è prudente cosa il farlo, ed è indispensabile nella nostra posizione attuale.

Riconosciuta la necessità di queste misure, dopo maturamente esaminate nel nostro Consiglio ordinario di Stato, se n' è a Noi rassegnato il corrispondente progetto.

Considerando che i soprassoldi, le gratificazioni, le indennità cumulate a' soldi sono un favore di eccezione che, per qualunque titolo concesso, non può essere continuato ne' gravissimi bisogni dello Stato; e che debbono pur nondimeno esser conservati i soprassoldi militari destinati solo a distinguere il servizio attivo dal servizio sedentario o di riforma, le indennità di alloggio de' militari medesimi, come del pari le semplici e necessarie indennità di scrittojo;

Considerando che l'unione di diversi uffizj in una stessa persona non concede pè' regolamenti in vigore, se non che la scelta del soldo maggiore; e che, avendo onorata origine da un attestato di nostra fiducia ne' talenti e nello zelo degl' impiegati, dà ad essi un titolo alla nostra sovrana considerazione negli ascensi;

Considerando che gli attuali soldi, avendo ottenuto nella prosperità di cui lo Stato godeva prima delle fatali vicende del 1820, un considerabile aumento relativamente agli antichi soldi, possono, oltre della ritenuta già esistente, soffrirne una nuova;

Considerando che nelle nuove ritenute giovi esentarne gli averi cumu-

lati non maggiori di ducati venticinque mensuali, convenga proporzionalmente tassar gli altri in modo che il peso maggiore ricada su di quelli che sono più elevati;

Considerando essere opportuna una nuova ritenuta sulle spese di materiale;

Considerando che le pensioni di giustizia possono esser tassate colla stessa proporzione de' soldi, e quelle di grazia possono soffrire un peso maggiore;

Considerando che nell' alleviamento promesso a' nostri sudditi l' imposta sul macino richiama le nostre prime cure, essendo quella che grave è per sua natura alla classe più bisognosa e più povera;

Sulla proposizione de' nostri Ministri Segretarj di Stato delle finanze e degli affari interni;

Udito il nostro Consiglio ordinario di Stato;

Abbiamo risoluto di *decretare*, e *decretiamo* quanto segue:

ART. 1. Sono abolite le cumulazioni tutte di soldi con soprassoldi, pensioni, ed altri averi per qualsiasi titolo conceduti, e sotto qualsivoglia denominazione, la cui somma riunita oltrepassi i ducati venticinque per mese, di modo che restino conservati per tutte le diverse spettanze i predetti ducati venticinque mensuali.

Sono da questa disposizione eccettuati i soprassoldi e le indennità di alloggio e mobilio de' militari, del pari che le indennità di scrittojo.

2. I soldi e le pensioni di giustizia, che non oltrepassano ducati venticinque mensuali, saranno esenti dalla nuova ritenuta a' termini dell' articolo 1, la quale per le classi ascendenti da ducati venticinque ed un grano verrà regolata giusta la seguente tariffa:

da mensuali ducati 25 ed 01 a ducati 50, al 2.50 per 100

da	• 50	01 a	• 100, al 5 •
da	• 100	01 a	• 150, al 7.50
da	• 150	01 a	• 200, al 10 •
da	• 200	01 a	• 300, al 15 •
da	• 300	01 a	• 400, al 20 •
da	• 400	01 a	• 500, al 25 •
da	• 500	01 a	• 700, al 30 •
da	• 700	01	innanzi, al 40 •

3. Le ritenute sulle pensioni di grazia (osservate le prescrizioni dell'articolo 1) saranno fatte al doppio della tariffa contenuta nell'articolo precedente.

4. Sarà ritenuta una seconda decima sulle spese di materiale.

5. Il decimo che in atto si paga sulle pensioni e su' soldi, ed in generale sugli esiti tutti della tesoreria, continuerà a ritenersi. Le ritenute sopprimendole sono state approssimativamente calcolate per duc. . . 474,032.
i quali uniti a' ducati 113,500.

avanzo precedente, formano la somma di duc. : 580,532.

6. Il dazio sul macino imposto a' termini degli articoli 7 ed 8, capitolo III del decreto de' 28 di maggio 1826, calcolato allora per ducati un milione trecentoventimila ma che dà effettivamente ducati un milione dugentocinquantatremila, è diminuito per metà, seguendosi la ripartizione fattane in esecuzione del citato real decreto.

7. Essendo l'importo della metà del dazio sul macino che si sopprime in ducati seicentoventiseimila cinquecento, la somma che manca in ducati trentottomila novecentosessantotto sarà prelevata dalle economie che nel corso dell'anno si eseguiranno da' nostri Ministri ne' rispettivi dipartimenti.

8. Il nostro Consigliere Ministro di Stato Presidente interino del Consiglio de' Ministri, e tutti i nostri Ministri Segretarij di Stato sono incaricati della esecuzione del presente decreto.

Firmato — FERDINANDO.

Altro Real decreto del dì 11 gennajo 1831.

Avendo Noi con decreto di questo stesso giorno diminuito per metà il dazio sul macino, imposto a' termini degli articoli 7 ed 8 capitolo III del decreto de' 28 di maggio 1826;

Considerando che i pesi, di cui tuttavia rimangono gravati i Comuni dei nostri reali Dominj di qua dal Faro, sono tali che richieggono le nostre particolari cure, onde apportare loro ogni altro sollievo colla economia delle spese;

Sulla proposizione del nostro Ministro Segretario di Stato degli affari interni;

Udito il nostro Consiglio ordinario di Stato;

Abbiamo risoluto di *decretare*, e *decretiamo* quanto segue:

ART. 1. Gli stipendj e gli emolumenti delle cariche comunali, determinati nel capitolo I titolo V e titolo VIII della legge organica dell'amministrazione civile de' 12 dicembre 1816, saranno equamente moderati a tenore delle risorse e de' bisogni particolari de' comuni del regno.

Autorizziamo perciò sovranamente il nostro Ministro Segretario di Stato degli affari interni ad effettuare questa riforma negli stati discussi comunali del 1831, ed estenderla ancora agli stati discussi de' comuni maggiori, ancorchè si trovassero da Noi approvati. La stessa autorizzazione è accordata per le spese comunali di ogni natura. Questa deroga alle disposizioni relative della legge de' 12 di dicembre 1816 sarà limitata al tempo di cinque anni, al termine de' quali il detto Ministro proporrà alla nostra approvazione un nuovo regolamento, che l'esperienza proverà essere più utile all'amministrazione ed al ben essere de' comuni.

2. Ne' comuni di seconda e terza classe, mediante un moderato compenso, potrà essere incaricato il Parroco della scuola de' fanciulli.

Non si ammetterà trattamento di maestra delle fanciulle in que' comuni ove non se ne trovi alcuna che sappia leggere e scrivere, ed abbia mezzi non volgari d'istruzione.

Questa spesa sarà anche sospesa, ove i bisogni de' comuni non la permettano.

3. Previa l'approvazione dell' Ordinario, ne' comuni di seconda e terza classe il parroco, o altro idoneo ecclesiastico del comune, potrà, mediante moderato compenso, assumere il peso delle prediche quaresimali, o degli esercizj spirituali che vi sono sostituiti; quantevolte però il comune sia stato solito di sopportare la spesa per la predica quaresimale di un sacerdote diverso dal Parroco.

4. I dritti di contabilità, che i comuni pagano attualmente per lo mantenimento delle segreterie d' Intendenza, saranno ridotti alla metà.

5. La spesa delle feste civili a carico de' comuni è permessa solamente nelle capitali delle provincie, e per qualunque ragione non può oltrepassare la somma di annui ducati trenta.

6. Le sole capitali delle provincie , ed i comuni che hanno una popolazione maggiore di diecimila anime , potranno ne' loro stati discussi avere una spesa di sovvenzione al mantenimento delle compagnie comiche ne' teatri. Per nessuna ragione questa spesa oltrepasserà ducati cento annui.

7. I guardiani urbani e rurali saranno soppressi in que' comuni ove non saranno giudicati necessarj.

8. Il nostro Ministro Segretario di Stato degli affari interni è autorizzato ad accordare per la costruzione de' campisanti quelle dilazioni e quelle sospensioni che secondo le circostanze de' comuni stimerà opportune. Questa deroga alle prescrizioni del decreto de' 12 di dicembre 1828 su i campisanti sarà limitata al tempo di cinque anni.

9. Tutte le economie, che da queste disposizioni emergeranno, saranno applicate alla diminuzione de' dazj comunali più gravosi alla classe bisognosa.

10. Nel corso del corrente anno il nostro Ministro degli affari interni ci presenterà un rapporto, ove per ciascuna provincia sarà dato conto nel modo il più chiaro ed esatto delle economie ottenute, e de' dazj diminuiti.

11. Il nostro Ministro Segretario di Stato degli affari interni è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Firmato — FERDINANDO.

N.º 6.

Atto Sovrano dei 13 agosto 1847.

Nell' ascendere al Trono Noi promettemmo a' nostri buoni ed amatissimi popoli di rivolgere tutte le nostre cure allo alleviamento delle imposte, alla diminuzione de' pubblici debiti, che i deplorabili avvenimenti del 1820 avevano resi necessarii.

Fedeli a queste promesse, fu pagato il debito galleggiante in 4,245,000 ducati.

L' ammortamento del debito de' nostri reali Dominii di qua dal faro fu lealmente continuato; e dopo avere estinto quello delle lire sterlina anglo-napolitano, abbiamo di più impiegato alla estinzione considerevoli somme col metodo del sorteggio.

La tesoreria de' nostri reali Dominii al di là del Faro ha contemporaneamente liquidato il suo debito verso i particolari creditori dello Stato, pagandone gran parte; e fondi perenni e regolari si sono assegnati per la sua estinzione.

Ha ancora estinto il debito di un milione di once, quello di un milione di ducati per le strade, ed i ducati cencinquantamila presi a prestito anche per le strade.

La diminuzione de' debiti porta per prima felice conseguenza la diminuzione delle imposte.

Ne' reali Dominii di qua dal faro fu diminuito per metà il dazio fiscale sul macino, imposto con decreto del 28 maggio 1826.

Fu con decreto del 26 di agosto 1833 interamente abolito il gravoso dazio di rivela su i vini, e quello di sei carlini a botte ne' casali di Napoli.

Con decreto de' 21 novembre 1846, volendo favorire la esportazione dell' olio di oliva, ne fu notabilmente diminuito il dazio di estrazione.

Ne' reali Domini al di là del faro con decreto de' 22 marzo 1832 fu abolito il dazio di grana quattro al rotolo sulla carne, eccetto solo i capiluoghi delle provincie.

Con decreto del 17 dicembre 1838 fu portata una riduzione sul dazio fiscale del macino.

Con decreto del 27 luglio 1842, relativo allo stesso, furono renduti più semplici e meno gravosi i metodi di esazione, e più favorita l' interna circolazione.

Volendo Noi aprire larghe vie al commercio de' nostri popoli, ed accrescerne la prosperità, non ci siamo tardati dal riflesso che le nostre finanze potevano soffrire scapito, specialmente dalla generosa riduzione delle nostre tariffe doganali.

Ne' reali Dominii di qua dal faro il prezzo del sale è grave, e più d'avvicino angustia le classi le più bisognose, e le industriali.

Era nostro costante proposito di parlarvi un alleviamento: ma ogni buona regola di pubblica amministrazione esige che ogni diminuzione d' imposte riposi sopra una sicura e solida base, che ne renda stabile il vantaggio.

Del pari ci era penoso il vedere continuata la esazione della residua parte del dazio fiscale sul macino nelle provincie di qua dal faro.

Nelle varie visite da Noi fatte nelle provincie ci siamo convinti essere questi i due dazii che gravitano maggiormente sulle popolazioni.

Per tali considerazioni abbiamo sovraneamente ordinato, ed ordiniamo quanto segue:

ART. 1. Sarà dal 1. gennajo 1848 totalmente abolito il dazio fiscale sul macino ne' reali Dominii di qua dal faro, e quindi cesserà la esazione de' ducati 625,946 residuo di 1,254,000 ducati primamente imposto.

2. Il nostro Ministro Segretario di Stato degli affari interni farà contemporaneamente sparire dalle tasse de' comuni la corrispondente somma.

3. Dal primo gennajo 1848 il dazio civico sul macino, che s' impongono i comuni a' termini dell' articolo 200 della legge del 12 dicembre 1816, non potrà eccedere un carlino al tomolo.

4. Non sarà, per alcuna ragione, nella esazione del dazio civico sul macino praticato il così detto *metodo di transazione*.

5. Il nostro Ministro Segretario di Stato degli affari interni ci presenterà nello spazio di tre mesi un quadro generale contenente la esecuzione data alle presenti nostre Sovrane disposizioni, e per ciascuna provincia un quadro parziale, autenticato dalle firme dell' Intendente, del Segretario generale e del Consiglio d' Intendenza, ed a loro stretta responsabilità.

6. Ordiniamo alla Consulta de' reali Dominii di qua dal faro a vegliare nell' esame de' dazii ad essa delegato alla esatta esecuzione degli articoli 3 e 4.

7. Vogliamo che dal primo gennajo 1848 l' attuale dazio sul sale ne' reali Dominii di qua dal faro sia ridotto di un terzo , vale a dire da dodici grana sia ridotto a grana otto a retolo alla minuta.

8. Volendo in questa occasione che i nostri amatissimi sudditi al di là del faro abbiano del pari pruove della nostra beneficenza , nè potendo applicarla al sale perchè sullo stesso non esiste alcun dazio , e non essendovi altra imposta sulla quale possa cadere qualche alleviamento , e sebbene il macino formi fin dal principio del decimosesto secolo una delle principali risorse di quella finanza ; Noi ordiniamo che dal primo gennajo 1848 il dazio sul macino sia diminuito per l' annua somma di ducati trecentomila.

9. Il dazio di ducati sette e grana venti sulla botte napoletana , imposto col real decreto del 30 novembre 1824 con le tariffe allo stesso annesse per i vini di Sicilia alla loro immissione in Napoli , e nella giurisdizione de' dazii di consumo, è ridotto a cominciare dal primo gennajo 1848 in poi a ducati tre e grana sessanta la botte napoletana.

10. Tutti i nostri Ministri Segretarii di Stato , ed il nostro Luogotenente generale ne' nostri reali Dominii di là del faro sono incaricati della esecuzione di questo nostro Atto Sovrano.

Firmato — FERDINANDO.

Aggiungiamo i seguenti altri risultati dell' amministrazione medesima , siccome potettero essere rapidamente esposti al Re sul finire dello stesso anno 1847:

« La rendita de' beni patrimoniali de' Comuni ne' Dominii continentali, la più preziosa che si abbia la civile amministrazione, ascendeva nel 1820, come si rileva dal rapporto a stampa presentato al Parlamento nazionale dal Ministro dell' Interno, a ducati 1,795,660. Nel giro di undici anni, cioè dal 1820 al 1831, ebbe l' incremento di ducati 66,525, elevandosi a ducati 1,862,255. Questa stessa dal 1831 al 1843, tra dodici anni di amministrazione, crebbe a ducati 2,301,204; e negli anni dal 1843 al

1847 ebbe un aumento anche maggiore. Dando capitale alla rendita accresciuta, è facile ravvisare, che il patrimonio comunale acquistò altri dieci milioni di ducati; acquisto che non deriva dall'essersi date nuove proprietà a' Comuni, ma dalla loro miglior amministrazione.

I dazi civici, che pagano i Comuni dei Domini continentali per sopportare le spese della loro amministrazione, sono stati sgravati, mercè le sovrane disposizioni del 1847, de' residuali ducati 686,000 per l'importo del macino regio. Un lavoro, in corso nel Ministero, dimostra, che le popolazioni continentali, eccetto la Città di Napoli i cui dazi civici si esigono dalla Finanza dello Stato, non pagherebbero per essi che la somma di ducati un milione e quattrocentomila; somma che, ripartita su la popolazione calcolata a sei milioni di abitanti, non farebbe pagare a ciascuno che grana ventitre per anno. E sarebbe stato bello a vedere che nel 1848 si sarebbe pagato per dazi civici un mezzo milione di meno che nel 1820, come rilevasi dal citato rapporto del Ministro dell' Interno di quell' epoca; quando non ancora gravi debiti e spese sofferte per la venuta di un' Armata estera avevano molto aggravato le nostre condizioni, e quando la popolazione era per più della quarta parte inferiore all' attuale.

Ciò che si fece tra sedici anni (dal 1831 al 1847) produsse, che ne' Domini continentali si costrissero dalle province e da' Comuni circa 1300 miglia di strade, e ne' Domini insulari circa 400 miglia oltre le traverse comunali costruite mercè le così dette tasse radiali. Molte opere ed edifizj si fecero nell' una e l' altra parte de' Reali Domini. Primeggiano tra esse il Camposanto di Napoli, il generale Archivio del Regno (che i preziosi tesori diplomatici e quarantamila pergamene raccolte da ogni punto del Regno rendono forse il primo in Europa), il ponte di ferro sul Calore, e la prima strada ferrata costruita in Italia.

Senza calcolare i fondi destinati alle opere provinciali e speciali; la somma assegnata alle opere pubbliche comunali nel 1831 per du. 791,142 si aumentò a ducati 1,445,336.

Si dispose per la pubblica istruzione, che niun Comune mancasse di scuole elementari, aumentandosi gli articoli ammessi negli statuti comunali. Si prescrisse, che le scuole primarie fossero affidate alla pietà e vigilanza de' Vescovi. Si stabilì nel 1833 una scuola nautica in Procida, una in Castellammare nel 1843, un' altra in Catania nel 1846. Si aumentarono

cattedre nelle Università e ne' Licei. Si elevò l'Accademia di Messina ad Università. Si creò in Roma un Alumnato di belle arti pei Siciliani. Si diede all'Università di Napoli un gabinetto fisico, uno di anatomia patologica, ed uno di zoologia. Si fabbricò sul Vesuvio un osservatorio meteorologico. Parecchie biblioteche pubbliche si apersero nelle province, ed una ne fu creata nello stesso Ministero degli affari interni con opere soprattutto toccanti le arti l'idraulica i lavori pubblici e l'economia.

Nel 1831 la rendita della pubblica beneficenza e de' luoghi pii laicali ascendeva a ducati 1,247,407. Dal 1831 al 1847, secondo il lavoro formato nel Ministero, ammontava a ducati 1,425,524, in modo che tra sedici anni fu accresciuta di annui ducati 178,026; somma che elevata a capitale dà al patrimonio de' poveri altri tre milioni e mezzo di ducati. Gli avvanzi delle rendite s'impiegarono ad acquisto di rendita iscritta; e con duc. 688,617 si acquistaron 34,436 duc. di rendita. Dal 1831 al 1847 furono eretti ventidue nuovi ospedali, trentaquattro monti di pegni, ventidue monti di maritaggi, diciassette Conservatori ed asili. Più centinaia di monti frumentari si stabilirono; e dal 1832 al 1847 ne furono eretti altri centonovantadue, oltre non pochi de' quali pendeva nella Consulta l'approvazione. »

I quali risultati che formano quasi diremmo la statistica dell'amministrazione pubblica nel governo di Re Ferdinando II, non essendo che sommariamente accennati in questa nota, possono esser distesamente esposti e comentati, anche nella continuazione degli anni successivi al 1847 se non fosse pur fatto.

E non potendo dissimulare come nelle condizioni de' tempi, alle quali sono stati proporzionati gli atti di questo governo e le opere della sua amministrazione, i disordini politici avessero trasmodato ancora in materia di Religione, per voler indebolire questo elemento così essenziale della floridezza de' popoli; non possiamo trasandare, che Re Ferdinando II, fin dai primordi e per tutto il corso del suo regno ed in questo momento stesso che scriviamo, non ha mai pretermessa alcuna cura o spesa, affinchè nella più ampia dotazione de' ministri del Santuario, nella fondazione di novelle Case religiose, e nel maggior decoro de' sacri Templi, la Religione acquistasse sempre più forza e vigore, e nella buona morale, che deriva da' suoi divini dettami, acquistassero i popoli maggior fondamento di tranquillità e di pace.

N.° 7.

Non riportiamo che la seguente disposizione del Real decreto del 26 aprile 1848, col quale fu ordinato un prestito alla Tesoreria generale di Napoli, fino alla concorrenza di tre milioni di ducati, forzoso per la somma di un milione e spontaneo per la somma dell'altro milione, con l'interesse al cinque per cento.

« Per la sicurtà del rimborso del capitale e del pagamento dell'interesse è creata una rendita annuale di ducati centomila al cinque per cento, iscritta sul Gran Libro del debito pubblico consolidato a favore della Tesoreria generale, col godimento dal 1° luglio 1848 ».

• Real Decreto del 24 luglio 1848.

Veduto il decreto de' 26 aprile 1848, col quale, mentre furono creati centomila ducati di rendita iscritta sul gran Libro, si prescrisse doversi alienare mercè un prestito forzoso ed un prestito volontario ;

Considerando che nelle presenti condizioni dell' Europa ogni traffico ha sofferto grandissime interruzioni, e gravi perdite hanno patite così i negozianti, come quelli che esercitavano altre professioni, e perciò il prestito forzoso è diventato molto grave a' negozianti ed a' professori di ogni maniera ;

Considerando che può supplirsi al prestito col vendere, secondo i bisogni del pubblico Erario, quella parte della rendita che era destinata ad estinguere il prestito che dovea conseguirsi da' negozianti e da' professori, e che questa operazione tutta amministrativa non reca alcun danno alle finanze ; le quali, essendo obbligate alla fine dell' anno 1848 di restituire la differenza tra 'l prezzo nominale della rendita ed il capitale prestato, trovano nella vendita presente della rendita gli stessi rischi che correvano per lo prestito ;

Considerando infine che nell' abolire l'obbligo del prestito bisogna provvedere al pronto modo del rimborso, che è giustamente dovuto a quei ne-

gozianti ed a quei professori che hanno già pagato alla Tesoreria generale la somma a cui, in esecuzione del decreto de' 26 aprile, vennero tassati ;

Sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato delle finanze;

Udito il nostro Consiglio ordinario;

Abbiamo risoluto di *decretare*, e *decretiamo* quanto segue:

ART. 1. Il decreto de' 26 aprile 1848 è abolito per quella parte che obbliga al prestito coloro che esercitano il commercio e le altre professioni, e rimane in vigore per tutte le altre sue parti.

2. La Direzione generale del gran Libro, sulla richiesta di quei negozianti e professori che hanno ricevuta rendita inalienabile, toglierà il vincolo della inalienabilità dalla suddetta rendita.

3. Tutti i negozianti e professori che, avendo già prestato danaro allo Stato per virtù del suddetto prestito forzoso, hanno ricevuta rendita iscritta alla ragione del 5 per cento, potranno richiedere al Real governo di essere rimborsati della differenza che passa tra la somma prestata ed il prezzo corrente della rendita. E il Real governo ha il diritto di pagar questa differenza o in danaro contante, o in rendita iscritta al prezzo corrente.

4. Per prezzo corrente intendosi quello che sarà stabilito nella borsa di Napoli il giorno seguente alla pubblicazione del presente decreto.

5. Rimane a disposizione del Ministro delle finanze, per investirla ne' bisogni dell' Eraria, quella quantità de' centomila ducati di rendita che sarebbe stata destinata al rimborso della parte del prestito forzoso ch'è abolita.

6. Il Ministro Segretario di Stato delle finanze è incaricato della esecuzione del presente decreto,

Firmato — FERDINANDO.

Real Decreto del 2 ottobre 1848.

Per sopperire con espedienti straordinarii a' complicati ed urgentissimi bisogni dello Stato ;

Veduto il rapporto presentatoci dal Ministro Segretario di Stato delle finanze ;

Sulla proposizione del detto Ministro Segretario di Stato ;

Udito il nostro Consiglio ordinario ;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue:

ART. 1. *È creata una rendita di annui ducati seicentomila col capitale corrispondente di dodici milioni, che verrà iscritta sul gran Libro del debito pubblico napoletano in testa alla Tesoreria generale, col godimento dal primo di luglio 1848.*

Questa rendita è messa a disposizione del ~~Ministro~~ Segretario di Stato delle finanze sia per estinguere, sia per garantire i debiti più urgenti che la real Tesoreria ha verso gli apodissarii del Banco, la Cassa di sconto, e la Cassa di ammortizzazione, e per supplire a' bisogni del pubblico Erario per compiere l' esercizio dell' anno 1848.

3. La garanzia de' debiti sarà fatta coll' intestare alle casse creditrici una rendita equivalente al loro avere, la quale sarà da esse tenuta a luogo di pegno, col privilegio di poterla vendere al prezzo corrente in borsa, senz' alcuna formalità, ogni volta che per le loro operazioni avranno preciso bisogno (riconosciuto vero dal ~~Ministro~~ delle finanze) di riavere immediatamente il loro danaro.

4. In caso di pegno, la rendita semestre che le creditrici riceveranno dal gran Libro sulla partita pignorata sarà secondo le occorrenze, a giudizio del Ministro delle finanze, ritenuta da esse in estinzione progressiva dal loro credito contro la Tesoreria, o sarà impiegata in acquisto di altra rendita che accrescerà il valore del pegno ricevuto: ma l' acquisto non potrà esser fatto quando il prezzo della rendita nella borsa di Napoli eccederà il cinque per cento.

5. Dagli annui ducati un milione e seicentomila, che il real Tesoro deve ora alla Cassa di ammortizzazione per l'estinzione del debito pubblico secondo le leggi ed i decreti in vigore, saranno prelevati settecentomila ducati annui per pagare la rendita creata col presente decreto e l'altro de' 26 aprile 1848, ed i rimanenti ducati novecentomila seguiranno ad appartenere al monte a multiplo eretto per la estinzione del debito pubblico.

6. Tutte le somme che potranno a mano a mano riscuotersi in avvenire dalla Sicilia oltre il Faro in pagamento di ciò che essa dee alla Tesoreria di Napoli, saranno ancora versate nella Real cassa di ammortizzazione per aumento della somma destinata alla estinzione del debito pubblico.

7. Allorchè saranno estinti i crediti garantiti agli apodissarii del Ban-

co, alla Cassa di sconto ed alla Cassa di ammortizzazione, la rendita data loro in pegno sarà immediatamente ammortizzata.

8. Sarà in facoltà del Ministro delle finanze di far eseguire i trasferimenti della rendita creata col presente decreto senza l'opera di agenti di cambio.

9. Il Ministro Segretario di Stato delle finanze è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Firmato — FERDINANDO.

Deriva da questi atti la rendita di ducati settecentomila, di cui per la rivoluzione del 1848 è stata aggravata la Finanza dello Stato; senza essersi caricate nuove imposte sul paese, e non avendo raggiunto nè anche la metà del fondo ch'era assegnato all'ammortamento successivo del debito pubblico consolidato.

N.º 8.

Real Decreto del 13 agosto 1839.

La salubrità dell' aere, e l' incremento dell' agricoltura richiamando le nostre paterne sollecitudini sulla bonificazione delle terre paludose ;

Sulla proposizione del nostro Ministro Segretario di Stato di grazia e giustizia ;

Udito il nostro Consiglio ordinario di Stato ;

Abbiamo risoluto di *decretare*, e *decretiamo* quanto segue:

ART. 1. Fintantochè non sarà sanzionata un' apposita legge , che ci riserbiamo di emanare , sulla bonificazione delle terre paludose , dopo che la esperienza ci avrà messo in grado di provvedere compiutamente su tale materia , i regolamenti ed i metodi che sono in osservanza in questa parte de' nostri reali Dominii sul modo di valutare i fondi che per la costruzione delle strade regie , o per altre opere di pubblica utilità vengono occupati o danneggiati , saranno interamente applicati alle opere di bonificazione delle terre paludose, qualunque sia la pertinenza di tali terre.

2. Sulle basi de' piani che saranno di nostro ordine formati, o verranno presentati da particolari intraprenditori alla nostra approvazione , e delle condizioni da Noi stimate conducenti all' uopo , ci riserbiamo di far eseguire o di concedere le imprese di bonificazione.

3. I proprietari de' terreni circostanti a' fondi di bonificazione , i corpi morali , ed i pubblici stabilimenti , i comuni e le provincie contribuiranno secondo i casi alla spesa in proporzione de' vantaggi che li riguardano, o della salubrità dell' aere che acquistano.

4. Tutti i nostri Ministri Segretarii di Stato , ed il nostro Luogotenente generale ne' nostri reali Domini oltre il faro sono incaricati della esecuzione del presente decreto, ciascuno per la parte che lo riguarda.

Firmato — FERDINANDO.

Si vuole innanzi tutto far osservare come le disposizioni legislative che nel governo di questo Reame regolano l'amministrazione di quelli che il signor Herve Mangon ha più propriamente detti *travaux d'intérêt agricol et sanitaire*, come di ogni opera in cui si estenda l'applicazione del grande principio detto di utilità pubblica, rientrino ne' dettati del diritto comune, piuttosto che formare legislazioni particolari o eccezionali.

Nè vogliamo lasciar ignorare, per le medesime opere che esprimiamo col nome di *bonificazioni delle terre paludose*, come dappresso alle proposizioni del sig. Afan de Rivera qual Direttore generale delle acque e strade, che le pubblicava ancora nelle citate sue considerazioni, veniva Sovranamente incaricata la Consulta di Stato della compilazione di un progetto di legge su le basi di quella ch'era sanzionata nella Francia fin dai 16 settembre 1807.

La Consulta, eseguendo i Sovrani ordini, aveva già inviato al Ministero un importante lavoro; quando nelle stesse Camere legislative della Francia si venne a dubitare dell'efficacia e dell'opportunità di quella legge; su di che abbiain potuto ricordare al sig. Mangon le mezzioni ch'eran fatte dal Conte Jaubert nelle tornate dell'anno 1835.

Allora, mentre che il Ministero si faceva a riunire le osservazioni e le considerazioni che potevano esser fornite sul progetto di legge compilato dalla Consulta, il Re, facendo intraprendere la grande opera del bonifichamento del bacino inferiore del Volturno, condusse Egli stesso il suo governo a' più certi principii dichiarati nel riportato R. Decreto, ed applicati nell'esecuzione dell'opera medesima. Le disposizioni, con le quali i principii stabiliti nel R. Decreto del 13 agosto 1839 sono stati applicati al bonifichamento del bacino inferiore del Volturno, sono contenute in un rapporto a stampa rassegnato al Re nell'anno 1846 con gli stati de' lavori eseguiti; ed i risultati di questa grande opera sono pubblicati anche dagli annali di ponti e strade della Francia. Il successivo R. Decreto degli 11 maggio 1855 ha quindi stabilita un'amministrazione generale delle opere di bonificazione ne' R. Domini continentali.

Noi, avendo potuto esprimere all'onorevole signor Mangon, per il nobile pensiero che ha avuto, la medesima riconoscenza che ci è dato attestare agli eminenti giureconsulti e pubblicisti della Francia i cui nomi illustri